HK
3

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1920unse_3

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME LVIX. — 1er SEPTEMBRE 1920.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

XC^e ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1920

THE GETTY CENTER
LIBRARY

NOS GRANDS CHEFS

LE MARÉCHAL JOFFRE

La France a rencontré de 1914 à 1918 les chefs qu'elle méritait. L'Histoire reconnaîtra que, ne voulant pas la guerre, elle l'a soutenue avec un courage, un esprit de sacrifice, et une aptitude militaire dignes de son passé. « Nation armée, » elle a trouvé, dans le corps de ses officiers, une élite capable de l'encadrer et de la diriger. Dans le haut commandement, des hommes d'un mérite exceptionnel apparurent et formèrent une phalange que l'on a pu comparer à celle des généraux du règne de Louis XIV et de la Révolution. Enfin, au premier rang, les commandants en chef eurent la foi, la valeur et la capacité qui assurent la victoire.

Tous ceux qui ont réfléchi aux choses de la guerre savent que, tant vaut la nation, tant vaut l'armée, et tant vaut l'armée, tant vaut le commandement. Ce sont les mérites et les aptitudes de la masse qui se traduisent finalement dans les qualités du chef. On l'a dit, le génie du généralissime n'est que l'expression du degré de civilisation d'un peuple. Il faut, en effet, chez ceux qui obéissent, de grandes vertus pour que ces mêmes vertus soient désirées et acceptées chez ceux qui commandent.

La longue discipline morale que la France s'imposa à elle-même pendant les années qui suivirent la guerre de 1870 s'affirma notamment dans la formation des cadres militaires. Durant cette période, l'armée se mit au travail. Dans ses éléments permanents et supérieurs, elle fut sérieuse, modeste, appliquée. Elle refit son éducation et son instruction techniques; elle remonta aux principes et aux sources, s'instruisit aux grands

exemples, apprit à connaître les méthodes des généraux illustres, étudia avec une ardeur passionnée celles du « dieu de la guerre, » Napoléon. Les bonnes habitudes de l'esprit, la réflexion, la gravité, l'exactitude mirent du plomb, si j'ose dire, dans les qualités naturelles de la race, l'entrain, la vivacité, l'imagination, de telle sorte que la capacité militaire, soit intellectuelle, soit morale, s'était développée en même temps que la volonté de soutenir énergiquement la guerre, si elle venait à éclater. Dès le 1er août 1914 il sauta aux yeux que la France ne se laisserait pas faire et qu'elle irait jusqu'au bout.

On pouvait se demander, cependant, si cette nation et cette armée trouveraient l'homme capable de les conduire à la victoire. Il était facile de prévoir qu'on allait être en présence d'un système de guerre entièrement nouveau. Les effectifs s'éleveraient, dès le jour même de la mobilisation, à des chiffres qu'aucune armée n'avait jamais atteints ; le front présenterait une extension inouïe ; la complexité de la lutte, sur terre et sur mer, se compliquerait encore par le nombre des puissances engagées de part et d'autre ; les transformations résultant des inventions nouvelles, chemins de fer, télégraphes, téléphones, automobiles, avions, imposeraient des méthodes que personne n'avait pu déterminer sûrement ; les répercussions de la guerre sur la vie civile des peuples allaient causer une surtension nerveuse et une sensibilité extraordinaire de toutes les fibres du corps social. Ni Frédéric II, ni Napoléon, ni Moltke n'avaient vu se poser devant eux de tels problèmes.

D'avance on savait que, pas une seule fois, le général en chef ne commanderait lui-même une bataille sur le terrain, que pas une fois il n'aurait son armée dans la main ou même dans celle de ses lieutenants immédiats, que, pas une fois, on ne le verrait à cheval, sur une colline, la lorgnette aux yeux, dirigeant en personne une manœuvre ; on savait qu'il n'agirait ni par sa présence, ni par sa voix, ni par son geste, que son armée l'ignorerait, qu'entre lui et elle ne courrait pas ce fluide qu'on était habitué à considérer comme un agent de victoire ; on savait que le chef vivrait loin des champs de bataille, abstraction combinant des abstractions, X travaillant sur des X, et que son quartier général serait le point géométrique vers lequel se concentreraient toutes les données de la prodigieuse équation.

Quel serait donc l'homme qui répondrait à ces nécessités nou-

velles, l'homme capable d'assumer un rôle aussi extraordinaire?

Antérieurement, le chef de guerre était désigné soit par le Roi dans une monarchie, soit par le gouvernement dans une République, d'après des procédures diverses qui n'étaient plus guère applicables. L'Empereur ou le Roi, lui-même chef des armées, choisissait ses lieutenants d'après leur naissance, leur réputation, leurs services ou simplement selon la faveur de la coterie dominante ; la République avait généralement plus d'égard à l'ancienneté et aux services; mais elle n'était à l'abri ni de la gérontocratie, ni du népotisme, ni surtout des influences résultant de l'alternative des partis. Dans la guerre de 1914, on devait voir l'empire d'Allemagne, parangon tant vanté du système dynastique, confier à des princes, et uniquement en raison de leur naissance, plusieurs des hauts commandements; on devait voir des démocraties écarter certaines aptitudes reconnues pour ne pas contredire au verdict du corps électoral. Tant le problème est difficile !

Napoléon, quand il eut pris, en qualité de Premier Consul, la haute main sur le choix des généraux, se trouva en présence de la fournée de 1793. Il faut voir comment il la sabre dans ses fameuses « apostilles. » La formule est presque toujours la même pour ceux qu'il écarte : « N'a pas fait la guerre. » Car, à ses yeux, la guerre « est la meilleure école du commandement. » Dans l'apostille du 4 nivôse an VIII (4 janvier 1800), il écrit : « Le ministre de la guerre fera connaître au général N. que mon intention invariable étant de n'employer aucun officier qui n'ait servi activement pendant la guerre de la liberté, je pense, etc... » Mais, quand il se prononçait ainsi, c'est-à-dire en 1800, la France était en guerre depuis huit ans; l'armée avait déjà eu le temps d'accomplir, sur elle-même, une formidable sélection. On sait du reste parmi quelles difficultés le haut commandement s'était recruté, une fois les hommes de l'ancien régime disparus. Une incohérente partialité politique avait trop souvent présidé aux choix et il avait fallu chercher dans tous les grades, et jusqu'aux plus bas, pour en tirer les capacités qui finirent par s'imposer.

Bonaparte se connaissait en hommes : ses choix sont marqués à l'empreinte du génie. Mais comment procéder en temps normal, quand la paix dure depuis cinquante ans et que l'on se trouve jeté, sans une minute de répit, dans une étreinte immense

et forcenée d'où va dépendre une longue suite d'événements?

« Ceux qui ont fait la guerre, » disait Bonaparte. Mais, l'on savait aussi, après l'épreuve de 1870, qu'un certain passé militaire ne suffit pas, que des connaissances infiniment complexes sont indispensables pour manier de telles masses d'hommes et pour s'attaquer aux conditions nouvelles des grandes luttes nationales. Avec l'expérience il faut la science : sans parler des qualités nécessaires dans tous les temps à tous les hommes d'action, le sang-froid, le jugement, la persévérance, l'imagination.

Or, il y avait en France, à la veille de la guerre, deux catégories d'officiers, nous ne disons pas deux écoles, dans les hauts grades : d'abord celle des officiers coloniaux; ils avaient « fait la guerre, » ne fût-ce que la petite guerre; ils avaient assumé des responsabilités, ils avaient commandé, ils avaient manié les hommes et vu couler le sang humain. L'autre catégorie était celle des officiers qui, ayant passé par les hautes études militaires, avaient travaillé, réfléchi, étudié, comparé ; ils avaient « entraîné leurs réflexes » aux diverses combinaisons et éventualités de l'art militaire et de la « grande guerre; » mais les circonstances ne leur avaient pas permis, à proprement parler, de « faire la guerre. »

Souvent, il est vrai, les deux catégories n'en faisaient qu'une. Nombre d'officiers de valeur appartenaient à la fois à l'une et à l'autre; il restait même quelques officiers déjà âgés dont la jeunesse avait servi en 1870 : une expérience amère leur en était restée.

Comment, dans cet amalgame, serait choisi l'homme qualifié pour exercer le haut commandement?

Nous n'avons pas à rappeler par quelle loi s'opérait traditionnellement la sélection dans les rangs de l'armée française. Tout le monde connaît le système d'avancement au choix et à l'ancienneté, qui remontait, en somme, à la grande réforme de Gouvion Saint-Cyr. Ce système a été critiqué, et non sans motifs. La manière dont il fut appliqué à certains moments paraît peut-être plus blâmable encore que son principe; il n'a pas échappé à certaines tares, — aussi fréquentes dans les monarchies que dans les démocraties, — l'intrigue de la petite chapelle, l'abus de la faveur et des recommandations. Encore convient-il de reconnaître que, dans ses grandes lignes, il présentait cet avantage de laisser à l'armée le soin de procéder elle-même à un

travail de sélection préparatoire par une sorte de cooptation, les chefs d'hier désignant les chefs de demain. L'esprit de corps présente, en somme, de réels avantages : il a le sens de la durée, celui de la responsabilité, du devoir et de l'honneur.

C'était donc par un fonctionnement normal et naturel d'institutions anciennement établies, dans un milieu préparé par la double capacité de la science et de l'expérience, sur des listes où se présentaient un nombre vraiment considérable de qualités, de titres acquis, d'aptitudes diverses, que devait s'opérer ce choix décisif, celui du général en chef. Il fallait, autant que possible, un homme de science, un homme ayant fait la guerre, un homme désigné par ses services antérieurs, et pourtant encore jeune, un homme ayant assumé déjà de hautes responsabilités, qui inspirât confiance au régime, qui fût accepté de ses pairs, un homme tel que la nation et l'armée l'adoptassent d'emblée, et, pour tout dire en unmot, qui fût en quelque sorte l'image de son temps. En plus, le futur général en chef, cet homme de guerre, devait être *un homme*. Car, que toutes les qualités du monde s'y rencontrent, si *l'homme* n'y est pas, le chef n'y sera pas.

Le jeu des institutions militaires porta au commandement le chef d'État-major général de l'armée, le général Joffre.

Le général Joffre, ancien élève de l'École polytechnique, appartenant à l'arme du génie, ayant vu la guerre de 1870, colonial, administrateur, haut fonctionnaire du ministère de la Guerre, désigné par le système de sélection militaire dont nous avons rappelé le mécanisme, était, sans que cela pût faire le moindre doute, un homme de science, d'expérience et de réflexion : désigné à la fois par ses mérites et par ses fonctions, il était, dès le début, dans une situation telle que nul ne pouvait lui refuser l'obéissance. Rien qu'en saisissant le commandement, il revêtait l'autorité.

Mais trouverait-on, en lui, l'étoffe d'un homme de guerre, digne du commandement? Serait-il égal aux difficultés de la tâche la plus extraordinaire qu'un être humain eût jamais assumée? Avait-il les épaules assez fortes pour porter un tel fardeau? Voilà les questions qui étaient sur toutes les lèvres quand parurent au *Journal officiel*, les quelques lignes brèves nommant le général Joffre. Cette mesure souveraine n'était que la mise à exécution des décrets sur l'organisation du haut commandement et de l'État-major de l'armée. La loi désignait le chef.

PSYCHOLOGIE DU MARÉCHAL JOFFRE

Clausewitz, énumérant les diverses natures d'hommes capables d'aspirer au commandement, met au premier rang : « les hommes aux passions énergiques, profondes et cachées, qui n'obéissent qu'aux fortes incitations et ne se mettent en mouvement que lentement et progressivement, mais dont les sentiments ont autant de puissance que de durée. » Les qualités viriles nécessaires pour le haut commandement sont, d'après lui, la *force d'âme* et le *caractère;* et il ajoute, en deux mots d'une grande simplicité et profondeur : « Un caractère fort est celui qui, même dans les émotions les plus violentes, *ne sort pas de son équilibre.* »

N'est-il pas permis de dire que Clausewitz décrit d'avance la catégorie d'esprits à laquelle appartient le maréchal Joffre?

La France trouvait du premier coup, et par la voie d'une sélection normale, le premier de ses grands chefs de guerre, *un homme d'équilibre, un caractère.*

Pénétrons dans l'analyse psychologique de l'homme à qui la France confiait ses destinées et qui s'est révélé à l'épreuve. Les qualités dominantes du maréchal Joffre sont justement : l'équilibre, la fermeté du caractère, la maîtrise des sentiments et le goût des responsabilités.

En ce qui concerne l'équilibre tout particulièrement, on peut dire que cette vertu morale, trop méconnue, est chez lui naturelle, instinctive. Par elle, il s'est toujours écarté de prime saut des solutions hâtives, des projets séduisants peut-être pour l'imagination, mais sans contact direct avec les faits. De là vient aussi ce sang-froid, cette force d'âme avec lesquels il accepte la responsabilité; il ne la veut pas seulement; il la réclame, il l'exige.

Intéressé uniquement par des solutions réalisables au premier examen, Joffre ne se hâte pas, ne s'exagère rien. Cherchant les solutions par la voie de la raison, il est lent à les mûrir. Mais, quand il les a adoptées, il se montre tenace dans leur exécution.

Pour l'exercice de cette attention profonde et en quelque sorte recueillie, la solitude lui plait. Il y trouve cette satisfaction de plein équilibre qui est chez lui un besoin. Il ne se livre

qu'en tête à tête. Un entourage nombreux gêne le procédé habituel de son travail, de sa pensée. Les improvisations brillantes, les développements abondants, les plaisanteries faciles le déconcertent. Un auditoire l'intimide; plusieurs contradicteurs le réduisent au silence. Ce n'est pas sa manière, et il a l'impression de perdre son temps.

Ce qu'il préfère, c'est travailler en confidence avec les hommes sur lesquels il a jeté son choix. Alors il s'abandonne, et on découvre, sous une simplicité affable, ses dons naturels et, avant tout, une sûreté de jugement parfaite et une finesse très éveillée. Il parle peu, détestant se payer de mots, et embarrassé lui-même par les longues phrases; mais s'il veut témoigner sa satisfaction ou sa sympathie, les mots les plus charmants viennent sur ses lèvres; car il est sensible et bon. Dans cet homme solide et fort, qui ne prend véritablement sa physionomie naturelle que quand il est en face du devoir et de la responsabilité, tout respire la stabilité morale et la robuste sérénité de l'âme. Il n'est pas étonnant que de telles qualités lui aient attiré non seulement l'estime, mais l'affection de tous ceux qui l'ont connu. On lui a toujours obéi sans réticence, non seulement parce qu'il sait exprimer fortement sa volonté, mais surtout parce qu'il donne l'impression qu'elle est bien *sa volonté*, et que ses décisions ne lui sont soufflées par personne.

Quand l'intérêt général est en jeu, ses subordonnés et ses amis les plus immédiats lui ont toujours vu prendre, sans s'inquiéter des intérêts particuliers, les résolutions les plus fermes; et jamais par la suite il n'a récriminé contre leurs conséquences, quelles qu'elles aient pu être.

Cette grande force de caractère que tempèrent une bonté et une simplicité évidentes, a fait que toujours grands et petits l'ont abordé avec respect, mais sans embarras. Populations soldats, enfants aiment en lui l'homme en qui apparaissent de prime abord le sérieux, la bonne foi et l'autorité du commandement.

La part de travail propre du maréchal Joffre consiste à réfléchir et à décider. Il écrit peu; mais il sait écouter. Il écoute lire inlassablement, avec une attention déconcertante. Si un travail lui est présenté, il le demande écrit, ou il se le fait lire ou il le lit lui-même; après quoi, il le rumine, le digère. Tou-

jours avant de se décider, il suspend son jugement. Retiré dans un coin, il ferme les yeux, s'absorbe, paraît dormir et mûrit sa décision. Parfois, il prie qu'on retouche, qu'on recommence, et surtout qu'on élague, qu'on s'en tienne aux données essentielles, aux conclusions pratiques. Il veut du raisonnable, du facilement compréhensible, exposé dans des phrases courtes et en termes clairs. Il exige une ponctuation bien ordonnée. Ainsi s'affirme, dans tous les actes de sa vie, cette qualité de pondération qui est le trait caractéristique de sa nature, par là véritablement supérieure et rare.

Cette qualité, il la communique à son entourage ; il sait admirablement faire travailler. Il ne paraît exercer sur la recherche et le développement de l'idée, sur l'agencement de la forme aucune action directe, n'intervenant, semble-t-il, que lorsqu'il est sollicité de le faire. Cependant, il imprime fortement à tous et à tout sa marque : le sens pratique.

Confiant dans son bon sens naturel, il aime à s'entourer de jeunes esprits, audacieux et volontaires, et c'est sans doute le secret le plus précieux de sa méthode de travail. Il écoute moins patiemment les gens âgés. Il emprunte à tous, mais plus volontiers aux jeunes. Une fois la décision prise, d'où qu'elle vienne, comme nous l'avons dit, il la fait sienne. Dès lors, elle lui appartient, il la garde jalousement, égoïstement ; le fruit de la collaboration de plusieurs est devenu son œuvre à lui : c'est lui qui va la traduire en acte.

Ainsi jugeant admirablement les hommes, sachant les intéresser à leur travail, les écoutant attentivement, les tenant sous une discipline calme et sans à-coups, il a su, chef véritable, créer autour de lui ces états-majors et, en particulier, ce grand quartier général dont l'histoire dira qu'il fut un des plus merveilleux instruments qu'un général ait jamais eu à sa disposition.

Quand il fut question d'appeler le maréchal Joffre à l'Académie française, il s'excusa trop modestement que les titres lui manquassent. Pourtant, il fit observer avec sa bonne foi ordinaire qu'il en avait un : c'était *d'avoir contribué à former cette élite intellectuelle de nos États-majors d'armées, qui a sauvé la France.*

LA PRÉPARATION DE LA GUERRE

Ces rares qualités naturelles, développées par une vie de conscience et de travail à tous les degrés d'une belle carrière, préparaient Joffre au rôle du général en chef. Dans l'ordre politique, tel ou tel bon ministre n'est pas apte à devenir un président du Conseil, parce qu'il n'est pas, à proprement parler, un homme d'État : de même, dans l'ordre des choses militaires, tout général n'a pas l'aptitude du haut commandement.

Le général en chef digne de ce nom doit être, d'abord, un grand citoyen : car il est le juge suprême qui met sans cesse en balance les intérêts nationaux les plus nombreux et les plus variés, et dont le jugement assure l'équilibre de l'ensemble.

Le généralissime fait, sans cesse, œuvre de gouvernement ; il doit connaître toutes les ressources du pays, distinguer et rechercher les diverses manifestations de l'énergie nationale, les orienter et les concentrer de façon à porter au maximum la force physique et morale qui, à l'heure du danger, est l'expression suprême de la valeur d'un peuple.

Jomini a écrit un chapitre admirable sur ce qu'il appelle « la politique de la guerre. » Ce point de vue résume tout. Le général en chef d'un peuple sous les armes doit le représenter pleinement. Dans une coalition, il devient l'organe de ce peuple, le rouage indispensable, la personnalité dont l'avis doit entraîner la conviction. Encore une fois, aux périodes critiques, il résume en lui la nation à laquelle il appartient.

Avant la guerre, Joffre savait que, si la charge du commandement en chef lui incombait, son autorité s'exercerait sur un front qui s'étendrait des Vosges à la Belgique ; que, sur ce front, s'échelonneraient cinq armées et, en arrière, des troupes de réserve ; que l'effectif total dépasserait 4 millions d'hommes et s'accroîtrait sans cesse. C'est sur ces données générales qu'il fallait travailler, sans qu'aucun essai ou manœuvre préparatoire pût seconder l'étude et la réflexion.

C'est comme chef d'État-major général que Joffre s'est préparé au commandement. Remplissant ses fonctions avec scrupule, il étudiait l'armée et en scrutait tous les rouages. Il s'efforçait de donner plus de cohésion et plus de force à cet instru-

ment déjà si puissant, en faisant voter la loi de trois ans qui lui assurait, pour le premier choc, le concours de troupes actives plus nombreuses et mieux entraînées; et, parallèlement, il poursuivait le perfectionnement et l'utilisation la plus complète possible des unités de réserve. On a dit et on répète encore que le rôle des unités de réserve n'avait pas été envisagé dans la préparation militaire française. Légende absurde. Il existe, à l'État-major de l'armée, de nombreux mémoires établis pour la préparation du plan 17. Dans les diverses hypothèses envisagées, il était admis comme une donnée positive que l'Allemagne nous opposerait, dès le début de la guerre, au moins 14 ou 15 corps de réserve. En fait, c'est 15 corps et demi de réserve qui furent mis en ligne par l'Allemagne à la bataille des Frontières. Or, les efforts poursuivis pendant les dernières années qui précédèrent la guerre nous ont permis de mettre en ligne, à ce même moment, plus de 20 divisions de réserve indépendantes et une vingtaine de brigades de réserve rattachées aux corps d'armée actifs.

Donc, et contrairement à ce que l'on pense généralement, l'effort d'utilisation des réserves reste à peu près comparable des deux côtés. Numériquement, et proportionnellement au chiffre de la population, celui de la France fut certainement plus grand.

Ce qui différa, c'est l'emploi qui fut fait au début, de part et d'autre, des forces en question. Les corps de réserve allemands furent employés comme corps actifs, tandis que chez nous, un certain nombre de brigades seulement furent incorporées dans les corps actifs; les autres divisions de réserve, considérées comme indépendantes, étaient primitivement destinées à demeurer en seconde ligne ou à recevoir des missions défensives.

Il est facile de discerner la raison de ces différences dans l'utilisation des réserves. En Allemagne, l'abondance des ressources du recrutement permettait d'affecter aux corps de réserve envoyés sur le front des hommes des classes les plus jeunes pour lesquels un encadrement extrêmement solide avait été prévu; tandis, qu'une fois nos réservistes des jeunes classes affectés aux corps actifs pour les compléter, nous devions former ensuite nos divisions de réserve avec des hommes sensiblement plus âgés, moins bien entraînés, ayant perdu depuis plus longtemps le contact avec le régiment. D'où la différence dans l'utilisation en Allemagne et en France des unités de

réserve de traitement. Pour préciser, la France mit en ligne, dès les premiers jours de la guerre, des hommes de trente-deux ans, tandis que l'Allemagne n'envoyait sur le front, au même moment, que des réservistes ne dépassant pas l'âge de vingt-huit ans. De toutes façons, on ne peut nier que le général en chef ne se soit appliqué à former avec ses troupes de réserve des unités bien commandées, et qui ne tardèrent pas, dès qu'elles eurent acquis de la cohésion, à montrer les mêmes solides qualités que les troupes de l'armée active.

Le général Joffre chercha encore à augmenter la solidité de l'ensemble en donnant aux troupes l'armement le meilleur. Ses efforts personnels pour faire adopter et réaliser un programme d'artillerie lourde sont consignés dans les registres des délibérations du conseil supérieur de la guerre.

***

On pourrait s'étendre sur les profondes modifications apportées sous l'impulsion et le contrôle du général Joffre au plan de concentration. Les progrès accomplis dans les temps qui précédèrent immédiatement la guerre furent tels qu'ils surprirent complètement l'ennemi et nous donnèrent l'avantage de l'initiative. Les Allemands se sont beaucoup vantés du bon fonctionnement de leurs transports par voies ferrées : or, nous les avons dépassés comme rapidité et comme ponctualité. Si nous avons pu, au début, couvrir à la fois le front des Vosges, le front de Lorraine et le front de Belgique, c'est à cette excellente préparation des transports que nous le devons. On devait s'apercevoir, au cours de la guerre, à quel point il importait que le généralissime eût des connaissances et une expérience personnelle et technique de tout ce qui concernait les chemins de fer.

L'État-major de l'armée, sous l'impulsion de l'ancien directeur des services de l'arrière, réussit à gagner un jour et demi sur les plans de concentration précédemment établis; et c'était un résultat considérable, étant donné l'esprit d'offensive qui animait les deux adversaires.

Avec une couverture plus solidement établie à la suite de la loi de trois ans, et un plan de concentration rapidement exécuté, le généralissime du temps de guerre devait avoir en mains les moyens de prendre l'initiative contre les armées allemandes, dont les projets grandioses n'étaient ignorés de personne.

Hanté déjà de cette idée (qui ne devait plus l'abandonner) de l'absolue nécessité de maintenir en équilibre des armées occupant nécessairement un si vaste front, le général Joffre pressentait l'utilité capitale d'une organisation complète de leurs nerfs moteurs, c'est-à-dire le commandement et les États-majors. Pendant les dernières années qui ont précédé la guerre, il ne s'est pas passé de mois, et presque de jours, sans que son attention personnelle se soit portée sur le fonctionnement de ces rouages exigeant une préparation si minutieuse et si délicate.

Il savait bien qu'il lui serait impossible d'intervenir dans les détails, que si la guerre éclatait, l'instrument, aussi parfait qu'on le supposât, échapperait à son contrôle, et que l'action personnelle du général en chef ne pourrait s'exercer que s'il avait en mains des organes de transmission et de direction excellents.

Et c'est pourquoi il s'employa, dès avant la guerre, à grouper autour de lui des officiers remarquables tant par leurs connaissances professionnelles que par la sûreté de leur jugement et la fermeté de leur caractère. Ce personnel, il voulait le connaître individuellement. Des voyages d'armée, des travaux sur la carte le mirent en contact fréquent et presque permanent avec les généraux et les officiers de mérite, et quand la mobilisation porta, aux frontières de la France, toutes les forces militaires du pays, le général Joffre avait acquis la connaissance particulière des hommes qui devaient être partout ses auxiliaires immédiats, et qu'il avait en quelque sorte imprégnés de ses méthodes. Il leur faisait confiance comme ils lui faisaient confiance.

C'est dans cette collaboration intime que résidait (l'événement l'a bien prouvé) la force même de l'armée en temps de guerre. Joffre l'a dit dans son discours de réception à l'Académie, quand il célébrait ces États-majors qui demeurèrent dans la tempête « fermes comme des rocs, » qui ranimèrent les courages, soutinrent les volontés et qui surent garder, avec une parfaite lucidité d'esprit, un entrain, un optimisme, une fermeté et une continuité de vues dignes de la cause qu'ils servaient.

Si le général Joffre avait eu plus de temps, il eût sans doute procédé, dans le haut commandement, à certaines éliminations et sélections qui s'imposèrent dès les premiers jours de la guerre.

On n'a pas perdu le souvenir de la tranquille fermeté et du courage « civique » (il en fallait beaucoup à ce moment) avec lequel le général Joffre, à la suite des manœuvres du Midi, en 1913, prit la responsabilité de remplacer, dans le commandement des corps d'armée et des divisions, certains généraux particulièrement bien en cour. L'opinion fut surprise, mais conquise par l'esprit de décision de ce général, dont la sincérité républicaine ne faisait aucun doute, et qui n'hésitait pas, dans l'intérêt supérieur de la France, à frapper des généraux en faveur.

Dans l'armée, où l'on aime les hommes qui ont le goût des responsabilités, cet acte de vigueur rendit le général Joffre très populaire. On comprit qu'il s'inspirait uniquement du bien supérieur du pays : et l'on ne fut pas étonné quand, après l'entrée en campagne, et après nos premiers revers, le général en chef mit, avec une vigueur étonnante, la main à une refonte complète du commandement.

JOFFRE GÉNÉRAL EN CHEF

Ainsi, dans ces actes préliminaires, le général Joffre présentait, aux regards attentifs, un ensemble de qualités remarquables. On devinait en lui le bon citoyen et l'homme de haute volonté et de solide jugement. Ces aptitudes et ces dons, ce travail assidu révélaient, à n'en pas douter, pour ceux qui l'approchaient, certaines qualités essentielles du général en chef.

Ayant assumé d'avance les responsabilités d'une si lourde charge, il en avait envisagé tous les devoirs et il se préparait à les remplir avec cette conscience appliquée et, surtout, avec ce haut sentiment de dévouement au pays qu'il avait puisé dans le spectacle de nos revers de 1870. Ce qu'il voulait, c'était remettre la France à l'honneur. Il faut entendre cet homme qui parle peu parler de la France. Il le fait avec un tel accent qu'il est impossible de ne pas être ému de son émotion.

La faculté éminente de Joffre, c'est-à-dire le sens de l'équilibre, il va donc la mettre en œuvre dès qu'il sera appelé au commandement en chef des armées françaises sur le front occidental. Sa pensée dominante est de ne pas permettre que, par la faute d'une partie, la stabilité de la masse soit compromise. Résolu, dès le début, à employer toutes ses ressources simultanément, de façon à ne négliger aucune de ses chances, il se

refusera constamment à livrer bataille, s'il n'a pas le sentiment que l'ensemble est en état de donner en même temps et à plein collier, s'il n'est pas persuadé que, sur tout le front, chaque commandant d'armée est à sa place, en bonne disposition matérielle et morale.

Qu'on relise ses instructions, on y reconnaîtra la préoccupation constante de faire régner, d'un bout à l'autre du front, une seule et même volonté, de faire comprendre à chacun quels sont ses devoirs envers ses voisins, et de maintenir chaque effort particulier en étroite solidarité avec l'action générale.

Il l'a dit lui-même dans le mémoire qu'il a adressé à la commission d'enquête sur les évènements de guerre relativement au territoire de Briey :

Pour juger des causes qui ont amené le commandement à prendre telle ou telle décision, il importe essentiellement de considérer l'ensemble des opérations, de voir la place que prend, dans ce cadre général, le fait que l'on veut étudier et de se rendre compte des répercussions qu'ont eu ou qu'auront sur lui les événements qui se sont passés ou se passent ailleurs. C'est une erreur commune à bien des exécutants, quelle que soit l'importance de l'unité qu'ils commandent, que de surestimer en toute bonne foi l'importance des événements dont ils sont les acteurs responsables et qui se passent sur la portion du territoire où ils se trouvent eux-mêmes. Cette erreur est du reste de leur part profondément excusable et compréhensible, car les exécutants ne possèdent pas les éléments nécessaires pour apprécier une situation générale qu'ils ne connaissent qu'imparfaitement ; ils ne peuvent placer au rang qui leur revient, dans l'ensemble des faits, les événements qui les intéressent le plus directement ni voir sur eux-mêmes la réaction de cet ensemble. Telles étaient les préoccupations constantes du général en chef.

Si l'on veut porter un jugement sur les premières rencontres de la guerre et d'ailleurs de toute la guerre, il convient de ne pas considérer un fait isolé. La grande difficulté est de s'élever à la largeur de vues nécessaire pour embrasser toutes les opérations militaires dans leur ensemble. Chaque témoin ou chaque écrivain particulier est enclin à restreindre son effort de compréhension, à le limiter à une seule partie du front. L'action paraît ainsi plus claire parce qu'elle est plus bornée. Mais la vérité ne s'empare pas de l'esprit si aisément. Le succès n'est ni sur un seul point, ni en un seul moment; il se déve-

loppe en des phases diverses et en des combinaisons extrêmement complexes. Le véritable historien de la guerre sera celui qui pourra, faire percevoir ce *tout* en mouvement et en « devenir » et qui, finalement, par une infinité de fils rassemblés en une trame unique, saura rétablir le dessin complet de la victoire

Pour être clair, prenons un exemple. Gallieni et Maunoury attaquent sur l'Ourcq, Foch est attaqué sur les marais de Saint-Gond. Ainsi Joffre cherche le flanc de l'ennemi au moment où l'ennemi veut rompre le front de Joffre. Contre Maunoury, von Kluck a ramené toute son armée au Nord de la Marne, la bataille paraît indécise le 8 septembre au soir; contre Foch, Bülow et von Hausen ont jeté leurs deux armées, Foch tient tête héroïquement; mais, de ce côté aussi, la bataille paraît indécise le 8 au soir. Cependant, par suite de ces deux offensives contraires, l'une française, l'autre allemande, le front allemand a dû se distendre jusqu'à laisser l'armée du centre, celle de Bülow, sans liaison et sans protection sur son flanc droit. Une fissure se crée dans la ligne allemande. L'armée anglaise et l'armée Franchet d'Esperey entrent dans cette fissure et déterminent la retraite de l'armée von Kluck et de l'armée Bülow, ce qui entraîne la retraite générale. N'est-il pas évident qu'il ne faut pas chercher les raisons de la victoire exclusivement sur tel ou tel point, mais partout à la fois? Et encore, nous n'avons pas fait entrer en ligne de compte les succès simultanés et non moins décisifs de Castelnau, de Dubail, de Sarrail et de Langle de Cary.

Généraux, commandants d'armées et de divisions, obéissant tous à une volonté unique, leurs efforts particuliers ne peuvent être liés que par cette volonté supérieure qui forme le faisceau : sans elle ils ne sont que des traits séparés. Cette faculté de concevoir et de dominer les ensembles, combien de généraux la possèdent? Or, il est impossible de nier que, dès le début des opérations, elle appartenait au général Joffre.

Certes, au moment où il donnait ses premiers ordres, il n'avait pas fait ses preuves, il n'avait pas reçu « le baptême du haut commandement. » Mais il fut tout de suite consacré. L'officier et le soldat eurent confiance. « Si vous leur dites, écrit un officier de la Marne, que le général Joffre n'a pas attiré les Allemands dans un piège, ils vous traitent d'*imbécile*. » Ce fut une bonne fortune pour la France d'avoir, dès ce moment, à la

tête de ses armées, un homme dont les qualités naturelles s'adaptèrent si exactement aux nécessités de l'heure. Ennemi des expériences dangereuses, cherchant les solutions pratiques, ne s'étonnant de rien, persévérant, optimiste, résolu, tranquille dans la tempête, ce type de général était précisément celui qu'il fallait à la France. Joffre était un chef; il apparut *le chef*.

Dans la suite de la campagne, alors que les généraux et les combattants, à quelque échelon que ce soit, eurent fait leur instruction sur le champ de bataille, il devint relativement plus facile d'imaginer des plans d'opérations et d'en poursuivre l'exécution. Mais c'était une tout autre affaire en 1914. Si, dans les deux cas, la bravoure des soldats était la même, l'expérience des chefs ne fut formée que progressivement à la rude école de la guerre. Il est bien permis de dire que la responsabilité pesa d'un poids plus lourd sur les épaules de celui qui eut à ouvrir les voies.

*
* *

Ce n'est pas l'objet de ce court exposé de discuter les mérites du plan 17. Le reproche qu'on lui a surtout adressé est d'avoir été résolument offensif. On peut se demander pourtant, si la défensive convenait mieux, de prime-abord, à une masse pareille où l'expérience faisait défaut à tous les échelons, et si ce n'eût pas été nous priver de notre meilleur chance que de renoncer volontairement à recourir aux qualités notoirement offensives de notre race.

Dans nos armées comme dans les armées allemandes, en vue d'un choc dont personne ne pouvait prétendre apercevoir les immenses répercussions, tous les hommes de réflexion, d'un côté comme de l'autre, ont pensé que le mieux était de prendre l'initiative et d'attaquer. Pour maintenir l'ordre dans les unités et le moral chez tous, le mouvement en avant apparaissait comme une nécessité militaire de premier ordre. On prétend que la défensive aurait compensé notre infériorité numérique et certaines lacunes d'une préparation que l'on assure avoir été inférieure à celle des Allemands. Peut-être au contraire, ces infériorités, — très exagérées d'ailleurs, — se fussent-elles accusées. Peut-être l'armée française, assaillie de pied ferme par une armée ennemie lancée à pleine vitesse, eût-elle subi des revers autrement douloureux et autrement graves!

Il n'est pas défendu de penser que si le plan français avait été exécuté avec une fermeté résolue, en particulier par notre armée de gauche, la plus importante, nous aurions gravement compromis le développement si risqué de la manœuvre enveloppante de l'aile droite allemande, comme nous l'avons brisée définitivement en Lorraine et dans les Vosges. La 5e armée à l'échec de laquelle est lié l'échec définitif du plan 17, a été la seule qui ne se soit pas entièrement conformée à l'esprit de ce plan puisqu'il y avait comme un doute dans l'esprit de son commandement et qu'au lieu de se porter offensivement au Nord de la Sambre, elle a attendu passivement et à distance de la rivière le choc des armées allemandes; et elle a reculé ensuite, alors que deux de ses corps seulement avaient été sérieusement engagés.

Il a, d'ailleurs, été surabondamment démontré que cette première période offensive n'a pas été sans obtenir certains résultats. Ceux qui ont vu nos cinq armées reculer après la bataille des Frontières se sont rendu compte que, malgré les circonstances si douloureuses, elles devaient, précisément à leur première attaque, d'avoir acquis suffisamment de cohésion et de sang-froid pour accomplir d'abord une retraite vigoureuse et pour réaliser ensuite le « redressement. »

Une autre critique portée contre le plan 17 a été d'avoir accumulé trop de forces à droite et de n'avoir pas suffisamment étendu la gauche française en vue de parer au mouvement tournant des 1re et 2e armées allemandes à travers la Belgique. Si ce plan avait été aussi vigoureusement exécuté qu'il était, stratégiquement, solidement conçu, si les deux armées du centre (3e et 4e armées) avaient pu réaliser en temps utile, c'est-à-dire dès le 13 ou le 14 août, leur manœuvre offensive, elles auraient probablement progressé sans difficultés à travers les massifs forestiers des Ardennes, et auraient placé le gros des armées allemandes et l'aile droite allemande dans une situation qui pouvait devenir des plus périlleuses.

Quoi qu'il en soit, le reproche, en tant qu'il vise les dispositions statégiques, n'a pu s'accréditer que par une méconnaissance profonde des réalités. Les publications officielles allemandes établissent désormais que, conformément aux idées de Schlieffen, la manœuvre de l'aile droite allemande *se doublait à*

l'aile gauche, d'une manœuvre tout aussi puissante. Il est avéré que cette « tenaille » de gauche se composait de deux armées au grand complet : la 6e et la 7e armée comptant le 14e corps badois, le 15e corps de Strasbourg, le 21e corps de Metz, les trois corps d'armée bavarois et les corps de réserve correspondants, le 13e corps d'armée wurtembergeois. Tous ces corps d'armée, sans parler des réserves commandées par von Deimling, formaient une masse de la même valeur militaire que les armées de Bulow et de von Kluck. Que fût-il arrivé, si une telle force eût attaqué Nancy et pris de flanc notre droite, sans trouver d'adversaires devant elle? Les 1re et 2e armées françaises ont eu à faire face à 10 corps d'armée, au moins, et ont livré, sur la Mortagne et sur la Meurthe, une série de batailles qui ont encadré celle de Charleroi, et qui, pour avoir eu moins de retentissement, n'en ont pas moins été décisives. Les défaites éprouvées à la trouée de Charmes, sur la Mortagne, au Grand Couronné, par le prince héritier de Bavière et par le général von Heeringen ont été une des causes principales de la perte finale de la guerre pour les Allemands. Elles ont, dès la première heure, anéanti les combinaisons escomptées par leur plan initial. C'est notre « force de l'Est » qui d'abord a sauvé le pays.

Par le fait que les armées de droite tenaient bon, le centre put, ainsi que le voulut si énergiquement le général Sarrail, rester accroché à Verdun. Nancy, Verdun échappant à l'ennemi pour toute la durée de la guerre et permettant la manœuvre de la Marne, tel fut un des avantages incontestables du plan 17.

En raison de cette heureuse solidité de notre droite, la manœuvre de la droite allemande, orientée tout d'abord dans la direction du Sud-Ouest, jusque sur la basse Seine, dut s'infléchir subitement dans la direction du Sud, puis du Sud-Est. Le grand État-major allemand a expliqué ainsi la nécessité où se trouva von Kluck de raccourcir sa manœuvre; et von Kluck a dit lui-même que, s'il avait su ce qui se passait dans l'Est, il n'aurait jamais tenté de franchir la Marne. Les armées allemandes n'étaient plus ni assez nombreuses ni assez fortes pour mener à bonne fin le vaste encerclement des forces françaises qui avait été le projet initial.

Que nous ayons été victorieux dans l'Est dès les premiers jours de la guerre, cela a eu des conséquences incalculables et on ne peut plus heureuses. Si nous avions été battus devant

Épinal et devant Nancy, c'en était fait de notre défense de Verdun. Au lieu d'opposer à l'envahisseur un front orienté suivant la ligne Paris-Verdun, couvrant le centre de la France et toute la France, nous aurions dû livrer bataille suivant une ligne Lille-Paris dans des conditions autrement difficiles, autrement graves, autrement précaires.

LA BATAILLE DE LA MARNE

Ainsi le général Joffre, ayant conçu, pour prendre l'initiative dès le début de la guerre, un plan d'ensemble dont nous venons d'indiquer les raisons générales, tendit tous les ressorts de sa volonté pour la mise à exécution de ce plan.

Mais l'instrument se révéla plus lourd à manier qu'on ne l'avait pensé; et cela apparut même avant la bataille de Charleroi. L'esprit pratique du général Joffre, peu satisfait des renseignements incomplets qui lui parvenaient sur l'orientation de la manœuvre allemande, sentit de bonne heure que le défaut d'équilibre s'accusait à son aile gauche, soit par le manque de confiance chez le commandant de la 5e armée, soit par une insuffisante coordination de toute cette aile gauche résultant de l'imperfection du commandement interallié, c'est-à-dire français, belge et anglais, soit, enfin, par suite des lenteurs de la mobilisation anglaise.

S'efforçant, malgré tout, de mettre en mouvement ce pesant outil, il le souleva dans les journées du 18-23 août. Par les ordres les plus nets et les plus clairs qu'il ait donnés peut-être, il en vint à l'exécution du plan conçu dès le temps de paix. Mais les causes de déséquilibre l'emportèrent. Recul des armées d'aile droite, échec des armées du centre, stagnation des armées d'aile gauche. D'instinct, dès que cet état de choses lui fut révélé, Joffre se refusa à s'attarder dans une situation qui correspondait si peu à la conception qu'il se faisait de la grande guerre.

C'est de ce sursaut intellectuel et moral qu'est résultée l'étonnante Instruction du 25 août 1914 vouée à l'admiration de l'histoire. Elle tranchait dans le vif et reportait l'ensemble du dispositif en arrière, jusqu'à ce que l'équilibre entre toutes les armées fût rétabli.

La bataille de la Marne est, comme on l'a dit, la fille de

l'Instruction du 25 août. L'équilibre matériel est rétabli par la création d'une nouvelle armée au centre, la 9e (Foch), qui s'intercalera entre la 4e armée (Langle de Cary) et la 5e (Lanrezac) et par la création, sur la Somme, de la 6e armée (général Maunoury) destinée à contrebalancer le poids des armées allemandes d'aile droite, à étayer l'armée anglaise et à chercher le débordement des armées allemandes par la gauche.

La manœuvre étant ainsi dessinée, une nouvelle rencontre doit avoir lieu approximativement sur une ligne Verdun-Saint-Quentin. Sur ce thème, le général en chef et l'État-major vont travailler avec cette pensée dominante que le recul ne s'arrêtera et que la bataille ne sera livrée qu'à l'heure où la soudure sera faite partout, où chacun sera en place, où l'unité morale sera rétablie et où l'ensemble sera parfaitement lié et mis au point (1).

Ici apparaît chez le général Joffre un certain genre d'initiative qui le montre véritablement créateur, et qui tient à cette tendance naturelle à l'équilibre qui le caractérise : il s'agit de l'art avec lequel il s'ingénie à transporter d'un point à un autre, selon les besoins de la manœuvre, des troupes répandues et parfois même engagées sur l'immensité du front. Seul un général maître de son échiquier et apte à se servir du réseau des voies ferrées pouvait recourir sans hésitation ni tâtonnements à cette méthode originale et hardie. En pleine retraite, alors que sa pensée semble devoir être retenue par d'autres préoccupations, le général joue avec ses corps d'armée, même avec ses armées; il les pousse, selon les besoins apparus, dans tel ou tel secteur du front: en un mot, *il tire ses réserves de ses corps combattants.*

Ainsi, il peut sans inconvénient engager à la fois toutes ses troupes puisqu'il ne se subordonne pas à leur action, mais qu'il les subordonne à sa conception. Aussitôt qu'elles ont produit leur effet sur un point, il les enlève, les arrache au combat, les transporte rapidement où il l'a décidé; et l'ennemi les retrouve devant lui sur un point très éloigné du lieu où elles combattaient la veille.

Nous connaissons, par les documents et les carnets de route, la surprise des officiers allemands quand, par exemple, ils

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1919.

voient apparaître à Proyart, dans la région de la Somme, des éléments actifs, tandis qu'ils croyaient n'avoir affaire qu'à des divisions de territoriaux ou de réserve. C'était, dès le 25 août, la première application de la méthode nouvelle. Le 7e corps qui, la veille, combattait en Alsace, était transporté dans la région de Paris et Maunoury lui-même, vainqueur à Étain, dans la Meuse, venait prendre le commandement de cette nouvelle armée, constituée ainsi, en grande partie. De même la 9e armée, confiée au général Foch, fut créée avec des éléments empruntés à d'autres armées. Au cours de la bataille de la Marne, le 21e corps, le 15e corps, etc., furent enlevés à Dubail et à Castelnau et intervinrent comme renforts à la trouée de Mailly, à la trouée de Revigny, etc. La manœuvre des lignes intérieures par les « réserves combattantes » fut l'élément « surprise » à la victoire de la Marne. Les Allemands l'imitèrent bientôt, mais avec infiniment moins d'opportunité et de savoir-faire technique. Von Heeringen, enlevé aux Vosges, arriva sur l'Aisne trop tard. Par sa conception initiale, Joffre resta le maître de l'instrument qu'il avait créé et qu'il transmit à ses successeurs (1).

Ainsi, dans la bataille de la Marne, deux éléments apparaissent qui arrachent la victoire à l'ennemi : d'abord une conception militaire nouvelle, à la fois savante et souple, élastique et forte, réalisée précisément par ce grand État-major, dont le général Joffre a soigné si particulièrement pendant la paix la préparation ; et l'autre, disons-le franchement, le caractère du général en chef, les qualités propres et les vertus d'un

(1) Que les Allemands aient essayé d'emprunter cette méthode au général Joffre dès que les faits la leur eurent révélée, c'est ce qui résulte, en particulier, d'un passage du Mémoire du général von Hausen qui commandait la IIIe armée à la bataille de la Marne : « Il manquait, dit-il, au front allemand (pour gagner la bataille de la Marne) les quatre corps d'armée que l'on avait retirés de l'aile gauche allemande pour les placer à l'aile droite en vue d'empêcher que l'adversaire ne put tourner celle-ci. Ces corps (enlevés à l'armée von Heeringen dans les Vosges) n'entrèrent pas en action. *Dès que le Grand Commandement eut compris que les Français, renforçaient continuellement leur aile gauche pour nous tourner, nous essayâmes de faire de même et*, COMME LES FRANÇAIS, nous tirâmes nos troupes d'Alsace-Lorraine. Mais cette mesure fut décidée trop tard et *elle tourna mal pour nous* : on n'eût pas dû oublier que nous nous battions sur les lignes extérieures et que les chemins de fer, dans nos lignes d'étape, ne fonctionnaient pas comme chez l'ennemi. Si bien que nos corps arrivèrent *trop tard* et que finalement, sur aucun point, ils ne participèrent pas à la bataille. » (Introduction au Mémoire de von Hausen, par Kircheisen.)

homme qui accepte la responsabilité, la porte résolument sur ses fortes épaules, décidé qu'il est à ne s'engager que quand il aura acquis la conviction qu'il tient le succès. Dans ces jours dramatiques, la figure du général se détache calme et résolue, attentive et inspirée. En communication constante avec ses commandants d'armée, Joffre les tient en haleine, les encourage de la voix et du geste ; il est partout, approuve les initiatives, les suscite au besoin, saisit les occasions de rendre l'espoir et la confiance aux officiers, le mordant à la troupe.

Faut-il donner des preuves de cette action constante s'exerçant dans le sens de l'équilibre d'un bout à l'autre du front ?

Pendant la retraite qui prépare le retour offensif, le général Joffre applaudit à la victoire de la 4e armée sur la Meuse ; il provoque celle de la 5e armée à Guise ; il en discerne aussitôt les heureux résultats et sent que, dès lors, si von Kluck est obligé de renoncer à sa marche sur la Basse-Seine, c'est que l'équilibre se rétablit. Mais, ceci dit, jamais il ne se laisse entraîner par ses subordonnés hors du dessein qu'il a conçu. Après la Meuse, après Guise, il ordonne de rompre le combat, fidèle en cela à sa conception de la manœuvre générale et à sa volonté de tout sacrifier à l'ensemble.

Au général Maunoury qui propose, le 1er septembre, d'attaquer, si la situation l'exige, il répond que « l'équilibre et la soudure ne sont pas encore complets et qu'il faudra reculer jusqu'au Sud de Paris. » Il ramène dans l'Est de Paris le maréchal French qui orientait sa marche vers l'Ouest, menaçant ainsi de créer un trou dans le front des armées (1). Tandis que l'ensemble recule, il apparaît mieux commandé, mieux organisé ; la confiance et la volonté qui animent le cœur et l'esprit

(1) L'intervention de lord Kitchener aurait été nécessaire pour maintenir le maréchal French sur le front de défense de Paris. Voir, à ce sujet les documents publiés par sir Georges Arthur dans son étude biographique sur lord Kitchener qui vient de paraître à Londres (3 vol.). — Comparer le récit du maréchal French, *1914* trad. franç., p. 79 et suiv. Il dit, se référant à la date du 28 août : « Pour ma part, *je ne pouvais faire aucune promesse* avant de savoir exactement sur quoi je pouvais compter. » Et, à la date du 30, il écrit encore à Kitchener : « Je sens très sérieusement l'absolue nécessité qu'il y a pour moi *à garder ma complète liberté d'action* et à pouvoir, si les circonstances l'exigent, *me retirer sur mes bases* ; » p. 86. — C'est seulement à la suite d'un long entretien avec Joffre que French adresse à celui-ci, le 3 septembre, la lettre qui permet enfin d'ordonner l'offensive : « Je suis *maintenant* complètement et clairement renseigné sur vos projets et sur la part que vous désirez que j'y prenne. Vous pouvez compter sur ma plus cordiale coopération en toutes choses... » p. 90.

du général en chef, passent dans le cœur et l'esprit de tous.

Ceux qui voient le général à ces heures décisives sont impressionnés par sa sérénité. Il n'hésite pas à se charger de Paris. C'est lui-même qui en réclame la charge. Le gouvernement est à Bordeaux, le général Joffre porte seul la responsabilité du salut de la France. Le général Gallieni, placé sous ses ordres, lui fait part de ses intentions. Entre ces deux grandes volontés un contact moral s'établit, chacun influençant l'autre. — Pourquoi tenter de les séparer quand leur union fait tant d'honneur à la France? — Au général Gallieni, qui ne voit d'abord que son rôle de gouverneur de Paris, et qui porte toutes ses préoccupations sur la défense même de la capitale, le général Joffre fait adopter une conception plus large, à savoir que le sort de Paris se règlera en rase campagne et que les troupes de la garnison de Paris doivent participer à la bataille.

Comme on reprochait, plus tard, à von Kluck d'avoir négligé Paris, il a fait observer qu'il n'avait pu prévoir que, contrairement aux règles ordinaires de la stratégie, l'armée de Paris sortirait du camp retranché et se battrait au dehors. En fait, c'est le général Joffre qui a rompu avec les traditions de la stratégie; c'est lui qui a détaché loin de la place les troupes de la garnison et qui les a fait participer à la bataille de la Marne. Il a dicté ses intentions à ce sujet dès le 2 septembre au matin.

Quand le général von Kluck s'infléchit vers l'Est, le général Gallieni, averti de ce mouvement, comprend, avec une perspicacité admirable, que l'occasion s'offre de ressaisir la victoire; il la signale au général en chef, en lui faisant connaître son intention d'attaquer l'armée de von Kluck. Ce faisant, il remplit avec une haute intelligence son rôle de commandant d'armée.

Pour le général Gallieni, le devoir est d'être victorieux devant Paris; pour le général Joffre, le devoir est d'être victorieux partout. Chacun ainsi est dans son rôle.

Le général Joffre, après avoir réfléchi et s'être renseigné pendant près d'une journée, se convainc que de Verdun à Paris, l'équilibre qu'il souhaitait est réalisé. Une seule chose peut-être demeure douteuse : ce que va faire l'armée anglaise. Joffre passe la moitié de la journée auprès du général French; il lui démontre la nécessité de participer à l'action, et quand, enfin, il a obtenu la quasi certitude qu'il en sera ainsi, il n'hésite plus;

la manœuvre dessinée depuis si longtemps sur le terrain, est mûre dans les volontés et dans les cœurs. La résolution est prise... Moment unique dans l'histoire du monde. Le général Joffre, dans l'admirable lettre écrite au Gouvernement, découvre son intelligence parfaite de la situation qui lui permet, maintenant, d'arrêter la retraite et de livrer bataille :

La situation stratégique est donc excellente, et nous ne pouvons compter sur des conditions meilleures pour notre offensive, c'est pourquoi j'ai décidé de passer à l'attaque. Le maréchal French m'a assuré que je pouvais compter sur une coopération énergique. Un point d'interrogation néanmoins se pose au sujet de l'action de l'armée anglaise. Son chef d'État-major a eu à Melun une entrevue avec le gouverneur de Paris, cependant que le sous-chef d'État-major voyait, à Bray, le commandant de la 5e armée. Les conclusions de ces entrevues me paraissent quelque peu divergentes, mais j'ai adopté des dispositions capables de s'accommoder de l'une ou l'autre des solutions prises.

Quoi qu'il en soit, la lutte qui va s'engager peut avoir des résultats décisifs, mais *peut avoir aussi pour le pays, en cas d'échec, les conséquences les plus graves. Je suis décidé à engager toutes nos troupes à fond et sans réserve pour concourir à la victoire.* Il est essentiel que l'armée anglaise fasse de même, et je compte que vous voudrez bien attirer, par la voie diplomatique, l'attention du maréchal sur l'importance d'une offensive sans arrière-pensée...

Ainsi Joffre s'engageait; ainsi sa volonté entraînait tout. S'il eût perdu la bataille, un tel document eût servi à l'accabler. Or, il n'a pas hésité à l'écrire. N'est-ce pas un titre unique à la reconnaissance du pays et à l'admiration de la postérité?

Quelle que soit la partie du front que l'on envisage, on voit Joffre agir de même. Partout il suscite les courages, mais en même temps, il les contient. Car il entend que toutes les armées marchent ensemble au combat décisif à l'heure que lui-même aura déterminée.

Il écrit au général Foch, le 27 août, 14 heures :

Découvrir complètement la gauche du général Lanrezac au moment où il va contre-attaquer, le mettrait dans une situation critique. D'autre part, nous avons deux divisions de réserve à Berthenicourt et à Bapaume et tout le corps de cavalerie en attente sur la gauche même de l'armée anglaise, enfin des forces nouvelles débarquées dans la région de Chaulnes. La situation n'est donc nullement critique pour elle.

A la 4e armée, dans l'après-midi du 28, vers 17 heures, il écrit :

Je ne vois pas d'inconvénients à ce que vous restiez sur la Meuse, mais il y aura lieu, dès demain matin, de reconstituer vos forces sur les hauteurs au Sud-Ouest de la Meuse.

Le 31 août, toujours à la 4e armée :

Je ne comprends pas cette accumulation de forces à votre droite, qui est contraire aux instructions que je vous ai constamment données et qui rend toute manœuvre impossible. En conséquence, je vous prie d'élargir votre dispositif vers l'Ouest en poussant le corps colonial vers Sechain et le 12e corps vers Sommepie. Constituez-vous des réserves pour appuyer le détachement Foch.

Le 28, à 9 heures du matin, au général Lanrezac :

La 5e armée attaquera le plus tôt possible les forces qui se sont avancées hier contre les Anglais ; elle se couvrira à droite avec minimum de forces et se reliera de ce côté à grande distance.

Et, dans la nuit du 28 au 29, toujours à la 5e armée :

Hier 28, l'ennemi a refoulé vers l'Ouest les divisions de réserve qui se dirigeaient vers Péronne et Brie, *il menace directement la zone de débarquement des éléments de la 6e armée* ; il est essentiel que l'action de la 5e armée soit aussi énergique que possible.

On saisit sur le vif le procédé de Joffre : subordonnant l'action de chaque armée à sa conception générale, il se sert de Langle de Cary pour aider à la naissance de l'armée Foch, de l'armée Foch pour appuyer l'armée Lanrezac, de l'armée Lanrezac pour aider à la naissance de l'armée Maunoury.

Comme il l'avait prévu, le 29 entre 12 et 13 heures, la 6e armée rend compte que le combat, qui était très violent sur son front, *a cessé brusquement vers midi*, et que l'ennemi a marqué un mouvement de recul. C'est l'ensemble de ces dispositions et l'offensive de Guise qui produisaient leur effet.

Le 30 août, dès que la bataille de Guise est livrée, ordre est donné au général Lanrezac de profiter de son succès pour reporter ses forces derrière la Serre.

Et, le 1er septembre, au général Maunoury, qui se montre prêt à attaquer :

8 h. 20. Vous appréciez très nettement la situation, mais en rai-

son de la distance qui vous sépare de la 5e armée, votre intervention risquerait d'être inefficace. Il n'y a pas lieu de compter sur l'offensive anglaise. Votre rôle consiste à couvrir Paris. En conséquence, repliez-vous sur la capitale, et mettez-vous dès maintenant en relations avec le Gouverneur militaire. Le flanc de la 5e armée se trouve complètement découvert. Dans ces conditions, le moindre échec courrait le plus grand risque de se transformer en une déroute immédiate au cours de laquelle les restes de nos armées seraient rejetés loin du camp retranché de Paris, et complètement séparés des forces anglaises.

Dans cette même journée du 1er septembre, est rédigée l'Instruction n° 4 qui, reprenant l'Instruction du 25 août, met au point l'ensemble des décisions du général en chef.

Malgré les succès tactiques, obtenus par les 3e, 4e et 5e armées dans la région de la Meuse et à Guise, le mouvement débordant effectué par l'ennemi sur l'aile gauche de la 5e armée, insuffisamment arrêté par les troupes anglaises et la 6e armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter autour de sa droite. Le mouvement de repli peut conduire les armées à se retirer pendant un certain temps dans la direction générale Nord-Sud.

Enfin, dans l'Ordre général n° 1, du 2 septembre au soir, le général Joffre découvre toute sa pensée à ses commandants d'armée. Cet ordre nous apporte l'expression même de la volonté et du caractère de l'homme qui l'a écrit à la veille de la plus grande bataille de tous les temps :

Une partie de nos armées se replie pour resserrer leur dispositif, recompléter leurs effectifs et se préparer avec toutes chances de succès à l'offensive que je donnerai l'ordre de reprendre dans quelques jours. Le salut du pays dépend du succès de cette offensive, qui doit, en concordance avec la poussée de nos alliés russes, rompre les armées allemandes que nous avons déjà sérieusement entamées sur différents points. Chacun doit être prévenu de cette situation et tendre toute son énergie pour la victoire finale. Les précautions les plus minutieuses comme les mesures les plus draconiennes seront prises pour que le mouvement de repli s'effectue avec un ordre complet, afin d'éviter les fatigues inutiles. Les fuyards, s'il s'en trouve, seront pourchassés et passés par les armes. Les commandants d'armée feront donner les ordres aux dépôts pour que, d'urgence, ceux-ci envoient aux corps le nombre très largement calculé des hommes nécessaires pour compenser les pertes faites et celles à prévoir dans les prochaines journées. Il faut que les effectifs

soient aussi complets que possible, les cadres reconstitués par des promotions et le moral de tous à la hauteur des nouvelles tâches pour la prochaine reprise du mouvement en avant qui nous donnera le succès définitif.

En même temps qu'il organisait sa ligne, le général Joffre transformait le commandement. Parlant de la bataille des Frontières, il a écrit :

L'offensive prévue ne réussit pas ; ce n'est cependant pas la supériorité du nombre qui nous écrasa. Les diverses mesures qui avaient été prises et qui ont été résumées plus haut nous avaient en effet permis d'engager la bataille, non seulement avec une sensible égalité numérique dans l'ensemble avec les forces allemandes (85 divisions d'infanterie et 18 divisions de cavalerie du côté allemand ; 83 divisions d'infanterie et 12 divisions de cavalerie du côté allié), mais avec la même répartition des forces du côté allié et du côté allemand, savoir un tiers entre le Rhin et la ligne Verdun-Metz, deux tiers au nord de la ligne Verdun-Metz...

... Un des principaux motifs de l'échec de l'offensive fut que notre instrument de combat n'eut pas le rendement qu'on était en droit d'en attendre. Dans ces conditions, le commandant en chef a considéré comme un devoir absolu de relever de leur commandement les chefs à qui incombait la responsabilité de cette défaillance. Ce devoir était tout particulièrement dur à remplir, car plusieurs de ceux qui furent l'objet d'une telle mesure s'étaient fait remarquer en temps de paix par des qualités souvent brillantes. Mais, à la guerre, l'intelligence et l'esprit d'organisation ne suffisent pas ; il faut en outre au chef un moral particulièrement élevé et une maîtrise absolue de soi-même qui lui permettent d'imposer, par ses qualités mêmes, son calme à ses subordonnés au milieu de la bataille.

Le salut du pays était en jeu. Ce qui importait, c'était non pas la vaine satisfaction d'infliger des sanctions, mais bien la nécessité urgente de prévenir le retour de défaillances si préjudiciables au bien public. Les événements ultérieurs ont prouvé que le but cherché avait été atteint ; en face d'un tel résultat, l'amertume et le ressentiment ne comptent guère...

En définitive, la bataille de la Marne avait été engagée d'après la même formule, d'après la même conception et presque d'après le même dessin que la bataille des Frontières. Pourquoi la seconde a-t-elle été gagnée et la première perdue ? Parce que, en raison des dispositions prises par le général en chef et par l'action de sa volonté personnelle à la Marne, en aucun point

l'équilibre matériel ou moral ne s'est trouvé rompu. Dans la conception comme dans l'exécution, cette bataille est véritablement l'œuvre de Joffre; elle lui appartient en propre, comme la bataille de 1918 appartient en propre au maréchal Foch et révèle les qualités non moins éminentes de cet illustre homme de guerre.

Si heureuse qu'ait pu être l'initiative d'un des commandants d'armée (et pour avoir été la plus marquante, celle du général Gallieni ne fut pas la seule), elle aurait été vaine si, sur tout le front on n'avait retrouvé la même autorité dans le haut commandement, la même science dans les États-majors et la même admirable endurance, le même courage parmi les troupes. Que ce « miracle » se soit produit partout à la même heure et avec le même succès, voilà le mérite propre du général en chef. Il a voulu et créé avec une volonté soutenue ce qu'il y a de plus admirable dans les œuvres humaines, *l'unité*.

Après cette magnifique victoire, un élan irrésistible d'affection et de gratitude porta la France vers le général Joffre, élan qui ne s'est jamais démenti, sentiment qui rappelle l'affection instinctive des enfants pour leur mère. Ceux-ci savent qu'ils doivent quelque chose de sacré avant même de connaître le secret de leur naissance. De même, avant d'avoir compris la grandeur et la portée de la victoire de la Marne, le peuple de France sentit qu'il était redevable de la vie à celui qui l'avait résolue, préparée et gagnée.

VERDUN, LA SOMME

C'est dans ces conditions que s'ouvrit pour le général Joffre la deuxième période de son commandement actif; elle devait le conduire jusqu'au mois de décembre 1916. Pendant cette période, la pensée constante du général fut de chercher l'unité de direction dans le commandement des armées alliées. Il avait vu de près les inconvénients, les dangers de l'état de choses contraire. Cet équilibre, qu'il avait obtenu sur le front de France, il eût voulu le réaliser sur les divers théâtres d'opérations.

La grande autorité qu'il avait acquise lui permit d'y atteindre au profit de la France avant même d'avoir été investi des pouvoirs nécessaires.

Le rôle de Joffre mieux connu sera plus équitablement

apprécié, même pour cette deuxième période plus discutée parce qu'elle est plus ignorée. Son honnête bon sens et la haute portée de sa direction et de son action peuvent attendre avec confiance le jugement de l'histoire. Pendant cette difficile période, il inaugurait, par la manœuvre sur l'Yser, la « longue bataille des communications » qui devint, de plus en plus, l'objet suprême de la guerre et qui devait la finir un jour.

Persuadé, — comme tous les grands généraux, — que le succès est la récompense de l'*initiative*, il agit sans cesse et c'est par cette raison profonde que s'expliquent certaines de ses opérations hardies qui devaient en somme avoir raison un jour de la résistance ennemie.

Mais la guerre a pris une nouvelle forme, elle est devenue « la guerre des tranchées, » et cette initiative, Joffre est obligé de la chercher selon des conceptions qui, depuis des siècles, n'ont plus été mises à l'épreuve.

Là encore, il fallait tout apprendre, tout inventer. Il fallait donner à la France le temps de créer le matériel et, comme moyen d'action finale, de cimenter des alliances. Et, en attendant, il fallait maintenir l'équilibre au physique et au moral. Or, sur les divers fronts, les Alliés attaquaient, le plus souvent, en *ordre dispersé*. La France avait pour devoir de maintenir seule, dans ces circonstances si nouvelles et si déprimantes, l'unité de vues et la foi dans la victoire.

Jamais peut-être la personnalité du général Joffre ne se montra plus agissante et plus ferme qu'au cours de ces années 1915-1916. On venait vers lui; on sollicitait ses conseils, ses ordres; il apaisait et il tenait en haleine. Les gouvernements alliés l'écoutaient; les chefs se plaçaient, pour ainsi dire, d'eux-mêmes dans le cadre de ses décisions.

Pendant l'année 1915, avec le double objectif que nous venons d'indiquer, la procédure de guerre du général Joffre fut également à double effet : 1° il résolut d'agir constamment pour soulager le front russe et lui assurer la force de tenir jusqu'au bout; 2° il conçut un système de manœuvres sur le front occidental tel qu'il devait ouvrir les voies au succès définitif. En deux mots, il eut à la fois un plan d'ensemble et un plan particulier.

Pour obtenir l'unité sur tous les fronts, un effort persévérant était nécessaire. A la lettre, *on ne se comprenait pas*. La distance,

l'insuffisance de la préparation et des armements offraient des obstacles qui paraissaient invincibles. Les questions de personnes compliquaient tout.

Le 29 juin 1915, le général Joffre proposait de centraliser la conduite supérieure de la guerre au Grand Quartier Général français, d'y élaborer les plans d'ensemble et les directives avec le concours des missions militaires alliées dûment accréditées, « afin, disait-il lui-même, de coordonner toutes nos forces et de les faire converger sur des adversaires chez qui la conduite de la guerre est aux mains d'une seule des puissances belligérantes. »

Le 29 juin, il proposait la réunion, au Grand Quartier Général français, d'une conférence des représentants autorisés des armées anglaise, italienne, serbe et belge, en vue d'examiner le meilleur moyen de porter secours à la Russie et d'interrompre le cours des victoires allemandes sur notre alliée orientale.

Résolument opposé à l'expédition des Dardanelles, il en signalait l'organisation vicieuse : il y trouvait, condensées en quelque sorte, à peu près toutes les erreurs qui ont frappé de stérilité les premiers efforts de la coalition : défaut de vues d'ensemble, décisions non mûries et non concertées, absence de plans, insuffisance de travaux préliminaires, médiocrité de la préparation, collaboration boiteuse entre alliés.

D'autre part, et bien avant l'époque où l'agression germano-bulgare contre la Serbie détermina l'intervention de nos forces dans la péninsule balkanique, le général Joffre avait porté son attention de ce côté ; il avait déclaré nettement que l'inaction de l'armée serbe était susceptible de lui faire courir les dangers les plus sérieux. Quand l'expédition de Salonique se trouva engagée, une fois encore, sans préparation préalable, sans entente suffisante avec les alliés, il fit tous ses efforts pour la mettre sérieusement sur pied : dans une lettre qu'il adressait le 27 octobre au Ministre de la Guerre, il s'exprimait en ces termes : « Mon avis est de poursuivre l'exécution du programme de Salonique, tant par nous que par nos alliés. Seule une démarche directe et pressante auprès du gouvernement anglais peut faire fixer la question de principe et empêcher qu'elle ne soit constamment remise en discussion. »

Par la suite, ses interventions auprès du gouvernement anglais furent constantes et heureuses.

Ainsi, d'intervention en intervention, de conférence en con-

férence, le général en chef français acquérait tous les jours une nouvelle autorité. Le gouvernement comprit quel parti il pouvait tirer de cette situation exceptionnelle due aux mérites et aux titres du général Joffre : par décret du 2 décembre 1915, celui-ci fut nommé commandant en chef des armées françaises et qualifié pour traiter au nom de la France, avec les commandants en chef des armées alliées, toutes les questions relatives à la direction de la guerre et à l'emploi général des forces de la coalition. C'est dans ces conditions que le plan de bataille de 1916 fut élaboré.

***

L'année 1915 s'achevait dans des conditions peu satisfaisantes. Sur tous les fronts éloignés, les armées de la coalition avaient été tenues en échec ou battues ; à l'entrée de la mauvaise saison, si les armées françaises et britanniques avaient remporté des succès tactiques, elles avaient le plus grand besoin de se refaire ; l'armée russe, éprouvée par une longue série de défaites, demandait à être réorganisée à fond et notamment au point de vue matériel ; l'armée italienne se trouvait immobilisée et l'armée serbe en pleine déroute. L'ennemi réussissait dans toutes ses entreprises. Au début de décembre, il avait ramené sur le front français des effectifs élevés ; il neutralisait les armées russes sur son front oriental, tenait en respect les Italiens, et était sur le point de récupérer, pour d'autres desseins, la masse austro-allemande employée à l'expédition de Serbie.

C'est à la conférence de Chantilly des 5, 6 et 8 décembre 1915 que fut élaboré, sous la direction personnelle du général Joffre, le plan de la coalition pour 1916. Pour la première fois, une direction unique se manifestait : « Arrêter des offensives concertées sur les fronts franco-britannique, russe et italien ; rechercher la décision par des offensives concordantes et donner à ces offensives leur maximum de puissance comme effectifs et comme moyens matériels, » tel était le dessein exposé par le général Joffre.

Il espérait atteindre un certain équilibre par l'effort organisé de la coalition. Si cet effort était soutenu, il comptait aboutir vers la fin de 1916 ou dans le premier semestre de 1917 à la destruction et à la mise hors de cause des armées allemandes. Les résolutions suivantes avaient été adoptées de concert : « Cha-

cune des puissances alliées doit se tenir prête à enrayer sur son front avec ses propres moyens toute offensive ennemie; dans le cas d'une attaque ennemie dirigée contre une des puissances de l'Entente, toutes les autres lui apporteront leur concours dans la limite du possible. »

L'offensive principale pour le général Joffre était toujours l'offensive franco-britannique. C'est sur le front occidental qu'avait été amenée la masse des armées allemandes; c'est là que les troupes de la coalition étaient les plus vigoureuses et le mieux armées; c'est là que résidait le général en chef. Donc, en France, devait se décider le sort de la guerre.

L'attaque franco-anglaise prévue pour 1916 prenait ainsi une importance considérable. Dans des conférences tenues entre le général Joffre et le général Douglas Haig le 14 février, la date de cette offensive conjuguée fut reculée jusqu'au 30 juin 1916. Mais déjà les zones d'action des deux armées furent déterminées; l'armée française se battrait à cheval sur la Somme, se reliant aux armées anglaises qui combattraient au Nord de la Somme jusqu'à Arras.

C'est ici qu'il convient de mettre en lumière la pensée qui inspirait la manœuvre du général Joffre et qui déterminait subsidiairement le choix du terrain.

Si l'on considère le front de France avec les positions qu'y occupaient respectivement les deux armées depuis que la guerre s'était stabilisée, on remarque que les armées allemandes s'étant installées et fortifiées sur toute la région Nord-Est du pays, ne pourraient y être attaquées utilement que sur l'un ou sur l'autre des deux points où elles étaient le plus faibles, soit en Champagne, soit en Picardie. Chacun de ces deux terrains d'attaque offrait l'avantage de viser aux communications de l'ennemi : l'offensive combinée simultanément sur ces deux régions eût présenté les caractères de la « tenaille ». Mais, pour réussir, une opération d'une telle envergure eût exigé des effectifs immenses.

Il fallait donc choisir ou, du moins, alterner pour laisser le doute planer sur nos intentions et diviser, par conséquent, les forces de l'ennemi. L'attaque par la Champagne, si elle pouvait déboucher sur Rethel, eût présenté l'avantage de tourner le massif de Saint-Gobain-Laon et d'utiliser sur sa droite le point d'appui de Verdun. Mais, outre la distance à franchir, cette

offensive présentait le grand inconvénient de déboucher sur le détestable terrain des Ardennes, en laissant à l'Est les camps retranchés de Thionville et Metz.

L'offensive par la Picardie était, en somme, la véritable « bataille des communications. » Prenant l'ennemi de flanc elle débouchait sur un terrain relativement facile ; elle ne se heurtait ni à une région fortifiée, ni même à un camp retranché. L'ennemi, battu de ce côté, était ramené par où il était venu, il n'avait plus qu'à déguerpir jusqu'à la Meuse. Ce fut, d'ailleurs, ce qui se réalisa à la fin de la guerre. On peut dire, en deux mots, que la guerre de France, après la bataille d'arrêt de la Marne, n'a été qu'une longue manœuvre *sur les communications*. Remarquons aussi, qu'à la dernière minute, les deux objectifs furent envisagés à la fois ; les effectifs américains s'étant multipliés, on était sur le point d'engager la bataille de Flandres et Lorraine au moment où s'achevait victorieusement la longue bataille de Picardie. La « tenaille » eût sans doute réussi et l'ennemi eût été réduit à capituler en rase campagne.

Mais, en 1916, quand il s'agissait de préparer l'offensive décisive, les effectifs manquaient. Il fallait donc choisir. Or, un autre élément intervenait pour déterminer le choix : la puissance accrue de l'armée britannique. Éclairé par les expériences précédentes, le général en chef estimait que toute action nouvelle qui n'assurerait pas le contact constant et immédiat entre les deux armées française et anglaise perdrait la plus grande partie de sa valeur. Ce qu'il craignait le plus, c'étaient les efforts désordonnés et l'ordre dispersé. Combattre coude à coude avec l'armée anglaise, telle était pour lui la loi inéluctable de la fin de la guerre. L'armée française ne pouvait achever seule la tâche qu'elle avait si vaillamment assumée depuis près de trois ans.

Donc, pour toutes les raisons qui viennent d'être indiquées : — parce qu'il était urgent de soulager le front russe pour lui permettre de tenir jusqu'à la fin, — parce que l'on ne disposait que d'effectifs limités, — parce que l'on sentait fléchir les autres fronts, les Alliés prirent la résolution de livrer une bataille décisive vers le milieu de 1916 et décidèrent de porter cette offensive au point où les communications de l'ennemi prêtaient le flanc, c'est-à-dire sur la Somme et en Artois. On se mit à préparer cette opération de « grand style » par l'effort simultané des deux armées principales, et on espérait pouvoir la

combiner avec une opération simultanée sur tous les fronts.

Malheureusement, les conditions défectueuses dans lesquelles avaient eu lieu les transports de matériel à destination de la Russie, au cours de l'hiver 1915-1916, occasionnaient un retard considérable dans la réorganisation des armées russes. Dès le mois de janvier on put prévoir qu'elles ne seraient pas en état d'attaquer au printemps comme on avait pu l'espérer aux conférences de Chantilly le 6 décembre 1915.

D'autre part, au cours des conversations du 22 janvier et du 11 février 1916 avec les généraux Haig et Robertson, on avait constaté qu'une action britannique ne serait pas possible non plus au début du printemps. Finalement, on avait fixé la date de l'offensive occidentale au 30 juin, étant entendu que l'offensive de l'armée russe se déclencherait le 15 juin.

C'est dans ces conditions que la volonté allemande se jeta au travers de la nôtre en attaquant à Verdun.

Du 21 janvier au 30 juin, la France et le monde n'eurent d'yeux que pour Verdun. On ne s'est pas douté qu'un drame parallèle se jouait entre les deux grands quartiers généraux français et allemand : celui-ci s'efforçant de briser la volonté offensive de la coalition qu'il avait pressentie, celui-là se refusant à abandonner le plan qu'il avait élaboré.

En effet, le haut commandement français se rendait parfaitement compte que si l'on parvenait, malgré la ruée des Allemands sur Verdun, à déclencher dans les conditions prévues, la bataille des Alliés à la fois sur la Somme et en Russie, une telle initiative serait d'une portée immense, puisqu'elle eût bloqué l'offensive ennemie non seulement par une défensive heureuse, mais par une offensive qu'on espérait victorieuse.

On peut penser quelle devait être l'anxiété du général Joffre, déjà retardé dans son premier projet, ayant en mains maintenant *l'engagement écrit* de tous les Alliés d'intervenir quand il l'ordonnerait, mesurant heure par heure la force de résistance de nos armées, calculant le degré de préparation des armées alliées, et s'apercevant toujours que ce dernier calcul n'était jamais tout à fait juste et que les Russes et les Britanniques tardaient, tardaient encore, les premiers reportant maintenant leur entrée en ligne à la fin du mois de juin.

Et Verdun?

Joffre recevait, de l'armée de Verdun, les demandes de se-

cours les plus pressantes. Il y répondait par l'envoi incessant de renforts, de munitions. Cependant il entendait conserver, malgré tout, assez de forces pour livrer, à un jour prochain, la bataille de la Somme. Ainsi l'anxiété s'accroissait de jour en jour.

L'armée de Verdun faisait un effort surhumain pour rester sur cette rive droite que Joffre lui-même, dès le 24 février, lui avait prescrit de ne pas abandonner. Quand Pétain, ferme comme un roc, signalait les difficultés de sa tâche, Joffre lui répondait de tenir jusqu'au dernier homme, de risquer même la perte de son matériel, mais de ne pas franchir le fleuve. Sans cesse en déplacement, tantôt à Verdun, tantôt au quartier général anglais où il avait à maintenir la foi dans l'offensive projetée, Joffre demeurait inébranlable dans son dessein et continuait à préparer l'opération sur la Somme. Cet effort moral, cette volonté soutenue pendant des mois, sans défaillance et sans rémission, font plus d'honneur peut-être au général Joffre, même que l'effort de quelques jours de la Marne. Ils achèvent le dessin de son caractère, de sa fermeté, de son courage.

En imposant à tous par son calme, triomphant par son obstination, de la lassitude de tous, Joffre allait droit devant lui, décidé à ne pas se laisser détourner de ses vues.

Le 13 mars, il réunit une conférence à laquelle il lit le memorandum suivant :

L'armée allemande a prononcé sur Verdun un effort auquel elle semble vouloir donner un caractère décisif dans le but manifeste d'user les disponibilités de l'armée française et de l'empêcher ainsi de prendre part aux offensives générales, tout en cherchant à abattre le moral de la nation par la conquête d'objectifs retentissants. Si l'ennemi parvenait à atteindre ce but, les armées britanniques et russes ne pouvant, à elles seules, obtenir un succès décisif sur l'armée allemande, les offensives des Alliés seraient frappées de stérilité et le plan même de la coalition se trouverait compromis. Il est donc du devoir de la coalition de s'opposer par tous les moyens en son pouvoir à cet affaiblissement des armées françaises recherché par l'ennemi. Dans ce but, les attaques des armées alliées doivent être déclenchées le plus tôt possible. Toutefois, la résistance énergique de l'armée française permet de ne les prononcer que lorsqu'elles seront suffisamment préparées.

Le 3 avril, le général Joffre, sentant comme une hésitation dans le commandement britannique, demande une intervention

personnelle de M. Briand auprès du premier ministre anglais.

Le 6 mai, malgré l'usure subie par l'armée française, le général Joffre admet, sur une demande du général Alexeieff, que les armées russes n'attaquent que le 15 juin, ce qui, par voie de conséquence, reportait l'offensive franco-britannique à la date du 1er juillet. Il intervient auprès du gouvernement anglais pour obtenir l'envoi en France de divisions supplémentaires d'Égypte.

Entre temps, le 15 mai, l'armée italienne était attaquée violemment par l'armée autrichienne. Aux soucis de Verdun d'autres viennent s'ajouter. A partir de ce moment, l'action du commandement français s'exerce simultanément sur les opérations russes et italiennes en vue de concilier deux données en quelque sorte contradictoires : d'une part, hâter l'offensive russe pour soulager l'Italie et, d'autre part, ne pas précipiter l'armée russe dans une offensive prématurée; car, insuffisamment préparée, elle serait inefficace et, prononcée trop tôt, elle ne serait plus en concordance avec les attaques sur le front occidental remises au 1er juillet.

Tant d'événements qui se multiplient viennent se mettre en travers de la volonté du général en chef; elle demeure inébranlable.

Alors que nous subissions devant Verdun des pertes dont le total s'élèvera à 280.000 tués, blessés ou disparus, tandis que 74 divisions françaises passent sur le champ de bataille, que 10 d'entre elles y paraissent deux fois, le général Joffre n'hésite pas à écrire au président du Conseil dans la lettre où il demandait à celui-ci d'agir avec insistance à Londres :

La période d'opérations qui va s'ouvrir constituera une période critique de la guerre. Militairement, la quadruple entente ne peut plus être battue, pour peu qu'elle sache coordonner ses efforts. Mais il ne suffit pas de vaincre à long terme, il faut terminer la guerre vite. Si nos prochaines offensives générales ne réussissent pas, la coalition ne pourra, de longtemps, renouveler un effort militaire de puissance égale; la guerre traînera en longueur, guerre de blocus et d'épuisement économique. Or, la France, qui s'est dépensée jusqu'ici sans compter, arrive au terme de son effort. On doit prévoir qu'elle sortirait d'une guerre de ce genre à peu près ruinée. La Grande-Bretagne a tout intérêt à éviter cette éventualité qui désarmerait pour de longues années son principal allié sur le continent. Elle a un intérêt égal à ne

pas risquer de nous voir acculés, par lassitude de notre opinion, à une paix boiteuse. En définitive, il est d'un intérêt capital pour chacune des puissances de l'Entente que le prochain effort militaire qu'elles réaliseront en commun soit intensifié le plus possible.

Cette lettre prouve que la pensée du général Joffre demeure obstinément fixée sur *cette fin de la guerre* qu'il veut et qu'il sent prochaine. Il pense que, s'il arrive à déclencher une offensive générale suffisamment puissante, il aura raison de la résistance allemande, après la désillusion de Verdun. L'événement devait prouver combien il avait raison.

Le mois de juin est un mois tragique. Devant Verdun, les Allemands mènent leur attaque avec un acharnement désespéré. C'est le mois de Souville et de Fleury. Le général Pétain s'émeut : « ...Pour ces raisons, écrit-il, j'ai l'honneur de vous demander de fixer une date rapprochée à l'offensive des Anglais. La diminution des effectifs qui pourrait résulter d'une opération prématurée n'est pas à mettre en balance avec le risque de voir Verdun tomber aux mains de l'ennemi. »

A cette préoccupation, si légitime chez le commandant de l'armée de Verdun, le commandant en chef répond, le 12 juin :

J'estime avec vous que les Allemands escomptent les plus sérieux résultats de la bataille engagée contre Verdun et que nous devons à tout prix nous maintenir sur la rive droite de la Meuse, au risque même d'y abandonner une partie du matériel qui est déposé. Sans méconnaître les difficultés grandissantes de votre tâche, j'ai la ferme confiance que vous parviendrez encore à contenir vigoureusement l'ennemi comme vous l'avez si heureusement fait jusqu'à ce jour. Les organisations défensives que vous avez prévues, se développent sur les deux rives de la Meuse, et je sais que vous mettez et que vous mettrez de plus en plus votre soin à hâter leur pleine exécution.

Le renouvellement des grandes unités engagées dans la bataille a, dès à présent, assuré les relèves ; les renforcements d'artillerie lourde que vous avez prévus ou déjà organisés ont accru ou accroîtront encore la puissance de vos moyens.

L'heure est particulièrement grave ; la défense prolongée de Verdun, qui a déjà permis les heureuses offensives de nos alliés en Russie, constitue le geste indispensable et la condition inéluctable du succès de la coalition. Au cours de la campagne actuelle, rien n'a été et ne doit être négligé pour atteindre ce résultat. Je compte sur votre énergie pour faire passer dans l'armée et chez tous vos subor-

donnés, chefs et soldats, la flamme d'abnégation, la passion de résistance à outrance, et la confiance qui vous animent.

Toutes dispositions sont prises pour que l'offensive sur le front occidental soit déclenchée à une date aussi rapprochée que possible et strictement calculée sur les nécessités d'une préparation sans laquelle l'attaque serait vouée à l'échec.

Qu'on relise cette lettre on y trouvera marquée, en traits dignes des circonstances, la hauteur d'esprit et la grandeur d'âme du général en chef. Plein de confiance dans le général Pétain, il l'attire en quelque sorte jusqu'à lui et fait, de l'union de ces deux volontés, un faisceau lumineux qui éclaire l'ensemble et jusqu'au moindre détail de l'immense entreprise.

En même temps, le général Joffre s'adresse aux soldats; car il s'agit de gagner encore quinze jours et c'est le soldat qui porte le plus lourd du fardeau :

Je fais appel à votre courage, à votre esprit de sacrifice, à votre ardeur, à votre amour de la Patrie pour tenir jusqu'au bout et pour braver les dernières offensives d'un adversaire qui est maintenant aux abois.

Soldats de Verdun, le plan mûri par les conseils de la coalition est maintenant en pleine exécution. Soldats de Verdun, c'est à votre héroïque résistance qu'on le doit...

Dès le 19 juin, le commandant en chef informe le général Pétain qu'il va retirer progressivement de Verdun toutes les disponibilités possibles, pour alimenter les opérations prochaines de la Somme.

« Bien entendu, — dit-il, — vous devez prendre, sur le front de la 2e armée, toutes mesures pour tromper l'ennemi et prendre une attitude agressive. »

Se lève alors cette terrible journée du 23 où les Allemands dépassent Fleury.

De son quartier général, le général Pétain téléphone : « La situation est grave ; je vais à Souilly : je téléphonerai à nouveau vers dix-neuf heures. Si l'ennemi atteint la ligne de contre-pente, il faudra songer à passer sur la rive gauche, la décision sera à prendre trois ou quatre jours avant l'exécution du mouvement. »

Mais, déjà, vers seize heures, Verdun téléphone : « L'état moral à Souilly est calme. La situation est sérieuse; *mais on tiendra sur la rive gauche.* »

Cette attaque du 23 juin alarme le Ministre de la Guerre qui, le 24, à douze heures, téléphone : « Le Ministre fait dire au général Joffre que, de l'avis unanime, il ne faut à aucun prix, pour aucune considération, assumer la responsabilité d'un retard dans l'attaque franco-anglaise. »

On arrive à la période de tension extrême.

Le 27 juin, le général Joffre donne à Verdun la suprême consigne :

Je tiens à vous spécifier que vous devez continuer une résistance opiniâtre sur la rive droite de la Meuse sans vous laisser influencer par le risque de perdre éventuellement du matériel. Aucune appréhension de cette nature ne doit affaiblir la résistance ni enrayer l'exécution des actions contre-offensives prévues.

Joffre sait à qui il adresse cette objurgation. Tandis que les appels retentissent autour de lui, son principal souci et son principal réconfort sont dans l'action qu'il a préparée de longue main et qu'il déclenchera dès qu'il aura réuni autour d'elle toutes les chances. Comme Turenne il veut soustraire à la fortune tout ce que l'on peut lui enlever.

Le général Foch qu'il a amené sur la Somme prépare l'offensive franco-britannique avec la collaboration inlassable du Grand Quartier Général. 44 divisions d'infanterie participeront à cette offensive de la Somme. 20 y participeront deux fois, 6 y participeront trois fois. Ce formidable effort de l'armée française sera le résultat direct de la persévérance et de la ténacité du général en chef.

Le 26 juin, comme à la veille de la Marne, le général en chef écrit au gouvernement une lettre pour lui exposer la situation militaire et l'action du commandement pendant l'année 1916. Elle est à citer tout entière :

Au moment où commence l'offensive franco-anglaise sur la Somme, je crois devoir vous exposer la situation militaire générale, telle qu'elle résulte des opérations qui se sont développées depuis le début de l'année 1916, tant sur le front occidental que sur le front des armées russes en Europe.

Ainsi que vous le savez, le plan d'opérations des Alliés pour 1916 comportait essentiellement une offensive générale qui devait faire entreprise à l'époque de l'année où les armées russes et anglaises auraient reçu les complément indispensables en hommes, en matériel et en munitions.

Soit qu'il ait pressenti le danger qu'il courait en laissant à ses adversaires leur complète liberté d'action, soit qu'il ait voulu tenter de finir rapidement la guerre par la mise hors de cause définitive d'une des nations Alliées, l'ennemi a profité de l'attitude défensive observée par les armées alliées dans la majeure partie de leurs secteurs respectifs pour reprendre l'initiative des opérations.

C'est ainsi que, dès le 21 février, il entreprenait contre l'armée française la puissante offensive de Verdun et qu'il déclenchait au début de mai ses attaques contre les Italiens.

Cependant, en dépit des efforts des armées allemandes et autrichiennes, le plan de développement général des Alliés, arrêté dans ses grandes lignes aux conférences du 6 décembre 1915 et du 12 mars 1916, se poursuit logiquement.

Tandis que les armées françaises retenaient sur la Meuse toutes les disponibilités allemandes et que 15 divisions autrichiennes tentaient d'obtenir, contre l'Italie, un succès définitif, les armées russes et anglaises se mettaient en mesure de passer à leur tour à l'offensive dans les meilleures conditions.

Conformément au programme établi, les Russes entreprenaient au début de juin, leurs premières attaques contre les armées autrichiennes. Vous savez le succès considérable de ces opérations préliminaires.

La deuxième phase de leur offensive va commencer, sur le front de leur groupe d'armées du Centre, avant la fin du présent mois.

Dans le même temps, à la date du 29 juin, les armées britanniques attaqueront sur le front Nord de la Somme. Leur offensive, qui doit comporter la mise en œuvre d'environ la moitié des grandes unités qui sont actuellement en France (c'est-à-dire 26 divisions), se déclenchera sur un front de quelque 25 kilomètres, entre Gommecourt et Maricourt.

Afin de coopérer dans la plus large mesure possible à l'action des forces anglaises et d'être à même d'exploiter avec elles un succès étendu, j'ai groupé sous les ordres du général Foch, toutes les disponibilités en grandes unités et en artillerie lourde dont notre situation à Verdun n'a pas exigé l'emploi sur la Meuse.

Bien que, depuis le début de cette bataille, j'aie dû donner au général Pétain un total de 65 divisions, l'appoint des forces françaises à l'offensive de la Somme sera important. L'attaque du général Foch s'étendra, en effet, de Maricourt à Faucaucourt, sur un front de 12 kilomètres environ. Elle comportera la mise en œuvre initiale de 14 divisions; elle sera entreprise à la même date que celle des armées britanniques et en liaison étroite avec elles.

L'offensive des armées franco-anglaises se déclenchera donc sur

un front de 37 kilomètres avec un total de 40 divisions. Ce dernier chiffre est d'ailleurs susceptible d'une notable augmentation si, comme j'en ai l'espoir, les résultats des premières attaques permettent d'escompter des succès importants.

Il n'y a rien à ajouter à une telle lettre.

La bataille de la Somme, engagée dans ces conditions, produisit sur l'armée allemande un effet terrible et qui, malheureusement, n'a pas été suffisamment connu en France. Pantelante de l'effort de Verdun, la masse chez nous hésitait à réagir.

Depuis la guerre, la connaissance de ce qui s'est passé chez nos ennemis nous a révélé que l'Allemagne, alors, se sentit battue et qu'elle était décidée à demander la paix. Ludendorff a écrit que « s'il avait pu penser que les armées allemandes étaient aussi affaiblies qu'elles l'étaient en réalité, il aurait désespéré de tout. »

Il est vrai encore que la bataille de la Somme, pour des raisons diverses, ne fut pas exploitée à fond; tout en permettant au général Fayolle et à son chef d'état-major, le général Duval, de mettre au point une nouvelle et décisive méthode de combat, elle n'aboutit pas immédiatement à un désastre militaire tout à fait palpable. Ce fut seulement un peu plus tard que l'on vit ses conséquences se dévoiler.

A la fin de l'année 1916, l'armée allemande craignant, pour 1917, la reprise de la bataille de la Somme, préparait son repli par échelons successifs sur des lignes de retranchement préparées à l'avance. C'est alors que l'on commença à comprendre : l'Allemagne acceptait comme un fait inévitable ce recul qui préludait à la défaite définitive.

Joffre était persuadé qu'il tenait l'ennemi. Il prépara, pour le début de l'année 1917, la bataille que l'hiver était venu interrompre dans les boues de la Somme.

Le plan pour 1917 fut arrêté à la conférence interalliée du 16 novembre 1916. Le général Joffre intervenait personnellement pour faire adopter les décisions suivantes :

a) Pendant l'hiver 1916-1917, les opérations offensives actuellement engagées seront poursuivies dans toute la mesure compatible avec les conditions climatériques de chaque front;

b) Pour être, autant que possible, en mesure de faire face à toute

situation nouvelle et notamment pour interdire à l'ennemi toute reprise de l'initiative des opérations, les armées de la coalition seront prêtes à entreprendre des offensives d'ensemble *dès la première quinzaine de février 1917*, avec tous les moyens dont elles disposent.

Le premier paragraphe marque nettement la volonté de ne pas considérer la bataille de la Somme comme terminée, et le second la volonté d'imposer sans tarder aux Allemands la continuation d'un effort que tout révélait épuisant pour eux. Les documents aujourd'hui connus prouvent que leur résistance touchait à la limite.

Pour exécuter la deuxième décision, en ce qui concernait l'armée française, le général Joffre faisait préparer la reprise des opérations actives pour la première quinzaine de février sur le front de la bataille de la Somme, étendu d'Arras à l'Oise. L'armée anglaise devait s'associer à cette grande opération en liaison intime avec la gauche de l'armée française.

Joffre était absorbé par cette nouvelle entreprise; il avait les yeux fixés sur elle lorsqu'une décision du gouvernement lui retira le commandement des armées.

Or, le recul allemand étant sur le point de s'effectuer, puisqu'il se produisit en mars 1917, précisément sur ce front Arras-Soissons, on est en droit de penser que, si la grande opération préparée eût été déclenchée en février, — comme il avait été décidé, — elle eût pris l'ennemi en flagrant délit de manœuvre en retraite, et qu'elle lui eût porté des coups décisifs à l'heure précise où il se découvrait.

Ce dernier acte de la bataille de la Somme, les Allemands l'ont joué tout seuls, et sans être inquiétés.

Donc, à l'heure précise où le général Joffre aboutissait au résultat qu'il poursuivait depuis trois ans, au moment où il réalisait l'unité de commandement et la plénitude de préparation et d'armement de l'armée française et des armées alliées, quand il avait enfin en mains l'instrument monté au prix de quels sacrifices! à l'heure où l'ennemi se résigne à la paix et où ses armées se replient, Joffre doit quitter ce haut commandement qui inscrit, parmi ses titres à la reconnaissance du pays et de l'univers, la Marne, l'Yser, Verdun, la Somme.

Après avoir connu les plus éclatantes victoires que l'histoire ait enregistrées, alors qu'il jouissait de la confiance absolue des puissances alliées, alors qu'il exerçait effectivement le commandement unique sur tous les fronts, le général Joffre est écarté, et la France voit s'ouvrir la crise du commandement.

Aussitôt l'ennemi se reprend. Le 15 décembre, dès qu'on sait à Berlin que le général Joffre a quitté son quartier général, on rétire les offres de paix, et on prend la résolution de tenter encore la chance des armes.

Le général Gallieni, au moment où Joffre quittait Madagascar, avait écrit, en le citant à l'ordre du corps d'occupation : « Il laisse une œuvre d'une importance capitale aux points de vue militaire et maritime, qu'il a organisée à ses débuts, dont il a assuré le développement dans tous ses détails, avec une constante énergie et une méthode invariable, et *qu'il vient de conduire enfin à son achèvement définitif.* »

Ces lignes peuvent s'appliquer à la carrière de Joffre pendant la grande guerre, sauf pourtant les derniers mots. Il n'a pas été donné au général Joffre de conduire à *son achèvement définitif* cette œuvre de la victoire qu'il avait préparée et commencée. A l'heure où il tendait la main pour la saisir, on l'éloigna. D'une âme tranquille il descendit du sommet où ses services l'avaient porté.

LE MARÉCHAL JOFFRE ET LA FIN DE LA GUERRE. L'INTERVENTION AMÉRICAINE

Le général Joffre ne ressentit nulle amertume : il a l'âme philosophique. Mais il fut cruellement déchiré en voyant le succès des opérations compromis et la fin de la guerre encore une fois reculée.

S'il a désiré un moment conserver la direction suprême, c'est qu'il espérait sauver, du moins dans ses grandes lignes, le plan qu'il avait conçu, et dont il attendait de si heureux résultats.

Le général Nivelle, qui avait appliqué, à Verdun, les méthodes de combat mises au point sur la Somme, était, aux yeux du maréchal Joffre, un chef militaire capable de diriger les vastes opérations prévues d'Arras à Soissons.

Il était entendu, d'abord, que, de Neuilly, où son quartier

général allait s'installer, le maréchal Joffre continuerait à exercer son autorité supérieure sur tous les théâtres d'opération.

Mais ce système, qui avait été préconisé par le président du conseil, ne rencontra pas, dans les milieux gouvernementaux et parlementaires, un accueil favorable, et le maréchal Joffre, privé de son état-major, cessa d'exercer le commandement sous quelque forme que ce fût. Il ne se refusait pas à donner des avis que, d'ailleurs, on ne lui demanda pas.

Enfermé chez lui rue Michel-Ange ou à l'École Militaire dans les bureaux que le Gouvernement avait mis à sa disposition, il n'en sortit pas pendant des mois, échappant aux indiscrétions des journalistes, évitant toute manifestation ou toute parole qui eût pu prêter à de fausses interprétations. Une fois seulement il se rendit au Grand Quartier Général, à Beauvais, pour apporter à son successeur, le général Nivelle, le concours patent de son autorité.

La veille de son départ pour l'Amérique, questionné officieusement sur la valeur du plan offensif conçu par son successeur, il déclarait que seul le chef responsable avait à sa disposition l'ensemble des appréciations nécessaires pour en décider : le mieux était de lui faire confiance. En tout état de cause, des opérations aussi vastes ne devaient être entreprises qu'avec la ferme volonté de les mener jusqu'au bout. A la guerre, répétait-il souvent, il est très difficile de savoir si l'on est loin ou près du but. Les Allemands, à Verdun, ont été, à plusieurs reprises, sur le point d'obtenir des résultats peut-être décisifs, s'ils avaient su ou pu les exploiter. Nous-mêmes, à la Somme, nous n'avons probablement pas deviné à temps l'importance de la victoire que nous avions remportée.

Le maréchal Joffre n'eut d'ailleurs qu'à s'en tenir à ces recommandations générales. Pas une fois le Ministre de la Guerre ne le consulta.

*
* *

Pendant que les événements démontraient trop éloquemment l'erreur que l'on avait commise en renonçant aux projets du maréchal Joffre, il était en route pour l'Amérique, avec M. Viviani, vice-président du conseil des ministres, chef de la mission que le gouvernement de la République envoyait aux États-Unis.

Les États-Unis venaient d'entrer dans la guerre. Il s'agissait, pour les gouvernements alliés, d'obtenir, de la grande puissance d'outre-Atlantique, un effort militaire prompt et considérable L'Amérique n'était nullement préparée ; mais ses ressources étaient formidables et l'on pouvait tout attendre d'un peuple dont la générosité et la hardiesse étaient légendaires.

Cependant, il fallait guider et orienter l'opinion américaine. Il fallait apporter au gouvernement américain des garanties morales et des directions précises.

De la ferveur religieuse avec laquelle le maréchal Joffre fut accueilli par tout un peuple, ce n'est pas le lieu de dire les touchantes manifestations. Les enfants étaient amenés sur son passage. Les hommes et les femmes se groupaient autour de lui et lui faisaient cortège. Le nom de la France était sur toutes les lèvres et quand M. Viviani parlait avec cette éloquence ardente qui est la sienne, les acclamations s'élevaient vers les deux représentants de notre pays.

Ce peuple, qui sentait sa force immense, ignorait le moyen de l'utiliser, il n'avait aucune expérience militaire : aussi, il accepta le vainqueur de la Marne non seulement comme un ami, mais comme un éducateur ; il eût volontiers demandé et même sollicité des ordres. Le maréchal s'en tint sagement aux conseils. Parti de France sans aucune directive, il avait longuement étudié, au cours de la traversée, le plan qu'il voulait proposer au département de la guerre à Washington. Comme tous les travaux qu'il a mis au point, celui-ci présentait un caractère d'unité et de réalisation pratique fait pour impressionner les Américains.

Dans les conférences familières poursuivies au ministère de la guerre et au War-College, le maréchal Joffre se prêtant avec bonne grâce à toutes les demandes d'explication, convainquit rapidement ses auditeurs de la justesse de ses vues. Alors que les Américains se demandaient d'abord s'ils enverraient 10 ou 20 000 hommes en France, le maréchal leur présenta les cadres d'une vaste organisation pouvant recevoir au besoin plusieurs millions d'hommes. Il ne s'agit plus seulement de l'envoi d'un corps expéditionnaire, mais bien de la constitution de cette grande armée américaine que nous avons connue en France, et ce résultat fut obtenu dès la deuxième entrevue. Le Parlement, conquis à l'idée, vota en quelques jours la loi de

conscription à une très forte majorité; l'opinion américaine, vivement impressionnée, reporta tout le mérite de ces fortes décisions sur l'autorité personnelle et directe du maréchal.

Quand, après le voyage triomphal accompli dans les États du Centre et de l'Est, et au Canada, le maréchal Joffre retrouva, le 14 mai, à Washington, le ministre de la guerre M. Baker, l'accord était définitivement établi. La note que le maréchal Joffre avait préparée fut solennellement acceptée par le ministre. Encore que cet échange de vues n'ait pas été l'objet d'un protocole officiel, il a véritablement constitué la charte de l'union militaire entre l'Amérique et les puissances engagées dans la guerre. M. Viviani pouvait, dès le 20 mai, en télégraphier la teneur au gouvernement de la République. Depuis, tous ses articles ont été scrupuleusement observés par l'Amérique. Le maréchal apportait à la France le concours d'une armée magnifique et qui devait faire pencher définitivement la balance.

Le maréchal avait foi dans le succès de l'intervention américaine. Il disait et répétait sans cesse au gouvernement français et à l'opinion : « Ayez confiance. »

Sans doute il eût été, sur le théâtre de la guerre, le guide le plus autorisé de l'armée américaine; on recourut à lui, mais en l'écartant toujours de l'action officielle et publique. Il fut le parrain de l'armée américaine, avec tout ce que ce mot comporte de bonne volonté platonique. Ne disposant, en réalité, près des chefs de l'armée française et de l'armée américaine, que de son autorité personnelle, il l'exerça avec tact et dans le souci de l'intérêt général, s'effaçant le plus souvent, apparaissant seulement lorsqu'on le lui demandait et pour aplanir quelque difficulté, encourageant ses amis du monde militaire, conservant avec Washington des relations personnelles dont l'avenir montrera sans doute combien elles furent avisées et prévoyantes.

Ainsi, sans situation définie, le maréchal Joffre a vu venir la fin de la guerre, s'efforçant, au cours des années 1917 et 1918, de faire prévaloir les trois grandes idées qui, à son avis, devaient rapprocher la date de la victoire : l'unité de commandement; la restauration de l'esprit offensif dans l'armée française; la création d'une grande armée américaine autonome conforme au désir des États-Unis eux-mêmes.

Au cours de l'hiver 1917-1918, alors qu'on paraissait abandonner toute idée d'offensive pour l'année 1918, il déclara à

diverses reprises que la défensive sans contre-offensive prévue serait la plus désastreuse des stratégies. Il évoquait l'exemple de Verdun, rappelant, qu'en 1916, on avait obtenu de grands résultats parce que la coalition, même au cours de la bataille défensive la plus redoutable qu'une armée ait jamais soutenue, avait gardé la volonté offensive qui, finalement, avait triomphé sur la Somme.

En 1918, son cœur de grand patriote souffrit cruellement au cours des premières journées de la dernière attaque allemande sur Paris.

Il intervint alors pour qu'on créât immédiatement le commandement unique et qu'il fût confié au maréchal Foch. Il affirmait que cet homme de guerre était le seul capable d'assumer une telle charge en de telles circonstances. Instruit de tous les détails de la situation, il possédait la science et l'expérience nécessaires pour réparer les fautes commises et pour conduire la coalition au succès final.

La gratitude de la France devait unir dans une même apothéose les deux chefs de la Grande Guerre. Le 14 juillet 1919, le maréchal Joffre et le maréchal Foch passaient côte à côte sous l'Arc de Triomphe.

La vie du maréchal Joffre, au cours de ces dernières années, se confond avec l'histoire même de la France. Sur la grandeur et l'étendue des services qu'il a rendus à son pays, le peuple français ne s'est pas trompé une minute; d'instinct, son affection, son admiration et son respect sont allés au vainqueur de la Marne et lui restent fidèles. On a essayé de contester les titres du soldat; personne n'a mis en doute la loyauté, l'honnêteté, l'autorité de l'homme et du commandant en chef.

Nous affirmons ici hautement, pour avoir vu les choses de près, que sa gloire apparaîtra à l'avenir pure et sans tache. Qui serait assez insensé pour dire qu'aucune faute n'a été commise? Mais qui nierait que ce grand Français et cet incomparable chef, par la valeur des services rendus, s'est placé au premier rang? Voilà ce qu'on ne lui enlèvera pas. Le maréchal Joffre restera, pour l'histoire, le sauveur de son pays, et l'un des grands serviteurs de l'humanité.

GABRIEL HANOTAUX.

Lt-Colonel FABRY.

LES VILLES D'OR

II[1]

LA RÉSURRECTION DE CARTHAGE

Dans notre Afrique du Nord il y a trois villes, qui, de l'avis des personnes compétentes, devraient être fouillées complètement, et cela tout de suite, — avant toutes les autres : Tipasa de Maurétanie, la ville des Nécropoles (il existait plusieurs Tipasa dans l'Afrique romaine, notamment Tipasa de Numidie, *Tipasa Numidarum*, non loin de Thubursicum, l'actuelle Khamissa : de la piste qui conduit à celle-ci, on en voit les ruines, à demi ensevelies sous celle d'une forteresse byzantine). Ensuite, Hippone et Carthage.

Comme tous les ports de mer, ces trois villes étaient riches, luxueuses, ou tout au moins ouvertes aux produits et aux marchandises du monde civilisé occidental. Elles promettent donc un ample butin à l'archéologue. Ce qu'on en a exhumé déjà le prouve abondamment. A Tipasa, outre les nécropoles et les basiliques chrétiennes, M. Stéphane Gsell avait dégagé, il y aura bientôt trente ans, les vestiges assez heureusement conservés d'un quartier de la ville. Tout cela a été réenterré depuis. Récemment des fouilles partielles ont remis au jour un forum et une basilique judiciaire au pied d'un mamelon qu'on appelle la « Colline des Temples » et où se pressaient, paraît-il, de nom-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

breux sanctuaires païens. A Hippone, le siège épiscopal de saint Augustin, on a retrouvé d'importantes mosaïques, des villas ou des maisons, avec leurs cours intérieures bordées de colonnades, et naturellement, une foule de débris, de sculptures et de céramiques. A Carthage enfin, le peu qu'on a déblayé annonce et fait souhaiter des découvertes considérables. C'est là surtout qu'il faudrait entreprendre de grandes fouilles méthodiques et persévérantes. Dût la curiosité scientifique ou esthétique être déçue, Carthage mérite qu'on s'occupe d'elle avant les autres villes africaines, en raison d'abord de son importance historique et parce qu'elle fut une des quatre ou cinq grandes capitales du monde ancien.

S'il y a un lieu de pèlerinage pour ceux qui ont le culte du passé, c'est assurément celui-là. Les souvenirs qu'il évoque, souvenirs héroïques, poétiques, légendaires, sont parmi les plus illustres et les plus beaux que l'antiquité nous ait laissés. Et puis enfin, la plus haute tragédie du vieux monde méditerranéen, c'est là qu'elle s'est dénouée. Un moment vint où l'on put craindre que la Méditerranée tout entière, avec l'hégémonie de Carthage, ne fût orientalisée. Déjà Alexandre et ses successeurs s'étaient laissé déborder par les mœurs et les idées orientales. Allions-nous devenir phéniciens, syriens ou égyptiens? Le duel fameux entre Rome et Carthage n'eut pas d'autre signification. Mais celle-ci représente quelque chose de plus impérissable encore et qui nous touche de plus près. La Carthage romaine, avec Tertullien, saint Cyprien, saint Augustin, c'est le catholicisme latin prenant conscience de lui-même, définissant ses dogmes, organisant son administration ecclésiastique, sa discipline, sa hiérarchie, son monarchisme. Rome, à cette époque, n'avait d'autre supériorité sur elle que la primauté du siège apostolique. Carthage reste donc une des grandes capitales de la pensée religieuse occidentale. Façonnée par le génie d'Augustin, l'âme catholique y a pris une forme nouvelle. Une bonne part de notre sensibilité et de notre intellectualité modernes nous est venue de là. Carthage fut pour nous un berceau et un foyer lumineux.

Ce serait une erreur de croire que ce passé est aboli pour jamais. Il vit toujours en nous. L'histoire se continue dans notre chair et notre sang, comme dans nos esprits. Les drames du passé se répètent dans ceux du présent. L'exagération paradoxale

des romantiques, ç'a été de concevoir les âmes d'autrefois comme trop étrangères aux nôtres, de dresser, pour ainsi dire, un mur entre le présent et le passé, comme si le temps était quelque chose de matériel. En réalité, l'âme de nos pères, c'est la nôtre à peine modifiée. Que les circonstances ramènent des situations semblables à celles de l'histoire, nous réagissons exactement dans le même sens que nos ancêtres, avec les mêmes passions, les mêmes amours et les mêmes haines. En vengeant ses morts de 1870, le poilu de 1914 redevient un instant leur contemporain. L'Espagnol ou le Lorrain d'aujourd'hui peut se retrouver vis-à-vis de la France dans les mêmes sentiments qu'au XVIIe siècle, au temps des guerres de Louis XIV. L'attitude du Marocain en face de notre domination est celle du Maure ou du Numide en face du Romain. Dès qu'on envisage le monde et l'homme dans leurs réalités et leurs conditions essentielles et permanentes, l'illusion du temps s'évanouit : tout nous apparaît dans un éternel présent.

Or, la Carthage du passé éveille en nous, avec une puissance extrême, l'idée de cet éternel présent, — cette ville morte nous met en quelque sorte sous les yeux ce qui ne meurt pas dans l'âme humaine. Il suffit pour cela qu'à la différence de tant de lieux anonymes, elle offre à la mémoire et à l'imagination quelques-uns des types et quelques-uns des drames où se résument toute notre nature et toute notre histoire. Non seulement sa Didon nous rappelle l'éternelle aventure de la femme abandonnée et qui meurt de son amour, mais nous Français, quand nous foulons la pierraille de ses collines, nous nous sentons plus ou moins dans la position de son Hamilcar vis-à-vis des Mercenaires en révolte, ou de son Augustin vis-à-vis des sectes hérétiques. Sur ce continent dont elle est la porte, les mêmes luttes nous attendent que celles où les ancêtres de notre race ont dépensé leurs forces durant des millénaires.

Pour moi, je ne connais guère de pays plus émouvant que Carthage, — si ce n'est la France même. Aux souvenirs immortels qui lui font une couronne de poésie, aux idées fécondes qu'elle suggère, aux principes d'action et aux directions qu'elle nous propose, s'ajoute l'enchantement de son paysage. C'est assurément l'un des plus beaux de la Méditerranée, celui peut-être qui a le plus grand style. Si les environs de Tunis et de son lac ne sont point exempts d'une certaine tristesse aride, la vue

qu'on découvre du haut de la colline de Byrsa est réellement hors de pair. L'ensemble des ports antiques, du golfe et des montagnes, présente un caractère saisissant et extraordinaire. Le profil du Zaghouan ou du Bou-Korneïn, — la montagne des Eaux-Chaudes et la montagne de Saturne, — est inoubliable comme une physionomie humaine, le visage d'un exemplaire insigne d'humanité, ou comme un des grands chefs-d'œuvre de l'art. Le paysage est non seulement construit à la façon d'une vaste ordonnance architecturale, mais il semble retouché et travaillé par l'histoire, modelé d'après l'image et à la mesure des héros et des événements qu'il a vus passer.

A cause de toutes ces raisons, — parce que c'est un lieu de grands souvenirs, un pèlerinage historique et un paysage incomparable, il faudrait déjà tenter de ressusciter Carthage.

***

Et d'abord, est-ce possible ? Tout n'a-t-il pas péri ? Sous prétexte de ramener à la lumière le cadavre de la grande métropole africaine, ne va-t-on pas dépenser des millions en pure perte ?

Il est certain que la Carthage punique a été durement saccagée par les Romains victorieux, après le siège de l'an 146. S'il est vrai que la charrue ait été passée sur le champ des ruines, il ne doit pas en rester grand'chose. D'ailleurs, la ville romaine, que l'on reconstruisit sur son emplacement quelque cent ans plus tard, recouvrit sans doute les fondations anciennes. A son tour, la ville romaine, détruite et incendiée par les Vandales et les Arabes, fut exploitée comme une véritable carrière par les habitants de Tunis. Ses marbres servirent à faire de la chaux. Ses colonnes et ses pierres, tous ses matériaux utilisables, furent employés à la construction des maisons neuves de Tunis, à la décoration des palais et des mosquées. Quelques-unes de ces colonnes, traînées jusqu'à la mer toute proche, furent embarquées sur des vaisseaux et emmenées, comme des captives, dans les grandes villes de l'Islam triomphant : à Cordoue, à Grenade, à Kairouan, au Caire. Il est donc vrai, malheureusement, que les ruines de Carthage ont été pillées, dispersées et détruites autant qu'il se pouvait. Mais il est probable aussi qu'il en subsiste beaucoup plus qu'on ne le croit communément.

On peut l'induire d'abord *a priori* de ce que nous voyons se

passer aujourd'hui pour nos villes dévastées au cours de la dernière guerre. Certaines d'entre elles ont été incendiées méthodiquement par l'ennemi. Après quoi, on a fait sauter les murs à la dynamite. Puis, les matériaux, soigneusement empilés, ou bien sont transportés ailleurs, ou servent à rebâtir sur les lieux mêmes. Les emplacements abandonnés, vidés de tout ce qu'on a jugé utilisable, sont déjà à demi ensevelis sous la terre. Mais les fondations, mais le sous-sol demeurent intacts. On n'a qu'à rejeter la légère couche de terre qui s'y est amassée pour retrouver, net comme un damier, le plan du village, ou du quartier enseveli. On peut préjuger sans témérité que pareille chose est arrivée à la Carthage romaine. Si nue qu'elle ait été laissée par le fer et par le feu, par les destructeurs et les pillards de toute sorte, son empreinte doit être encore facilement reconnaissable. Les traces des rues, des places publiques, les fondations des maisons et des principaux édifices se sont peut-être enterrées profondément depuis quatorze ou quinze siècles. Mais ces traces et ces fondations ont dû se conserver. Ne serait-ce pas, en définitive, un beau résultat que de retrouver le plan de la Carthage romaine tout entière ?

En tout cas, ce qui reste et ce qu'on a déblayé jusqu'à ce jour semble autoriser les plus belles espérances.

Voilà plus d'un siècle, Chateaubriand, dans son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, notait déjà que les ruines de Carthage, comme celles de Sparte, étaient plus abondantes qu'on ne le pensait au premier abord, « n'ayant rien, dit-il, de bien conservé, mais occupant un espace considérable. »

Entre les ports et Byrsa, il a constaté la présence de beaucoup de débris. Or, c'est la partie de la ville où se trouvaient probablement le Forum et la Place Maritime, dont parle saint Augustin. Aujourd'hui que ces débris ont disparu, la remarque de Chateaubriand devient extrêmement précieuse. Plus loin, du côté de Bordj-Djedid, les vestiges des Thermes d'Antonin l'ont vivement frappé : il y voit les ruines d'un « très grand édifice, qui semble avoir fait partie d'un palais et d'un théâtre. » Ce dernier trait semble justifier l'hypothèse du docteur Carton, qui suppose l'existence d'une vaste nymphée creusée aux flancs de la colline de Bordj-Djedid et faisant face à l'entrée des Thermes d'Antonin. Ce que Chateaubriand aurait pris pour les gradins d'un théâtre serait les vasques superposées ou les étages d'un Château-d'Eau.

Enfin, parvenu au sommet de l'Acropole, l'illustre voyageur y aperçoit « un terrain uni, semé de petits morceaux de marbre et qui est visiblement l'aire d'un palais ou d'un temple. » Arrivé là, il ne pousse pas plus loin son investigation. Ayant jeté un coup d'œil, en passant, aux citernes de Dermèche, il se tient pour satisfait et néglige celles de la Malqua. Les restes de l'amphithéâtre ne l'intéressent pas davantage. Il n'a d'yeux que pour l'admirable paysage qui se déroule au pied de Byrsa : « Les figuiers, les oliviers (?) et les caroubiers donnaient déjà leurs premières feuilles. (On était en février.) De grandes angéliques et des acanthes formaient des touffes de verdure parmi des débris de marbres de toutes couleurs. Au loin, je promenais mes regards sur l'Isthme, sur une double mer, sur des îles lointaines, sur une campagne riante, sur des lacs bleuâtres, sur des montagnes azurées. Je découvrais des forêts (?), des vaisseaux, des aqueducs, des villages maures, des ermitages mahométans, des minarets et les maisons blanches de Tunis. Des millions de sansonnets, réunis en bataillons, et ressemblant à des nuages, volaient au-dessus de ma tête... »

Malgré l'énumération fastueuse de tant de merveilles, on le sent médiocrement ému. Il est obligé d'appeler à son secours, après les figuiers, les caroubiers et les sansonnets de Carthage, les grands souvenirs de l'histoire, pour se masquer un peu le vide de ce paysage désolé. Mais, avec son instinct de poète et d'imaginatif, il a deviné les trésors enfouis sous les ondulations de cette plaine chargée d'histoire. Sa première et très rapide impression ne l'a pas trompé. Effectivement, « les ruines de Carthage sont plus nombreuses qu'on ne le pense généralement. » Les archéologues qui, depuis ce temps-là, n'ont cessé de fouiller le sol de la ville morte, ont confirmé en somme les pressentiments du lyrique descripteur.

Par les soins du R. P. Delattre et de ses collaborateurs, de Paul Gauckler et du Service des antiquités, une foule de tombeaux puniques et des édifices entiers ont été découverts et, en partie, exhumés. Dès aujourd'hui, le bilan des fouilles est des plus honorables : sans parler des Thermes d'Antonin et des deux groupes de citernes, depuis longtemps connus, — trois grandes basiliques chrétiennes, une église byzantine, le théâtre, l'Odéon, l'amphithéâtre, l'île du port militaire, le cirque, tout un groupe de villas... Malheureusement, ces pauvres ruines gisent à fleur de

terre. On n'a même pas relevé les colonnes, les chapiteaux et les fragments d'architraves qui jonchent l'intérieur et les abords des enceintes. On a descellé les mosaïques qui pavaient les nefs et les patios, où qui revêtaient les baptistères et les fontaines ; on a déménagé les statues, les stèles et les inscriptions, et on a entassé toute cette dépouille dans des musées. C'est la ruine « scientifique, » nettoyée, raclée jusqu'à l'os, réduite à l'état squelettique par l'archéologie.

Comment s'étonner, après cela, que les antiquités de Carthage n'existent pour ainsi dire pas pour le touriste pressé et qu'elles soient comme perdues dans l'immensité des terrains vagues ?

Aujourd'hui, si l'on veut se rendre compte de ce que fut Carthage, de sa richesse, de sa grandeur, de la variété des civilisations qui s'y sont succédé, il faut aller au musée Saint-Louis ou au musée du Bardo, le premier plus particulièrement carthaginois, le second plus généralement africain. Outre des statues colossales, des bas-reliefs, des sarcophages, des stèles par milliers, des gemmes de toute sorte et de toute couleur, des céramiques, des cristaux, des ustensiles ou des ornements funéraires, peignes, fibules, colliers, bagues sigillaires, on y admirera de merveilleuses mosaïques. Le Bardo surtout en possède une collection incomparable, comme il n'en existe nulle part au monde. Presque toutes représentent des sujets réalistes qui sont d'un haut intérêt documentaire pour l'histoire des mœurs africaines pendant les premiers siècles de notre ère : scènes de pêche et de chasse, tableaux rustiques, bâtiments de fermes et de villas, avec leurs dépendances, leurs esclaves, leurs laboureurs, leurs jardiniers, le maître et la maîtresse de la maison, dans leurs costumes et leurs attitudes habituels, — intérieurs de cabaret, écuries de chevaux de course, avec leurs cochers, leurs palefreniers, leurs chars, — vue du cirque, avec sa spina, ses loges et ses gradins chargés de spectateurs, — plan et profil d'une basilique en construction, maçons qui gâchent le plâtre, architecte armé de l'équerre et du fil à plomb, charretiers qui conduisent des fûts de colonnes sur leurs véhicules à hautes roues : c'est un abrégé de la vie africaine tout entière, l'image colorée et animée de toute une époque.

Mais tout cela est enfermé entre quatre murs, classé et scellé sous des vitrines. On prétend ainsi sauver ces débris

d'une destruction totale. On a raison sans doute, tant que le moyen de protéger sur place les antiquités découvertes n'aura pas été trouvé. Pourtant, on ne peut s'empêcher de s'attrister, en songeant à l'effet que produiraient les ruines, si non seulement on en relevait les colonnes et les murs, comme on l'a fait partout, en Italie, en Égypte et en Grèce, mais si l'on y rapportait tout ce qui est emprisonné dans les musées, si les statues, les marbres, les mosaïques, les stucs coloriés égayaient de nouveau les surfaces nues des architectures et recommençaient à briller et à se réchauffer au soleil, — si l'on se décidait à étendre les fouilles autour de ces ruines trop clairsemées, si enfin on voulait sérieusement ressusciter Carthage!...

***

Ressusciter Carthage! Ç'a été le rêve du cardinal Lavigerie. Son *Instauranda Carthago* répond au *Delenda* haineux et cupide du vieux Caton. Pour le grand archevêque, il ne s'agissait pas seulement d'une exhumation archéologique, mais d'une reconstruction de la ville morte, d'une véritable rentrée de la métropole antique dans la vie moderne. Pour donner en quelque sorte l'exemple à la nouvelle Afrique latine, il a bâti une basilique neuve sur la colline de Didon, d'Asdrubal et de saint Louis, — il en a pris possession au nom de l'Église et de la France.

On peut déplorer la présence de ces bâtisses modernes en ce lieu antique et vénérable entre tous. Ce couvent, cette église qui n'est ni mauresque, ni byzantine, ces constructions économiques sont un peu trop inégales à la majesté des souvenirs qui environnent Byrsa. A cause d'elles, les fouilles sont interdites sur tout le plateau de la vieille acropole punique. Bien plus, elles ont entraîné d'autres constructions qui, elles, déshonorent le site, — des hôtels, des villas, un bureau de poste. Sans parler de la laideur ou de la banalité de ces logis, leur présence est particulièrement déplorable en un terrain si fertile en antiquités, qu'on n'y peut bêcher sans ramener quelque débris : morceaux de bas-reliefs ou d'inscriptions, fragments de statues, fûts de colonnes ou chapiteaux. Mais ce qui est fait est fait. Il faut s'incliner devant l'horreur accomplie. D'ailleurs, la vie moderne se porte de nouveau vers Carthage avec un élan qui paraît bien irrésistible. En refera-t-on jamais, comme autrefois,

un grand port de mer, une grande ville de commerce et de transit? Trouvera-t-on de nouveaux mouillages? Creusera-t-on de nouveaux bassins, plus profonds et plus vastes, à la mesure des paquebots et des cargos d'aujourd'hui? En tout cas, c'est un lieu salubre et ventilé, plus agréable à habiter que Tunis en n'importe quelle saison. Aussi les Tunisiens émigrent-ils volontiers vers Carthage, qui est en passe de devenir une station estivale, avec hôtels, casinos, restaurants et guinguettes. Dès aujourd'hui, les pentes de Byrsa et la campagne qui regarde le golfe se couvrent de villas de tout style et de toute dimension.

Le cardinal, qui était un grand voyant, avait eu sans doute la vision anticipée de cet exode. Mais, en prononçant son *instauranda Carthago*, il entendait concilier les exigences de la vie utilitaire avec le culte du passé et de ses monuments. A côté de la Carthage neuve qu'il rêvait, il voulait faire sa place aussi à la Carthage antique ressuscitée. Ce serait une capitale pour l'archéologie comme pour la politique. Rien ne le prouve mieux que la brochure retentissante qu'il écrivit dès 1878, avant même l'occupation française de la Tunisie, et qu'il intitula : *De la nécessité d'une mission archéologique permanente à Carthage.*

Ce faisant, il se proposait sans doute de travailler pour la science, de fournir de nouveaux documents à l'archéologie et à l'histoire, mais sa grande idée, c'était de rétablir dans tout son éclat le siège métropolitain de Carthage, en rappelant ce qu'il fût aux premiers siècles de l'ère chrétienne. Aussi, dès que les murs de sa basilique primatiale furent debout, il s'empressa d'y faire inscrire en majuscules dorées ce texte emprunté à une lettre du pape Léon IX aux évêques africains alors persécutés et dispersés : « *Il est hors de doute que l'évêque de Carthage est le premier archevêque après le Pontife romain et le plus grand métropolitain de toute l'Afrique.* Et ce privilège, obtenu une fois pour toutes du Saint-Siège apostolique romain, il ne peut le perdre au profit d'aucun autre évêque africain, de n'importe quelle partie de l'Afrique, mais il le conservera jusqu'à la fin des siècles et tant qu'on y invoquera le nom de Notre Seigneur Jésus-Christ, soit que Carthage en ruines reste déserte, soit qu'elle ressuscite glorieusement un jour, — *sive resurgat gloriosa aliquando!...* »

Le beau texte, et combien émouvant sous sa forme impersonnelle et quasi lapidaire! Il y a, dans ces phrases latines,

comme un cri d'espoir poussé par le Pontife de Rome devant les dévastations vandales et musulmanes. Le Pape ne se résigne pas à la défaite et à l'invasion. Il appelle de tous ses vœux la résurrection de la Carthage chrétienne. Ce vœu, le cardinal Lavigerie le fait sien, après plus d'un millénaire. « Le premier archevêque après le Pontife romain » répète le cri du vieux Pape, son prédécesseur sur le siège épiscopal de Toul et de Nancy. En face de l'Afrique islamisée, divisée et anarchique, il ne voit pas, lui non plus, d'autre moyen de lui rendre la paix et l'unité, que de la ramener à sa foi antique. Rétablir l'unité, pour rétablir la paix, ç'a été la grande tâche apostolique de saint Augustin. Le cardinal Lavigerie a entrevu quelque chose de cette tâche : réconcilier les Musulmans avec nous par la communion religieuse, telle a été sa principale idée inspiratrice, celle qu'on retrouve dans toute sa conduite, dans toutes ses fondations, sous-entendue enfin dans tous ses écrits. Et c'est pourquoi Carthage, — outre les découvertes scientifiques qu'elle lui promettait, — avait tant d'importance à ses yeux. Elle était, pour lui, le symbole de l'unité future de l'Afrique

*
* *

Les Tunisiens d'aujourd'hui n'ont point d'aussi sublimes conceptions, ni d'aussi longs espoirs.

Ils ne considèrent dans Carthage qu'un endroit frais et confortable pour passer l'été. Et c'est la raison pour laquelle ils s'y précipitent. Il paraît tout à fait vain de vouloir arrêter ce mouvement. Comme l'avoue lui-même le docteur Carton, le plus ardent promoteur, pour ne pas dire l'apôtre de la résurrection archéologique de Carthage, — il faut se résigner à faire la part du feu. Les plus sévères prohibitions administratives seraient inutiles : la vie moderne, avec ses tramways électriques et tout son matériel de « civilisation, » est déjà rentrée victorieusement dans la ville de Salammbô.

Mais, s'il faut accepter comme une nécessité la construction d'une ville nouvelle, ne pourrait-on imposer un style à ces bâtisses, afin qu'elles ne jurent pas trop avec les ruines antiques qui, dès maintenant, les avoisinent, et que des fouilles prochaines, — nous l'espérons, — vont multiplier aux alentours? Des villas, des maisons, des édifices publics dans le goût italien, ou dans le goût classique français du XVIIe et du XVIIIe siècles,

semblent peut-être ce qu'il y aurait de moins ridicule. Tout serait préférable au *modern style* qui sévit actuellement, de La Goulette à La Marsa, et qui transforme toute la vieille péninsule punique en une vague banlieue niçoise ou marseillaise.

Mais, sur l'emplacement, ou dans les environs de la Carthage latine, pourquoi ne nous referait-on pas des villas romaines? Il y a des gens toujours prêts à dépenser leur argent pour avoir des contrefaçons de villas mauresques. Pourquoi les mêmes gens ne s'offriraient-ils pas le plaisir, infiniment plus rare et plus distingué, de refaire une villa romaine? En quoi ces pastiches seraient-ils plus absurdes que les autres? Pendant ce dernier quart de siècle, on a vraiment abusé, en Algérie surtout, de ces imitations néo-mauresques, qui exaspèrent à juste titre les vieux Algériens. Le snobisme aidant, on a multiplié les écoles, les bureaux de poste, les musées, et même, — Dieu me pardonne! — les églises de style Fathma. C'est une manifestation d'arabophilie, une flatterie aux indigènes, qui, d'ailleurs, préfèrent de beaucoup l'esthétique de nos palaces et de nos maisons à six étages.

En tout cas, le moment paraît venu de modérer ces orgies de bâtisses pseudo-arabes. La villa, telle qu'on la construisait en Afrique, à l'époque romaine, serait tout aussi nationale que la villa mauresque. Elle serait même plus antique, plus africaine. Outre ce prestige d'antiquité, elle aurait encore le très grand avantage de s'adapter infiniment mieux aux exigences de la vie et du confort modernes. Avec ses loggias en arcades, ses belvédères, ses tours à coupoles, elle est faite pour dominer de grands paysages, ceux de la mer comme ceux de la plaine. La maison mauresque est à peu près aveugle. Ses petites fenêtres grillées n'encadrent que des coins de nature très exigus : la vasque d'un jet d'eau, un buisson de roses, deux ou trois cyprès. La villa romaine, largement ouverte à l'air et à la lumière, admet, comme la mauresque, les petites chambres ombreuses qui ne prennent jour que sur un patio intérieur. Et ainsi elle réunit fort heureusement des commodités et des agréments qui, ailleurs, sont séparés.

Il est vrai qu'elle coûterait beaucoup plus cher, parce qu'elle nécessiterait une décoration à la fois intérieure et extérieure et qu'elle réclamerait un effort d'art plus considérable, plus difficile à réaliser. Mais nous supposons de généreux mécènes disposés à

tous les sacrifices pour donner de la beauté à leurs contemporains. Alors ce pourrait être quelque chose de charmant et même de très beau. Les architectes s'inspireraient des villas antiques, dont les mosaïques du Bardo et des autres musées africains nous ont conservé l'image très précise. Ce serait l'occasion de rénover plusieurs arts tombés en oubli : celui des architectures végétales dans les jardins, des xystes, des exèdres, des portiques fermés pour l'hiver, et l'art des fontaines, des pergolas, des kiosques rustiques La peinture et la sculpture décoratives reprendraient un sens et si l'on peut dire, une utilité. Enfin, on nous restituerait cet art délicat et somptueux que fut la mosaïque, cet art qui a fini par disparaître à peu près complètement, ou qui s'est abâtardi aux mains des Italiens. Les figures du mosaïste d'aujourd'hui sont devenues quelque chose d'aussi banal, d'aussi photographique que nos figures de vitraux modernes. Qu'on étudie celles des mosaïques de Sousse ou du Bardo, on y trouvera avec un dessin naïf, toujours original, d'une stylisation extrêmement curieuse, les mêmes formes éclatantes et richement décoratives que dans les tapis orientaux. D'ailleurs, la mosaïque est essentiellement *un tapis de fraîcheur*, fait pour être foulé par des pieds nus. Il faudrait la concevoir ainsi, — et tout d'abord comme un bouquet de couleurs destinées à chatoyer et à délecter la vue. On pourrait l'employer utilement à remplacer les vulgaires carreaux de faïence qui tapissent nos corridors ou qui surmontent les linteaux de nos portes. Récemment, à Alger, j'ai pu voir, en guise d'enseigne, au-dessus de la porte d'un bain maure, une imitation de mosaïque romaine : trois poissons sur fond d'azur, comme il y en avait dans les bassins des fontaines ou des thermes antiques : l'effet était des plus gracieux, et le motif, tout à fait en harmonie avec le berbère romanisé, qu'on appelle le « style arabe. »

Mais, tant que nous sommes à rêver, autour de la Carthage neuve, une rénovation des arts et des styles antiques, pourquoi n'irions-nous pas jusqu'au bout de notre chimère? A côté de ces villas néo-romaines, de véritables reconstitutions archéologiques sembleraient-elles si déplacées? Le tout serait de rencontrer un architecte capable de nous reconstruire des thermes, de relever un cirque ou un amphithéâtre. A Athènes, ils ont construit de toutes pièces un stade moderne, en marbre pentélique, — et ce

n'est pas si mal que cela. Si l'on pouvait en faire autant pour notre ville neuve, il faudrait se tenir pour satisfait. Ainsi, les Thermes d'Antonin, cette informe ruine qui obstrue le sol au bas de la colline de Bordj-Djedid, pourraient redevenir un édifice d'utilité publique. Ils offriraient à la fois des bains chauds et des bains froids, des bains de mer pour les Tunisiens, pendant l'été, — des bains d'étuves pour les étrangers qui viendraient hiverner à Carthage. Un portique avec une galerie supérieure à colonnade, s'ouvrirait directement sur la plage. L'autre façade reproduirait, avec une entière liberté d'interprétation, les superpositions architecturales des principales « nymphées » africaines. Ce serait une image de l'antique *septizonium* carthaginois, celui que Septime Sévère, l'empereur africain, fit imiter pour son palais de Rome. En s'aidant enfin des descriptions que les auteurs anciens nous ont laissées de leurs thermes et surtout des nombreuses découvertes archéologiques faites en Algérie, on réussirait certainement à mettre debout un édifice qui serait une libre reconstitution de l'antique et qui, en même temps, servirait toujours à quelque chose, qui serait tout ensemble un établissement de bains, un gymnase, une salle de jeu et de conversation, un promenoir et un musée. Ce serait une curiosité comme on n'en verrait que là et qui attirerait les visiteurs.

Qu'on se livre à ces fantaisies de reconstitution dans des pays ou dans des lieux où des édifices de ce genre n'ont jamais existé, cela deviendrait évidemment déraisonnable. Mais ici, rien de plus naturel. Ce qui doit dominer, en tout cas, les préoccupations des actuels rebâtisseurs de Carthage, c'est le souci d'élever une ville moderne qui ne forme pas un contraste trop déplaisant, trop criard, avec les ruines de la ville ancienne.

***

Celle-ci, va-t-on décidément la sortir de terre ?

Il y a des personnes qui n'en doutent point. Parmi ces hommes de foi, le plus convaincu est assurément le docteur Carton, qui, dans son amour pour Carthage, est venu vivre auprès d'elle, qui, depuis des années, se penche sur ses ruines, essayant çà et là, d'en soulever le linceul. Avec celui du cardinal Lavigerie et du Père Delattre, son nom est d'ores et déjà inséparable de celui de Carthage. Venu en Tunisie comme mé-

decin militaire, il a renoncé à une carrière déjà brillante pour se donner plus entièrement à l'archéologie. Il y est entré comme on entre en religion, avec piété, avec abnégation. Ses travaux sont connus depuis longtemps et appréciés des érudits. Il a commencé des fouilles à Sousse, à Dougga, il en a fait principalement à Carthage. Ses études sur la topographie des ports puniques et romains sont justement célèbres. Surtout, il s'est donné pour mission de ressusciter la Carthage antique.

Cela aussi est une religion pour lui. Mais ce zèle apostolique ne l'empêche pas de voir les difficultés de la tâche. Le docteur Carton n'a aucune illusion à ce sujet.

Et d'abord, il sait qu'il y faudra beaucoup d'argent. Or, pour l'instant, les ressources disponibles en faveur d'une telle entreprise sont notoirement insuffisantes. Sur l'initiative de M. Étienne Flandin, l'actuel Résident de France à Tunis, le gouvernement tunisien vient d'accorder une somme annuelle d'un million pour l'ensemble des antiquités (1). La somme indivise suffirait bien juste pour Carthage toute seule. Peut-on demander à l'État une pareille contribution, surtout dans les circonstances difficiles que nous traversons? D'autres ruines, qui nous touchent de plus près et dont le relèvement presse bien davantage, réclament son attention et sollicitent sa générosité. Les antiquités romaines de l'Afrique du Nord peuvent attendre : elles ont attendu quinze siècles déjà. Mais il importerait que, dès maintenant, un plan de fouilles méthodiques fût adopté, que ce plan fût mis à exécution le plus tôt possible, dès qu'on le pourra raisonnablement, — et enfin qu'il fût appliqué avec cet esprit de suite, cette obstination, cette largeur dans la dépense, dont les Anglo-Saxons et les Allemands nous ont donné tant d'exemples. Si l'on tente quelque chose, que cela soit digne de la France! Pour alimenter le budget des fouilles, il ne faudrait pas compter seulement sur les subsides officiels. Si élevés qu'on les suppose, ils seraient toujours au-dessous des besoins. Rien de convenable ne sera fait, tant qu'on ne se décidera pas à recourir aux dons

(1) Je saisis avec joie cette occasion de dissiper un malentendu. Dans une précédente *Lettre ouverte à M. le ministre de l'Instruction publique*, publiée par le *Journal des Débats*, le 2 juin dernier, j'avais parlé de « l'indifférence des pouvoirs publics, » à l'égard des ruines antiques de l'Afrique du Nord. Il est clair que les hauts représentants de l'administration française en Algérie, comme en Tunisie, sont ici hors de cause. Je visais uniquement l'incurie des municipalités, — des autorités strictement locales.

volontaires, aux subventions régulières consenties ou par des particuliers ou par des associations. Maintenant que les municipalités françaises, algériennes et tunisiennes voient leurs budgets plus ou moins obérés par la guerre, pourquoi aurions-nous honte de lancer un appel à l'étranger? Il y a peut-être encore quelques Américains du Nord ou du Sud capables de sacrifier quelques banknotes, pour sauver de l'oubli et de la destruction complète une des plus anciennes métropoles de la civilisation occidentale, — des Israélites ou des Syriens d'outre-Atlantique, qui se passionneront pour Carthage, la fille de Tyr et de Sidon, Carthage la Phénicienne, — le seul empire sémitique qui ait duré et qui, en somme, ait réussi.

Mais ce manque d'argent n'est que la moindre des difficultés avec lesquelles les promoteurs des fouilles aient à compter. Les choses iraient, somme toute, assez facilement, si le sol de la ville morte était désert. Malheureusement, on y a beaucoup bâti, surtout depuis un quart de siècle : il faudrait exproprier, — probablement à grands frais, — un nombre considérable de particuliers. Certains immeubles appartiennent à des princes de la famille beylicale. D'autres, comme la Basilique et le couvent de Saint-Louis, les orphelinats et les séminaires éparpillés sur toute l'étendue de la péninsule carthaginoise appartiennent à des communautés. Des expropriations de ce genre ne paraissent guère possibles. Le plus sage serait donc d'accepter le fait accompli, en essayant de limiter les constructions nouvelles.

Récemment, grâce toujours à l'intervention de M. Étienne Flandin, un décret a été rendu par le gouvernement tunisien, qui défend de construire sur l'emplacement de Carthage, sans l'autorisation préalable du Service des antiquités. On m'assure que, dans la pratique, ce décret est inefficient. Des sondages superficiels n'atteignent pas les ruines qui, en général, sont profondément enterrées. Et ainsi on est exposé à laisser construire là où il suffirait de creuser un peu plus profond pour toucher des vestiges intéressants. En présence de toutes ces complications, l'unique chance de succès qui reste aux archéologues, ce serait de faire sa part à la ville nouvelle, comme à la ville morte, de déterminer dans quelles limites il est permis de bâtir, puis de tracer, au milieu des constructions modernes, des zones réservées aux fouilles. Il est clair que, seuls, des professionnels, après des sondages répétés et consciencieux, pourraient, sans de

trop grands risques d'erreur, établir le plan de ces futurs chantiers d'excavations.

En adoptant cette règle, en surveillant les constructions neuves, en leur imposant un style, on arriverait sans doute à faire de la Carthage nouvelle quelque chose d'assez analogue à la Rome d'aujourd'hui, où l'on voit surgir, parmi des bâtisses relativement modernes, des îlots de ruines antiques comme le Forum et le Palatin.

A Carthage aussi, le Forum est à retrouver, cette grande place commerçante où Alypius, l'ami de saint Augustin, faillit être arrêté comme coupable d'avoir coupé, à coups de hache, des conduites en plomb, — et aussi la place Maritime, où, selon le même saint Augustin, les badauds venaient admirer le squelette d'un monstre marin, — puis le Sérapéum, le temple de la Vierge Céleste, et une foule d'autres édifices dont les auteurs anciens nous ont conservé le souvenir.

Ces découvertes éventuelles ne sont peut-être que des illusions. Pour l'instant, avec des ressources encore très restreintes, tenons-nous-en à ce qui a été exhumé jusqu'à ce jour. Commençons par restaurer et par mettre en valeur les ruines actuelles, — et d'abord par les dégager complètement. Certes, nous ne demandons pas qu'on reconstruise le Cothon, le port militaire de Carthage, qu'on relève la colonnade d'ordre ionique qui en décorait le pourtour, qu'au milieu de l'île on rebâtisse le pavillon de l'Amiral, avec la guerite où Flaubert a placé son Annonciateur des lunes. Mais, dans cette île déserte, on pourrait mettre en ordre les débris qui l'encombrent, et, — ce qui, de loin, produirait un très grand effet, — redresser les fûts de colonnes et les chapiteaux couchés par terre. Il ne serait pas plus difficile de refaire les gradins et le dallage du théâtre, — dont les matériaux éparpillés sont là tout prêts à servir, — de donner tout son caractère à la scène, en remontant les colonnes et les architraves. Des restaurations plus complètes seraient nécessaires pour l'Odéon. Mais, à très peu de frais, le groupe de villas antiques qui l'avoisine deviendrait une charmante enclave pompéienne au flanc de la colline. On réparerait la rue en pente qui borde ces villas, avec son double portique, son dallage encore visible, ses bases de colonnes toujours intactes. Dans les cours intérieures des maisons, on recréerait un *viridarium*. On sèmerait des fleurs dans les trous des jardi-

nières, — et, çà et là, dans l'angle des murs, autour des bassins taris, on planterait un arbre au beau feuillage méditerranéen, pour voiler un peu la nudité de la pierre.

Enfin et surtout, — si l'on ne peut guère rapporter dans les ruines le mobilier déménagé et mis sous clef dans les musées, il est à souhaiter qu'on en replace au moins les reproductions convenablement exécutées. Partout, des inscriptions, des vases, des mosaïques et des statues! C'est la meilleure façon de ranimer la ruine. On frémit quand on pense que tout ce qui parlait aux yeux, à l'esprit et au cœur, au milieu de ces débris antiques, — que tout cela a été arraché, transporté on ne sait où, est devenu insignifiant, incolore et quelconque dans une salle obscure ou banale comme une salle de classe, ou dans un locatis ouvert à tous les vents. Que les milliers d'inscriptions qui gisent dans la poussière des musées soient moulées pieusement et que les moulages parlent de nouveau au fronton des temples et des arcs de triomphe! Que les formes et les figures éclatantes des mosaïques fleurissent les murs des atriums et les pavés des cours! Que le peuple mutilé des statues et des bas-reliefs reparaisse sur ses piédestaux, dans ses niches désertes, sur ses métopes ou sur ses architraves! L'*Hadrien*, le *Bacchus*, le *Jupiter. Sérapis*, l'*Isis*, la *Vénus au Dauphin* du Bardo, ou tout au moins leurs copies, doivent revenir à Carthage. Les Victoires colossales, qui font pénitence dans le jardin des Pères blancs, devraient planer, du haut d'un socle à leur taille, aux lieux mêmes où elles furent découvertes, au sommet de Byrsa, devant le porche de la Basilique. Avec leurs vastes ailes déployées, ces hautes figures décoratives, dominant le seuil des ruines et la colline chantée par Virgile, formeraient un portail digne de Carthage et de ses grands souvenirs.

*
* *

Mais, ici, les antiquités chrétiennes sont peut-être aussi nombreuses que les antiquités païennes. N'oublions pas, en effet, que la Carthage romaine compte au moins trois siècles de christianisme officiellement reconnu, — durant lesquels on a pu bâtir des édifices pour le culte, aménager des cimetières au grand jour, multiplier les couvents, les chapelles, les *memoriæ* consacrées aux martyrs du pays.

Aucune autre contrée du monde méditerranéen ne possède

plus de monuments et de vestiges de la haute antiquité chrétienne que l'Afrique du Nord. Redisons-le encore : si l'on veut savoir ce que furent des catacombes et des nécropoles aux premiers siècles du christianisme, ce n'est pas à Rome qu'il faut aller, c'est à Sousse et à Tipasa. Et si l'on veut savoir ce que fut une basilique, un baptistère, un *ciborium*, à l'époque de saint Augustin et de saint Jérôme, c'est encore en Afrique qu'il faut venir. A Rome, les anciennes basiliques n'existent plus : elles ont été recouvertes généralement par de magnifiques édifices plus ou moins modernes, qui ne leur ressemblent que de fort loin.

En Afrique, au contraire, on n'a presque jamais rebâti sur leur emplacement. Elles sont restées telles qu'elles étaient, après que le Nomade, le Vandale ou l'Arabe les eut incendiées et jetées par terre. Aujourd'hui, on peut se promener dans l'édifice dégagé de ses décombres et des couches de terre où il avait fini par s'ensevelir. On peut monter les degrés qui conduisaient au narthex ou au vestibule, s'arrêter au passage devant la vasque des ablutions, circuler à travers les nefs pavées de mosaïques, s'asseoir dans la cuve baptismale à l'endroit creusé tout exprès pour le catéchumène, toucher la balustrade qui environnait le maître-autel, descendre dans la crypte de la *Confession*, retrouver enfin, au fond de l'abside, le siège épiscopal vide depuis quinze siècles. Demain, si l'évêque de Constantine et d'Hippone le veut bien, il peut célébrer une messe pontificale dans la grande basilique de Tébessa. Tout est prêt pour recevoir le successeur de saint Augustin. Les quatre trous où s'enfonçaient les pieds de l'autel de bois sont encore marqués dans le carré du transept. Il n'y a qu'à remettre en place la table du sacrifice. Les nefs, où s'alignent toujours des rangées de colonnes, attendent les fidèles. Au dehors, de vastes promenoirs offrent l'abri de leurs portiques aux pèlerins et aux curieux.

Et Tébessa est loin d'être une exception. D'un bout à l'autre de l'Afrique, des basiliques semblables, plus ou moins grandes, plus ou moins bien conservées, se comptent par centaines. Si l'on se décidait à les exhumer complètement, à les réparer et à les entretenir, elles deviendraient pour le voyageur une leçon de choses sans pareille, qui rendrait inutiles tous les livres d'archéologie et d'histoire.

Carthage, en particulier, justifierait son titre de grande métropole religieuse africaine. Il est infiniment probable que

des fouilles activement et sérieusement conduites nous rendront tous les édifices chrétiens mentionnés par les auteurs, ou par les procès-verbaux des conciles, — ces églises, ces cimetières, ces *memoriæ*, où l'évêque d'Hippone a prêché. Pour l'instant, les quatre basiliques qu'on a réussi à dégager ou qu'on a repérées jusqu'à ce jour, réclament toute la sollicitude des archéologues comme du clergé.

Le printemps dernier, j'errais à travers ces ruines éloquentes, avec le célèbre Père Delattre, qui a tant travaillé pour elles, et l'archevêque désigné de Carthage, Mgr Leynaud, qui voulait bien m'en faire les honneurs.

Nous constations avec tristesse qu'il avait fallu, faute d'argent, laisser se réenterrer une grande basilique précédemment dégagée par le père Delattre et qui, peut-être, fut élevée au lieu même du martyre de saint Cyprien, sur le terrain que les auteurs anonymes des *Passions* du saint appellent le « Champ de Sextius ». A l'église byzantine de Derméche, nous trouvions les mosaïques du pavement dans un état lamentable, foulées et souillées par les troupeaux qui passent, mutilées par les voyageurs, les colonnes renversées, les murs des fondations sur le point de disparaître. Même désolation à Damorcs-el-Karita, la basilique que le Père Delattre croit avoir été dédiée à sainte Perpétue et à ses compagnons. Comme à Tébessa, c'est tout un monde, un vaste ensemble de bâtisses, qui comprend, avec des cryptes voûtées, une foule de chapelles latérales, des baptistères, des promenoirs, des cimetières, des salles des actes... Enfin nous terminâmes par la dernière découverte du Père, une basilique probablement consacrée, elle aussi, à la mémoire de saint Cyprien et qui s'étend dans le voisinage de l'actuel orphelinat de Sainte-Monique. Devant ces débris à l'abandon, cette empreinte toujours très nette d'un grand édifice disparu, — nous nous disions qu'il faudrait très peu de chose pour restituer à ces ruines un caractère capable de satisfaire la curiosité et l'imagination. Il suffirait de relever les murs à hauteur d'appui, en utilisant les amorces actuellement existantes au ras du sol, de façon à bien marquer les lignes essentielles du monument, — de raviver ce qu'on pourrait appeler « les points vitaux » de la basilique : le baptistère, le ciborium, le siège épiscopal, — enfin de refaire un dallage, ou de réparer les mosaïques qui se désagrègent.

Le rêve, pour ces ruines chrétiennes, comme pour les ruines païennes, ce serait d'y rapporter toutes les dépouilles qui dorment ou qui s'encrassent dans les musées. Qu'on allume dans ces niches les petites lampes d'argile marquées du poisson mystique ou du monogramme du Christ! Qu'on déploie sur le sol des nefs ou des cours intérieures, sur les margelles ou dans les cuves des baptistères, les somptueuses couleurs des mosaïques qui les revêtaient jadis! Qu'on aligne de nouveau, dans les cimetières, ou le long des murs des chapelles en forme de trèfle, les inscriptions et les stèles funéraires avec les noms des défunts, le chiffre de leurs ans et de leurs jours, quelquefois l'éloge de leurs vertus, — et les figures symboliques de l'Ancre, de la Palme ou de la Feuille de lierre, de la Colombe qui tient dans son bec le rameau de l'Arche. Comme ces lieux de mort et de désolation redeviendraient vivants, quel langage émouvant ils parleraient, — quels utiles rapprochements surtout ils suggéreraient!...

Nous songions ainsi parmi les ruines de la basilique de Saint-Cyprien. A droite, entre un bouquet d'eucalyptus, émergeait la chapelle de Sainte-Monique, à gauche la falaise rouge de Sidi Bou-Saïd dressait sa muraille profondément ravinée. Dans l'écartement des deux collines, on voyait le bleu de la mer et, tout au fond de l'horizon, sous les hautes montagnes au profil indistinct, les maisons blanches de Corbous. C'était une calme soirée printanière. Une suavité chrétienne flottait dans l'air. En robe grise, les petites orphelines de Sainte-Monique chantaient un cantique dans la cour du couvent. Alors, ému sans doute par le charme des lieux et par la grandeur des souvenirs, l'archevêque d'Alger, le futur primat de Carthage, se mit à nous murmurer, de sa douce voix, ces « Litanies des saints d'Afrique, » qui furent composées par le cardinal Lavigerie :

— *Omnes sancti Africani, orate pro nobis!...*

Ces saints d'Afrique, ces fils de la terre aujourd'hui oublieuse de ses martyrs, ils forment une légion si compacte que leurs noms, mis l'un après l'autre, ont donné des litanies pour les sept jours de la semaine. L'archevêque nous les énumère, depuis saint Cyprien, qui ouvre ce défilé triomphal, jusqu'à sainte Pomponia qui le termine, en passant par les noms aux consonances lybiques ou carthaginoises d'obscures esclaves, de pauvres artisans, de pauvres travailleurs des champs, les Nabor,

les Namphanio, les Quartillosa, les Macaria... Soudain, il se tait. Une émotion nous étreint, une pensée semblable traverse nos esprits. Ces misérables glorieux, — ils ressuscitent, ils sont là, autour de nous, avec les mêmes costumes, les mêmes visages qu'autrefois, ils poussent leurs ânes aux flancs des collines pierreuses, ils piochent le sol maigre avec leurs hoyaux primitifs, ou bien curieusement ils se penchent avec nous au bord de ces cuves baptismales, dont les inscriptions n'ont plus de sens pour eux, mais dont ils savent confusément que c'est l'œuvre de leurs pères...

Est-ce que tout est fini entre nous? Est-ce que ces âmes-là sont si loin des nôtres?...

*
* *

Ces évocations du passé, ces reconstitutions et ces résurrections archéologiques, que nous appelons de tous nos vœux, n'ont donc pas seulement un intérêt esthétique, ou de pure curiosité.

Quoi qu'il advienne, Carthage, telle qu'elle est, peut se suffire à elle-même. Elle vit dans la mémoire des hommes d'une vie tout idéale qui n'a pas besoin du travail des architectes et des archéologues. Son cadre est tellement beau, son paysage tellement évocateur, que c'est assez de s'abandonner à son charme. D'elle-même, Carthage ressuscite parmi ses ruines, pour peu qu'on y trouve un coin solitaire où se recueillir. Les plus authentiques restitutions des monuments anciens nous laisseraient froids au milieu du tintamarre d'un casino, dans le voisinage d'un *Excelsior* ou d'un *Byrsa-Palace*. Le premier devoir des Amis de Carthage, c'est de ménager, dans la ville neuve qui menace de tout envahir, de petits îlots de solitude et de rêve pour le voyageur contemplatif. Même aujourd'hui, avec toutes ses bâtisses modernes, la colline de Byrsa est un de ces îlots. Il ne faut pas la laisser encombrer davantage. Si regrettable, à de certains égards, que soit la présence, en ce lieu vénérable, d'une église et d'un monastère tout neufs, ces édifices, d'un caractère sacré, s'accordent tout de même mieux avec celui de la vieille acropole d'Eschmoun que la banalité prétentieuse et bruyante d'un hôtel cosmopolite.

Allez seulement vous asseoir à la tombée de la nuit, sur le parvis de la Basilique primatiale. Laissez errer vos yeux sur la

plaine immense de l'Isthme, d'où monte jusqu'à vous un chant de flûte arabe. Regardez les clartés mourantes du couchant s'éteindre dans les deux lagunes et dans le double miroir des ports, tandis que les suprêmes rougeurs crépusculaires dessinent en noir les montagnes de l'Ariana. Derrière vous, par la porte entrebâillée de la Basilique, arrive une rumeur d'orgue, avec une psalmodie de paroles aussi vieilles que la plus vieille Carthage. Que voulez-vous de plus? Le mirage a déjà pris corps. Du fond de cette plaine submergée d'histoire et de poésie, toutes les figures illustres du passé accourent et déferlent vers vous, avec les vapeurs qui montent des lacs et le vent nocturne qui se lève...

Il faut donc, avant tout, donner à la Carthage antique ce que réclament, avant toute chose, les villes mortes, comme les morts, — le silence et la paix. Mais cela n'empêche point, pour les autres raisons que nous avons dites, qu'il faille ressusciter Carthage : avec le grand cardinal, répétons-le encore une fois : *Instauranda Carthago!*

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LE MANOIR

DEUXIÈME PARTIE (1)

IX. — CHEZ BLAFARD

De temps à autre, à la surface de notre civilisation moderne, on voit surgir un de ces grands bienfaiteurs de l'humanité qui, inconscients, — et ils le sont tous, — de la grandeur et du mérite de leur œuvre, disparaissent lamentablement, tandis que cette œuvre leur survit.

Tel fut le cas du fondateur du Club des Stoïciens.

C'est en 187... qu'il se révéla, n'ayant pour tous biens que l'habit qu'il portait et une idée. En moins d'un an, il avait fondé le Club des Stoïciens, gagné dix mille livres, perdu davantage et était retombé dans l'oubli.

Mais le Club des Stoïciens lui survécut en raison de l'immortelle beauté de l'idée de son fondateur. En 1891, c'était un cercle important et reconnu, un peu moins fermé peut-être qu'il ne l'avait été au début, mais cependant aussi choisi et aristocratique qu'aucun autre, à l'exception d'un ou deux parfaitement inaccessibles. L'idée qui avait présidé à sa création était, comme toutes les grandes idées, simple, durable et parfaite, — si simple, si durable et si parfaite qu'il semble stupéfiant que personne n'y eût jamais pensé auparavant. Elle était renfermée dans le paragraphe 1 des statuts :

« Aucun membre de ce club ne devra avoir la moindre occupation, quelle qu'elle soit. »

Copyright by Galsworthy, 1920.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

De là, le nom donné à ce cercle particulièrement renommé pour la qualité de ses vins et l'excellence de sa cuisine.

Il était situé dans Piccadilly, en face de Green Park et, par les nombreuses fenêtres du fumoir, au rez-de-chaussée, le public avait l'honneur de voir, à toute heure du jour, nombre de Stoïciens, dans des attitudes variées, en train de lire les journaux ou de regarder au dehors.

Il y avait parmi eux des propriétaires de yachts; d'aucuns se livraient à la culture des fruits, écrivaient des livres, ou s'intéressaient au théâtre. Mais la plupart passaient leur existence sur les champs de courses ou à la chasse. On en connaissait qui jouaient du piano, d'autres qui pratiquaient la religion catholique. Un grand nombre exploraient, chaque année et à des saisons déterminées, les mêmes endroits du « Continent. » Certains avaient un grade dans la Yeomanry, d'autres s'intitulaient avocats; parfois, il s'en trouvait un qui peignait un tableau ou se consacrait à de bonnes œuvres. Ils étaient, en fait, de conditions et de tempéraments très variés, mais avaient ce trait commun de posséder un revenu indépendant, souvent même constitué de telle sorte par la Providence, qu'ils n'auraient pu, par aucun moyen, arriver à s'en débarrasser.

Bien que les distinctions de classe cédassent le pas au principe fondamental de « n'avoir pas d'occupation, » les Stoïciens se recrutaient principalement parmi la noblesse rurale. Ils sentaient d'instinct que ce milieu est celui où l'esprit de club a le plus de chances de se conserver intact. Et, quand des fils aînés entraient, pour ainsi dire, de droit, dans le club, ils se hâtaient d'y faire admettre leurs frères cadets, pour maintenir, autant que possible, la pureté du milieu et lui conserver ce subtil parfum des vieux manoirs qu'on n'apprécie nulle part autant qu'à Londres.

Après avoir vu passer Gregory sur l'impériale de l'omnibus, George Pendyce se rendit dans le salon de jeu et, n'y trouvant personne, se mit à contempler les tableaux pendus au mur. C'étaient les portraits de ceux des membres du Club qui, pour une raison quelconque, avaient attiré l'attention du caricaturiste d'un journal mondain en vogue. Chaque fois que paraissait une de ces effigies, on la découpait, on l'encadrait et on l'accrochait à la suite des autres, dans cette pièce. George parcourut la collection jusqu'à la dernière, qui était la sienne. Il était représenté dans des vêtements d'une coupe irréprochable, les coudes

légèrement arrondis, une lorgnette en bandoulière. Sur la tête démesurément grossie, un chapeau melon noir à bords très plats. Le visage avait été longuement et minutieusement étudié par l'artiste. Le dessin des lèvres, des joues et du menton tendait à donner l'impression purement matérielle de la joie de vivre, tout en accusant par la forme et par le coloris un caractère emporté et quand même obstiné. Les yeux avaient un regard vitreux, et il y avait entre eux une petite ride, qui semblait faire dire à leur possesseur :

« Dure tâche! Dure tâche! Noblesse oblige. Il faut continuer. »

Au-dessous, on lisait un nom : *The Ambler*.

George resta là longtemps, à contempler cette apothéose de sa gloire. Son étoile était alors à son zénith. En imagination, il apercevait une longue suite de victoires sportives, une perspective infinie de jours et de nuits, que l'image d'Hélène Bellew illuminait.

Un bruit de voix le fit se retourner : il se jeta dans un fauteuil : il eût été très mortifié d'être surpris ainsi en contemplation devant sa propre image....

Il était sept heures vingt quand, en habit de soirée, il quitta le club et se fit conduire en voiture jusqu'à Buckingham Gate, à quelques pas de là. Il renvoya alors son cab, et releva le grand col de fourrure de son manteau. Entre le bord de ce col et le bord de son chapeau-claque, on ne pouvait distinguer que les yeux. Les lèvres serrées, il attendit, en jetant des regards anxieux sur chaque voiture qui passait. Enfin, dans la faible lueur d'un cab qui s'approchait rapidement, il vit une main qui faisait signe au cocher d'arrêter. La voiture fit halte ; George, sortant de l'obscurité, y monta. Le cab se remit en route, et George sentit Mme Bellew qui se serrait contre lui.

C'était ainsi chaque fois qu'ils se rendaient ensemble au restaurant.

Dans le troisième salon d'une série de petites pièces discrètement éclairées, ils prirent place à une table de coin, face à face. En dépit de leur correction affectée, leurs yeux brillaient d'un éclat qu'ils n'arrivaient pas à dissimuler. Un habitué, en train de déguster son bordeaux, seul à une table, à l'autre bout du petit salon, les regardait dans la glace, et une émotion faite de regret attendri emplit son cœur. Un sourire d'intelligence

creusa davantage la patte d'oie qui lui sillonnait les tempes, puis s'épanouit jusqu'aux lèvres rasées qui grimacèrent légèrement. Dans la salle voisine, le garçon et le sommelier, se rencontrant derrière une colonne, échangèrent des regards et des petits signes, exprimant la même sympathie inconsciente, la même ironie consciente. Et le vieil habitué pensa : « Combien de temps cela durera-t-il?... »

— Garçon ! le café et l'addition !

Son intention avait été d'aller au théâtre ; mais il s'attarda à admirer dans la glace les blanches épaules et les yeux brillants de Mme Bellew.

— Ah ! la jeunesse !... Garçon ! une bénédictine !

Hélène eut un éclat de rire, et, en l'entendant, le cœur du vieux soupeur ressentit une douleur cuisante :

« Jamais plus personne ne rira comme cela pour moi, maintenant, » songea-t-il... — Garçon ! qu'est-ce que cela veut dire? Vous me marquez ici un fruit !

Aussitôt le garçon parti, il s'empressa de regarder dans la glace et il vit le couple choquer des verres où pétillait un vin doré et il songea encore : « Soyez heureux ! Pour un sourire de ces dents, ma chère, je donnerais... »

A cet instant, ses yeux tombèrent sur les fleurs en papier qui paraient sa petite table, — des choses jaunes, rouges, vertes, raides et sans vie. Et soudain, il les vit telles qu'elles étaient, et le dépôt du vin dans son verre, les taches de sauce sur la nappe, les coquilles brisées des noix qu'il avait mangées.

« Décidément, pensa-t-il, cet endroit n'est plus ce qu'il était autrefois : je n'y reviendrai plus. »

Après avoir péniblement endossé son pardessus, il lança un dernier regard dans la glace, et il y rencontra le regard des deux amants. Dans leurs yeux il lut ce sentiment de pitié inconsciente qu'ont les jeunes pour les vieux.

« Attendez ! attendez ! Vous êtes jeunes ! Vous verrez ! D'ailleurs, je ne vous veux aucun mal. »

Et, il partit, en boitant, car il avait une jambe plus courte que l'autre.

George et sa compagne restèrent dans la salle où il ne se trouvait plus âme qui vive. Ils ne s'entretenaient que de choses indifférentes, mais leurs yeux brillants parlaient pour eux.

Neuf heures étaient sonnées depuis longtemps quand ils se

levèrent. Le garçon posa avec respect son manteau sur les épaules de Mme Bellew. Le petit sommelier se précipita devant eux, leur ouvrit la porte, et un large sourire illumina sa figure souffreteuse.

Une fois en voiture, George passa son bras autour de la taille de sa compagne, et ils furent entraînés dans le courant des véhicules rapides, emportant des couples semblables à eux, et, comme eux, insouciants du monde extérieur, avides de leurs seuls regards, de leurs seules caresses; et, les yeux dans les yeux, dans la demi-obscurité, ils se parlaient à voix basse.

A l'extrémité du jardin tout entouré de murs et dessiné à l'imitation de celui de la vieille propriété de Strathbeggaly, si chère au cœur de M. Pendyce, se trouvait un frais verger planté de poiriers et de cerisiers. La floraison ayant été hâtive cette année-là, dès la fin de la troisième semaine d'avril, il n'y avait pas un de ces arbres qui ne fût en fleurs. Et à leur pied, dans l'herbe touffue qui recouvrait le sol, des milliers de coucous, d'asphodèles, de jonquilles et de narcisses s'épanouissaient et tournaient leurs calices jaunes vers le soleil dont les rayons perçaient à travers les branches fleuries des arbres.

Mme Pendyce se plaisait à venir dans ce verger. De gros gants aux mains, le visage légèrement coloré par l'exercice, elle y faisait d'amples moissons de fleurs, et la vue de toute cette nature en fête semblait la reposer. C'est grâce à elle que, d'année en année, ces vieux arbres avaient échappé au sécateur et à tous les embellissements que, l'esprit fertile du Squire leur aurait, sans cela, imposés. C'était chez les Totteridge une antique tradition que l'on devait laisser pousser les arbres fruitiers à leur guise, et elle avait été élevée dans ces principes, tandis que son mari était acquis à des méthodes plus modernes. Elle avait lutté pour la défense de ces arbres. C'était d'ailleurs la seule chose pour laquelle elle eût lutté depuis qu'elle était mariée.

Ce printemps-là, où toute la végétation était en avance, où les coucous jetaient déjà leurs notes à plein gosier, et où les jeunes mélèzes de la Nouvelle Plantation (une plantation faite l'année même de la naissance de George) emplissaient l'air d'un parfum d'oranger qui semblait venir du ciel, Mme Pendyce se rendait au verger plus fréquemment qu'à l'ordinaire : comme jadis, elle sentait en elle ces aspirations, presque douloureuses,

vers elle ne savait quoi, qu'elle avait si souvent éprouvées dans les premières années de son séjour à Worsted Skeynes. Assise sur un banc vert, à l'ombre du cerisier le plus touffu, elle pensait plus que jamais à George, comme si de loin l'âme de son fils, dans l'émoi de sa première passion véritable, faisait appel à sa sympathie.

Il n'était venu les voir, cet hiver, qu'à de rares intervalles. Avec d'infinies précautions, elle lui avait demandé s'il avait vu Hélène Bellew, et il lui avait répondu : « Je la vois par ci, par là ! »

A mesure que le printemps approchait, la perspective du voyage qu'elle devait faire, seule, à Londres, et qui l'avait aidée à passer l'hiver, s'affaiblissait, puis s'évanouit tout à fait. Elle cessa même d'y songer, comme si elle n'eût jamais eu ce désir. Et une fois de plus, elle se résigna. Worsted Skeynes, et tout ce qu'il représentait, était comme un lourd cavalier la guidant d'une main de fer, le long d'un étroit sentier ; souvent elle rêvait qu'elle s'en débarrassait en pleine campagne, mais jamais elle n'atteignait cette pleine campagne.

Elle s'éveillait généralement à sept heures, prenait son thé, et, de sept à huit, rédigeait de petites notes sur des fiches, tandis que M. Pendyce, couché sur le dos, ronflait paisiblement. Elle se levait à huit heures. A neuf heures, elle versait le café. De neuf et demie à dix, elle était prise par la femme de charge et par ses oiseaux. De dix à onze, elle s'entretenait avec le jardinier et s'occupait de sa toilette. De onze heures à midi, elle envoyait des invitations à des personnes dont elle ne se souciait guère, ou des remerciements à des gens qui ne se souciaient pas d'elle. Elle remplissait aussi et mettait en ordre des chèques que M. Pendyce n'avait plus qu'à signer, ou elle classait et rangeait avec soin des liasses de reçus méticuleusement étiquetés au verso. Puis elle recevait la visite de Mme Hussel Barter. En sa compagnie, et suivie de ses « amours de chiens, » elle se rendait à pied au village, entre midi et une heure, et s'arrêtait parfois d'un air embarrassé, à la porte des paysans que sa présence intimidait. De une heure et demie à deux heures, c'était le lunch. De deux à trois, elle se reposait sur un sofa, dans le boudoir blanc, essayant de lire dans le journal le compte-rendu parlementaire, mais en réalité songeant à toute autre chose.

De trois à quatre heures et demie, elle se consacrait à ses chères

fleurs. Ou bien elle se rendait en voiture à quelque château voisin, s'y arrêtait un instant et revenait ensuite. A quatre heures et demie, elle servait le thé. A cinq heures, elle se mettait à tricoter une cravate ou des chaussettes pour George ou pour Gérald, tout en écoutant d'un air souriant le bavardage de son entourage. De six à sept, le Squire lui communiquait ses impressions sur les travaux parlementaires et sur toutes choses en général. De sept heures à sept heures et demie, elle s'habillait d'une robe noire décolletée, jetant sur ses épaules une écharpe de dentelle ancienne. A sept heures et demie, venait le dîner. A neuf heures moins le quart, elle écoutait Norah jouer deux valses de Chopin et la *Sérénade du Printemps* de Bach, et Bee chanter : *Le Mikado* ou *l'Espiègle*. De neuf à dix et demie, s'il se trouvait un partenaire, elle jouait au piquet, jeu qu'elle avait appris de son père : mais, le plus souvent seule, elle faisait des patiences. A dix heures et demie, elle allait se coucher. Tous les lundis, de son écriture régulière, aux traits fins et fermes, — l'écriture des Totteridge, — elle dressait une liste d'ouvrages à faire venir de la bibliothèque. Cette liste contenait indistinctement tout ce qui était recommandé dans le *Ladies Paper*, qui arrivait toutes les semaines à Worsted Skeynes. Périodiquement aussi, M. Pendyce lui donnait, pour la joindre à son envoi, sa liste à lui, dressée dans le calme du cabinet de travail, d'après le *Times* et le *Field*. La famille était ainsi alimentée de littérature indiscutablement adaptée à ses besoins, sans qu'aucun livre pernicieux pût s'y glisser, encore que cela ne dût pas présenter grande importance pour Mme Pendyce, car, comme elle le disait souvent, avec un doux accent de regret : « Je n'ai pas le temps de lire. »

Cet après-midi-là, il faisait si chaud que les abeilles, sorties de leurs ruches, butinaient à travers les arbres en fleurs. Deux grives qui avaient bâti leur nid dans un if, dont les branches s'avançaient au-dessus du jardin écossais, étaient en émoi : un de leurs petits était tombé du nid. La mère se tenait silencieuse au bord du gazon touffu, cherchant par son exemple à faire taire l'oiselet dont les pépiements pouvaient attirer l'attention de quelque puissance redoutable, appartenant ou non à l'espèce humaine.

Mme Pendyce, assise à l'ombre du plus vieux cerisier, se retourna à ce bruit, et s'étant rendu compte d'où il venait, ramassa l'oiseau et le remit dans son nid.

Elle ressemblait à la mère de cet oiseau : elle était aussi inquiète. Elle se rappelait une visite que les Malden lui avaient faite avant leur départ pour Londres, et au souvenir des paroles de lady Malden ses jours s'empourpraient.

— Ma chère amie, lui avait dit Lady Malden, après avoir envoyé sa fille dans la serre, vous savez que je suis la dernière personne au monde pour répéter des cancans, mais il me semble qu'il est de mon devoir de vous rapporter certains bruits qui me sont parvenus. Vous savez que mon fils Fred, qui deviendra plus tard Sir Frederick Malden, est, comme votre fils George, du cercle des Stoïciens. Tous les jeunes gens de bonne famille en font partie. Or, il n'y a aucun doute là-dessus, je suis fâchée de vous le dire : on a vu votre fils dîner... je ne devrais peut-être pas dire le nom... chez Blafard, en compagnie de Mme Bellew. Je suppose que vous ne savez pas quelle sorte d'endroit est cette maison Blafard, où se donnent rendez-vous les gens qui ne veulent pas être rencontrés. Je n'y suis jamais allée, vous le pensez bien, mais on m'a renseignée. Et on ne les a pas vus qu'une fois, on les a vus souvent. J'ai pensé que je devais vous prévenir...

Une azalée, dans un vase bleu et blanc, séparait les deux femmes; Mme Pendyce y plongea son visage; quand elle redressa la tête, elle avait les yeux démesurément ouverts et les lèvres tremblantes de colère.

— Vous ne m'apprenez rien, dit-elle. Il n'y a rien là de nouveau; c'est connu depuis longtemps!

Lady Malden rougit jusqu'au blanc des yeux; sa pudeur était offusquée.

— Si c'est tellement connu, dit-elle, avec un grand air de dignité, je crois qu'il est temps que nous rentrions à Londres.

Et elle s'était levée pour partir...

Au milieu des abeilles bourdonnantes, des fleurs épanouies, dans cette atmosphère lourde parmi les chants des merles s'essayant de minute en minute à de nouvelles notes, il lui fut impossible d'arrêter les battements de son cœur qui palpitait comme dans l'appréhension d'un danger imminent. Elle revit en pensée son fils, tel qu'il était, enfant, vêtu d'un complet de toile taché, son chapeau de paille campé derrière la tête, tout rouge, avec cet air décidé qu'il avait après quelque aventure.

Et soudain un flot d'émotion lui monta du cœur, commet

aussi du cœur de cette journée printanière; il lui sembla qu'une force invincible, inexorable, se dressait pour la séparer de son fils adoré; et, tirant de sa poche un fin mouchoir brodé, elle pleura. Autour d'elle, les abeilles insouciantes bourdonnaient, les pétales des arbres en fleurs tombaient et, à travers le treillis des branches, les rayons du soleil la revêtaient d'un réseau d'or aussi fin que celui de la fine dentelle qu'elle portait. Au loin, vers la ferme, on entendait le meuglement des vaches qu'on rentrait pour la traite, et, bruit étrange dans cette demeure bien ordonnée, les modulations d'une flûte d'enfant.

— Maman !

Mme Pendyce se passa rapidement son mouchoir sur les yeux, et, instinctivement, tant est forte l'influence de l'éducation mondaine, le calme reparut sur son visage. Elle attendit, tout en froissant le mouchoir dans sa main gantée.

— Maman ! Voici Gregory Vigil !

Norah, escortée de ses deux fox-terriers, venait vers elle. Gregory la suivait, tête nue, son visage plein de santé dans l'encadrement de ses cheveux grisonnants.

Mme Pendyce avança la main.

— Eh bien ! Grig, en voilà une surprise !

Tandis que Norah s'éloignait, escortée de ses chiens, Gregory s'assit sur le banc.

— Voici une lettre que je vous apporte, dit-il; avant d'y répondre, je voudrais vous la soumettre.

Mme Pendyce saisit la lettre, d'une main tremblante, et lut ce qui suit :

Lincoln's Inn Fields, 22 avril 1892.

Mon cher Vigil,

« J'ai maintenant en mains les éléments suffisants pour entamer le procès. J'ai donc écrit à votre pupille à cet effet, et j'attends sa réponse. Malheureusement, nous ne pouvons arguer de sévices; aussi serait-il bon de savoir s'il y a lieu de craindre que la partie adverse ne fasse opposition. Je ne suis pas d'avis de s'adresser directement au mari pour cela, mais si vous pouvez obtenir le renseignement de quelque façon que ce soit, faites-le-moi savoir. Je déteste l'équivoque et les moyens détournés, mais un divorce est toujours une affaire douteuse, et tant que la loi sera ce qu'elle est et qu'on continuera à laver

son linge sale en public, il ne sera possible à personne, innocent ou coupable, et pas même à nous, gens de loi, d'éviter de se salir, de toute façon, les mains. Je le regrette autant que vous.

« Il y a dans le *Tertiary* des vers d'un inconnu dont quelques-uns sont de tout premier ordre. Voyez donc le dernier numéro La floraison est superbe, chez moi, cette année.

« Croyez, je vous prie, aux meilleurs sentiments de votre bien dévoué,

« EDMOND PARAMOR. »

Mme Pendyce laissa tomber la lettre sur ses genoux et regarda son cousin.

— Paramor était au collège à Harow avec Horace. J'ai beaucoup d'affection pour lui. C'est un des hommes les plus charmants que je connaisse !

Il était évident qu'elle cherchait à gagner du temps.

Gregory se mit à aller et venir.

— Paramor est un homme de confiance. J'ai pour lui la plus grande estime.

Il était évident qu'il cherchait, lui aussi, à gagner du temps.

— Oh ! je vous en prie, faites attention à mes asphodèles !

Gregory se mit à genoux et redressa la fleur sur laquelle il avait marché. Puis il l'offrit à Mme Pendyce. Un tel geste, auquel elle était si peu habituée, lui parut légèrement ridicule.

— Mon cher Grig, vous allez attraper un rhumatisme et abîmer ce joli vêtement : les tâches d'herbes sont très difficiles à enlever !

Gregory se releva et regarda ses genoux d'un air interdit :

— Mes genoux ne sont plus ce qu'ils étaient, dit-il.

Mme Pendyce sourit.

— Réservez-les pour Hélène Bellew, Grig. J'ai toujours eu cinq ans de plus que vous.

Gregory caressait ses cheveux.

— Je sais que ce n'est plus la mode de se mettre à genoux. Mais je croyais qu'à la campagne c'était encore permis !

— Vous n'êtes pas dans le ton, mon cher Grig. C'est encore plus démodé à la campagne. Vous ne trouveriez pas, à quinze lieues à la ronde, une femme pour souhaiter de voir un homme à genoux devant elle. Elle penserait qu'il se moque. Nous avons abdiqué toute vanité !

Pendant tout ce temps, elle songeait : « Cette affreuse lettre ! Que dois-je faire ? »

Et comme s'il la devinait, Gregory répondit à sa pensée secrète :

— Je crois pouvoir avancer que Bellew ne se défendra pas. S'il est homme d'honneur, il sera trop content de rendre sa liberté à Hélène. Je ne pense pas qu'un homme puisse être assez dénaturé pour vouloir empêcher sa femme de briser ses liens dans de telles conditions Et je tiens Bellew pour un honnête homme. Vous verrez que sa conduite le prouvera.

Mme Pendyce garda les yeux baissés sur l'asphodèle qui était sur ses genoux.

— Je ne l'ai vu que trois ou quatre fois, mais il m'a paru, Grig, que c'était un homme capable d'agir un jour d'une façon, et le lendemain d'autre façon. Il ne ressemble en rien aux gens d'ici.

— Quand il s'agit de questions vitales, dit Gregory, les différences s'atténuent. Connaissez-vous un seul homme assez peu galant pour faire opposition dans ce cas?

— Hélas! j'en connais des quantités!

Puis comme elle ne savait comment exprimer l'anxiété et le doute qui lui étreignaient le cœur, elle rompit l'entretien en annonçant que le thé était servi.

Dans le salon, Bee était déjà en train de verser le thé au jeune Tharp et au Révérend Hussell Barter. Le son de ces voix bien connues rendit à Mme Pendyce un peu de sa tranquillité. Elle contempla M. Barter avec un léger sentiment de surprise. Elle s'étonna de trouver à ce large visage coloré, à la lèvre inférieure proéminente et non dénuée d'esprit un air de bonté qu'elle n'y avait pas encore remarquée. Et elle fut prise tout à coup d'un irrésistible désir de lui demander son avis.

— M. Barter, dit-elle, mon cousin Gregory Vigil vient de m'annoncer une grande nouvelle. Hélène Bellew va déposer une instance en divorce. Pourriez-vous me dire...

Mais ayant levé les yeux sur le visage du pasteur, elle le vit si soudain chargé, qu'elle s'arrêta.

— Un divorce! Vraiment!

Mme Pendyce sentit un frisson d'angoisse lui parcourir les veines.

— N'en parlez à personne, pas même à Horace. Cela ne nous regarde en aucune façon.

M. Barter s'inclina. Son visage avait l'expression qu'on lui voyait si souvent à l'école, le dimanche matin.

— Hum! répéta-t-il.

Tout à coup, il vint à l'esprit de Mme Pendyce que cet homme, au regard devenu si sévère, savait quelque chose. Sauf le rapport de Lady Malden, elle n'avait aucune preuve, aucune certitude, rien sur quoi appuyer sa conviction; mais un instinct secret lui disait que son fils était l'amant de Mme Bellew.

Aussi, ce fut avec un sentiment confus de crainte et d'espoir qu'elle vit entrer Gregory. « Peut-être, se dit-elle, Grig renoncera-t-il son projet... »

Elle versa le thé de Gregory, suivit Bee et Cecil Tharp dans la serre et laissa les deux hommes face à face.

X. — OU LE RÉVÉREND USSEL BARTER FAIT SENTIR SON INFLUENCE

Pour comprendre la façon de penser et d'agir du pasteur de Worsted Skeynes, il est nécessaire de tenir compte de ses origines et de son éducation.

Second fils d'une vieille famille du Suffolk, il s'était conformé à la tradition, en faisant ses études à Oxford. Après divers examens, il en était sorti, à vingt-quatre ans, dûment reconnu apte à inculquer à des personnes des deux sexes des règles de conduite et de vie que, durant un nombre d'années double ou triple de son âge, elles avaient vainement cherchées. Grâce à cette heureuse circonstance, son caractère, qui n'avait jamais manqué de décision, se cristallisa encore et fut ainsi mis à l'abri des besoins de la réflexion personnelle, ou des éventuels combats d'idées. Homme d'intelligence moyenne, il ne lui vint pas à l'esprit d'examiner en critique ou en adversaire un système qui durait depuis si longtemps, et devait lui être si profitable. Comme tous les hommes d'intelligence moyenne, il croyait en l'autorité, d'autant plus qu'il détenait une large part de cette autorité. Il eût été, en vérité, inimaginable d'attendre d'un homme de sa naissance et de son éducation qu'il eût le moindre doute sur la perfection de la machine, dont il était lui-même un rouage.

A vingt-six ans, donc, il était tout naturellement, à la mort d'un oncle, entré en possession de la cure de Worsted Skeynes, héréditaire dans sa famille. Il n'en avait pas bougé depuis. A

vingt-sept ans, il avait épousé Mlle Rose Twining, cinquième fille d'un pasteur du comté de Huntingdon, et, en moins de dix-huit ans, il en avait eu dix enfants, tous sains et bien portants comme lui : il attendait le onzième.

Au-dessus de la cheminée de son cabinet de travail, sous une pancarte encadrée où se lisait ce verset de la Bible : « *Ne jugez pas afin que vous ne soyez pas jugés,* » devise qu'il avait choisie au début de son sacerdoce et qu'il n'avait pas cru devoir changer depuis lors, était accrochée la photographie de la famille en groupe. Au centre, M. Barter assis, son chien entre les jambes; debout derrière lui, sa femme, et, s'étalant à ses côtés comme les lames d'un éventail ou les ailes d'un papillon, les enfants.

Son cabinet de travail était meublé avec une simplicité propice à l'étude : plus d'un enfant y avait, pour son bien, reçu les verges, et il y avait un endroit du vieux tapis d'Orient qui s'en allait d'usure et de pourriture, sans que M. Barter lui-même pût dire si c'était le fait des larmes ou du frottement des genoux des pénitents. Sur un des côtés de la cheminée, une bibliothèque renfermait les livres religieux, dont un grand nombre très usagés; de l'autre côté, dans un autre meuble, ses instruments de cricket qu'il huilait et réparait avec soin; une canne à pêche et un étui à fusil étaient modestement appuyés le long du mur dans un coin. Sous son bureau, entre les deux rangées de tiroirs, il y avait un paillasson où son bull-dog, une bête primée, avait coutume de se coucher : il montait la garde autour des jambes de son maître, pendant que celui-ci composait ses sermons. Les qualités du pasteur, comme celles de son chien, étaient les vieilles vertus, bien anglaises, de ténacité, de courage, d'intolérance et d'humour; quant à ses défauts, les circonstances de la vie ne lui avaient encore jamais fourni l'occasion de s'en apercevoir.

A peine se trouva-t-il seul à seul avec Gregory Vigil, il l'aborda comme un dogue en aborde un autre et entra de suite dans le vif du sujet.

— Il y a quelque temps que je n'ai eu le plaisir de vous voir, monsieur Vigil,. Mme Pendyce m'a confié la nouvelle que vous lui avez apportée, et je dois tout de suite vous en exprimer mon étonnement.

Gregory eut un mouvement de recul.

— En vérité ! dit-il, d'un ton glacial.

Le pasteur, prompt à saisir la nuance d'hostilité, répéta en appuyant sur les mots :

— C'est plus que de l'étonnement : j'estime qu'il doit y avoir là un malentendu.

— Quelle sorte de malentendu? interrogea Gregory.

Le visage de M. Barter changea subitement. De grave qu'il était, il devint sombre et menaçant.

— J'ai le devoir de vous dire que, de toute façon, de toute façon..., il ne faut pas pousser cette demande en divorce plus avant.

Gregory eut un tressaillement :

— Je ne sache pas que ma pupille fût une de vos paroissiennes, et le fût-elle...

Le pasteur s'avança vers lui, la tête en avant, la lèvre inférieure découvrant les dents.

— Elle le serait, si elle faisait ce qu'elle doit. Ce n'est pas à elle que je pense, d'ailleurs, c'est à son mari. Lui, du moins, est un de mes paroissiens et je dis qu'on doit empêcher ce divorce.

Gregory cessa de rester sur la défensive.

— Quelles sont vos raisons? répéta-t-il, tout tremblant de colère.

— J'aimerais mieux ne pas vous les donner, mais si vous m'y forcez, je n'hésiterai pas.

— Je regrette d'avoir à vous prier de préciser.

— Eh bien! sans nommer personne, je suis obligé de vous dire qu'elle n'est pas dans une situation à poursuivre un procès en divorce!

— Vous prétendez..., dit Gregory, vous...

Il dut s'arrêter.

— Vous ne me faites pas peur, monsieur Vigil, dit le pasteur, avec un petit sourire cruel. J'ai mon devoir à remplir.

Avec effort, Gregory se maîtrisa.

— Vous venez de tenir un langage que personne n'aurait tenu impunément devant moi, s'il n'appartenait à l'Église. Ayez la bonté de vous expliquer.

— Mon explication, répondit le pasteur, c'est ce que j'ai vu de mes propres yeux.

Et ces yeux devenus farouches se fixèrent sur Gregory.

— Puisque vous voulez le savoir à toute force, je l'ai vue embrasser un homme dans cette serre que voilà!

Gregory leva le bras.

— Comment osez-vous? murmura-t-il.

De nouveau, M. Barter avança sa lèvre inférieure :

— Mon audace, monsieur Vigil, ne s'en tiendra pas là, comme vous pourrez vous en apercevoir. Je vous le répète, arrêtez ce divorce ou je m'en chargerai moi-même!

Gregory, sans mot dire, alla jusqu'à la fenêtre. Quand il en revint, il était, en apparence du moins, plus calme.

— Vous avez commis une indélicatesse, dit-il. Persévérez dans votre erreur, pensez et faites ce que vous voulez. L'affaire se poursuivra. Bonsoir, monsieur.

Et, lui tournant le dos, il quitta la pièce.

M. Barter s'élança en avant. Sous le coup de fouet de ces mots : « Vous avez commis une indélicatesse, » le sang lui monta au cerveau, et, toutes les veines du visage et du cou gonflées à éclater, avec un cri rauque de bête blessée, il se précipita à la poursuite de Gregory. Mais au moment d'atteindre la porte, elle lui fut fermée au visage. Et comme, en entrant dans les ordres, il avait à tout jamais renoncé à l'emploi du juron, faute de ce dérivatif, il eut presque une attaque d'apoplexie. Soudain il eut conscience que Mme Pendyce le regardait à travers la porte de la serre. Elle avait le visage affreusement pâle. A cette vue, M. Barter reprit, en partie, possession de lui-même.

— Qu'y a-t-il, monsieur Barter?

Le pasteur eut un sourire grimaçant.

— Rien, rien, dit-il. Il me faut prendre congé de vous, voilà tout. Les affaires de la paroisse me réclament.

Quand il fut au grand air, la sensation de vertige et de suffocation disparut, mais sans que son esprit en fût soulagé. Il venait, en effet, de se trouver dans un de ces moments psychologiques où le naturel d'un homme trouve occasion de se dévoiler. Accoutumé à dire de lui-même sur un ton de bonne humeur : « Oui, oui, je suis emporté, mais c'est vite passé! » il ne lui était jamais arrivé, en raison de sa situation prépondérante, d'avoir à mettre à l'épreuve sa ténacité native. L'habitude et la possibilité, pendant de longues années, de se laisser aller à sa mauvaise humeur, ne lui avaient pas permis jusqu'ici de se rendre compte combien était profondément enraciné en lui le vieil esprit combatif breton, ni d'apprendre à quelles fâcheuses extrémités il était capable de se porter. Plus il y réfléchissait et plus

il lui semblait intolérable qu'une femme comme cette Mme Bellew eût l'impudence d'invoquer la loi en sa faveur, une femme qui ne valait pas mieux qu'une vulgaire coquine, une femme qu'il avait vue embrasser George Pendyce ! Et l'on eût fort surpris M. Barter en lui montrant combien étaient pitoyables sa fureur et son étonnement, et le spectacle de sa petite âme distribuant ses petits jugements, suivant cahin-caha son petit sentier avec tant de certitude aveugle sous l'énormité des cieux, au milieu de millions d'organismes aussi importants que le sien. Tout au contraire, à chaque pas qu'il faisait, sa fureur augmentait et sa résolution s'affermissait de ne pas permettre un tel affront à la morale, un tel dédain de Hussell Barter.

« Vous avez commis une indélicatesse ! » Cette accusation le piquait au vif et le fait qu'il ne pouvait en aucune façon reconnaître en quoi il avait été indélicat ce qu'il n'essaya d'ailleurs pas de découvrir, n'en diminuait pas l'amertume. En revanche, il voyait clairement toute la monstruosité d'une telle accusation contre lui, en tant que pasteur et homme du monde !

Il prit le chemin des « Pins. » Par-dessus les haies, les vaches apathiques passaient leur tête et laissaient tomber leurs regards pesants ; un ou deux champs plus loin, on entendait le sifflement d'un pivert ; dans les sycomores, fleuris prématurément, les abeilles bourdonnaient. Par cette journée souriante de printemps, des myriades d'insectes tournoyaient, insouciants, autour de cette noire silhouette qui arpentait le sentier, la tête basse sous un chapeau aux larges bords.

George Pendyce, dans un fiacre attelé d'un vieux cheval gris, — le seul véhicule de louage qu'on trouvât à la gare de Worsted Skeynes, — le dépassa sur la route et se rencogna dans la voiture pour éviter d'être vu. Enfoncé dans un coin du fiacre antique, sonnant la ferraille, puant les relents d'écurie et les vieilles odeurs de tabac, il tint son regard fixé sur le dos du cocher et les oreilles du vieux cheval gris, et ne bougea pas jusqu'à ce qu'on le déposât à la porte du vestibule.

Il monta aussitôt dans sa chambre, en annonçant qu'il était venu pour passer la nuit. Mme Pendyce apprit la nouvelle avec un mélange de joie et de crainte, et se hâta de s'habiller pour le dîner afin de voir plus tôt son fils. A l'instant même où elle s'apprêtait à descendre, le Squire entra dans sa chambre. Il avait été retenu toute la journée au Tribunal.

— Pourquoi n'avoir pas gardé Vigil à dîner ? dit-il. Je voulais le consulter pour m'assurer sur la vie : il connaît bien ces questions-là. Quand je mourrai, il y aura à payer des droits de succession considérables. Et, si les radicaux viennent à triompher, je ne serais pas étonné que ces droits fussent portés à cinquante pour cent.

— Je voulais le retenir, dit Mme Pendyce, mais il est parti brusquement.

— C'est un garçon bizarre !

Et M. Pendyce discourut quelques instants sur ce manquement à l'étiquette. Il avait un code minutieusement établi pour chaque chapitre des relations sociales.

— J'ai encore des ennuis avec ce Peacock de malheur. C'est bien le plus obstiné... Pourquoi êtes-vous si pressée, Margery ?

— George est ici !

— George ? Eh bien ! je suppose qu'il peut attendre jusqu'au dîner. J'ai beaucoup de choses à vous dire. Nous avons eu à juger aujourd'hui un incendiaire. Le vieux Quarryman était absent et c'est moi qui présidais. C'est ce Woodfoord que nous avons déjà poursuivi pour braconnage, — une très grave affaire. Et voilà comment il se conduit à sa sortie de prison ! Son avocat a essayé de plaider la folie. C'est l'acte de vengeance le plus ignoble que j'aie jamais eu à juger. Nous l'avons reconnu coupable, naturellement. C'est la corde qui l'attend. De tous les criminels, l'incendiaire est le plus...

M. Pendyce ne put trouver le mot convenable pour qualifier dignement ce crime, et, après avoir respiré bruyamment, il passa dans son cabinet de toilette. Mme Pendyce en profita pour sortir à son tour et se rendre dans la chambre de son fils. Elle trouva George en bras de chemise, en train de mettre ses boutons de manchettes.

— Laisse-moi faire cela pour toi, mon cher enfant ! Comme ces manchettes sont affreusement amidonnées ! Je suis si contente d'avoir quelque chose à faire pour toi !

Elle lui demanda comment il allait.

— Comme ci comme ça, dit-il. J'ai été plutôt étrillé l'autre semaine, dans la City.

— Aux courses ? interrogea Mme Pendyce.

Et elle eut l'intuition qu'il ne s'empressait de lui apprendre

cette mauvaise nouvelle que pour distraire son attention d'un autre sujet.

Elle s'assit sur le bord du sofa, et bien que l'heure du dîner fût proche, l'invita à bavarder avec elle.

— N'as-tu rien d'autre à m'apprendre, mon chéri? Il me semble qu'il y a un siècle que nous ne t'avons vu! Pour moi, je crois que j'ai vidé tout mon sac de nouvelles dans mes lettres. Tu sais qu'on attend encore un bébé chez le pasteur?

— Encore un? J'ai rencontré Barter en venant, et il m'a paru ennuyé.

Une expression anxieuse passa rapidement dans les yeux de Mme Pendyce.

— Je crois savoir qu'il a un souci d'un autre genre, mon chéri.

Elle l'étudiait comme seule une mère peut étudier, furtivement, minutieusement, ardemment, épiant le moindre geste, la moindre altération de ses traits, et surtout, derrière ces traits, ce je ne sais quoi d'insaisissable où se décèle l'état d'une âme. « Quelque chose le rend malheureux, songeait-elle. Il y a quelque chose de changé en lui, depuis la dernière fois que je l'ai vu, et je n'arrive pas à découvrir quoi. Il me semble que je suis si loin de lui! si loin! » Et pourtant, elle sentait qu'il était venu ce soir-là parce qu'il était seul et malheureux, et que, d'instinct, il se réfugiait auprès d'elle. Mais elle savait aussi qu'en essayant de se rapprocher de lui, elle ne réussirait qu'à l'éloigner, et, ne pouvant supporter cette idée, elle ne lui posa aucune question et fit effort pour lui cacher son chagrin.

Elle passa son bras sous celui de son fils, pour descendre, et s'y appuya fortement, comme pour tenter une fois de plus de rester en communion de sentiments avec lui, et de dissiper cette impression pénible qu'elle avait eue tout l'hiver, d'être mise à l'écart.

M. Pendyce et ses deux filles étaient déjà au salon.

— George, dit le Squire d'un ton sec, je suis heureux de te voir. Comment peux-tu bien rester confiné à Londres, à cette époque de l'année? Maintenant que te voilà arrivé, tu ferais mieux de rester un jour ou deux ici. Je voudrais visiter le domaine avec toi : tu n'en connais rien. On a beau dire, je puis mourir d'un jour à l'autre.

George le regarda mélancoliquement.

— Je suis bien fâché, dit-il, mais j'ai un rendez-vous à Londres.

— C'est bien cela, dit-il, je te demande de faire une chose toute simple, pour ton bien, et... tu as un rendez-vous. C'est toujours ainsi... Et ta mère te soutient toujours...

L'absence d'invités n'apportait que peu de différence à un cérémonial considéré, à Worsted Skeynes, comme le digne couronnement de la journée. Il n'y avait toutefois pas plus de sept plats, et on ne servait pas de champagne.

Pendant le repas, sous l'influence de la bonne chère, la mauvaise humeur du Squire disparut, sans toutefois qu'il pût s'empêcher de discourir.

— Vous, les jeunes, dit-il en regardant George, vous êtes des individualistes farouches. Vous ne pensez qu'à vous amuser. Avec votre piquet, vos cartes, vos parties de billard et je ne sais quoi encore, vous serez usés avant d'avoir cinquante ans. Alors que votre idéal devrait être de vous préparer une verte vieillesse, il semble que vous ayez comme unique horizon de faire la fête.

Les filles de M. Pendyce se récrièrent :

— Oh! père, comment pouvez-vous parler ainsi?

Norah, qui était la plus hardie des deux, ajouta :

— N'est-ce pas, maman, que papa est terrible?

Mais Mme Pendyce était tout absorbée dans la contemplation de son fils. Tant de soirs elle avait aspiré au bonheur de le voir assis là, en face d'elle!

— Nous ferons une partie de piquet ce soir, George?

Il leva les yeux et, avec un sourire résigné, fit un signe d'assentiment.

Sur le tapis épais et moelleux, le maître d'hôtel et le valet de pied faisaient leur service autour de la table. Des bougies de cire une lumière à la fois brillante et douce tombait sur l'argenterie, les fruits et les fleurs, sur les nuques blanches des jeunes filles, sur le visage bien coloré et le plastron éblouissant de George, faisant étinceler les bagues aux longs doigts blancs de sa mère, mettant en relief la taille droite et soignée du Squire. Les azalées et les narcisses en fleurs chargeaient l'air de leurs parfums alanguissants. Bee, les yeux pleins d'une douce émotion, songeait au jeune Tharp qui, le jour même, lui avait fait l'aveu qu'il l'aimait, et était en train de se demander

si son père consentirait au mariage. Sa mère songeait à George, sur le visage mélancolique de qui elle jetait à la dérobée de tendres regards. On n'entendait d'autre bruit que le cliquetis des fourchettes ou la voix de Norah et du Squire parlant de choses insignifiantes. Dehors, par les larges fenêtres ouvertes, on apercevait l'immensité silencieuse de la campagne. La pleine lune montrait au-dessus des cèdres, son disque rougeâtre. Parfois, de faibles bruits troublaient cette grande paix. Et, par delà le petit cercle de lumière projeté par la lune, c'était l'obscurité profonde qui cachait à leurs yeux l'agitation incessante du monde.

XI. — UNE NUIT SINISTRE

Le jour de la grande course de Kempton-Park, où *The Ambler*, qui était favori, resta au poteau, George Pendyce ouvrait la porte de l'appartement qu'il avait loué pour être plus près de Mme Bellew, quand un homme, l'aborda :

— Monsieur George Pendyce, je crois?

Et il lui mit dans la main une grande enveloppe.

— De la part de MM. Frost et Tuckett.

George l'ouvrit et lut :

« Amirauté, Enregistrement et Divorce.

« Le soussigné Jaspar Bellew a l'honneur de solliciter... »

George congédia l'homme, ferma la porte et lut l'assignation qui, après exposé des faits de la cause se terminait par une demande en dommages et intérêts. Il eut un sourire d'indifférence. S'il avait reçu cet acte trois mois plus tôt, il n'eût pas ainsi pris les choses. Il eût été furieux de se voir pincé. Et il se serait dit : « La voilà dans de beaux draps, et moi aussi! Je ne croyais pas que cela pourrait tourner ainsi. Quelle satanée histoire! Il faut que je consulte quelqu'un, il faut arrêter cela ; il doit y avoir un moyen d'en sortir. » L'imagination n'étant pas sa qualité maîtresse, ses pensées se seraient heurté les ailes à cette cage et il aurait aussitôt essayé d'agir. Mais le temps avait passé. Il s'étendit sur le sofa, et alluma une cigarette...

Au bruit d'une clef dans la serrure, il sauta brusquement du sofa et alla vers la porte. Hélène Bellew entra comme à son ordinaire, laissa tomber sa sortie de bal et se tint debout devant lui, les épaules nues.

Je suppose que vous avez reçu comme moi le même délicieux poulet?

— Oui, fit-il, d'un signe de tête.

Il y eut une minute de silence.

— Vraiment, c'est plutôt drôle! Je suis bien fâchée pour vous, George.

George rit aussi, mais d'un autre rire.

— Je ferai tout ce que je pourrai, dit-il.

Mme Bellew se rapprocha de lui.

— J'ai vu dans les journaux ce qui s'est passé aux courses de Kempton. Quelle malchance! Mon pauvre ami! Jamais de petite pluie qui ne soit suivie d'une averse!

George baissa les yeux.

— Qu'importe! tout m'est égal, tant que vous êtes à moi.

Il sentit qu'elle lui passait les bras autour du cou. Mais ces bras! étaient froids comme le marbre. Il la regarda dans les yeux et n'y vit qu'une moqueuse compassion.

Ils prirent un cab qui se joignit bientôt, dans l'artère principale, à la file des voitures se dirigeant dans une course folle vers l'Est, au delà du parc où les arbres, parés de feuilles nouvelles, semblaient des danseuses de ballet faisant flotter leurs jupes au vent. Ils dépassèrent le club des Stoïciens et les autres clubs, les attelages claquant, sonnant, se rasant les uns les autres pour prendre la tête, dépassant les omnibus à l'aspect confortable dans le demi-jour, avec leurs lampes et leurs rangées de physionomies figées se faisant face.

Chez Blafard, ce furent les mêmes gestes respectueux du grand garçon brun pour enlever le manteau de Mme Bellew, le même sourire du petit sommelier souffreteux, les mêmes lumières tamisées par des écrans rouges, tombant sur ses bras et ses épaules, les mêmes fleurs vertes et jaunes plantées dans les mêmes vases bleus, les mêmes plats inscrits sur le menu.

A maintes reprises, durant le repas, George regarda furtivement sa compagne et fut dérouté par l'expression insouciante de son visage. Alors que, depuis quelque temps, elle s'était montrée maussade et froide, elle était ce soir-là d'une gaîté folle. Son rire était si contagieux qu'elle attirait l'attention des dîneurs assis aux autres petites tables, toutes garnies, maintenant que la saison était commencée, et George en ressentit une

sorte de gêne De quoi était donc faite cette femme, pour qu'elle pût rire, alors qu'il avait, lui, le cœur si oppressé? Mais il ne dit rien; il n'osa même pas la regarder en face, de peur que ses yeux ne le trahissent.

« Nous devrions régler nos comptes, songeait-il, examiner la situation bien en face. Il faut agir, et elle est là à rire et à attirer l'attention de tout le monde! »

Les petites tables se dégarnirent l'une après l'autre.

— George, dit-elle, j'ai envie de danser. Menez-moi dans un endroit où l'on danse.

— Il la regarda d'un air stupéfait.

— Pourquoi pas? Nous pouvons faire ce qui nous plaît, aller où il nous plaît. Qui est-ce que cela regarde?

— Moi!

— Ah! mon pauvre George, vous et vos pareils, vous êtes de vraies chiffes! Je vous en prie, faisons la fête et moquons-nous des convenances! Menez-moi dans le « East End! »

Ils prirent un cab et se firent conduire vers l'Est. C'était la première fois qu'ils pénétraient dans cette contrée inconnue.

— Fermez votre manteau, ma chérie; votre toilette détonne par ici.

Mme Bellew poussa un éclat de rire.

— Vous serez absolument comme votre père quand vous aurez soixante ans, George!

Et elle ouvrit son manteau davantage. Autour d'un orgue de Barbarie, au coin d'une rue, des fillettes en costumes voyants étaient en train de danser.

Mme Bellew dit au cocher d'arrêter.

— J'ai envie d'aller danser avec ces petites!

— Vous êtes folle ce soir, dit George.

Il étendit le bras et l'empêcha d'ouvrir la portière. Des passants s'arrêtaient, jetaient des regards curieux: on commençait à s'attrouper.

— Allez, cria George au cocher.

Des acclamations ironiques partirent de la foule; le cocher fouetta son cheval; de nouveau, ils s'enfoncèrent vers l'Est.

Minuit sonnait quand la voiture les déposa enfin près de la vieille église du quai de Chelsea; depuis une heure, c'est à peine s'ils avaient échangé une parole.

Et durant cette heure, George se disait:

« Voilà la femme pour qui j'ai tout sacrifié. Voilà la femme à qui je suis attaché pour toujours, de qui je ne pourrai jamais m'arracher. Si je le pouvais, je ne la reverrais jamais. Mais je ne puis vivre sans elle. Et il faut que je continue à vivre ainsi, malheureux quand elle est près de moi, malheureux quand elle est loin de moi. Dieu sait comment tout cela finira! »

Il prit la main à Hélène, dans l'obscurité : elle était froide et insensible. Il voulut voir son visage, mais ne put rien tirer de ces yeux verdâtres qui regardaient fixement devant eux, comme ceux d'un chat dans l'obscurité.

Arrivés devant la porte de Mme Bellew, et la voiture partie, ils restèrent plantés l'un en face de l'autre, à la lumière d'un réverbère. Dans la rue silencieuse et vide, où des rafales de vent tour à tour faisaient bruire ou grincer le toit des hautes maisons et vaciller la flamme des réverbères, elle restait là, immobile, étrange, et indéchiffrable comme un sphinx. Il ne semblait y avoir de vie que dans ses yeux, rivés sur ceux de George. Tristement, George lui souhaita le bonsoir.

— Mon pauvre George, fit-elle, prenez de moi ce que je puis vous donner.

XII. — LA TÊTE DE M. PENDYCE

Vu de dos, M. Pendyce, assis à son bureau, où il avait l'habitude de passer la plupart des matinées entre neuf heures et demie et onze heures ou même midi, aurait permis à un observateur de tirer d'après la forme de sa tête, maintes conclusions sur sa classe et son caractère. Cette tête avait un contour en quelque sorte « national. » Elle était protubérante à l'arrière et se rattachait par un angle aigu à un cou maigre et nerveux. Étroite entre les oreilles et au travers du front, la mâchoire proéminente, une ligne tirée de l'extrémité supérieure de la tête à ce promontoire que représentait le menton, eût paru démesurée. L'observateur eût rapidement acquis la conviction qu'il se trouvait en présence d'un crâne où l'excès de longueur dénotait beaucoup de précision de caractère et de disposition à agir, tandis que le manque de largeur marquait une ténacité et une étroitesse d'esprit pouvant, à l'occasion, atteindre à la plus absurde obstination. Cette impression se trouvait confirmée par la vue du cou, mince et querelleur, sur lequel descendaient

bas de petits poils follets, et par des oreilles expressives. Et quand le visage, avec ses cheveux coupés courts, hâlé par le vent d'Est et bruni par le soleil, se découvrait à son tour, l'observateur n'eût plus hésité alors à déclarer qu'il se trouvait en présence d'un Anglais, bien plus, d'un propriétaire foncier et, en dépit de l'intime conviction qu'avait M. Pendyce du contraire, en présence d'un individualiste.

Penché sur son bureau, comme un homme qui n'a pas le travail facile, M. Pendyce s'arrêtait, de temps à autre, pour consulter le calendrier placé à sa gauche, ou pour chercher un papier dans un carton. Non loin étaient ouverts d'anciens numéros du *Punch*. A ses moments de loisir, c'était une de ses distractions favorites que de regarder d'un œil charmé ces vieilles images; à la vue de John Bull, il ne manquait jamais de penser : « Quelle idée de représenter un Anglais sous les traits de ce gros homme ! » C'était comme si l'artiste l'eût offensé personnellement en ne le prenant pas pour type, et conférant cette distinction à une sorte d'homme qui était en train de passer de mode.

Tout en aspirant à représenter le type par excellence de l'Anglais, M. Pendyce et M. Barter se jugeaient bien différents des types de l'époque du roi George et des débuts du règne de la reine Victoria, avec leur bœuf, leur bière, leur porto. Ils étaient, eux, des hommes du monde, ayant, par la vertu de leur éducation au collège et à l'Université, acquis une façon d'être, une connaissance des hommes et des affaires, un mode de penser au niveau de leur époque. Tous deux, mais surtout M. Pendyce, se tenaient au courant, en visitant la capitale six, sept et jusqu'à huit fois par an. En ces occasions, ils emmenaient rarement leurs femmes, prétextant presque toujours des affaires importantes à régler, des dîners d'anciens élèves, banquets professionnels ou politiques, matchs de cricket, congrès ecclésiastiques, une soirée au Gaity-Théâtre ou, pour M. Barter, au Lyceum. Tous deux, également, faisaient partie d'un club : celui du pasteur était un cercle confortable et à l'ancienne mode, où il pouvait faire un whist sans jouer d'argent; celui de M. Pendyce était pareil à un musée où se conserve le passé, comme il convenait à un homme qui, ayant tourné et retourné dans son esprit tous les problèmes sociaux, était arrivé à la conclusion qu'il n'y avait de salut possible que dans la tradition.

Ils maugréaient toujours quand il s'agissait de partir pour Londres, mais c'était par mesure de précaution, à cause de leurs femmes ; et c'est en maugréant qu'ils en revenaient, à cause de leur foie, qu'un bon repos à la campagne remettait heureusement en état pour la prochaine visite.

Dans le silence du cabinet de son maître, l'épagneul John était couché, sa tête, — longue et étroite, elle aussi, — appuyée sur ses pattes, comme si ce silence lui pesait, et, quand son maître toussotait, il agitait la queue et, sans bouger la mâchoire, levait en l'air un œil dont on ne voyait que le blanc.

Le tic-tac de l'horloge s'entendait au bout de la longue pièce étroite ; à travers les longues fenêtres étroites, le soleil venait frapper les longues files de reliures étroites garnissant la bibliothèque vitrée qui couvrait tout un mur ; et cette pièce, avec sa légère odeur de cuir, semblait bien l'endroit qui convenait à la poursuite mesquine d'un idéal mesquin. « Qu'on me laisse remplir mon devoir et administrer mon domaine, ainsi que l'a fait mon vieux cher homme de père, pour le léguer, agrandi si possible, à mon fils je ne demande rien de plus ! » C'était là un propos que tenait volontiers le Squire, une pensée qu'il ruminait souvent, une prière qu'il adressait fréquemment au ciel. L'avenir s'annonçait mal, plein de dangers. Il y avait tout lieu de s'attendre à ce que les radicaux revinssent au pouvoir et à ce que tout allât à la dérive. Rien donc que de naturel et d'humain à ce qu'il fît des vœux pour le maintien de l'état de choses qu'il connaissait et qui avait sa confiance, qu'il avait reçu en héritage et que lui, Horace Pendyce, personnifiait. Ce n'était pas son habitude de faire bon accueil aux idées nouvelles. Son esprit était comme une contrée insulaire dont tous les habitants, à l'approche de l'envahisseur, prenaient les armes et l'empêchaient de toucher terre, ou, s'il était déjà débarqué, le faisaient immédiatement prisonnier. De même que son épagneul John, une bête aux instincts conservateurs, dès qu'une chose étrangère était en vue, il se mettait en travers de la route, grognait et montrait les dents ; et il souffrait vraiment parfois à la pensée qu'un jour Horace Pendyce ne serait plus là pour aboyer.

Il avait passé toute sa matinée à travailler sur ce vieux sujet irritant des droits communaux sur les terrains de Worsted Scotton, que son père s'était un jour avisé d'enclore dans ses

propres terres, et qu'il avait appris de celui-ci à considérer, une fois pour toutes, comme partie intégrante de Worsted Skeynes. Les villageois n'avaient opposé aucune résistance jusqu'à la dernière année exigée par la loi pour reconnaître au vieux Squire le droit de premier occupant. Mais à ce moment, le père de Peacock s'était avisé d'ouvrir une brèche dans la clôture et de mener paître ses bêtes dans le terrain contesté, remettant ainsi en question la malheureuse affaire tout entière. Cela se passait en mil huit cent soixante-cinq, et, depuis lors, ç'avait été une suite de chicanes où il s'en fallait de peu qu'on ne fît intervenir la justice.

C'était toujours pour lui une source d'étonnement que de trouver de l'ingratitude chez ses fermiers. Il remplissait ses devoirs à leur égard : ses livres de comptes, en faisaient foi, puisqu'ils indiquaient un bénéfice brut annuel de seize cents livres en moyenne, et, déduction faite de divers matériaux utilisés pour l'entretien de Worsted Skeynes, une perte sèche de trois cents. Il pouvait en outre affirmer en toute conscience que, dans des questions moins terre à terre, telles que l'abstention à l'église, une prédisposition au braconnage ou une inclination au dérèglement moral, le pasteur était toujours certain d'avoir son appui. Rien que le mois précédent, il en avait donné un exemple frappant, en chassant de son service et en expulsant de la maisonnette qu'il lui avait louée, son second garde-chasse, un homme dont il n'avait qu'à se féliciter au point de vue du travail, mais qui s'était laissé surprendre avec la femme du facteur.

Il se leva et alla se poster devant le plan du domaine, accroché au mur, et qu'il déroula en tirant un cordon de soie verte. Il se mit à l'examiner avec soin, tout en y promenant le doigt. Son épagneul se leva, à son tour, et vint se placer sans bruit aux pieds de son maître. M. Pendyce fit un mouvement et lui marcha sur la patte. John poussa un aboiement plaintif. « Le diable l'emporte ! Oh ! mon pauvre John ! » dit M. Pendyce. Il revint à son fauteuil. A cet instant, la porte s'ouvrit et donna passage au premier valet de pied qui apportait une lettre sur un plateau d'argent.

M. Pendyce prit l'enveloppe, l'ouvrit, et c'est avec un mélange de colère et de stupeur qu'il lut ce qui suit :

Les Pins, 20 mai.

« Monsieur,

« Je ne sais si vous avez appris que je poursuis votre fils, M. George Pendyce, comme complice dans le procès en divorce que j'ai entamé contre ma femme. Par considération, non pour vous-même ni pour votre fils, mais pour Mme Pendyce, qui seule est digne de tous les respects, je consentirai à retirer ma plainte si votre fils me donne sa parole de ne plus jamais revoir ma femme.

« J'attends une prompte réponse.

« J'ai l'honneur de vous saluer.

« Jaspar Bellew. »

S'il est bon d'accepter les yeux fermés la tradition, il peut arriver qu'on ait à souffrir dans le confort de sa vie privée d'un heurt avec cette même tradition. C'était la coutume dans ce milieu de considérer avec une certaine indulgence les peccadilles des jeunes gens. « Il faut que jeunesse se passe ! Les jeunes gens doivent jeter leur gourme ! » déclarait souvent M. Pendyce. Mais cela, c'était la théorie. Le difficile, c'était maintenant de s'y soumettre. Devant cette lettre M. Pendyce voyait s'effondrer son univers, et il n'était pas homme à souffrir sans révolte. N'était-il pas monstrueux qu'un individu comme ce Bellew, une espèce de bohème, un ivrogne, un homme qui avait failli l'écraser, lui, Pendyce, pût avoir le moyen de jeter le trouble dans la quiétude de Worsted Skeynes? Cela lui ressemblait bien, à cet impudent personnage, de lancer contre son fils une accusation pareille ! C'était bien là son aplomb infernal ! Et brusquement M. Pendyce se dirigea vers la sonnette, en écrasant sur son passage l'oreille du chien. « Le diable l'emporte ! Mon pauvre John !... » Mais John, définitivement convaincu qu'il était en faute, alla se cacher dans un coin et s'aplatit contre le sol.

Un domestique entra :

— Dites à votre maîtresse que je la prie de venir ici.

Debout devant le feu en attendant sa femme, le Squire montrait, sous un meilleur angle que jamais, la forme de sa tête longue et étroite ; son cou était visiblement plus rouge qu'à l'ordinaire ; ses yeux, comme ceux d'un cygne irrité, semblaient vouloir poignarder tout ce qu'ils voyaient.

Il n'était pas rare que Mme Pendyce fût ainsi mandée pour s'entendre dire : « Je désirerais votre avis... Tel ou telle a fait telle et telle chose... J'ai pris telle résolution. » Elle arriva donc au bout de quelques minutes. Elle lut la lettre, puis leva vers son mari des yeux où se lisait toute sa détresse ; il lui renvoya un regard furieux. Ils étaient en pleine tragédie.

Il n'est réservé qu'à peu de gens de pouvoir considérer les choses d'un large point de vue, — de contempler, de haut, de vastes paysages où coulent des cours d'eau argentins, où la bruyère étale sa nappe de pourpre, où, sous le pâle éclat de la lune, brille la surface des étangs sauvages dans lesquels se dresse, au soleil couchant, la masse des roseaux, tandis qu'au loin s'entend le cri d'un courlis ; ou bien, du haut de falaises escarpées, de laisser leur vue errer sur les immensités ténébreuses de l'Océan. Le destin du plus grand nombre, c'est d'avoir perpétuellement sous les yeux une rangée de maisons, une cour, — ou, comme c'était le cas pour M. et Mme Pendyce, les vertes prairies, les bois bien gardés, et le jardin écossais de Worsted Skeynes. Devant un tel horizon, la citation de leur fils aîné à comparaître en justice pour une affaire de divorce apparaissait comme un nuage lourd de menace.

Autant qu'ils pouvaient se le figurer, cela signifiait la ruine de tout un harmonieux édifice d'idées, de préjugés et de rêves. Aussi ces deux êtres, qui comptaient trente-quatre ans d'existence commune, avaient-ils, en se regardant, une expression nouvelle dans les yeux. Pour une fois, leurs impressions étaient les mêmes, mais comme c'est toujours l'homme qui a le sens de l'honneur le plus délicat, leurs pensées différaient, et tandis que M. Pendyce se disait : « Je ne puis pas le croire ! quel coup terrible pour nous tous ! » Mme Pendyce, elle, songeait : « Mon pauvre enfant ! »

Ce fut elle qui rompit le silence.

— Horace !

Au son de sa voix, le Squire reprit son énergie :

— Vous voilà bien, Margery ! Est-ce que vous allez croire ce que dit cet imbécile ? Il mériterait d'être cravaché. Il sait ce que je pense de lui et de son inqualifiable impudence. Il m'a presque écrasé et maintenant...

Mme Pendyce l'interrompit :

— J'ai bien peur, Horace, que ce ne soit vrai ! Ellen Malden...

— Ellen Malden? dit M. Pendyce. Qu'a-t-elle à faire ici?...

Il se tut, fixant un regard sombre sur le plan, encore déroulé, de Worsted Skeynes, emblème de tout ce qui était en jeu.

— Si George a vraiment... s'exclama-t-il tout à coup, il est encore plus sot que je ne croyais! Que dis-je : un sot? Un gredin!

— George ne peut être un gredin, s'empressa de riposter Mme Pendyce.

— Il a déshonoré son nom.

Mme Pendyce se mordit les lèvres nerveusement.

— Quoi qu'il ait fait, dit-elle, je suis bien sûre qu'il s'est conduit en honnête homme!

Un sourire irrité contracta la bouche du Squire.

— Voilà bien une réponse de femme!

Mais le sourire eut vite disparu, et leurs visages à tous deux prirent une expression désolée. Comme des gens qui ont vécu ensemble sans ressentir réellement une sympathie réciproque, — bien qu'ils eussent depuis longtemps cessé d'en avoir conscience, — cette conjoncture, où il n'avaient qu'un même intérêt, les rapprochait.

— Je vais écrire à George, dit enfin M. Pendyce. Je ne veux rien croire sans en avoir eu confirmation par lui-même. Je compte qu'il nous dira la vérité.

Sa voix tremblait.

Mme Pendyce reprit vivement :

— Horace, faites attention à ce que vous écrivez! J'ai l'instinct que George est malheureux!

Les larmes lui montaient aux yeux. M. Pendyce était trop presbyte pour les voir : depuis son mariage, cette infirmité n'avait fait que s'accroître.

— J'écrirai ce que bon me semblera, dit-il. Je prendrai mon temps pour réfléchir. Je n'entends pas me laisser mettre le couteau sur la gorge par ce bandit.

Mme Pendyce s'essuya les lèvres de son mouchoir garni de dentelles.

— Vous voudrez bien me montrer votre lettre? dit-elle.

Le Squire la regarda, et s'aperçut qu'elle était toute tremblante et toute pâle, et, bien qu'il en fût irrité, il lui répondit presque avec douceur :

— Cette affaire ne vous concerne pas, mon amie.

Elle fit un pas vers lui; son visage avait pris un air de résolution qui ne lui était pas ordinaire :

— George est mon fils, Horace, tout autant que le vôtre.

M. Pendyce, mal à l'aise, se retourna.

— Qui dit le contraire? Inutile de vous énerver, Margery ; j'agirai pour le mieux Vous autres femmes, vous perdez tout de suite la tête. Je suis sûr que cet imbécile ment. S'il ne ment pas...

A ces mots, l'épagneul John quitta son coin et vint jusqu'au milieu de la pièce, où il s'arrêta, courbé en demi-cercle, fixant sur son maître un regard sombre.

— Quelle vilaine affaire! grommela M. Pendyce.

Et John, comme s'il répondait pour tout ce qui dépendait de Worsted Skeynes, remua fortement ce qui lui restait de queue.

Mme Pendyce se rapprocha encore.

— Si George refuse de vous faire cette promesse, que ferez-vous, Horace?

— Quelle promesse?

— La promesse de ne pas la revoir.

— Je n'ai pas d'ordre à recevoir de ce Bellew, dit-il... Toutefois, il ne faut pas lui fournir de prétexte... Il est nécessaire que George me fasse cette promesse.

Mme Pendyce serra les lèvres.

— Croyez-vous qu'il y consentira?

— Si je crois?... Pourquoi ne pas parler de façon qu'on vous comprenne, Margery?,.. Si vraiment George nous a mis dans cette situation, c'est à lui de nous en sortir.

Mme Pendyce rougit.

— Jamais il ne laissera Hélène Bellew dans l'embarras!

Le Squire dit d'un ton irrité :

— Dans l'embarras? Qui parle d'embarras? Sans doute, il a des devoirs vis-à-vis d'elle. Ce n'est pourtant pas qu'elle ait droit à beaucoup d'égards, si elle a été...

Mme Pendyce leva les bras en l'air, et fit ce qui pour elle était un geste passionné.

— Horace, dit-elle, vous ne comprenez pas. Il *l'aime!*

La lèvre inférieure de M. Pendyce trembla d'agitation ou d'émotion. Tous ses instincts conservateurs, toute l'immense force d'inertie de sa foi dans l'ordre de choses établi, toute cette haine tenace et cette crainte du changement, cette radicale impuissance à rien imaginer, à laquelle les Horaces Pendyces

doivent, depuis l'origine des temps, d'être les maîtres de leur pays, tout cela surgit brusquement dans son âme si cruellement éprouvée.

— Il l'aime! Quel rapport avec la situation présente? s'écria-t-il, furieux. Ah! vous autres, les femmes! vous ne comprenez rien! Romanesques, stupides, immorales... qu'est-ce que vous n'inventez pas? Pour l'amour de Dieu, n'allez pas lui mettre de ces idées en tête!

Durant cette explosion, les traits de Mme Pendyce se durcirent; seul le battement des paupières trahissait la tension de ses nerfs. Tout à coup, elle s'appuya les mains sur les oreilles.

— Horace, s'écria-t-elle, ne... Oh! pauvre John!

Le Squire, en faisant un mouvement rapide, avait lourdement marché sur le chien qui poussa un hurlement de douleur. M. Pendyce s'agenouilla et prit dans ses mains la patte endolorie.

— Que le diable l'emporte! murmura-t-il. Oh! mon pauvre John!

Et les deux longues têtes étroites se trouvèrent tout près l'une de l'autre.

La stabilité des choses, qui a été de temps immémorial le but des efforts de toutes les sociétés, a atteint son point culminant à Worsted Skeynes. Ce domaine, demeuré à l'abri des convoitises intéressées, puisque depuis longtemps il ne couvrait pas ses frais d'entretien. Il était comme le berceau de ces institutions héréditaires dont le pays était le plus fier, et, parfois, M. Pendyce entrevoyait l'époque où, en raison des services rendus à son parti, il pourrait s'appeler Lord Worsted, et, après sa mort, continuer à siéger à la Chambre des Lords, en la personne de son fils. Mais il y avait encore, au cœur du Squire, un autre sentiment : l'air, les champs, les bois avaient infusé en lui un amour profond pour cette demeure, la demeure de ses ancêtres devenue la sienne.

Aussi la lettre de Jaspar Bellew vint-elle jeter un trouble grave dans toute la maison. On ne fit de confidence à personne, et cependant tout le monde sut qu'il se passait quelque chose; et, tous, chacun à sa façon, jusqu'aux chiens mêmes, s'ingénièrent à témoigner leur sympathie au maître et à la maîtresse de la maison...

Pour Mme Pendyce, les heures, durant ces jours-là, s'écou-

laient avec une lenteur incroyable. Pendant plus de trente ans, elle avait été dans l'attente à la fois de tout et de rien ; elle avait tout ce qu'elle pouvait désirer et elle n'avait rien; en sorte que l'attente même ne lui apportait aucune émotion. Maintenant une menace précise planait sur la maison. Il ne se passait pas un moment où elle ne s'imaginât George, seul et en proie à mille tourments. Son instinct maternel ne se trompait pas sur l'intensité de la passion qui le dominait. Toute sorte de pensées se combattaient en elle; tantôt elle se disait : « C'est de la folie; *il faut* qu'il promette! C'est trop affreux! » tantôt : « Mais comment le pourrait-il, s'il l'aime? C'est impossible! et elle aussi... Ah! comme c'est affreux ! »

Peut-être, comme le disait M. Pendyce, était-elle romanesque; peut-être était-ce seulement de songer à la souffrance de son fils qui la faisait souffrir. Et de même qu'autrefois l'ayant mené, enfant, à Cornmarket, pour lui faire arracher une dent, elle lui avait tenu la main pendant que le dentiste opérait, en sorte qu'elle avait ressenti la douleur dans sa propre mâchoire, de même maintenant brûlait-elle du désir de partager cette autre douleur si terrible et si cruelle.

A l'égard de Mme Bellew, elle n'éprouvait qu'un vague sentiment de jalousie douloureuse. Mais, encore une fois, peut-être était-elle romanesque.

C'est alors qu'elle put apprécier l'avantage d'une vie réglée. Ses jours étaient si bien et si complètement remplis qu'elle dut refouler en elle son anxiété. Mais les nuits étaient beaucoup plus pénibles; car ce n'étaient pas seulement ses propres inquiétudes, mais encore, en bonne épouse, celles de M. Pendyce qu'il lui fallait supporter. C'était le seul moment où le pauvre Squire trouvait un soulagement à s'épancher, et il se couchait exprès de meilleure heure. A force de ressasser et ses craintes et ses projets, il arrivait à s'endormir. Pourquoi George n'avait-il pas répondu? Que faisait-il? Les questions se succèdaient jusqu'à ce que vînt le sommeil. Mais les soucis de sa femme se prolongeaient bien au delà du moment où les oiseaux, après le premier gazouillis du réveil, chantaient à plein gosier. Alors seulement, après s'être retournée doucement, de peur de réveiller son mari, la pauvre dame s'endormait.

Car George n'avait pas répondu.

XIV. — LE PARC

Chaque année, il est un certain jour de mai où Hyde Park est comme enchanté. Un vent frais agite les feuilles, un chaud soleil étincelle sur Long Water, sur le moindre rameau, sur le plus petit brin d'herbe. Les oiseaux mettent toute leur âme dans leurs chants, l'orchestre joue ses airs les plus gais, les nuages blancs semblent se poursuivre dans les hauteurs du ciel bleu. Pourquoi et en quoi cette journée diffère-t-elle de celles qui l'ont précédée et de celles qui la suivront? On ne saurait exactement le dire. C'est comme si le Parc disait : Aujourd'hui je vis; le passé est passé ; peu m'importe l'avenir!

Et de même ceux qui, ce jour-là, fréquentent le parc, ne peuvent échapper à l'influence magique. Leurs pas se précipitent, leurs robes ondulent, leurs cannes ont des balancements décidés, leurs yeux mêmes, ces yeux que l'aspect continuel des rues rend si morne, sont plus brillants. Celui qui aime songe à l'aimée, et de ci de là, dans la foule des promeneurs, on rencontre maints couples enlacés. Et le parc et les choses et les gens, dans un attendrissement universel, leur adressent de petits signes d'intelligence et leur sourient.

Gregory Vigil, qui venait d'arriver à la S. S. F. E. y trouva une lettre de Paramor qui l'attendait.

Lincoln's Inn Field, 24 mai 1892.

« Mon cher Vigil,

« J'ai eu hier avec votre pupille une entrevue au cours de laquelle j'ai appris qu'elle ne vous avait pas informé d'une nouvelle qui, je le crains, va beaucoup vous affliger.

Voici : ou bien Bellew a eu vent que nous le surveillions, ou bien quelqu'un l'a mis en éveil ; il nous a en tout cas devancés et a déposé une plainte en adultère contre votre pupille et contre George Pendyce, comme complice. George m'a apporté sa citation. Il est prêt à jurer que l'accusation est sans fondement : son attitude est celle de « l'homme d'honneur. »

« Je suis immédiatement allé voir votre pupille. Je lui ai demandé si elle désirait se défendre au procès et faire une demande reconventionnelle contre son mari. Sa réponse a été : « Cela m'est tout à fait indifférent. » Je n'ai pas pu tirer d'elle autre chose.

« Je désire vous voir, après que vous aurez soigneusement

réfléchi à tout cela. Il est de mon devoir d'attirer votre attention sur plusieurs points. Le procès, si procès il y a, sera une affaire très désagréable pour George, mais plus désagréable encore, désastreuse même pour sa famille. Dans ces cas-là, ce sont les innocents qui pâtissent presque toujours. S'il y a demande reconventionnelle, cela deviendra, en raison de la situation sociale des parties en présence, une cause célèbre qui occupera le tribunal, et, pendant une semaine entière, plus peut-être, toute la presse en parlera. Mon avis est donc de tout tenter pour éviter que le procès soit plaidé.

J'ai pour vous une sincère estime, mon cher Vigil, et je désire vous éviter de gros chagrins. Au cours des entrétiens que j'ai eus avec votre pupille, je l'ai observée de près et, au risque de vous fâcher un peu, je vais vous dire ma façon de penser : Mme Bellew ne ressemble guère à l'idée que vous vous en faites, si j'en crois ce que vous m'en avez dit à plusieurs reprises. C'est un être d'exception, un de ces êtres avides de vivre, pour qui nos jugements, nos critiques, nos sympathies même, ne comptent guère. Croyez-moi, et vous vous épargnerez bien des chagrins. En un mot, je vous supplie de ne pas trop prendre au sérieux, ni elle ni ce qui lui arrive. Ouvrez les yeux, voyez les choses comme elles sont et venez me voir aussitôt que vous aurez réfléchi.

« Je suis votre sincère ami,

« EDMOND PARAMOR. »

A la lecture de cette lettre, Gregory faillit perdre connaissance. Il eut un geste de tâtonnement, comme en ont les aveugles. On se précipita vers lui.

— Qu'avez-vous, monsieur Vigil? Avez-vous besoin de quelque chose?

— Merci, ce n'est rien. De mauvaises nouvelles que je viens de recevoir, voilà tout. Un peu d'air me remettra.

Il prit son chapeau et sortit.

Il se dirigea vers le Parc, inconsciemment attiré vers l'endroit le plus calme, où l'air était le plus frais : il allait, la tête basse, les mains croisées derrière le dos. Et comme, par-dessus tout, la nature aime l'ironie, elle fit en sorte que ce fût un jour où il était particulièrement joyeux. Il s'enfonça au plus épais du Parc, et il s'étendit sur l'herbe. Longtemps, il resta là,

sans bouger, les yeux cachés derrière ses mains : malgré le conseil de M. Paramor, il souffrait.

Il souffrait surtout de se sentir affreusement seul, car il était seul, vraiment, maintenant que ce qu'il avait cru posséder lui était enlevé. Il est difficile de mesurer la souffrance d'autrui. Il est difficile de dire combien Gregory Vigil souffrait de ce qu'ayant aimé cette femme, il eût secrètement pensé qu'elle pût l'aimer un peu, et combien il souffrait ausssi de voir lacéré le portrait qu'il s'était fait d'elle dans son amoureuse imagination. Ainsi il restait étendu, les yeux toujours abrités derrière ses mains. Tout autour de lui, il y avait d'autres hommes étendus sur l'herbe : des gueux, des solitaires, des gens qui dormaient, d'autres vautrés là pour le seul plaisir de ne rien faire ou pour sentir les chauds rayons du soleil leur brûler les joues; d'autres n'étaient pas seuls, et de ceux-là, Gregory ne pouvait supporter la vue, car ses sens autant que son âme criaient famine. Tout près, dans des plates-bandes, des pigeons roucoulaient sans trêve; les merles égrenaient sans cesse leurs chants amoureux; le soleil dardait ses rayons bienfaisants et, sans arrêt, les nuages semblaient se livrer dans le ciel à leur poursuite amoureuse. C'était le jour sans passé, sans lendemain, où il n'est pas bon pour l'homme d'être seul. Aucun des promeneurs ne le regardait, parce que ce n'était pas leur affaire; mais parfois une femme jetait en passant un coup d'œil sur ce grand corps étendu de tout son long et se demandait peut-être quel secret elle frôlait. Et si elles avaient su, elles n'eussent pas manqué de sourire, en vraies filles d'Ève, de ce qu'un homme se fût ainsi trompé sur le compte d'une de leurs sœurs.

Gregory restait là étendu, souffrant et rêvant. La droiture de son cœur l'empêchait de blâmer Hélène; et puis, peu à peu, lentement, son esprit, tendu à se rompre, revint à lui-même. Et comme il n'était pas dans sa nature de voir les choses comme elles sont, il se reprit à les voir comme elles n'étaient pas.

« George Pendyce est seule coupable. D'Hélène Bellew rien n'est changé pour moi : elle est, elle doit rester la même à mes yeux. »

JOHN GALSWORTHY.

(Traduit par le prince ANTOINE BIBESCO.)

(La troisième partie au prochain numéro.)

CINQUANTE ANS DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

Peut-être suis-je un peu suspect à prétendre parler d'un livre de M. Ch. Schefer : une vieille et solide amitié m'unit à l'auteur ; d'autre part, les hasards de la vie m'ont rendu témoin de la plupart, acteur dans quelques-uns, des faits auxquels il vient de consacrer ses plus récents labeurs, puisqu'aussi bien j'ai vécu quinze années dans les coulisses ou sur la scène de la politique. Mon sentiment sur l'homme et son œuvre risque donc, d'un double point de vue, de paraître partial, et sans doute eussé-je mieux fait de garder le silence. Cependant, nul ne pourra jamais rendre l'hommage dû à un pareil et si heureux effort de synthèse, de sérénité et de justice historiques, à un ouvrage d'une tenue si élevée, sinon ceux là mêmes qui ont vécu presque toutes les heures dont on nous retrace ici l'enchaînement et qui, pour si peu que ce soit, ont pu contribuer à améliorer la route raboteuse, et pourtant magnifique, suivie par notre France de 1871 à 1918. Le devoir d'en agir ainsi m'est apparu assez impérieux pour dominer mes scrupules. C'est pourquoi je hasarde dans ces pages quelques observations, réflexions ou souvenirs à propos des événements qui ont préparé la Marne, Verdun, puis enfin la victoire.

I

C'était un lieu commun de dire, au lendemain du désastre de 1870, que les institutions républicaines seraient radicalement incapables de procurer à la France les deux instruments indispensables à la restauration de sa grandeur d'antan, à sa-

(1) Ch. Schefer, *D'une guerre à l'autre*, Félix Alcan, éditeur, 1920.

voir une armée et une diplomatie. En vain les maîtres de ma jeunesse essayaient-ils de réagir; en vain, dans son enseignement d'abord, puis dans le splendide monument qu'il éleva à la Révolution française, Albert Sorel s'employait-il à rappeler que les nécessités pratiques l'ont, de tout temps, emporté sur les concepts abstraits, et que l'obligation pour un pays de vivre et de respirer librement conduit son gouvernement, quelle qu'en soit la forme extérieure, à poursuivre les mêmes buts, à employer les mêmes moyens que ses prédécesseurs. Les esprits chagrins adoptaient plus volontiers les conclusions pessimistes de Taine, essayant de montrer dans la même Révolution la destruction de tout ce qui constitue la force permanente d'une nation. Malheureusement, les excès de l'idéalisme en 1848, le trop fameux programme de Belleville en 1869, les manifestations répétées de l'anti-militarisme par la suite encourageaient ces derniers dans la désespérance.

Pour ce qui concerne l'armée, la preuve est faite, et décisive, de ce qu'a réussi à accomplir la troisième République : jamais la France n'a possédé troupes plus valeureuses et plus endurantes que dans la guerre récente; jamais non plus les chefs militaires n'ont montré plus de discipline, d'abnégation et de cohésion; la sorte d'anonymat qui caractérise de nos jours et le régime et le haut commandement a obtenu des uns comme des autres des efforts et des résultats que n'ont point connus les temps anciens.

Et voici que, quant à la diplomatie, le livre de M. Schefer apporte la démonstration éclatante qu'il en a été de même : le solide édifice d'alliances et d'ententes sur lequel la France a pu étayer sa défense lors de la sauvage agression de 1914, n'a pas été une improvisation de la dernière heure; les pièces en ont été équarries, assemblées, ajustées une à une par le patient travail de quarante ans, et ce n'est pas une coïncidence accidentelle qui a mis aux côtés de notre pays, au moment de l'agression finale dont il a été l'objet, précisément les deux puissances, Russie et Angleterre, à l'intervention desquelles avait eu recours le duc Decazes, lorsque certaines polémiques de presse l'alertèrent en 1875 et lui firent craindre un prochain assaut de Bismarck. La construction, à la vérité, ne s'est faite ni sans peines et lenteurs, ni sans accidents et arrêts; elle n'en était pas moins achevée à l'instant voulu.

M. Schefer a noté très exactement que notre constitution écrite a placé la politique extérieure hors du contrôle permanent des Chambres, celles-ci n'ayant à intervenir en droit que pour les traités modifiant les frontières de l'État ou engageant ses finances et son système douanier. Mais peut-être attache-t-il aux textes plus d'importance qu'ils n'en méritent : ici comme en beaucoup d'autres circonstances, les mœurs ou la coutume sont plus forts que la loi; celle-ci eût-elle été tout autre, qu'il en eût probablement été de même dans l'état où s'est trouvé l'esprit public entre les deux guerres.

C'est un fait que, dans une démocratie parlementaire, la politique extérieure ne fournit qu'en de très rares occasions la pâture exigée par les querelles des partis : que ce soit ignorance fondamentale chez les uns des questions posées, appréhension mystique chez les autres des conséquences éventuelles d'une maladresse oratoire, ou indifférence presque partout pour ce qui n'émeut pas quotidiennement l'opinion électorale, l'action de la diplomatie s'exerce communément en marge de l'agitation parlementaire.

Cette tendance naturelle a été singulièrement accentuée chez nous par les conditions très particulières où se forment et fonctionnent nos cabinets ministériels. Il n'arrive presque jamais, — j'en parle par expérience, — qu'un ministère apparaisse au *Journal Officiel* avec la composition, la distribution et la figure qu'avait espéré lui donner son chef : tel collaborateur s'est récusé par convenances personnelles ou par habileté; tel autre a préféré prendre un portefeuille différent de celui qu'on lui avait primitivement offert; ce troisième et ce quatrième enfin ne sont entrés dans la combinaison que parce que, pressé d'en finir et soucieux de ne pas passer la main à un rival, le président du conseil a, à la toute dernière minute, consulté la liste des parlementaires pour y découvrir les noms de quelques bouche-trous aussi peu compromettants que possible. Puis, lorsque tous ces personnages que le calcul ou le hasard a réunis siègent autour de la table du conseil, l'expédition des affaires courantes, c'est-à-dire de celles qui ont leur répercussion immédiate au Parlement, absorbe si complètement leur temps et leurs pensées, qu'ils ne s'occupent pas ou guère des relations extérieures de l'État et des opérations à échéance ou réalisation lointaine : c'est ainsi par exemple que personne ne m'a jamais

demandé communication des instructions que j'avais données au général Gallieni, lorsque je l'envoyai à Madagascar aux heures si critiques de 1896 (1).

De là cette conséquence étrange que les titulaires des ministères des Affaires étrangères et des Colonies, — les seuls départements dont j'ai à m'occuper ici, — ne sont pas souvent désignés pour leur adaptation propre au milieu où ils vont s'ébattre ; celle-ci encore que n'ayant qu'un contact intermittent avec la politique intérieure, ils sont plus affranchis que leurs autres collègues de la tutelle ou du contrôle du Conseil des ministres, plus libres partant de diriger leurs services à leur guise ; cette dernière enfin que, sans relations intimes entre eux, sans connaissance approfondie des origines des choses, ils travaillent à l'insu, tant du passé que de ce qui se fait à leurs côtés même.

Est-ce à dire que cette situation de fait favorise, sous le couvert des étiquettes variées d'hommes politiques qui ne font que passer, la continuité et la permanence de l'impulsion donnée par les bureaux à la direction des affaires publiques ? On aurait le plus grand tort de le croire. De nombreuses années se sont écoulées avant qu'il y eût des bureaux dignes de ce nom au département des colonies, et, quand il en fut formé, on peut se demander s'ils eurent des traditions quelconques ; d'autre part, au Quai d'Orsay, la « carrière » était étrangère, sinon même hostile aux entreprises qui ont procuré la renaissance de l'action extérieure de la France, et, pour les affaires de son propre ressort, on peut douter qu'elle ait toujours vu clair à l'instant opportun, voire qu'elle ait eu des initiatives déterminantes aux grands tournants de notre histoire contemporaine. Si bien qu'en définitive, comme le lecteur ne tardera pas à s'en convaincre, l'unité de notre politique étrangère a été assurée par quelques chefs éphémères de ces deux ministères, les uns vraiment doués de génie, les autres n'ayant que du talent.

(1) Les notes personnelles que j'ai données à la *Revue* il y a vingt ans sur cette époque de notre histoire coloniale, ont été reprises et détaillées dans *La politique de la France en Afrique de 1896 à 1898*, Plon, éditeur, 1901 ; cela me dispense d'y revenir ici. Mais je tiens à dire que le choix de Gallieni pour restaurer l'ordre et la paix française dans la grande île m'avait été inspiré en partie par la correspondance privée du général Lyautey, dont un ami m'avait alors donné connaissance et qui vient d'être publiée chez A. Colin. Un chef provoquant des appréciations si enthousiastes et si raisonnées de son subordonné m'apparut aussitôt digne des plus hauts emploits.

mais tous plus ou moins courageux, dont les idées ont survécu à l'existence ministérielle et ont été secondées par l'instinct conscient ou non du sentiment national.

II

Tel est le cadre assez flou dans lequel s'est déroulée notre politique extérieure durant près d'un demi-siècle. Mais, si factices que soient les divisions historiques, lesquelles servent aux écrivains à classer leurs idées plutôt qu'elles ne répondent à la réalité des faits, cette longue période se subdivise comme d'elle-même en quatre phases successives.

Jusqu'en 1879, la France s'efface et se dérobe, tout entière adonnée aux soins immédiats et pressants de sa propre reconstruction. De 1879 à 1892, elle se relève peu à peu, se lance dans des entreprises coloniales variées qui révèlent à elle-même et aux tiers les ressources inépuisées de sa vitalité, et noue avec diverses puissances des relations tantôt assez intimes, tantôt simplement assez actives pour prouver qu'elle sort graduellement de l'isolement intégral où l'avait trouvée, puis laissée la néfaste guerre de 1870. Durant la troisième, qui s'achève en 1905, elle vit tant bien que mal, plutôt mal que bien, dans l'équilibre européen ainsi à peu près restauré. Tout cela s'est accompli lentement, péniblement, à travers des crises intérieures souvent violentes, et dont la fréquence, par un bizarre synchonisme, est sensiblement la même que celle des expositions universelles de 1878, 1889 et 1900, qu'elles précèdent à un intervalle d'un ou deux ans à peine. Avec 1905 commence l'ère finale, où se prépare l'agression allemande; les signes avertisseurs en sont assez nombreux et assez significatifs pour que la France s'arrache petit à petit aux rêves humanitaires et à l'influence corrosive des ferments de dissociation nationale; qu'elle s'équipe progressivement en vue de la lutte prochaine, parvienne au terme fatal, sinon matériellement armée autant qu'il eût convenu, du moins moralement retrempée à souhait, et déconcerte enfin ses ennemis en vérifiant une fois de plus ce jugement profond du grand cardinal(1) :

« Si la diversité de nos intérêts et notre inconstance naturelle

(1) Richelieu, *Testament politique*, 2e partie, chap. III.

nous portent souvent dans des précipices effroyables, notre légèreté même, qui ne nous permet pas de demeurer fermes et stables en ce qui est de notre bien, nous en tire si promptement, que nos ennemis, ne pouvant prendre de justes mesures sur des variétés si fréquentes, n'ont pas le loisir de profiter de nos fautes. »

M. Schefer abonde en remarques sobres et sagaces sur la psychologie des masses, des partis ou de leurs principaux leaders aux moments capitaux de ces diverses étapes. Nul doute par exemple que les adeptes des régimes anciens n'aient ajouté, à la dépression quasi neurasthénique causée par le traité de Francfort, leur contingent personnel de rancœur et de lassitude dues à leur impuissance de restaurer une monarchie quelconque. Nul doute non plus que, lorsqu'il eut en 1879 achevé la conquête des pouvoirs publics, le parti républicain s'élança à la direction des affaires avec la juvénilité et l'ardeur que lui donnait sa foi vivace en lui-même et dans les destinées du pays. Mais, si ces catégories sont justement tranchées, bien des nuances se sont rencontrées dans le caractère des dirigeants de l'une ou de l'autre époque : si rapprochés qu'ils fussent par leur programme ou d'inertie ou d'action, il y avait de fortes différences, parmi les hommes de l'ordre moral, entre l'humeur quelque peu hautaine du duc de Broglie et la souple nonchalance du duc Decazes; de même, dans la seconde phase, je vois encore la robuste énergie et les actes à lointaine portée de Jules Ferry trancher sur l'ondoyance fertile en expédients de M. de Freycinet; puis, dans la troisième, la science des précédents et les préoccupations juridiques de M. Hanotaux alternèrent avec l'adresse ingénieuse, mais parfois inconsciente, de M. Delcassé, qui, au début de ce siècle, quand il jetait les fondations de notre système d'alliances contre l'Empire d'Allemagne, ne s'aperçut pas à temps qu'il y avait quelque contradiction à procéder dans cette voie, alors que, dans le même ministère, ses collègues de la guerre et de la marine détruisaient systématiquement et de propos délibéré les armes dont sa politique risquait d'avoir quelque jour besoin.

L'œuvre commune s'est poursuivie cependant, et elle s'est parachevée, à travers ces hésitations et ces contradictions, tantôt précédant, tantôt suivant, voire d'assez loin, les évolutions de l'opinion publique. Et, chose curieuse, c'est par les procédés

en apparence les plus détournés du but final, qu'on a réussi à la mettre sur pied : c'est par la politique coloniale que la France est rentrée et a repris son rang dans le domaine de la grande politique continentale ; c'est la politique coloniale qui a révélé au monde les ambitions réelles de l'Allemagne, qui a prévenu l'esprit des Français du péril extrême vers lequel ils étaient acheminés, et qui, la crise éclatant, a fourni à notre pays quelques-uns des instruments et des hommes qui ont le plus efficacement contribué au succès.

III

Les anciens lecteurs de la *Revue* se rappellent certainement les hésitations, les répugnances et l'hostilité que rencontra à ses débuts le réveil de l'action coloniale française : si les socialistes ont été seuls, en ces toutes dernières années, à s'opposer à nos desseins sur le Maroc, les simples radicaux, la droite, voire certains républicains modérés, s'unissaient volontiers à eux pour s'opposer en 1881 à l'expédition de Tunisie, en 1885 à celle du Tonkin, en 1893 à celle de Madagascar. L'esprit de parti et d'opposition systématique y était assurément pour beaucoup, mais aussi, chez quelques hommes de bonne foi, la crainte de nous voir entraînés dans des complications asiatiques ou africaines qui distrairaient une partie de nos préoccupations et de nos forces du péril toujours redouté à nos frontières de l'Est. Et j'entends encore un de nos vieux routiers parlementaires, qui pourtant avait vécu l'Année terrible, Léon Say, s'exclamer dans les couloirs du Sénat, quand l'échec de Lang-Son culbuta le cabinet Ferry au printemps de 1885 : « Il n'y a qu'un ministère militaire qui puisse rassurer le pays ! » comme si l'ennemi héréditaire eût déjà menacé Paris... Ce fut d'ailleurs Henri Brisson qui fut chargé de nous réconforter.

Ce sera le grand et permanent titre de gloire des promoteurs de notre action coloniale, de n'avoir pas partagé cette pusillanimité, et de ne s'être pas arrêtés aux critiques acerbes de l'opposition de droite ou de gauche. Ils n'avaient point le choix du reste : aucune autre voie ne s'ouvrait devant eux pour permettre à la France de faire quelque figure dans le monde et d'acquérir graduellement la notion de sa propre résurrection. A la faveur des divisions des Alliés de l'époque, la Restaura-

tion avait bien pu, dès le Congrès de Vienne, prouver la vitalité du pays par une activité débordante et fructueuse dans les diverses chancelleries d'Europe. Les circonstances n'étaient pas les mêmes après 1871 : la plupart des Puissances, celles du Centre surtout, subissaient l'attraction de la victoire allemande; d'autres, par rancune, ignorance ou myopie, étaient indifférentes ou hostiles à la France. Celle-ci ne pouvait donc s'essayer à agir que loin du théâtre de ses derniers combats et de ses anciennes ambitions, en choisissant de préférence les régions du globe où elle ne heurterait tout d'abord aucun rival continental, Congo, Mékong ou autres points demeurés vacants et sans maître.

Cette orientation avait un autre et signalé avantage. L'un des devoirs, et non des moindres, qui incombaient à la France d'alors, était de se reconstituer une armée. Mais, si démocratique et si universelle que les exigences du temps forçassent à concevoir celle-ci, il ne lui en fallait pas moins des cadres permanents, voire des cadres d'autant plus nombreux qu'ils auraient, au jour de la mobilisation, à recevoir de plus grands effectifs de réservistes. Or, l'expérience de plusieurs siècles a démontré que le moral des militaires de carrière ne se soutient pas longtemps dans l'inertie : ils tombent bien vite dans la mollesse, l'intrigue et l'anarchie, lorsque quelques combats ne viennent pas périodiquement entretenir chez eux le sentiment de l'abnégation, le goût du sacrifice et l'habitude de la discipline. A cet égard aussi, les expéditions coloniales ont rendu les services qu'on en devait légitimement attendre, et chacun sait combien de grands chefs en sont issus qui ont largement et glorieusement contribué à sauver le pays, lors de la suprême épreuve.

Mieux encore : la guerre de Cinq ans a démontré de quelles abondantes réserves la nouvelle France devait doter la métropole : réserves de soldats et d'ouvriers, que le général Mangin a énumérées ici-même (1); réserves de matières premières et de denrées alimentaires, vers lesquelles tout le monde regarde aujourd'hui, à l'heure de la disette générale, et dont les socialistes les plus intransigeants semblent implicitement proclamer désormais l'utilité, dans le zèle qu'ils déploient à regretter que

(1) Voyez *la Revue* du 15 juin 1920.

la paix de 1919 ait dépouillé l'Allemagne de son empire colonial.

Les protagonistes de cette politique tant décriée naguère ont donc eu une saine prescience des besoins tant présents que futurs du pays lorsqu'ils lui forçaient la main pour le lancer dans des « aventures. » Ils y ont eu d'autant plus de mérite que, non seulement plusieurs d'entre eux, tel Jules Ferry, y ont compromis leur fortune politique, mais que tous, dans les débuts tout au moins, eurent à vaincre l'incompréhension des bureaux.

C'est en effet une justice à rendre à ces derniers, à ceux du quai d'Orsay surtout, qu'ils furent très lents à discerner l'importance déterminante que les questions coloniales allaient prendre dans le règlement de la situation européenne : de même qu'elle a trop longtemps dédaigné les préoccupations d'ordre économique et qu'il n'est pas certain qu'elle en comprenne encore la prédominance presque exclusive à l'heure présente, de même la « Carrière » éprouva tout d'abord comme un sentiment de déchéance à déserter le terrain des grands palabres diplomatiques pour s'occuper des nègres et des jaunes. Au vrai, des problèmes exotiques qui se posaient alors, ceux-là seuls l'intéressaient vraiment qui la ramenaient à ses chères traditions parce qu'ils réagissaient directement sur les relations des principales Puissances, et qui, pour cette raison même, étaient pour nous particulièrement délicats dans la période, critique à tant d'égards, que traversait la France.

Au premier rang de ceux-ci, l'antique question d'Égypte. Un de nos ambassadeurs a dit spirituellement d'un peuple voisin qui, dépouillé désormais de son ancienne splendeur, agite aujourd'hui des ambitions encombrantes et stériles : « Il est insupportable; il réclame tout; quand on lui refuse, il hurle; quand on lui donne, il s'imagine qu'on veut le tromper. » Peut-être, dans le recul des temps, justifierons-nous une appréciation analogue pour l'incohérence de notre attitude en Égypte, où nous avons joué la pitoyable alternance entre de tristes capitulations et de vaines récriminations, ne sachant ni lier partie avec l'Angleterre et monnayer utilement nos droits historiques dans cette région, ni nous dresser contre les prétentions que l'ouverture du canal de Suez et l'acquisition des actions du Khédive, — acquisition que le Gouvernement du duc Decazes avait

négligé de réaliser pour notre compte, — la conduisaient à formuler à l'égard de la route des Indes. Ce ne sera pas un médiocre sujet d'étonnement pour les siècles futurs d'apprendre qu'après avoir refusé avec M. de Freycinet de s'associer à l'Angleterre contre Arabi-Pacha, refusé encore avec M. Léon Bourgeois d'investir d'une sorte de mandat européen, moyennant compensations équitables, l'expédition de Kitchener contre le Mahdi, ce fut le quai d'Orsay, et non pas les coloniaux professionnels, qui inventa, pour contrarier celle-ci, d'envoyer Marchand vers Fachoda.

IV

On sait par quelle crise aiguë, qui faillit provoquer une lutte armée entre la Grande-Bretagne et la France et que dénoua la dextérité de M. Delcassé, se termina cette dernière affaire. Mais l'on peut dire, sans se tromper dans la circonstance, que de l'excès du mal résulta vraiment le bien, car à ce conflit succédèrent presque aussitôt les prodromes de l'Entente cordiale.

Entre autres avantages, notre politique coloniale avait eu celui de rassurer les plus méfiants sur nos prétendues ambitions continentales et nos désirs de revanche. Ce fut donc très naturellement qu'aux environs de 1890, ayant eu à se plaindre de l'Allemagne et redoutant les appétits de la Triple Alliance à l'égard de sa clientèle balkanique, la Russie vint chercher chez nous un appui, financier d'abord, militaire ensuite. En revanche, la même politique avait présenté un inconvénient, qui s'était révélé à la longue : inaugurée sur les terres sans maître, — sans maître européen s'entend, — elle s'était forcément poursuivie de manière à nous mettre en contact, et partant en conflit, avec la principale puissance coloniale du monde ou avec ses clients.

Presque partout, en Afrique, à Madagascar, en Extrême-Orient, les occasions de friction avec l'Empire britannique s'étaient multipliées, s'ajoutant aux anciennes querelles léguées par le passé aux Nouvelles-Hébrides, à Terre-Neuve ou ailleurs. A plusieurs reprises, le cabinet de Saint-James, inquiet de nos progrès incessants, prit à notre égard des allures nettement agressives, comme s'il voulait provoquer une décision de notre part. La patience et la modération dont nous fîmes preuve dans

le règlement de ces innombrables différends, réussirent finalement à dissiper la méfiance d'Albion ; et, lorsque le jeune et intempérant Guillaume II, ayant secoué le pesant joug de Bismarck, proclama que son avenir était sur mer, l'Angleterre s'avisa tardivement que le péril allait venir pour elle de Berlin bien plus que de Paris ; elle songea qu'elle aussi trouverait peut-être chez nous un concours efficace pour y parer.

Il ne faudrait pourtant pas croire que la France se fût laissé si complètement hypnotiser par les entreprises lointaines qu'elle eût perdu le souci de ses redoutables voisins du Rhin ; sans même parler des brutalités périodiques de ceux-ci, — telle l'affaire Schnaebelé en 1886, — le besoin d'assurer ses derrières pour garder sa liberté d'esprit dans l'œuvre coloniale obligeait notre Gouvernement à ne négliger aucune occasion de causer avec l'Allemagne. De son côté, la Wilhelmstrasse s'essayait de temps à autre à nous séduire par quelque vague ouverture à fin de conciliation, dans l'espoir plus ou moins conscient de nous brouiller avec la Grande-Bretagne et de nous asservir aux subtiles combinaisons de son naissant impérialisme ; il en fut ainsi notamment, bien avant les célèbres tractations de 1909, en 1884 et en 1898. Mais chaque fois on s'aperçut, en serrant les choses de près, que le sourire cachait quelque venin, que la main tendue était toute prête à redevenir poing, et qu'en un mot, de part et d'autre, on ne pouvait espérer guérir l'inoubliable blessure de 1870. On vécut en paix sans doute, mais dans l'attente continue d'une rupture, et l'on atteignit ainsi l'aurore du XXe siècle.

A ce moment surgit la question du Maroc, qui fut comme le confluent de tous nos efforts antérieurs, en même temps que le prologue du drame final. Plus heureuse que ses devancières, et parce que l'opinion publique s'était enfin formée à la conception de nos intérêts coloniaux, l'action gouvernementale s'étaya en cette affaire sur le consentement presque unanime du pays. Elle s'appuya, d'autre part, sur le concours effectif des alliés de Russie et des amis d'Angleterre. Elle y trouva matière à préparer le détachement de l'Italie de la Triplice. Et les péripéties souvent critiques de l'aventure, — Tanger et Agadir surtout, — furent pour la nation tout entière comme autant de coups de canon de semonce annonçant le danger prochain, autant de révulsifs et de stimulants réveillant peu à peu le patriotisme

assoupi des masses profondes. Cette fois, on peut le dire, le sentiment national devança celui des gouvernements, s'élevant progressivement à la conscience du devoir imminent avant même que les chefs responsables crussent seulement à la possibilité d'une guerre aussi formidable. Qui n'a pas suivi pas à pas cette lente et silencieuse stratification de l'âme nationale, ne peut ni apprécier les merveilleuses réserves d'énergie de la race, ni comprendre l'admirable élan du 1er août 1914, l'incroyable endurance de nos poilus et l'inébranlable solidité des civils à l'heure des revers.

Telle a été, résumée dans ses traits essentiels, dégagée de ses bavures et de ses ombres, l'histoire de la troisième République. Aucune révélation future des archives ne saurait jamais en modifier ni les grandes lignes, ni la haute signification morale : œuvre de tous et de chacun, de tous plus encore que de chacun, comme l'a été la guerre elle-même, puisque la majorité du pays n'a pas cessé, durant cinquante années, de soutenir les gouvernants, pourtant si variés et parfois si discordants, qui y ont participé; œuvre pénible, assurément, mais grandiose et bienfaisante puisqu'elle a procuré son salut à la France.

Il est de mise, chez les dénigrants et les pessimistes, de contester notre aptitude colonisatrice, sans qu'on songe assez parmi ceux-là, pour citer un seul cas entre plusieurs, que nulle puissance au monde n'a jamais créé une colonie aussi prospère que l'Algérie dans le peu de lustres qui séparent l'insurrection de l'Aurès en 1873 des temps où nous vivons, et ce, malgré les incertitudes et les contradictions des systèmes politiques et administratifs qui y ont été successivement appliqués. De même en va-t-il pour notre action extérieure : le pays a montré, dans la poussée continue de l'instinct national, qu'il sait, quand besoin est, où tourner ses efforts pour prouver sa survivance aux désastres, pour s'imposer à l'estime de ses émules, pour faire rechercher son alliance. Ce qu'il a fait dans ce dernier demi-siècle est un sûr garant de l'avenir qu'il se prépare à lui-même aujourd'hui, paisible et laborieux, dans le tourbillon universel déchaîné par le récent cataclysme.

Complétant l'aphorisme connu de Montesquieu sur les mérites et aussi les exigences du régime républicain, l'illustre maréchal Foch a dit tout récemment à ses camarades de l'École polytechnique : « J'ajoute sans hésitation que ce Gouvernement

est dans la guerre le plus fort, parce que c'est celui qui met en œuvre le plus de forces nationales ». Ce jugement mémorable du grand chef et du profond penseur militaire, qu'aucun soupçon de courtisanerie politicienne ou démagogique n'a jamais effleuré, pourrait s'étendre également à l'action extérieure de la France.

J'ai toujours été enclin à croire, quant à moi, que l'histoire, lorsqu'elle parle des temps reculés, prête aux grands hommes plus de plans préconçus et moins d'empirisme qu'ils n'en ont eu en réalité. A tout le moins, selon la comparaison chère à Albert Sorel, ils ont dû manœuvrer à la manière des capitaines de voiliers : avec une simple boussole, ou seulement une étoile pour fixer leur orientation générale, ils ont louvoyé suivant les vents ou les courants, sans toujours savoir quand et comment ils parviendraient au but. Quoi qu'il en soit à cet égard, les conditions présentes de la vie publique sont infiniment défavorables à l'éclosion des personnalités dominantes : l'immensité et la complexité des événements dépassent les limites intellectuelles des individus; la rapidité et la multiplicité des communications, comme l'encombrement de l'existence parlementaire, excèdent leurs forces physiques normales, et leur crédit moral s'use rapidement, si bien qu'il leur est souvent impossible de seulement entrevoir la portée des incidents auxquels ils sont mêlés, comme aussi de conserver longtemps la direction des affaires. Aucune œuvre de longue haleine ne se peut désormais aborder, poursuivre et accomplir, si elle n'est celle du pays tout entier. Or, à deux reprises, le Tiers-Etat sous la Révolution, la démocratie depuis 1871, ont su, en définitive, s'acquitter du devoir national dans les circonstances les plus effrayantes ou les plus déprimantes. C'est pourquoi notre foi doit demeurer plus solide que jamais dans les destinées prochaines de notre France victorieuse.

André Lebon.

FRANÇOIS BULOZ
ET LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Diriger une Revue n'est pas une mince affaire : le lecteur peut m'en croire. Mais je songe à ce que ce devait être, quand, la *Revue* comptant seulement quelques années d'existence, il y avait tout à organiser, tout à créer. Or, François Buloz n'avait pas seulement à pousser dans le monde la Revue qu'il venait de fonder ; il présidait aux destinées de deux Revues, ayant aussi la direction de la *Revue de Paris*. Comme si ces doubles fonctions ne suffisaient pas à son activité, voici qu'au mois d'octobre 1838, il est nommé Commissaire royal près la Comédie-Française. Désormais, il pourra comparer son métier à celui d'un forçat, et affirmer qu'il n'a pas une minute de répit : nul ne le suspectera d'exagérer. Mais j'ai toujours pensé que, pour ces grands travailleurs, ces excès de travail sont un besoin. Ils s'en plaignent et ne sauraient s'en passer. Ils geignent, ils soufflent, ils ahannent ; mais ils aiment ces tours de force et ils s'y complaisent. C'est leur hygiène intellectuelle et même physique.

En nous initiant à l'intimité de ce fécond labeur, dans le nouveau volume qu'elle consacre à la biographie de François Buloz (1), Mme Pailleron nous fait assister à un spectacle vraiment impressionnant et qui n'est pas sans donner un petit frisson, comme celui d'une puissante machine en pleine activité. Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié ces piquants articles, si pleins de détails curieux et nouveaux, que seule pouvait nous

(1) Marie-Louise Pailleron : *François Buloz et ses amis. — La « Revue des Deux Mondes » et la Comédie-Française.* 1 vol. in-8°. Calmann-Lévy.

donner la petite-fille de François Buloz, en puisant à pleines mains dans ses souvenirs aussi bien que dans ses riches archives. Le livre sur *La Revue des Deux Mondes et la Comédie-Française* en est la suite. Comme ce sont les lettres de F. Buloz et celles de ses correspondants, que nous avons sous les yeux, les témoignages sont indiscutables, et la vérité en ressort d'elle-même. C'est le meilleur moyen, sinon de détruire les légendes, — elles ont la vie dure, — du moins d'empêcher qu'elles ne deviennent de l'histoire.

Si l'on veut se faire quelque idée des tracas qui attendaient F. Buloz à la Comédie-Française, il ne suffit pas de rappeler ce que tout le monde sait de la vanité et de l'esprit d'intrigue qui est le péché mignon des gens de théâtre. Molière, dont c'était la maison, s'est expliqué une fois pour toutes sur la difficulté de conduire « ces animaux-là. » Les conditions où allait se trouver François Buloz, devaient rendre sa tâche particulièrement difficile. D'abord, ses pouvoirs, du moins dans les premiers temps, étaient fort limités, et le Commissaire royal de jadis était moins bien armé que l'Administrateur d'aujourd'hui, qui lui-même... Il avait à côté de lui un directeur. Et le directeur relevant du Comité, tandis que le Commissaire relevait du Ministre, on devine l'espèce de rivalité que cet ingénieux système ne pouvait manquer de créer et d'entretenir entre les représentants de ces deux puissants dieux. Ces royaumes où chacun se croit le droit de commander ont un nom, et ce sont eux que Mme Pernelle qualifie d'être la Cour du roi Pétaud. « Je ne vous dirai qu'une chose du premier Théâtre français, écrivait vers ce temps-là Alfred de Vigny, c'est qu'il est le dernier. Il doit cela à ses dissensions intestines ; il porte la peine de ses haines d'acteur à acteur, de sociétaire à sociétaire, des intrigues inouïes des comédiens contre les pièces même qu'ils jouaient et qui les alimentaient... » La désorganisation était complète, et c'est bien pourquoi on avait recours à Buloz qui avait fait ses preuves d'administrateur et chez qui l'habileté ne le cédait en rien à la ténacité.

Une autre raison s'ajoutait à cette question d'ordre — ou de désordre — intérieur, pour expliquer le complet marasme dont souffrait alors la Comédie. Dans ses Mémoires sur Rachel, Mémoires d'une octogénaire et dont la bonhomie garantit la véracité, la veuve de l'acteur Samson ne craint pas de dire : « La Comédie-Française était alors discréditée : le public se

partageait entre les théâtres d'opéra et ceux de vaudeville et de drame. » Le romantisme battait son plein. Et tandis que les copies décolorées de notre tragédie à bout de sève faisaient régulièrement salle vide, la foule se portait vers les scènes du boulevard du Crime, où le mélo faisait fureur. A la Comédie-Française, on réalisait des recettes de soixante-quinze francs! Le théâtre, ne pouvant payer son loyer, obtenait de M. Empis, directeur des domaines de la liste civile, une remise de sa dette. Mais pour reconnaître ce service, il mettait sur l'affiche une pièce de M. Empis : cela ne faisait pas courir tout Paris. On était dans les temps difficiles. C'est l'honneur des grandes institutions telles que la Comédie-Française, que si elles connaissent de mauvais jours, chaque fois elles en sortent intactes et prêtes pour l'avenir. L'essentiel est qu'elles aient confiance en cet avenir, et pour cela qu'elles commencent par avoir foi en elles-mêmes.

Les fournisseurs habituels du Théâtre-Français étaient alors Scribe, qui faisait jouer *Une Chaîne*, Dumas, qui obtint avec *Mlle de Belle-Isle* un grand succès, tandis que *les Demoiselles de Saint-Cyr* et *Un mariage sous Louis XV* furent moins bien accueillis, Ponsard, Mme de Girardin. Pour ce qui est de Victor Hugo, brouillé avec la Comédie, Buloz eut l'art de le ramener en reprenant *Marion Delorme* et montant les *Burgraves*. C'est un poème magnifique que les *Burgraves;* ce n'est guère une pièce de théâtre. Et puis la fièvre de *Hernani* était passée. A l'ami que Victor Hugo avait chargé de recruter la claque, Célestin Nanteuil avait répondu : « Jeune homme, allez dire à votre maître qu'il n'y a plus de jeunes gens. » L'échec fut retentissant. Il eut pour effet de détourner à jamais Victor Hugo du théâtre : les *Burgraves* eux-mêmes indiquaient clairement la route à son génie fait pour l'épopée.

Ici, rendons à Buloz ce qui appartient à Buloz. Un honneur lui a été injustement dérobé, un titre à la reconnaissance de tous les lettrés : c'est d'avoir fait entrer au répertoire le théâtre d'Alfred de Musset. Tout le monde connaît la gracieuse légende qui s'est accréditée sur ce point d'histoire littéraire. On veut qu'un caprice d'artiste nous ait valu la mise à la scène d'*Un Caprice*. Mme Allan, qui avait joué le rôle en Russie, aurait rapporté la pièce dans son manchon. La vérité est tout autre. Quand Mme Allan débarqua à Paris, elle trouva la Comédie en train de mettre la pièce en répétitions, et elle n'eut qu'à y

accepter un rôle. C'est à Buloz que revient l'initiative d'avoir fait jouer les charmantes pièces qu'il avait été si heureux de publier dans sa Revue. Buloz, directeur de la *Revue des Deux Mondes*, n'eut qu'à les passer à Buloz, Commissaire royal. Il y songeait depuis longtemps et pressait Alfred de Musset de se laisser faire violence. Mme Pailleron souligne justement ce passage d'une lettre à Mimouche, écrite huit jours après la nomination de Buloz : « Buloz est nommé : il est donc décidé que nous allons faire le saut périlleux. » L'argument est topique.

Comme il était à prévoir, la proposition fut accueillie froidement par MM. les comédiens; il fallut que Buloz usât d'autorité. Le rôle de Mme de Léry avait été primitivement distribué à Mlle Brohan. Sur ces entrefaites, Mme Allan revint de Saint-Pétersbourg, où elle avait créé le rôle avec succès : cette circonstance lui valut son engagement. Rien de plus clair et la cause est entendue. Je ne veux pas dire que ce soit la fin d'une légende. Le manchon d'une actrice... jolie façon d'entrer à la Comédie ! Mais les faits sont là.

Le seul auteur avec qui Buloz ait eu maille à partir, ce fut Alexandre Dumas. Les rapports avaient été d'abord excellents, — Dumas n'avait-il pas été l'un des premiers collaborateurs de la *Revue*? — empreints de cette familiarité qui était la marque de ce bon compagnon. « Parlez un peu de moi, dans vos Revues, pour l'Académie, écrivait-il à Buloz. Je ne suis pas sur les rangs, mais je suis bien aise qu'on s'étonne que je n'y suis pas. » Les choses se gâtèrent à propos d'une affaire dont on trouvera tous les détails dans le livre de Mme Pailleron et qui se ramène à une question d'argent. Le « bon » Dumas avait, entre autres dons de sa riche nature, celui de l'invective. Il en gratifia abondamment son ami de la veille. Il était de ceux qui accusent à tour de bras. Il prétendit que Buloz avait « reçu mission d'arrêter l'essor de la littérature moderne, inquiétant pour le pouvoir. » Tout simplement ! En 1844, il ne consacrait pas moins de cinq articles de la *Démocratie pacifique* à développer cette révélation horrifique. On y relevait des bourdes de ce genre : « Un jour on se dira, comme l'une des choses les plus curieuses qu'ait enfantées le chaos dans lequel nous vivons, qu'il y a eu un petit-fils de Louis XIV et un successeur de Colbert qui ont mis à la tête de l'art dramatique en France un homme qui ne savait pas que *Cinna* fût de Corneille. Il est vrai qu'on a été obligé de le natu-

raliser pour en faire un Commissaire royal. » Jugez un peu, si cette *Démocratie* n'avait pas été *pacifique!...* Sept années plus tard, dans *le Mousquetaire*, le père de d'Artagnan ayant la rancune tenace, François Buloz est portraituré de la belle façon : « Un moral taciturne, presque sombre, mal disposé à répondre par une surdité naissante, maussade dans ses bons jours, brutal dans ses mauvais, en tout temps d'un entêtement coriace... » En passant, Dumas s'attribuait dans le succès de la *Revue*, voire dans sa fondation, la part du lion. Car il eut toujours une manière d'écrire l'histoire qui lui était particulière.

Mais les véritables difficultés que rencontra le Commissaire royal, ce fut avec les artistes. Il en était une alors qui dépassait tous les autres de toute la grandeur de son génie : c'était Rachel. C'est elle qui illustra la direction de Buloz... et qui empoisonna ses jours et ses nuits.

Le premier soin de Buloz en arrivant à la Comédie-Française, où Rachel avait débuté le 13 juin 1838, dans le rôle de Camille (1), avait été d'assurer à l'extraordinaire jeune fille de dix-sept ans, en qui s'incarnait le démon de la tragédie, des conditions dignes d'un talent unique et déjà complet. En 1841, — elle a vingt ans, — Buloz demande pour elle au Ministre, le sociétariat, 42 000 francs sur les 200 000 de la subvention, et trois mois de congé. Et il ajoute cette phrase suggestive : « Votre décision aura aussi l'avantage de faciliter, pour l'année courante, les arrangements de la Comédie avec M. Félix, et d'empêcher jusqu'à la majorité de Mlle Rachel un départ non moins fâcheux pour l'artiste que pour le Théâtre-Français. » M. Félix ! Le voici qui apparaît ! Désormais, nous ne cesserons plus de le trouver derrière son illustre fille, dont il inspire les exigences, souffle les réclamations et exaspère l'avidité. J'aime qu'il en soit ainsi. Au moins, nous pouvons rejeter sur ce père d'actrice ce qui nous gêne dans notre culte pour la grande artiste. Qu'il s'agisse de Rachel ou de telles autres étoiles de la scène, il nous répugne de penser que la passion de leur art et la vaine renommée ne leur aient pas suffi. Mais c'est qu'un père, une sœur, un fils, un amant, les forçait à monnayer leur gloire. M. Félix, qui était lui-même un vétéran de la vie nomad, s'aperçut bien vite que la grande source de revenus pour sa fille, c'étaient les tournées.

(1) Sur Rachel, voir : Hector Fleischmann, *Rachel intime*. 1 vol. chez Fasquelle.

Alors commença pour Rachel cette vie errante qui devait si puissamment contribuer à épuiser ses forces. On trouvera dans le curieux livre de M. Fleischmann sur *Rachel intime* de nombreuses caricatures du temps qui représentent les départs de Rachel en tournée, avec accompagnement de trompettes et de grosse caisse. Si bien que tantôt roulant du Nord au Midi de la France et tantôt débarquant de Londres ou s'embarquant pour New-York, il ne restait plus à la grande tragédienne, ni assez de temps, ni surtout assez de forces pour faire son service à la Comédie-Française. Le théâtre était à la merci de ses perpétuels caprices. « D'où vient, écrivait Buloz dans un rapport fameux, que l'artiste peut jouer quatre fois par semaine en province et dans les pays étrangers, et qu'elle ne peut plus jouer que six à sept fois par mois à Paris? N'est-on robuste que pour exploiter son congé ? N'est-on faible que quand il s'agit d'accomplir ses obligations envers le Théâtre-Français? » Nous n'irons pas jusqu'à dire avec Auguste Vacquerie, qui n'en est pas à un paradoxe près, que Rachel « a été funeste à tout et d'abord au Théâtre-Français; » mais il est hors de doute que pour un administrateur ces glorieux sujets, honneur et raison d'être d'un théâtre, ne sont pas d'un maniement facile et d'une administration de tout repos.

Buloz se flattait d'avoir trouvé le moyen de tout concilier : les exigences de Rachel et les nécessités du service, — la quadrature du cercle, — lorsque éclata la Révolution de 1848. Ledru-Rollin destitua le Commissaire royal. Ce fut son remerciement pour dix années de labeur et de dévouement. Ledru-Rollin renvoya à la *Revue* le directeur incomparable qui désormais allait lui consacrer tous ses soins et lui faire dans les deux mondes la situation que l'on sait. Ainsi, il nous a rendu un service signalé et s'est créé des titres certains à notre gratitude. Mais peut-être ne l'a-t-il pas fait exprès.

René Doumic.

SCÈNES DE MŒURS ÉLECTORALES EN AMÉRIQUE

LES
CONVENTIONS DE JUIN-JUILLET 1920

I. — CHICAGO

Lundi, 7 juin.

Ce matin, sous le soleil terriblement chaud déjà, la magnifique avenue Michigan, en bordure du lac bleu comme une mer du Sud, est entièrement décorée et pavoisée. Les réverbères, les fenêtres des maisons et devantures des boutiques disparaissent sous les bandes étoilées, qu'agite mollement la brise torride. Aux façades des hauts hôtels, du *Blackstone*, du *Congress*, de *l'Auditorium*, presque à tous les étages, d'immenses pancartes et professions de foi, que surmontent d'effarants portraits, annoncent au passant et à l'étranger que la grande semaine électorale est commencée, que les quartiers généraux du gouverneur Lowden, du sénateur Hiram Johnson, du général Wood se trouvent ici ou là.

L'avenue est encombrée de promeneurs qui, eux aussi, sont comme pavoisés. Les vestons et corsages sont ornés de médailles, larges comme des insignes de police, de boutons aux couleurs vives avec portrait du candidat, de rubans flottants avec inscriptions en hautes lettres d'or. Le plus grand nombre, hommes et femmes, portent gravement, presque solennellement, sur l'épaule de petits drapeaux ou fanions triangulaires, le plus souvent avec un nom, quelquefois avec un commentaire, une

déclaration autoritaire : « *Vote for Lowden, save the country* » (Votez pour Lowden, sauvez le pays) ou bien une prévision résolument optimiste, une anticipation concise, tranchante, des prochains résultats de la Convention : « *It's Wood, let's go* » (c'est Wood. Allons-nous en !)

Depuis hier, à toutes les gares, les trains internationaux déversent, de quart d'heure en quart d'heure, cette foule venue de tous les points, de tous les États de l'Union. L'estimation officielle, pour la seule journée d'hier, dépasse 125000. Naturellement, une telle affluence a encore fait monter tous les prix, suffisamment hauts pourtant. Une chambre, l'une des plus modestes de l'hôtel Blackstone, coûte 15 dollars (au taux du change actuel 210 francs) par jour, et le premier déjeuner, le plus frugal, ne revient pas à moins de 2 dollars 50 (35 francs).

Les *Headquarters* sont, toute la journée et presque toute la nuit, les lieux de rendez-vous des délégués et partisans des candidats. On s'y écrase. Ils occupent, suivant l'importance, quelques chambres ou tout un étage d'hôtel. Des jeunes filles et jeunes femmes, — ici la propre fille et la femme du candidat, — y distribuent gratuitement boutons à effigies, plumes multicolores, éventails, tracts, fanions et sourires. Dans une vaste salle, des conférenciers se succèdent sans interruption, qui vantent à l'envi les qualités et vertus du candidat. Des chambres pourvues de dactylographes, presque toutes charmantes, et de machines à écrire, sont spécialement réservées à la presse. Le candidat a là son bureau, où il reçoit les délégations, ou ses amis. Les murs, bien entendu, disparaissent sous les draperies tricolores et les faisceaux de drapeaux : des phrases sensationnelles, des extraits de discours politiques, en lettres qui peuvent se lire à 15 mètres, sont reproduits encadrés. Dans chaque chambre, le portrait, colossalement agrandi, du « prochain président » est exposé. C'est de neuf heures du matin jusque parfois à minuit, un va-et-vient, une bousculade, un brouhaha, et naturellement une poussière, une chaleur indescriptibles.

Le soir, la plus grande partie de la nuit, l'animation est, partout, plus grande encore. La magnifique avenue n'est plus que lumière, scintillement et bruit. Portraits et drapeaux des façades sont maintenant lumineux. Des groupes de manifestants, portant des torches électriques multicolores, des pancartes et transparents éclairés, et que précèdent, accompagnent,

suivent des musiques, où dominent les grosses caisses et les cuivres, se fraient, par le bruit plus encore que par la force, un passage sur le trottoir encombré. D'autres cortèges plus nombreux, précédés d'immenses policemen montés, arrêtent parfois, pour un interminable et symbolique défilé, la circulation, rejettent les files d'autos contre les trottoirs, occupent toute la chaussée.

Jusqu'à deux heures, plus tard encore, dans la nuit, le bruit, l'agitation se prolongeront, l'avenue continuera d'être cette houle de foules grouillantes, cette démence de musique et de clameurs, cette fantasmagorie effarante ou aveuglante de couleurs lumineuses, mouvantes et scintillantes.

Mardi, 8 juin.

La Convention doit s'ouvrir à onze heures, heure officielle. Dès dix heures, les longues files d'automobiles et tramways commencent d'amener les privilégiés qui assisteront aux séances : privilégiés, certes, car plus de 300 000 demandes ont été adressées, depuis un mois, aux divers comités, aux sénateurs, à tout ce qui pouvait avoir ici une influence : 15 000 seulement, c'est-à-dire la capacité maxima du *Coliseum*, ont pu recevoir une réponse favorable.

Les trottoirs, parfois la chaussée, ne sont maintenant que bataillons ou barrages de gigantesques policemen, crieurs de journaux, vendeurs de *grape juice*, monômes gracieux de suffragettes en blanc, la poitrine barrée de l'écharpe jaune, couleur du suffrage, porteuses de déclarations et étendards qui réclament éperdument plutôt que poliment le droit de vote pour les femmes. Une interminable colonne de piétons, décorés de cartes, médailles, emblèmes, vient incessamment s'engouffrer sous les multiples entrées numérotées, classées, sectionnées, de telle sorte que chacun peut, sans autre information, en regardant seulement sa carte et les affiches, trouver, du premier coup, dans le hall immense, sa section, sa rangée, son siège. L'*efficiency* de l'organisation est ici parfaite.

La salle du Coliseum, presque aussi vaste que celle du Grand Palais des Champs-Élysées, s'est emplie peu à peu. En bas, les 986 délégués, répartis par États, rejoignent leurs sièges ou forment groupes. Le public occupe les deux étages de tribunes en amphithéâtre, qui courent le long des murs. L'étroite

passerelle où se succéderont les orateurs, avance, sous le quadruple abat-voix et les nouveaux mégalophones géants, jusqu'aux deux tiers de la salle, surplombe les premiers rangs des délégués.

Des milliers de drapeaux et étendards, formant faisceaux, losanges, étoiles, qui ornent les piliers, courent le long des tribunes, escaladent les cintres. Huit projecteurs d'une formidable et aveuglante puissance, et qui soulèvent d'abord les protestations unanimes des assistants, permettront, aux moments pathétiques ou touchants, de cinématographier les scènes. Des guirlandes de lampes éclairent en tout temps la salle.

C'est maintenant, en bas, un océan de têtes; c'est dans les tribunes, avec les toilettes claires des femmes, et les milliers d'éventails qui battent, une mer de couleurs. Pour attendre l'ouverture de la séance, là-bas, très haut, tout au fond, un orchestre joue des hymnes nationaux, des fox-trots et des gigues. Dans l'intervalle des morceaux, les conversations entretiennent le bruit.

***

Tels sont la figuration, les alentours du décor, le décor. Le drame qui va se jouer, plus justement le combat qui va se livrer là est sans doute le plus important de l'histoire américaine, car il doit avoir sa répercussion dans l'histoire du monde. Du choix du candidat qui aura lieu samedi dépendra, en effet, l'avenir du parti républicain, conséquemment l'orientation de la politique américaine, c'est-à-dire l'organisation de la paix ou de la guerre mondiale. Comment se présente aujourd'hui la situation? Quelles sont les forces en présence?

Le grand objectif à atteindre pour le parti républicain, est, naturellement, le renversement de l'administration démocrate et, plus immédiatement, le choix d'un candidat qui inspire confiance au pays et soit capable d'opérer, lors de l'élection finale de novembre, ce renversement. Rien, en vérité, ne semblait plus facile, il y a trois semaines, que d'y réussir, et lorsque la maladie du président, l'absence d'un leader démocrate, les rivalités des prétendants, la grande scission surtout des politiciens du parti, la tendance générale du pays enfin à rejeter tous les maux du présent régime sur les gouvernants actuels, d'autres causes encore semblaient mettre toutes les chances du côté républicain. Depuis lors pourtant, un grand fait s'est

produit, et qui, si la Convention qui va s'ouvrir n'y met ordre, pourrait bien rétablir la balance. Les extrémistes du parti républicain, les *Irréconciliables* des débats du Sénat, sous la forte conduite des sénateurs Johnson et Borah, ont prétendu gouverner les modérés qui sont le plus grand nombre et diriger toute la campagne contre la Ligue et le traité, œuvre du président Wilson. L'un et l'autre leaders, s'ils n'ont pas assez de force pour s'imposer au pays et l'entraîner à leur suite, on ont assez pour opérer une scission dans le parti républicain et renouveler la fatale expérience de 1912. Aucune tentative de conciliation de la part des modérés n'a, jusqu'ici, pu aboutir. Les deux leaders des Irréconciliables, rendus plus intransigeants encore par l'accueil triomphal reçu à leur arrivée ici et par le succès d'une conférence commencée au théâtre, continuée dans la rue hier soir, prétendent imposer sans changement leur programme radical, combattent depuis deux jours et sans merci le sénateur Lodge, représentant des modérés, dans les journaux et les meetings, et ne veulent surtout ni compromis, ni conciliation, ni entente.

Le sénateur Lodge sera-t-il de force contre les deux obstinés? Le vieux politicien devra-t-il au contraire se soumettre pour éviter au parti un nouveau 1912? Tel est l'angoissant problème qui se pose.

En attendant l'ouverture de la Convention, dans le public des tribunes, parmi les groupes des délégués, en bas, on escompte maintenant les probabilités, on pèse les chances. Les opinions, naturellement, sont contradictoires, les passions extrêmes.

*
* *

Enfin, le bureau paraît. L'un des *Officiels* annonce, sous les mégalophones, que le sénateur Lodge a été à l'unanimité nommé président, — *chairman*, — de la Convention. Voici le sénateur lui-même, long, un peu courbé, plus mince et plus blanc dans le complet noir, l'air plus las par la fatigue de la nuit, l'œil plissé, le sourire plus désabusé dans la barbe courte et fleurie. Il s'avance, la démarche alerte, le geste toujours jeune, sur l'étroite plate-forme. Il tient à la main le maillet, symbole de la présidence, et dont il se servira, à maintes reprises, avec la plus remarquable vigueur. 15 000 gosiers aussitôt l'acclament, 30 000 mains, interminablement, l'applaudissent. L'hymne

national, le *Star-Spangled banner*, commencé par l'orchestre, repris par tout le public, termine la manifestation et met tout le monde debout. Le chant achevé, le leader républicain donne la parole au chapelain pour la prière. Bien curieuse cette prière, longue comme un discours politique, et où l'on demande à Dieu d'inspirer, comme toujours, le parti républicain, — rien pour les démocrates, — dans la tâche difficile de choisir l'homme qui conduira le pays selon les règles traditionnelles d'honneur, de justice et de liberté.

Est-ce cette singulière, longue, diffuse et toute politique prière qui a exercé une fâcheuse influence sur l'auditoire, sur le chairman qui prononce maintenant le discours d'ouverture? Est-ce la fatigue des débats de la nuit qui se fait sentir chez celui-ci? L'atmosphère de la Convention est subitement changée; un courant froid a passé sur l'auditoire et l'orateur. Celui-ci est, comme on dit ici, *at his worst* (à son pire). Il lit d'une voix fatiguée, monotone, mal entendue, en dépit des mégalophones, un discours qui paraît d'autant plus long que rien de ce qu'on attend n'y est et que tout ce que l'on sait sur les méfaits, négligences, incapacités du gouvernement démocrate, sur la politique mexicaine, sur les mandats étrangers, enfin sur la Ligue des Nations et spécialement sur l'article 10, tout enfin ce qui a été dit, répété cent fois au Sénat, dans les articles de journaux, au cours des interviews et qui est connu de chacun et de tous, s'y trouve. L'orateur ressent l'impression qu'il produit et galope. L'auditoire attend la fin plutôt qu'il n'écoute.

Le discours terminé, sans grands applaudissements, la Convention est immédiatement ajournée à demain onze heures. Il est dans la tradition que cette journée d'ouverture doit être assez terne. La Convention de 1920 aura cette fois renforcé la tradition.

La foule s'écoule lentement. Les grands premiers rôles et les privilégiés se retrouveront, tout à l'heure, à l'hôtel Blackstone au lunch.

La vaste, élégante salle à manger de l'hôtel Blackstone, avec ses innombrables, étincelantes petites tables dans le jour ensoleillé, tamisé pourtant par la soie claire des stores, est presque historique. C'est là que, depuis que la Convention républicaine se tient à Chicago, le monde, — le monde politique et la société de Washington, — se retrouve. Là ont passé, dîné,

reviennent tous les quatre ans, toutes les notabilités du parti républicain. Par les immenses baies, sous les stores, on aperçoit l'avenue magnifique qui n'est maintenant qu'un courant humain sous le soleil cru: plus loin, le terre-plein, les eaux bleues du lac. Mais, des innombrables luncheurs qui, sous la conduite des cérémonieux maîtres d'hôtel, s'empressent parmi les petites tables, dont toutes, depuis plusieurs jours ou plusieurs mois, sont réservées, dont chacune porte un nom connu, aucun certes ne songe à regarder le panorama splendide.

On se montre les candidats, le chairman, les délégués en renom. Des sénateurs, des leaders du parti ou de la campagne, s'affairent, vont de l'une à l'autre, ont un mot pour chacun. La fille d'un ancien et peut-être du plus populaire président, s'entretient en riant avec le sénateur Lodge qui sourit, les yeux clos, dans sa barbe fleurie. Le terrible leader des Irréconciliables, le sénateur Hiram Johnson, carré, trapu, le geste impératif, précède, parmi les tables, l'aimable M. Johnson; il semble vouloir dominer l'assemblée plutôt que trouver sa place. Près de la baie d'entrée, son collègue, l'obstiné sénateur de l'Idaho, M. Borah, les cheveux en arrière, le regard perçant, les traits accusés d'un Vitellius énergique, parle, sourit à une jeune femme, propriétaire de l'un des journaux influents et qu'il a lui-même surnommée la *Grâce de Washington*. La gaîté d'ailleurs, est générale. On ne voit que figures souriantes. Et les rires, qui fusent à tout instant, dominent parfois les conversations et l'orchestre. Toutes les préoccupations sont oubliées, hormis une, celle de *se faire social*, c'est-à-dire de plaisanter, de rire, d'être vu, d'oublier la politique, d'avoir un *grand time*.

Mercredi 9 juin.

Déjà ce matin, dans la salle à manger et le *lobby* du Blackstone, le bruit s'est répandu que la conférence nocturne du « Comité national républicain » où se débattent et se fixeront, bien plus qu'à la Convention, les destinées du parti, a été orageuse à l'extrême. Le sénateur Johnson a déclaré, devant quelques journalistes et interviewers, « qu'il en avait fini, si la Ligue était approuvée dans la *platform*, » par quoi il a entendu signifier que lui et son partner étaient prêts à opérer la scission redoutée et annoncer la création d'un troisième parti, au cas où

les modérés, représentés par le sénateur Lodge, prétendraient secouer leur joug.

La nouvelle, vite connue et répandue, a causé naturellement une extrême agitation avant l'ouverture de la Convention. Le plus clair de l'affaire est que, l'entente n'ayant pu se faire, le programme, qui devait être lu aujourd'hui, n'a pu être achevé. Toute la journée on attendra donc ce programme, et l'intérêt sera ailleurs. Pour passer le temps, Lodge, élu maintenant chairman permanent, donne successivement la parole aux doyens du parti, reconnus dans l'auditoire et réclamés par toute l'assemblée. Ceux-ci, poussés successivement vers la passerelle-tribune, se tirent d'affaire avec des discours humoristiques qui leur conquièrent, une fois de plus, le public et soulèvent ses acclamations.

Rien n'a été fait aujourd'hui dans la Convention. On sait bientôt que les débats se sont poursuivis passionnément au sein du Comité et sans plus de résultat.

Ce soir, l'avenue est plus animée, plus bruyante, plus éblouissante que jamais. Les groupes porteurs de pancartes : « Le pays veut Johnson, » « Je suis pour Lowden, » « C'est Wood qui gagne, » se croisent et recroisent derrière les musiques qui rivalisent de bruit. Un double orchestre est installé en permanence devant le Congress et joue sans arrêt.

Mais voici venir, à l'autre bout de l'avenue, une étrange lueur rouge dans un fracas de gongs, grosses caisses et cuivres. Un peu plus près, c'est d'abord une rangée d'immenses policemen montés, gigantesques statues équestres, qui se détachent, s'immobilisent parfois en ombres chinoises sur la vague de lumière qui déferle derrière eux. Puis viennent des porteurs de torches électriques aux lueurs sanglantes, des hommes, femmes, jeunes filles, tous singulièrement, symboliquement costumés, Irlandais et « martyrs de la cause de l'Irlande. » Dans l'un des premiers automobiles, le « président de l'Irlande opprimée, » de Valera, debout, impassible, la face et le regard immuablement fixés vers le ciel, garde une attitude figée de Christ pour cinématographe. Pour le martyre, que ni « l'infernale Angleterre, » ni personne ne lui offre, il est évidemment prêt et recueille par avance les bravos. D'autres autos, où de gracieuses filles, décolletées et drapées à souhait, les bras et le corps entourés de gentilles cordelettes, figurent l'« Ir-

lande suppliante demandant l'aide de l'Amérique, » « l'Irlande expirante, » d'autres Irlandes encore, ne sont pas moins applaudis. Les chars alternent avec des rangées serrées de porteurs de torches, de pancartes ou d'étendards, en costumes irlandais, avec des groupes symboliques, des musiques, des musiques surtout. Plus de 25 000 personnes enfin, engagées à trois dollars par tête pour cette démonstration, défilent, interminablement, gaiement, en lignes déployées, sur toute la largeur de la chaussée dans une lueur plus carnavalesque qu'incendiaire.

Sur l'un des transparents, cette déclaration inattendue s'affirme : *George Washington too was a Sinn Feiner.* (George Washington, lui aussi, était un Sinn Feiner.)

Jeudi, 10 juin.

Beaucoup d'événements et une conférence dramatique ont eu lieu depuis hier. Ce matin, les journaux annoncent que, tard dans la nuit, un compromis proposé, imposé par les Irréconciliables, a finalement été accepté par le leader républicain et les modérés. D'immenses *headlines* des journaux dévoués aux Irréconciliables annoncent la « victoire de Hiram Johnson. » Cette victoire, à y regarder de près, est mince. Le texte concernant la Ligue et qui doit remplacer dans la *platform* celui de Lodge, a été rédigé par l'éminent juriste internationaliste Elihu Root avant son départ pour l'Europe : avec une habile jonglerie de mots, il laisse toute liberté au candidat ou au prochain élu d'en agir plus tard avec la Ligue tout comme bon lui semblera. C'est probablement ce que pense le sénateur Lodge, dont le regard à peine visible sourit dans les yeux mi-clos, tandis qu'il annonce avec une insistance pour le moins singulière à ses amis et à tous, au déjeuner du Blackstone, « sa défaite » et la « grande victoire des Irréconciliables. »

La séance du matin ne dure que le temps de la prière d'ouverture par le cardinal Gibbons en grand costume cardinalice, l'annonce par le sénateur Mac Cormick d'une entente au sujet de la *platform* et l'ajournement à ce soir 5 heures.

Elle est accueillie, cette *platform* tardive, avec des applaudissements honorables, mais sans enthousiasme. Comme d'autres déclarations politiques, elle met beaucoup d'énergie dans les mots, beaucoup de vague dans la pensée, et laisse toutes possibilités pour l'action. Elle est en somme tout ce qu'elle peut être.

Le public paraît en avoir été certain d'avance. Il l'écoute poliment. Ses applaudissements sont corrects. L'intérêt est ailleurs. La grande affaire est maintenant, pour tous, la reprise prochaine de la bataille entre les sénateurs Johnson, Borah et Lodge et dont l'entente sur la *platform* n'a été qu'un épisode et une trêve. On sait que le combat décisif aura lieu sur le choix du candidat et cette nuit. Les leaders irréconciliables se prodiguent, proclament bruyamment aux *headquarters* de l'Auditorium, au Congress hotel, partout, ce soir, leur victoire. Au dîner du Blackstone, la silhouette longue, mince, un peu courbée du sénateur Lodge se glisse entre les tables, s'arrête à l'une, à l'autre. Jamais le regard, généralement las, ironique, du vieux politicien, n'a été plus éveillé et plus aigu : jamais le sourire, qui plisse si curieusement ses yeux et les clôt, puis se perd dans la barbe blanche, courte, fine, frisée, n'a paru plus satisfait, plus triomphant de la défaite partout avouée, annoncée, proclamée.

Vendredi, 11 juin.

En politique, ce ne sont pas les actions qui comptent, mais les réactions. Par quel phénomène de psychologie des foules ceux qui célébraient hier en tout enthousiasme le triomphe de Johnson et des Irréconciliables sont-ils les mêmes qui, ce matin, parlent de violence faite, accusent d'*unfair play* et de *hold up* ces mêmes Irréconciliables? Le leader des modérés, le connaisseur averti du public et du tempérament sportif et loyal des Américains, le rusé politicien surtout qu'est le sénateur Lodge, pourrait assurément l'expliquer mieux que personne. Le fait, en toute conjoncture, est là.

Bien avant que la Convention soit ouverte, — dès neuf heures et demie, ce matin, — personne ne pourrait dire d'où il tient son impression, mais tout le monde sait que l'atmosphère et l'opinion sont partout et radicalement changées. Les Irréconciliables sont brusquement en baisse devant le public de la Convention et le plus grand public américain. Sans qu'aucun fait nouveau se soit produit de façon apparente, ils sont déjà considérés comme perdus.

La prière habituelle est plus rapidement expédiée; le chairman, maintenant radieux, annonce qu'il va être procédé à l'*introduction* des divers candidats. La journée entière y passera.

Ce rite de l'*introduction* ne manque pas de pittoresque.

Le premier candidat nommé par la délégation d'Arizona, *introduit* devant la Convention, est le général Wood. Le directeur de sa campagne s'avance sur la passerelle, prononce un panégyrique qui dure environ trois quarts d'heure, conclut naturellement que le général est le seul homme des États-Unis qui puisse sauvegarder les intérêts et assurer les destinées du pays. La dernière phrase se termine obligatoirement par les mots et le nom qui doivent provoquer les applaudissements et susciter la démonstration traditionnelle : « ... Vous choisirez donc pour votre prochain président le général Wood. »

Le nom à peine prononcé, tous les partisans du général, parmi les délégués et dans les tribunes, sont, comme d'une même poussée, d'un même élan, debout. Agitant, des deux bras, drapeaux et mouchoirs, acclamant, se démenant, ils produisent, avec sifflets, trompes, le maximum de bruit dans un éblouissement de couleurs. Ils sont si remuants, si bruyants, qu'ils semblent être toute l'assemblée. L'immense hall n'est plus que frémissement de têtes, agitation de bras, papillotement de drapeaux, surtout tempête, rafale de clameurs. En bas, des monômes s'organisent, qui passent dans les travées, font des recrues parmi les délégués de chaque État, — chacun des manifestants portant qui deux drapeaux qu'il brandit ou secoue frénétiquement, qui un portrait colossalement agrandi, effrayant du général, qui une pancarte : « Wood! Nous voulons Wood! » ou bien : « L'honneur du pays, enfin! Wood! » Et tous, la face apoplectique, la gorge ouverte crient, clament, aboient plutôt, inlassablement, de toutes leurs forces : « Wood! Wood! Wood! Wood! » Tout à coup, des cintres du plafond, une pluie multicolore, drue, de plumes portant le nom du candidat, et où dominent les rouges et les verts crus, tombe lentement, incessamment, emplit l'espace vibrant, semble hésiter, vibrer et frémir dans le vacarme. La rafale diminue parfois d'intensité, mais elle n'a ni accalmie, ni répit; et, l'instant d'après, elle reprend, à clameurs plus nourries, à faces plus convulsées, toujours plus violente. C'est une prodigieuse vision de démence dans un tumulte qui n'a plus rien d'humain, le Paradis du Tintoret, changé en enfer, emporté dans un mouvement giratoire, où les contours se perdent, où choses et gens deviennent une mêlée polychrome et hurlante.

Il est entendu que la manifestation qui dure le plus long-

temps doit imposer aux électeurs délégués l'impression que le candidat ainsi *introduit* est celui qui est le plus fortement désiré par tout le pays et assurer son triomphe. Celle du colonel Roosevelt, voici quatre ans, dura trente-et-une minutes. Les partisans du général Wood aujourd'hui tiennent le record. Après quarante-sept minutes seulement l'agitation faiblit, les cris deviennent rauques, la clameur s'assourdit, s'épuise, s'éteint.

Suivent immédiatement l'introduction et le panégyrique attendus du sénateur Johnson. L'introducteur qui est, paraît-il, un orateur californien réputé, a voulu se surpasser. Il est inférieur à lui-même, probablement ; ce qui est sûr, c'est qu'il est au-dessous de tout ce que l'on pouvait imaginer ou attendre. Avec une belle aisance, une plus grande hardiesse, il assure d'abord que « tous les signes du Zodiaque sont aujourd'hui tournés vers le parti républicain, » ce qui cause quelque surprise. Un peu plus tard, on l'entendra affirmer que « le tombeau d'un soldat est le tombeau d'un soldat et un cœur de femme est un cœur de femme. » Le public qui, avant-hier, eût écouté, applaudi peut-être, ces redondances, pour n'en rien dire de pire, est aujourd'hui prévenu ; il s'impatiente sans politesse. Le bruit des conversations couvre de plus en plus la voix de l'orateur, qui s'obstine. Lorsqu'enfin il se tait, la nervosité de l'auditoire est telle que la manifestation traditionnelle, soigneusement préparée, *chauffée* par les organisateurs de la candidature Johnson est reçue sinon avec hostilité, du moins avec une évidente froideur. Les manifestants eux-mêmes, réfrigérés sans doute par la malencontreuse *introduction*, manquent d'entrain, de spontanéité. On sent chez eux l'effort. Il ne dure guère. La *démonstration* qui devait surpasser en bruit, agitation, enthousiasme, en durée surtout celle du général Wood, et de tous les autres candidats, mollit vite, dure vingt minutes à peine, s'apaise, et meurt. Avec elle meurent aussi la candidature Johnson, la menace d'une scission, l'opposition et la puissance des Irréconciliables.

C'est chose curieuse alors, et pour quiconque se trouve à portée de vue du sénateur Lodge, d'observer la contenance du vieux leader républicain. Le plus ironique, le plus radieux sourire éclaire la physionomie, plisse les yeux à les fermer ; la barbe elle-même semble sourire. Le vaincu d'hier est bien le triomphateur d'aujourd'hui.

La partie pour lui est en effet, — sacrifices faits et pertes

acceptées, — désormais gagnée. Les *introductions* pourront succéder aux *introductions*, la démonstration en faveur du gouverneur Lowden pourra surpasser celle du général Wood, l'introduction de M. Hoover pourra susciter, à l'improviste, une magnifique démonstration du public des tribunes et, en dépit de tous les rappels à l'ordre, sembler, à certains moments devoir éclipser, en durée et en intensité, celle des trois grands favoris qui l'auront précédée; l'orientation et le grand but de la Convention républicaine sont désormais atteints, fixés. L'unité, sinon l'union, du parti républicain est finalement assurée.

La proclamation, dans l'après-midi du lendemain, de la candidature du sénateur Harding, homme de haut caractère, peu connu comme politique, ignoré ou presque du grand public, — candidature de conciliation acceptée comme pis aller par les Irréconciliables et pour faire surtout échec aux solides candidatures rivales du gouverneur Lowden, du général Wood, de M. Hoover, — a lieu le lendemain, accompagnée du même enthousiasme, du même délire La partie est maintenant terminée; le véritable gagnant reste le sénateur Lodge, mais elle laisse les chances des républicains devant le pays et l'élection finale de novembre en balance.

La ville, hier encore si remplie et si animée, va maintenant se vider en quelques heures. L'intérêt du pays entier a déjà commencé de se reporter vers le second théâtre où se continuera, dans quinze jours, le grand drame politique, vers la Convention démocratique de San-Francisco.

II. — SAN-FRANCISCO

Des résidences blanches, aux colonnades fines, à demi enfouies parfois dans la verdure, où se précisent les lignes frêles des palmiers; une ville gracieuse, qui s'étage sur une colline aux pentes raides, qu'escaladent, presque verticalement, les minuscules tramways; une baie, la plus belle du monde, aux eaux de saphir, semée d'îlots petits, brusquement surgis de la mer; un cercle presque fermé de montagnes, aux crêtes dorées, que domine, au fond de cette baie, au-dessus de la fourrure de pins, d'eucalyptus, de palmiers, le cône élevé du Tamalpais, et qu'entrouvrent, sur le Pacifique, les étonnantes « barrières d'or. » les *Golden Gates;* un climat éternellement prin-

tanier, d'un printemps un peu frais quand, l'après-midi, la brume dense glisse, roule de la mer sur la ville; une atmosphère, à tout autre moment, imprégnée de soleil, d'azur et d'or : tel va être le théâtre de la Convention démocratique. Telles sont, en toute saison, la ville et la baie de San-Francisco.

*
* *

Ce qui, avant l'ouverture de la seconde Convention, frappe d'abord le spectateur impartial, c'est la grande ressemblance que présente ici la situation politique avec celle qui s'offrait à l'ouverture de la Convention de Chicago. Même nombre, même répartition, même position des unités et des groupes de combat ici et là. Chaque groupe est seulement scindé ici en deux fractions qui s'opposent.

Un turbulent petit groupe d'*Irréconciliables*, qui ont voté au Sénat et lors des débats du Traité avec leurs collègues républicains contre toute Ligue et tout traité, est conduit ici par les sénateurs Reed, délégué non encore reconnu du Missouri, et Walsh. Une seconde fraction d'extrémistes, qui veut aujourd'hui le traité à tout prix comme il a voulu durant la guerre la paix à tout prix, suit la direction enthousiaste du tribun populaire, l'ex-secrétaire d'État W.-J. Bryan.

Le gros des forces du parti est représenté par une majorité flottante qui, aujourd'hui, et à défaut ou à l'écart de M. Wilson, soutient le gouvernement, le traité intégral et M. Mac Adoo : demain, et lorsque le sobriquet « kronprinz, » décerné à temps par un républicain avisé au gendre de M. Wilson, aura mis le grand favori hors de combat, cette même majorité se reportera vers la fraction modérée, qui a toujours demandé la ratification du Traité avec réserves, et choisira son candidat parmi ses représentants.

Ici comme à Chicago, un groupe de politiciens, ennemis implacables du président, demeure dans la coulisse, observe les partis, les mouvements d'opinion, les coups portés, tient les cordes et les ficelles du jeu, attendant son heure pour brusquer le dénoûment Enfin, contre l'influence de ce groupe M. Wilson, qui, de la White House, par fils télégraphiques et téléphoniques spéciaux, suit attentivement tous les épisodes, toutes les péripéties de la Convention, et qui ne laisse rien au hasard, ne cède sur un

point que pour reprendre ailleurs, lutte enfin pied à pied et avec toute la maîtrise d'autrefois.

Lundi, 28 juin.

C'est dans l'une des ailes du délicieux City Hall, — l'un des plus harmonieux monuments de l'exposition de 1915 au bord du Pacifique, démoli ensuite, puis reconstruit ici, plus près du centre des affaires, — que vont se tenir les assises de la Convention démocratique. A l'intérieur, dans la salle, plus petite, de meilleures proportions, de même disposition que celle du Coliseum, peu d'ornements. Une seule draperie tricolore court le long des tribunes, dont les gradins escaladent le plafond. Huit mégalophones géants, sans abat-voix, dominent la passerelle-tribune. Un orgue colossal occupe tout le fond.

Le seul épisode intéressant qui marque la première séance, — plus bruyante, mais d'aussi mince résultat que celle de Chicago, — est le coup de théâtre qui précède la démonstration et qui accompagne l'éloge, par le chairman temporaire, de M. Wilson et de l'œuvre de M. Wilson.

Sitôt la prière terminée et à peine l'orchestre a-t-il entamé les premières mesures du *Star-Spangled banner*, une bannière étoilée, large de toute la largeur, haute de toute la hauteur de la salle se déroule du plafond, voile entièrement l'orgue. Les applaudissements et hurrahs qui l'ont accueillie ne sont pas encore calmés que l'immense draperie se relève à demi, dévoile, dans un jet éblouissant de lumière électrique, un colossal, étonnant, horrible portrait du président Wilson. Applaudissements et clameurs redoublent, croissent, semblent ne devoir plus cesser. Tout le public des tribunes est debout et acclame. En bas, parmi les délégués, les monômes s'organisent avec les habituels combats autour des écriteaux-étendards, avec les mêmes manifestations, confuses et assourdissantes, qu'à Chicago. Dix-huit minutes passeront avant que le calme, puis l'ordre, puisse, en dépit des coups de maillet répétés du chairman, être rétabli.

Il serait prématuré pourtant de chercher à voir dans cette manifestation une indication pour le vote final. Elle a été soigneusement étudiée, organisée, mise au point et mise en scène par les leaders modérés et pour donner d'abord au pays, au monde, l'impression d'un parti parfaitement uni et fort sous

la conduite d'un chef unanimement estimé, en opposition avec le spectacle de désunion et de déchirement ou de faiblesse offert à Chicago par le parti républicain. Elle est surtout ou seulement, de la part des délégués et du public, une manifestation passagère de gens heureux de se trouver réunis, fiers de prendre part à une tâche importante sous les yeux du monde entier, et qui prennent plaisir à se donner à eux-mêmes le spectacle de cette importance. Pas plus que les applaudissements enthousiastes qui souligneront tout à l'heure chacun des éloges décernés au président par le chairman Cummings, dans son discours d'ouverture, la manifestation présente n'a de portée réelle ni durable. Elle s'adresse, si elle a un sens, à ce que le président a été dans le passé beaucoup plus qu'à ce qu'il pourrait être encore.

Feu de paille et d'enthousiasme, tout compte fait, auquel le président lui-même, — en dépit des espoirs gardés, nourris, grandis sans doute, dans l'isolement de la White House, — n'aura pas le temps de se laisser prendre. Quant au public, aux délégués qui s'écoulent maintenant, après ajournement, dans Market Street, regagnent l'hôtel Saint-Francis ou le Palace, par la grande rue ensoleillée, l'émotion chez eux n'a pas duré plus longtemps que le bruit ; et l'impression en est déjà effacée.

Rien de plus gai que Market Street, à l'heure du lunch, sous ce plein soleil.

Les jeunes filles, *shopgirls* (midinettes), employées, sténographes, qui, par bandes et se tenant par la taille, encombrent la chaussée, sont presque toutes jolies ; un grand nombre sont ravissantes ; toutes ont l'œil animé, avec un air de santé et de gaîté, le sourire au coin des lèvres, le rire tout près. La beauté des Californiennes est, à juste titre, notoire dans tous les États de l'Union. A cause des visiteurs, les trottoirs regorgent, ainsi que les restaurants, les *cafeterias*. Ces derniers établissements sont particulièrement pittoresques.

Ils se distinguent des autres restaurants en ce que chacun y fait le service soi-même. Deux longs comptoirs, couverts de casseroles, de plats de toutes sortes, et derrière lesquels quelques jolies filles se tiennent, occupent l'un des côtés d'une immense salle. Une barrière dessine un passage, où les dîneurs d'abord s'engagent. Chacun prend en entrant, sur une pile, un plateau, et dans une corbeille, une serviette roulée qui contient

un couvert. Ainsi muni, il prend la filière, regarde au passage les plats, fait vite son choix, désigne ce qui lui plaît. L'une ou l'autre belle fille, derrière le comptoir, lui sert une portion. Il progresse aussitôt vers les légumes, les desserts, les bouilloires de café. Au bout du passage se tient la caissière qui regarde le plateau, fait le compte des plats, donne une fiche avec le chiffre de l'addition. De petites tables proprettes sont disposées dans toute la salle. Le dîneur choisit celle qui lui plaît, s'y asseoit, et n'a plus besoin de personne. Lorsqu'il a terminé, il laisse plats et assiettes où ils sont. Un nègre les enlèvera tout à l'heure. Il paie sa note à une seconde caissière qui commande la sortie. Aucun pourboire n'est dû, ni accordé. On dîne ici pour 50 cents, alors qu'on paierait le même repas 2 dollars et plus à l'hôtel. Entre midi et une heure et demie les dîneurs se succèdent derrière la barrière, portant chacun son plateau. Les tables sont occupées aussi vite qu'on les quitte. L'animation est extrême. Le coup d'œil n'est pas sans charme.

Mardi 29 juin.

L'exécution du sénateur Reed avec l'élimination définitive de la première fraction des *Irréconciliables*, a été décidée dans les séances des comités, temporairement d'accord, hier. Elle ne tarde pas à la séance d'aujourd'hui.

Peu après l'ouverture, en effet, le leader des délégués du Missouri ayant protesté contre l'exclusion prononcée contre le sénateur Reed, toute la Convention s'est aussitôt levée comme un seul homme, chaque délégué et le public sifflant et conspuant à l'envi. Le vice-chairman profita d'un répit pour qualifier le leader des *Irréconciliables* de *rénégat démocrate* et fut vigoureusement applaudi. L'unanimité se fit enfin, — à la seule exception du Missouri, — pour ratifier l'exclusion.

L'une des factions opposées aux forces des modérés se trouve donc et tout de suite hors de combat. Les renseignés du Saint-Francis et du Palace déclarent cet après-midi que l'exécution de la seconde ne tardera pas.

Mercredi 30 juin.

Le spectateur impartial pouvait se croire blasé sur les démonstrations et le bruit. La journée d'aujourd'hui l'aura laissé détrompé, ahuri, aveuglé, assourdi.

Dans l'attente de la *platform*, qui, comme à Chicago et

grâce à l'éloquence de M. Bryan, se fait de nouveau désirer, les *introductions* des candidats ont commencé ce matin. Le rite a été le même qu'à Chicago. Le sénateur Owen, puis le chairman Cammings, le sénateur Hitchcock sont ainsi présentés et correctement applaudis. L'*introduction* de l'attorney général Palmer donne lieu à une démonstration plus prolongée et pittoresque. Le bruit reprend, avec une nouvelle violence, après l'*introduction* du gouverneur Cox. Le gouverneur Smith, de l'État de New-York, est ensuite présenté avec élégance par l'assistant-secrétaire de la marine Franklin D. Rooswelt et a une jolie ovation.

Jusqu'ici pourtant les manifestations et clameurs avaient atteint et n'avaient pas dépassé ce que nous avons connu déjà ailleurs. Mais voici venir sur la passerelle un homme athlétique, à la voix de stentor. En quelques phrases il prévient que celui qu'il va nommer a, lui-même, insisté pour qu'aucun discours ne fût prononcé, puis il présente, nomme à pleine voix l'ex-secrétaire des finances, M. Mac Adoo. A peine le nom lancé, il semble que, spontanément, la salle entière soit frappée de démence.

Tout le monde est debout. Treize mille gosiers crient, acclament; vingt-six mille mains agitent des drapeaux. Tout ce qui peut produire du bruit en produit. On brandit, on jette tout ce qui peut être brandi ou jeté. Dans les cris, appels de trompes, déchirements de clakson, crécelles, cloches de vaches, dans l'éclatement des cuivres de l'orchestre et le fracas des orgues, dans l'agitation des mouchoirs, écrans, chapeaux, dans le papillotement dansant, multicolore de vingt-six mille drapeaux, le traditionnel monôme instantanément se forme, s'ébranle. Mais, cette fois, les manifestants sautent, bondissent, courent, dansent ou bien, sur place, trépignent, crient, — crient surtout. Des grappes humaines dégringolent des tribunes, coulent par-dessus la balustrade, pour joindre, plus vite, la parade en bas. Des gens enfoncent les barrages, semblent sortir, jaillir de partout. Les orgues toujours tonnent, mais leur tonnerre maintenant se noie dans le bruit. Du plus haut des galeries, un bloc humain, amarante et blanc, quelque délégation avec musique, commence de se mouvoir. D'en bas cela paraît un triangle bicolore qui s'affile à la pointe, ondoyante vers l'escalier de descente. Sur le parquet la musique bariolée prend

la tête du monôme et, dans une accalmie, probablement joue, tandis que ceux qui suivent, visiblement, à gosiers ouverts, chantent. Au plus fort du bruit, un homme jeune, roux, sans veste ni gilet, en chemise et pantalon blanc, escalade le bureau du *speaker*, puis le pupitre qui surmonte ce bureau; et, de ce point élevé, il bat la mesure des deux bras, du torse, de la tête, tandis qu'il ploie les jambes, se relève en mesure; ou bien il trépigne, se livre à une pantomime, une désarticulation frénétique. Des drapeaux, enseignes et insignes passent sans cesse, et frôlent, dans un mouvement giratoire qui semble emporter le public, la salle entière.

Des tribunes et des galeries des centaines, des milliers de petits ballons rouges, mauves, de toutes couleurs, gonflés d'air sont lancés, tombent lentement sur les têtes des délégués qui se les renvoient.

Trente-cinq États, bannières en tête, ont spontanément, d'un même élan, presque d'un même bond, rejoint la manifestation. Des femmes, des tribunes, jettent leurs chapeaux sur les délégués d'en bas qui les reçoivent et les renvoient. Les ballons multicolores volent ou bondissent. La mêlée est partout indescriptible, le tumulte au comble. Il faudrait un Homère pour décrire la scène.

Le soir, le bruit court au Saint-Francis que les *bosses*, qui n'ont point encore fait choix d'un candidat, ne pouvant, pour raisons politiques ou de bon sens, se présenter eux-mêmes, ont décidé que M. Mac Adoo, représentant la politique de M. Wilson, ne serait pas nommé candidat démocrate, dût le parti succomber en novembre.

1er Juillet.

Deux séances, mais toujours pas de programme. La lutte continue de se poursuivre dans les conférences des comités, avec les directions de Washington. La Convention n'en voit, n'en sait rien.

La séance du soir convoquée pour six heures dure jusqu'à dix dans l'attente de la *platform*, qui ne vient pas. Elle est consacrée à des chants, surtout ceux du Sud. Ces chants sont fort beaux, d'une mélancolie sauvage. Chantés par les États de Géorgie, Louisiane, repris par tous les États en chœur, ils font grand effet. Il y eut encore des auditions de mégalophones, des

bruits, des clameurs diverses. Lorsque, après quatre heures d'attente, le chairman annonça que, les débats du comité menaçant de se prolonger, il croyait devoir ajourner la Convention au lendemain, à peine quelques rires se firent entendre, mais aucune protestation. La foule, admirable de patience comme toutes les foules américaines, s'écoula de bonne humeur et rapidement.

Vendredi, 2 juillet.

De bonne heure, dans les deux grands hôtels et centres politiques, le bruit s'est répandu que la *platform*, après une conférence du comité qui a duré tard dans la nuit, est enfin prête. Mais on sait déjà qu'elle ne satisfait nullement le leader des derniers extrémistes, M. W.-J. Bryan. La nouvelle, vite répandue, a aussitôt porté la curiosité, l'émotion à l'extrême.

En effet, à peine la lecture du programme, — aussi vide que le républicain, — terminée, le grand, très populaire, *commoner* paraît. Il est aussitôt formidablement acclamé. La manifestation qui suit, pour n'en rien dire de plus, égale en bruit, en mouvement et en durée celle de M. Mac Adoo hier et prend les proportions d'un triomphe. Un long temps se passe avant que l'ex-secrétaire d'Etat réussisse à se faire entendre et bien que ses deux bras levés commandent depuis longtemps le silence. Il y réussit pourtant.

Le voici, maintenant, qui, dans l'aveuglante lumière de calcium des six projecteurs, se tient immobile. Ses bras sont toujours levés, sa haute et forte stature est dressée; son profil d'aigle coupe la lumière crue comme un sabre, ses lèvres minces sont serrées; toute sa silhouette est celle de quelque superbe *Punch* dominant l'assemblée. Ses cheveux qui autrefois frisaient sur la nuque, sont maintenant coupés court, ce qui lui donne l'aspect plus jeune. A peine les premiers mots prononcés, un silence de mort s'établit. Le début du discours est dans le ton habituel de bonhomie, avec le bénévole sourire, qui lui a toujours et si longtemps conquis les auditoires les plus hostiles, — ce n'est pas le cas ici. Mais bien vite le ton change; c'est le sermonnaire qui parle maintenant, persuasif, un peu chantant, avec des passages de force, de fanatisme même.

La mimique, le geste qui accompagne la parole sont extraordinaires. Tout l'espace de la longue passerelle suffit à peine à l'orateur. Il fonce en avant, revient en arrière a les

coups de reins, de dos d'un boxeur qui prend son temps, fait une feinte, trompe l'adversaire avant de s'élancer et porter le coup qui fera l'autre *knocked out*. Le voici à l'extrémité de la plate-forme. Son dos se courbe, son corps se ramasse entre les jarrets ployés, une jambe en avant, la tête baissée. Brusquement il se détend, lance les bras en avant; il plonge, nage, lutte contre une mer déchaînée d'ignominie, une tempête de crimes. Il doit sauver des êtres, des âmes en péril. Il combat le génie du mal. Il défend l'Amérique des grands ancêtres, la terre d'élection des *Pilgrims Fathers*, contre la honte de la « mortelle liqueur. » Il est épique, biblique!

« ... Mes opposants vous diront qu'il se trouvera des gens pour abandonner notre parti si nous adoptons la clause que je propose. Que ceux-là s'en aillent! Qu'ils nous quittent! Car il vaut mieux pour nous mériter la gratitude d'une seule âme, sauvée de l'alcool, que d'entendre les applaudissements de tout un monde d'ivrognes. Il vaut mieux qu'une seule mère remercie Dieu pour les actes d'un parti qui a sauvé les vies de ses enfants que de susciter les hourras de ceux qui s'acquièrent des richesses en vendant le poison à leurs frères... »

A toute période, toute fin de phrase, la tempête des applaudissements est comme frémissante, veut se déchaîner. Mais du geste, de la voix, à peine plus haute, à peine plus rapide, l'orateur la retient, la commande. On sent qu'il la conduit, qu'il l'énerve; il ne lui laissera pas perdre une parcelle de sa force, jusqu'à ce qu'il ait développé tout son discours; alors seulement il lui laisse libre cours. Elle est aussitôt, et comme on dit ici, « balayante. » C'est l'enthousiasme, le délire d'avant-hier, renouvelé, intensifié si possible, dans une soudaine et irrésistible rafale. L'assemblée entière est debout, acclamant, vociférant, agitant, jetant tout ce qui peut être remué, lancé. La voix colossale des immenses orgues ne parvient pas à dominer la clameur.

Deux fois, trois fois comme au théâtre, le vieux lutteur, maintenant souriant, s'épongeant, la figure éclairée de son habituel sourire bénévole, revient saluer dans la lumière aveuglante des projecteurs, tandis qu'à quelques mètres, à ses pieds tournent les cinématographes. Un magnifique bouquet de merveilleuses roses, *american beauties*, lui est offert, jeté d'en bas par une dame au nom du Comité national des femmes démocrates. Il le ramasse, le place un instant sur son cœur, tandis que les

acclamations, si possible, redoublent, que l'agitation devient folie, frénésie, tandis que, en bas, dans les tribunes, partout, inlassablement les cinématographes tournent...

Il semble que ce soit une rude tâche pour un opposant, un *wet* de prendre ensuite la parole. L'un des délégués de New-York, M. Cockran, s'empresse pourtant vers la tribune, dès que, sous les coups de maillet répétés du chairman, le silence est enfin rétabli. Longuement, avec humour ou avec éloquence, il reprend les arguments, les répète. Avec cette admirable impartialité du public américain, qui n'a d'égale que sa patience, l'auditoire l'écoute, rit aux saillies, même si elles attaquent son idole de tout à l'heure. Il applaudit aux coups bien portés dans un *friendly round.*

Le grand orateur populaire reviendra encore cet après-midi présenter, défendre cinq clauses non admises au programme et qui lui tiennent à cœur : la publication d'un « bulletin » national et impartial pour éclairer l'opinion publique en lui présentant les deux opinions, la clause contre les profiteurs de la guerre, celle contre le service militaire obligatoire, celle pour changer la constitution, de telle sorte que la paix puisse être déclarée à la majorité absolue, au lieu des deux tiers, comme la guerre. Il sera comme ce matin tour à tour humoriste, acrobatique, biblique, sublime. Un nouveau délire d'enthousiasme accueillera sa péroraison. Lors du vote qui suivra pourtant, chacune des propositions qu'il aura présentée, magnifiquement défendue et qui aura été unanimement acclamée, sera repoussée par une écrasante majorité, presque à l'unanimité, de la Convention.

C'est que, depuis hier, et tandis que les comités multipliaient les conférences, les *bosses* de leur côté n'étaient pas oisifs. Ils avaient prononcé l'arrêt de mort, fixé le moment de l'exécution du tribun populaire et décidé l'élimination de son inquiétante influence, au moins pour un temps. Les représentants de la White House se sont, l'exécution faite, défendus avec quelque apparence de raison, d'y avoir coopéré, comme ils ont défendu, sur parole, M. Wilson de s'en être réjoui.

Les deux fractions extrémistes ainsi et non sans élégance, éliminées, la lutte va se restreindre maintenant, se poursuivre plus acharnée, plus mortelle entre les *bosses* ici, et le président Wilson là-bas. Elle durera cette lutte, deux journées encore;

tandis que, dans la Convention, les scrutins succèderont aux scrutins.

Cependant les partisans des *bosses* qui avaient déjà pris un premier avantage en publiant, popularisant le sobriquet *kronprinz*, décerné par un rival à M. Mac Adoo, en prendront un second lorsque, M. Palmer s'étant retiré, ils sauront, — par quels moyens politiques? — persuader à ses partisans de voter pour le gouverneur Cox, afin surtout de faire échec à M. Mac Adoo. M. Wilson sera cette fois trop loin pour parer le coup. Le gouverneur de l'Ohio reste d'ailleurs le seul homme qui, M. Mac Adoo éliminé, pourra rompre le *deadlock* et mener la Convention à terme, sinon à bien.

La dernière manœuvre eut lieu vers le quarantième tour de scrutin et dans un moment psychologique où public et délégués avaient atteint la limite extrême de la nervosité et de la fatigue. Cette nervosité était telle qu'elle gagna le chairman de la Convention lui-même, qui, sans attendre les derniers résultats du quarante-quatrième scrutin et avant même que fût assurée la majorité de deux tiers indispensable à l'élection, proclama le gouverneur Cox élu du parti démocrate, par acclamation.

*
* *

La Convention démocrate ayant donc suivi les mêmes développements, montré à peu près les mêmes faiblesses, subi les mêmes échecs que la républicaine, nous pourrons essayer d'apercevoir, en terminant, comment se présente la situation électorale aujourd'hui et au début de la dernière phase de la campagne présidentielle; quelles paraissent devoir être les grandes questions, les *issues*, qui seront débattues au cours de cette campagne; comment s'indiquent actuellement les chances des deux candidats, des deux partis devant l'élection décisive de novembre.

Les sessions de l'une et l'autre Convention ont surtout montré que les vraies *issues* de la dernière phase électorale ne seront guère ou point celles qui furent désignées d'abord par M. le président Wilson et les politiciens de Washington.

Il a été souvent dit, et l'on n'a point assez cru de ce côté de l'Atlantique, que les débats du Traité au Sénat américain ont été surtout ou seulement une joute ou une chicane de politiciens entre eux, en dépit de tous les efforts de ces politiciens pour en faire une question d'intérêt national. Le pays n'y prit

que peu ou point de part. Au cours d'un récent voyage que nous avons pu faire dans le Wyoming, l'Utah, l'Idaho, au cours des conversations que nous avons pu avoir avec les fermiers et *cowboys* de l'Ouest, de ceux enfin qui furent les électeurs déterminants de la dernière élection, nous avons constaté qu'à part quelques politiciens de village, la plupart ou bien ignoraient tout des débats du Sénat, ou bien se prononçaient contre toute entente avec l'Europe qui pourrait entraîner l'Amérique dans une nouvelle guerre. Le Traité et la Ligue sont morts aujourd'hui pour la campagne présidentielle comme ils le sont, depuis longtemps déjà, pour l'Amérique et l'opinion américaine.

Les questions qui passionnent l'opinion et qui paraissent devoir être passsionnément discutées dans la campagne sont d'abord la prohibition, la cherté de la vie, les impôts, puis les questions de politique intérieure, service militaire obligatoire, résidents étrangers, réformes budgétaires, les questions agricoles, sociales et ouvrières, enfin la politique japonaise et les lois d'immigration, la politique mexicaine.

Qui des deux candidats semble aujourd'hui mieux désigné pour les discuter, les résoudre et, par ses promesses, inspirer confiance? Quelle paraît être enfin la valeur individuelle et électorale, la *position* de l'un et l'autre adversaire avant la dernière bataille?

Par une curieuse coïncidence, le sénateur Harding et le gouverneur Cox ont eu un premier départ de vie, puis une carrière politique, à peu près identiques. Tous deux sont de l'Ohio et fils de fermiers. Ceci est, pour chacun, une force; car l'Ohio est, de tous les États de l'Union, le plus populaire; et rien n'est meilleur, pour un politicien américain, que de pouvoir parler de son enfance et de sa jeunesse passées dans une ferme. L'un et l'autre pourtant abandonnèrent, presque au même âge, l'agriculture pour se donner au journalisme. Chacun d'eux fut d'abord prote, compositeur, imprimeur, agent de publicité et directeur de son propre journal. Par leur travail et leur habileté, tous deux réussirent à acquérir une influence politique dans l'Ohio, en même temps qu'ils fondaient un second journal. Tous deux se marièrent vers la même époque; M. le sénateur Harding épousa une cousine éloignée du gouverneur Cox et qui était déjà divorcée. M. le gouverneur Cox divorça après plusieurs années de mariage et se remaria récemment avec une femme qui

n'est âgée que de vingt-quatre ans. Les deux candidats, enfin, qui se connaissent de longue date, se fréquentaient, jusqu'à ces derniers temps, assidûment. La fille du sénateur Harding appelait le candidat démocrate « *uncle Cox.* » Cette intimité peut faire espérer, pour le moins, une campagne courtoise.

Le sénateur Harding a, pour lui, son passé très net, Il a, contre lui, d'être l'homme du G. O. P. (*great old party*), du grand vieux parti républicain, alors que les conditions et les désirs du pays semblent appeler surtout aujourd'hui un progressiste. Sa politique dans les débats du traité et des questions ouvrières a été peu précise, plutôt réactionnaire. Mais c'est un grand ami de la France, et tout récemment encore, il a eu l'occasion d'exprimer publiquement ses sentiments à cet égard. Il n'a pas jusqu'ici été assez heureux pour plaire aux femmes dans la question du suffrage; mais, parce qu'il est réputé prohibitionniste, il pourra rallier les suffragettes des États du Sud, lors du dernier vote. Il a, avec tout son parti, complètement déplu aux Irlandais-Américains, dont le vote n'est nullement négligeable. Bon orateur, mais de manières polies, son éloquence est mieux appréciée dans la petite, élégante salle du Sénat de Washington que dans les carrefours ou les réunions publiques. Il a enfin, pour ou contre lui, selon qu'on considérera le fait ou l'interprétation qu'on en pourra donner, d'être l'homme de la *machine* républicaine, enfin unie, très forte et bien décidée à vaincre, et le candidat, faute d'un meilleur, de la haute banque et de Wall Street.

Sans avoir l'esprit de décision, d'audace dans la décision, de témérité parfois dans l'exécution, de M. Mac Adoo, sans posséder encore sa considérable popularité ni sa très forte emprise sur les grands auditoires de travailleurs et de cheminots, M. le gouverneur Cox jouit pourtant dans son État, et à cause de son administration incontestablement supérieure pendant la guerre, d'une réelle estime et d'une forte popularité. Son journal, sinon lui-même, s'est d'abord et au début de cette guerre montré nettement germanophile et pacifiste, déclarant, lors du coulage du *Lusitania*, que « cette affaire ne concernait nullement le peuple américain. » Bien qu'il se soit franchement rallié au gouvernement lors de l'entrée des États-Unis dans la guerre, sa première attitude semble devoir lui assurer le vote allemand lors de la prochaine élection. Les Irlandais-Américains voteront

pour lui par haine des républicains. Le vote des femmes lui est et pourra lui rester acquis s'il trouve le moyen de persuader aux suffragettes qu'il est prohibitionniste de cœur, sans décourager toutefois les anti-prohibitionnistes, qui, hors des États du Sud, sont nombreux dans le parti et demandent déjà des arches avec « la liqueur. » Il a, de plus, et s'il possède le savoir-faire, les plus grandes chances de recueillir le vote des éléments épars du troisième, éphémère et radical parti, qui a sombré dans les rivalités de personnes, les haines de factions et la lamentable tentative des premiers jours de juillet. La personnalité accusée enfin du gouverneur de l'Ohio, son éloquence et ses manières populaires sont de celles qui plaisent aux foules. Court plutôt que petit, droit, glabre, le regard autoritaire derrière le lorgnon, le geste bref, il s'impose par la confiance qu'il a en lui-même beaucoup plus que par la courtoisie de l'accueil. Mieux que son concurrent républicain, il est l'homme des vastes assemblées, des réunions de carrefour, des meetings populaires et des foules.

Les candidats, et les chances de chaque parti se présentant ainsi et s'égalisant ou presque, le résultat dépendra beaucoup de l'habileté avec laquelle la lutte sera conduite dans cette dernière phase de la campagne. Mais surtout il pourra dépendre, ainsi que toujours en politique, de facteurs psychologiques impondérables, des tendances accusées ou soupçonnées de l'un ou l'autre candidat devant tel problème national ou seulement local, d'une attaque de la dernière heure, peut-être seulement de la fatigue d'un pays qui a, durant huit années, subi un même régime et veut changer pour changer, de l'inclination naturelle enfin du public à rendre les gouvernements en place responsables de tous les maux ou des conditions mauvaises de vie dont il souffre, — lesquelles dépendent presque toujours d'innombrables ou d'insondables causes, mais où les gouvernements ne sont que pour peu de chose ou pour rien. On peut prévoir actuellement que la lutte sera chaude et, si elle reste courtoise, sans merci. Toute autre prédiction ne serait encore qu'imagination.

GEORGES LECHARTIER.

ENTRE DEUX JARDINS

II[1]

VIII. — EN BATEAU-MOUCHE

Je crois avoir déjà dit que bon papa était féru du bateau-mouche; le mot n'est peut-être pas respectueux, mais il est juste. Qu'il allât à la Bastille ou à la Glacière, bon papa prenait d'abord le bateau et allait aussi loin que possible; puis il avisait. S'il m'emmenait, il n'y avait pas d'espoir d'un autre moyen de locomotion; Dieu sait pourtant si j'aimais le brave Trocadéro-Gare de l'Est, à trois chevaux gris pommelé; je me blottissais au fond; le cocher escaladait son trône, s'entourait de sa couverture, et se fâchait régulièrement contre les chevaux impatients qui partaient avant qu'il ne fût prêt. On descendait à grand fracas la rue de Longchamp, dont les terrains vagues, en bas, me charmaient; dans l'un, des lessives étendues claquaient au vent; dans l'autre, des vaches paissaient tranquilles, autour d'une cabane royalement ornée d'opulents tournesols; je ne savais pas au juste à quelle époque ils fleurissaient, mais je les attendais toujours impatiemment. Je raffolais des impériales de tramway d'où je plongeais si agréablement dans les entresols; j'avais une profonde pitié pour les petites filles que j'apercevais dans de somptueux coupés et qui ignoraient tant de choses que j'apprenais au vol.

Quand maman me ramenait de mon cours de la rue de Rennes, il fallait souvent se contenter, pour remonter de la place

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

de l'Alma, du malheureux Auteuil-Madeleine, petite boîte jaune, si éreintée dès le départ que c'était à se demander comment elle arriverait jamais entière à Auteuil. Je suivais d'un œil intéressé la course des messieurs, par derrière, et leur grimpette à l'impériale, par l'échelle de fer. L'âme des enfants est féroce ; je nourrissais l'espoir secret qu'un jour l'un d'eux manquerait son escalade et tomberait, sans se faire trop de mal, ce qui créerait un incident tumultueux. Puis le conducteur suspendait en travers de l'entrée une petite planchette, et s'endormait pendant l'interminable montée du Trocadéro.

Et voilà qu'un beau jour, maman aussi fut prise d'un grand amour du bateau ; raison d'économie, me dit-on ; mais je n'entendais rien aux affaires ! Que de fois nous avons dégringolé la rue Beethoven, grise et noire même au plus fort de l'été, entre de vieilles masures qui chevauchaient les unes sur les autres et dont les cours nous lançaient au passage des bouffées fraîches et nauséabondes ! Nous traversions le quai, et généralement nous manquions le bateau ; le ponton étant très proche du pont de Passy, il y avait un courant d'air : « Entrons dans la cabine, disait maman. » Et c'était mon premier grief.

Cette cabine fleurait l'huile à brûler, l'encre, le vin, et quelque chose d'autre que je ne définissais pas alors, mais qui était, j'en suis sûre à présent, un relent de saleté. Le pontonnier griffonnait dans sa cahute devant un verre à demi vidé ; ou bien il remettait du charbon dans le petit poêle et ses sabots grinçaient sur le poussier ; le soir, il levait sa face emmitouflée d'un cache-nez et son œil clignotant vers la lampe qui fumait, et il rectifiait la mèche. Puis la clientèle commençait à arriver pour le bateau suivant, et il échangeait avec les nouveaux venus, sur le temps, des propos inutiles, d'une voix pleine de catarrhe.

Le bateau arrivait ; alors le pontonnier revêtait toute son importance ; il attrapait au vol la corde lancée, l'entourait vivement à une des amarres du ponton, et la maintenait d'un pied victorieux ; les voyageurs descendaient en rendant honnêtement un petit rond d'aluminium, et à notre tour nous montions. On lâchait les cordes et nous partions dans un grand frou-frou d'eau ; nous frôlions le bateau venant en sens inverse et je commençais à être prise de cette horrible peur de l'eau douce que je n'ai jamais pu secouer.

Oh! l'horreur de l'hiver, où maman me faisait descendre dans l'intérieur! Je l'avoue, je n'aimais pas cette promiscuité avec les gens mal mis, et sentant mauvais, et crachant par terre; j'accusais maman de manquer d'odorat; elle me répondait, bien que je n'eusse que six ou sept ans, cette phrase qu'on ne dit jamais aux petits garçons, et qu'on dit toujours aux petites filles, au risque de leur fausser à jamais le sens de la vie et le vrai rôle qu'y jouera l'homme : « Tu feras comme tu voudras *quand tu seras mariée.* »

Une seule fois, je vis monter sur ce bateau, à la Concorde (diable de ponton, avec son escalier à claire voie à pic au-dessus du fleuve), une charmante femme que je n'ai pas pu oublier, tant elle tranchait sur la société habituelle du pont! Elle portait une robe de flanelle blanche rayée de rouge et un chapeau tout en violettes. Son visage vif ne regardait que le ciel et les nuages qui couraient, et je vois le mouvement de ses mains gantées de Suède sur son ombrelle. Je la regardais intensément, car elle me représentait un autre monde, un énorme inconnu, toutes ces choses en bloc, que je connaîtrais, « *quand je serais mariée.* »

Entre la Concorde et le pont Royal, il y avait une chose exquise; et précisément, ce néfaste bateau qui allait toujours comme une tortue, prenait alors des allures de lièvre. C'étaient les ruines de la Cour des Comptes. Pour moi, elles ne se détachaient pas sur le ciel bleu : c'était le ciel bleu qui descendait sur elles, s'y cognait, se déchirait aux embrasures des fenêtres et aux corniches ruinées, et s'infiltrait par tous les trous, entre les pierres disjointes, comme un curieux, pour voir ce qui se passait dans ce royaume abandonné. Combien j'enviais tous les oiseaux que je voyais entrer et sortir, aller et venir, familiers de ces secrets que j'imaginais derrière les lilas, les sureaux, les lianes sans nombre qui avaient poussé sur ces pierres comme pour les fixer à la terre à jamais! Car cela ne faisait pas l'ombre d'un doute, il restait, au cœur de ces ruines, de hautes pièces oubliées, des cachots inconnus, où vivaient des héroïnes vêtues de blanc; et comme je ne trouvais rien d'assez poétique pour assurer leur subsistance derrière ces grilles toujours cadenassées, je supposais que cela se passait de nuit, à une heure, où, selon moi, tout le monde dormait et où agissaient les fées, satellites du bon Dieu.

J'avais établi des souterrains faisant communiquer mes ruines avec les bains de Cluny; là aussi, je dépensais beaucoup d'imagination; on m'avait dit que c'était des restes romains; mais les quelque 16 ou 17 siècles d'écart ne me gênaient pas pour réunir mes héros de roman.

Je fus au désespoir quand on abattit mes ruines; et encore aujourd'hui je ne pardonne à la gare d'Orsay que les jours où je pars pour l'Espagne.

Nous montions le magnifique escalier de pierre du pont Royal, et nous entrions dans une vieille maison du quai; tout en haut, après un escalier penché de côté comme la tête du mendiant à la porte de l'église, on nous introduisait chez une dame; elle était, paraît-il, de haute vertu, mais de cette vertu spéciale qui exclut tout agrément; elle avait une grande bouche, hautement dentée, et de grands bras agrandis encore par ses gestes. Une fois, elle parla abondamment de la musique de Mozart qu'elle déclarait saine en prononçant *saîne*, ce qui découvrit impitoyablement sa mâchoire et me fit penser aussitôt aux touches du piano; justement, maman s'escrimait à me faire jouer une sonatine de Mozart; les dents de la dame me firent prendre Mozart en grippe pendant longtemps, ce dont je lui fais à présent d'interminables excuses. Je pris le parti de ne pas voir et de ne pas *entendre* la dame; il paraît qu'on appelle cela se dédoubler; pour moi, ça s'appelait regarder par la fenêtre; j'avais déjà le goût très vif des horizons lointains, et celui-là où s'accumulaient Notre-Dame, le Louvre, plusieurs ponts, les maisons de la rue de Rivoli avec leur armée de cheminées, et ce grand ciel de Paris qui n'est jamais ni vide ni bête, était une source de distractions infinies. Il n'y avait pas jusqu'à ces bateaux maudits que je ne trouvasse charmants vus de haut et filant sur l'eau verte. Je plaçais des histoires dans tous les coins du panorama, et je n'avais jamais fini quand maman s'en allait.

Le bateau nous amenait aussi au Châtelet chez une vieille dame veuve. Là aussi, je me blotissais dans la fenêtre pour regarder la tour Saint-Jacques et les pigeons qui se posaient familièrement sur les têtes des statues en leur donnant des coups de bec. Un soir, j'ai tout lieu de croire aujourd'hui que c'était un coucher de soleil, ma tour s'embrasa soudain; puis une ombre bleue monta peu à peu, mangeant ce beau rouge et faisant fuir

les pigeons à grands battements d'aile; elle gagnait les dernières ogives quand maman partit; de sorte que je ne sus jamais comment finit cette lutte de l'ombre et de la lumière.

J'aimais beaucoup trotter à la main de maman rue de l'Université, parce que je savais que nous allions à la *Revue des Deux Mondes;* il n'est pas question ici des liens d'affection qui m'y attachèrent plus tard, mais de petites impressions de sept à dix ans. D'abord, j'y faisais un goûter délicieux; puis je cherchais à m'imaginer « comment c'était le soir » quand maman y venait avec bon papa; et je savais bien que c'était la seule maison dont elle revînt absolument charmée. Ensuite, je comptais les vases et les pots de fleurs; ça, c'était indéfini; il y en avait partout; quand j'avais terminé, je croyais m'être trompée, et je recommençais par un autre bout; jamais je ne trouvais le même nombre. J'avais sept ans, lorsque Mme Buloz donna une matinée d'enfants costumée. — Comme petite fille de bon papa, un costume d'Italienne s'imposa pour moi. Bonne maman rassembla ses souvenirs d'Italie et se mit à l'ouvrage avec ce qui lui restait d'yeux; elle me fit un jupon de laine rouge rehaussé de trois velours noirs, deux quilles vertes égayées de ruban jaune, un corselet de velours noir sur une guimpe blanche; elle broda des fleurs vives sur un tablier de satin noir, et posa sur mes boucles la coiffe blanche, rectangulaire, bordée de dentelle, et retenue par des épingles rapportées de Florence.

Tous les enfants étaient à peu près du même âge; pourtant maman me confia, pour le goûter, à une *grande* dont je ne sais plus le nom; elle m'impressionna vivement, et pour lui marquer mon respect, je lui dis : — Oh! mais toi, tu es déjà vieille, tu es une jeune fille à marier!

— Mais non, j'ai dix ans, me répondit-elle.

— Dix ans! C'est impossible que tu n'aies que trois ans de plus que moi; non, non, tu te trompes; tu es une grande personne.

Et je ne voulus jamais en démordre, tant il est vrai que les enfants sentent mal les nuances des années.

J'ai oublié les détails de cette matinée qui me ravit, ainsi que ceux de bien d'autres réunions où j'ai apporté mon simple et classique costume d'Italienne rallongé avec les années; mais je vois toujours bonne maman, taillant d'un ciseau hardi et sûr, m'essayant, me tournant et me retournant, et puis me poussant fièrement, toute habillée, devant bon papa :

« Tiens, regarde ta petite Florentine ! »

Chers grands parents, et cher costume ! Vous, si vivants, je vous ai perdus pour toujours ; toi, petit déguisement inerte, je t'ai conservé ; je te regarde de temps en temps, dans le carton où tu te reposes de tes petites grandeurs passées ; je te secoue pour que les mites ne te mangent pas et ne détruisent pas les chers souvenirs qui se mêlent à la poussière de tes plis, et aux effilochures de tes soies ; je revois l'aiguillée soyeuse que tirait bonne maman, en brodant les fleurs de ton tablier, sans les dessiner, selon la fantaisie de son inspiration, — et aussi le soin avec lequel elle bordait d'un minuscule ruban rouge les œillets de ton corselet de velours ; précieux petit costume, tu me rappelles l'incomparable bonne maman tout entière : fantaisiste et soigneuse, ménagère et artiste ; pas toujours en même temps, mais sachant relever sa sagesse et son ordre par quelque chose de pimenté, de même qu'elle salait et poivrait à ravir les sauces succulentes et les plats fins dont elle régalait bon papa.

IX. — VISITES.

A quatre ans, je déclarai cyniquement à mes parents : « Oh ! si vous veniez à mourir, il n'y aurait pas grand'chose de changé ; je garderais les deux bonnes, je recevrais le dimanche et je donnerais, comme vous, des dîners de temps en temps ! »

Ces dîners, comme la salle à manger était petite et les moyens restreints, ne dépassaient pas dix ou douze personnes. Maman m'emmenait retenir Hélène, fine cuisinière, qui, moyennant 10 francs, venait faire le dîner. Le reste du temps, elle était concierge, au bout de la rue de Passy, dans une maison où Louis XVI avait eu son cabinet de physique, et où de grands tilleuls, dans la cour, se souvenaient de cette époque.

Le soir du dîner, on me mettait à une petite table dans un coin ; je mangeais comme quatre ; il arrivait qu'une grande personne se retournât pour me dire quelque chose de gentil, et je ne répondais pas, de peur de perdre une bouchée.

Quelquefois, après le dîner, on chantait ; un soir, une dame chanta des œuvres de son mari ; au troisième morceau, bon papa dit : « Comment, c'est encore du X... ! » Le ménage prit un air pincé. Quand on fut parti, maman et bonne maman reprirent sévèrement bon papa : « On n'est pas gaffeur comme toi ! » Mais

bon papa s'entêta : « Je ne vois vraiment pas où vous voyez une gaffe. » Moi aussi, je m'entêtais dans mes sottises.

D'autres fois, on jouait à ce petit jeu qui consiste à écrire une question, une réponse, et un jugement; ce jeu était pour les dîners de gens spirituels.

Un soir, les invités, qui m'aimaient bien (je devais avoir sept ans) insistèrent pour que je prisse part au jeu un quart d'heure. Une fois les papiers remplis, un grand ami de bon papa, debout devant la cheminée, les lut, avec finesse sans doute, car on entendait dans le salon des murmures charmés. Enfin, il arriva au dernier; bon papa avait posé la question : « Avec qui voudriez-vous être en purgatoire? » Et un homme charmant, qui fut toujours d'une délicatesse exquise pour toute ma famille avait répondu : « Avec celle qui m'empêche d'aller en Paradis. » Le murmure s'accentua; mais le lecteur, me regardant d'un bon sourire indulgent et affectueux, acheva : « Et Pâquerette a mis en dessous : *C'est une bêtise!* » Il y eut un fou rire; je devins cramoisie et je fus prise d'une irrésistible envie d'aller me coucher que personne ne songea à contrarier!

Ah! Pâquerette, Pâquerette, il a fallu que plus de vingt ans se passent, et le hasard d'un papier retrouvé au fond d'un tiroir pour que vous deviniez le trouble de cœur qui s'était caché ce soir-là sous une fine plaisanterie, pour que vous précisiez quelques indices flottants dans votre mémoire. Bien flottants, à la vérité, puisque personne n'en dit jamais mot, que le silence de la grandeur morale étouffa quelques faits insignifiants d'apparence, et que seule survivante de ces grands cœurs, vous ne saurez jamais rien de plus!

Les visites du dimanche m'ennuyaient carrément; on m'embrassait trop et on me posait sur mon travail des questions oiseuses auxquelles je répondais très poliment sans qu'on m'écoutât; bon papa s'asseyait sur un affreux canapé marron, entre deux amis, et parlait politique; bonne maman, je l'ai déjà dit, présidait près de la cheminée, assez silencieuse, car elle n'avait plus la vivacité pleine d'esprit de sa jeunesse. Maman causait, et était charmante; elle savait tout; que n'eût-elle pas appris avec cette mémoire qui retenait en se jouant et cette intelligence qui devinait les gens avant qu'ils eussent parlé? Mais elle n'avait pas cette sûreté de soi que donne le bonheur; et je sentais, dans mon âme d'enfant, qu'une grande injustice, depuis toujours,

planait sur elle. La vraie fille de la maison, la fille bien-aimée, c'était moi; le sentiment paternel, chez mes grands-parents, avait sauté une génération. Les jours où ce vague sentiment m'effleurait, je faisais un retour sur ma mythologie où j'avais puisé bien des enseignements; j'y avais rencontré la fatalité; dans ma petite idée, je la rapprochais de maman, cette explication me suffisait, et je retournais à mes affaires.

Les dimanches d'été, les visites me chassaient du jardin; d'abord elles passaient forcément par le perron enchanté dont elles dérangeaient l'enchantement par tout ce qu'elles apportaient de l'extérieur; puis elles prenaient place sur des sièges de bois vert, dans un bosquet tout à côté de ma balancoire; plus de balançoire possible; comme j'avais une robe propre et un nœud neuf dans les cheveux, il n'était plus question de jouer derrière les arbres du fourré; ils se réduisaient à un gros sycomore, deux faux ébéniers, un sureau, et une aubépine; mais ils en voyaient de toutes les couleurs les jours de semaine. Je ne respectais que l'abricotier, seul sur la pelouse, tortillé sur lui-même comme un maigre olivier; un de ces abricotiers de Paris qui abricotent quand ça leur dit, mais qui donnent les fruits les plus suaves, et qui ne manquent jamais une floraison merveilleuse, toute bruissante d'abeilles. Le nôtre avait de nombreuses blessures d'où coulait une gomme exquise; en juillet on étayait ses branches trop lourdes de fruits; et malgré la défense, à la barbe de maman, qui lisait, je chipais des abricots au passage, je croquais le côté mûr, et je jetais dans le jardin voisin la partie verte, n'ayant jamais aimé l'acidité. « Que fais-tu donc, Pâquerette, » disait maman ? Je détournais habilement la conversation : « Maman, redis-moi donc la phrase de Victor Hugo sur le fruit et la branche. » Maman attendrie répétait :

La douleur est un fruit que Dieu ne fait pas croître
Sur la branche trop faible encor pour le porter.

Puis elle m'attirait à elle et m'embrassait passionnément.

Alors, le dimanche, je mettais le croquet dans la cour avec mes petites amies; lesquelles? je ne sais plus : j'avais déjà l'âme solitaire. Et puis je n'avais avec elles aucune idée commune; elles avaient des mères gaies, des pères jeunes; elles ne distinguaient pas un rosier d'un jasmin, tiraient le panache de ma chatte et

n'avaient jamais ouï parler de mes amis si distingués, Hercule, Proserpine et Diane.

Un jour, on m'appela au salon pour une dame blonde, bouclée, auréolée, parfumée et toute en sourires; on disait qu'elle s'était mariée il y avait une trentaine d'années à seize ans, avec un vieux magistrat de mari qui l'enfermait à clef jusqu'à l'heure où il était libre de sortir avec elle; et qu'il ne lui laissait pas d'argent parce qu'elle était trop dépensière. Elle me raconta qu'elle revenait de Monte Carlo où il y avait eu un tremblement le terre; on en parlait beaucoup à cette époque-là. Farcie d'histoires de l'antiquité, je lui demandai si elle n'était pas descendue dans une fente par curiosité. Elle me répondit que son lit avait oscillé et que ça l'avait figée sur place. Puis elle me parla du midi, du soleil, des fleurs, et m'affirma qu'il y avait un pied de violettes dans son manchon de fourrure; je connaissais le manchon de maman, le mien propre donné par mon vieil ami, et je fus très intriguée par cette nouvelle espèce de manchon. « Cherche dedans, dit-elle. » Je passai la main et retirai en effet des violettes magnifiques; interdite, je m'arrêtai; « encore, encore, dit-elle, il y en a toujours; » et je tirai, je tirai des violettes indéfiniment, à la grande joie de la dame blonde. Je n'eus pas le temps d'avoir de déception; quelqu'un entra; la fée aux violettes se leva toujours souriante, dit adieu et sortit, en jetant toujours des fleurs de son manchon. Encore aujourd'hui, je suis persuadée que le pied avait ses racines et poussait dans le manchon.

Ces dames-là ne finissent jamais bien. Je la revis dix ans plus tard, aussi blonde, bouclée, parfumée, et séduisante, mais vieillie et déformée; ses enfants lui avaient donné un conseil de famille et la voyaient peu ou point; puis on ne me mena plus chez elle, et quand je m'informai, on me répondit : « Tu sauras quand tu seras mariée. »

Elle mourut dans la misère.

X. — LA MORT DU POIRIER

Nous n'avions pas de maison de campagne, pas le moindre petit coin où des gens de notre famille eussent vécu jadis; mes grands-parents avaient définitivement abandonné le midi; et maman, dans sa si courte vie maritale, n'avait eu le temps de se poser nulle part.

« Nous allons dans le pays de papa », ou « dans le pays de maman, » disaient mes petites amies, « tu n'as donc pas de pays? » interrogeaient-elles. Non, je n'avais pas de pays, et j'en étais gênée, humiliée dans mon petit amour propre mal placé. Il me semblait que c'était une déchéance que ces vacances passées, tantôt à Veulettes, où j'ai appris à aimer le mouvement de la mer, tantôt à la montagne, dont je n'ai gardé que des souvenirs de promenades à âne; le comble fut le jour où une petite fille de six ans qui revenait d'Algérie, me demanda, à moi qui en avais huit, d'un air de tomber des nues : « Comment? vous n'êtes jamais sortie d'Europe? » Évidemment c'était scandaleux, et je fus très vexée.

Un été, mes grands-parents, las des hôtels, décidèrent de louer une maison, et choisirent Avallon, probablement pour des raisons sérieuses, mais peut-être aussi au petit bonheur. Bon papa prit un papier à en-tête de l'Université de France, et écrivit tout de go au principal du collège d'Avallon... plutôt qu'à une agence. Il lui demandait s'il connaîtrait à louer, pour l'été, une maison avec un joli jardin et de la vue, et il comptait sur l'obligeance dévouée d'un universitaire!

M. le Principal répondit à M. l'inspecteur général, avec toutes les courbettes épistolaires du monde, que précisément sa femme possédait une maison dans les conditions requises, et qu'il serait si flatté, si honoré, etc., etc. Cette réponse enthousiasma l'honnête et ingénu bon papa; la location se fit aussitôt.

Mais M. le Principal n'avait pas dit la vérité; j'oserai même insinuer que, manquant de tout respect pour l'Université de France, il avait menti.

L'arrivée fut une cruelle déception; la maison n'était qu'un rez-de-chaussée de cinq pièces, resserré entre un maigre potager et la route d'Auxerre, sans un arbre, précisément situé sur la languette de terre qui réunit l'éperon d'Avallon à la masse des terres et d'où l'on ne voyait rien, absolument rien, que des champs qui remontaient et bouchaient la vue à cinquante mètres.

Bonne maman se désespéra avec l'éloquence vibrante qui lui était naturelle; bon papa, ayant le sentiment de sa responsabilité dans cette mauvaise affaire, prit le parti de se fâcher contre bonne maman; maman se résigna et chercha aussitôt à rendre les pièces habitables; moi, je mesurai d'un coup d'œil l'in-

commensurable ennui qui m'attendait entre les planches de haricots et les pommiers étiques du potager.

Avallon était alors exactement ce qu'il est à présent : un promontoire qui s'avance à pic entre trois vallées; en face de lui le Morvan fronce le sourcil sévère de ses bois sombres; Avallon lui renvoie le sourire de ses clochers, de ses vieilles maisons avenantes, de ses jardins en terrasses; du côté du midi, au-dessus du Cousin, ils descendent en gradins, réunis par des escaliers branlants et charmants; des parterres de fleurs succèdent à des vignes ou à des vergers féconds, suivant les propriétaires, et la fantaisie de chacun donne le charme le plus varié au flanc de la montagne. Je sortais alors toute fraîche de l'histoire ancienne; je vis là une reproduction exacte des jardins suspendus de Babylone, et je ne doutai pas de me trouver devant une des sept merveilles du monde.. « Tu vois, tu vois, expliquai-je à maman avec cette animation exaltée qui m'avait fait priver du théâtre et des musées, comme à Babylone, voici les terrasses successives, et les escaliers qui conduisent les rois de l'une à l'autre; les fruits ne sont pas encore dorés parce que ce n'est pas la saison; mais ils le seront; je suis sûre qu'il y a des ruisseaux d'eau vive qui coulent sur de l'émail le long de ces jardins; je voudrais aller voir... » Maman, selon sa coutume lorsque mon imagination s'emballait, m'entraîna plus loin et me dit qu'il ne fallait pas songer à pénétrer dans les propriétés privées. — Bien plus tard, j'ai revu Avallon et ses jardins suspendus; mais je n'y ai pas retrouvé les vestiges de la riche Babylone.

Avec l'âge l'imagination se déplace, et si elle reste la même, elle embellit d'autres choses et cristallise d'autres objets.

La ville ne se rattache que par un tout petit côté à la terre ferme ; c'est par là que lui arrivent le mouvement et la vie ; ils débarquent avec fracas, comme toujours ; mais ils se calment déjà en passant sous la tour de l'horloge; ils s'assoupissent devant les portails romans de Saint-Lazare, et ils sont tout à fait endormis en atteignant les demeures claires et repliées sur elles-mêmes qui regardent le Morvan de leur gracieux balcon. En suivant cette voie ensommeillée, si on risque un coup d'œil à droite ou à gauche, on aperçoit les ruelles qui s'écroulent dans du bleu, le bleu des forêts d'en face. C'est au cœur du quartier le plus endormi de la petite cité désuète que siège le collège; c'est là que,. trois fois par semaine, maman m'emmenait faire

des études de piano de douloureuse mémoire ; c'était des heures d'ennui surchauffé dans une pièce sans air, et quand nous rentrions dans notre rez-de-chaussée de la route d'Auxerre, c'était alors l'ennui du désœuvrement : j'attendais un événement, un événement quelconque...

Enfin, un jour, il y eut un orage ; il commença comme tous les orages, puis se rapprocha ; seule dans la salle à manger, je regardais la pluie ruisseler sur la vitre ; elle me brouillait la vue du potager et je ne distinguais nettement qu'un poirier maigrichon à trois mètres de la fenêtre, de l'autre côté de l'allée. Ce poirier allait avoir sa minute de gloire ; le feu du ciel, — qui expliquera jamais les caprices des grands de ce monde ? — le choisit, histoire de s'amuser un peu, et le pauvre poirier sut ce qu'il en coûte de recevoir des faveurs royales.

Subitement une boule de feu m'aveugla, toute la maison trembla dans un fracas formidable, et je m'abattis sur la table, les bras en avant ; c'était la fin, j'étais évidemment foudroyée ; mais déjà par des portes différentes, surgissaient mes mamans, bon papa et les domestiques ; tous croyaient la foudre tombée sur la pièce à côté, et tout le monde en miettes ; chacun supposait être le seul survivant ; j'étais enchantée ; il régnait une émotion générale ; au moins il se passait quelque chose ! C'est alors que je m'avisai que le poirier avait disparu ; il ne restait de lui qu'un bois noirci et un petit tas de cendres.

Cette mort du poirier me fit profondément réfléchir ; quand une petite fille qui s'ennuie, a assez de vertu pour ne pas faire de sottises toute la journée, elle réfléchit beaucoup et il arrive que ses réflexions dévient.

Je pensai à la mort avec insistance ; d'abord, ce serait une distraction ; on avait abondamment parlé de ce poirier défunt ; on avait ratissé ses cendres ; on avait discuté la question de son remplaçant ; depuis que j'étais en âge de comprendre, je n'avais vu disparaître personne autour de moi ; les naissances, les morts, les baptêmes, les mariages, je rangeais tout cela dans une série d'événements de qualité semblable et qui n'arrivaient pas chez nous. Pourquoi donc ne jouerais-je pas à la mort ?

Le printemps précédent, maman avait été entendre *Lakmé ;* elle avait raconté la pièce à bonne maman, et je n'en avais retenu que le dénouement, la jeune fille se tuant avec une fleur ; c'était bien joli ; je ne savais plus si elle l'avait seulement res-

pirée ou si elle avait bu le poison qu'elle contenait, mais j'imaginais aisément le geste et je savais que cette fleur était grande et en forme de cornet. — Justement, sur la petite terrasse qui dominait notre route, au-dessus d'un petit mur bas, poussait un jasmin de Virginie. — Pousser est un mot trop pauvre ; il rayonnait, il prenait toute la place, il lançait de tous côtés des bras hardis, il encombrait le mur, il aspirait tout le soleil et le renvoyait généreusement au bout de ses éblouissantes grappes de fleurs rouges, dures, et fortes. « Mais, voilà la fleur de Lakmé, pensai-je ; comment cela ne m'a-t-il pas frappée du premier jour ? » Les cornets vermillon du jasmin se dressaient vers le ciel, opulents de beauté et de couleur ardente ; je m'aperçus que l'orage de la veille les avait remplis d'eau ; *aujourd'hui*, j'écris de l'*eau* ; mais *alors*, je ne doutai pas que le précieux liquide limpide ne fût le poison merveilleux et embaumé de Lakmé ; tant de poésie m'exalta ; tout de suite, il fallait profiter de l'occasion unique et merveilleuse ; oui, il fallait mourir de cette jolie mort, et voir ce qui arriverait.

Pas un instant je ne songeai à ma famille ni à la possibilité de commettre une vilaine action ; je jouais, je jouais tout simplement ; comment me serais-je embarrassée de scrupules aussi sérieux ? Je me dépêchai, j'entrevoyais un plaisir très vif, et, comme une enfant gaspilleuse, je ne me souciais pas de le faire durer ; ces raffinements-là s'apprennent plus tard. Je m'assis sur le petit mur bas, sous le dôme vert et rouge, j'arrangeai bien ma robe sur mes genoux ; puis je tirai à moi une branche, je choisis le plus grand cornet, celui où il y avait le plus de poison, et je bus délicieusement la mort... Dieu ! qu'elle était sucrée ! Jamais je n'avais rien bu d'aussi bon... et je fermai les yeux dans l'attente...

Je ne sais plus comment a fini cette extase ; évidemment elle a dû tourner très court, comme tous les jeux d'enfant.

Combien de fois, depuis ces années lointaines, ai-je cherché à retrouver cette ivresse dans le cornet d'un jasmin de Virginie ! J'en ai tenu dans la main, pleins de liquide subtil ; était-ce la faute de la pluie, ou celle du soleil, ou la mienne peut-être ?... Jamais je n'ai goûté de nouveau cette saveur enchanteresse et mielleuse, digne d'un nectar olympien, versé au banquet des dieux !

MARIE PERRENS.

(A suivre.)

LE
PARTICULARISME BAVAROIS
DE 1871 A 1914

I

LA BAVIÈRE ET L'EUROPE

Revenons à une dizaine d'années en arrière. La Bavière fait partie de l'Empire allemand ; elle y est entrée de force à la suite des deux guerres de 1866 et de 1870 ; dans la première, elle a combattu aux côtés de l'Autriche préférée par elle à la Prusse; plus anciennement; elle a été l'alliée de la France contre cette même Autriche alors détestée ; enfin elle est un État continental situé au centre de l'Europe. Prusse, Autriche, France, tels sont les pays entre lesquels elle a été habituée à évoluer, et, si la contrainte l'a attachée depuis trente ans à la fortune des Hohenzollern, du moins ne l'a-t-elle jamais complètement détournée des puissances qui jouèrent un rôle dans son histoire. En outre, le royaume n'a cessé, à l'intérieur de l'Empire allemand, de vivre d'une vie propre et de nourrir de grandes ambitions.

Ces ambitions lui paraissent légitimes. Il faut voir de quel ton les historiens bavarois parlent de la grandeur de leur pays au temps passé. Ils rappellent qu'au XIVe siècle l'un des ducs, qui fut l'empereur Louis IV, régnait sur la Bavière, le Tyrol, la Carinthie, le Palatinat, la Hollande, la Frise, le Hainaut, tout le pays situé entre l'Elbe et l'Oder, et le marquisat de

Brandebourg. Celui-ci a été enlevé aux Wittelsbach par une espèce de trahison en 1373, et le Tyrol était tombé entre les mains des Habsbourg quatre années auparavant. D'autre part, la maison royale possédait au XVIIIe siècle les trois voix électorales de Bavière, du Palatinat et de Cologne. Elle aurait presque des droits sur la Bohême, puisqu'en 1440 ce pays a été offert par la diète au duc Albert III. Les patriotes les plus exaltés s'enivrent de ces souvenirs, songent que le royaume pourrait bien reprendre un jour son expansion interrompue, établir tout au moins son hégémonie sur l'Allemagne du Sud, mieux encore dominer l'Allemagne du Nord pour supplanter à la fois l'Autriche et la Prusse. La prodigieuse destinée de celle-ci est surtout un permanent objet d'émerveillement et bien plus encore d'envie. Pourquoi détient-elle la couronne impériale? Pourquoi possède-t-elle en fait l'Alsace-Lorraine conquise sur la France? Pourquoi est-elle plus riche et plus peuplée? La Bavière, pense-t-on communément dans le royaume, pourrait avoir la puissance de la Prusse et prendre la tête de l'empire.

Ce mirage s'appuie encore sur d'autres considérations. Les patriotes étroitement nationalistes ne croient pas que leur pays ait perdu toutes ses chances d'accroissement territorial. D'autres États, qui sont moins grands, sont certainement appelés à jouer encore un rôle en Europe. Pourquoi la Bavière devrait-elle renoncer à tout avenir? Parmi les nations secondaires, l'Espagne exceptée, elle occupe le troisième rang par le nombre de ses habitants, après la Suède et la Belgique. Elle a le sixième rang quant à la superficie, après la Suède, la Turquie d'Europe, la Roumanie, la Bulgarie et le Portugal. Elle est enfin la seconde puissance en Allemagne, ce dont elle est très fière. Par conséquent, de grands espoirs lui sont permis. Mais, en attendant qu'elle les réalise, que personne au moins ne doute de la place importante que tient le royaume dans le *Reich*. « Quand l'ancien député au Reichstag de l'Allemagne du Nord Lasker a prétendu, écrit un Bavarois (1), que l'empire allemand aurait également été possible sans que la Bavière en fît partie, cela revient à dire qu'un homme pourrait vivre sans son bras droit ou son pied... La Prusse et la Bavière ensemble,

(1) Fr. Franziss, *Bayerns nationale und internationale Stellung* (Munich, 1894), p. 12.

avec leurs puissantes armées, sont comme les premières colonnes de l'empire... C'est parce qu'on reconnaissait l'importance de la Bavière et les services qu'elle avait rendus dans la guerre nationale, qu'elle a reçu, en adhérant au nouveau statut, des droits réservés qui lui donnent le pas sur tous les autres États confédérés. Seuls des ignorants peuvent parler d'une vassalité bavaroise. »

Un amour-propre aussi exaspéré ne va pas sans qu'on envisage la satisfaction des appétits historiques. Le royaume en effet n'a pas renoncé à s'agrandir. Certains regrettent que son entrée dans l'Empire ait pour conséquence qu'il lui soit désormais interdit d'acquérir des territoires. D'autres au contraire ripostent que tous les espoirs sont encore autorisés, comme au temps de l'ancienne Confédération. Jadis les accroissements étaient licites, avec l'assentiment de l'Empereur et du collège des princes. Rien n'a été changé ; la constitution de 1871 ne contient aucun paragraphe qui les défende ou les empêche. Il n'y a donc qu'à saisir les occasions lorsqu'elles se présenteront, et au besoin à les provoquer. Tels événements peuvent naître qui permettront de réaliser le programme national, soit par compensation, soit par voie de conquête.

Les revendications les plus immédiates de la Bavière se réduisent à deux. La première consisterait à se faire rendre par la Prusse les districts ravis en 1866, districts d'une superficie très réduite, mais dont le retour guérirait une blessure toujours saignante. A côté de cette *irredenta*, il y en a une seconde, celle-là beaucoup plus considérable, et c'est le Tyrol. La cause de la grande faveur qu'a rencontrée aux temps de Napoléon la politique de Montgelas, c'est que ce ministre a rendu à la Bavière cette province perdue depuis plusieurs siècles. « Montgelas, écrivent Denk et Weiss dans leur histoire du royaume (1), a été l'homme de la situation... Il a fait de l'agrandissement du territoire le but immuable de ses efforts. »

Aucune erreur n'est possible. C'est bien vers le Tyrol que tendent toutes les aspirations de la nation, et des écrivains très récents ne se sont pas fait faute de le redire, avec plus ou moins d'énergie et de clarté. « L'auteur, déclare Riezler en se désignant lui-même (2), se livrerait à sa tâche avec la plus

(1) Denk et Weiss, *Unser Bayerland* (1906), p. 471.
(2) Riezler, *Geschichte Bayerns*, t. I, p. 4.

grande joie, car il porte dans le cœur une très vive sympathie pour son sujet, si l'histoire de l'État était en même temps celle de la race. Le développement historique de l'Allemagne en a décidé autrement. Si nous considérons la Bavière, nous rencontrons dans l'Ouest et le Nord des territoires souabes et franconiens qu'elle a attirés à elle, mais qui n'entrent que très tard dans le cercle de nos recherches. En revanche, au Sud et à l'Est, il y a des populations de race bavaroise qui se sont détachées à une époque reculée de la mère-patrie. Elles se sont séparées d'elle de bonne heure, mais pourtant pas avant le cours du XIIe siècle, et peu à peu. Jusque-là, c'est-à-dire pendant près de sept cents ans de son histoire, le peuple bavarois, unifié dans sa langue, son droit et ses coutumes, sauf pour la Carinthie, a formé politiquement un tout, résistant à l'émiettement plus longtemps que les autres peuples germaniques. »

Ces lignes font apparaître un évident regret et dessinent un programme. D'autre part, le professeur Fester, qui enseigne à Erlangen, mais n'est pas originaire du royaume, se fait l'écho en 1899 des revendications nationales (1) quand il constate que la dynastie des Wittelsbach ne règne pas sur toutes les populations qui sont de race bavaroise. Enfin, Franziss s'exprime avec netteté : « La race bavaroise, écrit-il (2), embrasse actuellement 11 millions d'hommes environ, et elle est établie dans tout le bassin du Danube. Il n'y en a qu'une faible partie qui vive dans le royaume, en Haute et Basse-Bavière, dans le Haut-Palatinat et le Sud de la Franconie moyenne. Le plus grand nombre, au cours des siècles, s'est séparé de la mère-patrie. Les habitants allemands des deux Autriches, au-dessus et en dessous de l'Enns, ceux du Tyrol, de Salzbourg, de la Styrie, de la Carinthie, de la Bohême occidentale, etc..., sont d'origine bavaroise, et, d'après leur langue, leurs coutumes, leur manière de vivre, ne font qu'un avec ceux de la Vieille-Bavière... La mission de nos compatriotes résidant au delà des frontières est magnifique et noble. » Il résulte de tous ces textes que les patriotes bavarois considèrent leur patrie comme encore incomplète et qu'ils en désirent l'agrandissement un peu aux dépens de la Prusse, mais surtout de l'Autriche.

(1) R. Fester, *Ein Jahrhundert bayerisch-wittelsbachischer Geschichte*, dans la *Deutsche Rundschau*, 1899.

(2) Fr. Franziss, *op. cit.*, p. 1.

*
* *

La haine de la Prusse, si profondément enracinée dans les cœurs, s'est traduite depuis 1871 au cours de nombreux débats parlementaires. Elle se manifeste également dans les indignations, les rancunes, les attaques de l'opinion. Elle n'a pas seulement son origine dans les humiliations subies par la Bavière, ni dans la défaite de 1866. Elle résulte de l'opposition fondamentale de deux tempéraments nationaux complètement différents, d'une incompatibilité d'humeur que rien ne peut réduire. Mais elle est la cause de la relative indulgence que rencontre l'Autriche dans le royaume. Les critiques adressées à cette puissance sont aussi rares que sont fréquentes celles qui vont à la Prusse. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à feuilleter la collection du libéral *Simplicissimus*, et, d'un autre côté, les catholiques la ménagent parce qu'elle forme un boulevard contre le protestantisme.

Pendant toute la durée de l'Empire, la double monarchie des Habsbourg n'est pas considérée comme une ennemie, bien que le royaume cherche à s'approprier, dès la première occasion, certains des territoires qu'elle possède. Et cependant, si l'on va au fond des choses, les sentiments sont tout autres que tendres. « *Lieber bayrisch sterben als œsterreichisch verderben :* Plutôt mourir Bavarois que de pourrir sous l'Autriche, » dit un proverbe que connaissent tous les sujets des Wittelsbach. On n'a pas oublié dans le peuple les souffrances endurées pendant le XVIIIe siècle. On sait que seule la crainte de Frédéric II a empêché Marie-Thérèse d'annexer la Bavière pour se dédommager d'avoir perdu la Silésie. Sous Napoléon, c'est contre l'Autriche qu'on s'est battu; c'est elle que l'on a dépouillée sans le moindre remords, et même avec une joie que l'on n'a pas dissimulée.

Plus tard, sous les règnes de Louis Ier et de Maximilien II, sa politique a fait l'objet des pires malédictions. On s'est plaint qu'elle n'obéissait qu'à ses intérêts particuliers et qu'elle trahissait ceux du royaume. Von der Pfordten l'a jugée capable des crimes les plus noirs, et, en 1866, les deux alliés se sont rejeté l'un sur l'autre la responsabilité de la défaite. Cependant l'on s'est battu ensemble, dans un côte à côte fraternel, et depuis l'on n'a rien regretté. Les plus récents historiens ra-

content la campagne sans la déplorer comme une erreur. Denk et Weiss relèvent que les Bavarois ont défendu comme il convenait leur honneur militaire, et que, parmi toutes les armées des États secondaires, la leur s'est montrée l'adversaire la plus redoutable de la Prusse, quoiqu'elle fût inférieure au point de vue de l'organisation. Une illustration du livre reproduit même le combat de Rosbrunn, le 26 juillet, où des cuirassiers et des chevau-légers bavarois anéantirent des hussards et des dragons prussiens.

Qu'est-ce à dire? Il faut conclure de tous ces faits que la vieille politique nationale n'a pas renoncé à ses directions traditionnelles. Le 5 novembre 1866, von der Pfordten adressait à ses diplomates une circulaire très caractéristique : « Depuis 1848, écrivait-il, la Bavière a eu comme principe de consentir dans la Confédération aux réformes qu'adopteraient ensemble l'Autriche et la Prusse, mais sans contracter alliance avec l'une ou l'autre de ces puissances agissant pour son propre compte, et cela aussi bien dans l'intérêt du royaume que dans celui de l'Allemagne en général, car alors il y aurait danger de médiatisation de la Bavière et de dissolution de l'Allemagne. » En d'autres termes, il serait souhaitable que la Prusse et l'Autriche se fissent équilibre, et cela seulement permet à la Bavière de subsister. « A vrai dire, écrit Franziss en 1894, le mot de *politique bavaroise* provoque des haussements d'épaules dans certains cercles où on le considère comme incompréhensible. Cela vient de ce qu'on y a une trop insuffisante connaissance de l'histoire et de l'importance du pays... Aucun État moyen en Europe n'a à défendre des intérêts plus élevés et plus considérables que n'en a la Bavière. »

Donc, si l'Autriche était trop puissante en Allemagne, le royaume devrait chercher dans la Prusse une alliée contre elle, et c'est ce qui s'est produit à la fin du XVIIIe siècle. Il pourrait tout aussi bien grouper autour de lui d'autres États allemands, ou même faire appel à l'étranger, comme à l'époque de la Confédération du Rhin. Hors des temps de crise, il y a le système de la bascule, qui a été très en faveur entre 1815 et 1866. Que la Prusse, au contraire, tente d'établir son hégémonie, et la Bavière se range du côté de l'Autriche comme on l'a vu au moment de Sadowa. Que cette hégémonie, enfin, soit un fait accompli, comme après 1870, alors le royaume, devenu

vassal de la Prusse, songe à l'amitié de la double monarchie et veut que celle-ci soit assez puissante pour que le maître ne cède pas à la tentation de fantaisies arbitraires. On pourrait aussi sortir de toutes ces combinaisons vérifiées par le fait, et supposer que la Bavière, démesurément agrandie en Allemagne, retrouvât, après avoir supplanté la Prussse, la liberté de ses mouvements : alors elle ne manquerait pas de se retourner vers le Sud pour s'emparer par la force de l'héritage auquel elle prétend, le Tyrol, Salzbourg et la Styrie.

Mais pendant toute la durée de l'Empire, elle vit soumise à la domination prussienne. Il n'en faut pas plus pour qu'elle manifeste d'ardentes sympathies à l'endroit de l'Autriche. Les deux dynasties sont étroitement unies par les liens du sang. Les deux maisons régnantes sont catholiques; catholiques sont également les populations des deux États, en forte majorité dans l'un, presque totalement dans l'autre. De là des intérêts communs et le même zèle à défendre la religion romaine. Les Bavarois approuvent la politique autrichienne en Pologne; ils attaquent celle de la Prusse en Posnanie, où Berlin installe des colons protestants qui refoulent la population indigène en occupant les terres. Les *Historisch-politische Blätter* dénoncent cette offensive qui présage un nouveau Kulturkampf; elles exhortent les députés du Centre à ne pas la soutenir. A la mort du grand patriote Florian de Stablewski, évêque de Posen et de Gnesen, elles consacrent à sa mémoire en 1906 un bel article, respectueux et ému, dans lequel elles se félicitent qu'il ait si courageusement défendu ses compatriotes. Un peu plus tard, elles rendent hommage aux Polonais parce qu'ils ont protégé dans les siècles passés les territoires allemands contre les barbares et parce qu'ils ont rendu au christianisme des services signalés. Ce sont là des titres que l'Autriche a su reconnaître beaucoup mieux que la Prusse.

Après 1870, les Bavarois, isolés dans un Empire où ils n'étaient pas les plus forts, se sont plaints avec véhémence que cette même Autriche ait été exclue de l'Allemagne. Ils ont exprimé ce grief lorsque furent discutées les Conventions de Versailles, puis à bien d'autres reprises, notamment au Reichstag par la voix de Jörg, le 6 novembre 1876. La conclusion de la Triple-Alliance leur a été un espoir et une consolation. Bismarck, en maintes occasions, leur a bien laissé

entendre que, grâce à ce bon accord entre Vienne et Berlin, ils ne pouvaient compter désormais sur le secours de la double monarchie, et il n'est pas douteux que, par cet artifice, lui-même n'ait eu l'intention d'enchaîner celle-ci et de lui faire approuver sa politique allemande. Les Bavarois, au contraire, ont considéré que, du fait de la Triple-Alliance, l'Autriche reprenait sa place parmi les pays germaniques, apportant ainsi une garantie au royaume.

Ils protestaient que c'était folie de laisser la Prusse à la tête de l'Allemagne, car elle est habitée par des Slaves que les chevaliers teutoniques ont germanisés ; elle n'est donc pas allemande, tandis que dix millions d'Autrichiens le sont. Il était regrettable à leurs yeux que le problème posé au XIXe siècle, d'une Allemagne prussienne ou d'une Prusse allemande eût été résolu selon les conceptions de Bismarck. Du moins ne fallait-il pas aggraver l'état de choses créé en 1871. Les conventions qui avaient réglé la formation du nouvel Empire ne portaient pas atteinte à l'existence de l'Autriche. C'était là une circonstance heureuse, et cette existence devait être maintenue. Aussi les Bavarois patriotes dénonçaient-ils avec énergie toutes les tentatives esquissées pour faire pénétrer l'esprit prussien dans la double monarchie. Le mouvement qui avait pris pour devise le cri de *Los von Rom* et qui tentait d'amener au protestantisme les populations catholiques de l'Autriche inquiétait à juste titre les particularistes du royaume. Si leurs voisins du Sud en effet devenaient peu à peu luthériens, Vienne bientôt ne serait plus qu'un autre Berlin, et le catholicisme, soutien de la nationalité bavaroise, serait enserré de toutes parts.

L'agitation pangermaniste ne rencontrait pas plus d'indulgence : elle était elle aussi considérée comme un péril. Les patriotes, devant les menées des partisans de l'idée pan-allemande, ne cachaient ni leurs craintes, ni leur indignation. « On sait, écrivaient les *Historisch-politische Blätter* en 1908, que ces messieurs menacent de temps en temps l'Autriche de la mettre dans leur poche, et qu'ils pressent sur leur cœur avec la plus grande joie certains individus, coupables de haute trahison, qui s'agitent dans la monarchie des Habsbourg. » Et la même revue ajoutait : « On peut en croire les chefs de la politique pangermaniste, quand ils se défendent de songer à une annexion de la Bohême et de l'Autriche allemande, parce qu'ainsi

l'équilibre serait rompu dans l'Empire au profit des catholiques. Mais ils nourrissent le rêve de faire de l'Autriche, à l'égard de l'Allemagne, une espèce d'État vassal qui servirait d'avant-garde en Orient ; ils désirent affaiblir l'élément catholique dans la double monarchie, afin que celle-ci se laisse faire plus facilement et obéisse mieux à leur programme. »

On peut dire que, depuis 1871, la Bavière n'a jamais perdu de vue l'Autriche, et qu'elle a toujours pesé les possibilités qui, grâce à cette puissance, s'offraient pour elle de jouer un rôle ou d'alléger le joug prussien. En 1886, lorsqu'il se vit sur le point de succomber dans le guet-apens qui lui avait été tendu, Louis II invoqua l'aide de François-Joseph, et il est très probable qu'il trouva la mort au moment où il tentait de fuir vers la frontière tyrolienne. Les deux dynasties n'ont pas cessé d'entretenir de très étroits rapports. Les visites des Wittelsbach à Vienne étaient fréquentes, même en Hongrie, où Louis III possédait de vastes domaines. En 1910, le voyage d'Aerenthal à Berlin, avec arrêt bien marqué à Munich, provoqua en Bavière une satisfaction considérable, car l'on crut que l'Autriche cherchait à retrouver en Allemagne l'influence dont elle jouissait avant 1866. Les rapports économiques, toutes les questions qui se rattachent à la navigation du Danube ramenaient sans cesse l'attention publique vers la double monarchie. Celle-ci était en somme considérée comme une anti-Prusse et comme une alliée éventuelle, en attendant que peut-être un jour elle redevînt une rivale, ou même une ennemie.

***

Les sentiments de la Bavière à l'égard de la France sont tout aussi complexes, mais plus curieux encore et demandent une étude détaillée. Les libéraux et les pangermanistes lui témoignent assez peu de tendresse. Parmi les premiers, quelques-uns n'ont pas oublié le grand rôle qu'elle a joué dans les destinées du pays, mais pour eux elle achève de mourir depuis 1871, et elle mérite seulement le respect que l'on doit aux grandes choses défuntes : l'avenir du royaume leur paraît orienté vers la Prusse, et, le cas échéant, ils n'hésiteraient pas à écraser l'ancienne protectrice, si de sa défaite devait naître une plus grande prospérité pour l'Allemagne. Cela avec des nuances individuelles, naturellement, et avec des degrés dans

le dédain, un dédain qui n'exclut pas toujours la courtoisie dans les relations qu'ils peuvent entretenir avec des Français. Chez d'autres au contraire, comme chez les pangermanistes, la haine se fait aveugle et violente : elle est toute semblable à celle qui, dans les milieux de même opinion, se manifeste en Prusse.

Mais il y a des groupes nombreux qui pensent d'une manière différente. Ce sont d'abord des démocrates aux idées assez avancées, des bourgeois éclairés dont le *Simplicissimus* à ses débuts exprime assez bien les tendances, des artistes qui ont vécu à Paris et dont l'influence est grande, surtout à Munich, puis quelques socialistes qui voient dans la France le pays de la liberté. Enfin les particularistes catholiques forment une masse imposante : ils ne renient rien du passé, et l'alliance d'autrefois a porté des fruits assez considérables pour qu'elle leur ait laissé des souvenirs. Donc, à première vue, les sentiments sont assez mélangés. On distingue facilement des ennemis violents, comme Fr. Koch-Breuberg, qui, en 1907, consacre un ouvrage aux hauts faits de l'armée bavaroise pendant la guerre franco-allemande (1) ; il y blâme l'ambition de Napoléon III et de son peuple, parle des provocations françaises, glorifie le nouvel Empire : « Puisse mon petit livre, écrit-il en conclusion, réveiller la fierté des anciens combattants qui vivent encore ! Puisse-t-il inculquer l'amour de la patrie aux jeunes générations ! Salut à toi, Allemagne ! Salut à toi, Bavière, si tes fils reconnaissent que c'est la discipline allemande qui a ouvert les voies de Sedan ! »

Il y a aussi, je ne dirai pas des indifférents ou des résignés, mais des Bavarois qui se courbent devant le fait accompli et qui l'approuvent, quel qu'il soit, parce qu'il appartient à l'histoire nationale et que rien ne saurait le supprimer. Dans les milieux officiels, on célèbre tour à tour la Confédération du Rhin, la campagne de 1866 ou les victoires de 1870, les unes avec plus de mesure que ces dernières, mais sans rien désavouer. Des pinceaux officiels commémorent les faits d'armes de l'époque napoléonienne, ou bien Sedan, tout cela successivement et avec la même ardeur. C'est ainsi que la guerre franco-allemande a fait l'objet de nombreux tableaux : Hoffmann a peint les Bavarois enfonçant la porte de Landau à Wissembourg, et, dans la

(1) Fr. Koch-Breuberg, *Die Bayern im grossen Kriege 1870-1871* (Ratisbonne, 1907).

même bataille, la lutte soutenue par l'artillerie du deuxième corps, enfin Bazeilles en flammes ; Birkmajer a montré les troupes royales arrivant devant Paris ; H. Lang le prince Léopold au combat de Villepion. De même Von der Tann et von Hoffmann, les deux généraux qui commandaient alors, sont populaires parmi les enfants des écoles, auxquels on enseigne en même temps qu'en 1807 leurs grands-pères ont fait campagne contre la Prusse et qu'en 1809 ils ont remporté sur les Autrichiens la victoire d'Abensberg. L'histoire de Denk et Weiss glorifie à la fois les combattants de Russie, puis ceux de Woerth, de Sedan, d'Orléans et de Beaugency. Tout cela se mêle et s'enchevêtre ; une chose seulement surnage partout et partout reste immuable : l'amour de la Bavière.

Sauf quelques hommes à sympathies résolument françaises, les autres n'ont pas une doctrine invariable, ou du moins n'en expriment systématiquement aucune. Il importe donc de prendre les faits un à un et d'apporter des témoignages. La première question est de savoir comment est jugée la politique française de Maximilien Ier. Elle ne rencontre presque aucune désapprobation. Napoléon, sauf quelques réserves, est dépeint comme une manière de héros. « Le Corse, écrit l'historien Schreiber (1), était un génie mathématique et calculateur, sans enthousiasme pour les choses élevées et idéales, mais plein de pensées créatrices. Il savait utiliser avec la rapidité de l'éclair tous les événements, toutes les situations, toutes les circonstances, pour atteindre son but suprême, la domination de l'univers. Son sang bouillant de méridional le poussait à exécuter très rapidement ce qu'il avait conçu, avec une volonté de fer et une opiniâtreté dénuée d'égards. Il cachait une ardeur passionnée sous une tranquillité apparente et une froideur marmoréenne. Napoléon était d'une stature petite et ramassée, mais il avait une tête belle et énergique, semblable à celle d'un empereur romain. Dans son simple uniforme bleu, avec son petit chapeau, il parlait brièvement, avec véhémence, laconiquement... Par l'ampleur de son esprit et la gloire de ses actions, il ensorcelait tout le monde. Il a surpassé les plus grands monarques et les plus grands généraux, Alexandre de Macédoine, Jules César, Charlemagne et Frédéric II, car tous ces

(1) Schreiber, *Geschichte Bayerns in Verbindung mit der deutschen Geschichte* (1891, T. II, p. 335.

hommes illustres, au beau milieu de leurs hauts faits, s'adonnaient au plaisir et prenaient du repos. Lui ne pouvait vivre que dans une tension continuelle et une action ininterrompue... Napoléon était une de ces rares personnalités historiques que la Providence divine choisit, qu'elle protège contre les périls de l'existence pour régénérer par des révolutions politiques et militaires l'humanité moralement et religieusement diminuée. »

Pour comprendre un tel génie, il s'est heureusement rencontré un Montgelas, le plus grand ministre qu'ait possédé la Bavière, l'homme qui, avec la collaboration française, a accru d'une façon inespérée le territoire national et a réalisé les plus chères aspirations du peuple. Doeberl reconnaît qu'à vrai dire Montgelas ne se souciait pas des intérêts allemands, mais seulement des intérêts bavarois. Il le justifie en faisant observer que tous les pays germaniques suivaient alors leur route particulière, que l'empereur de Vienne songeait à absorber l'électorat, et que la Confédération du Rhin était la seule solution possible. « Grâce à la France, dit-il (1), les convoitises annexionnistes de la maison de Habsbourg prirent fin. La France paya sa dette, cette promesse qu'elle avait faite d'*agrandir en Allemagne un électeur de Bavière et de l'opposer à la maison d'Autriche*. La Bavière devint réellement un État moyen. » Non seulement elle obtint les gains territoriaux qu'elle espérait, mais son vieux rêve de royauté s'accomplit : elle s'éleva à la pleine souveraineté, au moins dans la forme : désormais le monarque n'exerça plus ses pouvoirs par délégation de l'Empereur, mais en vertu de son droit personnel ; désormais il fut délivré du contrôle des organes impériaux, de l'Empereur, du Reichstag, de la Chambre d'empire ; désormais les réformes furent possibles sans recours des privilégiés devant les juridictions impériales. « La surveillance française, déclare-t-il encore, était seulement provisoire dans l'esprit de Montgelas, mais c'est du moins la France qui, par son exemple, a présidé aux transformations intérieures du royaume dans un sens libéral, tandis que la monarchie danubienne restait étroitement réactionnaire. »

D'autres auteurs ne se montrent pas moins favorables à la politique française de Maximilien Ier et de son ministre. Ledermann reconnaît que la France a satisfait pleinement les

(1) Doeberl, *Bayern und die deutsche Erhebung gegen Napoléon I* (dans les *Abhandlungen der königlichen Akademie der Wissenschaften*, Munich, T. 24, 1906).

espérances de la Bavière, et que Napoléon, quand il a dicté la paix de Presbourg, a su récompenser les importants services que l'électeur lui avait rendus (1). Franziss souligne que Maximilien en 1805 a bel et bien abandonné la cause du Saint-Empire ; mais il observe que la Prusse à Bâle en avait fait autant : « Dans ces temps difficiles de la domination napoléonienne, dit-il, la sagesse du premier roi bavarois et de son ministre le baron de Montgelas a non seulement sauvé l'existence de la Bavière, mais elle en a encore accru considérablement l'importance politique. »

Fester proclame que la Confédération du Rhin était une nécessité, et qu'elle se justifie par toute l'histoire du peuple allemand depuis la chute des Hohenstaufen. Denk et Weiss versent bien quelques pleurs sur le sort de l'infortunée Bavière, forcée d'obéir à des étrangers ; ils regrettent aussi que les sacrifices de leur pays n'aient pas été suffisamment récompensés ; mais ils font âprement le compte de ce qu'il a gagné en nombre d'habitants et en kilomètres carrés ; ils se réjouissent des accroissements de territoire et de puissance qui ont été son lot ; ils approuvent Montgelas et le défendent par des arguments sans réplique : « On pensera de cet homme d'État ce qu'on voudra, écrivent-ils. Pourtant il y a un fait indiscutable : il a rendu grande la Bavière, et c'est à bon droit que Maximilien-Joseph lui a mis la couronne royale dans ses armes. Avant lui la Bavière ne comptait que 900 kilomètres carrés avec 2 millions d'âmes ; par lui, elle en posséda 1 400, peuplés de 4 millions d'habitants. »

Dans toute cette histoire il n'y a guère qu'un point noir, le grand crime des Français, selon les libéraux à tendance prussienne et les pangermanistes, un crime auquel fait assez aigrement allusion le livre de Denk et Weiss : l'exécution du libraire Palm, de Nüremberg, fusillé pour avoir conspiré contre Napoléon. Mais ici encore une voix s'élève pour prendre la défense de l'Empereur et pour le justifier : c'est celle de Bitterauf (2). La brochure que répandait Palm était un pamphlet dénué de toute valeur, que son auteur, Yelin von Winterhausen, avait bourré de calomnies absolument gratuites dirigées

(1) Ledermann (de Kaufbeuren), *Der Anschluss Bayerns an Frankreich im Jahre 1805* (1901), p. 76.

(2) Th. Bitterauf, *Geschichte des Rheinbundes*, t. I, p. 429 sq.

contre les troupes françaises. En temps de paix, aucun gouvernement digne de ce nom n'aurait toléré que l'on imprimât un tel amas de faussetés et de mensonges. A plus forte raison en temps de guerre, lorsqu'une armée étrangère était encore campée dans le pays. En réalité, Palm, qui n'était pas Bavarois, mais citoyen de la ville libre de Nüremberg, et qui aurait été sauvé, s'il avait été sujet de Maximilien, tentait de fomenter une révolte à main armée contre la France. Ces considérations, fait remarquer Bitterauf, suffisent à expliquer la répression; loin d'encourager des cruautés quelconques, Berthier prit à cœur de maintenir une sévère discipline parmi ses troupes et d'alléger le fardeau que l'occupation causait aux habitants.

En somme, l'alliance franco-bavaroise n'avait pas laissé de mauvais souvenirs. On le vit bien en 1906, centenaire de l'érection de l'électorat en royaume (1). Le président de la Chambre des députés, en un discours très appuyé, et qui provoqua les vives critiques de la presse berlinoise, célébra l'heureux temps où les Wittelsbach avaient obtenu la couronne qu'ils convoitaient. Le jour anniversaire fut marqué par des actions de grâces dans toutes les églises bavaroises. Le *Simplicissimus* publia une belle image représentant un paysan bavarois et un paysan wurtembergeois à genoux devant un Napoléon qui trônait dans les nues célestes. « Nous pouvons, écrivit Dœberl, contempler avec fierté le royaume de Bavière et la royauté bavaroise, la plus haute dignité en Allemagne après la couronne impériale. Cette situation résulte du renforcement de notre pays par la politique de Montgelas : nous pouvons aussi en remercier les mânes de l'homme qui a créé la moderne Bavière. » Les poètes de leur côté, tel Gottfried von Böhm, composèrent des strophes enthousiastes.

Ein Jahrhundert ist verflossen,
In der Zeiten dunkler Flut,
Seit ein Königsreif umschlossen,
Unsern alten Herzogshut.
Damals fielen morsche Schranken,
Ein Gesetz macht' alle gleich,
Pfalz und Bayern, Schwaben, Franken,
Fügten sich in einem Reich.

(1) 1906 était également le centenaire d'Iéna.

« Un siècle s'est écoulé — dans la vague sombre des temps — depuis qu'un cercle royal a entouré — notre vieux chapeau ducal. — Alors sont tombées des barrières vermoulues; — une loi a apporté à tous l'égalité : — Palatinat et Bavière, Souabe, Franconie — se fondirent en un seul État. »

Avant 1870, les sentiments francophiles étaient demeurés très puissants en Bavière. Une fois que l'Empire eut été fondé, ils ne s'éteignirent pas tout à fait. Au moment du Kulturkampf, c'était sur nous que comptaient les particularistes pour secouer le joug de la Prusse. Ils nous le laissèrent souvent entendre. Les journaux catholiques bavarois multipliaient alors les appels à la France, ou bien, par la plume de Sigl et de ses émules, ils en déploraient l'inopportune faiblesse. Le 4 décembre 1874, Jörg, dans le grand discours qu'il prononça au Reichstag contre Bismarck, reprocha au chancelier ses « flagrantes immixtions dans les affaires intérieures de la nation française » et s'indigna qu'il pût se complaire, selon l'étrange expression dont il était l'auteur, à « envoyer à Versailles des jets d'eau froide. » Comme en 1871 les désirs d'agrandissement territorial de la Bavière avaient été déçus et que les Bavarois voyaient d'un très mauvais œil la main-mise de la Prusse sur l'Alsace-Lorraine, il y avait dans certains milieux quelque indulgence pour les revendications françaises, et les protestations des annexés y étaient favorablement accueillies (1).

Vingt ans après la guerre franco-allemande, les sympathies n'avaient pas encore faibli. En septembre 1891, comme l'alliance russe se dessinait déjà, le *Fränkisches Volksblatt*, journal catholique, recherchait de quels appuis pouvait disposer le particularisme bavarois contre la Prusse. Il éliminait l'Italie, qui, hostile à la reconstitution des États du pape, restait l'ennemie du Saint-Siège. L'Autriche était inféodée à Berlin. La France seule apporterait un utile secours. Il était stupide de penser, proclamait-il, que le parti du Centre devait être animé de sentiments allemands et qu'il devait soutenir l'Empire. Que signifiaient ces exigences de la Prusse? Elle-même n'avait-elle pas fait appel à l'étranger, aux Suédois, aux Italiens, aux Hongrois pour satisfaire ses visées? Ce qu'elle entend par égards pour la nation, c'est la fidélité qu'elle réclame en sa faveur. Il

(1) Cf. la collection des *Historisch-politische Blätter*, encore en 1911, t. 147, p. 145 et 930.

ne faut pas être dupe. L'hégémonie prussienne est mûre pour l'anéantissement, et l'on reconstruira l'Allemagne sur de meilleures bases. « Tout peut s'accomplir, poursuivait l'article, sans effusion de sang. L'Autriche, au dernier moment, sortira de la Triplice. Par une entente avec la Russie, elle obtiendra les mains libres en Orient. En Alsace-Lorraine, un plébiscite qui décidera sur l'autonomie ou le retour à la France tranquillisera la République. Ainsi la nouvelle Triple-Alliance sera faite. Celle-ci, sans recourir aux armes, établira en Allemagne un nouvel ordre de choses : la Prusse rendra son butin de 1866 et sera réduite en l'état qui était le sien avant cette date; la Bavière deviendra la première puissance d'une confédération sud-allemande protégée par l'Autriche; en Italie seront rétablis les domaines du pape et les anciennes principautés. » Oh ! le beau rêve !

Un tel programme n'a rien de surprenant, quand on sait que, dans l'esprit des particularistes, la Bavière, malgré l'Empire, devait avoir le droit de conclure des alliances avec les puissances étrangères, et cela en vertu des stipulations des traités de Westphalie. C'est la thèse que soutient Franziss, et il invoque à l'appui de son opinion l'autorité du jurisconsulte Laband. Il assure, il est vrai, que la Bavière ne songe pas à s'allier avec la France, qu'elle reste fidèle aux accords de Versailles et à la constitution impériale. Mais il ajoute à cette affirmation une importante réserve : « Depuis trois siècles, écrit-il, la France a essayé d'utiliser contre l'Empire surtout la Bavière. Elle l'a fait sans succès, *tant que les intérêts vitaux du peuple et du prince ont été ménagés par l'Empereur*... Si un avertissement de l'histoire parle de façon claire, c'est bien celui-ci : la Bavière a toujours été le pays de l'Empire le plus fidèle et le plus prêt à tous les sacrifices *aussi longtemps qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits les plus sacrés.* »

Pourtant les sympathies des patriotes ne se sont pas toujours maintenues au même diapason. Après 1870, ils avaient fait des vœux pour qu'une restauration monarchique se produisît à Paris, parce qu'un roi pourrait contracter des alliances qu'à cette époque la République n'était pas en situation de trouver (1). Mais bientôt le ton des journaux de Gambetta les indisposa et ils leur reprochèrent de parler comme les hommes

(1) *Historisch-politische Blätter*, 1875, T. 75, p. 306-603.

du Kulturkampf. C'est en effet l'époque de la grande défection française, le moment où le pays de Louis XIV et de Napoléon renonce définitivement à soutenir les particularismes allemands dans leur lutte contre l'Empire. En 1876, les *Historisch-politische Blätter* soulignent ce qu'il y a de décevant dans l'attitude des Chambres de Versailles; elles mentionnent la loi Waddington, qui veut remettre le monopole de l'enseignement secondaire entre les mains de l'État, les déclamations de Gambetta contre le jésuitisme, la ligue de Jean Macé (1). Ce n'est pas là ce qu'on attendait en Bavière d'un peuple si durement éprouvé et qui devait retrouver son prestige. Et le grand organe catholique nous invitait à nous défier des suggestions de Bismarck, à nous souvenir de la maxime *Et ab hoste doceri.*

Avec les années, les alarmes devinrent plus vives. Les décrets qui suspendaient l'inamovibilité de la magistrature, la persécution contre les congrégations, les lois scolaires, les manifestations libertaires lors de l'enterrement de Blanqui soulevèrent une poignante inquiétude. A Paris il n'y avait plus d'autorité, sauf celle des puissances d'argent qui avaient pris le dessus depuis la victoire des républicains; dans cette pseudo-démocratie, la presse vendue ou à vendre était à la discrétion de la Bourse. Qui gouverne en France? s'écriaient en 1881 les *Historisch-politische Blätter.* En 1886 elles consacraient un article aux progrès du Kulturkampf en France, puis un autre encore dans lequel elles indiquaient que la France en était arrivée au dernier stade du désordre intérieur (2). Plus tard, lorsque les ministères Waldeck-Rousseau et Combes occupèrent le pouvoir, la même revue ne cacha pas sa désapprobation. Ces gouvernements violaient l'esprit du Concordat, mettaient tout en œuvre pour avoir des évêques faibles, persécutaient les fonctionnaires qui allaient à l'église. C'était là sans doute l'œuvre d'une minorité, concédait-on, mais une œuvre pleine de périls. Les catholiques bavarois, au contraire des protestants de l'Allemagne du Nord, ne montraient aucune *Schadenfreude* et n'encourageaient pas la France à des mesures de destruction sociale. Ils déploraient l'abaissement de la natalité qui diminuait les forces de la nation, mais en même temps ils repous-

(1) *Ib.*, 1875, T. 76, p 62 — 1876, T. 77, p. 8; T. 78, p. 235 et 236.
(2) *Ib.*, 1881. T. 87, *Aus Frankreich;* T. 88, *Wer regient in Frankreich?* 1886, T. 97, p. 241, T. 98, p. 854.

saient cette affirmation répandue par les journaux prussiens que les Français étaient un peuple dégénéré : le mot *Gesta Dei per Francos*, à leur avis, pouvait toujours se vérifier (1).

Les démocrates avancés, également par opposition à la Prusse, mais dans un esprit libéral et anticlérical, nourrissaient les mêmes sympathies. Il faut signaler la revue *März*, d'autres encore, mais surtout le *Simplicissimus*, créé en 1895 par Langen, qui avait été réfugié politique à Paris, et où écrivait Ludwig Thoma. Langen avait ouvert une maison d'édition et publiait une « bibliothèque » dans laquelle il fit figurer une masse énorme d'ouvrages français convenablement traduits. Pour son journal, il sollicita la collaboration d'un grand nombre d'écrivains parisiens, Verlaine, A. Bruant, Marcel Prévost, Maupassant. Parmi les dessinateurs, Willette lui apporta son concours. Au début, le *Simplicissimus* épousa vigoureusement les querelles françaises (2). En 1905, comme l'affaire du Maroc était dans l'une de ses phases les plus aiguës, il protesta contre la politique de l'Empire et se montra résolument pacifiste. Le débarquement de Tanger, les discours belliqueux du chancelier Bülow lui donnèrent l'occasion de railleries féroces. Dans la semaine la plus critique, un numéro spécial parut, qui portait comme titre : *Paix avec la France*, et dont la couverture représentait Gœthe à Valmy, avec la phrase bien connue : « D'aujourd'hui date une nouvelle époque dans l'histoire du monde, et vous pourrez dire que vous avez été présents. » Suivait un commentaire, par courtes propositions juxtaposées presque sans suite, pour expliquer que c'est la France qui a donné la liberté à l'univers : « La célèbre armée prussienne a été mise en fuite, la marche sur Paris arrêtée, la Révolution sauvée... La nouvelle époque dans l'histoire du monde, l'époque de la liberté, qui a été vraiment réalisée !... Nous l'avons eue en présent, nous autres Allemands, sans l'avoir méritée... Remercions les Français, et, si une folie criminelle pousse à la guerre, retenons en nous une parcelle de l'aveu de Gœthe... C'est le gai et beau peuple de France qui nous a apporté l'ère nouvelle... »

(1) *Ib.*, 1905, T. 135, p. 835; T. 136, p. 751 et sq.; 1907, T. 139, p. 59. — C. encore 1907, T. 139, p. 224; 1908, T. 142, p. 923; 1911, T. 148, p. 930.

(2) Je renvoie seulement à la nouvelle *Der gefangene Preusse*, de Karl Rosner (13 juin 1896) où un prisonnier prussien, très provocant, est pendu par des paysans normands en 1871.

Pendant quelques mois, le *Simplicissimus* attribua toutes les responsabilités du conflit à l'Allemagne impériale. Il fut visible qu'il ne craignait rien tant qu'une guerre, et qu'il redoutait la vague de réaction qui suivrait une victoire prussienne : il prévoyait dans ce cas une recrudescence du militarisme, une exaspération des sentiments chauvins, une épidémie de piétisme protestant (1). La politique religieuse du ministère français suscita dans les *Historisch-politische Blätter* un article assez aigre dont l'auteur se réjouissait que l'Allemagne eût été assez forte pour provoquer la chute d'un ministre français (2). Pourtant, au contraire de ce qui se passait dans les milieux libéraux et pangermanistes du royaume, ni les démocrates, ni les catholiques ne cherchèrent à attiser l'incendie; ils tâchèrent bien plutôt de l'éteindre. Ces derniers conservèrent assez longtemps la même attitude. En 1907, les *Historisch-politische Blätter* s'efforcent de calmer l'opinion allemande que les journaux tentent d'exciter à propos des déserteurs de Casablanca. En 1911, lors de l'incident d'Agadir, elles ont encore une attitude conciliante, et, au moment où l'accord est signé, elles impriment un article très calme : elles regrettent qu'une affaire montée avec un tel fracas ait abouti à l'humiliation de l'Allemagne : elles en rejettent la faute sur Berlin, et prennent leur parti que le Maroc devienne français (3).

Dès 1906, au contraire, un certain flottement se manifeste dans le *Simplicissimus*. On y relève des attaques contre le « militarisme gaulois. » En 1911, la campagne contre la France devient beaucoup plus âpre et se confond avec celle que le même journal mène depuis 1899 contre l'Angleterre. Le ministre Delcassé devient sa bête noire. On le représente en apache guettant et dépouillant le chancelier Bethmann-Hollweg. On le montre à cheval sur un coq écarlate, avec cette légende : « Quand va-t-on descendre encore une fois ce dégoûtant bonhomme? » Quant à Bethmann-Hollweg, il est accusé d'avoir conduit l'Allemagne à un nouveau Iéna (4). Ces attaques, il est

(1) *Simplicissimus*, année X, n° 18.

(2) *Historisch-politische Blätter*, T. 136, p. 39. — Cf. en revanche, T. 135, p. 49, où il est déclaré que « les gens cultivés déplorent amèrement le refroidissement des relations entre l'Allemagne et la France. »

(3) *Historisch-politische Blätter*, T. 140, p. 444 et 148, p. 792.

(4) *Simplicissimus*, 22 et 29 janvier 1906; 15 mai; 31 juillet, 7 août, 25 septembre, 18 décembre 1911.

vrai, sont encore mêlées de protestations pacifistes, de vives critiques dirigées contre les traîneurs de sabre, le parti militaire, Harden, les pangermanistes qui servent la cupidité des grands industriels, et les frères Mannesmann (1). Au même moment certains organes catholiques abandonnent l'attitude modérée qu'ils ont eue jusque-là : « Nous savons parfaitement, écrit à la date du 20 août 1911 un journal clérical, le *Bayrischer Kurier*, quels sacrifices imposerait une guerre, même au vainqueur allemand, et nous savons qu'elle serait notre dernier recours si nos intérêts vitaux de grande puissance indépendante se trouvaient menacés. Sous aucun prétexte nous ne les laisserons mettre en question. C'est là, et seulement là, que sont placées les limites de la paix. Il faut que le monde en soit bien convaincu. Et maintenant la parole est à la France dans la semaine anniversaire de Sedan. »

Ainsi, dès 1911, l'unanimité semble faite contre le grand pays autrefois allié en qui les vaincus de 1866, réduits en esclavage par les accords de Versailles, avaient longtemps placé leur suprême espérance. Que s'est-il donc passé? Ceci tout simplement. Au moment d'Agadir, l'Empire allemand est parvenu à l'apogée de sa puissance. Par sa force, devant laquelle s'incline l'Europe entière, il fascine les imaginations germaniques qui en viennent à lui pardonner les violences dont il tire son origine. Par la prospérité matérielle qu'il assure ou promet à ses sujets, il invite les plus déshérités parmi ceux-ci à souhaiter un conflit militaire qui doit tourner au mieux de leurs intérêts et qui leur procurera, — leur voracité l'espère, — une richesse jusque là refusée. Mais de tels sentiments ne produisent qu'un loyalisme conditionnel, destiné à s'effacer aussitôt que les causes qui l'engendrent auront disparu. Toutes les combinaisons restent possibles, même peut-être un retour vers cette France, dont au demeurant on n'a pas encore oublié les bienfaits, et qui, tant qu'elle subsistera, conservera des chances de devenir un jour ou l'autre, contre la Prusse envahissante, l'ultime sauvegarde du particularisme bavarois.

JULIEN ROVÈRE.

(A suivre.)

(1) *Ib.*, 1er et 21 août, 4 septembre 1911.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

UNE
GRANDE DAME ANGLAISE A BERLIN
1914-1918

AN ENGLISH WIFE IN BERLIN, par
la princesse Evelyn Blücher (1)

Le journal de la princesse Blücher fait en ce moment les délices de la société anglaise. Ce livre, plus que n'importe quel autre d'un écrivain professionnel, est un événement mondain qui fait depuis un grand mois le sujet de toutes les conversations. Il s'en est enlevé trois éditions en quelques jours. Il faut avouer qu'avec son charme et son absence de prétention, où l'on retrouve à chaque ligne la gracieuse séduction d'un clair esprit de femme, ce livre nous donne sur la guerre une note piquante qui manque aux aigres mémoires et aux plaidoyers bilieux des généraux vaincus. Il va sans dire qu'il ne contient sur les événements du conflit mondial aucune révélation importante, mais bien plutôt ce qu'on peut attendre de la conversation d'une femme intelligente, — de menus faits, des impressions, des anecdotes, des tableaux, ces mille choses impalpables qui échappent aux historiens et de quoi est faite pourtant la couleur de l'histoire. Ajoutez que l'auteur, appartenant au plus grand monde d'Angleterre et d'Allemagne, était placé

(1) 1 vol. in-8°, Londres, Constable, 1920.

pour bien voir, et pour voir justement, sans trop de partis-pris, tout un côté des choses qui ne nous est encore qu'imparfaitement connu. Que de fois, pendant la guerre, n'aurions-nous pas payé bien cher pour jeter un coup d'œil par-dessus les tranchées et pour savoir ce qui se passait de l'autre côté de la barricade ! Sur ce sujet si important nous n'avions la plupart du temps que les témoignages les plus suspects, ou bien nous en étions réduits à interroger patiemment et à lire entre les lignes, comme l'a fait ici même M. André Hallays, les informations de la presse allemande. Le livre de la princesse Blücher complète rétrospectivement et corrige certaines de nos opinions. Il est peu vraisemblable que nous ayons jamais en ce genre un document plus véridique ou plus intéressant. Enfin, la Princesse elle-même, pendant ces quatre années, se trouvait, par la force des choses, dans une situation singulière, dans une position de captive ou d'otage qui ajoute à son aventure un attrait de roman.

En effet, de toutes les personnes qui, dans la matinée du mercredi 5 août 1914, quittèrent Londres à la suite de l'ambassadeur allemand, le prince Lichnowsky, aucune ne laissait plus de regrets dans toute la société anglaise et aucune n'y laissait elle-même plus de son cœur qu'Evelyn Stapleton-Bretherton, alors comtesse Blücher. Mariée en 1907 à l'arrière-petit-fils du fameux « maréchal *Vorwaerts*, » qui vint donner si à propos un coup de main à Wellington sur le champ de bataille de Waterloo, celle qui portait ce nom historique occupait un rang de choix parmi les élégances les plus aristocratiques. Depuis son mariage, elle n'avait cessé de vivre en Angleterre. Et ce mariage même avec le descendant de l'ancien compagnon d'armes du « Duc de fer » n'avait fait que cimenter par un nouveau lien une alliance séculaire. Le jeune comte était d'ailleurs un de ces grands seigneurs allemands si nombreux avant la guerre qui n'imaginaient rien de plus beau (comme le montrait son mariage) que le caractère anglais, ne pouvaient vivre que la vie anglaise, ne lisaient que les romans et les poèmes de Kipling, ne manquaient pas un bal ou un gala de la *season*, et tiraient en automne le *grouse* en Écosse et en hiver le buffle et le lion au Cap. Quant au prince, beau-père de la jeune comtesse, il avait beau être brouillé avec le comte son fils, sans doute à cause de son mariage avec une catholique, il n'en était pas moins connu en

Angleterre où, boudant l'Empereur et la maison de Saxe, il vivait de préférence à Berlin et dans son magnifique domaine de Krieblowitz en Silésie; il louait au gouvernement britannique la petite île de Herm, où cet original s'était rendu célèbre par sa manie d'élever des kangourous.

Ce fut donc un coup de théâtre quand, la guerre éclatant soudain entre l'Angleterre et l'Allemagne, la comtesse Blücher dut faire à l'opinion et à la politique le sacrifice de suivre son mari à Berlin Là, cette inconsolable fille, séparée brusquement de ses affections les plus chères, faute de pouvoir correspondre régulièrement avec sa mère, se mit à écrire au jour le jour à son intention le récit de tous les événements et de toutes les nouvelles qui allaient passer à sa portée pendant les quatre ans de son exil, depuis son départ de Londres jusqu'à la révolution de novembre 1918. Ce sont ces notes tout intimes, jetées chaque soir sur le papier comme des confidences, dans l'abattement, dans la tristesse ou dans l'indignation, qu'elle s'est décidée à publier, à peine de retour dans son pays, comme une lettre ouverte aux amis qu'elle avait quittés. On s'explique l'accueil qu'on a fait à ce journal comme le plaisir de revoir, après une longue séparation, une personne si brillante de la société : c'est une joie de la retrouver, et de la retrouver si pareille à elle-même.

Je gage en effet que, dans ce livre, ce qui charme davantage le public anglais, ce ne sont pas les renseignements qu'il nous donne sur l'état d'esprit des Allemands pendant la guerre, ni sur la crise des vivres, ni même sur les étapes de la révolution, mais c'est bien plutôt le spectacle, toujours si dramatique, et qui forme le sujet de tant de romans anglais : celui d'une âme anglaise inflexible et qui, dans les conditions les plus hostiles ou les plus dangereuses, n'abandonne rien d'elle-même et reste anglaise de pied en cap. Souvent, voyant à l'étranger un de ces beaux Anglais solides et puissants, je me suis souvenu de ces petits soldats de bois de mon enfance, qui se tenaient debout sur une planchette, et j'admirais cette faculté qu'ils ont de transporter leur île à la semelle de leurs bottes. C'est une de leurs forces, presque une de leurs vertus : leurs habitudes, leur thé de cinq heures, leurs bains, leurs gâteaux secs, leur tennis et leur golf sont devenus autant d'institutions qui ont presque la valeur d'une politique et servent à faire régner la vie anglaise sur la surface de la terre.

On pouvait pourtant se demander si ce cadre résisterait à la guerre et si dans un milieu nouveau, totalement sevrée de tout lien avec son pays, l'âme impressionnable d'une jeune femme ne se laisserait pas convertir aux manières de voir de sa nouvelle patrie. Mais là-dessus les lecteurs anglais ont dû être bientôt rassurés : pas une ligne de ce journal qui ne leur prouve que dans son exil la pensée de la jeune comtesse ne cesse pas un moment d'être d'accord avec la leur. Pas une seconde, Evelyn Blücher ne cesse d'être en tout une grande dame anglaise. Elle se réjouit ou elle s'indigne des mêmes choses : le torpillage du *Lusitania*, l'assassinat de miss Cavell, les raids de Zeppelins sur Londres lui procurent exactement les réactions anglaises. Comme une vraie Anglaise, elle souffre des premiers revers de l'armée britannique, se dilate aux nouvelles de la Somme et des Flandres; elle se laisse même dire sans trop d'étonnement que ce sont les Anglais qui ont gagné la bataille de la Marne. Mais au fond, la guerre sur terre ne l'intéresse qu'à moitié. Ce n'est pas là le métier de l'Angleterre. Cette fille d'Albion est la sœur de la mouette ou du cygne; elle a tout son cœur sur les eaux. Quelle déception pour elle que la bataille du Jutland! Mais quel triomphe, le jour où le coup de Zeebrugge vient rafraichir la gloire de la marine britannique! J'imagine que le lecteur anglais éprouve un bonheur infini à tous ces témoignages de fidélité anglaise, ou quand il lit des traits comme celui de l'Anglais blessé, couvert de boue, que l'on ramasse dans un fossé, et dont le premier mot, en revenant à lui, est : « J'aurais bien envie de prendre un bain, » — ou de cet autre, fait prisonnier dans la grande offensive de 1918, et à qui les Allemands demandent son opinion sur la paix : « Oh! je compte bien encore deux ans pour que vous soyez vraiment battus. » Ces mots sont en train de faire le tour du monde comme des exemples charmants du caractère anglais et de la légendaire ténacité anglaise. Et la princesse qui s'en délecte est bien une héroïne anglaise. Conserver ces opinions, cette sensibilité britanniques, les professer en plein Berlin, quand on est femme d'un prince allemand, c'est ce que l'écrivain appelle spirituellement « ma petite guerre à moi, » et c'est ce que le public a le droit de regarder comme une jolie victoire anglaise.

Il y a même là un problème qui aurait bien de quoi tenter un romancier : à savoir, dans ces cas de mariages cosmopolites

(on pourrait dire encore « inter-religieux »), lequel l'emporte le plus souvent, du mari ou de la femme, et lequel, chez celle-ci, est l'amour le plus fort, de l'amour conjugal ou de l'esprit de famille. Nul doute que la princesse Blücher ne soit fort tendrement attachée à son mari ; elle ne se cache pas d'être très fière de lui. Et elle est trop Anglaise pour ne pas tâcher d'être loyale et de voir honnêtement les « deux côtés de la question. » On verra tout à l'heure qu'elle se pique de rendre justice aux Allemands et ne leur ménage pas les témoignages d'estime (surtout quand elle les sent battus). En fait, elle aime beaucoup le pays de son mari, et l'Allemagne après tout lui paraît le séjour le plus heureux du monde et le plus habitable pour une personne de son rang, quand on n'a pas le bonheur de vivre en Angleterre. Pourtant, elle a beau faire, le pays paternel, le pays de sa race, de sa mère et de ses frères, est le seul qui existe réellement pour elle ; elle a beau chérir son époux, admirer l'abnégation et le dévouement du peuple, jouir profondément de la sauvage poésie de ses terres de Krieblowitz : tout ce qu'une âme anglaise attache d'inexprimable à cette idée du *home*, aux images du pays et du foyer natal, tout cela est Angleterre, Angleterre, Angleterre. Il n'y a pour elle qu'une famille. C'est ce qui explique sa sympathie pour la charmante et malheureuse impératrice Zita. Comme elle l'entendait dire un jour, à propos de cette princesse, à un officier allemand : « C'est connu : celles qui ont des frères de l'autre côté, sont toujours pour ce côté-là. C'est dans le sang. » Il resterait pourtant à savoir si la princesse Blücher eût senti tout à fait de même, si elle avait eu des fils, ou si seulement elle avait eu à trembler pour son mari ; mais ce prince prussien, chose curieuse ! n'avait jamais fait de service militaire et se contentait d'un modeste emploi de la Croix-Rouge. Que fût-il arrivé si le Ciel l'eût doué d'un génie moins pacifique ? Sa femme eût souffert davantage. Mais la seule épreuve décisive est celle des enfants, et cette épreuve lui fut épargnée.

Quoi qu'il en soit, il est remarquable qu'elle ait pu presque librement confesser pendant quatre années, au vu de tout son monde, les opinions qu'on vient de dire, sans être pour cela autrement inquiétée. Ce serait une preuve bien inattendue de la tolérance allemande, si l'on ne connaissait aussi l'extatique anéantissement allemand devant un titre. La princesse fut dénoncée, il va sans dire, comme tout le monde, et fut même une

fois citée à la Kommandantur pour répondre de deux phrases assez insignifiantes d'une lettre ouverte par la censure. On ne peut dire vraiment que ce soit le martyre. Elle eut à souffrir davantage de la rage anti-anglaise, et du *furor teutonicus* qui fit faire à l'Allemagne tant de sottises. Ce qui la blessait souverainement dans son tact de grande dame, c'étaient certaines « gaffes » de ses candides compatriotes, dont l'une apparaissait un soir outrageusement décolletée, en disant : « Oh! ce n'est qu'une toilette pour la prise d'Anvers. Attendez celle que je réserve pour la défaite de l'Angleterre! » Ah! si les regards pouvaient tuer, la princesse Blücher aurait un meurtre sur la conscience. Elle eut d'ailleurs bientôt la satisfaction de voir la phobie américaine remplacer le *Gott strafe England*, et l'Allemagne de jour en jour concevoir plus de considération pour l' « ennemi, » à mesure qu'elle encaissait les coups. L'Angleterre finissait par devenir presque populaire. Pour cet hommage, l'auteur pardonne tout à l'Allemagne, sans se rendre bien compte qu'il n'y a là autre chose qu'une preuve assez plate du culte allemand pour la force. Mais, à tout prendre, on ne peut s'empêcher de trouver que son patriotisme n'a pas eu trop à se plaindre. Ces Allemands se montrent, pour elle, assez bons diables. Quand la police se permet de l'espionner, elle ne manque pas de l'avertir de la liberté grande. Pour ce qui est du prince, il se conduit en parfait galant homme, avec une correction chevaleresque de *gentleman*, prenant toujours le parti de sa femme, épousant ses idées et la protégeant de son nom, au point que l'on s'inquiète en haut lieu de la « maladie anglaise » et du « dangereux empire que les femmes de ce pays exercent sur leurs maris. » « Ce n'est pas très flatteur pour les femmes allemandes, » ajoute la princesse. Mais son livre nous montre que le ménage Blücher n'était pas seul atteint; c'est presque toute l'Allemagne, à commencer par l'Empereur, qui subissait la contagion de la « maladie anglaise. »

Il y avait là, en effet, en pleine capitale allemande, toute une colonie de ces ménages cosmopolites, une brillante volière de ces « oiseaux de passage, » huppés des plus beaux noms de l'Empire, et dont le rendez-vous ordinaire était l'hôtel de l'Esplanade. Là vivaient, entre autres couples princiers, le ménage Münster, le ménage Pless, le ménage Roeder, dont les femmes étaient toutes d'origine britannique; une foule d'Américaines,

comme la princesse Bragance, la princesse Isenburg, la comtesse Gœtzen, la duchesse de Croy, la baronne Barchfeld, épouse moqganatique du prince Max de Hesse; la princesse Biron, qui était une Française, et plusieurs autres dames d'origine russe ou polonaise. Ce petit cercle, tenant à toutes les aristocraties, ayant des relations dans les hautes sphères de l'État, n'était guère occupé que de surprendre et d'interpréter les nouvelles. C'était ce qui s'appelle un milieu de gens bien informés: en d'autres termes, un véritable foyer de défaitisme. On y apprit de très bonne heure la bataille de la Marne.

Dès lors, les clairvoyants virent la partie perdue. Bismarck eût arrêté les frais et trouvé la manière de contenter tout le monde. De même en mars 1918, dès les premières heures de l'offensive de Ludendorff, les initiés comprirent que c'était une affaire manquée. Dans ce milieu plein de résonances et relié à tous les mondes par d'invisibles fils, aucune information ne demeure longtemps secrète. Des militaires vont et viennent, apparaissent entre deux batailles : ou bien, en temps de crise, les attachés américains servent de baromètre. Dès le printemps de 1918, la princesse est au fait des négociations viennoises et du voyage des princes de Parme. Elle note même, dès l'automne de 1914, que Krupp construit un canon monstre pouvant tirer de Calais à Douvres. Ce sont les fameuses *Berthas* qui tirèrent sur Paris.

Sans doute, il ne faudrait pas prendre ce petit lot de désabusés pour un miroir fidèle de l'opinion allemande. La princesse Blücher nous montre pourtant dans cette opinion de curieuses divergences, elle trahit plus d'un secret que l'Entente aurait, sur le moment, acheté au poids de l'or. Elle voyait ce qui se passait derrière la coulisse. Il y eut dans le « front moral » de l'Allemagne des divisions assez graves, dont nous n'avons peut-être pas su nous servir à temps. Les lézardes dans la facade apparurent beaucoup plus tôt qu'on n'en a eu le soupçon, et que la plupart des Allemands n'en eurent conscience eux-mêmes. On assiste à la lutte entre les militaires et les diplomates, entre les Affaires étrangères et l'État-major général, entre les modérés, les conciliants et les énergumènes qui ne voient de salut que par la violence et la terreur. On assiste aux tiraillements et aux péripéties de la discussion sur la guerre sous-marine, aux altercations de Ludendorff et de Kühlmann avant la suprême offensive. Et toujours ce sont les insensés qui l'emportent,

Ludendorff et Tirpitz, les mauvais génies de l'Allemagne. Ces fous ne sont eux-mêmes que les instruments d'une poignée d'hommes d'affaires et de métallurgistes. Et cette bande sinistre précipite en quelques mois l'Empire dans l'abîme.

Quant au peuple, il est inutile d'ajouter que jusqu'à la dernière minute il ne se douta de rien. Ses premières victoires l'avaient rempli d'une sorte de stupeur et comme enivré de sa force : cet état d'hypnotisme dura près de quatre ans. Les fautes les plus éclatantes ne lui ouvraient pas les yeux. En septembre 1918, Hindenburg déclarait encore la situation excellente, et défendait burlesquement de penser le contraire. A la vérité, depuis longtemps, le pays commençait à se lasser de la guerre. La disette se faisait cruelle. Les paysans s'en tirent encore, mais la vie dans les villes devient intenable. On ne rencontre plus dans les rues que des figures hâves, hantées par l'obsédant problème de dîner. Ah ! cette question du beurre, des farineux, des graisses ! Et cet insoluble problème se complique encore de l'infinie complication de la bureaucratie et de la paperasserie allemandes. Nous l'a-t-on vanté, ce fameux « génie de l'organisation ! » En fait, il n'a su organiser que le gâchis. Les bévues de l'administration ! L'excès de réglementation qui dépasse tous les caprices de l'incohérence ! Tantôt, pour combattre l'accaparement et assurer l'équitable répartition des stocks, l'État rafle tous les produits, achète des montagnes de beurre, qui se gâte et qu'on cède à perte aux fabriques de savon. L'année suivante, on s'aperçoit que le pain va manquer : pour prévenir les désordres, on décide de compenser la ration de pain par celle de viande ; on décrète d'abattre toutes les vaches laitières. On était en juillet. Résultat : huit jours de bombance et d'effroyable gaspillage ; après quoi, pas plus de pain que devant, et plus de viande ni de lait... Après deux ans de ce régime, ce fut pour le ménage Blücher une bénédiction de la Providence, quand le ciel permit que le vieux prince se cassât la tête d'une chute de cheval dans son domaine de Krieblowitz ; enfin le jeune ménage peut manger à sa faim ! Le prince prend son fusil et abat quelques pièces pour le déjeuner ; s'il a de la chance, on troque un faisan ou une couple de perdrix contre une douzaine d'œufs ou une livre de beurre. Ou bien, on a la ressource de tuer un cochon ; mais quelle affaire ! « Toute la Silésie qui hume la chair fraîche avec des yeux goulus, et le spectre d'Hindenburg

qui réclame là-bas « la part du travailleur, » cependant qu'un système de brimades et de privation de cartes vous fait expier longtemps les quelques bons morceaux qu'on a pu attraper. » Et cette ressource elle-même s'épuise, si bien qu'un jour le jeune prince se voit réduit à prendre le parti héroïque de sacrifier les kangourous...

Au milieu de cette misère croissante, le peuple témoigne longtemps de la même résignation et de la même passivité. Quelquefois la princesse éclate : « Si on leur disait de manger du foin, ils le feraient! » Malgré tout, bien lentement, la lassitude gagne. Le découragement, la dépression augmentent. Il faut suivre dans le journal de l'auteur les étapes de ce long chemin du désenchantement. C'est peut-être la partie supérieure de son livre : on assiste aux progrès de la révolution. Ce sont d'abord de simples bagarres, des cortèges d'affamés qui demandent du pain. La paix devient une idée fixe. A la fin de 1916, la démoralisation est déjà générale. L'armée murmure; on surprend des propos menaçants contre les officiers. L'inquiétude, d'abord encore sourde et à peine perceptible, prend des proportions alarmantes. Les gens parlent à voix basse de l'abdication de l'Empereur. On entend des permissionnaires dire dans les tramways : « Patience! Bientôt, ce sera notre tour. » La brusque chute du tsar, suivie de celle du roi de Grèce, est le prodrome des écroulements de trônes. Entre la face obscure de la nouvelle Russie et la menace de l'Amérique follement provoquée, l'Allemagne sent déferler le flot universel de la démocratie. Au milieu de ce désarroi, de ces craquements de débâcle de l'année 1917, Berlin, au bord du gouffre, est pris d'une folie de plaisir : la vague de vertige et d'oubli, la fièvre de dissipation qui prélude aux grandes catastrophes, fait tanguer l'Allemagne à ses flonflons de danse macabre. Le vieux prince Ernst Gunther dit en petit comité : « L'Allemagne s'en va au diable! » L'empereur Charles essaie de la paix séparée; chacun fuit le bateau en détresse, le grand vaisseau de la Germania qui sombre. On se chuchote le mot du roi de Bulgarie, qui fait sa cure à Mannheim : « L'année prochaine, mon cher, je reviendrai ici en simple bourgeois; j'ai trop vécu. » Ou celui du kronprinz : « Moi, à mon âge, je m'en tirerai toujours; mais *le vieux?* » Depuis la paix de Brest, le drapeau rouge flotte aux Tilleuls sur l'ambassade de Russie.

Et alors, brusquement, le drame se précipite; le nuage pesant, l'effroyable épaisseur d'illusions et de mensonges, de complicités et de silence, se dissipe en quelques éclairs et l'Allemagne découvre sa véritable situation. Je ne vais pas rappeler ce que tout le monde connaît : la demande d'armistice, la panique de Ludendorff et sa culbute lamentable, l'affolement de Berlin, les hésitations de l'Empereur, sa fuite et les événements qui suivirent. Sur chacune de ces journées de la Révolution, la princesse nous a laissé une suite d'instantanés dont le déroulement rapide, capricieux et haletant, nous fait assister, semble-t-il, au spectacle de la réalité. Derrière sa fenêtre blindée du vieux palais Blücher, sur le Pariser-Platz, devant la porte de Brandebourg, faite pour que l'ombre du « maréchal Vorwaerts » présidât à perpétuité aux retours triomphants des troupes, sous le quadrige de bronze ailé que conduit la Victoire, son arrière-petite bru put voir toute une journée le défilé de la populace célébrant comme une fête la chute de l'Empire, et entendre plus morte que vive toute la nuit suivante les mitrailleuses faire rage entre les insurgés et le parti de l'ordre. Avec quel soulagement on reçut à Berlin la dépêche de Clemenceau, signifiant que les vainqueurs ne feraient pas la paix avec le bolchévisme! Ce dimanche 10 novembre, « tout Berlin » se disposait à recevoir les Alliés comme des libérateurs!

Et la princesse, avec son talent ordinaire, ne manque pas de nous faire encore quelques tableaux saisissants des semaines tragiques : c'est Liebknecht haranguant la foule du haut de ce même balcon doré du *Schloss* impérial, où l'Empereur quatre ans plus tôt promettait à ses troupes qu'elles reviendraient à Berlin avant les feuilles d'automne; ce sont les bureaux de la Wilhelmstrasse envahis de « camarades, » sous le contrôle desquels les fonctionnaires impériaux, et parmi eux le propre neveu de la princesse, continuent le travail du *Reich :* c'est le spartakiste Eichorn, l'Empereur rouge de Berlin, gardé dans son repaire par un splendide marin, ancien garde de Guillaume II sur le *Hohenzollern*, et qui, avec le flegme du vrai prétorien, continue son métier de veiller sur le « pouvoir. »

Je voudrais, dans ce flot des dernières images, en retenir quelques-unes particulièrement émouvantes : c'est, dans le grand désastre, l'exode désordonné des petites monarchies, l'évasion affolée de la maison de Saxe, l'émoi des maîtres de

cérémonie, le roi invité à quitter son palais dans une auto à drapeau rouge et refusant avec une dignité comique cette offre « sans précédent dans l'histoire des rois de Saxe, » le dévouement d'un serviteur, les diamants de la couronne sauvés dans une brouette par un courtisan fidèle. Et c'est le tourbillon de ces pauvres Altesses inaccoutumées à la vie, jetées à la rue sans toit, sans argent, sans habits, sans « cartes » et sans état-civil, la pauvre vieille princesse boiteuse Johann Georg courant à travers champs, n'emportant dans un petit sac qu'une brosse à dents et un mouchoir. C'est un thé de fortune, un pique-nique d'exilés, dans la chambre des Blücher, où l'un apporte un quart de beurre, l'autre des gâteaux secs, comme dans un noël de pauvres. Et tout cela est si romanesque, qu'on a l'impression de vivre subitement « dans un conte à la Walter Scott, où des Altesses en fuite, des partisans dévoués, de belles dames en détresse, des cachettes à trésors et les sanglantes horreurs de la Révolution forment un drame agité sur l'horizon farouche des monts de la Silésie, avec le noir secret de leurs bois pleins de rendez-vous de chasse, servant de gîte précaire à plus d'un prince traqué... »

Il y a surtout une vision qui attire, passant et repassant dans le fond de la scène : celle de l'Empereur, du souverain déchu, trompeur et trompé, envié et haï comme un maître du monde, auteur responsable de toutes les catastrophes, — en réalité si impuissant, incapable en bien et en mal, avec toutes ses velléités de conduire la civilisation.

Je ne prétends pas trancher cette énigme, dont la princesse elle-même ne donne pas le mot. Triste fantôme, en vérité, que ce personnage inutile, ne jouant aucun rôle dans la guerre, qui paraît encombrant partout, et qu'on expédie comme une malle de Varsovie à Verdun et de Flandre en Russie, pour s'en débarrasser. Il ne sait jamais rien des intentions de ses généraux. Au G. Q. G., on le met à la porte chaque fois qu'il s'agit de quelque chose de sérieux. Falkenhayn le chambre et l'empêche de parler à qui que ce soit hors de sa présence. Ludendorff lui truque ses rapports. Ses courtisans s'arrangent pour escamoter les journaux. Tous les moyens sont bons pour lui cacher la vérité. Solitude des grands! Dans ce désert de la cour, il est réduit à prendre pour confident, qui? un valet de comédie, un vil dentiste américain. Il a des

idées modérées et il cède toujours à la pression des violents. Il est obligé de dissimuler ses véritables sympathies. On croit qu'il est le maître, et il n'est que le jouet du peuple. Ce sont les masses elles-mêmes qui poussent à la guerre. Il est vrai que le malheureux a fait le geste qui les déclenche; il a eu le mouvement funeste qui déchaîne les éléments. Les éléments l'emportent et le roulent. Il s'éveille du songe et du délire au bord du gouffre.

Ainsi la princesse Blücher flotte entre des sentiments divers. Son cœur et sa raison se combattent. On ne peut exiger d'une femme une justice bien exacte, et les contradictions elles-mêmes de ses impressiens font le charme naturel et émouvant de son récit. Tantôt elle accuse l'Empereur et tantôt elle l'absout; la lâcheté des « lâcheurs » révolte sa loyauté d'Anglaise. Elle est presque portée à plaindre le misérable, comme elle se sent prise de pitié et d'admiration pour les misères et la patience sans bornes de ce peuple égaré par une bande de « surhommes » et de mégalomanes. Ce n'est pas ici le lieu de trancher ce procès. Mais on voit bien qu'un tel jugement n'est peut-être pas une simple affaire de sentiment. Sans doute, la princesse sent en créature généreuse, quand elle montre sa reconnaissance pour son pays d'adoption, pour ce peuple sombre et têtu dont elle a vu les sacrifices inouïs et inutiles. Comme elle se rappelle son orgueil de jeune femme, lorsque l'Empereur, dans un bal, lui fit demander d'être la marraine du *Blücher!* Il ajouta en souriant : « Je pense que je vais vous brouiller avec toute votre famille, si vous vous mettez à baptiser mes cuirassés! » Il avait des manières irrésistibles. Et puis, quatre mois plus tard, les fêtes du baptême à Kiel, le prince et la princesse Henri de Prusse, von der Goltz, le premier speech en allemand, le champagne qui saute, et le bateau qui s'élance gracieusement sur la rade. Et, après la cérémonie, le déjeuner au château, chez la princesse Henri, qui était une princesse anglaise, et tous les souvenirs enchantés de Windsor et de la bonne reine Victoria. Angleterre, Angleterre, ô charmante Angleterre!

Et maintenant, un autre tableau : un « Salut » du soir à Sainte-Hedwige, la « Madeleine » de Berlin; l'autel, buisson ardent de cierges et de fleurs, le Saint-Sacrement dans l'ostensoir, les prêtres et leurs acolytes, l'encens et les fidèles confondant leurs prières et leurs parfums; la comtesse Henckel et ses

filles en costume d'infirmières; la princesse Löwenstein et la comtesse Larisch entourées de leurs jeunes enfants; des bonnes sœurs, des soldats blessés, des têtes enveloppées de linge et des bras en écharpe... Au fond de la chapelle, « mon mari en tenue de chevalier de Malte, avec le brassard de la Croix-Rouge, et le prince Löwenstein en tenue de campagne d'officier bavarois, tous deux appuyés sur leurs sabres, les yeux cloués au tabernacle. Et toute cette foule pieuse, dans un oubli total du monde extérieur, épanche tendrement son cœur aux pieds du Créateur, dans un cantique profond à la Vierge Marie. Et je me demande à moi-même : « Est-ce que tu hais ces gens-là autant que tu le « crois? Ne vois-tu en eux que du mal? Est-ce qu'ils ne souf- « frent pas aussi, et ne vois-tu pas leurs foyers en deuil et « tout ce qu'ils endurent aussi bien que les tiens? » Et ma rancune s'apaise, et je me mets à faire une prière pour ces êtres malheureux comme moi, et peut-être plus que moi. »

Le passage est touchant et fait honneur au cœur de celle qui l'a écrit. Peut-être est-ce le destin des créatures de sa sorte de se jeter parfois, comme les Sabines de la légende, échevelées et éperdues, entre leurs frères et leurs maris. Mais peut-être aussi le monde un peu exceptionnel où vivent de telles personnes, s'il leur permet de voir certaines choses, leur en cache d'autres plus importantes. Panser les blessures de la guerre est la tâche de la paix, mais n'y a-t-il à guérir que des blessures allemandes? Nous en connaissons de plus cruelles et de moins méritées. On peut avoir le malheur d'épouser un prince allemand, mais ce malheur d'élite n'est pas une raison qui compte devant tant d'infortunes plus communes et plus simples. Tout le monde n'a pas l'honneur d'être la marraine du *Blücher* et de posséder en Silésie des chasses seigneuriales. Que ces avantages se paient de quelques inconvénients, qu'est-ce que cette insignifiante et aristocratique misère et que ce chagrin privilégié, au prix de ces millions de deuils d'étoffe bourgeoise ou paysanne, qui pleurent des fils et des maris et qui sanglotent d'humbles sanglots sur les tombes de nos provinces dévastées?

Ce n'est pas tout. La princesse Blücher écrit comme si l'Angleterre était entrée dans la guerre sans motif personnel par pur désintéressement et dévouement pour un autre pays. Elle assure que, la guerre finie, il n'y a plus de raison de haine, et que, pendant la guerre elle-même, nombreux était en Allemagne

le parti de la paix et de la conciliation. L'Empereur ne demandait pas mieux que de marcher avec l'Angleterre. « Ah ! je n'aurais jamais cru cela de *Georgie !* » s'écria-t-il naïvement quand la guerre éclata. En effet, cette admiration pour l'Angleterre était depuis vingt ans l'obsession de l'Allemagne. Faire de l'Allemagne une Angleterre, ce fut le rêve de Guillaume II, comme celui de Tirpitz, de Ballin, de tous les coloniaux, de tous les pangermanistes, de toute la noblesse d'argent, de tous les officiers de marine qui copiaient le *chic* britannique, de tous les élégants qui, comme le comte Gebhart Blücher, affectaient de ressembler à des aristocrates anglais. C'est cette concurrence qui devait rendre la guerre fatale. En changeant le destin de leur Allemagne continentale et agricole, en la jetant sur les eaux, dans les grandes aventures, dans les affaires et l'industrie, en construisant la flotte, les *dreadnoughts* et les sous-marins, ces anglomanes préparaient le choc inévitable où les deux grands impérialismes devaient se rencontrer. Le mariage de la princesse appartient à la lune de miel de cette histoire. Elle ne pouvait se terminer que par une tempête. La dame aux deux patries se flatte de connaître mieux que nous autres, pauvres gens, les « deux aspects des choses. » Le roi Édouard VII voyait plus simplement, quand il disait ce mot, dont une Anglaise devrait se souvenir : « Notre frontière est sur le Rhin. »

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

UN NOUVEAU ROMAN DE M. HENRY BORDEAUX (1)

Il y avait longtemps que M. Henry Bordeaux n'avait donné de roman : c'est que la guerre a été longue, où il faisait de la plus belle manière son métier de soldat. Les volumes qu'il a écrits pendant cette période, à ses moments de loisir, sont de l'histoire militaire, toute frémissante et aussi d'une parfaite exactitude. *Les derniers jours du fort de Vaux* et *Les captifs délivrés*, deux épisodes de *La chanson de Vaux-Douaumont*, resteront comme un témoignage de foi patriotique et de vérité. Il fallait alors réagir contre les efforts d'une littérature obstinément désespérante, qui ravageait notre pays. Plusieurs écrivains composaient, de toutes les horreurs de la guerre, une image de la guerre à laquelle manquait ce qui nous a permis de remporter la victoire : le sentiment belliqueux, la flamme qui animait nos défenseurs. Image fausse, même si les éléments de cette image étaient empruntés à la réalité authentique et monstrueuse ; image incomplète, et fausse parce qu'on avait supprimé une partie de la ressemblance. On peut copier avec le soin le plus méticuleux un visage et le rendre méconnaissable, si l'on néglige ou le regard des yeux ou l'âme que révèle une physionomie. La preuve que la littérature qui mérite le nom de défaitiste n'était pas vraie, les événements l'ont fournie : c'est la victoire. Si la guerre n'avait été qu'une abjection que rien ne relevait, nous ne l'aurions pas achevée sans défaillir. La victoire dément la littérature défaitiste. Mais, avant la victoire, il importait de la démentir déjà. C'est ce qu'a fait M. Henry Bordeaux : non pas du tout, comme l'ont dit les apôtres du déses-

(1) *La résurrection de la chair* (Plon).

poir, en déguisant la vérité sous de jolies couleurs ; mais en peignant toute la vérité, ce qu'elle avait d'épouvantable, et ce qu'elle avait de sublime. Est-ce qu'il a dissimulé la souffrance atroce des soldats? Aucunement ! Ce sont les autres, qui dissimulaient l'extraordinaire esprit de guerre dont les soldats étaient exaltés, malgré la souffrance.

La guerre finie, après de si dures années, M. Henry Bordeaux revient au roman : la guerre finie, mais non les conséquences de la guerre. Il est de ceux qui ne croient pas qu'un tel bouleversement passe et ne laisse pas de traces de son passage. Et, quant aux signes de la guerre, ils sont assez visibles pour qu'on n'ait pas de peine à les découvrir ; mais on les voit beaucoup mieux dans l'ordre matériel, sous l'aspect de dégâts et de ruines, que dans l'ordre moral, où il semble qu'on attendît un remarquable changement. Un observateur assez attentif examinerait notre Paris et la vie qu'on y mène : peut-être serait-il frappé de l'analogie du Paris nouveau avec le Paris de naguère plus que de la transformation qui s'est produite, et jusqu'à douter que cette transformation se soit produite.

Un grand nombre de gens vivent tout de même que s'il n'y avait pas eu la guerre. Comment font-ils? On peut les blâmer ; on peut aussi les considérer comme les victimes ou les profiteurs d'une frivolité scandaleuse. Mais de quelque manière qu'on les juge, c'est un fait que nous avons une quantité de compatriotes étonnamment préservés, à qui la guerre n'a rien appris et qui ont l'air de ne l'avoir pas sentie. Que leur faut-il ? Sans doute la frivolité est-elle une cuirasse ou une barde aussi épaisse que l'indifférence ou la morne insensibilité. Les romanciers qui peignent des fragments de la vie contemporaine ont assurément sous les yeux tout le spectacle, et fort abondant, d'une vie, ou peu s'en faut, pareille à celle qui, avant la guerre, posait devant eux.

Voilà, si je ne me trompe, l'une des raisons pour quoi subsiste et subsistera une littérature que la guerre n'a presque pas modifiée. Ce fut aussi une erreur, de se figurer que la guerre et même la victoire allaient, du jour au lendemain, nous apporter une littérature, une poésie, des arts tout neufs, au moins régénérés. Il faut du temps. La récente guerre est d'abord le bouleversement que je disais, et qui doit lentement s'apaiser avant de créer une littérature ; la pensée ne travaille pas vite.

Ajoutons qu'il y a, dans l'âme humaine, et par bonheur, quelque chose de permanent que n'atteint pas la plus vive particularité d'une époque. La littérature ne pouvait pas changer du tout au tout, parce

qu'aussi les âmes ne pouvaient pas changer du tout au tout. Si l'on persuadait imprudemment les romanciers de n'observer que les nouveautés psychologiques ou morales apportées par la guerre, on diminuerait le champ de leur observation. Ne le diminuerait-on pas de la partie principale ? En outre, il est bien légitime que la littérature ait le souci de l'époque ; mais on ne doit pas non plus, et à mon avis, la charger de tous les devoirs qui incombent au moraliste, au législateur, au prédicateur. Elle a, dans la République, son rôle, qui est de nous procurer l'un de nos divertissements les plus honnêtes, au moins l'un des plus anodins, à coup sûr l'un des plus charmants. Bref, je ne crois pas qu'on ait à souhaiter que la littérature, au lendemain de la guerre, soit toute consacrée à la guerre.

Cependant, nous sommes touchés de sentir, dans l'œuvre d'un bon écrivain, l'émoi durable de la guerre. Un beau roman qui, ces temps-ci, porte la marque de la guerre, et qui est de son temps, est du temps le plus pathétique. Et, même si la littérature n'a peut-être pas tous les devoirs d'activité politique et sociale que certains critiques et moralistes voudraient lui infliger, la littérature a servi pendant la guerre ; elle essaye de servir encore : il lui en vient une beauté qu'on aurait tort de méconnaître.

Le nouveau roman de M. Henry Bordeaux, *la Résurrection de la chair*, est encore tout frémissant de la guerre. Je ne dis pas seulement que le sujet qu'il traite soit une suite de la guerre et de ses hasards ; mais l'écrivain qui l'a composé frissonne des souvenirs que le champ de bataille lui a laissés. L'on s'en aperçoit de la première à la dernière page et, par exemple, à de menus détails tels que celui-ci. Nous sommes au pied du massif de la Grande-Chartreuse, aux derniers jours du mois d'août, pendant la moisson : « Les campagnes du Grésivaudan, étagées sur les deux rives de l'Isère, bleues et or sous le beau soleil, retentissaient d'un bourdonnement continu, pareil au bruit d'une multitude d'avions dans les airs. » Il me semble qu'on ne lit point cela sans que vous vienne le même sourire amical et content qu'à lire, dans le *Sahel* ou dans le *Sahara* de Fromentin, la description d'un paysage dont ce grand peintre a nommé les couleurs, les indigos, les vermillons ou les cobalts. C'est l'homme qui se révèle et qui révèle son métier, son habitude : M. Henry Bordeaux, son habitude récente et le métier de soldat qu'il a fait pendant cinq ans.

Son roman, le voici. André Bermance est fils d'un ingénieur du Dauphiné. Il a perdu son père de très bonne heure. Sa mère l'a

élevé avec une tendresse de mère et, si l'on peut dire, avec une tendresse de veuve. Ils passent une partie de l'année dans le petit domaine de La Colombière, qui n'est pas loin de Grenoble et dont la maison ressemble aux Charmettes : « Même douceur rustique, même accueil paisible. Un haut toit couvert de ces larges tuiles brunes arrondies qui prennent de beaux tons de châtaigne ; des volets blancs et pleins ; de ces petites fenêtres, à la mode d'autrefois, qui donnaient aux habitations un air de vie intérieure, tandis que nos grandes baies nous détournent de nous-mêmes pour nous attirer au dehors. Une glycine orne sa façade... Une allée la relie au pigeonnier qui surmonte la fontaine ; et cette allée passe sous un arceau de vigne... Le jardin s'étend derrière, et le verger de pommiers et de pruniers, puis les prés et les champs. » Il fallait citer ce passage : la maison des Bermance donne à bien deviner ce qu'est la famille Bermance et comment elle vit.

La Colombière dépend du village de Chapareillan-le-Vieux ; à quelque douze cents mètres de là, il y a Chapareillan-le-Neuf ou Chapareillan-Ville. Dès son enfance, André Bermance préférait le village à la ville : c'était à cause de la colline de Bellecombe et des pentes sauvages et rocheuses qui, par les forêts, conduisent au lac Noir. André Bermance avait une gaieté naturelle, et qui ne résultait pas d'une méditation, mais qui lui servait de philosophie. Comme il avait environ dix-sept ans, sa mère lui demanda un jour s'il ne manquait pas de dire ses prières. Il répondit tout simplement qu'il les disait le matin, si le temps était beau. « Pourquoi ? — Parce que, le matin, quand il fait beau temps, je pense à Dieu. — Les autres jours, tu n'y penses pas ? — Oh ! non. » Bref, il réunissait l'idée de Dieu et le sentiment de la joie.

André Bermance a terminé ses études à l'école d'électricité de Grenoble, pour être ingénieur, comme son père. La guerre éclate : le deuxième jour de la mobilisation, il rejoint à Bussang le bataillon de chasseurs auquel il est affecté comme sous-lieutenant de réserve. Il appartient à ces troupes heureuses, bientôt déçues, qui les premières firent leur entrée en Alsace et à Mulhouse. La 66e division, la sienne, travaille en Alsace pendant les derniers mois de l'année 1914 et toute l'année 1915. L'attaque sur les bois d'Uffholz, à la fin de décembre 1914, marque la direction vers le sommet de l'Hartmann, qui est pris au début de janvier, repris le 26 mars. Au mois de juin, prise de Metzeral : et les chemins sont ouverts sur Munster et Colmar. A Metzeral, André Bermance est blessé deux fois,

au bras et à la jambe, évacué sur Moosch, puis sur Gérardmer. Lieutenant, il commandait une compagnie; on l'a décoré. Il écourte son temps de convalescence et repart; il boite encore. Son bataillon séjourne à Moosch; et c'est là qu'il rencontre « la plus jolie fille de Thann, » Maria Ritzen. Les Ritzen, de très bonnes gens, reçoivent de grand cœur nos officiers. André Bermance et Maria Ritzen, un beau jour, sont fiancés.

Seulement, c'est la guerre; et il faut sans cesse partir. On a des semaines de tranquillité, où il vous semble qu'une espèce de vie, étrange et menacée, merveilleusement douce, recommence et vous engage à compter sur l'avenir; et puis il faut retourner au feu, au péril de mort. André Bermance est plus crédule que personne au charme de ces moments qui ont l'air de vous promettre la durée; quand il s'en va, il garde une allégresse qui l'empêche d'être mélancolique lors des adieux : il ne dit qu'au revoir. Il est reçu depuis quelque temps chez les Ritzen, et le fiancé de Maria. Il a demandé le commandement d'une compagnie et doit, demain, monter à l'Hartmannsweilerkopf. L'on dîne, chez les Ritzen, comme d'habitude. Ce n'est pas comme d'habitude, pour Maria Ritzen et pour son fiancé : ils se quittent. Maria, qui a tant de craintes, se raidit, parce qu'elle ne veut ni montrer son alarme ni affaiblir le courage et la confiance de l'officier; elle ne montre pas son alarme et, de peur de rien montrer des sentiments qu'elle éprouve, elle ne montre pas toute sa tendresse. Les adieux ne se font pas très bien. Il y a aussi les jeunes frères de Maria qui sont très agités, qui grimpent aux jambes de leur ami l'officier; les parents Ritzen ne bougent pas, ne laissent pas seuls les fiancés. Quand Maria s'enferme dans sa chambre et dénoue ses cheveux pour la nuit, son chagrin se complique du regret d'un adieu manqué.

Il arriva qu'André Bermance était pareillement chagriné. Il vint à la chambre de Maria. Il entra. Elle ne lui dit pas de s'en aller : on ne dit pas de s'en aller à un joli garçon que l'on aime et qui, dans quelques heures, s'en ira, où donc? peut-être mourir! La chambre de Maria était voisine de la chambre où ses jeunes frères dormaient, qu'il ne fallait pas réveiller. Les amoureux avaient ainsi l'obligation du silence, et le silence est l'un des complices de l'amour. Maria mit son bras autour du cou de son fiancé. Il s'aperçut qu'elle pleurait. Et il resta. Jusqu'au matin!

De l'Hartmannsweilerkopf, André, quelques jours plus tard, écrivait à Maria : « Demain peut-être, Maria, ma chère femme, nous

serons relevés. Après-demain peut-être je te reverrai. Sois donc rassurée et bien sage. Cesse de te tourmenter à cause de moi; je vis, je vis, je vis, entends-tu, et jamais je n'ai tant aimé la vie, parce que ma vie est à toi, ma bien-aimée... » Mais il ne revint pas. Il fut l'un des soldats qui sont morts sur la tragique montagne. Il ne descendit du sommet sinistre et glorieux que pour être enterré au cimetière de Moosch, à l'ombre du drapeau tricolore, auprès du général Serret. Et Maria était enceinte.

Voilà le roman, terrible comme le temps où il se déroule.

Mais cette rude anecdote, que j'ai fidèlement résumée, M. Henry Bordeaux l'a, pour ainsi dire, transposée d'une manière qui la rend beaucoup plus belle et qui lui donne un charme de délicatesse ravissante. Il ne raconte pas, comme je l'ai fait pour que fût la différence plus sensible, cette histoire d'André Bermance et de Maria Ritzen directement : ce n'est pas lui qui la raconte d'un bout à l'autre; mais l'épisode le plus audacieux, c'est Maria qui le raconte, et à qui? à Mme Bermance. L'anecdote ne vous est pas offerte ainsi qu'on vous présente la réalité sous vos yeux; et vous n'avez qu'à bien la regarder : M. Henry Bordeaux l'a transposée dans l'âme de Maria et de Mme Bermance. Le drame n'est pas exactement l'amour d'André Bermance pour Maria Ritzen, sa volupté nocturne et sa mort. Le drame est, aux lendemains de cette mort, l'émoi des survivants. Le héros du roman n'est pas André Bermance; mais, plutôt, c'est le sort de Maria Ritzen, jeune fille et qui va être mère, qui tourmente notre sympathie; autant que Maria, nous intéresse la pauvre Mme Bermance, pour qui se trouve un instant avili, en tout cas soumis à de grandes tribulations, le souvenir d'un fils qu'elle chérissait; et, principalement, le drame est celui des âmes que la réalité met en contact avec la faute, après la faute et après qu'a disparu le coupable, digne d'amour et de tendresse.

Le roman, tel que je le résumais, ne serait qu'une aventure de guerre et de garnison. Le beau jeune homme, un fier soldat, séduit la jeune fille aguichée; elle est grosse, quand il est tué. C'est une malchance, un incident vulgaire. Il y a déjà, pour donner à ce fait divers un caractère imposant, les circonstances de guerre et de mort, la qualité du coupable et de sa victime. Le séducteur a quitté la chambre de Maria pour monter à l'Hartmannsweilerkopf et y mériter la gloire du sacrifice le plus généreusement consenti. La jeune fille qu'il a séduite est l'une de celles qui sont redevenues des Françaises par le sacrifice de nos soldats, et, dans l'amour qui l'a

touchée en faveur d'André Bermance, le vif enthousiasme de l'Alsace en train de redevenir française a été l'un des éléments de ferveur exaltée. L'humble et banale histoire de ces amants se lie à l'histoire et aux événements les plus poignants de l'histoire qui nous est le plus chère : elle en reçoit une espèce de grandeur et de poésie. Mais ce qui lui confère encore une beauté, j'allais dire une chasteté exquise, est de nous apparaître au miroir de ces deux âmes adorablement pures, celle de la fiancée veuve et celle de la maman telle qu'une orpheline.

André Bermance n'est pas le héros du roman. Dès la première page, André est mort depuis quatre mois. Mais le roman pourrait s'appeler *André Bermance*, comme cette tragédie de Corneille qui porte le nom d'un personnage qu'on ne voit pas. Nous voyons Mme Bermance et Maria Ritzen : le souvenir d'André habite leurs âmes; elles ne sont rien, ne disent rien, n'ont aucune pensée qui ne soit le souvenir d'André ou que le souvenir d'André ne motive. Mme Bermance n'est que la maman, Maria n'est que la fiancée. Nous ne connaissons pas André autrement que par elles, et moins par ce qu'elles en racontent que par ce qu'elles en ressentent, qui fait toute la péripétie du roman.

Si Maria était l'une de ces jeunes filles comme il y en a d'autres, son aventure ne serait que médiocre; et l'on dirait : « La pauvre fille! » voilà tout. Et le souvenir d'André Bermance, après que ce jeune homme n'est plus qu'un souvenir ici-bas, ne vaudrait pas beaucoup d'attention. Mais Maria, qui a tous les scrupules de la vraie jeune fille et qui pourtant reste si éprise que ses remords ne diminuent pas son amour, ne le profanent pas, Maria embellit et purifie le souvenir de son amant, le souvenir qui est tout ce qui survit d'André Bermance.

Et Mme Bermance, de son côté, si elle n'était qu'une pauvre femme qui pleure un fils et qui n'est sensible qu'à ce chagrin de la mort de son fils, peu lui compterait la faute qu'André a commise. André ne serait que l'un des garçons, par centaines de milliers, que les mamans de chez nous ont à pleurer, quelle que fût leur âme et qu'elle fût pécheresse ou non. Mais Mme Bermance est une catholique; et, au chagrin que lui cause la mort de son fils, elle ajoute le souci de la mort qu'il a eue au regard de Dieu... Il y a, dans le roman de M. Henry Bordeaux, une autre mère catholique; on ne fait que l'apercevoir : elle épouvante. C'est une paysanne de la Franche-Comté. Elle a su que son fils était à l'hôpital, en péril de mort. Elle est venue.

Pendant trois jours, elle a soigné son fils; elle l'a encouragé à mourir. Et, le troisième jour, il meurt. Elle lui ferme les yeux; elle ne laisse voir aucune émotion. Comme son impassibilité scandalise les plus vaillants, elle répond : « C'est un bienfait de Dieu. Nous vivions sans religion, dans mon village. Dans mon village, personne n'a de religion, pas même le curé. Mon mari n'a vécu que pour le profit. Il est décédé en comptant son argent. Mes trois fils sont partis pour la guerre. Dans ma misère, j'ai retrouvé Dieu. Alors, je lui ai demandé qu'ils meurent en bons chrétiens. S'ils rentrent au village, ils recommenceront comme leur père à ne vivre que pour le profit ou, parce qu'ils sont jeunes, pour le plaisir. Je les connais. Dieu m'a exaucée pour celui-ci. De quoi me plaindrais-je? » Ce raisonnement, d'une rigueur parfaite, n'a qu'un tort, qui est de n'être qu'un raisonnement. Il supprime le sentiment et n'a pas le caractère d'une pensée humaine. Et qu'est-ce qu'une religion qui n'est point humaine? Au surplus, cette bonne femme irait au bout de sa logique et de son dévouement maternel, en tuant de ses mains ses trois fils après les avoir menés à la table de communion! La véritable religion n'est pas dénaturée ni absurde. Et la religion de cette bonne femme a déplorablement subi le coup des souffrances morales que la guerre a infligées à tant de pauvres gens. Telle n'est pas la religion de Mme Bermance. Les consolations religieuses lui allègent la douleur qu'elle a de la mort de son fils, mais n'abolissent pas sa douleur. Semblablement, sa tendresse de mère ne sera pas amoindrie, quand elle apprendra que son fils a commis une faute, elle qui le croyait plus sage et plus fidèle à ses devoirs d'honnête homme et de bon chrétien; mais, de savoir qu'il a dû se présenter devant le Juge céleste chargé d'une telle faute, lui aggrave péniblement sa douleur. Sa croyance ne la rend pas moins humaine.

Maria Ritzen, après la mort d'André Bermance, n'a point bougé de son village d'Alsace auprès de Thann. Un jour, elle écrit à Mme Bermance, qu'elle n'a pas vue encore, et la supplie de venir.

Mme Bermance ne sait pas du tout ce qu'il en est de Maria Ritzen. André, avant de monter pour la dernière fois les pentes de l'Hartmann, lui a seulement écrit que Maria Ritzen était la plus jolie fille de Thann et qu'il rêvait de l'épouser. Toute l'histoire d'André Bermance et de Maria Ritzen, nous l'apprendrons en même temps que Mme Bermance et par cette Maria Ritzen... Dans un exemplaire de Sophocle, en marge de l'*Œdipe roi*, Racine avait noté que c'est une admirable exposition, celle qui renseigne tout à la fois le spec-

tateur et le protagoniste... Eh! bien, *la Résurrection de la chair* n'a aucune espèce d'analogie avec la tragédie de Sophocle ; mais le stratagème de l'exposition, dans le roman et dans la tragédie, est le même. Il faut que nous sachions ce qui s'est passé avant que la tragédie commence : et il faut qu'Œdipe le sache ; et c'est lui qui mène l'enquête. Il faut que nous sachions ce qui s'est passé avant la mort d'André Bermance : et il faut que Maria Ritzen le dise à Mme Bermance ; elle l'a fait venir pour cela. Cet habile romancier n'a pas recours à des confidents de hasard et dont l'indifférence bientôt se communiquerait à son lecteur. Il ne nous offre pas non plus un tranquille récit que nous lirions tout à loisir.

Les éléments du drame sont révélés à nous et à la personne qui a l'intérêt le plus vif à les apprendre : ainsi, chaque révélation nous émeut davantage, étant augmentée de l'émoi qu'éprouve, complice et instigatrice de notre curiosité, la mère d'André Bermance. Et les éléments du drame sont révélés à nous et à Mme Bermance par la personne à qui certes il en coûte le plus d'un tel aveu. Or, je disais que l'histoire d'André Bermance et de Maria Ritzen, vue au miroir de deux âmes très pures, en devient plus digne et plus chaste : plus pathétique aussi lorsque ces deux âmes très pures en reçoivent une commotion si terrible! Excellente habileté du romancier, mais non pas une rouerie : l'art le meilleur.

Maria Ritzen a supplié Mme Bermance de venir. Mme Bermance arrive le soir. Il fait nuit. Et les deux femmes se rencontrent dans la nuit. Mme Bermance se sentait perdue, égarée dans un pays inconnu. Elle ne savait où aller, avec sa valise et ses couvertures. Elle apercevait des formes de montagnes, et des nuages, et des étoiles. Une ombre qui s'approche lui demande : « Vous êtes Mme Bermance? — Oui. — Je suis Maria Ritzen. » Elles étaient l'une et l'autre inquiètes, à l'idée de se voir, la mère et la fiancée : la pénombre leur sert à protéger leur timidité frissonnante.

Et l'aveu? Maria Ritzen devra se confesser à la mère d'André Bermance. Elle ne le fait pas sans retard. Elle hésite. Quand elle se décide à parler, c'est que le secret qu'elle garde depuis longtemps ne lui tient plus dans le cœur. Elle dit à Mme Bermance : « Ah ! madame, pardonnez-moi ! » Elle ne dit pas : « pardonnez-nous, » bien que la faute soit plutôt celle d'André ; mais elle prend pour elle toute la faute. Elle prend toute la faute pour elle à un tel point que Mme Bermance vient à s'y tromper. Maria dit que ses parents avaient préparé pour André une chambre. Et Mme Bermance : « Pourquoi êtes-

vous venue l'y rejoindre, Maria? » La jeune fille se redresse et elle a les joues empourprées : « Mais je n'y suis pas venue, madame. Pourquoi me traitez-vous ainsi? — Pauvre petite, dit Mme Bermance, tout à l'heure vous vous accusiez. Vous voyez bien qu'il est le plus coupable. — Non, madame, c'est bien moi. J'étais si faible. Il pouvait faire de moi ce qu'il voulait. » Ce court dialogue, et d'une telle simplicité, me paraît charmant et l'analyse la plus fine, en peu de mots, d'une âme de jeune fille ensemble et d'amoureuse. Maria dit encore : « Je lui ai mis les bras autour du cou. Il a vu que je pleurais. Il est resté. Il est resté jusqu'au matin. Vous voyez bien que c'est moi qui l'ai gardé! » Mme Bermance pleure, et pleure sur la faute de son fils. Elle ne dissimule pas à elle-même ni à Maria cette faute. Elle dit qu'André n'aurait pas dû entrer dans la chambre de Maria : « Il ne savait pas, répond Maria, que je serais si faible. Je ne le savais pas non plus. Il croyait que je lui résisterais au besoin. Je ne pensais pas à lui résister. — Ce n'était pas lui résister, que de le rappeler au respect de son amour. — Il allait mourir. — Ah! c'est parce qu'il allait mourir qu'il fallait montrer plus de courage! » Ces répliques sont belles, et non d'une beauté verbale, mais bien d'une beauté morale, dépouillée de tout ornement, réduite au langage le plus naturel de femmes très simples et qui ont plus de vie intérieure que de vie apparente. La brièveté des formules rappelle, et aussi le ton, certains dialogues de Corneille, mais adoucis de vérité quotidienne. Que de tendresse il y a dans ces mots : « Il allait mourir! » et de stoïcisme chrétien (si l'on peut rapprocher ces deux sortes de pensées différentes) dans le refus que Mme Bermance oppose au dernier plaisir, le dernier, mais défendu, de son enfant près de mourir!

Quand Maria quitte Mme Bermance après son aveu, Mme Bermance la laisse partir. Elle lui dit, du bout des lèvres et ne sachant plus ou ne sachant pas encore ce qu'elle doit faire : « Allez vous reposer. Je suis moi-même si lasse. Je m'attendais si peu à ce que j'ai appris. Je demanderai à Dieu de m'aider, de nous aider. Demain peut-être serons-nous mieux inspirées. » Les deux femmes se souhaitent le bonsoir, comme un autre soir, et comme si Mme Bermance n'était pas la grand'mère de l'enfant que Maria porte dans son sein. Maria, sur le seuil, eut l'air d'attendre un geste, un mot. Mme Bermance ne put l'embrasser; elle essaya de lever les bras : elle ne le put. Il y avait, malgré l'amitié, malgré la pitié, entre ces deux femmes, la faute, qui était la faute d'André, une faute pourtant et qui offensait, en Mme Bermance, les pudeurs de femme, les scrupules de

chrétienne et cette jalousie des mères, un sentiment presque farouche.

Puis, restée seule, Mme Bermance est quelque temps comme étourdie dans l'atmosphère intolérable où elle croit qu'elle respire une odeur de péché. Elle revoit, « posée sur ses genoux, la tête de la jeune femme, et la masse des cheveux blonds, et la nuque trop blanche, et la naissance voluptueuse des épaules que découvrait le peignoir de laine : » la plus jolie fille de Thann, et qui a été la maîtresse d'André, lui donne le dégoût. Puis elle médite, elle pleure et elle prie. Elle comprend son dur devoir. Elle songe que Maria ne dort pas et est probablement plus désespérée qu'avant son aveu. Elle monte à la chambre de Maria. C'est dans la maison des Ritzen... Sa timidité, son habitude des convenances, sa crainte d'attirer l'attention sur elle, la firent encore hésiter. Elle était de celles qui sont plus braves au dedans qu'au dehors. Cependant elle quitta ses chaussures, pour moins trahir sa marche, prit un bougeoir et, le cœur tremblant, elle sortit de sa chambre. Elle dit à Maria : « Je vous emmène chez moi, où il vous aurait amenée. Oui, chez moi, dans ma vieille maison. Je vous y recevrai comme sa femme. Et votre enfant naîtra où j'ai mis au monde André. » Le roman pourrait avoir ici le point final; mais j'ai trop vite résumé les doutes par lesquels passe la mère d'André Bermance avant d'aboutir à la certitude. La suite et la fin du roman montrent comment l'émotion généreuse devient, en Mme Bermance, une volonté forte et comment sa volonté forte triomphe de toutes les difficultés que lui suscitent le pharisaïsme de quelques personnes, la malice des autres.

Les bonnes femmes de Chapareillan, qui sont de très méchantes femmes, ont mal accueilli la pauvre Maria, la soupçonnent d'être une Boche, une espionne; et, pour la tourmenter, que n'imaginent-elles pas? Une vieille servante, Gertrude, mène le chœur des chipies. Aux dernières pages du livre, il y a une espèce d'émeute villageoise; les chipies sont entrées dans la maison de Mme Bermance, où Maria vient d'accoucher. Les chipies montent l'escalier. La sage-femme dit que c'est plus de vacarme qu'il n'en faut pour la mère et pour l'enfant : les chipies ne désarment pas. Alors, Mme Bermance paraît, tenant dans ses bras le petit être emmailloté. Elle dit : « C'est mon petit-fils! » Elle le montre à la ronde; et les méchantes femmes, à regarder l'enfant et à le prendre dans leurs bras, à le toucher et à le trouver beau, s'adoucissent comme, dirait-on, par enchantement.

C'est un symbole, et assez beau, qui affirme qu'il faut que les querelles de France veuillent céder au prestige de l'enfant, plus

nécessaire et plus sacré que jamais après que nous avons perdu quinze cent mille de nos jeunes gens; c'est le symbole de la résurrection de la chair après les ravages de la mort.

Ce n'est qu'un symbole; et, si beau qu'il soit, je l'aime beaucoup moins que toute la réalité, simple et si pleine d'idées, qu'il remplace au dernier moment, d'une façon soudaine et un peu fabriquée.

Mais le véritable roman, plus intime, et qui a son foyer dans les deux âmes de Maria Ritzen et de Mme Bermance, et qui de là se répand au dehors avec une magnifique profusion de sentiments qui valent des doctrines, c'est le roman du pardon par l'intelligence et par le cœur. C'est aussi l'acceptation brave et religieuse de maintes conséquences de la guerre, la guerre étant un immense désordre auquel il faut que la conscience d'un chacun remédie. La guerre est un immense désordre : elle contient aussi les principes de l'ordre qui doit succéder à la tribulation générale. Il y a, dans la guerre, folie et sagesse, redoutablement mêlées. La folie de la guerre a été cause qu'André Bermance a commis une faute. Mais la sagesse de la guerre inspire à Mme Bermance la juste notion de ses devoirs nouveaux. Ce qui la décide à aimer Maria Ritzen, à la traiter comme sa fille et à traiter comme son petit-fils l'enfant du péché, c'est la bonté dont elle a l'usage et l'habitude; c'est le vœu chrétien du rachat : tout ce qu'elle endure est une expiation librement consentie au profit de l'âme du mort. En outre, ce qui la convainc de bien agir, c'est le sentiment de la collectivité dans laquelle le malheur de la guerre plonge, et réunit nos individualités, et qui fait que nos chagrins, nos déplaisirs, nos préférences s'évanouissent parmi de plus larges espaces de pensée. Nous sommes dans une foule : et cette foule est la patrie. Ce petit enfant, ce n'est pas l'enfant du péché : c'est la résurrection de la chair et la résurrection de la France. D'un bout à l'autre du roman, jamais la mère d'André Bermance n'est à l'écart, dans l'égoïsme ou l'isolement, ni pour pleurer son fils quand des milliers de mères ont le leur à pleurer, ni pour comprendre, ni pour excuser, ni pour songer au difficile et impérieux avenir. Son âme s'est confondue avec l'âme d'une patrie : dès lors cesse l'incertitude. Et c'est la plus grande beauté de ce roman d'élargir de pauvres âmes jusqu'à l'ampleur de la France où elles ont leur vie et leur devoir.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La ville de Sèvres a maintenant, elle aussi, son fleuron dans la couronne de la paix. Le traité turc a été signé, à la manufacture nationale, au milieu des biscuits et des flambés. C'est lui-même un objet fragile, peut-être un vase brisé. N'y touchez pas. Jusqu'à la dernière heure, les conceptions opposées de la Grèce et de l'Italie sur les destinées de l'île de Rhodes ont failli tout faire échouer. Plusieurs fois annoncée, la cérémonie des signatures a dû être plusieurs fois ajournée. Elle a finalement eu lieu dans la lassitude et l'indifférence, et c'est à peine si quelques observateurs attentifs ont remarqué, avec un peu de mélancolie, qu'elle consacrait une redoutable diminution de l'influence française en Orient. Désormais une grande partie de l'Asie Mineure va être soumise, sinon à la souveraineté directe ou au protectorat, du moins au mandat de nations étrangères, et il n'y a point à nous dissimuler que la prospérité d'un grand nombre de nos établissements pourra, tôt ou tard, se trouver menacée par de périlleuses concurrences. Plus que jamais, le gouvernement de la République va avoir demain le devoir d'entretenir avec sollicitude cette immense floraison d'œuvres d'assistance et d'enseignement qui a jeté, dans le Levant, tant d'éclat sur le nom de la France.

Si nous voulons savoir quelle était, à la veille de la guerre, l'importance de ces institutions et quelles seraient, par conséquent, nos pertes morales, si nous les laissions détruire, il n'est que de nous référer au très intéressant rapport que M. Maurice Pernot avait rédigé en 1912, pour le comité de défense des intérêts français en Orient, après un voyage d'études à Constantinople, en Égypte et en Turquie d'Asie. De l'enquête approfondie à laquelle il a été alors procédé, il ressort qu'avant les hostilités, toutes les échelles du

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

Levant étaient peuplées de nos collèges et de nos écoles, de nos hôpitaux et de nos orphelinats. Partout, des instituteurs français enseignaient aux enfants du pays notre langue et notre histoire ; des religieuses françaises soignaient les malades, secouraient les pauvres et les infirmes, recueillaient et élevaient les orphelins. Pour faire le commerce à l'Est de la Méditerranée, beaucoup de navires étrangers s'abritaient encore sous notre pavillon; les pèlerins du monde entier visitaient les sanctuaires de Palestine sous les auspices de la France; les religieux établis aux Lieux saints exerçaient leur ministère sous l'égide des droits que nous avait cédés le Sultan. Mais, nulle part, nous ne réservions les bienfaits de nos œuvres à nos protégés officiels. Notre clientèle ne comprenait pas seulement les catholiques; elle se recrutait aussi parmi les chrétiens des divers rites et parmi les musulmans eux-mêmes. Au moment où la guerre a éclaté, nos écoles d'Orient étaient fréquentées chaque année par plus de cent mille élèves, et les malades, infirmes, vieillards et enfants assistés dans nos hôpitaux, asiles ou dispensaires, se comptaient par centaines de mille. Le plus large esprit de tolérance régnait dans tous nos établissements. La mission laïque voisinait avec les congrégations; ni la diversité des religions, ni la multiplicité des races n'altérait l'unité de notre action. Sans doute, les succès naissants de cette pénétration pacifique avaient excité l'émulation et parfois l'envie des autres Puissances; mais, dans l'ensemble, la France gardait une situation privilégiée, et c'était elle qui restait, en Orient, le porte-drapeau de la civilisation.

Or, voici maintenant que nos amis anglais vont s'établir en Palestine et en Mésopotamie. Il est à craindre que bientôt, sans qu'ils montrent contre nous aucune mauvaise volonté, leur influence ne se substitue à la nôtre et qu'à l'exemple de ce qui se passe déjà en Égypte, notre autorité séculaire ne soit peu à peu ébranlée dans ces contrées. En Palestine, l'Empire britannique a l'intention d'établir une colonie sioniste et il suffit de lire un peu régulièrement les journaux anglais pour voir quelles grandes espérances éveille ce projet chez les intéressés. Aujourd'hui, l'Alliance israélite enseigne le français dans ses écoles de Jaffa, dans sa très importante école d'agriculture de Mikweh-Israël, dans son école professionnelle et dans ses écoles primaires de Jérusalem. Le Sionisme importé par l'Angleterre nous restera-t-il aussi favorable? Nous devrons, en tout cas, défendre de notre mieux, à Jaffa, les établissements des Frères de la Doctrine chrétienne; à Ramleh, l'école de filles

et le dispensaire tenus par les Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition; à El-Atroun, le dispensaire des Pères trappistes; à Bethléem les écoles des Frères, les pensionnats des Sœurs de Saint-Joseph, l'hôpital français des Filles de la Charité. Nous devrons maintenir à Jérusalem ce séminaire de Sainte-Anne, qu'y a fondé, en 1882, Mgr Lavigerie, et qui fournit à l'Égypte, à la Syrie et aux régions voisines tant de prêtres et de professeurs instruits suivant les méthodes françaises, le séminaire maronite des Lazaristes, le séminaire syrien des Bénédictins français, le collège des Frères de la Doctrine chrétienne, l'orphelinat et l'école professionnelle des Pères de Sion, les pensionnats des Sœurs de Notre-Dame de Sion et des Sœurs de Saint-Joseph, l'orphelinat melchite des Bénédictins français, le noviciat et l'orphelinat des Sœurs du Rosaire, notre admirable hospice Saint-Vincent de Paul avec ses asiles, ses dispensaires et ses ouvroirs, et l'hôpital français Saint-Louis. Nous devrons, plus encore s'il est possible, sauvegarder la prospérité de la célèbre école française d'études bibliques que les Dominicains avaient eu si grand mal à protéger, avant la guerre, contre la rivalité intrigante d'un Jésuite allemand, le Père Fonck, et dont la magnifique bibliothèque est fréquentée par tous les savants étrangers qui viennent à Jérusalem. Il y a un tel intérêt à empêcher la disparition ou la décadence de cet établissement de haute culture française que le gouvernement de la République serait bien inspiré s'il essayait d'obtenir de la Grande-Bretagne un régime d'exterritorialité pour cette grande école d'histoire et d'archéologie.

Nous n'aurons pas de moindres efforts à faire en Mésopotamie pour la défense de nos intérêts nationaux. Soit dans la région d'Orfa, soit dans celle de Mossoul, soit dans celle de Bagdad, nous avons eu jusqu'ici une situation que nous ne saurions laisser compromettre par le traité de paix. D'Orfa, une mission de Capucins français avait étendu notre influence à Karpout, Diarbékir et Mardin; de Mossoul, les Dominicains français avaient rayonné jusqu'au Kurdistan et jusqu'au lac de Van. De Bagdad, les Carmes avaient porté leur action jusqu'à Bassorah. Nous demanderons au gouvernement britannique de vouloir bien veiller à ce que ses agents, dont le zèle est parfois un peu indiscret, ne tournent pas contre nous l'autorité qu'ils vont tenir, en Mésopotamie, du mandat donné à l'Angleterre par la Conférence de la paix.

En Syrie, par bonheur, nous sommes plus rassurés. Les mesures prises par le général Gouraud, sur l'excellente initiative de M. Millerand, ont mis fin aux machinations, trop longtemps tolérées, de

l'émir Feyçal. A Beyrouth, nous n'avons rien à redouter directement pour notre Faculté de médecine, pour la Faculté orientale des Pères Jésuites, pour l'Université Saint-Joseph, pour le Collège des Frères de la doctrine chrétienne, pour les deux collèges de la Mission laïque, pour le Collège maronite de la Sagesse, le Collège patriarcal melchite, le Collège de Saint-Jean Maron, les Écoles de l'Alliance israëlite, des Capucins, des Frères, des Dames de Nazareth, des Sœurs de la Sainte-Famille, des Filles de la Charité, de l'Alliance française. J'arrête là cette énumération, mais elle n'est point limitative, et j'omets certainement beaucoup de fondations intéressantes. De même, les Lazaristes d'Antoura et de Broummana, les Maristes de Jounieh, de Batroun, de Gebaïl, d'Amchit, de Deir el Kamar, de Sidon, les sœurs de la Sainte-Famille de Baabdah, les Filles de la Charité de Zouck, les Jésuites de Ghazir, de Zahlé, de Hammana, de Bikfaya, de Gezzine, de Tanaïl, de Ksara, les Capucins de Baabdeth, les Filles de la Charité de Phannès et de Broummana, les Frères et autres instituteurs de Beit-Méry, les Sœurs du Bon Pasteur de Hammana, les Frères et les Sœurs de Beskinta, de Sour, de Lattaquiéh, de Tripoli, peuvent désormais continuer librement, à l'abri du drapeau tricolore, leur active et féconde propagande française.

Lorsqu'il est entré victorieusement à Damas, le général Gouraud y a trouvé un collège des Lazaristes, où venaient, pour apprendre le français, les enfants des premières familles de la cité, ainsi que ceux du Hauran et de l'Arabie; il y a trouvé un collège patriarcal grec catholique, où notre langue était aussi fort bien enseignée; il y a trouvé des écoles dirigées par l'Alliance israëlite, par les Filles de la Charité, par les Franciscaines de Marie. En arrivant à Homs et à Alep, nos troupes y ont vu également des œuvres de toutes sortes, créées ou protégées par nous; et, à chaque pas qu'elles faisaient, elles ont pu relever des traces de notre traditionnelle influence. Beaucoup de ces établissements ont eu, en ces dernières années, à souffrir cruellement de la guerre. Des maîtres ont été mobilisés, d'autres expulsés; les élèves se sont dispersés; les classes se sont vidées. Mais, depuis que nous avons clairement montré notre volonté de ne rien abandonner de nos droits en Syrie, une reprise se fait déjà sentir, il dépend de nous qu'elle s'accélère. Dans le reste de la Turquie d'Asie, la pénétration française est bien compromise. En Orient, autant et plus que partout ailleurs, la paix sera une création continue.

Mais si graves que soient ces questions d'avenir, c'est toujours

l'exécution du traité de Versailles, de plus en plus menacée par l'attitude de l'Allemagne, qui hante les esprits. Dans les campagnes dévastées où j'écris cette chronique, réfugié, comme tant d'autres, en un abri provisoire, j'ai rencontré chaque jour de pauvres gens qui, devant les ruines de leurs foyers, me demandaient avec quelque inquiétude: « Est-ce qu'*ils* vont revenir? » Interrogation douloureuse, qui prouve qu'à la façon dont le traité est appliqué, une partie du peuple français commence à perdre le sentiment de la victoire. Non, *ils* ne reviendront pas, parce qu'ils ne sont pas, pour le moment, en état de recommencer une agression et que nous tenons le Rhin Mais il n'en est pas moins vrai que le vieil aigle impérial, que tant de Français avaient la naïveté de croire blessé à mort, relève insolemment la tête et que la faiblesse des Alliés encourage partout en Allemagne des espérances de revanche.

Les troubles sanglants qui viennent d'avoir lieu à Kattowitz sont venus illustrer d'une image sinistre les renseignements que j'avais donnés ici sur ce qui se passe, depuis plusieurs mois, en Haute-Silésie. L'Allemagne tente l'impossible pour y empêcher le plébiscite ou pour faire qu'il ne tourne pas en faveur des Polonais. Dans les remarques que M. de Brockdorff-Rantzau avait présentées, le 29 mai 1919, sur les premières conditions de paix, il avait textuellement écrit : « L'Allemagne ne saurait se passer de la Haute-Silésie. Par contre, la Pologne n'a pas besoin de la Haute-Silésie. » Cette phrase est restée le mot d'ordre allemand. Comme je l'avais indiqué, le gouvernement du Reich s'était proposé de remettre en discussion à la Conférence de Spa, le sort de la zone plébiscitaire. Notez qu'à la suite des observations de M. de Brockdorff-Rantzau, les Alliés avaient déjà fait à l'Allemagne, dans leur réponse du 16 juin 1919, une importante concession. Dans la rédaction primitive du traité, la Haute-Silésie était immédiatement détachée de l'Allemagne pour devenir Polonaise. Le 16 juin, après les objections de la délégation allemande, les Alliés déclarent candidement : « En raison de l'affirmation (produite par M. de Brockdorff-Rantzau) que la Haute-Silésie, quoique habitée par une majorité de Polonais dans la proportion de 2 à 1 (1 250 000 contre 650 000, d'après le recensement allemand de 1910), désire rester allemande, les Puissances consentent à ce que la question de savoir si la Haute-Silésie doit faire partie de l'Allemagne ou de la Pologne, soit déterminée par le vote des habitants eux-mêmes. » Et c'est alors qu'ont été définitivement rédigés les articles 87 et suivants du traité, ainsi que l'annexe rela-

tive au plébiscite et à la Commission interalliée qui doit, jusqu'à la consultation du pays, exercer l'autorité gouvernementale. Mais toute concession faite à l'Allemagne lui donne l'espoir d'en obtenir de nouvelles. Si le général Le Rond, président de la Commission interalliée, ne s'était trouvé à Spa et n'avait mis les Alliés en garde contre les arrière-pensées de la Délégation allemande, la question de la Haute-Silésie aurait été liée, dans le débat, à celle du charbon.

Comme elle a été heureusement écartée, les manœuvres et les intrigues ont redoublé, dans toute la zone du plébiscite, en vue de tenir en échec les prescriptions édictées par la commission interalliée, qui est, depuis le 11 février dernier, installée à Oppeln. L'article 88 du traité prévoit que « toutes les sociétés militaires ou semi-militaires », formées par les habitants de la Haute-Silésie, doivent être sur-le-champ dissoutes. Dès les premiers mois de cette année, se sont multipliées, dans tout le territoire plébiscitaire, avec l'appui à peine dissimulé du gouvernement allemand, des sociétés secrètes, qui se recrutaient surtout parmi les anciens militaires et qui s'armaient dans l'ombre : telles, la *Freie Vereinigung*, dont des instituteurs étaient les membres les plus actifs; les *Vereinigte Verbände Heimattreuer Oberschlesier*, qui avaient installé dans la plupart des localités des soldats originaires du dehors; la *Kampforganisation Oberschlesien*, qui avait établi partout un véritable régime de terreur; la *Technische Nothilfe*, qui, ayant son siège principal à Berlin, avait créé, en Haute-Silésie, un grand nombre de sections, dont une, celle de Beuthen, comptait plus de sept cents membres, tous armés de revolvers. A ces associations qui pullulaient à vue d'œil, s'ajoutaient encore les Ligues des anciens prisonniers de guerre et d'étranges bandes d'officiers, qui avaient pris, pour la forme, des dénominations sportives, mais qui recevaient régulièrement leurs instructions de Breslau, et qui accomplissaient leur sombre besogne sous la protection bienveillante de la *Sicherheitspolizei*. Il y avait ainsi, dans toute la Haute-Silésie, un complot permanent, fomenté par l'Allemagne contre la Commission interalliée, qui était chargée de faire exécuter le traité de Versailles et de préparer, en toute impartialité, la manifestation indépendante de la volonté populaire. Il a fallu que la Commission prît le parti de dissoudre les plus dangereuses de ces organisations, de saisir les dépôts d'armes clandestins et de se défendre elle-même contre cette audacieuse conspiration. Mais, jusqu'à la victorieuse contre-offensive de la Pologne, l'avance des Bolcheviks sur Varsovie avait naturellement ranimé toutes les ambi-

tions allemandes; et c'est ainsi que, dans une effervescence soigneusement entretenue par le pangermanisme, se sont produits les désordres meurtriers de Kattowitz, au lendemain même du jour où « une émeute anti-polonaise, » savamment montée, avait éclaté à Dantzig et où, à l'autre extrémité de l'Allemagne, dans la Sarre, une propagande de même origine avait provoqué une agitation correspondante. Il faudrait que les Alliés fussent bien sourds pour ne pas entendre les coups de bélier par lesquels on essaie d'ébranler, de toutes parts, les fondements du traité.

Depuis le début du drame polonais, l'Allemagne en a suivi, avec une attention très éveillée, les péripéties émouvantes. Constamment partagée entre l'espérance et la crainte, elle n'a cessé de supputer ses chances et de guetter l'occasion. Au moment même où l'armée polonaise se redressait, devant Varsovie, dans un admirable mouvement stratégique, un des organes officieux du Reich, la *Gazette de Cologne*, prenant un peu vite ses intimes désirs pour la réalité, annonçait déjà triomphalement la chute de la vieille capitale. Elle nous montrait la Pologne, battue et repentante, agenouillée devant l'Allemagne et renonçant à toutes les clauses qui ont été insérées dans le traité pour assurer son indépendance. Malheureuse Pologne, qui paraît éternellement condamnée à recommencer son histoire et à être alternativement la victime des Allemands et des Russes, voici qu'elle a, une fois de plus, à se débattre contre la double étreinte de ces ennemis héréditaires.

On sait qu'il y avait, dans l'article 87 du traité de Versailles, une lacune grave, rendue, à vrai dire, inévitable par la révolution russe. En proclamant la résurrection de la Pologne, cet article déterminait, bien entendu, la frontière commune de l'Allemagne et de l'État reconstitué; mais il ne traçait pas, et pour cause, les limites orientales. Il se bornait à dire : « Les frontières de la Pologne qui ne sont pas spécifiées par le présent traité, seront ultérieurement fixées par les principales Puissances alliées et associées. » Depuis que le traité est entré en vigueur, cette disposition est restée lettre morte. Les « principales Puissances alliées et associées » n'entretenant pas avec les Soviets de relations diplomatiques, il était impossible de procéder, avec l'assentiment de la Russie, à la délimitation annoncée. Mais, faute d'une démarcation contradictoire, il eût été prudent de nous entendre avec la Pologne sur la ligne qu'en aucun cas elle ne devrait dépasser.

Les gouvernements auraient sans doute pris cette précaution

élémentaire, s'ils avaient tenu plus grand compte des remarquables travaux de ce Comité d'Études qui, pendant la guerre, siégeait à notre ministère des Affaires étrangères sous la présidence de M. Ernest Lavisse et sous la vice-présidence de M. Charles Benoist. Un des membres de ce Comité, M. Grappin, professeur au Prytanée militaire de la Flèche et auteur d'une belle *Histoire de la Pologne*, avait examiné, en un savant rapport, les conditions de la propriété foncière sur les territoires de l'ancien royaume, et il avait montré que les Polonais de toutes opinions, les socialistes comme les autres, étaient d'accord pour réclamer un large domaine à l'Est, et cela, non pas dans un intérêt politique et militaire, mais dans la pensée de trouver une solution plus facile à un redoutable problème agraire et social. La Pologne a un immense contingent de population rurale, dont elle se soulage chaque année par des émigrations temporaires ou définitives. Au lieu de chercher de lointains débouchés dans le Nouveau Monde et de fournir à l'Allemagne un supplément périodique de main-d'œuvre, le paysan polonais préférerait certainement ne se point exiler et cultiver, dans les confins, des terres qui sont pour la plupart la propriété de ses compatriotes. Il était donc à prévoir que la Pologne se laisserait tenter par ces vastes régions dont la souveraineté demeurait incertaine et qu'elle chercherait à poser elle-même aussi loin que possible les bornes dont les Alliés ne lui avaient pas indiqué l'emplacement. De leur côté, les Soviets, héritiers masqués et fidèles disciples de l'ancien impérialisme moscovite, s'étaient promis, comme l'Allemagne, de réduire la Pologne à sa plus simple expression géographique et morale. Ils avaient massé dans les provinces litigieuses une armée rouge qui n'était évidemment pas là pour rester longtemps l'arme au pied. Entre ces deux courants d'électricité contraire, comment l'étincelle n'aurait-elle pas jailli ? Quelles que fussent, du reste, les causes immédiates de l'incendie, il ne se serait pas propagé si vite sans les matières combustibles que les siècles ont amoncelées entre la Vistule et le Niémen.

La question des frontières de l'État polonais avait cependant été fort bien étudiée, elle aussi, par un autre membre du Comité que présidaient MM. Lavisse et Charles Benoist. M. Fallex, professeur au Lycée Louis-le-Grand, avait montré quelles avaient été, au cours des siècles, les lignes successives qui avaient si souvent modifié la configuration de la Pologne. A l'Ouest, les Slaves s'étaient progressivement retirés sous la pression germanique. Un premier repli les

avait ramenés de l'Elbe à la région de l'Oder; un second les avait confinés dans les bassins de la Warta et de la Vistule, qui avaient été le berceau de la grandeur polonaise; et enfin, du XVIe siècle à la fin du XVIIIe, la frontière occidentale du royaume était restée à peu près stationnaire. D'autre part, dans la direction de la Baltique, les Polonais avaient fait un effort prolongé pour conserver la bande de littoral dont ils avaient besoin. D'abord éloignés de la mer par la perte de la Poméranie et par l'extension du duché de Prusse, ils s'étaient rouvert, à coups de coudes, le chemin du rivage et avaient gardé jusqu'au XVIIIe siècle le couloir d'accès que leur offrait la basse Vistule. A l'Est, la frontière avait maintes fois oscillé pendant les âpres luttes de plusieurs siècles qu'avaient soutenues les Polonais contre les Moscovites. Après avoir été portée, d'abord, au cœur même de la Russie, elle avait reculé en deux étapes principales, l'une en 1618, l'autre en 1667, et s'était alors elle-même fixée pour une centaine d'années, pendant lesquelles la Russie avait provisoirement renoncé à s'annexer la Pologne et s'était, à la mode soviétique, contentée de chercher à l'asservir. Cette poussée à l'Est, cette poussée à l'Ouest, ce rejet à la mer, ce sont les mêmes tentatives qui se sont renouvelées hier contre la Pologne.

Le Bolchevisme, — *Janus Bifrons*, — a deux faces, qui ont été l'une et l'autre parfaitement mises en lumière dans la réponse des États-Unis au gouvernement italien et dans la note adressée à l'Amérique par M. Millerand; et nous ne pouvons que nous féliciter de voir le cabinet français et le Président Wilson suivre la même politique vis-à-vis des Soviets, comme ils suivent la même vis-à-vis de la Pologne. Les Bolcheviks sont des révolutionnaires internationalistes et les documents qui viennent d'être publiés par le *Morning Post* sont de nature à nous édifier sur les procédés qu'ils emploient à l'étranger. Mais ils sont aussi de farouches nationalistes et, qu'ils en conviennent ou non, ils poursuivent simplement aujourd'hui contre la Pologne l'œuvre d'Ivan III le Grand et d'Ivan IV le Terrible.

Lorsqu'après la défaite des chevaliers teutoniques à Grünwald, Jagellon signait avec ses ennemis de l'Ouest le traité de Thorn, la paix conclue était qualifiée d'éternelle; et c'était également ce mot d'éternité qui revenait sans cesse dans les traités passés entre la Pologne et la Moscovie. La bataille cependant était à peine éteinte, qu'elle se rallumait aussitôt. Le royaume était constamment sur le qui vive. A l'aurore du XVIe siècle, Ivan III, qui s'était fait proclamer Empereur de toutes les Russies, avait refoulé Polonais et Lithua-

niens du bassin de l'Oka dans celui du Dniepr. Ses successeurs, dont les Bolchevistes ont tenté de s'inspirer, ont obstinément poursuivi cette politique de compression. Pour la Pologne, le XVIe siècle a été fait tout entier de guerres et de trêves alternées. Dès 1512, l'Empereur Maximilien avait proposé à Vassili Ivanovitch un plan de partage de la Pologne. Celui-là devait mettre la main sur les provinces prussiennes; celui-ci se serait approprié la Lithuanie. Seule, la victoire des Polonais à Orcha les avait garantis contre cette spoliation concertée : victoire presque inespérée comme celle qui a, ces jours derniers, sauvé Varsovie. Cinquante ans plus tard, Ivan le Terrible, qui avait pris le titre de tsar, enlevait au roi Sigismond Polotsk en Lithuanie et les conquêtes polonaises de Livonie. Vainement Batory recouvrait-il ensuite les provinces perdues. A partir du XVIIe siècle, la Pologne n'allait plus cesser de reculer, jusqu'aux jours funestes des trois partages, devant l'action, tantôt distincte, tantôt combinée, de la Prusse et de la Moscovie.

A l'Ouest, c'est l'électeur de Brandebourg, Joachim Frédéric, qui se fait reconnaître, par les rois élus de Pologne, comme gouverneur de la Prusse ducale; c'est son fils, Jean Sigismond, qui réunit la marche brandebourgeoise aux possessions teutoniques et pose ainsi les premières assises de la monarchie prussienne; c'est Frédéric Guillaume Ier, le grand Électeur, qui par une longue série de manœuvres tortueuses, se fait attribuer la souveraineté de la Prusse ducale « pour le temps que dureront dans les mâles les Hohenzollern brandebourgeois; » c'est Frédéric III, dit le Fat, qui couronné « roi en Prusse » et sacré à Kœnigsberg, jette sur la Pologne un regard de plus en plus chargé de convoitise. A l'Est, c'est Michel Feodorovitch qui inaugure la dynastie des Romanov; c'est Alexis Mikhaïlovitch qui enlève à la Pologne la province de Smolensk, le duché de Sévérie, toutes les régions ukrainiennes situées sur la rive gauche du Dniepr, et qui fige, pour un siècle, au bénéfice de l'Empire moscovite, la frontière russo-polonaise.

Puis, avec le XVIIIe siècle, voici venir le déclin, l'agonie et la mort. L'idée d'un démembrement de la Pologne avait cheminé dans l'esprit de ses grands voisins. Ni Frédéric II, ni Marie-Thérèse n'avaient à l'inventer; il leur suffisait de l'emprunter à leurs prédécesseurs. Catherine eût préféré asseoir la domination russe sur une Pologne intacte, mais elle accepta la combinaison et l'humanité impuissante assista au crime de 1772, suivi bientôt de ceux de 1793 et de 1795. Dans le premier et le troisième partage, la Russie, l'Autriche et la

Prusse se distribuaient les morceaux. Dans le second, la Prusse et la Russie prenaient seules leur part du festin : c'était après Valmy ; la Prusse, déjà lasse de lutter contre la France, avait déclaré qu'elle ne continuerait la guerre qu'à la condition de recevoir en Pologne une compensation avantageuse et Catherine II s'était prêtée à ce marchandage. Lorsque les Soviets et le Reich crient très haut qu'il n'a jamais existé entre eux aucun accord secret, nous avons le droit de ne pas nous fier trop aveuglémnt à leurs protestations concordantes.

On s'explique mal comment le gouvernement britannique, qui avait collaboré avec les États-Unis et avec la France à la restauration de la Pologne, a pu oublier, depuis quelques mois, les leçons de cette longue histoire et se désintéresser aussi complètement de l'intégrité et de l'indépendance de l'État ressuscité. M. Lloyd George a, il est vrai, déclaré que le maintien d'une Pologne forte et autonome était indispensable à la conservation de la paix. Il s'est même décidé à prononcer, sur le tard, quelques paroles de sympathie pour les héroïques armées qui défendaient, sous les murs de Varsovie, leurs libertés nationales. Lord Curzon et lui n'en ont pas moins fait, en dehors de la France, auprès du gouvernement polonais, une démarche singulière, et qui risquait de le décourager, lorsqu'ils lui ont conseillé d'accepter des conditions qui auraient permis aux Soviets de s'immiscer à leur guise dans les affaires intérieures de la Pologne. Une telle recommandation, qu'une bonne partie de la presse anglaise a blâmée, et qui heureusement n'a pas été exécutée, était contraire, non seulement aux intérêts vitaux de la Pologne, mais à ceux de tous les Alliés et, si elle avait amené les Polonais à déposer les armes avant leur tentative suprême, les Bolcheviks et l'Allemagne eussent été seuls à s'en réjouir.

J'aurais préféré, je l'avoue, qu'au même moment, la France ne se séparât pas, à son tour, de l'Angleterre, en reconnaissant le gouvernement du général Wrangel. Je sais bien qu'après avoir eu l'illusion de lancer au secours de la Pologne la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, voire même la Hongrie, on a pensé que les troupes du général opèreraient dans le Sud une utile diversion. Mais la reconnaissance n'ajoutait rien à la force militaire de ces troupes et, à supposer que le geste fût opportun, il perdait presque toute efficacité par l'abstention des autres nations alliées. Il a eu, en tout cas, l'inconvénient d'opposer, sans aucun intérêt pratique, notre attitude à celle de l'Angleterre. M. Lloyd George s'en est montré quelque peu

irrité et, si la France voulait s'exposer au chagrin de le mécontenter, mieux valait peut-être que ce fût dans des questions comme celles de l'indemnité allemande et du charbon, dont dépend le relèvement de notre pays.

Ces regrettables « cavaliers seuls », que se sont permis, presque à la même heure, la France et l'Angleterre, ont mieux fait comprendre aux deux gouvernements la nécessité de se concerter dans leur politique européenne. Pour l'un comme pour l'autre, l'heure est passée du splendide isolement et de l'égoïsme sacré. M. Millerand a profité de sa visite aux champs de bataille pour rappeler éloquemment la fraternité d'armes franco-britannique et pour affirmer la pérennité de l'entente cordiale. Mais l'accord auquel devaient aboutir les conversations de M. Paléologue et de lord Derby et qu'on avait prématurément annoncé, a bientôt paru être d'un enfantement laborieux. Souhaitons qu'il soit rendu plus sûr et plus durable par le redressement polonais.

C'est le moment de reprendre à notre compte les sages réflexions que le *Times* faisait, ces jours-ci, sur « l'alliance fondamentale. » J'ai vu de près en 1912, bien avant la guerre universelle, le commencement de la crise balkanique. Je ne me rappelle pas qu'une seule fois la Grande-Bretagne ou la France ait pris alors une initiative isolée. Après avoir versé leur sang pour une cause commune, les deux nations vont-elles donc agir maintenant avec moins d'intimité qu'autrefois ? Non, non, cela n'est pas possible. Pour chacune d'elles, ce serait le suicide. Déjà nous ne portons que trop la peine de ces tiraillements. Les deux pays ont les mêmes intérêts d'avenir ; seule, leur union fait leur sécurité ; aucun d'eux ne peut désirer l'affaiblissement de la Pologne, ni le réveil de l'impérialisme allemand, ni le développement de l'impérialisme bolchéviste. Hâtons-nous donc. Puisque le rétablissement de l'armée polonaise nous a laissé un instant pour respirer, profitons de ce répit, l'Angleterre et nous, pour remettre, sans plus de retard, notre politique à l'unisson.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

L'ÉPISODE DE DIXMUDE

Octobre-Novembre 1914

Le 15 octobre 1914, à midi, la brigade de fusiliers-marins arrivait à Dixmude, venant de la région Est de Gand qu'elle avait quittée, dans la soirée du 11, avec la 7e division anglaise commandée par le général Cappers. De Gand à Dixmude, elle avait cantonné à Aeltre pendant quelques heures de la matinée du 12, et elle avait passé la nuit du 12 au 13 à Thielt où elle était arrivée fourbue par cette marche de plus de 60 kilomètres en moins de 24 heures. Le 13, dans l'Ouest de Lichtervelde, elle s'était séparée des Anglais qui ralliaient leur armée à Roulers, et elle avait cantonné à Thourout où elle avait été incorporée dans l'armée belge. Dans la matinée du 14, la brigade avait pris place, en avant d'Handzaeme, dans le front belge qui venait de s'établir sur la ligne générale Ghistelles-bois de Vijnendaele-Cortemarck, front que l'armée anglaise devait prolonger, au Sud de Cortemarck, vers Staden et Menin. A la fin de la journée du 14, l'organisation du front belge était chose faite, et toutes les troupes qui l'occupaient étaient placées sous le commandement supérieur du lieutenant-général Michel qui commandait la 4e D. A. (division d'armée). Mais, dans la nuit, le Grand Quartier belge donnait l'ordre de repli en arrière de l'Yser, ordre motivé par l'approche rapide de forces allemandes considérables dont il valait mieux attendre le choc derrière une ligne d'eau. D'autre part, comme l'armée anglaise ne dépassait pas Roulers, vers le Nord, il était resté un vide de 12 kilomètres entre sa gauche et la brigade des marins qui tenait, à Cortemarck, l'extrême droite du groupement franco-belge.

Quoi qu'il en fût, le 15 à midi, la brigade de marins prenait place dans l'ensemble stratégique défini comme il suit :

Le front de l'Yser était tenu, à partir du Nord, par la 2e D. A. à Nieuport et Saint-Georges, par la 1re D. A. à Schoorbakke, par la 4e D A. à Tervaete, par les marins à Dixmude. Les divisions d'armée 3, 5 et 6 se rassemblaient respectivement à Lampernisse, au Nord de la forêt d'Houthulst, et au Nord de Bixschoote. Enfin les deux divisions de cavalerie couvraient l'ensemble de la position, la 1re (général de Witte) entre Cortemarck, Staden et Roulers, la 2e (général de Monge) dans le Nord, avec repli par Nieuport.

La brigade de marins arrivait à Dixmude à l'effectif total de 160 officiers et 6 500 hommes environ, et se composait de deux régiments à 3 bataillons de 4 compagnies, et d'une compagnie spéciale de mitrailleuses à 8 sections. Le groupe Pontus, du 3e régiment d'artillerie de campagne belge, était à ma disposition depuis la veille.

*
* *

Aussitôt entré dans la ville, je prends contact avec le lieutenant-général Michel qui me fait connaître notre mission Nous devons tenir à tout prix les débouchés Est de Dixmude, jusqu'à ce qu'on ait terminé des transports de matériel important par les voies ferrées Nieuport-Dixmude et Dixmude-Furnes qui ont leur point de rebroussement à Caeskerke, à 1 kilomètre à l'Ouest de Dixmude. Une fois ces transports terminés, nous devrons défendre les débouchés Ouest de Dixmude, en ne laissant que des éléments de grand'garde à l'Est de l'Yser.

Aussitôt après notre entretien, le lieutenant-général me cède son quartier général de la rue d'Eessen, et rejoint sa division dans le Nord.

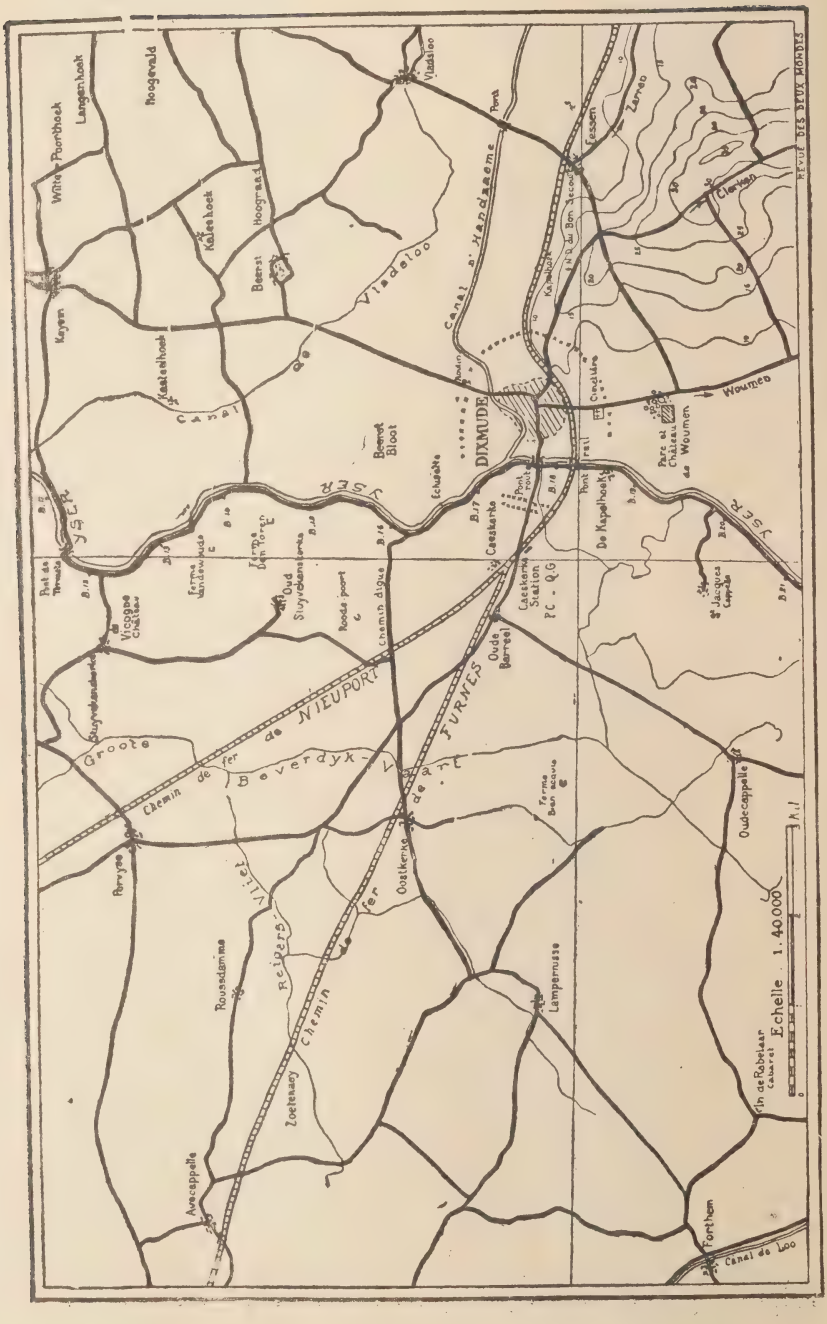
Après examen de la carte, je décide d'organiser notre position avancée sur une ligne courbe partant du carrefour au Sud du château de Woumen, passant à la cote d'Eessen, et se prolongeant sur la route de Vladsloo jusqu'au canal d'Handzaeme dont on tiendra le pont, ce qui représente un développement de 4 kilomètres environ. En conséquence, le bataillon de Kerros (2/1) occupe Eessen ainsi que les routes de Clercken et de Vladsloo, tandis que le bataillon Mauros (3/2) est poussé sur la région du château de Woumen. Les quatre autres bataillons et la compagnie

de mitrailleuses s'établissent à Dixmude et plus en arrière, avec une grand'garde sur la route de Beerst. Le groupe d'artillerie Pontus est mis en batterie au Sud de la chapelle Notre-Dame du Bon Secours, 1 kilomètre à l'Est de Dixmude où j'établis mon poste de commandement.

Dans l'après-midi, je me rends compte que notre ligne d'avant-poste a un développement trop grand pour 2 bataillons. Je pousse donc le bataillon Rabot (3/1) sur Eessen, en soutien, et je fais organiser la lisière Est de Dixmude par le bataillon de Sainte-Marie (1/1) et une compagnie du génie belge. Une fois ces mouvements effectués, ma brigade a donc deux bataillons et un groupe d'artillerie en ligne, deux bataillons en soutien, et deux bataillons en réserve.

Les conditions physiques du terrain sont les suivantes :

La ville de Dixmude, dont la grande place est à la cote 8, est bâtie sur la rive Est de l'Yser, à l'extrémité Nord-Ouest d'un éperon qui vient du Sud-Est, et qui forme, en somme, le terminus de la terre ferme. Dans la direction de Clercken, qui est l'arête de cet éperon, si l'on peut ainsi parler, le terrain monte à la cote 30 en deux kilomètres, pour atteindre la cote 40 aux environs de Clercken. Dans tous les autres azimuts, l'éperon est bordé par le polder dont les drains principaux sont le canal de Vladsloo qui monte vers le Nord, le canal d'Handzaeme qui aboutit à l'Yser, et l'Yser lui-même qui est canalisé avec chemin de halage en digue sur la rive Ouest. A l'Ouest de l'Yser, le polder s'étend à perte de vue, à la cote 4 en général, et ses routes ou voies ferrées sont toutes en remblai. Le polder est sillonné dans tous les sens par une infinité de canaux (vaarts) grands ou petits, et de fossés d'eau (vliets) qui en assurent le drainage, et qui rendent la circulation des troupes très difficile, si les routes et chemins de terre ou d'herbe sont battus par l'artillerie. Il résulte de cela que celui qui possède l'éperon Clercken-Dixmude se procure des avantages très sérieux sur un adversaire qui n'occupe que le polder. D'une part, il peut se protéger en s'enterrant dans des tranchées aussi profondes qu'il le veut, et il peut aussi dissimuler facilement son artillerie. D'autre part, il voit tout ce qui se passe dans le polder, où l'adversaire ne peut rien cacher, car il ne peut creuser la terre sans rencontrer une nappe d'eau à 1 mètre de profondeur au maximum, quand le niveau général de la nappe souterraine est normal.



CARTE DE LA RÉGION DE DIXMUDE

Bien que l'Yser n'ait qu'une largeur de 20 mètres, la position de Dixmude offre un très grand intérêt au point de vue militaire, en tant que nœud de routes fort important et passage de la voie ferrée normale. Mais la véritable tête de pont se trouve en réalité sur les hauteurs de Clercken, que nous n'occupons pas, faute de troupes en quantités suffisantes.

La position principale dont nous prenons la charge est bien l'Yser, mais la ville de Dixmude forme, en avant du fleuve, un masque de premier ordre, dont l'avantage est trop sérieux pour que nous en laissions la possession à l'ennemi.

Dès la première heure, ma résolution est donc prise de tenir la ville le plus longtemps possible, et de la couvrir, en avant, par des forces autrement importantes que des éléments de grand'garde qui seraient vite bousculés.

*
* *

Vers 20 heures, la 6e compagnie du 1er régiment met en fuite une auto-mitrailleuse allemande qui fait une reconnaissance sur la route d'Eessen en s'aidant d'un projecteur. A défaut de renseignements, qui manquent totalement, cet incident prouve que nous n'avons plus aucune couverture dans l'Est.

Peu après, l'état-major de la brigade B de la 3e D. A., qui cantonne à Lampernisse, me fait savoir qu'il reçoit la mission de tenir l'Yser entre la route Nieucappelle-Vyfhuysen et la droite des marins, et me demande où est cette droite. Je réponds qu'elle se trouve à peu près à hauteur de Saint-Jacques-Cappelle, sur la rive Ouest, et, de la question qui m'est posée, je déduis que notre bataillon du carrefour de Woumen ne trouvera aucune liaison vers le Sud.

D'ailleurs, par un télégramme du Grand Quartier, j'apprends aussi que, demain 16 octobre, les 5e et 6e D. A. se replieront derrière l'Yser, 5e par le pont de Noordschoote, 6e par celui de Steenstraat. La 5e D. A. tiendra le canal depuis notre droite jusqu'à Withuis, et la 6e D. A., à sa droite, jusqu'aux environs de Bœsinghe, où elle se reliera à la gauche d'un groupement français.

Donc, demain matin, l'Yser sera tenu de la mer à Bœsinghe, et nous occupons l'un des points les plus importants de la ligne. Comme il est probable que nous n'irions pas plus loin vers l'Ouest, je m'occupe, dans la soirée, de la question impor-

tante du ravitaillement de ma brigade, et j'espère le réaliser par Dunkerque, qui n'est qu'à une trentaine de kilomètres.

16 octobre.

De bonne heure, je suis avisé que les transports par chemin de fer, de Nieuport à Furnes viâ Cæskerke, sont terminés. En conséquence, je décide de rapprocher notre ligne d'avant-postes de la ville, sur une courbe, convexe vers l'Est, partant du moulin de la borne 0 k. 500 de la route de Beerst, passant par Kapelhœk, et aboutissant au château de Woumen. Ce mouvement de repli est terminé à 10 heures, en vue de patrouilles allemandes, mais à la faveur d'un brouillard épais qui ne se lève qu'à la fin de l'opération.

Dans l'après-midi, l'organisation des lisières de la ville étant assez avancée, je fais faire un nouveau repli qui permet, cette fois, d'occuper une ligne de retranchements à peu près continue. Le dispositif général devient alors le suivant :

Deux secteurs, Nord et Sud, séparés par la route Dixmude-Caeskerke, qui appartient au secteur Nord;

Secteur Nord : 1er régiment; un bataillon dans les tranchées en avant de Dixmude, un bataillon bordant la rive Ouest de l'Yser, au Nord du pont-route; un bataillon vers Caeskerke, en soutien;

Secteur Sud : 2e régiment; un bataillon sur la rive Ouest de l'Yser, au Sud du pont-route; un bataillon en soutien au Sud de Cæskerke.

Je place mon P. C. et mon Q. G. à la gare de Caeskerke, un kilomètre Ouest du pont-route, et je garde à ma disposition une réserve composée d'un bataillon du 2e régiment et de la compagnie des mitrailleuses, et je la porte un kilomètre plus à l'Ouest, à Oude-Barreel, carrefour des routes qui mènent à Pervyse et à Oudecappelle.

Le groupe d'artillerie Pontus place deux batteries au Sud du passage à niveau au Nord-Ouest du carrefour, et la troisième au Nord du village de Caeskerke.

Vers quinze heures, le Q. G. me demande, par télégraphe, si nous sommes attaqués et si nous avons besoin de renforts. Je réponds négativement, mais l'attaque se produit peu de temps après, vers seize heures, par artillerie et infanterie. Le groupe

Pontus ouvre le feu sur les carrefours des routes, et les Allemands sont repoussés; mais ils continueront leurs attaques pendant toute la nuit, sans montrer beaucoup de mordant. Ils nous tuent cependant 5 hommes et en blessent 24.

Je reçois la visite du colonel de Wleschouwer, qui commande le 3e régiment d'artillerie belge (3e D. A.), et m'amène les deux autres groupes de son régiment. Je le prie de cantonner à Ootskerke, de placer ses groupes l'un entre Oudecappelle et l'Yser, l'autre à l'Est d'Ootskerke, et de battre, le lendemain, au lever du jour, les environs de tous les carrefours des routes autour d'Eessen et au Sud du château de Woumen. Je lui demande aussi de faire prendre d'urgence les éléments de tir nécessaires pour exécuter des barrages en avant de nos tranchées.

17 octobre.

Pendant la nuit, en raison de la continuation des escarmouches au front Est de Dixmude, je le renforce de deux compagnies.

Notre artillerie ouvre le feu dès 6 heures, et je suis avisé qu'un bataillon de la 3e D. A. est mis à ma disposition. Dans la matinée, les quatre compagnies de marins qui ont été engagées la veille sont relevées par d'autres et mises au repos au carrefour d'Oude-Barreel.

De 11 heures à 13 heures, l'artillerie allemande tire à schrapnells sur Dixmude et nos tranchées, mais sans causer aucun dommage sérieux. A partir de 13 heures, le calme se fait. Les Allemands paraissent faire face au Nord, et l'une de leurs batteries tire sur Vladsloo. Vers 16 heures, ils se retirent. Je ne tarde pas à m'expliquer cette retraite, en recevant un rapport de la cavalerie belge qui a fait une reconnaissance dans l'Est de Keyem, et a poussé jusqu'à Bovekerke. Cette cavalerie a vu l'ennemi en forces au Sud de Vladsloo, et a trouvé Wercken occupé par lui. D'autre part, nous prenons contact avec des cavaliers français du 2e corps de cavalerie qui se présentent par la route de Woumen, et nous apprenons par eux que le 2e C. C. exécute une mission de reconnaissance et d'attaque dans les directions de Thourout et de Roulers. Une brigade de la 4e D. C. a dû attaquer Clercken. Il est clair que les Allemands ont été inquiétés par ces mouvements dans le Nord et le Sud, et qu'ils se sont retirés pour ne pas être coupés.

En fin de journée, je reçois un officier de liaison de la brigade des goumiers qui m'apprend que les 1200 cavaliers de cette brigade sont mis à mes ordres, qu'ils sont aujourd'hui à Cassel, et seront demain à Loo.

La nuit est calme, avec cependant quelques alertes et des fusillades que je ne puis m'expliquer que par l'énervement des troupes, car il n'y a vraisemblablement plus d'Allemands devant nos lignes.

Dans la nuit, une communication de l'État-major du 2e corps de cavalerie (général de Mitry) m'informe que la 4e et la 7e D. C., commandées par le général Hely d'Oissel, se sont emparées de Woumen, Clercken et Houthulst, tandis qu'une division de cavalerie belge, à Wyfwege, a repoussé une attaque ennemie venant de Staden. Le général Hely d'Oissel continue sur Cortemarck et Thourout, tandis que le général Requichot opèrera vers Sleyhage et Roulers. Ces opérations sont soutenues par deux bataillons d'infanterie territoriale. Le poste de commandement du corps de cavalerie se transporte de Poperinghe à Elverdinghe, et doit être à Boesinghe à 13 heures.

Dans la matinée, S. M. le roi des Belges, commandant en chef de l'Armée, arrive à la station de Caeskerke, et je l'accompagne dans sa visite aux tranchées que nous creusons dans le chemin de halage de l'Yser. A part moi, je me demande si S. M. n'a pas l'impression que nous sabotons cette belle digue, mais Elle n'en laisse rien paraître et me fait l'accueil le plus gracieux.

A 11 heures, je prescris au bataillon de Kerros de se porter sur Eessen, d'envoyer des patrouilles sur toutes les routes, et de chercher la liaison, par autos, avec la 4e D. C. à Clercken, ainsi qu'avec les forces françaises qui peuvent être à Zarren. Je mets une batterie d'artillerie à la disposition de ce bataillon.

A 13 heures, le général de Buyer, qui commande la 4e D. C., m'informe qu'il occupe Zarren où il me demande d'envoyer de l'infanterie pour qu'il puisse continuer sur Cortemarck. Cette demande me cause un grand embarras, car j'apprends en même temps que les Allemands prononcent une attaque vigoureuse sur Keyem et Beerst, c'est-à-dire sur les troupes qui nous flanquent à gauche. Dans ces conditions, je ne puis m'étendre vers l'Est sans l'ordre du G. Q. qui, pour le moment, a limité ma mission à Dixmude. C'est ce que je réponds au général, en

l'informant que je dépends du commandement de l'Armée belge.

Au début de l'après-midi, je me rends à la chapelle N.-D. du Bon Secours, pour essayer de déterminer où pouvait bien se trouver une section allemande de deux pièces qui tirait de très près sur nos tranchées, l'avant-veille. En sortant de Dixmude, je m'arrête au passage à niveau de la voie ferrée, pour m'entretenir avec le capitaine de frégate de Sainte-Marie, qui commande en ce point. Mais, pendant notre conversation par la portière de ma voiture, le commandant s'affaisse, et tombe évanoui sur la route. Cet incident m'en dit long sur la fatigue de nos officiers, mais il ne m'est pas possible de leur donner du repos.

Je finis par trouver des traces fraîches de roues dans un petit enclos, à quelques centaines de mètres de nos lignes, et c'est probablement là que les Allemands avaient amené leurs canons. Près de cet endroit, à la lisière Est d'un boqueteau criblé de balles, je vois quelques cadavres allemands dont l'un est encore à genoux et en équilibre, dans l'attitude où il a été tué d'une balle dans la tempe. Sur la route, dans le voisinage, je vois aussi deux charrettes que l'ennemi n'a pas eu le temps d'emmener, et qui sont chargées l'une de fûts de bière que je fais ramener dans nos lignes, l'autre de lapins morts qui exhalent une odeur pestilentielle et que je prescris d'incendier.

A 16 heures, j'apprends que les troupes belges ont dû évacuer Keyem trop fortement canonné par l'artillerie lourde allemande, mais qu'elles occupent toujours Beerst où l'on voit cependant plusieurs incendies. Le commandant de Kerros rend compte que l'ennemi ne tient pas Vladsloo, et qu'il a fait sa liaison avec la 4e D. C. à Zarren. Préoccupé par ce qui se passe au Nord, je lui envoie l'ordre de rentrer.

A 18 heures, j'apprends que le 2e corps de cavalerie a atteint Cortemarck et peut-être Roulers, puis que la 4e D. A. reprend l'offensive sur Beerst et Keyem, et enfin que sa contre-attaque a réussi.

A 20 heures, le général de Buyer, qui est à Zarren, me demande d'assurer sa sécurité en occupant Eessen et la route de Vladsloo. Je charge le bataillon Mauros de cette mission, mais en lui prescrivant de s'établir face au Nord, et j'en rends compte au Grand Quartier.

La nuit est calme à Dixmude qui reçoit cependant quelques obus lourds. Dans la nuit, une automobile française du 2e C. C. se présente à notre barricade de la route de Woumen, phares allumés, mais notre poste de garde l'accueille par une fusillade qui blesse le chauffeur au cou. Cette méprise regrettable est certainement due à la nervosité des troupes.

19 octobre.

Au début de la matinée, les Allemands attaquent vigoureusement Leke, Keyem et Beerst. La 4e D. A. demande qu'on la soutienne, et le Grand Quartier décide d'attaquer l'ennemi sur son flanc Sud. La brigade de marins, chargée de l'attaque, est remplacée, dans la tête de pont de Dixmude, par la brigade Meyser, de la 3e D. A. Nous devons attaquer Keyem par Beerst, tandis que la 5e D. A. attaquera par Vladsloo et plus à l'Est. Le général commandant la 5e D. A. est chargé de diriger l'ensemble des opérations.

Pour ce qui me concerne, je donne les ordres suivants :

Le 2e régiment de marins attaquera Keyem avec 2 bataillons (Jeanniot et Pugliesi-Conti), en se couvrant vers Beerst, et en cherchant à se relier avec le bataillon Mauros qui se portera sur Vladsloo en partant d'Eessen où il se trouve. Le commandant du 2e régiment (capitaine de vaisseau Varney) chef des attaques, disposera de 2 batteries, et le commandant Mauros d'une seule.

Le 1er régiment (capitaine de vaisseau Delage) se rassemblera à Dixmude, et poussera un bataillon à la sortie Nord de la ville, sur la route de Beerst. Deux batteries prendront position aux lisières Nord de la ville. Les batteries restées à l'Ouest de l'Yser prépareront l'attaque sur Keyem et Beerst, si ces deux localités sont, ou tombent aux mains de l'ennemi.

Les deux régiments de goumiers, accompagnés par leurs autos-canons et autos-mitrailleuses, se porteront de Wercken sur Bovekerke et les bois de Couckelaere, en se tenant en liaison avec la division de cavalerie belge qui a remplacé, à Zarren et Cortemarck, la 4e D. C. française poussée plus à l'Est.

P. C. de l'Amiral à Dixmude. Commencement des mouvements à 10 heures.

Les premiers renseignements que je reçois portent que les Belges occupent Keyem et Beerst, mais que Vladsloo est occupé par l'ennemi. Puis, j'apprends que des batteries belges tirent

en arrière des avant-postes du bataillon Mauros qui tiennent le pont de la route Eessen-Vladsloo sur le canal d'Handzaeme. Ces obus viennent d'une batterie à l'Ouest de l'Yser, qui a Vladsloo pour objectif, mais tire beaucoup trop à droite. Ensuite, la 4e D. A. informe que les Allemands ont repris Keyem, et demande que l'attaque du Sud se dessine le plus tôt possible.

Par un officier de mon état-major que j'ai posté au haut du beffroi de Dixmude à 11 heures, j'apprends successivement que : à 11 heures 30, notre colonne de droite a atteint et dépassé Vladsloo, tandis que la colonne de gauche est arrêtée au nœud de routes à l'Ouest de Beerst, où la fusillade est nourrie ; à midi 20, la colonne de gauche est toujours stationnaire, sa tête engagée au Nord-Ouest de Beerst ; nos troupes sont canonnées par l'artillerie allemande qui paraît être établie à Witte-Poorthoek, Langenhoek, Hoogeveld d'une part, et Kasteelhoek (Sud-Ouest de Keyem) d'autre part. Ordre est donné d'ouvrir le feu de notre artillerie sur ces villages.

A 14 heures, j'apprends que les Belges n'occupaient pas Beerst, mais seulement le nœud de routes à l'Ouest du village. Naturellement, notre colonne de gauche, en marche sur Keyem, a été attaquée sur son flanc droit, et le bataillon Jeanniot a dû faire face à l'Est, à cheval sur l'embranchement de route qui mène à Beerst, tandis que le bataillon Conti, face au Nord, a dû arrêter son mouvement. Le commandant Varney n'a pas encore pu se mettre en liaison avec le bataillon Mauros du côté de Vladsloo. Nous avons subi des pertes assez lourdes, et le commandant Varney me demande de relever le bataillon Jeanniot qui est assez éprouvé.

Je ne puis faire ouvrir le feu de notre artillerie sur Beerst où nos troupes peuvent entrer d'un moment à l'autre, et pour essayer de me rendre compte de la situation par moi-même, je monte au sommet du clocher. Mais je n'y vois rien de plus, et, ne comprenant pas le stationnement prolongé de nos bataillons, je me rends au front, en auto, pour l'éclaircir sur place. En sortant de la ville, je prescris au bataillon Rabot d'aller relever le bataillon Jeanniot, et au bataillon de Kerros d'attaquer Beerst directement par le Sud, à travers les prairies, pour faire la jonction des deux colonnes.

En arrivant sur le terrain, vers 16 heures, j'y trouve un entassement de nos troupes aux lisières Sud-Ouest de Beerst d'où

ne part plus aucun coup de fusil. Jugeant cet entassement dangereux au cas où l'artillerie allemande le distinguerait, je donne aussitôt l'ordre de pénétrer dans le village qui est occupé sans pertes nouvelles, les Allemands venant de l'évacuer. Puis, je prescris le renvoi à Dixmude du bataillon Jeanniot, et je donne les ordres nécessaires pour l'organisation du village et de ses abords. La nuit tombe, et il est trop tard pour poursuivre l'attaque sur Keyem, surtout en l'absence de renseignements de ce côté.

A 17 h. 30, je reçois l'ordre de ramener ma brigade à l'Ouest de l'Yser, et de la cantonner à Saint-Jacques-Cappelle et Caeskerke. Je fais le nécessaire aussitôt, et je rentre à Dixmude pour connaître la cause du changement de la situation. J'apprends alors que les nouveaux ordres du Grand Quartier sont motivés par l'approche de fortes colonnes allemandes, ce qui oblige à assurer fortement la ligne de l'Yser.

A 22 heures, et sous une assez forte pluie, l'état-major de la brigade et le 2e régiment sont à Caeskerke-village, et le 1er régiment à Saint-Jacques-Cappelle, mais la prise des cantonnements a été difficile, les deux localités qui nous ont été attribuées étant fort petites et très encombrées. La brigade belge Meyser occupe la tête de pont de Dixmude. Les goumiers sont rentrés à Loo, avec leurs autos. La nuit est calme et pluvieuse, et l'on voit beaucoup d'incendies dans l'Est.

20 octobre.

La journée du 19 a coûté à ma brigade 13 tués dont 2 officiers, 85 blessés dont 4 officiers, et 10 disparus. Je me demande si ces pertes sont justifiées, l'occupation de Keyem et Beerst ne pouvant être que momentanée. Les forces importantes allemandes qui ont été libérées par la prise d'Anvers ne peuvent avoir d'autre objectif que la destruction de l'armée belge qui vient de leur échapper, et l'on ne peut recevoir convenablement leur choc que derrière l'Yser. C'est bien ce qui est prévu, mais, pour ma part, j'aurais préféré pouvoir utiliser la journée du 19 à perfectionner l'organisation avancée de Dixmude, et à détruire tout ce qui pouvait faciliter l'organisation des Allemands en avant de nos lignes. Mais nous n'en avons pas eu le loisir. Quoi qu'il en soit, dans la nuit du 19 au 20 octobre, l'armée belge a repris ses positions sur l'Yser. Le

Grand Quartier prescrit à la brigade Meyser de garder la tête de pont, et à la mienne de tenir l'Yser depuis la borne 16, aboutissement du chemin-digue qui vient d'Ootskerke, au Nord, jusqu'à la borne 20, aboutissement du chemin de Saint-Jacques-Cappelle, au Sud, soit sur 4 kilomètres. Peu après, la brigade Meyser est placée sous mes ordres, et le colonel Jacques, du 3e de ligne, prend le commandement de la tête de pont, sur la rive Est.

Au sujet de la répartition des troupes, Belges et marins, dans le secteur, divers livres m'ont attribué la déclaration : « A vous (Belges) la rive droite, à nous (marins) la rive gauche. » Je n'ai rien dit de semblable, car une telle déclaration eût comporté, de ma part, l'idée de placer les marins en arrière, et en quelque sorte en réserve des troupes belges. Je ne pouvais avoir une idée pareille, parce que, si les troupes belges étaient plus aguerries que les miennes, pour avoir combattu depuis plus de deux mois, elles étaient aussi plus fatiguées par la longue et dure épreuve qu'elles venaient de subir. D'ailleurs, l'opposition des termes « vous et nous » n'a aucun sens pour moi, puisque ma responsabilité s'étend sur les deux rives. En réalité, la situation tactique relative des deux groupes, pour aujourd'hui, résulte d'un ordre du Grand Quartier qui est la conséquence directe des mouvements de troupes de la nuit, et que je n'ai pas à discuter. Au surplus, cette situation va ne durer que quelques heures, car j'aurai mis un millier de marins dans la tête de pont avant la fin de la journée, et ce nombre atteindra 1 500 dès la nuit prochaine.

La tête de pont durera ce qu'elle pourra, le plus longtemps possible, certes, mais la position principale est l'Yser même, et il faut interdire à l'ennemi de le franchir. En conséquence, j'adopte le dispositif ci-après pour la rive gauche, toutes les unités devant être en place à huit heures. Un secteur Nord, confié au premier régiment de marins, et un secteur Sud confié au deuxième, séparés par la route Dixmude-Caeskerke comme auparavant. Dans chaque secteur, un bataillon le long de l'Yser en soutien dans des tranchées creusées entre le pont-route et la gare de Caeskerke, un bataillon en réserve au carrefour d'Oude-Barreel. L'infanterie non employée de la brigade Meyser est placée plus en arrière, et doit alimenter les éléments belges de la tête de pont.

Trois sections de mitrailleuses sont mises à la disposition du colonel Jacques, trois autres sont affectées à l'Yser Nord, deux à l'Yser Sud, les secteurs disposant en outre de leurs sections régimentaires.

Mêmes dispositions que le 18 pour l'artillerie de campagne, qui est commandée par le colonel de Wleschouwer.

Les postes de commandement sont fixés comme il suit : le colonel Jacques, dans Dixmude ; les commandants des deux régiments de marins, chefs de secteur, de part et d'autre de la route, à hauteur des bataillons de soutien ; le colonel Meyser, commandant la brigade belge, un peu plus en arrière sur la même route ; Q. G. et P. C. de l'amiral et du commandant de l'artillerie à la station de Caeskerke. A notre droite, nous sommes en liaison, à la borne 20 de l'Yser, avec la 5e D. A. qui tient le fleuve jusqu'à Knocke ; à notre gauche, nous nous relions au 1er de ligne belge, à la borne 16.

Dans la matinée, le général commandant le 2e C. C. m'informe, de Boesinghe, que ses troupes tenaient encore le front Zarren-Stadenberg-West-Roosebeke-Passchendaele au début du jour, mais qu'une forte attaque allemande l'a forcé d'abandonner Stadenberg vers huit heures. L'ennemi paraît s'efforcer de prendre pied dans la forêt d'Houthulst par ses lisières Nord Le général ajoute qu'un corps d'armée britannique doit atteindre le canal à dix heures, à Ypres et plus au Nord. Il me laisse le lieutenant de Pampelonne comme officier de liaison, et nous ne tardons pas à apprécier très vivement cet excellent camarade que nous verrons toujours fumer sa longue pipe en terre avec impassibilité, quelle que soit la gravité des circonstances.

Peu de temps après, je suis averti qu'une colonne allemande marche de Thourout sur Dixmude, et qu'il s'agit vraisemblablement de la XLIVe division de réserve, du XXIIe corps, composée des régiments 205, 206, 207 et 208.

A partir de 11 heures, l'artillerie allemande bombarde violemment Dixmude et nos tranchées, avec les calibres de 77 et 150.

A 16 heures, l'infanterie allemande attaque vigoureusement la tête de pont, et je mets toute notre artillerie en action. Le colonel Jacques demande du renfort, et je lui envoie 4 compagnies de marins. Vers 20 heures, les Allemands se retirent, mais je maintiens les 4 compagnies de marins au front, en pré-

vision de nouvelles attaques pendant la nuit. Ces attaques se renouvellent plusieurs fois, en effet, mais elles sont toutes brisées par la résistance des troupes et le feu de notre artillerie. La ville a beaucoup souffert du bombardement, ainsi que les maisons qui bordent la route jusqu'à la gare de Caeskerke et cette gare elle-même. Nos pertes sont sérieuses.

Dans la soirée, on me signale qu'une compagnie allemande occupe le château de Woumen sur lequel je fais ouvrir le feu de nos batteries du Sud.

21 octobre.

Vers 2 heures du matin, je suis avisé que les Allemands attaquent d'une façon continue, à cheval sur la route d'Eessen, et qu'ils se rapprochent peu à peu de nos tranchées. Prévoyant un assaut, le colonel Jacques me demande 2 compagnies de marins de plus, que je lui envoie aussitôt. L'assaut se produit en effet, mais il est enrayé et repoussé, non sans grosses pertes.

Vers 3 heures, je prescris de relever, avant le jour, les compagnies de marins qui ont été engagées la veille, et de les mettre en réserve au carrefour d'Oude-Barreel. La relève est difficile, et le ravitaillement ne l'est pas moins. La consommation de munitions d'infanterie est très forte, et je demande 500 000 cartouches au Gouverneur de Dunkerque, qui me les fera parvenir dans la journée à la gare d'Ootskerke.

A 6 heures, le bombardement par obus de 150 recommence, très violent, sur nos tranchées et sur la ville où les mouvements de troupes deviennent dangereux. Vers 8 heures, un obus éclate sur une section de marins, lui tue 9 hommes et en blesse 25 dont le capitaine de compagnie (lieutenant de vaisseau de Monts). Notre artillerie fait de son mieux pour contrebattre, mais sans succès apparent, faute de portée suffisante, et aussi à cause des difficultés d'observation et de notre pauvreté en matériel téléphonique. Ma brigade n'en a presque pas, et la brigade belge en a peu. Nous trouvons bien des appareils dans les maisons de la ville, mais nous manquons de fils, et ceux que nous élongeons sont vite coupés par les obus, par les bestiaux qui sont encore dans les prairies, ou par des maladroits. Je me trouve réduit à faire ouvrir le feu des batteries par des estafettes moto-cyclistes, mais c'est bien long dans ce terrain fangeux, surtout la nuit. Finalement, je donne aux batteries la consigne

générale de déclencher les tirs de barrage sans ordres, dès qu'elles entendent des mitrailleuses en action. Mais encore faut-il que le vent soit favorable, et, d'autre part, la dépense de munitions se ressentira de la liberté que je laisse à l'artillerie.

Vers 8 h. 45, les attaques d'infanterie cessent sans avoir obtenu le moindre succès. Une cinquantaine d'Allemands se sont rendus aux troupes belges entre le canal d'Handzaeme et la route de Beerst.

Pour combler nos pertes, je demande à la marine, par télégraphe, six lieutenants de vaisseau, six enseignes, un médecin de 1re classe, 16 officiers-mariniers et 300 quartiers-maîtres ou matelots.

A la fin de la matinée, je mets un capitaine de frégate à la disposition du colonel Jacques, pour le seconder dans le commandement des compagnies de marins de la tête de pont. Puis j'examine les tranchées creusées au carrefour d'Oude-Barreel, et, les trouvant insuffisantes, je prescris d'en construire d'autres, en particulier face au Nord, afin de pouvoir y abriter 8 compagnies au besoin, puisque nous ne disposons d'aucun cantonnement. Malheureusement, ces tranchées sont des plus médiocres, parce que l'on trouve l'eau à faible profondeur.

A 13 heures, le bombardement reprend d'une façon générale et violente. Au bout de peu de temps, de nombreux incendies s'allument dans Dixmude, dont l'église est en flammes et le beffroi très éprouvé. Vers 14 heures, un obus lourd éclate dans le hall de l'Hôtel de Ville, fauchant une quarantaine de soldats belges d'un seul coup, et le colonel Jacques est obligé de transférer ailleurs son poste de commandement. Les marins subissent aussi de fortes pertes dans la ville qui devient intenable. Les ponts de l'Yser et les routes en arrière ne sont pas épargnés non plus, et mon Q. G. de la gare de Caeskerke reçoit la part qui lui revient du fait de sa situation au passage à niveau de la route et point de rebroussement des voies ferrées de Nieuport et de Furnes. Plus en arrière encore, les Allemands balaient la route d'Oude-Barreel à Oudecappelle fréquemment parcourue par nos convois, et l'une de nos voitures à vivres y reçoit un obus qui la met en miettes et volatilise le cuirassier conducteur.

Vers 19 heures, je suis averti que des tranchées occupées par des Belges et des marins viennent d'être prises par l'ennemi, et qu'un mouvement de repli se dessine. J'ordonne aussitôt de

reprendre coûte que coûte les tranchées perdues, et j'envoie trois compagnies de marins en renfort, tandis que le colonel Meyser expédie deux compagnies du 11e de ligne. En même temps, je fais ouvrir le tir de barrage par toute l'artillerie. Notre compagnie Cantener refoule les troupes qui se replient aux abords de la route d'Eessen, contre-attaque l'ennemi, et le déloge des tranchées conquises. Mais la situation n'est pas plus tôt rétablie de ce côté qu'il faut renforcer le Sud, violemment attaqué à son tour. Finalement, la bagarre cesse vers 21 heures, sans que notre front ait été entamé, mais j'y maintiens les compagnies de renfort, et les marins ont dès lors la valeur de deux bataillons aux avant-postes.

Pour ce qui concerne la situation générale, je n'ai que peu de renseignements sur ce qui se passe dans le Nord, où je sais seulement que les Allemands ont atteint l'Yser. Le corps de cavalerie qui opère dans le Sud a maintenant ses avant-gardes sur la ligne générale Blankaert-Nachtegaal-Mangelaare-Veldhoek-Langemark et Saint-Julien. C'est un recul sérieux, et nous avons perdu la forêt d'Houthulst. Le corps de cavalerie compte cependant reprendre l'offensive sur Zarren, dès que ses avant-postes auront été relevés par les troupes britanniques.

Dans la nuit, le général Bidon, gouverneur de Dunkerque, me fait savoir qu'il attaquera demain dans le flanc des Allemands, sur Merckem, avec les 87e et 89e divisions territoriales placées sous ses ordres, et que, si l'attaque réussit, la 89e DT occupera la ligne Noordschoote-Saint-Jacques-Cappelle où elle se reliera à la droite des marins.

Je prescris de relever dans la nuit les unités trop fatiguées ou éprouvées. C'est une opération toujours laborieuse autant que dangereuse et fatigante pour les troupes, mais c'est une nécessité.

A mon Q. G., la situation devient tout à fait inconfortable. Il n'y a plus de vitres aux fenêtres, et la gare, qui n'est qu'une halte, est fort petite. Nous ne pouvons nous reposer qu'en restant assis sur un banc ou sur le plancher du bureau du chef de station qui est encombré par mon état-major, celui de l'artillerie, les officiers et agents de liaison, etc... L'exercice du commandement est difficile dans ces conditions, mais il m'est impossible de m'établir ailleurs, et surtout plus loin où je risquerais d'être averti trop tardivement de ce qui se passe, faute de téléphones. Pour améliorer notre situation, je fais construire, par le génie

belge, au milieu d'une prairie en face de la gare, une tranchée-abri assez large pour que nous puissions nous coucher sur la paille, et qui n'aura d'autre inconvénient que d'exciter la curiosité des vaches qui viendront nous y faire des visites. Car les bestiaux ne sont pas encore rentrés dans les étables qui sont généralement occupées par des troupes, et les obus en ont déjà tué beaucoup. J'en dirige sur l'arrière, mais je ne puis les évacuer tous, et d'ailleurs nous en mangeons, bien que l'intendance belge nous ravitaille avec soin. Je ne parle pas des poulaillers magnifiques que toutes les fermes possèdent, car ils sont en passe de n'être plus que des souvenirs, ni des nombreux cochons que j'entends souvent sacrifier. Je ne puis que les plaindre, car j'ai d'autres soucis en tête, en particulier l'évacuation de la population civile. Beaucoup d'habitants de Dixmude sont partis, mais il en reste encore beaucoup trop, dont je presse le départ, bien que l'exode de ces infortunés soit des plus pénibles à voir. Au passage à niveau de Caeskerke, c'est un défilé continuel de fugitifs lamentables, chargés de ballots et poussant des voiturettes pleines de mille objets familiers qu'on ne veut pas abandonner. Il passe des malades, des infirmes, des blessés aussi, hélas ! des enfants de tous âges, des béguines, etc... Naturellement, les femmes ont revêtu leurs plus belles toilettes, puisqu'elles n'en emportent qu'une seule, ainsi que leurs antiques capotes à plumes, et tout ce monde patauge dans la boue avec une admirable résignation. Comme il doit être dur pour eux d'abandonner leurs richesses et leurs foyers si chers qu'ils ne reverront plus !

22 octobre.

A deux heures du matin, la bataille reprend, et je suis informé que nos lignes ont fléchi dans le Nord de Dixmude où je fais porter aussitôt quatre compagnies du 2e régiment préparées pour une relève. En réalité, l'alerte n'est pas justifiée. Nos tranchées sont réoccupées, et les relèves se trouvent effectuées.

Dès l'aube, le bombardement reprend, moins nourri que la veille, mais il devient intense à 11 heures, pour cesser à 13 heures. L'après-midi est calme, et nous en profitons pour réfectionner les tranchées très endommagées, pour évacuer des blessés, et même pour enterrer les cadavres allemands que l'on peut relever en avant de nos lignes.

Situation générale. — Au début de la matinée, j'adresse au Grand Quartier une protestation contre la teneur du bulletin de la veille dans lequel je viens de lire que la tête de pont de Dixmude a été enlevée par l'ennemi. Pour ce qui concerne mon secteur, je demande que le bulletin soit rédigé d'après les renseignements que je fournirai moi-même.

On nous annonce que les Russes ont remporté une grande victoire, mais j'apprends aussi que les Allemands ont forcé l'Yser entre les bornes kilométriques 10 et 11, à Tervaete, et que la IVe D. A. va contre-attaquer sur la corde de la boucle que le fleuve dessine en cet endroit. Voilà une épine bien désagréable dans notre soulier, car, pour que notre front puisse tenir, il est désirable qu'il ne soit pas tourné par le Nord, sur la rive gauche.

Le général Foch, qui commande le groupe des armées du Nord, fait savoir que le général d'Urbal prend le commandement du détachement d'armée de Belgique (D. A. B.) qui comprend :

Le groupe des divisions territoriales du général Bidon;

La brigade des marins;

La 42e division d'infanterie, qui débarque dans le Nord;

Le corps d'armée.

Cet ordre m'embarrasse quelque peu vis-à-vis du Grand Quartier belge, car je dépends aussi de lui, puisque j'ai des troupes belges sous mes ordres. Enfin, je ferai de mon mieux pour contenter tout le monde, et ce n'est pas le moment d'être formaliste.

Le Grand Quartier me prescrit de rassembler, sur la rive Ouest de l'Yser, tous les matériaux pouvant servir à multiplier des points de passage du fleuve, en vue d'une offensive qui aura lieu probablement demain. Nous avons déjà deux passerelles flottantes, en aval et en amont du pont-route, pour le cas où ce pont serait détruit. L'une d'elles a déjà été avariée par un obus, mais elle est réparée. Je donne les ordres voulus à mes troupes, et je leur fais connaître les événements que j'ai appris.

L'organisation de notre ravitaillement est enfin achevée, et il est fort bien assuré par l'Intendance belge. Nos convois et nos services administratifs sont cantonnés à Rabelaar, à 8 kilomètres de Dixmude, sur la route d'Oudecappelle à Forthem. Nos deux ambulances sont installées à Forthem, deux kilomètres plus

loin, et, de ce point, les évacuations sont faites sur Furnes, soit par la route d'Ypres, soit par le chemin de fer vicinal qui la suit. Des postes de secours du front jusqu'à Forthem, et souvent jusqu'à Furnes, nos blessés sont transportés soit par des automobiles sanitaires de l'armée belge, soit par les automobiles de l'ambulance Munro qui est un organisme anglais privé. L'une des voitures de cette ambulance est conduite par une jeune miss aussi gracieuse que brave, qui nous a déjà rendu des services à Gand. Nous la voyons stationner tous les jours, et même la nuit, au passage à niveau de Caeskerke ou au pont de Dixmude, quelles que soient les circonstances, et elle a déjà conquis le cœur de tous les marins par son dévouement et son indifférence complète au danger.

Nos malheureuses voitures parisiennes de livraison résistent mal au dur travail qui leur incombe pour transporter notre ravitaillement de Rubelaar à Dixmude, par une route souvent fort mauvaise. Craignant d'être gêné de ce côté, je demande 6 camions automobiles à la Marine, mais la guerre a tout pris, la marine n'a rien, et je ne recevrai ces camions que beaucoup plus tard.

23 octobre.

Pendant toute la nuit, bombardement intermittent des tranchées, de la ville et de l'arrière. Une batterie allemande qui a évidemment de mauvais éléments de tir s'acharne sur la prairie qui contient notre tranchée-abri, et, sur notre couche de paille, nous sentons très bien la secousse d'arrivée de chaque obus. Fort heureusement, aucun ne tombe dans notre abri, et, d'ailleurs, aucun n'éclate dans la terre qui est très molle.

Pas d'attaque d'infanterie, ce qui permet la relève des unités fatiguées. Cependant, je vois venir le moment où je ne pourrai plus faire de relèves qu'au moyen d'échanges entre les avant-postes et le front de l'Yser qui est lui-même fortement battu par l'artillerie.

Le bombardement se prolonge dans la matinée, pour devenir violent dans l'après-midi. Des obus de plus gros calibre apparaissent, du 210 certainement, du 280 peut-être. En tout cas, les ravages produits sont considérables. A partir de la tombée du jour, les avant-postes repoussent, sans difficultés particulières, une série d'attaques d'infanterie qui paraissent déclenchées

régulièrement à l'intervalle d'une heure, chaque fois après un court arrosage d'obus de 150. Ces attaques, qui sont d'ailleurs assez molles, paraissent faites par des troupes très jeunes.

Au cours de la journée, deux drachen-ballons allemands ont fait leur apparition, et j'ai reçu le compte rendu d'une reconnaissance aérienne française qui n'éclaircit guère notre situation. On nous indique cependant de nombreuses batteries allemandes, mais la plupart sont hors d'atteinte de notre artillerie de campagne. Il y en a toutefois de très rapprochées, au Sud de Beerst et à l'Ouest d'Eessen, et nous les contrebattons très fréquemment, sans parvenir à les dominer. Il nous faudrait cependant une artillerie puissante pour contrebalancer le désavantage de la forme demi-circulaire de notre ligne d'avant-postes qui les expose aux coups d'écharpe et de revers. Or, notre ravitaillement en munitions devient parcimonieux, et, de plus, le nombre des pièces dont je dispose diminue chaque jour du fait d'avaries qui proviennent, paraît-il, d'une légère différence de tracé entre les canons de 7c/m,5 belges et les obus français qu'ils tirent.

Aussi j'éprouve une grande satisfaction en voyant arriver à mon Quartier Général le chef d'escadron Gruardet qui m'amène 2 batteries de 155 court et 2 batteries de 120 long, que je fais mettre en position à l'Ouest du carrefour d'Oudebarreel pour le 155, à l'Ouest d'Ootskerke pour le 120.

La situation générale est la suivante :

La 89e D. T. prolonge notre droite à Saint Jacques Cappelle, en relevant la 5e D. A. belge. Je n'entends plus parler de l'attaque annoncée sur Merckem.

Les contre-attaques belges n'ont pu refouler les Allemands qui se maintiennent dans la boucle de l'Yser, entre Schoorbakke et Tervaete, et la situation devient préoccupante de ce côté. En outre, la 42e division, qui a fini de débarquer, progresse, dit-on, de Nieuport vers Lombaertzyde et la ferme Bamburgh. On signale aussi une avance anglaise dans le Sud, mais nous nous méfions beaucoup des termes « progresse » et « avance, » que nous trouvons trop vagues. Naturellement, on signale des colonnes allemandes en marche un peu partout.

Nos pertes augmentent sans cesse, malheureusement, et, pour préciser nos besoins, je télégraphie à la Marine que ma brigade a perdu onze lieutenants de vaisseau depuis son arrivée

en Belgique, c'est-à-dire le tiers de son effectif en officiers de ce grade.

24 octobre.

De bon matin, le bombardement reprend avec violence, venant de batteries placées vers Vladsloo, Eessen et Merckem. Des obus viennent aussi du Nord, ce qui indique que l'ennemi doit être en forces sur la rive gauche de l'Yser. Notre artillerie lourde entre également en action, et son observateur, qui est au haut de la minoterie du pont-route, me fait dire que les troupes belges qui prolongent notre gauche sur le fleuve se replient.

J'alerte aussitôt les quatre compagnies de marins qui sont en réserve à Oude-Barreel, sous le commandement du capitaine de frégate Jeanniot qui n'est d'ailleurs pas le commandant titulaire du bataillon de réserve. Les nécessités des relèves, qui se font par compagnies, combinées avec l'obligation d'assurer des commandements locaux imposés par la situation tactique et la topographie, ne m'ont pas permis de maintenir chaque commandant de bataillon avec son unité. Je prescris au commandant Jeanniot de se porter avec les quatre compagnies vers Oude-Stuyvekenskerke et la ferme Dentoren (1 kilomètre plus à l'Est), d'y attaquer les Allemands, et de limiter à tout prix leur progression vers le Sud. En même temps, je prends une demi-compagnie au soutien du secteur Nord, pour renforcer la gauche de notre front de l'Yser.

Je n'ai plus de réserves, et presque plus de troupes en soutien éventuel de la tête de pont de Dixmude qui me demande cependant du renfort en prévision d'une attaque frontale que l'intensité du bombardement fait présager. Mais je ne puis hésiter un instant. Le plus gros danger est au Nord, car si les Allemands poussent jusqu'au chemin-digue qui va d'Ootskerke à la borne 16 de l'Yser, nous ne pourrons plus tenir la berge Ouest du fleuve au Nord du pont-route, et la position de Dixmude sera tournée.

Vers 8 heures, du quai de la gare de Caeskerke où je fais les cent pas, tout en observant attentivement ce qui se passe, j'aperçois dans le Nord de longues files de troupes qui se replient vers l'Ouest. Il n'y a pas une minute à perdre, et, pendant que le colonel de Wleschouwer, ses deux adjoints et les officiers de mon état-major partent pour essayer d'enrayer le repli, je me

rends moi-même à Caeskerke-village pour activer le mouvement du commandant Jeanniot. La situation exige, en effet, une intervention immédiate, car je ne suis pas sans inquiétude sur l'effet que l'attaque du Nord vers le Sud, sur la rive gauche, peut produire sur la garnison de la tête de pont. A Caeskerke, hélas! je constate que le bombardement lourd allemand, qui ne cesse pas, a couché sur le terrain bon nombre de marins, dont certains très abîmés.

Avant 9 heures, j'ai repris mon quart sur la banquette de la gare, et les quatre compagnies Jeanniot sont déployées au Sud du chemin-digue, leur droite à peu près en liaison avec la gauche de notre front de l'Yser Nord. Les renseignements belges qui me parviennent alors établissent que les Allemands ne sont pas encore à Oude-Stuyvekenskerke, mais qu'ils occupent la ferme Dentoren, ce qui veut dire qu'ils tiennent la berge Ouest de l'Yser au moins jusqu'à la borne 14 500, vers le Sud. Une patrouille de marins envoyée vers la ferme, en reçoit des coups de fusil et rentre avec des blessés, ce qui confirme le renseignement. Je réitère au commandant Jeanniot l'ordre d'avancer en laissant une compagnie en réserve derrière le chemin-digue. Les trois autres compagnies se trouvent engagées dès qu'elles franchissent la route, et progressent fort lentement en raison des difficultés du polder. Les tanks à pétrole de la borne 15 de l'Yser commencent à flamber en dégageant des fumées noires très épaisses qui obscurcissent encore le paysage déjà très assombri par la pluie. Avec les éclatements incessants et fulgurants de nombreux obus de tous calibres, cela forme un tableau d'une allure vraiment saisissante et tragique.

Vers 11 heures, le bataillon Jeanniot, qui n'est plus dans mon secteur, passe sous les ordres du général commandant la 16e brigade belge qui lui prescrit de se porter, par la ferme Roode-Poort, sur un point à 400 mètres à l'Ouest du clocher d'Oude-Stuyvekenskerke.

A 13 heures 30, après une progression très pénible, mais qui n'a cependant pas causé beaucoup de pertes, la situation du bataillon est la suivante : la compagnie de droite (Delaby) s'étend du coude Est du chemin-digue vers le Nord-Est, en direction de l'Yser ; sa voisine de gauche, compagnie Eno, s'étend du même coude jusqu'à un point situé à 150 mètres à l'Est de la ferme Roode-Poort ; la compagnie suivante (Cherdel) est à 500 mètres

environ dans le Sud-Est du village Oude-Stuyvekenskerke ; la compagnie de gauche (Pinguet) est en soutien à la hauteur de Roode-Poort. Le commandant Jeanniot me fait dire que tout va bien, et qu'il a bon espoir d'atteindre Dentoren avant la nuit.

Mais, vers 14 heures, la situation se modifie complètement. D'une part, le bombardement lourd allemand se concentre sur la région, et nos pertes croissent rapidement ; d'autre part, sous une violente attaque de mitrailleuses, les troupes belges perdent le village, et nos compagnies, sans liaison à gauche ni à droite, sont vivement entreprises par les mitrailleuses qui ont garni le village aussitôt que les Allemands l'ont occupé. La situation se complique encore du fait que notre compagnie de droite recule, ayant perdu tous ses officiers et premiers-maîtres, et que la compagnie Cherdel en fait autant sous la violence du feu d'artillerie. Le commandant Jeanniot rallie ses éléments, tant bien que mal, et s'établit derrière une partie du chemin-digue. La nuit tombe et ramène le calme peu à peu.

L'attaque sur Den Toren a échoué, mais l'ennemi n'a pas atteint le chemin-digue d'Ootskerke à l'Yser, et c'est l'essentiel pour la position de Dixmude. Je m'en contente donc, faute de mieux ; mais, comme je ne sais rien de précis sur la situation du bataillon Jeanniot, j'envoie Durand-Gasselin, de mon état-major, pour tâcher de la reconnaître sur place. Durand-Gasselin y emploie toute la nuit, tant la reconnaissance est difficile dans ce maudit polder ; mais il a réussi à rétablir la liaison avec notre front de l'Yser Nord, en constituant un groupe avec des hommes qui n'ont plus de chefs, et en en gardant le commandement jusqu'au jour. Par un autre officier de mon état-major, j'apprends dans la soirée que la gauche du bataillon se trouve en liaison avec des troupes belges qui tiennent le chemin-digue jusqu'à la voie ferrée de Nieuport et occupent la ferme Roode-Poort et ses abords.

La journée a été dure, et nos pertes sont considérables ; mais nous ne sommes pas tournés, et le front n'a plus de brèches. Tel qu'il est réalisé ce soir, ce front sera d'ailleurs identiquement le même dans quatre ans.

Cependant, j'ai sur les bras un front de plus, orienté face au Nord, et cela m'en fait trois en comptant les deux que je conserve face à l'Est. D'autre part, le nouveau front Nord est perpendiculaire à celui de l'Yser. L'ennemi nous enveloppe

donc sur les trois quarts du cercle, et les coups de revers vont constituer notre ordinaire normal.

J'avise le général d'Urbal de cette situation, et il me répond par une lettre si caractéristique que je la reproduis textuellement :

« *Il est de la plus haute importance que l'occupation de la ligne de l'Yser par les armées alliées soit maintenue coûte que coûte.*

« *Il y va de notre honneur d'aider les Belges dans cette tâche jusqu'à l'extrême limite de nos moyens.*

« *En conséquence, le passage de Dixmude devra être tenu par vous, tant qu'il restera un fusilier marin vivant, quoi qu'il puisse arriver à votre droite ou à votre gauche. Si vous êtes trop pressé, vous vous enterrerez dans des tranchées. Si vous êtes tourné, vous ferez des tranchées du côté tourné. La seule hypothèse qui ne puisse être envisagée, c'est la retraite.* »

C'est net et clair. Je suis d'ailleurs parfaitement d'accord avec le général, et la seule hypothèse que je n'envisage pas est bien celle d'une retraite que je serais fort en peine d'exécuter dans les circonstances où nous sommes, car il n'y aurait pas d'opération plus difficile. La lettre du général vient cependant tout à fait à point, pour deux raisons : d'abord, elle allège, si elle ne l'enlève pas, le poids qui pèse de plus en plus lourdement sur ma conscience, à mesure que s'accroissent des pertes que je vois de trop près pour ne pas en être douloureusement affecté. En second lieu, l'accomplissement du devoir est d'autant plus facile que ce devoir est plus simple. Or, n'étant pas tout à fait du métier, je ne suis pas sans inquiétude pour le cas où il me faudrait manœuvrer, tout en restant fortement accroché. Du moment qu'il ne s'agit que de tenir bon jusqu'à destruction totale, je récupère immédiatement toute ma sérénité d'esprit.

A la fin de sa lettre, le général ajoute, d'ailleurs, que la 42e division (général Grossetti) va entreprendre de refouler les Allemands sur la rive droite de l'Yser.

25 octobre.

Au cours de la nuit, il ne se produit aucune attaque importante nulle part. Seulement des escarmouches d'avant-postes un peu partout, et toujours le bombardement général.

Au jour, la bataille reprend dans le Nord où les Allemands s'efforcent de gagner du terrain vers Pervyse et Ramscappelle. Les divisions belges sont obligées de ramener leur front principal au remblai de la voie ferrée Dixmude-Nieuport, à partir du chemin d'Ootskerke vers le Nord. Le 19e bataillon de chasseurs à pied, de la 42e D. I., relève le bataillon Jeanniot, qui se reporte en réserve à Oude-Barreel, mais très diminué et très fatigué. Le commandant Jeanniot prend le commandement des compagnies de soutien du secteur Sud.

A 10 heures, le bombardement redevient violent, et la petite gare de Caeskerke reçoit un obus de 210 qui la met fort mal en point. Notre artillerie contrebat de son mieux, mais l'observation devient difficile, car l'ennemi ne néglige pas notre observatoire principal, le toit de la minoterie, qui devient intenable. Je ne puis plus renseigner les batteries qu'au moyen des avis qui me viennent du front, mais nos avant-postes sont fort gênés eux-mêmes pour observer notre tir. D'autre part, les munitions d'artillerie se raréfient.

Fort heureusement, il m'arrive un renfort important en officiers, officiers-mariniers et marins, qui sont les bienvenus.

Dans la soirée, je suis avisé que le Grand Quartier belge prend les mesures voulues pour inonder le terrain entre la rive gauche de l'Yser et la voie ferrée. Mais il faut d'abord que le remblai de la voie devienne une digue étanche, et par suite que l'on obture toutes les ouvertures par où passent de nombreux vaarts ou vliets.

Le bombardement reste violent jusqu'au soir, par calibres de 150, 210, 280, peut-être de 320. On signale l'arrivée de renforts allemands devant Dixmude, par toutes les routes.

Le capitaine de frégate Conti remplace le capitaine de frégate Mauros près du colonel Jacques dans la tête de pont.

Le temps devient très mauvais; tempête de Sud-Ouest, avec vent violent et forte pluie.

Vers 19 heures, la compagnie Gamas, qui se rend aux tranchées de la route d'Eessen, pour une relève, rencontre au sortir de Dixmude, à une centaine de mètres du passage à niveau de la voie ferrée, une trentaine d'Allemands qui marchent en colonne par un de chaque côté de la route, et les deux troupes se chargent mutuellement. Nombre d'Allemands sont abattus

et le reste s'enfuit vers l'Est, mais notre compagnie laisse aussi quelques marins sur le carreau. Au moment de reprendre sa marche, un soldat belge avertit le lieutenant de vaisseau Gamas qu'une cinquantaine d'Allemands l'attend un peu plus loin, et notre compagnie prend ses dispositions en conséquence. Les Allemands sont bien à l'endroit indiqué où ils se profilent nettement sur la lueur d'un petit incendie. Ils ont la maladresse de répondre « Allemands, » en français, au qui vive de Gamas qui déclenche aussitôt un feu rapide à répétition. L'ennemi s'enfuit, non sans laisser beaucoup de cadavres sur la route et notre compagnie parvient aux tranchées sans autre aventure, mais avec des pertes elle-même.

Je suis mis au courant de cet incident peu de temps après, mais sous une forme très différente, car le fait m'est exposé comme une méprise entre deux compagnies de marins qui se sont embrochées l'une l'autre. Dans ces conditions, l'affaire me laisse surtout le souci d'empêcher à l'avenir des méprises aussi regrettables.

Vers 23 heures, toujours préoccupé par cet incident, je quitte mon Q. G., vraiment trop inconfortable, pour essayer de dormir dans une maison située de l'autre côté de la route, et que je trouve, d'ailleurs, tout aussi ouverte que la gare au vent et à la pluie. Vers 2 heures du matin, n'ayant pu dormir et sentant que j'ai pris froid, je me décide à retourner dans le bureau de la station, où je trouverai, du moins, un poêle pour me réchauffer. Mais, à peine y suis-je rentré, qu'une fusillade éclate, très proche, et je sors aussitôt, avec mon état-major, pour savoir ce qui se passe et arrêter ce que je crois être une nouvelle méprise. Nous voyons alors, sur la route, une colonne de marins et de Belges qui fuit vers l'arrière paraissant prise de panique, et nous lui barrons le passage en fermant nous-mêmes la barrière du passage à niveau, qui fonctionne encore. Puis j'essaie de refouler cette colonne vers Dixmude, mais nos efforts sont vains, et les fuyards déclarent que nos lignes ont été forcées par l'ennemi qui marche sur leurs talons. La fusillade cesse pendant ces pourparlers, et, ne pouvant me rendre compte de la situation, j'envoie Durand-Gasselin en reconnaissance sur la route, en le priant d'aller jusqu'au pont de Dixmude, s'il le peut. Durand-Gasselin parvient jusqu'aux abords du pont sans être inquiété, sans se douter non plus de ce qui vient de

s'y passer. En revenant vers Caeskerke, il rencontre, arrête, et arraisonne une de nos voitures d'ambulance qui trotte vers le pont. La réponse « Rouge Croix » ne permet aucun doute, et cinq Allemands qui montent cette voiture sont aussitôt capturés.

En apprenant ce nouvel incident, je ne puis plus douter que des Allemands aient franchi nos lignes, mais où, quand, et en quelles quantités ? D'autre part, s'il s'était passé quelque chose de grave, je recevrais certainement quelque information, alors qu'il ne m'en arrive aucune. Il me paraît inopportun d'ouvrir une enquête immédiate pour expliquer la présence des Allemands de la voiture dans nos lignes, car le temps, qui reste très mauvais, reste aussi très propice à de nouvelles aventures, et je songe toujours à la méprise du début de la nuit. Finalement, comme l'obscurité reste opaque, mais que le jour est proche, je décide de l'attendre pour éclaircir la situation, et je reste très préoccupé.

26 octobre.

A l'aube, dans les prairies au Sud de la route, j'aperçois un groupement assez nombreux que je reconnais, à la jumelle, pour être composé d'Allemands, de Belges et de marins. Puis, je remarque que les Allemands seuls portent leurs fusils, et il est évident que Belges et marins sont leurs prisonniers. Ramassant aussitôt les marins et les agents de liaison de mon Q. G., je fais appel à un peloton de cyclistes belges cantonné dans le voisinage immédiat, et je lance le tout à l'attaque par l'Ouest, tandis que le commandant Mauros fait attaquer, de l'Est, par les marins de l'Yser Sud. Se voyant cernés, les Allemands se rendent, et leurs prisonniers sont délivrés. Parmi ces derniers se trouve le médecin belge van der Ghinst, par qui l'on apprend que les Allemands, avant de faire leur soumission, ont tué une partie des prisonniers, dont le commandant Jeanniot.

Je suis abasourdi par ce phénomène extraordinaire de prisonniers faits par les Allemands à l'intérieur de nos deux lignes, et sur la rive gauche de l'Yser, mais des renseignements m'arrivent enfin; et si peu précis qu'ils soient, ils me permettent de reconstituer à peu près ce qui s'est passé pendant la nuit. Les Allemands ont traversé nos lignes, à l'effectif d'au moins deux compagnies, probablement par le remblai du chemin de fer de Zarren, mais aussi par la route d'Eessen. Il n'y a pas eu mé-

prise hier soir, et ce n'est pas à d'autres marins que la compagnie Gamas s'est heurtée, mais bien à deux groupes d'Allemands qu'elle a bousculés. Le résultat de ces bagarres a été que les Allemands ont dû retarder leur entreprise, qui ne s'est faite que bien avant dans la nuit. Soit à cause du mauvais temps, soit à cause de la fatigue des troupes, soit parce que nous n'avons que peu ou point de barrages de fils de fer, mais probablement pour ces trois motifs à la fois, les Allemands ont franchi nos lignes, ont pénétré dans Dixmude sans avoir été aperçus, et se sont dirigés sur le pont de l'Yser en refoulant des marins et des Belges devant eux.

La garde du pont, rive gauche, voyant ou entendant venir une colonne, l'a éclairée avec un phare d'automobile, et a reconnu le mélange des troupes. Puis, dès que ce mélange s'est trouvé un peu clarifié, le commandant de Sainte-Marie, qui commande en cet endroit, a fait ouvrir un feu violent de mitrailleuses qui a fauché tout ce qui se trouvait sur le pont et à ses abords de la rive droite. Cependant, on pense que quelques Allemands ont pu s'échapper et doivent être cachés dans la ville. A cause de la violence du vent, le bruit de ce combat n'a pas été entendu de mon Quartier Général, pourtant très proche.

Les Allemands, qui ont franchi le pont dans le mélange, continuent leur marche sur la route, vers Caeskerke, mais sans savoir où ils sont, ni où ils vont, diront les prisonniers, et tirent à bout portant sur tout ce qu'ils voient. C'est ainsi qu'ils fusillent le médecin principal Duguet et l'aumônier Le Helloco, qui ont ouvert la porte de leur infirmerie sans avoir pris la précaution d'éteindre ou de masquer leur lumière intérieure. Le docteur Duguet est tué sur le coup, et l'abbé très gravement blessé. Le commandant du 2e régiment, dont le poste de commandement est très voisin, s'échappe par une porte de derrière, du côté de la prairie, et n'est pas autrement inquiété. Mais le commandant Jeanniot, qui commande les troupes de soutien du Sud, entreprend d'arraisonner lui-même un groupe d'hommes qu'il ne peut identifier en raison de l'obscurité profonde. Il est capturé lui-même, et les Allemands, quittant la route, l'emmènent dans les prairies du Sud, en compagnie du médecin belge d'un poste de secours voisin, de quelques marins, et d'un chauffeur d'auto.

J'ai relaté plus haut la fin de cette aventure qui me donne

beaucoup à méditer, d'une part sur la mauvaise surveillance de nos avant-postes et de l'ensemble de la tête de pont, d'autre part, sur la médiocrité de nos liaisons, puisque je n'ai été mis au courant de rien pendant la nuit. Je prescris aussitôt de hâter la pose de réseaux Brun (nous n'avons pas autre chose) sur toutes les routes d'accès à Dixmude, et de n'ouvrir les ponts de l'Yser que de la quantité nécessaire pour laisser passer les détachements homme par homme. Cette dernière précaution semble évidente, et j'avais envisagé, plusieurs fois déjà, de mettre les deux ponts dans le sens de la rivière, sur la pile centrale, pendant la nuit. Je ne m'y résous cependant qu'à contre-cœur, parce qu'un obus malencontreux peut toujours immobiliser un pont dans cette position, en nous privant du moyen le plus rapide pour faire passer des renforts importants. Puis, je rappelle sévèrement aux divers échelons du commandement qu'ils doivent me tenir au courant, dès que possible, de tout ce qui se passe d'important et d'intéressant.

Entre temps, les prisonniers allemands arrivent à la gare de Caeskerke, au nombre de 109, dont un feldwebel tout jeune et encore porteur de son revolver. Pendant que les soldats sont mis en rangs et vident leurs poches, je fais interroger, en plein air, le feldwebel préalablement débarrassé de son browning, mais il est tellement arrogant et insolent, que je lui ordonne de me tourner le dos pour ne pas céder à la tentation qui me prend de le gifler.

Aussitôt retourné, le feldwebel, qui ne voit plus personne devant lui, détale à toutes jambes, traverse un vaart assez large et profond, et s'enfuit dans le polder, désert de ce côté. Les marins de mon Quartier Général se lancent aussitôt à sa poursuite, et l'Allemand s'abat, percé de plusieurs balles, avant d'avoir parcouru 200 mètres. Mais l'interrogatoire le plus intéressant m'échappe du même coup.

Je reviens alors au groupe des soldats prisonniers, que j'ai grande envie de faire fusiller tous pour avoir assassiné le commandant Jeanniot, mon vieil ami de plus de trente ans, dont on rapporte au même moment le cadavre très abîmé de coups de baïonnette et de balles. Cependant, l'interrogatoire m'apprend que beaucoup de soldats allemands ont protesté quand ils ont reçu l'ordre de tuer leurs prisonniers. Comme le médecin Van Der Ghinst a assisté à la scène, je le prie de désigner les soldats

qu'il peut reconnaître pour avoir certainement voulu et exécuté l'assassinat.

Le docteur m'en indique trois, d'une façon nettement affirmative, et je les fais passer par les armes séance tenante, après quoi je dirige le reste sur le Quartier Général de la division belge la plus proche, sous bonne escorte.

Le général d'Urbal, à qui j'ai rendu compte, met à ma disposition deux bataillons de tirailleurs sénégalais, qui m'arriveront dans la journée. La 5e D. A., à qui j'ai fait appel aussi, m'envoie un bataillon.

En revanche, je suis avisé que la brigade Meyser doit rejoindre immédiatement sa division, et je me sépare à regret du vaillant colonel Jacques qui a si bien tenu dans l'enfer de Dixmude, et de ses troupes dévouées qui ont subi des épreuves très rudes aux tranchées des avant-postes, en mélange étroit avec nos marins.

Ces divers mouvements de troupes m'amènent à prescrire l'exécution immédiate du nouveau dispositif suivant :

La tête de pont (Dixmude et ses avant-postes) est commandée par un capitaine de frégate (Pugliesi-Conti) assisté d'un major belge et d'un chef de bataillon de tirailleurs sénégalais. Elle dispose de deux bataillons de sénégalais, d'un bataillon belge de la 5e D. A., et d'un bataillon de marins. A l'Ouest de l'Yser, toujours les deux mêmes secteurs disposant chacun de six compagnies de marins, dont quatre sur la berge du fleuve et deux en soutien.

Au front Nord, le 19e bataillon de chasseurs occupant le chemin-digue, avec avant-postes à la ferme Roode-Poort. Au carrefour d'Oude-Barreel, deux bataillons de marins en réserve, à ma disposition.

En raison des progrès de l'ennemi sur la rive gauche, je déplace nos batteries lourdes, déjà trop bien repérées, et je les place : les 155 près de la ferme Bien Acquis, les 120 au Nord de Lampernisse.

Je me réserve l'emploi de l'artillerie, et je porte mon Q. G. au carrefour d'Oude-Barreel, tout en maintenant mon P. C. à la gare de Caeskerke.

Les mouvements de troupes pour les relèves sont gênés par le bombardement qui reprend au début de l'après-midi, et donnent lieu à quelques mécomptes de la part de compagnies qui quittent leurs postes sans être remplacées, ce qui m'oblige à

les rappeler à l'ordre. Vers 15 heures, le bombardement a repris toute sa violence, principalement sur la malheureuse ville de Dixmude où toute circulation devient impossible. Un obus lourd pénètre dans une maison où le commandant Conti confère avec ses deux adjoints. La maison s'écroule en blessant mortellement le commandant Pelletier (des tirailleurs sénégalais) arrivé le jour même, et en blessant aussi le major belge. Le commandant Conti s'en tire indemne.

La bataille reste dure dans le Nord, où notre front n'est cependant pas très inquiété. Le Grand Quartier belge fait savoir que l'inondation sera déclenchée demain, si les barrages du remblai du chemin de fer sont terminés. Les troupes devront évacuer les tranchées menacées par les eaux, pour occuper des positions préparées plus en arrière. Dans mon esprit, cet ordre ne me concerne pas, d'une part, parce que je compte bien que l'inondation ne s'étendra pas au Sud du chemin-digue qui constitue mon front Nord, d'autre part, parce que je ne dispose d'aucune position plus en arrière et que le passage de Dixmude doit rester inviolé.

RONARC'H.

(A suivre.)

MÉRIMÉE NOUVELLISTE

I

Dans son célèbre essai : *H. B. par l'un des Quarante*, Mérimée raconte que Beyle citait volontiers avec admiration cette phrase, de Metternich, je crois : « Le mauvais goût mène au crime. » Cette formule, paradoxale en apparence, enveloppe cette observation juste que la littérature n'est pas d'un côté, l'homme de l'autre. La profonde loi de l'interdépendance des organes domine la vie psychologique comme la vie physiologique. Par certains points, tout fait de rhétorique est un fait de sensibilité. Que dit d'autre l'alexandrin classique :

Le vers se sent toujours des bassesses du cœur?

L'œuvre d'un écrivain, si nous savions bien la lire, nous initierait au développement de sa personne la plus intime, mieux que les anecdotes, toutes plus ou moins faussées par le narrateur, — mieux que les mémoires, rendus trop souvent inexacts par la défaillance du souvenir ou les illusions de l'amour-propre, — mieux que les correspondances. Le langage courant en donne la raison quand il emploie le terme de « commerce épistolaire. » Une missive est un échange, où l'envoyeur s'adapte par quelque point au destinataire. Une des erreurs de la critique moderne est d'avoir donné, dans cette science que Sainte-Beuve appelait la Botanique des esprits, une part excessive à ces documents. La vérité profonde d'un artiste littéraire se révèle plus sûrement dans l'appel intérieur qui le décide à choisir, pour se manifester, tel ou tel genre, tel ou tel style. On objectera que le désir du succès l'aura influencé, mais ne serait-

ce pas déjà là un trait de caractère, de quoi distinguer un Chateaubriand, par exemple, beau génie, mais gâté par l'étalage, et un Stendhal précisément, talent épris de vérité, incapable de s'accommoder au public? D'ailleurs, dans cette recherche même du succès, un instinct ne guide-t-il pas l'artiste, qui lui fait préférer les conditions de travail où ses dons particuliers prendront leur pleine valeur?

Le cas de Mérimée, pour en revenir à lui, illustre bien, me semble-t-il, ces réflexions suggérées par la boutade de son maître. Nous ne posséderions, comme renseignements sur lui, que son œuvre, il nous serait loisible de le reconstruire tout entier, et c'est pourtant, parmi tous les conteurs, un de ceux qui se sont le plus systématiquement effacés derrière leurs personnages. Le cinquantenaire de sa mort qui tombe cette année-ci aura fait relire quelques-uns de ses vigoureux récits : *Colomba*, *Carmen*, *le Vase Etrusque*, *Tamango*, *la Vénus d'Ille*, *Matteo Falcone*, *l'Enlèvement de la redoute*, à ses fidèles, dont je reste, pour ma part, et nous sommes nombreux. Si Mérimée n'a pas connu la vogue tapageuse, en revanche il n'a pas subi ces flux et reflux d'opinion qui ont tour à jour porté trop haut, puis rejeté trop bas, jusqu'à ce qu'un équitable niveau s'établît, ce glorieux Chateaubriand et Lamartine, Balzac et George Sand. Encore pour cette admirable Mme Sand, vaillante ouvrière, à la Gœthe, d'un si riche et puissant développement, ce retour légitime n'est-il pas entièrement accompli. De Mérimée nous pensons aujourd'hui ce qu'en pensaient, et Musset, — vous vous rappelez le prologue de la *Coupe et les lèvres :*

L'un, comme Calderon et comme Mérimée...

— et le Sainte-Beuve des *Portraits contemporains*, — souvenez-vous de l'article sur *Colomba*, — et Balzac, qui le définit « un talent profond, » « avec quelque chose de narquois, » ajoute-t-il bien finement. Taine, dans la préface des *Lettres à l'Inconnue*, vers 1875, notait déjà la fixité de cette renommée. J'en vois la cause dans un accord total de Mérimée avec son œuvre, non pas seulement de ses facultés intellectuelles, mais de son caractère, mais de son être le plus intime, le plus secret. Cette identité foncière de la création et de l'artiste, quand celui-ci s'est exprimé entièrement par celle-là, donne la sensation du parfait, de l'absolu presque. C'est le procédé de la nature dans les orga-

nismes animaux où les énergies mises en jeu sont utilisées toutes et toutes ordonnées. La discussion n'a plus où se prendre devant des compositions qui se présentent comme un tout vivant auquel vous ne sauriez rien ajouter ni rien retrancher.

Une telle réussite ne tient pas du hasard. Elle implique chez l'artiste une personnalité supérieure, bien entendu, et aussi, je retourne à mon point de départ, le choix d'un genre qui s'adapte étroitement à cette personnalité. Le Mérimée des Nouvelles, — son vrai titre de gloire est là, — remplit l'une et l'autre condition. Considérons l'homme, d'une part, tel qu'il nous apparaît à travers ces Nouvelles mêmes, et d'après quelques témoignages bien authentiques. Rappelons-nous, d'autre part, les lois connues de ce genre très particulier que constitue la Nouvelle. Nous apercevons nettement pourquoi l'auteur de *Matteo Falcone* a dû, presque aussitôt, adopter exclusivement cette forme d'art : les raisons qui l'ont fait y exceller, son originalité dans ces courts récits, et ses limites.

II

C'est un lieu commun de dire que Mérimée fut, dès sa jeunesse, dominé par la crainte d'être dupe. Le *memneso apistein* — « Souviens-toi de te défier, » — de son cachet a été souvent cité. Cette devise n'est pas aussi simple qu'il semblerait et vaut la peine d'être traduite. Il existe, en effet, deux sortes de méfiance. L'une consiste à redouter un danger positif et passe avec lui. Pour l'autre, le danger est constant. Elle va le cherchant partout, le créant au besoin, où il n'est pas. « Chez l'anxieux chronique, » est-il écrit dans un remarquable travail de psychiatrie (1), « le fond mental est constitué par un état permanent *d'insécurité*, de *disposition pantophobique*, qui n'attend pas, pour se manifester, la menace d'un événement extérieur, mais qui s'exerce, qui s'épanche en quelque sorte à vide, à propos de tout et de rien, sous forme d'inquiétude essentielle, primitive et diffuse. » Chez un individu, par ailleurs équilibré, cette sorte de méfiance peut se rencontrer, et rester ébauchée seulement. Elle a pour limite cette phobie morbide et n'y arrive pas. Elle relève de la constitution anxieuse, variété de cette constitution émotive

(1) *Les Anxieux*, étude clinique par les docteurs Devaux et Logre. Préface de M. le professeur Dupré, 1 vol. chez Masson, 1917.

dont M. le professeur Dupré a magistralement dégagé les lignes. Ce *memneso apistein* doit être interprété dans ce sens. Il ne signifie pas que Mérimée ait été un prudent manœuvrier de sa fortune littéraire, ni qu'il ait toujours été très circonspect. Son attitude dans l'affaire Libri prouve le contraire. Cette devise le dénonce comme un grand émotif à qui la violence de sa sensibilité a, tout jeune, fait peur. Ce n'est pas des autres qu'il se défiait, c'était de lui-même, et nous en trouvons l'aveu dans les pages, évidemment autobiographiques, qu'il a consacrées à Saint-Clair, son sosie moral du *Vase Étrusque*. Il nous le montre réservé, taciturne, se dressant « à celer aux autres les émotions de son âme trop tendre. » Et il ajoute : « En les renfermant en lui-même, il se les rendait cent fois plus *cruelles*. Dans le monde, il avait la triste réputation d'insensible et d'insouciant, et, dans la solitude, son imagination *inquiète* lui créait des *tourments* d'autant plus *affreux* qu'il n'aurait voulu en confier le secret à personne. » Étant donné que Mérimée affecte dans son style la nuance et la demi-teinte, quelle valeur de confession douloureuse prend l'intensité des mots que j'ai soulignés : *cruelles, inquiète, tourments, affreux!* Et le motif de ce repliement? « A l'âge où l'on prend trop facilement des impressions qui durent toute la vie, *sa sensibilité trop expansive* lui avait attiré les railleries de ses camarades. Il était fier. Il se fit une étude de cacher tous les dehors de ce qu'il regardait comme une faiblesse déshonorante. » A quel degré Saint-Clair est sensible, jugez-en à la déraison de son bonheur après un rendez-vous d'amour : « Tantôt il sautait presque de joie, il courait en frappant les buissons de sa canne, tantôt il s'arrêtait ou marchait lentement... On eût dit un fou enchanté d'avoir brisé sa cage... » Et quand une phrase prononcée par un camarade sur une prétendue liaison de sa maîtresse lui est entrée dans le cœur, avec quelle effrayante rapidité la jalousie du passé le bouleverse, le ravage! Distinguer l'imaginaire du réel, il ne peut plus, tant il souffre. Il subit une crise de vertige mental dans toute sa frénésie. C'est pour cacher à tout prix cette maladive émotivité que Saint-Clair se masque de froideur. Sa méfiance est un procédé défensif. Se sachant trop blessable, il veut à tout prix se préserver et du contact et du regard. Mérimée en a fait le type de l'homme qu'il était lui-même : un émotif rêné.

Se méfier de sa propre sensibilité, c'est toujours un peu se

méfier de la vie. Les impressions parmi lesquelles grandit Mérimée devaient accentuer cette naturelle tendance au pessimisme. Reportons-nous à la date de sa naissance, en 1803. Dix ans auparavant, la Terreur ensanglantait la France. Quelles conversations un enfant intelligent et imaginatif entendait-il tenir autour de lui, dans un temps où cette épouvantable aventure était si récente ? Ses parents en avaient connu des victimes. Ils en parlaient avec leurs amis. Les tragédies des existences privées qui se confondent pour nous dans l'immense tragédie collective restaient individuelles et d'autant plus atroces pour les témoins. Elles se faisaient toutes proches, toutes présentes pour l'adolescent, auditeur de ces sinistres causeries. La guerre en outre était partout. Mérimée avait treize ans, lorsqu'elle finit par le désastre et l'invasion. Les mémoires d'un Marbot, d'un Thiébaut, d'un Fezensac nous donnent l'idée des propos que pouvaient tenir, entre deux campagnes, les soldats de la grande armée. Ils racontaient la Prusse et ses durs combats, l'Espagne et ses guets-apens, la Russie et la funèbre retraite. C'était une chronique d'héroïsme et de mort, plus exaltante mais non moins sanglante que celle de la Révolution. Dans *la Partie de Trictrac*, dans le début de *Colomba*, surtout dans *l'Enlèvement de la Redoute*, nous avons la preuve que le petit garçon à qui elle était contée, en recevait une empreinte profonde et durable, et nous voyons la physionomie morale de Mérimée se marquer de deux traits nouveaux : l'admiration de l'énergie et un sens aigu de la férocité latente dans la bête humaine. Il faut en ajouter aussitôt un quatrième : l'athéisme radical, tel que le professaient et l'enseignaient les survivants de l'*Encyclopédie* et du vrai XVIIIe siècle.

Insistons-y, car c'est une singularité qui situe Mérimée à part, comme Stendhal, dans la phalange romantique à laquelle ils se mêlent par ailleurs. Le *Génie du Christianisme* domine tout ce mouvement improprement appelé de 1830. C'est aux environs de 1820, époque des *Méditations*, d'*Éloa*, des premières *Odes et Ballades* qu'il conviendrait de le rattacher. La religiosité, sinon la religion, domine et pénètre cette poésie, en réaction non seulement contre l'esthétique, mais contre toute la pensée de l'âge précédent. Mérimée, lui, est imprégné de cette pensée, que l'on pourrait définir dans son résidu essentiel : un matérialisme idéologique. Les tenants de cette doctrine qui com-

bine Condillac et Cabanis sont des idéologues en ce sens qu'ils ne font aucune place dans leur système à l'intuition, à ces puissances de sentiment chères à Pascal. Il n'y a de vérité pour eux que démontrée géométriquement. Tout le domaine de l'inconscient et du demi-conscient, auquel la psychologie actuelle attache avec justice tant d'importance, est supprimé du coup. C'est dire que ces purs logiciens opposent *a priori* une fin de non-recevoir, qui ne discute pas, à toute affirmation, à toute hypothèse même impliquant le surnaturel. En même temps, ils sont matérialistes, parce que, soumis uniquement au fait, ils croient saisir dans le rapport du cerveau et de l'esprit, du tempérament et du caractère, un de ces faits par delà lesquels ils ne cherchent rien. L'athéisme radical, pour reprendre ma formule de tout à l'heure, est l'inévitable aboutissement de telles prémisses. Traduisons-le aussi, ce mot d'athéisme. Il signifie que les désirs les plus profonds, les plus hautes espérances, les besoins les plus intimes de l'âme humaine n'ont aucune correspondance en dehors d'elle, que cette âme, ou pour parler plus scientifiquement, que le psychisme est dans l'univers comme un épiphénomène, sans valeur aucune. Le lendemain de la mort est sa destruction complete. « Je viens de me colleter avec le néant, » écrivait Beyle après une première attaque d'apoplexie. Mérimée eût contresigné cette phrase, ce qui ne l'empêchait pas de pratiquer, comme Beyle, toutes les vertus du galant homme : fidélité en amitié, stricte correction en affaires, délicatesse dans les moindres actes. L'accord de ceux qui l'approchèrent est unanime sur ce point. Mais la vertu d'un nihiliste ne saurait être qu'une préférence personnelle. Au nom de quoi tirerait-il de cette préférence une règle pour autrui? Aussi un Mérimée, un Stendhal professent-ils une absolue amoralité intellectuelle. Leur psychologie, étroite autant qu'elle est aiguë, n'a pas d'éthique. Leur négation de tout au-delà et de toute liberté le leur interdit.

III

Ces réflexions semblent bien étrangères à ce problème d'ordre humblement professionnel, qu'elles vont pourtant nous aider à résoudre : pourquoi Mérimée, entre les variétés de l'art littéraire, s'est-il définitivement spécialisé dans la Nouvelle, et pourquoi y a-t-il excellé? Commençons par admettre, comme un

de ces phénomènes premiers auxquels il n'y pas lieu de chercher des explications, qu'il avait reçu en naissant le don et le goût de conter, *lust zum fabulieren*, disait Gœthe en parlant de lui-même. Mais nous avons noté que Mérimée fut un émotif rêne. L'habitude du contrôle intérieur devait le suivre dans l'emploi de ses facultés, quelles qu'elles fussent. Visiblement il a répugné à l'expansion de son génie de conteur, comme à toutes les autres. Poète, il eût choisi la rigueur concise du sonnet; dramaturge, la pièce en un acte. Conteur, il a trouvé dans la Nouvelle une forme adéquate à son attitude coutumière de rétraction. Il éprouve, à resserrer sa narration, la même satisfaction qu'un Walter Scott, un Dumas à étaler, à amplifier la leur. Je n'ai pas dit à la raccourcir. La Nouvelle, on ne saurait trop le répéter, n'est pas un court roman. Prenez un chef-d'œuvre de chacun de ces deux genres : *Matteo Falcone*, je suppose, et *la Cousine Bette*. Essayez en esprit d'allonger l'un et de raccourcir l'autre. Vous les dénaturerez. La matière de l'un et de l'autre est trop différente. Celle de la Nouvelle est un épisode, celle du roman une suite d'épisodes. Cet épisode que la Nouvelle se propose de peindre, elle le détache, elle l'isole. Ces épisodes dont la suite fait l'objet du roman, il les agglutine, il les relie. Il procède par développement, la Nouvelle par concentration. Les épisodes du roman peuvent être tout menus, insignifiants presque. C'est le cas dans *Madame Bovary* et *l'Éducation sentimentale*. L'épisode traité par la Nouvelle doit être intensement significatif. Le roman permet, il commande la diversité du ton. La bonasse et cocasse figure de Crevel, dans *la Cousine Bette*, se juxtapose à celle de la parente pauvre, si durement amère et cruelle. La Nouvelle exige l'unité du coloris, peu de touches, mais qui conspirent à un effet unique. Pour emprunter une comparaison à un autre art, elle est un *solo*. Le roman est une symphonie. Aussi compterait-on les écrivains supérieurs, comme Balzac, dans l'un et dans l'autre genre. Cette puissance de repliement qui avait comme préparé Mérimée à cet art du récit ramassé, musclé, râblé, le rendait incapable du large souffle qui soulève une large épopée, car le roman, — notons-le pour en bien saisir la raison d'être, — le roman n'est que la transformation, ou si l'on veut, la dégénérescence du poème épique.

Il s'y est essayé, une fois, dans la *Chronique du règne de Charles IX*. Il a échoué. Cet ouvrage qui n'est pas très long,

deux cent cinquante pages à peine, contient de remarquables morceaux, mais il est manqué dans son ensemble, sans point central, sans perspective, sans mouvement, et, ce qui est étonnant chez l'auteur de *Colomba*, sans composition. Aussi Mérimée n'a-t-il pas recommencé. Je viens de mentionner *Colomba*. Cette tragédie de la vendetta corse, pouvait être traitée en roman. Il eût suffi de donner à l'épisode de l'assassinat du colonel della Rebbia une valeur égale à l'épisode du retour de son fils, et d'intercaler, entre les deux, la double analyse des sentiments de ce fils et des sentiments de sa sœur. Mérimée s'en est bien gardé. Il a tout subordonné à cet épisode du retour. C'était traiter le sujet en Nouvelle. *Carmen*, la plus typique de ses créations, tient en cent pages, *la Double Méprise* est plus brève encore. *Tamango* a quarante pages, *Matteo* moins de trente, *l'Enlèvement de la Redoute*, onze. Mais ces rapides récits sont si saisissants, si chargés de drame, si riches d'observations qu'ils laissent au lecteur une impression aussi forte que des volumes entiers. Ils ont été pensés et sentis en dedans, comme pensait et sentait Mérimée. C'était sa réaction de défense et c'est leur force.

Tous ces récits sont tragiques. *Colomba*, c'est l'histoire d'un meurtre puni par deux autres. Le héros de *Carmen*, José Navarro, est un bandit qui poignarde sa maîtresse, elle-même une voleuse. Matteo Falcone exécute son propre fils d'un coup de fusil. Tamango, un chef des côtes d'Afrique, provoque une révolte d'esclaves à bord d'un vaisseau négrier. L'équipage est massacré, puis les vainqueurs meurent de faim à bord du bâtiment qu'ils ne savent pas manœuvrer. *La Double Méprise* et *le Vase Étrusque* ont Paris pour cadre. Le dénouement n'en est pas plus doux. Dans le *Vase Étrusque*, Saint-Clair est tué en duel. Mathilde, sa maîtresse, en meurt de chagrin. Julie de Chaverny, dans *la Double Méprise*, ne survit pas non plus à une minute d'égarement. J'indiquais comme une loi de la Nouvelle, l'intensité de l'épisode. En choisissant, pour matière des siennes, des crises de violence, Mérimée s'y est conformé, et, ce faisant, il a satisfait les deux sentiments développés en lui par l'éducation, — j'ai essayé de montrer comment, — le goût de l'énergie et une vue cruelle de la vie humaine. Mais le goût de l'énergie, c'est le goût des êtres énergiques, et à ce goût encore la Nouvelle se prête merveilleusement. Je la comparais, dans l'art de la musique, au *solo*. Dans l'art de la peinture, elle correspond au portrait. Il y a, certes,

des portraits, et d'un rendu vigoureux, ailleurs que dans des Nouvelles : *Tartufe* peut être appelé une pièce-portrait, comme le *Ménage de garçon* un roman-portrait. Mais ni l'imposteur dans la comédie, ni le soudard Philippe Bridau dans le roman, n'attirent sur eux toute la lumière. A côté de Tartufe, la famille du grand bourgeois Orgon : mère, épouse, frère, enfants, domestiques même, est évoquée et avec quelle vigueur de pinceau, comme à côté de Philippe sa mère, son frère, la veuve Descoings, son oncle Rouget, d'autres demi-soldes, la bourgeoisie d'Issoudun. Le rehaut des figures campées au premier plan n'en est pas affaibli. Tout de même, elles s'emparent moins de notre attention qui se disperse sur l'alentour. Au contraire, dans *Colomba*, dans *Matteo*, dans *Carmen*, dans *Tamango*, cet alentour n'est traité qu'en fonction du personnage central, et celui-ci s'impose à nous, d'autant plus puissamment qu'il est unique. Son masque est plus fouillé, ou, du moins, nous semble tel. Il nous pénètre davantage. Nous n'oublions plus ce relief qui nous poursuit et nous contraint de le méditer.

Cette recherche du personnage fortement caractérisé explique le visible dédain de Mérimée pour les civilisés et sa partialité pour les types d'humanité plus rudes, plus intacts, plus voisins de l'animalisme primitif. Il est allé les chercher dans les pays, que la sociologie orthodoxe qualifie d'arriérés, où la frappe de la race ne s'est pas effacée par l'usure de mœurs plus policées, mais banalisantes : l'Andalousie, la Navarre, la Corse, la Grèce, l'Asie-Mineure. Place-t-il son récit dans un milieu plus raffiné, il manque rarement d'y introduire un rappel de ces contrées, à demi-sauvages, dont il a la nostalgie : ainsi les propos de Théodore Néville, rentrant d'Égypte, dans le déjeuner de garçons du *Vase Étrusque*, ainsi l'aventure de Darsy à Larnaca, dans *la Double Méprise*. Le ressouvenir de Lord Byron dont le prestige influença tant de jeunes Français d'alors, n'est pas étranger à cet amour romantique pour l'*outlaw* d'Espagne ou d'Orient. Chez Mérimée, ce sentiment va plus loin que la factice suggestion d'école. En même temps que le pittoresque d'une Carmen et d'un don José Navarro attirent en lui l'artiste littéraire, qui a besoin de ces modèles à la Goya pour ses eaux-fortes, le philosophe trouve dans le contact avec ces énergies simples et brutales un réchauffement intérieur. De toutes les conceptions de l'univers, l'idéologie matérialiste est la plus glacée et la plus

desséchante. Elle apparaît comme un symptôme de décadence prochaine, dans les sociétés qui vont finir. De ce point de vue, l'histoire de la pensée française, durant la seconde moitié du XVIIIe siècle, est très significative. Cet esprit d'analyse et de critique destructrice, qui va grandissant, annonce et précède la convulsion suprême. Cette noblesse et cette haute bourgeoisie, trop comblées et dont le blasement se complaît dans une universelle ironie, vont s'abîmer pour toujours. En attendant, elles étouffent dans cette atmosphère d'incroyance, au moment même où leur scepticisme ricane avec le plus de gaieté nerveuse. C'est contre ce tarissement par l'abus de la raison négative que se rebelle l'instinct d'un Rousseau. Voilà le secret de son appel angoissé à la nature. La poursuite acharnée de l'émotion à travers la méchanceté, qui fait l'atroce profondeur des *Liaisons dangereuses*, dérive de la même origine. Elle n'est qu'une lutte spasmodique contre l'atmosphère raréfiée d'un temps intellectuellement sans espérance. Mérimée souffre, lui aussi, du malaise que lui inflige le nihilisme de sa doctrine. Il sent la vitalité spirituelle s'anémier en lui. Il ne distingue pas le véritable principe de cette gêne. Il l'attribue à l'oppression diminuante de la civilisation moderne, d'accord avec son maître Beyle qui prétendait que l'absence de danger au coin des rues explique la médiocrité de tant d'âmes dans l'époque actuelle. Comme Beyle, il se procure un soulagement à sa propre atonie en épousant par son imagination des existences à demi barbares, dénuées de culture, mais opulentes en sensations et en volontés. Comme Beyle, il est tout près de les préférer criminelles. Tous deux ils croient protester ainsi contre les conventions et les hypocrisies de leur monde. Si leur lucidité psychologique n'était pas égarée par les préjugés de leurs théories, ils reconnaîtraient qu'ils poursuivent ainsi le frisson sacré du mystère, éliminé par ces théories. Ils le retrouvent devant cet abîme intérieur de la passion à son paroxysme.

Cette disposition d'esprit permet de comprendre pourquoi les récits de ce Mérimée, que nous savons avoir été ironique jusqu'au cynisme, laissent le plus souvent une impression grave jusqu'à en être sévère. Il n'y a donc pas là de contradiction, pas plus que dans le souci, constant chez cet idéologue, d'éviter dans ces mêmes récits toute idéologie, conséquent en cela aussi avec son nihilisme intellectuel. Marquons cet autre motif qui

l'a cantonné dans l'art de la Nouvelle. Le romancier, se voulût-il comme Flaubert absolument objectif et indifférent, ne peut pas éviter l'indication des causes. Étudiant non pas un épisode isolé, mais une suite d'épisodes, non pas un personnage, mais un groupe, il est obligé de dégager le lien qui unit ces épisodes, de caractériser les rapports des individus qui composent ce groupe. Or, relier des épisodes, c'est les conditionner, c'est considérer ceux-ci comme des effets, ceux-là comme des causes. Décomposer un milieu vivant, préciser le jeu réciproque de ses éléments, les uns sur les autres, c'est donner à certains de ces éléments une valeur prédominante. C'est encore indiquer des causes. Le romancier ressemble au botaniste qui vous montre, avec son terreau et ses racines, la plante dont le nouvelliste cueille une fleur pour vous la présenter isolée. Ces racines, le botaniste les voit. Il les touche. Le romancier, lui, ne peut que les supposer. Indiquer des causes, c'est toujours formuler une hypothèse, quand il s'agit des actions humaines. Par suite, c'est prendre parti, c'est, implicitement ou explicitement, conclure, donc juger. Aucun romancier n'a jamais échappé à cette loi du genre. Flaubert, pour citer de nouveau ce doctrinaire de l'impassibilité, juge Mme Bovary, quoi qu'il en ait. Il juge Frédéric Moreau. Il juge Bouvard et Pécuchet. Quand il disait à Maxime du Camp, après la guerre de 1870 et la Commune : « Tout cela ne serait pas arrivé, si on avait compris *l'Éducation sentimentale*, » il ne proférait pas, comme l'a cru son ami, une phrase ambitieuse d'illuminé littéraire. Il avouait tout haut qu'il avait entendu faire dans ce livre un diagnostic social. La Nouvelle échappe à ces conclusions et à ces jugements. Elle pose le fait, brut et détaché. Comment, resserrée comme elle est, en montrerait-elle la genèse? Comment l'aboutissement? Cette brusque et brève évocation, presque hallucinatoire, est son but. Pensez-en ce que vous voudrez. Le nouvelliste, lui, ne vous donne que des constats. Ces constats vous semblent-ils poser un problème? Résolvez-le à votre idée. Pour Mérimée, le problème fondamental, auquel se ramènent tous les autres, est résolu définitivement. L'existence humaine n'a pas de sens humain. C'est le désespérant axiome sur lequel il a vécu et dont il a trompé la détresse foncière par un labeur d'artiste qu'il a voulu passionné et surveillé comme lui-même.

IV

Cette surveillance, réfléchie et continue, l'a mené à cette perfection de technique grâce à laquelle ses récits composés pour la plupart avant 1840, ont gardé dans l'admiration des lettrés cette fixité qui étonnait Taine. Mérimée a justifié la prédiction du vieil adage : « Excelle et tu vivras. » A étudier de près la facture de ces récits, on discerne quel travail critique a contrôlé leur composition, et combien leur auteur avait réfléchi à cet art de la Nouvelle qu'il faut peut-être avoir pratiqué pour en connaître les secrètes complications. La première est la crédibilité. Le romancier a de l'espace devant lui pour nous persuader que l'histoire qu'il raconte est réellement arrivée. Il possède, à son service, le temps nécessaire à ces préparations dont Dumas fils disait qu'elles sont la moitié de l'art du théâtre. Il aurait pu ajouter de l'art du roman. Ce loisir est refusé au nouvelliste. Cette réalité de son histoire, il ne peut pas l'insinuer, il doit l'imposer, tour de force d'autant plus difficile, si cette histoire est exceptionnelle. Voyez avec quelle adresse Mérimée résout cette difficulté, dans cette *Carmen* qui nous transporte dans un milieu si éloigné du nôtre. Il s'agit de rendre cette mélodramatique aventure naturelle, j'allais dire quotidienne. Mérimée emploie, pour la raconter, le « je » qui lui a servi pareillement dans *Matteo*, dans *la Vénus d'Ille*, dans *l'Enlèvement de la redoute*. C'est une façon de familiariser le récit déjà indiquée par cet autre artiste si réfléchi que fut La Fontaine :

... J'étais-là, telle chose m'advint.

Le lecteur admet comme toute naturelle cette visite d'un archéologue curieux de vérifier les textes du *Bellum hispanense* sur l'emplacement du champ de bataille de Munda. Il l'accompagne en pensée louant à Cordoue un guide et deux chevaux, s'arrêtant pour boire et délasser les bêtes dans la gorge d'une Sierra. Le décor est posé, auquel vous croyez, et l'apparition de José Navarro dans ce cirque solitaire de rochers à pic vous étonne d'autant moins que le narrateur ne commet pas la faute de vous annoncer un personnage remarquable. C'est un cavalier, descendu de sa monture comme lui, attiré, comme lui, par une source et l'ombrage d'un bouquet de chênes verts. A peine vous

le décrit-il : « C'était un jeune gaillard, de taille moyenne, mais d'apparence robuste, au regard sombre et fier... » Quelques traits plus appuyés, et vous sentiriez l'écrivain désireux d'un effet à produire. Vous vous défendriez. La bonhomie est ici la ruse la plus savante de l'artiste, qui, peu à peu, va gagner à la main. Un échange de cigares, une conversation, une soirée ensuite dans une auberge, et, de détail en détail, le bandit se dessine dans le voyageur inconnu. Le rreste suit, indiscutable maintenant. Vingt et une pages exactement, et de vingt-quatre lignes, ont suffi au sortilège.

Chacune des Nouvelles de Mérimée donnerait lieu à une analyse pareille. Il est un maître accompli dans ce talent de créer, autour du drame, une atmosphère de vraisemblance. Il ne l'est pas moins dans cet autre que, faute d'un meilleur terme, j'appellerai le don de présence. De très belles œuvres de fiction sont dépourvues de cetie qualité-là, *René*, *Adolphe*, *Volupté*, pour citer trois beaux romans, d'une incontestable supériorité. J'ajouterais, si le magnifique début de la bataille de Waterloo ne s'y trouvait pas, *la Chartreuse de Parme*. Ce sont des récits par allusions. L'histoire racontée est bien une histoire vraie. Elle a eu lieu, mais pas devant nous. Pour employer une métaphore, vulgaire, mais expressive, les gens ne sont pas dans la chambre. Avec Mérimée, comme avec Balzac, ils y sont toujours. Cette présence est d'autant plus remarquable qu'elle n'est obtenue ni par la description, ni par le dialogue. La description, Mérimée n'y croyait pas. Il en donne la raison quelque part, à propos d'une reproduction manquée de la Vénus de Milo. « Quelques millimètres de déviation du nez, faisait-il remarquer, et ce beau visage est tout changé. Cette différence entre la mauvaise copie et l'original, vous ne pouvez pas la rendre avec du noir ou du blanc. » Le dialogue, il ne l'appréciait que réduit aux mots essentiels. La scène explosive, — si l'on peut dire, — où les personnages s'expliquent à fond, répugnait à son goût du raccourci. Comptez les répliques qu'échangent Carmen et son amant, quand il va la tuer. Il y en a onze exactement, dont six n'ont pas vingt mots et la plus longue a sept lignes. Cette sensation de la présence, il l'impose par un choix de tout petits faits, très simples, mais tous révélateurs, mais soigneusement triés. Relisez le début de *Carmen* et voyez comme il s'applique à vous montrer José Navarro par des

gestes. Premier geste : José s'est relevé de son sommeil, une main sur son espingole, l'autre sur le licol de son cheval. Second geste : il rend la liberté à la bête, et son espingole, d'abord horizontale, se dirige vers la terre. Troisième geste : il s'assied sans quitter encore son arme et accepte un cigare. A la manière dont il prononce les *s*, son origine se trahit, — il vient du Nord, — et sa condition de proscrit à la joie, avec laquelle il hume la première bouffée de son cigare : « Comme il y avait longtemps que je n'avais fumé ! » Quelques notes encore : son ignorance des lieux, son entente en matière de chevaux, la fierté qu'il a du sien, si dur à la fatigue, dit-il, qu'il a une fois fait trente lieues dans un jour, au galop ou au grand trot, puis un brusque arrêt dans cette imprudente confidence, un prétexte embarrassé pour la justifier, un regard de défiance jeté sur le compagnon espagnol et son interlocuteur français, — vous avez devant vous, dressé en pied, le contrebandier. C'est par le détail juste et sans commentaire que Mérimée a procédé. Mais pour les imaginer ces détails, et en équilibrer ainsi la mise en mouvement, il faut une vision intérieure d'une précision d'appareil photographique et désencombrée de tous les traits inutiles, un esprit d'une impeccable sûreté qui ne retient des physionomies, des attitudes, des paroles, que le significatif.

Ces courtes nouvelles, si vraisemblables, si présentes, sont écrites d'un style tout classique et qui contraste avec la langue de l'école des prosateurs sortis de Chateaubriand et de Hugo. Balzac, dont les jugements critiques sont toujours si intelligents, distribuait les œuvres de son époque en deux groupes qu'il appelait celui de la littérature d'images et celui de la littérature d'idées. C'est la prose de Voltaire, pour citer deux exemples typiques, et celle de Gautier. La littérature d'images l'a emporté au cours du XIXe siècle, et de plus en plus, la prose s'est ingéniée à rivaliser avec la poésie, la peinture, la sculpture, la musique. Ainsi s'est créée « l'écriture artiste, » pour employer la formule inventée par les Goncourt et qui indique bien le caractère composite de cette façon d'écrire. Mérimée n'aurait pas été logique avec sa propre discipline, s'il ne s'en était pas tenu à la prose un peu abstraite, un peu desséchée, mais si solide, si nette de notre tradition nationale. Cette question du style dans le récit est d'ailleurs de celles dont il faut dire le *et adhuc sub judice lis est* du latin. En fait, d'excellents juges n'ont-ils pas incriminé le

style de Balzac et de Stendhal, ces deux maîtres du roman moderne? Le plaisant est que ce reproche fut adressé par Balzac lui-même à Stendhal, et que celui-ci incriminait de son côté le style de Mérimée! Ce qu'il y a de certain, c'est que Balzac et Stendhal dans leurs romans et Mérimée dans ses nouvelles ont fait vivant, et que la prose si savamment travaillée de Flaubert donne trop souvent l'impression d'une admirable nature morte. Peut-être faut-il admettre que le roman et la nouvelle, ces produits, remarquons-le, d'une littérature très avancée, sont des genres hybrides, qui tiennent à la fois de la science et de l'art. Les talents qui les pratiquent doivent donc concilier en eux des facultés contradictoires. S'ils ne sont préoccupés que de vérité, ils ne sont plus des artistes. S'ils ne sont préoccupés que de beauté, ils ne sont plus les savants qu'ils doivent rester pour accomplir leur besogne d'observateurs. Il y a là une antinomie qui se retrouve dans la comédie de mœurs. Rappelez-vous dans quels termes Gautier parlait des vers de Molière. Le plus sage est d'avoir le goût très large sur ce chapitre, et de ne pas demander aux écrivains une sorte d'impression qu'ils n'ont pas prétendu nous donner. Acceptons la variété dans la Botanique des esprits, pour reprendre le mot de Sainte-Beuve, et acceptons la manière des maîtres. Celle de Mérimée est bien à lui et si adaptée à son génie propre que l'on ne conçoit même pas qu'il eût pu écrire autrement, comme on ne conçoit pas qu'ayant été la personne qu'il était, il eût pu composer une œuvre autre que celle qu'il nous a laissée. Si elle a des défauts, ce sont les siens. Il lui manquait l'élan, et l'élan manque à cette œuvre; l'abandon, et elle est tendue; la vie religieuse, et elle n'a pas beaucoup d'horizon. Que d'autres qualités en revanche, et la première de toutes : la vérité! Matthew Arnold disait du poète Wordsworth que tous ses vers n'étaient pas nécessaires, entendant par là qu'un divorce s'était parfois établi entre le versificateur et l'homme. Des Nouvelles de Mérimée, nous avons le droit de dire qu'elles sont toutes nécessaires, tant l'auteur et l'homme ne font qu'un chez lui. C'est tout ce que ces notes ont essayé de démontrer. J'imagine que cet écrivain si probe n'eût pas souhaité d'autre éloge.

PAUL BOURGET.

LE MANOIR

TROISIÈME PARTIE (1)

XV. — L'INCERTITUDE A WORSTED SKEYNES

La réponse de George arriva enfin. Elle disait : « Cher père, il est exact que Bellew a entamé le procès. Je prends mes dispositions en conséquence. Quant à la promesse que vous me demandez, il m'est impossible de vous la donner. Vous pourrez répondre à Bellew qu'il aille au diable. Votre fils affectionné, George Pendyce. »

C'est à l'heure du petit déjeuner que M. Pendyce reçut cette lettre. Aussitôt il se fit à table un grand silence. M. Pendyce parcourut la lettre à deux reprises, d'abord avec ses lunettes, puis sans ses lunettes, et il la glissa dans sa poche. Pas un mot ne lui avait échappé : ses yeux se fixèrent, avec une expression de colère, sur le visage de sa femme, pâle d'émotion. Bee et Norah baissèrent la tête et les quatre chiens restèrent immobiles comme s'ils comprenaient. Puis M. Pendyce repoussa son assiette, se leva et quitta la pièce.

Quand Mme Pendyce l'eut rejoint dans la bibliothèque, sans un mot, il lui tendit la lettre de George. Mais son regard semblait dire : « C'est vous qui avez mis ce garçon-là au monde. Voyez le beau résultat ! » Pendant cette semaine d'attente, il avait beaucoup réfléchi au caractère de son fils : George avait certains traits de sa mère, sans quoi il lui eût absolument ressemblé. Des paroles montaient à ses lèvres qu'il ne prononça

Copyright by John Galsworthy, 1920.

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre.

pas, car il sentait que Mme Pendyce était prête à prendre le parti de son fils.

Cette lettre, qu'ils avaient tant attendue, n'apprenait rien à Mme Pendyce : il y avait longtemps qu'elle savait à quoi s'en tenir. Toutefois, elle demanda :

— Que veut dire George et quelles sont ces dispositions qu'il va prendre ?

Cette question, qui résumait pour ainsi dire toutes ses inquiétudes, mit fin au mutisme du Squire.

— Je veux en avoir le cœur net, dit-il ; je m'en irai à Londres l'interroger moi-même. Je serai de retour ce soir.

Ce même soir, peu après 7 heures, un dog-cart, conduit par un jeune groom et attelé d'une jument baie brun, au front étoilé, pleine de feu, vint se ranger devant le guichet de la gare de Worsted Skeynes. Le coupé de M. Pendyce, attelé d'un cheval brun, arriva un peu plus tard et dut prendre place derrière. Une minute avant l'arrivée du train, une charrette attelée de deux chevaux bais, appartenant à lord Quarryman, parut à son tour, et, après avoir passé devant les deux autres, vint se ranger en face. Il y avait ensuite la voiture de la gare et les cabriolets de deux fermiers tournés le dos à la gare. C'était là un arrangement si harmonieux et si bien approprié qu'on eût dit que la Providence même avait assigné sa place à chacun. La Providence, toutefois, avait fait une erreur : c'était d'avoir placé le dog-cart du capitaine Bellew côte à côte avec le coupé de M. Pendyce, au lieu de la charrette de lord Quarryman.

Ce fut M. Pendyce qui sortit le premier. Il lança un regard furieux du côté du dog-cart et se dirigea vers sa voiture. Après lui, vint lord Quarryman. Sa tête, presque chauve, brûlée par le soleil, était coiffée d'un chapeau haut de forme. Il avait des chaussures à bouts carrés et carrés aussi étaient les pans de son habit.

— Holà ! Pendyce ! appela-t-il d'un ton cordial. Je ne vous avais pas vu sur le quai. Comment va votre femme ?

M. Pendyce, en se retournant pour répondre, rencontra le regard perçant des petits yeux du capitaine Bellew qui sortait à son tour. Ils évitèrent de se saluer, et Bellew, sautant dans sa voiture, fit brusquement démarrer sa jument, contourna les cabriolets des fermiers, et, assis sur le siège d'avant, lança son

cheval au galop. La charrette de lord Quarryman vint alors prendre la place redevenue libre. L'erreur de la Providence était réparée.

— Un peu toqué, ce Bellew! Le voyez-vous quelquefois?

M. Pendyce répondit :

— Non, et je ne désire qu'une chose, c'est de le voir moins encore. J'aimerais fort à le savoir ailleurs!

Lord Quarryman sourit.

— On trouve toujours de ces gaillards-là parmi les chasseurs : il y en a toujours un par équipage. Que devient sa femme? Elle était charmante, mais un peu...

Soupçonnant une allusion, M. Pendyce répondit évasivement et disparut dans son coupé.

Lord Quarryman considéra ses chevaux d'un air bienveillant. Ce n'était pas un homme à s'inquiéter des « pourquoi » et des « parce que » de la vie. Le Bon Dieu l'avait fait, lui, lord Quarryman, et avait fait son fils aîné, lord Quanstock; cela suffisait.

Quand M. Pendyce fut arrivé chez lui, il se rendit directement à son cabinet de toilette. Dans un coin, près de la baignoire, John était étalé au milieu de tout un assortiment des pantoufles de son maître. C'était la seule façon qu'il eût de supporter l'amertume de la séparation. Il tenait obstinément fixés sur la porte ses yeux brun foncé tout cerclés de blanc. Une pantoufle entre les dents, il vint au-devant du Squire en agitant doucement la queue, et ses yeux disaient clairement : « Maître, où êtes-vous allé? Pourquoi avez-vous été si longtemps? Je vous attends depuis dix heures et demie du matin! »

M. Pendyce s'habillait pour le dîner. Mme Pendyce le trouva en train de nouer sa cravate blanche. Elle avait cueilli le premier bouton de rose éclos dans le jardin ; elle l'avait cueilli parce qu'elle se sentait de la pitié pour son mari et parce que ce lui était un prétexte pour se rendre tout de suite auprès de lui.

— Je vous apporte une fleur pour votre boutonnière, Horace... Que vous a dit George?

— George?... Je n'ai pas réussi à le rencontrer!

De toutes les réponses possibles, c'était celle qu'elle avait le plus redoutée. Elle n'attendait rien de bon de cette entrevue du père et du fils; mais maintenant qu'ils ne s'étaient pas rencontrés, elle sentait son cœur se serrer.

— Je suis allé à son club, continua M. Pendyce d'une voix irritée. Il n'y demeure plus. Il a loué un appartement, personne ne sait où. J'ai attendu tout l'après-midi. Enfin, j'ai laissé un mot lui disant de venir ici demain. J'ai convoqué également Paramor. Il faut en finir.

Mme Pendyce se mit à la fenêtre. Mais il n'y avait rien d'autre à voir que le saut de loup, les bois, le clocher du village, les toits des maisons de paysans qui, depuis si longtemps, formaient son univers.

— George ne viendra pas, dit-elle.

— Qu'il prenne garde! gronda M. Pendyce : il dépend de moi!

Et comme si, par ces mots, il eût résumé la situation, la philosophie d'un système dont la vie de son fils dépendait, sa physionomie s'éclaircit. Mme Pendyce, au contraire, sentit ses craintes s'aviver. Elle se sentait menacée dans son âme, dans son sang, dans ce qu'elle avait de plus cher au monde, et qu'elle aimait plus que sa vie. Et dans un éclair, avec une précision ridicule, elle eut cette pensée : « J'ai à moi trois cents livres de rentes! » Puis toute pensée s'évanouit en elle; ainsi, dans un rêve, on éprouve la sensation atroce d'une morsure qui, tout à coup, disparaît, ne laissant d'autre trace qu'un mal de tête dont on a oublié la cause.

XVI. — CONCILIABULE A WORSTED SKEYNES

Le lendemain soir, en attendant son fils et M. Paramor, le Squire, qui avait invité le pasteur à dîner, lui disait :

— Il n'y a jamais eu de scandale dans ma famille. C'est pourquoi, Barter, cette affaire m'est affreusement pénible...

Le pasteur toussota. Une longue fréquentation avait fini par lui donner presque de l'affection pour le Squire.

— Que va-t-on penser dans le village? continua M. Pendyce. Et les fermiers? La plupart d'entre eux ont connu mon pauvre père. Que tout cela est dur pour moi!

Le pasteur semblait un peu honteux; il n'était pas étranger à ce qui arrivait; et il y avait dans le regard de ses yeux clairs une nuance de contrition.

M. Pendyce reprit :

— Le domaine a été l'objet de tous mes soins depuis qu'il est

passé entre mes mains : j'ai continué la tradition de mon mieux. J'ai sans doute eu mes défauts, mais je n'ai jamais cessé de me rappeler les dernières paroles de mon père : « Tout est fini pour moi, Hory ; désormais le domaine est à toi... »

L'émotion l'étreignait. Pendant une grande minute, on n'entendit d'autre bruit que le tic-tac de l'horloge.

— J'attends George et mon avoué, poursuivit le Squire.

— Alors, dit le pasteur, je craindrais d'être importun, je vous laisse.

Mais M. Pendyce d'un geste affectueux :

— N'en faites rien, Barter, j'ai besoin de vous. Je veux prendre une décision. Je ne peux pas supporter plus longtemps cette incertitude. Vigil, le cousin de ma femme, doit venir aussi. C'est le tuteur de cette personne. Je lui ai télégraphié.

A ce nom, le pasteur devint cramoisi et se mordit les lèvres. Maintenant qu'il attendait l'ennemi, rien ne le ferait déloger. Et sa conviction d'avoir fait son devoir, que le langage attristé du Squire avait un peu ébranlée, se raffermit comme par enchantement.

Un roulement de voiture se fit entendre. M. Pendyce se leva, et solennel :

— Barter, dit-il, ce n'est pas à moi que je pense... ce n'est pas à moi... c'est aux générations qui se sont succédé ici... C'est au principe.

Et, les yeux rivés sur la porte par où l'adversaire allait entrer, le pasteur songeait, lui aussi :

« Ce n'est pas à moi que je pense... je suis heureux d'avoir fait ce que je devais... Je suis le pasteur de cette paroisse... c'est pour le principe. »

John poussa trois petits aboiements, un pour chacune des personnes qui entraient dans la pièce. C'étaient Mme Pendyce, M. Paramor et Gregory Vigil.

— Et George ? demanda le Squire.

Mais George n'était pas là.

Lorsqu'il fut bien sûr que son fils n'était pas venu et qu'il ne viendrait pas, M. Pendyce ouvrit la porte.

— Ayez la bonté d'emmener John, Margery, dit-il...

Mme Pendyce baissa la tête.

— Venez, John, dit-elle : il paraît que nous sommes de trop ici.

Et M. Pendyce ferma la porte derrière eux.

— Un verre de porto, Vigil? Un porto de 47. Mon père l'a mis en cave en 56, l'année avant sa mort. J'en ai mis moi-même deux pièces en cave l'année du Jubilé. Paramor, remplissez votre verre. Vigil, prenez cette chaise près de Paramor. Vous vous connaissez tous : nous sommes tous ici d'anciens élèves de Harrow.

De même que l'État, l'Église, la loi et la philanthropie font corps autour du principe d'hérédité, de même le Squire, le pasteur, M. Paramor et Gregory Vigil encadraient la table... Chacun d'eux évitait soigneusement de prendre la parole. Enfin, M. Paramor tirant de sa poche la lettre de Bellew et la réponse de Gregory, épinglées ensemble, les tendit au Squire.

— Voici l'état de la question : George refuse de quitter Mme Bellew, mais entend en même temps se défendre au procès et tout nier. Telles sont les instructions qu'il m'a données... Je suppose que vous m'avez fait venir pour me demander mon avis. Eh bien! il ne faut pas que ce procès se fasse. S'il y a quelque moyen de l'empêcher, n'hésitez pas! Si votre orgueil est un obstacle, mettez votre orgueil dans votre poche. Si votre sens de la vérité est choqué, ne vous en occupez pas. Il n'y a pas le moindre rapport entre les sentiments délicats ou la vérité absolue et notre loi sur le divorce. Je le répète : que le tribunal n'ait pas à mettre son nez dans cette affaire. Sinon, vous souffrirez tous, innocents et coupables, — les innocents plus que les coupables, — et cela sans profit pour personne.. Ne donnez pas à la médisance l'occasion de s'exercer. Croyez-moi, faites encore une fois appel à George. S'il persiste, retournons-nous vers Bellew, tâchons de le faire renoncer à sa plainte.

Et Edmond Paramor se tut. Alors, tremblant d'émotion, le sang au visage et la voix courroucée, Gregory se lança dans le débat :

— George ne peut abandonner la femme qui s'est donnée à lui : ce serait une lâcheté. Qu'ils aillent quelque part vivre ensemble dans la vérité, jusqu'à ce qu'ils puissent se marier. C'est d'Hélène Bellew que nous devons nous occuper : elle est la femme; nous lui devons protection.

— Vous nous prêchez l'immoralité toute pure, remarqua le pasteur, d'un ton presque jovial.

M. Pendyce se leva.

— Se marier! s'écria-t-il. A quoi songez-vous? Ce serait pis que tout! C'est justement cela que nous voulons empêcher! Nous sommes ici, de père en fils, depuis des générations!... Si pareille chose arrivait, je déshériterais George!

— Vous ne le pouvez sans son consentement, objecta Paramor.

— Tout de même, si je ne lui laisse rien d'autre que le domaine, il sera bien vite ruiné!...

Le pasteur crut le moment favorable pour intervenir.

— J'aurais voulu rester en dehors de cette affaire. Mais puisque j'ai été consulté, je dirai que la fréquence des divorces est devenue un fléau. Que cette femme retourne donc auprès de son mari! Qu'il lui fasse les reproches qu'elle mérite (sa voix et ses yeux prirent une expression dure) et puis qu'ils se pardonnent, en bons chrétiens, leurs torts réciproques. Vous parlez, dit-il en s'adressant à Gregory, de prendre cette femme sous notre protection. Ma patience se révolte devant un tel langage. C'est de cette façon qu'on encourage l'immoralité actuelle. Je m'élève contre cette fausse sentimentalité. Je l'ai toujours fait et je le ferai toujours!

Gregory se redressa d'un bond.

— Je vous ai déjà dit que vous étiez un homme sans délicatesse; je vous le répète.

M. Barter se leva à son tour, et, le visage cramoisi, incapable de trouver ses mots, il lança à Gregory, de l'autre côté de la table, des regards furieux :

— L'un de nous deux, dit-il enfin, en balbutiant de rage, doit quitter cette pièce.

Gregory fit un effort pour parler : puis, faisant brusquement demi-tour, il passa sur la terrasse et fut bientôt hors de vue.

Quand le pasteur fut parti à son tour, il y eut un moment de silence. Enfin, le Squire dit en soupirant :

— Mon cher Paramor, que ne sommes-nous encore à Oxenham? Je suis puni d'avoir été infidèle à notre vieille école. Pourquoi donc ai-je envoyé George à Eton?

Il venait en ces quelques mots d'évoquer tout son *Credo* :

« Je crois en mon père, en son père et dans le père de son père, qui ont fondé et transmis ce domaine qui est le mien, et je crois en moi-même, en mon fils et dans le fils de mon fils. Je crois que nous avons fait le pays ce qu'il est, et que nous le transmettrons tel quel. Je crois en la vertu des grandes Écoles

et particulièrement de celle où j'ai été élevé. Je crois en ceux de ma caste, en la vertu de l'essence aristocratique, et en la perfection de l'état de choses actuel, maintenant et à tout jamais. Amen! »

M. Pendyce continua :

— Je ne suis pas un puritain, Paramor. Je reconnais qu'il y a des circonstances atténuantes en faveur de George et d'Hélène Bellew. Mais qu'elle épouse George, ce serait la fin de tout. Rappelez-vous l'affaire de Lady Rose! Il n'y a qu'un rêveur comme Vigil pour ne pas voir cela! C'est impossible, absolument impossible! Et puis, songez... songez à mon... à mon petit-fils! Non, non, Paramor, non, non, grand Dieu, non!

Et de ses deux mains, le Squire se voila la face.

M. Paramor ne répondit rien, mais se pinça les lèvres.

— Votre pauvre chien gémit derrière la porte, dit-il.

Et sans attendre la permission, il alla ouvrir. Mme Pendyce et l'épagneul entrèrent. Le Squire leva la tête et prit un air mécontent. John, fou de joie, vint se frotter contre lui. « Je viens de passer par mille tourments, maître, semblait-il dire. Une seconde séparation n'est pas possible pour l'instant. »

Mme Pendyce s'assit et attendit en silence; M. Paramor profita de sa présence et, se tournant vers elle :

— Vous pouvez, Mme Pendyce, faire plus qu'aucun de nous, tant auprès de George qu'auprès de ce Bellew et, si je ne me trompe, auprès de sa femme.

Le Squire éclata :

— Je ne souffrirai pas qu'on aille s'humilier devant ce Bellew.

— Oh! M. Paramor, dit vivement Mme Pendyce, si je pouvais seulement voir George!

— Le voir! s'écria le Squire, vous aurez toujours pour lui la même coupable indulgence, toujours, jusqu'à ce qu'il nous ait tous déshonorés!

M. Paramor murmurait entre ses dents :

— Coupable?... Personne ici n'est coupable... La faute est au système... C'est le système tout entier qui est en cause.

— De quel système voulez-vous parler? demanda le Squire. Je n'ai jamais eu de système avec George. Je déteste les systèmes... Mais, j'ai un autre fils, Dieu merci!

Mme Pendyce fit un pas en avant.

— Horace, dit-elle, vous ne feriez jamais...

M. Pendyce détourna les yeux et dit d'un ton sec :

— Vous êtes sûr, Paramor, que je ne peux pas le déshériter?

— Aussi sûr, que je suis ici en ce moment!

XVII. — DÉFINITION DE LA « PENDYCITE »

Gregory fit longtemps les cent pas dans le jardin écossais, les yeux levés vers les étoiles. Au-dessus des mélèzes, Vénus, l'étoile de l'amour, belle entre toutes les autres, brillait d'un éclat ironique. La marche parmi les ifs centenaires, sous le scintillement pâle de la grande étoile, avait calmé l'agitation de son cœur. Il respirait les subtils effluves des jeunes mélèzes et les parfums qui lui arrivaient des champs. Soudain la même chouette qui avait hué lorsque Hélène Bellew avait embrassé George Pendyce dans la serre, fit entendre son ululement, et Gregory sentit se réveiller sa blessure au souvenir de ce baiser.

Il fut interrompu dans ses réflexions amères par la voix de M. Paramor.

— Eh bien! Gregory, êtes-vous calmé? Pourquoi diable nous avez-vous fait cette sortie ?

— Je déteste l'hypocrisie. Auprès de Bellew ma pupille ne pourrait vivre que dans l'hypocrisie. Mieux vaut qu'elle vive dans la vérité auprès de l'homme qu'elle aime.

— Diable! Et parlez-vous en thèse générale?

— Parfaitement.

— Vous êtes uniques, vous autres idéalistes, pour embrouiller les choses! Et c'est vous qui m'avez dit autrefois, si j'ai bonne mémoire, que vous considériez le mariage comme une chose sacrée!

— C'est mon ardente conviction, Paramor; mais cette union-là est entachée d'hypocrisie : il faut y mettre un terme.

— Où en serions-nous, rétorqua M. Paramor, si on voulait appliquer strictement vos principes! C'est la réforme du mariage que vous demandez : le mariage fondé sur le sentiment et non sur la fortune? Allez-vous jusque-là?

— Sans aucun doute.

— Vous êtes, à votre manière, un intransigeant, comme Barter. Et c'est vous, les intransigeants, qui causez tout le mal. Ne voyez-vous pas que les lois doivent s'adapter à la nature de ceux pour qui elles sont faites? Vous vivez trop dans les

étoiles, Vigil. On doit doser le médicament d'après le malade. Voyons, mon cher, voyez-vous votre conception du mariage appliquée à Pendyce et à ses fils, au pasteur, à ses fermiers et à tous les ouvriers qu'il emploie sur son domaine!

— Non, non, dit Gregory, je me refuse à croire...

— Sur ce point, interrompit M. Paramor, la noblesse de province a des vues particulièrement arriérées. Elle a des instincts puissants, aux racines profondes : soutenue par le Parlement, par l'Église, par la Chambre des Pairs et par tout ce qui dans le pays se rallie au principe d'hérédité, c'est elle qui continue à faire la loi. La plupart de ces gens sont atteints d'une maladie que, par un détestable jeu de mots, j'appelle la « Pendycite. » Ils ne comprennent pas. Tout ce qu'ils font, ils le font à contresens. Quand ils se mêlent de faire quelque chose, c'est avec le maximum d'efforts inutiles et de souffrances possibles. Cela fait partie du principe d'hérédité. Ce n'est pas pour rien que je les vois à l'œuvre depuis trente-cinq ans.

— S'ils sont atteints de la maladie que vous dites, à nous d'y porter remède.

— L'imperfection de nos lois sur le mariage n'est qu'un symptôme, mon cher Vigil. La « Pendycite, » c'est-à-dire l'étroitesse d'esprit et de cœur, voilà ce qui rend de telles lois nécessaires. A des êtres imparfaits des lois imparfaites... Comment pourrait-il en être autrement?

— Jamais je n'admettrai que nous puissions nous contenter de vivre dans un bourbier de...

— De provincialisme... Vigil, vous devriez faire du jardinage; on y apprend ce qu'ignorent les idéalistes : que les hommes sont, comme les plantes, soumis à l'influence de l'hérédité et du milieu : leur croissance est lente. Vous ne pouvez récolter du raisin sur des épines ni des figues sur des chardons, du moins pas en une seule génération, si pressé et si affamé que vous puissiez être.

— Votre théorie nous ravale au niveau des chardons.

— La force des lois sociales dépend du châtiment qu'il est en leur pouvoir d'infliger, et la force de ce châtiment dépend de la moralité de l'homme à qui il est infligé... Mais il me semble que nous voilà bien loin de notre sujet, et je pense que nous ferions mieux de rentrer. Il est près de onze heures.

Sur toute sa longueur, la façade de la blanche demeure ne

laissait plus voir que trois fenêtres éclairées, trois yeux tournés vers la lune, chaloupe féerique naviguant dans les espaces nocturnes. Les ifs formaient comme un mur d'un noir intense. La chouette avait cessé son ululement. Dans un bosquet, un rossignol chanta. M. Paramor prit Gregory par le bras.

— Écoutez, mon ami, je vous parlerai sans détour. Votre pupille, son mari et George Pendyce sont précisément de ces gens pour qui notre loi du divorce est établie. Il sont tous trois crânes, insouciants, obstinés, et, pardonnez-moi l'expression, d'épiderme peu sensible. Si leur affaire se plaide, ce sera, pendant toute une semaine, une suite de témoignagnes sous la foi du serment; les éminents avocats y trouveront d'admirables occasions de déployer leur talent; le grand public y goûtera de piquantes révélations; ce sera pour les journaux une manne quotidienne, pour tout le monde un régal de premier ordre. Je le répète, c'est vraiment pour de tels êtres que notre loi du divorce est faite. Ils subiront l'épreuve avec une parfaite insouciance, mais vous et nos pauvres amis d'ici serez torturés... Et si votre pupille et George Pendyce allaient être dégoûtés l'un de l'autre avant même que la loi les autorise à se marier! Si George, comme dit son père, devait épouser, au nom de la « sainte morale, » une femme qui sera fatiguée de lui ou dont il sera fatigué!... Et maintenant que je vous ai tout dit, je vais aller me coucher. Il tombe une forte rosée. Fermez cette porte derrière vous.

M. Paramor entra dans la serre. Mais une fois encore il s'arrêta et revenant sur ses pas :

— Pendyce, dit-il, comprend parfaitement tout ce que je viens de vous expliquer. Il donnerait la prunelle de ses yeux pour que le procès ne se fît pas; mais vous verrez qu'il va faire tout à contresens, et ce sera miracle si nous nous en tirons. C'est un cas de « Pendycite. » Nous en sommes tous plus ou moins atteints. Bonsoir!

Gregory resta seul dehors. Au-dessus de lui, Vénus scintillait. Et comme ses pensées prenaient rarement un cours impersonnel, ce n'est pas à la « Pendycite, » mais à Hélène Bellew qu'il songeait. Et plus il y pensait, plus l'image de la jeune femme lui apparaissait telle qu'il la désirait. Et d'un éclat plus ironique encore Vénus brillait au-dessus du bosquet où chantait le rossignol.

XVIII. — HEURE DÉCISIVE

Le jeudi de la réunion d'été d'Epsom, George Pendyce, assis dans le coin d'un wagon de première classe, se creusait l'esprit pour arriver à ce que deux et deux fissent cinq. Sur une feuille de papier à lettre à en-tête du Club des stoïciens étaient notées, à un centime près, ses dettes de courses, se montant à mille quarante-cinq livres d'arriéré, auxquelles s'ajoutaient sept cent cinquante livres perdues à la dernière réunion. Plus bas, le chiffre rond de mille livres englobait ses dettes personnelles. Ce n'était là d'ailleurs qu'un chiffre de complaisance, car il ne comprenait que les factures qui lui avaient été adressées, mais la Providence, qui sait tout, eût bien porté ce chiffre à quinze cents. C'était donc, en somme, à un total de trois mille deux cent quatre-vingt-quinze livres qu'il avait à faire face. Et comme sur les champs de courses aussi bien qu'à la Bourse, où les hommes semblent agités d'un perpétuel mouvement, une ponctualité que je qualifierai d'absurde est de rigueur pour le paiement de ce genre de dettes, il lui fallait trouver, à tout prix, pour le lundi suivant, dix-sept cent quatre-vingt-quinze livres.

En regard de ces chiffres, qui ne comprenaient ni son compte-courant chez son entraîneur, ni les dépenses, impossibles à supputer d'avance, du procès en divorce, il avait à mettre son reliquat de compte en banque qui ne dépassait pas vingt livres, son cheval *The Ambler*, et deux chevaux de prix de vente difficile, — et, en troisième lieu, chapitre plus important, l'inconnue X représentant ce qu'il pouvait, ce qu'il devait en vérité gagner cet après-midi, avec son cheval.

Dès qu'il fut arrivé au champ de courses, il se rendit immédiatement auprès de son entraîneur et, de là, dans l'enceinte des bookmakers. Ayant bien en tête son équation à une inconnue, il se dirigea vers deux messieurs, de mise correcte, dont l'un était en train d'inscrire quelque chose sur un petit carnet, avec un porte-mine en or. Ceux-ci le saluèrent respectueusement, car c'était à eux qu'il devait le plus gros de ses dix-sept cent quatre-vingt-quinze livres.

— A quelle cote est mon cheval ?

— Égalité, M. Pendyce, jusqu'à cinq cents livres, répliqua le monsieur au porte-mine en or.

George paria. Ce n'était pas sa façon de faire habituelle, mais cette fois tout était changé, et une force supérieure à l'habitude le poussait.

— Je joue ma dernière carte, se dit-il; si je perds, c'est le plongeon.

Il alla ensuite auprès d'un autre monsieur au type juif, d'une élégance discrète, la cravate piquée d'une épingle ornée de diamants. A le voir aller ainsi de l'un à l'autre, on eût dit qu'un messager invisible le précédait, murmurant ces mots : « M. Pendyce est décidé à gagner. » De sorte qu'à chaque nouvel arrêt, il lui semblait que la confiance en son cheval augmentait. Bientôt, il eut promis de payer deux mille livres, si *The Ambler* perdait, en recevant en échange des éminents spécialistes l'assurance qu'il en recevrait quinze cents, si le cheval gagnait.

Il lui fallait encore gagner trois cents livres pour faire face à l'échéance de lundi; donc, il fit un dernier pari de sept cents livres contre trois cent cinquante sur son cheval. Ainsi, sans dépenser un sou et simplement à l'aide de quelques promesses, il avait résolu l'équation à une inconnue.

En sortant de l'enceinte des bookmakers, il entra dans le bar et avala un verre de whisky. Puis il alla au paddock. Le départ de la seconde course était sonné, et il ne s'y trouvait presque personne : mais dans un coin, à l'écart, un groom promenait *The Ambler*. Après un regard circulaire pour s'assurer qu'il n'y avait là personne de connaissance, George marcha à côté de la bête. *The Ambler* tourna vers lui son œil noir et mystérieux, cerclé de blanc, puis releva brusquement la tête et regarda au loin.

« Si on pouvait seulement lui faire comprendre! » pensait George.

Lorsque son cheval quitta le paddock pour gagner le poteau du départ, George retourna prendre un autre verre de whisky dans le bar; puis, au lieu d'aller à sa place habituelle, il se dirigea lentement vers le haut de la tribune, — ce monument national qu'on aperçoit à plus de vingt milles à la ronde. Là, il serait à l'abri des importuns. Il n'y venait que des gens du commun. Perdu dans la foule, il monta jusqu'au dernier gradin, d'où, la lunette appuyée sur la balustrade, il pouvait suivre la course. Outre ses couleurs, — bleu de paon, — il distinguait

nettement sur la piste les autres casaques : paille, bleu à raies blanches, et rouge parsemé d'étoiles blanches.

On dit qu'un homme qui se noie revit, comme dans un éclair, toute son existence. Tel ne fut pas le cas pour George. Toute son âme était comme rivée à la petite tache bleu de paon, qu'il apercevait là-bas, en regardant dans sa jumelle.

Enfin, les quatre petites taches de couleur furent en ligne ; et le drapeau du starter s'abaissa.

« Partis ! »

Comme un rugissement monstrueux, ce cri retentit de toutes parts. En tête venait la casaque bleue à raies blanches : *The Ambler* fermait la marche. L'ordre ne changea pas jusqu'au premier tournant... A cette minute, et comme si la Providence eût voulu que l'attention de George profitât à quelqu'un, une main, subrepticement glissée sous son bras, lui subtilisa son épingle de cravate et s'éclipsa discrètement... Au tournant de Tattenham, il vit son cheval prendre la tête, et c'est ainsi que, suivi de près par la casaque paille, il entra dans la ligne droite. Le jockey de *The Ambler* lança un coup d'œil derrière lui et leva sa cravache : immédiatement, comme par magie, la casaque paille fut au niveau du cheval de George ; la cravache fouetta la croupe de *The Ambler*, et, par magie encore, la casaque paille fut en tête. Alors les paroles de son ancien jockey revinrent à l'esprit de George : « Faites bien attention à ce que je vous dis, monsieur, ce cheval-là comprend : quand ils sont comme cela, il vaut mieux les laisser faire » !

— Triple idiot, murmura-t-il, laissez-le donc tranquille !

La cravache s'abaissa de nouveau, et la casaque paille gagna deux longueurs.

Derrière George, quelqu'un dit :

— Le favori est battu !... Ah ! bien, non, voilà qu'il regagne !

En effet, comme si l'adjuration de George eût été entendue du jockey, celui-ci cessa de recourir à la cravache. Immédiatement *The Ambler* bondit en avant. George vit qu'il gagnait du terrain. Son âme, comme détachée de lui, volait avec son cheval : pendant ces quinze secondes de lutte, il lui sembla mourir et renaître quinze fois ; à chaque foulée, tout ce qu'il y avait de noble et de loyal en lui s'exaltait, tout ce qu'il y avait de vil disparaissait, car c'était comme si lui-même courait en même

temps que son cheval, et la sueur lui perlait au front. De ses lèvres sortaient des sons confus...

Côte à côte, *The Ambler* et la casaque paille passèrent le poteau. Un grand silence se fit alors ; personne ne savait lequel des deux avait gagné. Enfin, on afficha les numéros : « sept, — deux, — cinq. »

— Le favori est second ! Battu d'une demi-tête, dit une voix.

George baissa la tête : toute son exaltation était brusquement tombée. Il rentra sa jumelle et se dirigea vers l'escalier au milieu de la foule. La descente fut longue et donna le temps à George de se ressaisir. Quand il parut dans le paddock, son visage ne portait aucune trace d'émotion. Son entraîneur, Blacksmith, était auprès de la stalle de *The Ambler*.

— C'est cet idiot de Tipping qui lui a fait perdre la course, dit-il, les lèvres tremblantes ; s'il l'avait seulement laissé tranquille, *The Ambler* gagnait au petit galop. Pourquoi diable a-t-il pris la cravache? On devrait lui enlever sa licence, on...

La rancœur et l'amertume de la défaite emplirent alors le cœur de George.

— Tout ce que vous pourrez dire maintenant, Blacksmith, ne sert à rien. C'est vous qui lui avez confié la monte. Pourquoi vous êtes-vous querellé avec Swells?

Interdit, le petit homme resta bouche bée.

George s'éloigna et se dirigea vers le jockey. Mais à voir la mine dépitée du pauvre diable, les reproches s'arrêtèrent dans sa gorge.

— C'est bon, Tipping, je ne vous reproche rien.

Et il passa dans la stalle de *The Ambler*. Le groom achevait de le soigner. George s'approcha de son cheval. Un champ de courses est un lieu peu propice aux épanchements. George se contenta d'appuyer son front contre le museau velouté de la bête et de l'y laisser une seconde. *The Ambler* attendit la fin de cette courte caresse, puis releva la tête, en hennissant, tandis que ses deux yeux mystérieux semblaient dire : « Pauvres hommes que vous êtes tous, que savez-vous de moi? »

George fit un pas.

— Emmenez-le, dit-il, et des yeux il suivit la silhouette de *The Ambler* s'évanouissant dans le lointain.

Puis, il retourna à la tribune ; mais à chaque pas qu'il faisait, à chaque visage qu'il rencontrait, il lui semblait voir surgir

l'équation qui maintenant comportait l'inconnue X à la deuxième puissance X^2...

Ce soir-là, George était assis auprès de la fenêtre du club qui donnait sur Piccadilly. Sous ses yeux, à demi cachés par sa main, c'était un défilé continu de voitures, allant les unes vers l'Est, les autres vers l'Ouest, et dans chacune s'apercevait l'ovale pâle d'un visage, à moins que ce ne fût le double ovale de figures rapprochées ; les bruits de la ville se fondaient en une rumeur sourde, et une brise fraîche s'était levée. Éclairés par les réverbères, les arbres de Green Park se détachaient sur l'obscurité du fond, et tout là-haut les étoiles et le ciel pourpre semblaient voilés d'une gaze d'or. Des gens passaient sans cesse. Quelques-uns jetaient un regard sur les fenêtres brillamment éclairées et sur l'homme au plastron étincelant qui y était assis. Beaucoup se disaient : « Je voudrais bien être à la place de cet élégant et n'avoir rien à faire que d'attendre l'héritage paternel ; » et beaucoup ne pensaient à rien du tout. De temps à autre pourtant, un passant murmurait : « Comme ils manquent de gaieté, ceux qui sont assis là ! »

Et, devant les regards de ces gens, George demeurait impassible, tandis qu'un léger rictus, qui voulait être un sourire, passait de temps à autre sur ses lèvres.

XIX. — M. BARTER VA FAIRE UN TOUR

L'événement attendu au presbytère était imminent. Le pasteur qui, personnellement, ne savait pas ce que c'était que de souffrir, détestait, par ce fait même, la vue des souffrances d'autrui. Cette fois, la dixième, le cours de ses pensées fut ce qu'il avait déjà été neuf fois auparavant. « Je ne devrais pas sortir, je devrais attendre l'arrivée du docteur Wilson. S'il survenait quelque chose ! Je sais bien que la garde est avec elle ; je ne puis être utile à rien. Pauvre Rose !... pauvre chérie ! C'est mon devoir de... Mais quoi ! Je ne ferais que la gêner. »

Et, doucement, il ouvrit la porte, se dirigea vers le porte-manteau, prit son chapeau de paille noire ; puis, d'un pas raffermi, traversa le vestibule.

La porte franchie, il frappa l'air du poing, et descendit rapidement l'escalier. Pressant le pas, il eut bientôt laissé le village derrière lui, et les divers aspects, les senteurs, les bruits de la

campagne calmèrent ses nerfs. Il put se remettre à penser à autre chose : au bulletin scolaire de Cécil, qui était loin d'être satisfaisant, au vieux Herman, du village, qu'il soupçonnait d'exagérer sa bronchite, afin de prolonger les dons de porto qu'elle lui valait; au match de cricket avec Coldingham et à sa conviction qu'il n'y avait qu'à savoir comment recevoir la balle pour mettre hors du jeu le servant gaucher... En songeant à ces mille riens, il oubliait ce qu'il voulait oublier; mais un bruit de roues sur la route le fit entrer dans un champ dont il semble que la récolte eût pour lui un soudain intérêt, et il n'en sortit qu'une fois la voiture passée. Ce n'était pas Wilson, mais ç'aurait pu être lui.

Il était midi lorsqu'il atteignit Coldingham, à six milles de Worsted Skeynes. Il se rendit au cimetière. Il s'assit sur un banc, sous un sycomore, en face des tombes des Winlows, car Coldingham était la résidence de Lord Montressor, et c'était ici que tous les Winlows venaient dormir leur dernier sommeil. Tout autour, dans les branches, bourdonnaient les abeilles, et M. Barter se disait :

« Quel site merveilleux! Nous n'avons rien de tel à Worsted Skeynes! »

Mais tout à coup, la pensée lui vint qu'il ne pouvait rester là à rêver. Si sa femme allait mourir! cela arrivait parfois; la femme de John Tharp, de Blectchingham, était morte en donnant le jour à son dixième enfant! Son front se couvrit de sueur. Il s'épongea. Et jetant un regard irrité sur les tombes des Winlows, il se leva.

Il revint par un autre sentier qui débouchait sur la pelouse communale. Une partie de cricket était justement en train, et, malgré lui, le pasteur s'arrêta. L'équipe de Coldingham attaquait. M. Barter regarda. Comme il l'avait pensé, le servant gaucher lançait adroitement la balle, et visait bien, mais sa portée était médiocre, très médiocre! Un bon partenaire devait aisément le mettre hors de jeu. Trop absorbé par ce spectacle, M. Barter ne remarqua pas tout d'abord l'honorable Geoffrey Winlow, en habit de sport, une cigarette aux lèvres, à califourchon sur un pliant.

— C'est votre équipe contre celle du village, Winlow. J'ai bien peur de ne pouvoir m'arrêter pour vous voir jouer. Je ne faisais que passer... une affaire pressante...il faut que je rentre!...

— Ne pouvez-vous pas rester à déjeuner avec nous?

— Non, non... Ma femme... il faut que je rentre!

— A propos, je crains bien que George Pendyce n'ait du plomb dans l'aile. On m'a dit qu'il avait dû vendre son cheval. Je l'ai vu à Epsom, il y a quinze jours.

Le visage du pasteur s'éclaira, et ce fut avec un air de satisfaction mal déguisé qu'il affirma :

— Je suis désolé, vraiment désolé... Mais avec tous ces paris, ça devait mal tourner.

— On assure, continua Winlow, qu'il a laissé quatre mille livres sur le champ de courses. Et je sais qu'il était déjà fort gêné auparavant. Pauvre vieux George! Un si bon garçon!

— Désolé, répéta M. Barter, tout à fait désolé... La situation était déjà bien assez tendue comme cela.

D'un air vivement intéressé, l'Honorable Geoffrey reprit :

— Vous voulez dire avec Mme... hum! Les gens bavardent, on ne peut pas empêcher cela. Je suis bien fâché pour ce pauvre Squire et pour Mme Pendyce. Comment leur venir en aide?

Le visage du pasteur se rembrunit.

— Pour moi, dit-il, j'ai fait de mon mieux... Bien joué, monsieur! J'ai toujours dit qu'avec un peu d'énergie n'importe qui pourra mettre hors de jeu ce gaucher dont vous faites tant de cas. Il vise bien, mais sa balle ne porte pas... Mais je suis là à flâner. Il faut que je m'en aille!

Il évita le cimetière et prit un sentier à travers champs. La faim commençait à se faire sentir. Il avait bien dit dans un de ses derniers sermons : « Nous devrions nous habituer à tenir en bride nos appétits. Ce n'est qu'en nous accoutumant à l'abstinence, — à de petites abstinences quotidiennes, — que nous pouvons atteindre à ce véritable état de spiritualité sans lequel nous ne pouvons espérer connaître Dieu. » Mais la nature lui avait donné une constitution essentiellement robuste et saine, où les fonctions digestives et autres s'accomplissaient avec une belle énergie et une régularité pour ainsi dire chronométrique, à condition toutefois que son appétit fût régulièrement satisfait. Il se dirigea vers Bletchingham, où il put avoir un morceau de pain et du fromage avec une tasse de café. Un peu ragaillardi, il se remit en marche. Au premier tournant, il arriva près de l'école du village d'où s'entendaient les voix des enfants répétant sur le rythme traditionnel : « Deux fois deux font quatre...

deux fois quatre font huit... deux fois six font douze... » « Tout cela est très bien, songea-t-il, mais, si nous n'y prenons garde, nous irons trop loin; nous en ferons des déclassés. » Et son front se rembrunit. Il enfila un sentier tout plein de chants d'alouettes et de bourdonnements d'abeilles butinant dans les trèfles. Tout au bout du champ se trouvait une mare bordée de saules. A une trentaine de mètres de là, dans un coin de pâturage entièrement fauché, un vieux cheval était au piquet, en plein soleil. Ses longues dents jaunes découvertes, il tendait sa tête osseuse et décharnée vers l'eau à laquelle il ne pouvait atteindre. Le pasteur s'arrêta. Vainement essaya-t-il de dénouer la corde; alors il se baissa pour arracher le piquet de terre. Et, tandis que, le visage cramoisi, il tirait de toutes ses forces, le vieux cheval, immobile, le regardait de ses yeux troubles. M. Barter se releva brusquement, après un suprême effort, le piquet en main : le cheval recula, ayant pris peur.

— Hola! ho! fit le pasteur, et il grondait : C'est honteux de laisser ainsi une pauvre bête à souffrir! Je voudrais que le propriétaire fût là pour lui dire ma façon de penser!

Il conduisit au bord de l'eau le cheval, qui le suivit sans trop de difficulté, mais aussi sans témoigner la moindre gratitude pour celui qui l'avait délivré d'une situation fâcheuse qu'il avait conscience de n'avoir pas méritée; après avoir bu tout son content, il se remit à brouter, sans plus se soucier de son bienfaiteur... Le pasteur enfonça le piquet dans le terrain mou, à l'abri des saules, puis il tira son mouchoir et essuya son front couvert de sueur. Mais il avait un air vaguement désappointé. Il détestait l'ingratitude chez les bêtes aussi bien que chez les hommes.

Soudain, une pensée traversa son esprit :

« Ça doit être fini maintenant, » se dit-il, et, coupant à travers champs sous le soleil accablant, il se hâta vers sa maison.

Dans le vestibule, il se trouva nez à nez avec Mme Pendyce.

— Ma femme! gémit-il, ma pauvre femme! Dieu sait ce qui se passe là-haut, madame Pendyce!

Et il s'enfonça le visage dans les mains.

Son interlocutrice, en vraie Totteridge, resta impassible; puis, lui posant délicatement une main gantée sur son bras musclé, elle lui dit :

— Cher monsieur Barter, le docteur Wilson est si habile! Venez au salon!

Le pasteur, trébuchant comme un aveugle, se laissa conduire. Il s'assit sur le sofa, et Mme Pendyce, la main toujours posée sur son épaule, s'assit auprès de lui. De sa voix douce elle répétait :

— Tout ira bien, tout ira bien!... Allons, allons!... Remettez-vous!

Un observateur eût discerné dans sa sympathie affectueuse une expression non de hauteur, mais de légère surprise, de se trouver ainsi assise près du pasteur, à lui tapoter le bras.

— Si elle meurt, déclarait M. Barter, je ne lui survivrai pas.

— Eh bien! dit Mme Pendyce, attendez ici, je vais voir là-haut.

Quand elle fut partie, M. Barter alla près de la porte, et y colla son oreille, épiant le moindre bruit, mais il n'entendit rien, et ce silence lui fut insupportable. Alors, il se mit à arpenter la pièce, avec ses gros souliers, ses poings fermés derrière le dos, la tête baissée comme pour foncer en avant, les lèvres serrées; tel, un taureau, qu'on enferme pour la première fois, s'agite en tous sens en montrant le blanc des yeux.

Enfin, la porte s'ouvrit : dans l'embrasure apparut Mme Pendyce avec, sur les lèvres, un sourire tout à la fois ému et joyeux.

— C'est un garçon!... Tout va bien... Mais votre pauvre chère femme a passé un mauvais moment!

Le pasteur la regarda fixement, sans mot dire; puis, passant brusquement devant elle, il se précipita vers la porte de son cabinet de travail et s'y enferma à clef. Alors, mais alors seulement, il se laissa tomber sur les genoux, et resta longtemps ainsi sans penser à rien.

XX. — LE SQUIRE PREND UNE RÉSOLUTION DÉFINITIVE

Ce même soir, à neuf heures, après avoir bu un verre de porto, M. Barter se sentit pris d'un irrésistible désir d'épancher sa joie parmi ses semblables. Ayant donc mis son chapeau et boutonné sa redingote, il se dirigea vers le village.

Comme le chemin sacré dont il parlait le dimanche, et qui conduit à Dieu, la route grise s'allongeait entre les haies bien taillées, sous l'ombre des grands ormes où depuis longtemps les corbeaux avaient regagné leurs nids. L'air était imprégné d'une

odeur de fumée de bois. Maintenant on distinguait les maisonnettes, la forge, les petites boutiques groupées devant la place du village, et les lumières brillaient à travers les fenêtres ou les portes ouvertes.

Au premier homme qu'il rencontra, le pasteur souhaita le bonsoir :

— Un bon temps pour les foins, Aiken!... Et comment cela s'est-il passé pour votre femme?... C'est une fille? Oh! oh! Ce sont des garçons qu'il nous faut!... Vous savez ce qui nous est arrivé au presbytère?

Et ainsi, de maison en maison, il allait colportant la nouvelle. Cependant, au-dessus de lui, les châtaigniers immobiles et les trembles frémissants semblaient monter la garde et soupirer : « Pauvres petits hommes! les pauvres petits hommes! »

Par delà le cimetière plongé dans l'obscurité, la lune, au terme de son premier quartier, brillait, — cette même lune qui, dans son éternelle jeunesse, brillait déjà, d'un pâle éclat ironique, quand le premier des Barters fit son premier prêche, quand le premier des Pendyces devint Squire à Worsted Skeynes; cette même lune, qui, toujours jeune, continuerait à briller, impassible, quand le dernier des Barters, le dernier des Pendyces ne seraient plus, et sur leurs tombes laisserait filtrer à travers les couches violettes de l'air sa douce clarté.

Le pasteur songea :

« Il faudra que je dise à Stedman d'aménager ce coin-là. Nous avons besoin de place. Ces pierres tombales ont pour le moins cent cinquante ans : on n'y peut plus lire un seul nom. Ce sont celles-là qu'il faut tout d'abord supprimer. »

Il s'engagea ensuite dans le passage qui, à travers l'enclos, menait à la maison du Squire. Il annonça l'événement à M. Pendyce, et reçut ses félicitations. Puis, curieux :

— Winlow, dit-il, m'a confié que George a vendu son cheval.

Le visage du Squire changea d'expression.

— George a vendu *The Ambler?* Qu'est-ce que cela signifie? Winlow vous a dit pourquoi, je suppose?

— Avec les joueurs, est-il besoin de chercher bien loin le pourquoi de leurs actes?

Le Squire se mit à aller et venir dans la pièce, en proie à une agitation extrême :

— J'ai toujours compté sur vous, Barter; je compte encore

sur vous comme sur un frère. Dites-moi tout : que savez-vous de George ?

Le pasteur se défendit d'avoir aucun renseignement personnel.

— Je ne sais que ce que j'entends dire. On raconte que George a perdu de grosses sommes. Mais je suis persuadé qu'il n'y a rien de vrai dans tout cela... Et puis, s'il a vendu son cheval, tant mieux ! Il ne sera plus tenté de jouer.

Quand le pasteur se fut retiré, M. Pendyce resta plongé dans une stupéfaction douloureuse :

« Mon fils est un joueur ! se répétait-il. Worsted Skeynes passera dans les mains d'un joueur ! »

Un joueur !

Pour lui, Horace Pendyce, dont l'existence était confinée à Worsted Skeynes, et dont toutes les pensées avaient toujours, directement ou indirectement, eu rapport à Worsted Skeynes; pour lui qui ne voyait en son fils que l'héritier à qui irait ce bien de famille quand lui-même viendrait à disparaître ; pour lui enfin dont la vraie religion était le culte des ancêtres et qui, par-dessus tout, craignait le changement, aucun mot ne pouvait sembler plus effrayant : un joueur !

Il ne lui vint pas un instant l'idée que son système d'éducation pût, en quelque sorte, expliquer la conduite de George. Il avait dit à M. Paramor : « Je n'ai jamais eu de système avec George : je ne crois pas aux systèmes. » Il avait simplement élevé son fils en homme du monde. Il eût préféré que George entrât dans l'armée, mais George avait échoué ; il eût préféré que George se consacrât à son domaine, se mariât et eût un fils, mais George n'avait pas répondu à son espoir. George avait voulu entrer dans la Yeomanry : il l'avait appuyé. George avait voulu faire partie du Club des Stoïciens : il l'y avait fait recevoir. Qu'eût-il pu faire de plus pour l'empêcher de faire des folies ? Et voilà que c'était un joueur !

Qui a joué, jouera !

Et tourné vers le portrait de sa femme, il lui lança :

— C'est de vous qu'il tient cela !

Mais, seul, le doux regard lui répondit.

Faisant brusquement demi-tour, il quitta la pièce et passa dans son cabinet de travail. Là, il tira d'un tiroir soigneusement fermé une liasse de papiers devant lesquels il resta long-

temps en contemplation. L'un était la minute de son testament; un autre, la liste des fermes dépendant de Worsted Skeynes avec leur surface et leurs revenus; un troisième était l'acte établissant que le domaine resterait inaliénable. Ce fut, suprême ironie! ce dernier papier que M. Pendyce, sans le lire, considéra le plus longuement.

— Et je ne puis pas le déshériter, se disait-il, Paramor me l'affirme! Un joueur!

Et il jeta un regard plein d'irritation et de ressentiment sur le document qui transmettait ses biens à l'aîné de ses enfants.

Ceux qui se préparent à de graves résolutions ne savent pas toujours garder en eux, comme ils le voudraient, le secret. M. Pendyce, en regagnant sa chambre, était décidé à ne pas dire un mot de sa détermination. Sa femme dormait. L'entrée du Squire la réveilla, mais elle resta immobile, les yeux clos. Ce fut la vue de cette immobilité, si choquante, alors qu'il était lui-même dans un tel état de trouble, qui lui arracha presque malgré lui ces mots :

— Saviez-vous que George fût un joueur?

Il tenait à la main un bougeoir d'argent : la lueur, en même temps que la question de son mari, éveilla Mme Pendyce.

— Saviez-vous, reprit la voix irritée de M. Pendyce, que George a parié... qu'il a vendu son cheval... qu'il est peut-être déjà mis à l'index?

Mme Pendyce frissonna de tout son corps, mais ce fut avec un calme affecté qu'elle répondit :

— Vous savez bien, Horace, que tous les jeunes gens jouent aux courses!

Le Squire, au pied du lit, brandit le bougeoir. Ce mouvement avait une signification de mauvais augure.

— Allez-vous le défendre? semblait-il dire. Est-ce que vous entendez me défier?

Saisissant la barre du lit, il cria :

— Je ne veux pas d'un joueur et d'un noceur pour fils! Je n'entends pas que le domaine coure le risque d'être morcelé! Mon parti est pris. Pas de demi-mesures. Jusqu'à ce qu'il m'ait prouvé qu'il en a fini avec cette femme, jusqu'à ce que... jusqu'à ce que le ciel s'écroule... je ne veux plus entendre parler de George!

Pour Margery Pendyce, toute palpitante, cette exclamation

« jusqu'à ce que le ciel s'écroule! » était plus terrifiante que tout le reste. Sur les lèvres de son mari, qui n'employait jamais de métaphore, qui usait d'un langage précis et sans détours, qui toujours observait les règles de la bienséance, ces paroles prenaient un sens menaçant.

— Je l'ai élevé comme j'ai été élevé moi-même, continuait M. Pendyce. Jamais je n'aurais cru que mon fils serait un vaurien!

Un flot de paroles s'échappa alors des lèvres de Mme Pendyce:

— Vous parlez de la façon dont vous avez élevé George? Mais vous n'avez jamais rien fait pour lui... C'est moi qui l'ai aimé et non pas vous... Le domaine! Que m'importe le domaine! Vendez-le, si vous voulez! Croyez-vous que j'aime à vivre ici? Croyez-vous que je vous aie jamais... — Mais elle n'acheva pas sa phrase. — Mon fils, un vaurien! Cent fois je vous ai entendu fredonner : « La jeunesse est la jeunesse! Il faut que jeunesse se passe! » Vous croyez que je ne sais pas ce que vous feriez tous, si vous osiez? Vous croyez que je ne sais pas comment vous parlez entre vous? Vous aussi, vous joueriez, si vous n'aviez pas peur! Et maintenant que George est dans l'ennui...

Aussi soudainement qu'il avait jailli, le flot de paroles s'arrêta.

— Vous parlez comme une insensée, disait maintenant M. Pendyce. Vous imaginez-vous, par hasard, que je souffrirai qu'on dilapide mon bien, que cette femme vienne s'installer ici et que son fils, un... bâtard, ou l'équivalent d'un bâtard, prenne un jour ma place? Vous ne me connaissez pas encore!

Les derniers mots passèrent entre ses dents comme le grognement d'un chien prêt à mordre. Mme Pendyce avait bondi :

— Si vous chassez George d'ici, je le rejoindrai; je m'en irai avec lui et je vous quitterai.

Le Squire lâcha la barre du lit qu'il avait empoignée, et, à la lueur de sa bougie, on eût pu voir sa bouche béer d'étonnement. Il grinça des dents, et, faisant brusquement demi-tour :

— Ne dites donc pas de bêtises!

Puis, son bougeoir à la main, il passa dans son cabinet de toilette.

« Ma parole, les femmes sont folles! Celle-ci mériterait que je passe la nuit ici!

Il jeta autour de lui un regard circulaire, mais il ne découvrit rien sur quoi il pût s'étendre, pas l'ombre d'un sofa. Hésitant, il s'arrêta devant la fenêtre. Haut dans le ciel, la lune laissait tomber sur lui ses rayons ; et sous cette lumière blafarde, il paraissait uniformément gris, de la tête aux pieds, gris, triste et vieux, comme s'il résumait en lui tous les Squires qui, à tour de rôle, avaient, du même lieu, contemplé ce paysage familier auquel la lumière lunaire donnait un aspect glacial. Dans l'enclos, il vit son vieux cheval de chasse Bob, la tête tournée vers la maison, et il soupira profondément.

Comme pour répondre à ce soupir, il entendit le bruit d'une masse contre la porte. Il l'ouvrit pour voir ce que c'était, et aperçut l'épagneul John. « Je suis ici, maître, semblait-il dire. Il est tard, je m'apprêtais à dormir, mais cela m'a fait du bien de vous voir. » M. Pendyce referma la porte. Il avait oublié l'existence de son chien. Alors, comme si la vue de cette bête fidèle lui eût rendu confiance en son autorité, en ses habitudes, en tout ce qui était lui-même, il ouvrit la porte de la chambre et alla prendre sa place, auprès de sa femme, dans la couche conjugale.

Et bientôt il s'endormit.

XXI. — L'ODYSSÉE DE MADAME PENDYCE

Mais Mme Pendyce, elle, ne dormit point. Et, dans le regard de ses yeux grands ouverts dans les ténèbres, s'exprimait tout ce qu'il y avait de profondément caché dans son cœur. Ah ! l'éloquence de ces yeux pendant cette nuit, pour qui eût pu les voir ! Mais si l'obscurité eût subitement fait place à la lumière, aucun observateur n'eût pénétré son « moi » intime et sacré, car il y avait en Margery Pendyce quelque chose de plus intime encore et de plus sacré : son instinct de personne bien née. C'était un sentiment subtil, fait de considération pour autrui et de respect de soi-même, ayant ses racines loin, loin dans le passé, et qui voilait son âme à tous les yeux, telle une cotte de maille à la trame délicate.

Au point du jour, elle ouvrit la fenêtre et s'accouda à la balustrade. En bas, dans le jardin, ses fleurs sous la rosée grisâtre apparaissaient comme à travers les réseaux d'un filet, et, grisâtres, les arbres émergeaient de la brume, tandis que dans

ce brouillard d'été se détachait confusément la silhouette du vieux cheval de chasse sommeillant dans le pré, la tête appuyée contre la clôture. Sous le charme de cette calme matinée, mille souvenirs, de tout ce qu'elle avait aimé, et aussi de tout ce qui avait été pour elle comme une prison dans ce qui s'étendait là sous ses yeux, affluèrent à son esprit, et, tel un vol d'oiseaux rapides, semblèrent tourbillonner autour d'elle et voltiger près du voile immaculé qui abritait son cœur.

Cependant, le soleil se leva dans toute sa splendeur ironique et souriante, et comme par enchantement tous les objets se couvrirent de teintes rougeâtres. En même temps, le jour se fit dans l'âme de Mme Pendyce, après tant d'heures ternes et angoissantes passées à prendre une résolution. Car, pour cette âme tendre, inaccoutumée à l'action et que la violence faisait se replier sur elle-même, c'avait été une lutte douloureuse que cette détermination à prendre. Mais cette détermination une fois prise, si pénible, si terrible même qu'elle pût être dans ses conséquences, serait désormais immuable : elle lui servirait de guide, telle une étoile dans la nuit. Ce qui animait Margery Pendyce, ce n'était pas un égoïste sentiment de vengeance : un sang généreux et pur coulait en ses veines ; elle n'avait ni colère ni mobile vulgaire, mais ce qu'elle avait résolu, elle devait l'exécuter parce qu'au fond de son âme brûlait une noble flamme, tremblotante peut-être, mais inextinguible. Elle ne se disait pas : « Je ne veux pas être considérée comme une esclave, » mais : « Cela ne doit pas être, car si je me laisse ainsi traiter, c'est l'annihilation de mon être et de quelque chose de plus important encore. » Et, sans qu'elle en eût nettement conscience, ce quelque chose, c'était la civilisation, l'âme même de son pays. L'amour maternel si puissant avait fait place à ce sentiment de la personne humaine, plus profond encore, qui prononce : « Agis ou abdique toute dignité. »

Elle revint près du lit, et avec des yeux où il n'y avait ni colère ni reproche, mais plutôt une sorte de détachement, incompréhensible pour elle-même : elle regarda longuement son mari qui dormait là et qu'elle avait résolu de quitter.

Au cours de la matinée, rien dans ses gestes ou dans ses paroles ne trahit ses intentions. Ce qu'il était de son devoir de faire, elle le ferait, comme si c'était un fait sans importance, un des menus actes de la vie journalière.

M. Pendyce sortit à dix heures et demie, en compagnie de son garde-chasse et de son épagneul. L'idée ne lui venait même pas que sa femme pût être décidée à mettre à exécution ce qu'elle lui avait annoncé cette nuit. Et, tout en s'habillant, il lui avait répété qu'il ne voulait plus entendre parler de George, qu'il le déshériterait, qu'il l'amènerait bien par la force à s'incliner, enfin qu'il tiendrait sa parole. Comment eût-il imaginé qu'une femme, et encore moins sa femme, pût avoir l'intention de tenir la sienne?

Cependant Mme Pendyce donnait l'ordre d'atteler la voiture, y faisait placer deux petites malles qu'elle avait remplies elle-même, et, sans hâte, y montait, son petit sac vert à la main. Elle laissait à son mari cette courte lettre qu'elle plaça en un endroit où il la trouverait tout de suite :

« Cher Horace,

« Je vais à Londres rejoindre George. Mon adresse sera Hôtel Green, Bond Street. Souvenez-vous de ce que je vous ai dit la nuit dernière. Peut-être ne vous êtes-vous pas rendu compte que je parlais sérieusement. Prenez soin de ce pauvre vieux Roy et veillez à ce qu'on ne lui donne pas trop de viande par ces fortes chaleurs. Jackman sait mieux qu'Ellis soigner les rosiers. J'aimerais avoir des nouvelles de la pauvre Rose Barter. Je vous en prie, ne vous tourmentez pas à mon sujet. J'écrirai à Gerald quand il le faudra, mais je ne me sens pas d'humeur à lui écrire en ce moment, pas plus qu'à nos filles.

« Au revoir, cher Horace; je suis fâchée de vous faire de la peine.

« Votre femme,
« Margery Pendyce ».

Elle apportait, dans la réalisation de ses projets, le même calme avec lequel elle les avait conçus. Ce n'était pas, pour elle, une fuite, ce n'était pas un défi jeté à son mari ; elle ne cachait pas son adresse, ne prononçait pas un mélodramatique : « Je ne reviendrai jamais! » Ces façons de faire et procédés d'intimidation lui auraient paru ridicules. A la vérité, les détails pratiques, tels que la question d'argent, lui échappaient, mais là encore, son jugement, ou plutôt son manque de jugement, dénotait la largeur de son point de vue. Son mari ne la

laisserait pas dans le besoin : elle n'avait pas cela à craindre. Et puis, elle avait ses trois cents livres de revenus personnels. Sans doute, elle ne réalisait pas bien ce que cela pouvait représenter; mais elle ne s'en inquiétait pas, car elle se disait : « Je serai parfaitement heureuse dans une chaumière avec Roy et mes fleurs, » et, bien qu'en fait sa vie passée ne lui en fournît aucune preuve, il était tout à fait possible qu'elle eût raison. Une Totteridge sait se passer de bien des choses, grâce à cet état de satisfaction intime que lui ont légué les générations passées.

Cependant, ce ne fut pas sans beaucoup d'émotion qu'elle descendit de voiture à la gare. Et Roy, le vieux skye, dont la tête arrivait juste au niveau de la vitre, à l'intérieur du brougham, aux larmes qui lui mouillaient le museau, mais qui n'étaient pas de lui, et aussi à un vague pressentiment, comprit que ce n'était pas une séparation ordinaire et poussa des gémissements plaintifs.

Débarquée à Londres, Mme Pendyce se fit conduire à l'hôtel Green, et ce fut seulement après avoir déballé ses malles, rafraîchi son visage et pris son lunch, qu'elle commença à concevoir certaines inquiétudes sur le résultat de sa démarche. Son ombrelle à la main, elle sortit dans Bond Street.

Un passant la salua. « Mon Dieu ! se dit-elle, qui cela peut-il être ? » Elle n'avait guère la mémoire des physionomies; mais, bien qu'elle ne pût mettre un nom sur le visage entrevu, elle se sentit aussitôt moins dépaysée, moins isolée et moins abandonnée. Bientôt, ses yeux regardèrent avec une curiosité éveillée les toilettes des passants et les étalages, de plus en plus attirants, des magasins. Margery Pendyce exultait, telle une jeune fille à son premier bal. Dans cette joyeuse atmosphère londonienne, par cette belle journée de juin, son âme était envahie d'une impression charmante, l'impression de pénétrer dans l'inconnu, de braver l'imprévu, d'avoir toute liberté de continuer à aller ainsi, délicieusement, à tout jamais. Elle passa devant une parfumerie et il lui sembla qu'elle n'avait jamais rien respiré d'aussi exquis. A la devanture suivante, elle resta longtemps à contempler des dentelles, et, bien qu'elle se dît : « Je ne dois rien acheter; j'ai besoin de tout mon argent pour mon pauvre George, » cela ne diminuait en rien pour elle l'agréable sensation de tout avoir à portée de la main. Elle s'arrêta devant bien

d'autres boutiques encore. Depuis un an, elle n'en avait pas vu une seule, et pendant trente-quatre ans, elle n'en avait jamais regardé qu'accompagnée du Squire ou de ses filles. Il n'était pas jusqu'aux gens auxquels elle ne trouvât un autre aspect que lorsqu'elle les voyait en compagnie de son mari ou de ses filles. Presque tous lui paraissaient charmants et elle leur souriait. Et eux aussi, cochers, gentlemen, agents de police, demoiselles de magasins ou promeneuses élégantes, semblaient partager son contentement, tant était plaisant à voir ce visage souriant et fané, sous son diadème de cheveux grisonnants et son chapeau aux bords rabattus.

Mme Pendyce arriva ainsi à Piccadilly, et, inclinant à l'Ouest, se dirigea vers le club de George.

George n'y était pas. Elle décida de lui laisser un mot. Sur ce papier, portant en larges caractères l'en-tête du « Club des Stoïciens, » et que les lettres de George lui avaient rendu familier, Mme Pendyce écrivit à son fils. Pas un bruit dans la petite pièce où elle se trouvait, sauf le bourdonnement d'une grosse mouche, volant dans une traînée de soleil, sous le store. La tonalité de cette pièce était sombre, les meubles anciens. Les Stoïciens ne sacrifiaient pas à l'art nouveau ni aux draperies voyantes, chers aux clubs plus considérables fréquentés par les classes moyennes. Ce petit salon avait comme un air de deuil. Cependant, maint Stoïcien s'y était assis à l'écart pour écrire maintes lettres à maintes femmes. A cette même table et avec cette même plume, George avait peut-être écrit à Hélène Bellew : un sentiment de jalousie étreignit le cœur de Mme Pendyce, pendant qu'elle traçait ces quelques lignes :

« Mon George chéri,

« J'ai quelque chose de très urgent à te dire. Viens me voir à l'Hôtel Green. Viens vite, mon chéri. Je serai bien seule et bien malheureuse jusqu'à ce que je t'aie vu.

« A toi, de tout mon cœur,

« Margery Pendyce. »

Et ce billet qui était juste ce qu'elle aurait pu écrire à un amoureux, inconsciemment, elle lui avait donné cette forme, peut-être justement parce qu'elle n'avait jamais eu d'amoureux à qui écrire. Elle glissa discrètement cette lettre et une demi-

couronne dans la main du portier, n'accepta pas la tasse de thé qu'il s'offrit à lui apporter, et se dirigea vers le parc, d'un air indifférent.

Il était cinq heures. Sous un soleil encore ardent, un flot calme et ininterrompu de voitures et de piétons pénétrait en file par la porte de Hyde Park Corner. Mme Pendyce y entra également, et d'un pas hésitant, peu habituée qu'elle était à circuler, passa de l'autre côté et s'assit sur une chaise. Peut-être George était-il dans le parc et pourrait-elle le voir? Peut-être Hélène Bellew y était-elle et pourrait-elle la voir? A cette pensée, son cœur battait, et, sous leurs paupières relevées, ses yeux limpides fixaient tous les passants: vieillards, jeunes gens, femmes du monde, fraîches jeunes filles. Comme ils paraissaient tous charmants! Comme ils étaient tous délicieusement habillés!

Et elle se sentit vieille, — comme si tout à coup elle eût vieilli de plusieurs années. Au milieu de cette foule joyeuse, de tout ce mouvement sous le soleil éclatant, un sentiment de solitude, qui était presque de la crainte, un sentiment d'abandon profond, de déracinement l'envahit; il lui semblait être une de ces plantes, arrachées à la terre natale, et dont les pauvres racines dénudées pendent lamentablement comme si elles cherchaient la terre où s'agripper.

Elle savait maintenant qu'elle avait vécu trop longtemps sur le sol qu'elle détestait, et qu'elle était maintenant trop vieille pour être transplantée. Elle était prisonnière de ce monstre pesant et sans ailes, fils du temps et de la terre, qu'est la vie provinciale. Ce monstre avait fait d'elle sa chose, et il n'entendait pas lui laisser reprendre son indépendance.

XXII. — LE FILS ET LA MÈRE

Il est moins difficile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un homme de devenir membre du Club des Stoïciens, autrement qu'en vertu du principe d'hérédité. Car, il ne peut y être admis qu'à la condition d'avoir des rentes et, comme la première règle du Club interdit toute occupation lucrative, il faut donc qu'il soit renté par ceux qui l'ont précédé dans cette vie. Plus longue est la liste de ses prédécesseurs, plus il a de chances de n'être pas blackboulé.

D'autre part, si l'on n'appartient pas au Club des Stoïciens,

comment atteindre à cette suprême maîtrise extérieure si nécessaire pour cacher son manque de maîtrise intérieure? Le Club est un admirable exemple de la façon dont la Nature place le remède à côté du mal. S'étant rendu compte en effet que George Pendyce et des centaines d'autres jeunes gens « bien nés » n'avaient, depuis leur naissance, jamais su ce qu'étaient les luttes et les souffrances de l'existence, et craignant que si la vie, avec son ironie habituelle, les mettait brusquement aux prises avec des événements fâcheux, quoique ordinaires, ils ne se rendissent insupportables par leurs gémissements et leurs protestations, la Nature avait imaginé un masque qui atteignait son suprême degré de perfection dans l'enceinte du Club des Stoïciens. De ce masque elle revêtait le visage de ces jeunes gens dont la qualité morale lui paraissait médiocre et qu'elle décorait alors du nom d'hommes du monde. Et quand elle entendait leurs misérables grognements derrière ce masque, chaque fois que la vie les avait foulés sous son pied maladroit, elle les plaignait, sachant que ce n'était point leur faute, mais la faute du système toujours continué, jamais rajeuni, qui les avait faits ce qu'ils étaient. Pitoyable, elle fit à la plupart la grâce d'avoir un épiderme peu sensible. Ils pourraient ainsi, durant toute leur vie, habiter en repos ces châteaux où, jusqu'à leur mort, avaient habité leurs ancêtres. Mais il arrivait parfois que la Nature (elle n'était pas encore devenue socialiste) repliait ses ailes en soupirant, de peur que l'exagération du système n'engendrât l'exagération contraire. Car elle détestait l'excès en tout et avait surtout en horreur cette forme particulière d'excès appelée par M. Paramor « la Pendycite. »

Les Pendyces appartenaient, de temps immémorial, à la « noblesse provinciale, » et jamais au sens strict du mot, ils n'avaient dévié, jamais ils ne s'étaient permis la moindre incartade. Comme beaucoup d'autres familles semblables, ils étaient d'instinct tels qu'ils devaient être par tradition : provinciaux dans l'âme. George, parce qu'il vivait continuellement à Londres, eût été fort étonné de s'entendre traiter de provincial, mais il avait beau faire, l'empreinte demeurait sur lui. Provincial, il l'était en ne rendant pas sa liberté à Mme Bellew, alors que celle-ci était fatiguée de lui et que, par considération pour elle autant que pour lui-même, il eût dû renoncer à elle. Depuis deux mois et plus, il l'obsédait. A la vérité, il n'était pas

sans excuse, car il souffrait. Et en même temps qu'il souffrait dans son amour, il était ulcéré dans son orgueil et proprement stupéfié de se voir rejeté avec un tel dédain, tout à fait comme un vieux gant. Que des hommes se fatiguent des femmes ou que les femmes leur rendent la pareille, cela se voit tous les jours, c'est la règle commune. Mais qu'on se fatiguât de lui! Il s'était d'abord obstinément refusé à le croire, et, maintenant que le doute n'était plus possible, il voulait encore lutter. George était bien un Pendyce!

Vis-à-vis du monde, cependant, rien n'avait changé dans son attitude. Il arrivait à son club vers dix heures, pour y prendre son premier déjeuner et lire les journaux de courses. Vers midi, un cab le conduisait au train qui devait l'amener soit au champ de courses, soit au terrain de cricket ou au Tennis-Club des *Princes*. A six heures et demie, on pouvait le voir remonter l'escalier de son club et se rendre dans la salle de jeu où pendait toujours son effigie, dont le regard semblait dire : « Dure tâche! Dure tâche! Mais il faut aller jusqu'au bout! » A huit heures, le visage frais, le plastron et les cheveux brillants, il dînait, avec, près de lui, une bouteille de champagne frappé. Pouvait-il y avoir un mortel plus heureux dans ce vaste Londres?

Mais quand, à la nuit, sortant du club, il se trouvait dehors, et jusqu'au lendemain matin loin des yeux du monde, il prenait alors sa revanche de toutes ces heures où il avait gardé son masque. Il marchait, marchait par les rues éclairées, pour dompter ses nerfs par la fatigue, ou encore il s'enfonçait dans le Parc et se jetait sur une chaise, sous l'ombre épaisse des arbres, et restait là longtemps assis, les bras croisés et la tête basse. D'autres fois, il allait dans quelque music-hall, et, au milieu des lumières aveuglantes, des rires populaciers et des parfums violents de femmes maquillées, il s'efforçait d'oublier le visage, le rire, le parfum de celle qu'il adorait. Une jalousie sourde et vague contre il ne savait qui le rongeait : car, avec son esprit positif, il ne pouvait croire qu'une femme pût le quitter, sinon pour un autre homme. Souvent, il rôdait autour de la maison qu'elle habitait, et jetait des coups d'œil furtifs vers les fenêtres. Deux fois, il alla jusqu'à la porte, et puis il revint sur ses pas. Un soir, apercevant de la lumière au salon, il sonna, mais nul ne vint lui ouvrir. Pris d'une rage folle, il sonna et sonna encore. Enfin il retourna chez lui, — il avait loué tout à côté un atelire

d'artiste, — et résolut d'écrire à la cruelle. La composition de cette lettre fut laborieuse, il dut s'y reprendre à plusieurs fois, car il détestait toute marque écrite de sensiblerie. Et il ne s'y essayait ce soir-là que parce que son cœur souffrait atrocement. Il réussit enfin à rédiger ce court billet :

« Je sais que vous étiez chez vous cette nuit. C'est la seule fois que je suis venu. Pourquoi ne m'avez-vous pas ouvert? Vous n'avez pas le droit de me traiter ainsi. Vous me rendez malheureux comme les pierres.

« GEORGE. »

L'aube argentait les bords du sombre voile qui recouvre la Tamise et faisait pâlir les flammes des réverbères quand George sortit pour jeter ce mot dans la boîte aux lettres. Au retour, il alla s'étendre sur un banc, sous les platanes du quai; un de ces déshérités sans gîte pour qui c'est, chaque nuit, le lieu de repos, s'approcha sans être vu et le regarda curieusement. Mais, avec le matin, lui revint ce sens du ridicule, soutien si précieux pour ceux qui souffrent. George se leva, de peur que quelqu'un ne reconnût un Stoïcien, ainsi étendu en habit de soirée, rajusta son masque et sortit. Au club, il trouva la lettre de sa mère; il se rendit aussitôt à l'hôtel Green.

Quand elle vit entrer son fils, Mme Pendyce lui jeta les bras autour du cou, et, toute tremblante, elle le pressait contre son cœur. Au premier moment, George se sentit comme soulagé par la présence maternelle; mais ce ne fut qu'un éclair. Et voici que sous cette étreinte, son instinct prenait peur : ces larmes que sa mère versait, tout en s'efforçant de sourire, le choquèrent. C'est d'un ton bourru qu'il demanda :

— Qu'y a-t-il, mère, et quelle raison a bien pu vous amener?

Mme Pendyce fit asseoir son fils près d'elle sur le sofa; et tout en lui contant les événements de ces derniers jours, elle lui caressait les mains comme pour le prier de ne pas se fâcher.

— Et alors, mon chéri, et alors, balbutia-t-elle, j'ai dit à ton père que je ne souffrirais pas qu'il agît ainsi, et je suis venue te trouver.

Bien des fils acceptent sans protester et comme un dû tout ce que leurs mères font pour eux; l'affection qu'ils en reçoivent leur paraît toute naturelle; il se peut même qu'ils paient cette affection de retour; mais la plupart des fils tolèrent

malaisément que leur mère enfreigne les conventions et s'écarte le moins du monde du code des convenances imposé aux mamans de ces hommes d'importance.

Il est écrit que pour les mères les douleurs de la maternité ne cesseront qu'à leur mort.

George fut choqué d'entendre dire par sa mère qu'elle avait quitté son père pour venir le retrouver. Sa dignité personnelle s'en trouva désagréablement affectée. Il était froissé, tout à la fois dans sa dignité d'homme et dans son respect des traditions. La démarche de sa mère lui paraissait absolument condamnable. Soudain il s'avisa que sa mère devait avoir une autre idée, qu'elle était probablement venue pour le séparer d'Hélène Bellew. Et, répondant à sa propre pensée :

— Si vous croyez que je la quitterai, maman..., dit-il.

Mme Pendyce lui serra les mains dans les siennes.

— Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mon chéri, dit-elle d'un ton douloureux; je sais bien que je ne puis te demander cela, puisque vous vous aimez... C'est pourquoi je...

George eut un rire amer :

— Alors, que voulez-vous? A quoi bon être venue ici? Je suis d'âge à me conduire tout seul. Vous feriez mieux de retourner là-bas.

Mme Pendyce lui répondit d'un ton suppliant :

— Oh! George, je ne supporterai pas que tu me renvoies ainsi! J'ai l'intuition que ma place est ici, auprès de toi!

George s'était levé, comme s'il voulait s'éloigner de sa mère.

— Je n'essaierai pas de te séparer d'elle, George, je te le promets, mon chéri. Je n'y songe pas, puisque tu l'aimes et qu'elle aussi elle t'aime!

George s'ancra d'autant plus dans sa résolution qu'il cachait la vérité à sa mère et voulait continuer à la lui cacher.

— Retournez là-bas, maman, dit-il. Vous ne feriez qu'aggraver les choses. Ces affaires-là ne regardent pas les mères. Que mon père agisse comme il l'entendra. Je suis de taille à me défendre.

N'entendant pas de réponse, il se retourna et vit Mme Pendyce immobile sur sa chaise, les mains sur ses genoux. Son horreur pour tout ce qui pouvait attirer l'attention sur une femme, et plus particulièrement sur sa mère, devint encore plus forte.

— Retournez là-bas, répéta-t-il, avant qu'on ait commencé

à jaser. Quel bien croyez-vous faire ici? Vous ne pouvez pas abandonner ainsi mon père; ce serait absurde. Retournez auprès de lui : c'est votre devoir.

Elle répondit :

— Je t'en prie, mon chéri, n'exige pas cela de moi!

George se tut, sentant confusément combien sa mère souffrait et combien il connaissait peu celle qui l'avait mis au monde. Ce fut Mme Pendyce qui reprit :

— Mais toi, mon George? que va-t-il t'arriver? Comment t'arrangeras-tu? — Et soudain, se tordant les mains : — Oui, que va-t-il arriver?

George, pour qui ces mots résumaient tout ce qu'il avait depuis si longtemps dans le cœur, n'en put supporter davantage. Il se dirigea brusquement vers la porte.

— Excusez-moi, dit-il; je suis attendu : il faut que je vous quitte. Je reviendrai ce soir.

Mme Pendyce leva la tête.

— Oh! George...

Mais comme elle avait l'habitude de subordonner ses désirs à ceux des autres, elle n'en dit pas davantage et essaya de sourire.

Ce fut si navrant, que George eut quelque chose comme un remords.

— Ne vous inquiétez pas, maman; ne vous faites pas de chagrin. Je viendrai vous prendre : nous irons ensemble au théâtre. A ce soir.

Et, en hâte, de peur de se laisser attendrir, il sortit.

JOHN GALSWORTHY.

(Traduit par le prince ANTOINE BIBESCO.)

(La dernière partie au prochain numéro.)

LA LANGUE FRANÇAISE
ET LA GUERRE

III [1]

L'EXPANSION DU FRANÇAIS DANS LE MONDE

I. — FRANCE LA TRÈS AIMÉE

Quel cri d'amour vers la France! Tous les peuples ont compris qu'il s'agissait de la vie ou de la mort de cette France qu'ils aimaient pour elle-même et pour les principes qu'elle incarnait. Alors, de toutes parts, des voix se sont élevées, d'humbles voix ou des voix éloquentes, qui ont parlé pour nous et qui nous ont parlé. Elles nous ont dit l'anxiété des cœurs au début de cette lutte inégale, elles nous ont crié la confiance que la grande âme humaine mettait dans nos destinées immortelles. Je ne parle pas de ceux qui ont attendu que la victoire fût certaine pour venir à notre secours, oubliant qu'à l'heure de la première injustice, ils avaient fait semblant de ne pas comprendre, déclarant que cette affaire ne les regardait pas. Je parle de ceux qui nous ont exprimé leur amour invincible au temps du pire danger; de ceux qui, suivant l'expression d'une modeste feuille publiée en 1919 à Lugano, pour convier les Suisses du Tessin à la célébration de notre 14 Juillet, « sont fiers aujourd'hui d'avoir été les amis de la France et non pas du succès. » Ces encouragements, ces hymnes, ces oraisons,

(1) Voyez la *Revue* des 1er avril et 1er juin.

venus d'au delà des monts, d'au delà des mers, se rejoindre et se confondre sous notre ciel, il faudrait les rappeler tous et toutes, par reconnaissance pour ceux qui les ont fait entendre, et pour que nous prenions mieux conscience de la grande force d'amour qui nous enveloppe, gage sûr de l'avenir. J'en veux retenir seulement deux exemples, l'un pour son éloquente beauté, l'autre pour sa simplicité même : la prière qu'écrivit à Madrid le grand poète mexicain Amado Nervo; le mot que prononça l'un des soldats de ce grand Empire britannique, si âpre à défendre ses intérêts, mais si solide aussi, si délicat dans ses affections; datant tous les deux de Verdun. Voici la prière :

Dieu protège la France la magnifique. Dieu protège la France l'initiatrice, Dieu protège la France qui a toujours su se donner au monde en holocauste, la France qui arrose de son sang précieux les lys diaphanes des idéals suprêmes, pour qu'ils parfument ensuite nos esprits, la France qui sème le blé divin du rêve, afin que plus tard il se change pour nous tous en Eucharistie !

... Jeune Amérique, ô ma lointaine et vigoureuse Amérique, où se forgent de nouvelles races, rejetons fleuris d'une souche qui sut fatiguer la renommée, je sais bien quel est le cri que vingt républiques à l'audace tumultueuse font entendre en un chœur qui se mêle à la musique des deux Océans.

En ces heures peut-être définitives, tandis que sur la blancheur de la neige s'épand tragiquement un sang qui ne s'est jamais marchandé pour les rédemptions, voici le cri qui résonne : Dieu protège la France (1).

Voici l'autre, tel qu'il fut recueilli par un observateur pénétrant de l'âme anglaise, alors combattant au front des Flandres :

C'était à Amiens. J'avais pris le tramway qui mène de la gare, par le boulevard d'Alsace-Lorraine, jusqu'à la route d'Albert, où je devais attendre quelque camion qui me rapprochât de mon secteur. Le tramway était rempli de soldats australiens qui regagnaient avec moi le front. Ces beaux soldats, venus de l'autre bout du monde pour défendre le sol sacré de la France, riaient et chantaient, avant de mourir peut-être demain. A un arrêt, une jeune femme, vêtue de noir, monta, accompagnée de sa fillette. En voyant cette femme et cet enfant qui, sans doute, portaient le deuil d'un héros de France, les Australiens cessèrent leurs rires ; et je vois encore, je verrai tou-

(1) E. Martinenche, *l'Amérique latine et la guerre, 1918.*

jours le plus joyeux de la bande, soudain devenu grave, se lever, céder sa place à la jeune femme, et lui dire, avec un respect, une admiration, et une pitié d'une émouvante grandeur, ces deux simples mots : « Verdun, madame... (1). »

De cet amour, si profond qu'il se sent capable de défier toutes les jalousies et toutes les haines, la langue française ne peut pas ne pas profiter. Par la guerre, par la victoire, par la vertu éprouvée de notre civilisation, elle reprend son prestige ancien aux yeux du monde, elle est entourée d'un éclat nouveau, elle est remise à l'honneur. Avant le mois d'août 1914, son empire lui était durement contesté (2) ; ses adversaires affirmaient même que loin de progresser, elle était en régression dans le monde. Il est vrai qu'en ces matières, le calcul semble singulièrement difficile ; aussi les statistiques qu'ils nous offraient étaient-elles sujettes à caution ; ils nous disaient, par exemple, que le français, parlé en 1801 par 19,4 pour 100 du monde civilisé, n'était plus parlé en 1901 que dans la proportion de 11,6 pour 100 : ils ne nous disaient pas sur quelles bases ils établissaient ces chiffres. Mais le fait est que la fin du XIXe siècle et le début du XXe ont marqué pour nous un recul assez sensible. Comme langue vivante obligatoire, le français disparaissait en 1903 au Danemark, en 1904 en Suède, de la plupart des programmes d'enseignement secondaire ; il ne se maintenait plus qu'en qualité de seconde langue dans le grand-duché du Luxembourg, et reculait visiblement en Hollande, en Russie, en Espagne : ajoutons que les écoles allemandes se multipliaient en Belgique, — à Anvers, notamment, — et que l'Italie même en accueillait quelques-unes, comme à Milan. Tandis que l'allemand entamait l'Orient et s'implantait dans l'Amérique du Nord, où des manifestations tapageuses comme le voyage du prince Henri de Prusse accusaient ses succès, l'anglais progressait dans toute la partie Sud de l'Amérique du Nord, au Mexique, dans l'Amérique du Sud. L'Allemagne, encore, faisait de son mieux pour gagner l'Argentine et le Chili. Elle échouait au Brésil, malgré la présence d'un demi-million de ses nationaux : mais nous

(1) J. Chevalier, *l'Ame anglaise*, *Revue universitaire*, juin 1920.

(2) *La langue française dans le monde*, Paris, au Siège social de l'Alliance française, 1900 ; F. Baldensperger, *Note sur les moyens d'action intellectuelle de la France à l'étranger*, Paris, 1917.

savons de reste que les échecs ne la rebutent pas, et qu'elle persévère. Dans les vingt républiques diverses que l'on comprend sous le nom d'Amérique latine, le français résistait comme langue de culture : mais partout aussi la germanisation s'étendait. Certes, la France n'abandonnait pas la partie; elle se rendait compte du danger : avec l'aide de ses amis lointains, par des congrès, par la création d'Instituts à l'étranger, elle se défendait; le *Verein für das Deutschtum im Ausland* date de 1881 ; l'*Alliance française*, association nationale pour la propagation de la langue française aux colonies et à l'étranger, date de 1883. Elle luttait donc. Ses initiatives renaissantes, coïncidant avec le réveil du sentiment national, se sont manifestées avec force pendant les années qui ont précédé immédiatement la guerre. Mais elle avait grand'peine à maintenir ses positions, en face de rivaux plus puissants et surtout plus nombreux.

Maintenant, « nous avons mis la France à l'apogée dans l'estime des peuples, » suivant la forte expression de M. Clemenceau, au moment de la ratification du traité de paix. Voilà pourquoi les peuples, d'eux-mêmes, viennent à nous.

II. — LES PERTES PASSAGÈRES ET LES GAINS ASSURÉS

Des points les plus opposés de l'horizon nous arrivent les bonnes nouvelles, toutes ensemble. Du Canada, où la question des langues, qui semblait devoir se régler de plus en plus au profit de l'anglais, est reprise. D'Espagne, où l'enseignement du français dans les Universités va être créé de toutes pièces. A Barcelone, nous écrit un ami de la France, M. Joan Estelrich, « le montant des livres français vendus en 1918 décuple le montant des livres vendus pendant les années d'avant-guerre; » « on lit journellement des milliers d'exemplaires de la presse parisienne; » « toute la population cultivée, tous les employés de commerce, parlent le français; » « l'enseignement du français a une importance presque égale à celui de l'espagnol. » En Luxembourg, d'après le témoignage de M. le professeur Esch, « les journaux qui se publiaient en allemand jusqu'à il y a quelques mois... sont redevenus bilingues; » « des milliers de journaux français se vendent tous les jours; » « on ne voit presque plus de périodiques ni de livres allemands; » certains même, regrettant d'être pris entre deux civilisations, voudraient « entrer assez avant

dans l'intelligence intime de la langue et de la pensée françaises pour prendre une part plus profonde, et non plus vaguement réceptive et assimilatrice, à la vie intellectuelle de la France. »

En Grèce : les écoles françaises qui fonctionnent actuellement sont au nombre de 44, dont 41 confessionnelles et 3 laïques; les écoles de garçons avec 3019 élèves, les écoles de filles avec 3710. La clientèle en est presque partout en augmentation; dans certaines villes, comme à Patras et à Syra, elle a doublé; elle a triplé à Salonique depuis l'annexion de cette ville à la Grèce. En outre, des cours populaires professés dans diverses cités du royaume ont été accueillis partout avec une grande faveur; parfois même, ils ont obtenu un succès dont l'ampleur a embarrassé les organisateurs, qui, faute de locaux et de maîtres suffisants, n'ont pas pu donner satisfaction à toutes les demandes. A Corfou, ville de vingt mille âmes, l'enseignement du français a été donné à un total de 729 élèves. Le gouvernement grec a obtenu du gouvernement français l'envoi d'une mission de professeurs de lettres et de sciences, chargée d'organiser le lycée d'Athènes sur le modèle des lycées de France; et ce lycée réorganisé deviendra à son tour un modèle pour tous les autres. Il a sollicité une deuxième mission, destinée, cette fois, à une École normale, qui deviendra une pépinière de maîtres de français. Il s'est entendu avec un certain nombre d'historiens et de gens de lettres, qui ont accepté de donner en Grèce une série de conférences en français... Qui parle ainsi? Un de nos propagandistes? Point : c'est M. Vénizélos lui-même.

Fût-ce dans les pays que leur position géographique condamne à rester fatalement dans l'orbite de l'Allemagne, comme les pays scandinaves, « l'intérêt pour la France et pour la langue française a beaucoup augmenté au cours de ces dernières années : » d'après M. Nyrop, « l'Alliance française de Copenhague compte plus de 1000 membres, contre 850 en 1914. » L'ennemi même, par un exemple que nous devons retenir, et en dépit des efforts des impérialistes obstinés, ne cesse pas de prêter attention au français. L'École Berlitz a pu constater que « l'enseignement du français a fait chaque jour des progrès, non seulement dans les pays alliés, mais encore dans les pays neutres et même dans les pays ennemis, où les écoles ont été mises sous séquestre. A Hambourg, il y a deux fois plus d'élèves pour le français qu'il n'y en avait au moment de la guerre. Il en

est de même pour Vienne. » Le moins qu'on puisse dire est que partout, voire dans les régions les plus lointaines et les moins accessibles à notre influence directe, les sympathies vagues, ou endormies, ou mourantes, sont devenues précises, actives, vigoureuses; et que toutes favorisent la cause du français.

La guerre nous a fait perdre l'accès de la Russie, momentanément au moins; mais elle nous a gagné le cœur de l'Amérique. D'après un calcul publié au mois de mai 1919 (1), dans les écoles secondaires des États-Unis, 200 000 élèves apprenaient le français, 1 000 l'italien, 150 000 l'espagnol; dans les collèges et les universités, 75 000 étudiants apprenaient le français, 2 000 l'italien, 50 000 l'espagnol; soit en tout, pour le français, 275 000. Encore l'auteur de ce calcul, tout en souhaitant qu'on fît à l'italien une place plus large, espérait-il aussi que le nombre des jeunes Américains apprenant le français s'accroîtrait sans cesse. C'est le résultat d'un mouvement commencé depuis plusieurs années, l'Amérique s'étant aperçu que la science allemande était très différente de la culture dont elle avait besoin; sans doute aurait-il continué de lui-même; mais combien la communion des deux peuples dans l'idéal et dans le sacrifice ne l'a-t-il pas favorisé! Quelles que soient les désillusions inévitables qui naîtront dans la suite, et qui s'expliquent en partie par l'excès d'une admiration d'abord trop flatteuse pour nous, en partie par les conditions défectueuses dans lesquelles beaucoup de soldats américains se sont trouvés pour observer la vraie France, en partie par ce que notre époque troublée porte en elle-même d'exceptionnel et de contradictoire, le résultat est acquis maintenant : les États-Unis ont pris à cœur, pour le dire avec M. le professeur Wigmore, de Chicago, de « remettre à leur vraie place la science et la culture françaises en Amérique. » Enregistrons, parmi les gains les plus sensibles de cette guerre, parmi ceux dont nous apprécions davantage l'honneur, cette volonté d'un grand peuple. Prenons soin, ici encore, de donner la parole aux étrangers plutôt qu'aux Français, suspects en la matière : lut-on jamais plus chaud plaidoyer en faveur de notre langue que celui-ci? Il a été écrit à New-York, en 1918, par M. Mc Dougall Hawkes, président de l'Institut français aux États-Unis :

(1) E. H. Wilkins, *The Bulletin of the New England Modern Language Association.*

Aucun langage ne comporte autant de nuances et de finesses de pensée que le français; en conséquence, aucun n'offre un instrument aussi délicat pour l'éducation de l'esprit. Le français, grâce à sa précision, convient excellemment aux mathématiques, à la chimie, à la physique, à la médecine; tout étudiant en sciences devrait être capable de lire les traités scientifiques en français. La musique française est un des éléments caractéristiques de la vie moderne : personne ne peut entrer dans la pensée des grands compositeurs français sans connaître leur langage. La France est la patrie des beaux-arts : tous les étudiants devraient connaître le français à fond, pour comprendre ces manifestations d'art. Le français n'est pas seulement le langage de la France, mais celui de ses vastes et importantes colonies, qui comprennent plus de cent millions d'hommes; celui d'une grande partie du Canada, de la Belgique, de la Suisse, d'Haïti. Il est, en outre, dans une large mesure, le langage des affaires, de la culture, de la diplomatie, en Russie, en Hollande, en Espagne, en Portugal, en Italie, en Grèce, en Turquie, et dans une partie des Balkans, sans compter les vastes pays de l'Amérique du Sud, où une grande partie des affaires est traitée en français.

Le français est donc une langue universelle, qui doit être familière à quiconque a des relations avec l'étranger. L'intérêt des États-Unis demande que le plus grand nombre possible de citoyens soit capable d'écrire et de parler le français.

Sur une des plus belles provinces de la langue française, la tempête a passé, semant les ruines. Il y avait à Constantinople et dans sa banlieue, avant la guerre, quinze écoles dirigées par nos religieux et onze dirigées par nos religieuses; le lycée français, qui comptait 350 élèves; le lycée de Galata-Seraï, qui, bien qu'établissement impérial ottoman, n'en gardait pas moins le souvenir de son premier caractère, exclusivement français. Sur 65 000 élèves fréquentant en Syrie les écoles européennes et américaines, 40 000 allaient aux écoles françaises; il faut ajouter à ce chiffre 10 000 élèves des écoles indigènes, où le français était la base de l'enseignement. Beyrouth, avec sa faculté de médecine, sa faculté de droit et son école d'ingénieurs, — ces deux dernières créées en 1913 par l'Université de Lyon, — était un centre de rayonnement français pour tout l'Orient. Aussi notre langue n'avait-elle plus de concurrentes : les écoles étrangères étaient obligées de l'enseigner, si elles voulaient attirer des clients ou bien en conserver. C'était un beau domaine, vaste et fertile à souhait, que nos mission-

naires étaient venus défricher avec des moyens matériels dont la modicité étonne, avec un courage et une constance admirables; où d'autres avaient apporté plus tard le concours de leur bonne volonté; si bien qu'à en croire nos rivaux eux-mêmes, la France était devenue en Syrie indiscutablement souveraine; « la Syrie est pénétrée jusqu'aux moelles d'influence française... »

Or, à Constantinople, en Syrie, et d'une façon générale dans tout l'empire ottoman, la guerre a été une entreprise contre notre langue et contre notre culture; la plupart des écoles françaises ont été fermées; les professeurs, quand ils n'avaient pu partir, persécutés, exilés. Les écoles ottomanes se sont installées dans nos locaux, ont pris notre mobilier scolaire, et ont connu pour la première fois la prospérité. On a institué des cours d'allemand : dans certaines villes, Adana, Alep surtout, la langue allemande a même commencé à se répandre. Cependant l'anglais continuait à être enseigné par les Américains, qui n'étaient pas en guerre avec la Turquie, et l'Université américaine de Beyrouth restait ouverte. Double concurrence, celle de nos ennemis et celle de nos amis.

Mais telle était la force de la tradition, telle la vitalité de notre langue, que dès la tempête passée, malgré sa violence et sa durée, malgré les efforts de nos alliés, les écoles françaises se sont rouvertes et les autres se sont vidées. Des journaux français, des revues françaises, sur l'initiative des indigènes, se fondent dans les grandes villes : comme cette *Revue phénicienne*, créée à Beyrouth par un groupe de jeunes gens dont pas un peut-être n'a mis le pied en France. Les librairies contiennent 80 pour 100 de livres français contre 10 p. 100 de livres arabes et 10 pour 100 de livres anglais. Le renouveau de l'hébreu dans les milieux sionistes de Palestine, la propagande en faveur de l'arabe dans les milieux pro-chérifiens, ne menacent pas sérieusement notre langue : il est même curieux de voir nos adversaires se servir du français pour argumenter contre nous. Il y a plus : malgré des interventions allemandes réitérées, la section française du lycée de Galata Seraï a fonctionné pendant toute la guerre. En 1917, une cérémonie célébrée pour le cinquantenaire de la fondation fut une fête française ; le programme comprenait des numéros en français qui furent spécialement applaudis ; le Comité Union et Progrès n'osa rien faire

pour entraver la manifestation : car la présidence de la fête avait été offerte au prince héritier. Aussi, après la signature de l'armistice, le représentant de la France fut-il reçu au lycée ottoman avec le plus grand respect, et le ministre de l'instruction publique s'est-il rallié à l'organisation de l'enseignement dans un sens français.

Cela ne veut pas dire que toutes les ruines soient si aisément relevées. Restent les réparations légitimes des dommages matériels, la situation politique encore incertaine, et surtout, les vides à combler dans nos propres rangs. La guerre a fait parmi les Français trop de ravages pour qu'ils puissent aussitôt remplacer les morts; ces pertes se sont ajoutées aux difficultés qui menaçaient déjà le recrutement de nos missionnaires; dans cet Orient qui demande de si nombreux moissonneurs, l'enseignement de notre langue en souffrira. Mais dans ce bilan que nous dressons, constatons encore que, même où les pertes auraient pu nous être particulièrement sensibles, elles sont restées moins grandes que nous ne craignions. Le Congrès français de la Syrie, tenu à Marseille dès le mois de janvier 1919, et où le gouvernement, les différents ordres religieux, l'Alliance israélite, la Mission laïque, l'Alliance française, se trouvaient représentés côte à côte dans la section de l'enseignement, a été une manifestation heureuse, courageuse, féconde, à la fois de notre union plus étroite, et de nos activités reprises. Est-il besoin d'ajouter que les récents événements qui se sont produits en Syrie, et les succès de nos armes, ne seront pas inutiles à la diffusion de notre langue, et achèveront de sanctionner nos droits?

En Égypte, la question est plus délicate sans doute, puisqu'elle prend un caractère politique. Contentons-nous de constater que « le moment est particulièrement favorable à la renaissance et au développement de nos institutions d'enseignement (1). » Nos écoles sont non seulement pleines, mais trop petites. Le lycée du Caire, qui compte 450 élèves, doit doubler ses locaux. Le nombre des élèves du lycée d'Alexandrie a passé, par une progression continue d'année en année, de 360 élèves (1913-1914) à 723 (1918-1919). Les candidats au baccalauréat français ont décuplé en cinq ans.

(1) R. Maunier, *Note sur les Écoles françaises de la Haute-Égypte, Revue internationale de l'Enseignement*, juillet 1920.

Ainsi les nouvelles qui nous arrivent au lendemain de la tourmente nous assurent qu'à côté de pertes heureusement inférieures à nos craintes, nos gains sont certains et étendus. Pour les dénombrer avec exactitude, il faudra du temps encore, des années peut-être; il faudra qu'une période plus tranquille succède aux troubles qui nous agitent après le grand cataclysme. Et qui mesurera jamais l'effet des sympathies secrètes? elles travaillent dans l'ombre et obtiennent des résultats efficaces, mais qui échappent aux dénombrements. Par exemple : ces « cercles français » qui ont surgi un peu partout en Suisse depuis 1917, pour l'étude approfondie de la langue et de la littérature françaises ; celui de la Société des commerçants, celui des Postes, celui de l'Université et du Polytechnicum à Zurich : qui traduira leur effort et leurs conquêtes par des chiffres? — Au moins voyons-nous avec certitude se dessiner le courant favorable, et pouvons-nous saisir dès maintenant quelques précisions.

III. — LA PLACE DU FRANÇAIS DANS LA CULTURE HUMAINE

Les pays qui nous aiment et qui nous estiment, en effet, veulent désormais un enseignement du français qui soit organisé. Ils veulent commencer par le commencement, qui est l'école; ils veulent des institutions régulières et stables, capables de transformer en habitudes les engouements passagers. Plus de caprice ni d'aventure. Sinon pour le peuple, au moins pour ceux qui recevront la formation secondaire et supérieure, la possibilité d'apprendre le français avec des garanties pour ainsi dire officielles : voilà le fait que la guerre établit ou sanctionne. Jamais, même aux plus beaux jours, un aussi grand nombre de professeurs de langue, de littérature, de civilisation françaises (les trois termes étant d'ailleurs inséparables) ne nous a été demandé. On a commencé dès la signature de l'armistice : souvent même, des membres des délégations à la Conférence de la paix ont été chargés des négociations intellectuelles, à côté des négociations diplomatiques; et cette demande, pour nous si flatteuse, n'a pas diminué depuis lors. On nous invite à participer, dans une mesure plus large, à la culture humaine.

Un lycée français s'est ouvert à Madrid ; un autre s'ouvre à Rome, paré du nom et des souvenirs de Chateaubriand; deux

autres vont s'ouvrir à Londres, pour les garçons et pour les filles : tous dans des locaux et avec des professeurs dignes de nous. On a projeté, — souhaitons que le projet se réalise, — la création d'un lycée français à Bruxelles, où le collège allemand ne rouvrira plus ses portes. Les fils des Français établis à Mayence poursuivent leurs études dans un lycée français. Un Athénée français donne à Tokio l'enseignement de notre langue ; une mission lyonnaise, qui revient du Japon, et qui s'est rendu compte de l'immensité de la tâche à accomplir dans ce pays, propose de fonder une Maison française à côté de l'Athénée. Tandis que le collège de Lisbonne s'agrandit, l'école française de Saint-Bovid, créée par l'archevêque d'Upsal, prospère. Grâce au très grand amour qu'on veut bien nous porter là-bas, nous allons transformer notre lycée de Rio de Janeiro pour le perfectionner et l'agrandir ; peut-être pourrons-nous en fonder un à Saint-Paul et un autre à Porto Alegre. On songe à des sessions du baccalauréat pour Constantinople aussi bien que pour le Brésil.

Partout on nous appelle comme des hôtes désirés. Ce sont des créations de la guerre, que la chaire de langue et littérature françaises à Dublin, que la chaire « du maréchal Foch » à Oxford. Un professeur français fait ses cours à l'Université de Prague, avec plusieurs assistants ; et la Tchéco-Slovaquie a voulu, en même temps qu'eux, des lecteurs pour ses lycées, des professeurs privés pour ses familles. Une manière de faculté de droit française fonctionne à Téhéran ; nous sommes en pourparlers avec le gouvernement perse pour l'envoi de plusieurs autres professeurs, dont un de philosophie et un autre de français. Au Caire, l'École anglaise de droit, — pour ne point parler de notre École française, — est obligée de solliciter les services d'un professeur français. On connaît le grand rôle des Universités aux États-Unis. Dans ce pays d'intense activité industrielle et commerciale, où tant d'éléments divers sont encore juxtaposés plutôt que fondus, elles ne représentent pas seulement la haute culture scientifique, mais encore l'unité intellectuelle et morale en formation. Elles sont comme des personnes vivantes, spécialement chargées d'instituer une tradition ; chacune a sa physionomie propre, toutes concourent à l'élaboration de la conscience nationale. Et toutes veulent avoir, l'une après l'autre, des chaires de civilisation française. On avait commencé, plusieurs années avant la guerre, par de rapides passages qui

n'étaient guère que des visites ; on a continué par des missions annuelles, enfin sont venues les fondations définitives. La bonne volonté des Américains, et l'effort de nos grands universitaires, comme Joseph Bédier et Gustave Lanson, ont réalisé cette noble union de la pensée. Demain encore, une des plus belles et des plus illustres maisons, celle de Yale, ouvrira ses portes à un professeur français.

Quelquefois, ce sont des échanges que les pays étrangers veulent établir avec nous : tant mieux, puisque nous nous enrichissons ainsi en même temps que nous donnons, et puisque les échanges nous permettent de rester plus fidèles à notre esprit, lequel veut que nous servions d'intermédiaires, et ne prétendions nulle part nous imposer. Multiplions-les donc, pour l'intérêt universel ! D'après un accord tout récemment conclu avec l'Angleterre, des établissements scolaires, de l'un et de l'autre côté du détroit, se sont associés chacun à chacun ; des groupes d'élèves passent ainsi du lycée Condorcet au Merchant Taylor's School, du lycée de Tours au Whitgift Grammar School, du lycée de jeunes filles de Poitiers à la Municipal School d'Ipswich ; et réciproquement. L'Italie, qui avait si favorablement accueilli déjà nos Instituts de Florence, de Milan, de Naples, est sur le point de recevoir un professeur français à l'Université de Rome, tandis qu'elle enverra un de ses maîtres au Collège de France ; en pleine guerre a été définitivement passée une convention qui instituait des échanges entre professeurs de l'enseignement secondaire italien et français. Une Conférence interuniversitaire franco-suisse, tenue à Genève en septembre-octobre 1919, a réglé les équivalences pour les étudiants : résultat dont nous avons tout lieu de nous réjouir, si nous nous rappelons la puissante emprise de l'Allemagne sur l'enseignement helvétique : au point que les professeurs suisses se sentaient menacés jusque chez eux, et devaient se liguer pour se défendre contre une invasion sans cesse grandissante. Grâce à l'activité de nos hispanisants, des accords universitaires ont été conclus et resserrés avec l'Espagne, à Paris en 1919, à l'Institut français de Madrid en 1920. Aucune nation n'entre plus résolument dans la voie des échanges, ici encore, que les États-Unis, mettant à la disposition de nos étudiants et de nos étudiantes un nombre de bourses presque incroyable. L'*Association of Colleges* n'a pas appelé, cette année même, moins de

cent onze boursières, choisies sur notre présentation par trois de ses déléguées, et conduites par l'une d'elles en Amérique. Encore faut-il ajouter les bourses offertes par la fondation Carnegie, d'autres encore offertes par diverses Universités. Cependant, des boursières américaines fréquentent nos Universités, Sèvres, l'École normale de Saint-Germain-en-Laye, nos collèges de jeunes filles. Dans le même esprit de réciprocité vient de se fonder à Paris l'Institut d'études slaves; on voit assez les perspectives immenses qui s'ouvrent à lui, et l'importance de sa mission.

Quelquefois aussi, il s'agit d'un don total et sans demande de retour. La Serbie nous appelle instamment. La Roumanie ne désire pas seulement que la langue française reste chez elle privilégiée, ainsi qu'elle l'est déjà : elle veut en faire la langue même de sa culture. Elle estime qu'ayant pris pour base de son enseignement depuis trente ans le latin, le latin l'a déçue; et qu'elle a intérêt à le remplacer par le français. Le fait est capital dans l'histoire de notre influence. On passe ici volontairement, délibérément, après réflexion, après expérience, au choix du français comme instrument de la formation intellectuelle de tout un peuple, comme véhicule de la civilisation moderne. La Roumanie, dès lors, veut des professeurs français pour sa capitale et pour ses grandes villes; elle en veut dans ses universités, dans ses lycées, dans ses gymnases, dans ses écoles normales, techniques, primaires. Trente professeurs déjà, officiellement choisis, sont partis pour répondre à ce vœu : touchante expédition pacifique, dont je ne connais pas l'égale; « mission » qui honore à la fois le pays d'où elle vient et le pays où elle va; union des esprits et des cœurs, après l'union pour la victoire! — Émouvant aussi, à sa façon, est l'appel de l'Esthonie, qui veut nous envoyer des élèves et nous demande des maîtres, et même des maîtresses d'école maternelle, « considérant l'intérêt qu'il y a, dit-elle, à ne pas laisser retomber les futurs étudiants sous l'influence morale de l'Allemagne... »

Mais de tous les effets produits ou achevés par la guerre en ce sens, un des plus curieux en vérité est l'élan qui pousse la Chine vers nous. Ils sont dès maintenant huit cents, les jeunes Chinois qui ont voulu apprendre le français en France : bientôt ils se compteront par milliers. Car avec une ardeur qui tient de la foi, malgré tous les obstacles des temps difficiles et du loin-

tain voyage, ils arrivent. On n'en voyait guère dans nos universités françaises avant 1914 ; ils allaient demander leurs diplômes étrangers aux Japonais, aux Américains, aux Anglais ; aussi bien l'anglais était-il, à peu près uniquement, la langue qui leur permettait d'entrer en communication avec le reste du monde. Et voici qu'en France, à leur appel, deux centres d'études se sont ouverts pour eux : l'un à Lyon, l'autre à Paris ; deux Universités franco-chinoises, où ils peuvent tout à la fois continuer leur formation littéraire nationale (condition essentielle à leur point de vue) et s'initier à notre langue. Une mission française part pour la Chine : puisse-t-elle organiser bientôt l'ex-école allemande de Shanghaï, dont le traité de Versailles nous a remis la propriété conjointement avec les Chinois, et que nous n'avons pas réussi encore à ouvrir ! puisse-t-elle favoriser, avec toutes les forces de la France qu'elle représente, le mouvement spontané qui amène l'Orient vers nous !

IV. — L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

A cette demande, non seulement plus ample, mais devenue régulière et stable, répond de notre part un plus juste sens des réalités, et un plus vigoureux effort d'organisation.

Même au moment des batailles, quand la plupart de nos activités étaient paralysées, nous avons pu exercer à quelque degré notre influence. Qui croirait que nos travailleurs coloniaux, chargés d'accomplir à l'arrière leur tâche ingrate et rude, eussent eu le temps d'écouter, écoliers tardifs, nos leçons de français ? L'affaire n'était pas aisée ; ces cerveaux à peine dégrossis recevaient difficilement les empreintes ; on manquait de maîtres appropriés. Pourtant nous avons réussi à improviser, au moins pour une partie d'entre eux, un enseignement ; et semblable à la plupart de nos improvisations, celle-ci ne fut point si mauvaise. D'après une enquête faite en mars 1918 par la Mission laïque, et portant sur 36 000 travailleurs indo-chinois, plus de huit cents avaient appris à lire et à écrire, et plus de quatre mille parlaient le français. Des cours faits à Paris pour les Kabyles ont aussi donné des résultats. Autant de bon grain semé pour l'avenir, dans ce présent orageux.

Nous avons accueilli les jeunes Serbes avec le respect que méritait leur malheur. Tous et toutes ont vécu de notre vie sco-

laire, pendant plusieurs années; il en est même qui ont suffisamment profité de notre culture pour passer avec aisance l'examen du baccalauréat. Leur exemple a fait réfléchir; on s'est demandé pourquoi nos écoles, qui s'étaient ainsi ouvertes aux exilés, resteraient fermées aux étrangers. Le français appris en jouant, dans les cours de récréation, resterait plus profondément dans les mémoires; les amitiés françaises scellées dès la prime jeunesse seraient à l'épreuve du temps. En pleine guerre, on décida de créer une section norvégienne au lycée de Rouen, une section suédoise au lycée de Caen; le lycée de Lyon abrita des Syriens dès l'armistice.

Nous nous les rappelons bien, ces officiers en kaki qui sont redevenus étudiants; nous savons tous comment les Américains, après les combats et avant le retour, ont voulu mettre à profit leur loisir imprévu pour apprendre le français et pour apprendre la France. Parlaient-ils tous avec éloquence, au bout de ces quelques semaines? Assurément non; et ce fut quelquefois leur faute : car il en est qui prirent résolument la route des flâneries, lorsqu'ils apprirent qu'il n'y avait pas d'obligation, et qu'on ne les mettrait pas aux arrêts s'ils disparaissaient aux heures des cours. Mais il en est aussi qui emportèrent un solide bagage de connaissances. Telle faculté, à laquelle quatre cents étudiants furent assignés, put se vanter de n'en avoir laissé partir aucun qui ne comprît notre langue, et ne la parlât sans trop de peine; beaucoup s'exprimaient aisément; le discours d'adieu prononcé par l'un d'entre eux était parfait. Leurs remerciements furent pratiques : dans chacune des universités par eux fréquentées, ils laissèrent une bourse d'études, quelquefois deux, pour permettre à leurs camarades français de venir en Amérique. Ils furent quelquefois touchants, — comme celui-ci, écrit dans un français que personne n'accusera de manquer de sincérité :

Il a été voté de prier le secrétaire d'envoyer aux Universités de France et d'Angleterre l'expression de l'appréciation de l'Université de Yale des témoignages de faveur et de courtoisie accordés aux étudiants de Yale, parmi les dix mille membres de l'armée qui ont été admis à jouir de ces institutions; et de leur assurer que la corporation juge que leur action pour la cause publique jouera un grand rôle dans le perfectionnement des relations amicales permanentes entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France...

A plus forte raison prenons-nous, maintenant que nous avons retrouvé la libre disposition de nos forces, les mesures nécessaires pour répondre au grand honneur qu'on nous fait en nous choisissant pour maîtres. Nous avons compris qu'il ne s'agissait pas seulement d'affirmer notre bonne volonté, mais de la rendre efficace; qu'il n'est point de clientèle si bien disposée qui se contente de sourires engageants, sans profits. Nous nous sommes mis à l'œuvre, de notre mieux. De 1914 à 1919, l'Alliance française n'avait jamais cessé ses cours, bien qu'elle fût occupée par ailleurs du soin de la propagande : à présent, elle les a réorganisés. Nos universités comptaient 1 885 étudiants étrangers en 1915, 1 943 en 1916, 2 399 en 1917, 3 238 en 1918 : à présent, elles offrent des cours nouveaux, refondent leurs programmes, assurent leur recrutement par les méthodes les plus modernes. Cette vaillante Université de Grenoble, qui la première a su attirer et garder les étudiants étrangers désireux d'apprendre le français, — un seul en 1897, 1511 en 1913, — les voit de nouveau arriver de tous les points du monde. Cette glorieuse Université de Strasbourg, que la violence nous avait ravie, travaille maintenant avec ses sœurs pour le bon renom de la France; elle vient de présenter aux étrangers, pour la saison prochaine, un plan d'études supérieur à tous ceux que les Universités allemandes ont jamais pu leur offrir. Mais je devrais les citer toutes. Il faut qu'il disparaisse, le type de l'étudiant étranger que tels Français d'autrefois, casaniers et peu soucieux d'être dérangés dans leurs habitudes, considéraient sans indulgence, pour cette première et très simple raison, que d'abord, il ne savait pas le français. Il attrapait, s'il le pouvait, quelques bribes de cours; il se hasardait dans les régions périlleuses de nos bibliothèques, bien défendues par leurs gardiens contre ceux qui voulaient lire; et après avoir subi les dédains des garçons de salle, il quittait pour toujours ces lieux inhospitaliers. C'était décidément dans les cafés du quartier latin qu'il poursuivait son apprentissage du français. Nous voulons qu'il n'en soit plus ainsi. Nous savons ce dont il a besoin; nous savons que, l'homme ne vivant pas exclusivement de science, il faut aider l'étudiant dans les difficultés matérielles d'une vie toute nouvelle pour lui, et où il risque de s'égarer à chaque pas. La science elle-même, il faut la lui doser. Une organisation nouvelle des cours qui lui sont réservés, et notamment la division en semestres, chère aux habitudes étrangères;

des diplômes mieux adaptés tant à ses capacités qu'à ses besoins; des guides pratiques, qui lui permettent de se retrouver dans le labyrinthe de nos institutions scolaires; des bureaux de renseignements, des listes de pensions et de logements, des comités qui l'accueillent et qui le dirigent : autant de mesures heureuses, récemment prises, que nous ne devons pas considérer comme suffisantes, qu'il est indispensable d'étendre, et qui sont parmi les conditions nécessaires de notre expansion.

Et nous voulons coordonner notre effort. Bien nous avait pris, avant la guerre, de fonder une institution comme l'*Office national des Universités et écoles françaises*, chargé de choisir parmi le personnel enseignant, et de n'envoyer au dehors que des échantillons de marque. Sans doute il n'est pas sûr d'atteindre, avec chaque individu, la perfection idéale : au moins l'étranger qui s'adresse à lui est-il sûr de recevoir, pour ses écoles, des maîtres rompus aux disciplines françaises : quelquefois l'élite de notre jeunesse. La guerre a augmenté son importance, précisément parce qu'il représente l'organisation et l'ordre; sous l'impulsion de son très actif directeur, M. Petit-Dutaillis, il s'accroît sans cesse : il a maintenant un bureau à Londres et un autre à New-York. Il en va de même du *Groupement des Universités et grandes écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine*, qui administre à part une des plus riches provinces de cet immense empire. — Comme ils devaient se sentir isolés, perdus, et quelquefois découragés, les maîtres de français épars dans tout l'Univers! Pour eux est née, depuis un an, une revue qui ne veut pas être autre chose qu' « un guide pour l'explication des choses de France, » et qui s'appelle d'un beau nom, *la Civilisation française*. Elle les tient au courant de ce qu'on pense, de ce qu'on croit chez nous; elle leur fournit des solutions possibles aux problèmes que l'étranger leur posera. Elle les dirige et elle les inspire. Elle resserre le lien qui les attache à la mère-patrie. — Mais ces maîtres, d'où sortent-ils? Quelle formation ont-ils reçue? A côté de ceux qui présentent des titres authentiques, n'en est-il point qui sont de simples aventuriers? Justement, la question des « professeurs forains, » qui préoccupait les bons esprits, est une de celles qu'une organisation nouvelle va permettre de résoudre. Une école faite expressément pour leur usage s'ouvrira dès la rentrée prochaine à la Faculté des lettres de l'Université de Paris.

En sortiront avec la bonne estampille ceux-là seuls, qui auront donné, après des cours réguliers et un concours difficile, la preuve de leur capacité. Particularité curieuse, et heureuse : on n'y montrera pas exclusivement la bonne façon d'enseigner l'orthographe ou la grammaire, ou le style, ou la littérature : on donnera, sur les pays mêmes où chacun sera appelé à professer, les notions nécessaires pour éviter les froissements, les heurts, et les malentendus d'où naissent quelquefois, le plus sottement du monde, les pires inimitiés.

Signe des temps, heureux signe des temps : ce grand effort d'organisation, même les puissances officielles le favorisent et le dirigent. L'Instruction publique s'occupait mal volontiers, jadis, des choses de l'étranger; elle ne voulait instruire que chez elle; elle aimait garder ses nourrissons, surtout les meilleurs, étroitement groupés; elle avait peur des expéditions lointaines, qui lui semblaient toujours de périlleuses aventures. Maintenant, elle change son point de vue; elle comprend qu'il faut profiter d'un moment unique. Jamais ministre n'a travaillé davantage à répandre l'influence française hors de France; jamais ministre ne montra, dans ce sens, volonté plus opportune et plus efficace.

On sait qu'entre autres initiatives, il veut assurer aux fils des Français qui résidaient à l'étranger, et qui sont morts au champ d'honneur, la possibilité de recevoir la culture nationale, soit en les appelant vers la mère patrie pendant la durée de leurs études, soit en fondant dans les diverses capitales des cours plus spécialement destinés à leur usage : idée équitable et belle, qui allie à notre expansion intellectuelle le souci d'honorer nos morts, en rattachant leurs fils à une tradition sacrée. Les Affaires étrangères considéraient, naguère encore, que la diffusion de notre langue n'était pas de leur compétence : par une plus juste intelligence des choses, elles ont créé un service des œuvres françaises à l'étranger. Tant il est vrai que se manifeste partout, dans notre France avertie par la plus rude et la plus salutaire des leçons, la conscience des nécessités que nous imposent non seulement nos intérêts, mais notre honneur.

V. — LA VITALITÉ DU FRANÇAIS ET DE LA FRANCE

On le voit : si le français n'a pas été considéré comme la seule langue diplomatique valable pour la rédaction du traité

qui termine la grande guerre; s'il n'est pas sûr de résonner seul sous les voûtes du futur palais de la Société des Nations, au moins possède-t-il une force supérieure à toutes les volontés officielles : le renouveau de l'amour qu'on lui porte. L'époque actuelle marque pour lui un épanouissement; les années qui suivront porteront à sa plénitude ce renouveau. Il restera chargé de tous les souvenirs, de toutes les gloires de la guerre. Le choix qu'on a fait de lui comme langue éducatrice de tout un peuple est sans précédent dans l'histoire de son expansion; les États-Unis l'appellent, le Nouveau monde s'ouvre à lui. Ainsi nous pouvons envisager l'avenir avec confiance; mais à une condition.

A la condition de redoubler notre effort. Les difficultés des jours présents, que nous nous figurions devoir être si paisibles et si beaux, au moment où leur espoir nous soutenait dans la lutte, nous offrent au moins l'avantage de nous montrer quelle doit être la mentalité du vainqueur. Il faut que le vainqueur ne se relâche point; qu'il garde la conscience de ses propres défauts, qui lui ont rendu la bataille si longue et si difficile; la connaissance des qualités de l'ennemi, dont l'activité est retardée, mais non pas arrêtée; la crainte de la vanité, mère des faiblesses; et la conviction profonde qu'il doit s'aider lui-même, s'il veut continuer à être aidé des dieux. Se contenter des gloires passées, enregistrer les gains sans rien faire pour qu'ils deviennent définitifs, parler légèrement des pertes en les déclarant inévitables, compter sur les autres en se leurrant soi-même, c'est préparer les défaites de l'avenir.

Déjà nous travaillons. Si quelques-uns nous reprochent ce qu'ils appellent notre paresse, ce sont d'étranges gens, qui veulent tromper, ou qui se trompent. Ils la confondent peut-être avec certains troubles inévitables, venus de notre fatigue ou de notre épuisement. L'épuisement passager, qui s'explique par tout le sang que nous avons perdu, est autre chose que la paresse; et ils ont tort. Je voudrais qu'on me citât l'exemple d'un seul pays qui, éprouvé comme le nôtre, reprit aussi vite ses plus hautes activités. Nous travaillons au milieu de nos ruines. Mais nous devons travailler plus encore; au moins autant que nos concurrents; davantage, puisqu'ayant été moins rudement frappés, il leur est plus facile de se reprendre. Chaque nation a le droit de prétendre pour sa langue à toutes les conquêtes : quoi de plus naturel et de plus légitime? L'Italie cherche à établir,

dans le monde entier, des ramifications de son *Institut pour la propagation de la culture italienne :* elle a raison. L'Angleterre ne se contente pas d'avoir la langue numériquement la plus répandue; le succès qu'elle vient d'obtenir l'incite à de nouveaux efforts; elle trouve notre exemple bon à suivre; elle veut attirer dans ses Universités, jusqu'ici très fermées, non seulement les étudiants des colonies, mais les Américains, mais les Slaves, mais tous ceux qui voudront bien y venir; elle crée des Instituts à l'étranger, plus richement dotés que les nôtres, pour lui servir de consulats, intellectuels. C'est fort bien fait de sa part. Nous ne pouvons lutter avec cette concurrente qu'en travaillant à garder les qualités supérieures de notre langue, qu'en travaillant à développer nos moyens d'expansion. Il s'agit du jeu loyal, du beau jeu où le meilleur l'emporte.

Quel immense champ d'activité reste ouvert devant nous, à peine exploré! que de progrès à réaliser, immédiats, faciles! L'Alliance française, à qui l'Allemagne faisait l'honneur de la compter parmi ses ennemies les plus directes, avait avant la guerre plus de cinquante mille adhérents. C'est beaucoup, si on songe à l'effort qu'elle a dû accomplir pour atteindre ce chiffre, étant partie de rien, sans autre attrait que celui de l'idée désintéressée, sans l'aide d'aucun groupement, au-dessus de tous les partis. C'est trop peu, pour l'effort que demande l'heure présente. N'y aurait-il vraiment que cinquante mille personnes s'intéressant à la cause du français, et capables d'envoyer chaque année leur obole pour contribuer au rayonnement de notre influence? De même, et à plus forte raison, pour les autres groupements moins nombreux. — Nous possédons un empire colonial immense; avons-nous fait jusqu'ici tout notre devoir pour y répandre notre langue? Avons-nous eu un plan suivi, des directions sûres; et devons-nous nous tenir pour satisfaits des résultats obtenus? Une des premières tâches que la paix nous permettra d'accomplir, n'est-elle pas de nous attacher davantage, par ce lien, une clientèle qui nous est acquise? Car il n'importe pas seulement d'agir, il faut agir vite. L'usage n'est pas, entre concurrents, qu'on s'attende; nous savons combien il en coûte de laisser les autres tirer les premiers. Le monde fait en nous un acte de foi : à nous, à nous seuls de le justifier. C'est une grande responsabilité que celle d'agréer l'amour d'autrui, et il vaudrait mieux ne pas l'accepter que de

se montrer, dans la suite, incapables d'y répondre. Ceux qui nous aiment nous reprocheraient alors non seulement ce qu'ils n'ont pas obtenu, mais ce qu'ils nous ont donné. Voilà pourquoi l'appel des peuples vers la France doit fortifier en nous la conscience d'un grand devoir.

Seulement, tout se tient; et l'expansion de la langue française dépend de la vitalité de la France. Il y a ici une question de nombre, qui ne veut pas être considérée seule, mais qui ne veut pas non plus être négligée. Le jour où les métèques peupleraient la cité, et où ceux qui font voile vers les pays lointains diminueraient jusqu'à disparaître, le français garderait sans doute une place dans le monde, mais comme la relique d'un grand mort. La dépopulation, signalée dès avant la guerre comme le mal d'où naissaient tous nos autres maux, aggravée par tant et tant de pertes, n'affecte guère moins notre prospérité intellectuelle que notre prospérité économique : elle menace notre action, parce qu'elle menace notre être même.

Or, même devant ce danger évident, nous gardons entière notre confiance. La guerre n'a pas seulement prouvé au monde que nous étions dignes de vivre; elle nous a rendu à nous-mêmes notre volonté. C'est là le meilleur de nos gains, celui qui nous permet d'envisager l'avenir avec sécurité. Nous vivrons, parce que nous voulons vivre, et que nous aurons désormais, avec la clairvoyance, l'énergie nécessaire pour en assurer les moyens. Déjà nous avons commencé à le faire : n'est-ce pas dans la reconstitution de la famille que les jeunes Français de France, comme instinctivement, cherchent le salut de la patrie en même temps que l'équilibre de la société? L'expansion de la langue française dépend de la vitalité de la France, et c'est pour cela qu'elle est assurée.

PAUL HAZARD.

POÉSIES[1]

CROQUIS VENDÉENS

LA ROUTE DE TRIAIZE

Cette route que je veux dire,
Qui va de la mer à Luçon,
Aussi loin qu'on peut voir, s'étire
Sans un arbre, sans un buisson.
Elle file, tourne, biaise,
Presque nue et vide à peu près;
Qui ne connaît dans le Marais
La vieille route de Triaize?

Apre et d'un pâle coloris,
La campagne alentour étale
Sa perspective horizontale
Sous un immense voile gris.
Parfois, un peu de soleil nargue
La sombre épaisseur de ce dais :
Supposez un jour de Camargue,
Sur un paysage hollandais.

(1) *Copyright by* Régis de Brem, 1919.

Certes, cette étrange nature
Déconcerte un peu les regards.
Des genêts, pour toute culture;
Pour toute maison, des hangars.
On devine, aux troncs qui les longent,
L'entrelacement des canaux.
Au-dessus, les vols de vanneaux,
Interminablement, s'allongent.

Les barrières, aux longs verrous,
D'un double trait coupent la brousse;
A peine, dans cette herbe rousse,
Distingue-t-on les troupeaux roux.
Ils errent, beuglant aux étables,
Pleins d'ennui, les fanons traînants...
— Il est des lieux moins lamentables :
Je n'en sais pas de plus prenants.

L'hiver, dans la lande noyée,
Quand les larges fossés sont pleins,
Les barques, voile déployée,
Vont porter les sacs aux moulins;
Elles semblent surgir du chaume
Et les gens qui rentrent au soir,
S'ils les rencontrent, pensent voir
S'avancer le vaisseau-fantôme.

Puis, l'eau découvre les bouquets
Que font la mauve et la moutarde;
L'air tiédit; la dernière outarde,
Un matin, quitte ses piquets;
Sur la route, une fièvre règne;
L'on voit sortir les javeleurs;
Tout sourit; le marais s'imprègne
De l'odeur des fèves en fleurs.

Un étourneau boit dans l'ornière;
Les poulains, au bord des fossés,
Dressés, le vent dans la crinière,
Hennissent lorsque vous passez.

Cabriolets et carrioles
S'en vont vers les marchés prochains;
Les chapeaux noirs des maraîchins
Glissent, au mouvement des yoles.

Après quoi, la triste saison
Répand sa teinte vespérale;
Le clocher de la cathédrale
Se renfonce dans l'horizon,
Et bientôt se ferme la voûte
D'où tombent les vols hésitants,
L'eau, le silence et — goutte à goutte —
Le long suintement du temps...

LA « GRÉGOIRIÈRE »

Aux confins du raz et de la presqu'île,
Dans le ciel fuyant, la ferme défile
Ses murs bas et blancs;
Tout autour, s'étend le damier tranquille
Des marais salants.

C'est ici la fin de la terre ferme;
L'horizon se tend que le soleil ferme
De son pâle sceau...
L'on cherche de loin si c'est une ferme
Ou bien un vaisseau.

Qui peut habiter ce morne royaume?
Aucune étincelle au-dessus du chaume,
Sous le seuil, nul rais;
L'hôte n'est-il pas un sorcier, un gnôme,
Ou Gilles de Retz?

Pourtant, lorsqu'on passe, à travers la brèche,
On voit dans la cour du linge qui sèche,
Un soc, un vieux break;
Et, près du pailler, monte l'odeur fraîche
D'un tas de varech.

Dans les trous sableux qui vont sur Saint-Gille,
Une vigne tord sa vrille fragile ;
Sur le champ voisin,
Un millet chétif dispute l'argile
A du sarrazin.

Le soir, on distingue un murmure étrange :
Un bœuf à l'étable, un van dans la grange,
Des abois — et puis
Le volet qu'on met, la herse qu'on range
Et le cri du puits.

Mais l'on cherche en vain, au pas de la porte,
Un enfant qui joue, un valet qui sorte
Ou le long profil
Mince et défendant du vent qui l'emporte
La coiffe de fil.

La maison se meurt contre sa barrière ;
L'on m'a dit son nom : la Grégoirière, —
Le nom reste bien,
Mais de ce Grégoire et de sa carrière
L'on ne sait plus rien !...

Son œuvre est muette, ainsi qu'une aïeule ;
L'âme du logis pleurant sur l'éteule
Un ancien tourment,
Erre, au long des jours, désolée et seule,
Éternellement.

Rien n'est plus vivant, dans ce cadre vide,
Que la fleur de dune et le vent humide
Ou les goëlands,
Liant au ciel bas la plaine liquide
Des marais salants.

DIMANCHE

Les sillons désertés où rien ne s'intercale
Dans l'uniformité de leur repli lointain,
Ont revêtu déjà l'âme dominicale
Sous le jeune matin.

Nul ne doit aujourd'hui fouler leur robe grise,
Le coutre, au bord du champ, gît auprès de l'outil,
Sur l'herbe de l'enclos, le temps s'immobilise,
La paix du Créateur baigne l'humble courtil.

A l'aube, les six bœufs, sortis un peu plus vite,
Sont, en file indécise, allés boire au marais;
Peut-être sentent-ils ce jour qui leur évite
La rudesse des traits.

Les filles ont donné la graine et rempli l'auge,
Au grouillement de la couvée et des troupeaux,
Puis, ayant arrosé les soucis et la sauge,
Ont rendu le logis à son large repos.

C'est le sommeil de toute chose, — hors la semence.
Heure étrange : on dirait que l'antique Merlin
A figé la batteuse et cloue au ciel immense
Les bras morts du moulin!

***

Et tout à coup, voici qu'éparpillant leurs gammes,
Les clochers d'alentour ébranlés à la fois,
Sur la douce nature et sur les douces âmes,
Versent l'ample réveil et l'appel de leurs voix.

Les chrétiens accourus à cette rumeur d'anges,
Un par un, se hâtant, les nomment en chemin :
Saint-Martin des Noyers et Saint-Vincent Sterlanges,
Saint-Mars et Saint-Germain.

Partout, les groupes noirs piquent le paysage,
On dirait les tronçons d'une procession,
Et les épis frôlés s'inclinent au passage
Comme pour se mêler à l'adoration.

Déjà l'église est pleine et l'oraison s'installe;
Le vitrail fait danser des rayons violets
Et l'on entend tinter au chêne de la stalle
Le buis des chapelets.

Dans l'unanime amour le rite se déroule.
Le Verbe se fait chair ; au rythme du saint lieu,
Les coiffes s'ébattant d'un mouvement de houle
Oscillent, blanche mer, sous le souffle de Dieu.

***

On sort, on se salue et chacun se retire
Par le sentier bordé de cormiers et d'ajoncs,
On retrouve au logis le vieux chien qui s'étire
Au milieu des pigeons.

L'après-midi se passe en liesses rurales :
Les hommes, décrochant les fusils bosselés,
Battent les champs de choux d'où s'échappent les râles ;
Les vieillards lentement longent le bord des blés ;

Des femmes, chevauchant l'ânesse qui va paître,
Voisinent ; tous font là ce qu'ont fait les aïeux.
Pas de bal ni d'auberge : un beau loisir champêtre,
Grave, religieux.

Dieu visite vraiment ces doux vallons sévères
Où de la tâche humaine on n'aperçoit plus rien.
Seuls, parmi le repos qui plane, les calvaires
Accomplissent encor le geste quotidien.

Ainsi coule au soleil, dans la campagne plate,
Cet entr'acte du ciel, fugitif et sans heurt,
Vêpre silencieuse où quelquefois éclate
Un coup de feu qui meurt.

***

Mais l'Angélus du soir dit la fin de la trêve.
L'homme alors que son chant surprend aux carrefours
Songe qu'il va falloir, après la halte brève,
Continuer demain le long sillon des jours.

A pas pesants, vers la maison qu'il réintègre
Il marche, interrogeant aux profondeurs de l'air
Les nuages, les tons changeants et le vent aigre
Qui souffle de la mer.

La table, vernissée au frottement des manches,
Va réunir encor le maître et le valet,
Et les enfants riront au régal des dimanches :
Les rillots, la fressure et le vin de Vallet.

Puis c'est la nuit; l'ombre dans l'alcôve progresse;
Les gens ont tout rangé, dit la prière; alors,
Pour un dernier salut à la terre maîtresse,
Ils retournent dehors,

Et sur le banc du seuil, assis, les lèvres closes,
Leurs yeux calmes levés vers le ciel poitevin,
Dans l'assoupissement des hommes et des choses,
Reposés des six jours, goûtent le soir divin.

RÉGIS DE BREM.

LA
RECONSTITUTION MINIÈRE DE LA FRANCE

Les étrangers qui nous abordent gaiement, venant d'un pays allié où n'a pas sévi l'invasion, s'étonnent parfois de nous voir accueillir avec quelque amertume leurs paroles aimables, leurs protestations de sympathie, leur satisfaction de se remettre à commercer et à vivre. Ils reprochent aux Français d'avoir perdu le sourire. Alors nous les conduisons dans la zone des destructions et des massacres, devant ces villes dont il ne reste plus pierre sur pierre, devant ces usines scientifiquement annihilées, devant ces champs de mort où dorment l'activité, la joie et l'espoir de notre jeunesse... Le temps passe et les ruines restent! En dépit de tous les efforts, nous n'arrivons pas à rendre habitable notre demeure de famille profanée, à « cultiver notre jardin. » Et l'impatience nous prend en constatant que la vie, au lieu de s'améliorer, semble devenir chaque jour plus coûteuse et plus difficile. Des problèmes, autrefois presque ignorés de la foule, comme ceux du charbon, des transports et du change, attirent maintenant l'attention publique et, sans en comprendre toujours le mécanisme, la gravité, ni la part contributive dans le malaise général, on s'aperçoit douloureusement qu'ils existent, comme on apprend la présence d'un organe en le sentant malade. Pour nous borner au charbon, chacun conçoit aujourd'hui plus ou moins nettement le rôle prépondérant de ces vilaines pierres noires dans notre civilisation moderne et les difficultés inextricables auxquelles on se heurte quand, non seulement leur prix augmente (ce qui serait à la rigueur réparable), mais quand la substance même fait défaut. Aussi

demande-t-on aux spécialistes avec quelque angoisse combien de temps durera la disette actuelle, quelles sont les causes de sa persistance et comment il se fait que l'on n'arrive pas à y remédier. Ce sont les questions auxquelles nous allons essayer de répondre.

Le mal dont nous souffrons n'a guère eu de précédent, bien que les hommes se soient parfois entretués beaucoup plus longtemps encore, bien qu'ils aient trop souvent dévasté, pillé et incendié. Mais jamais leur frénésie n'avait encore pris cette forme hautement scientifique, et jamais ils n'avaient appliqué leur science, avec une telle méthode, une telle persévérance, à détruire. Partout, dans l'univers civilisé, on avait fini par s'imaginer que la guerre même obéissait désormais à certaines lois internationales. On n'ignorait pas que les champs de bataille devaient fatalement souffrir par les obus ou les balles; mais, depuis les temps lointains où des hordes sauvages mettaient à sac les villes conquises, on s'était habitué à penser qu'un pays occupé par l'envahisseur pouvait sortir de ses mains sans avoir subi d'autres dommages que des réquisitions d'argent, de vêtements, d'étoffes, de vivres, — ou de pendules. Ce qui s'est passé en France de 1914 à 1918 a renversé, — aurait dû renverser à jamais, — les illusions des légistes. En ce qui concerne notre sujet spécial des mines, je dirai tout à l'heure que les ravages de la bataille, même la plus furieuse, du bombardement, même le plus intensif et le plus prolongé, sont peu de chose à côté des méfaits exécutés volontairement, sciemment, systématiquement. Jamais n'est apparu dans une plus désolante crudité le contraste entre la faiblesse de l'homme, quand il veut édifier, et sa puissance, lorsqu'il s'acharne au mal. Quelques secondes anéantissent un arbre centenaire; elles suffisent aussi pour jeter bas une usine, pour rendre une mine inexploitable pendant des années.

On ne dira jamais assez que, si nos mines du Nord s'éternisent dans l'état de désolation où nous les voyons, si toute notre industrie française manque de charbon, si par conséquent nous sommes obligés d'acheter à l'étranger et de nous endetter sans cesse davantage, ce n'est pas l'effet naturel et inévitable des opérations militaires, mais l'exécution du programme le plus épouvantablement raffiné que des hommes aient jamais conçu. Les Allemands ont commencé la guerre avec l'intention

bien arrêtée de ruiner l'industrie française, de supprimer notre concurrence, de nous forcer à acheter chez eux. Ils ont voulu que, pendant des années, il n'y eût plus de France industrielle sur le marché du monde. Ils y ont presque réussi. Quand bien même ils désireraient aujourd'hui réparer le mal commis, ils ne le pourraient plus, et nous les connaîtrions bien mal, si nous supposions chez eux un tel désir. Ils doivent, au contraire, assister avec quelque ironie à l'évolution par laquelle la France est fatalement amenée à se retourner vers eux pour leur acheter des machines qui, en Angleterre et en Amérique, atteignent, par l'effet du change, des prix ruineux. Les conditions d'achat ne sont pas, il est vrai, tout à fait celles qu'ils avaient rêvées, puisque les sommes à recouvrer sur nous entrent dans le large compte des réparations. Mais, en attendant un avenir dont nul ne possède le secret, c'est la France, ce n'est pas l'Allemagne qui a son industrie arrêtée, paralysée, et qui est obligée d'acquérir à l'étranger ce dont elle a besoin, au lieu de se vivifier par l'exportation.

Actuellement, il faut bien voir les choses telles qu'elles sont, en dépit de l'optimisme, un peu lassant et décourageant à la longue, que professent quelques milieux officiels. Nous manquons de charbon et nous en manquerons très longtemps. Notre houille blanche, dont la mise en valeur se développe chaque jour, est mangée d'avance ; la possibilité de se procurer du « mazout, » ce résidu du pétrole sur lequel on se jette en ce moment, est des plus limitées. Nos rares mines de charbon françaises demeurées indemnes doivent renoncer à augmenter leur production pour des raisons sociales qui, dans cette industrie si spéciale, se superposent à des impossibilités techniques. Le charbon allemand ne nous arrivera que dans la mesure où les Allemands le voudront bien, et notre politique dans la Ruhr, peut-être très profonde, mais difficilement compréhensible, ne les a pas forcés à le vouloir. La conséquence un peu imprévue est que bien des questions de surproduction, envisagées jadis avec inquiétude, ne se posent plus.

On se demandait, par exemple, en additionnant avec notre production de fonte celle de la Lorraine désannexée, comment nous arriverions à placer et à exporter tout ce stock. La difficulté est levée d'une manière qu'il est permis de considérer comme fâcheuse, puisque, faute de combustible, nos usines mé-

tallurgiques travaillent à peine à demi-rendement, quelques-unes même ayant dû fermer. Pour la même raison, nous n'avons pas à craindre la surabondance de sel, alors que nos mines où on traite les eaux salées par évaporation se trouvent subir un prix du combustible presque prohibitif. Partout, et là même où nous aurions dû être les plus riches, c'est à la disette que nous nous heurtons.

Nous sommes ainsi engagés dans un terrible cercle vicieux, dont la France finira certainement par sortir, comme elle a triomphé de dangers plus graves, à force d'ingéniosité, d'ardeur au travail et, pour employer le mot caractéristique, de « débrouillage, » mais qui, pendant deux ou trois ans au moins, demeurera singulièrement préoccupant. Tant que nous ne produirons pas assez, notre change restera bas, les prix des acquisitions indispensables pour remettre nos usines en marche seront triplés, quadruplés peut-être; le coût de la vie continuera à subir un accroissement comparable; la crise humaine s'ajoutera à la crise matérielle et notre reconstitution même sera retardée. Or, pour produire, il ne faut pas seulement que nos usines soient reconstruites, il faut aussi qu'elles reçoivent du charbon : que ce charbon soit, d'abord produit dans les mines, puis amené par les chemins de fer au point d'utilisation. La difficulté d'extraire du charbon ou de s'en procurer au dehors et de le transporter domine tous les malaises de l'heure présente et, quelque effort que l'on fasse, la reconstitution d'une mine détruite comme l'ont été les nôtres, suivant une méthode savante, non par un accident de guerre, demande des années. Sans vouloir critiquer aucun législateur et tout en reconnaissant la complexité extrême de phénomènes presque sans précédent, on ne peut s'empêcher de regretter profondément qu'au moment où le monde entier a tellement besoin de houille, les mineurs du monde entier aient pris et imposé leur résolution d'en moins produire. Dans le cas spécial des mines, la limitation légale du travail est un mal qui sévit partout, mais qui atteint au cœur notre malheureux pays, — le seul où l'industrie charbonnière ait été annihilée par la volonté ennemie dans la proportion d'au moins la moitié, et où il aurait été, par conséquent, indispensable de demander un supplément de travail à l'autre moitié.

Je n'ignore pas les espoirs que l'on fonde en haut lieu, — probablement avec juste raison, — sur le développement de la

Sarre, malgré toutes les difficultés que le traité de paix impose à ce développement. Je sais aussi, et je vais dire bientôt, que certaines de nos mines saccagées recommencent ou vont recommencer bientôt à produire. Le haut prix du combustible aidant, nous ferons peut-être venir de la houille des pays les plus imprévus, de la Pologne, de l'Afrique du Sud, de la Chine. Mais qu'est-ce que cela dans un temps où tout doit être refait de fond en comble, où un pays entier est à reconstruire, à remeubler, à réoutiller, où les stocks universels ont été épuisés et où, par conséquent, même les moyens de production complets, qui auraient permis de satisfaire les besoins d'avant-guerre, seraient encore insuffisants?

Pour bien montrer comment se présentent les difficultés auxquelles nous nous heurtons dans nos mines, je vais commencer par rappeler les destructions commises et la volonté persévérante qui les a ordonnées; nous verrons ensuite quel est le programme de réfection et dans quelle mesure son exécution est commencée. A cet égard, les diverses régions minières du Nord et du Pas-de-Calais ne sont pas identiques; et, pour ne pas rester dans le vague des généralités, il sera nécessaire de procéder par quelques exemples particuliers. Mais, afin de ne pas multiplier des monographies qui deviendraient vite fastidieuses pour le lecteur auquel les noms de nos grandes mines ne représentent rien de précis, je crois devoir rappeler d'abord, dans l'ordre chronologique, ce qui s'est passé.

I. — LES DESTRUCTIONS SYSTÉMATIQUES

On sait assez dans quel état nous avons retrouvé nos principales régions industrielles du Nord et de l'Est et j'aurais à peine besoin de rappeler des misères bien connues, s'il ne fallait préciser la différence de gravité entre les dommages de guerre et les destructions systématiques. Les premiers, qui se traduisent au jour par la pulvérisation, l'écrasement, l'annihilement des bâtiments et des machines, attirent surtout l'attention de celui qui vient visiter ces malheureux pays; ils n'atteignent que la surface, et on peut les comparer à de larges plaies sur un blessé robuste. Les autres, au contraire, qu'on ne voit pas du dehors, dont les techniciens comprennent seuls l'importance, atteignent des organes internes, délicats et vitaux. Pour en faire conce-

voir toute la gravité et préparer aussi les explications que nous aurons à donner sur le programme de réfection, il n'est peut-être pas inutile de rappeler en deux mots comment vit cet être si délicat que l'on appelle une mine (1).

Les chantiers souterrains, où l'on exploite le charbon, sont situés à des profondeurs très variables, qui, dans notre bassin du Nord, dépassent parfois 800 mètres. En principe, cette profondeur, sur laquelle se porte généralement d'abord l'attention des visiteurs étrangers, toujours étonnés de pénétrer aussi loin sous terre, n'a d'intérêt très sérieux qu'au moment du fonçage. Une fois le gisement profond atteint, peu importe que celui-ci soit plus ou moins bas. L'extraction dure seulement quelques secondes de plus et coûte un peu plus cher. Mais, quand il s'agit de créer une mine ou de la reconstituer, la profondeur des puits, celle des « morts-terrains » à traverser pour atteindre les couches houillères, reprend une influence prépondérante sur la durée et la dépense de l'opération.

Les travaux souterrains ne communiquent, en effet, avec le jour que par un très petit nombre de puits, au moyen desquels se font l'entrée et la sortie des hommes, l'extraction du charbon, l'épuisement de l'eau, la ventilation. Un puits du Nord revenait couramment, avant la guerre, à 3 millions de fonçage et cuvelage (ce qui représenterait au moins le quadruple aujourd'hui) et demandait souvent trois ou quatre ans de travail. L'installation d'une fosse, ou siège d'exploitation, avec ses deux puits, était évaluée entre 10 et 12 millions. On conçoit donc qu'on évitait d'en multiplier le nombre (tout en dépassant largement, à cet égard, ce qui se faisait à l'étranger) et que l'on préférait y forcer l'intensité de la circulation. Un puits devient ainsi comparable à une ligne de chemin de fer incessamment parcourue par des trains dont la vitesse moyenne est de 40 kilomètres à l'heure et atteint 100 kilomètres. Anéantir le puits, c'est supprimer la communication entre le fond et le jour, c'est rendre la mine inexploitable ; réduire le nombre des puits, c'est provoquer un « embouteillage » analogue à ceux avec lesquels la guerre nous a familiarisés sur nos voies ferrées.

J'ajoute, pour donner aussitôt l'explication de deux termes

(1) On me permettra de renvoyer, pour cette organisation de la mine moderne, à mon ouvrage de *La Conquête minérale* (*Bibl. de philosophie scientifique*, Flammarion, 1908).

techniques dont nous aurons à faire l'application fréquente, qu'un puits est enveloppé souterrainement d'une ceinture étanche en bois ou en fonte, appelée son « cuvelage » et assimilable au tunnel du Nord-Sud placé verticalement, avec même rôle de protection contre l'infiltration des eaux. Au jour, l'orifice du puits est surmonté d'un « chevalement » en fer, en bois, en béton armé, petite tour Eiffel avec de grandes bobines, sur lesquelles passent les câbles d'extraction, portant les cages d'ascenseurs, et tirés par une puissante machine. Ces deux engins, le chevalement et le cuvelage, sont particulièrement importants et délicats. Le cuvelage est l'unique protection du puits et de la mine contre l'envahissement des eaux qui, dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, tourne vite au désastre.

Cette question des eaux est le point tout à fait essentiel de la reconstitution minière, sur lequel je me propose d'insister en parlant de Lens, mais dont il faut signaler aussitôt le principe. On ne doit pas oublier qu'un vide quelconque dans l'intérieur du sol tend rapidement à être envahi par les eaux, ou profondes ou superficielles. Il crée un champ de drainage et comme un réservoir pour tout ce que le sol fissuré ou percé peut contenir ou absorber d'eau au-dessus. Un vide souterrain sans eau est, si cela ne tient pas à ce qu'on l'épuise incessamment, un phénomène très exceptionnel. Dans le Nord, cet envahissement des eaux se trouve porté à son paroxysme par la présence, sur le terrain houiller, d'un manteau crétacé à nombreuses fissures aquifères, atteignant, suivant les endroits, 100 à 200 mètres d'épaisseur. Il en résulte que, lorsqu'on fonce un puits à travers ces « morts-terrains » de la craie, perméables comme une éponge, on ne peut se borner à épuiser au moyen de pompes même très puissantes; il faut, pour traverser ce véritable torrent, parfois animé d'un courant rapide, employer des procédés compliqués et difficiles, sur lesquels j'aurai à revenir avec quelques détails et qui consistent dans la congélation ou le cimentage des terrains aquifères. En deux mots, par un cercle de sondages verticaux enveloppant le puits, on injecte, soit un mélange réfrigérant, soit du ciment; on transforme ainsi la zone encaissante en un bloc momentanément ou définitivement consolidé, dans lequel on devient ensuite libre de foncer. Le puits, une fois creusé grâce à ces artifices, est, au fur et à mesure, revêtu d'un cuvelage étanche en bois ou en fonte, exceptionnellement en béton

armé. Alors, tant que ce cuvelage résiste, les eaux de cette grande nappe aquifère ne pénètrent plus directement dans le puits; il en arrive seulement, dans les travaux, une quantité minime par de longs circuits fissurés traversant tout le terrain houiller; et ces eaux, dans de telles conditions, ont une venue assez lente pour que les machines d'épuisement dont on dispose aujourd'hui en triomphent.

Pour préciser par des chiffres, disons que, dans une des mines les plus aquifères du Pas-de-Calais, une de celles heureusement échappées à l'invasion, à Bruay, l'entretien d'eau normal est de 5 à 6 000 mètres cubes par jour, et l'on est outillé pour en extraire 38 000 dans le cas d'une venue subite et exceptionnelle. Les niveaux d'eau de la craie au-dessus du terrain houiller, ceux qu'on traverse avec tant de peine, donnent parfois d'une façon continue, à Dourges, Marles, etc., jusqu'à 24 000 mètres cubes par jour, à peu près le 500e du débit de la Seine à Paris. Une mine abandonnée nécessite donc un épuisement d'eau journalier qui est le principal travail d'entretien pendant un chômage; faute de quoi, elle est envahie étage par étage avec une vitesse ascensionnelle atteignant un mètre par jour et subit tous les ravages ordinaires d'une inondation. Si la nappe aquifère de la craie vient à entrer en jeu, comme cela s'est produit dans le Nord par la volonté criminelle des Allemands, l'introduction d'eau acquiert une rapidité qui peut être dix fois plus grande et l'on n'estime pas à moins de 30 millions de tonnes kilométriques cette sorte de lac souterrain qu'il va falloir vider dans l'ensemble de notre bassin houiller.

Il faut bien comprendre que, le jour où l'on a ouvert une mine, c'est comme si on avait préparé souterrainement un immense réservoir tout prêt à engloutir et à absorber les eaux souterraines de la craie, aussi bien que toutes les eaux pluviales ou fluviatiles circulant à la surface. La vie d'une mine est une lutte journalière contre ce monstre envahissant qui reprend la suprématie, dès que l'homme faiblit et s'arrête quelques heures, surtout si le cuvelage crevé d'un puits établit une communication directe entre les fissures aquifères de la craie et les terrains houillers de la profondeur.

C'est cette traversée d'une zone torrentielle, comparable au passage de nos métropolitains sous un fleuve, qui rend l'établissement d'un puits si long et c'est elle aussi qui a permis aux

Allemands de nous causer des ravages si difficilement réparables. Il leur a suffi de crever les cuvelages à 25 ou 30 mètres au-dessous du jour par quelques obus de gros calibre ou charges de dynamite bien placées contre cette digue facile, pour ouvrir un accès aux irruptions des eaux et forcer à recommencer, au moyen d'une nouvelle cimentation, ce fonçage si long et si coûteux. Le seul dénoyage d'une mine dont les cuvelages ont été crevés est, comme je l'expliquerai bientôt, un travail d'au moins deux ans, qu'il est impossible d'accélérer. C'est ce que nos ennemis savaient trop quand ils ont fait à notre industrie cette blessure si grave.

« Dans la plupart des cas, ont-ils dû avouer, on a fait sauter les cuvelages en attachant l'explosif au bout d'une forte poutre dont la longueur égalait à peu près le diamètre du puits. On descendait la poutre par deux cordes jusqu'à la profondeur désirée du puits et ensuite on lui donnait une position horizontale, de sorte que la charge explosive fût pressée de cette façon étroitement contre le cuvelage. »

Aux fosses 9 de Courrières, 8 et 8 *bis* de Béthune, on ne s'est pas contenté de simples brèches; mais on a fait détoner de telles charges d'explosifs que l'éboulement s'est étendu jusqu'à la surface du sol, formant des entonnoirs de 30 mètres de diamètre sur l'emplacement des puits...

Dans le cas de l'Escarpelle, les Allemands ont même trouvé moyen de perfectionner encore leur œuvre de destruction en dérivant un canal vers l'une des fosses. Je dirai tout à l'heure avec quel esprit de méthode ces ravages nihilistes ont été accomplis à Lens.

Les dommages ainsi volontairement causés ont pu s'étendre, par les travaux souterrains, jusqu'à des mines non directement atteintes et même jusqu'à des fosses demeurées à l'abri de l'invasion. C'est ainsi que Béthune a subi de très fortes venues d'eau par les travaux souterrains de Lens, le jour où ceux-ci se sont trouvés inondés et, cela, malgré la présence d'un massif de protection qui sépare souterrainement les deux Compagnies, mais dont les fissures n'ont pas résisté à des pressions d'eau aussi anormales. Béthune s'est trouvée ainsi, pendant la guerre, amenée à épuiser 15000 mètres cubes d'eau par jour et a dû aménager des barrages de précaution, non sans avoir à se défendre contre les efforts de l'ennemi qui alla jusqu'à lancer

des émissions de gaz toxiques dans la mine par les fosses 8 et 8 *bis* situées dans ses lignes.

La destruction systématique a causé un autre dommage sérieux en atteignant certaines parties essentielles des installations extérieures, qui auraient survécu au bombardement le plus intensif et le plus prolongé. Les chevalements des puits, en treillis métallique, que je comparais tout à l'heure à de petites tours Eiffel, résistent d'une façon extraordinaire aux obus, dont les éclats se bornent à en couper quelques pièces; la pression des gaz explosifs, ce grand agent destructeur dans les obus, ne peut s'exercer sur un réseau de ferraille sans cohésion; et il serait aisé de citer telle fosse du Nord, servant d'observatoire aux ennemis, sur laquelle on a tiré pendant des années sans réussir à jeter bas son chevalement. Au contraire, une charge d'explosifs, bien placée pour les couper au pied, les démolit aisément.

Si l'on joint à cela un pillage, d'abord désordonné, puis méthodique; si l'on tient compte d'une sélection qui a visé partout les appareils les plus perfectionnés et les plus modernes, on s'explique aisément l'état où se présentent à nous nos pauvres mines. Les rares installations qui ont survécu sont celles que l'ennemi a méprisées comme totalement démodées et désuètes, celles pour lesquelles le temps a manqué, ou celles enfin qu'une heureuse chance et quelquefois une habile diplomatie, appuyée sur la connaissance de la psychologie germanique, se sont trouvées préserver.

Cette psychologie, qu'il importe de signaler parce que ses sophismes ont pu tromper des neutres trop disposés d'avance à y ajouter foi, est la suivante. Il s'agissait de réaliser la destruction projetée en se couvrant d'un prétexte pour qu'elle parût moins odieuse. C'est pourquoi les dévastations systématiques ont toujours été opérées sur la zone disputée du front, ou, plus à l'arrière, après un échec allemand, dans un moment de recul, quand les Allemands ont perdu l'espoir d'utiliser nos mines pour eux-mêmes. Tant qu'ils ont occupé nos charbonnages presque pacifiquement, ils les ont souvent laissés travailler d'une manière à peu près normale sous un régime de contraintes et de réquisitions; le jour où ils ont pu craindre d'avoir à nous les abandonner, il ont jugé le temps venu d'accomplir leur programme primitif en les anéantissant Ainsi,

les mines de Belgique se sont trouvées, en définitive, très épargnées, par comparaison avec les nôtres. Les Allemands les considéraient comme leur appartenant définitivement et n'avaient donc pas de raison pour les ruiner. Au contraire, quand ils n'étaient plus sûrs de garder un siège d'exploitation, ils se hâtaient d'exécuter leur plan de destruction, conçu, préparé dans ses moindres détails longtemps à l'avance. Mais, avec leur hypocrisie habituelle, ils s'arrangeaient pour masquer ces destructions, dont le but réel était purement industriel, par une explication stratégique, susceptible de séduire quelques incompétents. Quand ils ont fait sauter les cuvelages de nos fosses à Lens, à Courrières en 1915, puis à Anzin en 1918, ils ont prétendu que leur but était d'empêcher une communication souterraine entre le front franco-anglais et le leur. Dès 1915, les galeries de Lens, privées à dessein par eux de toute ventilation depuis neuf mois, étaient infestées de mauvais air ou envahies par l'eau et inaccessibles. Si, véritablement, il se fût agi de stratégie, on aurait pu, en outre, comme le directeur de Lens le proposa, se borner à murer les orifices des puits. L'ordre venu d'en haut était alors trop précis, correspondait à un projet trop bien assis et trop capital pour laisser espérer aucune rémission.

Néanmoins, quand les mêmes faits se reproduisirent à Anzin, en 1918, dans une heure plus décisive, certains sous-ordres, chargés d'exécuter le programme satanique, n'étaient pas sans éprouver quelque inquiétude sur leur responsabilité au jour du grand règlement de comptes, lorsque le président Wilson, sur lequel nos ennemis comptaient tous comme sur un appui et un arbitre sympathique, se trouverait en présence de destructions sans aucun simulacre d'excuse militaire. En invoquant cet argument vis à vis d'eux, en obtenant qu'il fût transmis jusqu'au Grand Quartier général allemand dans ces jours d'octobre 1918 où, à la veille de l'armistice, tant de ravages ont été opérés, on est arrivé parfois à sauver des installations accessoires, comme les ateliers d'agglomération et de lavage, ou les fours à coke d'Anzin.

Les phases successives de cette dévastation criminelle montrent, avec une netteté absolue, le coupable se hâtant de détruire les mines au fur et à mesure de son recul, chaque fois qu'il a pu craindre de les voir retourner intactes entre nos mains. Résumons donc rapidement cette histoire.

L'invasion de nos mines débuta le 24 août 1914 par Anzin; mais c'est seulement quand commença la course à la mer que cette prise de possession s'accentua. Le 1er octobre, l'ennemi, progressant vers l'Ouest, prenait Aniche; le 3, Courrières et Dourges; le 4, Lens et Carvin; le 6, Liévin. Puis le front se stabilisa pour de longs mois, suivant la ligne trop bien connue qui coupait Drocourt, Liévin, Courrières et Lens, comme le montre la carte ci-jointe. Dès ce moment, et quoique la région des grandes batailles ne fût pas là, mais plus à l'Ouest ou à l'Est, sur ces

CARTE DES CONCESSIONS HOUILLÈRES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

concessions voisines du front et exposées à un incident de guerre, l'ennemi saccagea les instruments d'extraction et les communications du fond avec le jour. Il coupa les câbles porteurs de ces cages d'ascenseurs qui circulent dans un puits de mine sur 7 ou 800 mètres de haut, précipita les cages elles-mêmes dans les puits, brisa les moteurs électriques ou à vapeur. Enfin, ce qui indique bien, dès lors, la visée industrielle pour l'avenir, à cette même époque les exploitants de Courrières et de Lens reçurent déjà la défense formelle de procéder à aucun travail d'entretien souterrain ou d'épuisement des eaux : travaux indispensables, comme nous l'avons vu, dans une mine arrêtée, si on ne veut pas que les galeries soient envahies par l'eau et s'éboulent. Néanmoins, pendant près d'un an, le mal resta limité et les déprédations consistèrent surtout dans la réquisition des cuivres, qui avait pour résultat de briser à coups de masse tout appareil contenant si peu que ce fût du précieux métal.

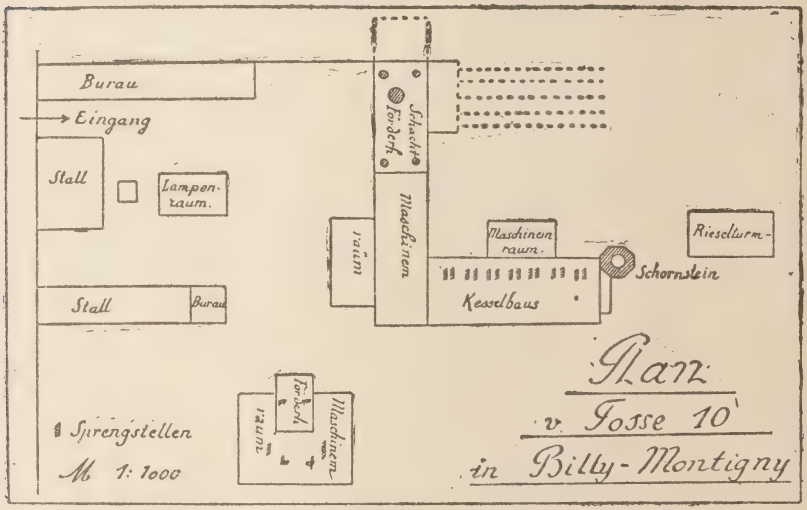
Mais l'offensive franco-anglaise du 25 septembre 1915 fournit à l'ennemi le prétexte et l'occasion de mesures plus graves qu'il devait ensuite appliquer successivement aux autres concessions pendant ses reculs successifs jusqu'à l'automne 1918. A ce moment, l'armée britannique avait enlevé la ville de Loos et la fosse 15 des mines de Lens. Le moment parut venu de faire sauter les cuvelages à plusieurs fosses de Lens (nos 5, 11, etc.), inondant ainsi, non seulement la concession de Lens, mais celles de Meurchin et Liévin, qui communiquent souterrainement avec elle. En même temps, des équipes de pionniers venaient briser le matériel de mine superficiel et dynamiter toutes les chaudières; tous les moteurs électriques et groupes électrogènes étaient enlevés; des explosifs étaient préparés pour renverser les chevalements en cas de recul.

Une nouvelle étape dans cette œuvre de dévastation fut marquée quand, en avril 1917, les Anglais eurent conquis la crête de Vimy. A partir de cette date, l'œuvre de mort, accomplie à Lens, se reporta plus à l'Est vers Courrières et Dourges : bris de 160 chaudières à Courrières; destruction des machines, criblages, passerelles, etc.; et, pour conclusion, le cuvelage de la fosse 9 détruit à Courrières, retirant à la France une production annuelle de 4 millions de tonnes.

Enfin, c'est dans le mois d'octobre 1918, à la veille de l'armistice, que furent annihilées les mines plus orientales d'Aniche et d'Anzin, représentant à elles seules une extraction de 8 millions de tonnes. Comme partout, l'opération y fut exécutée avec méthode, suivant un programme tracé longtemps à l'avance et dans un minimum de temps. Dès la fin de septembre, les chambres d'explosion sont préparées à Aniche. Le 1er octobre, trois équipes de 75 pionniers se mettent au travail. En six jours, ils anéantissent treize sièges d'extraction, les laveries, les fours à coke, les voies ferrées, les ponts. A Carvin (au Nord de Courrières), tout saute le 4 octobre ; à Flines-les-Raches, du 5 au 7 octobre; à Anzin et Douchy, du 3 au 15 octobre. A Anzin notamment, dès le 3 octobre, on se met à crever le cuvelage de la fosse Thiers, à couper les chevalements, à faire sauter les chaudières. A l'Escarpelle, il y eut de même trois cuvelages crevés.

La toute dernière étape met particulièrement en évidence la duplicité allemande, contre laquelle nous ne serons jamais assez

en garde. On sait que, le 15 octobre, Hindenburg, sur un ultimatum des États-Unis, donna un ordre interdisant toutes les destructions sans utilité militaire. Outre la crainte de mécontenter leur arbitre, les Allemands, à ce moment, auraient dû avoir le sentiment de la note à payer, qui grossissait démesurément. Mais un commerçant résolu à faire faillite ne recule plus devant l'énormité des dettes nouvelles, et l'intérêt économique de ruiner plus complètement encore notre pauvre indus-



PLAN DE DESTRUCTION SYSTÉMATIQUE D'UNE MINE FRANÇAISE PAR LES ALLEMANDS (SPRENGSTELLEN : POINTS D'EXPLOSION)

trie minière primait toute autre considération. Cet ordre Hindenburg, donné pour le public, resta donc lettre close, et c'est treize jours après, le 28 octobre, qu'un bataillon de pionniers arriva sur la concession de Crespin, restée jusqu'alors intacte, pour y détruire totalement, comme ailleurs, les machines d'extraction, chevalements, chaudières, turbines, fours à coke. Cela parut si grave même à l'agent d'exécution allemand, le capitaine Edelman, qu'il réclama et obtint de Ludendorff l'ordre écrit de poursuivre les destructions.

Nous sommes arrivés au terme de cette triste histoire. En ce qui concerne les dégâts à réparer, la conclusion est la suivante. Les dommages résultant de la guerre elle-même se bornent à la superficie sur la zone profondément dévastée du front (Lens,

Liévin, Courrières, Dourges), où ils se résument en des amoncellements de matériaux éboulés et de fers tordus. Ailleurs, ils ont été légers et rapidement réparables. Les dommages systématiques s'étendent à toute la zone occupée par l'ennemi et sont énormes. J'aurai à revenir, quand nous nous occuperons des réparations, sur le tableau que présentent ces monceaux de briques écroulées ou réduites en poudre, ces fosses d'où l'eau dégorge à la surface. Les cuvelages crevés immobilisent, dans le Bassin de Lens, une production de 8 millions de tonnes; à Courières et Dourges, 4 millions; dans le département du Nord, 8 millions. Au total, 220 fosses ont été rendues inutilisables pour plusieurs années et la moitié de notre production nationale a été annihilée : exactement 21 millions de tonnes sur 41 millions, avec les trois quarts de notre production de coke métallurgique. Auprès du dommage indirect qui en résulte pour notre pays par l'impossibilité de produire, on peut considérer comme presque secondaire le prix du dommage matériel, bien qu'on l'estime au moins à trois milliards. Si un coup de baguette pouvait nous rendre nos mines telles qu'elles étaient avant la guerre, telles que sont restées les mines allemandes, dont aucune n'a eu à souffrir le moindre dommage, telles que sont celles de tous nos concurrents mondiaux qui nous accusent volontiers de mendicité, nous aurions avantage à payer le sorcier qui réaliserait un tel miracle, une somme supérieure à trois milliards!...

Et je n'ai parlé ici que de nos mines. Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que le même plan a été réalisé par nos ennemis pour toute cette industrie du Nord, dont nous n'avions jamais apprécié le rôle prépondérant dans notre vie économique comme depuis le jour où son appui nous fait défaut. Partout, nous voyons qu'on a procédé à peu près de même : d'abord par réquisitions régulières, puis par réquisitions générales, en emmenant au besoin le directeur comme otage. On a volé ainsi tous les stocks de matières premières, tous les métaux, puis toutes les machines-outils, les trains de laminoirs, les machines soufflantes, les groupes électrogènes, les ponts roulants, les transmissions, les courroies, les instruments de précision des laboratoires, etc. Enfin, on s'est attaché à démolir, ou à rendre savamment inutilisables les appareils difficiles ou impossibles à transporter. On a brisé au marteau et réduit en

ferraille les pièces métalliques, les broches de filature. On a fait sauter à la dynamite les hauts-fourneaux, les fours ou les fonderies. Du moins, si l'on se voyait contraint d'épargner la carcasse extérieure, on a coupé le haut-fourneau de la soufflerie, dépouillé le four Martin de ses indispensables produits réfractaires. Au moment où il s'agit pour nous de remettre en état nos mines dévastées, c'est ainsi tout notre outillage industriel qui nous fait défaut...

II. — ÉTAPES GÉNÉRALES DE LA RÉFECTION. — OPÉRATIONS D'ENSEMBLE

Lorsque nous sommes rentrés en possession de nos mines, les techniciens, si préparés qu'ils fussent, éprouvèrent une première impression d'effarement. On n'avait pas traversé les années de guerre sans s'inquiéter de ce que devenaient nos charbonnages et sans recevoir parfois des renseignements sur ce qui s'y passait. A Paris, on avait, en conséquence, commandé de bonne heure des machines d'extraction et d'épuisement pour remplacer les premières machines détruites du Pas-de-Calais; tandis que, sur les mines, les ingénieurs restés à leur poste multipliaient les mesures de préservation pour parer aux inconvénients d'un chômage. Mais on se trouvait en présence d'une destruction dépassant tout ce qu'on avait imaginé. La région envahie de nos mines avait été transformée en un désert, séparé du reste de la France par un autre désert, où il ne restait plus ni routes, ni ponts, ni canaux, ni voies ferrées. Avant de se mettre localement à la besogne, il fallait évidemment, tout d'abord, rétablir les moyens de communication. Ce fut la première tâche, la plus urgente, et on peut dire qu'elle a été très remarquablement exécutée, puisqu'un an après l'armistice à peu près tout notre réseau ferré était rétabli. Je vais me trouver ainsi passer sous silence ce côté essentiel de la reconstitution, précisément parce qu'il appartient désormais au passé; mais il aurait été injuste, ayant tout à l'heure à insister sur des points où la rapidité n'a pu être aussi grande, de ne pas signaler d'abord l'œuvre immense accomplie sur nos voies ferrées. Sur le seul réseau du Nord, il a fallu refaire 1 966 kilomètres de voies, 1 100 ponts, 9 viaducs et 4 tunnels; sur le réseau de l'Est, 2 300 kilomètres de voies, 410 ponts et 10 tunnels...

Pour les mines elles-mêmes, le programme de réfection

peut être résumé en trois termes principaux : déblayer et reconstruire à la surface; épuiser les eaux; rentrer dans les galeries souterraines et les remettre en état. Dans le détail, chacun de ces problèmes se pose très différemment suivant le degré d'intensité atteint par la destruction et, comme nous l'avons annoncé, nous serons amenés à envisager tout à l'heure quelques monographies qui seront, pour nous, le seul moyen de faire voir, dans son détail vivant et pittoresque, la réalité, la matérialité de l'effort. Mais il est toutefois une question préjudicielle qui intéresse peut-être nos lecteurs plus que toute autre, c'est de savoir si cette multitude d'efforts locaux ont bien été rationnellement subordonnés à des idées d'ensemble; si l'intérêt général du pays, que cette crise du charbon atteint si profondément, s'est trouvé représenté et défendu en même temps que les très respectables intérêts individuels. En un mot, un problème général d'organisation se posait avant tout problème de réalisation partielle et doit être examiné le premier.

A cet égard, il peut y avoir et il y aura nécessairement toujours des discussions et des critiques. La centralisation administrative a ses défauts comme elle offre des avantages. Suivant que l'on est plus ou moins opposé à l'Étatisme, on peut être plus ou moins frappé par les uns ou par les autres. Néanmoins, il n'est pas douteux que, dans une œuvre d'une amplitude pareille, un effort de coordination s'imposait et que chacun s'y est appliqué pour le mieux, souvent avec le plus noble esprit de sacrifice. Les difficultés de tous genres qui se présentaient n'étaient pas aisées à résoudre avec une justice absolue. En principe, il s'agissait de réparer entièrement aux frais de l'État les dommages causés, mais pourtant de ne pas faire payer par la communauté des améliorations utiles aux sinistrés pour l'avenir; il fallait également établir, entre les diverses victimes de la guerre, une répartition équitable. Pour exécuter cette immensité de travaux, l'État s'est substitué des groupements, qui, à leur tour, ont souvent sous-traité avec les Compagnies minières, de manière que chacune de celles-ci travaillât en définitive, sur sa propre concession, comme entrepreneur indirect de l'État, avec un contrat où tous les détails ont été prévus de la manière la plus minutieuse. Il semble que, de cette manière, on ait réussi, après quelques tâtonnements, à concilier quelque

peu les rigueurs d'un système centralisateur avec la souplesse des initiatives privées.

Le premier créé de ces organes centralisateurs fut, dès l'été 1917, le « groupement » chargé d'étudier les problèmes de reconstitution et de commander le matériel nécessaire. Ce groupement, dont les réunions se continuent régulièrement, met en présence les uns des autres les divers intéressés et leur fait connaître les formes diverses sous lesquelles peuvent se poser des problèmes qu'ils s'efforcent de résoudre ensemble. Il en est résulté une « Commission technique » affiliée au Comptoir Central d'achat : Commission qui, dès novembre 1917, passait de très importantes commandes en pompes de dénoyage, treuils électriques, etc. Le groupement a constitué aussi une « Société électrique des houillères, » groupant toutes les mines du Pas-de-Calais, envahies ou non et ayant pour mission de construire, pour les besoins communs, les Centrales électriques indispensables. On peut ajouter un dernier organe plus récent, chargé de régler toutes les questions que soulève le problème du dénoyage dans cet ensemble de concessions dont les travaux souterrains communiquent ensemble. C'est une société de dénoyage à forme commerciale, représentant les diverses mines syndiquées et chargée par elles de traiter avec les entrepreneurs.

Le jour où le « groupement » s'est mis à l'œuvre, il s'est vu aussitôt en présence du plus grave problème moral. Nos mines étant à des degrés de destruction très divers, si elles n'avaient eu toutes qu'un seul possesseur, celui-ci aurait évidemment porté d'abord toute son énergie sur les réparations les plus simples et il eût tout subordonné au désir de recommencer rapidement à produire, à alimenter le pays en charbon. Mais on eût dû, pour cela, négliger totalement ceux qui ont le plus souffert et auxquels va d'abord notre pitié, abandonner le soin des grands blessés pour la cure facile des mutilations légères. Un sentiment très vif et très légitime aurait été froissé si on eût délaissé, à ce point, les malheureuses concessions de Lens, Liévin, Courrières, etc., au bénéfice de mines ayant relativement peu souffert, comme celles du Nord.

Cependant on a déjà fait beaucoup dans ce sens et des cas remarquables de solidarité ont pu être réalisés. Ainsi les mines du Pas-de-Calais avaient, depuis longtemps, commandé du matériel de remplacement, tandis que les mines du Nord, dont

la destruction a été seulement réalisée à la dernière heure, n'avaient pu témoigner de la même prévoyance. En revanche, ces machines pouvaient être immédiatement utilisées dans le Nord, tandis qu'elles ne devaient malheureusement pas servir avant longtemps dans le Pas-de-Calais. Il fut donc décidé qu'une partie de ce matériel serait rétrocédée au Nord : ce qui permit, en même temps, d'aborder les solutions relatives au Pas-de-Calais avec des vues d'ensemble plus dégagées du passé, et de commander des types plus puissants que ceux qui avaient été antérieurement prévus. D'une manière générale, on a divisé les mines détruites en trois groupes principaux, suivant l'urgence de leur remise en marche dans l'intérêt national : 1° Anzin et Aniche; 2° Dourges et Courrières; 3° Lens et Liévin. On conçoit, par exemple, qu'il était inutile de fournir, en ce moment, des machines d'extraction à Lens qui ne pourra recommencer une extraction sérieuse avant longtemps.

La question du personnel n'est pas sans analogie avec la précédente, sauf qu'elle se pose à la fois, pour l'ensemble de la France et il ne semble pas que celle-là ait été résolue par l'État avec une méthode suffisante. Tant que les travaux du fond seront arrêtés ou très réduits dans les mines détruites du Pas-de-Calais, il eût été d'une bonne politique générale de laisser les mineurs réfugiés dans les mines du Centre, de Saint-Étienne ou du Gard, où leur départ a provoqué une crise, qui a beaucoup contribué à la disette de charbon actuelle. Dans le Nord, on pouvait aisément les remplacer par des manœuvres, ou des ouvriers d'autres métiers. On n'a pas osé arrêter le retour de tous ces hommes qui languissaient dans des pays étrangers, auxquels ils n'avaient pu s'accoutumer, dont ils comprenaient à peine la langue, dans des mines où tout, jusqu'au mode de travail, les surprenait. On les a laissés céder à l'attirance de leur pays saccagé, où ils sont retournés vivre dans des baraques de planches ou des caves. Ce sentiment est très naturel; mais la satisfaction prématurée en a été fâcheuse pour l'ensemble du pays.

Malgré ces légères observations, des résultats fort intéressants ont été obtenus dans la voie de la centralisation et de la « standardisation » et je vais commencer par les résumer, en examinant tour à tour le problème financier, la distribution de force, l'unification de l'outillage, la main-d'œuvre, afin de pouvoir ensuite aborder plus librement la description de trois cas particuliers.

Le problème financier. — L'énormité des dépenses à engager et, il faut l'ajouter, leur accroissement considérable par la baisse de notre change, créent des difficultés, dont on devra de plus en plus reconnaître l'acuité. Nous ne sommes plus au temps où l'on pouvait se contenter de répondre vaguement : « Le Boche payera. » Il est devenu trop évident que, jusqu'ici, par suite des conditions dons lesquelles a été signé le traité de paix, l'Allemand ne paye rien et que le contribuable français, forcé de devenir le banquier du vaincu, est amené à tout payer : mettons, si l'on veut, à faire l'avance de tous les frais. Dans ces conditions, les Compagnies minières ont commencé par travailler quelque temps sur leurs propres ressources. Mais ces ressources se sont rapidement épuisées. Une mine dont le budget était de 8 millions, est amenée à effectuer des achats qui représenteraient 80 millions aux cours d'avant-guerre, soit 300 aux taux actuels. Pratiquement, les frais sont réglés par l'État; et il est facile de comprendre comment l'intensité de l'effort réalisable en un temps donné se trouve ainsi, indépendamment de toute autre difficulté technique, subordonnée à la capacité d'achat que possède notre pays à l'étranger : par conséquent, au cours de notre change. Pour ne pas recourir à l'étranger, il faudrait que nos usines fussent reconstituées et réapprovisionnées; il faudrait que le Nord fût sorti de la destruction. Quant à acheter dans des pays dont le change ne nous serait pas défavorable, cela revient exclusivement à acheter en Allemagne et cela nécessite tout au moins que nous puissions faire respecter dans une faible mesure les conditions essentielles du traité de paix, jusqu'ici escamotées, grâce à certaines complicités, les unes après les autres.

En supposant que, par un moyen quelconque (en fait, par l'emprunt), la caisse destinée à payer les dommages de guerre se trouve à peu près alimentée, le principe est de rembourser une partie des dépenses réellement faites, avec le retard administratif habituel qui grève en moyenne de 3 ou 4 p. 100 toutes les dépenses d'État : au moins, trois mois de retard; puis règlement en bons du Trésor qu'il faut financer en les escomptant. Quelquefois la mine opère des achats directs; ailleurs, elle doit passer par ce qu'on appelle « le groupement, » en laissant intervenir « le comptoir d'achats industriels des régions envahies. » Le payement s'opère sur crédits spéciaux.

Les sommes ainsi touchées ne sont naturellement que des avances imputées sur les indemnités à recevoir un jour pour les dommages de guerre; et, malgré la mentalité spéciale à laquelle ont dû se conformer nos industriels avec des budgets dont tous les chapitres, en recettes comme en dépenses, ne sont plus pour eux qu'un vaste inconnu, nos mineurs seraient pourtant bien aises de commencer, près de deux ans après l'armistice, à recevoir quelque indication, sinon sur les sommes à espérer, du moins sur le mode de calcul à adopter. Faute de quoi, ils restent souvent dans la situation d'un sinistré qui n'ose rien remuer, attendant toujours les constats après un incendie. Actuellement, on en est à peine à constater les dommages. Ce sont des accumulations de paperasses dont on se fera une idée si je dis que, pour une seule de nos concessions, ils rempliraient déjà de fond en comble une vaste pièce sur une vingtaine de mètres cubes. Après quoi, il faudra encore adapter aux dégâts une série de prix; et ces prix, en attendant, augmentent de jour en jour. Pour sortir de telles difficultés, on semble en principe s'être mis d'accord sur la méthode suivante. La Compagnie minière ouvre un compte de réfection pour les fosses détruites, où elle inscrit ses dépenses effectives. Puis, à partir du moment où on commence à extraire un peu de charbon, les recettes réelles sont déduites de ces dépenses, après prélèvement d'une certaine somme pour les frais généraux. La différence pourra être considérée comme représentant la réparation effective du dommage.

Mais ce qui est relativement simple quand la destruction a été complète, devient plus compliqué quand on peut, dans une certaine mesure, utiliser des parties subsistantes, murs ou matériaux. Tout raser pour reconstruire à neuf, c'est, dans ce cas, augmenter les frais; réparer tant bien que mal, c'est accepter une dépréciation difficile à calculer et se mettre dans un état d'infériorité notable vis à vis des mines qui ont été forcées de se réorganiser entièrement à la dernière mode. Il est impossible de ne pas faire au moins allusion aux problèmes de conscience qui se posent alors. Chacun sait ce qui se passe dans un incendie, quand l'incendié a commis l'honnête maladresse de sauver une partie de son mobilier. Toutes les roueries juridiques de nos Compagnies d'assurances entrent alors en jeu pour surestimer la partie sauvée et réduire en conséquence l'indemnité à payer. Si, comme il arrive en ce moment, les prix des matières premières

ont monté, non seulement on ne rembourse pas le dommage effectivement subi par suite de cette majoration, mais on prétend même ne pas payer la somme prévue à l'assurance, sous prétexte que l'assuré se serait constitué son propre assureur pour une partie de son risque. Le malheureux qui, de très bonne foi, avait cru se couvrir en payant une forte prime, est exposé à entendre discuter âprement une à une les valeurs d'objets qu'il aurait été beaucoup plus avantageux pour lui de laisser brûler entièrement. Le cas est analogue pour nos régions détruites, par le fait seul qu'une commission des indemnités fonctionne et doit estimer les dommages.

Ces problèmes d'argent sont assurément bien vulgaires et nos puissantes Compagnies minières, habituées à compter sur un très large crédit, ne se les posaient guère autrefois quand elles voulaient engager quelque dépense; mais elles subissent, en ce moment, le sort général de notre pays, qui s'adapte difficilement à une mentalité de pauvre au milieu du tourbillon effréné des richesses fiduciaires. Quand on veut acheter une machine en Amérique, on est pourtant bien forcé de se rappeler qu'un billet de banque de cent francs ne représente pas cent francs d'or, mais 40 ou 50 francs. Cet état de choses cessera ou s'atténuera le jour où nous n'aurons plus autant d'achats à opérer aux États-Unis et en Angleterre, quand notre propre industrie sera ressuscitée; mais, comme il faut, pour cela, avant tout, que nos mines de charbon recommencent à produire, les dépenses de leur réfection seront nécessairement réglées ou du moins engagées au total pendant la période du change le plus déprécié. Il viendra, espérons-le, un moment où, à défaut d'arguments sentimentaux sans action, nos créanciers et fournisseurs constateront à leurs dépens que, s'ils ne veulent aboutir eux-mêmes à la ruine, ils sont forcés, dans leur propre intérêt, de nous ouvrir de larges crédits à très longue échéance. Ce jour-là, le problème du change, qui se pose ici à nous incidemment, commencera à se simplifier.

Distribution de force. — La distribution de la force est un des cas où se manifeste le mieux la tendance moderne à la centralisation. Particulièrement sur des houillères, il est tout indiqué d'employer les mauvais combustibles à alimenter des centrales électriques, qui subviendront ensuite à tous les besoins de la région. Pour beaucoup de raisons, la généralisation

de l'électricité s'impose, et toutes nos mines du Pas-de-Calais reconstituées vont désormais employer uniquement des moteurs électriques. L'installation de ces centrales n'a pas été réalisée avec toute la rapidité que l'on aurait pu désirer. Avant même la libération du Nord, la question avait été posée nettement à un de nos ministres particulièrement réputé pour ses connaissances industrielles. « Dès que les Allemands seront partis, nous aurons besoin de force. Nous avons vu nos ennemis poser, en quinze jours, pour des besoins militaires, des transmissions de 45 000 volts; pouvons-nous compter sur une activité égale pour nos besoins civils? — Mais évidemment... » Cela se passait en octobre 1918. Un an après, notre mine n'obtenait enfin la force que parce qu'elle s'était décidée à organiser son installation elle-même. Cette anecdote, qui ne surprendra personne, suffirait à montrer qu'il faut distinguer entre les projets grandioses et les réalisations.

En fait, les Compagnies les plus importantes se sont généralement orientées vers la création de centrales électriques considérables, dépassant 60 000 kilowatts et réalisables en plusieurs étapes. Quelques-unes d'entre elles, comme Béthune, Dourges, Aniche, Anzin, fonctionnent déjà et cèdent une partie de leur énergie électrique aux petites Compagnies voisines. Dans le Pas-de-Calais, l'ancienne centrale de Béthune avait échappé à l'invasion; on y a installé des groupes supplémentaires, et, de cette manière, elle peut alimenter plusieurs autres exploitations. Sa puissance totale est de 25 000 kilowatts, dont elle doit par contrat une dizaine. Dans le Nord, la centrale d'Anzin a été la première réorganisée par la Compagnie elle-même. On va relier toutes ces centrales particulières entre elles et avec un réseau d'État à haute tension, qui apportera la force jusqu'à Paris. Grâce à ce système, chacune d'elles pourra économiser les machines de réserve qui lui seraient, sans cela, nécessaires, puisqu'au besoin, les centrales voisines pourront jouer, vis-à-vis d'elle, ce rôle de réserves.

Outillage. — La question de l'outillage est une de celles pour lesquelles les problèmes se posent le plus différemment, suivant le degré de destruction. J'en ai déjà donné un exemple en disant que les mines du Pas-de-Calais avaient rétrocédé une partie de leurs commandes à celles du Nord. D'une façon générale, dans le Pas-de-Calais, tout ayant été entièrement détruit,

on essaye du moins d'en profiter pour organiser des installations d'ensemble, entièrement modernes, sans avoir, comme cela se produit toujours nécessairement dans une vieille mine, à tenir compte et à tirer parti du passé. Des types de machines et de matériel ont été ainsi étudiés en commun et des commandes ont été passées par la Commission technique du groupement.

C'est tout un énorme outillage à reconstituer : machines d'extraction et d'épuisement, turbines, ventilateurs, compresseurs, etc. On s'est efforcé de l'uniformiser, de le « standardiser » le plus possible, et c'est ainsi que l'on a adopté, pour les treuils d'extraction, les pompes, etc., un petit nombre de types susceptibles de répondre à tous les besoins. Il est inutile de dire que, dans l'exécution, on se heurte aux retards qui paralysent, en ce moment, toutes les industries. Ces retards ne sont pas seulement dus aux constructeurs, mais surtout aux transports. On pourrait citer tel envoi fait de la Sarre dans le bassin du Nord, au mois de mai 1919, envoi contenant des pièces de ventilateurs divisées en six wagons, qui, huit mois après, n'était pas encore parvenu à destination; des pompes qui ont mis un an à arriver de Suisse, etc.

Dans certains cas, on a été amené à commander aux Allemands des machines qu'ils avaient fournies autrefois, puis systématiquement détruites, de manière à s'assurer une vente nouvelle : machines dont ils possédaient les modèles et qu'ils étaient seuls en état de construire.

Main-d'œuvre. — J'ai fait allusion plus haut au retour anticipé des mineurs sur nos mines du Nord. C'est dire que la main-d'œuvre n'a pas manqué jusqu'ici; mais il n'en sera peut-être plus de même lorsque les mines travailleront à plein et lorsque l'on se trouvera en présence du double déchet, causé : d'abord par les pertes de la guerre; ensuite, par l'application de la loi de huit heures. La plus grande difficulté, actuellement, est de loger ce personnel. A Anzin, où s'est fait le retour le plus actif, et où l'on est de toutes façons en avance d'une large étape, on a pu assez aisément réparer les cités ouvrières, qui avaient, en général, peu souffert, sauf sur la rive gauche de l'Escaut : on était arrivé ainsi à occuper, dès janvier 1920, la moitié du personnel employé avant guerre. A Bully-Grenay (Béthune), qui avait travaillé jusqu'au bout sous le bombardement, la cité ouvrière fait éga-

lement briller au soleil ses toits neufs. A Lens et dans les mines voisines, où il ne reste plus pierre sur pierre, on en est encore aux installations de fortune en tôle ondulée, en planches, en ciment armé, et c'est à peine si, sur toute l'étendue de Lens, se dressent déjà trois maisons définitives. La question d'argent va jouer ici un très grand rôle. Une maison pour deux ménages, qui pouvait coûter 9 à 10 000 francs avant la guerre, revient aujourd'hui à 50 ou 60 000 francs.

III. — EXAMEN DE QUELQUES CAS PARTICULIERS

Les solutions générales, dont nous venons de nous occuper sommairement, s'associent à d'innombrables solutions particulières qui occupent, en réalité, la plus grande partie de la vie active dans nos malheureuses mines depuis dix-huit mois et dont nous devons dire quelques mots sans abuser des détails techniques, mais en répondant cependant aux questions que tout le monde se pose : « Pourquoi ne peut-on aller plus vite pour réparer nos mines? Pourquoi, puisque le manque de charbon paralyse la France entière, n'est-il pas possible, en y employant les hommes et l'argent nécessaires, de gagner six mois ou un an sur la remise en marche complète de l'extraction?... »

J'ai déjà dit que l'on pouvait envisager trois degrés de dévastation : 1° les mines relativement peu atteintes ; 2° celles où il reste encore quelque chose debout; 3° celles où la destruction a été absolue. Évidemment, la réfection s'opérera dans le même ordre, avec des difficultés de plus en plus grandes.

1° Commençons par le cas relativement simple d'Anzin, qui a pu travailler jusqu'en octobre 1918, où les dommages de guerre ont été restreints et où les destructions systématiques, effectuées plus à la hâte, ont été moins complètes. Quand on arrive à Anzin après avoir visité Lens, la première impression est que cette région n'a pas souffert et l'on s'étonnerait presque que la production n'eût pas encore entièrement repris. On y voit, par exemple, des cités ouvrières intactes, comme celle du « Pinson, » oasis du temps jadis. Mais la destruction systématique a été poussée beaucoup plus loin que ne le ferait croire ce premier aperçu et nous rencontrons ici les premiers cas de cuvelages crevés : la fosse Thiers à Anzin et trois fosses de l'Escarpelle. Même dans ce cas tout particulièrement favorable,

il faut compter cinq ans pour le retour à la production d'avant-guerre. Nous verrons tout à l'heure qu'à Lens, on peut tabler sur dix.

Le premier travail a été, ici comme partout, de déblayer la surface dans les secteurs industriels, de trier pièce à pièce tout ce qui était susceptible de resservir et de rétablir des installations de fortune.

Par exemple, tous les chevalements avaient été détruits : parfois coupés en deux au milieu, parfois renversés à la base. On s'est trouvé là devant un fouillis de ferrailles inextricable, dans lequel il a fallu pénétrer comme dans une forêt vierge en coupant au chalumeau oxy-acétylénique, mais en conservant tous les tronçons utilisables, numérotant et repérant les pièces enlevées pour réajuster le tout. Puis, la place nette, il a fallu réajuster et remplir les vides. C'est un travail de patience qui a été fort bien exécuté par de petits constructeurs liégeois. Pour donner une idée des difficultés auxquelles on s'est heurté, il suffira de citer un grand chevalement moderne de 45 tonnes qui avait été coupé en deux. On a employé, sur ce point, des vérins hydrauliques de 100 tonnes, avec lesquels on a pu remonter peu à peu des pièces pesant 20 tonnes, en rachetant quelques millimètres par quart d'heure. On est ainsi arrivé, avec le temps, à relever ces pièces de 3 mètres et à les mettre en place au demi-centimètre près; après quoi, on a bouché l'intervalle de 3 mètres demeuré béant entre la base et la partie haute, en utilisant tant bien que mal des morceaux de fer pris ailleurs.

Dans un autre cas, tout un chevalement, coupé au pied, était tombé de sa base en décrivant un angle de 90 degrés. On a utilisé là d'énormes sapins de Lithuanie que les Allemands avaient autrefois fournis à la mine, en guise de boisages pour les galeries, afin de vendre à bon compte des troncs dont ils ne savaient que faire, mais que le hasard des circonstances a rendus plus tard précieux. Avec quatre semblables mâts portant des moufles, on est arrivé à remettre droit le chevalement et à le soulever de cinq mètres pour le replacer finalement sur sa base. Par des moyens de ce genre, on a finalement sauvé une douzaine de chevalements détruits sur trente : ce qui ne représentait pas seulement une économie d'argent, mais surtout un gain de temps considérable. Les autres chevalements en fer ont été remplacés provisoirement par des chevalements en bois ou

en ciment armé. Quant à l'outillage, on a pu profiter de ce que les Allemands avaient dédaigné toutes les vieilleries, ne s'attachant judicieusement à détruire que ce qui était moderne. On a ainsi remis en service des machines et treuils datant d'un demi-siècle et, finalement, à force d'ingéniosité, de travail, de persévérance, on a pu sortir d'Anzin la première tonne de charbon dès le 31 décembre 1918.

Mais il reste à résoudre la question la plus grave de toutes, celle des eaux. Indépendamment des venues d'eau inévitables dans une mine en chômage, j'ai déjà dit que l'une des fosses, située sur la rive gauche de l'Escaut, la fosse Thiers, avait eu son cuvelage systématiquement crevé. Nous rencontrons donc ici, pour la première fois, ce problème capital de notre reconstitution minière ; mais il est préférable d'en remettre l'étude au moment où nous nous occuperons de Lens, qui a eu, non pas un seul puits, mais tous ses puits volontairement crevés. Je me bornerai à citer ici un cas où ce genre de réfection s'est trouvé particulièrement simple.

A l'Escarpelle (mine située plus à l'Ouest, entre Anzin et Lens) on a pu explorer les puits crevés, sur lesquels, heureusement, le mal commis n'avait pas réalisé tous les espoirs allemands, d'autant plus que les terrains encaissants sont là relativement peu aquifères. Ainsi, au puits n° 7 *bis*, dont le cuvelage est en fonte, on a constaté trois brèches produites par des explosions, chacune sur environ 3 mètres de diamètre, à des profondeurs de 59, 66 et 64 mètres. Au puits n° 8 également cuvelé en fonte, la brèche de même dimension, débitant 400 mètres cubes par jour, se trouvait à 45 mètres de profondeur. On a réussi à aveugler ces venues d'eau au moyen de béton ; puis on a fait, derrière le masque en béton, une injection de ciment qui a assuré l'étanchéité.

Quand les puits n'ont pas été crevés et que la mine a été seulement envahie par les introductions d'eau naturelles, le problème est toujours beaucoup plus simple. Il l'a été particulièrement à Anzin, par suite du peu de temps écoulé entre l'abandon des travaux et le retour des mineurs français. Quelquefois même les venues d'eau ont été assez faibles pour qu'on ait pu attaquer l'épuisement avec de simples tonneaux portés par des câbles. Mais il ne suffit pas, on le devine, d'avoir épuisé l'eau dans une mine pour pouvoir recommencer le lendemain

à y extraire du charbon. L'inondation a passé par là avec ses ravages habituels, éboulements, boisages pourris, fers rongés par les eaux acides; gonflement des argiles ayant poussé sur les maçonneries, etc... A cet égard aussi, Anzin s'est trouvé favorisé. On avait eu le temps d'y prendre, pendant l'occupation allemande, quelques précautions en vue d'un chômage que l'on estimait inévitable au moment du recul allemand, tout en ne supposant pourtant pas qu'il serait prolongé à ce point par les destructions systématiques.

En résumé, voici quelle est aujourd'hui la situation d'Anzin. Sur 20 fosses en exploitation avant la guerre, 14 ont été remises en marche par des moyens de fortune, soit qu'elles n'aient pas été noyées, comme la fosse La-Grange, sauvée par la vigilance d'un ingénieur et le dévouement d'un chef porion; soit qu'elles aient pu être dénoyées à l'aide des moyens dont la Compagnie disposait; soit enfin que les étages supérieurs y aient été accessibles alors que les eaux avaient seulement envahi les étages inférieurs. L'extraction journalière est ainsi passée de 50 tonnes au 1er janvier 1919 à 2 896 tonnes au 31 décembre de la même année et 3 779 tonnes au 15 juin 1920 (contre 11 000 avant la guerre). L'une des fosses en travail réalise même ce tour de force d'atteindre une production locale supérieure à celle d'avant-guerre, malgré le caractère désuet des engins utilisés. Le dénoyage de cinq fosses est terminé. Sur toutes les autres, l'épuisement fonctionne, à l'exception de la fosse Thiers dont, nous l'avons dit, le cuvelage a été crevé. Les chevalements des puits sont, ou achevés, ou en bonne voie d'exécution. Sur 34 machines d'extraction, deux ont été oubliées par l'ennemi, une a été réparée, trois ont été remplacées, douze sont en cours de livraison, douze autres à l'étude. La population ouvrière dépasse 11 000 hommes contre 16 000 autrefois. Comme conclusion, dans cette concession d'Anzin, on pense produire au moins 6 600 tonnes par jour à la fin de 1920 (soit environ 60 pour 100 de l'extraction ancienne) et avoir tout remis en état au cours de 1924.

Les autres mines appartenant à cette même zone relativement épargnée ont obtenu des résultats analogues qui annoncent le retour progressif à un état normal. Aniche, au début de 1920, donnait déjà 1 000 tonnes par jour contre 8 000 avant la guerre. A Ostricourt, la production monte actuellement à 400 tonnes et arrivera à 1 500 à la fin de 1920, quand les

machines d'extraction neuves auront pu être installées. Dès la fin de 1920, on espère, dans le Nord, avoir retrouvé la moitié de la production ancienne.

2° Comme second exemple relatif à une mine très dévastée, mais où, cependant, il restait encore quelque chose debout, nous pourrions choisir entre Courrières, Dourges, Meurchin et Carvin. Courrières commence déjà à poser des problèmes exceptionnels. On a eu là des cas de chevalements entièrement disparus dans des entonnoirs d'explosion. Et je n'ai pas besoin d'ajouter que tous les piliers des ateliers de triage, tous les chevalements de puits ont été cisaillés à coups d'explosifs, que les voies ferrées ont été, rail par rail, détruites à la dynamite. Mais le point important, c'est que les cuvelages de Courrières sont, en général, demeurés intacts, bien que des explosions eussent été savamment préparées par des techniciens experts au voisinage des points faibles où se trouvent ce qu'on appelle des « trousses picotées. » Ce n'est pas le désir de nuire qui a manqué aux Allemands ; on a retrouvé sur certains puits, des projectiles et des caisses d'explosifs inutilisées. Ailleurs, l'explosion n'a pas produit l'effet attendu grâce aux anciens tubes de cimentage restés en place après le fonçage des puits. Ailleurs enfin, le coup de mine a raté. Le mal n'a été important qu'au puits n° 9, dont la partie supérieure a été éboulée par suite d'une explosion qui avait pour but de faire sauter le chevalement au moyen d'une charge de dynamite placée dans la galerie du ventilateur. Par suite, à Courrières, le dénoyage, portant sur 20 à 30 millions de mètres cubes, a pu commencer au début de 1920. On est donc entré là dans la période d'exécution définitive, sur la durée de laquelle il ne faut d'ailleurs pas s'abuser, car elle pourra durer entre un an et 18 mois.

Dans la même zone, Dourges est la mine qui retrouvera le plus vite sa production ancienne. Les dégâts causés aux cuvelages y ont été particulièrement faibles et les mines relativement peu noyées. Les constructions en ciment armé ont ici particulièrement bien résisté. Je ne parle pas, bien entendu, du déblaiement que nous retrouvons partout et dont je vais redire quelques mots en abordant enfin la mine de Lens qui, avec Liévin, Drocourt et la fosse 8 de Béthune, représente le type de la dévastation radicale, absolue, sans restriction.

3° L'aspect de Lens est encore lamentable. On sait combien

on s'est battu sur cette malheureuse concession et il n'est pas sain pour une mine d'avoir eu aussi souvent les honneurs du Communiqué. Ici la campagne reste un désert aux trous d'obus lunaires. Tous les villages, tous les emplacements industriels ont été entièrement rasés, pulvérisés, ou réduits à des amas informes de décombres et de ferrailles tordues. Les dévastations voulues, poussées jusqu'à l'extrême degré du raffinement, se sont ajoutées aux effets d'un bombardement effroyable. La plupart des cuvelages ont été crevés une ou plusieurs fois et, depuis plus de quatre ans, l'eau a tout envahi, coulant même parfois au dehors de certains puits, dont l'orifice est situé topographiquement plus bas, comme par un puits artésien. Tous les problèmes se sont donc présentés ici avec leur maximum d'intensité; mais, en même temps, on a pu faire table rase de toutes les installations passées et concevoir toute une organisation nouvelle sur un plan d'ensemble. A Anzin, nous avons rencontré souvent des réparations, des réutilisations ingénieuses d'engins anciens. Ici rien de pareil. Une fois le nivellement des surfaces effectué par l'enlèvement des décombres, on peut dire qu'on s'est trouvé en face du néant.

Cette première tâche de déblayage a présenté ses difficultés ordinaires, sur lesquelles je ne reviens pas. Il a fallu attaquer des montagnes de briques pilées et de ferrailles tordues comme on ouvre une carrière dans une colline, et quelquefois, ainsi à la fosse 15 de Loos autrefois fameuse par ses installations, cette colline de fers tordus atteignait une hauteur de 80 mètres. Mais, sauf dans quelques cas analogues à celui de la fosse 15, ce déblaiement est aujourd'hui fini et je ne reviens pas sur ce qui appartient maintenant au passé. Les décombres ayant été enlevées, sans que rien encore prenne leur place, on éprouve, en errant dans ce qui fut des cités ouvrières, des installations minières, ou même une ville, une impression analogue à celle que cause la visite d'Ostie ou de Pompéi. Entre des fondations de maisons rasées presque au niveau du sol, où l'on aperçoit des débris de pavages ou de peintures, avec des caves éventrées, les chaussées ont reparu, gardant leurs trottoirs, parfois leurs bornes-fontaines. Des baraquements en planches ou en tôle ondulée abritent les ouvriers de retour (environ 5000 sur 17000). Des chevalements en bois ou en béton armé commencent à remplacer provisoirement les grands

chevalements en fer, jadis l'orgueil des Compagnies... Mais nous avons déjà eu assez d'occasions de rencontrer ailleurs ces spectacles de détresse et je préfère insister sur le problème essentiel du dénoyage que j'ai réservé jusqu'ici pour en parler à propos de Lens.

Rappelons de quoi il s'agit pour préciser les difficultés insurmontables, qui empêcheront, pendant des années, le retour de nos mines à la vie normale. J'ai dit que l'eau venait des terrains de craie superposés au terrain houiller et qu'elle avait pénétré dans les chantiers de houille parce que les Allemands, en crevant les cuvelages au niveau de cette craie, avaient ouvert une communication entre les deux terrains, l'un aquifère, l'autre exploité par les chantiers de houille, que, dans l'existence normale de la mine, on s'attache essentiellement à disjoindre. Mais, pour les lecteurs auxquels cette situation de nos mines n'est pas connue d'avance, il est nécessaire de préciser.

Quand on creuse un puits de mine à Lens, on entre, presque au ras du sol, dans la craie fissurée et, dès que le puits a rencontré une de ces fissures, on se trouve envahi par l'eau. Le travail des pompes les plus puissantes deviendrait alors bientôt impuissant à épuiser ce flot envahissant et il faut, pour traverser cette zone dangereuse, employer des procédés de congélation ou de cimentage, qui sont ceux auxquels nous allons voir recourir pour réparer actuellement les puits. Grâce à de tels procédés, on traverse les 40 à 50 premiers mètres de craie et, lorsqu'à la base on rencontre la couche dite « la meule, » on commence à respirer un peu. Cependant, la passée difficile n'est pas encore finie ; on doit traverser de nouveau 35 mètres de craie plus compacte et moins aquifère (les bleus) pour atteindre enfin les argiles, « ou dièves, » qui forment, au-dessus du terrain houiller, un manteau imperméable, analogue à celui qui provoque le mécanisme connu des nappes artésiennes dans le bassin de Paris. Ce manteau protecteur des dièves empêche, à l'état normal, l'eau de la craie (située au-dessus) de pénétrer dans le terrain houiller (placé au-dessous). Mais, comme le but du puits est précisément d'atteindre ce terrain houiller et de le mettre en communication avec le jour, on est amené à crever les dièves. A l'état normal, cela n'a pas d'inconvénient. Le puits de mine est, nous l'avons vu, entouré d'un tube étanche en fonte ou en bois

(son cuvelage) et ce tube traverse successivement la craie aquifère, les dièves argileuses, enfin le terrain houiller, sans établir aucune communication des uns aux autres. Mais qu'un accident ou une explosion criminelle vienne à crever le cuvelage au niveau de la craie, par cette brèche du cuvelage l'eau se précipite dans le puits et, rencontrant à la base de celui-ci les travaux de mine, elle s'y précipite ; elle les envahit à partir de la base en remontant peu à peu jusqu'au jour. Or, les travaux de mines représentent un énorme vide souterrain, un vide que l'on peut estimer au tiers de tout le charbon extrait depuis l'origine, les deux autres tiers ayant été comblés par les affaissements. Si l'on fait le calcul assez simple, on voit que, dans la seule concession de Lens, il doit exister 17 500 000 mètres cubes d'eau à extraire au-dessus du niveau de 220 mètres de profondeur, qui est un premier grand niveau d'exploitation ; puis encore 9 450 000 jusqu'au niveau de 330, où l'exploitation était également importante, sans parler des quantités analogues qui existent au-dessous jusqu'à la profondeur extrême de 700 mètres atteinte dans un des puits.

Tels sont les chiffres colossaux qu'il s'agira un jour de pomper. Mais on se tromperait gravement si l'on imaginait qu'il suffit de placer immédiatement des pompes sur les puits de mine et de les mettre en marche. En opérant ainsi, on obtiendrait un résultat qui rappellerait trop celui des Danaïdes, inversé. A mesure que l'on viderait l'eau du puits, il en arriverait d'autre par le réseau des fissures qui parcourt la craie sur des dizaines, des centaines de kilomètres. Aucune pompe, si puissante qu'on la suppose, ne suffirait à un tel travail. Pour aboutir, il faut donc commencer par remettre les puits dans l'état où ils étaient avant la guerre, par reconstituer leur cuvelage crevé et, comme ce travail ne peut se faire sous l'eau, il faut tout d'abord créer artificiellement, autour de chaque puits crevé, sur les 100 mètres de hauteur de la craie, un cercle étanche, à l'intérieur duquel on pompera plus tard quand les communications avec la craie auront été ainsi fermées. Le principe de la méthode consiste dans les opérations suivantes : 1° confection de ce tube étanche au moyen du très curieux procédé que l'on nomme le cimentage ; 2° dénoyage ; 3° réparation des cuvelages ; 4° réparation de la mine. Quoiqu'il s'agisse là d'une question technique, elle est aujourd'hui d'une telle importance

nationale et, en même temps, si généralement incomprise dans le public que je crois utile de l'exposer avec quelques détails, afin que le lecteur comprenne la nécessité où l'on est de faire les quatre opérations précédentes suivant l'ordre où je les ai énumérées, d'exécuter chacune d'elles dans des conditions qui demandent un délai irréductible et, par conséquent, de consacrer au moins deux ans pour le tout, sans qu'aucun effort puisse réduire sensiblement cette longue attente.

Il s'agit, nous venons de le voir, d'établir sous terre, depuis la superficie jusqu'à cent mètres de profondeur, dans la craie fissurée, un cercle absolument étanche autour d'un puits crevé et rempli d'eau, dans lequel on ne saurait pénétrer. La solution consiste à injecter par en haut du ciment dans toutes les fissures de la craie que comprend ce même bloc. Ce ciment y prend la place de l'eau, fait prise et, adhérant à la craie d'une manière remarquable, constitue un bloc hétérogène de craie et de ciment, bien compact, au centre duquel on pourra assécher le puits.

Pour cela, on fore, autour du puits qui peut avoir 5 mètres de diamètre, une dizaine de sondages situés sur une couronne circulaire de 12 m. 50. Dans chacun de ces sondages, à mesure que l'on s'enfonce, on fait des injections de ciment bien liquide et à prise suffisamment lente : par exemple, au début, tous les deux mètres, puis avec des intervalles plus espacés. Chacune de ces injections se chiffre par milliers de kilos : de 4 à 7 tonnes quand les fissures sont minces; jusqu'à 10 à 15 tonnes quand elles sont très larges. Tandis qu'une des injections fait prise, on passe à la suivante. Des procédés ingénieux permettent de se rendre compte jusqu'à quelle distance le ciment s'infiltre, d'empêcher qu'il ne vienne sortir dans le puits, etc.

Au début, le ciment pénètre de lui-même sous la pression correspondante à la profondeur de l'injection; plus tard, il faut exercer une action de refoulement. On arrive ainsi à consolider, autour de chaque sondage, un cylindre de 5 à 6 mètres de rayon et, quand ces cylindres se relient les uns aux autres, l'opération est réussie. Mais, en général, il faut recommencer ensuite le même travail sur une seconde couronne de sondages ayant un rayon plus petit. Au total, chaque puits peut absorber un millier de tonnes de ciment et demander trois mois et demi à quatre mois. On avait d'abord pensé faire exécuter ce cimen-

tage, comme réparation de guerre, par les Allemands. Mais il en a été de cet espoir comme de la plupart de ceux qu'avait pu faire concevoir l'exécution honnête du traité de paix. Ce sont des entrepreneurs français et belges qui ont dû exécuter le travail. Actuellement, le cimentage s'achève à la fosse 9 de Lens, il est en cours à la fosse 11 et les 7 autres puits que l'on a décidé de cimenter seront achevés pour la fin de 1920.

Quand on aura terminé cette première opération, on pourra enfin commencer le dénoyage, pour lequel on emploiera, sur 15 puits, 15 pompes mastodontes, pesant chacune de 15 à 20 tonnes et suspendues dans le puits au bout d'un câble par un cabestan de 37 tonnes. Ces pompes centrifuges ont été construites de manière à débiter d'abord 2000 mètres cubes par heure, quand elles seront près de la surface. A mesure que la pompe descendra dans le puits avec les progrès de l'épuisement, son débit diminuera. Quand on atteindra la base de la craie aquifère pour pénétrer dans le terrain houiller vers 130 à 140 mètres de profondeur, le débit sera encore de 5 à 600 mètres cubes par heure ; il tombera à 400 au niveau de 220 mètres et à 350 au niveau de 330 mètres. Ces niveaux de 220 et 330 mètres sont ceux où l'exploitation doit recommencer en grand.

Par les chiffres précédents, on voit que l'on commencera par extraire, sur l'ensemble de la concession, 30 000 mètres cubes d'eau à l'heure. C'est là un petit fleuve équivalent au 25e du débit de la Seine à Paris et dont on a dû très soigneusement étudier l'évacuation. En travaillant jour et nuit, on mettra près d'un an pour achever l'épuisement.

On n'aura pas besoin d'attendre jusque-là pour effectuer les réparations des cuvelages, en remplaçant les garnitures de bois ou les voussoirs de fonte endommagés par les explosions, ni même pour pénétrer dans les travaux de mine supérieurs qui commencent, sur certains puits, à partir de 80 mètres et pour les remettre en état. A partir du moment où l'on atteindra dans un des puits le niveau supérieur d'exploitation, l'abatage du charbon pourra vite reprendre. Une circonstance accidentelle permettra même d'extraire un peu de charbon auparavant, dès la fin de 1920. Il existe, en effet, à Lens, un puits 14 bis, dont le fonçage n'était pas achevé au moment de la guerre et n'arrivait pas au terrain houiller. Ne communiquant pas avec les

travaux profonds, il n'a pas été inondé par eux et, n'ayant pas été lui-même crevé, il se présente comme une simple cuve étanche de 146 mètres de profondeur, il est vrai remplie d'eau, mais facile à vider. Quand on l'aura asséché, on y terminera le fonçage en cours, ce qui représente un approfondissement de 40 mètres; puis on percera les galeries horizontales par lesquelles on devait atteindre les couches de charbon et l'on aura ainsi la satisfaction de voir extraire du charbon à Lens. Là, comme partout, nous entrons enfin dans la phase où notre reconstitution minière se traduira par des résultats croissants. Mais les chiffres de production resteront bien minimes jusqu'à la fin de 1921. La mine de Lens avait célébré autrefois deux fêtes, l'une pour ses 3 millions de tonnes annuelles, l'autre pour ses 4 millions. Avant de pouvoir renouveler la première, il faudra attendre 1925 et, sans doute, 1930 pour la seconde.

Ainsi, le jour où, à force de travail et d'argent, nous aurons à peu près réparé le mal scientifiquement commis, notre extraction houillère du Pas-de-Calais et du Nord sera restée pendant plus de quinze ans inférieure aux chiffres anciens, alors qu'en régime normal, la courbe de la production s'élevait d'année en année. Devant une telle constatation, il faut reconnaître que les Allemands ont, malgré leurs mécomptes, atteint le but auquel ils visaient et qu'à défaut de compensations prévues, mais peu réalisées, notre industrie tout entière a été mise, vis à vis de nos voisins, ennemis ou alliés, dans un état d'infériorité, qui n'aurait pas semblé devoir être le prix de nos sacrifices, ni le résultat de notre victoire.

L. De Launay.

ENTRE DEUX JARDINS

III[1]

XI. — L'ESCALIER

C'était mon domaine en hiver; il était incomparable. Aucun autre ne l'a jamais valu; les escaliers blancs, tapissés de rouge ou de bleu, bordés de plantes vertes, que je grimpais quelquefois derrière maman, n'avaient pas la moitié des perfections du mien; d'ailleurs, ceux-là précédaient des salons où, pour une toute petite fille, il y avait des choses bien difficiles, bien nuancées, à faire. « Fais attention, recommandait maman à voix basse, de ne pas marcher sur ma robe en entrant. » Puis je savais qu'après avoir dit bonjour, une autre épreuve m'attendait; je m'assiérais, sage et silencieuse, dans un coin d'où je compterais les tableaux, ou bien j'apprendrais par cœur les dessins du tapis; mais tout à coup quelqu'un, par gentille pitié, me poserait une question, et la suprême difficulté, c'était la réponse; quand on s'est enfermé dans le silence, on ne sait jamais au juste avec quelle voix on en sort; va-t-on parler trop haut, ou au contraire si bas qu'on vous fera répéter? Dans les deux cas, on sera jugée ridicule par maman; et quand on s'en ira, après avoir évité une seconde fois de marcher sur sa robe, maman fera des observations en descendant les grands escaliers, sans se soucier des gens qui montent ou des domestiques qui écoutent d'un air goguenard. Depuis ces temps reculés, tout escalier m'a toujours attirée et intéressée. Je vous

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre.

vois tous défiler dans ma mémoire : solennels escaliers des vieilles abbayes et des grands châteaux de France; escaliers de Saint-Aignan qui allez, comme une pente douce et naturelle, de la basilique au château, et du château à la basilique, sous la protection de bienveillants tilleuls; degrés de la Trinité des Monts, éblouissants de fleurs et frissonnants de vols de pigeons, dévorés de soleil, mais rafraîchis par la fontaine toujours vive; petites marches bretonnes usées de pas et rongées d'herbe qui conduisez aux calvaires et aux croix de bois, fleuries de phlox; charmants escaliers de Grenade qui menez nos pas fantaisistes au hasard des petites allées du Généralife, de bassin en bassin, de margelle en margelle, où fleurissent les pots de cinéraires autour des petits jets d'eau; sévère Scala Santa, qu'on monte à genoux; gradins de Tusculum qui disparaissez sous les fougères, et qui êtes si disjoints que de vos fentes s'élancent de belliqueux lézards verts; escaliers tournants de la villa d'Este, appuyés sur vos rampes que le temps a mangées à force d'amour, entre l'éternel sourire de vos jets d'eau et vos cyprès figés dans l'espace comme des larmes noires; escaliers gris des vieilles cités françaises qui remplacez les pentes trop raides, entre les demeures basses qu'éclairent les pots de géraniums, tels que des figures; escaliers de Venise qui fuyez dans l'eau; escaliers de Versailles qui montez vers le ciel ainsi que l'échelle de Jacob, vous tous, escaliers vers qui m'a conduite la curiosité, que j'ai toujours descendus ou montés avec la pensée de votre ressemblance avec la vie, vous tous réunis, vous ne m'avez pas donné autant de joie que les quarante-deux marches des deux petits étages où mon enfance étala ses jeux et joua mille comédies.

Le principal et très appréciable avantage de mon escalier était d'être chaud, traversé qu'il était, de part en part, par le tuyau noir du poêle du vestibule; on pouvait même s'y brûler les mains; ce tuyau disparaissait dans le mur, au second étage, à côté du vitrage qui m'envoyait une généreuse lumière. Quand il pleuvait, la pluie y faisait un bruit frais et délicieux; quand la neige s'y amassait, j'espérais, dans le fond invisible de mon cœur, que le verre ne résisterait pas et que tout s'effondrerait à grand fracas dans mon escalier. Ce qui ne manquerait pas d'être un spectacle grandiose; je dirais alors à maman la phrase que je lançais quand j'avais fait quelque sottise, cassé quelque

objet, et que je me souviens lui avoir dite à Reims, pendant une visite à notre cousin le cardinal Langénieux, au sujet de ma jarretière décousue, et de mon bas descendant lamentablement sur ma bottine :

— Eh bien? qu'est-ce que tu vas faire, à présent?

Cette phrase irritait beaucoup ma chère maman.

Il est probable que bonne maman pensait aussi, mais pas de la même manière que moi, à cette neige si lourde sur le vitrage, car elle faisait venir un homme qui montait sur le toit et délogeait la neige à grands coups de balai. C'était, si je ne me trompe, un certain M. Deltal, mari de la concierge et charpentier de son état. Bonne maman n'avait pas coutume d'employer cette concierge; elle n'aimait pas le contact avec les gens trop voisins et redoutait les cancans. Mme Deltal était régulièrement laide, comme dit Saint-Simon de la duchesse de Bourgogne; mais rien ne rachetait cette laideur, sinon qu'elle était nette et propre. J'entendais nos bonnes marmotter : « Comment ce laideron a-t-il été épousé par ce beau garçon? » Je ne m'expliquais pas cette phrase, car M. Deltal, quoique grand et mince, avec son tablier dont les bords étaient encore verts, et le milieu d'un coloris innommable, ses mains qui avaient oublié la couleur de leur peau, et sa forte odeur d'alcool et de tabac, ne me paraissait rien moins que beau; sa femme me semblait alors vieille; mais, malgré le nombre de lustres qui ont passé depuis les temps dont je parle, quand je la rencontre aujourd'hui, elle est toute semblable, affreuse, alerte et nette. Il y a certainement pour les laides une fontaine de Jouvence; c'est une juste compensation de la nature et du ciel; mais, à l'âge de six ans, je ne m'arrêtais pas à ce genre de considérations.

Je m'installais de préférence dans l'angle du deuxième étage dont les marches étaient plus larges, sous ce vitrage qui reflétait le passage des nuées ou qui s'illuminait de bleu; de là-haut, pas grand bruit n'arrivait, car l'entourage de jardins était silencieux; seul, quelquefois, un remorqueur, demandant le passage libre pour tourner sur la Seine, déchirait ce grand silence et faisait vibrer toute la toiture; j'écoutais passer jusqu'au bout ces ondes sonores qui ne ressemblaient à aucun des bruits familiers de la maison et qui me parlaient d'un monde extérieur plein de beautés assurément, et que je plaçais bien plus loin que la Seine.

Pour ce qui est des rumeurs de la maison, je n'en perdais aucune dans l'escalier ; et ce n'était pas là son plus mince avantage ; personne ne sonnait, aucun fournisseur n'entrait, aucun bruit ne s'élevait dans la cuisine sans que j'en fusse avertie ; et c'était le plus intéressant, puisque c'était le *dehors* qui entrait alors chez nous, le *dehors* plein d'imprévu, plein d'un mystérieux intérêt.

J'eus deux jouets favoris : une cuisine et un théâtre ; je crois que c'étaient des cadeaux de mon vieil ami. Une fois la cuisine disposée dans le tournant de l'escalier, je mettais un repas en train ; les jours de grande sagesse que maman ne prétendait pas fréquents, on me donnait un peu de braise pour que j'eusse l'illusion de la cuisson.

Quand le repas était bien installé à cuire, alors commençait le plus difficile. La marche d'escalier représentait toute la cuisine, et il s'agissait, devant ce fourneau, d'être tour à tour bonne maman et la cuisinière ; je faisais semblant d'entrer avec détachement et dignité ; puis je découvrais une casserole sale, trop de farine dans ce plat, pas assez de sel dans celui-ci, je m'échauffais, et j'invectivais l'infortunée cuisinière ! Laissant là le rôle de bonne maman bien ébauché, je me mettais dans la peau de Désirée, dévorant en un instant l'espace de quarante années ; je supportais les reproches en tisonnant mon feu, je recevais l'orage avec un silence farouche ; puis, à une remontrance futile, je me rebiffais, je répondais, je répondais même très mal, et quand j'étais à bout d'impertinence, je rendais mon tablier, d'un geste plein de noblesse que j'avais beaucoup admiré chez Désirée ; — reprenant le rôle de bonne maman, je me retirais en bon ordre, en rectifiant la position d'une fanchon imaginaire.

Mais, ce que je n'arrivais pas à imiter, car c'était inimitable, c'est la grâce souriante avec laquelle bonne maman reparaissait dans la cuisine, quelques heures après une scène analogue, ou le lendemain matin. Elle se donnait l'air d'avoir tout oublié, tenait à sa bonne des propos pleins d'aménité où elle mêlait quelques compliments bien placés, et Désirée renouait son tablier.

Quand j'avais épuisé les ressources de la cuisine, je passais au théâtre. Les souvenirs de *Monsieur de Crac* et du *Tour du Monde* me brûlaient toujours la mémoire, et je manipulais avec délices mes décors, toujours les mêmes, salon et marine, et ma

douzaine de pantins, chiffonnés de soie et de velours, et inexpressifs au bout de leur fil de fer.

Sans petites filles proches autour de moi, j'étais livrée à mes propres ressources, d'autant que ma famille ne se mêlait pas à mes jeux ; donc, je composais et je jouais mes pièces seule.

Le décor salon ne m'inspirait guère. Y faire figurer mes parents? Certes, je les chérissais tendrement; mais nous avions sur les choses des vues terriblement divergentes qui amenaient de vifs et perpétuels démêlés ; j'étais déjà, d'une façon générale, accusée d'impertinence ; j'estimais qu'il serait de mauvais goût de transposer sur la scène nos différends journaliers!

Mais avec le décor marine, le champ était indéfini, d'autant qu'il comportait une barque. Une barque, cet objet mouvant, qu'on peut gréer à sa fantaisie! quelques brindilles de bois, un chiffon, des ficelles, un coup de peinture par ci par là, et chaque jour ma barque prenait une physionomie différente et partait sur des flots nouveaux vers les aventures les plus variées. Et c'était des aventures vraies, car je ne faisais rien sans le secours de mes trois livres : l'Histoire sainte, l'Iliade et l'Histoire grecque. D'abord, ce fut une galère, transportant les rois grecs vers Ilion ; elle dut faire le voyage plusieurs fois aller et retour, et elle ne resta pas chaque fois dix ans en route! Quels naufrages les pauvres gens ne côtoyèrent-ils pas, et de quels embruns l'escalier ne fut-il pas inondé! Oh! je ne marchandais pas les tempêtes! Je faisais le tonnerre contre le sonore tuyau du poêle, et les éclairs avec des allumettes subrepticement données par la cuisinière. (« Mademoiselle me fera gronder, car Madame verra bien que les allumettes filent vite. ») En somme, il y eut peu de dégâts; je sauvai la vie à tous mes Grecs, et je les débarquai sains et saufs sur la côte d'Asie-Mineure ; là, qu'ils se débrouillent!

Je réparai ma barque, qui avait quelques avaries, j'en fis un bateau de commerce et je l'offris, avec mes services, aux Tyriens. Ces gens avisés, qui avaient le sens des affaires, m'envoyèrent à Carthage, avec un chargement précieux, où je crois que le marbre et l'or entraient pour beaucoup! Je ne saurais dire où je les avais pris. J'avais confectionné une seconde barque, plus modeste, que je fis monter par des pirates; il y eut une rencontre terrible en Méditerranée, plusieurs même, et une bataille où bien des marionnettes périrent; finalement, je me perdis, corps et biens, et ma galère sombra avec son

marbre et son or... Je fis tomber le rideau. On conçoit aisément que je ne pouvais plus me présenter aux Tyriens. Aussi, j'eus recours au Nouveau Testament; la barque des pirates fut nettoyée, reçut une voile, des filets et des pêcheurs, et je la lançai sur le lac de Tibériade; je recouvris de percale blanche le velours et le satin de mes marionnettes qui devinrent les apôtres; ils pêchaient, ils raccommodaient leurs filets; c'était très reposant après tant de tragédies marines; puis, comme je ne trouvais aucun de mes acteurs digne de figurer Notre Seigneur, je m'asseyais sur une marche de l'escalier, et je lisais les Évangiles à la foule que j'avais assise sur mon théâtre au bord du lac. Maman m'avait expliqué les passages trop difficiles d'une façon qui me satisfaisait, et j'avais tiré une conclusion très simple : « Il n'y a qu'à faire tout ce que ces Évangiles recommandent; c'est bien facile, et on reste ainsi sage jusqu'à la mort. » Plus tard, j'ai trouvé que c'était moins facile.

Mais j'étais vite reprise par mes goûts païens de l'antiquité et par l'envie de faire jouer des rôles à des déesses; je ne trouvais rien de plus ingénieux que ces nuages dont s'enveloppait Minerve ou Vénus, et dont elles se servaient pour dérober un héros favori à la vengeance d'un ennemi. Comment représenter ces nuages? A force de chercher, je trouvai un à peu près; malgré le tuyau du poêle, il ne faisait pas chaud dans mon escalier, en plein hiver, sous le vitrage; et mes petits doigts, sortant des mitaines, se violaçaient et se fendillaient en vilaines crevasses; maman y mettait avec précaution de la glycérine qui me piquait, et j'en pleurais de dépit. Ce froid me servit; je lançai de grands jets d'haleine; plus il faisait froid, plus cette petite buée était épaisse; en tout cas, elle me parut suffisante pour cacher mes dieux; et je jouai des tournois, des combats singuliers, des enlèvements, où Hector fut toujours vainqueur et où tour à tour Apollon, Junon et Vénus se jouèrent les plus vilains tours du monde, grâce à mes nuages qui voilaient leurs rayons, leurs ruses et leurs malices. J'avais délibérément supprimé Minerve qui m'énervait avec sa façon d'avoir toujours raison.

Quelquefois, bon papa criait de son cabinet : « Qu'est-ce que tu as à souffler ainsi, Pâquerette? » Pour rien au monde je n'aurais révélé mes secrets. « Ce n'est rien, *papa*, je souffle sur mes doigts pour les réchauffer, » et je joignais le geste à la parole pour m'assurer que je ne mentais pas!

Mon théâtre vit aussi de fameux bûchers; il y eut le bûcher d'un roi hindou où beaucoup de femmes périrent; le jardin avait fourni le bois, et des feuilles figuraient des branches de palmier avec lesquels des pantins esclaves, noircis au charbon, attisaient la flamme; un petit bout de papier d'Arménie, tombé de l'armoire de bonne maman, brûlait dans un coin et figurait à ravir tous ces parfums de l'Inde que j'avais sentis dans un livre de voyages. Cet enterrement fut magnifique.

Il y eut aussi celui de Didon, mais ce fut moins réussi. parce que je n'avais sur cette dame que des données un peu vagues.

Je me rattrapai sur Hercule : c'était mon dieu favori; depuis que je savais l'Afrique portée par une de ses épaules, je ressentais pour lui un respect mêlé de folle admiration. Cette force inouïe me séduisait probablement d'autant plus que personne à la maison n'était capable d'en déployer; un souffle eût renversé bon papa; maman, c'était la force morale incarnée; et bonne maman, un fil, un fil actif et ardent.

Cet Hercule, l'ai-je assez aimé! ai-je assez admiré l'aisance avec laquelle il maniait les mondes et les difficultés! Je l'invoquais chaque fois que j'en rencontrais une.

S'il était là, pensais-je, il pourrait laisser le monde un instant, il me jucherait sur son épaule si haute, et de là, je verrais au-dessus des murs voisins, au-dessus des arbres, au-dessus de tout ce qui me cache la vie des autres!... Maman me menait à une gymnastique où on me donnait des massues pour développer mes bras trop maigres; j'en demandais toujours de plus lourdes pour me rapprocher de mon demi-dieu et on se moquait de moi. (Surtout, qu'on n'aille pas se figurer qu'en grandissant, j'ai reporté cette admiration sur les forts de la Halle, et sur les déménageurs!!!)

J'étais très contrariée qu'il eût aussi mal fini. Je lui fis à plusieurs reprises des funérailles grandioses; j'avais arraché quelques poils à une descente de lit de fourrure pour figurer la fameuse toison.

Un jour d'enthousiasme, pour faire honneur à mon héros et afin que ce fût plus beau, sans respect de l'ordre du temps, de la légende et de l'histoire, je réunis, dans un mariage suprême, Didon et Hercule sur le même bûcher!

XII. — PAR LA FENÊTRE DU DEUXIÈME ÉTAGE

Il y avait des jours, où, lassée de mes jeux de l'escalier, je me risquais à m'introduire chez bon papa. S'il était devant son choubersky à réchauffer ses pauvres mains goutteuses toujours gelées, je m'asseyais à ses pieds, et je lui disais : « Papapa, raconte des histoires de quand tu étais petit. »

A vrai dire, bon papa me racontait toujours la même, celle des processions dans le grenier de sa mère, à Bordeaux : mon arrière-grand'mère avait fabriqué des poupées et, sur le désir de ce fils très délicat qu'elle idolâtrait, les avait habillées de tous les costumes du clergé ; il y avait des prêtres, un évêque, un suisse, des chantres, des enfants de chœur ; et bon papa, dans le grenier où il menait ses jeux d'hiver, chantait des messes, des saluts, des solennités grandioses. Je trouvais que cet heureux bon papa avait possédé une troupe autrement réussie que celle de mon théâtre d'enfant.

Quand il travaillait, je refermais la porte tout doucement, et je me glissais vers la fenêtre ; là, contre le rideau de reps vert, j'avais mon petit fauteuil, un fauteuil proportionné à ma petite taille, et où il me serait impossible de m'asseoir aujourd'hui.

J'enlevais à la chaleur du choubersky et je prenais sur mes genoux le chat du moment. La charmante Trotte-menu, ayant exhalé sa petite âme affectueuse et tendre, fut remplacée par un certain Mistenflûte ; il déplut très vite à ma famille qui lui reprochait sa saleté et un caractère désagréable ; un jour, en rentrant de la promenade, je ne le trouvai pas à sa place habituelle sur mon édredon ; le petit creux qu'il y faisait était encore visible et tiède ; un affreux soupçon m'envahit ; je volai aux informations et on m'apprit sans ménagements que Mistenflûte avait été donné une heure avant à un ébéniste du quartier. Je retournai sur-le-champ à l'édredon et je remplis de mes larmes le petit creux encore tiède.

Il y eut Anastasie, femme du peuple autant qu'une chatte peut l'être, toujours sur la fenêtre de la cuisine et saluant d'un *gros dos* maigre et disgracieux tous les arrivants, sans distinction de sexe ni de condition.

Il y eut Oscar, superbe angora blanc, un peu sourd, qu'on vit arriver un matin, les reins à demi brisés ; mes mamans par-

lèrent tout bas de le *faire achever* et je dus beaucoup pleurer encore. Il y eut Tapabi et Tapayou, il y eut... mais non; bon papa a parlé de ses chattes avec trop de grâce et d'agrément pour que j'en parle à mon tour (1).

La chatte quittait vite, avec un *brrrou* mécontent, mes genoux trop jeunes qu'elle jugeait trop étroits et peu confortables... Alors, ayant épuisé les ressources de l'intérieur, je me plongeais dans la contemplation de l'extérieur, et les fenêtres du cabinet de bon papa étaient un excellent observatoire; de là, par les jours d'hiver détestés, je me consolais avec la vue de tout ce que les feuilles de l'été me cachaient! Généralement, le ciel s'étendait comme un coton sale, épais et humide; et sa lourdeur figée se communiquait aux choses du dessous.

Les choses du dessous! Comme il y en avait! quel enchevêtrement, quel fouillis bizarre dans la masse grise!

Mon gazon était une tache verte; mais je le voyais peu; je n'aimais pas, de ma fenêtre, baisser les yeux; je savais par cœur les allées familières, le nombre des cailloux et les arbustes maigrichons.

Je regardais plus haut; je voyais surtout, à côté et en face de chez nous, une fumée bleue; que je l'aimais! Elle n'avait ni la somptuosité des panaches blancs de mon cher chemin de fer, ni l'intérêt de ces fumées passant au large de Veulettes, sur la mer, annonçant les bateaux qui vont du Havre à Dieppe. Non, c'était une écharpe bleuâtre, sortant d'un pauvre petit tuyau brun, de travers entre deux cheminées rouges, sur un toit de tuiles que mangeait un peu de mousse. Son bleu était celui de la pervenche, peut-être, ou de certains lins; je l'avais vu dans des yeux qui savaient être très doux; je ne sais plus où je l'avais vu encore. Il se déroulait en un souple ruban, s'étirait, pâlissait, se resserrait en fonçant un peu, s'élargissait de nouveau pour se fondre comme une brume, comme un soupir, en enveloppant les branches toutes proches. Dans sa douceur, il était si vivant, qu'à lui seul, il animait mon paysage gris quand il se lançait par grosses bouffées; quand il s'éteignait, quand le foyer invisible était vide de feu, et n'envoyait plus son âme, mon paysage gris devenait morne et mort comme une tombe qui n'est pas entretenue.

(1) *Revue Scientifique* (revue rose) des 30 septembre, 7 et 15 octobre 1899: *Mémoires de mes Chattes*, par F. T. Perrens, membre de l'Institut.

Pauvre feu; éteint depuis si longtemps ! Il fumait si joliment qu'il eût mérité d'être le feu sacré des vestales, ou d'être allumé par des mains jolies, ou d'être activé par une bouche suave soufflant sur ses tisons. En réalité, rien de ce qui l'entourait n'était pétri de beauté ; tout était médiocre : il réchauffait deux pauvres vieux courbés et cassés. Ils moururent presque en même temps ; je vis de la fenêtre un surplis blanc passer derrière leur carreau ; une croix d'argent ; on emporta quelque chose de lourd, puis on ferma la porte ; et peu après, on démolit la maisonnette.

Tout autour, je voyais un fouillis d'arbres : troncs, branches, branchettes ; elles étaient innombrables, je ne pouvais les compter ; en haut, dans le ciel de coton, elles se subdivisaient à l'infini ; en bas, c'était des lianes de forêt vierge, noircies de lierre, tordues en dessins fantastiques, formes de lettres, formes d'hommes, hiéroglyphes naturels ; on les coupait périodiquement, ces branches hardies, et j'en ressentais de la peine ; mais elles repoussaient courageusement autour de leurs moignons et se faisaient un visage nouveau.

Pendant que je les dénombrais, en tambourinant sur la vitre, le soir venait, la lumière changeait ; les gros troncs verts, tachés de violet, devenaient uniformément bruns ; les détails disparaissaient et je voyais plus nettement la forme de lyre d'un grand vernis du Japon. C'était le favori des merles, de ces merles insolents qui venaient au printemps dérober la graine de gazon, mettre le paillis en désordre et plus tard, manger carrément les raisins de la treille ! C'était là qu'ils chantaient le plus haut et le plus impertinemment, de toute l'audace de leur bec jaune !

Un soir, j'en entendis un, tout en haut de la plus haute branche, chanter, chanter ; il lançait des sons clairs et des appels magnifiques qui emplissaient le ciel ; il s'impatientait aussi, secouait ses plumes, et reprenait son chant de plus belle, il insistait, il s'épuisait. « Mais qu'a-t-il, qu'a-t-il donc ? » me demandais-je. Enfin, de très, très loin, arriva un son du même genre, quelque chose comme un écho de son chant à lui. Alors, il lança un cri de triomphe, déploya ses grandes ailes noires, et partit dans le ciel vers le chant qui lui avait répondu.

Je supposai naturellement qu'il allait rejoindre sa petite merlette, et je notai que je répondais plus vite qu'elle, lorsqu'on m'appelait.

Derrière ce rideau de branches tourmentées, se dressait la

petite maison jaune; énigme perpétuelle; sans cesse, je cherchais à percer du regard ses murs jaunes et irréguliers qui se coupaient presque à angle droit; j'interrogeais le mystère des rideaux blancs très simples qu'encadraient des volets bleuâtres. Jamais ils ne se soulevaient, jamais une figure ne s'accoudait aux petites balustrades.

J'y voyais bien le matin secouer la poussière d'un chiffon; mais c'était l'heure neutre, l'heure d'aération où la vie intérieure est absente des pièces, où ceux qui les animent d'habitude perdent eux-mêmes leur personnalité sous l'éponge et sous l'eau.

Les vitres se refermaient, le mystère entr'ouvert recommenmençait. Quels étaient donc les gens que couvrait ce toit, ce toit bizarre comme les murs jaunis, irrégulier comme eux?

Il était d'ardoise; quand il pleuvait, elle reluisait, brillait et reflétait le ciel; le soir, sous le ciel cotonneux, elle était d'un gris renfrogné; le lendemain matin, elle était bleu foncé, presque noire, parce que le soleil éclatait sur le mur jaune, qui devenait orange.

Une lucarne s'ouvrait sur ce toit; c'était un œil sur l'intérieur et j'eusse aimé y appliquer le mien, curieux, un peu moqueur et sentimental. A côté, une cheminée fumait, elle aussi; mais elle ne fumait pas d'un bleu vrai; ce n'était pas le bleu du tuyau de pauvre qui était comme un phare au bout de mon jardin.

Le nez aplati contre la vitre que je mouillais de buée, je suivais une lumière qui s'allumait au visage de la mystérieuse maison; c'était une lampe qu'on promenait; dans le mur jauni, devenu gris sous le toit foncé, derrière les branches estompées, elle faisait une tache d'or, qui allait, qui venait, qui se posait pour repartir encore, âme errante qui brillait sans éclairer.

Je m'agitais; qui avait allumé cette lampe? qui la tenait? qui la promenait avec cette célérité que bonne maman eût certainement désapprouvée! Car il était impossible que cette lampe ne fumât pas; son verre allait se noircir, et un courant d'air l'éteindrait...

Mon Dieu! que j'aurais voulu savoir et voir ce qu'il y avait dans cette maison, et dans tant d'autres maisons! Voir comment c'était arrangé chez les autres, si c'était comme *chez nous!* Après une lecture attentive des *Contes* de Perrault, j'avais ima-

giné ceci : j'étais fée: et par un jour de beau temps, j'endormais tout mon monde; j'entendais par là tout Paris; puis je me promenais et, au hasard, suivant la physionomie plus ou moins plaisante des maisons, j'entrais chez les gens endormis, je visitais, j'examinais, je prenais mon temps pour admirer en détail des tapisseries ou des chambres bleu ciel entr'aperçues du haut d'une impériale d'omnibus! Surtout, je serais seule, personne ne m'escorterait ni ne m'expliquerait ; je n'aimais pas les explications des autres, j'aimais mieux les miennes.

Ce n'était pas les plus beaux immeubles qui m'attiraient; ainsi, il y avait rue Raynouard, cette rue sinueuse et pittoresque qu'on a gâchée à plaisir, deux petits pavillons, que j'ai sus depuis être Louis XV, aux toits recourbés du bord comme une pagode; modestes et spirituels, encadrant un grand portail, je désirais vivement les visiter; et, le jour où je devais endormir Paris, c'est certainement ce portail que j'aurais poussé le premier. Un autre jour vint où maman me dit : « Toi qui as envie de visiter une maison rue Raynouard, tu vas être contente ; nous sommes invitées après-demain à déjeuner chez M. Eugène Manuel; c'est un poète. »

Cela suffit, je ne demandai point s'il habitait un des pavillons; j'en étais persuadée; où eût habité un poète rue Raynouard, si ce n'était là?

Quelle déception!

M. Manuel habitait une petite cage à poulets de construction récente, démolie aussi aujourd'hui, fort heureusement; et, dès la porte, je n'eus aucune envie de connaître l'intérieur; c'était un fouillis de portières, de rideaux retombant en lourdes cascades avec des flots de cordelières et de franges; et, aussitôt entrée, je fus suffoquée par une odeur de poussière. Mme Manuel distribuait à d'autres petites filles des étoffes orientales et des colliers de perles que je jugeai de haute valeur, et je trouvai tout naturel qu'il n'y eût rien pour moi. Elle me mena voir la table de travail de M. Manuel; comme bon papa ne fumait pas, je fus ahurie de voir des pipes, des blagues, du tabac même, jonchant son bureau; d'ailleurs, était-ce un bureau? l'amoncellement de paperasses était tel qu'on ne pouvait distinguer ni le meuble, ni même un coin pour écrire; j'étais pétrifiée sur place; on m'entraîna déjeuner, et j'ai tout oublié jusqu'au dessert.

Là, chose la plus inattendue du monde, M. Manuel récita une fable de La Fontaine, entre le plat sucré et les petits fours, qui se trouvèrent de ce fait très retardés. « Écoutez bien, les petites, dit Mme Manuel, car c'est une fameuse leçon qu'il va vous donner. » Il récita *le Chat, la belette et le petit lapin :* que dis-je? réciter! Non, il distilla goutte à goutte les mots des vers charmants, il ralentit l'histoire alerte et rapide, il nous fit des poses interminables et déplorables, il amena son chat avec des lenteurs exaspérantes, et je vous promets qu'il fit mourir à petit feu la belette et le petit lapin. Je suis sûre aujourd'hui qu'il manquait de simplicité; je bouillais, et je dus donner des signes d'impatience vers les petits fours, car maman, assise à mon côté, m'administra des petites tapes calmantes.

— Eh bien? interrogea bon papa quand je rentrai.

— Eh bien! répondis-je avec entrain, il récite les fables beaucoup plus mal que moi!

XIII. — LA PETITE FILLE QUI VOULUT EMBRASSER L'AUBÉPINE

Vers dix ans, les sorties du soir de maman et bon papa me causèrent de grands malaises; à cette époque, j'eus ma propre chambre, une petite chambre quelconque aux rideaux de cretonne verte à boutons de roses; tout le charme de cette pièce était de l'autre côté de la fenêtre, car elle donnait en plein sur l'aubépine rose, sur cette nappe de fleurs vives et jeunes, et sur les marronniers au parfum capiteux, pour qui sait le sentir. Bien sûr, cette odeur ne vous saute pas aux narines comme celle du muguet ou du céleri; mais elle s'insinue et lorsqu'elle est là, tout près de votre fenêtre, elle entre, s'installe et ne s'en va plus.

Je me mettais à ma fenêtre, je voyais bon papa et maman suivre l'allée; ils montaient dans le fiacre qui les attendait à la grille; un claquement de fouet, et le fiacre roulait. — Oh! ce roulement du fiacre! Je le suivais longtemps, longtemps, dans le silence des jardins où tout bruit était apaisé; de quels désirs ne le suivais-je pas?

Il s'en allait vers ce monde inconnu d'où maman revenait si triste et bon papa si enchanté; il filait vers des plaisirs dont maman était blasée à tout jamais par le chagrin, et qui ravissaient toujours l'âme jeune et heureuse de bon papa. Je

m'avouais une grande envie de faire là-dessus une expérience personnelle.

Une bouffée tiède arrivait de mes marronniers, et mon attention se tendait davantage vers ce coin de ciel qui se teintait la nuit, et sous lequel était Paris.

« Pâquerette, tu es couchée ? » interrogeait bonne maman de la chambre contiguë ; je répondais quelque chose d'inintelligible pour ne pas faire de peine à ma conscience, et je restais à ma fenêtre ; le roulement du fiacre s'était émietté dans le soir, mais j'entendais le grondement sourd, le ron-ron moelleux qui montait de la ville vers notre colline ; je sursautais tout à coup parce qu'un chat dégringolait dans mon aubépine, en froissant des petites branches, et j'étais toute mal à l'aise d'avoir tant écouté la nuit. On ne sait pas tout ce qui peut se passer dans le cerveau d'une petite fille de dix ans, surtout quand elle vit entre trois grandes personnes, qu'elle les écoute et ne fait part de rien à aucune camarade. J'étais amoureuse, tout simplement, et sans attacher à ce mot le moindre sens équivoque ; amoureuse de la vie et de tout ce qui m'entourait, de tout ce que je ne connaissais pas, de tout ce qu'on me taisait ou que je devinais ; amoureuse comme d'autres petites filles sont rhumatisantes ou sournoises.

Cette disposition empirait beaucoup lorsque l'orgue de Barbarie faisait son apparition ; il venait jouer de temps en temps dans une rue des environs.

Bonne maman disait : « Il ne joue que lorsque la politique ne va pas et que nous traversons une période troublée ; ce doit être un espion ! »

Je ne l'ai jamais vu, mais je ne l'entendais et ne l'écoutais que trop ; il jouait toujours le même air, quelque chose de suave, de doux, de berceur et de câlin, une merveille pour moi ! Vingt ans plus tard, j'ai découvert que c'était tout simplement un air des *Cloches de Corneville* ; à dix ans, je sentais nettement que cette mélodie qui me troublait était juste l'opposé du cantique : « Je vous salue, auguste et sainte reine, » que nous apprenions au catéchisme.

Je me serais bien gardée de le dire à mes mamans ; je ne pouvais pas leur avouer que lorsque cette manivelle tournait, à deux cents mètres de la maison, c'était d'abord un ravissement, auquel succédaient un rétrécissement de la gorge, et une brûlure

des yeux qui s'adoucissait sous des larmes ; soit que je songeasse à cette vie inconnue et belle comme un mirage, que je soupçonnais au delà de mon petit horizon ; soit que je fisse un retour désolé sur mon enfance privée de père ; ça, je pouvais encore moins le leur confier ; elles auraient eu trop de peine ; elles ne l'ont jamais su.

Certes, bon papa faisait tout ce qu'il pouvait, et il était exquis ; mais il ne pouvait pas s'improviser une seconde jeunesse.

Lorsque je voyais, à Veulettes, les pères jeunes de mes petites amies jouer avec elles, je me raidissais contre l'émotion. Et quand je rencontrais des petites filles en deuil de leur père, je les enviais de l'avoir connu et de pouvoir le pleurer.

Et cette mélodie banale de l'orgue de Barbarie, bien faite pour l'âme du peuple et pour celle des enfants, gonflait mon petit cœur, en remuant tous les sentiments que j'y enfermais à clef, et y entretenait cet état très spécial.

Enfin, il fut un printemps où mon aubépine était telle qu'un parasol rose, telle qu'un dôme de beauté, et une envie irrésistible me prit de l'embrasser, de l'embrasser éperdûment, comme j'embrassais la nouvelle chatte Tapabi, que mes démonstrations ennuyaient et qui sortait de là ébouriffée, se secouant avec indignation pour remettre en ordre ses poils, ou plutôt ses plumes, qu'elle lissait à larges coups de langue.

Mais on n'embrasse pas facilement un arbre qui est haut comme un premier étage, et j'étais sûre que ma famille ne me serait d'aucun secours, et qu'il fallait agir seule. Je pensai que je serais raisonnable en me contentant d'une branche ; mais il fallait un instrument coupant ; il fallait aussi choisir un moment propice où mes mamans seraient côté jardin, où la cuisinière aurait déguerpi de sa cuisine, et où le propriétaire, un M. Martin bourru et mal embouché, à ce que disait bon papa, (mais un membre de l'Institut est-il bien impartial en matière de langage ?) ne m'observerait pas de son pavillon entre les branches de marronnier !

Un jour vint où les conditions requises se trouvèrent réunies. Tout marchait à souhait. Je réussis à casser une branche, mal, à la vérité, car je la déchirai, et elle dégringola dans un éparpillement de petits pétales d'un rose si vif que, dans mon trouble, je crus avoir fait saigner l'arbre ; je me précipitai sur

ma victime pour enfouir mon visage dans ce fourré de velours de corail, et je la saisis à pleines mains.

Hélas! Je connaissais les épines des roses du perron enchanté, et celles de l'acacia auquel je volais des tiges pour tresser des petits paniers; mais ce traître de mai rose, avec ses feuilles découpées et ses diables de fleurs qui prenaient toute la place, m'avait toujours caché les siennes; et en hiver je ne le regardais pas, de parti pris.

Je restai stupide, les mains et le visage écorchés, dégoûtée, dégrisée, et profondément troublée des explications qu'il allait falloir donner à ma famille sur mes écorchures sanguinolentes. Je sentais obscurément qu'elle ne comprendrait pas l'enchaînement de mes idées, qu'elle ne voudrait pas suivre le chemin parcouru par mon petit esprit, qu'elle se refuserait à savoir le vrai sens de ma soi-disant sottise : je l'entendais d'avance me dire : « Tu es une petite fille, tu dois jouer et travailler, travailler et jouer. »

Pas un instant l'idée ne m'effleura que je venais de rencontrer la vie.

ÉPILOGUE

Je n'ai plus rien à dire de cette petite fille; elle va avoir onze ans, elle disparaît. Elle devient ce que son grand-père appelait, en langage bordelais, *une meïnade*, quelque chose d'intermédiaire, de disgracieux, d'insupportable, au dire des parents.

Elle a perdu le caractère enfant, elle n'a plus le temps de l'avoir; elle travaille, on la fait beaucoup travailler, même le dimanche matin, ce qui est l'occasion d'une grande révolte noyée dans des pleurs abondants; du coup, elle renonce à ses jeux enfantins, à ses rêveries dans l'escalier, à ses fantaisies du jardin.

Elle travaille, dis-je, avec un acharnement morne, ne regrettant pas le temps des farces et des enfantillages, mais attendant nerveusement le moment d'être une jeune fille; c'est long à venir; elle ne sait pas ce que ce sera, mais elle souffre de ne pas l'être; elle en ressent une espèce d'humiliation, elle s'ennuie, elle se crispe; tout lui paraît gris et décoloré.

Elle se regarde dans les glaces, agacée de ses traits encore

indécis et de ses cheveux flottants, irritée de son corps mièvre; elle veut paraître plus âgée et bombe sa petite poitrine. Elle enrage d'avoir encore tant à apprendre pour arriver à faire quelque chose vraiment bien. Elle essaie des phrases qu'elle dirait, ou qu'elle aimerait dire, si elle était une femme; elle soupire : « Quand, mais quand donc serai-je une grande personne? Ça ne viendra donc jamais? »

Elle compte les années avec découragement, les mois aussi; pas les jours : c'est impossible, ils passent si lentement! Elle est persuadée qu'il y en a plus qu'on ne dit en un an, et que le jour bienheureux où elle ne sera plus une fillette oubliera de se lever.

Elle se croit rejetée dans le néant; elle se souvient d'une petite existence charmante, d'où on l'a retirée pour l'enfermer dans des limbes blanchâtres et ternes; et elle se demande quel est le sauveur qui viendra jamais l'arracher de cette prison?

Entre tant d'ennui et tant de désir, elle n'a pas une idée personnelle, pas de vie, pas de relief, pas de couleur; elle fait tout automatiquement.

Elle n'est plus qu'une machine qui tourne, qui tournera docilement jusqu'à ce que l'objet qu'elle confectionne soit à point. De fait, alors qu'elle croit piétiner sur place, un grand travail se fait : sa petite personne est une espèce de creuset; tout est à la fonte; l'intelligence, les idées, les aspirations, les désirs, le caractère, les goûts même, tout cela bout ensemble dans cette fusion incolore qui donne la nausée à l'enfant... et d'où sortira, six ou sept ans plus tard, une femme, — la femme, précisément, dont je ne veux rien savoir.

MARIE PERRENS.

L'EXPOSITION VAN EYCK A BRUXELLES

LA RÉSURRECTION

DE

L'AGNEAU MYSTIQUE

> L'Allemagne s'engage à remettre à la Belgique... les volets du retable de *l'Agneau mystique*, peint par les frères van Eyck, qui se trouvent actuellement au musée de Berlin.
>
> Traité de Versailles. — Art. 246.

C'est la fin d'une très vieille histoire, d'une histoire qui est à conter comme un exemple de la vie tourmentée des chefs-d'œuvre ou de certains trésors célèbres et convoités. Il y avait jadis un tableau merveilleux qu'un bourgeois de la ville de Gand avait fait peindre par le plus grand des artistes de son temps, pour décorer l'autel où un prêtre devait dire une messe perpétuelle au-dessus de son tombeau. On y voyait le portrait de ce bourgeois et de sa femme à genoux, et puis tout le mystère de la Rédemption, la chute de nos premiers parents, les prophètes et la Sibylle, l'ange annonçant le Sauveur à une jeune fille en prière, blanche et grasse dans ses robes candides comme un beau lys des Flandres, et le Père Éternel en habit d'empereur, et toute la vision céleste du Paradis. Ce radieux chef-d'œuvre faisait la gloire de la vieille église et de la vieille cité grondeuse de l'Escaut. On ne le montrait qu'aux souverains et aux seigneurs de marque; mais les jours de fêtes, lors-

qu'il planait grand ouvert au-dessus de l'autel, comme un missel sur son lutrin ou comme une porte du ciel, le peuple se pressait pour le voir, dit un vieil historien, comme en été les nuées d'abeilles autour des grappes mûres.

Les artistes venaient de bien loin pour l'admirer. Un roi qui pouvait tout (on disait que le soleil ne se couchait pas dans ses États) en eut envie, mais n'osa le prendre et se contenta d'une copie. Cependant une religion nouvelle, inventée par un moine allemand, déclarait la guerre aux images. Pendant vingt ans des bandes de reîtres campèrent dans le pays, cantonnèrent dans les églises et les prirent pour écuries, abattant les statues et brûlant les idoles. Le tableau des van Eyck échappa par miracle. Caché d'abord dans le clocher de la cathédrale Saint-Bavon, il trouva refuge à l'hôtel de ville et y demeura tout le temps des troubles. Ce n'était là encore que le commencement de ses tribulations.

Deux siècles plus tard, une armée de va-nu-pieds envahit la Belgique, cordiale et indiscrète, afin de la purger des tyrans et de lui enseigner les bienfaits de la liberté. Ceux-ci n'étaient pas des barbares : c'étaient des curieux et des idéologues. Ils démolissaient le passé pour en recueillir les miettes. Ils faisaient à la fois des ruines et des musées. Ils avaient même conçu l'idée de constituer dans la capitale du monde régénéré un conservatoire général, une encyclopédie du progrès, consacrée aux archives des arts et du génie humain. Le chef-d'œuvre des van Eyck devait y avoir sa place, comme étant (on le croyait alors) le premier monument de la peinture à l'huile. Du reste, ces sans-culottes, fils de Plutarque et de Rousseau, en haine du décadent, de l'artificiel, du rococo, commençaient à goûter le primitif et le gothique. Ils se crurent fort éclairés en transportant à Paris, au Museum, installé dans le ci-devant Louvre, le fameux retable de « Jean de Bruges. »

Il y resta vingt ans, au milieu de mille autres merveilles des Pays-Bas et de l'Italie, qui illuminèrent la jeunesse d'Ingres et de Delacroix, jusqu'au jour où la France fut vaincue pour longtemps dans la plaine de Waterloo. Alors la Sainte-Alliance rendit aux différents pays les richesses dont les jacobins les avaient dépouillés, et le retable de *l'Agneau* reprit, à l'allégresse populaire, sa place accoutumée dans la chapelle de Saint-Bavon. Mais il ne l'y reprit pas tout entier. En effet, les volets, défendus

par l'évêque, Mgr de Beaumont, n'avaient pas quitté Gand en 1794; mais ils ne furent pas remontés quand, le 10 mai 1816, le reste du tableau fit retour à la cathédrale. On savait déjà que le chapitre ne tenait guère à ces vieilleries et qu'il avait même une ou deux fois cherché à s'en débarrasser, lorsqu'au mois de décembre, en l'absence de l'évêque, le vicaire général Le Surre crut faire une excellente affaire en les donnant pour 3 000 florins à l'antiquaire Nieuwenhuis, qui les revendit aussitôt 100 000 francs à l'amateur anglais Solly, dont la collection fut achetée en bloc pour 500 000 thalers, en 1821, par le gouvernement prussien. Seules, deux figures de ces volets, figures célèbres, mais jugées un peu compromettantes, représentant Adam et Ève, et qu'on n'exposait plus, de crainte de scandale, étaient demeurées encore la propriété de la fabrique, qui les céda enfin pour 50 000 francs, en 1861, au musée de Bruxelles.

Ainsi le vénérable chef-d'œuvre dépecé, dispersé, le corps à Gand, les membres à Bruxelles, à Berlin, paraissait condamné à ne recouvrer jamais l'unité et la vie. Personne d'assez puissant pour recomposer la merveille. Plus elle devenait célèbre, plus il apparaissait qu'il n'était au pouvoir d'aucun homme d'en recoudre les fragments épars et d'en restaurer l'harmonie. Barbarie de ces musées où l'on catalogue la beauté, où l'on se croit quitte envers elle quand on l'a disséquée! Vanité de la science qui ne sait que détruire l'objet de son analyse! Que de fois, à Berlin, au musée impérial, devant les van Eyck exilés sur les bords de la Sprée, je pleurai l'irréparable injure infligée au chef-d'œuvre et me répétai le vœu de la *Prière sur l'Acropole* : « Quel beau jour, ô Athènè, que celui où toutes les villes qui ont pris des débris de ton temple répareront leurs larcins, formeront des théories sacrées pour rapporter ceux qu'elles possèdent et rebâtiront tes murs aux sons de la flûte, pour effacer le crime de l'infâme Lysandre! Puis ils iront à Sparte maudire le sol où fut cette maîtresse d'erreurs sombres, et l'insulter parce qu'elle n'est plus. »

Pour qu'un tel souhait devînt possible, il ne fallait rien moins qu'un bouleversement du monde, et quel insensé eût osé en concevoir le désir? L'Allemagne ne craignit pas de déchaîner la catastrophe, elle viola le pays dont elle avait solennellement garanti les frontières. Les aventures du retable de *l'Agneau* pendant l'occupation allemande forment le dernier chapitre de son

existence agitée. Il faut lire dans l'aimable récit de M. le chanoine van den Gheyn (1) par quelles ruses le tableau fut soustrait aux convoitises allemandes, comment il échappa, caché dans la ville même, dans deux cachettes différentes, et comment même, en plein jour, à la barbe de l'ennemi, dans une charrette de ferraille, il traversa Gand pour gagner une retraite plus sûre. C'est une des meilleures mystifications que la malice belge se permit à l'égard du pouvoir occupant. Déjà un certain docteur Schaeffer, dans la revue *Die Kunst*, en octobre 1914, jetait des regards de maître sur le fameux tableau et l'annexait de droit au musée de Berlin, comme le premier chef-d'œuvre du génie germanique...

Mais la justice des armes dissipa ces beaux rêves. C'était à la Belgique de faire ses conditions. Elle avait des violences à châtier, des rapines à punir et du sang à venger. Cependant avec un tact exquis, pour prix de ses usines détruites, de ses villes brûlées, de ses quatre ans d'humiliation et de captivité, elle se contenta, — outre l'honneur de sa conduite immortelle, — d'une réparation idéale : elle ne demandait ni surcroît de puissance ni accroissement de territoire, mais seulement que lui fussent rendues quelques vieilles peintures, imprudemment aliénées, pour lui permettre de compléter les titres de son génie et de sa gloire artistiques. Par un article spécial du traité de Versailles, elle réclamait aux musées de Berlin et de Munich des fragments de retables peints voilà cinq cents ans par les frères van Eyck et par Thierry Bouts pour Saint-Bavon de Gand et Saint-Pierre de Louvain : tandis qu'elle-même, allant au-devant des souhaits de l'Italie, remettait à la ville de Venise un plafond du Palais des Doges, peint par Paul Véronèse, et donné à Bruxelles par l'empereur Napoléon.

Ce dut être un jour de grande joie dans la vieille ville de sainte Gudule, lorsque les envoyés du *Reich*, aux premiers jours de cet été, accomplirent le geste expiatoire exigé par le traité. Par une pensée délicate, qui honore l'actif et savant directeur des Musées royaux, M. Fierens-Gevaert, auteur de tant de beaux travaux sur l'école flamande, il avait été décidé que les œuvres rendues par l'Allemagne, avant de retourner dans leurs églises natales, seraient pour quelques semaines exposées à Bruxelles. On avait même déterminé les fabriques de ces églises

(1) *L'Adoration de l'Agneau pendant l'occupation allemande*, par le chanoine van den Gheyn. Gand, 1919.

à prêter à l'État les parties des chefs-d'œuvre qu'elles possédaient encore, afin que la réunion de l'ensemble ne fût pas seulement une fête locale pour telle paroisse ou pour telle ville particulière, mais parce qu'il convenait que tout le monde comprît que cette réparation était faite à la Belgique tout entière. A Bruxelles, la solennité prenait un sens national. Elle revêtait le caractère d'un événement public qui intéressait la patrie. Une reine charmante, en qui se personnifie la Belgique, un ministre, homme de goût et ami des beaux-arts, achevaient de donner à la cérémonie sa signification.

L'inauguration a eu lieu le dimanche 15 août; c'était le sixième anniversaire des combats de Dinant, l'aurore de la victoire de Varsovie. Venu quelques jours plus tôt, j'avais trouvé le musée de Bruxelles en fête. On finissait de disposer les panneaux sur leurs châssis. Les peintres raccordaient les ors des cadres. On était en famille. Quelques intimes seulement : M. Léon Cardon, le collectionneur bruxellois, M. Devillez, l'ami de Carrière. Il y avait de l'activité et du bonheur dans l'air. Après quatre ans d'une guerre héroïque pour une indépendance si chère, ces chefs-d'œuvre, mérités par tant de sacrifices, paraissaient plus touchants. Dans la grande salle des Primitifs où M. Fierens-Gevaert, aidé de M. Pierre Bautier, leur avait fait place au milieu de leur cour et de leurs satellites, il flottait quelque chose de l'ivresse délicieuse qui avait suivi les journées inoubliables de l'armistice. Ces belles peintures, ramenées par la plus juste et la plus belle victoire, prenaient pour nos amis la même valeur d'émotion, de signe de ralliement, qu'a pour nous la flèche de Strasbourg.

***

Dans peu de jours, au début d'octobre, les deux tableaux, — *la Cène* de Thierry Bouts et *l'Agneau mystique* des van Eyck, — reprendront, dans l'intimité de leurs suaves chapelles de Louvain et de Gand, le cours, interrompu cent ans, de leurs rêveries séculaires. Hâtons-nous de les admirer tels qu'ils sont exposés à Bruxelles : les reverra-t-on jamais dans une plus belle lumière ? *La Cène* de Thierry Bouts est décidément un des tableaux les plus parfaits du monde, un enchantement de tons gris et d'expressions ardentes dont il n'y a pas l'égal dans l'œuvre de Memling. Les scènes des volets, — les rapatriées

d'hier, — semblent un peu dépaysées. Elles viennent d'Allemagne : cela se sent. Il y aura d'abord à retrouver l'ordre exact de la composition et la suite des scènes secondaires autour de la principale. Il y a surtout une question de patine et de cadres, — en particulier des bordures d'un éclat munichois, et des récurages féroces donnant à la peinture un brillant de porcelaine, tout cela battant neuf et décelant à première vue le goût impitoyable du restaurateur de là-bas et le style « nouveau riche. » Ainsi endimanchées, il n'est pas étonnant que les nouvelles venues aient l'air un peu gênées. Elles ne sont plus de la maison. La fusion tarde à se faire, comme il arrive entre des sœurs depuis longtemps séparées et qui ne trouvent rien à se dire.

L'accord sera plus vite rétabli entre les diverses parties du retable des van Eyck. Sans doute, aucune n'a conservé la profondeur et le velouté de l'*Adam* et de l'*Ève* du musée de Bruxelles : tout le reste pâlit auprès de ces morceaux sublimes. Mais, soit que les panneaux conservés à Berlin y aient été moins maltraités par les restaurateurs, soit que ceux de Saint-Bavon aient eu de leur côté à souffrir (par exemple, de l'incendie de 1832), soit enfin que cette admirable peinture se trouve d'étoffe assez résistante pour endurer ce qu'une autre ne supporterait pas, il y a entre toutes ces parties une égalité de ton, une puissance d'unisson que rien n'a pu altérer. La note s'est tenue sans écart. Berlin n'a pris qu'une seule mesure, explicable dans un musée, mais qui peut rendre délicate la restauration du retable dans sa situation primitive. On sait que les volets d'un triptyque étaient peints sur les deux faces, de sorte que l'ouvrage, soit ouvert, soit fermé, présentât un aspect et un sens différents. L'extérieur des volets, généralement peint en grisaille, avait en quelque sorte la valeur d'une préface. Le contraste était saisissant lorsque le triptyque ouvert changeait de forme, doublait d'envergure et de surface, découvrait brusquement un ruissellement de couleurs et comme un magnifique écrin de visions. De cette disposition les vieux maîtres avaient tiré une source d'effets incomparables. Tout cela par malheur ne comptait plus dans un musée ; et puisque Berlin ne possédait de tout l'ensemble que les volets, il n'y avait pas de raison pour ne pas les traiter comme des tableaux indépendants. On décida donc, il y a trente ans, de scier chaque panneau et de le dédoubler, comme on ferait d'une médaille dont on voudrait

montrer à la fois la face et le revers, et c'est dans cet état, qui désorganise, on le voit, tout le sens de l'ouvrage, que l'Allemagne a rendu sa part du retable de *l'Agneau*. On a pris à Bruxelles le parti provisoire de montrer simultanément, sur deux parois de la salle, le dehors et le dedans comme deux tableaux séparés. On ne voit pas trop comment on pourra faire de même dans la chapelle de Saint-Bavon, déjà très encombrée par des tombeaux de style baroque. Et quand on le pourrait, ce n'est pas la même chose.

Mais qu'importe? Le tableau est là, le voici devant nos yeux presque dans son intégrité première, tel que, depuis cent ans passés, il n'a été donné à aucun homme de l'admirer; voilà l'œuvre immortelle dans sa splendeur totale, dans toute sa jeunesse et son rayonnement, et pour ceux-là mêmes qui en avaient fait l'objet de leur étude familière, l'impression première est encore de surprise et d'émerveillement. A la voir ainsi, en beau jour, dans cette grande salle du musée de Bruxelles, à l'échelle des autres ouvrages qui en dérivent et qui l'entourent, au milieu de sa famille et de sa descendance, elle paraît encore grandie, d'une beauté plus imposante et plus majestueuse, et faisant autour d'elle le vide et le silence. Même réduite comme elle est, sans doute, depuis longtemps, à son expression la plus simple, privée de son encadrement, de son luxe flamboyant de dais et de pinacles, de flèches et de lancettes qui autrefois la couronnait d'un panache architectural, dépouillée de tout ce décor de dorures et de statuettes qui devait l'exalter et la rehausser encore, ramenée à l'éloquence toute nue de la peinture, elle domine pourtant tout ce qui l'environne de tout l'empire de sa masse et de son autorité. Vue de près, dans la petite chapelle d'un bas-côté de cathédrale, elle paraissait un détail dans un ouvrage de détail. Ici, elle change d'aspect et reprend tout son poids et toute son importance. Elle est le centre d'un système solaire, l'aïeule d'une famille de planètes secondaires qui sont les œuvres de van der Weyden, de Bouts, de van der Goes, de Petrus Christus, de Memling, de Gérard David et de Quentin Metsys, représentées ici par une foule de tableaux de choix qui faisaient hier encore la gloire de ce musée; mais aucune ne l'égale, et elle semble les contenir toutes et les déborder à l'avance. C'est une de ces œuvres rares qui, placées sur le seuil d'un siècle, le

formulent et le résument, une de ces fontaines de vie qui alimentent trois ou quatre générations successives, et dont le flot est plus fort et le jet plus abondant à leur source qu'à leur embouchure.

La donnée de l'ouvrage est connue : la *Johannes Tafel*, la *Sint Jans tafele*, comme on l'appelait au temps de Dürer, c'est-à-dire le tableau de la vision de saint Jean, reproduit un passage célèbre du quatrième chapitre de l'Apocalypse attribuée à cet apôtre. Notons tout de suite en passant, comme l'a rappelé M. Louis Maerterlinck dans un très beau travail (j'y reviendrai tout à l'heure) (1) que saint Jean était à la fois le patron de la ville de Gand, — *Gandensium civium patronus*, disent les vieux sceaux en leur latin, — et celui de l'église qui s'est appelée depuis la cathédrale Saint-Bavon. Il s'agit de saint Jean-Baptiste, mais on se plaisait au moyen âge à ne pas le séparer de son homonyme l'Évangéliste, surtout dans cet endroit où il était question de la vision de l'Agneau. La figure du Précurseur, dans son attitude classique, portant sur le bras l'Agneau divin enfermé dans une auréole pareille à une hostie, apparaît sur des sceaux du XIIe et du XIIIe siècle, conservés aux archives du Nord et dans nos Archives nationales. On l'y voit même, sur un sceau de 1275, entouré d'anges thuriféraires qui énoncent déjà comme le thème abrégé de *l'Adoration de l'Agneau mystique*. Saint Jean Baptiste est peint deux fois dans le retable de Gand, d'abord en grisaille à l'extérieur, à côté de Jean l'Évangéliste, comme des statues jumelles au porche d'une église, et en manière de dédicace; ensuite à l'intérieur, à la gauche même de l'Éternel, sur le plan des figures célestes, et comme intercesseur immédiat de l'humanité auprès du Père. On se souvient que l'*Agnus Dei* chargeait l'écu et le pennon de Gand longtemps avant le lion de son blason moderne. Sous cette forme essentielle, il timbrait aussi les monnaies, ces fameux « moutons » de Flandres, puissante et batailleuse *pecune*, nerf de cette proverbiale patrie du drap et de la laine, des métiers et de la Toison d'or. Cette remarque si simple du savant directeur du musée des Beaux-Arts de Gand donne le mot d'un

(1) L. Maeterlinck, *Hubert van Eyck et les peintres de son temps*, in-8°, Vandenpoorten édit., Gand, 1920. — Cette brochure n'est que le résumé des conclusions d'un livre actuellement sous presse et qui doit paraître prochainement à Paris, chez l'éditeur Jean Schemitt.

petit problème jusqu'à présent mal résolu. On ne s'expliquait pas pourquoi le bourgeois Josse Vyd, donateur du retable, avait fait choix d'un thème si exceptionnel dans l'iconographie chrétienne. On essayait de vains rapprochements avec des œuvres étranges et froidement scolastiques, comme la *Fontaine de vie* de Palencia et du Prado. Toute cette science était en pure perte. On voit à présent que le sujet de l'*Agneau* était parfaitement clair à Gand. C'était le sujet national, comme la légende de sainte Ursule pouvait l'être à Cologne, celle de saint Martin à Tours, celle de sainte Geneviève à Paris. Un Gantois ne pouvait avoir une pensée plus naturelle. C'est ainsi qu'il devait exprimer l'idée de l'amour de son pays. On ne peut savoir trop de gré à M. Louis Maeterlinck de cette ingénieuse découverte. On verra bientôt qu'elle est féconde en conséquences.

Voilà pour le thème central. Pour le développement, il faut se reporter moins au texte de l'*Apocalypse*, qui est bref à son ordinaire, qu'à ce grand manuel de l'art jusqu'à la fin de la Renaissance, la *Légende dorée* de Jacques de Voragine. On y lit en effet que le jour de la Toussaint, l'année qui suivit l'institution de cette fête, le gardien de Saint-Pierre de Rome, après avoir fait pieusement le tour de tous les autels, s'assoupit un moment devant celui du Prince des apôtres et entra en extase. « Il vit le Roi des rois sur son trône, environné de l'armée des anges. Puis apparut la Vierge des vierges, couronnée d'un diadème de feu et suivie de la foule innombrable des vierges. Dès qu'elle entra, le Roi se leva et la fit asseoir à sa droite. Puis vint un homme vêtu de poils de chameau, que suivait une multitude vénérable de vieillards; puis un autre homme en habit de pontife accompagné d'un groupe d'hommes habillés de même. Derrière eux s'avança une troupe innombrable de soldats, que suivait à son tour une foule infinie de toutes les nations. Tous, parvenus devant le Roi des rois, s'agenouillèrent devant lui et se mirent à l'adorer. » La suite du récit fait voir qu'il s'agit de la Toussaint et de la fête des morts, et l'on ne doute plus que ce morceau soit la source dont le peintre s'est inspiré, quand on sait que son tableau se complétait par une prédelle, détruite par un zèle maladroit, et qui représentait les âmes du Purgatoire.

Telle est la scène que l'opulent Josse Vyd, bourgeois de Gand et seigneur de Leedberghe et de Pamele, en Brabant, voulut

faire peindre sur l'autel de sa chapelle funéraire. Il faut imaginer, au pied de cet autel, la dalle et le caveau, le vague *De profundis* qui s'exhale toujours de ces demeures sépulcrales; rappelez-vous aussi que l'auteur du tableau, l'illustre maître Hubert van Eyck, — *Major quo nemo repertus*, — fut enseveli lui-même à l'ombre de son chef-d'œuvre. Au-dessus, l'autel où le prêtre dit la messe et offre le sacrifice; sur cet autel, le vaste retable déployant sur ses ailes tout le drame du salut, le rêve et le *Credo* de ces âmes ferventes : d'abord, le tableau du Purgatoire, d'où elles aspirent à leur délivrance; plus haut, l'immense paysage, les verdures éternelles, les eaux vives, le lieu du rafraîchissement et de la paix, les campagnes que dentelle la frange de la Jérusalem céleste, les prairies où les anges, les vierges, les martyrs et les confesseurs adorent la divine Victime : — mélange de la terre et du ciel, de la double patrie, celle de la chair et celle de l'âme, monde transfiguré où l'on retrouve pourtant les éléments du nôtre, toute notre humanité glorieuse, toute l'Église jadis militante, désormais triomphante; où la flore, les costumes, les somptueuses étoffes, la toison des prairies, jusqu'aux silhouettes connues des flèches et des clochers évoquent dans le Paradis les souvenirs de la terre : — enfin, à l'étage supérieur, suivant une hiérarchie rigoureuse et sacrée, les personnages ineffables, Dieu, la Vierge et saint Jean, dans un luxe prodigieux de trônes, d'auréoles, de costumes pontificaux et de joailleries, au milieu du concert et des psaumes sans fin des anges.

*
* *

Ce qui est étonnant, dans cette conception immense, c'est l'ordre, l'équilibre des masses pittoresques et la répartition des forces de l'orchestre. Qui se donnerait la peine d'étudier la rangée supérieure, la Trinité surnaturelle formée dans les hauteurs de l'œuvre par la triple figure de Dieu, de la Vierge et de saint Jean, les rapports de tons qui opposent la pourpre de l'Éternel au manteau vert du Précurseur et à l'outremer profond du manteau de la Vierge; qui suivrait ces rapports sur la surface entière et dans les proportions relatives des étages; qui observerait la symétrie de toute la construction, les deux groupes d'anges musiciens qui occupent la tribune à l'étage céleste, et se répondent comme deux chœurs; qui analyserait dans le sujet principal le balancement des groupes et

des quatre cortèges, accrus encore de la double procession des cavaliers et des piétons se dirigeant en sens inverse vers le même centre, — pénétrerait dans un monde nouveau de combinaisons et de calculs ; il verrait ce qu'ajoutent à la solennité et à la grandeur des choses la clarté des idées, le compartimentage et la puissance du cadre ; il devinerait des secrets de rythme, des lois insoupçonnées de cadence et de nombre.

C'est par là que cette scène de près de trois cents figures n'offre pas la moindre trace de confusion ou de flottement, et donne, dans le rendu de l'inexprimable et de l'idéal, l'impression de la solidité et de la certitude. Ces habitudes, ce support que la langue pittoresque empruntait à l'architecture, ces vertus de l'équilibre et de la symétrie sont bien près d'être aujourd'hui lettre close. On ne se doute pas des perspectives que le retable de *l'Agneau* fait entrevoir dans ce domaine. A cet égard, pour l'éloquence de l'espace, c'est une œuvre de même sens et presque de même portée que *la Dispute du Saint-Sacrement.* Ce sont justement ces mérites, si rares dans les pays du Nord, qu'il était par malheur impossible de saisir entre les différentes pages lacérées du poème, comme dans un oratorio dont les parties diverses, conservées çà et là dans plusieurs manuscrits, ne pourraient plus se lire ni se faire entendre ensemble. Ainsi le partage du chef-d'œuvre nous avait empêchés d'en sentir la musique.

C'est une œuvre où se marient deux mondes. Comme elle unit le ciel et la terre, la nature et l'éternité, elle est à cheval sur deux âges ; elle tient fortement des deux courants du siècle, où Renaissance et moyen âge se coudoient et se confondent. Comme dans les « mystères » du temps (et M. Louis Bergmans a montré en effet que *l'Adoration de l'Agneau* a servi de modèle à de véritables « tableaux vivants, ») on y voit, en haut du théâtre, le Créateur portant la pourpre et la triple tiare, tenant le globe et le sceptre, faisant le geste de bénir et confondant dans sa personne les attributs souverains de la double puissance des papes et des Césars ; on y voit l'Esprit saint sous la forme d'une colombe, Jésus-Christ sur l'autel, sous la figure de l'Agneau ; on y voit tout le personnel de la *Légende dorée*, toute l'histoire humaine en deux groupes, l'ancienne Loi et la nouvelle, les siècles de l'attente et ceux de la révélation, d'un côté les prophètes, les patriarches, les sages, les penseurs, un druide rugueux

drapé de blanc, couronné de laurier et tenant le rameau d'or, qui est peut-être Pythagore et peut-être Virgile, près d'un personnage maigre au noir profil de proie, manteau bleu, chaperon écarlate, que l'on a pris parfois pour Dante; en face, les apôtres blancs au nombre de quatorze, puis les pontifes, les évêques, le diacre saint Étienne portant ses pierres dans un pli de sa dalmatique, le diacre saint Liévin reconnaissable à la tenaille où pend sa langue sanglante, et les cardinaux, les docteurs, les moines, les prélats, — les deux moitiés du temps, les deux Testaments, les deux Églises se faisant vis-à-vis et marchant gravement à la rencontre l'une de l'autre; ailleurs, débouchant des lointains dans un ordre semblable par des vallons paisibles, entre des haies de fleurs formant coulisse, la milice des martyrs et le peuple des vierges, habillées de bleu pâle, portant des palmes et des couronnes, sainte Catherine et sainte Agnès, sainte Barbe avec sa tour, sainte Dorothée avec ses roses, foulant légèrement les gazons et les mousses, comme deux cortèges sacrés qui viendraient des deux bords du cadre mêler leurs flots et leurs cantiques.

Tout cela est superbe, incomparable de paix, de noblesse, de rythme, avec ce grand sentiment de l'ordre et des catégories qu'a eu le moyen âge, et cela vaut d'ailleurs, comme répertoire de types et d'expressions vivantes, ce qu'il y a de plus célèbre dans la peinture de portraits. Mais où éclate le mieux l'esprit de ce grand siècle, c'est aux deux ailes de cette frise admirable et dans les quatre morceaux revenus d'Allemagne.

Là défile devant des « portants » formés par des rochers la plus magnifique cavalcade qu'on ait vue en peinture avant celles que déroulèrent Benozzo Gozzoli sur les murs de la chapelle des Médicis et Pintoricchio à la *Libreria* de la cathédrale de Sienne : les princes et les guerriers, les trois saints militaires, Georges, Victor et Sébastien, manches vertes tailladées, avec la cuirasse et l'écu convexe en forme de soc, le preux Arthur, le preux Godefroy de Bouillon, remarquable par la mule qu'il voulut chevaucher à l'exemple de Jésus, et le preux Charlemagne; et d'autres encore, héros du temps jadis comme dans la ballade de Villon, avant-garde sacrée dans laquelle on a cru reconnaître saint Louis, et puis le peloton des héros du présent, les puissants de ce monde, les seigneurs et les chefs, les têtes couronnées, les rois et les ducs qui valent des rois, l'hermine des palatins et le

chaperon bleu de Bourgogne; le bonnet de fourrure du duc de Berry et peut-être un profil aigu de Basileus, — Manuel ou Jean Paléologue, — un résumé en vingt figures de la société contemporaine, avec ses restes d'épopée et de chevalerie, ses batailles d'Azincourt et de Nicopolis, la politique de Froissart et la vieille légende héroïque qui allait susciter Jeanne d'Arc. Mais, en face de cette cavalerie épique et féodale, voici venir de l'autre bout du monde le peuple des ermites et des anachorètes, les héros de la Thébaïde conduits par le bon géant Christophe, la race hirsute des Pacôme et des Hilarion, nourrie de sauterelles et disant des rosaires, avec leurs chevelures nattées en forme de paillassons, silhouettes bizarres et populaires dont les pénitences étranges formaient le roman du désert, et que suit sur les routes le piétinement innombrable de l'armée des pèlerins. Et dans ce diptyque admirable tient tout un univers, tout l'idéal guerrier et aristocratique, souvenirs de la croisade et de la Table Ronde, société militaire, grandes maisons rivales, Angleterre, Bourgogne, France, Flandre, Saint-Empire, et d'autre part ces puissants remous de la roture et de la plèbe qui remuaient la chrétienté, l'arrachaient à la terre, au servage, aux soucis quotidiens de la vie, et la mettaient périodiquement en marche vers le miracle et vers les grands sanctuaires consolateurs de la Palestine ou de Compostelle.

Mais à côté du moyen âge, voici maintenant les temps nouveaux. Si certaines parties du tableau font penser aux visions de la bergère lorraine ou à celles de Ruysbrœck, l'ermite de la forêt de Soignies, si d'autres respirent l'esprit mondain des chroniqueurs et des gens de cour, l'ensemble évoque distinctement un souffle de Renaissance. En dépit de son titre, rien n'est moins proprement « mystique » que ce tableau : ce qui frappe avant tout, c'en est l'incomparable puissance d'exécution, l'empire d'un maître qui s'empare des formes de la nature. Cette faculté créatrice, ce pouvoir souverain sur tous les aspects du réel, voilà ce qui fait de ce chef-d'œuvre un vrai miroir du monde. Il faudrait étudier à part chaque tête et chaque physionomie : ce ruissellement de vie n'a pas d'égal dans la peinture. Mais c'est surtout dans quelques morceaux de cet ensemble immense que cette impression surabonde et se dégage d'une façon immortelle. Il faudrait dire par exemple ce qu'un tel tableau représente dans l'histoire du paysage. Dans l'imitation de la

nature vraie, dans le rendu de l'atmosphère et des intérieurs, dans l'expression des moindres objets, dans l'art de l'enveloppe et du clair obscur, comme dans celui de la perspective, un pas si décisif est fait, qu'il semble qu'après van Eyck il ne reste plus rien à découvrir d'essentiel. La peinture mettra plus de cent ans à explorer ce monde que son étonnant génie a embrassé du premier coup. Les écailles tombent des yeux : le visage de la terre, le charme de la création, jusqu'alors caché sous les hiéroglyphes et les symboles, apparaît. Une province poétique, propre à la Renaissance dans les pays du Nord, est annexée à la peinture. Cependant certaines figures sont peut-être encore plus importantes et significatives. La frise des personnages qui forment le couronnement de l'ouvrage et y règnent comme sur un fronton, est demeurée sans pareille pendant près de deux siècles dans l'art des Pays-Bas. Personne jusqu'à Rubens ne devait retrouver cette éloquence monumentale.

Le couple de nos premiers parents surtout est à cette date une chose inouïe. Fromentin, je ne sais pourquoi, parle de créatures velues et primitives, d'aspect quasi sauvage, aux gestes dramatiques, et empreintes d'une sorte d'antiquité tragique. Je crois qu'il a regardé trop vite, moins en historien qu'en visiteur pressé et en mêlant à ses notes un peu de rhétorique. Ces deux figures, d'une audace que n'a plus supportée le goût timoré du dernier siècle, et que le clergé d'alors trouva décidément trop nues, sont celles qui frappèrent le plus vivement l'imagination des foules; on ne voyait plus qu'elles : la chapelle du retable s'appelait autrefois la chapelle d'Adam et d'Ève. On peut dire qu'elles sont les ancêtres de la peinture moderne, et le premier manifeste de l'art naturaliste.

On ne s'explique pas pourquoi l'auteur des *Maîtres d'autrefois* s'est mis à leur propos en frais de romantisme. Aucune œuvre, plus que ce morceau, ne confesse son dessein et n'avoue ingénument les préoccupations du peintre : il s'agissait, pour la première fois en peinture, de construire et de décrire deux corps d'homme et de femme nus. On voit l'artiste, ayant conçu ce projet extraordinaire, choisir ses deux modèles, sans doute quelque ouvrier ou quelque jeune servante enceinte, dont il aura fallu dissiper les scrupules, les placer l'un après l'autre sur un échafaudage, selon le point de vue légèrement plafonnant qu'il voulait leur donner dans le tableau; on le voit

absorbé par le sérieux de la pose, par la nouveauté de la tentative, par la passion abstraite d'une curiosité inédite, par la poursuite opiniâtre de la structure et des volumes, du dessin et du modelé, et tout ce travail, à mille lieues de toute idée de plaisir ou de sensualité, demeure encore sensible dans la gêne qui raidit ces figures édifiantes, gauches et magistrales. Sans doute, on trouverait dans la sculpture de nos cathédrales quelques statues aussi belles du premier couple humain ; on trouverait, dans certaines pages des *Heures* de Chantilly, des nudités plus élégantes (d'ailleurs visiblement inspirées de l'antique). Mais le problème était de transcrire ces données dans un nouveau langage plastique, et de le faire dans des dimensions qui ne souffraient pas l'à peu près. Voilà le sens de ces deux majestueuses « études, » les premières et les plus belles de la peinture flamande, et qui servent de prélude à toute la Renaissance du Nord comme celle du *quattrocento*, exactement à la même heure, s'ouvre à Florence par l'*Adam* et l'*Ève* de Masaccio.

*
* *

Quelle est l'histoire de cette œuvre unique, si harmonieuse et si profonde, que rien ne précède en apparence, et où subitement l'art de peindre, dès ses débuts, semble avoir dit son dernier mot? Est-elle un point de départ ou un épanouissement? S'il est vrai que les frères van Eyck se sont formés tout seuls, qu'ils n'ont pas de maîtres connus, que rien ne les annonce ni ne les fait pressentir, et si leur œuvre se présente en réalité comme une aurore sans aube ni crépuscule, il faudrait les tenir pour les plus prodigieux inventeurs de la peinture et pour un cas, d'ailleurs sans exemple, de génération spontanée. Ce problème ou ce « miracle » des van Eyck est un de ceux qui ont le plus exercé la critique. Il n'y a peut-être aucun chapitre de l'histoire de l'art qui ait suscité plus de recherches et de travaux. On n'attend pas que je résume une bibliothèque. La question se complique encore du fait qu'entre les deux frères, les opinions diffèrent sur le point de savoir lequel fut l'initiateur et le créateur de génie. Depuis cent ans qu'un érudit a déchiffré sur le cadre du retable la fameuse inscription qui le donne pour l'ouvrage commun des deux peintres, il n'est pas d'hypothèse qu'on n'ait faite pour distinguer la part et la main de chacun

d'eux, il n'est pas un détail qu'on n'ait interprété, pas de subtilité d'exégèse à laquelle on n'ait recouru pour pénétrer l'énigme de leur collaboration et pour arracher son secret au mystérieux chef-d'œuvre.

On peut espérer que la présente exposition fera faire un pas important à cette étude et permettra quelques découvertes. Déjà M. Jan Six avait remarqué qu'un personnage des « Chevaliers du Christ, » celui qui porte le chaperon de Bourgogne, portait précédemment une couronne, qui reste encore visible sous la nouvelle peinture. Depuis qu'on voit mieux le tableau, on peut y observer aisément plusieurs de ces reprises ou de ces « repentirs. » On pourra tirer de ces menus faits quelques conclusions imprévues. Surtout, en échappant à l'Allemagne, aux musées allemands et à la science allemande, le merveilleux tableau rentre dans son milieu et dans sa vérité.

Je ne puis dire ici tout ce qu'a fait l'Allemagne pour s'approprier le chef-d'œuvre et pour donner à croire qu'il était sien. L'acquisition des volets en 1821 par le gouvernement prussien, comme celle des volets de *la Cène* de Louvain par les frères Boisserée, est d'un temps qui est le prélude hégélien de la doctrine pangermaniste. C'est pour cette raison que la critique d'outre-Rhin s'est toujours tant intéressée au problème des van Eyck. Il s'agissait de démontrer que leurs origines artistiques les rattachaient à tout pays, plutôt qu'à Gand et à la Flandre. Les savants allemands ont toujours excellé à ces conjectures qui ressemblent à de vrais escamotages. Ainsi, parce qu'on trouve dans le tableau de *l'Agneau* des cyprès, des palmiers et un pin parasol, on veut que les van Eyck aient appris à peindre en Italie, comme si les peintres à cette époque n'avaient eu que ce moyen de connaître la flore méridionale, ou comme si ces plantes ne poussaient pas en Portugal, le seul pays où l'on soit sûr qu'un des deux frères ait voyagé. De là aussi le rôle prépondérant que l'on attribue à Jean van Eyck dans la peinture du retable, bien qu'on sache par les textes qu'il n'a pu y travailler que quelques mois, et que c'est son aîné au contraire qui en a fait tout l'essentiel. Mais on savait que Jean van Eyck avait été un moment au service de l'évêque de Liége, Jean sans Pitié, comte de Hollande; on reconnaissait dans le lointain du tableau la tour d'Utrecht et peut-être la silhouette de Cologne, et cela suffisait pour construire tout un

roman. Il s'ensuivait que les frères van Eyck avaient travaillé pour des princes de Hollande, qui étaient alors des princes de la maison de Bavière; que c'étaient ces princes qui avaient commandé le tableau, et que Josse Vyd, à la mort du comte Guillaume IV, n'avait fait que racheter d'occasion le retable inachevé. Il résultait de ce raisonnement que, par le détour du Rhin, de Cologne à Utrecht, c'était quelque chose de germanique qui venait s'insinuer dans la genèse du chef-d'œuvre.

C'est de cette atmosphère d'illusions et de sophismes que le tableau s'évade. A Bruxelles ou à Gand, la question est placée sur son vrai terrain. Désormais, on y voit plus clair. Depuis une vingtaine d'années, grâce surtout aux recherches de l'érudition française, la question van Eyck semble approcher d'une solution. L'exposition célèbre des Primitifs français, en 1904, a ramené l'attention sur une partie trop négligée de notre histoire artistique, et sur l'évolution profonde qui se dessine dans la pensée au XIVe siècle. Cette période assez sombre de la fin du moyen âge vit s'accomplir une révolution considérable dans les esprits. La France des premiers Valois, la cour de Charles V et de ses frères, celle de Louis d'Orléans dans ses châteaux de Pierrefonds, de la Ferté-Milon et de Coucy, la petite cour d'Anjou et l'aimable Rome d'Avignon, forment le milieu où s'opéra la métamorphose morale d'où devait sortir le siècle nouveau.

On me dispensera de répéter longuement des choses maintenant si connues, qui ont été plus d'une fois exposées ici même (1). On n'apprend plus à personne qu'une partie des nouveautés qui surprennent dans *l'Agneau mystique*, en particulier les premiers chefs-d'œuvre du paysage, se rencontrent déjà vingt ou trente ans plus tôt dans les miniatures des *Heures* de Boucicaut ou dans le calendrier des *Heures* de Chantilly. Un des savants qui ont le plus fait pour débrouiller cette époque, M. le comte Paul Durrieu, est parvenu à démontrer que quelques-unes des œuvres qui rappellent le plus le sentiment « eyckien, » comme le beau manuscrit des *Heures* de Turin, qui a malheureusement péri dans l'incendie de 1904, avaient été exécutées pour le duc de Berry. Il a reconnu aussi que le diptyque de Pétrograd, *le Calvaire* et *le Jugement dernier*, acheté en Espagne et attribué depuis longtemps à la jeunesse des van Eyck, avait

(1) Voyez *l'Art flamand et la France* dans la *Revue* du 1er mai 1918.

également appartenu au même prince. Je ne crois pas que cette attribution soit exacte : il s'agit d'œuvres un peu antérieures aux van Eyck, faites par des maîtres très habiles, mais sans flamme. Il n'en demeure pas moins clair désormais que l'origine de ces grands peintres doit être recherchée dans le cercle des Valois, et que leur merveilleux génie s'est formé à l'école de la peinture française.

C'est un fait en effet que la Flandre du moyen âge n'a eu longtemps d'autre art que celui qu'elle tenait de nous. Ce fief de la couronne de France ne formait pas une province séparée dans l'ensemble de l'art français. C'est à Paris que travaillaient la plupart de ces grands artistes, les Beauneveu, les Jacques Coene, les Broederlam, les frères de Limbourg, qui illustrent la fin du XIVe siècle. M. Louis Maeterlinck est arrivé à montrer qu'il y avait à Gand, aux environs de 1400, une école d'art très prospère, bien antérieure à celles de Bruxelles et de Bruges, et d'ailleurs en relations manifestes avec la France. Ainsi le retable des van Eyck cesse d'apparaître isolé. Le Vieux patricien Josse Vyd n'a plus besoin d'un hasard et d'un secours étranger pour faire peindre sur son tombeau l'*Agnus Dei* et le saint Jean des armoiries de Gand. Tout s'explique à la fois dans le sens national.

Ce point n'est pas sans importance, et sans des conséquences qui dépassent peut-être le domaine de la peinture. On a vu que l'Allemagne n'a rien négligé pour persuader les Flamands qu'ils formaient une branche de la famille germanique, et que le génie des van Eyck était le premier éclat du génie allemand. Il n'est pas inutile de montrer que la Flandre a reçu sa vie intellectuelle non pas du Nord, mais du Midi, et de rappeler que l'Escaut gantois est un fleuve de source française. C'est le sens que peut prendre le retour du vieux chef-d'œuvre des Van Eyck dans sa vieille cathédrale. Le voilà délivré. L'antique *Agneau* de Gand reprend son rôle de drapeau. Cette fête de la patrie belge, qui est le prix de la commune victoire, est aussi une fête de l'amitié française.

LOUIS GILLET.

LE
PARTICULARISME BAVAROIS
DE 1871 A 1914

II [1]

LA BAVIÈRE ET LA PRUSSE

« Nous voulons être Allemands : nous l'avons toujours été. Mais nous voulons aussi rester Bavarois. » Ce simple dicton, familier aux paysans du royaume, résume parfaitement les sentiments publics. Le particularisme populaire trouve son fondement dans une très ancienne tradition, dans les habitudes séculaires de l'État et de la race, dans un tempérament national fier et ombrageux qui n'a pas ménagé ses preuves. La situation politique qui résultait des événements de 1866 et de 1870 lui a donné à maintes reprises l'occasion de se manifester. En présence de la Prusse dominatrice et maîtresse, la Bavière a fortement réagi. Elle a su juger la monarchie des Hohenzollern avec une pénétration que nulle autre critique n'a dépassée.

Que le royaume, en quarante-quatre années, ne se soit pas laissé complètement assimiler par l'Empire, voilà ce que personne ne saurait contester. La durée de la résistance tient à un certain nombre de causes. En premier lieu, comme le pays, pendant une longue période d'indépendance, a joué un grand rôle au milieu d'autres nations dont les plus considérables se dispu-

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

taient son alliance, il est fort compréhensible qu'une servitude de quelques lustres n'ait pas réussi à abolir des souvenirs aussi flatteurs dans une population essentiellement conservatrice. En second lieu, les accords de Versailles n'ont pas entièrement détruit l'édifice de l'État bavarois. Ils y ont laissé subsister une dynastie qui, pendant sept cents ans, a vécu en parfait accord avec le peuple. Cette dynastie, pendant fort longtemps, a été le symbole de la patrie et s'est confondue avec elle. Les prétentions, les échecs ou les succès des princes ont été en même temps ceux de leurs sujets. » Je sais que je ne fais qu'un avec mon peuple, » disait Louis II. Et le futur Louis III, le 15 juin 1892, a parlé d'une façon analogue : « Je sais que la maison des Wittelsbach est aussi bavaroise que le peuple et qu'elle est sortie du même sol. Avant d'occuper le trône, ils ont partagé les douleurs et les joies du peuple. Pendant sept cents ans ils ont possédé bien des couronnes, du cap Nord à la Grèce, et des Pays-Bas jusqu'en Hongrie. En Bavière, les habitants ont toujours montré une rare fidélité à la famille royale. »

Quelques faiblesses qu'aient eues les princes pour l'Empire, ils n'en possédaient pas moins une grande autorité et ils avaient un patrimoine à défendre qu'ils ne pouvaient abandonner en des mains étrangères sous peine de trahir leurs propres intérêts. Auprès d'eux prenait place une noblesse de cour jalouse de ne pas abdiquer ses privilèges et qui voyait se développer avec inquiétude les tentatives centralisatrices de Berlin, y découvrant une menace dirigée à la fois contre son prestige et contre ses charges. A son tour, la bureaucratie bavaroise était animée d'un esprit tout semblable, et pour les mêmes raisons, puisque les progrès de l'unitarisme dans l'administration lui enlevaient sa raison d'être, diminuaient son ressort et son influence. Les blessures d'amour-propre, vivement ressenties et impatiemment supportées, étaient continuelles : toute réclamation, toute critique venues de Berlin étaient reçues aigrement, prenaient les proportions d'une affaire internationale, détruisaient la cordialité apparente des relations de service, même quand elles étaient présentées sous une forme courtoise.

D'autre part, les droits réservés de la Bavière contribuaient à maintenir le particularisme. Le pays, par les légations qu'il entretenait à l'étranger et par son petit corps de diplomates inactifs, avait encore l'illusion qu'il possédait une politique

étrangère distincte de celle de l'Allemagne. Il était fier, aux jours de fête, de voir flotter sur tout le territoire, à la façade des monuments publics, des drapeaux bleu et blanc, à ses couleurs. L'armée elle aussi conservait ses uniformes particuliers qui permettaient de distinguer à première vue les soldats bavarois de ceux qui composaient les régiments de l'Empire. A Munich, le Roi avait sa garde personnelle, des géants vêtus de blanc et coiffés d'un casque surmonté par le lion bavarois, celui-ci ennemi naturel de l'aigle prussien que l'on nommait irrévérencieusement « bête à plumes » ou *Federvieh*. Cette armée, avec son infanterie habillée de bleu, ses chevau-légers et sa cavalerie lourde, restait le signe visible de l'indépendance.

Enfin l'attitude de la Prusse, par une réaction toute naturelle, provoquait les révoltes des patriotes, et, loin de l'affaiblir, conservait au contraire l'antipathie populaire. On manifestait dans le Nord un orgueil démesuré et l'on y était convaincu que le Sud ne devait être qu'une colonie obéissante. La dynastie royale y était continuellement l'objet des pires injures. En 1875, lorsque vint en discussion l'adresse qui demandait à Louis II le renvoi du ministre Lutz, le député Schels lut à la tribune des extraits des journaux prussiens, où le monarque bavarois était copieusement insulté. Il était le « roi déserteur; » il se cachait pour éviter les visites des Hohenzollern; il faisait preuve d'une obstination impuissante; il méprisait les formes les plus élémentaires de la politesse : il n'était qu'un « jeune homme dénué de sens commun. » La *Vossische Zeitung* écrivit que « le véritable obstacle à un développement libéral de l'Empire résidait dans la dynastie bavaroise et dans le catholicisme de la maison régnante dont il fallait débarrasser le pays; le mot d'ordre était donné : le Roi de Munich ne devrait pas avoir de successeur. » En 1876, Rittler se plaignit amèrement : avec textes à l'appui, il démontra qu'à Berlin on considérait les trônes non prussiens comme existant grâce à une concession toujours révocable de l'Empire, et les constitutions du Sud comme caduques, puisqu'elles supposaient une souveraineté abolie depuis 1871. Le langage des journaux prussiens, en toute occasion, notamment lors des incidents de Moscou et de Swinemünde, fut empreint de la même violence à l'égard de la dynastie.

Finis Bavariae était un thème qu'ils traitaient avec une

évidente prédilection. La Bavière était morte, elle abandonnerait bientôt les derniers vestiges de son autonomie pour se fondre dans l'Empire. Par une faute insigne, on lui avait fait à Versailles une situation qu'elle ne méritait pas. « A la longue, écrivait Schipfer, tous les droits réservés sont incompatibles avec les buts de l'Empire », et il nommait les accords de Versailles « une page haïssable dans l'histoire allemande. » Selon le point de vue des particularistes, le *Reich* n'est qu'un élargissement de l'ancienne confédération, non une création nouvelle : les États ne lui ont donc cédé que certains droits étroitement spécifiés, mais ne lui ont pas accordé un mandat général ni une autorité sans limites. Les juristes prussiens au contraire, Zorn par exemple, soutenaient avec une arrogance doctrinale la thèse de la soumission absolue : les États avaient complètement abdiqué en faveur de la puissance impériale; ils lui avaient fait pleine et entière remise de leur existence; ils lui avaient abandonné tous leurs droits, et ceux qu'ils conservaient encore lui avaient été rendus par elle, dans un élan de générosité volontaire. En conséquence, l'Empire pouvait toujours reprendre ce qui lui appartenait, s'attribuer, par simple mesure législative, des pouvoirs d'administration à l'intérieur des États, et agir directement sur les fonctionnaires de chaque pays confédéré. Il ressortait de cette doctrine que le *Reich* avait le droit d'agir en raison de ses propres convenances, d'après des considérations purement politiques, mais non juridiques. Tels étaient les prétextes, brutalement exprimés, par lesquels le système unitaire tentait de se substituer au système fédératif.

Le manque d'égards était flagrant et blessa plus d'une fois la susceptibilité bavaroise. En même temps que l'Empire, par tous les moyens, essayait de se soumettre complètement l'armée du royaume, c'est sur celle-ci que pleuvaient de préférence les injures prussiennes. Bismarck au moins lui décerna toujours quelques éloges. D'autres au contraire n'eurent pas la même circonspection ni la même habileté. Au début de 1900, un junker de l'Est, Oldenburg-Januschau, bien connu pour son pangermanisme échevelé, parla au Reichstag des contingents de l'Empire, sans faire aucune distinction entre les troupes bavaroises et les autres corps allemands : Berlin, à l'en croire, commandait partout. Ce discours provoqua à Munich les récriminations du député Günther. Le ministre de la Guerre, von

Horn, joignit ses observations aux siennes; il releva en outre qu'Oldenburg-Januschau, à propos de la bataille de Rosbach, avait insulté les contingents allemands qui luttaient avec les Français, que, parmi ces contingents allemands, se trouvaient quelques troupes de Würzbourg, et que pour ce seul fait le plénipotentiaire militaire du royaume au Bundesrat aurait protesté, s'il avait eu connaissance de l'incident. Plus tard, lorsqu'à l'occasion de l'affaire de Saverne le général prussien Kracht eut accusé les Bavarois d'avoir lâché pied devant les Français en 1870, cet outrage souleva en Bavière la plus violente indignation.

Mais, au demeurant, pourquoi les maîtres de l'Allemagne se seraient-ils gênés? Ils n'avaient devant eux qu'un petit État faible, battu en 1866, réduit à l'impuissance quelques années plus tard, et qui ne méritait aucune estime, pas même la moindre considération. A en croire les gens du Nord, la population du royaume était arriérée et partant méprisable. « L'esprit bavarois est toujours embrumé par des vapeurs de bière, » écrivait K. Stein, et Treitschke, avec tout le poids de son autorité professorale, proclamait que la réserve des droits sur la bière avait du être consentie « à cause de la soif que tout Bavarois apporte en naissant. » Peuple d'ivrognes et peuple de brutes ! Pour les Prussiens protestants, le catholicisme était responsable de la dégradation morale dont étaient atteints la plupart des sujets des Wittelsbach. Les paysans n'étaient que des « bêtes à voter entre les mains de leurs vicaires; » les crimes de droit commun « étaient favorisés et protégés par les dogmes et les institutions de l'Église catholique. » Avec une patience inlassable, les journaux luthériens s'efforçaient de prouver que les fidèles de la religion romaine sont partout moins riches, moins actifs et moins savants que les protestants. Les Bavarois, à lire ces lourdes diatribes, constataient qu'ils étaient traités en suspects. D'ailleurs, on ne se faisait pas faute de leur faire savoir que la guerre était déclarée contre le « bétail noir » dont on aurait la peau : *Wir werden das schwarze Kleinvieh schon unterkriegen.* A la Prusse était dévolue la glorieuse mission d'apporter les lumières à un peuple égaré.

Un orgueil aussi démesuré, et qui se manifestait d'une manière aussi insolente ne pouvait prétendre à cicatriser des plaies encore ouvertes. Aux invitations qui leur étaient adres-

sées de se laisser absorber, les Bavarois les plus placides observaient que l'Empire constitué comme il l'était présentait une solidité suffisante et qu'ils n'apercevaient pas la nécessité d'y rien changer. D'autres ripostaient aux outrages par de violentes offensives, ameutaient le peuple en le prenant à témoin des impertinences prussiennes, et livraient d'acharnées batailles. Toutes les élections à la Chambre des députés servirent de prétexte à des campagnes sans merci, et les succès du Centre, quand il en remporta, provoquèrent de véritables explosions de patriotisme bavarois. Il en fut de même chaque fois qu'un incident retentissant ranimait les querelles assoupies et mettait aux prises les deux races hostiles. Au cours de ces longues années de lutte, les Bavarois ont dessiné de la Prusse et de l'Empire une image parfaitement fidèle, où chaque trait ressort avec une incroyable netteté.

La dogme, venu du Nord, de la Kultur germanique, n'a pas rencontré d'adversaires plus déterminés qu'en Bavière. Dans les milieux catholiques, on a hautement protesté contre cette invention prussienne qui prétendait faire du progrès matériel le but suprême de l'humanité. Ratzinger, en 1881, a observé qu'il s'agissait là d'une confusion intellectuelle extrêmement regrettable; il établissait qu'il y avait une différence fondamentale entre le progrès moral et le progrès matériel; il demandait que pour le premier l'on employât le mot de « civilisation. » En 1908, les *Historisch-politische Blätter* écrivaient à nouveau que cette civilisation était en Europe d'origine gallo-romaine, que c'est sur ces bases gallo-romaines que toutes les institutions politiques et religieuses avaient été édifiées, mais que, dans les territoires de l'Allemagne du Nord, la civilisation ainsi définie avait exercé son action pendant beaucoup moins de temps qu'ailleurs. En d'autres termes, la Kultur était une conception de demi-civilisés protestants qui substituaient des apparences et des signes extérieurs à la réalité.

Par de telles critiques, les représentants les plus autorisés du catholicisme prenaient leur revanche des injures dont on les accablait à cause de leur religion, et l'on doit reconnaître qu'ils touchaient juste. De leur côté, les démocrates s'inquiétaient des menées luthériennes. S'ils voyaient sans plaisir l'activité que déployaient en Bavière les évêques et le clergé au moment des élections, ils n'étaient pas plus tendres pour

l'obscurantisme protestant qui sévissait au delà de l'Elbe. La collection du *Simplicissimus* contient des pointes redoutables dirigées contre le piétisme prussien. Toute une série d'humoristes a raillé dans ce journal l'Empereur luthérien qui se prenait pour un antipape, un régime qui choisissait ses hauts fonctionnaires en raison de leur orthodoxie confessionnelle, des pasteurs hypocrites et durs qui mettaient leur religion au service d'un étatisme réactionnaire.

Dans l'opinion bavaroise, les Prussiens en effet étaient considérés comme un peuple inférieur, plongé dans un état de servitude affreuse. Rien n'était comparable à leur esclavage, sinon celui des Russes : mais justement les deux gouvernements de Berlin et de Pétrograd étaient complices et solidaires (1). Les maîtres de la Prusse étaient des hobereaux sans scrupules, ennemis de toutes les idées modernes, capables de toutes les félonies : « Pourquoi vous lamentez-vous, mes petits — en disant qu'ils vous enlèvent la liberté ? — Quand celle-ci a-t-elle fleuri en Prusse ? — Quand y a-t-on connu la loyauté et la foi ? (2) » Ces junkers, moralement vils au point de se faire entretenir par des filles de parvenus enrichis, brutaux et féroces, hostiles au peuple, se croyaient au-dessus des lois et de la justice. C'étaient des féodaux devant lesquels tremblaient les fonctionnaires et qui faisaient à leurs inférieurs des âmes serviles. Ils prolongeaient le moyen âge en plein dix-neuvième siècle : « Derrière l'uniforme et les décorations, écrivait Freytag que citait malicieusement le *Simplicissimus* en 1911, se cache bien souvent la même haine que jadis contre les idées de notre époque. Ce sont les mêmes préjugés, le même orgueil, le même respect grotesque pour des privilèges qui meurent, le même égoïsme grossier qui dédaigne le bien public. Beaucoup, parmi cette noblesse de cour et de campagne, considèrent toujours l'État comme leurs ancêtres, il y a deux cents ans, faisaient des magasins d'un voisin. Mais maintenant, plus fortement qu'il y a deux cents ans, s'élèvent contre eux la haine et le mépris du peuple. »

Dans ce pays sans liberté, remarquent les Bavarois, les opinions sont surveillées et soumises à l'inquisition la plus rigoureuse. Le fonctionnaire, pour se ménager un heureux

(1) Cf. la campagne du *Simplicissimus*, années IX et X.
(2) P. Schlemihl, *Simplicissimus*, année X, n° 8.

avancement, doit perdre toutes ses facultés critiques et s'humilier devant les puissances. Une sévère orthodoxie nivelle tous les esprits. Le Prussien des basses classes est maintenu dans une ignorance salutaire : « Veillons, dit une légende du *Simplicissimus*, à ce que dans nos écoles on n'exagère pas l'instruction ni les autres bêtises modernes. Si les enfants savent leur Notre Père et le nom de leur roi, cela suffit pleinement. » Il y a donc une oppression bureaucratique et policière qui pèse sur tous les sujets des Hohenzollern, dans le seul dessein de renforcer l'étatisme prussien. Cette oppression s'est manifestée au moment du Kulturkampf; dans sa dureté draconienne, tenant en réserve des mesures qui sentent l'état de siège, elle demeure suspendue comme une menace sur toute la vie politique et sociale du peuple. « Ce que les autres nations, écrivent les *Historisch-politische Blätter*, reprochent souvent avec raison aux Allemands, tant à ceux qui vivent dans leur pays qu'à ceux qui sont fixés à l'extérieur, c'est l'esprit de domesticité si répandu parmi eux et si enraciné. Cet esprit, à l'origine tout à fait étranger au peuple allemand, lui a été imposé depuis deux siècles seulement par une bureaucratie omnipotente. Il est surtout répandu dans la Vieille-Prusse où dominent les Slaves, puis dans ce pays de Bade « si purement allemand. » Là où il se rencontre le moins, c'est en Westphalie, dans le Schlesvig, à Hambourg et dans la Vieille-Bavière.

En Prusse, le gouvernement n'a d'autre but que d'étouffer l'opinion publique et de sauvegarder les privilèges de la caste dominante. C'est à quoi tend le système électoral qui sévit dans les États des Hohenzollern et qui, partageant les citoyens en trois classes, favorise les plus puissants au détriment des autres. Les sentiments démocratiques des Bavarois se révoltent devant une injustice aussi aveuglante : « Faut-il faire toucher du doigt, s'écrie le publiciste Breitscheid, les beautés du droit électoral prussien? On y découvre toutes les imperfections et toutes les infamies imaginables. Non seulement il donne aux riches le pas sur les pauvres, mais il prive ceux-ci de tous droits, car la première et la seconde classe sont toujours en situation d'écraser de leurs votes la troisième, contre les revendications de laquelle elles se sentent dans la plupart des cas solidaires. » Le système électoral prussien n'est en somme qu'une loi d'exception contre le peuple : en 1903, les conserva-

teurs, qui obtenaient 19,39 pour 100 des suffrages, faisaient passer 143 députés ; les socialistes, au contraire, avec 18,79 pour 100 des voix exprimées, n'en avaient pas un seul.

En 1910, il fut question d'une petite réforme qui ferait entrer un peu plus d'électeurs dans la première et la seconde classe. Les *Münchener neueste Nachrichten*, journal généralement inféodé à Berlin, poussèrent un cri d'alarme. C'était là une affaire sérieuse qui intéressait tout le Sud, puisque la Prusse occupait la première place dans la Confédération. Les modifications devaient être radicales, et l'on ne pouvait se contenter de retouches insignifiantes. Fallait-il croire que le peuple prussien n'avait aucune maturité politique, ou bien dans quel dessein le ministre Bethmann-Hollweg se livrait-il à des plaisanteries aussi misérables? Pour manifester leur indignation, les socialistes munichois, le 15 février, organisèrent une grande réunion publique au Kindlkeller, puis, au nombre de 800 à 1 000, ils se rendirent devant la légation de Prusse, acclamant le suffrage universel secret et égal pour tous, conspuant vigoureusement la monarchie réactionnaire des Hohenzollern qui méprisait les droits du peuple.

Mais la Prusse, qui restreignait chez elle les libertés publiques, tentait aussi d'en priver l'Empire. Et en effet, au cours de l'année 1904, les conservateurs Zedlitz et Arendt, par une campagne menée dans la *Post* et le *Tag*, tentèrent de prouver que le Reichstag n'accomplissait aucun travail de bon aloi. Pour remédier à cette situation, ils proposaient que ses députés fussent désormais élus selon le système prussien des trois classes. Là-dessus, cris à Munich, et fureur bien compréhensible. Au fond, ce que détestait par-dessus toutes choses la monarchie des Hohenzollern, c'était le parlementarisme, et les Bavarois l'avaient discerné de bonne heure. Elle ne pouvait, remarquaient-ils, supporter qu'une pseudo-représentation populaire derrière laquelle elle dissimulait son absolutisme foncier. Puissance maîtresse dans l'Empire, elle le gouvernait par des méthodes autoritaires, elle lui imposait sa volonté avec une hauteur implacable, elle brisait les résistances des députés par des dissolutions successives, elle ne connaissait ni majorité ni ministère responsable, elle violait enfin ses promesses les plus sacrées et s'efforçait sournoisement de transformer la Confédération en un État unitaire. La politique de Bismarck, à elle

seule, prouvait la justesse de ces observations, et ses successeurs ne s'étaient pas dégagés de la ligne de conduite qu'il leur avait tracée.

Sur ce point, les *Historisch-politische Blätter* nous apportent des analyses très sagaces. « Le développement de l'Empire, écrivent-elles, s'est opéré dans une forme jusqu'alors inconnue. Il se fait par le gouvernement personnel, non par celui d'un souverain qui s'élève au-dessus des partis, mais par celui d'un ministre, — Bismarck, — qui considère les groupes parlementaires comme le marchepied de sa toute-puissance. » Elles remarquaient encore que le parlementarisme d'Empire équivalait à un leurre : « Un parlement et un État militaire sont deux choses absolument incompatibles. » Au fond, comme le déclarait von Görne, il n'y avait pas de liberté, et il ne pouvait pas y en avoir; l'Empire absorbait toutes celles qui étaient garanties par les constitutions particulières : « Il ne connaît que de nom la responsabilité gouvernementale. Ce qui existe n'est autre chose qu'une domination militaire enveloppée sous les formes du parlementarisme. »

Car la Prusse, créée par des soldats, ne pouvait se maintenir que par eux. Historiquement, on savait comment elle s'était toujours comportée. Lorsque Napoléon III avait fait aux cabinets européens des propositions de désarmement, elle avait répondu que son organisation reposait sur le principe du service universel et qu'il ne pouvait s'agir pour elle d'y renoncer. Moltke, le 15 juin 1868, avait dit qu'une puissance plus forte que toutes les autres pourrait empêcher la guerre, que cette puissance, il l'espérait, serait l'Allemagne. Plus tard, en 1874, il était revenu sur sa déclaration : il avait alors annoncé qu'il faudrait cinquante armées d'armements pour conserver le bien acquis, car l'Empire s'était fait respecter par sa victoire, mais sans conquérir les cœurs. A cette époque, le prêtre bavarois Sigl lui avait lancé l'anathème : « Le peuple allemand, écrivait-il, conduit à l'appauvrissement, à la ruine économique et sociale, au désespoir, tout cela, c'est le fruit amer de la dernière *guerre sainte* contre la France. » Et il ajoutait, après avoir énuméré les dépenses militaires : « Ces chiffres ne font-ils pas frémir, surtout quand on songe que M. de Moltke laisse entrevoir à l'Allemagne le maintien d'un pareil système pendant cinquante ans? »

La chose était trop claire. Non seulement la Prusse ne désarmerait jamais, mais encore elle seule, — et non la France de Carnot, comme le prétendaient à tort quelques-uns, — était responsable des charges qui pesaient sur l'Europe. C'est par elle que l'Allemagne était devenue une puissance militaire centralisée, crainte de ses voisins, les forçant à fabriquer des fusils et des canons pour leur défense : « Tout esprit équitable, déclarait von Görne, ne pourra pas contester que c'est l'Allemagne qui a créé cette triste situation... La question est de savoir combien de temps la nation pourra subir un tel régime. » Oui, combien de temps cela durerait-il? se demandaient anxieusement Franziss et avec lui les particularistes bavarois (1). Et sans doute si, au lieu de l'Empire, on avait pu constituer une Confédération de l'Allemagne du Sud, de tels malheurs eussent été évités. Mais en attendant, la monarchie des Hohenzollern ne changeait pas.

En 1875, les *Historisch-politische Blätter* approuvaient le *Times* d'avoir écrit que par ses armements elle ramenait le monde à la barbarie. Les excès du militarisme prussien, à des dates plus récentes, provoquèrent les véhémentes campagnes du *Simplicissimus*. Il faut voir ses caricatures d'officiers croqués d'après nature au delà de l'Elbe, hobereaux sanglés dans leurs tuniques, haut-bottés et éperonnés, durs et brutaux, n'ayant d'autre vertu que leur dévouement à un souverain en qui d'ailleurs ils reconnaissent le défenseur de leurs intérêts de caste et presque leur complice. Il faut jeter les yeux sur ces images fidèles qui attestent la grossièreté de cette aristocratie d'épée, le ton désobligeant qu'elle affecte avec ses inférieurs, les mauvais traitements qu'elle inflige aux soldats. Et bien au-dessous de ces animaux de proie sans générosité apparaît le peuple de Prusse, abruti au point qu'il en a perdu tout sentiment de sa dignité, démoralisé et moralement diminué par la caserne. Tel est ce militarisme que la Prusse impose à l'Allemagne.

Il est la cause des maux qui l'accablent et surtout de la gêne financière produite par des budgets démesurés. L'art et la science souffrent-ils du régime impérial? C'est la faute des armements qui détournent les intelligences des libres spécula-

(1) Fr. Franziss, *op. cit.*, p. 24; cf. aussi p. 28, où l'auteur conteste que la Prusse soit responsable du militarisme, mais où il ajoute que c'est là une opinion très répandue en Bavière, *eine in Bayern vielfach verwendente Phrase.*

tions. Le prix du litre de bière est-il augmenté de deux pfennigs dans les brasseries munichoises? C'est parce que Berlin exige un accroissement des effectifs et que cela entraîne de nouveaux impôts. Le militarisme des junkers est un ogre insatiable d'or et de sang. Comme il ne leur suffit pas d'avoir une armée, il leur faut encore une marine, autre source de frais considérables, autre motif pour vider les bas de laine bavarois. Après la marine viennent les colonies, territoires sans valeur et impropres à la culture, où l'on ne peut faire qu'un commerce minime, mais pour lesquels on construit une flotte marchande qui engloutit encore des trésors. Cette politique mégalomane et dépensière aboutit d'ailleurs à des désastres : une tribu nègre d'Afrique, les Herreros, a fait perdre à l'Allemagne des milliers d'hommes sans autre bénéfice que l'attribution de hauts commandements et de fortes dotations à des bouchers comme le général von Trotha.

Mais le militarisme a conclu une alliance avec la grosse industrie prussienne dont il sert la cupidité. Les canons et les plaques de blindage enrichissent les potentats de l'acier dont les officiers épousent les filles. Et puis une forte armée doit permettre un jour des opérations fructueuses qui grossiront les fortunes particulières de la caste dirigeante. Le *Simplicissimus* imprime ces vers en patois berlinois :

« L'affaire est bonne. — Et malgré les protestations — D'une ignoble poignée de sans-patrie — Nous construisons maintenant une grande flotte : — C'est un bon placement pour l'avenir. — Le patriotisme porte intérêt, — Les intérêts remplissent le porte-monnaie — Et si l'esprit en souffre, — Nous n'en ressentons aucune douleur! — Nous construisons maintenant une grande flotte (1). »

Il suit de tout ce qui précède que la Prusse, dans l'opinion bavaroise, déprave et pervertit l'Allemagne. En fondant l'Empire, elle y a fait passer toutes les tares morales dont elle était elle-même infectée. Elle l'a créé avec l'aide de Juifs qu'attirait l'espoir d'une prospérité matérielle dont eux-mêmes profiteraient. Elle l'a livré aux puissances d'argent qui depuis 1871 continuent leur œuvre malfaisante. La corruption y règne : Bis-

(1) Hase, dans le *Simplicissimus*, année IV, n° 41. — Cf. aussi n° du 15 août 1896 : *le Triomphe de la Kultur*, un long cortège de Grecs et de Romains, etc., qui se termine par un groupe de soldats allemands encadrant un sac d'écus.

marck a commencé à acheter la presse avec l'or qu'il avait volé aux souverains détrônés par lui en 1866 : depuis, les journaux n'ont jamais été sincères, et c'est avec leur connivence payée que le gouvernement central gangrène l'Allemagne où sévissent les agents provocateurs, la dénonciation et l'arrivisme. L'industrialisme prussien, qui ronge l'Empire comme le ver un fruit trop mûr, a fait éclore une aristocratie de parvenus stupides, inhumains, cruels avec les misérables, sans mœurs et sans vertus, dont les enfants ont horreur du travail, tout en prétendant satisfaire de formidables appétits. Tout en haut, la famille se dissout, les courtisanes règnent, d'abjects goûts de noce s'étalent qui font prendre en horreur la vie simple d'autrefois. En bas, la détresse est immense, et le peuple, pour oublier sa misère, tombe dans l'ivrognerie : « Comment un Empire, écrit von Görne, qui a été fondé par la force matérielle, pourrait-il produire autre chose qu'un accroissement de ce matérialisme déjà trop répandu? »

La Prusse n'a jamais cherché que son intérêt ; elle a ruiné des trônes allemands parce qu'elle voyait en eux des obstacles à sa propre expansion ; elle continue d'être une menace pour le bien-être des peuples et pour la civilisation. L'Empire, qu'elle domine, n'est pas, et ne peut être pour cette raison différent d'elle-même : il participe de sa nature et comme elle il n'adore que la force : « En Prusse, écrivent avec une netteté décisive les *Historisch-politische Blätter*, on ne respecte rien, sinon la force et la résolution. Toute marque de déférence, toute concession conciliante, la simple politessse elle-même, exception faite pour quelques personnes estimables et sympathiques, mais dénuées d'influence dans la vie publique, sont considérées comme des faiblesses. Seul l'homme fort et résolu est estimé. Ceci vaut à la fois pour la politique intérieure et pour la politique extérieure. » De telles assertions ne sont pas nouvelles, et la grande revue particulariste n'a pas attendu l'année 1908 pour les formuler. Dès 1875, elle jugeait l'Empire prussien avec la même acuité pénétrante : « Le nouvel Empire allemand, lisons-nous, est contraint dans son isolement, et pour sa propre sécurité, à un accroissement de puissance sans limites. Il y parviendra directement par des agrandissements, indirectement en paralysant tous les autres États pour les empêcher de lui nuire. Le prince de Bismarck en a eu l'obscur pressenti-

ment quand il a affirmé à plusieurs reprises que la sympathie à l'égard des pays voisins était un vice allemand. Un trou béant s'est ouvert autour de l'homme qui a rompu toute communauté d'intérêts dans les rapports internationaux, et il ne lui reste qu'à remplir cette brèche par l'hypertrophie de son moi tout-puissant. » Il est impossible de dire plus clairement que la Prusse et l'Empire se sont mis en dehors de l'humanité et comme au ban de l'Europe.

De tels jugements d'ensemble laissent prévoir l'antipathie des Bavarois particularistes à l'égard des Hohenzollern qui règnent sur l'Allemagne. *Preuss ist Preuss, ob er König oder Kaiser tituliert wird*, s'écrie Sigl, « Prussien est Prussien, qu'il porte le titre de roi ou celui d'empereur. » Donc le César de Berlin, dans l'opinion, est avant tout le successeur du grand électeur et de Frédéric II; il reste inséparable de sa famille, de son milieu, de son pays, de la tribu barbare et à demi slave dont il est le souverain légitime. La population du royaume le considère comme un étranger. En outre, ce qui aggrave l'aversion, c'est qu'il est luthérien, et il est utile ici de mentionner une légende très caractéristique du *Simplicissimus*, sous un dessin qui représente la ville de Munich pavoisée au jour anniversaire de l'Empereur : « S'il vous plaît, demande un touriste à un indigène, quelle fête y a-t-il donc aujourd'hui? — Une fête protestante. »

Ni Guillaume Ier, ni Guillaume II n'ont été épargnés par la critique. Le premier passait pour un reître inintelligent, et les patriotes gardaient l'amer souvenir de la défaite qu'il avait infligée à leur pays et de l'état de servitude dans lequel il l'avait réduit. L'historien Schreiber fait le récit de la cérémonie funèbre qui se déroula à Munich lorsque mourut le vainqueur de Sadowa. Il a vu passser dans les rues de la capitale de longs cortèges défilants à la nuit tombante, torches allumées, devant un immense sarcophage dressé en plein air. Il a vu des feux de Bengale, il a entendu des voix qui chantaient la *Wacht am Rhein*. Plus tard, pendant des semaines, il remarque que des hommes se sont promenés en habits de deuil et que des femmes ont porté des voiles de crêpe. De tels spectacles l'ont révolté : « Les Munichois, écrit-il, qui avaient conservé le vif souvenir de l'indignation générale ressentie par le pays contre la Prusse et l'armée prussienne lors de la guerre fratricide de 1866,

s'étonnaient que certains esprits de la capitale manifestassent un tel changement dans leurs opinions politiques. »

Guillaume II fut encore plus détesté peut-être que son grand-père, et la voix publique le tenait communément pour fou. On railla sa personne, ses attitudes de matamore, sa manie d'envoyer des dépêches à tort et à travers, ses manières de commis-voyageur, ses déplacements continuels, jusqu'au ton même de ses discours (1). La célèbre allocution de Gnesen, en 1906, où l'empereur jetait l'anathème sur les *Nörgler* ou mécontents, provoqua d'amers sarcasmes. Les révélations du journal anglais le *Daily Telegraph*, en 1908, déchaînèrent spécialement en Bavière une indignation sans précédent. Combien de temps l'activité brouillonne de cet irresponsable serait-elle encore un péril pour l'Allemagne? Les *Münchener neueste Nachrichten* publièrent des articles rédigés sur un ton très vif. Plus encore que cette feuille libérale, les *Historisch-politische Blätter* formulèrent de véhémentes récriminations. Guillaume II, affirmaient-elles, était le produit de la perversion morale produite dans l'Empire par les victoires de 1870. Les patriotes patentés, libéraux pour la plupart, avaient donné au peuple une éducation toute servile, l'avaient habitué à approuver tous les gestes et toutes les paroles de César, à l'acclamer, quoi qu'il fît. Rien d'étonnant à ce que celui-ci se crût appelé à exercer un gouvernement purement personnel : il s'en acquittait comme on pouvait s'y attendre d'un impulsif couronné.

De peuple à peuple, les sentiments n'étaient pas plus cordiaux. « Voyez-vous, disait une légende du *Simplicissimus* sous un dessin qui représentait un *Hartschier* (soldat de la garde particulière du Roi) en conversation avec un bourgeois de Munich, ce qui se passe aujourd'hui ne plaît pas à un homme comme moi; je suis encore un soldat du bon vieux temps, quand on pouvait tirer sur les Prussiens. » Et j'en citerai encore une autre, court dialogue saisi dans un café entre un Berlinois et un indigène : « S'il vous plaît, quelle heure est-il? — Est-ce que vous croyez que j'ai acheté ma montre pour les Prussiens? » Il y avait une opposition radicale entre les deux races, une opposition qui remontait à des époques très an-

1) En conséquence, et selon les dispositions du Code pénal, les tribunaux bavarois ont infligé aux publicistes du royaume de nombreux mois de prison pour crime de lèse-majesté. Le *Simplicissimus* en récolta sa large part.

ciennes, et qui, vieille comme l'histoire elle-même, se perpétuait sans faiblir. En 1898, lorsque le ministre impérial Podbielsky avait tenté de faire adopter par la Bavière les timbres en usage dans le reste de l'Allemagne, il avait rencontré la plus ferme résistance, et Hase avait écrit ces vers :

« Pourtant, si vous voulez plus que maintenant, — Nous enthousiasmer pour votre chère Prusse, — Apportez-nous d'abord d'autres réformes — Que celle qui consiste à coller des timbres. — Avec celle-ci vous ne gagneriez pas une seule sympathie — Si tout le reste demeurait sans changement. — Il est facile de mettre des timbres sur des enveloppes — Mais difficile de mettre l'amour dans les cœurs. »

Les Bavarois différaient des Prussiens par leur caractère comme par leurs goûts, et c'est sur ces deux points que l'incompatibilité s'affirmait avec évidence. La Prusse est guerrière, déclarait Franziss, mais non la Bavière, qui, au contraire, aime surtout les arts de la paix. « En fait de civilisation, écrivait-il, elle a une mission pacifique; sa gloire dans le domaine intellectuel ne le cède en rien à la supériorité politique et militaire de la Prusse. » Depuis de longues années, en effet, le royaume s'enorgueillissait d'un bel effort artistique. Avant la Révolution, les villes de Landshut, Ingolstadt, Augsbourg avaient été ornées d'importants monuments par les électeurs. A Munich, le roi Louis Ier fit construire les Propylées, le grand théâtre, l'ancienne pinacothèque, l'Odéon, la porte de la Victoire. Il s'entoura de savants tels que Lasaulx, Schelling, Görres, Thiersch, d'artistes tels que les architectes Klenze et Gärtner ou les peintres Moritz von Schwind, Cornelius, Kaulbach, Piloty, Schraudolph. Son successeur Maximilien II avait continué cette tradition. Il avait reçu dans son palais les poètes Bodenstedt, Geibel, Heyse, Kobell, Pocci, les professeurs Liebig, Löher, Pettenkofer, Pözl, Riehl, Sybel. Wagner avait été le protégé de Louis II. Le prince-régent Luitpold favorisa les peintres.

Munich avait donc la prétention d'être l'Athènes de l'Allemagne. Les expositions d'art s'y succédaient. Ce n'était pas l'officier qui y tenait le premier rang. Au contraire, il suffisait de manier le pinceau ou l'ébauchoir, d'être poète ou musicien pour y jouir de l'estime publique et pour occuper la curiosité. Aussi quel mépris n'avaient pas les Bavarois pour la sombre Béotie figurée par le territoire prussien! Là-bas, dans ce Nord

embrumé, quel nuage ne pesait pas sur les intelligences! Munich, au contraire, attirait les étrangers; elle avait le désir de pouvoir rivaliser avec Rome et Paris, d'être comme ces deux villes un lieu de pèlerinage artistique pour les peuples du monde entier. En Prusse, faisait remarquer le *Simplicissimus*, il n'y avait aucun mouvement comparable : la science y était caporalisée, et l'on n'y connaissait qu'un art officiel, avec de grossiers manœuvres qui fabriquaient pour les places publiques des Frédéric II au mille, des Blücher à la centaine, des Bismarck, des Guillaume Ier et des Moltke en nombre infini.

L'orgueil national souffrait de ce que la Bavière, dans l'Allemagne impériale, eût été reléguée au second rang. Il s'irritait de tous les signes qui révélaient une main-mise plus complète de la Prusse sur le royaume. Il s'indigna lorsque les troupes durent revêtir pour la première fois le manteau gris imposé par Berlin ou lorsqu'elles durent adjoindre à leur cocarde une cocarde tricolore jusque-là inconnue. Dans les villes, les Prussiens immigrés ou de passage parlaient en maîtres, avec une arrogance que l'on trouvait insupportable, faisant entendre que la Bavière était comme leur propriété, et que, s'ils n'avaient pris la direction des affaires allemandes, elle ne serait ni plus policée, ni plus prospère qu'un royaume nègre. Dans les campagnes, pendant les mois d'été, c'était un défilé ininterrompu de Berlinois déguisés en Tyroliens, prétentieux et stupides, proférant de monstrueuses bêtises sur la beauté de la nature, et croyant, dans leur ineptie candide, que le paysan bavarois n'avait d'autre occupation, tout au long des jours, que de chanter et de danser le *Schuhplatt*.

Dans les heurts journaliers qui opposaient l'un à l'autre l'homme du peuple et le Prussien de passage, le premier résumait tous ses griefs par le mot *Saupreuss*, « cochon de Prussien, » par lequel il traduisait énergiquement son aversion. Il y mettait toutes ses rancunes de catholique brimé, ses colères de patriote désabusé, ses déceptions de contribuable saigné à blanc par un Empire qu'il détestait, sa haine d'un caporalisme qui s'étendait jusqu'à la vie civile. Démocrate et familier, il avait horreur de la hiérarchie brutale qui réglait tous les rapports sociaux dans les pays situés au delà de l'Elbe. Habitué aux manières simples des grandes familles bavaroises et de la maison royale elle-même, il ne pouvait supporter l'orgueil

hautain des hobereaux de l'Est. Tout ce qui pouvait arriver de bon à la monarchie prussienne le laissait froid et indifférent; il se réjouissait au contraire des humiliations ou des blessures d'amour-propre qu'elle ressentait le plus cruellement. Mais ce monde féodal, encore plongé dans la nuit du moyen-âge, et qui excitait à la fois sa fureur et son ironie, lui paraissait aussi capable d'entraîner sa propre patrie dans un abîme de catastrophes.

Les catholiques, au point de vue confessionnel, redoutaient une nouvelle explosion de fanatisme protestant. En 1905, les *Historisch-politische Blätter* prévoyaient un second Kulturkampf aussi violent que le premier, conduit cette fois sans Lois de mai, mais avec tout un arsenal de calomnies qui représenteraient la religion romaine comme inconciliable avec les formes de l'État moderne, lui attribueraient les idées les plus extravagantes, la livreraient à la haine et au mépris public. En 1908, la même revue s'exprimait plus clairement encore : « Tous nous espérons et nous avons confiance que l'Allemagne saurait maintenir sa situation dans le monde contre les dangers soit intérieurs, soit extérieurs. Mais nous savons aussi que nous devons obtenir en Allemagne la réalisation de nos droits, c'est-à-dire l'honnête parité, avant que de nouveaux combats n'ébranlent le monde. Si nous ne le faisons pas, nous n'y arriverons pas après une guerre victorieuse. » Ce texte révèle, à n'en pas douter, que les catholiques bavarois ne désiraient pas de conflit européen, et que, si celui-ci venait à éclater, un succès des armes germaniques ne leur paraissait pas désirable. Avec moins de détours encore, Sigl en 1891 avait crûment souhaité la défaite : « La prochaine guerre, avait-il écrit, doit rendre la Prusse seule maîtresse dans l'Empire allemand. C'est pour cela que nous autres Bavarois, nous sacrifierons des millions de notre argent et des centaines de mille de nos meilleurs hommes. La guerre future a pour la Bavière une importance particulière : elle décidera de son existence ou de sa non-existence. Si elle se termine par notre défaite, il arrivera ce qui pourra de l'Empire allemand, mais le vainqueur a un grand intérêt à nous ménager. Si l'Allemagne sort de la lutte absolument victorieuse, comme en 1870, que deviendra la Bavière ? Une province du royaume de Prusse ! Une guerre victorieuse serait la fin de la Bavière. »

Tant que les accords de Versailles restaient en vigueur, — et le royaume était trop faible pour y rien changer, — il fallait

bien s'accommoder de l'hégémonie prussienne. Comme l'avait fait remarquer Rittler, on vivait depuis 1866 avec une blessure très grave, et l'on avait reçu quatre ans plus tard un coup presque mortel. Mais l'on respirait encore, et l'on ne voulait rien céder de ce qui permettait de subsister, fût-ce péniblement. Les concessions faites à la Prusse avaient été suffisantes: on les regrettait. Donc le programme minimum consistait tout au moins à ne pas laisser s'aggraver une situation déjà douloureuse. Mais à côté de cette ambition modeste, il y en avait d'autres, et plus fières et plus radicales, qui menaient tout droit au séparatisme. Par delà les mots officiels de *Bund* et de *Reich*, ce que l'on apercevait très nettement, c'est l'état de servitude dans lequel avait été réduite la Bavière. Non seulement le royaume ne désirait pas subir le même sort que Bade ou la Saxe, mais encore il voulait briser les liens qui l'enserraient. Tandis que les partis d'Empire se déclaraient prêts à tous les sacrifices pour l'unité, les particularistes protestaient que cette unité était une chimère.

Ils le répétaient avec une inlassable insistance. Plus de vingt discours prononcés à la Chambre attestèrent que l'accord était impossible entre le Nord et le Sud, que les deux peuples comprenaient et entendaient résoudre de façon différente les problèmes de la vie politique et sociale. Divers publicistes l'affirmèrent à plusieurs reprises avec la plus sincère énergie. L'Empire bismarckien n'était à leur avis qu'un accident passager; l'état territorial de l'Allemagne, tel qu'il résultait de 1866, ne présentait pas un caractère plus définitif que la constitution à laquelle elle était soumise. La géographie donnait des avertissements dont les fondateurs de l'unité n'avaient pas voulu tenir compte. L'histoire apportait des leçons qui prouvaient l'impossibilité d'un pouvoir central en Allemagne, à moins qu'il ne fût imposé par la contrainte de la force. Les différences que l'on constatait entre les populations des divers États découlaient de leur passé, et elles étaient aussi profondes que les variations des dialectes. « Il ne faut pas pousser davantage la centralisation, déclarait Franziss; il ne faut pas abandonner à l'Empire de nouveaux droits particuliers parmi ceux qui nous restent. Une histoire de deux mille ans prouve que les Allemands, par ce qu'il y a de plus intime dans leur tempérament, répugnent à constituer un État unifié semblable à celui que

forme la France. » De telles conceptions, ajoutait-il, ne rencontreraient jamais dans le peuple bavarois que la plus vive hostilité.

Le conflit était ouvert depuis 1870, et les hommes les plus clairvoyants, même dans les rares instants des manifestations fraternelles, ne s'en dissimulaient pas la gravité. Deux solutions étaient possibles : ou bien l'Allemagne se fondrait dans la Prusse, ou bien celle-ci renoncerait à son hégémonie et se concentrerait dans ses provinces de l'Est, qui sont ses véritables bases. Les particularistes constataient avec tristesse que la première hypothèse était la plus vraisemblable, mais ils mesuraient le péril. « Notre unité apparente, écrivait H. Triepel, est un édifice qui menace ruine, et les esprits les plus sérieux de notre génération s'arrêtent avec désespoir devant un chaos. Quelle sera la fin de tout cela ? Rien d'autre que le grand État prussien unitaire si redouté, d'où sortira en fin de compte la grande uniformité socialiste. Une seule chose pourrait nous sauver de ce destin : le retour au droit, un retour qui pourrait d'abord trouver son expression dans l'expiation de l'injustice commise en 1866 à l'égard de l'Allemagne, dans la restauration des États annexés contre toute équité, enfin dans une organisation vraiment fédéraliste des pays germaniques. » Il est trop évident que, selon l'idée de l'auteur, ces derniers résultats ne pouvaient être atteints qu'après une défaite militaire de la Prusse. Aurait-il eu l'audace de croire que des désastres subis sur des champs de bataille auraient pour conséquence, contre toute prévision, d'en consolider l'hégémonie ?

JULIEN ROVÈRE.

REVUE SCIENTIFIQUE

CATACLYSMES CÉLESTES

A PROPOS DE LA NOUVELLE ÉTOILE DU CYGNE

Il y a eu déjà cette année plusieurs de ces événements imprévus, plus ou moins déplorables, que les manchettes des grands journaux appellent des « cataclysmes, » des « catastrophes. » Il y a eu notamment plusieurs « capotages » d'automobiles contenant ou ne contenant pas quelqu'une des étoiles de nos spectacles; il y a eu, en Pologne notamment, des chocs d'armées dont les vicissitudes ont été suivies avec angoisse par la plupart des imaginations. Il y a eu quelques autres événements du même genre. Pourtant, je crois que si on demandait à quelque habitant de Sirius quelle a été vraiment, cette année, la catastrophe la plus importante et la plus rare, il répondrait probablement, — supposé, avec M. Renan, que cet habitant ait la vue large et l'esprit philosophique, — que c'est l'apparition de l'étoile nouvelle qui, il y a peu de jours, s'est montrée soudain dans la constellation du Cygne à un endroit où auparavant il n'y avait rien,... du moins rien d'apparent.

L'histoire rapporte que de loin en loin déjà, on a constaté dans le passé des phénomènes de ce genre. Il y a une cinquantaine d'années encore, le public et les astronomes eux-mêmes ne regardaient jamais sans un profond étonnement la naissance soudaine et rare d'une étoile nouvelle qui semblait tout à coup jaillir comme du néant lui-même au fond du ciel obscur. Il semblait qu'on assistât vraiment à la formation de quelque chose à partir de rien,

C'est que les hommes ne sont pas habitués à voir la nature procéder avec cette brusquerie. *Natura non facit saltus.* Du moins on le croyait encore il y a peu, et depuis la plus haute antiquité. Et puis les étoiles qu'on appelle encore « fixes, » parce qu'elles sont à travers les brèves générations humaines comme des phares éternels, semblaient le symbole même de l'immobilité sereine, tant par leur position qui laisse intacte, des siècles durant, la forme des constellations que par leur éclat même, au premier abord invariable. C'est assez récemment que l'étude plus attentive du ciel, par les méthodes photométriques de l'astrophysique moderne, a montré qu'un grand nombre des étoiles soi-disant « fixes » varie plus ou moins d'éclat. Les unes diminuent lentement à travers les siècles, soit par l'effet d'un éloignement progressivement plus grand, soit parce que seulement elles s'obscurcissent et n'envoient plus à nos prunelles que « les restes d'une ardeur qui s'éteint. » D'autres au contraire augmentent progressivement d'éclat comme par l'action de je ne sais quelle force de jeunesse ardente qui les fait croître en vigueur rayonnante jusqu'au déclin, hélas! inévitable.

D'autres encore, — et c'est le plus grand nombre des étoiles « variables, » — subissent, dans leur éclat apparent, des hauts et des bas, des oscillations, des fluctuations dont la durée et l'amplitude sont plus ou moins grandes, plus ou moins régulières aussi. Nous reviendrons quelque jour, ici, sur toutes les choses étonnantes qu'ont apprises aux astrophysiciens modernes l'étude aujourd'hui très raffinée des étoiles variables. Ce que nous avons voulu montrer seulement, c'est que l'esprit des astronomes est aujourd'hui plus préparé que jadis à ne plus s'étonner de l'apparition de quelque étoile nouvelle, de quelque *Nova*, comme on dit entre gens du métier. Car les astronomes sont, je crois, les seuls parmi les hommes de science qui aient gardé l'habitude, chère aux grands laborieux du moyen âge et de la Renaissance, de désigner en latin les objets de leurs études. Est-ce un bien, est-ce un mal? C'est en tout cas fort commode et cela évite bien des ambiguïtés.

La plus anciennement signalée, — du moins celle qui a été la première observée scientifiquement, — des étoiles nouvelles semble avoir été celle que le célèbre astronome Hipparque découvrit dans l'été de l'année 134 avant notre ère dans la constellation du Scorpion.

Cette apparition extraordinaire décida le savant qui a mérité le titre de père de l'astronomie à faire le dénombrement des étoiles

visibles, et fut l'origine du premier catalogue stellaire. Tel est du moins le récit de Pline, et, ne fût-ce qu'à cet égard, les *Novæ* ont donc été d'une grande utilité pour la science.

Il semble que le moyen âge ait observé deux ou trois fois des *Novæ*. Mais c'est la célèbre étoile nouvelle observée par Tycho-Brahé en 1572 qui fournit la première observation systématique, détaillée et précise d'un astre de ce genre. Voici d'ailleurs, d'après Humboldt, les passages les plus caractéristiques de la relation de Tycho au sujet de la Pèlerine (c'est ainsi qu'on appela cette étoile). Ils sont dignes d'être rapportés, car ils montrent avec quelle précision le célèbre astronome danois faisait ses observations photométriques, et nous font d'une manière claire le récit des vicissitudes habituelles de toutes les *Novæ* :

« Lorsqu'en 1572 je quittai l'Allemagne pour retourner dans les îles danoises, je m'arrêtai dans l'ancien cloître admirablement situé d'Herritzwaldt, appartenant à mon oncle Sténon Bill, et je pris l'habitude de rester dans mon laboratoire de chimie jusqu'à la nuit tombante.

« Un soir, le 11 novembre 1572, que je considérais comme à l'ordinaire la voûte céleste dont l'aspect m'est si familier, je vis avec un étonnement indicible, près du zénith, dans Cassiopée, une étoile radieuse d'une grandeur extraordinaire. Frappé de surprise, je ne savais si j'en devais croire mes yeux. Pour me convaincre qu'il n'y avait point d'illusion et pour recueillir le témoignage d'autres personnes, je fis sortir les ouvriers occupés dans mon laboratoire et je leur demandai, ainsi qu'à tous les passants, s'ils voyaient comme moi l'étoile qui venait d'apparaître tout à coup. J'appris plus tard qu'en Allemagne des voituriers et autres gens du peuple avaient prévenu les astronomes d'une grande apparition dans le ciel, ce qui a fourni l'occasion de renouveler les railleries accoutumées contre les hommes de science.

« L'étoile nouvelle était dépourvue de queue; aucune nébulosité ne l'entourait (1). Elle ressemblait de tous points aux autres étoiles; seulement elle scintillait encore plus que les étoiles de première grandeur. Son éclat surpassait celui de Sirius, de la Lyre et de Jupiter; on ne pouvait le comparer qu'à celui de Vénus quand elle est vue le plus près possible de la terre. Des personnes pourvues d'une bonne vue, pouvaient distinguer cette étoile pendant le jour,

(1) Par là Tycho veut expliquer qu'elle n'a rien d'une comète ou de tout autre astre analogue.

même en plein midi quand le ciel était pur. La nuit, par un ciel couvert, lorsque toutes les autres étoiles étaient voilées, l'étoile nouvelle resta plusieurs fois visible à travers des nuages assez épais. Les distances de cette étoile à d'autres (ζ, α, η, γ, δ, ε, τ, κ et β) de Cassiopée que je mesurai l'année suivante avec le plus grand soin m'ont convaincu de sa complète immobilité.

« A partir du mois de décembre 1572, son éclat commença à diminuer; elle était alors égale à Jupiter; mais en janvier 1573 elle était devenue moins brillante que lui. Voici le résultat de nos comparaisons photométriques : en février et mars, égalité des étoiles de premier ordre; en avril et mai, éclat des étoiles de deuxième grandeur; en juillet et août de troisième; et en octobre de quatrième grandeur; le passage de la cinquième à la sixième grandeur eut lieu de décembre 1573 à février 1574. Le mois suivant, l'étoile disparaissait sans laisser de trace à la simple vue, après avoir brillé pendant dix-sept mois. »

A cette relation Tycho ajoute des renseignements d'un haut intérêt au sujet des variations de la coloration de la Pèlerine.

Pour préciser ce qui précède et aussi ce qui va suivre, rappelons que ce qu'on appelle, en photométrie stellaire, la *grandeur* d'une étoile, est défini par ce fait qu'une étoile de grandeur donnée est à très peu près deux fois et demie plus brillante que l'étoile de grandeur immédiatement supérieure. Ainsi une étoile de première grandeur nous envoie deux fois et demie plus de lumière qu'une de deuxième. Le type des étoiles de première grandeur est Aldébaran, la principale étoile du Taureau. On a été, par suite de cette habitude traditionnelle et d'ailleurs mal commode, amené à envisager des « grandeurs » négatives pour les astres plus brillants que la première grandeur. C'est ainsi que la grandeur de Sirius est égale à — 1,38. Le soleil, au point de vue de son éclat, est assimilable à une étoile de grandeur — 26,5 environ, de vingt-sixième grandeur négative. Une étoile de première grandeur est donc cent fois plus brillante qu'une de sixième et le soleil est par conséquent d'un éclat apparent mille milliards de fois plus grand que celui d'une étoile de troisième grandeur.

Après Tycho, il n'est plus apparu d'étoile nouvelle brillante qui n'ait été observée.

C'est l'étoile nouvelle de Képler découverte en 1604 dans le Serpentaire et qui, quoique moins brillante que la Pèlerine, surpassait la première grandeur.

C'est l'étoile nouvelle découverte en 1600 dans le Cygne par le

géographe Janson dont celui-ci ne donna pas l'éclat, mais que Képler en 1602 estima de troisième grandeur. Plusieurs fois de suite, elle cessa d'être visible à l'œil nu, puis réapparut jusqu'à ce que, en novembre 1665, Hévélius constate sa réapparition comme étoile de grandeur 3 à 4 et que, dans le courant de 1667, il la retrouve de cinquième grandeur, éclat qu'elle a conservé depuis. Ce cas d'une étoile nouvelle qui se transforme en étoile fixe est assez remarquable. Notons aussi qu'elle a été trouvée dans la constellation du Cygne comme celle qui nous occupe aujourd'hui.

La *Nova* découverte en 1670 dans la constellation du Petit Renard par le R. P. Anthelme, n'était que de troisième grandeur lors de la découverte ; après diverses fluctuations d'état et réapparitions, elle devient définitivement invisible deux ans plus tard.

Chose extraordinaire, on n'a pas découvert une seule étoile nouvelle dans tout le XVIIIe siècle. Ce fut pourtant, à ce qu'on assure, le siècle des lumières nouvelles. Il faut croire que le rayonnement de celles-ci n'avait rien de céleste.

Au XIXe siècle, il faut attendre jusqu'en 1848, année où dans Ophiuchus on découvre une *Nova* de sixième grandeur environ.

En 1866, dans la Couronne Boréale on découvre une *Nova* de deuxième grandeur. Puis on constate qu'à sa place il y avait déjà antérieurement une petite étoile de neuvième grandeur et demie, grandeur que l'étoile a retrouvée, et conservée depuis. Ceci est très intéressant au point de vue de l'origine de ces astres, de leur ontogenie, pour parler comme les physiologistes.

Passons sur diverses autres apparitions analogues, pour arriver à la curieuse *Nova* découverte dans le *Cocher* en 1892. Cette *Nova Aurigae*, — puisqu'il faut l'appeler par son nom, — est la première qui ait pu être étudiée soigneusement au spectroscope stellaire. C'est pourquoi elle fait date.

Depuis lors et jusqu'aux approches de la guerre mondiale, on a découvert dans les grands observatoires américains un certain nombre de *Novæ* d'éclat relativement faible, — de la huitième à la dixième grandeur, — simplement en examinant les plaques photographiques où sont pris en grand nombre les spectres des étoiles. Les *Novæ* sont en effet caractérisées comme nous verrons par un spectre particulier, et de là provient cette curieuse, et dès maintenant si fructueuse et si générale méthode de découverte.

La première *Nova* découverte visuellement au début du XXe siècle, en 1901, celle de Persée, a dépassé pendant quelques heures en éclat

toutes les étoiles du ciel boréal. Elle est encore visible actuellement comme étoile de treizième ou quatorzième grandeur et on a retrouvé sa trace comme étoile de cet ordre de grandeur sur des clichés célestes datant de vingt ans avant la découverte. Sa couleur, sa luminosité, son spectre ont fait l'objet des travaux les plus remarquables. Mais le plus extraordinaire des phénomènes manifestés par cette étoile est celui-ci : En photographiant à diverses dates la région du ciel voisine de *Nova Persœi*, on a constaté, peu après l'apparition de cette étoile, que cette région contenait une nébuleuse brillante, et que, chose étonnante, cette nébuleuse paraissait s'éloigner de l'étoile concentriquement à celle-ci et avec une vitesse telle (étant donnée la parallaxe de l'étoile) qu'elle devait être voisine de la vitesse de la lumière, 300 000 kilomètres à la seconde.

Ce phénomène surprenant a donné lieu à des hypothèses variées. Certains ont pensé que la *Nova* se trouvait dans une région du ciel où flottaient des gaz nébulaires obscurs, comme ceux dont Bernard a découvert de vastes étendues en divers points du firmament. La lumière intense émise par la *Nova* lors de la sorte d'explosion qui lui a donné naissance se serait propagée de proche en proche à travers cette nébuleuse obscure, en rendant successivement visibles les diverses régions qu'elle rencontrait, de même que la lumière d'un projecteur balayant le ciel y fait apparaître successivement les divers nuages rencontrés par le faisceau lumineux.

On a aussi pensé qu'il pouvait s'agir des gaz incandescents projetés par la *Nova* au moment de sa formation explosive et qui auraient été lancés loin d'elle de manière à produire les apparences observées. Mais les plus grandes vitesses mesurées en astronomie ne dépassent guère mille kilomètres par seconde; ce sont celles qu'on observe dans les nébuleuses spirales. Les vitesses constatées dans les explosions protubérantielles de l'atmosphère solaire sont encore inférieures à cela. Nous sommes loin de compte, bien que, malgré tout, les radiations cathodiques nous aient montré la possibilité d'émissions matérielles dont la vitesse approche de celle de la lumière.

Nous avons proposé nous-même, à l'époque, d'expliquer les apparences extraordinaires constatées autour de la *Nova* de *Persée* par les ondes hertziennes intenses que les décharges électriques de l'atmosphère de la *Nova* ont dû produire, comme font les décharges électriques de nos petits orages terrestres. Ces ondes se propagent, on le sait, avec la vitesse de la lumière, et comme elles ont la propriété d'illuminer les gaz raréfiés, il est naturel qu'elles aient rendu incan-

descents, au fur et à mesure de leur propagation, les gaz nébulaires divaguant autour de la *Nova*.

Cette explication d'ailleurs n'est pas plus démontrée que les précédentes et, comme elles, elle soulève diverses objections. *Adhuc sub judice lis est.*

Passons rapidement sur la *Nova* découverte dans la constellation de l'Aigle en 1918 et dont l'éclat maximum dépassa la première grandeur et arrivons maintenant à la reine du jour, à l'étoile qui vient d'être découverte dans la constellation du Cygne.

La *Nova Cygni 1920*, ainsi qu'elle est dès maintenant baptisée sur les registres d'état civil des astronomes, a été découverte vers le 20 août dans la région boréale de la constellation. Comme il arrive toujours en pareil cas, un grand nombre d'astronomes, et même de non astronomes, revendiquent l'honneur de l'avoir aperçue d'abord. La question de priorité n'étant pas encore résolue, — c'est un peu ici comme pour la première bataille de la Marne dont l'initiative victorieuse voit son attribution encore contestée, — nous ne prononcerons aucun nom. D'ailleurs, j'avouerai que le mérite de la découverte d'une étoile nouvelle ne me paraît pas de ceux qui valent d'être chantés : il n'implique aucun effort intellectuel, aucune recherche systématique de la pensée vers l'inconnu, mais seulement l'habitude d'observer les constellations familières, la faculté d'y remarquer un objet insolite et aussi un temps favorable et sans nuage. C'est une question de temps et de lieu non moins que d'attention individuelle.

Lors de sa découverte, l'étoile était de troisième grandeur et demie environ, puis elle augmenta d'éclat quelques jours (sans qu'il paraisse, qu'elle ait au moment du maximum dépassé la deuxième grandeur), et ensuite elle a commencé à s'éteindre.

Des mesures que nous avons faites à l'observatoire de Paris, il résulte que la *Nova* était le 26 août au soir de grandeur égale à 2,29 et que trois jours après, elle n'était plus que de grandeur 4,00. Dans ces trois jours, l'éclat apparent de l'étoile a donc été réduit à peu près un cinquième de sa valeur (exactement 1/4,8). Si la diminution d'éclat continue avec cette rapidité et sans autres fluctuations, il est évident que la *Nova* aura bientôt cessé d'être observable.

D'autres observations de la *Nova Cygni*, d'une nature plus délicate, ont été faites à l'heure où nous écrivons ces lignes, elles ont été communiquées à l'Académie des Sciences à une de ses dernières séances et elles nous apportent des renseignements suggestifs sur la nature exacte des phénomènes dont est le siège cette étoile.

Tout d'abord, M. Deslandres a rendu compte des observations spectroscopiques faites sous sa direction à l'observatoire de Meudon. Ces observations ont révélé que l'étoile présente le spectre habituel des *Novæ*. Ce spectre est très particulier : il est caractérisé au début par un fond continu assez faible, présentant la gamme habituelle des couleurs de l'arc-en-ciel et sur lequel apparaissent des raies brillantes peu nombreuses et très larges qui sont dues surtout à l'hydrogène, au calcium et à quelques autres métaux. Ces raies sont tout à fait analogues à celles qui caractérisent les couches basses de l'atmosphère du soleil. Mais, — et ceci est moins banal, — à ces raies brillantes sont juxtaposées, *toujours du côté violet du spectre*, des raies obscures très larges.

Or, la longueur d'onde d'une raie spectrale, c'est-à-dire sa position par rapport aux extrémités violette et rouge du spectre, dépend, on le sait, de la vitesse de la source lumineuse. C'est le principe de Doppler-Fizeau si fécond en astronomie physique. Rappelons en deux mots de quoi il s'agit. Si on est sur le quai d'une gare et qu'un rapide arrivant à toute vitesse traverse cette gare sans que sa locomotive cesse de siffler, on remarquera ceci : le son du sifflet de la locomotive qui était relativement aigu tant que celle-ci approchait, change brusquement de tonalité et devient beaucoup plus grave dès qu'elle nous a dépassé et s'éloigne de nous. La cause en est simple : la hauteur d'un son dépend de la longueur des ondes sonores, les ondes émises par une contrebasse sont beaucoup plus longues que celles d'un violon ; celles d'un cornet à piston, que celles d'un trombone. Un sifflet de locomotive émet des ondes sonores d'une longueur donnée ; mais s'il arrive que la locomotive se rapproche de nous très vite, en même temps que les ondes sonores qu'elle nous envoie, la longueur de ces ondes sera diminuée d'autant, puisque la vitesse de la locomotive les poursuit en quelque sorte, les comprime, les presse vers nous. Si au contraire la locomotive s'éloigne de nous, les ondes sonores qui nous viennent de son sifflet seront un peu plus étalées, car la vitesse de la locomotive s'éloigne d'elles et tend à les dilater, à les allonger.

Eh bien ! ce qui a lieu pour les ondes sonores a lieu aussi pour les ondes lumineuses. C'est ainsi que les raies qui, dans le spectre lumineux, caractérisent un corps donné, l'hydrogène par exemple, sont un peu déplacées vers le violet (ondes lumineuses plus courtes) ou vers le rouge (ondes plus longues) selon que la source de lumière se rapproche ou s'éloigne de nous. Grâce à cela, le spectroscope permet

de mesurer avec précision la quantité dont un corps céleste se rapproche ou s'éloigne de nous, sa vitesse de rapprochement ou d'éloignement, sa *vitesse radiale*, comme on dit.

En appliquant, il y a quelques jours, cette méthode à *Nova Cygni*, on a donc constaté que cette étoile, comme les *Novæ* précédentes, présente des raies d'absorption fortement déplacées, — décalées, comme nous disons, — vers le violet. Cela signifie, — si aucune autre cause de décalage n'intervient, — que l'étoile projette dans notre direction des masses gazeuses abondantes animées de grandes vitesses. Pourquoi les voyons-nous projetées dans notre direction ? C'est que les gaz projetés par l'hémisphère de l'étoile qui nous est opposé ne sont pas accessibles à nos spectroscopes.

Quoi qu'il en soit, d'après les constatations apportées à l'Académie des Sciences, la *Nova* projetterait en abondance des gaz animés de vitesses voisines de 1 000 kilomètres par seconde. On y relève aussi des gaz animés de vitesses moindres, comme si, déjà éloignés de l'étoile par les forces explosives qui les ont projetés, leur vitesse s'était peu à peu amortie. En outre, M. Deslandres a signalé qu'on commence dès maintenant à apercevoir dans le spectre de la *Nova* les raies caractéristiques des nébuleuses.

C'est en effet une règle générale et toujours vérifiée, depuis que le spectroscope est appliqué aux étoiles nouvelles, que peu à peu, et à mesure que ces astres s'éteignent, leur spectre change de caractère et toujours de la même manière. Le fond du spectre s'affaiblit peu à peu, les raies brillantes se dessinent davantage et on voit apparaître les radiations qui caractérisent les nébuleuses. A la fin, seules ces dernières radiations subsistent. Il semble d'ailleurs réellement que les *Novæ* finissent en quelque manière par se transformer en nébuleuses. Il y a là une évolution exactement contraire à celle des théories cosmogoniques qui, comme celle de Laplace, font, à l'opposé, sortir les étoiles des nébuleuses, et ce n'est pas là le moindre des phénomènes paradoxaux que l'étude des étoiles nouvelles a manifestés. Quoi qu'il en soit, on trouve souvent la *Nova*, après son extinction, remplacée par une petite nébuleuse ronde à diamètre apparent notable. Tel fut le cas notamment pour *Nova Aurigae* de 1892, *Nova Sagittarii* de 1858, *Nova Geminorum* n° 1 de 1913.

Mais la question que nous avons déjà effleurée à propos de l'étrange phénomène constaté dans *Nova Persœi* doit de nouveau se poser ici. S'il est vrai que les étoiles nouvelles finissent par être remplacées par des nébuleuses, cela veut-il dire que celles-là ont vrai-

ment donné naissance à celles-ci? Cela ne veut-il pas dire plutôt, et seulement, que les *Novæ*, par un mécanisme encore mal élucidé, rendent simplement visible une nébuleuse qui préexistait déjà sans être lumineuse?

On discute beaucoup sur ces problèmes, et il faut avouer qu'ils ne sont pas près d'être résolus.

Et maintenant une question se pose qui domine tout, ici, comme ailleurs. Pourquoi? Quelle est la cause, quelle est l'origine, quel est le mécanisme de cet incendie soudain qui, au fond du firmament, allume parfois le phare gigantesque et fugace d'une *Nova?*

Des hypothèses nombreuses ont été émises pour expliquer le phénomène. Nous n'en retiendrons que les plus plausibles, celles qu'ont laissées à peu près intactes tous les faits récents relatifs aux *Novæ* qu'ont apportés les méthodes modernes de l'astrophysique.

Une théorie qui a eu longtemps la faveur des hommes de science et à laquelle Arrhénius a, récemment encore, donné son adhésion fortement motivée, est celle dont le principal protagoniste fut Vogel. D'après cette théorie, les *Novæ* seraient causées par la rencontre de deux étoiles obscures et éteintes, comme on sait, — notamment par l'étude des étoiles variables, — qu'il y en a un grand nombre dans le ciel. Il est d'ailleurs difficile d'appliquer les données du calcul des probabilités à la détermination des chances pour que deux étoiles se rencontrent, précisément parce que nous ignorons l'importance numérique relative des étoiles brillantes et des étoiles éteintes.

Cette théorie qui a été longtemps en faveur paraît définitivement devoir être abandonnée à la suite des observations de *Nova Cygni* que nous avons faites personnellement à l'Observatoire de Paris il y a peu de jours et dont il a été rendu compte à l'Académie des Sciences.

Mesurant à diverses reprises la température effective de la *Nova* (au moyen d'un appareil, le *photomètre stellaire hétérochrome*, qui permet de déduire cette température de la répartition de l'intensité dans le spectre de l'étoile) nous avons constaté que cette température n'était que peu supérieure à celle du soleil. Or, le calcul montre que, si l'apparition de la *Nova* était causée par la rencontre de deux astres obscurs, la température superficielle engendrée par le choc devrait dépasser énormément même celle des étoiles les plus chaudes, des étoiles à hydrogène et des étoiles à hélium. Or nous avons trouvé, pour ces étoiles les plus chaudes, des températures effectives supérieures à 15 000 degrés. Au contraire, mesurant la température effective de la *Nova Cygni*, nous avons trouvé, dans la nuit du 27 au 28 août,

que cette température était d'environ 6 100°, à peine supérieure à celle du soleil, et dans la nuit du 29 au 30 avril, nous l'avons trouvée égale à 7 800°, c'est-à-dire encore relativement faible et voisine de celle des étoiles du type Polaire.

Ces chiffres paraissent inconciliables avec la théorie des *Novæ* qui attribue celles-ci à la rencontre de deux astres.

Mais des nombres précédents une autre remarque encore se dégage. Le jour où nous avons trouvé la température effective de la *Nova* égale à 7 800°, l'étoile était d'une demi-grandeur, c'est-à-dire très notablement moins brillante que le jour où nous avons trouvé cette température égale à 6 100°. *A priori*, on aurait pu s'attendre au contraire, étant donné que généralement une augmentation de température d'un corps incandescent s'accompagne d'une augmentation de son éclat.

Dans le cas de la *Nova*, tout semble jusqu'ici s'être passé comme si quelque chose avait progressivement absorbé davantage les rayons lumineux, à mesure qu'ils devenaient plus intenses. C'est ce qui serait arrivé, par exemple, si l'étoile à mesure qu'elle s'échauffait s'était entourée d'une atmosphère de plus en plus épaisse et absorbante.

Or il est précisément une théorie des *Novæ* qui semble cadrer assez bien avec les faits et l'interprétation précédente. Cette théorie a été émise par Huggins et perfectionnée par M. Deslandres. D'après elle, ce serait non pas le choc, mais le simple rapprochement de deux astres éteints qui causerait les *Novæ*. Ce rapprochement doit engendrer, en effet, des marées gigantesques de la masse interne ignée et fluide des deux astres. Il doit s'ensuivre de véritables et violentes éruptions de cette masse ignée et des gaz incandescents qui l'accompagnent (comme dans nos éruptions volcaniques), et cela avec véritable dislocation de l'écorce refroidie qui recouvrait cette masse interne. On s'expliquerait très bien de cette manière, d'une part, que des masses gazeuses soient projetées avec violence du sein de l'étoile, comme l'indique le spectroscope, d'autre part, que l'étoile s'entoure ainsi, à mesure qu'elle devient superficiellement plus chaude, d'une atmosphère de plus en plus absorbante.

A côté de ces théories, il en est deux autres encore qui sont, elles aussi, séduisantes. D'après l'une d'elles, qui est due à Seeliger, la *Nova* se produirait, lorsqu'une étoile obscure rencontre une masse obscure de gaz nébulaire comme il y en a, de place en place, dans le ciel. Le frottement dû à cette rencontre rendrait incandescente la

surface de l'astre éteint, de même que les pierres du ciel lorsque, dans leur course errante, elles rencontrent à toute vitesse l'atmosphère supérieure raréfiée de la terre s'y échauffent à tel point par leur frottement contre l'air, qu'elles deviennent incandescentes en formant les étoiles filantes.

Toutes ces théories de chocs et de rapprochements d'astres ont ceci de commun qu'elles expliquent bien pourquoi, — ainsi qu'on l'a constaté, — les *Novæ* apparaissent le plus souvent dans le plan de la Voie Lactée, là où la matière sidérale est la plus abondante.

Il est enfin une théorie récente des *Novæ* qui aura peut-être un jour une brillante fortune, mais qu'on ne saurait encore discuter, faute de bases précises d'appréciation : c'est que les *Novæ* seraient causées par l'explosion soudaine de l'énergie intra-atomique qui, sous des influences cosmiques mal précisées, se libérerait dans les astres à un moment donné. Ici nous nageons dans l'hypothèse la moins facilement contrôlable et la plus vague.

On le voit, les explications de l'incendie gigantesque des étoiles nouvelles ne manquent pas. Ce qui est un peu mélancolique, c'est que, quand pour élucider un phénomène, nous avons péniblement édifié cent explications compliquées, il n'en est qu'une qui soit vraie : la cent et unième.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La mort de Son Éminence le Cardinal Amette est un deuil pour la France. Comme l'a dit avec raison M. Maurice Barrès, le vénérable archevêque de Paris fut, en 1914, l'un des plus actifs promoteurs de l'union sacrée et, pendant toute la guerre, il en demeura le gardien vigilant. Pas une minute, il ne lui vint à l'esprit de demander ou d'attendre, en retour de la collaboration qu'il offrait à l'État, des avantages pour un parti politique, ni même des satisfactions quelconques dans le domaine de la religion. Ce qu'il donnait à la patrie, il le lui apportait gratuitement, sans arrière-pensée, sans calcul, sans condition. Ce grand prélat était un grand Français.

Dans les œuvres, telles que le Secours national, où il se rencontrait avec les représentants des autres cultes et avec des hommes de toutes opinions, il faisait preuve du libéralisme le plus éclairé. Notre peuple a eu cette heureuse fortune que, le jour où sa vie fut en danger, un cardinal, un grand rabbin, un pasteur, un secrétaire de la Confédération générale du travail, des sénateurs, des députés, des savants, des ingénieurs, des financiers, des ouvriers, ont pu se réunir et associer leurs efforts, sans qu'aucun souvenir des luttes passées, aucune différence de sentiments, aucune opposition d'intérêts, vinssent refroidir leur zèle et troubler l'harmonie de leur action. Heure tragique, où personne ne savait ce qu'allait devenir la France. Heure bénie, où tous les Français se sont retrouvés, reconnus et aimés.

J'ai eu plusieurs fois, pendant le cours des hostilités, l'occasion de voir le cardinal Amette. Je n'ai jamais entendu parler de la France en termes plus élevés. Il était impossible de ne pas être immédiatement en pleine communion d'esprit avec lui. En toute circonstance,

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

il songeait, d'abord, à l'intérêt national et lorsque, par hasard, il pouvait sembler nécessaire de faire disparaître d'apparentes contradictions entre le devoir patriotique et le devoir religieux, le cardinal avait des ressources infinies de bonne grâce et de tact pour résoudre, au profit simultané de la religion et de la France, les questions les plus embarrassantes et les problèmes les plus délicats. La discrétion seule m'empêche de citer des exemples significatifs des services éminents qu'il a ainsi rendus au pays. Il suffisait que le gouvernement de la République fît appel à son concours pour que, sans ménager ni son temps ni sa peine, il prît sa large part de la tâche commune. Quelques jours avant de quitter le pouvoir, M. Clemenceau a désiré l'entretenir des inconvénients que présentait, dans la forme où elle était annoncée, une quête en faveur d'enfants étrangers, et il m'a demandé si je pourrais prier le cardinal de venir causer avec lui, dans mon cabinet. A peine informé de ce désir, Mgr Amette accourait à l'Élysée et, dès les premiers mots de la conversation, l'incident était réglé.

Dans les phases les plus terribles de la guerre, le cardinal avait conservé toute sa confiance et sa sérénité. Le défaitisme n'avait pas d'ennemi plus résolu que lui. Son cœur de chrétien souffrait cependant beaucoup des douleurs et des deuils qu'imposait à la France et à l'humanité l'effroyable prolongation des hostilités. Il m'est souvent arrivé de le rencontrer au chevet des blessés, dans les hôpitaux de Paris; je l'ai vu notamment à l'Hôtel-Dieu, le Vendredi-Saint de 1918, après l'horrible massacre de l'église Saint-Gervais; j'ai été témoin de sa délicatesse et de sa bonté. Mais, même en ces moments où la charité de son ministère aurait pu l'absorber tout entier, il restait l'apôtre d'une nation en armes, qui combattait pour la liberté et qui ne voulait pas fléchir.

M. Denys Cochin a rapproché un jour, dans un joli tableau mystique qu'il a peint avec une admiration respectueuse, le cardinal Amette et le cardinal Mercier, qui arrivaient ensemble à Paris, pendant la bataille de la Marne, après le Conclave où venait d'être élu le pape Benoît XV; et il les comparait tous deux à saint Loup et à saint Aignan, tels que les a représentés Puvis de Chavannes, bénissant la fillette qui devait être sainte Geneviève. Autant, en effet, la figure mortelle du cardinal Amette contrastait avec celle du cardinal Mercier, autant semblaient sœurs les âmes des deux prélats. L'un et l'autre sincèrement et profondément catholiques, docilement soumis aux lois de l'Église, étroitement attachés à tous les devoirs de leur charge.

L'un et l'autre non moins jaloux de leur indépendance nationale, intransigeants dans leur conscience de patriotes, n'acceptant, comme Belge et comme Français, de direction que d'eux-mêmes, convaincus que la plus noble mission du christianisme est de venir au secours de la justice et que la force se sanctifie, dès qu'elle est mise au service du droit.

Il y a aujourd'hui un an que j'épinglais la croix de guerre française à la pourpre du cardinal Mercier, dans la cathédrale mutilée de Malines, au milieu d'une population enthousiaste, comme j'avais remis la Légion d'honneur au cardinal Luçon, devant les ruines de la cathédrale de Reims, dans une ville déserte et désolée. Le cardinal Amette aurait cent fois mérité le même hommage des pouvoirs publics. Mais plus il était empressé à les seconder dans tout ce qui intéressait la patrie, plus il avait de scrupules à accepter les récompenses dont ils sont les dispensateurs. Il a tenu à garder la même réserve vis-à-vis de l'Académie. S'il n'avait pas écarté, d'un geste doux et ferme, les propositions qui lui ont été faites, il aurait été élu, après la victoire, avec les autres grands serviteurs de la France. Mais toute distinction temporelle semblait gêner sa modestie et intimider sa piété.

Je viens d'évoquer le souvenir de Malines et voici qu'à un an de distance, au moment où va être enfin signée la convention militaire franco-belge, je vois repasser devant mes yeux tant d'éclatantes démonstrations d'amitié pour la France, dont j'ai été témoin à Bruxelles, à Gand, à Anvers, à Liége, à Namur, à Charleroi, et jusque dans les moindres villages de Flandre et de Wallonie. Les quelques activistes qui ont essayé naguère de reprendre leurs manœuvres dissolvantes se terraient alors prudemment. Déjà, avant l'armistice, lorsque Sa Majesté le Roi Albert m'avait gracieusement invité à visiter avec lui Bruges libérée, j'avais remarqué avec quelle reconnaissance et quelle chaleur était acclamé, dans la vieille ville flamande, le nom de la France. Le bourgmestre m'avait entretenu des maladresses et des brutalités qu'avaient commises les Allemands pendant leur longue occupation; il m'avait remis un exemplaire d'une affiche qu'ils avaient fait apposer sur les maisons de Bruges pour interdire aux habitants de parler français dans les rues; et il avait ajouté en souriant : « Jusque-là, nous avions l'habitude de parler flamand; depuis le jour où l'affiche a été placardée, le français nous est devenu plus cher et plus familier. » Mais c'est surtout après la paix que j'ai pu mesurer la force des sentiments que la guerre avait développés chez les popu-

lations flamandes et qui les rapprochaient, dans une intimité plus étroite que jamais, de celles de Wallonie. L'unité de la Belgique sortait consolidée de la terrible épreuve qui avait menacé l'existence du pays. Il était avéré qu'une nation bilingue pouvait avoir une seule conscience, une seule âme, une seule volonté. Certes, les événements qui ont bouleversé la constitution de l'Europe et de l'Asie ouvrent, tous les jours, des horizons nouveaux aux philosophes et aux hommes politiques qui veulent discuter après Renan sur les éléments qui composent une nation. Tchéco-Slovaquie, Jougo-Slavie, Pologne, Finlande, Lithuanie, Lettonie, Ukraine, Ruthénie, Irlande, Arménie, Liban, États nouveaux, anciens États restaurés, États en formation, États en puissance, États avortés, nous avons devant nous les exemples les plus variés de créations ou de résurrections nationales; et à l'appui de la plupart de ces fondations réalisées ou projetées, heureuses ou incertaines, ce sont les considérations historiques, ethnographiques et linguistiques qui ont été invoquées. Or, dans la mesure où le mot race peut avoir une signification scientifique, on a le droit de dire que la Belgique est un amalgame de races très diverses. Elle parle un dialecte germanique et un dialecte latin; et, pour fondre des populations de langues différentes, elle n'a pas, comme la Suisse, une histoire unitaire déjà longue. Elle est cependant une nation, parce qu'elle a su se faire, dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, des intérêts communs, parce qu'elle a à défendre un patrimoine d'idées et de sentiments collectifs, et, plus simplement encore, parce qu'elle a la volonté d'être une nation.

Avant la guerre, les traités l'avaient faite neutre et cette neutralité lui était garantie par plusieurs puissances. Elle a appris à ses dépens ce que valait un régime qui portait atteinte à sa souveraineté, sans être réellement favorable au maintien de la paix. C'est d'une de ses garantes, c'est d'une de ses grandes voisines, c'est de l'Allemagne, qu'elle a reçu, par traitrise, un coup dont elle aurait pu mourir; et le respect des engagements pris a empêché ses autres garantes de lui porter secours en temps utile. Lorsque le roi Albert et son gouvernement ont, en 1914, répondu par un noble refus aux insolentes exigences de l'Allemagne, il a fallu que, pour passer la frontière, nos troupes attendissent la violation par l'ennemi du territoire belge; et, quand la marche brusquée des armées allemandes vers Liége nous permit de chercher enfin à remplir notre devoir vis-à-vis de la Belgique, nous nous sentîmes malheureusement paralysés par notre plan de concentration. La neutralité nous avait naturellement empêchés de

préparer avec le gouvernement de Bruxelles une coopération militaire éventuelle. Une conversation officieuse avait eu lieu, quelques années avant la guerre, sous la forme la plus hypothétique, entre des officiers anglais et belges, et lorsque les Allemands ont trouvé, pendant l'occupation, la trace de ces stériles précautions, ils ont immédiatement essayé d'en dénaturer le caractère et de leur donner, contre toute justice, une portée agressive. Mais la France avait poussé le respect de ses obligations jusqu'à s'abstenir même d'entretiens de ce genre; et, le jour du péril, elle se trouva dans l'impossibilité de porter, aussi rapidement qu'il l'eût fallu, quelques-unes de ses forces en Belgique. Je me rappelle qu'à ce moment, une partie de l'opinion belge nous reprochait, non sans apparence de raison, notre lenteur et notre inertie et, si le roi Albert n'était intervenu lui-même pour calmer des impatiences trop excusables, nos retards auraient risqué d'être fort mal interprétés. Il ne faut pas qu'en cas d'agression nouvelle, d'aussi fâcheux flottements se puissent reproduire. Les deux nations ont un égal intérêt à ce que leur défense soit concertée d'avance et à ce que rien ne soit laissé au hasard.

Pour réduire à cinq, dix et quinze ans l'occupation interalliée de la Rhénanie, MM. Lloyd George et Wilson nous avaient fait espérer l'assistance immédiate de l'Angleterre et de l'Amérique en cas d'attaque de l'Allemagne. Mais le billet que nous avait remis M. Lloyd George, devait, pour être payable à l'échéance, être endossé par les États-Unis, et les démêlés du Sénat avec M. Wilson ont retardé jusqu'ici la signature américaine. Le drapeau étoilé et le pavillon britannique continuent, sans doute, à flotter sur le Rhin. Mais c'est là, pour la Belgique et pour nous, une caution morale plutôt qu'un véritable soutien militaire. Nous avons donc besoin de nous tenir coude à coude et d'être prêts à tout événement. Personne ne croira qu'une telle entente ait une pointe dirigée contre l'Allemagne; elle est purement défensive; et pas plus en Belgique qu'en France, elle ne saurait alarmer aucun partisan de la paix. Si l'échange définitif des lettres gouvernementales a plus tardé qu'on ne le pouvait prévoir et a exigé de nouvelles conversations entre M. Millerand et M. Delacroix, la discussion n'a jamais porté sur le principe, mais seulement sur des points secondaires qu'il convenait de régler avec soin. L'essentiel est qu'à l'avenir la Belgique et la France demeurent intimement unies. Comme le remarquait, ces jours-ci, avec un sens très juste des réalités, un écrivain belge fort distingué, M. Dumont-Wilden, cette union est la loi même de l'histoire et de la géographie. Les fleuves

belges sont franco-belges; la culture belge est franco-belge : tout commande et tout facilite l'amitié des deux pays. Aussi m'associé-je, quant à moi, de grand cœur, au vœu qu'inspire à M. Dumont-Wilden la signature de la convention militaire. Je souhaite, comme lui et, je n'en doute pas, comme les gouvernements belge et français, qu'un jour vienne prochainement où, en dépit des divergences d'écoles et d'intérêts particuliers qui divisent encore la France protectionniste et la Belgique libre-échangiste, des accords économiques compléteront l'entente actuelle et achèveront de garantir, dans la paix, la féconde collaboration des deux peuples voisins.

La loyale attitude que M. Millerand a eue envers la Pologne, à une heure où l'Europe semblait abandonner une nation qu'on pouvait croire vaincue, aura certainement eu pour résultat de conserver à la France, de l'autre côté de l'Allemagne, des sympathies qui nous sont précieuses. Les ovations dont le général Weygand a été l'objet, tant à Varsovie qu'à Paris, ont prouvé que, dans les deux capitales, l'instinct populaire était en harmonie parfaite avec la raison politique. S'il est vrai, comme on le dit, que c'est sous l'influence de lord Curzon, de M. Balfour et de M. Bonar Law, qu'après avoir incliné à adopter l'opinion de M. Millerand, M. Lloyd George a fait, auprès du gouvernement polonais, la fâcheuse démarche du 11 août dernier, il doit bien regretter aujourd'hui de n'avoir pas suivi son premier mouvement, auquel, du reste, il est revenu après sa conversation avec M. Giolitti et après les premiers succès polonais. La France, elle, n'a pas eu de ces hésitations. Elle n'a pas subtilisé sur ses devoirs. Elle s'est dit, tout simplement, que, s'il lui était impossible d'offrir à la Pologne un concours militaire, elle ne devait pas, du moins, lui marchander l'assistance qu'elle était capable de lui donner; elle lui a envoyé des chefs de premier ordre et des conseillers éminents; elle lui a expédié du matériel et des munitions; elle lui a montré que nous n'étions pas de ceux dont l'amitié s'échauffe au soleil des victoires et se gèle à l'ombre des défaites. Elle s'emploiera maintenant à favoriser de son mieux, en Pologne, le retour de la paix et de la prospérité. C'est au cabinet de Varsovie à conduire les pourparlers de Riga et le prince Sapieha a pris soin d'annoncer que le gouvernement du maréchal Pilsudski les poursuivrait dans un grand esprit de conciliation. Si, par impossible, il en était autrement, et si la France était obligée de donner à ses amis des conseils de modération, elle serait d'autant plus aisément écoutée qu'il n'est pas aujourd'hui un seul Polonais pour mettre en doute son désintéressement et sa fidé-

lité. J'ai dit précédemment que le traité de Versailles n'avait pas déterminé la frontière orientale du nouvel État qu'il créait. Il s'ensuit qu'une partie de la presse polonaise revendique non seulement tous les territoires englobés dans les limites de 1772, même lorsque les Polonais n'y sont pas en majorité, mais des districts situés encore plus à l'Est. Une ligne théorique a bien été tracée l'année dernière par Lord Curzon et elle a même reçu, depuis lors, dans les chancelleries le nom de l'homme d'État britannique ; le 8 décembre 1919, le Conseil suprême avait pris le parti d'adopter cette ligne comme frontière orientale provisoire; mais aucun accord définitif ne s'est établi sur ce point avec la Pologne. Les Bolchevistes eux-mêmes, au moment où ils s'imaginaient entrer à Varsovie, se déclaraient disposés à se montrer moins parcimonieux que le Conseil suprême et reconnaissaient à la Pologne une plus large bande de territoire à l'Est de Bialystok. Tout est donc encore en suspens. Il y aura une moyenne équitable à établir entre les intérêts opposés et nous avons le ferme espoir que la Pologne sera aussi sage à Riga qu'elle a été vaillante sur les champs de bataille.

Il est à souhaiter qu'aussitôt sortie de la terrible crise qu'elle vient de traverser, elle se rapproche le plus étroitement possible de la Tchéco-Slovaquie et de la Roumanie. Les relations entre Tchèques et Polonais ont souvent été un peu tendues en ces derniers mois. A la fin de mai, on était même allé jusqu'à lancer la nouvelle, heureusement fausse, d'une rupture diplomatique. C'était, on se le rappelle, à propos du sort de Teschen. Les Alliés, qui avaient laissé mûrir cette pomme de discorde entre les deux pays, ont-ils tout fait pour les réconcilier ? D'une manière générale, ils ont créé des États, comme des dieux qui lanceraient des mondes dans l'infini, sans leur tracer des orbites et sans fixer les lois de leur gravitation. On ne peut cependant laisser au hasard le soin de former les constellations politiques et les Alliés sont directement intéressés à ce que les nations qu'ils ont aidées à se constituer ne se groupent pas demain suivant des affinités contraires. Le distingué ministre des Affaires étrangères de Tchéco-Slovaquie, qui est, depuis longtemps, un ami de la France et qui n'a pas attendu la signature de la paix pour nous donner la preuve éclatante de ses sentiments, vient de prendre une initiative qui doit nous faire réfléchir sur les inconvénients de notre abstention. Il est entré en rapports avec le Royaume Serbe, Croate et Slovène et avec la Roumanie pour fonder ce qu'il a appelé la Petite Entente. Cette association de nos amis n'est assurément pas

pour nous déplaire. Mais mieux vaudrait encore qu'au lieu d'une grande et d'une petite Entente, il subsistât, après la victoire commune, une Entente unique, comprenant tous les Alliés d'hier. Si le traité de Versailles n'avait pas arbitrairement distingué les « Principales puissances » et les autres, si le Conseil suprême n'avait pas artificiellement rétréci sa composition, nous ne nous trouverions pas aujourd'hui en face de groupements séparés, qui seront forcément exposés, avec le temps, à s'éloigner un peu les uns des autres. Tâchons, du moins, de ne pas semer entre eux des germes de malentendus et efforçons-nous aussi d'éviter les faux pas dans ce dédale de nationalités qu'est devenue l'Europe nouvelle.

J'ai fait allusion, l'autre jour, à une démarche inconsidérée qu'on avait eu l'idée d'entreprendre à Bucarest, à Prague et à Belgrade pour obtenir que la Roumanie, la Tchéco-Slovaquie et la Serbie consentissent à une action commune avec la Hongrie en faveur de la Pologne. Cette tentative, si discrète qu'elle fût, a surpris et inquiété les gouvernements serbe, tchèque et roumain, qui l'ont naturellement écartée. Sans doute, M. Take Jonesco, qui est un homme d'État sagace et prévoyant, a cru utile pour son pays d'entrer en rapports avec l'amiral Horthy, afin de chercher à résoudre quelques-unes des questions pendantes entre la Hongrie et la Roumanie. Sans doute, le cabinet de Bucarest a envisagé l'envoi d'un représentant à Budapest, sans attendre la ratification du traité de Trianon. Mais n'allons pas conclure de là que nous puissions, dès aujourd'hui, conseiller à la Roumanie d'entamer avec les Magyars une collaboration politique ni surtout une coopération militaire. Gardons-nous également de laisser croire que, sous prétexte d'établir des relations amicales entre la Roumanie et la Hongrie, nous puissions engager celle-là à sacrifier ses droits sur le Banat de Temesvar. La légation de Roumanie a été amenée, ces jours-ci, à déclarer que son gouvernement n'était prêt à aucune concession sur ce point et il est regrettable que cette note ait pu paraître nécessaire. Si nous voulons que nos Alliés nous appuient dans l'exécution des traités de paix, nous devons leur donner la garantie de la réciprocité. La perspective d'une entente avec les Magyars n'a pas été mieux accueillie à Prague. M. Benès a expliqué, devant la Commission du Parlement tchèque, que le groupement dont il avait été le promoteur, était dirigé, tout à la fois, contre le projet d'une reconstitution de l'ancienne monarchie autrichienne et contre les velléités d'établissement d'une fédération danubienne ; et il a indiqué que les accords militaires, de

caractère défensif, qui accompagnaient la Petite Entente, étaient surtout inspirés par la crainte d'une agression de la Hongrie. M. Benès s'était, d'ailleurs, empressé de proclamer la neutralité de la Tchéco-Slovaquie dans la guerre russo-polonaise et la *Narodni Politika*, commentant les déclarations du ministre, précisait que le principal objet des négociations engagées entre Prague, Bucarest et Belgrade était d'opposer une barrière à la poussée germano-magyare. Mais c'est peut-être en Jougo-Slavie que l'émotion a été le plus vive, lorsqu'on a supposé que la France voulait pousser les Serbes, les Croates et les Slovènes à attaquer, d'accord avec la Hongrie, leurs « frères de Russie. » Les « frères de Russie, » c'est l'expression même dont s'est servi l'honorable M. Vesnitch, Président du Conseil, pour justifier, à son tour, la neutralité de son pays entre les Soviets et les « frères polonais. » Pas plus, du reste, que M. Benès, M. Vesnitch n'a caché que la Petite Entente était essentiellement une précaution prise pour assurer l'exécution intégrale du traité de Trianon et pour étouffer les désirs de revanche des Magyars.

La France ne peut pas demeurer indifférente à des sentiments qui se manifestent, avec une telle unanimité, chez des peuples amis. J'entends bien que, depuis quelque temps, la Hongrie a montré envers nous des dispositions assez favorables. Elle a offert à notre industrie des avantages que notre ministère des Affaires Étrangères, protecteur officiel des intérêts français, ne pouvait dédaigner ; elle nous a proposé le contrôle de ses chemins de fer, celui de sa banque de crédit, celui de son régime fluvial. Nous avons accepté et nous avons bien fait, dans notre intérêt, d'abord, et aussi dans l'intérêt de nos amis slaves et roumains. Mais lorsque la Hongrie s'est, en outre, engagée à nous prêter, au besoin, ses forces militaires pour combattre l'armée rouge et lorsque certains d'entre nous se sont imaginé qu'ils pourraient unir sous les mêmes drapeaux les Tchèques, les Jougo-Slaves, les Roumains et les Magyars, ils ont, comme il arrive trop souvent aux Français, pris leurs désirs pour des réalités. Pour combattre les Bolchevistes, par où les Hongrois auraient-ils passé ? Ils auraient traversé des provinces qui leur appartenaient hier et qui font aujourd'hui partie de la Tchéco-Slovaquie. De quel œil le gouvernement de Prague pouvait-il voir une telle invasion ? Et comment ne pas comprendre, d'autre part, ce que me disait récemment un membre du cabinet roumain : « Ce qu'on nous demande est impossible. Oublie-t-on que la Transylvanie est pour nous ce qu'est pour vous l'Alsace-Lorraine ? Les Hongrois conti-

nuent à intriguer dans les territoires qu'ils ont été forcés de libérer, tout comme les Allemands intriguent encore aujourd'hui à Metz et à Strasbourg. Le moyen, pour nous, d'accepter, au même moment, comme compagnons d'armes, ces ennemis qui n'ont rien appris? » M. Take Jonesco, M. Vesnitch, M. Benès, sont tous trois des amis de la Grande Entente et on peut être sûr qu'entre leurs mains, la Petite Entente sera pour nous une précieuse auxiliaire. Mais ne fermons pas les yeux à l'évidence et ne cherchons pas à marier l'eau et le feu. Faisons ce qui dépend de nous pour calmer les animosités et les rancunes; soyons des conseillers de prudence et des ouvriers de paix; mais restons, d'abord, avec nos Alliés et ne sautons pas trop lestement d'un côté à l'autre de la barricade.

Pendant la guerre, les Roumains sont venus à nous; ils sont entrés en lice à nos côtés; et si, écrasés par le nombre, abandonnés par la Russie, ils ont été obligés de subir momentanément une paix rigoureuse, ils se sont arrachés, aussi rapidement qu'il leur a été possible, à la servitude que les Empires du centre voulaient leur imposer. Il serait aussi absurde qu'injuste de leur reprocher comme une défaillance une nécessité passagère, mais inéluctable, et de douter des sympathies d'un peuple qui est, dans la vallée du Danube, le défenseur historique de la civilisation latine. Les Slovènes et les Croates n'ont eu, depuis longtemps, d'autre pensée que de secouer le joug de la monarchie austro-hongroise et, pendant le cours des hostilités, ils ont travaillé, comme les Tchèques, à la décomposition de nos ennemis et sont venus, en masse, combattre sous les drapeaux italiens et sous les nôtres. Les Hongrois ont été, au contraire, parmi nos ennemis les plus ardents et les plus obstinés et il faut malheureusement ajouter que leur influence dans la politique de l'Empire dualiste avait trop souvent été néfaste. Ce sont leurs prétentions à l'hégémonie, leur esprit de domination, leurs excès d'autorité qui avaient le plus indisposé les Slaves de la monarchie et qui avaient poussé une si grande partie des populations du Sud à tourner leurs yeux vers Belgrade; et c'est ce mécontentement chronique des Slaves, provoqué par les Magyars eux-mêmes, qui a fait perdre ensuite toute mesure au gouvernement austro-hongrois et a servi de prétexte aux menaces contre la Serbie. Nous n'avons pas le droit de faire bon marché de ces souvenirs. Il est beau de nous montrer généreux vis-à-vis de nos anciens adversaires, mais à la condition que cette générosité ne s'exerce pas aux dépens de nos amis. Arrangeons-nous pour entretenir désormais avec la Hongrie des relations courtoises et

même peu à peu cordiales. Mais, pas plus sur le Danube qu'ailleurs, ne cherchons à nous procurer des amitiés de rechange ni même à doubler nos amitiés anciennes d'amitiés supplémentaires. Ceux qui ont été avec nous dans la conclusion de la paix doivent rester près de notre cœur, et ceux qui sont encore contre eux ne peuvent pas être entièrement avec nous.

Si la loyauté nous impose cette unité de conduite, notre intérêt nous la commande également. Ce ne sont pas seulement nos amis qui ont à défendre leur paix ; nous avons nous-mêmes à défendre la nôtre et l'attitude de l'Allemagne n'est toujours pas faite pour dissiper nos défiances. Il faut bien répéter constamment la même chose, puisque le temps passe sans apporter à la situation générale aucune amélioration. Que le gouvernement du Reich ait à peu près accordé à la France les satisfactions qui lui avaient été demandées après l'attentat dirigé à Breslau contre notre consulat et contre notre pavillon, c'est bien ; mais ce témoignage apparent de bonne volonté ne doit pas nous aveugler. Les demandes formulées par la France étaient d'une extrême modération. La préméditation et la gravité de l'insulte auraient amplement justifié des réparations plus sérieuses. Si les Allemands avaient été vainqueurs et s'il nous était arrivé, après la paix signée, de mettre à sac un de leurs consulats, nous n'en aurions pas été quittes à si bon compte ; ils auraient su nous rappeler le mot de leur Bernhardi : « Il ne faut laisser aux vaincus que leurs deux yeux pour pleurer. » Mais enfin, c'est entendu : la France a des manières plus chevaleresques ; elle s'est donc contentée d'un minimum d'excuses, ce qui n'a pas empêché la presse allemande, hormis de rares journaux comme le *Tageblatt* et le *Vorwaerts*, de qualifier nos réclamations de déraisonnables et d'insolentes. Comment osions-nous demander une peine disciplinaire contre le capitaine d'Arnim? Comment avions-nous l'effronterie d'exiger que le chancelier du Reich vînt exprimer lui-même à l'ambassadeur de France les regrets du gouvernement allemand? L'état d'esprit dont cette campagne attestait la permanence aurait dû nous engager, tout au moins, à ne rien céder de nos demandes. Nous avons cependant fait à l'Allemagne deux concessions dont elle a immédiatement abusé. Concessions de forme, dit-on. Non pas. Nous pouvons être sûrs que, si l'Allemagne a cherché à obtenir des changements de forme, c'est qu'ils réagissaient sur le fond. Nous avons accepté que ce ne fût pas le chancelier du Reich, mais le ministre des Affaires Étrangères, qui présentât des excuses à notre ambassadeur et la démarche a par là beaucoup perdu en solennité.

Nous avons, en outre, consenti à ce que M. Simons insérât dans sa déclaration une phrase déplacée et dangereuse; nous l'avons autorisé à dire, contre toute vérité, que certains événements, s'ils ne justifiaient pas ceux de Breslau, pouvaient jusqu'à un certain point les expliquer. Nous avons ainsi favorisé nous-mêmes indirectement les manœuvres de l'Allemagne dans les territoires plébiscitaires. Aussi bien, devant la commission du Reichstag, M. Simons n'a-t-il pas craint d'indiquer que, si l'Allemagne reconnaissait jamais à la Haute-Silésie une autonomie relative, ce ne serait, en toute hypothèse, qu'à l'intérieur du Reich et de la Prusse. Il n'est pas possible de dire plus nettement que le traité de Versailles est un nouveau chiffon de papier. Dans le même discours, M. Simons nous a, d'ailleurs, spontanément montré que nous l'avions, en dormant, échappé belle et que, sans la Marne polonaise, l'Allemagne aurait vraisemblablement mis sa main dans celle du bolchevisme. Il a parlé de la Pologne en termes très aigres et très menaçants; et il a avoué qu'il avait longtemps pesé le pour et le contre avant de conserver la neutralité entre les Polonais et les Soviets. Dans la balance dont il a ainsi surveillé les oscillations, c'est la fortune des armes qui a seule jeté le poids décisif. L'Allemagne jusqu'ici reste donc l'Allemagne. C'est le général de Seeckt qui le proclame lui-même dans l'ordre du jour qu'il a adressé le 2 septembre à la Reichswehr : « Nous voulons tous maintenir dans la Reichswehr et dans le peuple l'esprit qui, jadis, à travers cent champs de bataille, nous a conduits à Sedan. » La France est avertie : ni demain, ni plus tard, elle ne se laissera ramener à Sedan.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

ON NE SAURAIT PENSER A TOUT

PROVERBE

EN UN ACTE ET SIX TABLEAUX

PERSONNAGES

LE PROFESSEUR TARTAGLIA, vieux et en bonne santé.
DIABOLO, son domestique, entre deux âges.
LÉANDRE, son neveu, dix-neuf ans.
JULIO } jeunes époux.
ROSETTE }
ZERLIN, beau marchand d'oranges.
MARIELLA, jolie marchande de légumes.
ISABELLE, jeune femme.
PIERINO, jeune homme.
UNE DUÈGNE.
UNE JEUNE DAME.
MARCHANDS ET MARCHANDES.
ACHETEURS ET COMMÈRES.

Cela se passe dans une Italie de comédie, n'importe où et n'importe quand.

Copyright by Gérard d'Houville, 1920.

PREMIER TABLEAU

SCÈNE I

Salle de travail. Tables encombrées de manuscrits et de vieux livres ouverts ou fermés. Sphères et compas. Alambics et cornues. Décor savant et poudreux. Devant sa table, en face de son écritoire, de son cahier et de sa magnifique plume d'oie, le professeur Tartaglia, lunettes rondes au bout du nez, bouche ouverte, grasses mains croisées sur un bon ventre en citrouille, dort profondément.

On entend parler à la cantonade :

DIABOLO.

Impossible, monsieur, absolument impossible. A cette heure-ci, il m'est interdit de déranger le professeur sous aucun prétexte. L'heure sacrée du travail...

LÉANDRE.

Mais moi, je suis son neveu, son cher, son unique neveu...

DIABOLO.

Cher... pas tellement; unique... quel bonheur! Si le professeur possédait seulement une douzaine de petits parents dans votre genre, il mourrait sur un fumier.

LÉANDRE.

Mon bon Diabolo, laissez-moi entrer. Je ne resterai qu'une minute. Ce que je viens dire à mon bon oncle est urgent.

DIABOLO.

Une minute! Cela suffit pour que l'inspiration offensée par l'intrus s'envole et aille se percher sur un autre crâne; cela suffit également pour que le contenu d'un coffre soit dilapidé

LE PROFESSEUR TARTAGLIA, s'éveillant et se frottant les yeux.

J'entends parler. Quel dommage! Ce doux sommeil...

Il s'empare de sa plume et se gratte le nez du bout des barbes. Puis il appelle :

Diabolo! qui est là?

DIABOLO, entr'ouvrant la porte avec une précaution infinie.

Votre neveu, monsieur.

TARTAGLIA.

Eh bien! qu'il entre. Mais ce petit misérable me dérange dans la plénitude de mon activité. Que me veux-tu, Léandre?

SCÈNE II

TARTAGLIA, LÉANDRE

LÉANDRE.

Mais vous voir, mais vous embrasser, mais vous admirer, mon bon oncle, vous la gloire et l'honneur de toute la famille! Il y a bien trois semaines que je ne suis venu.

TARTAGLIA.

M'apportes-tu l'argent que je t'ai prêté à ta dernière visite?

LÉANDRE.

Vous n'y pensez pas, mon oncle. Je ne veux pas mêler aujourd'hui une question d'intérêt au tendre élan de mon cœur.

TARTAGLIA.

C'est-à-dire que, loin de me rendre la somme empruntée, tu viens m'en emprunter une autre.

LÉANDRE.

Mon bon oncle!

TARTAGLIA.

Voyons: dis non, ou dis oui.

LÉANDRE, embarrassé.

Vous me prenez au dépourvu.

TARTAGLIA.

C'est toujours ainsi qu'on te prend. Mais comme je ne veux pas perdre mes heures, j'entame, sans attendre, la question

qui termine toutes tes visites. Réponds-moi donc comme si les préliminaires avaient eu lieu.

LÉANDRE.

Eh bien ! oui, mon cher oncle.

TARTAGLIA.

Oui ?

LÉANDRE, confus.

Oui.

TARTAGLIA.

Et tu crois que je vais continuer à me ruiner pour un galopin de ton espèce ?

LÉANDRE.

Mon espèce est la même que la vôtre, mon oncle admiré. Je suis le fils de votre jeune frère, mort prématurément ; mon espèce est excellente : vous, illustre ; moi, charmant.

TARTAGLIA, mélancolique.

Je suis illustre... mais gros, mais vieux, sans attraits et ridicule. Voilà tout le compliment que tu me fais avec ton « illustre. » Toi, tu es charmant, jeune, aimé...

LÉANDRE, fat sans le savoir.

Oui, mon oncle ; je suis aimé.

TARTAGLIA, rêveur.

Eh bien ! qu'as-tu besoin d'autre chose ?

LÉANDRE.

Mais être aimé n'empêche pas les nécessités d'argent ; au contraire.

TARTAGLIA.

Je n'ai jamais été aimé. J'ai tant travaillé toujours que je n'eus pas le loisir d'y songer. Pourtant cela doit sembler doux, à voir ta figure heureuse. Parle-moi franchement, mon neveu : ai-je passé l'âge d'être aimé ?

LÉANDRE, aimable et sans conviction.

Mais non, mon oncle ! On peut être aimé à tout âge.

TARTAGLIA.

Mon cœur bat certainement plus naïf que le tien ; le travail et l'austérité en ont conservé l'enfance. Je te crois bien plus roué que je ne le serai jamais. Dis-moi, est-ce très difficile d'être aimé ?

LÉANDRE, candidement.

Il n'y a qu'à se laisser faire.

TARTAGLIA.

Ne suis-je pas trop laid ? trop vieux ?

LÉANDRE.

Je vous juge miraculeusement conservé.

TARTAGLIA.

Eh bien ! il me prend l'envie de tâter de l'amour avant de devenir un tout à fait vieux bonhomme. D'ailleurs, depuis quelques mois, le travail ne me plaît plus autant ; je rêve et je m'endors ; puis, je dors et je rêve. Je me sens tourmenté de choses printanières comme un arbre en mal de bourgeons. Je ne sais quel dieu veut que je fleurisse... Tu te moques de moi, Léandre ?

LÉANDRE.

Moi, mon oncle ? Je vous trouve magnifique. Ne me donnerez-vous pas, je vous prie, une somme égale à celle que je vous dois déjà, afin que, les joignant l'une à l'autre, je vous en rende une toute ronde ?

TARTAGLIA.

Plaisantes-tu ? Il me faut de l'argent, puisque je me décide à être aimé.

LÉANDRE.

Que cela vous rende doux pour les amoureux !

TARTAGLIA.

Taratata. Tu possèdes ta jeunesse, ta beauté, ta grâce. En plus de ces trésors, tu n'auras pas un sol de ton vieil oncle. Il est bien temps que tu travailles, que tu te débrouilles. Prends un métier, et quand tu gagneras ta vie, je te viendrai en aide.

LÉANDRE.

Mais, mon cher oncle, alors je n'en aurai plus besoin.

TARTAGLIA.

Qu'importe. C'est ainsi. J'ai dit. Inutile de m'importuner davantage. Disparais et laisse-moi à mes méditations.

Léandre, consterné, sort. Diabolo entre.

SCÈNE III

TARTAGLIA, DIABOLO.

TARTAGLIA.

Diabolo!

DIABOLO.

Monsieur?

TARTAGLIA.

Comment me trouves-tu?

DIABOLO.

Aussi bien que possible.

TARTAGLIA.

Qu'entends-tu par là?

DIABOLO, désignant d'un geste large les sphères, les compas, les alambics et les in-folios.

Aussi bien que l'on peut se prolonger lorsqu'on vit au milieu de toutes ces choses.

TARTAGLIA.

Suis-je très laid?

DIABOLO.

Pas précisément. Votre teint n'est blafard qu'à force de travail et de veilles; vos yeux ne sont rougis et rapetissés que par les mêmes causes; votre nez a gardé je ne sais quoi de puéril dans le charnu et d'innocent dans le rubicond; votre bouche n'offre rien d'attrayant ni de repoussant; vos joues paraissent assez dures encore pour votre âge.

TARTAGLIA.

Je voudrais être beau...

DIABOLO, laissant tomber une tête de mort qu'il époussetait.

Monsieur?

TARTAGLIA.

Diabolo, je suis las de ma vie savante et cénobitique. Voilà plusieurs mois que, sans oser me l'avouer, j'y pense : Diabolo, je veux être aimé.

DIABOLO, essayant de dissiper cette chimère.

Et par qui, monsieur? par un parent? par un ami? par un chien? par un chat? un perroquet? ou par un animal sauvage?

TARTAGLIA.

Par une femme.

DIABOLO.

Hélas! monsieur, voilà le pire.

TARTAGLIA.

N'as-tu donc jamais été aimé, Diabolo?

DIABOLO.

Si, monsieur, en des temps sombres et difficiles. D'ailleurs, il faut bien l'avouer, quand on m'aimait, je subissais fort impatiemment cet attentat à ma liberté; j'étais, je le crains, peu satisfaisant au moral; et, quand j'aimais, on me tourmentait à mon tour, et je me rendais coupable de tout ce qui précédemment m'importunait. Enfin, j'étais, paraît-il, inadmissible.

TARTAGLIA, intéressé.

Je vois qu'il est assez compliqué d'aimer à la fois et d'être aimé.

DIABOLO.

Ah! oui, monsieur, et surtout par la même personne.

TARTAGLIA, modestement.

Je me contenterai donc d'être aimé.

DIABOLO.

Ce serait déjà un grand malheur. Comment! dans votre bonne vie, vous allez introduire les caprices passionnés d'une femme? Mais vous ne les connaissez donc pas?

TARTAGLIA.

Pas le moins du monde; mais je les vois, ou les imagine, douces, bonnes, soumises, aimantes, et cela m'attendrit; ou bien, véhémentes, enflammées, amoureusement terribles, et cela m'exalte.

DIABOLO.

Ce sont d'étranges monstres : souvenez-vous-en. Vous serez déchiqueté en trois coups de rose mâchoire.

TARTAGLIA.

Je les vois passer sous mes fenêtres, gaies ou pensives, sages ou bruyantes, et depuis quelques mois la plupart d'entre elles me donnent l'idée du bonheur.

DIABOLO.

Voilà bien de leurs sortilèges! Mais sachez que cette idée est aussi fallacieuse que barque sans voiles et sans rames, marmite sans bouillon, lampe sans huile.

TARTAGLIA.

Tu as sans doute eu à te plaindre; mais qui te dit que, moi, je n'aurai pas à me louer d'elles? Je les comprendrai mieux que toi; elles m'apprécieront davantage.

DIABOLO.

Croyez-vous? Pour une femme, un homme n'est jamais qu'un homme.

TARTAGLIA, se tâtant.

N'être qu'un homme me paraît déjà fort bien.

DIABOLO.

Si je me permets encore de vous donner un dernier conseil, tâchez de ne plus penser à toute cette illusion.

TARTAGLIA.

Je ne peux ne pas penser. Tu sais bien que je suis un penseur.

DIABOLO.

Eh bien! pensez à autre chose.

TARTAGLIA.

Je ne saurais. Quand ma pensée puissante s'attache à un sujet, quel qu'il soit, je ne peux le quitter qu'après l'avoir totalement épuisé.

DIABOLO.

Peste! Mes compliments. Mais, en cette circonstance, le sujet porte-t-il un nom? Une de ces dames a-t-elle fixé votre puissante pensée de façon particulière?

TARTAGLIA.

Non. Je veux être aimé; mais je ne sais pas par qui.

DIABOLO.

Tout n'est donc pas perdu. Allons! réfléchissez-y encore un peu.

TARTAGLIA.

Voilà cinquante ans que je réfléchis, pour qu'à ce seul désir mes réflexions aboutissent.

DIABOLO.

Et alors? Notre grandissime ouvrage sur *la Musique des sphères?* Nous l'abandonnons? Nous n'y travaillons plus?

TARTAGLIA.

Je le finirai plus tard avec une douce compagne à mes côtés.

DIABOLO.

Rêverie ! car alors ce sera bien une autre musique...

TARTAGLIA.

Je ne veux pas mourir sans avoir vécu.

DIABOLO.

Vous parlez comme une chanson des rues. Donc, inutile de discuter. Vivons ! Ce soir j'envoie de votre part des musiciens sous les fenêtres de plusieurs belles. Elles sauront que la galanterie vient de vous. Votre célébrité allumera leur imagination et, au bout de peu de soirs harmonieux, vous n'aurez plus qu'à choisir.

TARTAGLIA.

Que de reconnaissance je te vouerai ! Car tout seul je ne m'en tirerais pas.

DIABOLO.

Peut-être ne m'accorderez-vous au contraire que des malédictions. Car la femme est un diable multiple, au cerveau changeant, à l'âme vagabonde, au cœur saugrenu. Vous ne savez jamais la couleur de ses pensées; elle ondoie comme ces rubans, ces soies, que les uns voient verts, les autres bleus, les uns jaunes, les autres roses. Vous la croyez au coin de votre foyer si doux : en réalité elle file au sabbat. Vous la jugez retorse et sournoise : non ; plus candide qu'une belle matinée, vous la surveillez et l'offensez en vain. Vous pensez qu'elle doit s'éprendre de son beau cousin et vous ouvrez l'œil en conséquence : elle s'enfuit avec un passant masqué. Vous tempêtez à sa porte fermée en la supposant auprès d'un galant : pas du tout, elle se

morfond en prières. Vous croyez qu'elle berce son dernier né ou qu'elle s'occupe du repas? Point! Elle se pavane justement au bal avec un coquecigrue. Vous n'en viendrez pas à bout, je vous le prédis, mon bon maître; autant vouloir presser dans ses bras un nuage, une fumée. Toujours elle change, se transforme, nous échappe et se rit certainement de nous, et quand elle est seule, prépare innocemment de nouvelles malices, tout en gémissant, se disant captive, prisonnière, incomprise et maltraitée.

TARTAGLIA, ineffablement.

Parle pour celles que tu connus; mais tu ne connais pas encore celle qui m'aimera.

DIABOLO.

Si elle n'entre pas dans une des catégories que j'énumère, eh bien! elle sera pire : pédante, avare, acariâtre, fourrant son nez partout, jalouse et dévouée, tyrannique et incompétente! J'aime encore mieux les autres, s'il vous plaît.

TARTAGLIA.

Tu auras beau dire, Diabolo, voilà le problème qu'en ce moment-ci je veux résoudre. Je veux être aimé. Je ne trouverai pas cela dans mes livres, ni dans mes alambics. La substance Tartaglia aspire à se mélanger avec une autre pour en composer une troisième encore inconnue : chimie divine!

DIABOLO.

Eh bien, monsieur, puisque voilà notre vie à l'envers, inaugurons la nouvelle mode. Au lieu de travailler tout le jour, faites-vous beau; prenez votre habit neuf et votre grosse canne à pomme; je vais vous raser de si près que vos joues seront plus douces qu'un goret nouveau né. Et puis vous irez dans la ville au-devant des aventures. Regardez, écoutez, observez, ouvrez l'œil, l'oreille et l'esprit, et, pendant ce temps-là, je m'occuperai pour ce soir d'organiser vos sérénades.

TARTAGLIA.

Merci, mon cher ami.

DEUXIÈME TABLEAU

SCÈNE PREMIÈRE

Une petite maison basse où des fleurs grimpent; un jardinet. Assis tous deux sur un banc à l'ombre de la treille et des roses, Julio et Rosette sont enlacés. Par les intervalles de la haie, le professeur Tartaglia peut les voir et les entendre. Il a fait halte et il écoute, indiscrètement.

ROSETTE, les bras au cou de Julio.

Non, non! tu n'iras pas! Non, non, mon cher mari, ce n'est pas encore l'heure. Mon petit Julio adoré, je vous fais mon prisonnier; vous ne sortirez plus jamais de mes bras.

JULIO, avec un rien d'impatience.

Mon petit cœur, que tu es fraîche! Ta bouche est douce comme une fleur. Mais écoute. Écoute, chère petite, et sois sage. Laisse-moi m'en aller. On m'attend. C'est une affaire très importante. Si je veux entrer dans cette entreprise commerciale ainsi que je le souhaite tant, il ne faut pas que je manque la visite de ces riches marchands. Je dois les voir tout à l'heure; au revoir, ma Rosette; à bientôt.

ROSETTE, le retenant toujours, avec bouderie.

Pourquoi ne me l'aviez-vous pas déjà dit? Moi, je déteste que vous me quittiez ainsi à l'improviste. Je t'aimais justement aujourd'hui encore plus que les autres jours et je voulais passer avec toi tout l'après-midi sans te quitter un seul instant.

JULIO.

Insatiable!

ROSETTE.

Ah! ne vous moquez pas. Notre pauvre vie est si courte. Ma jeunesse, ma beauté, seront si tôt passées; et même si nous vivons très vieux, nous sommes unis sur la terre pour si peu de temps!

JULIO, essayant sournoisement de dénouer les beaux bras qui l'enserrent et parlant comme à un petit enfant.

Mais après, nous irons au ciel, toujours, toujours.

ROSETTE, resserrant son étreinte.

Pendant que je tiens ta vie, je la garde. Qui sait si dans le ciel l'amour est aussi doux? Vois-tu, je voudrais vivre sur ton cœur, et ne te quitter jamais.

JULIO, touché, mais horripilé.

Ce ne serait pas très commode, ni très souhaitable. Tu me trouverais vite bien importun.

ROSETTE.

O méchant, méchant! tais-toi.

Elle lui ferme la bouche d'un long baiser.

JULIO, se dégageant un peu.

Tu me renverrais...

ROSETTE.

Sacrilège! N'est-ce pas toujours toi qui veux t'en aller?

JULIO.

Voyons, petite Rosette, quand je m'en vais, ce n'est jamais pour très longtemps.

ROSETTE.

Crois-tu? Moi, cela me paraît sans fin.

JULIO.

Tu t'exagères toutes choses, parce que tu m'aimes trop.

ROSETTE.

Je t'aime trop, à présent, vilain garçon? Mais avant nos fiançailles, tu trouvais que je ne t'aimerais jamais assez... Et puis, dis, quand on aime, est-ce jamais assez?

JULIO.

Petite chérie, amour de mon cœur, je ne me plains de rien; mais surtout ne m'aimez pas davantage.

ROSETTE, naïve et triste.

Cela ne se peut sans doute plus, mon cher mari, puisque je

vous aime déjà trop. Mon bonheur et ma peine, ma vie et ma mort sont dans votre cœur.

JULIO.

Que tu es exaltée, Rosette! Sais-tu qu'un grand prédicateur, je ne sais plus lequel...

ROSETTE, rieuse de nouveau.

Que vas-tu chercher là?

JULIO.

... Je ne sais plus lequel, a dit à ses fidèles : « Il ne faut pas se faire une trop haute idée de Dieu. » A plus forte raison, Rosette, il ne faut pas se faire une trop haute idée de l'amour, ni d'un homme. Je ne suis qu'un pauvre homme, ma chère femme.

ROSETTE, abattue.

Pourquoi me le dis-tu? Que cela me déplaît! Va! ton prédicateur ne valait pas le diable; et je voudrais savoir son nom pour le maudire.

JULIO.

Je le rechercherai. Allons, Rosette, adieu. Je suis déjà terriblement en retard.

ROSETTE.

Tant pis, pauvre homme. Tu ne t'en iras pas sans avoir accepté de nouveau la trop haute idée que j'ai de l'amour et de toi. Ah! mon Julio, c'est que je t'aime. Je ne peux même pas vous dire à quel point.

JULIO, lui donnant un baiser distrait et tâchant de dénouer les bras qui le retiennent toujours.

Eh bien! vous allez chercher ce « point » pendant mon absence. Cela vous passionnera.

ROSETTE.

Non, mon âme. Ce qui me passionne, c'est toi. Reste ici. Nous goûterons bientôt. J'ai des fruits, du vin mousseux, de la crème, des gâteaux, tes friandises préférées.

JULIO.

Quelle chance! Je les mangerai à mon retour; et, en m'attendant, tu les entameras.

ROSETTE.

Non, non! Il faut que tu sois là pour que je sente ma faim, pour que je savoure mon contentement. Renonce donc à cette vieille visite, à ces vieux marchands, à toute cette vieille boutique. A quoi bon ce besoin d'une occupation? Tu m'as. Est-ce que je ne suffis pas à t'occuper du matin au soir? Nous ne sommes pas trop riches, mais très suffisamment pourvus; je ne suis pas coquette, je n'ai pas d'ambition. Ma seule fortune, mon seul trésor, c'est mon amour, c'est toi.

JULIO, avec un embarras irrité.

Mais tu ne veux pas pourtant que je passe toute ma vie sans jamais rien faire? Je suis un homme, j'ai de l'activité, j'ai des idées.

ROSETTE, avec mépris.

Des idées? Mais ce n'est pas pour tes idées que je t'aime.

JULIO.

Et, pourquoi donc, madame?

ROSETTE.

Pour ton amour pour moi et pour mon amour pour toi.

JULIO, encore conciliant.

Voilà une phrase bien emmêlée, petite fille.

ROSETTE, souriant.

Oui, mêlée comme nous deux : nous ne faisons plus qu'un.

JULIO.

Pas toujours, heureusement. Allons, ma beauté chérie; vos plaisanteries sont exquises, mais il faut tout de même que je m'arrache à vous. A tout à l'heure. (Il dénoue assez rudement les jolis bras.)

ROSETTE, fondant en larmes.

O méchant! qui ne m'aimez plus!

JULIO.

Voyons, Rosette, ne fais pas l'enfant. Tout cela est absurde; sois raisonnable.

ROSETTE, entre deux sanglots.

Je ne t'ai pas épousé pour être raisonnable. Si j'avais voulu être raisonnable, je ne me serais pas mariée avec un homme que j'aimais.

JULIO.

Voyez-vous cela?

ROSETTE.

J'aurais épousé ce gros marchand — un de ceux que vous allez voir aujourd'hui — il m'aurait couverte de bijoux et de belles robes et je vous aurais pris comme amant. Et alors c'est moi qui à présent vous dirais : « Je suis en retard; il est jaloux; il faut que je parte; » et vous qui me supplieriez : « Encore un instant; ne t'en va pas si vite; si tu m'aimes, reste encore un peu, mon amour... »

JULIO, excédé.

Je vous félicite de votre imagination, mais cela n'empêche pas que je dois partir. Vous êtes insupportable avec votre tendresse excessive; vous m'accablez avec votre amour. Une fois pour toutes, je veux faire ce que j'ai à faire et ne pas me préoccuper d'être plus ou moins aimé. Depuis notre mariage, je me sens poursuivi, traqué, torturé par votre tendresse. Aimez-moi moins, mais aimez-moi mieux, ou bien ne m'aimez plus. J'en ai assez. Réfléchissez et, en attendant, au revoir.

Il sort violemment. La jeune femme reste assise sur le banc, les yeux en larmes, la bouche entr'ouverte, les bras pendants et murmure :

ROSETTE.

Pourquoi, mais pourquoi, ne veut-il pas que je l'aime comme je l'aime? Je l'ai encore impatienté, fâché. Et je ne comprends pas. Je souffre et je ne comprends pas...

Tartaglia s'éloigne sur la pointe des pieds.

TROISIÈME TABLEAU

Un marché sur une place. Étalages aux tons vifs, crus et bariolés de légumes et de fruits. Pastèques ouvertes, roses et noires, melons verts, aubergines violettes, tomates, piments enflammés, citrons, oranges; raisins vermeils de toutes les formes et de toutes les couleurs; potirons éventrés, courges bizarres. Au-dessus des éventaires de grands parasols sont ouverts, les uns rouges, les autres orangés. Le ciel est trop bleu ; par moment, un grand vent chaud bouscule les choses légères, fait claquer les toiles et vibrer les parasols. Le soleil exalte toutes les couleurs éclatantes et mêlées; les marchandes et les marchands jacassent et crient à qui mieux mieux, et toute la place, dans le flamboiement de l'heure, semble déborder de clarté, de chaleur et de violence. Le professeur Tartaglia se promène, de ci, de là.

UNE MARCHANDE.

Quoi de nouveau, Mariella?

MARIELLA, morne.

Je sais tout ce que je voulais savoir.

LA MARCHANDE.

Tu les as surpris?

MARIELLA.

Oui. Hier au soir, derrière l'église. J'ai d'abord guetté, longtemps, inutilement, dans la nuit. Et puis... (Elle s'arrête et sa voix faiblit.)

LA MARCHANDE.

Et puis?

MARIELLA.

Et puis, tout à coup, la lune brilla, hors des nuages. J'ai fait le tour de l'église et je les ai vus. Ils étaient là, peut-être depuis longtemps, tout près, sans que je les devine : serrés l'un contre l'autre dans l'ombre du porche, sur ce petit banc courbé où s'asseoient les pauvres, à l'heure des messes.

LA MARCHANDE.

Seigneur!

MARIELLA.

Jusqu'alors, Zerlin n'avait pas parlé; et puis, sous la clarté brusque, il a pris la tête de l'autre entre ses mains pour la regarder dans la lumière. Les mêmes mots que je croyais pour moi, avec ses baisers, il lui en fleurit le visage : « Je n'ai jamais aimé que toi... Que tu es belle, mon trésor, ma petite, ma chérie!... Je ne peux plus vivre sans ton amour... » et toutes les miraculeuses folies dont mon cœur aussi murmure encore.

LA MARCHANDE, très curieuse.

Alors, tu t'es montrée? tu leur as parlé?

MARIELLA, sombre.

Non; c'était trop près de l'église. Et puis, cette fille, je ne lui en veux pas; elle ne sait pas. Le menteur, le fourbe, l'infidèle, c'est lui, lui seul. Ce que je veux lui dire, je le lui dirai, bien en face, aujourd'hui.

LA MARCHANDE.

Oui; sans doute viendra-t-il comme d'habitude.

MARIELLA.

Oui comme d'habitude, ainsi qu'il m'embrasse et me ment, m'abuse et me trompe; comme d'habitude... Pourquoi ne pas oser dire la vérité?

LA MARCHANDE, conciliante.

Allons, Mariella, calme-toi. Dis-lui doucement que tu sais qu'il ne t'aime plus et fais-lui tes adieux. Mais, vois-tu, dans ces affaires-là, crois-en ma vieille expérience, les reproches sont bien inutiles.

MARIELLA.

Pourquoi mentir? Pourquoi ne pas dire : « Je ne t'aime plus? » Par pitié? Par lâcheté? N'est-ce pas plus mal que tout? et insultant? et dérisoire?

LA MARCHANDE.

Calme-toi donc; ne te monte pas ainsi.

MARIELLA.

Je lui montrerai que je ne suis pas une de ces faibles créatures qui demandent l'aumône du mensonge.

UNE COMMÈRE.

Tu as raison. Tu as raison. Combien ces tomates et ces aubergines? Ah! Mariella, vois-tu, les hommes sont tous pareils. Ainsi, moi, quand j'avais ton âge...

MARIELLA.

Je sais bien que, moi aussi, je pourrais m'en aller avec un autre. Mais à quoi bon? Cela me guérira-t-il de ce que je souffre, puisque l'autre ne sera pas lui?

LA COMMÈRE.

Tu ne sais plus ce que tu dis et ton visage s'enflamme. Je vais t'apporter un peu d'eau. Mais, ma pauvre enfant, pourquoi tant souffrir? Écoute-moi donc. Le meilleur parmi les hommes ne vaut pas une larme de femme.

MARIELLA.

Je vous écoute volontiers, mais cela n'empêche pas mon mal de me brûler le cœur.

LA MARCHANDE.

Laisse faire le temps. Tu l'oublieras. Dis-toi que ce que tu souffres à présent, tu le feras plus tard souffrir à un autre. Va! c'est consolant.

MARIELLA.

Pas pour moi.

LA COMMÈRE, riant.

Ou que tu le souffriras de nouveau pour un autre. Est-ce que cela ne te montre pas que toute cette folie est bien passagère et bien vaine? N'est-ce pas consolant plus encore?

MARIELLA.

Non. C'est horrible. C'est à se tuer.

LA MARCHANDE.

Hé la! Hé la! pas de plaisanteries. Voyons, ma petite; crois-tu donc que tu sois la première à qui cela arrive? Es-tu la seule qu'un homme aura trompée, trahie, la dernière à qui on mentira?

MARIELLA.

Je ne crois que ce que je souffre.

LA MARCHANDE.

Tu ne souffriras pas toujours autant, je te le certifie. Tu es jeune, tu es jolie : un amoureux perdu, vingt retrouvés. Si tu voulais m'en croire, je connais un certain garçon qui ne mettrait pas longtemps à te rendre gaie.

MARIELLA.

Je ne peux aimer que Zerlin.

LA COMMÈRE.

C'est une idée que l'on se fait quand on a du cœur et de la jeunesse; mais on en peut aimer quelques autres aussi.

LA MARCHANDE.

Tu sais le dicton : un clou chasse l'autre. Allons, ne pleure pas comme ça, Mariella. N'abîme pas tes si beaux yeux.

MARIELLA.

Laissez-moi en paix.

LA COMMÈRE.

Mais tu n'es pas en paix.

MARIELLA.

Eh bien! en tourment. Vos consolations me font horreur. J'aime encore mieux souffrir.

LA MARCHANDE.

Ce monstre de Zerlin! ce coureur! ce misérable! Etre aimé comme on n'est plus aimé, — car enfin de nos jours toutes les

filles sont volages; — être adoré par cette douce, fidèle, bonne et belle Mariella, et la tromper!

LA COMMÈRE.

Déplorable, mais inévitable. Car, ma chère, voyez-vous : primo, les hommes n'aiment pas tellement qu'on les aime; secundo : pas un d'entre eux ne vaut la corde pour le pendre; tertio : pas un non plus n'est indigne d'être coiffé ainsi qu'un cerf.

LA MARCHANDE.

Mariella, ma chérie! Comme elle pleure! Tiens, quand il arrivera, ton Zerlin, nous allons lui faire un mauvais parti. Nous lui lancerons au nez nos courges, nos citrons, nos tomates; nous le chasserons du marché honteusement.

AUTRES MARCHANDES, venues peu à peu écouter les propos, et voir pleurer Mariella.

Oui! oui! Nous ferons comme vous.

LA COMMÈRE.

Il ne l'aura pas volé. Attention! Le voici : je lance la première aubergine...

Toutes les femmes se précipitent au-devant de Zerlin en le lapidant de légumes et de fruits. Rires, cris, clameurs, plaisanteries et vociférations. Le beau Zerlin d'abord rit, puis se fâche ; mais, sous l'avalanche de plus en plus drue que déversent sur lui les commères excitées et qui ne savent plus très bien ce qu'elles font, il prend la fuite en se détournant parfois pour riposter par des projectiles à lui, toutes ses oranges; il tourne et court autour du marché parmi le tumulte grandissant, puis bute et tombe; les femmes se jettent sur lui et le criblent de citrouilles et de melons ; il se défend sans pouvoir parvenir à se relever, lorsque, au milieu de la foule des marchandes et des commères, Mariella bondit, folle, échevelée, rapide, et courbée promptement sur Zerlin tombé, lui enfonce dans la poitrine le couteau avec lequel elle épluche ses légumes.

Il meurt. Grands cris et puis terrible silence. Le professeur Tartaglia s'enfuit épouvanté.

QUATRIÈME TABLEAU

Le crépuscule. La terrasse à balustres d'un jardin planté de rouvres et de cyprès. Un bruit frais de fontaines. Au delà de la terrasse, des oliviers d'argent dévalent sur une pente douce jusqu'à la plaine bleutée. Dans le lointain, des collines violettes et vaporeuses, de lignes suaves, ferment l'horizon. Un petit croissant de lune commence à monter dans le soir vert, cependant qu'à l'ouest flottent encore la pourpre, l'or et le rose des courtines du soleil couché.

Le professeur Tartaglia est assis au pied d'un cyprès et, presque invisible, se repose. Sous les rouvres harmonieusement groupés de la terrasse, Isabella et Pierino s'avancent en devisant.

PIERINO.

... Votre servante m'ayant dit que vous vous promeniez toujours, le soir, seule et triste, à cet endroit, je me suis permis de venir vous y retrouver, afin de vous donner sans retard ces bonnes nouvelles.

ISABELLE, dans un soupir.

Merci. Vous êtes trop bon. Mais, sont-elles si bonnes, ces nouvelles? Certes, il va bien, sa famille et ses amis lui procurent tout l'agrément désirable. Vous voulez bien me dire aussi qu'il pense à moi...

PIERINO.

Oh! passionnément. D'ailleurs, le message que je viens de vous remettre n'en fait-il pas foi ?

ISABELLE, mollement.

Si vous voulez.

PIERINO.

Ne vous écrit-il pas qu'il vous aime ?

ISABELLE, avec feu.

Certes, il me l'écrit... Mais, Pierino, si c'était vrai, me l'écrirait-il?

PIERINO.

Qu'entendez-vous par là ?

ISABELLE, avec une inconsciente câlinerie.

Il ne l'écrirait pas; il serait là pour me le dire.

PIERINO.

Comme vous l'aimez, cet homme heureux!

ISABELLE, passant son mouchoir sur ses yeux, et riant sous le mouchoir.

Hélas! que je l'aime, ce monstre! Car un homme aimé, amoureux et absent, a quelque chose de monstrueux.

PIERINO.

Vous plaisantez, mais cet amour ne semble pas vous rendre parfaitement heureuse.

ISABELLE, jouant avec la lettre qu'elle ôte de son corsage et y remet alternativement.

Oh! Pierino, vous qui savez aimer et connaissez peut-être le cœur des femmes, puis-je me sentir heureuse d'aimer un absent? un homme qui m'écrit : « L'affection que j'ai pour vous, chère Isabelle, ne l'oubliez pas, et croyez que dans un temps que j'espère bref, bien qu'il soit encore indéterminé, j'aurai le bonheur de voler à vos genoux. Quelle ne sera pas ma joie! Je ne sais si vous jugez bien de mon impatience. Cependant ma famille, mes occupations... »

PIERINO, riant.

N'achevez pas. Je ne veux pas être indiscret.

ISABELLE.

Est-ce cela, l'amour? Ou bien, m'offrit-on en partage le cœur le plus insensible que l'amour ait jamais tiédi?

PIERINO.

Chacun aime à sa façon, et cette façon-là n'était peut-être pas celle qui devait vous agréer le mieux.

ISABELLE.

Pourtant, Pierino, le sentiment que j'éprouve pour votre ami est d'une force permanente et indestructible.

Elle s'assied sur la balustrade et rêve.

PIERINO.

Ne l'attendiez-vous pas la semaine dernière ?

ISABELLE.

Oui ; ce retour est encore remis. Ah ! Si les hommes savaient les immenses résultats que les petites déceptions ont chez les femmes !

Elle caresse la mousse des pierres et rêve encore.

PIERINO, s'appuyant près d'elle.

Oh ! ma belle amie, que les choses sont mal arrangées, et que la destinée est ironique ! A moi, à moi qui ressentis toujours pour vous une tendresse secrète et fidèle, votre amant fit ses douces confidences, confia le soin de venir vous parler en son nom, vous remettre sa lettre, vous dire qu'il vous aimait et vous reviendrait... dès qu'il pourrait. A moi qui, mille fois mieux que lui, étais fait pour vous comprendre et peut-être vous rendre heureuse, en tout cas pour savoir vous aimer...

ISABELLE.

Taisez-vous, Pierino.

PIERINO, poursuivant.

...Vous aimer à la passion et à la folie. Devrais-je me trouver ici, à sa place ? Ce voyage que j'ai accompli, le cœur battant, à étapes brûlées, à bride abattue, n'est-ce pas lui qui l'aurait dû faire ? Croyez-vous donc que, moi, je voulais venir ici pour un autre souci que celui de vous rejoindre ? J'ai prétexté je ne sais quoi, afin d'être chargé du message. Mais pourtant, rien ne m'appelait en cette ville. Mille affaires me retenaient là-bas, autant que lui, croyez-le bien ; mais moi, alors que lui pouvait attendre, j'ai désiré follement, au plus tôt, vous revoir.

ISABELLE.

Assez ! assez ! ne le trahissez pas davantage. Le feu de votre conduite contraste déjà suffisamment avec la froideur de la sienne. Je ne le sens que trop qu'il devrait être là, en ce lieu, à votre place. Oh ! Pierino, par pitié, dites-moi d'autres choses.

Mentez aussi ; dites-moi que les impossibilités les plus épouvantables l'ont empêché d'accourir jusqu'ici ; que l'on ne peut rien voir au monde de plus passionné que lui pour moi ; et que je ne sais pas le comprendre ; et que plus je l'aime et plus je dois l'attendre patiemment ; et que, encore, ô Pierino, si dans sa lettre il n'y a pas une seule des expressions que j'aurais voulu si véhémentement y trouver, c'est qu'il craignait une indiscrétion, c'est que... (elle s'interrompt et pleure.)

PIERINO, lui prenant la main.

Ne pleurez pas. Oh! ne pleurez pas. Que faut-il pour vous consoler? Voulez-vous que nous composions ensemble la lettre que vous eussiez voulu recevoir?

ISABELLE, riant à travers ses larmes.

Oh! Pierino, elle n'aurait pas eu besoin d'être bien longue. Voyons, commencez-la, pour voir si vous savez ce dont les dames se pourlèchent.

PIERINO.

« Mon seul amour, ma bien aimée, mes yeux si beaux, ma petite bouche, mes seins divins...

ISABELLE.

« ...Je serai là demain... négligeant pour vous toutes choses.

PIERINO.

« ...Comment ai-je pu me passer de toi si longtemps? Pardonne-moi ; fais-moi, si tu veux, subir mille supplices, mais pardonne-moi. Je t'adore et je te le dis de tout près. Il n'est plus temps de m'en vouloir ni de me repousser, Isabelle, car je suis déjà sur ton cœur. »

Il s'agenouille, il baise le petit pied d'Isabelle.

ISABELLE, avec une moue mélancolique.

La gentille lettre à recevoir, quand on est amoureuse ! Mais l'on nous écrit tout autre chose.

PIERINO, souriant.

Figurez-vous que je m'en doute : « Je compte sur votre raison,

ma chère Isabelle, et sur le tendre intérêt que vous voulez bien me porter... »

ISABELLE, lui mettant vivement la main sur les lèvres.

Fi donc, monsieur! Ne vous moquez point de votre ami.

Puis enlevant de nouveau la lettre de son corsage, elle la déchire et sème les petits morceaux au vent.

PIERINO.

Que vous êtes charmante! Il y a en vous tant d'ardeur unie à tant de grâce que l'on ne saurait jamais vous chérir trop uniquement. Ah! Isabelle, si vous m'aviez aimé!

ISABELLE, avec une tendre mélancolie.

Mais en ce temps-là m'aimiez-vous? Je ne m'en suis jamais aperçue. Et puis, votre amour, même si je l'avais partagé, serait à présent un vieil amour, tout sage, comme le sien. Et nous, les femmes, gourmandes, avides et rêveuses, ce qui nous rend la vie plus enivrante et pétillante qu'un vin joyeux, c'est le jeune désir tout fol et impatient; ce n'est pas seulement un homme que nous aimons, mais l'amour de cet homme. Dans l'atmosphère orageuse et parfumée que son amour naissant fait frémir autour de nous, nous nous trempons comme dans une pluie de jeunesse éternelle. Les propos insensés, les doux billets furtifs, les attentions passionnées, les premiers rendez-vous, les bouquets, les attentes, les mystères, ah! que nous aimons tout cela et que tout cela nous rend belles! Quel plaisir de pouvoir d'un mot combler un être d'aise ou de tourment! Quelle joie, ô Pierino, quelle joie délicieuse de sentir qu'il souffre pour nous et que d'une coquetterie dépend — oh! momentanément, je le sais bien — un sort heureux ou sombre! Ephémère royauté! Puissance rapide! Peu à peu, tout s'amortit dans la certitude et l'habitude. Et nous, créatures éprises de notre songe, toujours le même, nous languissons auprès de celui qui ne sait plus le recréer. Voilà pourquoi tant de femmes sont traitées d'infidèles, alors que leur inconstance envers leur amant, devenu presque pareil à un parent un peu plus proche, n'est qu'une fidélité profonde à leur goût de l'amour. Elles veulent retrouver, elles cherchent à reconnaître, la saveur printanière et fraîche

de la volupté nouvelle. Pourquoi donc les nommer perfides? Appelle-t-on ainsi ceux-là qui, craignant l'hiver, s'en vont de pays en pays, chercher un climat rayonnant sans lequel ils ne peuvent vivre?... Mais qu'allez-vous penser de moi? Et pourquoi donc vous ai-je parlé ainsi?

PIERINO, enhardi et risquant, autour de la taille d'Isabelle, une main.

Parce que vous me sentiez fait pour vous comprendre. Il y a des hommes qui sont toujours complices des plus mystérieuses, des plus inavouables pensées des femmes. Je suis un de ceux-là, Isabelle. Je vous admire et vous désire. Je m'enivre de suivre en vous la lutte entre l'amour et votre amour, entre votre fidélité et votre puissance de vie toujours renouvelée, jeune flamme contagieuse et qui dévore en avant.

ISABELLE, tout bas.

Ah! ne me comprenez pas si bien. Si vous saviez comme je l'aime! Parlez-moi de lui tendrement. Faites-moi honte à la fois de ma véhémence et de ma langueur.

PIERINO.

Il se peut bien que vous l'aimiez. Mais, ce soir, c'est moi qui vous aime.

ISABELLE.

Non, non! Ne m'aimez pas. Ces paroles déjà l'offensent. Songez que je n'aimerai jamais que lui.

PIERINO.

Pourtant vous tournez vers la lune nouvelle des beaux yeux pleins d'espoirs nouveaux.

ISABELLE.

Son arc d'argent froid me paraît lancer mille brûlantes flèches. Je suis atteinte, ô Pierino, par tout le vague amour épars dans l'heure et dans le paysage.

PIERINO.

Pourquoi m'exclure de ce trouble? Ce qui palpite si fort en moi, a son retentissement en vous.

ISABELLE.

Quel beau silence et qu'ils sont noirs, ces arbres ! La nuit vient ; hélas ! encore une nuit vaine et vide et où je pourrais, comme une morte, reposer sous un de ces cyprès.

PIERINO.

C'est que vous le voulez bien ; car tout est vivant dans cette ombre et l'invisible amour vous tend les bras à travers les branches.

ISABELLE.

O clarté pâle ! parfums plus sombres ! Depuis combien de soirs suis-je venue me tourmenter sur cette terrasse solitaire, de mes regrets et de mon ennui ?

PIERINO.

Est-ce là une vie qui convienne à votre beauté, à votre jeunesse ? Je suis à vos pieds, Isabelle, et je voudrais y mourir pour vous prouver mon adoration.

ISABELLE, très bas.

Ne mourez pas, s'il vous plaît ; j'aurais du chagrin.

PIERINO.

Alors soyez ma vie.

ISABELLE, faiblement.

Il est votre ami, et il ne peut se défendre.

PIERINO.

Il est votre amant, et pourtant il est loin.

ISABELLE.

Écoutez ce doux vent qui passe dans les oliviers, comme une caresse dans une chevelure.

PIERINO.

J'ai si souvent rêvé à tes cheveux défaits !...

ISABELLE, sautant en bas de la balustrade.

Je dois rentrer; il se fait tard. La lune monte, le soir est tout à fait venu. Adieu donc, Pierino; merci du prompt voyage; je n'oublierai jamais que vous êtes accouru si vite, m'apporter les nouvelles d'un homme adoré, mais indifférent.

PIERINO.

Mais vous n'allez pas rentrer ainsi! Que vous me le permettiez ou non, je vous accompagne jusqu'à votre maison, (plus bas) jusqu'à votre chambre.

ISABELLE, renversant la tête sur l'épaule de Pierino.

Hélas! je suis si seule et le soir est si doux!...

Ils s'éloignent tendrement et disparaissent dans l'ombre. Le professeur Tartaglia, très pensif, quitte le pied de son cyprès et s'éloigne à son tour, lentement.

CINQUIÈME TABLEAU

La nuit. Clair de lune. Le long d'un canal noir, un quai, qui s'élargit un instant en petite place au milieu de laquelle est un vieux puits. En face, un pont recourbé comme le croissant de la lune enjambe le canal noir. Accoudé au pont arqué, Tartaglia semble contempler le reflet d'argent dans l'eau sombre. Deux femmes, une duègne mystérieuse et voûtée et une jeune ombre svelte, légère et drapée d'un châle noir, sont assises sur la margelle du puits.

LA DUÈGNE.

Vous ne serez pas la première.

LA JEUNE FEMME.

Cela me coûte; mais il le faut.

LA DUÈGNE.

Cela vous coûte, mais vous rapporte également. Songez-y bien! Le secret absolu. Aucun ennui, et tous ceux de votre ménage supprimés, envolés.

LA JEUNE FEMME, soupirant.

Si Angeli savait! S'il voyait toutes ces créances que nous ne sommes pas en mesure de payer, Seigneur! il deviendrait fou.

LA DUÈGNE.

Tandis qu'ainsi, tout s'arrangera. Je vous attends demain ici à l'heure des vêpres. C'est bien entendu.

LA JEUNE FEMME.

N'arrivera-t-il pas quelque chose qui m'épargnera cela? Sentez comme je tremble.

LA DUÈGNE.

Le hasard ne fait pas de miracles. Comptez sur vous et sur moi, c'est plus sûr. Ai-je votre parole?

LA JEUNE FEMME.

Il le faut bien... Ah! attendez encore... Dites? il ne le saura pas? jamais? jamais?

LA DUÈGNE.

Ce n'est pas moi qui le lui dirai.

LA JEUNE FEMME, d'une voix qui frémit.

Ah! l'amour fait faire d'étranges choses contre lui-même.

LA DUÈGNE.

Ne réfléchissez donc pas tant. Il n'y a pas de quoi. On se tire de ses ennuis comme on peut.

LA JEUNE FEMME.

Et je ne peux être qu'infâme...

LA DUÈGNE.

Tralala. Pourquoi ces grands mots? Allez, ma petite; je connais la vie mieux que vous et...

Elle achève en chuchotant; la jeune femme baisse la tête. On n'entend plus leurs voix. Le professeur Tartaglia descend mélancoliquement les marches du pont, suit le petit quai, se perd dans une ruelle obscure.

SIXIÈME TABLEAU

La salle de travail du premier tableau.

SCÈNE PREMIÈRE

DIABOLO, TARTAGLIA

DIABOLO.

Par mon patron, monsieur, que vous revenez tard! Votre dîner aurait pu être brûlé. Mais monsieur votre neveu l'a entièrement mangé, en vous attendant... Avez-vous donc couru derrière la femme de vos rêves? Vous êtes pâle et défait, monsieur.

Par la fenêtre ouverte entrent des airs de musiques entrecroisées, des violons, des flûtes, des guitares.

TARTAGLIA, l'oreille au vent.

Qu'est-ce que cela, Diabolo?

DIABOLO.

Eh bien! monsieur, ce sont les sérénades que vous avez commandées. Ah! j'ai bien travaillé, monsieur. Les bouquets ont précédé les orchestres. La veuve du médecin est déjà folle de vous et la fille du notaire, pour un peu, ferait signer les actes avant de vous avoir vu.

TARTAGLIA.

Arrête, arrête! malheureux! Fais cesser ces instruments; cours reprendre mes bouquets.

DIABOLO.

Avez-vous donc changé d'avis?

TARTAGLIA, funèbrement.

Diabolo, j'ai changé d'avis. Et je ne veux plus être aimé.

DIABOLO.

Mais est-ce bien sûr?

TARTAGLIA.

Oui.

DIABOLO.

Et pourquoi donc?

TARTAGLIA.

J'ai vu et appris d'étranges choses auxquelles je n'avais pas pensé.

DIABOLO.

On ne saurait penser à tout... Aussi vous semblez bien triste. Remettez-vous un peu. Mais que vous est-il arrivé?

TARTAGLIA.

Chut! Fais entrer mon neveu. Je serai charmé de le voir.

SCÈNE II

TARTAGLIA, LÉANDRE.

LÉANDRE.

Mon oncle, excusez-moi.

TARTAGLIA.

T'excuser? Je suis content de te voir, mon pauvre enfant.

LÉANDRE.

J'avais si faim que j'ai commencé de dîner en vous attendant; et puis, vous vous êtes fait si longtemps attendre que, le dîner étant frugal, je l'ai entièrement fini sans m'en apercevoir. Je vous en présente toutes mes excuses.

TARTAGLIA.

Mais je t'approuve, mon cher petit. Tu ne saurais prendre trop de forces pour toutes les difficultés qui t'attendent.

LÉANDRE, un peu surpris.

Si je me suis permis de revenir si vite, mon très bon oncle, c'est que, suivant en tout point votre conseil, j'ai trouvé une situation.

TARTAGLIA, distrait.

Et laquelle?

LÉANDRE.

Ne flairez-vous point des parfums exquis? J'en suis inondé, imprégné, enduit. Voyez en moi, mon cher oncle, ce que l'on nomme un « représentant parfumé. »

TARTAGLIA, vaguement.

Cela me parait superbe.

LÉANDRE, baissant la tête, étendant les bras, courbant le dos, etc.

Sur mes cheveux, respirez s'il vous plait « La tendresse inaltérable, » odeur entre toutes suaves. Mon bras droit est aromatisé au « Plaisir secret, » le gauche aux « Voluptés infinies; » ma cravate sent le « Fidèle espoir, » mon dos « Le bonheur d'aimer. » Ne me commanderez-vous pas quelques flacons? Humez-moi bien et choisissez votre odeur.

TARTAGLIA.

N'as-tu pas à m'offrir un relent de « Résignation mélancolique? » quelque « Doux repos » ou « Travail paisible? »

LÉANDRE.

Non, mon oncle. Mais il sera facile de baptiser ainsi les senteurs qui vous plairont.

TARTAGLIA.

Je n'en veux point; mais, en revanche, je veux tenir mes promesses. Prends cette clef, Léandre; ouvre ce coffret.

LÉANDRE, ébloui.

Mon oncle, il est plein d'or et de billets.

TARTAGLIA.

Ce sont mes économies. Prends-les, mon fils, je te les donne. Ah! tu ne saurais être trop muni contre tous les dangers qui t'environnent et tous les déboires qui te guettent, pauvre jeune homme qui es aimé!

LÉANDRE.

Mais, mon bon oncle...

TARTAGLIA, divaguant.

Sais-tu bien ce que c'est qu'être aimé? C'est un métier bien dur, une destinée pleine de risques. Il ne faut pas être pauvre, ni absent, ni occupé. Il ne faut penser qu'à ce qui vous aime; renoncer à peu près à être soi, avoir toutes les vertus et pratiquer la fidélité et le sacrifice, sinon par goût, du moins par prudence. Que de renoncements! que de misères! que de pleurs, d'irritations, de mésentente et, malgré tout, de perfidies! Car, au bout de ces travaux, de ces austérités, de ces précautions et de ces contraintes, l'on est trompé, Léandre, trahi, mon fils, tout comme si l'on n'avait jamais été aimé, à moins que l'on ne soit mort ou que l'on ne se soit préservé par la cruauté préventive. Prends cet argent. Prends tout. Prends donc; quand tu n'auras plus rien, je t'en redonnerai. Il faudra que tu puisses ne pas quitter ta jeune femme pour aller travailler, ou bien la calmer par des présents; que tu t'arranges pour fuir sans délais les dangers meurtriers d'une jalouse; que tu t'empresses de revenir sans différer auprès d'une impatiente amante, et que tu aies de quoi payer les notes, les factures et les fantaisies de ta maîtresse ou de ton épouse. Prends! prends! Je te donne tout, mon pauvre enfant. Que d'années dangereuses te restent à vivre! Mon petit Léandre! Que Dieu te garde, toi qui es aimé!

Il lève les bras au ciel et puis les abaisse en geste de bénédiction.

LÉANDRE.

Comment vous remercier, mon cher oncle?

TARTAGLIA.

En prenant bien garde à toi, mon petit Léandre; en faisant bien attention à tout. Ah! tu ne te doutes guère de ce qui t'attend, de ce qui te reste à subir. Embrasse-moi, mon fils; et va! Va! Infortuné!

Léandre ébahi, s'en va, chargé d'or.

SCÈNE III

Tartaglia resté seul, feuillette ses manuscrits, caresse ses globes terrestres, chatouille ses minéraux et sa tête de mort. Assis confor-

tablement près de sa bonne table à écrire, il ouvre un grand in-folio, pousse un soupir de satisfaction, reprend visiblement possession de lui-même, de ses travaux familiers, de ses anciennes pensées. Une douce sérénité l'envahit. Mais il a chaud. Il ouvre de nouveau la fenêtre. Les sérénades se sont tues. — Ombre et silence. — Lorsque, au bout d'un instant, on entend une douce voix de femme qui murmure dans le lointain ; puis le chant se rapproche, se fait plus distinct et Tartaglia écoute malgré lui les derniers couplets de la chanson :

Bel amour qui m'as bien aimée
Ne t'enfuis pas loin de mon cœur,
Car sans toi, honneur et bonheur,
Tout n'est que songe et que fumée.

Ô ma tendre nuit ! mon cher jour !
J'accepte de souffrir ta peine,
Car le dieu de la joie humaine
Même en pleurs, c'est toi, bel amour !

Puis de nouveau la voix s'éloigne et se meurt. Et le professeur Tartaglia, ôtant ses lunettes et laissant tomber sa plume d'oie, se met à pleurer... comme à vingt ans...

GÉRARD D'HOUVILLE.

NOS ENQUÊTES

L'ÉPREUVE DE LA POLOGNE

I

PROBLÈMES POLITIQUES

Quand je suis arrivé en Pologne, — où j'étais envoyé par la *Revue*, — à la fin de mai, l'armée du maréchal Pilsudski venait d'entrer dans Kiew et d'occuper, presque sans coup férir, une partie de l'Ukraine : le peuple de Varsovie, tout à l'ivresse de sa première victoire, chantait le *Te Deum*, dételait les chevaux du chef de l'État et le reconduisait en triomphe jusqu'au Belvédère. Deux mois plus tard, les hordes rouges étaient aux portes de la capitale; les gares de chemin de fer étaient encombrées de fuyards; dans les rues, le long cortège des volontaires défilait en silence. A l'éphémère et malencontreuse victoire avait succédé la débâcle; à peine ressuscitée, la Pologne était en danger de mourir encore une fois. Les diplomates étrangers prononçaient, en hochant la tête, les formules sinistres de « *Finis Poloniæ* » et de « quatrième partage. » Mais déjà le général Joseph Haller avait pris le commandement d'une armée de volontaires, et le général Weygand s'installait au palais Raczinski, apportant à nos alliés en péril le concours de son génie militaire et le réconfort de sa magnifique énergie.

Lorsque je quittai la Pologne, aux premiers jours d'août, le « rétablissement » était à peine commencé; mais la confiance était revenue tout entière. Mieux vaut dire que le peuple polo-

nais ne l'avait jamais perdue : le calme, voisin de l'indifférence, qu'il affectait au moment du plus grand danger, était tout prêt à se changer, d'abord en mâle résolution, bientôt en enthousiasme. La Pologne est sortie victorieuse d'une épreuve d'autant plus redoutable qu'elle était moins préparée à la soutenir. Sa résistance militaire fut et ne pouvait être qu'une admirable improvisation. Après avoir prouvé au monde qu'il ne voulait pas mourir et qu'il était capable de défendre son droit, sa civilisation et sa liberté, le peuple polonais doit lui fournir une autre preuve : celle de son aptitude à l'ordre et à l'organisation politique. Il a fait voir qu'il est une nation ; il montrera bientôt qu'il forme un État.

En résumant, dans les pages qui suivent, les impressions de mon séjour en Pologne, j'ai essayé de marquer tout ensemble les obstacles que rencontrent nos alliés dans l'œuvre d'organisation et de reconstruction nationale qu'aussitôt après avoir recouvré leur indépendance, ils ont résolument entreprise ; les efforts accomplis et les projets à réaliser ; les résultats déjà acquis et ceux qui, poursuivis avec énergie et avec sagesse, ne manqueront pas d'être prochainement obtenus. Plutôt qu'un exposé dogmatique, dont je ne me flatte pas d'avoir réuni en deux mois tous les éléments, on trouvera ici, groupés sous quelques rubriques essentielles, des observations et des témoignages, des choses vues et des propos recueillis. Il est toujours intéressant d'assister aux premiers efforts que fait un nouvel État pour prendre conscience de lui-même, s'affermir et s'organiser. Mais combien l'intérêt devient plus puissant et plus immédiat, lorsqu'il s'agit d'une nation que tant de liens, et depuis si longtemps, ont unie à la nôtre, et dont l'indépendance et la solidité sont désormais aussi indispensables à la sécurité de la France qu'au maintien de la paix européenne !

LES POLONAIS PENDANT LA GRANDE GUERRE

La déclaration de guerre d'août 1914 ouvrait devant les Polonais une perspective sombre et chargée d'angoisse, qu'éclairait pourtant une faible lueur d'espoir. Pour le présent, c'était la cruelle nécessité d'obéir à l'appel des oppresseurs, de se battre dans les rangs allemands, autrichiens ou russes, souvent les uns contre les autres, et toujours contre leur patrie. Pour un

avenir plus ou moins prochain, c'était l'état de siège, avec toutes les vexations et toutes les humiliations qu'il comporte, lorsqu'il est établi par un gouvernement sans scrupule sur des provinces qu'il tient pour suspectes et bientôt pour rebelles. Pendant quatre ans, la Pologne vécut dans un isolement terrible, dans une sorte d'internement moral, dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui. Des péripéties de la grande mêlée, où se jouait son sort, avec celui de tant d'autres peuples, elle ne connut rien qu'à travers les déformations et les mensonges des agences autrichiennes ou allemandes. Des préoccupations de l'Entente à son égard, on lui laissait tout ignorer : il entrait dans le dessein de ses oppresseurs qu'elle se crût abandonnée de ceux qu'elle s'obstinait à considérer comme ses amis et qui devaient être bientôt ses sauveurs.

En revanche, on menait grand tapage autour des « mesures de bienveillance » consenties par les Empires centraux : reconnaissance de l'indépendance de la Pologne par les deux souverains allemand et austro-hongrois, constitution d'un gouvernement soi-disant national, réouverture de l'Université de Varsovie sous les auspices de l'Allemagne, enfin convention cynique du 13 août 1918, aux termes de laquelle la Pologne était invitée à s'agrandir aux dépens de la Russie, mise hors de cause.

— A défaut d'autres indices, me disait un Polonais, nous mesurions la fortune bonne ou mauvaise de nos ennemis à leurs exigences impitoyables ou à la relative modération dont ils usaient envers nous. Nous n'avions sur la guerre d'informations précises que celles que nous rapportait de Suisse, à de très longs intervalles, quelque ami qui avait obtenu par miracle la permission de sortir du pays et d'y rentrer. Un petit ouvrage purement statistique sur *l'Usure des armées allemandes et austro-hongroises*, écrit et imprimé secrètement par le professeur Dombrowski, aujourd'hui sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, causa à tous ceux qui le lurent une consolante et joyeuse surprise. Avec quelle rage l'autorité allemande en pourchassa chaque exemplaire!

J'étais curieux d'apprendre, mieux que je ne l'avais pu faire par la lecture des journaux et des rapports officiels, quelle avait été pendant cette période douloureuse, l'attitude des Polonais, en Galicie, dans l'ancien Royaume, en Posnanie. Un soir

de juin, à Cracovie, dans le beau palais qu'habita Stanislas-Auguste et dont la comtesse Joseph Potocka fait aujourd'hui si gracieusement les honneurs, la conversation tomba sur ce sujet. Quelques jeunes gens raillèrent assez librement l'excessive prudence de certains conservateurs galiciens, qui, pendant les trois premières années de la guerre, avaient paru se préoccuper surtout de conserver de bonnes relations avec le gouvernement de Vienne. On opposait cette timidité des « Messieurs de Cracovie » à l'attitude courageuse des Posnaniens, et l'on rappelait les magnifiques paroles prononcées en mars 1918 au Reichstag par le député Trampczynski, aujourd'hui maréchal de la Diète polonaise. Comme un conservateur prussien reprochait aux Polonais de ne point marquer assez vivement leur gratitude envers les États qui avaient reconnu leur indépendance : « La gratitude, s'était écrié le député de Posen, peut-il en être question, quand il s'agit de votre politique ? Si l'Allemagne a brisé la tyrannie du Tsar, ce n'était certes pas pour le plaisir de libérer la Pologne. Dans l'acte du 5 novembre 1916, l'Allemagne et l'Autriche n'ont cherché que leur intérêt. » Et l'on évoquait encore la protestation élevée en pleine Chambre des Seigneurs par un autre Posnanien, le docteur Seyda, contre l'hypocrisie de la politique allemande à l'égard du nouvel État polonais. Pendant ce temps, à Vienne, les Galiciens rompaient avec les Tchèques et acceptaient le compromis offert par le gouvernement austro-hongrois.

Une jeune femme qui avait écouté en silence toute cette discussion, haussa légèrement les épaules et dit : « En Galicie, comme dans toute la Pologne, il y a eu les sages et les fous. A quelles conditions la guerre européenne pouvait-elle nous apporter le salut ? Il fallait que, toutes deux, la Russie et l'Allemagne sortissent vaincues du conflit. Ce résultat extraordinaire, pouvions-nous l'escompter raisonnablement ? Je ne le pense pas ; mais nous pouvions ardemment l'espérer. Au début de la guerre, lorsqu'ici même je vous avouais mon espoir, ou plutôt ma foi, « idée de femme, » m'ont répondu quelques-uns d'entre vous, et ils m'ont traitée de folle. Grâce à Dieu, nous étions beaucoup de fous, même en Galicie, et ce sont les sages qui ont eu tort. »

Il y a eu, il y a peut-être encore aujourd'hui à Cracovie et dans l'ancienne Pologne autrichienne des gens que retiennent

attachés à l'ancien état de choses des préjugés, des traditions ou des intérêts. Dans la Pologne d'aujourd'hui, comme dans l'Italie d'autrefois, l'idée d'indépendance souffre d'être unie à l'idée de révolution. Certains conservateurs galiciens ne peuvent s'empêcher de voir surtout dans le nouveau régime le triomphe de la démocratie ouvrière et paysanne, l'expropriation et le partage des terres ; je ne parle pas de ceux qui voyaient surtout dans l'ancien des pensions, des ordres, des uniformes et des charges à la Cour. Mais, en revanche, combien en ai-je rencontré, de ces fous, ou plutôt de ces croyants, qui, dès les premiers jours de la guerre, tendirent leur volonté et leurs efforts vers le but uniquement souhaité, la résurrection de la Pologne, y sacrifièrent leur tranquillité, leur position, leurs intérêts, et dont la dure et longue épreuve ne fit point fléchir l'ardente et fière résolution ! M'est-il permis de citer, entre tant d'autres, Mgr Sapieha, prince-évêque de Cracovie, qui, durant toute la guerre, sut tenir tête au gouvernement de Vienne et donner à son clergé l'exemple irrésistible d'un zèle patriotique qui ne s'est jamais démenti ?

LA « LIBÉRATION » A CRACOVIE

Il était une heure du matin, lorsque je sortis du palais Potocki. Le comte T. me proposa de m'accompagner jusqu'à l'hôtel où j'habitais ; à travers les rues pittoresques de Cracovie silencieuse, la conversation continua. La lune éclairait splendidement la grand'place au milieu de laquelle se dresse la Halle aux Draps, et faisait briller comme un énorme joyau d'or la couronne royale dont la piété des Polonais a ceint l'un des clochetons de Notre-Dame, au grand scandale, dit-on, de Guillaume II Hohenzollern. C'est dans ce magnifique décor que mon compagnon évoqua les journées d'octobre 19, les journées de la « libération. »

— A la première nouvelle de l'effondrement de l'Autriche, dit le comte T., nos soldats arrêtent les officiers et leur signifient qu'ils n'obéiront plus aux ordres. Les généraux sont faits prisonniers et enfermés sous bonne garde. L'enthousiasme était si grand, la joie si folle, que plusieurs jours passèrent avant qu'on s'avisât que Cracovie et la Galicie n'avaient désormais ni armée, ni police, ni administration. Cette absence de toute

autorité n'eut pas d'inconvénient grave. Aucun désordre dans la ville ; dans les campagnes, quelques vols sans importance ; on ne pilla point les châteaux. Toutes les passions populaires étaient contenues, dominées par le sentiment national et l'ivresse de la liberté enfin retrouvée. Le jour, la nuit, des cortèges parcouraient les rues en chantant. Sur le mur de cet hôtel, — mon compagnon me désigna l'ancienne préfecture, — les étudiants avaient suspendu un grand crucifix ; à sa droite et à sa gauche, les deux empereurs en effigie ; l'empereur Charles occupait la place du bon larron. Devant cet étrange reposoir, les processions s'arrêtaient, et les invectives burlesques se mêlaient aux discours patriotiques.

« Cependant, un gouvernement provisoire se constitua en Galicie, sous la direction de Daczynski. Les socialistes avaient tout le pouvoir ; mais ils n'eurent ni l'envie, ni peut-être le temps d'en abuser. La formation d'un gouvernement central à Varsovie et les élections à la Constituante mirent fin à la joyeuse et inoffensive anarchie.

L'AVENTURE UKRAINIENNE ET L'OPINION EN GALICIE

J'étais encore à Cracovie, lorsqu'on annonça la perte de Kiew et la retraite des troupes polonaises, bousculées par la cavalerie de Budieny. L'émotion fut grande. De nombreux Polonais étaient revenus à Kiew à la suite de l'armée victorieuse de Pilsudski. On évaluait à quarante mille âmes la population civile polonaise dans la ville où venaient de rentrer les bolchévistes. Sur ce nombre, à peine dix mille avaient pu sortir avec les troupes avant l'arrivée de l'ennemi. Qu'était-il advenu des autres ? les hypothèses les plus douloureuses n'étaient malheureusement que trop justifiées.

De tous côtés, j'entendais répéter : « Que sommes-nous donc allés faire à Kiew ? » et critiquer avec amertume la politique militaire et impérialiste du gouvernement. Parfois, on en rendait responsable le chef de l'État, M. Pilsudski, qui est en même temps le commandant suprême de l'armée. « C'est lui, — disait-on à Cracovie, — qui a entraîné nos soldats jusqu'à Kiew, dans l'espoir de consolider sa situation politique par un succès militaire réputé facile et peu coûteux. »

A Lwow (Lemberg), où j'arrivai quelques jours plus tard, ce

qu'on reprochait surtout au gouvernement, c'était d'avoir accepté l'alliance de Petlioura, l'Ukrainien et cru aux promesses d'un aventurier qui n'inspirait même pas aux siens une entière confiance. Qui donc avait pu se porter garant à Varsovie de la fidélité ou même de la neutralité des populations de l'Ukraine? En fait, les cavaliers de Budieny n'avaient eu qu'à choisir entre les paysans qui s'offraient à leur servir de guides à travers les lignes polonaises; et ces mêmes paysans ukrainiens n'avaient pas attendu l'arrivée des bolchévistes pour attaquer et piller tous les convois de vivres destinés aux Polonais.

Le sentiment qui domine à Lwow, c'est la haine de l'Ukrainien, ou, comme on dit en Galicie, du Ruthène. Pour comprendre ce sentiment, pas n'est besoin de se rappeler la politique de division savamment pratiquée par le gouvernement de Vienne entre les propriétaires polonais et les paysans ruthènes; il suffit de regarder la ville. Les Ruthènes l'ont occupée pendant vingt et un jours, du 1er au 22 novembre 1918; et, durant cette courte période, ils se sont vengés du mieux qu'ils ont pu du mépris et des mauvais traitements qu'au cours des siècles passés leur infligèrent leurs anciens maîtres. Plusieurs édifices, entre autres l'Hôtel des Postes, sont entièrement détruits; les façades de beaucoup d'autres sont criblées de balles de mitrailleuses; des rues entières sont dépavées, des fondrières marquent la place des tranchées et des barricades.

La comtesse S... qui, selon son expression, fut « Ukrainienne involontaire » pendant ces vingt et un jours, voulut bien me faire le récit des événements dont elle avait été témoin.

— Vous vous rappelez, me dit-elle, qu'une décision de l'Entente avait interdit à l'armée Haller de pousser jusque sur Lwow, où se trouvaient encore les Autrichiens. Le 1er novembre, ceux-ci évacuèrent clandestinement la ville; les Ukrainiens y entrèrent la nuit suivante. Nul doute qu'il n'y eût accord entre les uns et les autres: les Autrichiens avaient tout laissé sur place, vivres, armes et munitions. Les nouveaux occupants se conduisirent comme des sauvages. Montés sur des camions automobiles, ils parcouraient les rues, déchargeant leurs fusils sur quiconque apparaissait à une fenêtre. Sous le prétexte le plus futile, ils pénétraient dans les maisons, pillaient et mettaient le feu. Parmi les Ruthènes se trouvaient quelques Allemands; l'un d'eux s'était établi sur le mont Saint-Jean, butte qui domine un

carrefour, et de là abattait tranquillement les passants à coups de fusil. Le *dimanche rouge* (16 novembre), qui fut le dernier avant notre délivrance, de véritables batailles de rues s'engagèrent entre les troupes d'occupation et les volontaires polonais, qui devaient être nos seuls défenseurs, puisque des raisons politiques empêchaient le gouvernement de Varsovie de nous envoyer officiellement du secours. J'avais établi une petite ambulance dans ma maison, sous l'escalier, et j'y soignais indistinctement Polonais et Ruthènes. Ce jour-là, on m'amena plus de vingt blessés. Je me souviens de l'un d'entre eux, un Ruthène, un tout jeune homme, grand et fort, beau comme une fleur. Une balle lui avait traversé le poignet, perforant l'artère, d'où le sang coulait abondamment. Au bout de quelques minutes, il devint blanc et s'affaissa, presque évanoui, sur une chaise. Je le pansai de mon mieux et lui offris de le faire conduire à notre hôpital. Il refusa, sortit sans nous saluer, sans dire : « Dieu vous paye ! » et alla rejoindre les siens.

« Dans les derniers jours surtout, la défense de la ville prit un caractère vraiment héroïque. Lwow a bien montré qu'elle est Polonaise et ne veut pas cesser de l'être. La preuve qu'elle en a donnée en novembre 18 vaut bien, je pense, tous les plébiscites du monde. Des collégiens, des enfants de quinze et même de dix ans, avaient pris des fusils et étaient bravement descendus dans la rue. De la fenêtre où j'étais postée avec une amie, qui m'aidait à l'ambulance, nous en vîmes tomber un. Mon amie descendit pour lui porter secours : il s'était déjà relevé. « Es-tu blessé ? — Moi ? répondit-il en redressant sa petite taille ; je n'ai rien. Regarde, j'ai tué un Ruthène. » L'enfant avait été renversé par le recul de son fusil. Plusieurs de ces petits héros portent aujourd'hui sur leur blouse d'écolier la croix de la valeur militaire.

« C'était un curieux spectacle de voir les gamins polonais, dans la rue, s'approcher de quelques soldats ukrainiens, paysans lourds et sans malice. Nos enfants, qui savent tous le ruthène, chantaient en dansant, comme font les gens de là-bas, de petites chansons qui amusaient les soldats. Tout à coup, d'un croc en jambe, ils les envoyaient rouler à terre et leur enlevaient prestement leurs bottes et leurs fusils. Quand les Ruthènes se relevaient, il n'y avait plus un gamin dans la rue.

« Livrés à eux-mêmes ces paysans ruthènes ne sont pas de

méchantes gens. De leur naturel ils sont doux, dociles et plutôt un peu craintifs. Mais ils avaient été longuement excités contre nous, d'abord par les agents autrichiens, puis par leurs leaders politiques et par leurs prêtres, qui sont presque tous violemment anti-polonais. Je vous ai dit que les soldats ukrainiens, chez nous, s'étaient conduits en sauvages. Ces mêmes hommes, leur colère tombée, redevenaient les paysans craintifs que nous avions connus autrefois. Parmi ceux que j'ai soignés, plusieurs m'ont dit tristement : « On nous avait pourtant assuré que la guerre était finie. Que faisons-nous donc ici, et pourquoi y sommes-nous venus ? »

L'OPINION A VARSOVIE

Si, en Galicie, on déplorait généralement l'aventure ukrainienne, l'alliance avec Petlioura et la marche sur Kiew, il n'en était pas de même dans la Pologne du Congrès, où la politique du gouvernement et des militaires comptait de nombreux partisans. A Varsovie, l'État-major assurait qu'il n'avait pris l'offensive que pour prévenir une attaque générale des bolchévistes, dont il était avisé et qu'il n'était pas certain de pouvoir arrêter en maintenant ses troupes sur la défensive ; il négligeait seulement d'expliquer pourquoi il avait choisi la direction de Kiew. Les socialistes recommandaient vivement l'expédition ukrainienne, les uns sous prétexte qu'il appartenait à la Pologne, désormais indépendante, de soustraire une nation voisine au joug qui continuait de peser injustement sur elle, les autres, par haine de la Russie, plusieurs de leurs chefs ayant connu l'horreur des prisons tsaristes ou de l'exil sibérien. Enfin, au sein de la Diète et jusque dans le cabinet, que présidait alors M. Skulski, on trouvait des députés et des hommes d'État pour soutenir qu'il appartenait à l'État polonais de fixer lui-même, au besoin par une opération militaire, la frontière orientale que la Conférence de la Paix n'avait pas cru devoir arrêter définitivement. Entre la Russie et la Pologne, les Blancs-Russiens au Nord, les Ukrainiens au Sud formeraient deux États-tampons, dotés d'une large autonomie, mais placés néanmoins sous la protection polonaise. Cette politique se rattache à ce qu'on appelle en Galicie, avec un certain accent de réprobation, la « tradition varsovienne. »

Si je m'étends aussi longuement sur l'affaire de Kiew, ce n'est pas seulement parce que, pendant le temps que j'ai passé en Pologne, elle fut l'objet de toutes les préoccupations et de toutes les controverses entre partis, exerçant une influence profonde jusque sur les dispositions des Alliés à l'égard du nouvel État; mais c'est encore parce que cet épisode met en pleine lumière la divergence entre deux directions possibles de la politique polonaise, l'une conforme, l'autre contraire à nos desseins et à l'intérêt bien entendu de la Pologne elle-même.

La Pologne se trouve placée entre deux États, dont l'un est encore très fort, dont l'autre le redeviendra tôt ou tard. A peine organisée, elle ne peut pas vivre entre deux ennemis : il est inévitable qu'elle cherche à s'entendre avec l'un pour se mieux défendre contre l'autre. Mais le choix de la Pologne n'est pas indifférent : l'équilibre et la paix de l'Europe en dépendent. L'équilibre et la paix ne seront maintenus que si la Pologne, suffisamment assurée à l'Est par une entente avec la Russie, peut faire face à l'Ouest avec toutes ses forces et protéger sa frontière contre les entreprises de l'Allemagne.

Le but avoué de la politique allemande, c'est une alliance avec la Russie, alliance impliquant une étroite coopération, d'abord sur le terrain économique, puis sur le terrain politique. Or, nous savons ce que les Allemands entendent par coopération : ils commandent, et leurs associés obéissent; ils élaborent et fixent jusque dans le plus menu détail un plan conforme à leurs intérêts, et comptent, pour l'exécuter, sur les forces et ressources de leurs alliés, dont ils entendent bien disposer en maîtres. Le jour où l'Allemagne serait en mesure de réorganiser économiquement la Russie et de lui imposer politiquement sa direction, c'en serait fait, non seulement de la France, mais de l'Europe. Le seul moyen de rendre impossible une alliance entre l'Allemagne et la Russie, c'est d'amener un rapprochement et un accord entre la Russie et la Pologne.

« Mais, objectent quelques hommes d'État polonais, quelle est cette Russie dont vous nous proposez de rechercher l'alliance? est-ce la Russie des Soviets? vous reconnaissez vous-mêmes qu'aucun accord n'est possible avec l'actuel gouvernement de Moscou. » Il ne s'agit pas pour la Pologne de rechercher l'alliance des Soviets, mais de se ménager la possibilité d'une entente durable avec le peuple russe, donc d'éviter soigneuse-

ment toute entreprise, toute action de nature à susciter entre elle et lui un antagonisme irréductible.

L'entreprise ukrainienne, malgré toutes les précautions prises par ses auteurs, laissait subsister une équivoque dangereuse. Avant de pénétrer dans une province, qui n'est certainement pas polonaise, M. Pilsudski avait déclaré publiquement que son intention n'était pas d'y rester. Plus tard, en un moment critique pour l'armée et pour la nation, le chef de l'État jugea opportun d'expliquer sa pensée en termes plus catégoriques. « Notre ennemi, déclarait-il le 5 juillet dans sa proclamation à l'armée, ce n'est pas la Russie, mais bien le bolchévisme, qui fait gémir le peuple russe sous son joug et veut étendre son autorité sanglante sur la Pologne. » Certes, il était utile d'établir cette distinction; mais combien il devait être difficile, au cours d'événements critiques, de la maintenir et de la justifier!

POLOGNE ET RUSSIE : ENTRETIEN AVEC M. ASKENAZY

Deux jours après la déclaration de M. Pilsudski, j'allai faire part de mes inquiétudes et demander son avis à un homme qui, sans être mêlé officiellement à la politique, passe pour exercer sur quelques-uns de ceux qui la dirigent une influence considérable. Historien de grand talent, le professeur Simon Askenazy a écrit sur Napoléon un ouvrage qui est classique en Pologne et mériterait de le devenir en France. Grand, mince, avec des yeux perçants dans un visage dont tous les traits sont accentués vigoureusement, M. Askenazy donne beaucoup moins l'impression d'un homme d'étude que d'un homme d'action; sa parole est nette et un peu coupante; tout marque en lui, sinon la passion de l'autorité, du moins la volonté de convaincre.

— Il ne servirait à rien, me dit-il, de jouer sur les mots. Les bolchévistes sont toujours des Russes, et Lénine reprend à son compte la politique de la Grande Catherine, comme votre Danton a continué la politique d'Henri IV et de Richelieu. Quel est le programme du gouvernement de Moscou? expansion simultanée au Sud, vers la Perse, et à l'Ouest, vers l'Allemagne à travers la Pologne; conclusion entre l'Allemagne et la Russie d'une alliance qui présentera tous les caractères et tous les dangers de la Sainte-Alliance, quelle que soit l'étiquette démocra-

tique ou révolutionnaire des hommes qui en signeront l'instrument. Ces dangers, seule la Pologne peut vous aider à les prévenir et je suis certain qu'elle y est disposée. Nous voulons vivre en paix avec la Russie; mais il ne faut pas exiger de nous que nous fassions tous les sacrifices.

« Jamais nous n'avons eu l'intention d'annexer, ni l'Ukraine, ni la Russie-Blanche. Mais pourquoi laisserions-nous à la Russie la libre disposition de ces territoires, qu'elle n'a détenus qu'indûment, après les avoir volés? Laissez passer dix ans, vingt ans, s'il le faut, et donnez aux Ukrainiens et aux Blancs-Russiens la faculté de décider eux-mêmes de leur sort par un plébiscite.

— Croyez-vous, Monsieur le Professeur, que même dans vingt ans ces peuples, dont l'éducation est encore très sommaire, seront en état de prendre librement et consciemment une décision? Savent-ils, pour le moment, s'ils forment eux-mêmes une nation, ou à quel État ils devraient être équitablement rattachés? Pour ne parler que des Blancs-Russiens, j'ai entendu des paysans de l'ancien gouvernement de Minsk se déclarer Polonais, par la raison qu'ils étaient catholiques, et se refuser à croire que le pape, étant chef de l'Église catholique, ne fût pas un Polonais.

— Je sais tout cela, répondit vivement M. Askenazy; mais, en dehors du plébiscite, je n'aperçois aucun moyen de résoudre le problème. Je suis d'ailleurs convaincu que la plus grande partie de ces pays retournera à la Russie. Cependant, je ne comprends pas qu'en Occident l'on pousse les hauts cris parce que nous voulons soustraire à la domination russe quelques milliers de kilomètres carrés et quelques millions d'habitants. Cela ne s'appelle pas encore « dépecer » la Russie. Songez qu'en 1914, l'empire des Tsars s'étendait sur vingt-deux millions et demi de kilomètres carrés et comptait cent quatre-vingts millions d'habitants. Rappelez-vous les moyens par lesquels fut constitué cet empire énorme, l'étendue et la richesse des provinces qui nous furent volées à nous-mêmes, et vous conviendrez avec moi qu'on nous juge plus sévèrement qu'on n'a jugé les Russes, et que ceux-ci bénéficient, à notre détriment, d'un certain nombre de préjugés que leur âge a pu rendre respectables, mais nullement légitimes.

« En un mot, je suis, nous sommes tous partisans d'un rapprochement avec la Russie. Personnellement, j'entretiens des

relations fréquentes et actives avec Savinkoff, avec Merjkowski, avec Roditcheff, qui, comme vous le savez, ne sont ici que pour préparer une entente entre la Russie et la Pologne. Je lis régulièrement *la Cause commune* de Bourtzeff et suis d'accord avec lui sur bien des questions. Mais, de ce rapprochement également nécessaire pour les Russes et pour nous, nous ne devons pas faire seuls tous les frais.

« Vous m'avez demandé mon sentiment, et peut-être vous l'ai-je fait connaître avec trop de franchise. J'invoquerai, pour mon excuse, l'admirable réplique de Napoléon à un conseiller d'État qui, invité à donner son opinion sur une question, crut bien faire sa cour en soutenant le point de vue qu'il savait être celui du maître. « Monsieur, interrompit brusquement l'Empereur, je vous ai demandé votre avis, je ne vous ai pas demandé le mien. »

M. Askenazy m'avait fait toucher du doigt la difficulté capitale, celle que tout homme d'État polonais devra envisager résolument et s'efforcer de résoudre, s'il ne veut pas livrer aux aventures les plus incertaines et exposer aux pires dangers un pays qui n'a pas encore atteint la plénitude de ses forces et que protégeront toujours insuffisamment des frontières conventionnelles. Mais quoi ! n'est-il point-il point fatal qu'à Varsovie, où l'on a terriblement souffert des Russes, on les juge plus sévèrement et l'on garde contre eux plus de haine qu'à Cracovie ou à Lwow, où l'on n'a connu que le joug autrichien ? Faut-il s'étonner que des hommes qui ont laissé leur jeunesse et une partie de leur vigueur dans les prisons russes ou en Sibérie, éprouvent d'abord quelque répugnance à tendre la main à leurs anciens persécuteurs ? Comment enfin les Polonais, — je parle de ceux du royaume, — n'hésiteraient-ils pas à rétablir, sans avoir pris certaines précautions, un contact qui leur fut néfaste et n'a peut-être point cessé d'être dangereux ?

— L'Allemagne, me disait l'un d'eux, a persécuté cruellement nos frères de Posnanie ; mais, loin de les asservir, elle a développé en eux, probablement sans le vouloir, une capacité de résistance, des qualités de discipline et d'organisation dont ils bénéficient aujourd'hui ; tandis que l'influence russe a agi sur nous comme un dissolvant, comme un poison, dont nous sommes encore infectés et que nous n'éliminerons pas en un jour. Avant de nous exposer de nouveau à la contagion,

laissez-nous reprendre vigueur et fortifier en nous un sentiment national, que les efforts maladroits, mais continus de la politique russe tendaient à étouffer, et ont réussi à affaiblir.

Après avoir exposé, sans en diminuer la valeur, les objections que soulève en Pologne l'idée d'un rapprochement avec la Russie, je n'aurai garde de passer sous silence les efforts accomplis par de nombreux hommes d'État polonais pour préparer une entente qu'ils jugent indispensable. Il est désormais permis, et peut-être n'est-il pas inutile, de révéler que le projet de la marche sur Kiew avait rencontré, au ministère polonais des Affaires Étrangères, de très vives oppositions. Dans les commissions de la Diète et du Conseil de la Défense Nationale, M. Dmowski et ses amis n'ont jamais cessé de soutenir qu'il fallait s'entendre avec la Russie et que toutes les forces de la Pologne devaient être concentrées à l'Ouest, face à l'Allemagne, la seule irréconciliable ennemie. De grands journaux varsoviens, comme *la République*, qu'inspire M. Paderewski, et le *Journal Universel*, organe des conservateurs, ont toujours préconisé une politique analogue. Enfin, pendant mon séjour à Varsovie, j'ai entendu plusieurs fois un Russe, M. Savinkoff, rendre hommage à la bienveillance et à l'esprit de conciliation avec lesquels ses ouvertures avaient été accueillies, non seulement dans les cercles du Parlement et de la grande presse, mais jusqu'au Belvédère.

Appelé une première fois à Varsovie au mois de janvier, M. Savinkoff avait vu ses efforts échouer, beaucoup moins devant les exigences polonaises qu'en raison de l'intransigeance et de l'incapacité politique du général Denikine. Il revint à la charge au mois de juin et put alors conduire avec plus de liberté et un meilleur succès des négociations dont on appréciera l'importance, le jour où certains accords conclus à la fin de juin pourront être connus complètement. Aidé de quelques amis, M. Savinkoff a fondé à Varsovie un journal qui soutient avec énergie et avec prudence la thèse du rapprochement russo-polonais. Elle répond si bien à l'intérêt des deux pays qu'il ne faut pas douter, qu'en dépit de certaines oppositions, elle ne finisse par triompher.

POLOGNE ET ALLEMAGNE

Si la nécessité, pour la Pologne, de se garder du côté de l'Allemagne n'était pas inscrite sur la carte et dans l'histoire, les Allemands eux-mêmes l'auraient, depuis un an, clairement démontrée. Sans parler de leur attitude provocante à Dantzig et en Haute-Silésie, ni des violences exercées par leurs agents, lors des plébiscites, à Allenstein et à Marienwerder, la satisfaction bruyante et rageuse que leurs journaux laissèrent éclater à l'occasion des défaites polonaises suffit à nous édifier sur leurs sentiments et sur les intentions de leur politique. L'alliance plus ou moins formelle avec les bolchévistes, le ravitaillement de l'armée rouge en armes et en munitions, l'accueil fait aux Russes fuyards par les populations de la Prusse Orientale, autant d'indices qui révèlent le fond de la pensée allemande : l'Allemagne fait et fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher qu'une Pologne indépendante subsiste à ses côtés et la sépare de la Russie. Dès le premier jour, les Allemands ont affecté de ne pas prendre au sérieux la reconstitution de l'État polonais, et, comme ils avaient coutume d'appeler *Saisonarbeiter* (ouvriers de saison), les paysans polonais qui venaient chaque année chez eux faire les moissons, ils ont baptisé ironiquement la Pologne du nom de *Saisonstaat*.

Naturellement, c'est en Posnanie, dans l'ancienne Pologne prussienne, que la haine de l'Allemand apparaît sous la forme la plus vive. Les lois d'exception, les tracasseries, les persécutions édictées par le gouvernement de Berlin eurent pour principal effet de raidir et de fortifier la résistance des Polonais. Longtemps l'esprit national avait paru rester l'apanage des hautes classes, qui l'entretenaient avec soin et le défendaient avec courage. La loi d'expropriation et la persécution des enfants, auxquels un règlement scolaire interdit l'usage de la langue polonaise, même pour la prière, réveillèrent chez les paysans le sentiment patriotique et la haine de l'oppresseur. Un clergé admirable s'employa à développer et à faire rayonner partout, dans les villes et dans les campagnes, la flamme ainsi ravivée. Comme le gouvernement prussien ne tolérait pas en Posnanie la formation de syndicats professionnels polonais, les curés invitèrent les ouvriers, industriels ou agricoles, à consti-

tuer des groupements confessionnels. Ainsi naquirent, par l'initiative de Mgr Stablewski, archevêque de Posen et Gnesen, et du prélat Stichel, député au Reichstag, des sociétés d'ouvriers catholiques, qui, à la veille de la guerre, groupaient, dans trois cents villes et villages de Posnanie, 150 000 travailleurs. Le premier but poursuivi fut l'éducation politique et sociale de l'ouvrier et du paysan : on organisa des cours et des conférences, on fonda des journaux populaires, dont le principal compte aujourd'hui cent mille abonnés. Bientôt l'effort du clergé, dirigé par un prélat qui m'a paru être tout ensemble un apôtre admirable et un merveilleux homme d'affaires, Mgr Adamski, se porta vers l'organisation économique et, à côté des œuvres d'éducation, l'on vit naître des coopératives, des caisses rurales et des banques. Toutes ces institutions avaient un caractère exclusivement polonais. De son côté, Mgr Stablewski répondait aux lois scolaires de persécution en décidant qu'aucun enfant ne serait admis à la communion s'il ne savait lire, écrire et réciter le catéchisme en langue polonaise. Ainsi fut préservé et entretenu en Posnanie l'esprit national, en dépit des efforts brutaux et persévérants du prince de Bismarck et de M. de Bülow. La loi prussienne était obéie, mais détestée ; observée à la lettre, mais rendue vaine par des initiatives aussi prudentes que courageuses. « Les Prussiens n'ont pas réussi à faire de nous des esclaves peureux, me disait en souriant Mgr Adamski, mais seulement des gens circonspects » (*Vorsichtige Leute.*)

Je n'étais pas retourné en Posnanie depuis le mois de décembre 1906 : l'occasion de mon voyage avait été la mort et les funérailles de l'archevêque de Posen et Gnesen, Mgr Stablewski. Je n'ai pas vu beaucoup de cérémonies plus émouvantes que le service funèbre célébré à la cathédrale en l'honneur de ce grand patriote, devant une foule accourue des plus lointaines campagnes polonaises, et en présence du général prussien délégué par l'Empereur. Le discours prononcé par un jeune chanoine, qui est aujourd'hui le cardinal Dalbor, suscita dans toute l'assemblée un enthousiasme que je compris mieux quelques heures après, lorsqu'on m'eut expliqué que l'orateur ne s'était pas fait faute d'exalter l'œuvre patriotique de l'archevêque défunt, et avait emprunté ses citations à Mickiewicz autant qu'à l'Écriture. Le représentant de Guillaume II, qui n'entendait pas le polonais, avait écouté sans sourciller la séditieuse oraison

funèbre : il n'entra en fureur que le soir en lisant les journaux allemands.

Tous ces souvenirs me revenaient à l'esprit, il y a quelques mois, comme je parcourais les rues de Posen, redevenue Poznan et ville polonaise. L'aspect des choses était resté le même : façades grandioses et un peu lourdes, larges avenues plantées d'arbres et scrupuleusement arrosées, jardins nombreux et bien entretenus. Des soldats passèrent, vêtus d'uniformes allemands à peine modifiés; un fifre et un petit tambour rythmaient, comme autrefois, leur allure lente et régulière. Au bout de l'avenue, le château, dont Guillaume II était si fier, étalait sa masse grise et son architecture pseudo-mérovingienne. Oui, le décor est intact, comme aussi la figuration; il ne faut pas chercher le changement dans les habits ou dans les gestes, mais au fond des âmes. Les Posnaniens n'entendent point renoncer aux qualités qui les distinguent et qu'a développées la rude éducation prussienne : ordre, discipline, circonspection, opiniâtreté dans l'effort. La propreté est aussi rigoureuse, le service aussi attentif dans les hôtels de Poznan que naguère dans ceux de Berlin. Les gardiens du musée et de la bibliothèque sont restés formalistes. J'ai vu les nouveaux fonctionnaires posnaniens, qui voulurent bien m'aider dans mes recherches, utiliser, comme en se jouant, le *material* énorme, compliqué, minutieux des administrations prussiennes; je les ai entendus se féliciter de ce que leurs prédécesseurs eussent laissé toute cette paperasse en si bon ordre et si parfaitement à jour. Le château mérovingien est devenu l'Université. La fameuse « Commission de Colonisation, » instrument de la spoliation allemande, a conservé ses archives, ses bureaux et ses principaux organes : seulement, elle se nomme aujourd'hui « Commission de Polonisation » et veille à ce que la terre de Pologne n'aille ou ne demeure qu'en mains polonaises. « Nous n'y avons changé qu'une lettre, » m'a dit le haut fonctionnaire qui m'en faisait les honneurs.

Chez les Posnaniens, la haine de l'Allemand n'est ni violente, ni déclamatoire ; on la sent profonde et irrémissible ; elle survit à la libération et demeure vigilante et subtile comme un instinct. Il s'en faut que tous les Allemands aient quitté le pays ; de nombreux « colonistes » sont restés dans les fermes, le traité de Versailles ayant autorisé à conserver leurs biens tous ceux

dont l'établissement était antérieur à 1908. Les villes comptent encore beaucoup de petits bourgeois prussiens, retenus par les besoins de leur profession, ou par la difficulté de trouver ailleurs un abri. Le journal allemand qui continue de paraître à Poznan est rempli d'annonces ainsi conçues : « J'échangerais quatre pièces et une cuisine à Posen contre logement analogue à Berlin... » Mais les occasions ne se présentent pas souvent. Nulle mesure d'exception n'est prise contre les Allemands : la surveillance en est laissée, pourrait-on dire, à tous les citoyens polonais. Elle est discrète, mais sévèrement exercée.

Il a fallu la guerre, et trois ans d'occupation, pour que les Polonais du Royaume apprissent à connaître l'Allemagne et à la détester. Le sentiment anti-germanique est assurément moins fort et moins profond à Varsovie qu'à Poznan ; pourtant il reste assez vivant chez les ouvriers, que les Allemands transportèrent en masse dans les provinces limitrophes de l'Empire, pour les employer aux travaux les plus durs, sans autre rémunération qu'une nourriture insuffisante et de mauvais traitements. Le directeur d'un grand journal varsovien, à qui je demandais ce qu'on devait penser de l'accusation de germanophilie dirigée contre tel ou tel homme politique polonais, me répondit en ces termes : « Le mot *germanophile* existe en effet chez nous : vous l'entendrez à la diète, vous le lirez dans nos journaux ; c'est une insulte qu'au besoin on lance, avec quelques autres, à la tête de son adversaire ; c'est un argument de polémique. Le mot existe, mais la chose n'existe pas. Nous savons tous que le grand principe de notre politique extérieure doit être la fidélité aux Alliés, surtout la fidélité à la France, sans laquelle nous ne pouvons rien. Et nous savons tous aussi que pour la Pologne, c'est à l'Ouest qu'est le danger. »

LA POLOGNE ET L'ENTENTE

Malheureusement, les Polonais sont loin de connaître leurs amis aussi bien qu'ils connaissent leurs anciens oppresseurs, et c'est un fait qu'il ne faut jamais perdre de vue, lorsqu'on observe la vie et l'action politiques du nouvel État. Je ne parle pas d'une minorité privilégiée qui, préférant l'exil à la servitude, a vécu pendant de longues années à Paris, à Londres ou à Rome. A ceux-là, les choses d'Occident sont souvent plus

familières que celles de Pologne; mais ce ne sont pas eux qui gouvernent. Dans les classes moyennes et populaires, l'Angleterre et la France contemporaines sont fort mal connues, et les quatre années de guerre, en isolant complètement la Pologne de l'Europe occidentale, ont achevé de rompre le contact.

Tant que durèrent les hostilités, le seul lien officiel entre la Pologne et les pays de l'Entente fut le « Comité National de Paris; » dans l'opinion de la grande majorité des Polonais, il n'en existait pas d'autre. Or les éléments du Comité de Paris étaient empruntés pour la plupart au groupement politique appelé « Démocratie-Nationale. » Il en résulta que les représentants de ce parti en Pologne se réclamèrent du privilège d'être dans leur pays les seuls interprètes autorisés de l'Entente, de sa politique et de son programme. La situation ainsi créée n'allait pas sans inconvénient : on s'en est aperçu au cours des négociations de paix; on s'en aperçoit mieux encore aujourd'hui.

L'armistice de novembre 1918 amena en Pologne, d'abord des journalistes des pays de l'Entente, puis des missions alliées. Les uns et les autres furent accueillis avec enthousiasme. A Varsovie, la joie toucha au délire, lorsqu'on vit enfin dans les rues des officiers, des soldats qui ne portaient pas le casque à pointe, qui n'étaient pas des Allemands : les Alliés furent reçus, fêtés comme on ne peut l'être qu'en Pologne. On fit très vite connaissance. Mais, ainsi que me le faisait justement observer un Polonais, « avoir fait connaissance, ce n'est pas encore se connaître, et encore moins se comprendre. » Pour que ce travail nécessaire de rapprochement et de pénétration réciproque s'accomplisse et porte ses fruits, il faut du temps, de la patience et du savoir-faire : je ne parle pas de la bonne volonté, qui, des deux côtés, est entière.

Les récents événements ont créé entre la Pologne et la France un lien nouveau : nous avons montré aux Polonais, d'abord qu'aucun événement ne pouvait ébranler notre confiance en eux et notre foi dans les glorieuses destinées de leur patrie; ensuite que notre dévouement à leur cause n'était pas épuisé du fait que leur cause avait triomphé une première fois, et que, comme nous les avions aidés à reconquérir leur indépendance, nous entendions les aider à la défendre. Au moment du danger, nous ne sommes pas venus chez eux en censeurs ou en juges, mais en amis : voilà, je crois, ce que les Polonais n'oublieront jamais.

LA POLOGNE ET LES PETITS ÉTATS

Si la fidélité à l'Entente et à l'alliance avec les grands États d'Occident restent les principes directeurs de la politique polonaise, elles ne peuvent pourtant pas constituer toute la politique de la Pologne. La nouvelle république a des voisins, avec lesquels elle doit entrer en relations. Sa situation géographique lui interdit de vivre isolée ; les besoins de sa vie économique l'obligent à chercher autour d'elle et à se procurer au mieux des ressources en matières premières, des facultés de transit, des débouchés pour ses produits. De quel côté la Pologne va-t-elle s'orienter ?

J'ai posé la question, dans les trois provinces, à de nombreux Polonais, bien qu'elle pût leur paraître, sinon indiscrète, du moins prématurée, au moment où le nouvel État commence à peine à s'organiser. Les réponses qui m'ont été faites se ressentent évidemment de la difficulté qu'on éprouve à définir ce qui est encore indistinct ; elles n'en présentent pas moins un réel intérêt.

— Une chose est certaine, m'a déclaré le professeur Rostworowski, ancien recteur de l'Université de Cracovie : c'est que nous ne pouvons pas vivre isolés dans l'Europe centrale. Plusieurs d'entre nous, qui ne conçoivent point la politique en dehors de l'histoire, ont pensé naturellement à faire d'un ancien système d'origine française une application nouvelle, et ils voient fort bien la Pologne s'appuyer au Nord sur la Suède et la Finlande, au Sud sur la Roumanie... et peut-être sur l'Autriche.

— Et la Tchéco-Slovaquie ?

— Nous souhaitons tous l'établissement de rapports cordiaux entre Tchèques et Polonais. Cependant il ne faut pas se faire d'illusions : l'affaire de Teschen (à ce moment elle n'était pas encore réglée) n'est qu'un épisode ; mais c'est le symbole de toute une situation politique. Les Tchèques et les Polonais ne sont pas orientés dans la même direction. Les Tchèques sont d'abord Slaves, puis Tchèques ; nous, nous sommes uniquement Polonais. Les Tchèques feront toujours une politique slave, c'est-à-dire russophile ; nous voulons faire une politique polonaise et occidentale. La Tchéco-Slovaquie forme comme

une redoute avancée du slavisme vers l'Occident ; la Pologne constitue le rempart de l'Occident contre le slavisme.

— J'ai été frappé, au cours de mes conversations, de la sympathie que les Polonais témoignent pour les Hongrois. Est-ce pur sentiment, ou bien est-ce l'indice de quelque affinité politique, dont il y ait lieu de tenir compte?

— Cette sympathie existe, me répondit M. Rostworowski ; elle repose sur une longue tradition historique, sur de nombreux liens entre les grandes familles des deux pays, et les atrocités commises par les troupes hongroises en Galicie ne l'ont pas détruite. J'ignore les projets de notre gouvernement; mais je suis persuadé qu'un accord économique et même politique entre Hongrie et Pologne serait facile à établir et bien accueilli des deux côtés. Ce qui déconcerte un peu notre opinion, c'est la diversité, pour ne pas dire plus, des systèmes qu'on préconise à Londres, à Paris et à Rome. Si nous semblons nous ranger au projet français, on nous reproche de faire obstacle à la combinaison italienne, et inversement. Nous serions beaucoup plus à l'aise, si les Puissances de l'Entente se mettaient d'accord entre elles sur un système de groupements et d'alliances, qu'elles nous proposeraient toutes ensemble. Mais peut-être cet accord préalable est-il lui-même difficile à établir.

J'ai eu l'occasion d'examiner les mêmes problèmes, dans mes entretiens de Varsovie, avec des membres de la Diète, avec des journalistes, et surtout avec les principaux chefs de service du ministère des Affaires étrangères. Je ne saurais assez reconnaître la bonne grâce avec laquelle ces messieurs ont consenti à m'exposer en détail certaines questions, qui devaient leur paraître bien secondaires, à un moment où une autre question se posait de la façon la plus angoissante : celle de l'existence de la Pologne. Et je n'oublierai jamais l'émotion éprouvée, durant mes visites matinales au Ministère, dans les derniers jours de juillet, au moment où arrivaient les nouvelles du front. A cette époque, elles étaient chaque jour plus inquiétantes ; mais nul ne perdait courage. Quand j'avais reconnu sur la carte les nouvelles positions occupées par les bolchévistes, — ils n'étaient plus alors qu'à quatre-vingts kilomètres de Varsovie, — un jeune employé me montrait avec une fierté souriante la liste, chaque jour plus longue, des volontaires qui, de toutes les parties du pays, avaient répondu à l'appel du Conseil de Défense et

venaient se ranger sous les drapeaux du général Haller. Dans ces bureaux laborieux et modestes, j'ai vraiment senti battre le cœur de la Pologne...

Le ministère des Affaires étrangères est installé provisoirement rue Miodowa, presque en face de l'Archevêché catholique, dans cette École des Cadets, que l'histoire sanglante des insurrections varsoviennes a rendue célèbre. L'hôtel est vaste et bien ordonné, mais l'installation est sommaire : on croit se trouver beaucoup moins dans des locaux administratifs que dans les bureaux d'un Quartier Général en campagne. Cloisons provisoires, escaliers de fortune ; nul huissier solennel, nulle livrée impressionnante, mais de petits messagers qui, des papiers sous le bras, filent par les couloirs de toute la vitesse silencieuse de leurs pieds nus. Les fonctionnaires sont d'origine diverse : Polonais du Royaume et Galiciens employés naguère au service diplomatique de la Russie ou de l'Autriche, Posnaniens qualifiés par leurs relations étendues et leur expérience de l'étranger. A côté de diplomates de métier, on trouve des professeurs, comme le sous-secrétaire d'état Dombrowski, et des grands seigneurs comme le prince Sapieha.

J'ai trouvé au ministère des Affaires étrangères des sentiments moins intransigeants à l'égard des Tchèques que ceux qui m'étaient apparus à Cracovie, mais une égale préoccupation d'assurer à la Pologne des points d'appui immédiats et des collaborations voisines. L'idée de faire jouer à leur gouvernement le rôle d'intermédiaire entre la Hongrie et la Roumanie avait certainement séduit quelques diplomates polonais. Les accords récemment intervenus entre Prague et Bucarest les auront amenés à modifier leurs projets. Il nous appartient, me semble-t-il, d'assister et de guider la Pologne dans l'opération délicate qui consiste à se choisir des amis.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE : LES PARTIS

J'ai dit que la volonté de demeurer fidèles à l'Entente, et surtout à la France, est unanime parmi les Polonais. Mais il peut y avoir, sur la manière de pratiquer cette fidélité, des divergences d'opinion. L'interprétation que les nationaux-démocrates ont donnée à Varsovie du programme politique des Alliés ne devait pas être acceptée sans discussion par les autres

partis. En Pologne, autant et peut-être plus qu'ailleurs, la politique étrangère est influencée, pénétrée par la politique intérieure. L'imminence du danger et l'autorité incontestée du chef de l'État ont pu faire « l'union sacrée. » Mais nous savons que ces unions durent peu : l'heure du péril passée, l'opposition reprend ses droits, et il est nécessaire qu'il en soit ainsi.

Les élections dont est sortie la Diète polonaise (*Seim*) furent préparées par un gouvernement dont les tendances étaient nettement socialistes. Le système électoral dont on fit choix fut le système belge légèrement modifié : on n'admit pas le suffrage plural et l'on étendit aux femmes les droits de vote et d'éligibilité. Le résultat fut très complexe et, il faut l'avouer, assez indécis. Il n'y a pas moins de douze partis à la Diète, sans compter les petites fractions. En tête viennent les paysans, qui se divisent en deux groupes : le groupe Witos, ou *Parti populiste* (84 membres), et le groupe Thugut (23) qu'on appelle aussi *Club de la libération*. Le premier, composé de moyens propriétaires, est de tendance relativement modérée; le second, qui réunit aux tout petits propriétaires les ouvriers agricoles, est très radical. L'*Union populaire nationale* (anciens nationaux-démocrates) compte 74 membres; elle est dirigée par M. Gombinski et constitue, avec les 17 conservateurs que réunit le *Club constitutionnel du travail*, l'aile droite de l'assemblée. Au centre droit, l'on trouve la *Coalition nationale populaire* (73 membres), dont M. Skulski pensa faire un parti de gouvernement, le *Club chrétien-démocratique* (25) et le *Club bourgeois* (13). A gauche, le *Parti socialiste* (35) et le *Parti des ouvriers nationaux* (28), que dirige M. Brejski; à l'extrême-gauche, le groupe des *Radicaux galiciens*, conduit par M. Stapinski (11). Ajoutez 10 Juifs, 9 Allemands, qui votent le plus souvent avec la gauche, et une dizaine de « sauvages. » En bonne logique parlementaire, la lutte semblerait engagée entre l'Union populaire nationale et quelques groupes annexes, d'une part, et, de l'autre, les divers partis de gauche. En fait, il existe non pas une majorité, mais plusieurs, diversement formées, suivant les circonstances, par l'appoint variable que fournissent tour à tour les partis moins nombreux. Ce mode de composition rend, en temps normal, l'exercice du gouvernement très difficile et les débats parlementaires assez confus.

Comme je demandais au directeur d'un grand journal conservateur, le docteur Noskowski, comment il appréciait le résultat des premières élections polonaises, il me répondit :

— J'observe tout d'abord que, bien qu'elles fussent préparées par un gouvernement où l'élément socialiste était en majorité, les élections n'ont amené à la Diète qu'un petit nombre de socialistes; et voilà qui en dit long sur les véritables tendances du pays. D'autre part, la classe paysanne est de beaucoup celle qui a obtenu le plus de députés; et cela est naturel, étant donné le mode d'élection, puisque les paysans forment en Pologne la grande majorité de la population. La Pologne est un pays agraire, il ne faut pas l'oublier. Beaucoup de nos paysans sont illettrés; ceux qu'ils ont envoyés à la Diète ne sont pas des savants, mais ne croyez pas que ce soient des imbéciles. Ils savent fort bien tout ce qui se rapporte à leur métier, et ils ont conscience d'ignorer le reste, qu'il n'est assurément pas inutile de connaître pour voter des lois et pour gouverner. Cette conscience qu'ils ont de leur insuffisance est une sauvegarde pour eux, et pour nous; leur bon sens naturel en est une autre. Déjà plusieurs d'entre eux reconnaissent l'opportunité d'une représentation plus nombreuse et plus équitable des villes, du commerce, de l'industrie, de l' « intelligence. »

— Mais l'intelligence, en Pologne, est-elle démocratique ?

— Oui, en très grande partie. Nous sommes tous partisans de certaines grandes réformes. Seulement, les conservateurs ont cru bien faire en prenant à leur compte la formule que nous a laissée naguère, en guise de suprême conseil, votre compatriote M. Noulens : « Pas de réforme précipitée. » Notre bourgeoisie est libérale et nos paysans sont conservateurs. Nos ouvriers eux-mêmes sont, pour la plupart, hostiles à l'idée d'une révolution. Enfin, et surtout, nous sommes tous patriotes.

A LA DIÈTE; ENTRETIEN AVEC MGR TEODOROWICZ

La Diète tient ses séances dans un ancien pensionnat de demoiselles, ouvert jadis dans le plus beau quartier de Varsovie par le gouvernement russe, qui voulait faire élever à sa façon les jeunes filles de l'aristocratie polonaise. L'Institut porte le nom de sa protectrice, l'impératrice Marie-Féodorovna, mère du tsar Nicolas II. Luxueusement installé, entouré de vastes et

beaux jardins, l'Institut Marie présente l'aspect tranquille d'un bel hôtel de province et forme un étrange contraste, du moins vu du dehors, avec les palais qui abritent nos assemblées occidentales. A l'intérieur, la différence est moins sensible. Un large vestibule conduit directement à la salle des séances et donne accès, à droite, à l'ancien parloir, devenu la Salle des Pas-Perdus. Au bout du parloir, la buvette, avec ses murs blancs vernis et ses baies vitrées ouvertes de toutes parts sur les jardins, offre aux députés et aux journalistes un lieu de répit fort agréable. Le service est assuré par de jeunes femmes, dont plusieurs sont jolies, — visages moins réguliers qu'expressifs, encadrés de boucles courtes, — et qui toutes portent avec grâce un uniforme du meilleur goût : blouse et petit tablier blancs brodés sur une courte jupe de satin noir, bas et souliers blancs. Comme j'admirais tant d'élégance, un député m'expliqua qu'à l'ouverture de la Diète les dames de l'aristocratie varsovienne avaient revendiqué l'honneur de servir elles-mêmes les élus de la nation. Ce beau zèle dura peu, mais la tradition demeura, et ces demoiselles de la buvette continuent de s'en inspirer.

Les séances se tiennent dans l'ancienne chapelle de l'Institut, qui est à peine transformée. Dans le chœur, sur un faux-plancher plus élevé que celui de la nef, on a disposé au fond le siège réservé au maréchal de la Diète (président de l'Assemblée); à droite et à gauche, les bancs des ministres et des sous-secrétaires d'État; sur le devant, la tribune des orateurs. Au front de l'abside se lit cette inscription : *Salus Reipublicæ Suprema Lex*. Elle prend dans ces jours critiques une signification bien émouvante.

Les députés sont assis sur les bancs qui garnissent les trois nefs. M. Witos et les paysans du parti Populiste occupent les premiers rangs au centre; parmi eux, une femme, — il y en a six à l'Assemblée, — se distingue beaucoup moins à sa blouse sombre et à ses cheveux courts, qu'au gros collier de corail qu'elle porte au cou, noué par un long ruban rose, à la mode campagnarde. On discute avec le plus grand calme un projet relatif à la réorganisation de la police. J'ai le sentiment que, dans les couloirs, on doit agiter des questions plus brûlantes, et je quitte la tribune des journalistes pour revenir à la Salle des Pas-Perdus.

L'aspect de la salle est maintenant des plus pittoresques. Sur un banc, à l'écart, deux vieux rabbins en robe noire discutent avec volubilité; leurs papillotes blanches s'échappent du haut bonnet et tombent le long des joues; leur barbe descend jusque sur leurs genoux. Des paysans battent les dalles de leurs lourdes bottes aux semelles ferrées; pour venir siéger à la Diète, ils n'ont modifié en rien leur mise habituelle : chemise sans col ni cravate, longue veste d'étoffe grossière, pantalon rentré dans les bottes; presque tous ont les cheveux longs et plats et le visage entièrement rasé. Les ecclésiastiques portent pour la plupart la redingote noire et les longues bottes. Mgr Teodorowicz, archevêque arménien-catholique de Léopol (Lemberg), est reconnaissable à sa soutane liserée de rouge, à sa calotte violette et à la chaîne d'or qui retient sa croix pectorale. Je lui ai été recommandé par des amis romains; il s'avance vers moi, les mains tendues, et me fait asseoir à son côté.

— Vous êtes venu nous voir, me dit-il, en des jours troublés. La situation est grave, mais personne ici ne désespère et, pour ma part, j'ai confiance. Surtout, qu'on ne parle pas en Occident d'un péril intérieur, d'un bolchévisme polonais. Il n'y a pas de bolchévisme en Pologne : nos ouvriers ont horreur de la révolution, nos paysans ne veulent pas entendre parler de communisme. Notre peuple est naturellement doux, et il a du bon sens.

« Le malaise que vous avez pu observer provient du brusque changement qu'a subi la Pologne : nous avons passé, sans transition, de l'esclavage absolu à l'absolue liberté. L'habitude de la liberté, les Polonais ne l'ont pas encore; ils sont dépourvus de toute expérience, de toute éducation politique. Cependant les problèmes se posent, il faut les résoudre sans tarder. Les solutions seront ce qu'elles peuvent être : improvisées, incomplètes, parfois trop radicales. Nous ferons mieux plus tard.

« Je ne suis pas de ceux qui déplorent la prépondérance de l'élément paysan dans l'assemblée : ne sommes-nous pas surtout un peuple de paysans? Ceux qui siègent ici apportent à l'accomplissement de leur nouvelle tâche le même sérieux, la même attention réfléchie, la même persévérance ordonnée qu'ils apportaient hier à leurs travaux des champs. Ce qu'ils n'ont pas compris, ils se le font expliquer. Ils écoutent volontiers les gens de métier et d'expérience et se méfient des beaux parleurs. En

revanche, on peut leur reprocher, comme, je pense, à tous les paysans du monde, un certain égoïsme qui les rend moins sensibles à ce qui ne les touche pas dans leurs intérêts particuliers. Le sentiment de l'intérêt national leur fait encore défaut : les circonstances présentes leur offrent une belle occasion de l'acquérir, et je ne doute pas qu'ils n'en profitent. Ah!... s'il n'y avait en Pologne que des Polonais, comme tout serait plus facile ! Mais il y a les Juifs, et non seulement nos Juifs, mais encore tous ceux que le gouvernement russe a rejetés sur notre pays, pour l'affaiblir et le corrompre. On ne peut pas espérer d'assimiler jamais ces gens-là. — En prononçant ces mots, Mgr Teodorowicz s'est animé subitement ; tout son visage maigre a pris une expression de dégoût ; l'archevêque de Léopol a relevé son grand nez volontaire et, dans ses yeux profonds, une flamme s'est allumée. — Les Juifs, poursuivit-il, sont hostiles à l'indépendance de la Pologne. Pendant la guerre, on les a vus partout jouer le rôle d'espions et de délateurs ; aujourd'hui, ils se réjouissent ouvertement des victoires bolchévistes. Leur attitude aura du moins ouvert les yeux à beaucoup de Polonais qui, s'ils refusaient d'entretenir avec les Juifs des relations sociales, croyaient indispensable de conserver avec eux des rapports économiques. Aujourd'hui, tous les Polonais, et particulièrement les paysans, méditent l'exemple de la Posnanie, qui, en développant dans ses villes et dans ses campagnes les associations professionnelles, les coopératives de consommation et de crédit, s'est débarrassée presque entièrement de sa population juive.

— Y a-t-il beaucoup de Juifs à l'Assemblée?

— Non, à peine une douzaine. Mais ce n'est pas surtout au Parlement que s'exerce leur influence ; elle se manifeste bien plutôt dans la politique « à côté, » dans les affaires, dans la presse. Voyez donc...

Et, baissant un peu la voix, l'archevêque me désigna au milieu d'un groupe, qui l'écoutait avec attention, un homme à barbiche noire et à cheveux crépus, portant un lorgnon sur son nez courbé : c'était M. Perl, directeur du *Robotnik* (*l'Ouvrier*), organe du socialisme radical.

A ce moment, un jeune prêtre s'avança vers nous et adressa à Mgr Teodorowicz, qui s'était levé, quelques mots en polonais.

— Connaissez-vous, dit l'archevêque en me présentant,

M. l'abbé Lutoswaski? vous aurez intérêt à causer avec lui, et je vous laisse entre ses mains.

LE RÔLE POLITIQUE ET SOCIAL DU CLERGÉ

L'abbé m'entraîna vers la buvette, me fit asseoir à une table et commanda deux limonades à la framboise. Ses gestes étaient rapides et décidés; pendant les quatre pas que nous avions faits, il avait rendu dix saluts et autant de poignées de main ; toute sa personne respirait la vivacité, l'entrain et la bonne humeur. Je savais que ce jeune prêtre, intelligent et instruit, s'était acquis rapidement à la Diète une réputation d'orateur.

— Inutile de vous demander, fis-je, si le clergé polonais s'occupe beaucoup de politique...

— Comment ne s'en occuperait-il pas? répondit l'abbé Lutoswaski. Il jouit d'une grande influence, et cherche à s'en servir au mieux des intérêts de la religion et du pays. Dans toute la Pologne, les prêtres ont pris une part active à la préparation des élections ; ils ont parlé en chaire, discuté dans les réunions publiques. Une trentaine se sont fait élire députés : il y a peu de curés parmi eux; presque tous sont des prêtres libres, qui n'exerçaient point de ministère. N'empêche que trente députés ecclésiastiques, nous estimons que c'est beaucoup trop. Notre dessein n'est pas de former en Pologne un parti confessionnel, qui n'aurait pas de raison d'être: le pays est catholique dans sa très grande majorité, et l'anticléricalisme y est à peu près inconnu. Il n'y a donc pas apparence que la lutte politique se porte sur le terrain religieux. Les prêtres-députés sont distribués un peu dans tous les partis : il y en a dans la Démocratie-nationale, dans la Coalition de M. Skulski, dans le Club Bourgeois ; on n'en trouve aucun dans les fractions socialistes.

« Mais nos évêques pensent avec raison que les fonctions du sacerdoce sont plus utiles que celles de députés. Aussi adopterons-nous, aux prochaines élections, une tactique un peu différente : il y aura moins de prêtres candidats et il y en aura davantage dans les comités électoraux. L'effort du clergé ne tendra qu'à faire élire les laïques les meilleurs. Nous avons d'ailleurs à exercer une action sociale, dont nos confrères posna-

niens nous ont donné l'exemple, et qui, dans l'ancien royaume et en Galicie, n'est encore que peu développée. Cependant nous avons commencé, nous aussi, à grouper les ouvriers en « syndicats chrétiens, » qui sont quatre fois plus nombreux que les syndicats socialistes, mais n'entrent point en lutte avec eux. C'est sur les ouvriers des villes que s'est d'abord porté notre effort; dans les campagnes, l'œuvre est à peine ébauchée.

« Vous ne sauriez croire à quel point le patriotisme inspire la conduite de nos ouvriers et commande leurs décisions. Ils savent que le Gouvernement est avec eux, que le pouvoir ne sera jamais exercé dans une direction contraire à leurs intérêts: cette garantie suffit à les maintenir dans l'ordre et dans le devoir. Ils savent aussi que l'intelligence polonaise est, pour une très grande part, imbue de l'esprit moderne, désireuse de progrès et favorable aux réformes. Laissons de côté certains conservateurs, en particulier les conservateurs galiciens, qui se renferment dans une résistance passive et stérile, se refusent à reconnaître les changements survenus et se mettent ainsi simplement hors du jeu. Vous avez lu, n'est-ce pas, le livre de M. Dmowski : *La décadence de l'idée conservatrice en Pologne*. On ne saurait mieux définir un mal d'autant plus funeste que le pays, pour s'organiser, n'aurait pas trop de toutes ses forces unies.

Ah! on n'est pas tendre ici pour les Galiciens! Comme, après avoir quitté l'abbé Lutoswaski, je m'entretenais avec le docteur Seyda de la question agraire : « La question sera résolue, me déclara l'ancien ministre, non dans un sens révolutionnaire, mais dans un sens démocratique. Ne jugez pas de toute la Pologne par ce que vous avez vu en Galicie, où l'esprit de quelques conservateurs est un peu arriéré. Vous vous ferez une meilleure opinion à Poznan : je vous y donne rendez-vous. »

L'UNIFICATION ET SES DIFFICULTÉS

Il ne faut pas vivre longtemps en Pologne ponr apercevoir la difficulté qu'éprouve à réaliser son unification complète un pays dont la population et le territoire furent divisés entre trois États pendant cent cinquante ans. Et, pour s'étonner de ce que l'unification n'est pas encore parfaite, il faudrait ne pas connaître l'histoire des trois États qui, après s'être partagé la

Pologne, s'efforcèrent, chacun à sa façon et parfois en concertant leurs efforts, de supprimer la nation polonaise. Les moyens employés étant très divers, très diverses furent les réactions. L'Autriche accorda à la Galicie une autonomie relative et se contenta, pour assurer son pouvoir, d'entretenir entre les classes de la société polonaise de multiples et perpétuelles divisions. Le socialisme galicien fut en grande partie l'œuvre de Vienne; et c'est encore Vienne qui réveillait, dès qu'elle semblait s'assoupir, l'hostilité des paysans ruthènes contre les propriétaires polonais. Le gouvernement tsariste partit de ce principe, — je l'ai entendu moi-même exposer par un diplomate de l'ancienne Russie, — qu'il n'y avait pas de Polonais, mais seulement des sujets russes catholiques et rebelles, qu'il fallait contraindre à l'obéissance. D'où une série de mesures dont la maladresse seule tempérait quelquefois la cruauté : persécutions odieuses et tracasseries imbéciles, répressions brutales, enfin massacres sauvages lorsqu'il s'agissait de « rétablir l'ordre » à Varsovie ou ailleurs. L'Allemagne s'attacha surtout à déraciner les traditions nationales et à détruire la propriété foncière : elle bannit la langue polonaise des écoles, des tribunaux, de l'armée, de toute la vie publique, expropria les grands domaines et les fit exploiter par des colons prussiens. Russie et Allemagne poursuivaient le même but; mais, tandis que Pétersbourg agissait par à-coups, réparant ses erreurs et vengeant ses mécomptes par un redoublement de stupide violence, Berlin procédait avec une méthode rigoureuse, selon une progression calculée, minutieuse, impitoyable. Russes et Prussiens devaient échouer également dans leur criminelle entreprise.

Les Polonais d'Autriche, qui étaient, au moins en apparence, de beaucoup les moins maltraités, n'eurent pas trop de peine à conserver leurs traditions nationales; en revanche, ils se laissèrent facilement corrompre par les mœurs politiques de Vienne et suivirent avec une docilité inconsciente les directions ultraconservatrices que leurs maîtres leur suggéraient. Ceux de Russie passèrent par des alternatives de révolte et de soumission qui brisèrent leur résistance; l'influence russe les a marqués; moins brutale, mais plus insinuante, l'influence juive a agi sur eux comme un dissolvant; et l'on conçoit fort bien qu'aujourd'hui ils s'efforcent d'éloigner l'une et d'éliminer l'autre. Enfin les Posnaniens, tout en retenant de l'éducation prussienne ce

dont ils pouvaient faire leur profit, surent conserver intact l'esprit national; la persécution allemande tenait constamment leur patriotisme en éveil; mais ils ne permirent point qu'elle le surexcitât jusqu'à un paroxysme dangereux. A la froide résolution de leurs oppresseurs, ils opposèrent plus de résolution, plus de sang-froid, et finalement restèrent les plus forts.

De ces trois provinces, de ces trois peuples longtemps soumis à des dominations et à des influences diverses, il faut aujourd'hui refaire une seule nation, un seul État. Le premier soin du gouvernement central a été d'unifier la loi. Une commission de jurisconsultes a été instituée à cet effet; elle siège à Varsovie et poursuit activement ses travaux. Le docteur Makarewicz, professeur de droit criminel à l'Université de Lwow, et membre de la commission, a bien voulu me donner quelques indications sur la méthode suivie.

— Notre intention, m'a-t-il dit, n'est pas de faire une compilation, qui manquerait nécessairement d'unité, mais de créer un système nouveau. En Posnanie, on appliquait la loi allemande, telle que l'établit le nouveau Code civil promulgué en 1900. La législation autrichienne, qui était en vigueur en Galicie, offre un mélange de théorie allemande, de tradition catholique et de coutume locale. Dans l'ancien royaume, comme en Russie, on suivait, pour le droit civil, le code Napoléon et, pour le droit criminel, un code pénal très particulier. Provisoirement, nous laissons à chaque province son ancienne législation; pour les relations de province à province, nous appliquons tant bien que mal les principes du droit international, public ou privé. La Commission est divisée en plusieurs sections, dont chacune a entrepris une partie de la tâche; unification et réforme du droit civil, du droit commercial, du droit criminel, de la procédure. Une année nous suffira, je pense, pour terminer nos travaux. Mais nous avons l'espoir que la Commission ne sera pas dissoute après avoir achevé cette première tâche, et qu'elle sera transformée alors en une sorte de Conseil d'État, organe indispensable à une nation dont le corps législatif, élu suivant les règles que vous connaissez, ne peut avoir qu'une compétence juridique assez limitée.

Un effort analogue a été entrepris dans l'administration. Le gouvernement central est représenté en Galicie et en Posnanie par deux délégués généraux. Ces deux provinces conservent

provisoirement une certaine autonomie ; avec le produit des impôts, elles commencent par couvrir leurs propres dépenses ; l'excédent, s'il y en a un, est versé au trésor central, à Varsovie.

Aux impatiences de quelques doctrinaires, qui voudraient voir toute la Pologne soumise immédiatement aux règles d'une centralisation parfaite et intransigeante, fait heureusement contre-poids la tolérance avisée de ceux qui, non contents d'avoir appris la politique dans les livres, ont ouvert les yeux sur la réalité.

— Nous ne souhaitons pas, me disait l'un de ces derniers, une unification trop rapide de la Pologne. Le temps ne respecte pas ce qui a été fait sans lui, et il faut tenir compte de l'œuvre du temps, qui ne fut pas identique dans les trois provinces. En Galicie, les Polonais se gouvernaient eux-mêmes : ils ont acquis de ce fait une certaine expérience de la politique et de l'administration. Malheureusement, administration et politique restaient le monopole du parti conservateur. Néanmoins, la Galicie reste un pays riche, dont les ressources fiscales couvrent à peu près les dépenses.

« En Posnanie, la domination prussienne a forgé des hommes énergiques et disciplinés ; elle les tenait éloignés des charges publiques, mais les obligeait, par la crainte de la concurrence, à apporter dans l'administration privée une science approfondie et une méthode impeccable. Tout le pays est supérieurement organisé ; on n'y trouve pas d'illettrés et l'on y voit peu d'indigents. La Posnanie est peut-être la seule contrée en Europe qui n'ait pas de dette et couvre ses dépenses avec ses recettes. Elle n'est privée pourtant ni de routes, ni d'écoles, ni d'institutions philanthropiques.

« Dans le royaume, le gouvernement russe ne faisait rien pour les Polonais : peu d'écoles, peu de routes et mal entretenues, presque pas de chemins de fer. Mais il exigeait encore moins ; l'impôt était perçu très irrégulièrement ; beaucoup de Polonais ne se souviennent pas de l'avoir jamais payé. En Posnanie, les autorités locales n'ont pas eu de peine, non seulement à maintenir la quotité de l'impôt naguère exigé par la Prusse et par l'Empire, mais encore à l'augmenter. Essayez donc d'en faire autant dans la Pologne du Congrès.

« D'où je conclus qu'une unification immédiate aurait pour résultat de sacrifier d'une manière trop criante à l'ancien royaume

la Galicie et surtout la Posnanie, et de susciter dans ces deux provinces de graves mécontentements. Une profonde et vivante unification de la Pologne ne peut être que le résultat de dix ou quinze ans d'efforts progressifs et prudemment réglés. Encore devrions-nous tendre, non pas à une centralisation outrancière, mais bien plutôt à cette organisation régionale, dont la France semble vouloir nous donner le modèle, et qui, chez nous, aurait l'avantage de laisser à des villes comme Poznan, comme Cracovie, comme Lwow, qui furent longtemps de petites capitales, l'influence économique et le prestige intellectuel qu'elles continueront d'exercer au plus grand bénéfice du pays tout entier.

« La grande difficulté, c'est que, si nous avons des hommes politiques, nous manquons d'administrateurs et de fonctionnaires, à tous les degrés. En Russie et en Allemagne, les Polonais étaient systématiquement écartés des affaires de l'État. Nos Posnaniens, qui sont passés maîtres dans l'administration privée, marquent une certaine répugnance à accepter des fonctions publiques. Et pourtant, nos meilleurs voïvodes (gouverneurs de région) sont peut-être les anciens administrateurs de grands domaines. Restent les Galiciens, qui ont la pratique des affaires, mais que leur carrière antérieure a souvent rendus suspects, soit de secret attachement à l'Autriche, soit de tendance réactionnaire. Or, la Pologne veut être un État démocratique et ne peut pas être autre chose. Il appartient à ceux qui la dirigent de susciter les dévouements, d'utiliser les compétences, sans oublier qu'il ne s'agit pas de faire vite, mais de faire bien. »

ENTRETIEN AVEC M. DMOWSKI : L'ÉPREUVE DE LA POLOGNE

On était au milieu de juillet. L'avance des bolchévistes se poursuivait sans arrêt, menaçant immédiatement Varsovie. M. Pilsudski avait rappelé le général Joseph Haller, qui se reposait à Zakopane, pour le mettre à la tête de l'armée des volontaires, et avait demandé à la Diète de confier l'initiative et la responsabilité des mesures d'organisation et de résistance à un « Conseil de Défense nationale, » où siégeraient, à côté des délégués des partis, les principaux ministres et les représentants de l'État-major général. Tout d'abord, les socialistes avaient déclaré qu'ils n'entreraient pas dans le Conseil, s'ils n'entraient aussi dans le Cabinet. Deux tentatives, inspirées, dit-on, par le Belvé-

dère, pour former avec MM. Daczynski et Witos un ministère de gauche, avaient successivement échoué. Les socialistes finirent par céder aux instances du chef de l'État et à la pression des événements : ils envoyèrent leurs représentants au Conseil de Défense et ne devaient pas d'ailleurs attendre longtemps avant de participer aussi au gouvernement.

Peu de jours après l'entrée en fonction du Conseil de Défense, M. Roman Dmowski, qui en faisait partie, me donna rendez-vous, pour l'heure du dîner, à *la Ressource*, un des plus anciens clubs de Varsovie. Que de fêtes splendides et joyeuses avaient eu pour cadre ces vastes salons aux boiseries blanches, ce jardin dont quelques arbres magnifiques ombragent les pelouses! Les hôtes, ce soir, étaient rares et silencieux. Je trouvai M. Dmowski dans le jardin. Il était las d'une longue journée remplie d'affaires et sentait le besoin d'oublier pour un instant la politique. L'entretien s'engagea donc librement sur les pays de l'Afrique du Nord, qu'il venait de visiter, et se poursuivit de même autour des objets les plus divers : histoire, anthropologie, religion, souvenirs d'Europe et images d'Extrême-Orient; on sait que M. Dmowski est non seulement un homme d'État éminent, mais encore un savant de mérite, un grand voyageur et un causeur délicieux.

Cependant il nous fallut bien revenir à l'heure présente, à la Pologne. M. Dmowski, accoudé à la table, avait gardé un moment le silence. D'un geste qui lui est familier, il passa une main sur son front et dit : « La situation militaire est franchement mauvaise. Pourtant je ne suis pas pessimiste, car jamais notre peuple n'eut un moral aussi élevé qu'aujourd'hui. Les hommes de toutes les classes sociales s'engagent et demandent à partir immédiatement pour le front. Ceux qui ont passé l'âge de servir offrent de l'argent, du matériel, des chevaux, des maisons pour installer les bureaux militaires ou les hôpitaux. Si vous pouviez lire les lettres que je reçois, si simples dans leur générosité, et si émouvantes!...

« Cette guerre est pour mon pays l'épreuve décisive et nécessaire. L'épreuve de la Grande Guerre nous fut douloureuse; elle n'a pas été éducatrice et bienfaisante pour notre peuple, comme elle l'a été pour le vôtre. Pendant quatre ans, vous vous êtes battus pour défendre vos foyers et votre liberté menacés; vous avez serré les rangs autour de vos chefs et de vos drapeaux. Pendant quatre ans, nous nous battions sous le commandement et

au profit de nos oppresseurs, souvent Polonais contre Polonais. Ce n'était pas seulement cruel, c'était encore démoralisant. Et qui se battait? nos ouvriers, nos paysans! La jeunesse riche, cultivée, sauf des exceptions magnifiques, s'est dérobée autant qu'elle a pu à un service militaire qu'elle ne pouvait certes pas considérer comme un devoir; mais, du même coup, elle s'est soustraite au long et rude sacrifice que votre jeunesse intellectuelle accepte avec tant de généreuse ardeur...

« Enfin la libération est venue. Mais cette libération, je vous le dis comme je le pense, nous ne l'avons pas payée assez cher; nous n'y avons pas contribué nous-mêmes dans une assez large mesure. Si nous l'avions acquise seulement de notre sueur, de nos larmes et de notre sang, nous opposerions aujourd'hui au danger qui menace de la compromettre une résistance plus vigoureuse et plus opiniâtre. Vous ne savez pas ce que c'est pour un peuple que d'avoir été esclave pendant cinquante ans! Nous portons encore les stigmates d'une servitude détestée; seuls les effaceront l'effort et le sacrifice. Voilà pourquoi je considère la lutte présente, la guerre enfin nationale, faite par le peuple tout entier pour sauver son existence et sa liberté, comme une épreuve salutaire, comme un baptême du sang, dont la Pologne sortira triomphante et régénérée.

« Ce peuple qui peut vous paraître frivole et presque indifférent, est en réalité plein de bonne volonté et de courage. Mais qu'a-t-on fait, jusqu'à ces derniers jours, pour lui donner une idée exacte du danger qui le menace et de l'effort qu'il doit accomplir pour y échapper? A-t-on seulement tenté de lui faire comprendre ce qu'il en coûte à une nation pour défendre son indépendance et pour interdire à l'envahisseur l'accès de son territoire? Avez-vous rencontré des blessés dans les rues de Varsovie? On cache au peuple les blessés, comme on lui cache le péril, comme on lui cache son devoir, et c'est le peuple qui montre au gouvernement le sien.

« Il y a deux manières de gouverner, celle de Kerenski, et l'autre. L'une s'appuie sur la persuasion, l'autre sur l'autorité. Je pense que la méthode Kerenski a fait ses preuves. Aux heures critiques surtout, on ne gouverne point par la persuasion : l'autorité est nécessaire. Notre armée est, non pas démoralisée, mais troublée par l'inquiétude vague que les bolchévistes ont des alliés à l'intérieur de la Pologne et qu'en cas d'échec elle

risquerait d'être poignardée dans le dos. Cette inquiétude est exagérée; mais le devoir du gouvernement est de la dissiper immédiatement, d'en faire disparaître la cause ou le prétexte. Il ne faut tolérer aucune propagande suspecte, ni au front, ni à l'intérieur. Il ne faut pas craindre d'inquiéter le peuple par des mesures rigoureuses qui, au contraire, le rassureront. Jamais notre nation n'a montré plus d'ardeur unanime et plus de confiance raisonnable dans son avenir : il ne faut que diriger cette ardeur et donner à cette confiance un aliment, qu'on dise nettement à la Pologne ce qu'elle doit faire pour vaincre, et elle vaincra. »

J'ai voulu rapporter tout entières ces déclarations de M. Dmowski : critiques qui, peu de jours après notre conversation, n'avaient heureusement plus d'objet; magnifique confiance, que l'événement devait bientôt justifier. Aussi bien les objections et les réserves, compréhensibles chez un homme d'action et de lutte, comptent-elles pour bien peu au regard de l'acte de foi du patriote. Mais quel singulier contraste entre ces deux hommes : celui qui parlait à côté de moi dans le jardin de la Ressource, et celui qu'en parlant il n'avait point nommé! Dmowski, sorti du peuple, et devenu le chef d'un parti presque conservateur; l'homme est froid, volontaire, ironique, et trop distant, trop aristocrate peut-être pour devenir jamais vraiment populaire. Pilsudski, issu d'une famille de petite noblesse ou de bonne bourgeoisie, conspirateur, proscrit, capitaine de partisans et bientôt héros national, arrive au suprême pouvoir en qualité de socialiste, et donne aux ouvriers, aux paysans, au peuple, l'illusion? non pas! la conviction profonde qu'ils partagent tous ce pouvoir avec lui.

La popularité de Pilsudski tient du prodige; elle est universelle, absolue, et c'est à peine si les revers prolongés et angoissants des armées dont il est le chef l'ébranlèrent pour un instant. Les raisons de ce merveilleux prestige? Je les ai demandées un peu partout, sur mon passage; et voici ce qu'on m'a répondu : « Pilsudski a tout sacrifié à la cause nationale; toute sa vie, il a souffert pour la Pologne, et jamais il n'a désespéré de son sort. Aux heures les plus terribles de la Grande Guerre, quand nous estimions que tout était fini, Pilsudski gardait sa foi et agissait. Il est inscrit au parti socialiste, mais il inspire à tous une confiance égale et nous le mettons au-dessus des partis.

Élevé à la campagne, il connaît les paysans et sait comment on parle avec eux. Après une revue au cours de laquelle il s'était entretenu avec plusieurs soldats, l'un d'eux s'entendit reprocher par son officier d'avoir raconté trop longuement ses petites histoires au Maréchal. « Ce n'est pas toi, répond le soldat, qui va m'apprendre comme il faut parler au grand-père ! »

« Pilsudski, m'a-t-on dit encore, n'est pas un militaire de métier; mais il a fait la guerre. Il n'est pas non plus un grand parlementaire ou un grand diplomate, bien qu'il ait su acquérir en peu de temps l'expérience et l'autorité d'un véritable homme d'État: mais, avant toutes choses, c'est un grand patriote. »

Je retiens enfin ce jugement d'un industriel galicien, comme l'un des plus profonds que j'aie entendu porter sur le Président de la République polonaise :

« L'homme du peuple, me disait-il, ouvrier ou paysan, a le sentiment qu'avec Pilsudski comme chef, l'État a cessé d'être son maître ou son oppresseur, pour devenir son allié et son ami. Pilsudski est devenu pour tous les Polonais le symbole vivant de l'indépendance retrouvée. Quand nos ouvriers ont débarrassé de leurs noms allemands les deux puits de la mine que vous avez visitée, ils ont baptisé l'un Kosciuszko et l'autre Joseph Pilsudski. Quelques sceptiques sourient et observent : ce n'est là que du sentiment ! Ils ont tort et oublient simplement ceci : on ne gouverne pas la Pologne seulement avec la tête, il faut la conduire avec son cœur. »

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

L'ÉPISODE DE DIXMUDE

II[1]

27 octobre.

Au carrefour d'Oude-Barreel où j'ai passé la nuit dans une masure, mais sur de la paille fraîche, je me réveille avec une forte fièvre qui provient évidemment du refroidissement que j'ai pris la nuit précédente, et je suis obligé d'aller me reposer au village d'Oude-Cappelle pour 24 heures, en passant le commandement au commandant Delage, du 1er de marins. Pendant la nuit, on a remis de l'ordre dans les compagnies, et de nouveaux renforts de marins sont arrivés au petit jour.

A 8 heures, le bombardement reprend sur Dixmude et les tranchées du Sud, sans que notre artillerie puisse en diminuer l'intensité. Nous faisons des pertes sérieuses par obus de gros calibres, et l'un d'eux défonce le pont-rail. Pas d'attaques d'infanterie.

Dans la soirée, mon secteur passe sous les ordres du général Grossetti, qui commande la 42e D. I. On nous annonce l'arrivée de batteries de 75 de cette division.

Aujourd'hui, un officier allemand du 202e régiment a été tué devant Oude-Stuyvekenskerke, et l'on trouve, dans son carnet de campagne, des notes qui montrent bien que, si les troupes alliées souffrent, la situation des Allemands n'a rien d'agréable, tout au moins dans le polder. En voici quelques extraits relevés dans une traduction que le Grand Quartier nous communiquera quelques jours plus tard :

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

24 octobre. — Le combat continue. Nous cherchons à passer de l'autre côté de l'Yser. Nous marchons alors vite par la contrée qui s'étend devant nous, à travers les fossés, et sous le feu intense de l'ennemi. Nous prenons position près de la ferme Vandewoude, où nous nous abritons contre l'effroyable feu de l'artillerie de l'ennemi. Terrible situation. Nous ne connaissons rien de la situation générale. Je ne sais pas du tout où l'ennemi se trouve, ni quelle est sa force, et il n'y a pas moyen d'obtenir de renseignements. Dans les autres lignes, on fait également de lourdes pertes qui ne sont pas du tout en rapport avec les résultats que nous obtenons. L'artillerie ennemie est trop forte et trop bien abritée (!), et comme elle n'est pas réduite par notre artillerie plus faible (!), une progression de l'infanterie est sans effet, et ne provoque que de lourdes et inutiles pertes.

Le secours aux blessés laisse également beaucoup à désirer. A Dixmude, plus de dix blessés sont restés sur le terrain sans aucun soin. Les compagnies sanitaires sont inutilement retenues derrière l'Yser. Il est également impossible de recevoir d'une façon régulière des approvisionnements en eau et en vivres. Depuis plusieurs jours, nous n'avons pas goûté de repas chaud. Le pain et le reste sont à peine suffisants. Les rations de réserve sont épuisées. L'eau est mauvaise, toute verte, mais on la boit quand même, car il n'y a rien autre à trouver. L'homme est réduit à l'état de bête. Personnellement, je n'ai plus rien à manger, car j'ai tout laissé dans ma selle sur le cheval. Je vis de ce que les gens veulent bien me donner en camarades, et le partage est maigre, faute de biens. Il ne faut pas penser à changer de vêtements ou de linge. Je me trouve dans une situation incroyable. De toutes parts, les fermes et les villages brûlent. Quel triste spectacle que celui de cette magnifique région, parsemée de blessés et de morts!

26 octobre. — La nuit fut effrayante. Un terrible orage et de la pluie. J'étais comme gelé, et je suis resté debout, les pieds dans l'eau. Devant nous, et dirigée sur nous, une fusillade ininterrompue. On va construire un pont fixe sur l'Yser, car un pont a été de nouveau détruit par l'artillerie ennemie.

La situation est la même que les jours précédents. Aucun progrès, malgré le combat incessant, malgré le hurlement du canon et les cris d'alarme de vies humaines inutilement immolées. L'infanterie ne peut produire aucun effet avant que l'artillerie n'ait annihilé le canon de l'adversaire. Les pertes doivent être énormes partout. Notre compagnie a beaucoup souffert. Notre colonel, notre chef de bataillon et beaucoup d'autres officiers sont blessés, et plusieurs sont déjà morts. La situation n'est pas plus nette qu'auparavant, nous n'apprenons rien. Notre régiment est mêlé aux autres régiments de façon

inextricable. Pas un bataillon, pas une compagnie ne sait où se trouvent les autres unités de la troupe. Tout est embrouillé sous ce feu terrible qui nous prend d'enfilade de toutes parts.

La situation est terrible. Être mitraillé sans relâche, et ne rien savoir de l'ennemi, ni de ses propres troupes! Il est à espérer que la situation va s'éclaircir bientôt.

Il faut, dans la nuit noire, laisser aller prendre au loin par les soldats des vivres pour leurs camarades. Ils ont rapporté également les cartes et les lettres de ceux que nous aimons. Quelle claire consolation dans la situation sombre que nous vivons! Mais, comme nous ne pouvons faire aucune lumière, nous devons mettre en poche, sans les avoir lues, les notes réconfortantes, jusqu'au prochain matin. De nouveau, nous passons la nuit sur la paille, en nous serrant les uns contre les autres pour nous réchauffer. Tout à coup, une violente fusillade nous oblige à nous préparer au combat, et nous nous apprêtons, grelottants et transis.

27 octobre. — A l'aube, je profite d'un moment de répit pour lire les vœux qui me viennent de la patrie. Quelle joie! mais bientôt l'illusion s'évanouit. La situation reste embrouillée... Il ne faut pas penser à avancer...

A ce moment, ce récit a dû être interrompu par une balle ou un obus qui a expédié le rédacteur dans l'autre monde.

28 octobre.

La nuit et le début de la matinée sont calmes, mais le bombardement reprend, à dix heures, sur Dixmude et les arrières. Gros dégats. L'action d'artillerie cesse à la nuit, mais, à vingt et une heures, les Allemands attaquent le cimetière de Dixmude, en faisant une diversion sur notre front de l'Yser Sud. L'ennemi est repoussé par notre infanterie et par nos barrages d'artillerie de campagne.

Au Nord, la bataille reste violente, et la 4e D. A. est obligée de reculer jusqu'à Ramscappelle et Pervyse. La 42e division, qui doit attaquer demain, me réclame le 19e B. C. Comme ce bataillon est engagé, je propose au général Grossetti de laisser le bataillon où il est, en lui fournissant un bataillon de marins en remplacement. Le général ayant accepté, je fais former, avec les compagnies de soutien et de la réserve, un bataillon qui part dans la nuit pour Roussdamme, sous le commandement du capitaine de frégate Rabot.

Le Grand Quartier nous fait connaître l'ordre de bataille

allemand. Au Nord, devant Nieuport, la IVe division d'ersatz; plus au Sud, le IIIe corps de réserve, puis le XXIIe corps jusqu'à Dixmude, et à sa gauche le XXIIIe. Comme les Allemands connaissent leur métier, s'ils ont placé une soudure de corps d'armée devant un point aussi important que Dixmude, ils ont dû l'armaturer fortement, pensons-nous.

29 octobre.

On me demande de placer un autre bataillon à Ootskerke, mais je ne puis le faire que si les territoriaux du Sud s'étendent plus au Nord, ce qui est refusé. D'autre part, j'ai des difficultés pour relever, en avant de Dixmude, des unités très fatiguées et amoindries. Finalement, l'affaire s'arrange par l'envoi de deux bataillons du 32e corps à Lampernisse et Zoetenay. Pour les relèves des avant-postes, je décide que les Sénégalais se relèveront entre eux, de même que les marins, et j'obtiens que la 6e D. A. fournisse 6 compagnies pour relever les 4 de la 5e D. A.

Dès le jour, la fusillade reprend sur notre front Nord, et le bombardement redevient général. Vers seize heures, de violentes rafales s'abattent sur le carrefour d'Oude-Barreel. Comme ce carrefour est très encombré, j'y laisse encore mon P. C., mais je cherche un autre Q. G. Le colonel de Wleschouwer me propose une ferme au milieu des prairies à l'Ouest, mais je la trouve trop difficile d'accès pour les agents de liaison pendant la nuit, et je décide de m'installer à Oude-Cappelle, dans une grande ferme où j'ai couché précédemment, et qui n'a que l'inconvénient d'être presque au pied du clocher, qui est très haut et ne manquera pas d'intéresser les Allemands avant peu.

Vers dix-neuf heures, le bombardement cesse. L'action d'artillerie d'aujourd'hui ayant montré que nos batteries lourdes sont trop éloignées des batteries allemandes, je les place, les 155 près de Saint-Jacques Cappelle, les 120 un peu à l'Ouest d'Oude-Cappelle. Les avant-postes me font savoir que les Allemands ont installé deux pièces de 77 à 500 mètres de nos tranchées de l'Est. J'envoie un officier d'artillerie sur place, pour se rendre compte en vue de contrebattre.

30 octobre.

La nuit n'est troublée que par un bombardement continu de schrapnells sur Caeskerke et le carrefour d'Oude-Barreel. Au

jour, les Allemands attaquent Ramscappelle, qu'ils enlèvent, et Pervyse où ils échouent en perdant 300 prisonniers qui se rendent, mouillés jusqu'à la ceinture. Le bombardement reprend à 8 heures, mais moins violent que d'habitude. Dans la matinée, le commandant Rabot revient à Caeskerke avec deux compagnies, les deux autres étant engagées à Pervyse, et il a l'ordre de relever le 19e B. C., mais le contre-ordre survient, et les deux compagnies regagnent Roussdamme.

On recherche toujours les Allemands qui ont pu se cacher dans Dixmude depuis la nuit du 26, mais on ne trouve rien autre chose que quelques vieillards des deux sexes qui sont encore dans des caves. Au cours des recherches, le 2e régiment découvre un auto de tourisme et une camionnette, inutilisables l'un et l'autre, mais dont l'amalgame lui permet de reconstituer une camionnette complète et en bon état qui rendra beaucoup de services dans la suite. Cette camionnette nous mettra cependant, plus tard, dans un cas litigieux assez embarrassant, le jour où l'un des propriétaires des deux véhicules aura reconnu sur les routes de l'arrière une voiture dont une partie seulement lui appartient.

Dans l'après-midi, une pièce de 7,5 belge s'est mise en batterie derrière le talus de l'Yser Sud, pour essayer de détruire une maison qui nous gêne à l'angle du parc du château de Woumen. La maison est atteinte, mais les Allemands, qui ne sont jamais patients, déclènchent aussitôt un bombardement violent sur nos tranchées du cimetière et de l'Yser Sud, en en démolissant une partie. La culée Est du pont-rail est détruite, et le pont hors de service. Cette affaire me rappelle qu'il est quelquefois mauvais de céder aux sollicitations du front, car le remède peut être pire que le mal.

Je me sépare avec regret du capitaine belge Duvivier, mon officier de liaison avec la 5. D. A., qui est rappelé par son général. Nous perdons en lui un camarade excellent et fort agréable.

En fin de soirée, je suis avisé que Ramscappelle sera contre-attaqué demain matin, à l'Ouest par la 2e D. A., au Sud par la 42e D. I. La flotte anglaise doit concourir à l'opération en bombardant les nœuds de routes à l'Est de l'Yser.

Pendant toute la nuit, nous entendons une canonnade violente et ininterrompue dans le Sud. Il y a, ou il se prépare certainement une bataille dans cette région.

31 octobre.

Nuit calme sur notre front, ce qui a permis d'entendre le roulement de charrois allemands importants allant du Nord vers le Sud où la canonnade est toujours intense. Les Allemands sont chassés de Ramscappelle où la 42e division a perdu d'ailleurs 700 hommes. De nos positions, nous croyons distinguer que les ennemis se retirent sur l'Yser, probablement chassés par l'inondation qui fait des progrès. S'il en est ainsi, l'ennemi a échoué dans ses nombreuses tentatives pour tourner la gauche des Alliés qui s'appuiera désormais à la mer du Nord.

A mon Q. G. d'Oude-Cappelle, je discute avec les officiers de liaison les conséquences possibles de l'inondation pour le secteur de Dixmude. Personnellement, je pense que nous sommes protégés contre elle par le chemin-digue d'Ootskerke à la borne 16 de l'Yser. Pour m'en assurer, je me rends au front Nord où le bataillon de chasseurs est obligé de construire de nouvelles tranchées plus près du chemin-digue, l'eau le chassant de celles qu'il occupe plus au Nord. Entre temps, l'ordre arrive du relever ce bataillon, et je désigne, pour le remplacer, le bataillon de marins qui revient de Roussdamme et Pervyse.

La journée reste calme et n'est troublée que par des schrapnells sur les routes. Les Allemands sont évidemment très occupés ailleurs.

Nous voyons en l'air trois avions anglais qui vont reconnaître les lignes ennemies et se font canonner vivement.

Nous apprenons que les Allemands transportent du matériel de 420 à Ostende, et qu'ils y amènent, par chemin de fer, des sous-marins partagés en tranches.

1er novembre.

La nuit est calme, et la journée relativement tranquille, à part le bombardement fréquent de nos tranchées en avant de Dixmude. J'en profite pour faire faire des mouvements de compagnies ayant pour objet de rétablir leur groupement normal par bataillon, et d'arriver à la situation suivante :

Tête de front de Dixmude : 1 bataillon de marins (3/2, commandant Conti); 2 bataillons de Sénégalais (commandant Brochot); 1 bataillon belge.

Front de l'Yser à Nord : 1 bataillon de marins (1/1, com-

mandant de Sainte-Marie); Sud : 1 bataillon de marins (3/2, commandant Mauros).

Front Nord : 1 bataillon de marins (3/1, commandant Rabot).

Soutien des secteurs : 1 bataillon de marins (2/1, commanmandant de Kerros).

Réserve : 1 bataillon de marins (1/2, commandant de Jonquières).

L'artillerie sans changement.

Ma brigade reçoit un renfort important d'officiers, de gradés et de matelots. Ceux-ci sont presque tous des jeunes de la classe 14, habillés et équipés de neuf, ce qui contraste fortement avec la misère très apparente de leurs aînés. On se divertit à observer l'étonnement qui prend les nouveaux en arrivant à Oude-Barreel où ils entrent d'un seul coup dans le vif de la question. Comme ils sont peu méfiants, il leur arrive des pertes dès la fin de leur voyage, et même avant.

Dans l'après-midi, le général Grossetti me fait savoir qu'une attaque ennemie parait être en préparation dans les régions Sud de Dixmude, et qu'il y parera en attaquant lui-même le lendemain matin. A cet effet, il porte sur Ootskerke-Caeskerke 2 bataillons de sa division qui opèreront avec les marins, et il renforce notre artillerie de 2 batteries de 75 du 61e régiment. Il prescrit à l'artillerie lourde de mon secteur d'ouvrir immédiatement le feu sur la région Merchem-Houthulst-Clercken-Woumen.

Nous pensons, nous, qu'en réalité l'attaque française annoncée a pour but d'obliger l'ennemi à maintenir ses forces devant Dixmude, et même à en amener d'autres, afin d'aider les forces alliées qui opèrent dans le Sud où la bataille est intense, si l'on en juge par la canonnade que nous entendons. Quoi qu'il en soit, j'active le plus possible la mise en place de fils de fer en avant de nos tranchées de l'Est. Malheureusement, je reçois des indications très fâcheuses sur l'état sanitaire des Sénégalais qui sont aux avant-postes. Ils souffrent déjà beaucoup de l'enflure des pieds, et la question de leur relève va se poser. Il est bien évident, d'ailleurs, que le climat des Flandres et la saison sont maintenant trop rudes pour des troupes noires.

2 novembre.

Les ordres d'attaque sont modifiés au cours de la nuit. La préparation par l'artillerie commencera à 9 h. 30, et l'attaque,

dirigée par le colonel Claudon, du 151e de ligne, sera déclenchée à 10 heures, et menée par quatre bataillons, deux du 151e, le 8e bataillon de chasseurs, et un bataillon de marins, à la fois en direction du château de Woumen et de la route d'Eessen. Je désigne le 1er bataillon du 2e régiment, commandant de Jonquières, qui est en réserve à Oude-Barreel.

Cependant, l'attaque d'infanterie ne se produit qu'à 11 heures 30, perdant ainsi le bénéfice de la préparation d'artillerie. Le 8e bataillon de chasseurs ne parvient pas à déboucher de nos lignes par la route de Woumen, et les deux bataillons du 151e ne peuvent avancer en direction d'Eessen. Le général Grossetti établit son P. C. sur la route d'Oude-Barreel à Oude-Cappelle, bien que je lui affirme qu'il y est très mal placé, sans aucune vue sur les attaques, et sans aucune liaison directe avec elles. A 14 heures, les attaques n'ont encore fait aucun progrès, et le général envoie trois pièces de 75 dans Dixmude même, pour les aider. Je lui suggère d'aller à Dixmude, lui aussi, et je l'y accompagne, mais, à peine entré dans la ville, le général est pris d'une colère violente en apercevant des soldats de sa division qui sortent d'une boutique en ruines, avec divers objets dans les mains. Il met le revolver au poing, en annonçant d'une voix tonitruante qu'il va faire bonne justice, lui-même, de ces pillards. Je parviens cependant à le calmer en lui affirmant que je vois des choses de ce genre tous les jours, et qu'il n'est pas prudent de regarder de trop près ce qui se passe au front, si l'on n'est pas cuirassé d'avance contre des irrégularités qui n'ont pas une importance considérable, au fond.

Nous atteignons ensuite le P. C. du colonel Claudon qui expose sa situation. L'artillerie allemande est muette, mais il vient des balles de partout, et les colonnes d'attaque sont clouées au sol par de nombreuses mitrailleuses qui entrent en action sur tout homme qui bouge, et dès qu'il bouge. En fin de journée, les bataillons du 151e ont gagné environ 200 mètres en avant de nos lignes, et creusent sur place de nouvelles tranchées. Avec l'intervention des marins, le 8e bataillon de chasseurs a gagné à peu près autant de terrain vers le Sud, mais non sans casse. Nous en restons là pour la nuit, et, d'ailleurs, le général me passe son tablier, car il reçoit, du 32e corps, l'ordre de porter sa division en réserve d'armée dans la région

d'Oost-Vleteren, dès qu'elle aura été remplacée par des territoriaux du général Bidon. Le colonel Claudon reçoit l'ordre de reprendre l'attaque le lendemain matin, en vue d'occuper le front : Notre-Dame du Bon Secours-château de Woumen inclus, en conservant le contact entre les groupes de l'Est et du Sud.

Du côté du Nord, il n'y a pas eu d'activité. Des reconnaissances envoyées le soir en avant de notre front Nord rapportent l'impression que les Allemands sont très gênés par l'inondation et qu'ils regagnent l'Yser en n'occupant plus que les fermes du polder avec beaucoup de mitrailleuses.

Le colonel Seely, ancien ministre de la guerre anglais, vient me voir à Oude-Cappelle, et nous renseigne sur ce qui se passe dans le Sud. La bataille y est très dure, et reste soumise à beaucoup d'alternatives, mais, en somme, la situation générale est satisfaisante. Les Allemands subissent des pertes énormes en attaquant obstinément en formations massives. On a su que le Kaiser était, ou se rendait à Thielt, pour suivre la bataille de près. De ma conversation avec le colonel je déduis que, pour ce qui nous concerne, nous avons cessé d'être l'aile droite de la bataille du Nord, pour devenir l'aile gauche de celle du Sud.

3 novembre.

L'attaque reprend de bonne heure sur Eessen et Woumen. A 9 heures, elle n'a pu progresser le moindrement, et je me rends à Dixmude où le colonel Claudon m'expose l'état de ses troupes, dont il n'attend pas grand'chose parce qu'elles sont usées et n'ont plus de cadres suffisants. Pendant notre entretien, arrive le colonel Le Gouvello, de l'état major du 32e corps, qui est venu se rendre compte de la situation : il écoute attentivement, et repart pour Oost-Vleteren. Mis au courant, le général Humbert, qui commande le 32e C. A., décide que la 42e D. I. tout entière attaquera demain matin pour déboucher de Dixmude, et le colonel Claudon reste sur ses positions. A 17 heures, retour du général Grossetti que je conduis sur la berge de l'Yser Sud d'où le château de Woumen est très proche, et le général y donne ses ordres. Il prescrit de pratiquer deux passages dans la digue du fleuve, et de construire une passerelle flottante en face de chacun d'eux. Passages et passerelles sont immédiatement entrepris par les marins, à 1 kilomètre environ au Sud du pont-route de Dixmude. Dans le Nord, la compagnie

de marins Cantener a atteint le village d'Oude-Stuyvekenskerke qu'elle a trouvé vide et qu'elle occupe. Elle ne tarde pas à y recevoir des volées de schrapnells, et tout marin qui se montre est immédiatement saisi par le feu des mitrailleuses placées aux fermes Vandewoude et Dentoren.

Pendant la journée, un train blindé armé de deux canons anglais de 120 du type marine est venu aux environs d'Ootskerke pour battre les routes de Dixmude à Roulers, puis, sur ma demande, il a ouvert le feu sur Vladsloo et les nœuds de routes autour de ce village. L'une de nos batteries de 155 est envoyée à Heninghe. Elle est remplacée par une section de mortiers de 220, qui ne portent malheureusement qu'à 4 kilomètres, et que j'oriente l'un sur le village, l'autre sur le château de Woumen.

Notre bataillon de marins du front Nord est relevé par des troupes de la 6e D. A. belge, et revient en réserve au carrefour d'Oude-Barreel. Cependant, pour être renseigné du côté du Nord, je laisse le commandant de Kerros, avec deux de ses compagnies, dans le Sud du chemin-digue d'Ootskerke.

A mon Quartier-Général d'Oude-Cappelle, je fais commencer la construction d'un abri de bombardement adossé au mur Ouest de l'un des bâtiments de ferme.

4 novembre.

A 8 heures, l'attaque est reprise sur le château de Woumen par deux bataillons du 94e de ligne et deux bataillons de chasseurs, tandis que le 151e recommence ses tentatives en direction d'Esson. L'attaque principale est celle du château sur lequel on concentre le feu de toute l'artillerie du secteur Sud. Une compagnie du 94e doit attaquer en venant de l'Ouest, tandis qu'un bataillon de chasseurs attaquera en venant du Nord, et 3 autres compagnies du 94e en venant du Sud. Malheureusement, il fait un brouillard épais, et de la digue de l'Yser Sud, où j'ai accompagné le général, on voit à cent mètres à peine.

La compagnie qui attaque face à l'Est est sous nos yeux, mais elle paraît fatiguée et n'a aucun élan. Je n'augure rien de bien de son action. Presque aussitôt partie, elle s'aplatit dans une tranchée vide, ou dans un fossé qu'elle rencontre à 50 mètres du fleuve, et le général s'époumonne à l'encourager, tout en faisant sonner la charge à perte d'haleine des clairons.

La compagnie repart enfin, à la grande satisfaction du général qui me dit, d'un ton paternel : « Vous voyez, cela n'est pas dif-

cile, mais il faut savoir s'y prendre. » Je dois ajouter que je lui avais fait part de la vive satisfaction que j'éprouvais à assister à une attaque faite par des troupes de métier, et dont je comptais tirer un grand profit pour mon instruction personnelle.

Nous perdons donc la compagnie de vue, à cause du brouillard, mais pour la voir apparaître de nouveau, au bout de quelque temps, et se repliant sur l'Yser, qu'elle franchit. Nous apprenons alors qu'elle a gagné une autre tranchée vide, plus probablement un autre fossé, où elle a reçu, de la gauche, des feux d'écharpe qui lui ont tué ou blessé son capitaine et 15 hommes. Ces feux venaient, vraisemblablement, du 8e B. C. qui tentait de déboucher du Sud de Dixmude au même moment. A 10 heures, le brouillard disparaît, et la compagnie, qui s'est reformée sur la rive gauche, repart à l'attaque sous la conduite d'un sous-lieutenant, tandis que l'artillerie de campagne exerce une action massive sur le château et son parc. L'artillerie allemande ne répond pas, et il faut pour cela qu'elle ait quitté cette région pour le Sud. Sur la digue de l'Yser, il arrive seulement des balles en quantité modérée. Pour ne rien perdre des opérations, j'offre à déjeuner au général sur la digue, mais la situation reste stationnaire pendant tout l'après-midi. En fin de journée, les troupes venues de l'Ouest sont à 400 mètres des lisières du parc, celles du Nord n'ont pas progressé, et le général ne sait rien de l'attaque par le Sud. Les attaques n'offrant plus aucun intérêt pour moi, je descends alors à l'abri de la digue, dans la prairie où je m'asseois sur une chaise. Puis, comme la pluie tombe, un marin complaisant m'offre un vaste parapluie qu'il a déniché je ne sais où. Me trouvant ainsi tout à fait à l'aise, je m'endors profondément, vaincu par la fatigue, bien que notre artillerie tonne encore dans le voisinage. Au bout de peu de temps, je suis réveillé par l'arrivée du général près de moi, et je m'excuse de mon attirail peu militaire, mais je reprends vite l'avantage en offrant la protection de mon parapluie aux officiers d'état-major qui écrivent les ordres du général pour le lendemain.

Du côté d'Eessen, le 151e n'a pu faire aucun progrès. Le bataillon de Jonquières a envoyé sur la route de Beerst des reconnaissances qui n'ont pu dépasser nos avant-postes. En somme, aucun résultat pour la journée, bien qu'une dépense considérable de munitions d'artillerie ait été faite. Personnelle-

ment, je n'ai rien appris, sinon que des troupes fatiguées ne sont pas bonnes pour des attaques, ce qui est probablement évident. Quoi qu'il en soit, l'attaque sera reprise demain matin, mais je n'y crois plus. Comme le château n'est pas enchanté, il faut bien que son parc soit amplement garni de mitrailleuses parfaitement défilées et protégées qui défient vraisemblablement l'artillerie de campagne. Il faudrait donc les repérer avec précision, d'abord, puis les culbuter avec des obus puissants, mais ce travail est impossible de nuit.

Dans la soirée, le bataillon de marins Rabot relève un bataillon de Sénégalais aux tranchées Nord de Dixmude. Deux pièces de 120 sont mises à ma disposition, et je les place au Sud du passage à niveau d'Ootskerke.

La pluie tombe abondamment, rendant l'obscurité de la nuit très opaque, et il en résulte un incident désagréable, malgré certains côtés humoristiques. Pour rentrer à son Quartier général, le général monte dans un automobile, qui l'attend près du pont-route, et dont le chauffeur a allumé les phares. Comme la consigne formelle de mon secteur est de n'avoir aucune lumière apparente, l'automobile est arrêté avant d'avoir parcouru 100 mètres, et reçoit l'injonction, probablement dépourvue d'aménité, de tout éteindre sous peine de voir ses phares brisés à coups de crosse de fusil. Le général s'y oppose, sans aucune aménité non plus, car il n'est pas patient. Comme la scène se passe devant le P. C. du commandant Frèrejean, le commandant, attiré par le bruit, intervient pour assurer l'exécution de la consigne. Mais il n'y va pas de main-morte, car il ouvre la portière de la voiture, et braque son revolver sur le général, qu'il n'a pas reconnu et qu'il menace en un langage énergique. Naturellement, ce geste met le général hors de lui, et amène une violente altercation qui se serait mal terminée pour le commandant Frèrejean, si le chauffeur n'avait jugé plus prudent d'éteindre les phares et de démarrer vivement, au risque d'aller dans le fossé. Toutefois, l'affaire n'est pas close, et c'est à moi qu'elle revient sous la forme de l'injonction du général d'avoir à faire le nécessaire pour qu'il ne soit plus gêné par mes consignes. Comme il est mon chef, je ne puis que déférer à son ordre en prescrivant que la consigne relative à l'interdiction des lumières ne concerne pas l'automobile du général, mais reste strictement en vigueur pour toute autre personne.

5 novembre.

Après une nuit calme, l'offensive reprend à l'aube pour la 42e division dont la brigade de droite, la 83e, doit s'emparer du château de Woumen et s'y établir fortement, tandis que celle de gauche, la 84e, doit progresser sur Eessen. Mais rien de cela ne se produit, malgré l'appui très puissant de l'artillerie. A la nuit, on n'a rien gagné vers Eessen, et les troupes de la 83e brigade sont immobilisées à 50 mètres des lisières du parc du château, dans lequel l'ennemi est bien abrité dans des tranchées couvertes et invisibles.

Pendant la journée, le village d'Oude-Cappelle subit deux bombardements. dont mon Q. G. reçoit sa part, et le général y perd cinq chevaux de selle, ce dont il est fort mécontent. Décidément, il doit avoir une bien mauvaise impression de ce secteur.

Au cours de la nuit, la 42e division, qui devait continuer l'offensive dès le matin, reçoit l'ordre d'aller soutenir la 38e plus au Sud, et je suis avisé que je passe sous les ordres du général Bidon qui commande deux divisions territoriales.

Pauvre 42e division! Je la plains sincèrement de rouler sa bosse tout le long du front avec des troupes aussi fatiguées.

Ma brigade reçoit de nouveaux renforts de tous grades, et je suis quelque peu surpris de voir arriver mon neveu l'enseigne Ronarc'h, que je n'attendais pas, et que je conserve à mon état-major en qualité d'officier d'ordonnance.

6 novembre.

Le décrochage de la 42e division se fait dès l'aube, sans difficultés, à la faveur du brouillard épais. Mais, vers 10 heures, un contre-ordre du 32e corps invite le général Grossetti à reprendre l'attaque du château de Woumen, pour donner le change à l'ennemi. Comme la 84e brigade est déjà loin, le général décide de n'en rien faire. Sur ma demande instante, il me laisse 7 pièces de 75 dont 3 sont en position à De Kapelhœk (500 mètres au Sud du pont-rail), et 4 près de la gare de Caeskerke. Je n'ai plus, en effet, que 14 pièces belges en état de tirer, ce qui est vraiment bien maigre.

Les Allemands ont dû ramener leur artillerie lourde devant nous, car ils reprennent le bombardement général.

Dans l'après-midi, je reçois la visite du général Bidon à qui

j'expose notre situation fâcheuse quant à l'artillerie, mais le général la considère comme suffisante. Il m'informe qu'il prendra l'offensive demain sur Lombaertzyde et au delà. Peut-être atteindra-t-il Saint-Pierre Cappelle, car, dit-il, on ne sait jamais ce qui peut arriver. Je partage son avis quant à l'exactitude générale de cette maxime, mais non son optimisme, car je sais bien qu'il n'ira pas aussi loin. Le général me promet un bataillon de territoriaux dont je ne vois d'ailleurs pas l'emploi immédiat.

A 17 heures, la 42e division n'a plus d'éléments dans mon secteur, à part quelques traînards peu pressés, des blessés que nos patrouilles relèvent, et pas mal de matériel oublié ou abandonné par les troupes. Malheureusement, elle me laisse encore une autre chose, bien plus ennuyeuse : les tranchées que ses troupes ont creusées à 300 mètres en avant des nôtres, en direction d'Esson. Je n'entends pas allonger mes avant-postes pour conserver quelques tranchées qui sont en l'air, puisqu'elles ne sont reliées à rien ni à droite, ni à gauche. Je décide donc de ne pas les occuper. Mais les Allemands ne manqueront pas de s'y installer, et cela nous gènera beaucoup.

Nous sommes seuls à Dixmude de nouveau, et j'ai lieu de penser que le tapage que l'on vient d'y faire a dû donner à l'ennemi une inquiétude dont nous ne tarderons pas à supporter les conséquences.

Quoi qu'il en soit, notre situation tactique reste la même qu'auparavant, à cela près que j'ai maintenant dans la tête de pont deux bataillons de marins, un seul de Sénégalais, et toujours un bataillon belge.

A 20 h. 30, les Allemands attaquent sur le cimetière de Dixmude, et sont repoussés.

Le Grand Quartier télégraphie que les armées russes ont remporté une grande victoire sur les Austro-Allemands.

Pendant la nuit, je fais combler les passages qui ont été pratiqués dans la berge de l'Yser Sud, et rabattre les passerelles sur la rive gauche. J'active toujours la pose de fils de fer aux avant-postes de Dixmude, à mesure que nous recevons du matériel.

7 novembre.

Je modifie le dispositif du commandement dans les diverses parties de mon secteur.

L'un des deux commandants des régiments de marins commandera désormais l'avant, c'est-à-dire le front extérieur de Dixmude, la ville, le front de l'Yser et les troupes de soutien. L'autre commandera l'arrière, c'est-à-dire le front Nord et la réserve, avec l'obligation de fournir à l'avant les renforts qui lui seront demandés.

L'artillerie de campagne française est placée sous les ordres directs du commandant du groupement de l'avant. Je conserve la disposition des batteries belges et de l'artillerie lourde. Les deux commandants de régiment se relèveront mutuellement, tous les deux jours, et le commandant Varney, du 2e régiment, prend le commandement du groupe de l'avant dès réception de mon ordre.

D'autre part, je prescris à l'artillerie dont j'ai gardé la disposition d'entreprendre méthodiquement la destruction des fermes ou des maisons occupées par l'ennemi, et j'envoie une pièce de 75 belge se placer sur la berge de l'Yser Nord, dans une position qui lui permette d'enfiler les tranchées allemandes au Nord de Dixmude.

Ces diverses opérations sont entreprises immédiatement, mais les Allemands réagissent aussitôt, et il en résulte un duel violent des deux artilleries.

Au début de l'après-midi, divers renseignements qui me parviennent font prévoir une attaque générale par l'infanterie. L'artillerie lourde reçoit aussitôt l'ordre de battre la région d'Eessen et de Notre-Dame du Bon Secours.

Je me rends à Dixmude en vue d'apprécier la situation, et je profite de mon séjour dans la ville pour activer les travaux d'une demi-compagnie du génie qui m'a été laissée par le 32e corps, et à laquelle je fais faire des barrages, des cheminements défilés, et de nouvelles installations téléphoniques.

Cependant, aucune attaque ne se produit. En revenant sur la rive gauche, j'apprends une mauvaise nouvelle. Le commandant de Sainte-Marie vient d'être tué d'un éclat ou d'une balle de schrapnell à la tête, sur la berge de l'Yser Nord d'où il regardait les effets du tir de la pièce belge que j'y ai placée pour enfiler les tranchées d'en face. Vivement affecté par la perte de cet officier si consciencieux et si dévoué, je vais saluer son cadavre qui se trouve encore au point où il est tombé, presque pas défiguré. Je donne le commandement de son batail-

lon à son adjudant-major, le lieutenant de vaisseau Dordet.

En rentrant à Onde-Cappelle, j'apprends deux autres choses fort désagréables. La demi-compagnie du génie, qui nous est si utile, a l'ordre de rejoindre son corps à Oost-Vleteren, et le Grand Quartier belge me réclame l'artillerie de campagne qui appartient à la 2e D. A., c'est-à-dire huit pièces sur les quatorze qui me restent. Je téléphone au général Bidon pour les sapeurs, et au colonel Brocard, chef de notre mission militaire, pour les canons. J'obtiens seulement que le retrait des pièces belges n'ait lieu que demain, et que l'artillerie de campagne dont je dispose soit complétée à douze pièces par la 6e D. A. De toutes façons, je perds donc encore deux canons.

8 novembre.

La nuit a été troublée par plusieurs attaques venant de la direction d'Eessen, mais qui n'ont pas été poussées à fond. Avant l'aube, les Allemands attaquent aussi nos tranchées du cimetière, mais sans aucun succès.

Le bombardement reste violent toute la journée sur nos tranchées du cimetière et de l'Yser, ainsi que sur notre artillerie de la région d'Onde-Cappelle.

Je pousse une visite à notre section d'obusiers de 220, afin de me renseigner exactement sur le temps qu'il faut pour changer leur orientation. Comme il faut un minimum de 10 heures de travail, je prescris de modifier tout de suite celle de l'un des matériels, de façon qu'il puisse atteindre la ville de Dixmude et ses abords. Je n'ai cependant aucun pressentiment, mais je pense, moi aussi, qu'on ne sait jamais ce qui peut arriver. Au reste, Woumen, objectif actuel de l'obusier déplacé, m'intéresse beaucoup moins maintenant.

Ces obusiers sont toujours un objet de curiosité pour nous, et les officiers de marine, habitués à leurs canons très longs, s'amusent de voir ce matériel, d'aspect archaïque, où l'ogive de l'obus reste en dehors du tube, à la position de chargement, mais nous ne le méprisons pas, certes, car nous savons bien que, si l'obus ne va pas loin, il va très exactement où l'on veut qu'il aille, et y produit des ravages terribles. Au surplus, nous connaissons bien son cousin germain, le 210, dont l'obus est celui que nous craignons le plus.

Nous subissons de fortes pertes pendant cette journée qui

nous prouve que l'artillerie lourde allemande est revenue renforcée. D'ailleurs, le drachen-ballon a réapparu, lui aussi, et les avions allemands prennent l'air, quel que soit l'état du temps. Nous n'avons pas les mêmes moyens, et, lorsque je demande le concours de notre aviation pour me renseigner, on me répond qu'il pleut, qu'il vente trop, etc...

Dans la soirée, les bataillons sénégalais se relèvent entre eux, et j'obtiens que le bataillon de chasseurs belges, que je crois trop fatigué, soit relevé par un bataillon d'infanterie de ligne.

9 novembre.

Pendant la nuit, un groupe d'artillerie de la 6e D. A., commandé par le major Dujardin, vient relever nos quatorze pièces belges. Mais le colonel de Wleschouwer nous reste encore, et j'eusse été désolé de perdre ce joyeux compagnon, qui est en même temps un cœur vaillant et un artilleur très avisé. Le bon colonel est aussi un élément de solidité morale de premier ordre, par sa philosophie toujours souriante, et par son inépuisable entrain. Je puis dire qu'il m'a beaucoup aidé, de toutes manières, dans de bien vilains moments.

Naturellement, je prescris aux batteries relevées de laisser sur place toutes les munitions qu'elles possèdent encore. Ce n'est peut-être pas régulier, mais c'est toujours autant de gagné.

Le commandant Delage remplace le commandant Varney dans le commandement du groupement de l'avant, et le commandant Mauros remplace le commandant Conti, que je me reproche d'avoir laissé trop longtemps dans un poste aussi dur que le commandement de la tête de pont. Le commandant Conti remplace ensuite le commandant Mauros à l'Yser Sud.

Dès le matin, la fusillade reprend sur nos tranchées de Dixmude, et bientôt le bombardement général recommence pour rester violent toute la journée. Les Allemands ont occupé et retourné les tranchées creusées par le 151e de ligne en avant des nôtres, et ils ont rapproché des pièces de 77, qui tirent de très près sur nos avant-postes et rendent leur situation très pénible. Pour y remédier, je prescris de construire des tranchées-abris en arrière des tranchées de tir, et de relier les unes aux autres par des boyaux sinueux. D'autre part, j'invite l'artillerie à entreprendre la démolition des pièces allemandes rapprochées. Mais l'artillerie de campagne belge, qui vient d'arriver,

doit aussi, et tout d'abord, prendre ses éléments pour les tirs de barrage, tâche déjà peu facile en raison de la précarité de nos communications avec le front.

Dans la matinée, je reçois, à Oude-Cappelle, la visite du vice-amiral Favereau, qui commande nos forces navales dans la Manche, et celle du prince Alexandre de Teck, de la mission militaire britannique près de l'armée belge.

La canonnade est toujours violente dans le Sud, où la bataille continue avec une grande âpreté.

10 novembre.

Le bombardement général devient violent dès le matin, particulièrement sur les tranchées Est et Sud de la ville, notamment sur le cimetière et ses abords. L'Yser Sud et la route de Caeskerke sont aussi balayés fréquemment. J'essaie de me rendre dans les parages du cimetière, où la situation me préoccupe, mais je suis obligé d'y renoncer, tant le bombardement est dense. Je reviens donc au P. C. de la rive gauche où je m'entretiens avec le commandant Varney de notre situation générale pour laquelle la faiblesse de notre artillerie et de son ravitaillement me donne des inquiétudes. Les communications avec les tranchées des avant-postes sont difficiles, pour ne pas dire impossibles, car elles ne peuvent plus se faire que par agents de liaison, qui ont la plus grande peine à remplir leurs missions. Cependant, à 11 h. 45, je repars pour Oude-Cappelle, persuadé qu'il ne s'agit encore que d'un bombardement, plus violent, il est vrai, que ceux que nous subissons journellement.

Mais, vers midi et demi, un coup de téléphone du P. C. de la rive gauche m'informe que les Allemands exécutent une forte attaque d'infanterie, et que l'on croit qu'ils atteignent la ville. Je repars aussitôt, en auto, pour Caeskerke, et, à peu de distance d'Oude-Cappelle, je croise une voiture dans laquelle se trouve le commandant Varney, qui me fait un signe indiquant qu'il est blessé. Je n'ai pas le temps de m'arrêter pour lui demander des renseignements, et je continue sur Caeskerke où j'arrive après bien des difficultés, ayant été obligé de faire stopper l'auto plusieurs fois pour éviter les rafales d'obus qui s'abattent sur la route. A la gare de Caeskerke, qui est battue, elle aussi, je suis obligé d'abandonner ma voiture, et je tombe, en débarquant, sur un groupe de marins au milieu duquel un obus

s'abat au même instant. A la gare, j'apprends que les Allemands ont pénétré dans Dixmude par l'Est, et je continue vers le pont. Je constate presque aussitôt que la batterie de 75 placée près de la gare ne tire plus, et, comme je lui en demande la raison, elle me répond qu'elle a vidé totalement ses coffres. Je ne peux que lui ordonner de se retirer, la trouvant trop exposée puisque inutile.

Au delà du pont-route, que je franchis vers 13 h. 30, je trouve une situation confuse, qui me donne l'impression d'une déroute, car je rencontre des troupes débandées, plus ou moins dépourvues de leurs armes, et même de leurs équipements. Naturellement, je n'obtiens d'elles aucun renseignement précis. Toutefois, une section de marins de la compagnie des Ormeaux travaille avec ordre à l'établissement d'un barrage en avant du pont, et j'apprends par elle que notre front d'avant-postes a été forcé partout, et que la ville elle-même est déjà occupée en grande partie par l'ennemi, qui tiraille ou mitraille des toits et des fenêtres de beaucoup de maisons. Sentant bien que ma place n'est pas dans une bagarre de rues, je reviens sur la rive gauche, pour apprendre que le front au Nord de la ville a été crevé, lui aussi.

A 14 heures, j'envoie un agent de liaison à Oude-Cappelle, pour porter l'ordre de télégraphier ou de téléphoner à Furnes, au général Bidon, que je crains de perdre la ville et que je demande des renforts, surtout en artillerie. Peu de temps après, je vois arriver, blessé et trempé, le lieutenant de vaisseau Seryeix, adjudant-major du bataillon Rabot, qui occupe le front Nord de la ville, et il me met au courant de ce qui s'est passé dans cette région. De ses renseignements, et de ceux qui me parviennent encore de divers côtés, je déduis nettement que nous avons perdu toutes nos tranchées de la rive droite, que nos pertes sont très grosses, que la ville est partiellement occupée par l'ennemi, et que, pour refouler les Allemands hors de la ville, il faut entreprendre sur l'heure un combat de rues. Si je décide la contre-attaque, elle doit être immédiate, ou bien elle n'a aucune chance d'aboutir; mais il faut alors que j'y emploie les troupes que j'ai sous la main, c'est-à-dire celles qui tiennent le front de l'Yser.

Je ne m'arrête pas à cette solution, parce que la position que j'ai la charge de tenir, c'est l'Yser et non la ville, et que, si

je dégarnis l'un pour essayer de reprendre l'autre, je m'expose à perdre les deux.

Je prends aussitôt parti, et je donne les ordres nécessaires :

A mon état-major d'Oude-Cappelle d'avertir le général Bidon que les Allemands ont pris la ville, mais que je compte bien tenir l'Yser;

Au commandant Dolage, de tenir l'Yser à tout prix, et, par tous les moyens possibles, de recueillir les troupes qui se présenteront pour franchir le fleuve, en s'occupant spécialement des blessés;

A la 6e D. A., que je reprends les troupes du bataillon de Kerros qui sont au front Nord de la rive gauche, pour les placer en soutien du front de l'Yser;

Au commandant de l'artillerie lourde de prendre immédiatement ses éléments de tir sur la ville de Dixmude même, pour pouvoir la battre dès que j'en donnerai l'ordre; au commandant de la réserve à Oude-Barreel, de recueillir indistinctement toutes les troupes qui viennent de Dixmude, en plus ou moins fâcheux état, et de les réformer dans les tranchées du carrefour et de Caeskerke-village.

A 17 heures, toutes les troupes valides ou libres ont dû franchir l'Yser, car il ne s'en présente plus sur la rive droite. Je donne l'ordre d'incendier la minoterie du pont, et de rabattre les passerelles flottantes sur la rive gauche. Puis, je prescris de faire sauter les deux ponts, et j'envoie l'ordre à l'artillerie lourde d'ouvrir le feu de toutes les pièces sur la ville.

Cette dernière décision était des plus pénibles pour moi, car je ne pouvais ignorer que la ville contenait certainement encore de nombreux blessés, et probablement des prisonniers alliés. Elle était nécessaire, cependant, et je ne pouvais hésiter à la prendre, car les Allemands installaient déjà des mitrailleuses qui n'allaient pas tarder à nous gêner sur l'Yser. D'autre part, le moral de mes troupes venait de recevoir une rude secousse, mais leur mission continuait, et je pouvais m'attendre à une tentative brusquée des Allemands pour franchir l'Yser. Je ne pouvais raffermir les esprits mieux qu'en faisant agir l'artillerie sur le point où l'ennemi était le plus dangereux, c'est-à-dire sur Dixmude même. La ville venait d'être un enfer pour nous. Il fallait qu'elle en devînt un pour les Allemands, et tout de suite.

Je n'emploie d'ailleurs le terme « enfer » qu'après nos

ennemis eux-mêmes, et j'ouvre ici une parenthèse pour citer la fin d'un document allemand intitulé : *Comment nous avons pris Dixmude*, et qui a paru longtemps après :

Dixmude était à nous. Il est juste de dire qu'on continua de se battre dans les rues quelque temps encore, mais cette lutte ne réussit pas à nous enlever Dixmude. Si nous avions préparé jusqu'ici un enfer dans les rues de Dixmude à ces chers ennemis, l'enfer était pour nous maintenant. A peine les batteries ennemies eurent-elles acquis la certitude que Dixmude était indiscutablement à nous, qu'elles ouvrirent sur nous un feu violent. Tous leurs canons, tous les obusiers furent dirigés contre la ville, et nous causèrent de terribles pertes.

C'est bien sur quoi je comptais, et je reviens à mon récit.

A partir de 18 heures, les renforts arrivent, sous la forme de 14 compagnies belges de la 6e D. A. que je place en réserve à Ootskerke et Caeskerke, de deux groupes de 75 français amenés par le commandant Bossu avec un ravitaillement de 3000 coups, et de deux groupes de 4 obusiers de 120 (Ducarne et Quinton) que je place, l'un au Nord-Est d'Ootskerke, l'autre à l'Ouest de la ferme Bien-Acquis.

Je fais entreprendre la réorganisation immédiate des bataillons Mauros et Rabot qui ont beaucoup souffert, et la fusion de deux bataillons sénégalais en un seul.

Les rapports que je reçois dans la soirée ou le lendemain permettent d'établir comme il suit ce qui s'est passé :

Les bombardements de la journée du 9 et de la matinée du 10 novembre ont grandement compromis nos tranchées Est et Sud de la ville. Les fils de fer hâtivement posés sont détruits; certaines tranchées n'ont d'ailleurs pas pu en installer. Dans chacune d'elles, à la fin de la matinée du 10, il y a de nombreux tués et blessés qu'il est impossible d'évacuer. Peu de temps après midi, nos tranchées, démolies ou neutralisées, reçoivent l'assaut de 3 colonnes allemandes, l'une par la route d'Eessen, l'autre par la route de Woumen, la 3e par la bissectrice de l'angle que forment les deux routes. Une tranchée sénégalaise ou belge est forcée, du premier coup, aux environs de la route d'Eessen.

Par cette brèche, les Allemands pénètrent rapidement dans la position, en tournant les tranchées voisines dont les occupants sont tués, blessés, capturés ou obligés de se replier. Toute la partie Est du front étant ainsi crevée, l'ennemi pénètre dans la

ville, occupe aussitôt le plus de maisons ou de ruines qu'il peut, et prend à revers la position du Sud, en même temps qu'il coupe la retraite aux troupes des tranchées du Nord. Ce succès rapide est une conséquence directe de la forme circulaire si désavantageuse de notre front.

Il ne semble pas que la colonne allemande de l'Est ait subi des pertes sérieuses au cours de son attaque, mais celle du Sud subit le feu de nos mitrailleuses du cimetière qui lui fauchent des sections entières. La marche de cette colonne n'a d'ailleurs pas échappé à nos troupes de l'Yser Sud qui ont ouvert le feu sur elle, mais la batterie de 75 dont dispose cette partie du front n'a pas le temps d'intervenir. Au moment de l'assaut, cette batterie est occupée à démolir des mitrailleuses fort gênantes à l'angle Nord du parc du château de Woumen, et la colonne allemande s'écoule avant qu'elle ait pu changer d'objectif.

Au début de l'attaque, le commandant Mauros et son adjoint le commandant Brochot (des Sénégalais) sont dans leur P. C., petit réduit creusé dans un mamelon de terre en avant du passage à niveau de la gare de Dixmude, route d'Eessen. Les deux officiers montent immédiatement sur le mamelon pour juger la situation, mais le commandant Brochot est tué aussitôt, et le commandant Mauros constate bien vite qu'il n'a plus autre chose à faire que barrer le passage à niveau avec la section de marins qu'il a sous la main.

Ce barrage est établi sur l'heure, mais il est détruit non moins rapidement, et le commandant Mauros est obligé de se replier, en ralliant les troupes qu'il peut saisir, non par les rues, qui sont intenables, mais de maison en maison, et en recevant des coups de partout. Il arrive ainsi jusqu'au pont-route où il fait établir un autre barrage par une compagnie de marins qui lui a été envoyée en renfort par le commandant Delage. Entre temps, les troupes qui ont pu se dégager de nos tranchées du Sud prises à revers, s'écoulent vers l'Yser par la voie ferrée, mais non sans pertes, car la voie est battue sur les deux talus, et prise d'enfilade.

Par la brèche de la route d'Eessen, les Allemands font tomber, en les prenant à revers, les tranchées creusées entre cette route, la voie ferrée de Zarren, et le canal d'Handzaeme dont ils occupent la rive gauche. Ils prennent ainsi d'enfilade, ou à revers, nos tranchées du Nord, à cheval sur la route de

Beerst et qui reçoivent d'ailleurs des obus de partout sauf de l'Ouest. Une partie des troupes allemandes qui ont pénétré dans la ville gagne ses lisières nord, et y capture le P. C. et le poste de secours du bataillon Rabot, faisant prisonniers le médecin de 1re classe Guillet et son médecin auxiliaire Chastang. Le commandant Rabot est tué près de sa tranchée-abri, tandis que son adjudant-major Seryeix et la section de garde sont capturés, poussés brutalement vers l'Yser Nord et sommés d'inviter nos troupes de l'Yser Nord (rive gauche) à se rendre. Sans perdre son sang-froid, bien qu'il soit blessé, Seryeix entreprend de démontrer aux Allemands que nos troupes de la rive gauche sont très nombreuses, et que les sommations sont inutiles. Il gagne ainsi assez de temps pour qu'une contre-attaque conduite par le lieutenant de vaisseau d'Albiat survienne, bouscule le groupe, et refoule les Allemands, tandis que les prisonniers se hâtent de regagner les lignes en traversant l'Yser à la nage.

Le reste du bataillon Rabot n'en est pas moins cerné, sauf du côté de l'Yser, mais il fait tête dans les trois autres directions, jusqu'au soir, sous le commandement énergique des lieutenants de vaisseau Cantener et Bera. Quand la nuit est faite, ce détachement, qui compte encore 450 hommes, entreprend de gagner l'Yser en rampant dans les fossés remplis de vase et d'eau, en transportant ses blessés. Au bout de quatre heures d'efforts opiniâtres qui font le plus grand honneur à ceux qui les ont dirigés, le détachement parvient à l'Yser, aux environs du pont-route, et regagne nos lignes par une passerelle que la rive gauche met en travers, mais il est dans un état inimaginable de délabrement et d'épuisement.

Au cours de cette journée, nous avons perdu plus de 2000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Nous avons aussi perdu de nombreux officiers dont le capitaine de frégate Rabot, le chef de bataillon Brochot, et le médecin principal Lecœur, médecin-major du 2e de marins, qui a été tué par un obus dans son infirmerie d'Oude-Barreel.

L'analyse des causes qui ont déterminé la chute de Dixmude me conduit aux conclusions suivantes :

1° Les troupes de la tête de pont sont très fatiguées, bien près d'être épuisées. Depuis vingt jours, et du fait que je ne dispose d'aucun cantonnement d'arrière, les relèves des marins,

puis des Sénégalais ne peuvent jouer qu'entre les avant-postes et les tranchées de l'Yser ou de Caeskerke où les troupes subissent des bombardements continuels. D'ailleurs, les troupes que j'ai pu mettre en réserve à Caeskerke ont presque toujours été employées, et dans des conditions très dures. Un pareil régime ne peut se prolonger sans gros inconvénients, mais ceux-ci sont probablement les mêmes sur toute l'étendue du front des Alliés.

2° L'offensive de la 42e division devant Dixmude, qui n'avait rien donné en soi, avait eu cependant, du moins je le crois, l'utilité qu'en attendait le haut commandement, et qui était d'obliger l'ennemi à maintenir ses forces devant mon secteur, sinon à les renforcer, au profit de nos offensives du Sud. Toutefois, l'artifice n'avait pas joué pour l'artillerie, que les Allemands avaient transportée dans le Sud, mais qu'ils avaient ramenée dans le Nord, en la renforçant, en même temps que la 42e division s'en allait. Je ne songe pas à discuter les avantages et les inconvénients de ces rocades dans les deux camps, car je n'ai rien à y voir. Je constate seulement que la situation de mon secteur n'y a rien gagné.

3° Je n'ai plus assez d'artillerie pour pouvoir tenir longtemps une position aussi difficile que la tête de pont. Je ne dispose plus que de sept pièces d'artillerie de campagne françaises, et de douze pièces belges, à la date du 10 novembre. Encore, les batteries belges ne sont-elles en position que depuis la veille, et ne connaissent-elles pas le terrain qu'elles ont à battre. Le ravitaillement en munitions est très maigre, comme partout ailleurs évidemment, mais ici les Allemands ont l'avantage d'une position dominante qui facilite l'observation de leurs tirs ; nous savons les inconvénients de la position inverse, aggravée par la précarité de nos ressources en matériel téléphonique, plus fortement aggravée, encore, par la forme très désavantageuse de notre front avancé.

4° On m'a dit que les Allemands avaient construit des souterrains qui reliaient leurs lignes à l'intérieur de la ville. Cela n'est pas impossible, techniquement parlant, car les cotes du terrain permettaient l'exécution de travaux de ce genre, dans un secteur très restreint cependant, mais je n'y crois pas du tout, et les raisons autres que celle-là suffisent pour expliquer notre aventure. Au surplus, je puis synthétiser ces raisons, qui

sont probablement communes à tous nos fronts du moment, en disant qu'on ne peut conserver indéfiniment une position très mauvaise au point de vue tactique, si l'on ne dispose pas d'une grande supériorité d'artillerie en même temps que d'effectifs permettant de relever souvent les unités engagées. Je n'ai vu ni l'une, ni les autres.

Bien que je sois affecté par les pertes que nous venons de faire, et par la blessure cuisante que notre amour-propre a subie, j'éprouve un véritable soulagement, dans la soirée du 10 novembre, du fait que je suis délesté du souci perpétuel que me donnait la tête de pont. Depuis quelques jours, je me rends bien compte que nous ne pourrons la tenir longtemps, tout en y perdant beaucoup de monde, du moment que notre artillerie ne peut pas museler celle d'en face. Surtout depuis que l'ennemi a franchi et largement dépassé l'Yser plus au nord, notre dispositif est des plus délicats, puisque nos tranchées du Sud, enfilées par l'Est, sont prises à revers du Nord; celles de l'Est, enfilées du Nord et du Sud; celles du Nord, enfilées de l'Est et battues à revers du Sud. Il est vrai qu'en pareil cas, on peut construire des parados et des traverses, et c'est bien ce que nous ferons plus tard dans des conditions analogues, mais il faut pour cela du temps et une tranquillité relative que nous n'avons pas eus, et l'artillerie lourde se charge, d'ailleurs, de tout niveler avant l'assaut.

Le dispositif que j'avais adopté prêtait à la critique, et de meilleurs connaisseurs que moi l'ont critiqué, en effet. Pourtant, j'adopterais encore le même dans les mêmes circonstances, parce que je crois qu'on n'en pourrait choisir aucun autre. Si nous n'avions pas tenu la ville depuis trois semaines, nous aurions laissé à l'ennemi le bénéfice de points d'observation qui nous manquaient ailleurs, et d'un masque d'où il aurait pu ne pas perdre le moindre détail de nos mouvements sur la rive gauche de l'Yser. Derrière ce masque, les Allemands auraient encore eu toutes les facilités possibles pour préparer, à notre insu, une attaque brusquée capable d'emporter le passage du fleuve. C'est d'ailleurs la situation à laquelle nous avons à faire face maintenant, mais l'ennemi s'est fortement usé les dents sur la tête de pont, et, du moins pour le moment, il n'a plus la capacité d'aller plus loin. Il faut désormais qu'il digère sa conquête, et cela durera quatre ans.

11 novembre.

Au début de la nuit, les Allemands ouvrent un feu violent, mais peu précis, avec des mitrailleuses qu'ils ont installées dans des maisons ruinées, près du pont. Mais notre artillerie les réduit vite au silence, et je la maintiens en action, toute la nuit, sur la ville où de nombreux incendies font des ravages activés par une violente tempête d'Ouest. Nous installons un petit canon de 37 près du pont, et une pièce de 75 près du passage à niveau de Caeskerke, pour enfiler la route qui va du pont à la ville. Nous commençons aussi, entre le pont et Caeskerke, des cheminements abrités qui deviennent nécessaires.

Au cours de la journée, l'ennemi continue de bombarder notre secteur, mais moins violemment que d'habitude. Il n'essaie pas de déboucher de Dixmude, mais il est très actif dans le Beerst-Bloot, polder au Nord de la ville. Peut-être songe-t-il à franchir l'Yser dans cette région, et j'appelle l'attention du haut commandement sur cette possibilité, mais je crois plutôt qu'il travaille à construire des tranchées face à l'Ouest, parce qu'il ne peut utiliser nos anciennes lignes, qui sont face au Nord, et que nous prenons d'enfilade.

Pour ce qui concerne l'infanterie, je me trouve maintenant beaucoup plus à l'aise, avec la situation suivante :

Marins : 2 bataillons sur l'Yser Nord et Sud; 1 bataillon en soutien du front de l'Yser; 1 bataillon au front Nord.

Troupes belges : 1 bataillon de ligne en réserve à Oude-Barreel; 2 compagnies à De Kapelboek, au Sud du pont-rail; 1 bataillon de chasseurs dans les fermes le long de la route Oude-Barreel-Oude-Cappelle; 1 bataillon de chasseurs à l'Est d'Ootskerke; 1 compagnie du génie aux travaux de la route Dixmude-Caeskerke.

Les 600 Sénégalais qui restent, cantonnent à Caeskerke, village où ils reconstituent un bataillon, mais leur état sanitaire est des plus médiocres. Les deux bataillons de marins qui ont été si éprouvés la veille sont envoyés plus en arrière, aux environs d'In de Rabelaar, pour se reconstituer, eux aussi. L'artillerie du secteur est placée sous les ordres du colonel Coffec, du 60e régiment, en qui j'ai le plaisir de retrouver un concitoyen, et nous faisons nos adieux au colonel de Wleschouwer, qui rejoint sa division d'armée.

Dans l'après-midi, Oude-Cappelle est bombardé. J'y reçois cependant la visite du colonel Seely, du duc de Marlborough, et du général Bidon qui nous annonce que le général Foch a prescrit la relève de la brigade de marins dans peu de jours.

Dans la soirée, j'envoie vérifier l'étanchéité du chemin-digue d'Ootskerke à la borne 16 de l'Yser. L'inondation a beaucoup augmenté au Nord de ce chemin, et j'ai le souci de ne pas la laisser pénétrer dans mon secteur qu'on ne peut songer à évacuer, même partiellement.

Le relevé des pertes de la veille accuse 22 officiers tués, blessés ou disparus pour les marins, mais je ne suis pas encore fixé sur les pertes de la troupe. Le capitaine de frégate Mauros prend le commandement du 2e régiment en remplacement du capitaine de vaisseau Varney, blessé et évacué. Le lieutenant de vaisseau Lefebvre prend le commandement du bataillon Rabot.

Au début de la nuit, une vive fusillade éclate à l'Yser Nord, provoquée par les mouvements des Allemands que notre artillerie chasse de leurs tranchées d'en face.

12 novembre.

Pendant toute la journée, les Allemands bombardent activement tout le secteur, et démolissent partiellement nos tranchées de l'Yser Sud, mais il ne se produit aucune action d'infanterie. De notre côté, nous bombardons sans relâche Dixmude et ses abords. Les bataillons 3/1 et 3/2 sont reconstitués à trois compagnies seulement, et maintenus en réserve à l'arrière.

Je suggère au Grand-Quartier belge qu'il serait utile de crever l'éclusette qui se trouve sur la rive droite, au Nord de Dixmude, afin d'essayer d'inonder le Beerst-Bloot. Puis, je lui demande de faire boucher trois saignées qui ont été faites par ses ordres dans le chemin-digue d'Ootskerke. Je ne puis admettre, en effet, que l'inondation pénètre au Sud de cette digue, car il en résulterait pour le moins une grande gêne pour notre occupation de l'Yser Nord qui doit être maintenue. Le Grand-Quartier donne les ordres nécessaires pour les deux opérations.

13 et 14 novembre.

Duel des deux artilleries pendant toute la journée. La nôtre détruit, ou rend intenables, les maisons en ruines au voisinage du Pont-route, dans lesquelles les Allemands s'obstinent à placer

des mitrailleuses, mais ils se vengent en entreprenant la destruction des maisons qui sont encore debout sur la route de Dunkerke. Les états-majors des deux régiments de marins sont expulsés des ruines qu'ils habitent. Ma brigade passe sous les ordres du général commandant le 32e corps, 8e armée.

15 novembre.

Avant le jour, le génie belge fait exploser une charge de fonnite au pied de l'éclusette de la rive droite, mais les dégâts paraissent peu considérables. Le niveau de l'Yser monte toujours, et l'inondation gagne les prairies au Sud de Dixmude, rive droite.

On annonce que les marins seront relevés demain soir par la 89e division territoriale dont le chef, le colonel Boucher, vient s'entendre avec moi.

Aucune attaque d'infanterie, mais bombardement continu de l'artillerie allemande qui recherche la nôtre et poursuit la démolition de nos tranchées de l'Yser. Je prescris de recommencer, avant le jour, la destruction de l'éclusette.

16 novembre.

De bon matin, un marin passe l'Yser à la nage, et va faire exploser une nouvelle charge à l'éclusette. Cette fois, le résultat paraît bon, et, si le fleuve monte encore, le Beerst-Bloot sera inondé dans peu de temps, car tous les fossés sont déjà remplis.

Les ordres pour notre relève arrivent, et permettent de fixer l'itinéraire des colonnes lorsqu'elles quitteront le secteur, mais je ne reçois aucune indication pour notre cantonnement ultérieur.

Vers neuf heures, les Allemands entreprennent le bombardement d'Oud-Cappelle par obusiers de 210, et il devient évident qu'ils veulent abattre le clocher, qui est très élevé. Les quelques habitants qui restent dans le village, parmi lesquels les sœurs belges, se réfugient dans notre abri de bombardement, qui est vite rempli. Comme il n'est certainement pas à l'épreuve du 210, je ne suis pas sans inquiétude sur ce qui se produira s'il arrive un obus dans un pareil entassement. J'exhorte tout ce monde à gagner la campagne en profitant de l'intervalle des salves, qui est parfaitement suffisant pour cela, mais personne ne veut

s'en aller. Bientôt, cependant, un obus tombe sur la cuisine de la ferme, et l'écrase en tuant un caporal belge qui s'y trouve encore, puis un autre tombe sur l'écurie à laquelle il met le feu en tuant tous nos chevaux. L'incendie se propage rapidement, et j'obtiens alors l'évacuation de l'abri, mais partielle seulement.

J'évacue moi-même avec la plupart de mes officiers, mais à pied, car mon automobile, garé le long d'un mur assez élevé, se trouve bloqué et avarié par l'écroulement du mur. Malheureusement, nous ne savons où aller, car il n'y a plus rien de disponible dans le voisinage. Comme nous quittons le secteur le soir même, je gagne la ferme Rabelaar où se trouvent nos services administratifs qui me donnent l'hospitalité pour la journée. Dans l'après-midi, on réussit à dégager une partie de nos bagages des ruines de mon Quartier Général d'Oude-Cappelle complètement détruit. Le clocher a été abattu, ce qui a mis fin au bombardement.

Nous apprenons que nous ne faisons déjà plus partie du 32e corps, mais sans savoir à quelle formation nous sommes rattachés. A 16 heures 30, heure à laquelle le mouvement de relève commence, je ne sais toujours pas où diriger ma brigade. A force de téléphoner, un état-major m'indique cependant Lampernisse où j'envoie voir quels sont les locaux disponibles. Mais Lampernisse est déjà rempli par un état-major de division belge et trois bataillons auxquels il est impossible d'ajouter une seule compagnie. Entre temps, la nuit tombe, la pluie aussi, délayant une boue déjà très abondante. Il faut immédiatement une solution, et je décide que ma brigade se rendra à Hoogstade. J'envoie des officiers à tous les carrefours de routes importants, pour donner des ordres aux colonnes, tandis que d'autres partent pour Hoogstade, afin d'y préparer les cantonnements. Le 1er régiment fait son mouvement par le Nord, via Forthen-Alveringhen, et le 2e par le Sud, via Loo-Pollinchove. Cette marche de 16 à 17 kilomètres est pénible pour les troupes, en raison de la pluie, de la boue, et de la nuit qui est très sombre. A Hoogstade, la situation se complique. Ce village contient déjà de la cavalerie française, et ce n'est qu'à 3 heures du matin que nos divers bataillons réussissent à s'entasser dans des cantonnements provisoires où ils se trouvent enfin à l'abri de la pluie. En résumé, relève très pénible, comme toutes les relèves, d'ailleurs. Je ne m'explique pas que des opérations qui ont une si

grande importance pour le moral des troupes soient toujours aussi mal préparées.

Personnellement, j'installe mon Quartier-Général à la cure, où nous sommes reçus sans enthousiasme. Un colonel de cavalerie logeant déjà dans la maison, il n'y a plus qu'un seul lit disponible, et je l'occupe. Mes officiers s'installent sur de la paille fraîche autour du fourneau de la cuisine, fort heureux encore d'être au sec et au chaud, et de pouvoir enfin dormir à l'abri de toutes les catastrophes possibles, graves ou anodines.

En savourant moi-même un repos que je trouve délicieux dans un vrai lit, j'éprouve aussi une détente d'esprit vraiment bien agréable après quarante jours de soucis, d'alertes et de combats continuels. C'est à ce moment que j'apprécie la justesse de la loi générale qui fait dépendre le bonheur des contrastes de l'existence.

Je pense aussi qu'il est grandement temps que ma brigade soit relevée du front. Les pertes très fortes en officiers et en gradés, l'arrivée fréquente de nombreux renforts que l'on ne peut incorporer dans les compagnies que de nuit et sur la ligne de feu, l'impossibilité de faire autre chose que des relèves partielles de tranchées à tranchées, ont détruit petit à petit la cohésion sans laquelle une troupe n'a plus de valeur. On tient toujours, évidemment, et l'on bouche les trous à mesure qu'ils se produisent, mais, à partir du moment où les officiers, les gradés et les hommes du rang ne se connaissent plus entre eux, le retour au cantonnement s'impose, pour une reprise en mains nécessaire.

Du côté matériel, nous avons atteint aussi les limites qu'on ne peut ni ne doit dépasser. L'habillement est lamentable, l'équipement ne l'est pas moins, et les armes ne sont plus entretenues. Nous avons un besoin absolu de quelques jours, je n'ose espérer plus, pour mettre tout en ordre.

RONARC'H.

L'ÉGLISE DE FRANCE

ET LES

ASSOCIATIONS CULTUELLES DE 1905

Les négociations engagées avec le Vatican ramènent l'attention sur la question des Associations cultuelles. La *Revue*, quelles que puissent être ses préférences personnelles, s'abstient de prendre parti et de ranimer des polémiques qui ne correspondraient plus aux circonstances présentes : elle croit toutefois devoir publier ces pages de tous points remarquables, que nous adresse une haute personnalité catholique, et que tout le monde aura intérêt à lire. (Mgr Chaperon, évêque de Nice dit-on)

Un journal, d'ordinaire bien informé et qui vient de disparaître, *l'Ordre public*, à la veille de sa disparition, publiait, sur les négociations entamées à Rome entre le Vatican et le gouvernement français, en vue de la reprise des relations diplomatiques, un compte rendu généralement reproduit par toute la presse française. Nous lui empruntons le passage suivant : « Les pourparlers engagés aboutirent assez rapidement; deux points de l'accord demeurent d'ailleurs acquis. Quant au statut légal, le Saint-Siège fut amené, par esprit de conciliation, et dans l'intérêt de la paix, à accepter la loi de séparation et par conséquent l'existence des Associations cultuelles, mais dans les conditions suivantes : le Pape, à la demande du gouvernement de la République, prendrait acte de ce que jusqu'à ce jour le Conseil d'État et la Cour de Cassation ont toujours rendu des arrêts favorables à la hiérarchie catholique; de son côté, le gouvernement français, par une déclaration spéciale, que la jurisprudence demeurerait ce qu'elle est et que le ministère public s'y conformerait dans les cas litigieux.

« Le Saint-Siège croyait donc trouver, dans les précédents et et dans cette déclaration officielle, des garanties suffisantes pour assurer les droits de la hiérarchie des évêques en l'espèce.

« Les choses en étaient là, à la veille de la canonisation de la bienheureuse Jeanne d'Arc, et M. Hanotaux arrivait à Rome, croyant sanctionner l'accord définitif, qui devait précéder de peu de jours la nomination d'un ambassadeur. Cependant les évêques français, présents dans la ville Éternelle, éprouvaient de vives appréhensions. La loi de 1905 leur inspirait de légitimes défiances. Ces appréhensions se firent jour le vendredi 14 mai, dans une réunion officielle des cardinaux français. Deux d'entre eux inclinaient à l'acceptation, sous les garanties réclamées par le Saint-Siège, trois autres s'y déclaraient nettement défavorables; et le dimanche 16 mai, au soir, après un examen minutieux de la situation, tous les cardinaux français étaient unanimes dans la résistance respectueuse. »

Ce récit est confirmé en plusieurs points importants par le passage suivant du rapport officiel de M. Noblemaire à la commission des Finances :

« Il convient de faire connaître que le Cardinal Secrétaire d'État, au cours d'un de ses premiers entretiens avec M. Doulcet, sans donner à ce vœu le moindre caractère d'une condition, exprima le souhait que, plus tard, les établissements du culte obtinssent en France, la personnalité civile. Le représentant du gouvernement français constata dès l'abord que le Cardinal Secrétaire d'État, non seulement ne lui manifestait aucune surprise de voir la reprise des relations ne comporter aucune modification de la législation existante, mais encore déclarait que le point de vue du Vatican, pour faciliter la reprise des relations, était de ne pas revenir sur le passé. M. Doulcet, dûment autorisé, fit remarquer que, objectivement, c'était l'Église de France elle-même qui, jusqu'à présent, n'avait pas usé des avantages offerts par la loi de 1905, avantages précisés, en ce qui regarde la sauvegarde des droits de la hiérarchie, par la jurisprudence constante du Conseil d'État et de la Cour de Cassation.

« Cette jurisprudence fut communiquée au Cardinal Secrétaire d'État et par lui à la Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires, — réunion des cardinaux qui est à peu près exactement homologue à ce qui s'appellerait ici Commis-

sion des Affaires étrangères. La dite Congrégation a déclaré que Pie X, dans sa lettre aux évêques français du 18 août 1906, avait interdit l'usage des Associations, tant qu'il ne serait pas certain que la hiérarchie serait en pleine sécurité, mais qu'il y avait lieu d'estimer que cette condition suspensive était maintenant réalisée du fait de la jurisprudence communiquée et que dès lors les Associations pourraient être tolérées.

« Le Cardinal-Secrétaire d'État déclara, en conséquence, que, tant que cette jurisprudence serait maintenue et si le gouvernement français confirmait qu'elle était conforme à ses vues, le Saint-Siège pourrait ne plus voir désormais de difficultés à la formation et au fonctionnement des associations pour l'exercice du culte.

« Le Gouvernement français fit connaître officiellement que la jurisprudence, par laquelle le Conseil d'État et la Cour de Cassation ont constamment reconnu la nécessité pour les Cultuelles d'accepter la hiérarchie de l'Église catholique, était bien conforme aux vues du gouvernement de la République.

« Les deux parties préparèrent alors de concert la rédaction de lettres qui auraient pu être échangées pour constater que, dans les conditions ci-dessus rappelées, aucune objection n'était à redouter de Rome contre la formation éventuelle des Associations prévues par la loi de 1905. Mais il apparut assez vite que les intéressés ne seraient point immédiatement ni unanimement d'accord pour cesser d'user vis-à-vis d'une loi, qui n'avait d'ailleurs sur ce point aucun caractère obligatoire, de la liberté que le législateur français avait lui-même et très expressément entendu laisser à cet égard à leur conscience... »

Le récit de *l'Ordre public*, déjà mis au point par une lettre d'allure officieuse, publiée dans *la Croix* et qui lui fut adressée de Rome par son correspondant, renferme quelques inexactitudes que nous avons pu constater nous-mêmes, à la lumière de témoignages très sûrs et très autorisés. Lorsque M. Hanotaux est arrivé à Rome, le Saint-Siège n'avait pas d'ores et déjà, comme l'affirme ce journal, accepté officiellement *les Cultuelles de 1905;* la vérité est que, dans les entretiens entre S. Ém. le Cardinal-Secrétaire d'État et notre ministre plénipotentiaire, sous les garanties données par le Gouvernement français confirmant la jurisprudence du Conseil d'État favorable à la hiérarchie, le Pape avait manifesté à cet égard des disposi-

tions conciliantes. Il est d'ailleurs excessif de dire que tous les évêques présents à Rome lors de la canonisation de Jeanne d'Arc, se soient déclarés contraires à cette disposition conciliante du Saint-Père; nous en savons beaucoup, pour notre part, qui s'en remettent à sa décision avec une confiante docilité; nous en connaissons même qui s'y conformeraient avec reconnaissance, et la considèrent, dans les circonstances actuelles, comme la seule issue à la situation inextricable où se trouve l'Église de France.

Quant à la démarche des cardinaux français, *l'Ordre public* est incomplet. Non seulement, après quelques hésitations, ils se sont montrés contraires à l'acceptation ou à la tolérance des Cultuelles; mais plusieurs d'entre eux ont proposé au Saint-Père pour l'Église de France un autre terrain légal, celui des *Syndicats*. Il convient d'ajouter qu'après une étude bienveillante de ce projet ordonnée par le Saint-Père, ses promoteurs eux-mêmes ont dû reconnaître que ce nouveau terrain, dont les droits sont encore incertains et sans jurisprudence établie, avait tous les inconvénients attribués aux Cultuelles de 1905 et d'autres plus grands encore et qui lui sont propres, puisqu'il n'offrait aux biens de nos églises qu'un abri très incertain et très limité, et aucun refuge à notre hiérarchie.

Bien que l'infaillibilité du Pape ne soit pas engagée dans cette question, et que Benoît XV lui-même ait accueilli et examiné, comme il le fait toujours, avec déférence, les observations respectueuses de certains évêques, la présomption est évidemment en faveur du Chef suprême de l'Église; et nous ne pouvons admettre que le Pape, et un Pape aussi jaloux que Benoît XV de la sauvegarde des principes, et aussi perspicace à les discerner des préjugés et des idées personnels, avec lesquels plusieurs parfois les confondent, ait eu l'intention d'accepter ni même de tolérer, pour l'Église de France, les Cultuelles, si vraiment, en dépit de toutes les garanties offertes et reçues, elles sont essentiellement et irrémédiablement contraires à notre hiérarchie.

C'est toutefois avec toute la liberté d'esprit dont nous sommes capables que nous avons étudié cette loi ignorée ou oubliée de beaucoup de ceux qui croient la connaître. A la lumière de cette étude attentive et impartiale, nous sommes arrivés à la conviction que, bien interprétée, si nous savons nous en servir ;

1° Les cultuelles de 1905 donnent à notre hiérarchie, dans les conditions où elles nous sont actuellement offertes, des garanties suffisantes et telles que depuis la Révolution nous n'en avons pas eu de plus sûres;

2° Seules, dans les circonstances actuelles, elles nous les offrent et peuvent nous les offrir:

3° L'état critique où se trouve l'Église de France nous presse d'en faire tout au moins l'essai loyal.

4° En y consentant, Benoît XV ne serait nullement en contradiction avec son vénéré prédécesseur Pie X.

I

Toute la question se ramène à l'article IV de la loi de 1905 ainsi conçu :

La dévolution des biens sera faite aux « associations qui, en *se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice*, se seront légalement formées. »

Cet article impose-t-il aux associations cultuelles, pour être légalement reconnues, de se soumettre aux lois de la hiérarchie, c'est-à-dire de reconnaître et d'accepter l'autorité du prêtre reconnu par l'évêque, et de l'évêque en communion avec le Pape?

Le sens d'une loi se déduit du texte lui-même, des intentions de ceux qui l'ont conçu et rédigé, de la discussion qui en précède le vote et qui d'ordinaire en précise le sens, des dispositions de ceux qui le votent et de ceux qui le rejettent, enfin et surtout, de l'application qu'en font les tribunaux compétents. Quand toutes ces circonstances concourent à attribuer à un texte le même sens, ce sens est fixé aussi sûrement et aussi irrévocablement qu'il peut l'être. Or, de toutes ces circonstances il ressort que l'article IV de la loi de 1905 ne peut avoir qu'un sens hiérarchique.

Et, tout d'abord, du texte lui-même. Il dit expressément que l'association, pour être légale, *doit se conformer aux règles de l'organisation générale du culte dont elle veut assurer l'existence.* Or, il est évident que, pour l'église catholique, cette organisation est essentiellement hiérarchique avec les règles qui y président, celles qui doivent assurer les droits et l'exercice de cette hiérarchie, et nous avons vainement cherché quel autre sens on

pourrait lui attribuer. De fait, ceux même qui l'attaquent ne lui en ont jamais attribué un autre.

D'ailleurs, il ressort des circonstances où il fut conçu et rédigé que ses promoteurs l'ont ainsi entendu.

Certains catholiques, justement indignés contre une séparation que nous ne saurions admettre en principe et, surtout, de la manière violente et inique dont elle s'était accomplie, n'ont pas assez remarqué, ou ne se souviennent plus, que le vote de l'article IV fut, — s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, — un épisode libéral et comme un triomphe des catholiques et de leurs alliés au cours d'une campagne inspirée et menée par des sectaires. Cet article IV ne fut pas présenté sous l'inspiration de M. Combes, dont le déclin présageait déjà la chute, mais sous l'inspiration ou tout au moins avec l'assentiment de M. Briand, rapporteur de la loi. Or, quels que soient les torts de M. Briand et les graves reproches qu'il a mérités dans cette campagne, ce serait pour les catholiques une injustice et un manque de discernement de le confondre avec M. Combes, à une heure où, après avoir trop longtemps pactisé avec lui, il s'en séparait et s'efforçait, par des déclarations publiques qui ne manquaient pas de courage, de donner à la loi de séparation un sens plus libéral, plusieurs disaient même *orthodoxe*, contre lequel protestaient violemment les sectaires de gauche.

La vérité (et nous en avons les preuves) est que l'article IV fut rédigé dans une réunion où se trouvaient des catholiques à qui un membre du Gouvernement avait demandé de lui suggérer une formule qui, à leur jugement, sauvegardait leur hiérarchie. Pourquoi n'avoir pas accepté, dans cet article, de nommer l'évêque en réservant explicitement ses droits ? Telles furent d'abord la pensée et le désir exprimés par ces catholiques. Il leur fut répondu que la formule devant s'appliquer à tous les cultes, il n'était pas possible d'y nommer expressément l'évêque ni d'obtenir, dans ces conditions, une majorité quelconque dans une Chambre où l'unanimité morale, même parmi les modérés, avait la phobie de tout ce qui pouvait être l'ombre même d'une religion d'État, et entendait maintenir le principe de la Séparation et de l'égalité de tous les cultes devant la loi. Cette réponse fut jugée tout au moins plausible et, entre les catholiques qui acceptèrent l'article IV, se trouvait un prêtre, curé et vicaire général de Paris, que nous pourrions nommer.

Au reste, si quelques doutes avaient pu subsister sur le sens hiérarchique de la formule, proposée et acceptée, ils furent dissipés par la discussion qu'elle dut subir lorsqu'elle fut présentée aux Chambres. Il est facile de s'en convaincre en se reportant aux séances parlementaires d'avril 1905. Sur l'interpellation de M. Ribot, M. Briand, rapporteur de la loi, reconnut très nettement qu'aux termes de l'article IV la seule manière pour nos Associations Cultuelles de se conformer à *l'organisation générale du Culte* était d'obtenir l'*approbation de l'évêque*, — cette déclaration fut confirmée à la même séance par M. Bienvenu-Martin, alors ministre des Cultes. M. Ribot posa la question et la résolut, en affirmant le principe que le prêtre catholique est celui qui est reconnu comme tel par l'évêque et l'évêque catholique celui qui est reconnu comme tel par le Pape : « Ce sont là, en effet, affirma-t-il, les règles d'organisation générale du culte catholique ; d'autres cultes, nés du schisme, peuvent ne pas craindre de divisions nouvelles et même en vivre, mais l'Église catholique vit d'unité et ne saurait même se concevoir en dehors d'une hiérarchie étroite qui va du Souverain-Pontife au dernier vicaire de nos paroisses rurales... C'est là un fait, affirma-t-il, nous n'avons pas à le consacrer, nous devons le reconnaître et le respecter. » Et il demanda à M. Briand si tel était bien le sens qu'on devait attribuer à la nouvelle rédaction de l'article IV. M. Briand répondit affirmativement et il le fit dans les termes les plus nets, aux applaudissements de la droite et du centre, et au bruit des protestations violentes de la gauche.

Aucune équivoque n'était plus possible et, si elle l'eût été, le vote qui suivit cette discussion aurait achevé de la dissiper. L'article IV fut voté non seulement par tous les députés modérés, mais par tous les députés catholiques, à l'exception de deux ou trois personnalités connues par leurs attaches aux partis politiques. Tous les sectaires, au contraire, lui refusèrent leurs suffrages. Ce vote fut alors acclamé et commenté par l'opinion publique comme une victoire pour la cause de l'Église et une défaite pour ses ennemis. C'est à ce titre que M. Albert de Mun le célébra avec plus d'éloquence peut-être que de discrétion.

Rien, semblait-il, ne pouvait ajouter à ce triomphe que l'application de cet article IV faite par le tribunal chargé de l'appliquer aux conflits que soulèveraient devant lui les associa-

tions anti-hiérarchiques et les associations hiérarchiques, se disputant les biens de l'Église de France.

Plusieurs catholiques se sont scandalisés de l'intervention d'un tribunal civil dans la répartition des biens d'Église, sans songer que cette intervention serait nécessaire aussi longtemps que nous posséderions des biens, qu'il existerait des voleurs capables de nous les disputer, et que nous n'aurions pas à notre disposition le bras séculier pour nous défendre nous-mêmes.

Nous n'aurions donc eu aucune objection à faire si le Gouvernement avait laissé aux tribunaux de droit commun le soin de juger ces conflits toujours possibles. Malheureusement, les sectaires, outrés de leur défaite, semblèrent rechercher une sorte de revanche en présentant l'article VIII qui déférait ces conflits à un tribunal exceptionnel d'ordre administratif, le Conseil d'État.

En soi, l'article VIII n'est pas essentiellement opposé à l'article IV, et, sans doute, il n'eût pas donné lieu à tant de critiques, s'il n'avait été compromis par les intentions suspectes de ceux qui le présentèrent.

Toute la question cependant est de savoir si cet article VIII est subordonné ou superposé à l'article VIII. Dans le premier cas, l'article IV garde toute sa valeur ; dans le second cas, l'évêque est supplanté par le Conseil d'État s'érigeant en arbitre suprême dans le domaine religieux et ecclésiastique. Il faut reconnaître que le Gouvernement, toutes les fois qu'il a été consulté, a nié la seconde hypothèse et affirmé la première. M. Briand, répondant à un évêque qui lui reprochait d'avoir livré au Conseil d'État l'interprétation de l'article IV, lui disait : « Non pas l'*interprétation*, mais l'*application*, car en lui-même cet article est d'une clarté invincible et ne laisse aux juges que le soin de discerner, entre deux associations, celle qui est soumise à l'évêque pour lui attribuer les biens en contestation, et c'est ainsi que doit être comprise la faculté que lui attribue l'article VIII de juger *sur toutes les circonstances de fait*, et il ne saurait avoir un autre sens. » De fait, après ce que nous venons de rappeler, il semble difficile que le tribunal, même le plus malveillant, reconnaisse comme légale une association anti-hiérarchique et lui en confère les droits.

En tout cas, le Conseil d'État lui-même, d'accord avec la Cour de Cassation, a écarté cette suspicion. Depuis quinze ans, chaque fois qu'une association schismatique lui a été déférée, il

l'a condamnée par la seule raison qu'elle n'était pas reconnue par l'évêque et ne reconnaissait pas elle-même son autorité. C'est désormais une jurisprudence établie et nous n'en connaissons pas de plus ferme ni de plus constante.

Obligés d'en convenir, les adversaires des Cultuelles prétendent et s'efforcent de démontrer que ces sentences n'ont pas la portée que nous leur donnons. A les en croire, elles imposeraient aux Associations cultuelles seulement l'obligation d'être reconnues par l'évêque, leur laissant d'ailleurs toute faculté d'administrer, en dehors de son autorité et même contre elle, les biens de la paroisse ou du diocèse, et même de s'ingérer, à leur gré, dans l'administration du diocèse et la police du culte. Il resterait en tout cas, et c'est de grande conséquence, le droit incontestable pour l'évêque de choisir l'association, et par là même tous ses membres, et de les choisir à l'exclusion de tous les autres. M. Briand lui-même l'a proclamé officiellement et publiquement, en qualité de ministre des Cultes, du haut de la tribune nationale, dans la mémorable séance du 13 novembre 1906. Il y a hautement reconnu qu'une seule association cultuelle peut remplacer, dans chaque diocèse, toutes les associations paroissiales, et que cette association diocésaine peut être exclusivement composée de prêtres choisis par l'évêque et canoniquement soumis à son autorité, et qu'ainsi composée et présidée, elle peut recueillir et gérer les biens de toutes les fabriques et de toutes les menses de ce diocèse (1).

Aussi bien, il est absolument inexact qu'en vertu de la loi de 1905, il soit loisible à une Association cultuelle, par cela même qu'elle est reconnue par l'évêque, de s'ingérer à son gré dans l'administration de la paroisse et de la police du culte. Pas un mot dans la loi qu'on puisse invoquer en faveur d'un tel pouvoir. Les Cultuelles succèdent aux Conseils de Fabrique et, comme eux, leur compétence se borne à gérer les biens de la paroisse sous l'autorité de l'évêque.

C'est ainsi que l'a compris Mgr l'évêque de Nice, en rédigeant les statuts d'une Association récemment fondée par lui, et dont voici textuellement l'article premier :

(1) Il convient de remarquer que cette déclaration fut faite quelques mois avant l'expiration du delai qui nous était donné pour nous conformer à la loi de 1905 et organiser les cultuelles.

Cette Association a pour but : de pourvoir aux besoins qui se rattachent à l'exercice du culte dans toute l'étendue du diocèse de Nice, en conformité avec l'organisation hiérarchique du culte catholique, sous la présidence de l'évêque diocésain en communion avec le Saint-Siège. — Cette Association s'interdit toute immixtion dans l'organisation du service divin et tout ce qui concerne la police et l'administration intérieure de l'Église, qui ne peut dépendre que de l'autorité ecclésiastique. Son rôle se borne à un objet spécial déterminé par l'article IV de la loi du 2 janvier 1907 et qui consiste à doter d'un statut légal l'exercice public du culte aussi bien que la prise en charge des obligations légales qui en résultent.

Cet article, soumis aux jurisconsultes les plus expérimentés, à des membres du Conseil d'État, à de hauts fonctionnaires chargés de veiller à l'observation de la loi, n'a soulevé aucune objection et a été déclaré irréprochable. L'Association diocésaine de Nice, il est vrai, est fondée non sur la loi de 1905, mais sur celles de 1901 et 1907 qui ne furent jamais interdites par le Saint-Siège, mais cet article pourrait être également reproduit dans les statuts d'une association de 1905 : d'autant mieux qu'il se réclamerait de l'article IV et de la jurisprudence du Conseil d'État qu'il est impossible d'invoquer sur le terrain de 1901 et de 1907.

Même dans ces limites, une Association cultuelle de 1905 n'aurait pas le droit de gérer, à sa guise, en dehors du contrôle de l'évêque, les biens dont l'administration lui est confiée. L'on a opposé à cette intervention de l'évêque l'article 19 et les suivants de la loi de 1905. Or, s'il ressort de ces articles que le contrôle et l'approbation annuelle de l'Assemblée plénière, au point de vue financier, sont obligatoires, nonobstant toute clause contraire des statuts, il n'en résulte pas que ce contrôle et cette approbation de l'Assemblée plénière soient souverains et sans appel : ils peuvent être en effet soumis définitivement à celle de l'évêque, comme ils l'étaient dans les Conseils de fabrique qui, après avoir examiné, approuvé et voté le budget très légalement, y réservaient très légalement aussi à l'évêque la colonne où il le réglait définitivement et le modifiait s'il le jugeait à propos. C'est ainsi qu'à la première Assemblée générale de l'Episcopat français en 1905, plus des deux tiers des évêques avaient interprété cet article 19 dans ces statuts à la fois canoniques et légaux qui avaient pour but de fixer le sens de la loi, conformément aux exigences imprescriptibles de la hiérarchie

desquelles l'Église ne peut rien céder, même quand elle se résigne à subir des entraves et des spoliations iniques. En le faisant, les évêques s'en référaient à l'article IV qui, aux termes mêmes de la loi, est le principe générateur des Associations cultuelles et doit y dominer, y régler toutes les questions de détail et résoudre en faveur de l'autorité épiscopale toutes celles qui seraient douteuses, puisque ces Associations doivent être conformes à l'organisation générale du culte, c'est-à-dire pour l'Église catholique soumises à sa hiérarchie. Mais s'il en est ainsi, par là même la gérance des biens, la jouissance et l'usage perpétuels des édifices, toutes les propriétés et les facultés dont lesdites Associations sont nanties par la loi, demeurent également soumises à cette hiérarchie toujours dans la personne de l'évêque en communion avec le Saint-Siège.

Rien au reste ne s'oppose à ce que ces droits de l'évêque soient inscrits explicitement dans les statuts, sous cette seule réserve qu'ils ne contiennent rien de contraire aux bonnes mœurs ni à la Constitution, ainsi que l'a déclaré M. Briand dans cette même séance de 1906.

Résumons et concluons. Toutes les circonstances, que l'on considère le texte même de la loi de 1905, la pensée de ses promoteurs, les commentaires provoqués par la discussion dont il a été l'objet, les votes qui en ont assuré le succès et ceux qui y furent contraires, la jurisprudence du Conseil d'État prononçant au contentieux et sans appel, tout concourt à affirmer le sens hiérarchique de l'article IV, et l'on peut se demander dans l'état actuel de notre législation quelles autres garanties nous pourrions bien exiger. L'on comprend qu'une partie importante de l'épiscopat et des catholiques français aient été d'avis d'en faire l'essai loyal, même avant qu'elle n'ait obtenu la sanction d'une jurisprudence formelle et constante.

Mais, dit-on, cette interprétation peut changer, cette jurisprudence elle-même peut être contredite par une jurisprudence contraire. Ce serait extraordinaire, presque inouï et, si même un pareil phénomène se produisait, nous nous trouverions en présence de la déclaration officielle faite par le Gouvernement français au Saint-Siège et donnant une valeur diplomatique à la jurisprudence actuelle, celle qui reconnaît la hiérarchie de l'Église. Quelles que soient d'ailleurs les garanties que nous demandions et que nous obtenions, il en sera toujours ainsi,

aussi longtemps que nous serons en ce bas monde et livrés, comme nous le sommes en France, aux luttes et vicissitudes des partis. Est-ce une raison pour ne rien accepter *et demeurer en l'air*, comme disait le cardinal Rampolla, et maintenir indéfiniment hors la loi l'Église de France à la merci du pouvoir exécutif et de ses décrets capricieux et tyranniques, auxquels il n'est possible de résister que sur un terrain légal.

C'est une illusion de certains catholiques de s'imaginer qu'en renonçant au terrain légal, ils font œuvre de résistance, tandis que, le plus souvent, c'est abandonner le champ de bataille; si, en ces dernières crises, nous avons pu sauver quelque chose de nos biens et de nos droits, c'est en nous y plaçant.

Dès lors, ne serait-il pas sage de prendre le Gouvernement au mot, d'occuper sans plus de retard la forte situation légale qu'il offre à notre hiérarchie et dont nous serions pour ainsi dire officiellement investis, si elle reposait sur la déclaration solennelle, écho de tant d'autres, faite au Pape et acceptée par lui, comme une des conditions préalables de la reprise des relations diplomatiques ? Dût-on nous la disputer un jour, nous y trouverions, pour nous défendre, plus de force que ne saurait nous en offrir un texte législatif, tel même que le réclament les adversaires irréconciliables des Cultuelles de 1905. Ce texte, en effet, quel qu'il fût après tout, pourrait être modifié lui-même à l'avènement du prochain ministère et même avant, dès demain, sur la motion du premier député ou du premier sénateur venu. Sur une terre où rien n'est absolument irrévocable et permanent, il n'est pas de déclaration, ni d'engagement, ni de texte qui vaille, en fait, une situation légalement acquise. Un texte de loi, d'ailleurs, ne peut être tellement explicite qu'il ne laisse lieu à aucune incertitude. Si même nous obtenions qu'on nommât explicitement l'évêque et qu'on reconnût explicitement ses droits, comme ils devraient co-exister avec ceux de l'Association, il faudrait toujours, pour les préciser, s'en référer à la jurisprudence.

Il résulte, de toutes ces considérations, que les Cultuelles de 1905 offrent à nos biens et à notre hiérarchie des garanties suffisantes, toutes celles que nous pouvons exiger et actuellement obtenir.

II

Il nous reste à prouver que, dans l'état actuel de notre législation, *seules* les Associations de 1905 offrent ces garanties; elles sont le seul terrain où nous puissions recouvrer quelque chose des biens dont nous avons été injustement spoliés, — s'il est vrai, comme on l'affirme, que le gouvernement serait disposé à rendre à ces associations la part de ces biens qui n'a pas été irrévocablement aliénée, — le seul et le meilleur terrain où nous puissions en acquérir de nouveaux, le seul où nous puissions les défendre.

Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner ceux que, pressés par la nécessité, nous avons essayé ou nous essayons encore d'y substituer.

C'est d'abord la propriété personnelle. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les sept dixièmes au moins de nos biens meubles et surtout immeubles, reposent sur cette propriété personnelle. De presque toutes les églises, bâties depuis la séparation, les curés qui les ont édifiées se déclarent les propriétaires légaux. Le premier inconvénient de ce mode de propriété est, en bien des cas, d'être fictif, puisque les prêtres constructeurs sont souvent, au su de tous, sans patrimoine et dépourvus de ressources, et qu'ils les ont édifiées avec les offrandes des fidèles sollicitées publiquement. Le Gouvernement le sait; en le disant, nous ne lui apprenons rien et plusieurs évêques ont été prévenus que, le jour où il le voudrait, nous serions dépouillés de ces églises, très iniquement, mais très légalement. En attendant, à la mort de chaque curé, nous sommes, nous serons de plus en plus, livrés à la bonne foi ou à la mauvaise foi de ses héritiers naturels qui, en plus d'un cas, nous ont déjà imposé leurs exigences. En admettant qu'ils soient de bonne foi, nous ne pouvons leur imposer, à la mort du curé propriétaire, les frais de succession d'un édifice dont ils nous laissent la jouissance gratuite; il nous faudra nous en acquitter nous-mêmes. Or, ils sont énormes, déjà de 30 à 40 pour 100, en sorte qu'en deux ou trois successions, la valeur de l'immeuble et le capital seraient entièrement absorbés. Comme ces curés ont été choisis, pour la plupart, entre les jeunes, ces conséquences désastreuses ne se sont encore produites que très partiellement, mais elles

menacent notre avenir d'une nouvelle et totale ruine. Arrivons-nous du moins, à ce prix, à sauvegarder provisoirement notre hiérarchie, cette hiérarchie à laquelle nous avons tout sacrifié? On ne peut imaginer un système où elle soit plus absolument violée, puisque, au premier mécontentement contre son évêque et pour éviter un changement, même justifié par les raisons les plus graves, le curé propriétaire, s'il n'obéit pas à sa conscience, peut se déclarer le maître de son église et de son presbytère, en interdire l'entrée à son évêque et à celui qu'il lui aura donné pour successeur. C'est l'histoire de Saint-Georges de Lyon et déjà de plusieurs autres paroisses. Cette propriété personnelle, en effet, n'offre à l'autorité épiscopale contre la révolte et l'usurpation, aucun refuge, elle ne le trouve que dans l'article IV de la loi de 1905, interprété et appliqué dans ce sens par le Conseil d'État et la Cour de Cassation.

C'est sans doute pour cette raison qu'en plusieurs diocèses, tout au moins en quelques paroisses, au terrain de la propriété personnelle on a préféré celui des *Sociétés immobilières*. Ce ne peut être en tout cas qu'une exception, car pour constituer ces sociétés, il faut trouver des actionnaires qui engagent vraiment leurs capitaux. Or, en dehors des grands centres, ces actionnaires ne se rencontrent pas ou ne se présentent que trop peu nombreux. Sans doute il n'est pas défendu à des sociétés immobilières qui se sont constituées pour gagner de l'argent, de posséder des biens d'église qu'elles feraient servir à la réalisation de ce bénéfice, mais cette hypothèse ne se réalise guère.

Par essence, les biens d'église, consacrés au culte, sont hors du commerce. Il ne faut pas oublier que l'article 17 de la loi de 1901 sur les Associations interdit formellement la création d'organismes tels que les sociétés qui, sous un déguisement quelconque, tâcheraient de dissimuler l'association religieuse. Outre les sanctions, la loi édicte la dissolution et la liquidation à la requête du parquet et des poursuites contre le Conseil d'administration. D'ailleurs, en échange de ces inconvénients et de ces périls, pas plus que le terrain de la propriété personnelle, celui des Sociétés immobilières n'offre à notre hiérarchie, qu'il s'agit de sauvegarder, ne l'oublions pas, le moindre refuge. L'un de nos évêques, que nous interrogions à cet égard, nous disait : « Le curé de l'une des principales paroisses de mon diocèse, dont les biens ecclésiastiques sont considérables, dans le

désir de les sauvegarder, a fondé l'une de ces sociétés immobilières. Comme c'est un excellent prêtre, en qui j'ai pleine confiance, je l'ai laissé faire, mais je n'ai été consulté ni sur le nom ni sur la personne des actionnaires, ni sur la rédaction des statuts ; jamais, depuis dix ans au moins que cette association fonctionne, elle ne m'a soumis le moindre rapport, ni demandé en rien mon approbation ou simplement mon avis. Je reste absolument étranger aux décisions, aux projets discutés ou votés par l'association. » Avouez qu'il serait difficile aux Cultuelles, eussent-elles tous les vices qu'on leur prête, d'être plus anti-hiérarchiques ou, si l'on préfère, plus extra-hiérarchiques, ce qui dans le cas est la même chose. Il est d'ailleurs évident que les sociétés immobilières n'offrent et ne peuvent offrir au curé ou à l'évêque aucun recours légal contre leurs décisions.

Faudra-t-il donc revenir à la loi de 1912, aux Syndicats, proposés, dit-on, au Saint-Père par quelques-uns de nos Éminentissimes Cardinaux ? Mais, outre que c'est l'inconnu, un système nouveau, dont la faculté de posséder est encore incertaine et pour une grande partie en projet, sur le bureau de la Chambre, cette forme de Syndicat appliquée à l'Église de France répugnerait à beaucoup de catholiques et à la grande opinion, qui ne se résignerait pas à voir, en l'Église de France, un grand Syndicat, — le mot et la chose ayant été réservés jusqu'ici à des intérêts d'ordre inférieur, commerciaux, industriels, et purement matériels. Et puis, là aussi, où serait la garantie offerte à notre hiérarchie ? Il n'y en a pas. Si nous sommes bien renseignés, les Cardinaux dont nous avons parlé auraient projeté de diviser l'Église de France en Syndicats régionaux, composés exclusivement de tous les évêques de la province, qui posséderaient légalement et administreraient tous les biens de cette province et de chacun de ces diocèses en particulier. Mais il serait impossible qu'un Syndicat dont le siège social serait par exemple à Paris possédât des biens pour chacun des diocèses de la région, par exemple un Grand Séminaire dans le diocèse de Versailles, car le Syndicat légalement ne peut posséder que les biens communs à tous les associés et non pas les biens de chacun d'eux, fussent-ils identiques : on a confondu biens *communs* et biens *identiques*. Sur ce nouveau terrain la hiérarchie reste donc encore sans garantie : si des prêtres, ou des fidèles, ou simplement des sectaires, transformés en catho-

liques pour la circonstance, érigent, en face du Syndicat hiérarchique des évêques, un autre Syndicat pour nous disputer une église ou un presbytère ou un séminaire, nous ne trouvons dans la loi qui régit le Syndicat aucun moyen de nous y opposer, ni d'en appeler, comme nous le ferions en face d'une cultuelle anti-hiérarchique, au nom de l'article IV. Rien absolument ne s'oppose à la formation de tels Syndicats, si ceux qui les veulent arrivent à les constituer.

Il reste la loi de 1901 sur les Associations, la plus libérale de nos lois, si libérale que, pour en exclure les Congrégations religieuses, il a fallu avoir recours à d'odieuses lois de spoliation dont la majorité des républicains rougissent aujourd'hui. Grâce à l'entière liberté qu'ont les associés de rédiger leurs statuts, cette loi de 1901 qui, en aucune manière, ne réserve non plus les droits de notre hiérarchie, y est cependant accommodable et reste encore notre meilleur refuge aussi longtemps que nous ne nous placerons pas sous la loi de 1905. Toutefois, tant que cette Association n'est que déclarée, ses facultés de possider sont très limitées et insuffisantes à nos besoins. Pour qu'elles puissent y subvenir, il faudrait que le gouvernement les déclarât d'utilité publique, en tant que paroissiales ou diocésaines; elles deviendraient par là même cultuelles. Mais il n'est guère à espérer que le gouvernement, bien décidé à maintenir les Cultuelles de 1905 et à ne pas modifier la loi de séparation, consente à accorder aux Associations de 1901 ce privilège, moins encore qu'il consente à leur restituer la part des biens dont nous avons été spoliés et qui ne sont pas encore irrévocablement aliénés, comme il serait disposé, dit-on, à le faire pour les Cultuelles de 1905.

Quelques-uns, paraît-il, jettent en arrière un regard de regret sur les Conseils de fabrique; mais, outre que les Conseils de fabrique sont incompatibles avec la loi de séparation, nous n'aurions vraiment aucune raison de les préférer aux Cultuelles de 1905, bien au contraire. C'est dans la loi de 1809, régissant ces conseils de fabrique, que l'on trouve réalisés éminemment les inconvénients reprochés aux Cultuelles de 1905. Que l'on considère l'organisation ou le mode d'administration des unes et des autres. Pour ce qui est de leur organisation, tandis que l'évêque, dans les Cultuelles de 1905, en choisit lui-même et lui seul tous les membres, en acceptant ceux qui lui agréent, il n'a

au contraire jamais nommé les membres des Conseils de fabrique. A l'origine, il en choisissait cinq, les quatre autres étant laissés au choix du préfet; plus tard, sans aucune intervention de l'évêque, les fabriques se recrutèrent elles-mêmes tous les trois ans, et le maire, fût-il un incroyant et un sectaire, en était membre de droit. Quant au mode d'administration, la loi de 1905, en n'édictant rien à ce sujet, laisse à l'évêque, comme nous l'avons vu, en vertu de l'article IV, la faculté de le régler. En vertu de la loi de 1809, au contraire, les Conseils de fabrique, aux termes de l'article 1, encaissaient et administraient tous les fonds apportés à l'exercice du culte, funérailles, mariages, prix des chaises, tous les dons et offrandes faits à l'Église; seuls ils faisaient les marchés et les baux; seul, leur trésorier pouvait signer les quittances. Ils avaient même quelque part à l'administration de la paroisse, nommant le bedeau, le sonneur, le maître de chapelle; les prédicateurs eux-mêmes, à la rigueur de la loi, ne pouvaient être agréés du curé qu'avec leur assentiment. Ils pouvaient même, en certains cas, refuser un vicaire nommé par l'évêque (articles 32 et suivants). En certains cas mêmes, s'il s'agissait par exemple de la réparation de l'Église, le Conseil municipal pouvait intervenir dans les délibérations du Conseil de fabrique, contrôler et critiquer les dépenses: il pouvait, par l'intermédiaire du préfet, faire transmettre ses délibérations et son avis au ministre des Cultes, arbitre souverain, après avoir pris simplement l'avis de l'évêque (articles 92 et 93.)

On ne voit donc pas quelles raisons nous aurions de préférer la loi de 1809 à celle de 1905, et, quand nous avons subi près d'un siècle la première, il paraîtrait assez difficile de faire comprendre à l'opinion bien informée notre irréductible opposition à la seconde.

Tout bien considéré, la loi de 1905 reste donc notre seul refuge légal, si nous n'obtenons pas du Gouvernement une loi nouvelle, qu'il ne peut pas nous donner d'ici longtemps, et le voulût-il, qu'il ne pourrait pas la faire accepter de la Chambre actuelle, et moins encore du Sénat. Les déclarations de M. Noblemaire à la Commission des Finances et les déclarations de M. Colrat à la Commission des Affaires étrangères, à cet égard, sont absolues et ne laissent aucune espérance.

Nous sommes donc réduits à cette alternative d'accepter la

loi de 1905 et les Cultuelles ou de demeurer indéfiniment hors la loi. Or, sous peine de consommer sa ruine à brève échéance, l'Église de France ne peut demeurer plus longtemps dans cette situation.

III

On a beaucoup célébré la beauté du geste qui, sur un ordre du Souverain-Pontife Pie X, nous a dépouillés de tout, et nous avons été fiers de pouvoir dire à notre Chef et à notre Père : « Nous vous avons suivi jusqu'à la ruine; s'il le faut, Dieu aidant, nous vous suivrons jusqu'à la mort. »

Notre satisfaction et notre fierté seraient sans mélange si nos personnes seules avaient été dépouillées et condamnées à la pauvreté; depuis longtemps déjà, nos prêtres y étaient réduits, et l'existence elle-même de nos évêques contrastait, par sa modestie et sa simplicité, avec ces grands palais insuffisamment meublés qu'ils ont quittés si allègrement. Toutefois, — nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas l'oublier, ni le laisser oublier à nos fidèles, — le milliard ou presque dont nous nous sommes dépouillés n'était pas un argent de luxe, s'il est permis de parler ainsi ; il était consacré, en très grande partie, à nos œuvres les plus vitales, et il leur manque douloureusement. Les conséquences de ces spoliations, si nous ne pouvons pas les prévenir ou les réparer le plus tôt possible, sont déjà et seront surtout, dans un avenir prochain, désastreuses pour ces œuvres et les âmes qu'elles évangélisaient.

Il suffit, pour s'en convaincre, de faire le très alarmant inventaire de ces ruines. Et tout d'abord nos églises. Où en sont-elles et qu'y sommes-nous nous-mêmes? La loi de 1907 nous en attribue, il est vrai, la jouissance, mais sans donner à cette jouissance aucun caractère exclusif et inviolable. Les dispositions bienveillantes et libérales du Gouvernement actuel et de l'opinion nous rassurent, jusqu'à un certain point à cette heure, contre toute inquiétude, mais si ces dispositions et ce Gouvernement lui-même venaient à changer, il n'y a pas à se faire illusion, notre situation y deviendrait précaire et menacée. Une telle situation ne nous offre évidemment aucune garantie; elle est sans sécurité aussi bien que sans dignité : c'est pour l'avoir aperçue et dans l'espérance de la corriger qu'en la seconde ou troisième Assemblée générale de l'Épiscopat, la grande

majorité des évêques français, — avec l'assentiment du Souverain Pontife Pie X, — à défaut de la propriété de nos églises, tenta d'en acquérir la jouissance légale, en les louant gratuitement aux municipalités, comme les y autorisait la loi de 1907. Nous n'avons pas à rappeler ici par suite de quelles circonstances cette tentative échoua, mais elle témoigne de la conviction de nos évêques d'alors que la seule manière d'être en sécurité dans nos églises serait d'y être chez nous, soit à titre de locataires, soit à titre de propriétaires, comme nous y serions par l'intermédiaire des Cultuelles de 1905 légalement constituées.

Où en sont nos séminaires? A la suite de la loi de séparation et de notre refus de constituer les Cultuelles, 147 de nos petits séminaires ont été confisqués ; un bon nombre n'ont pu encore être reconstitués, leurs élèves ont été dispersés, transportés, partagés parfois entre plusieurs établissements déjà existants; ceux même qui ont été reconstitués ne l'ont pas été pour la plupart dans les villes, ni même dans les régions où ils avaient jusqu'ici recruté leur clientèle, mais là où l'on a pu trouver un asile souvent insuffisant et précaire, en des situations peu propices, éloignés des centres où ils avaient été fondés et où ils bénéficiaient d'une longue tradition.

Le premier résultat a été la diminution, en des proportions rapides et alarmantes, du nombre des élèves ecclésiastiques. Ce nombre, dans les années qui ont suivi immédiatement la séparation, même dans les diocèses les plus pratiquants, a été réduit du tiers, de la moitié, parfois des deux tiers. D'ailleurs, les évêques, dépouillés, en même temps que des lieux où ils abritaient leurs jeunes clercs, des ressources qui les faisaient vivre, se voient souvent obligés de réclamer des familles pauvres ou peu aisées des sacrifices qui achèvent de les décourager. Cette confiscation de nos petits séminaires et de leurs menses est venue aggraver une situation déjà critique, à l'heure où les incertitudes et les menaces de l'avenir dissuadent beaucoup de parents de nous confier leurs enfants, et l'on s'explique l'anxiété d'un grand nombre d'évêques, prévoyant à une échéance prochaine ou subissant déjà l'impossibilité de donner des prêtres à beaucoup de paroisses qui, par l'absence de leurs curés, restent livrées sans contrepoids à l'influence révolutionnaire.

La suppression ou la désorganisation de nos petits séminaires a eu, sur l'enseignement secondaire libre, une influence non

moins funeste. Le petit séminaire était, en effet, dans beaucoup de diocèses, le principal et parfois l'unique asile de cet enseignement. A côté des enfants qui se destinaient au saint ministère, nous y élevions un plus grand nombre encore d'élèves destinés aux carrières civiles et aux professions libérales. Les voilà sans abri; et, dans l'impossibilité pour la plupart de quitter leurs familles pour suivre leurs maîtres, presque nécessairement livrés à l'enseignement rival qui souvent s'enrichit de nos dépouilles et s'élève sur nos ruines.

Je n'ai rien dit de nos grands séminaires, parce que le zèle de nos évêques, stimulé par une nécessité urgente, est parvenu, au prix des sacrifices les plus épuisants, à les reconstituer presque partout. Mais dans quelles conditions ? Souvent aussi déplorables que précaires : dans des locaux mal situés, loin de la ville épiscopale et de la surveillance immédiate de l'évêque, souvent trop étroits, impropres à la vie commune et régulière, au recueillement, à l'étude et à la discipline. Dans de telles conditions, beaucoup de nos grands séminaires, qui avaient été jusqu'ici la maison commune et familiale du clergé, le centre de ses réunions, l'asile aimé et recueilli de ses retraites, le refuge des séminaristes soldats à leurs heures de liberté, ont cessé de l'être, sans qu'il ait été possible à l'évêque d'y suppléer. C'est ainsi que, durant plusieurs années, plus du tiers des dioceses de France n'ont pu réunir leurs prêtres en retraites pastorales, faute de pouvoir les loger; ceux-là seuls qui connaissent, par une expérience intime, la nécessité morale de ces retraites peuvent apprécier le dommage d'une pareille lacune.

La confiscation de nos menses, en même temps que nos séminaires et notre enseignement libre, a atteint plus ou moins gravement, selon les lieux, nos œuvres de persévérance et de propagande et très particulièrement nos œuvres de jeunesse qui sont notre meilleure, j'allais dire notre unique espérance. Les locaux qui les abritaient, les ressources dont elles vivaient, appartenaient fréquemment à nos menses diocésaines et paroissiales, et nous ont été ravies avec elles. Or, ceux qui ont l'expérience de ces œuvres savent que la suppression ou le changement de local, même quand on peut y suppléer, — ce qui parfois est impossible, — est toujours pour ces œuvres un coup sensible, et parfois mortel. Combien en ont été amoindries ou désorganisées!

Que dire des prêtres eux-mêmes livrés aux travaux de leur ministère? En bien des diocèses, le Denier du Culte n'a que très insuffisamment suppléé à la suppression du traitement concordataire, et tandis que partout les plus humbles fonctionnaires voient augmenter leurs appointements et touchent l'indemnité de vie chère, beaucoup de nos évêques se demandent s'ils vont pouvoir continuer à servir à leurs prêtres un traitement de misère, — ces 900 francs qu'ils s'étaient efforcés de maintenir jusqu'ici. Plusieurs déjà ont été obligés de le réduire, et nous pourrions citer des diocèses où, même dans les petites paroisses où le casuel est insignifiant ou nul, le curé ne reçoit plus de son évêque que 8, 7 et même 500 francs! Même avec les honoraires de messe que nous avons été obligés, à notre grand regret, de majorer, c'est à peine, pour beaucoup de curés de campagne, de quoi ne pas mourir de faim. En ce moment beaucoup sont obligés de se servir eux-mêmes, faute de pouvoir payer une domestique ; je sais tel et tel de nos prêtres de la haute montagne, qui, le dimanche matin, après avoir fait deux ou trois lieues, à pied, dans la neige, pour dire la messe et faire le catéchisme dans deux paroisses, rentré à son foyer solitaire, le trouve sans feu, est obligé (qu'on me pardonne ces détails réalistes) de l'allumer lui-même, de faire chauffer la tasse de café ou le bouillon qui doit le sustenter.

Telle est, autant qu'elle peut être décrite en quelques traits rapides, la situation critique de l'Église de France et la répercussion de ses ruines matérielles sur ses œuvres les plus vitales, au détriment de milliers d'âmes. Elle ne pourrait se prolonger qu'en nous précipitant à un avenir chaque jour plus désastreux et plus irréparable, les fidèles se désaccoutumant de leur devoir d'assistance à l'égard de leur église.

Il faut donc nous réorganiser; mais pour cette réorganisation, les ressources nécessaires nous manquent ou sont insuffisantes. Sauf des exceptions qui méritent toute notre reconnaissance, beaucoup de catholiques se sont montrés plus intrépides à subir de telles ruines qu'à les réparer, et sauf dans un petit nombre de diocèses, leurs aumônes sont sans mesure avec nos détresses. Les causes de cette insuffisance, à l'heure où le plus grand nombre doit nécessairement compter avec les exigences d'une vie chaque jour plus onéreuse, sont multiples, mais la principale peut-être est dans notre état de désorganisation et d'illégalité. Plusieurs,

nous le savons, qui auraient le moyen et le désir de nous venir efficacement en aide, soit de leur vivant, soit par leur testament, cédant à leur propre inspiration ou à des conseils qu'ils croient autorisés, renoncent à le faire en attendant que nous puissions leur offrir des garanties légales. Un fait bien significatif, sous ce rapport, et constaté par une statistique incontestable, est l'augmentation en ces dernières années des legs et des dons faits à des œuvres purement philanthropiques ou laïques, mais dont la légalité est incontestable, et la diminution au contraire de ceux dont nos églises bénéficiaient. Si cette diminution alarmante tient à un préjugé, il est à peu près universel en France, et souvent les plus intransigeants et les plus hostiles à tout accommodement sur le terrain légal, lorsqu'ils parlent en politiques, dès qu'il est question pour eux d'une œuvre personnelle et charitable, s'en vont trouver leur notaire pour connaître la manière la plus sûre d'assurer la destination de leurs dons. Or, à ce moment, presque tous nos notaires et nos hommes de loi leur persuadent de renoncer à leurs desseins charitables, ou d'en différer l'exécution jusqu'à ce que nous puissions leur offrir les garanties légales qui nous manquent. Bien peu se résignent à livrer aux périls et aux charges de la propriété personnelle un don de quelque importance, fût-ce entre les mains les plus dignes de leur confiance, celles mêmes de leur évêque ou de leur curé. Et de fait, quand on a constaté par expérience ce que deviennent trop souvent les dépôts les plus sacrés, soit par l'indélicatesse, l'inexpérience ou les négligences des dépositaires, soit par la cupidité de leurs héritiers naturels, on est obligé de convenir que ces défiances sont parfois justifiées.

En un mot, à l'heure où, pour réparer tant de ruines et suffire à ses œuvres les plus vitales, l'Église de France aurait besoin de ressources considérables, elle ne peut rien recevoir ni posséder légalement, et ses enfants ne peuvent lui faire parvenir leurs offrandes que par l'intermédiaire de personnes ou de sociétés fictives ou interposées.

Et c'est en face d'une telle situation que nous nous obstinerions à refuser le seul terrain où nous puissions acquérir et posséder légalement, le seul, nous l'avons prouvé, qui offre quelques garanties à notre hiérarchie! C'est en face d'une telle situation que des catholiques auraient la présomption de critiquer le

Pape qui, dans sa haute sagesse, croirait devoir les accepter ou simplement les tolérer, et cela au risque de tout briser, de rendre toute réconciliation impossible entre le Vatican et le Gouvernement français, au risque de rouvrir nos querelles religieuses en face de nos ennemis impénitents et de nos alliés divisés!

Ces catholiques ont-ils conscience de leur responsabilité?

Au reste, en acceptant les Cultuelles, nous ne les déclarerions pas pour cela parfaites et irréformables, nous ne nous engagerions nullement à n'en pas poursuivre légalement le perfectionnement, selon les possibilités et les opportunités, comme le font, en ce moment même, certains de nos frères séparés, des protestants, qui, après s'y être placés, réclament pour ces Associations cultuelles une plus large faculté de posséder, que vraisemblablement ils obtiendront. Souvent le meilleur et parfois le seul moyen d'obtenir la réforme d'une loi est d'accepter le terrain qu'elle nous offre, et d'user des droits qu'elle nous accorde.

IV

Mais, objecte-t-on, les Cultuelles françaises ont été interdites par Pie X, et Benoît XV ne peut les accepter, ni même les tolérer, sans se mettre en contradiction avec son vénéré prédécesseur. Cette objection serait grave, si elle était fondée, mais elle ne l'est pas.

Pour que deux décisions soient en contradiction, il ne suffit pas qu'elles soient différentes, ni même contraires : il faut qu'elles aient été portées dans les mêmes circonstances et vis-à-vis des mêmes personnes. Elles sont nombreuses dans l'histoire de l'Église les pages où nous voyons des Papes modifier ou rapporter les décisions de leurs prédécesseurs, ou celles qu'ils avaient prises eux-mêmes, sans que personne ait songé à les accuser de contradiction, parce que ce changement était justifié par celui des événements qui auraient rendu dommageable à l'Église ce qui lui avait été avantageux. Or, les circonstances où se trouve Benoît XV vis-à-vis du Gouvernement français sont entièrement différentes de celles où se trouvait Pie X, quand il eut à se prononcer sur les Cultuelles. Il se trouvait en face d'un Gouvernement sectaire, du Gouvernement de M. Combes, qui venait de rompre brutalement avec lui et méconnaissait son autorité à ce point de ne pas lui avoir fait part de la rupture de ce traité synallagmatique que l'on appelait le Concordat. Était-il

de sa dignité de traiter ou même de laisser les évêques traiter avec un pareil Gouvernement?

Benoît XV, au contraire, a devant lui un Gouvernement qui lui fait des avances et témoigne d'un désir loyal et respectueux de rentrer en relations avec le Saint-Siège, de M. Millerand, le sauveur de la Pologne, le pacificateur de l'Alsace. Pour ce qui est des Cultuelles, quand Pie X eut à se prononcer, l'article 8 venait d'être voté après l'article IV, et beaucoup se demandaient quel usage ferait le Conseil d'État de la juridiction qui lui était attribuée en cas de conflit. A tort ou à raison, c'était la grande objection. Aujourd'hui, elle a disparu. L'on peut même dire qu'elle est devenue un argument en faveur de la loi, puisque c'est en vertu de cet article 8 que nous avons fait prévaloir, dans la haute Assemblée, chaque fois que nous nous sommes adressés à elle, les droits contestés de notre hiérarchie, et conquis en sa faveur, cette jurisprudence contre laquelle il semble aujourd'hui bien difficile de réagir.

Benoît XV a d'ailleurs, pour confirmer cette jurisprudence, les engagements et les déclarations officielles qui manquaient à son prédécesseur. L'on peut dire que ce qui se présentait comme une objection à Pie X est pour Benoît XV un argument pour l'acceptation ou tout au moins la tolérance des Cultuelles.

Il ne se mettrait pas plus en contradiction avec Pie X en les acceptant, qu'il ne se met en contradiction avec Léon XIII en se départant en quelque chose des conditions rigoureuses imposées par celui-ci à la visite des Souverains catholiques à Rome, nécessaires au lendemain d'un odieux attentat, mais qui, en se prolongeant indéfiniment, n'auraient pas été sans inconvénient grave, même pour le Saint-Siège.

Pie X, en des circonstances semblables, n'aurait-il pas incliné lui-même vers la tolérance? C'est, nous l'avons vû, l'avis unanime des cardinaux de la commission des *Affaires extraordinaires*.

L'on ne sait pas assez, après quelles longues hésitations et avec quelles angoisses, sous l'inspiration de sa conscience, Pie X se décida à se prononcer contre la majorité des évêques et des cardinaux dont il avait sollicité l'avis. Il savait bien d'ailleurs que l'Église de France ne pouvait rester indéfiniment hors la loi; il ne lui vint jamais à la pensée que cette situation anormale pût se prolonger indéfiniment et il pressentait les ruines que son successeur peut contempler. Aussi, lorsque plus

tard la majorité de l'Épiscopat français fut d'avis de rentrer dans la légalité, comme nous le rappelions tout à l'heure, en traitant avec les Conseils municipaux pour la location des églises, le vénéré Pontife s'empressa de leur donner son assentiment. A l'un des évêques députés près de Lui par l'Assemblée pour lui transmettre ce vœu, et que nous pourrions nommer, il adressa cette parole significative : « *Gratias ago tibi, venerabilis frater et fili carissime, quia liberasti me a via mere negativa.* » Ce ne fut pas sa faute, si cette tentative ne put aboutir.

Dans le décret même qui interdisait les Cultuelles, Pie X avait laissé une porte ouverte à ce retour, en exprimant l'intention de le rapporter le jour où il lui serait donné pour notre hiérarchie *des garanties certaines et légales*. Ne les aurait-il pas vues dans cette jurisprudence du Conseil d'État, dans ces dispositions déférentes et conciliantes du Gouvernement actuel, dans ces déclarations et ces engagements solennels de respecter lui-même cette jurisprudence?

Pie X est mort, mais le Pape vit toujours, et c'est au Pape actuellement vivant qu'il appartient de juger des circonstances présentes et de porter une décision sans qu'il soit permis aux catholiques d'en appeler à ses prédécesseurs.

Si donc Benoît XV, au moment où il aborde avec une clairvoyante autorité la reprise des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la France, se décide, comme on l'affirme, à imiter Pie IX qui, en plein Kulturkampf, laissa les évêques allemands libres d'organiser leurs Cultuelles, — qui, il est vrai, reconnaissaient explicitement certains droits des évêques, mais déclaraient non moins explicitement qu'en cas de conflit, le dernier mot appartiendrait au pouvoir civil, — si Benoît XV laisse à l'Épiscopat français la même liberté, il trouvera la même docilité confiante chez tous les évêques et ceux-là mêmes qui firent certaines objections seront les premiers à se soumettre, comme le firent autrefois devant l'interdit de Pie X les évêques partisans d'un essai loyal des Cultuelles.

Beaucoup adhéreront avec reconnaissance à cette décision et nous ne doutons pas, quant à nous, que l'histoire ne l'inscrive comme l'un des plus grands services rendus par le Saint-Siège à l'Église de France, à la France tout entière.

***

LES VILLES D'OR

III[1]

DU CAPITOLE DE THUGGA AUX CATACOMBES D'HADRUMÈTE

Autour de Carthage et dans toute l'ancienne province d'Afrique, *Africa vetus*, les ruines antiques foisonnent à tel point qu'il est pour ainsi dire impossible de les dénombrer. Les villes mortes y sont encore plus nombreuses que dans la province voisine, cette Numidie qui, pourtant, fut si peuplée, elle aussi, à l'époque romaine.

On ne saurait trop le répéter, et il faut y insister avec persévérance, sans se laisser rebuter ni décourager par les objections ou le mauvais vouloir : *toutes* ces ruines, quelles qu'elles soient, doivent être fouillées, exhumées et restaurées, ne fût-ce que pour l'embellissement de la moderne Tunisie. Aucune œuvre de beauté plus grande, ni plus indiscutable, ne peut être tentée. Cela vaudra infiniment mieux que de nous bâtir des palais, des kiosques ou des églises en style d'exposition universelle. Toute cette architecture de plâtre et de saindoux s'effondre devant l'attique d'un petit temple émergeant de ses décombres, ou la solide structure d'un vieil arc de triomphe, chargé d'ans et de gloire. En outre, ce décor de l'antiquité latine complèterait, en la magnifiant, l'image de l'Afrique moderne. Il montrerait au voyageur autre chose que des mosquées, des chameaux et des souks. Bien plus, il prouverait qu'il n'y a pas

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre.

contradiction entre l'Afrique de Rome et celle de l'Islam. Ces souks, aux jambages et aux linteaux peints en rouge et en vert cru, on en retrouvera le type, avec les couleurs violentes à demi effacées, au Forum de Thimgad, de Djemila ou de Madaure. Ces chameaux, ils ont été modelés en argile par les céramistes romains : ils font l'ornement des musées africains d'aujourd'hui comme ils décoraient autrefois l'atrium ou le cubiculum du personnage consulaire devenu colon numide ou maurétanien. Ces mosquées ont pour aïeules les basiliques chrétiennes de la région. Regardez-y de plus près, — et vous verrez que, si les différences sont profondes, témoignent parfois d'un esprit radicalement opposé, la parenté est cependant manifeste. Il faut donc, pour la beauté de la terre africaine, pour la continuité latine, que tous ces vieux débris soient relevés et entourés d'un culte filial. Il convient même de rappeler les noms des anciens propriétaires du sol. Le Tunisien d'aujourd'hui, quel qu'il soit, indigène ou colon venu d'outre-mer, doit, quand il le peut, replacer au portail de sa villa le nom de son prédécesseur, de l'inconnu qui, voilà deux mille ans, y cultivait déjà la vigne et l'olivier. Ces antiques ouvriers de la terre méritent la religion des nouveaux venus. Oui, pourquoi les inscriptions, qui nous ont conservé les noms des grands propriétaires du pays, les *Variani*, les *Pullæni*, les *Petronii*, — contemporains de Salluste ou de Septime Sévère, — ne seraient-elles pas rétablies avec honneur, aux lieux où elles furent trouvées, sur les murs à demi écroulés des anciennes villas, ou sur la façade des maisons neuves?

Encore une fois, cette œuvre de résurrection et de restauration est immense : elle suppose les loisirs et toutes les ressources d'une longue paix. On ne peut pas s'y mettre demain. Mais il importe de ne jamais la perdre de vue, comme une tâche glorieuse pour laquelle on se réserve.

Actuellement, elle est très peu avancée. Parmi les villes mortes de la Tunisie, un petit nombre seulement, — un trop petit nombre, — ont été fouillées et partiellement remises en état : Thuburnica, Bulla-Regia, Utique, Uthina, Thuburbo majus, Hadrumète, Ammædara, Sufetula, Thysdrus, Gigthi, — et quelques autres peut-être que j'oublie. Les unes appartiennent à la zone maritime, ou à la région agricole et pastorale du Tell, tandis que les dernières sont limitrophes des régions saha-

riennes : ce sont les villes d'or par excellence. Il est superflu de les décrire ici l'une après l'autre. Ce serait s'exposer à de fastidieuses répétitions. Pour s'en faire une idée à peu près complète, quelques types de villes maritimes et agricoles, ou de villes désertiques suffiront. Parmi les premières, nous choisirions Thugga et Hadrumète, en passant par Uthina et Thuburbo majus. Parmi les secondes, nous nous en tiendrions à Sufetula, Thysdrus, Ammædara et Gigthi.

Avant d'y conduire le lecteur, on ne saurait trop l'avertir que, étant donné l'état actuel des fouilles et des restaurations, on n'y voit qu'une faible partie de ce qu'on devrait y voir.

*
* *

Thugga, — que les indigènes appellent aujourd'hui Dougga, — était, dans l'antiquité, une petite ville de troisième ou quatrième ordre, qui, avec sa banlieue (*pagus*) et sa cité proprement dite, forma de bonne heure une agglomération urbaine. Vers la fin de l'Empire, elle finit par devenir une colonie, comme l'attestent plusieurs inscriptions, où figurent tous ses noms officiels, lesquels commémorent ceux de ses fondateurs ou de ses bienfaiteurs : *Colonia Licinia, Septimia, Aurelia, Alexandriana Thugga.*

Le pays environnant était alors tellement prospère que cette petite ville provinciale pouvait s'offrir le luxe de quelques beaux monuments. Elle faisait une certaine figure dans la région. Et celle-ci avait une population tellement dense que, depuis Carthage jusqu'à Thugga, c'était toute une succession de villes très rapprochées les unes des autres. Aujourd'hui, quelques-unes sont encore debout, dissimulant mal leur vieux nom romain, berbère ou punique sous un vocable moderne plus ou moins arabisé. A quelques lieues de Tunis, c'était, par exemple, Tebourba, l'ancienne Thuburbo minus, où saint Cyprien, alors récemment intronisé évêque de Carthage, vint chercher un abri durant la persécution de Dèce. Puis Medjez el Bab, dont le nom antique est perdu, mais où l'on pouvait voir jusqu'à ces derniers temps les restes d'une porte triomphale, sous laquelle passait la grande voie militaire de Carthage à Théveste, — et aussi les arches d'un pont romain qui franchissait le Bagradas, l'actuelle Medjerda. Puis, dans les environs de Testour, la grande villa des *Variani*, — et, quelques lieues plus loin, l'ancienne Thignica

(*municipium Septimianum*, *Aurelium*, *Antonianum*, *Herculeum*, *frugifera Thignica*), — signalée au voyageur moderne par les décombres d'une forteresse byzantine qui recouvre en partie et qui offusque ses ruines. On y reconnaît pourtant les vestiges d'un temple de Mercure, d'un temple de Saturne et d'un petit amphithéâtre. Une inscription encastrée dans le mur de la forteresse et qui attestait la réfection, sous Constantin, du marché aux légumes, rappelle que cette « frugifera Thignica » fut non seulement un pays de céréales, mais un verger plein de fruits, un grand jardin et un grenier d'abondance. Encore quelques lieues, et ce sont les ruines de la *Civitas Sustriana*, dont il ne subsiste plus que les débris d'une porte marquée d'étranges sculptures, — et enfin Teboursouk, autrefois *Thubursicum Bure*, avec ses nécropoles puniques et ses murailles byzantines où se lisent encore les noms de l'empereur Justin II et de l'impératrice Sophia.

Évidemment ces ruines sont modestes. Elles n'excitent point d'abord l'imagination. Quand, suivant la phraséologie des archéologues, on parle d'une « arche ou d'une porte triomphale, » il ne faut point se hâter de concevoir des merveilles. Néanmoins je me rallie pleinement à l'avis du docteur Carton (1) qui demande qu'on dégage et qu'on restaure ces vieux débris. Discrètement réparés, ces petits temples et ces petits arcs de triomphe municipaux formeraient une avenue monumentale fort agréable à voir pour le voyageur moderne qui va visiter Thugga. Elle lui mettrait en quelque sorte sous les yeux cette idée essentielle qu'une ruine romaine, en Afrique, n'est pas un accident, une singularité isolée, mais qu'elle fait partie d'un grand ensemble, d'un vaste réseau qui englobait tout le pays.

***

Thugga a été maintes fois décrite par les archéologues qui l'ont fouillée, depuis le docteur Carton jusqu'à MM. Poinssot, Homo et Merlin. Ici même, Gaston Boissier, — voici bientôt trente ans, — en a dessiné une de ces images simplifiées où il excelle et où l'on sent, avec le culte habituel de l'auteur pour tout ce qui est romain, l'émotion et la surprise de la découverte. Cet aimable esprit savait non seulement faire de la clarté sur

(1) Cf. *Dougga-Thugga*, par le Dr Carton. Niérat et Fortin, éditeurs, Tunis.

toutes ces arides matières d'érudition, mais communiquer au lecteur quelque chose de la passion fervente qu'elles lui inspiraient. Ce latiniste faisait aimer le latin. Cet amateur d'archéologie savait donner un intérêt aux vieilles pierres. Depuis qu'il est passé à Dougga, rien de capital n'a été trouvé. Si la topographie des ruines s'est étendue, leur physionomie, dans ses grands traits, ne s'est point modifiée. Je ne prétends donc pas apporter du nouveau, ni révéler quoi que ce soit. D'ailleurs la silhouette de Dougga a été popularisée par la photographie et par l'affiche. Tout le monde connaît cet élégant profil de temple capitolin, dressant, au sommet d'un mamelon de couleur fauve, parmi les blancheurs ensoleillées des ruines et les sombres verdures des bois d'oliviers, son péristyle et son attique, qui se détachent sur le bleu tendre du ciel comme un minuscule tabernacle de vermeil : forme exquise, réellement unique, inoubliable au milieu d'une foule d'autres pareilles...

Je n'ajouterai pas grand'chose à cette charmante image. Je voudrais seulement attirer l'attention sur certains détails d'une couleur ou d'une ligne extraordinaire, sur certaines particularités des bâtisses, — puis enfin sur l'état actuel de la ville morte et ce qu'il y aurait à faire peut-être pour en rendre la visite encore plus attrayante.

Le périmètre en paraît d'ailleurs assez restreint, autant qu'on en peut juger par les deux portes monumentales qui la délimitaient au Nord et au Sud : l'arc de Septime Sévère et l'arc d'Alexandre Sévère. L'étendue enclose dans ce périmètre, il est d'abord assez difficile de s'en rendre compte, l'aire de la ville ancienne étant encore à demi écrasée sous les gourbis d'un village indigène, tout hérissé de fascines, aux ruelles sordides et mal odorantes, piétinées et salies par les ordures des troupeaux. Du moins ces cubes aplatis et blanchis à la chaux ont l'avantage de ne pas faire un contraste trop violent avec les blancheurs des ruines. En outre, les odieux Byzantins avaient étranglé le Capitole et le quartier avoisinant dans une de leurs petites forteresses massives, bassement utilitaires, bâclées à la hâte avec des matériaux d'emprunt et qui, aujourd'hui, ont l'air d'un jeu de dominos, ou d'un « jeu de constructions » en déroute. Sous ces diverses excroissances parasites, on a fini par dégager un temple de Saturne et une chapelle de Neptune, une basilique chrétienne, un théâtre, un capitole et le forum avoisinant, une rue entière

avec ses édifices, le temple de la Déesse Céleste et sa colonnade en hémicycle, un groupe de villas ou de riches maisons, un marché, des thermes, — sans parler des mausolées puniques et romains et des inévitables citernes que l'on rencontre dans toutes ces ruines antiques.

Parmi cette abondance de monuments, je voudrais ne considérer que le théâtre, le capitole et son temple principal, celui qu'on voit de si loin, quand on vient par la route du Kef et qui, du haut de sa colline fauve, domine, avec une beauté si souveraine, tout ce paysage africain.

*
* *

Grâce aux restaurations dont il a été l'objet depuis un quart de siècle environ, le théâtre de Dougga paraît dans un état de conservation merveilleuse. C'est un des mieux conservés, sinon le mieux, de toute l'Afrique du Nord. Avec celui de Khamissa, — l'ancienne Thubursicum Numidarum, — il offre cette particularité d'avoir une façade à peu près intacte. Le mur, qui délimitait le fond de la scène, n'existe plus comme à Khamissa ou comme à Orange. Mais le portique antérieur, qui servait sans doute de promenoir au public, subsiste toujours; et enfin, chose qui ne se voit qu'ici, qui n'a d'analogue dans les ruines d'aucun théâtre antique de l'Occident, — la composition architecturale qui formait sur la scène un décor permanent est en grande partie debout. Elle consistait probablement en des colonnades superposées et d'ordres différents, qui s'élevaient jusqu'à la hauteur des derniers gradins.

Cette composition est assez compliquée. Le soubassement de marbre blanc, qui supportait les colonnes, dessine en son milieu un hémicycle, flanqué à droite et à gauche de deux embrasures rectangulaires. Ainsi le décor architectural dressé au fond de la scène offrait au regard des lignes sinueuses, dont l'irrégularité voulue était immédiatement corrigée par des accouplements de colonnes placées en avant de l'hémicycle et des deux embrasures et alignées avec le reste de la composition. Dans son ensemble, le décor de fond présentait une colonnade rectiligne, derrière laquelle se creusaient comme des vestibules conduisant à des palais imaginaires et qui encadraient en réalité les trois portes traditionnelles de la scène. Ces portes exhaussées de plusieurs marches grandissaient la taille de l'acteur,

dont l'apparition devait être singulièrement majestueuse, lorsqu'il surgissait au fond de l'hémicycle ou des embrasures du portique, entre les deux grandes colonnes qui, de loin, devaient se confondre avec les jambages du triple portail.

Sur la frise architravée dont se couronnait la colonnade inférieure, on a retrouvé les fragments d'une inscription ainsi conçue : *Publius Marcius Quadratus, fils de Quintus, de la tribu Arnensis, flamine du divin Auguste, pontife de la colonie Julienne Carthaginoise, admis dans les cinq décuries par l'empereur Antonin-Auguste le Pieux, en l'honneur de son flaminat perpétuel a offert à sa patrie un théâtre, avec des basiliques, un portique et des xystes, une scène munie de rideaux et d'ornements de toute sorte, après avoir donné la sportule, le festin et les jeux gymniques.*

Nous ne poserons pas la question indiscrète de savoir en quoi consistaient exactement le portique, les basiliques et les xystes dont parle l'inscription. Les archéologues en sont réduits à des conjectures ou gardent un silence prudent à ce sujet. De même, nous ne chercherons pas à deviner ce que pouvaient être « les ornements de toute sorte » qui embellissaient la scène et le théâtre : sans doute des stucages et des polychromies qui eussent alarmé notre goût, — et certainement des statues placées selon toute vraisemblance en avant de la colonnade. Nous soupçonnons que tout cela produisait un effet de bariolage, de surcharge et d'encombrement auquel les anciens étaient peut-être moins sensibles que nous. C'est pourquoi il ne faut pas trop pousser les restaurations des ruines, si nous ne voulons point être choqués, inquiétés dans notre religion de l'antique. Tout ce qui n'est que curieux ou singulier, tout ce qui n'intéresse que l'archéologue, tout ce qui n'est pas enfin de la grande beauté doit être laissé aux vitrines des musées. La ruine a le mérite de nous offrir une image en quelque sorte idéalisée de tout un art disparu, nettoyé de toutes ses taches, allégé de toutes ses tares, — le type d'un art réduit à ses éléments essentiels et permanents. Ne touchons pas trop à cette œuvre purificatrice des siècles.

Enfin ne nous extasions point sur le goût parfait de l'architecte, qui aurait choisi à dessein pour son théâtre le site de cette colline, d'où l'on domine une vaste étendue de paysage. Il est infiniment probable que cet endroit de la colline était le

plus commode de tout le voisinage pour une construction de ce genre et que ce fut la principale raison de son choix. Et il est très probable aussi que le paysage était à peu près invisible même pour les personnages des derniers gradins, lorsque le mur de la scène montait au niveau de la *cavea* et qu'un velum tendu sur tout l'hémicycle dérobait jusqu'à la vue du ciel. Les citoyens de Thugga étaient enfermés dans leur théâtre comme dans une cuve de pierre sonore. Même pendant les entractes, lorsqu'ils se promenaient sous le portique de la façade, on peut douter qu'ils eussent le spectacle du vaste horizon qu'on y découvre aujourd'hui. Des bâtisses à présent démolies se déployaient sans doute en bordure du ravin et offusquaient le regard de ce côté. D'ailleurs, les anciens ne partageaient pas notre goût pour les grandes perspectives architecturales. Dans leurs rues, sur leurs places, — toujours très étroites, — dans leurs jardins aussi, la vue était bornée par un foisonnement d'édicules, de piédestaux, de statues, de portiques, d'architectures, ou de formes végétales, qui nous paraîtraient bizarres, recherchées, puérilement compliquées.

Le mieux, ici comme en Grèce et partout où il y a des ruines antiques, c'est donc de s'en tenir à ce que l'on voit et à ce que l'on éprouve spontanément, sans chercher à se mettre à la place de chimériques spectateurs.

Ces réserves faites, asseyons-nous bonnement sur les gradins du théâtre de Thugga et trouvons le meilleur de notre plaisir, le plus certain qu'on y puisse éprouver, à contempler l'étonnant paysage.

Il faut bien avouer qu'il est admirable. C'est une immense plaine montagneuse coupée de champs de blé, de bois de pins et d'oliviers, avec des vallées profondément ravinées, où brille, çà et là, la boucle argentée d'un oued. A droite, on aperçoit, parmi les cubes aplatis du village arabe et les ruines de la ville antique, la châsse vermeille du petit temple capitolin, dont les colonnes déliées se détachent sur les fonds aériens comme les cordes d'une lyre. Plus près du regard, des mausolées, des débris de portes triomphales, puis des bourgades perdues dans la verdure des cîmes boisées, des montagnes chauves en forme de pitons ou de cônes, et, à l'arrière-plan, très loin, — haute muraille régulière, sans une dépression, ni une dentelure, — la chaîne violette, presque indistincte, de l'Atlas.

Il suffit d'embrasser cette vaste étendue, de respirer l'air subtil ou le grand vent salubre qui souffle là haut, d'évoquer enfin la suite vertigineuse de siècles que symbolise cette ruine, pour que, immédiatement, toutes les puissances du sentiment et de l'imagination prennent l'essor. Un instant, le théâtre millénaire de ce petit municipe africain devient « le miroir du monde, — *speculum mundi.* » Mais c'est un monde dépouillé de toutes ses laideurs et de toutes ses vulgarités utilitaires, élevé en quelque sorte jusqu'à la dignité du drame et de l'épopée, — un monde qui semble ordonné par un architecte ou par un sculpteur ; où, dans le cadre des plus nobles paysages, on ne voit que des temples, des tombeaux, des formes humaines longuement drapées, — et les images les plus pures et les plus heureuses de la vie pastorale et du labeur humain : un berger avec sa crosse de bois durcie au feu et sa flûte pendue à la ceinture, un paysan courbé sur une charrue virgilienne, des cavaliers aux jambes nues et aux tuniques blanches, dont le manteau flotte en beaux plis sur les épaules, comme ceux qui galopent le long des frises du Parthénon...

S'il est une terre où le drame antique puisse refleurir, c'est évidemment ici, dans un paysage comme celui-là, où l'antiquité héroïque et légendaire est toujours vivante, où la vie moderne n'a pas encore pénétré. Dans nos villes d'Europe qui conservent pieusement les restes de leurs théâtres romains, au milieu des cheminées d'usines, dans le vacarme des trains et des tramways électriques, la tragédie est une revenante dépaysée. On la sent ressuscitée arbitrairement par un caprice de dilettantes. Elle ne peut être que quelque chose d'artificiel.

Ici, au contraire, elle retrouve naturellement sa place. Et voici le service que pourraient rendre aux lettres françaises les théâtres africains : les chefs-d'œuvre du drame antique représentés ici, en plein jour, dans un cadre demeuré lui-même très antique, nous obligeraient à une mise en scène, à une figuration et à une action beaucoup plus en rapport avec le milieu, plus *vraies*, moins ridiculement conventionnelles que sur nos théâtres parisiens... Ce serait une confrontation redoutable et bienfaisante de l'art avec la vie, — celle-ci corrigeant celui-là. Il y a plus : la tragédie redeviendrait un genre viable sur une scène et dans un cadre ainsi appropriés aux règles de son esthétique, dans un pays capable de lui fournir des sujets et des

images parfaitement en harmonie avec la matière traditionnelle de son art. Quelle magnifique occasion ce serait pour nos poètes et nos dramaturges de ressusciter les belles histoires et les belles légendes de l'Afrique latine et grecque! Les indigènes cultivés d'aujourd'hui pourraient s'associer avec nous pour cette glorification d'un passé, qui est le leur, qui ajoute au prestige de leur pays. Sophonisbe la Carthaginoise le disait à son sauvage amant, le cavalier numide : « Nous sommes tous deux Africains! Moi aussi, comme toi, je suis née sur cette terre d'Afrique!.. » Qu'on rende donc aux Africains, — à tous les Africains unis dans un même culte, — leurs héros et leurs légendes : Didon, Sophonisbe, Salammbô, Hannibal, Massinissa, Jugurtha, Félicité et Perpétue, Tertullien, Cyprien de Carthage, Augustin de Thagaste, — et les Dragons des Hespérides gardant les pommes d'or, et les enchantements de la fabuleuse Atlantide aux quais d'orichalque et de pierres précieuses!..

Le théâtre de Dougga est prêt pour ces grandes panégyries de tout un peuple renaissant.

***

Ces rêves d'avenir n'ajoutent rien à la beauté du spectacle qui s'offre à nous sur ces gradins déserts, devant cette scène vide, où s'inscrivent, entre des fûts de colonnes, de grands morceaux de paysage. Le spectacle est peut-être encore plus beau et plus suggestif sur les dalles du forum, parmi les sanctuaires à demi écroulés du Capitole.

Toute cette partie de la ville antique est encore mal désencombrée. La forteresse byzantine qui est venue s'étaler sur l'acropole de Thugga, qui étranglait entre ses murailles massives les temples, les échoppes et les portiques du forum, — et cela avec un beau mépris du plan primitif, en écrasant et en brisant tout autour d'elle, — cet affreux tas de pierres est toujours, en partie, debout. Rien n'excite la mauvaise humeur du passant comme la survivance de ces bâtisses parasites et misérables, qui symbolisent en quelque façon le rétrécissement de l'Empire arrivé à l'extrême période de sa décadence. C'est quelque chose d'étriqué, de compact, de ramassé sur soi-même en une attitude de défense manifestement craintive. L'Empire, à cette basse époque, a cessé de rayonner au dehors. Enfermé dans un cercle de plus en plus restreint, il ne songe qu'à sau-

ver, ou à prolonger sa vie. Nul souci de beauté. Il ne s'agit que d'opposer à la ruée de l'agresseur un front de résistance, une barrière difficile à percer ou à franchir. Pour dresser des obstacles de ce genre tout est bon au mercenaire et à l'ingénieur de Byzance : débris de statues et d'inscriptions, blocs de marbre arrachés aux temples et aux arcs de triomphe, il utilise tout, il entasse pêle-mêle et il encastre tout cela dans la muraille grossière derrière laquelle il abrite sa peur. Il achève les dévastations des Vandales, qui, avec les nomades, ont commencé la ruine des cités africaines. Ces derniers des Romains se conduisent comme les pires barbares.

C'est pourquoi tout est si mutilé sur ce forum de Thugga. La tribune aux harangues est à peine reconnaissable dans cet amas de décombres qui jonchent le sol. Et il est encore plus difficile de préciser la destination d'une foule d'édifices ou de chambres dont le plan primitif ne se reconnaît qu'à des racines de murailles émergeant de terre. Le temple capitolin lui-même était fort endommagé. On a dû en consolider le portique, rebâtir en grande partie l'enceinte de la cella. Mais, tel qu'il est, il produit un effet extraordinaire, soit qu'on l'aperçoive de loin, surgissant au milieu des ruines, au sommet de sa colline arrondie comme une coupole, soit qu'on veuille le considérer de plus près, sur les petites places dallées qui l'environnent.

D'abord, la couleur en est invraisemblable pour nos yeux d'Occidentaux. C'est toute une gamme de tons vermeils, orangés, terre de Sienne, ivoire jauni. Çà et là, une rouille d'or s'attache aux marbres, pareille à celle des chênes ou des pins centenaires dans nos forêts, avec leurs rugosités et leurs entailles, par où coule un filet d'ambre liquide, blonde ou légèrement rosée, ou blanche comme du lait. Car les fûts des colonnes sont blessés en mille endroits. On dirait des arbres écorcés par la dent des troupeaux. Les indigènes, dont les gourbis envahissaient autrefois le péristyle du temple, brisaient les cannelures pour se faire, paraît-il, des talismans avec les éclats du marbre. Enfin les intempéries, les vents furieux du Sud ou du Septentrion ont achevé d'écorcher les pierres antiques, d'en émousser les arêtes. Ainsi retaillées et refaçonnées par les hommes, les siècles et les éléments, toutes pénétrées des couleurs de l'atmosphère, toutes chaudes, toutes vibrantes de lumière et

de chaleur, elles n'ont pas l'aspect froidement géométrique de nos modernes architectures. Sous les acanthes épanouies et roussies par le soleil de leurs chapiteaux corinthiens, les colonnes semblent vivantes comme des troncs de palmiers sous la couronne de leurs souples feuillages et de leurs fruits dorés. Des traces de polychromie, toujours visibles, ajoutent encore à l'opulence de ces tons naturels. Sur le fond d'or du tympan, glissent comme des nuances de pourpre pâle, d'azur évanescent. Parmi ces couleurs fugitives, on distingue pourtant les contours d'une grande composition sculpturale. L'enlèvement de Ganymède par l'Aigle olympien était figuré au fronton de ce temple consacré à Jupiter. Les grandes ailes déployées de l'Oiseau céleste palpitent encore à la cime du sanctuaire.

Mais, malgré cette variété mouvante des formes, cette somptuosité de la couleur, — et toutes ces brèches et toutes ces cassures, tous ces stigmates du temps et de la barbarie, — ce petit temple est d'une pureté de lignes merveilleuse. La silhouette du péristyle tout au moins est d'une beauté, d'une perfection toutes classiques. On cherche dans ses souvenirs ce qui en approche, ou ce qui la dépasse, — et ce sont les chefs-d'œuvre les plus fameux de l'art antique qui se présentent à l'esprit. On songe à la Lesché des Cnidiens, dans l'enceinte de l'Apollon delphique, — et ce bijou archaïque paraît bizarre à côté. Le temple de Balbek est trop surchargé, écrasé sous sa luxuriance ornementale. La Maison carrée de Nîmes semble froide et trop correcte par comparaison. Non, vraiment il n'y a que les très grandes choses qui soutiennent la confrontation avec le temple de Dougga : il vient immédiatement après les petits sanctuaires de l'Acropole d'Athènes et les plus beaux monuments de l'art grec.

Le cadre vaut l'édifice. A droite, s'étend un forum, avec un petit temple à triple cella, précédé d'un portique corinthien et dédié à Mercure. Plus à droite encore, une rue débouche, — une rue en pente et tortueuse, qu'on appelle la rue de la Piété, parce que la Piété Auguste y avait une chapelle, avec une façade à colonnes, en bordure de la voie. Pareils à des pièces d'orfèvrerie, des chardons aux reflets argentés et bleuâtres dressent une étrange végétation métallique au milieu des ruines et des herbes roussies. Les dalles sont disjointes, tumultueuses, comme soulevées par des éruptions souterraines. La couleur de l'ensemble, des

fonds, des terrains, de l'atmosphère, tout cela fait de cette vieille rue romaine, contemporaine d'Apulée et de Tertullien, un des lieux les plus ardents et les plus signifiants de toute l'Afrique.

Le ciel est bleu, sans un nuage. Un milan plane au-dessus de cette dévastation, en poussant tout à coup un long cri rauque et déchirant. Puis le silence, l'immobilité paraissent plus profonds, plus immuables. Le spectacle est d'une intensité extraordinaire.

*
* *

Je suppose qu'on s'est assis sur l'un des petits murs aux trois quarts rasés qui s'entrecroisent autour des forums, non loin du temple capitolin, là où étaient sans doute les boutiques des marchands et des changeurs. On regarde l'ensemble architectural qu'on a sous les yeux.

C'est une succession de places dallées et environnées de portiques, dont le niveau est très inégal et qui communiquent les unes avec les autres par des degrés ou des escaliers monumentaux. A nos pieds, sur le pavement de la place où s'élevait le temple de Mercure, se reconnaît, gravée dans la pierre, la figure géométrique d'une rose des vents : cela servait, nous dit-on, pour la construction des villes. On déterminait ainsi avec précision l'orientation des rues, de façon à les abriter de la chaleur et des vents violents. Là-bas s'élevait la tribune aux harangues, — et les statues officielles sur leurs piédestaux et les promenoirs qui entouraient les forums. Plus loin, c'était le théâtre, les thermes, les gymnases, les marchés, les rues avec leurs fontaines et leurs conduites d'eaux. Plus loin encore, l'amphithéâtre, le cirque, les arcs de triomphe, les mausolées et les nécropoles. Tout, dans cette petite cité proconsulaire, était aménagé avec art et avec agrément. Elle était défendue, de la manière à la fois la plus pratique et la plus esthétique, contre le chaud et le froid, — et ses édiles ou ses architectes s'étaient ingéniés à capter pour elle, suivant les saisons, la fraîcheur ou le soleil, l'ombre ou la lumière...

A considérer ces ruines, on se dit que jamais l'organisation municipale n'a été poussée plus loin qu'à cette époque et dans ces pays latins. A Thysdrus, l'actuelle El Djem, qui se dessèche au fond d'une cuvette sablonneuse, à Thysdrus, — une inscription qu'on y a retrouvée nous le prouve, — chaque citoyen avait

l'eau à domicile. Partout les bains, les latrines publiques, les gymnases étaient multipliés et, très souvent, construits avec magnificence. Non seulement on se préoccupait de la commodité et de l'agrément, mais aussi de la beauté. Toutes ces villes de second et de troisième ordre avaient un aspect monumental, que les nôtres ne connaissent plus. Pendant les années qui ont précédé la dernière guerre, les Allemands menaient grand tapage autour d'une de leurs découvertes récentes, qu'ils appelaient pédantesquement « l'urbanisme » ou la science des villes. Pour les Romains, cette science était surtout un art, et ils l'avaient inventé bien longtemps avant qu'on y songeât à Berlin et à Munich.

Quel beau soufflet donné au préjugé des gens qui s'imaginent que la civilisation date d'hier! En réalité, tout ce que nous considérons comme des acquisitions définitives de l'humanité est perpétuellement compromis, tout est sans cesse remis en question, tout est sans cesse à refaire. Flaubert se plaisait à répéter qu'il y a, de par le monde, une conspiration permanente contre l'intelligence et la beauté. Rien n'est plus vrai. Perpétuellement, les Barbares, — qui ne sont pas seulement les hordes asiatiques dont on nous menace aujourd'hui, mais qui sont nos frères attardés ou égarés, qui campent au milieu de nous et qui parlent notre langage, — perpétuellement les Barbares conspirent contre l'œuvre de la sagesse. La civilisation est une lutte continuelle contre les mauvais instincts du dedans et contre les ennemis du dehors. C'est un bienfait aristocratique qu'il faut savoir mériter à force de vertu... En tout cas, comme elles humilient nos modernes villes françaises, ces vieilles villes romaines, qui auront bientôt deux mille ans! Les nôtres, c'est tout juste si l'eau et la lumière commencent à y pénétrer. L'hygiène publique y est rudimentaire, et, depuis la Révolution, on n'y a pas construit un seul beau monument. Nous sommes étriqués, mesquins, avares et sordides, — en vérité de pauvres gens à côté des initiateurs de notre civilisation occidentale. Dans son livre sur *l'Afrique romaine*, Gaston Boissier comparait déjà Thimgad, ville militaire bâtie d'un seul coup sous Trajan, à sa moderne voisine, Batna, également ville militaire improvisée par les bureaux du Génie. Quelle misère et quelle laideur chez nous! Le parallèle est accablant pour le siècle du Progrès et des Lumières!...

Et cette organisation méthodique n'avait rien de la rigidité pédantesque d'une science, rien de notre banalité administrative. Elle était comme assouplie par le sens de la grâce, de la beauté, de la poésie. Pour l'ordonnance de leurs places, l'ornementation de leurs édifices, ces anciens Africains usaient d'une liberté que nous avons oubliée. N'étant point mécaniques comme les nôtres, leurs arts décoratifs avaient un air de bonhomie, d'ingénuité, un caractère personnel qui est devenu rare aujourd'hui. Regardez de près ces mosaïques qui étaient prodiguées pour les pavements : quelles que soient les analogies de la composition, il n'y en a pas deux qui se ressemblent. Celles que l'on considère comme des doubles sont de libres variantes, des œuvres véritablement originales. Les villes, les forums, les temples ont beau être construits sur un plan analogue, ils ne se répètent que dans leurs traits essentiels. Là non plus il n'y a pas de doubles. Servir, charmer les yeux, enchanter l'esprit, faire de la joie, embellir la vie, quel aimable programme municipal! A chaque coin de rue, les plus beaux mythes, les plus belles légendes étaient évoqués pour les imaginations. Ici, au fronton du temple capitolin, c'était l'aventure de Jupiter et du pâtre phrygien. Un peu plus loin, près de la chapelle de Neptune, une inscription rappelait le « maître des ondes et le père des Néréides, — *undarum domino Nereidumque patri.* » C'est ici enfin que se trouvait une mosaïque admirable qu'il a fallu desceller et enfermer au musée du Bardo : debout sur son char, un aurige vainqueur, dans sa casaque bariolée, tenant d'une main le fouet et de l'autre la couronne, — et, dans un coin de la composition, ces mots énigmatiques : *Eros, omnia per te,* « Amour, tout par toi! » Ou peut-être : « Amour, tout pour toi! » Est-ce Eros, dont il s'agit, ou le cheval, ou le cocher? C'est très probablement le cheval. Mais la confusion est permise un instant, et cela chante joliment aux oreilles et aux yeux : « *Eros, omnia per te!* »

Enfin, devant ces innombrables inscriptions, dont on a heurté les morceaux ou les tablettes à demi effacées, on constate une fois de plus la romanisation profonde du pays. Ces gens de Thugga qui se targuent de leurs fonctions et de leurs titres, sont-ils assez fiers d'appartenir à la tribu Arnensis, de se rattacher directement à la Métropole, d'être décurions, flamines d'Auguste, flamines perpétuels, prêtres de la province!... Et,

malgré cela, ils ont conscience de leur valeur individuelle et personnelle. Avec quelle piété ils mentionnent leurs noms et leurs filiations. Avec quel orgueil ils commémorent les services qu'ils ont rendus à leur patrie! Quelle joie de l'embellir, de contribuer de ses deniers à la beauté comme à l'assistance publique, de construire des théâtres et des temples, de donner des banquets, des jeux, des distributions de vivres! Quoi qu'on puisse penser des tares de la Cité antique, — de ses brutalités et de ses corruptions, — il y avait là certainement un idéal de civilisation matérielle qui n'a jamais été dépassé.

Je songe à tout cela en cherchant, de la place où je suis, l'inscription qui, autrefois, déployait ses grandes capitales au fronton du temple de Mercure, — et cette inscription prend pour moi une signification fastueuse et presque triomphale. Elle rappelle que Quintus Pacuvius Saturus, flamine perpétuel de la Colonie Julienne Carthaginoise, et Nahania Victoria son épouse, également flamine perpétuelle, ont relevé et orné ce sanctuaire, — et légué une somme dont le revenu annuel servira à fournir des distributions de vivres, et, le jour anniversaire de la consécration du temple, à donner des jeux scéniques et des sportules aux décurions des deux ordres et au peuple tout entier : « *Ob diem dedicationis ludos scænicos et sportulas decurionibus utriusque ordinis et universo populo dedit.* »

*
* *

Toutes ces impressions seraient beaucoup plus vives pour le voyageur, si la restauration des ruines était plus poussée et surtout si l'on se décidait à continuer les fouilles sur une plus vaste échelle. Encore une fois, ce vœu n'implique nullement la critique de ce qui a été fait jusqu'ici soit par le docteur Carton soit par le service des Antiquités. Avec des ressources aussi restreintes que celles dont ils disposaient, il faut avouer que les archéologues ont obtenu d'étonnants résultats. On souhaite seulement que leur œuvre soit poursuivie avec un redoublement d'intensité, sans lésine, sans repentirs, et, encore une fois, d'une façon vraiment digne de la France.

En somme, il faudrait essayer de dégager la ville tout entière, et, puisque les ruines antiques sont ensevelies sous les gourbis d'un hameau indigène, faire à Dougga ce qu'on a fait à Delphes : exproprier les habitants qui se transporteraient ailleurs.

Tout en ouvrant de nouvelles zones d'excavations, on achèverait de réparer, dans la mesure du possible, les monuments déjà relevés ou exhumés. Le théâtre appelle des réparations de ce genre. Toute sa façade est à remonter. Les matériaux gisent à pied d'œuvre. Qu'on déblaie les abords de l'ancien portique, qu'on essaie même, avec les fûts de colonnes qui subsistent, d'en marquer les grandes lignes. Et pourquoi ne referait-on pas la mosaïque de la scène? Pourquoi la réfection de la colonnade, — ce décor architectural qui formait le fond de la scène, — ne serait-elle pas, elle aussi, poussée jusqu'au bout? Même travail pour les gradins supérieurs : la galerie percée de cinq portes, qui couronnait le théâtre, pourrait être au moins indiquée. Et enfin des copies de statues ont leurs places marquées soit sur la scène, soit sur l'orchestre, — ou encore au sommet des gradins, tout en haut du théâtre.

Quant au temple Capitolin, il importerait de le dégager complètement, en abattant ce qui reste de la forteresse byzantine. Serait-ce même un si scandaleux attentat contre les bonnes méthodes et un tel outrage au bon goût que de refaire partiellement le stucage de la cella, de rétablir, par exemple, un des pilastres qui prolongeaient la colonnade du péristyle? Le temple de la Déesse Céleste pourrait peut-être rester en l'état actuel. Mais il faut absolument rebâtir les deux arcs de triomphe, dont il est tout à fait impossible, aujourd'hui, de deviner le profil intact, — et surtout je demande que l'on rétablisse les inscriptions dédicatoires aux empereurs, et, si c'est nécessaire, qu'on les refasse dans leur intégrité.

Évidemment, tout cela nécessitera de grosses sommes. On pourra même soutenir que ce sont là des projets en l'air, des rêves chimériques. Avec une volonté persévérante, un programme méthodique et bien défini, ces rêves peuvent devenir la réalité de demain. En tout cas, il est impossible de rien entreprendre qui fasse plus d'honneur à la Tunisie, qui lui attire plus sûrement la curiosité des voyageurs. Ce décor antique ressuscité serait une chose sans pareille, qui ajouterait son prestige à celui du moderne décor africain, ou, comme nous disons complaisamment, « oriental. »

*
* *

De Thugga, ville agricole, aux villes désertiques, la transition

pourrait être ménagée par toute une série d'autres villes mortes.

Un très petit nombre seulement ont des ruines suffisamment dégagées pour mériter qu'on s'y arrête. M. Alfred Merlin, l'actuel directeur du Service des Antiquités tunisiennes, vient d'exhumer l'une d'elles, Thuburbo majus, — non loin d'un village moderne qui s'appelle le Pont du Phas. Ce beau travail n'inspire qu'un regret, c'est que ce soit là un exemple isolé et trop rare de ce qui devrait être exécuté intrépidement d'un bout à l'autre du pays.

Pour s'y rendre, on traverse l'ancienne Uthina, — l'Oudna d'aujourd'hui, — dont les vestiges romains, très nombreux et très facilement reconnaissables, sont laissés à l'abandon, et dont toutes les mosaïques ont été déménagées et transportées au musée du Bardo, — des mosaïques à sujets réalistes ou mythologiques : scènes de pêche, Orphée charmant les bêtes sauvages, Hercule couronné par la Victoire, et bien d'autres morceaux fameux. En dépit de toutes les dévastations, Oudna garde, à l'horizon de sa vallée, une ruine antique incomparable, — les débris du grand aqueduc, qui amenait à Carthage l'eau du Zaghouan.

Il faut le voir, un matin de printemps, sous un ciel léger, lorsque la lumière est encore douce aux regards et qu'un reste de fraîcheur, venu de l'Oued Mitiane, rend l'air plus suave. Le tapis vernal ondule à l'infini, d'un bout à l'autre de la vallée, vers les montagnes lointaines. La diaprure en est prodigieuse sous l'ardent soleil africain : c'est une diversité extraordinaire de couleurs et de nuances, — bleu pâle, jaune, vert, blanc, pourpre vive, vermillon. Çà et là, le long de la voie, étalés en grandes taches lilas et mauves, les liserons des sables luisent comme de petits coquillages délicatement colorés. Et toute cette broderie florale s'étend, en une chatoyante mosaïque, jusqu'aux arches rompues de l'Aqueduc, qui, suivant les accidents du terrain, ou la succession plus ou moins rapprochée de ses brèches, prend les aspects les plus variés et les plus inattendus : un temple ou un arc de triomphe à demi enterré dans le sol, — le péristyle d'une cella capitoline découronnée de son fronton et de son architrave, — là-bas, une colonnade en hémicycle, un portique aux méandres sans fin qui se déploie mollement à travers la vallée et qui s'efface progressivement et qui disparaît derrière la ligne bleue des montagnes.

Ces piliers vermeils, semblables à des milliaires d'or alignés au bord d'une grande voie impériale, qui joindrait des royaumes et des continents, — la couleur chaude de tout cela sous le ciel léger, parmi les pourpres des sainfoins et des coquelicots, — l'immensité glorieuse de la ruine et du paysage, quel spectacle exaltant!

Et quel beau vestibule, — et de quel style! — cela compose à la renaissante Thuburbo!

La ville antique s'élevait au bord de la rivière, sur un plateau incliné, au milieu d'un cirque de montagnes aux formes étranges. C'est le municipe romain, tel qu'on le retrouve partout en Afrique, avec ses édifices d'utilité publique et de magnificence, ses travaux compliqués et, souvent, de dimensions colossales, — ses égouts, ses thermes d'hiver et d'été, son forum, son capitole, ses marchés, ses temples et ses cimetières. Le réseau des rues, pavées de larges dalles est, en bien des endroits, encore très net. Le Capitole, aujourd'hui complètement dégagé et remonté, était sensiblement plus élevé que celui de Thimgad. Son péristyle, formé de grosses colonnes cannelées, repose sur un énorme soubassement de maçonnerie, qui, pareil à une colline artificielle, supportait tout le poids de la bâtisse. A l'intérieur du soubassement, de vastes salles étaient aménagées sans doute pour le logement des services municipaux. A côté, un petit temple en rotonde, et, un peu plus loin, de l'autre côté d'une rue en escaliers, un élégant portique avec une inscription en grandes majuscules qui entourait la cour intérieure de la maison des *Petronii*. Et puis un autre temple encore, une basilique chrétienne, des thermes pavés de mosaïques, — une abondance extrême de vestiges, ou à peu près intacts, ou aisément reconnaissables.

Parmi cette luxuriance monumentale, les éclats de marbre foisonnent. Comme aujourd'hui encore, dans les moindres bourgades d'Algérie et de Tunisie, le marbre devait être ici prodigué. Il revêtait non seulement les murs des temples et des principaux édifices, mais les places, les escaliers, les rues, les maisons de quelque importance. On imagine la splendeur de cette ville de marbre sous le flamboiement de midi, la féerie changeante de ses colorations et de ses nuances, selon les heures du jour.

Aujourd'hui encore, au crépuscule, ou, plus tard, sous la

lune épanouie, le spectacle de la ville morte et du paysage nocturne est d'une grandeur et d'une mélancolie qui, d'abord, vous pénètrent et, peu à peu, vous transportent. A perte de vue, les ruines s'estompent, finissent par se confondre avec la terre, qui elle-même prend des figures d'édifices, de pylônes, de statues colossales. Et cette houle de formes indistinctes et vaguement ébauchées roule jusqu'au massif du Zaghouan qui domine tout l'horizon. La lune en assomption dessine dans la pénombre un bouillonnement de coupoles, de dômes effilés, pointus, au profil irrégulier, autour du grand dôme central qui surgit pareil à une fabuleuse basilique du Sacré-Cœur, flanquée d'absides, de tours tronquées et trapues. Dans l'enchantement lunaire, la masse énorme et confuse semble de marbre violet, un marbre aux arêtes luisantes, comme saupoudré d'argent. Et, de l'autre côté, au fond de la vallée, émergent des montagnes noires, bleuâtres, basses et coniformes, qui ont l'air de divinités inférieures, accroupies dans l'ombre, — les sombres et chaotiques génies du Berbère agenouillés en cercle autour du génie constructeur de Rome...

Au bas de la falaise, l'oued extravasé murmure au milieu des cailloux et des roseaux. L'éclair de ses petites ondes mouvantes paillette les ténèbres transparentes. Les grelots des vaches tintent au loin dans les pâturages. L'aboiement du chien de garde monte vers la lune. Au milieu de cette plaine couverte de ruines, le passé silencieux se lève, chuchote sous toutes ces pierres consacrées aux Dieux mânes. C'est quelque chose d'immense, de funèbre et de magnifique.

***

A Sousse, l'ancienne Hadrumète, nous pénétrons dans un autre monde. Longtemps avant qu'on y arrive, la douceur nacrée de l'atmosphère annonce la proximité du rivage marin. Assise au milieu de ses oliviers, Hadrumète est une ville maritime, plus molle que les villes du Tell, plus ouverte aussi aux influences étrangères. A cause de cela, elle dut être chrétienne de bonne heure, peut-être même avant Carthage.

L'archéologie semble bien le prouver. Après le colonel Vincent qui eut la bonne fortune de les découvrir, le docteur Carton et Mgr Leynaud y ont dégagé tout un groupe de catacombes sur les hauteurs qui dominent la citadelle. Dès la plus haute

antiquité, cette colline dut être un lieu de sépulture. On y a retrouvé des cimetières romains, des nécropoles puniques, et enfin de vastes catacombes chrétiennes, des kilomètres de galeries, percées dans le tuf, couloirs spacieux et assez hauts de plafond, d'autres fois resserrés et bas comme des boyaux de mine, et dont les parois, souvent même le sous-sol, sont littéralement gorgés de cadavres. Pour l'ensevelissement de leurs morts, les chrétiens avaient utilisé non seulement les hypogées païens, mais des corridors d'anciennes carrières, des citernes et des silos abandonnés. Installées dans ces greniers vides, sous terre, dans le voisinage des germes et des racines, les catacombes chrétiennes justifient la comparaison, — si fréquente chez saint Augustin et les Pères de l'Église, — des corps ensevelis avec le froment conservé dans les silos pour les semailles et les moissons futures. Bien loin que tout soit fini pour eux, ils ne sont là qu'en dépôt, comme le blé qui va germer au printemps. Ils attendent la Résurrection : *reservantur*, ils sont mis en réserve par le bon Laboureur... (1).

Déjà plus de dix mille sépultures ont été inventoriées. Plusieurs groupes de catacombes ont été déterminés avec précision. Les deux plus importants sont ceux d'Hermès et du Bon Pasteur, le premier ainsi dénommé parce qu'on y a découvert un *cubiculum* avec une mosaïque portant cette inscription : « Hermès à son épouse et à ses enfants très chers, *Hermes conjugi et filiis dulcissimis*, » — et le second parce qu'on y a déterré une plaque de marbre où est gravée l'image symbolique du Berger tenant sur ses épaules la Brebis perdue ou blessée. Ici, l'image est très caractéristique. Le berger a les jambes nues comme les pâtres nomades des Hauts Plateaux, et la brebis est un mouton africain à la grosse queue étalée en éventail et aux cornes recourbées.

Ces catacombes d'Hadrumète sont de véritables villes souterraines. Du haut en bas, les parois des galeries renferment des squelettes superposés et noyés dans la chaux. Comme dans les cimetières espagnols d'aujourd'hui, on dirait les tiroirs étagés d'une armoire sans fin. Ici, l'appareil de fermeture et l'ornementation sont de la plus extrême simplicité. Une pierre plate bouche l'ouverture des *loculi*, ou bien une simple tuile, ou même un morceau d'amphore. Le nom du défunt, parfois la

(1) Voir le livre important de Mgr Leynaud : *Les Catacombes africaines*. Sousse, 1910.

date du décès, avec le rituel *In Pace*, sont tracés, semble-t-il, à la hâte, sur la pierre, ou sur l'argile, soit à la pointe sèche, soit avec un pinceau, ou tout simplement avec un bout de charbon. Une brièveté si lapidaire a quelque chose d'impressionnant. Ces noms d'inconnus qui se répètent pendant des kilomètres : *Victorinus, Donatus, Quodvultdeus, Maximinus, Stertinius,* finissent par donner l'hallucination d'une foule obscure, d'un peuple d'ombres qui s'éveillerait et qui se soulèverait confusément à la lueur douteuse des bougies...

Parfois, la galerie s'arrête, coupée par un réduit plein de ténèbres et d'une humidité glaciale. Ce sont peut-être des salles de lavage mortuaire, où le cadavre était plongé dans une piscine et revêtu d'un suaire, selon la coutume juive, — ou bien étaient-ce des chapelles en l'honneur des martyrs, des « memoriæ, » comme on les appelait?... A d'autres moments, on tombe tout à coup dans une petite salle régulière et pavée de mosaïques, qui servait de salle de réunion et de salle à manger, aussi bien pour les païens que pour les chrétiens. On y venait banqueter en l'honneur des défunts, — tradition, qui se perpétua plus tard au grand jour, quand la paix de l'Église fut définitivement établie, — et à laquelle sainte Monique (nous le savons par son fils) eut beaucoup de peine à renoncer. Le cubiculum d'Hermès est un de ces réduits mystérieux : on y voit, avec le lucernaire, le banc où s'asseyaient les fidèles, le siège de l'officiant, les arcosolia, où sans doute se célébrait le saint sacrifice. La mosaïque qui recouvrait le sol, représentait, dans un médaillon, l'Ichthus symbolique sous les traits d'un dauphin enroulé à une ancre cruciforme. De chaque côté nageaient des poissons. Des stries de couleur glauque, soulignées de fortes ombres noires, marquaient les vagues de la mer. A quelque distance de là, une mosaïque plus grande décorait le sol d'un hypogée païen, une mosaïque qui figurait, elle aussi, la mer, avec des barques, des pêcheurs jetant l'épervier, retirant la nasse, ou brandissant des lignes, au milieu de tout un grouillement de congres et de poissons marins. Ces images païennes ne rebutaient nullement les Chrétiens, pour qui elles devenaient un langage allégorique, un ensemble de signes attestant la vanité de la mort, la perpétuité de la vie par delà le tombeau.

On peut regretter qu'ici encore les mosaïques aient été

enlevées et mises à l'abri dans des musées. On aimerait en voir au moins des reproductions dans les chambres funéraires, dont elles égayaient jadis la nudité. On souhaiterait aussi qu'on eût laissé en place ou qu'on restaurât les peintures murales et les stucages qui revêtaient certaines sépultures. Ces guirlandes de fleurs et de fruits, ces petits génies ailés, dont nous parlent les guides, n'existent plus que pour nos imaginations. Et de même, quand on chemine à travers les interminables couloirs des catacombes, on déplore que les lampes d'argile aient déserté les petites niches fumeuses qui s'échelonnent de distance en distance le long de la double paroi. Est-ce qu'on ne pourrait pas rallumer ces lampes, comme au temps où elles éclairaient de leurs mèches grésillantes les cortèges funèbres des premiers chrétiens ou les processions en l'honneur des martyrs? Aujourd'hui, à la lueur de vulgaires bougies, dont la cire vous coule entre les doigts, on n'aperçoit plus, pendant des centaines et des centaines de mètres, que le tuf sillonné de rides et de crevasses, et, de temps en temps, se tordant au-dessus de vos têtes, comme de longs serpents noirs, crevant les couches minces du plafond, des racines de figuier ou d'olivier...

Cette nudité a du moins le mérite de conserver à la catacombe son caractère primitif. Ici, non seulement on est plus près de la nature qu'à Rome, mais aussi on est plus près de la vérité. A part certains transferts jugés indispensables, rien n'a bougé, rien n'a été refait, ni altéré. Aucune surcharge, aucun embellissement. Ainsi les catacombes d'Hadrumète sont une chose réellement unique : elles ont gardé leur physionomie antique et africaine. La foi chrétienne s'y manifeste dans son austérité entière, avec son dédain pour l'artifice et la beauté extérieure. C'est, dans sa rudesse un peu campagnarde, le grenier mystique, où, derrière les pierres plates et les tuiles des *loculi*, comme dans les silos du Numide, sont entassées les bonnes semences de la Résurrection. Ces débris d'amphores, marqués au charbon ou au pinceau d'un nom énigmatique, comme autrefois, dans les celliers païens, les jarres portant sur leurs panses les noms des consuls, — elles évoquent l'idée d'on ne sait quelles célestes Vendanges...

Mais surtout, grâce à leur repos, rarement violé par l'indiscrétion des touristes, ces catacombes d'Hadrumète sont restées vraiment des *cubicula*, des dortoirs pleins de Dormants, dont il

semble que l'on sente la présence, la foule compacte et les chaudes haleines, dans la tiédeur et l'étouffement des galeries souterraines.

***

Cela, ce n'est qu'un aspect, — le plus secret, le plus mystérieux, — de la ville antique. Hadrumète, ville maritime, est païenne. Vénus, reine des ports, fut sa patronne.

Entrez au Musée de la Casba, ou au Musée municipal : Vénus est partout. Elle encombre les vitrines de ses statuettes. Son image triomphe sur les piédestaux ou dans l'encadrement somptueux des mosaïques. Tantôt, elle est réduite à sa forme rudimentaire, au triangle symbolique de Tanit où sont à peine marqués les attributs sexuels. Plus fréquemment, c'est la Déesse lascive et toute-puissante, célébrée par le romancier de *l'Ane d'or*, la Vénus impudique, dans toute la liberté de ses gestes et de ses attitudes, — Vénus au Coquillage, Vénus des Carrefours, Vénus Génitrix, qui, d'une main, presse sa belle gorge et, de l'autre, désigne ses flancs féconds et voluptueux.

Au Musée municipal surtout, ses effigies sont nombreuses. On a eu la malencontreuse idée de donner à cet édifice mesquin et beaucoup trop exigu l'extérieur d'une maison mauresque. Avec ce style interlope, cette abondance de simulacres aphrodisiens, et, çà et là, dans les coins, les quelques symboles luxurieux qu'il renferme, ce logis écarté finit par prendre une apparence de mauvais lieu. Mieux installé, conçu dans un style mieux approprié à son contenu, ce pourrait être quelque chose de charmant. On a là sous la main tous les éléments d'un petit musée vraiment exquis et original : il ne faudrait que les mettre en valeur.

Une foule d'objets hétéroclites y sont entassés de telle sorte qu'ils se nuisent les uns aux autres : statues, bas-reliefs, terres cuites, poteries, médailles, mosaïques... Les mosaïques principalement sont le charme et la richesse du musée de Sousse. On peut y contempler un étonnant *Triomphe de Bacchus*. Le dieu est représenté dans une longue robe traînante, sur un char auquel sont attelés des tigres et que conduisent des satyres et des ægipans. Ces figures centrales se détachent, avec une intensité et une opulence de couleur extrêmes, parmi des branches de vignes arborescentes, qui, lourdes de leurs grappes et de leurs pampres,

se recourbent et s'enchevêtrent en un prodigieux jaillissement de sève. Ailleurs, ce sont des chevaux de course, traités avec un réalisme si copieux et si vivant qu'ils ont l'air de sortir de leurs écuries : marqués à la croupe d'une lettre de l'alphabet, les jarrets serrés dans des bandelettes, une palme entre les deux oreilles, la couronne de laurier au cou, ils piaffent d'un air fringant, en agitant les rubans rouges de leurs queues et de leurs crinières nattées. A côté d'eux, les palefreniers en jaquettes multicolores font claquer leurs fouets. Puis ce sont les plantureux décors de salles à manger, — les fleurs et les fruits de l'Afrique, les guirlandes de roses et d'anémones, les épis entrelacés, les figues, les poires, les pommes, les coings, les cédrats, les grappes de raisin, — et tout le butin de la pêche et de la chasse, les congres et les dorades, les perdrix, les canards, les faisans crêtés d'or, et les pintades numidiques au plumage ocellé...

Toutes ces figures éclatantes et fraîches éveillent le souvenir d'une vie facile et comblée, égayée par les formes les plus heureuses et les plus belles, en face de la mer lumineuse, sur les loggias à colonnades des hautes villas, ou dans les exèdres ventilés des jardins. La conque de Vénus marine a déposé sa nacre sur le ciel et sur tout l'horizon brillant d'Hadrumète.

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LE MANOIR

DERNIÈRE PARTIE (1)

XXIII. — Mme BELLEW RÈGLE SES COMPTES

Assise sur son lit, Mme Bellew tenait une lettre froissée. Près d'elle se trouvait son coffret à bijoux. Elle en tira un collier d'améthystes, un pendentif d'émeraudes et une bague de diamants, qu'elle entoura d'ouate et mit ensuite dans une enveloppe. Quant aux autres bijoux, elle les laissa tomber, un à un, sur ses genoux et les considéra longuement. Enfin elle replaça deux colliers et deux bagues dans le coffret, mit le reste dans une petite boîte verte, et, prenant la boîte et l'enveloppe, elle sortit.

Elle fit signe à un cab, se fit conduire à la poste et envoya un télégramme ainsi rédigé : « *Pendyce, Club des Stoïciens.* Soyez atelier, six à sept. » Du bureau de poste, elle donna l'adresse de son bijoutier, et plus d'un, en la voyant passer, le rose aux joues, les yeux brillants, comme animée d'une flamme intérieure, se retourna sur elle, avec le regret de ne savoir ni qui elle était ni où elle allait. Le bijoutier sortit les bijoux de la boîte verte et les examina à la loupe. C'était un petit homme, au visage ridé et jaunâtre, à la barbe courte et rare. Quand il eut estimé à part lui la somme qu'il pourrait en donner, il releva la tête vers sa cliente, qui, accoudée à la table, le menton appuyé dans les mains, le regardait fixement. Il lui dit un chiffre.

Copyright by Galsworthy, 1920.

(1) Voyez la *Revue* des 15 août, 1er et 15 septembre.

— C'est votre maximum ?... Je m'en remets à vous. Une condition seulement : c'est que vous me verserez cette somme tout de suite.

Le bijoutier eut un clignement d'yeux.

— C'est une grosse somme, dit-il... Je crains de ne pas avoir les fonds.

— Alors, je regrette : je serai obligée de m'adresser ailleurs.

Et elle fit mine de se retirer. Le bijoutier la pria d'attendre, alla dans le fond de la boutique conférer à voix basse avec son associé. Enfin, il revint avec un sourire contraint :

— C'est une chance, madame : il se trouve que nous avons justement la somme.

Mme Bellew prit les billets que lui comptait le bijoutier, se fit donner une feuille de papier, pour écrire une lettre, glissa la lettre avec les billets, dans la précieuse enveloppe qu'elle avait apportée, y mit une adresse et cacheta le tout.

Puis, elle regagna son cab. De nouveau, dans les rues encombrées de voitures et de piétons, les gens se retournaient pour la regarder passer.

Mme Bellew se fit déposer à Albert Bridge. Elle descendit rapidement une rue au coin de laquelle elle tourna, pour se trouver tout à coup en face d'un petit jardin, où s'alignaient trois peupliers. Sans hésiter, elle ouvrit la barrière et alla droit à une porte verte. Un jeune homme, à chevelure et barbe d'artiste, qui se tenait embusqué derrière une porte voisine, eut un petit sourire narquois en l'apercevant. Elle tira de sa poche une clef, fit jouer la serrure, et entra.

La vue de la jeune femme parut avoir été une inspiration pour le rapin. Il apporta un chevalet, une toile, et se mit à faire un croquis du bout de jardin par où était entrée Hélène. Il y avait là une vieille fontaine ornée de trois crapauds de pierre, puis un plant de groseilliers en fleurs, et enfin la porte verte sur laquelle un rayon de soleil venait frapper obliquement. Il travailla pendant une heure, remit en place son chevalet et partit pour prendre son thé.

Peu après, Mme Bellew sortit à son tour. Elle ferma la porte derrière elle et resta un moment immobile. Puis, tirant de sa poche la volumineuse enveloppe, elle la glissa dans la boîte aux lettres ; elle se baissa alors, ramassa une petite branche et la plaça dans la fente, pour empêcher le couvercle de faire du

bruit en retombant. Cela fait, elle se passa la main sur la figure, puis sur la poitrine, comme pour effacer quelque chose, et partit. Une fois dehors, elle tourna à gauche, et, reprenant le même chemin par où elle était venue, elle se dirigea vers le fleuve. Elle marchait avec précaution, regardant de côté et d'autre. Une ou deux fois, elle s'arrêta, et respira longuement, comme si elle ne pouvait assez prendre d'air. Elle alla jusqu'au quai et s'accouda au parapet. Dans une main, entre le pouce et l'index, un petit objet qui brillait au soleil. D'un geste lent et décidé, elle étendit le bras au-dessus de l'eau, entr'ouvrit les doigts et lâcha la clef.

XXIV. — L'INSPIRATION DE Mme PENDYCE

Ce fut pour Mme Pendyce une soirée d'attente fiévreuse. Mais George, malgré sa promesse, ne vint pas la chercher. Bien avant dans la nuit, elle resta éveillée, déchirée qu'elle était par la cruelle pensée de son isolement et par cette découverte plus cruelle encore : « George n'a pas besoin de moi ; je ne lui sers de rien ! » Pour trouver un temps où il avait eu vraiment besoin d'elle, il lui fallait remonter bien loin, à l'âge où il portait encore des complets de toile, et où elle avait eu, seule, le privilège de lui donner ce qu'il désirait, des tranches d'ananas, le vieux fouet de Benson, la lecture quotidienne des *Années de collège* de Tom Brown, ou encore de frictionner sa jambe frêle lorsqu'il avait eu une entorse, ou de le coucher dans son lit bien bordé. Mais, depuis son départ pour l'école, il n'avait plus jamais eu besoin d'elle. Si elle avait cherché à se persuader du contraire, désespérément maintenant elle découvrait que ce n'avait été qu'illusion.

Déjà la journée recommençait. Mme Pendyce tenait l'oreille aux aguets; dans son cerveau fatigué, les bruits extérieurs se mêlaient confusément à ses pensées : de l'accablement où elle était plongée montait en elle cette sensation que tout ici-bas est absurde et inutile.

Elle se fit servir son déjeuner dans sa chambre. Aucune nouvelle de George ne vint la réconforter. Alors, sans dessein défini, mais poussée par une sorte d'instinct, elle résolut d'aller voir Mme Bellew. Elle crut toutefois devoir passer d'abord chez M. Paramor; mais, n'ayant qu'une très vague notion de l'heure

à laquelle les hommes commencent à travailler, elle n'osa partir qu'après onze heures, et encore recommanda-t-elle au cocher de la mener lentement. Celui-ci, comme bien on pense, poussa son cheval plus vite qu'à son habitude.

C'était la première fois qu'elle pénétrait dans le cabinet d'un homme affaires. Du petit salon d'attente où on lui tendit le *Times*, que son émoi ne lui permit pas de lire, elle pouvait entrevoir une enfilade de pièces, garnies jusqu'au plafond de livres reliés et de cartons noirs aux étiquettes blanches, où des jeunes gens étaient assis derrière des tables chargées de dossiers. Elle entendait un perpétuel cliquetis qui l'intriguait, et sentait une odeur particulière de cuir et de désinfectant qui affectait désagréablement son odorat. Un petit jeune homme aux cheveux roux traversa la pièce, une plume à la main, et lança de son côté un regard curieux. Et soudain, elle s'apitoya sur le sort de tous ces jeunes gens assis derrière des dossiers : « Tout cela, songea-t-elle, parce que les gens ne peuvent se mettre d'accord ! »

On l'introduisit enfin dans le bureau de M. Paramor.

Dans la grande pièce dénudée, elle s'assit, les yeux fixés sur trois roses de France qui baignaient dans un verre d'eau. Alors il lui sembla qu'elle serait dans l'impossibilité de proférer une parole.

M. Paramor, avec son visage régulier, sur lequel se détachaient les touffes épaisses de ses sourcils, avec son front bien découvert et ses cheveux grisonnants, ramenés en arrière, paraissait, au grand étonnement de Mme Pendyce, avoir cinq ans de moins qu'Horace, qui était son cadet, et dix ans de moins que Charles. Ses yeux, que le travail de la pensée avait fait passer du gris foncé au gris clair, gardaient, malgré la gravité de leur regard, un air de jeunesse : le sourire qui perçait aux coins de sa bouche était un sourire de jeune homme. Il tira à lui une sorte de poignard qui maintenait des papiers empilés sur le bureau, prit une lettre dans la liasse et la tendit à Mme Pendyce :

— Voici, lui dit-il aimablement, une lettre qui, je crois, vous intéressera.

En tête du document, se lisait : « Bellew contre Bellew et Pendyce. » Mme Pendyce, comme fascinée par l'élégance de la calligraphie, resta longtemps avant de pouvoir en détacher ses

yeux. Pour la première fois, toute l'horreur de ces sortes d'affaires traversait cette cuirasse d'optimisme derrière laquelle l'homme tente de se protéger contre ce à quoi il n'aime pas songer. Deux hommes et une femme luttaient, s'étreignaient, se déchiraient mutuellement aux yeux de tous. Une femme et deux hommes, oubliant tout sentiment de pitié et de bonne éducation, de mesure et de sympathie, tout ce qui fait la vie décente et agréable, se déchiraient comme des sauvages, en public. Deux hommes, — dont l'un était son fils, — et, entre eux, une femme que tous deux avaient aimée d'un véritable amour! « Bellew contre Bellew et Pendyce! » Et cela allait devenir de notoriété publique, à côté de ces histoires pitoyables que, si souvent, elle avait lues avec une sorte d'intérêt mêlé de dégoût; à côté des affaires « Snooks contre Snooks et Stilles, » « Horaday contre Horaday, » « Bethany contre Bethany et Sweetenham; » à côté de tous ces scandales dont les acteurs lui avaient paru des êtres méprisables, bien que, souvent, elle eût ressenti pour eux une sorte de compassion, comme si quelque esprit malin les eût enchaînés au pilori pour y être la risée générale. Elle en fut écœurée : tout cela était si vulgaire, si vil, si grossier!

La lettre n'était qu'une acceptation de rendez-vous avec un avoué. Mme Pendyce, sa lecture terminée, leva la tête vers M. Paramor qui s'empressa de dire :

— J'irai voir moi-même ces gens-là demain après-midi. Je ferai de mon mieux pour leur faire entendre raison.

— Et... s'ils ne veulent pas?

— Alors, j'emploierai un autre moyen, et ils feront bien de se tenir sur leurs gardes.

Mme Pendyce se renfonça dans son fauteuil : l'incessant cliquetis de machine à écrire et l'odeur de cuir et de désinfectant l'obsédaient. Elle se sentait défaillir.

— Mais peut-être avez-vous à me faire part de quelque chose de nouveau? dit M. Paramor.

Soudain, elle se sentit prise de terreur.

— Non! non. Je voulais seulement savoir ce qui a été fait. Je suis venue pour voir George. Mon mari ne m'a pas accompagnée. George et lui ne s'accordent pas toujours...

— Ils se ressemblent trop.

— Croyez-vous? Je n'ai jamais remarqué...

— Pas de visage, pas de visage... Mais ils ont tous deux...

Un sourire remplaça, sur les lèvres de M. Paramor, le mot qu'il avait au bout de la langue; et Mme Pendyce qui ignorait que ce mot fût « la Pendycite » sourit vaguement aussi.

— George a un caractère très résolu, dit-elle.

Mme Pendyce avait eu l'intention de lui parler de sa visite à Hélène Bellew; mais, de nouveau, il lui parut entendre l'obsédant cliquetis, sentir l'odeur de cuir et de désinfectant, et voir ces mots : « Bellew contre Bellew et Pendyce; » elle n'avait plus qu'une envie : s'en aller.

Elle se leva et tendit la main à M. Paramor, qui la reconduisit avec mille politesses.

— Au revoir, au revoir!... J'irai vous dire ce que j'aurai fait. Je sais... je sais!

Ces mots produisirent sur Mme Pendyce un effet singulier et pénible, comme si personne n'eût jamais « su » auparavant. Elle s'en alla, les lèvres tremblantes. Et, en vérité, dans tout le cours de son existence, personne, en effet, n'avait jamais « su... »

Ayant regagné sa voiture, Mme Pendyce enjoignit, encore une fois, au cocher de la conduire lentement ; et, encore une fois, contre toutes ses habitudes, le cocher accéléra son allure. Malgré tout, le trajet vers Chelsea parut interminable à Mme Pendyce. Quand enfin elle se trouva devant la porte de Mme Bellew, son cœur battait si fort qu'elle pouvait à peine respirer. Il lui fallut un peu de temps pour qu'elle se décidât à sonner.

Introduite auprès de Mme Bellew, elle la trouva étendue sur un sofa, en train de siffler un air à un serin dont la cage était accrochée à la fenêtre grande ouverte.

Dans les affaires humaines, une part d'ironie se mêle sans cesse aux intérêts essentiels de l'existence. Toutes les idées dont Mme Pendyce avait été assaillie pendant le trajet, s'en allaient lamentablement à vau-l'eau. Elle avait longuement imaginé cette entrevue, et la réalité était tout autre. En présence d'Hélène Bellew, elle n'éprouvait ni nervosité, ni hostilité, mais seulement une sorte d'intérêt douloureux. Comment cette femme ou toute autre femme eût-elle pu ne pas s'éprendre de George?

Mme Bellew l'accueillit, le sourire aux lèvres. Aussitôt, avec une volubilité où se trahissait son émotion, la mère de George Pendyce s'empressa de dire :

— Ne vous fâchez pas de ma visite... George n'en sait rien... Je sentais qu'il me fallait venir vous voir... Ce qui se passe est si regrettable! Y avez-vous songé tous deux? Et puis, il n'y a pas que vous deux en cause...

Le sourire quitta les lèvres de Mme Bellew. Elle corrigea :

— Je vous serai obligée de ne pas dire : « vous deux. »

Mme Pendyce resta interdite. Elle balbutia :

— Je ne comprends pas.

Hélène la regarda bien en face.

— Eh bien! vous allez tout de suite comprendre. Je n'aime plus votre fils, voilà! Je l'ai aimé, c'est vrai; maintenant, tout est fini entre nous : je le lui ai dit hier, une fois pour toutes.

Ces mots, — si différents de ceux qu'elle attendait, — furent pour Mme Pendyce un coup de massue : elle les entendit, avec une sorte de stupeur comme en rêve. Elle répétait :

— Vous ne l'aimez plus?... Vous ne l'aimez plus?

Le rouge lui était monté au visage. Elle se sentait insultée par cet affront. Cette femme s'était lassée de George! De son fils! Et ce fut avec des yeux où, pour la première fois de sa vie, brûlait le feu de la haine, qu'elle regarda Mme Bellew.

— Vous êtes fatiguée de lui? Vous l'avez congédié? Mais alors, pourquoi suis-je ici? C'est auprès de lui que je devrais être. Donnez-moi son adresse.

Mme Bellew s'assit devant un bureau, écrivit l'adresse demandée et il y avait tant de grâce dans chacun des mouvements de la jeune femme, que Mme Pendyce sentit saigner son cœur.

Elle prit le papier que lui tendait Hélène Bellew. Jamais de la vie un mot injurieux n'était sorti de ses lèvres, et d'ailleurs aucun mot n'aurait pu exprimer ce qu'elle ressentait. Elle se contenta donc de faire demi-tour en silence, et sortit.

En descendant l'escalier, il lui fallut s'aider de la rampe. Elle sentait les marches se dérober sous ses pas.

XXV. — MÈRE ET FILS

Pour Mme Pendyce, Chelsea était une région absolument inconnue, et elle eût longtemps cherché avant de trouver son chemin pour se rendre chez son fils, si elle eût été, de naissance, une Pendyce. C'était en effet une règle pour eux de ne jamais demander conseil pour quoi que ce fût, ni de jamais croire ce

qu'on leur disait, mais de trouver les choses par leurs propres moyens, non sans beaucoup de dérangement inutile, dont ils se plaignaient ensuite.

Un policeman d'abord, puis un rapin, — notre rapin de tout à l'heure, — la mirent dans la bonne voie. Elle suivit une petite allée, passa devant la fontaine en ruine et ses trois grenouilles de pierre, et arriva en face de la porte verte qu'on lui avait indiquée.

Une chaîne de sonnette rouillée pendait au milieu des feuilles de lierre; elle la tira. Un tintement fêlé se fit entendre, mais personne ne vint ouvrir. Cependant un bruit sourd semblait indiquer que quelqu'un marchait de long en large à l'intérieur. Ce bruit se confondit bientôt dans la psalmodie d'un marchand des quatre saisons criant sa marchandise, dans la rue. Mme Pendyce s'adressa à l'artiste posté près de là à son chevalet :

— Peut-être pourriez-vous me dire, monsieur, si mon fils est chez lui !

— Il doit y être : je suis resté ici à peindre, toute la matinée, et je ne l'ai pas vu sortir.

Mme Pendyce n'arrivait pas à comprendre que son fils pût habiter dans un tel endroit.

— Voulez-vous que je frappe pour vous? dit l'artiste. Ces marteaux sont durs à manœuvrer.

— Si vous vouliez être assez aimable !

L'artiste heurta le marteau.

— Il y est sûrement. Je n'ai pas quitté sa porte des yeux C'est elle que je suis en train de peindre.

Une terreur irraisonnée s'empara de Mme Pendyce.

— Il y est sûrement... il faut que j'entre !

Un frisson parcourait ses membres : elle dut s'appuyer contre la porte. « Qu'est-ce qui se passe? se répétait-elle. Peut-être dort-il. Peut-être... Oh ! mon Dieu ! » De toute sa force, à son tour, elle secoua le marteau. La porte s'entr'ouvrit enfin et, dans l'embrasure, George se montra. Mme Pendyce étouffa un sanglot et se hâta d'entrer par cette porte aussitôt refermée.

Elle resta quelques instants sans parler. Elle était encore en proie à cette étrange terreur qui l'avait envahie. Elle évita de regarder directement son fils, et, sans en avoir l'air, se livra à une inspection hâtive de la pièce. Au fond, une galerie vitrée sur laquelle des rideaux étaient tirés, des tapis sur le parquet;

ici et là, une table chargée d'un service à thé, un poële de fonte, une psyché appliquée au mur. Un vase rempli de fleurs s'y reflétait. Mme Pendyce remarqua que ces fleurs étaient fanées, et leur odeur fade lui fut pénible.

— Tes fleurs sont desséchées, mon chéri, dit-elle, il faudra que je les remplace par des fraîches.

Alors seulement, elle osa regarder son fils. Elle remarqua qu'il avait les yeux cernés et le teint bilieux. Et il lui sembla qu'il avait eu un mouvement de recul. Elle trembla; elle se dit :

— Il ne faut rien laisser paraître, il faut que je garde mon calme.

Il y avait dans le regard de son fils un air de lassitude et de désespoir qui lui fit peur; et elle avait peur aussi de son entêtement, de cet entêtement silencieux et réfléchi qui s'attache à ce qui a été parce que ç'a été, et qui ne veut pas abandonner ce qui est sa propriété, même quand cette propriété n'est plus. Ce caractère était si peu le sien, qu'elle ne pouvait soupçonner jusqu'où il pourrait entraîner son fils, mais toute sa vie de femme mariée s'y était heurtée, et elle redoutait maintenant que George en fût victime.

Enfin, elle reprit possession d'elle-même et attira George près d'elle sur le sofa; et elle songeait : « Que de fois ne s'est-il pas assis là, avec cette femme dans les bras! »

— Tu n'es pas venu me chercher hier soir, mon chéri. Je m'étais pourtant procuré de bien bonnes places!

— Non, dit-il avec un sourire amer, j'avais autre chose à faire!

A la vue de ce sourire, Margery Pendyce sentit battre son cœur à en mourir, mais elle affecta de sourire, elle aussi.

— Que c'est joli chez toi, mon chéri!

— Il y a de la place pour se promener!

Elle se rappela le bruit de pas, ces allées et venues qu'elle avait entendues. Comme il ne lui demandait pas par quel moyen elle s'était procuré son adresse, elle comprit qu'il avait deviné où elle était allée, et qu'ils n'avaient par conséquent rien à se dire. Et, bien que ce fût pour elle une manière de soulagement, elle n'en continua pas moins de craindre une résolution désespérée.

— Eh! mon pauvre enfant, dit-elle en désignant le vase de

fleurs; ces fleurs sont pourries; va donc les jeter dehors; c'est si insupportable, cette odeur de fleurs fanées!

George obéit, et, comme un chat guette une souris, Mme Pendyce le suivait des yeux, tandis qu'il s'apprêtait à se rendre au jardin. Aussitôt que la porte fut fermée, à pas de loup, elle se glissa derrière les rideaux. « Je sais qu'il a un revolver, » pensait-elle. Au bout d'un instant, elle reparut et chercha dans toute la pièce; mais elle ne découvrit rien et elle fut un peu rassurée.

Quand George revint, elle était debout à la même place où il l'avait laissée. Ils s'assirent en silence, et, dans ce silence, qui lui parut le plus long de sa vie, elle eut conscience qu'elle ressentait en elle-même tout ce qui était dans le cœur de son fils, toute sa souffrance, l'amertume du chagrin, du regret et du dépit, la rage de la défaite, le cri des sens inassouvis, la soif des joies perdues, une sensation d'âcre dégoût.

Une fois seulement, George sortit de son mutisme :

— Vous n'auriez pas dû venir ici, dit-il ; vous me voyez dans un bien mauvais moment.

Et tout retomba au silence. Elle épia ce cher visage, penché vers le sol, et eut un désir si véhément de le tenir appuyé contre sa poitrine que, n'osant le faire, des larmes lui vinrent aux yeux et coulèrent lentement le long de ses joues. Il régnait dans cette pièce, choisie en raison de son isolement, un silence de mort, une froideur de sépulcre : comme dans une tombe, on y était séparé du monde. N'y pouvant tenir plus longtemps, Mme Pendyce s'écria enfin :

— George, parle-moi! ne me tiens pas comme cela à l'écart!

Il répondit :

— Que voulez-vous que je vous dise, maman?

— Rien... seulement...

Et, se laissant tomber à genoux auprès de son fils, elle lui attira la tête sur son sein et se mit à la bercer, tout en se glissant de plus en plus près de lui jusqu'à ce qu'elle sentît que sa tête y reposait confortablement. Elle avait ainsi près de son cœur ce visage adoré et le serrait étroitement pour qu'il ne pût lui échapper. Le parquet nu lui froissait les genoux; le dos et tout le corps lui faisaient mal; mais pour rien au monde elle n'eût desserré son étreinte, car elle jugeait que son chagrin adoucirait celui de son fils, et elle lui inonda le cou de ses

larmes. Quand, enfin, il releva la tête, il se laissa glisser à terre sans avoir la force de se relever, mais, en touchant le corsage de sa mère, il sentit qu'il était humide. Il fit effort pour dire :

— Je vous en prie, maman, soyez sans inquiétude!

Elle ne voulut pas lui laisser voir le contentement qui brillait dans ses yeux. Un instinct plus fort que la raison l'avertissait qu'elle n'avait plus rien à craindre pour lui.

Elle se leva.

— Je ne veux pas rester davantage, mon chéri. Est-ce que je puis me servir de ta glace?

Debout devant le miroir, tout en remettant ses cheveux en ordre et en passant son mouchoir sur ses lèvres, elle se disait :

« Cette femme s'est tenue là, devant cette même glace; elle a arrangé ses cheveux, elle a essuyé sur ses joues la trace de ses baisers, à lui! Que le Seigneur lui rende tout le mal qu'elle a fait à mon fils! »

Mais à peine eut-elle formé ce souhait qu'elle frémit de remords.

Près de la porte elle se retourna et adressa à George un sourire qui semblait dire : « Il ne sert à rien de pleurer ou d'essayer de te montrer ce qui est dans mon cœur; c'est pourquoi je souris, comme tu vois. Je t'en prie, ris aussi pour me réconforter un peu! »

George lui mit dans la main un petit paquet et essaya de sourire.

Mme Pendyce sortit rapidement. Éblouie par le soleil, elle ne pensa à regarder le paquet qu'une fois hors du jardin. Il contenait un collier d'améthystes, un pendentif d'émeraudes et une bague de diamants. Dans la petite rue grise qui menait à ce jardin avec ses peupliers, sa vieille fontaine et sa porte verte, les bijoux étincelaient et chatoyaient comme si toute la lumière et toute la vie y étaient concentrées. Mme Pendyce en admira l'éclat. Et quoi! cette femme après les avoir choisis et s'en être parée, les avait rejetés loin d'elle! La mère les remit dans leur papier, reficela le paquet, et se dirigea vers le fleuve. Elle marchait sans hâte, d'une allure décidée. Elle traversa le quai et alla s'accouder au parapet, les mains au-dessus de l'eau grisâtre. Elle écarta les doigts; le mince paquet tomba, flotta une

seconde, et disparut enfin. Mme Pendyce resta quelque temps immobile. Il lui semblait voir ces pauvres bijoux enfouis dans la vase jaunâtre, à tout jamais privés de leurs couleurs et de leur rayonnement, à tout jamais perdus dans la nuit.

XXVI. — GREGORY CONTEMPLE LE CIEL

Quand Gregory Vigil appelait M. Paramor pessimiste, c'est parce que, comme beaucoup de gens, il ne connaissait pas le sens précis du mot. Par une confusion commune à tous les rêveurs, il s'imaginait que, voir les choses comme elles sont, signifie les rendre pires. Gregory avait sa façon de voir les choses, et il y tenait si obstinément qu'il préférait fermer les yeux, plutôt que de les voir sous un autre jour. Et, après tout, parce que pour lui les choses n'avaient pas le même aspect que pour M. Paramor, peut-on dire qu'il ne les voyait pas comme elles étaient? M. Paramor en voyait un aspect, et, lui, il en voyait un autre. Il ne voyait pas la boue sur un visage qu'il voulait voir immaculé, car le pouvoir de ses yeux bleus la dissolvait, tandis que l'image allait se fixer sur la rétine. L'opération se faisait inconsciemment. C'est ce qu'on appelle l'idéalisme. C'est pourquoi, plus il y réfléchissait, et plus il se convainquait, au milieu de mille tourments, que sa pupille avait raison d'être fidèle à celui qu'elle aimait et raison d'unir son existence à la sienne. Et il continuait ainsi à se torturer à cette pensée angoissante.

Vers quatre heures de l'après-midi, le jour de la visite de Mme Pendyce à l'atelier, un commissionnaire lui apporta une lettre.

Hôtel Green, jeudi.

« Cher Grig,

« J'ai vu Hélène Bellew et je sors de chez George. Nous avons tous vécu un mauvais rêve. Cette femme ne l'aime pas, ne l'a peut-être jamais aimé. Je ne sais pas ce qui s'est passé entre eux et je ne veux pas m'ériger en juge. *Elle l'a quitté.* Je me défie trop de moi pour me hasarder à dire quoi que ce soit à ce sujet. J'imagine quelqu'une de ces histoires sentimentales auxquelles il est vain de chercher à rien comprendre. Je vous écris ce mot pour vous faire connaître la situation telle qu'elle est, et pour vous demander, si vous avez un moment à perdre,

de passer ce soir au club de George et de me faire savoir s'il y est et quel air il a. Vous êtes vraiment le seul à qui je puisse demander ce service. Pardonnez-moi si cette lettre vous fait de la peine.

« Votre cousine affectionnée,

« MARGERY PENDYCE. »

Au reçu de cette lettre, Gregory Vigil eut peine à contenir son émotion. Il ne prît pas le temps de la réflexion, et, plutôt qu'il ne sortit, machinalement il se trouva dehors. Sans crier gare, son cœur, — comme tout cœur qui se respecte, — s'était mis à saigner, l'air lui manquait. Il ne prit pas de voiture, et tandis qu'il marchait d'un pas rapide, il fit un effort pour rassembler ses idées. Mais ses sentiments étaient confus, heurtés, mêlés d'éclairs de joie dont il avait honte. A son insu peut-être, il allait vers Chelsea, car, si les yeux de l'homme peuvent se diriger vers les étoiles, ses pieds ne peuvent l'y mener, et en la circonstance, Chelsea était le but tracé aux pas de Gregory. Il n'était pas seul à s'y rendre, nombreux étaient ceux qui y allaient comme lui, et nombreux ceux qui en revenaient. C'était dans les rues le long flot humain des après-midi d'été. Et il croisait, sans les voir, des promeneurs qui ne le voyaient pas. Le soleil qui lui brûlait le visage éclairait le dos de ces hommes, et la brise qui lui rafraîchissait le dos leur soufflait au visage. Car l'humanité insouciante va ainsi son chemin, sur les routes de l'univers, se rendant avec des millions d'êtres à son Chelsea et croisant sur son trajet des millions d'autres qui en reviennent.

— Mme Bellew est-elle chez elle?

Il entra dans une vaste pièce où se trouvait un serin silencieux dans une petite cage aux barreaux dorés, un piano droit avec une partition d'opéra grande ouverte, un sofa avec des coussins empilés les uns sur les autres, et sur le sofa une femme au visage sombre, les coudes posés sur les genoux, une main sous le menton, et le regard vide. Il s'assit près de la fenêtre, et, les yeux baissés, il se mit à parler d'une voix assourdie, en phrases entrecoupées. Il apprit à Hélène Bellew qu'il n'ignorait rien de ce qui venait de se passer dans sa vie, tout en regardant toujours par cette fenêtre, d'où, par inadvertance sans doute, l'architecte avait laissé apercevoir une étroite bande de ciel. Aussi ne put-il voir l'expression de dédain et

d'impatience avec laquelle Mme Bellew l'écoutait. Il ne la vit pas non plus étendre les bras et allonger les doigts comme une chatte en colère. Il lui dit qu'il ne voulait pas l'importuner, mais que, si elle avait besoin de lui, pour quoi que ce fût, elle pouvait faire appel à lui : il serait toujours à sa disposition ; et, comme il regardait à terre, il ne vit pas le pli ironique de ses lèvres. Il lui dit aussi qu'elle serait toujours la même pour lui et la pria de croire à la sincérité de son dévouement. Il ne vit pas le sourire, qui ne la quitta pas tant qu'il fut là, sourire incompréhensible pour lui, parce qu'il était le sourire de la vie chez une femme dont tout lui échappait. Il voyait seulement qu'il y avait là sur ce sofa une belle créature qu'il adorait en silence depuis des années. Il prit congé. Elle l'accompagna jusqu'à la porte, et il ne put la voir qui se rasseyait sur le sofa, dans l'attitude où elle était avant qu'il entrât, les coudes sur les genoux, une main sous le menton, avec ce regard lointain des joueurs.

C'était l'heure du dîner des Stoïciens, lorsque Gregory se retrouva dans Piccadilly. En voiture, ils arrivaient l'un après l'autre et passaient le seuil du club. Les pauvres diables avaient peiné toute la journée sur le champ de courses, au terrain de cricket, à Hurlingham ou dans le parc; certains étaient allés à l'Académie royale. Sur tous les visages se lisait une expression de contentement : « Dieu est bon !... enfin nous pouvons nous reposer ! » Quelques-uns d'entre eux n'avaient pas déjeuné de peur d'engraisser ; beaucoup n'avaient pas déjeuné à leur gré, d'autres enfin avaient trop bien déjeuné; mais chacun d'eux avait la conviction qu'ils se comporteraient mieux au dîner, car leur Dieu était vraiment bon et il tenait ses assises entre la cuisine et la cave du club des Stoïciens. Et tous, — car ils avaient tous de la poésie dans l'âme, — aspiraient à ces heures paradisiaques où, un cigare à la bouche, de bons vins devant eux, ils pourraient rêver le rêve quotidien que tout bon Stoïcien peut se procurer pour quinze shillings ou même moins, tout compris.

Gregory s'informa si George était arrivé et fit passer sa carte. Le chasseur revint presque aussitôt :

— M. Pendyce vous prie de l'excuser, monsieur : il est occupé en ce moment et ne peut venir.

Gregory se mordit les lèvres, mais n'insista pas.

Après tout, songeait-il, George est à son club, c'est tout ce que Margery veut savoir, le reste importe peu. — Et sautant, dans un omnibus, une fois de plus, il contempla le ciel.

Or, George n'était pas occupé. Comme une bête blessée va se réfugier dans son antre, il s'était assis à sa fenêtre favorite, qui donnait sur Piccadilly. Il restait là sur sa chaise, sans bouger, le regard fixe, comme paralysé. Dans son esprit opiniâtre, il semblait qu'une meule tournait, broyant ses souvenirs, jusqu'au dernier. Et les Stoïciens, pour qui c'était un sacrilège qu'un homme pût ainsi rester à l'écart pendant toute la durée de cette heure sacrée, l'heure du dîner, venaient un à un le trouver.

— Pendyce ? Vous oubliez l'heure !

La bête à qui la parole a été refusée garde sa peine pour elle : le silence est la loi de sa nature. Il en fut de même pour George. Et à chaque Stoïcien qui l'interrogeait, il se contentait de répondre entre ses dents :

— Tout de suite, mon cher, tout de suite...

XXVII. — UN TOUR EN COMPAGNIE DE L'ÉPAGNEUL JOHN.

Ce jeudi-là l'épagneul John, la queue basse, les lèvres pendantes, suivait à distance le cheval de son maître. M. Pendyce avait mis sa monture au petit trot : ses pieds, dans leurs soutiers bien cirés, ses jambes nerveuses dans leur culotte de drap de Bedford et ses guêtres couleur acajou, suivaient la cadence du cheval. Les longs pans de sa redingote retombaient entièrement sur ses cuisses ; il courbait légèrement le dos et les épaules pour atténuer les sauts et au-dessus du col immaculé, sous le chapeau melon gris, son visage maigre et moustachu, encadré de favoris, aux yeux harassés, semblait triste et préoccupé. Sa jument à robe brune trottinait avec indolence, en remuant la tête de haut en bas et en se fouettant les jarrets de sa queue flottante. Ils allaient ainsi tous trois, par ce soleil de juin, le long des sentiers ombragés.

Le mardi, jour du départ de Mme Pendyce, le Squire était rentré au château plus tard qu'à l'ordinaire, se disant qu'après leur discussion de la nuit, une certaine froideur s'imposait vis-à-vis de sa femme. Quand il découvrit qu'elle n'était plus là, il

en fut, d'abord, moins irrité que stupéfait. Il passa toute la journée à ruminer un cas aussi extraordinaire. Il en était de lui comme de son chien John : les idées nouvelles n'entraient que lentement dans sa longue tête étroite. Le résultat de ses réflexions fut qu'il n'avait rien à faire. Sa femme était incontestablement folle quand il s'agissait de George ; elle perdait la conscience de ses actes; mais elle reviendrait bientôt à la raison. Ce n'était pas à lui à faire les avances. Et quelles avances, vraiment, pourrait-il faire, à moins d'avouer qu'Horace Pendyce avait tort ? Il ne l'avait jamais fait et ce n'était pas à son âge qu'il allait commencer ! Si George et elle s'obstinaient, tant pis pour eux : ils en supporteraient les conséquences.

Il s'habilla pour le dîner. A Worsted Skeynes, même en présence du cataclysme le plus effroyable, le dîner devait comprendre sept plats. Toutefois, M. Pendyce n'y toucha guère ; il but seulement un peu plus de bordeaux qu'à son ordinaire. Le dîner terminé dans son ordonnance habituelle, il passa dans son cabinet de travail.

Assis dans le calme du soir à la lueur de la lampe qui pâlissait sous son abat-jour de soie verte, il songeait confusément au passé. Et, comme par une malicieuse ironie, il ne lui revenait à l'esprit, au milieu de cette rêverie triste, que des souvenirs plaisants et des images agréables. Il s'efforçait de songer à la fugitive sans bienveillance, de se la figurer sous le plus sombre aspect. Mais il semblait qu'un malin génie, né avec lui et qui mourrait avec lui, prenait plaisir à lui montrer en elle la bonté personnifiée. Il la voyait venir vers lui à pas lents, toute parfumée, avec un léger froissement de soie, et disant : « Oui, mon ami ! » sur un ton d'affabilité où ne perçait jamais l'ennui. Il se rappelait le jour où, trente-quatre ans auparavant, il l'avait amenée à Worsted Skeynes, « timide, fraîche comme une rose, mais grande dame jusqu'au bout des ongles, » selon l'expression de sa vieille nourrice. Et il la revoyait à la naissance de George, blanche et transparente comme la cire, les pupilles démesurément dilatées, un faible sourire aux lèvres. Il la revoyait sous mille autres aspects au cours de ces années écoulées, mais jamais avec des traits flétris. Maintenant qu'elle n'était plus avec lui, il s'apercevait pour la première fois que, pour lui, elle

n'avait pas vieilli, qu'elle était toujours « timide, fraîche comme une rose, et grande dame jusqu'au bout des ongles. » Et cette pensée lui était insupportable; assis sous la lampe, son épagneul endormi à ses pieds, au milieu du vol silencieux des papillons de nuit, il se sentait seul et malheureux.

Il prit son bougeoir et monta se coucher. Les portes communiquant avec l'aile du bâtiment réservé aux domestiques étaient fermées. Dans la vaste maison il n'y avait d'autre lumière que celle de sa bougie, d'autre bruit que celui de ses pas. Il gravit lentement les marches comme il les avait déjà gravies des milliers de fois, et cependant jamais comme ce soir-là. Derrière lui, le suivant comme son ombre, venait l'épagneul John.

Mais Dieu, de qui tout vient et à qui tout retourne, qui lit au fond des cœurs des hommes et des chiens, veillait. Et quand ils furent étendus, l'un dans sa couche solitaire, l'autre sur sa toile bleue la tête appuyée contre la porte, il leur envoya à tous deux l'oubli que procure le sommeil.

Cependant, de nouveau le jour se leva, amenant avec lui les devoirs du mercredi.

Ceux qui, passant sous les fenêtres des Stoïciens, y voient les membres du club confortablement installés dans leurs fauteuils, envient l'existence oisive des classes fortunées. Et comme leur plus vif désir serait de mener eux-mêmes cette existence désœuvrée, ils n'en dorment pas et des propos amers leur viennent aux lèvres. Mais, encore que nous tenions à ces vaines opinions qui nous permettent de juger mal notre prochain et de nous en réjouir, le mot « oisif » ne convient vraiment pas ici. Le Squire de Worsted Skeynes avait, en réalité, à faire face à des obligations nombreuses et importantes. C'était d'abord la visite aux écuries, pour décider si l'on cautériserait le jarret de Beldame, ou si l'on vendrait le nouveau cheval bai dont l'allure était trop lente; ou encore pour discuter avec Benson, de la supériorité controversée de l'avoine Bruggan sur la marque Beal ou inversement. Puis venait une longue station dans le cabinet de travail, au milieu d'un tas d'agendas et de livres de dépense, demandant tous un examen minutieux pour que chaque compte fût réglé exactement. Ensuite c'était la visite au chef garde-chasse, Jarvis, pour s'informer de la santé du nouvel oiseau hongrois, ou pour examiner avec lui le moyen d'empêcher, à la prochaine battue, le gibier, produit de son élé-

vage, de se réfugier sur le domaine de son ami lord Quarryman. Et l'entretien se prolongeait interminablement, car, en la matière, les sentiments de Jarvis étaient fortement excités, au point de lui faire répéter jusqu'à six fois : « Oui, monsieur Pendyce ; ce que je dis, c'est qu'à la dernière battue nous n'aurions pas dû perdre tant de gibier... » Non moins épineux était cet autre problème : « Comment faire vivre en bonne harmonie à la fois beaucoup de faisans et beaucoup de renards ? » La discussion reprenait avec un intérêt jamais épuisé ; car, ainsi que le répétait souvent le Squire, « on peut avoir toute confiance en Jarvis pour les renards. » M. Pendyce tenait à ce que ses bois ne fussent pas dévastés.

Il revenait ensuite déjeuner frugalement; parfois même, il se passait de déjeuner, afin de se maintenir en parfaite condition physique. Puis, tantôt à pied, tantôt à cheval, il repartait, se rendant, selon les besoins, soit à la ferme du domaine, soit plus loin, et passait un long après-midi à examiner les flancs des bœufs, la couleur des navets de Suède, l'état des murs, des clôtures ou des portes.

Puis il rentrait à la maison, pour prendre le thé et lire le *Times*, sur lequel il n'avait encore pu jeter qu'un rapide coup d'œil, en accordant une attention particulière à toutes ces mesures législatives qui devaient, dans un avenir plus ou moins lointain, détruire l'état de choses existant, si l'on en exceptait, naturellement, cette future taxe sur le blé, grâce à laquelle Worsted Skeynes ne serait plus cultivé à perte.

Il arrivait parfois qu'on lui amenât des vagabonds. Il se contentait alors de leur dire : « Montrez-moi vos mains, » et si ces mains ne témoignaient pas d'un labeur honnête, leur possesseur était immédiatement envoyé en prison. Dans le cas contraire, M. Pendyce, tout dérouté, marchait de long en large, sérieusement préoccupé de trouver quel était son devoir en la circonstance. Il y avait aussi des jours presque entièrement consacrés à ses fonctions de juge de paix, où il avait à juger toute sorte de délits pour lesquels il prononçait une peine proportionnée à leur importance, le braconnage venant en tête et la raclée conjugale étant au bas de l'échelle. Car, bien qu'il eût des sentiments d'humanité, la tradition l'empêchait de considérer comme vraiment criminelle cette forme d'amusement, du moins à la campagne.

Tout cela eût évidemment pu être réglé plus rapidement par une intelligence jeune et exercée, mais aussi c'eût été contraire à tous les usages. Sans doute, tout, dans ce labeur quotidien, avait en vue, directement ou non, son intérêt personnel; mais, ce faisant, ne remplissait-il pas son devoir envers son pays, et n'affirmait-il pas le droit qu'a tout Anglais d'être, à tout prix, provincial?

Or, ce mercredi-là, ses occupations coutumières avaient perdu pour lui toute saveur et tout intérêt. Il ne pouvait se faire à l'idée d'être seul, absolument seul, au milieu de ses domaines, de sentir qu'il n'y avait personne qui s'inquiétât de ce qu'il pouvait faire, personne à qui il pût confier qu'on cautériserait le jarret de Beldame ou que Peacock réclamait d'autres portes aux clôtures. Mais son orgueil lui défendait d'écrire à celle qui l'avait ainsi abandonné à la solitude et à la honte.

Car ce qu'il éprouvait, au fond, dans sa colère et son obstination, c'était un sentiment de honte, honte de n'être pas le maître chez lui et surtout honte que l'on pût s'en apercevoir. Évidemment, il ne s'en rendait pas compte : n'étant pas habitué à s'analyser, et s'y refusant d'ailleurs de propos délibéré. Ses pensées prenaient toujours une forme concrète, et c'est ainsi qu'au déjeuner, lorsqu'il levait les yeux et voyait la place inoccupée de sa femme, il songeait, en regardant Bester en train de faire le café : « Je ne serais pas étonné que ce gaillard-là fût au courant de ce qui se passe! » Et cette pensée l'irritait. De même, en voyant, dans l'allée, M. Barter s'avancer vers le manoir, il maugréait : « Que le diable l'emporte! je ne veux pas me rencontrer avec lui! » Et il s'éclipsait, furieux d'avoir eu à l'éviter. Il tomba sur Jackman en train d'arroser les rosiers dans le jardin écossais; et tout à coup, il lui dit : « Votre maîtresse est partie à Londres. » Puis il fit brusquement demi-tour, irrité d'avoir été forcé par une impulsion mystérieuse de lui faire cette confidence.

C'est ainsi que passa cette longue et morne journée, et la seule chose qui lui apporta quelque soulagement, ce fut de rayer, dans la minute de son testament, les legs qu'il avait faits à son fils aîné, en mettant à la place les lignes suivantes :

« Étant donné que mon fils aîné George Hubert, par une conduite indigne d'un gentilhomme et d'un Pendyce, a perdu ma confiance, et étant donné que, à mon vif regret, je ne puis

le déshériter du majorat, je déclare par la présente qu'il ne devra participer en rien au partage de mes autres biens ou effets personnels. Je crois, ce faisant, agir au mieux des intérêts de ma famille et de mon pays, et c'est sans colère que je fais cette déclaration. »

En réalité, la colère qu'il avait contre son fils se doublait de celle qu'à son extrême surprise lui causait l'absence si pénible de sa femme.

Puis arriva le jeudi. L'après-midi, sur sa jument baie, M. Pendyce faisait route en compagnie de l'épagneul John. A l'instant de passer devant « Les Pins, » où demeurait Bellew, ils firent un brusque crochet. Ils tenaient à éviter jusqu'à l'image de cet homme, cause de tout le mal, image qui hantait sans cesse l'esprit du Squire avec ses épaules hautes, ses petits yeux de feu, sa moustache rousse coupée en brosse, ses jambes grêles et arquées. Il faisait à M. Pendyce l'effet d'une verrue sur un système social qu'il chérissait, d'un poteau d'infamie auquel eût été attaché le principe d'hérédité, d'un fléau public, tel Attila, roi des Huns. C'était, pour lui, comme la caricature haïssable de tout ce qui distingue le châtelain de campagne : amour du sport et de la vie en plein air, endurance, hardiesse, aptitude à prendre une décision et à supporter la boisson, culte, maintenant désuet, de la galanterie. Oui, une sorte d'être malfaisant et maudit, chevauchant comme un démon à la suite des meutes, un homme dont on ne pouvait rien attendre de bien et qui eût été en d'autres temps abattu comme un chien ; un suppôt du diable, au visage blême, adonné à la boisson, qui méprisait Horace Pendyce et qu'Horace Pendyce haïssait, sans pouvoir cependant le mépriser entièrement. « On en trouve toujours un comme cela partout où l'on chasse ! » Une honte pour sa classe ! *Post equitem sedet Jaspar Bellew !*

Le Squire contourna la ferme de Peacock, et se trouva sur le terrain de cricket, un champ à lui, qu'il avait aménagé à cet effet. On était en train d'y jouer le match de revanche avec Coldingham : M. Pendyce s'arrêta pour regarder. Il vit tout à coup se détacher du groupe une haute silhouette qui venait vers lui d'un pas calme. C'était l'Honorable Geoffrey Winlow.

— Nous allons vous battre à plates coutures, Squire ! Comment va Mme Pendyce ? Ma femme lui envoie ses amitiés.

Un afflux de sang, qui n'avait pas le soleil seul pour cause, monta au visage du Squire.

— Merci, dit-il. Elle va très bien. Elle est, en ce moment, à Londres.

— N'irez-vous pas vous-même, cette saison?

Le Squire croisa un regard méfiant avec le calme regard de son interlocuteur.

— Je ne crois pas, répondit-il lentement.

L'Honorable Geoffrey retourna à son poste, non sans avoir lancé par-dessus son épaule :

— Nous avons ce pauvre Barter dans le jeu.

Le Squire s'aperçut alors de la présence du pasteur qui venait à lui.

— Vous voyez ce gaucher? grommelait celui-ci, d'une voix irritée. Regardez seulement son pied. Croyez-vous qu'il n'a pas atteint le but? Et il m'a mis hors jeu avec un coup comme cela! Il ne sait pas jouer autrement.

Le Squire, juché sur son cheval, comme une statue de pierre, ne lui répondit pas. Il se sentit soudain la gorge contractée.

— Comment va votre femme? dit-il. Mme Pendyce serait allée la voir, mais... elle est allée à Londres.

Puis il tourna bride et s'en alla. Et l'épagneul John, qui s'était tenu à distance, en observation, le suivit, la langue pendante.

M. Pendyce repartit et se trouva bientôt près de l'aile principale du bois dépendant du domaine; John, le flair en éveil, se mit à fureter à droite et à gauche. Il faisait frais. Le feuillage de juin semblait ne former qu'une longue colonnade sombre au milieu d'un fleuve sinueux d'azur. Parmi les chênes et les noisetiers, les hêtres et les ormes, éclatait çà et là la blancheur spectrale d'un tronc de bouleau, tel un prisonnier, au milieu des autres arbres moins aristocratiques, massés autour de lui comme s'ils s'enorgueillissaient de sa possession et veillaient à ne pas le laisser fuir, génie subtil de leur bois. Ils semblaient savoir qu'une fois partie leur divinité, plus sauvage et cependant plus amène qu'eux, ils perdraient ce qui était l'honneur, la grâce et la raison d'être de leur assemblée.

Le Squire sauta de sa selle, attacha son cheval, et s'assit sous un de ces bouleaux, sur le tronc d'un orme abattu. John s'assit en face de lui et le contempla de ses yeux pleins d'affec-

tion. Et ils se mirent tous deux à songer, mais leurs pensées différaient.

Car c'était sous ce bouleau qu'Horace Pendyce avait embrassé sa femme, le jour même où il l'amena à Worsted Skeynes; et, encore qu'il fût incapable de faire entre elle et le bouleau cette comparaison qu'eût établie quelque pauvre cervelle imaginative, il n'était pas sans se rappeler ce lointain après-midi. Mais ce n'est pas à cela que pensait l'épagneul, ses souvenirs étant d'un caractère trop nébuleux, puisqu'il s'en fallait de vingt-huit ans qu'il fût au monde à cette époque-là.

M. Pendyce resta longtemps assis, en compagnie de son cheval et de son chien. De temps à autre, dans la masse noire que formait le corps de John, plus qu'à moitié endormi, un œil brillant s'entr'ouvrait et se tournait vers son maître, semblable à une étoile fidèle. Le soleil, avant de disparaître, dorait le tronc du bouleau. Et voici que, dans les broussailles, les hôtes du bois commencèrent leurs ébats précurseurs de la nuit. Des lapins, se jetant à l'étourdie au travers de l'allée, lancèrent sur l'épagneul un regard de surprise et rentrèrent sous bois, avec la même hâte. Car ils savaient que des hommes accompagnés de chevaux n'ont pas de fusil, mais ils se défiaient de cette chose noire et poilue dont le nez s'agitait chaque fois qu'ils se montraient. Puis les moustiques entrèrent en danse et leur vol préluda aux changements que l'approche de la nuit apporte aux sons, aux senteurs et aux formes.

Le soir descendait aussi dans le cœur du Squire. Les membres engourdis, il se leva lentement du tronc sur lequel il était assis, remonta sur son cheval et reprit le chemin du logis. La solitude n'y serait pas moins grande, mais une maison vaut mieux qu'un bois où dansent les moustiques, où les oiseaux et les bêtes de tout poil s'agitent de tous côtés, où les ombres s'allongent, où le soleil disparaît derrière la cime des arbres, où rien enfin n'a d'égards pour son possesseur : l'homme.

Il était plus de sept heures quand M. Horace Pendyce entra dans son cabinet de travail. Une femme s'y trouvait, debout près de la fenêtre.

La femme se retourna : c'était sa femme.

Le Squire poussa une exclamation de surprise. Puis il resta cloué sur place, muet, de ses deux mains appliquées devant ses yeux, cachant son émotion

XXVIII. — UNE ATTAQUE AIGUË DE « PENDYCITE »

Mme Pendyce était à demi défaillante lorsqu'elle quitta Chelsea en toute hâte. Elle venait de passer des heures de vie intense et n'avait rien mangé. Comme les nuages sous le soleil couchant, comme la nacre aux mille reflets, l'humeur de l'homme est changeante ; ses fils s'entrelacent comme ceux d'une broderie; son cours est aussi incertain qu'une journée d'avril, et, cependant, garde un rythme propre qui ne varie jamais, bien qu'on ne puisse en mesurer la cadence. Une tasse de thé prise en route, et Mme Pendyce redevint elle-même. Beaucoup de bruit pour rien, telle était l'impression qui lui restait maintenant des événements auxquels elle venait d'être mêlée. C'était comme si quelqu'un, sachant combien les hommes sont stupides, avait exécuté une fantaisie sur cette stupidité...

... Mais alors surgit à ses yeux un autre problème devant lequel s'évanouit son optimisme : qu'allait-elle faire maintenant?

Elle arriva à son hôtel sans avoir pris de résolution. Elle s'assit dans le salon de lecture pour écrire à Gregory, et voulut tout d'abord lui reprocher cette succession d'événements fâcheux qu'avait causés sa manie de ne pas voir les choses et les gens tels qu'ils sont. Mais elle était si peu habituée à récriminer, qu'elle ne trouva rien à écrire, dans ce genre de style, et y renonça. Après avoir terminé et expédié sa lettre, elle se sentit soulagée.

Et tout à coup, il lui vint une nouvelle inspiration : elle calcula qu'en préparant immédiatement ses bagages, elle arriverait à temps pour prendre le train de 5 heures 55, pour Worsted Skeynes.

Au retour comme au départ, elle suivait son instinct, qui lui disait d'éviter tous embarras et toutes souffrances inutiles.

Et elle se retrouva à la maison de Worsted Skeynes. La voiture de la gare, vermoulue, moisie, pleine de relents d'écurie, la transporta presque avec amour, dans la direction du manoir, et le vieux cocher au visage honnête, et gai comme un pinson, l'y conduisit à une allure presque folle : comme si, tout ignorant qu'il fût de ce qui s'était passé, il sentait qu'une absence de deux jours et demi était, tout ce que Mme Pendyce pouvait endurer.

Devant le portail, le vieux skye Roy, était assis sur son train

de derrière : en le voyant, Mme Pendyce se mit à trembler comme si alors seulement elle prenait conscience qu'elle rentrait chez elle.

Chez elle ! La longue allée droite et étroite, les brumes et le calme, les pluies aveuglantes et la lumière après midi, l'odeur des foins et du bois qu'on brûle, les parfums de ses fleurs, la voix du Squire, le claquement sec des tondeuses, l'aboiement des chiens, le bourdonnement lointain de la batteuse; et les bruits du dimanche, le son des cloches, le croassement des corbeaux, le prêche de M. Barter, les parfums, les bruits, et jusqu'au fumet des plats, le souffle de l'air sur ses joues... tout cela lui semblait n'avoir jamais cessé d'être dans le passé, ne devoir jamais cesser d'être à l'avenir.

Elle rougissait et pâlissait tour à tour; et pourtant elle ne ressentait ni joie ni tristesse; seulement elle rentrait dans son état normal ; elle se trouvait reprise d'un seul coup par l'existence passée.

Elle se rendit tout droit dans le cabinet de travail de son mari, pour attendre son retour. La porte s'ouvrit. Le Squire entra, poussa un cri. Cette exclamation jaillie d'une voix étranglée émut Mme Pendyce et lui fit battre le cœur, tandis que le vieux Roy et l'épagneul John s'adressaient mutuellement de petits grognements de satisfaction.

Le Squire releva enfin la tête.

— C'est vous, Margery ?

Ce fut tout ce qu'il put dire.

Et il apparut à Mme Pendyce que son mari avait les traits creusés par l'âge et par le souci.

La cloche du dîner retentit : attirée par le long et monotone tintement, une hirondelle entra par l'une des étroites fenêtres et se mit à voleter tout autour de la pièce. Et Mme Pendyce suivait des yeux son vol.

Soudain le Squire fit un pas en avant et lui prit la main :

— Ne me quittez plus ainsi à l'avenir, Margery, dit-il.

Et il s'inclina pour porter cette main à ses lèvres.

Un tel geste était si peu dans ses habitudes que Mme Pendyce en rougit comme une jeune fille. Par-dessus la tête aux cheveux courts et grisonnants de son mari, ses yeux brillèrent à la fois de reconnaissance parce qu'il ne lui faisait pas de reproches, et de joie parce qu'il lui faisait cette galanterie.

— J'ai une grande nouvelle à vous annoncer, Horace : Hélène Bellew a quitté George !

Le Squire lui lâcha la main.

— En vérité ! Mais lui ? Je gage qu'il n'a pas accepté son congé; il est entêté comme une mule.

— George est dans un état qui m'a fait peine.

M. Pendyce, soudain mal à l'aise, demanda :

— Que voulez-vous dire ?

— Que son désespoir m'a bouleversée !

— Son désespoir ? dit le Squire, d'un ton à la fois furieux et inquiet.

Mme Pendyce continua :

— J'ai eu bien peur : je suis allée le voir cet après-midi...

Le Squire dit tout à coup :

— Il n'est pas malade, au moins ?

— Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Horace, ne comprenez-vous pas? Ce dont j'avais peur, c'est qu'il ne se livrât à quelque acte irréparable. Il avait l'air si malheureux.

Le Squire se mit à marcher de long en large.

— Et maintenant ?... J'espère que maintenant il n'y a plus rien à craindre?

Mme Pendyce se laissa tomber dans le fauteuil le plus proche.

— Non, dit-elle avec effort, je ne crois pas.

— Vous ne croyez pas ! Cela ne suffit pas de ne pas croire... Eh bien ! voilà maintenant que vous vous trouvez mal?... Margery !...

Mme Pendyce eut la force de répondre :

— Ce n'est rien, mon ami, cela va déjà mieux.

M. Pendyce s'approcha d'elle, et comme ce dont elle avait le plus besoin en ce moment, c'était d'air et de calme, il se donna beaucoup de mouvement et s'agita de son mieux pour tâcher de la ranimer. Elle aurait par-dessus tout aimé à être seule, mais l'émoi de son mari la touchait. Enfin, malgré tout ce qu'avait pu faire Horace Pendyce, elle revint à elle.

— Quand on pense, gémit le Squire, que vous voilà dans cet état à cause de ce Bellew et de sa femme ! Je voudrais les voir au diable. En attendant, ce qu'il faut, c'est aller dîner.

Et la soutenant, la portant presque, il conduisit Mme Pendyce à sa chambre afin qu'elle se préparât pour le dîner.

A table, ils ne dirent pas grand'chose et n'échangèrent que

des propos insignifiants, parlant de Mme Barter, de Peacock, des rosiers et du jarret de Beldame. Une fois cependant ils effleurèrent le sujet qu'instinctivement ils cherchaient à éviter, le Squire ayant dit brusquement :

— Vous avez vu cette femme, je suppose?

Et Mme Pendyce murmura :

— Oui.

Et M. Pendyce, ne voulant pas en entendre davantage, changea la conversation.

Cette nuit-là encore, Mme Pendyce ne dormit guère. Elle se représentait que, sauf la souffrance de George, il n'y avait rien de changé dans la situation. L'horizon était toujours menaçant pour Worsted Skeynes. Le même nuage planait toujours sur le manoir. Il fallait aviser. Et Mme Pendyce songeait : « Maintenant, Horace peut répondre à cette lettre du capitaine Bellew. Il peut lui dire en toute vérité que George ne reverra plus Hélène Bellew. Il le peut, mais le voudra-t-il? »

Le lendemain, à l'heure du déjeuner, elle n'avait pas encore osé dire un mot. Elle se donnait des prétextes pour ne pas parler : « Peut-être écrira-t-il de lui-même. » Enfin, elle n'y put tenir davantage. Mais le Squire accueillit mal ses ouvertures.

— A aucun prix, déclara-t-il, je ne veux avoir affaire à ce Bellew.

— Mais, mon ami, vous n'avez jamais répondu à sa lettre...

Le Squire alla s'adosser au buffet, et sa silhouette raide, avec son cou maigre et ses yeux irrités, aux pupilles contractées et grosses comme une tête d'épingle, ne manquait pas de dignité.

— Je n'y répondrai jamais, dit-il. — Et sa voix était brève et résolue comme s'il parlait au nom d'une force supérieure. — Cet homme est un coquin, je n'irai pas me mettre à ses pieds.

Mme Pendyce joignit les mains :

— Horace, faites cela pour notre tranquillité à tous ! Contentez-vous de lui donner cette assurance.

— Pour qu'il s'en aille ensuite chanter victoire ! s'exclama le Squire. Pardieu, non ! Est-ce que vous croyez que je vais aller lui raconter que sa femme en a assez de mon fils?... et qu'après m'avoir tenu si longtemps dans l'attente, je lui laisserai le beau rôle? Non, dussé-je quitter le comté... dussé-je...

Mais, comme s'il eût imaginé là le sort le plus cruel qui pût lui advenir, il s'arrêta.

Mme Pendyce, les mains appuyées sur les revers de son habit, se tenait devant lui, la tête courbée. Ses joues étaient toutes rouges d'émotion, et ses yeux brillaient de larmes. Et il s'exhalait d'elle, en cette minute d'anxiété, une chaleur, un parfum, un charme de jeunesse qui la faisaient semblable au portrait sous lequel il se trouvait.

— Et si je vous demandais, Horace, de faire cela pour moi...

Le visage du Squire devint d'un rouge écarlate; il crispa les mains et parut balancer et hésiter :

— Non, Margery, dit-il enfin d'une voix résolue... Ne me demandez pas cela... C'est... c'est... Je ne peux pas !

Et pour mettre un terme à cette scène pénible, il quitta la pièce.

XXIX. — LE GESTE DE JASPAR BELLEW

Tout était silencieux aux « Pins. » Dans cette vaste demeure où il n'y avait que cinq pièces dont on se servît, un vieux domestique, assis sur un escabeau, dans son office, était en train de lire un article de *The Country life*. Il n'y avait personne pour le déranger, car le maître de la maison était endormi, et la femme de charge n'était pas encore arrivée pour préparer le dîner. Ses lunettes sur le nez, il lisait lentement, et les mots se gravaient à tout jamais sur les tablettes de son esprit.

En haut, dans le petit fumoir, son maître dormait dans un fauteuil de cuir, les jambes allongées dans ses bottes poussiérieuses. Ses lèvres étaient fermées, sauf en un coin où une petite ouverture laissait passer un léger sifflement. Près de lui, il y avait un verre vide; entre ses jambes, reposait un bouledogue d'Espagne. Sur un rayon au-dessus de sa tête, étaient posés quelques romans à couvertures jaunes. Au-dessus de la cheminée, le portrait de M. Jorrocks, essayant de faire passer un ruisseau à son cheval, tenait la place d'honneur.

Le visage de Jaspar Bellew endormi était celui d'un homme qui a fait une longue course à cheval, à la recherche de l'oubli, mais ne l'a pas trouvé. Au-dessus de ses pommettes saillantes, sur la peau parsemée de taches de rousseur et d'une pâleur livide, se détachaient ses sourcils roux, qui se contractaient sous l'effet des rêves, et entre lesquels étaient creusées deux rides profondes.

Dans l'écurie, derrière la maison, la jument qu'il montait à

sa dernière promenade, ayant avalé toute sa ration de blé, releva la tête et introduisit ses naseaux entre les barreaux de son box, pour voir ce que faisait son compagnon d'écurie qui n'avait pas eu, lui, à porter son maître par cet après-midi étouffant. Ayant constaté qu'il ne dormait pas, elle hennit doucement afin de l'avertir qu'un orage se préparait. Au surplus il régnait dans cette écurie un calme sépulcral : les buissons environnants étaient d'une immobilité complète : tout dormait, comme le maître lui-même dans le silence de la maison assoupie.

Cependant, Mme Pendyce s'avançait à travers champs. Elle avait mis sa plus jolie robe de crêpe gris fumée : c'est pourquoi les regards qu'elle jetait, de temps à autre, sur le ciel ne laissaient pas de trahir quelque inquiétude. Un orage se formait, vers l'Ouest, et obscurcissait l'horizon. Sur ce fond pourpre foncé, les arbres prenaient une teinte d'un vert noirâtre. Rien ne bougeait, pas même les feuilles des peupliers, et cependant la masse de nuages sombres s'avancait avec rapidité. Mme Pendyce se hâtait, tenant sa jupe à deux mains.

« Voilà des nuages qui ne sont guère rassurants, pensa-t-elle. Pourvu que j'arrive aux « Pins » avant l'orage ! » Et elle voulait se presser, à cause de sa robe ; mais l'agitation de son cœur angoissé lui faisait ralentir le pas. Si Jaspar allait être ivre ! Elle se rappelait le regard allumé de ses petits yeux qui l'avait tant effrayée, le soir où il était venu dîner à Worsted Skeynes et où son dogcart avait versé au retour. On ne pouvait évoquer un tel souvenir sans en être mal impressionnée. Et elle se demandait encore : « S'il allait mal me recevoir ! » Bien sûr elle ne pouvait à présent retourner sur ses pas ; mais elle désirait, — oh ! comme elle le désirait ! — en avoir fini avec la pénible démarche à laquelle elle s'était résolue.

Une large goutte d'eau vint s'écraser sur sa main gantée. Elle traversa la route et poussa la barrière des « Pins. » Et, tout en continuant de lancer des regards effrayés vers le ciel, elle suivit en hâte l'allée. Les arbres étaient comme recouverts d'un voile de pourpre, et ils commençaient à se balancer et à gémir comme s'ils tentaient de résister et pleuraient sur leur sort. Maintenant il tombe de larges gouttes d'une pluie tiède. Un éclair sillonna le ciel. Mme Pendyce, les mains appuyées sur ses oreilles, se précipita sous le porche, et pria un vieux domestique d'aller prévenir le capitaine Bellew.

Le vestibule était une pièce basse et sombre qui sentait le moisi. Mme Pendyce ne s'assit pas, mais resta debout sous un trophée de chasse fait de trois têtes de renards, sur lesquelles étaient posées deux cravaches dont les mèches pendaient.

Tout à coup elle sursauta. Quelque chose se frottait contre ses genoux : c'était un énorme bouledogue. Elle se baissa pour le caresser, et ayant commencé, elle dut continuer, car lorsqu'elle relevait la main, la bête s'appuyait contre elle, et elle craignait pour sa robe.

Derrière elle, une voix retentit :

— Ici, Sam ! Excusez-moi de vous avoir fait attendre, Mme Pendyce. Voulez-vous entrer par ici ?

Mme Pendyce, tour à tour pâlissant et rougissant, passa dans une petite pièce basse, à boiseries, qui sentait le cigare et l'alcool. Par les petits carreaux de la fenêtre, elle pouvait voir la pluie tombant à flots, et les massifs courbés sous l'averse.

— Prenez donc la peine de vous asseoir.

Mme Pendyce s'assit. Jaspar Bellew continuait :

— Je vous demande pardon pour le désordre de cette pièce. Je n'ai pas souvent le plaisir de recevoir ici une visite de femme. Je dormais : je vous avouerai que c'est assez mon habitude à cette heure.

Sous la moustache rousse hérissée s'ébauchait quelque chose comme un sourire.

Mme Pendyce écoutait comme en rêve. Un coup de tonnerre lui fit se boucher les oreilles. Elle voyait sur elle les petits yeux brillants de Bellew, dont les regards inquisiteurs semblaient la percer de part en part. « Si je ne me décide pas tout de suite, songeait-elle, c'est fini, je ne trouverai plus le courage de parler. »

— Je suis venue, commença-t-elle... Et dès qu'elle eut prononcé ces mots, toute sa frayeur s'évanouit. Sa voix qui, jusque-là, avait été si mal assurée, retrouva son intonation habituelle ; ses yeux, aux pupilles dilatées, se fixèrent avec décision sur cet homme qui tenait entre ses mains leur sort à tous... Je suis venue pour une affaire importante, capitaine Bellew !

Il s'inclina. A cet instant, Mme Pendyce sentit que comme un oiseau de mauvais augure, sa frayeur revenait à tire-d'ailes. N'était-il pas cruel et barbare d'avoir à s'entretenir de telles choses ? Que des êtres humains fussent capables de tels malen-

tendus, qu'ils eussent les uns pour les autres si peu de sympathie et de considération, qu'elle, Margery Pendyce, fût obligée de parler de ce sujet qui devait leur donner à tous deux tant de chagrin ! Quelle misère ! Elle tira son mouchoir, le passa sur ses yeux :

— Je vous demande pardon, capitaine Bellew, d'aborder un tel sujet. Mais il le faut. Il faut que vous sachiez que votre femme a quitté mon fils...

Bellew ne fit pas un mouvement. Mme Pendyce reprit :

— Elle ne l'aime plus... C'est elle-même qui me l'a dit.. Il ne la reverra plus !

Comme c'était odieux, ce qu'elle était obligée de faire là! Et Bellew continuait à ne pas souffler mot ! Mais de ses petits yeux, il semblait la dévorer. Combien de temps cela dura-t-il? elle ne s'en rendit pas compte. Enfin, elle se passa la main sur le front, comme pour chasser une vision.

— Voilà, fit-elle, ce que j'avais à vous dire.

Elle ne reconnaissait pas elle-même le son de sa voix.

Bellew se retourna. Et, comme s'il se fût agi d'une visite ordinaire, il proposa :

— Voulez-vous accepter une tasse de thé?

Mme Pendyce eut un petit sourire effacé.

— Non, merci, je ne crois pas que je sois en état de rien prendre.

— J'ai écrit une lettre à votre mari.

— Oui.

— Il ne m'a pas répondu.

— Non.

Mme Pendyce vit qu'il la regardait fixement et son âme fut déchirée par une lutte intérieure. Allait-elle lui demander de tenir sa promesse, maintenant que George?... N'était-ce pas pour cela qu'elle était venue?... Ne devait-elle pas le faire, dans leur intérêt à tous?

Bellew s'avança jusqu'à la table et versa du whisky dans un verre qu'il vida d'un trait.

—Ainsi, vous êtes venue me demander d'arrêter les poursuites?

Aucun son ne sortit des lèvres entr'ouvertes de Mme Pendyce. Ses yeux, d'un noir intense, dans son visage d'une pâleur de cire, ne se détachèrent pas de ceux de son interlocuteur. Elle ne trouva rien à répondre.

Bellew ne la quittait pas des yeux.

— Eh bien, dit-il enfin, je ferai ce que vous désirez. Je le ferai pour vous, uniquement pour vous, parce que, de toutes les femmes que je connais, vous êtes la seule pour qui j'aie de l'estime.

Il lui saisit fébrilement les mains, les lui serra... Et soudain elle se retrouva seule. Et elle s'aperçut que ses yeux étaient inondés de larmes.

Quand elle eut refermé la porte derrière elle, elle se souvint de l'orage qu'il faisait à son arrivée.

« Ma pauvre robe ! songea-t-elle. Il me semble que je ferais bien d'attendre un peu ici. La pluie va cesser. »

Le nuage pourpre était passé et disparaissait derrière la maison. Peu à peu le ciel s'éclaircissait; au delà des pins qui bordaient l'allée, on apercevait une trouée d'azur. Les grives étaient de nouveau à la recherche des vers. Un écureuil qui courait le long d'une branche s'arrêta pour regarder Mme Pendyce qui, derrière le petit mouchoir dont elle s'épongeait les yeux, regarda l'écureuil sans le voir.

« Cet homme m'a fait peine, se disait-elle à elle-même. Un pauvre homme abandonné, ce capitaine Bellew. Eh ! mais, voici le soleil ! »

Il lui sembla que le soleil brillait pour la première fois de l'année, quoique le temps, cette année-là, eût été exceptionnellement beau et chaud. Relevant sa jupe des deux mains, elle suivit l'allée, et se retrouva bientôt dans la campagne. Sur chaque brin d'herbe une goutte d'eau scintillait, et le subtil parfum de la pluie avait remplacé toutes les autres senteurs de l'été. Mme Pendyce eut bientôt ses chaussures transpercées.

« Comme je suis heureuse ! se disait-elle. Comme je suis heureuse ! »

Et ce sentiment indéfinissable de soulagement et d'allégresse l'enveloppait toute dans sa marche à travers les champs inondés.

Lui aussi, le nuage qui avait si longtemps pesé sur Worsted Skeynes s'était enfin dissipé. Mme Pendyce en avait conscience et elle se réjouissait. Tous les sons étaient une musique pour son oreille; tout vol d'insecte une joie pour son œil. Elle avait hâte de retrouver ses rosiers précoces et de voir ce que la pluie en avait fait.

Elle était maintenant dans un champ dépendant du manoir.

Et, lui-même, le manoir s'étalait devant elle, long, bas et blanc, dans la brume magique du soir. Deux vitres, sous un rayon de soleil, faisaient l'effet de deux yeux ouverts pour veiller jusqu'aux extrêmes limites du domaine. Derrière, à gauche, toute grise entre les ormes, se dressait l'église massive et carrée. Et partout c'était la paix, la paix de la campagne anglaise, assoupie dans les brumes, pendant l'après-midi.

Mme Pendyce se dirigea vers son jardin. Quand elle fut à portée de regard, elle aperçut le Squire et M. Barter, debout, côte à côte, en train d'examiner un arbre; et, symbole d'un monde inférieur asservi, l'épagneul John, assis sur son train de derrière, regardait l'arbre, lui aussi. La tête de M. Pendyce et celle du pasteur lui apparaissaient maintenant sous le même angle, et grande était sa surprise de constater entre leurs deux types, si différents de stature et de traits, une sorte de ressemblance essentielle. On eût dit qu'un seul esprit, à la recherche d'un corps, avait rencontré ces deux formes et, embarrassé de faire son choix, s'était décidé à les habiter tous les deux.

Mme Pendyce évita de se faire voir, et, se glissant entre les ifs, passa rapidement dans son jardin par la porte à claire-voie.

Une à une, les gouttes brillantes tombaient de chaque feuille de rose, et, dans l'intérieur de chaque pétale, une perle étincelait. Un peu plus bas, dans l'allée, elle aperçut une mauvaise herbe et, avec un peu d'attention, elle en découvrit plusieurs autres.

« En si peu de temps! se dit-elle, comme les mauvaises herbes ont déjà poussé! Il faut que j'en avise Jackman! »

Un rosier, qu'elle avait planté elle-même, se secoua, faisant pleuvoir une averse de gouttelettes.

Mme Pendyce se pencha, cueillit une rose blanche et, de ses lèvres souriantes, y mit un baiser.

JOHN GALSWORTHY.

(Traduit par le prince ANTOINE BIBESCO.)

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

TOLSTOÏ PEINT PAR GORKI

MAXIME GORKI : *REMINISCENCES OF LEO NICOLAYEVITCH TOLSTOÏ* (1)

Ce petit livre, — écrit Gorki, — se compose de notes rédigées en Crimée, lorsque je vivais à Oleise et Tolstoï à Gaspra, au temps de sa grande maladie et de sa convalescence... J'y ajoute une lettre que j'avais commencée à la nouvelle de son « évasion » et de sa mort. Je n'y change pas un seul mot. Et je la laisse inachevée, car de toute façon il m'est impossible de la finir.

Ces lignes servent de préface à une mince brochure précieusement imprimée que le poète des vagabonds, devenu l'un des personnages de la République des Soviets, chargé de l'éducation des masses, inspecteur des monuments historiques de Pétrograde et éditeur d'une collection populaire des classiques russes, vient de faire traduire et publier en Angleterre. Les notes de Crimée datent de 1901. Tolstoï avait soixante-douze ans. L'illustre vieillard, excommunié pour le scandale de *Résurrection*, relevait d'une maladie grave ; il avait dû se laisser conduire pour sa santé dans le midi de la Russie, sur cette Côte d'Azur des environs de Sébastopol, dans la belle villa de la comtesse Panine. Gorki, à trente-deux ans, était dans tout l'éclat de sa jeune et soudaine renommée (2). Les deux hommes s'étaient rencontrés depuis un an soit à Moscou, soit dans la terre de Tolstoï à Yasnaïa Poliana. Ils ne devaient plus se revoir. Bientôt après, Gorki se retirait

(1) 1 vol. petit in-8 de 72 p., Hogarth Press, Richmond, Surrey, 1920.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 1er août 1901, *Maxime Gorky, l'Œuvre et l'homme*, par le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé.

à Capri; c'est là qu'il apprit, le 22 octobre 1910, la fuite de Tolstoï, et c'est de là qu'il écrivit, sous le coup d'une émotion que partageait toute l'Europe, la lettre qui forme l'essentiel de ce volume de *Souvenirs*.

Ces *Souvenirs* ne sont pas, à proprement parler, un « portrait » de Tolstoï. Gorki n'est pas un chambellan, un ponctuel Eckermann devant qui M. le conseiller Gœthe parle comme devant le phonographe. Un Russe n'est pas capable de tant d'application. Incurie et désordre, c'est toute la Russie. Souvent les notes de Gorki servirent à allumer le réchaud à café. Ce qui reste n'a été sauvé que par hasard. Mais ces bribes décousues ont ce que n'eut jamais l'exactitude allemande : le don de la vie. L'image de Tolstoï, dans ces mille facettes d'une vision d'artiste, apparaît déjà plus mobile et plus capricieuse, étrangement différente de l'image de convention à laquelle le public s'était accoutumé.

On sait de reste que Gorki n'est rien moins qu'un tolstoïsant. S'il a pour le génie de Tolstoï un culte voisin de l'adoration, il ne cache pas que sa pensée lui déplaît et l'irrite. Il déteste surtout sa doctrine du « non-agir, » de la « non-résistance au mal, » cette passivité qui est le mal russe par excellence, le poison laissé dans l'âme slave par l'opium mongol. Cette inertie, cette apathie sont le legs fatal du passé, qui paralyse tant de beaux dons et, de ce qu'on appelle l'histoire de Russie, fait l'histoire d'une série de despotismes tartares, baltes, allemands, selon la nationalité du premier conquérant qui a eu la fantaisie de s'emparer du pouvoir. Et ne venons-nous pas de voir avec la même facilité une bande de terroristes surprendre, gâcher impunément cet Empire de cent millions d'âmes? Tolstoï incarne aux yeux de Gorki cette impuissance russe à s'organiser en État, l'imbécillité politique, l'horreur de tout effort, qui ramènent toujours le Russe au groupement nomade. Il lui reproche son mépris pour la culture et la science, cette ignorance goguenarde du paysan qui se méfie ou se rit de toute nouveauté. National, par tous ces travers agrandis à l'extrême, personne ne l'est plus que Tolstoï; mais plus Tolstoï est grand, plus Gorki le trouve haïssable de magnifier en lui les vices de la race. « Le Russe est un être de paresse qui n'a pas besoin qu'on lui trouve de nouveaux prétextes à sa torpeur. » C'est un crime de l'encourager dans sa fainéantise, en lui répétant : « A

quoi bon? » Parfois, ce prodigieux Tolstoï, avec son génie « monstrueux, » apparaît à Gorki comme « une immense montagne » qui se dresse entre son peuple et l'Europe, pour détourner la Russie en marche vers l'Occident et la rejeter là-bas vers les steppes de l'Asie, dans l'enfance du monde et la patrie des rêves stériles.

Oui, il y a des moments où Tolstoï lui paraît presque le « mauvais génie » de la Russie, le dangereux charmeur qui envoûte son peuple et l'empêche de lutter contre le mal de vivre. Et le moment d'après, il est tellement séduit par le pouvoir de l'enchanteur, il admire en lui une telle force de sève et de génie, qu'il ne se tient plus de s'écrier : « Voyez quelle merveille d'homme vit parmi nous sur cette terre ! » Il finit par ne plus savoir s'il l'adore ou le hait. Mais qu'importe la haine ou l'amour ? « Il provoquait en moi des agitations, un émoi sans mesure. » Et ce mélange de sentiments contraires dans l'âme du peintre répand déjà sur la figure du modèle un mouvement dramatique.

Ainsi, il s'en faut que Gorki soit un fidèle béat. L'athée, le révolté, le poète des rebelles et des parias ne pouvait s'entendre avec l'apôtre du renoncement et de l'humiliation. Il faut une bonne dose d'optimisme pour oser entreprendre le bonheur de l'humanité, fût-ce par la violence et le crime. Les deux hommes ne partaient pas seulement de points de vue opposés, ils étaient de générations et de races différentes. Mais un artiste est toujours un peu femme : il a le don de se prêter à son interlocuteur. Et c'est pourquoi Gorki a beau regimber de loin contre les idées de Tolstoï, il ne se trouve pas plus tôt en contact avec l'homme, qu'il oublie ses préventions et tombe sous le charme. Tolstoï non plus n'est pas le même avec Gorki qu'avec les autres. Il s'adapte sans y penser à ce nouveau public. Il se passe entre les deux hommes ce qui arrive dans une lettre, qui est faite presque autant par celui à qui elle s'adresse que par la personne qui l'écrit. Tolstoï sentait fort bien que ses homélies seraient peine perdue avec Gorki. Il avait le tact de les lui épargner. Il évitait toujours de lui parler de Dieu, — ce dont Gorki lui savait gré, — ou il ne le faisait qu'avec une gêne et une froideur visibles. C'était comme s'il s'apercevait soudain que sa religion lui tenait peu au cœur, qu'elle n'était en lui qu'une construction artificielle. Il avait un peu honte de la simplicité de son Christ.

En fait, outre le désir de plaire naturel à l'artiste, on se demande si ce n'était pas un bon débarras pour Tolstoï quand Gorki lui rendait le service de secouer cette fade atmosphère religieuse dont il s'était environné et de le rendre à sa vraie nature. Avec lui, il pouvait cesser de pontifier : il n'était plus le prophète, l'oracle de la conscience humaine. Il était en vacances. Surtout, il était délivré de ses admirateurs. Ce cercle de Tolstoï, qu'il traînait avec lui de Moscou à la villa de la comtesse Panine, Gorki nous en trace une peinture des plus divertissantes. Il y avait d'abord les intimes, le ménage Tchekov, et l'inquiétant Sulerzhiski, le loup mal apprivoisé, exerçant sur Tolstoï un ascendant inexplicable, capable de tout, de jeter une bombe, de partir avec une troupe de musiciens ambulants... C'était encore la foule des snobs, des curieux ou des simples dévots. « Voici le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, le peintre d'intérieurs Ilya, un social-démocrate d'Yalta, le « stundiste » Putzuk, un musicien, un Allemand, le régisseur des domaines de la comtesse Kleinmichel, le poète Bulgakov, et tous le contemplent à la fois avec des regards d'amour. Tolstoï est là, il est charmant : il explique à la société la doctrine de Lao-Tsé, et il me fait l'effet d'un extraordinaire homme-orchestre, pouvant jouer de cinq ou six instruments à la fois, de la trompette, du tambour, de l'harmonium et de la flûte. » Et puis, il y avait les « Tolstoïens... »

Ah ! pour les Tolstoïens, il n'est pas tendre, Maxime « l'Amer. » « Figurez-vous une tour sublime dont le tocsin appelle infatigablement l'univers, et tout en bas d'infimes roquets, une meute de sales cabots qui jappent en se regardant de travers et en demandant : Qui aboie le mieux? » Cette canaille sue la lâcheté et la tartufferie : elle infecte la maison d'une atmosphère de bassesse et de flagornerie. On dirait une famille autour d'un oncle à héritage. Cela s'embrasse tout le temps avec des voix dolentes. Cela vous a des mains moites et les yeux faux. Du reste, des gens pratiques et qui s'entendent aux affaires. C'était bien la peine de rompre avec l'Église, pour installer chez soi des mœurs de sacristie ! Engeance écœurante ! Elle rappelle à s'y méprendre cette moinerie qui parcourt inlassablement les coins sombres de la Russie, portant dans sa besace des os de chiens crevés qu'elle donne pour des reliques, vendant de petites fioles de « ténèbres de l'Égypte » et de « larmes de

la Sainte Vierge. » « Je me rappelle, écrit Gorki, un de ces bons apôtres qui, à la table d'Yasnaïa-Poliana, refusait des œufs à la coque, « pour ne pas faire de peine aux poules, » mais qui, au buffet de Toula, se goinfrait de viande à belles dents, en s'écriant : « Vraiment, *le vieux*, il exagère ! »

Évidemment, Tolstoï n'était pas dupe de cette comédie. Un jour, à Yasnaïa-Poliana, un Tolstoïen s'étendait avec componction sur les bienfaits de sa conversion : comme il était heureux, comme il se sentait pur depuis qu'il avait la foi ! Tolstoï se pencha vers Gorki : « Il ment, le coquin, il ment, lui dit-il à voix basse, mais c'est pour me faire plaisir. »

Non, Tolstoï n'était pas la dupe de son entourage ; mais il en était la victime. Il jouissait malgré lui de cette popularité. Il lui était doux de respirer cet encens, même vulgaire. Il lui était doux de jouer un grand rôle, d'avoir des disciples aux Indes, en Amérique, au Japon, jusqu'en Chine, d'être pour une foule de croyants « notre vénérable frère, le bienheureux boyard Léon. » Il lui était doux d'étonner le monde par une conversion éclatante et une humilité fastueuse, de prendre le contre-pied de toutes les idées modernes, de fendre et de scier du bois comme le dernier des paysans, d'ébranler à lui seul une société orgueilleuse et de la faire douter de cette civilisation dont elle était si fière. Quelle satisfaction d'exercer son pouvoir, d' « obliger les gens à faire pénitence, à aller à pied, à méditer les Évangiles, à se faire végétariens, par-dessus tout à croire en l'infaillibilité des vues philosophico-religieuses de Léon Tolstoï ! » Il ne pouvait plus renoncer à ce pontificat. Il déployait, pour le défendre, l'intolérance frénétique d'un prêcheur du Volga. Et pourtant, on soupçonne que ce rôle lui pesait. Comme le grand Frédéric mourant, il était las parfois de régner sur des esclaves.

*
* *

Rien de plus faux en effet que l'apparente bonhomie et la légende populaire, la grossière image d'Épinal qui s'était répandue de « Saint Léon Tolstoï. » Bien naïf qui se laisserait prendre à ses dehors rustiques. L'habit ne fait pas le paysan : plus d'un visiteur du prophète s'en aperçut à ses dépens. C'est un des traits le plus finement notés par Gorki. Le tableau est charmant. Voici l'homme qui s'approche, de son pas court, léger,

rapide, « le pas du marcheur habitué à beaucoup parcourir cette terre. » Sur le seuil, les deux pouces passés dans sa ceinture, il s'arrête une seconde, avec un coup d'œil circulaire de ses petits yeux gris et perçants, auxquels rien n'échappait, « ni un grain de sable ni une pensée, » « un regard qui saisit sur-le-champ le moindre trait nouveau et absorbe instantanément le sens de toute chose. » Il ne paraît pas très grand, mais tout, dès qu'il se montre, « se rapetisse autour de lui. » Une barbe de paysan, des mains rudes (d'ailleurs prodigieuses), des vêtements communs, l'air et l'allure « peuple, » une façon de se mettre à l'aise et de plain pied avec vous : aussitôt, l'assistance se sent en confiance et ce sont dans l'assemblée des trémoussements de joie, des exclamations pâmées, « le sans-gêne du toit à porcs. »

Brusquement, sous la barbe du rustre, sous la grosse blouse du démocrate, apparaissait le grand seigneur, le vieux *barine* russe, l'aristocrate de grand style : et de ce changement à vue, les candides visiteurs, les gens du monde, etc., demeuraient pétrifiés. *On voyait tous les nez bleuir d'une sensation subite d'intolérable glace.* C'était plaisir alors d'admirer ce pur sang, cette créature pleine de race, d'étudier la noblesse et la grâce de son geste, la fière retenue de ses discours, *de sentir la pointe exquise de ses mots meurtriers...* Un jour, en revenant d'Yasnaïa-Poliana à Moscou, je me trouvais dans le wagon avec un de ces visiteurs candides : le brave homme avait perdu la respiration et ne pouvait retrouver son souffle. « Quelle douche ! » répétait-il avec un sourire ahuri. Et moi qui le croyais anarchiste !

M. André Beaunier, qui n'est point un « visiteur candide, » est, je crois, le premier, dans ses *Notes sur la Russie*, qui ait vu ce trait et n'ait point pris pour argent comptant cette humilité pleine d'ostentation. Sous le déguisement égalitaire il avait parfaitement deviné le patricien. Et d'ailleurs, quel autre qu'un noble a jamais su vraiment ce que c'est qu'un paysan ? Le sens de la terre est le signe infaillible de l'aristocratie. C'est ce qui distingue à tout jamais des romanciers mondains le véritable romancier provincial et rural. J'ai vu chez M. André Beaunier une photographie du vieux maître avec une dédicace de sa grosse écriture d'enfant, orthographiée Léon Tolstoy. « Cela vous étonne, disait-il de sa voix grasseyante, mais depuis trois cents ans qu'il y a des comtes Tolstoy, ils signent toujours

comme cela. » Voyez-vous le descendant de Rurik, l'homme qui jugeait de haut la petite noblesse des Romanoff?

Non! il n'était pas simple, l'apôtre de la simplicité! A sa première visite, Gorki eut la sensation d'un grand seigneur qui condescend à faire des avances et qui veut bien s'encanailler, — se croyant même obligé d'emprunter pour cela un langage de charretier, — mais il demeura surtout sous l'impression d'avoir passé un examen. La seconde fois, Tolstoï fut charmant. Il emmena le jeune homme se promener dans un bois; il se laissait aller, tout en marchant, à ses souvenirs; il récitait des vers. « Tout à coup, un lièvre lui partit entre les jambes. Tolstoï sursauta, sa figure brilla de plaisir et d'animation; il se mit à crier : Hop! en suivant des yeux les bonds de l'animal. Le vieux chasseur se réveillait. Alors, il me regarda gaîment, et il se mit à rire franchement d'un rire cordial et bon enfant. Il était délicieux, à cet instant-là. » On voit que le « vieil homme » survivait sous le « converti. » Quelle surprise aussi de le voir jouer aux cartes! « Il jouait avec sérieux, en joueur passionné. Ses mains s'énervaient aussitôt qu'elles touchaient aux cartes; on eût dit qu'elles tenaient une volée d'oiseaux... » Et sous le costume d'emprunt de l'ermite et du pénitent, c'était un charme de voir jaillir ces soudaines fusées de l'instinct et du tempérament.

Le sujet dont il parlait le plus volontiers, dans ces épanchements intimes, c'étaient les femmes. Il en parlait, écrit Gorki, « presque comme un romancier français » (?) — mais toujours, ajoute notre auteur, « avec la grossièreté affectée d'un paysan russe. » Chose curieuse! Cet homme qui pouvait être, quand il voulait, plein de charme, de sensibilité et de délicatesse, était à d'autres moments d'une brutalité pénible. « Il était odieux quand il parlait des femmes : c'était inouï de goujaterie, et cela sonnait faux, quoique ce fût toujours étrangement personnel. On eût dit qu'il avait été une fois blessé dans sa jeunesse, et qu'il n'y avait eu jamais d'oubli ni de pardon. »

La première fois que Gorki le vit, — c'était à Moscou, — le vieillard fit rouler l'entretien sur deux de ses nouvelles, et cela sur un ton dont son jeune visiteur demeura abasourdi. Il entreprit de soutenir que chez la jeune fille la chasteté est contre nature. « Vous nous peignez votre héroïne comme une fille saine, et vous lui donnez des sentiments d'anémique! » Et il se

mit à enfiler sur ce thème un chapelet d'ordures... Gorki en resta suffoqué.

Plus tard, il s'expliqua que ce n'était pas chez Tolstoï un goût de l'obscénité, mais qu'il se servait du mot cru, quand c'était le mot juste. Il parlait ainsi tranquillement, en homme sorti du jeu et, comme il arrive à certains vieillards, avec une absence complète de pudeur. Il se plaisait à faire aux gens une foule de questions brusques et indiscrètes pour les mettre dans l'embarras : « Êtes-vous amoureux de votre femme?... Que pensez-vous de la mienne?... Croyez-vous que mon fils Léon a du talent? » Il y avait en lui de l'inquisiteur. Un jour, à la promenade, il interpelle Tchekov :

— Tu as été un grand coureur dans ta jeunesse?

Tchekov bredouilla dans sa barbe une réponse inintelligible, tandis que Tolstoï, le regard vague et perdu au loin sur la mer, ajoutait :

— J'étais un infatigable...

Et il lâcha un mot salé. Le livre de Gorki contient tout un écrin de ces maximes sur les femmes, attestant un incroyable mépris. Ce mépris rappelle le mot d'Aristophane sur Euripide, qu'on surnommait le misogyne, mais qui ne l'était pas toujours. On s'en serait douté à la vie merveilleuse que Tolstoï a prêtée à ses caractères de femmes, — Natacha, Anna, Maslowa, — toujours si supérieurs à ses caractères d'hommes, et d'ailleurs si peu embarrassés de scrupules et de vie morale. Il se défendait d'avoir du goût pour elles; et c'était une des raisons de son dédain pour nous : « Les Français sont des sensuels. Pour eux, il n'y a que la femme. C'est un peuple fini, une race d'émasculés. Tous les phtisiques sont des sensuels. » Il ne jugeait pas plus favorablement les Italiens : « Un peuple de charlatans et de *rastas :* toujours des Arétins, des Casanova, des Cagliostro. »

Voici un choix de ces boutades sur les femmes :

Avec son corps la femme est plus franche que l'homme, mais avec son cerveau elle ment. Elle ment, mais elle n'est pas dupe de ses mensonges : tandis que Rousseau croit aux siens...

Le vrai danger, ce n'est pas la femme qui vous tient par la peau, c'est celle qui vous tient par le cœur... (C'est tout le contraire de la thèse de la *Sonate à Kreutzer.*)

Et encore :

L'homme survit à tout, aux tremblements de terre, aux pestes, aux horreurs de la maladie et des tortures morales; mais le grand drame de sa vie, aujourd'hui comme hier et comme demain, c'est le drame de la chambre à coucher...

Et il accompagnait ces aphorismes d'un sourire de triomphe. Ils ne sont pas d'une galanterie raffinée et sentent la ferme et le fumier plutôt que le boudoir... Il est certain que Tolstoï éprouvait une joie sauvage, une allégresse de cordelier à bafouer la femme, à démolir l'idole et à la mettre en pièces; il n'était jamais plus content que lorsqu'il pouvait la montrer dépouillée de sa poésie, dans quelque posture bien humiliante. Il y a dans les *Souvenirs* de Gorki une de ces histoires rabelaisiennes, une histoire de fessée, qui mettait le vieil homme en joie, le faisait rire aux larmes, jusqu'à se donner un point de côté. On eût dit que dans ces cas-là il trouvait on ne sait quelle satisfaction de vengeance. C'était comme un vieux compte qu'il avait à régler. « Était-ce la rancune du mâle que la volupté a déçu et qui n'y a pas trouvé l'ivresse qu'il attendait? Était-ce la révolte de l'esprit contre la bête? Ce qui est sûr, c'est qu'il y avait toujours dans ses propos sur les femmes la férocité froide, la cruauté d'*Anna Karénine*. » Peut-être le fond des choses est-il que Tolstoï n'a jamais été réellement heureux : « Le calife Abdurahman, disait-il, avait eu dans sa vie quinze jours de bonheur. Je n'ai pas été si heureux. » Ni dans « les livres des sages, » ni « sur le dos d'un cheval, » ni « dans les bras d'une femme, » il n'avait pu trouver la joie. Et c'est cela qu'il ne pardonnait pas à l'amour.

Les femmes! s'écriait-il dans le parc de Gaspra, un soir que l'entretien était tombé sur elles. Attendez que j'aie un pied dans la tombe, alors je dirai la vérité. Je la dirai, la vérité, je sauterai dans mon cercueil, je tirerai le couvercle et je vous dirai : « A présent, faites ce qu'il vous plaira. » Il prononça ces mots d'un accent si farouche et d'un air si menaçant, que tout le monde garda le silence...

*
* *

C'est qu'il y avait en lui, avec un sentiment incomparable de la vie, un sentiment profond du néant de la vie. Tous ses livres sont pleins de la mort. L'idée de la mort envahissait l'illustre vieillard, l'enveloppait de ses premières ombres :

« Une fois qu'on s'est mis à réfléchir, avouait-il un jour à Gorki, peu importe à quoi on pense : *on ne peut plus penser qu'à la mort.* Car, s'il y a la mort, *est-ce qu'il y a une vérité?* » La maladie avait développé en lui ce penchant funèbre. Elle l'avait entraîné dans son crépuscule solennel. Il n'était déjà plus qu'un mourant en sursis.

Dans cette situation, mis en quelque sorte au pied du mur, il se débattait en vain contre l'idée de la destruction. Il y répugnait de toutes ses forces, il la trouvait stupide et dénuée de sens et il se révoltait contre sa nécessité, de toute la hauteur de son orgueil : car enfin, il est dur, quand on est Léon Tolstoï, d'avoir à se soumettre au caprice d'un streptococque. C'est ainsi que Louis XV se fâcha quand son médecin lui dit : « Il faut mourir. » *Il faut! Il faut!...* répétait le roi indigné. Et Gorki suppose très finement que chez Tolstoï le désir du martyre était une manière d'échapper à cette absurdité, de lui donner un sens; c'était faire de la mort un acte volontaire, un acte de puissance. Mourir ainsi, c'était encore agir ; ce n'était plus subir une volonté étrangère, mais imposer la sienne ; c'était se perpétuer par l'exemple et la contagion du sacrifice... C'était peut-être enfin se persuader soi-même de l'utilité de sa vie et de la vérité de la foi pour laquelle on l'aurait donnée.

Voilà ce qu'il y avait au fond de l'âme de Tolstoï, dans ces moments de silence auxquels il s'abandonnait de plus en plus aux portes de la mort, silences qu'on sentait plus grands que toutes ses paroles. Quel était le secret de ces rêveries augustes? On sentait qu'il passait dans ce tête-à-tête avec lui-même « des idées dont il avait peur. » Cette pensée du néant ou de Dieu le rongeait. Il n'y portait aucune tendresse, nulle piété véritable : ses rapports avec Dieu étaient d'un genre très difficile. « Par moments, on eût dit deux ours dans une caverne. » Il en voulait à l'Infini de ne pouvoir s'y dérober, de lui gâcher sa vie, de la tyranniser comme celle de ces pèlerins chassés sans repos de sanctuaire en sanctuaire : bon gré mal gré, le mystère s'était emparé de lui, il ne voyait plus autre chose sous toutes les formes de la nature ; tout le ramenait au désert, et à cette unique affaire du problème éternel.

Dans son drame des *Bas-fonds,* Gorki a mis en scène un personnage de ce genre. Aucun des grands apôtres russes, nous dit-il, n'a une foi active et vivante. Ils s'intéressent aux idées

et n'aiment pas les hommes. Comme leur métier les rapproche d'eux, ils leur distribuent de bonnes paroles, mais comme on donne à un pauvre, avec l'intention de s'en débarrasser. Et toute leur philosophie, toute leur éloquence n'est qu'une aumône qui déguise une aversion secrète, et derrière laquelle on entend des plaintes de désespoir : « Allez-vous en! Aimez Dieu ou votre prochain, mais allez-vous en! Blasphémez, faites ce que vous voudrez, mais laissez-moi tranquille! Laissez-moi, car je suis un homme et condamné à mort. »

C'est ce nihilisme de Tolstoï qui est le vrai nom de son angoisse et de son mysticisme, et qui frappe de mort sa religion sans tendresse. Étrange homme! « Il y avait en lui l'espièglerie de l'enfant terrible, la turbulence du *bogatyr*, quelque chose de Vaska Buslayev (le Til l'Espiègle de la légende russe), et en même temps le fanatisme de l'Archi-pope Awakum, tandis qu'au-dessus ou à côté se cachait le scepticisme railleur d'un Tchaadéïev. Le fanatique harcelait, tourmentait de sa morale le grand artiste; le barbare de Novgorod bousculait Dante et Shakspeare, tandis que le sceptique persiflait ses joies et ses douleurs. Et le vieux Russe qui était en lui accablait les idées de Science et d'État, — le Russe conduit à l'inertie passive et anarchique par la vanité de ses efforts pour organiser la vie d'une manière plus humaine. »

Cependant, le vieux *bogatyr* demeurait si vivace, qu'il triomphait presque toujours de ces idées désespérées. Dans cette lutte perpétuelle entre la vie et le néant, c'était encore la vie qui avait le dessus. Gorki note avec joie, — parfois avec malice, — ces charmantes inconséquences, ces sautes d'humeur brusques et ces délicieux réveils de la nature.

C'est ainsi qu'en dépit de *Qu'est-ce que l'art?* et de sa prétendue indifférence pour la gloire de bien dire, le vieux romancier ne se retrouve pas plus tôt avec Gorki, avec Tchekov, qu'il se met à parler de ce qui fait l'éternel objet de la passion de l'homme de lettres : il parle de littérature. La place me manque malheureusement pour reproduire ici quelques-uns de ses jugements. Ce n'est pas le moins piquant chapitre de ces *Souvenirs*. On voit que cet homme, qui condamnait toute la littérature, l'adorait, et qu'au milieu de ses encycliques religieuses et sociales, il ne cessait nullement de s'y intéresser. Des écrivains russes, qu'il avait à peu près tous connus, il parlait

comme un patriarche parle de ses enfants : en particulier de ses préférés, Pouchkine, Gogol et Tourguenef. En revanche, il ne pouvait pas souffrir Dostoïewsky; il le trouvait surfait et l'accusait de romantisme. « Le romantisme, c'est ne pas pouvoir regarder la réalité dans les yeux. » « Il me reproche d'être livresque, écrit Gorki, mais il l'est bien autant que moi. » Il avait beaucoup lu Dickens, et surtout les Français, spécialement Rousseau, pour lequel il se montre, en vieillissant, assez ingrat. « Les Français, déclare-t-il, n'ont que trois écrivains : Stendhal, Balzac et Flaubert, peut-être Maupassant, quoique j'aime mieux Tchekov. — Et Hugo? — Il est trop bruyant. » *Guerre et Paix* doit cependant bien quelque chose aux *Misérables*.

Pour ses propres ouvrages, il était bien loin d'en penser le mal qu'il en a écrit. Il disait à Gorki : « Entre nous, modestie à part, *Guerre et Paix*, c'est l'*Iliade*. » Un soir, au crépuscule, les yeux à demi fermés, et agitant les sourcils, il se mit à lire une variante du *Père Serge*, le roman qu'il écrivait alors : c'était la scène merveilleuse de la tentation. Il acheva sa lecture, et puis, relevant la tête et fermant tout à fait les yeux, Gorki l'entendit murmurer : « Tout de même, il écrit bien, le vieux! »

Cela fut dit si simplement, il jouissait si naïvement de la beauté de son œuvre, que je n'oublierai jamais la joie que cette petite phrase me causa sur le moment, une joie que je ne pus ou ne sus pas exprimer, mais que je ne réussis à contenir que par un immense effort. Mon cœur s'arrêta de battre, et soudain tout me parut plus jeune et rafraîchi autour de moi.

***

Toutes ces images correspondent-elles à l'image officielle et légendaire du grand vieillard? Y reconnaîtra-t-on la vignette pour catéchisme humanitaire, et par exemple le Tolstoï de la *Lettre à Romain Rolland?* Le portrait de Gorki a plus de chances d'être vrai. Il est peint par petites touches à la Dostoïewsky, sans esprit de système et d'ensemble, comme une suite de croquis et d'instantanés, qui semblent d'abord se contredire, et d'où résulte à la fin l'impression de la vie. Rien n'y est fixé ni arrêté dans un contour rigide. Il reste autour de la figure du flottant, de l'indécis et du je ne sais quoi. On voit tantôt le prophète avec son désir d'auréole, tantôt l'ancien viveur, ici le critique terrible et le destructeur enragé de la

Sonate à Kreutzer, puis le moujik, l'aristocrate, le gendelettre, l'admirable artiste amoureux de la beauté du monde et par-dessus tout le désespéré qui a touché le fond de toutes les illusions et qu'emplit désormais le vertige du néant.

Entre toutes ces images, il en est une que je veux extraire et donner tout entière, parce qu'elle résume mieux qu'aucune autre, dans sa grandeur démesurée et son majestueux silence, le Tolstoï des dernières années. Gorki n'a rien écrit de plus beau que cette page.

Une fois, je le vis comme personne au monde peut-être ne l'a vu. Je me rendais chez lui à Gaspra par la plage lorsque, derrière le parc Yussupor, je l'aperçus dans les rochers : silhouette petite et anguleuse, dans un vieux costume délabré, coiffée d'une vieille casquette informe. Assis, la tête dans les mains, le vent agitait dans ses doigts les poils argentés de sa barbe. Son regard errait là-bas à l'horizon de la mer, et les petites vagues d'un jaune vert se roulaient humblement à ses pieds qu'elles caressaient. On eût dit un vieux magicien écoutant les secrets de la mer. C'était un jour de soleil traversé de nuages; les ombres des nuages glissaient sur les rochers; et en même temps que les rochers, le vieillard s'éclairait et s'obscurcissait tour à tour. C'étaient de grands rocs tout crevassés et couverts d'algues parfumées; il y avait eu une forte marée. Et il avait l'air, lui aussi, d'une de ces vieilles pierres qui serait devenue vivante, une pierre qui connaîtrait l'origine et la fin des choses, et qui saurait ce qui doit arriver des rochers, des herbes de la terre et des flots de la mer et de l'univers entier, du grain de sable jusqu'au soleil. Et la mer elle-même faisait partie de son âme, et toutes les choses environnantes semblaient venir de lui. Dans l'immobile rêverie du vieillard, je distinguais quelque chose de fatal, de magique, une force qui plongeait dans les ténèbres inférieures et fouillait comme un phare le vide bleu qui enveloppe la terre, — comme si c'était lui dont la volonté avait le pouvoir de rythmer les vagues, de les attirer tour à tour et de les repousser, de régler les mouvements des ombres et des nuages, et d'animer l'insensibilité elle-même de la pierre. Tout à coup, dans un fol éclair, le miracle me parut possible ; il va se lever, me disais-je, il va étendre la main, et la mer va se cristalliser comme un verre, les pierres s'émouvoir, tout va s'animer, prendre une voix et chacune de ces voix parler dans son langage, parler de la nature et de l'homme. Ce que je pensais ou plutôt ce que je sentis à ce moment, je ne trouve plus de mots pour l'exprimer : c'était de la joie et de la terreur, et tout se fondait pourtant dans cette pensée de bonheur : « Non, je ne suis pas seul sur la terre, tant que cet homme est de ce monde. »

Jamais on ne dira mieux sur l'enchanteur, sur le vieux Prospero dont le charme ensorcela notre jeunesse, et qui sut jouer mieux qu'aucun homme de tout le clavier de l'univers. Mais avant de le quitter, j'aime mieux reproduire ici une scène moins arrangée et moins lyrique, où Tolstoï apparaît sous un jour plus uni et peut-être plus vrai, avec toute sa sensibilité étrangement riche, mobile, contradictoire. Un jour, Gorki et lui parlaient de dégénérescence :

« Cela n'existe pas, dit-il, c'est une invention de Lombroso, et puis après est venu ce perroquet juif de Nordau. Tout cela, ce sont des affaires de livres. » Je lui contai alors l'histoire d'une famille de Moscou que j'avais connue, une famille de marchands où la loi de dégénérescence avait fonctionné d'une manière particulièrement impitoyable. Alors il me prit par le bras : « Cela, c'est vrai, s'écria-t-il. Je connais deux familles pareilles à Toula. Il faut que vous écriviez cela. Un grand roman, sans phrases, voyez-vous? Il le faut. » Et ses yeux brillaient. Celui qui se fait moine, afin de prier pour la famille... magnifique! « Péchez, vous autres, et moi je prie et j'expie vos péchés par mes prières : » voilà la vie. Et l'autre, l'homme d'argent, le fondateur de la famille, comme c'est cela! Un ivrogne, un vieux débauché, qui s'amourache de toutes les filles, et subitement assassine. Ah! que c'est beau! Il faut que vous écriviez cela... Il n'y a pas de héros, c'est un mensonge et une invention : il n'y a que des hommes, des hommes, rien de plus. »

Et il continua en souriant : « Voyez-vous, nous sommes tous de terribles inventeurs. Moi-même, en écrivant, je me prends de pitié pour un de mes personnages, je lui ajoute une qualité ou je l'enlève à quelque autre, pour qu'il n'apparaisse pas trop noir. » Soudain, prenant le ton d'un juge inexorable : « Voilà pourquoi je dis que l'art est un mensonge, une fiction arbitraire et nuisible. Qu'est-ce que cela peut faire au monde, la manière dont je vois cette tour, ou la mer, ou ce Tatare? De quel intérêt cela peut-il être?... »

Une autre fois, le vieillard, en se promenant avec Gorki, devisait sur la guerre de l'âme et de la chair, sur le *deteriora sequor* du poète; cette idée lui rappela brusquement un souvenir de jeunesse : « une femme soûle qu'il avait vue à Moscou, couchée dans le ruisseau. » Il frissonna, secoua la tête en fermant à demi les yeux, et poursuivit avec douceur :

Une femme ivre, c'est ce qu'il y a de plus hideux et de plus répugnant. Je voulais l'aider à se relever, mais je ne pouvais pas : elle

était si sale, c'était quelque chose de si visqueux et de si glissant ; si je l'avais touchée, les mains sales pour un mois. C'était horrible. Et sur le bord du trottoir, il y avait un charmant petit garçon aux yeux gris, les joues inondées de larmes; il sanglotait interminablement : « maman... maman.... lève-toi ! » Alors, elle remuait les bras, grognait, levait la tête, et la laissait rouler de nouveau dans la boue. »

Il s'arrêta, et murmura : « Oui, oui, c'était horrible. Vous avez souvent vu des femmes ivres? Souvent... mon Dieu ! Il ne faut jamais écrire cela, jamais !

— Pourquoi ?

Il me regarda droit dans les yeux et répéta en souriant :

— Pourquoi ?... Je ne sais pas. Cela m'a échappé. Parce qu'on n'écrit pas sur la boue. Mais après tout, pourquoi pas ? Il faut dire la vérité sur tout, sur tout.

Ses yeux se remplirent de larmes. Il les essuya et se mit à regarder son mouchoir en souriant, tandis que de nouvelles larmes sillonnaient ses vieilles rides. « Je pleure, dit-il, je vieillis. Cela me perce le cœur, ces souvenirs horribles. »

Et il me toucha doucement du coude et ajouta : « Vous aussi, un jour, vous arriverez au bout de votre vie, et il n'y aura rien de changé, et vous pleurerez aussi, vous pleurerez toutes les larmes de votre corps, comme disent les bonnes femmes. Et il faut dire la vérité sur tout, toute la vérité; autrement, le petit garçon aurait le droit de se plaindre. Il nous dirait : « Ce n'est pas vrai, ce n'est pas tout. » Car il est exigeant en fait de vérité.

Tout à coup, il se secoua et me dit : « Et maintenant, Gorki, contez-moi une histoire : vous racontez si bien ! Une histoire d'enfants, une histoire de votre enfance. Ce n'est pas facile de croire que vous avez été enfant. Contez-moi une histoire. »

Et il s'étendit bien à l'aise sur les racines d'un sapin, et se mit à considérer avec attention les fourmis affairées entre les aiguilles de pins.

Sans doute, il faut tenir compte de la vision spéciale de Gorki, de cette adaptation, de cet amalgame dont j'ai parlé, et qui faisait que, devant Gorki, Tolstoï n'était déjà plus le même que devant un autre homme. Mais n'a-t-on pas l'impression que Gorki est bien près du vrai quand il nous montre Tolstoï à l'état naturel, — le grand écrivain et le grand poète sans théories chrétiennes, sans idées sociales, sans rôle de pontife et de prêtre? Ce portrait ne confirme-t-il pas ce que nous avions senti, lorsque dans le vague et l'ennui de *Pamphile et Julius* ou de *Que devons-nous faire?* nous ne reconnaissions plus l'incom-

parable artiste des *Cosaques*, de *Kholstomier*, de *Guerre et Paix* et d'*Anna Karénine?*

Peut-être que Tolstoï, à son insu, et tout en détestant le romantisme, demeura en cela plus romantique qu'il ne croyait l'être : il confondit le pouvoir de l'art et la fonction religieuse : il crut que la littérature était faite pour résoudre l'énigme de la destinée, et pour remplacer l'antique enseignement de l'Église. Il se condamna alors à écrire ce fatras édifiant, social et humanitaire où l'ignorance le dispute à la niaiserie. C'est l'histoire que nous rapportent tant de jolies légendes grecques, comme celle de saint Alexis, le prince merveilleux, héritier d'un royaume, qui s'enfuit le soir de ses noces pour revenir mourir, mendiant et méconnaissable, à la porte du palais paternel. Ce fut le suicide d'un magnifique génie.

Oui, Gorki a raison de se scandaliser, de protester contre le sacrifice absurde de dons incomparables. « Pouchkine et lui, dit-il avec mélancolie, c'est ce que nous avions de plus charmant. » Ce charme de Tolstoï reste sensible encore jusque dans le vieillard. Le chrétien n'avait pas réussi à éteindre l'artiste. On sent que le premier n'était pas en lui un être naturel, mais bien une créature factice surajoutée à l'autre par un effort de la volonté. On comprend que cette partie de son œuvre est fille de la raison et non plus de l'amour. Et cependant, ne manquerait-il pas quelque chose à la grandeur de Tolstoï, s'il s'était contenté d'être un admirable romancier, et s'il n'avait aperçu un jour, comme un Racine ou un Pascal, le néant de l'art et de la vie ?

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

LES POÈMES DE M. LOUIS LE CARDONNEL (1)

Le meilleur commentaire à l'œuvre d'un poète est, je crois, le récit de sa vie et des aventures auxquelles ses poèmes font allusion. L'œuvre d'un philosophe paraît plus détachée de lui et du hasard de ses journées : encore serait-il imprudent de se figurer que les idées, les pures idées, ne subissent guère l'influence de nos tribulations. Mais nos sentiments ne sont que nous à nos divers moments. Et, beaucoup plus que l'ancienne poésie, la nouvelle poésie est sentimentale. Un poète du temps qui a précédé le romantisme n'aurait point ajouté à son recueil les notes de biographie anecdotique dont Lamartine a orné les *Méditations*. La poésie, depuis quelque cent ans, est l'histoire et, parfois, la chronique ou le journal des âmes et de leur émoi.

D'un poète vivant, que dire? Et l'on aurait scrupule à être moins discret qu'il ne l'a été, s'il l'a été. D'aucuns ne le sont pas du tout : M. Louis Le Cardonnel, assurément, n'est pas l'un d'eux; et j'emprunterai seulement à son œuvre, si fière, et non pas dédaigneuse, mais chaste, les quelques indications qui aident à le lire et à le comprendre.

Il est né à Valence et il a des ancêtres en Bretagne. Il attribue aux Celtes d'où il vient son goût des grandes rêveries indéterminées. Mais la belle Provence lui a rendu l'esprit latin. Son désir serait d'enfermer dans les lignes nettes de la pensée latine un songe plus vaste

(1) *Du Rhône à l'Arno* (édition de *La Connaissance*). Du même auteur, *Poèmes* et *Carmina sacra* (éditions du *Mercure de France*).

que celui auquel président les muses méditerranéennes. Il semble qu'il se souvienne de la *Prière* que fit Renan sur l'Acropole et aussi de l'émulation que donne à la muse antique et à la muse chrétienne le Chateaubriand des *Martyrs :*

> Je suis né dans Valence, aux mémoires romaines,
> Qui voit les monts bleuir dans ses horizons clairs...

Dans Valence, il était un enfant qui jouait parmi les fleurs d'un beau jardin provençal, et qui du regard suivait les abeilles, « et ses rêves étaient, comme l'abeille, errants. » Puis, tandis que le divertissait d'imaginer l'avenir l'amusement du soleil et de la frivole réalité qu'il éclaire, une voix secrète lui murmura « les mots de Sacrifice et de futurs Autels. » Ce fut un appel et qu'il n'entendit que distraitement, l'appel de sa vocation qu'il ne devinait pas.

Il eut ses vingt ans et vint à Paris. C'était le temps où, dans la littérature, le réalisme allait à péricliter. Les jeunes poètes suivaient Moréas et Verlaine et inventaient le symbolisme. Plus exactement, ils n'inventaient pas le symbolisme, qui est la poésie et l'art même : ils retournaient à la meilleure notion de la poésie et de l'art. Ils ne le faisaient pas sans commettre aucune erreur; et l'on a beau jeu à leur reprocher leurs fautes, qui sont manifestes et, quelques-unes, très choquantes. Mais on aurait tort de les condamner, car ils ont réagi contre les pires tendances d'une littérature abjecte et ouvert de magnifiques horizons. N'oublions pas de noter que plusieurs d'entre eux furent aussi de grands poètes. M. Louis Le Cardonnel les a connus, s'est mêlé à leur troupe. En lisant ses premiers poèmes, on y aperçoit l'influence de Moréas, de Laforgue, de Verhaeren. Les strophes *A un Ménestrel* :

> Par les clairs chemins fleuris de mensonge...

rappellent un peu certaines chansons du *Pèlerin passionné*, puis tournent à ressembler à du Verlaine :

> Mais, en attendant, ris, sans trop d'espoir,
> Et cueille la rose éprise de voir
> Un qui va, frivole,
> Et chante les chants de gai savoir.

Les poèmes intitulés « Ville morte » et « le Piano » ne sont pas sans quelque analogie avec les *Complaintes* de Laforgue. Et *le Tailleur de tombes* tant par le sujet, l'image et l'allégorie que par la

scansion rude, insistante et obstinément monotone des vers, nous fait souvenir des *Villes tentaculaires* et des *Villages illusoires*.

Mais ce n'est pas à dire le moins du monde que M. Louis Le Cardonnel puisse, dès ses débuts, être considéré comme un imitateur. Les poèmes où l'on remarque une influence de ses amis ne sont pas nombreux et l'influence y est plus apparente que réelle. Ce qui le caractérise, au contraire, serait plutôt la clairvoyance avec laquelle, sans retard, il a séparé ce qu'avait de factice et de passager la poésie à la mode, et ce qu'elle avait de durable et de riche en belles conséquences. Elle n'évitait pas le jargon; voire, elle parut le rechercher : il n'y a point de jargon dans l'œuvre de M. Louis Le Cardonnel. Et, comme elle prétendait à une nouveauté périlleuse, elle ne craignit pas de briser la forme ancienne du vers de chez nous, consacrée par les siècles; du reste, son vers libre, souvent joli, autorisé de La Fontaine, est une sorte de langage très ingénieux et qui a bien sa musique : néanmoins, M. Louis Le Cardonnel resta fidèle au vers régulier, moins hardi même que celui des romantiques et, tout compte fait, plus proche de Malherbe ou de Ronsard que de Victor Hugo ou de Musset. Toute son audace fut de combiner de maintes manières, quelquefois, les rimes féminines et masculines, à l'exemple de Verlaine, soit qu'il n'use que des unes ou des autres, soit qu'il joue à marier les féminines et les masculines :

> Ah! dans cette maison triste du quai désert,
> C'est le Miserere de toute sa misère,
> Au milieu du désert qui n'aura pas de manne
> Et que traversera seule, écho de Schumann...

etc. L'on n'est pas plus attentif à la qualité de la rime; et il ne la remplace jamais par l'assonance, dont se contentaient beaucoup de symbolistes.

Ce qui, dans le symbolisme, l'enchanta, c'est l'idéalisme : autant dire que c'est la meilleure substance de cette poésie nouvelle. L'un de ses poèmes invoque Stéphane Mallarmé, lequel voulait que l'art fût, comme il disait, une allusion à la vie, non la copie de la réalité. Il n'a point imité l'obscurité, fâcheuse et pourtant pleine de significations, paradoxale et impérieusement exemplaire, de ce poète si étrange et magistral; mais il a reçu de lui l'enseignement de regarder le double univers de la matière et de la pensée avec des yeux qui sont « des firmaments tout bleus d'Éternité. »

Idéaliste, épris d'un art qui serait l'animation de grands symboles,

M. Louis Le Cardonnel était à quêter les idées de sa nouvelle poésie. Douloureuse quête, et parmi de poignantes incertitudes!

Et la profonde voix, la voix tendre et secrète,
Revenant lui parler dans son charme ancien,
Dit au prêtre futur caché dans le poète :
J'ai mis sur toi mon signe, un jour tu seras mien!

M. Louis Le Cardonnel partit pour l'Italie, habita Rome et l'aima pour « sa mélancolique immutabilité. » C'est à Rome qu'il devint prêtre ; et, depuis lors, il s'efforça de réunir « le geste d'accorder la cithare » et le geste de bénir. Il s'attendit que les frivoles le crussent « perdu pour la vie et pour l'art ; » mais il eut confiance de refaire en lui « l'antique union du prêtre et du poète. » Évidemment, le poétique souci n'est pas ce qui l'a décidé ; le souci religieux était le plus fort. Laissons néanmoins ce qui, n'ayant pas trait à la poésie, n'est point notre affaire : la poésie de M. Louis Le Cardonnel devait abondamment profiter de la pensée qui sera désormais la sienne et qui, religieuse, lui fournira le plus riche symbole de la vie et de son mystère. Un symbole est déjà religieux en quelque manière ; et tout ce qu'il tient de vérité dans une religion s'y présente sous la forme de symboles. Enfin, cette religion n'est pas une philosophie abstraite ; et elle fait appel au sentiment : symbolique et sentimentale ensemble, cette religion donne avec largesse tout ce qu'il fallait à la poésie que rêvait M. Louis Le Cardonnel pour qu'elle s'épanouît à merveille. Et c'est ce qu'on a vu.

Lorsque, plus tard, ayant acquis tout à la fois sa certitude et sa poésie, le poète songe aux amis de sa jeunesse, il est loin d'eux, loin dans l'espace et loin dans la méditation ; beaucoup sont morts : aux vivants et aux morts, il décerne un souvenir mêlé de tendresse et de pieuse attention.

L'un d'eux était ce charmant Mallarmé, sage qui dominait le chœur des aèdes extravagants ; il prodiguait « en jeux aériens » son esprit subtil et, d'un doigt, marquait dans l'air « la courbe des idées. » Un autre était Paul Verlaine, qui répandait en passions vaines son « lamentable sang, » puis demandait à l'Hostie sa vigueur, se relevait, retombait encore, et qui avait grand besoin de pardon :

D'un compagnon d'antan reçois ici l'absoute!

Les autres, où sont-ils ? Et François Villon se remémorait ainsi les précieux galants qu'il avait eus pour compagnons de sa jeunesse folle... Ses compagnons de jadis, M. Le Cardonnel voit maintenant

qu'ils cherchaient ce qu'il a trouvé, la même foi qui l'inspire. Ceux qui sont morts suivent dans l'invisible monde « la gravitation des Anges souriants ; » il veut que leur soit épargnée l'horreur de l'éternel exil..-

Non ! ô mes disparus, mes grands morts : j'en atteste
Ces éclairs d'infini que j'ai vus dans vos yeux,
Et vos accents d'extase, et ce reflet céleste
Qui descendait parfois sur vos fronts radieux !

De leur vivant, ils ont porté le poids des jours ; ils ont buté aux cailloux d'ici-bas ; les ronces des chemins les ont griffés...

Mais si, chargés encor d'un reste de souillures,
Avant de posséder les calmes cieux chrétiens,
O morts, dont nous gardons les images si pures,
Il vous fallait briser quelques derniers liens,
Traversez, morts chéris, les feux expiatoires,
Puis, du bûcher sévère où tout est consumé,
Surgissez, plus brillants même qu'en nos mémoires,
Pour regarder, joyeux, l'Infini désarmé.
C'est lui que vous cherchiez sous la grâce des choses !...

Le prêtre les salue et met sa poésie sous la protection de leurs âmes...

Déjà vous inspirez ce chant qui vous célèbre ;
Et, tandis que mon front s'incline sous vos ifs,
A travers leur murmure indécis et funèbre,
Vous me parlez tout bas, ô morts persuasifs...

J'ouvrirai des chemins vers la Beauté divine ;
Et, lorsque s'épandront mes vers graves et doux,
Les hommes sentiront leur céleste origine
A ces accents profonds qui me viendront de vous.

Ce poème, qu'il me faut écourter, — je le regrette, — a une ampleur magnifique et le plus bel accent. L'aimable souvenir l'anime et la mélancolie du passé lui donne un charme doux et amer. Surtout la charité du prêtre, qui rehausse l'indulgente compassion du poète ami et la consacre, y est sublime. Ce que voit aussi le poète, et que le prêtre certifie, est que l'effort de dégager la pensée ou de la délivrer des viles conditions, l'effort même de la poésie, tend vers Dieu : et, symbolique en son essence, la poésie va se confondre avec l'idéologie religieuse.

On a vu comme, dans ce poème, la rêverie monte de la terre et

fleurit plus haut. Nombre de poèmes de M. Louis Le Cardonnel ont, pour ainsi dire, la même ordonnance; mais il ne s'agit point ici d'un procédé de composition : c'est le tour que prend naturellement la pensée. Lisez ce grand poème sur l'Amour, intitulé *la Plainte antique*...

Des voix sanglotent vers l'Amour; et ces voix viennent du fond des âges, du temps de l'Hellade lointaine. Elles chantent le puissant Amour dont le souffle créateur éveilla les étoiles, qui excite dans les vastes cieux la ronde lumineuse des mondes, qui verse l'ardeur aux cœurs juvéniles et couronne de fleurs l'austérité des sages. Elles chantent le terrible Amour, ravisseur du sommeil, qui brise les serments, se rit des justes noces; et le charme qu'il verse est un poison. Qui dira

La jalouse fureur qu'on nomme ta victoire,
Et les cœurs séparés quand s'enlacent les corps?...

L'Amour jaloux, l'Amour mauvais, l'Amour cruel, est-ce l'Amour? Non, ce n'est que l'erreur d'Amour. Le vrai Amour est d'une autre sorte; il est toute bonté, charité menée jusqu'à l'oubli de lui-même. Et voyez-le sous les espèces de son authentique nature. Il nous donne à manger sa chair adorable, change en son propre sang le vin, meurt pour être plus aimé; le pardon coule de sa poitrine. Et puis il remonte plus haut que le ciel. L'Amour, le puissant, le divin Amour se dégage de tous attributs empruntés, devient l'Amour divin, se met en croix, n'est plus Erôs et est le Christ; le délire que célébraient, dans l'Hellade lointaine, les ménades et les poètes aboutit à une extase de prière.

D'une série de poèmes intitulée *Orphica* et dédiée « à des disciples, » il résulte que l'abbé Le Cardonnel fut professeur; un poème de son nouveau recueil *Du Rhône à l'Arno* permet de supposer que c'était à Florence. Et les poèmes que dédie à ses disciples ce prêtre et ce poète sont extrêmement beaux. On y remarque premièrement le soin délicat des âmes très sensibles et que leur maître n'aborde pas sans l'inquiétude exquise de savoir qu'il les tient sous la dépendance de lui. Elles ressemblent à des miroirs; et l'image que vous regardez au miroir est la vôtre et n'a de grâce que la vôtre ou de disgrâce que la vôtre. Mais les miroirs des âmes conservent l'image qui, un instant, s'y dessina; ils ne la conservent pas avec une fidélité parfaite : ils l'embellissent quelquefois ou la déforment et l'enlaidissent. En quelque mesure, c'est la faute des âmes : on doit aussi veiller à leur présenter des images qui aillent à s'embellir plus naturellement qu'à s'enlaidir.

Dans un vert jardin de printemps, sous le ciel d'un matin qui mêle ses nuages et son soleil aux branches, le maître se promène par les allées, rêvant de Platon, de Virgile et de Dante; voici le jeune essaim de ses disciples qui l'entoure. Il leur parle de la nature et des livres.

Sans la nature, les livres sont de mornes choses desséchées; et l'on dirait qu'ils ont vieilli, l'on dirait même qu'ils sont morts, si l'on n'aperçoit plus qu'ils peignent ce qui, à travers tous les changements, dure, la mobile nature, ses printemps qui reviennent, l'incessante péripétie de l'année, de la saison, de l'heure. Sans les livres, la nature n'est presque pas humaine et digne de notre amitié : elle semble étrangère à nous. Les poètes et les penseurs l'ont rapprochée de nous et nous l'ont donnée. La réunion des livres et de la nature est l'histoire la plus charmante et pathétique. Le maître l'enseigne à ses disciples et ainsi leur enseigne à la fois le bonheur et la pensée. Il leur continue la leçon des sages antiques et la mène jusqu'aux vérités enfin découvertes par la révélation.

La nature qu'il les invite à regarder et à comprendre est bien digne de leur admiration. C'est le paysage d'Italie; et il sait le peindre : il en peint les nouvelles apparences et le passé persévérant.

J'ai connu la Cité des fleurs, l'auguste Dôme,
Le fleuve aux quais joyeux et les nobles jardins
Dont le vent du matin emporte au loin l'arome.
Dante m'est apparu de loin, puissant fantôme;
J'ai retrouvé l'odeur des temps médicéens.

La paix du Val d'Arno m'était hospitalière.
A Figline, par des matins resplendissants,
Tandis que les grands bœufs soulevaient la poussière,
Je voyais les coteaux fumer dans la lumière
Ainsi que des autels couronnés par l'encens.

On a dit, — et c'est une imprudence de raisonneurs, — qu'il y avait une espèce de perversité à peindre les spectacles naturels par la comparaison des objets que l'homme fabrique; et il serait plus normal, dit-on, d'interpréter par la nature les objets, la nature étant donnée d'abord. La nef d'une cathédrale, avec ses hauts piliers, vous rappelle une avenue de forêt : vous n'avez pas besoin de la cathédrale pour que la forêt soit évoquée à votre imagination. Les autels couronnés par l'encens ressemblent peut-être à ces coteaux d'où s'élève la fumée des chauds matins : ce ne sont pas les coteaux qui sont à la ressemblance des autels. Seulement, ici, dans ce poème de Toscane, un religieux poète a vu les couleurs et les lignes se transformer en

image du genre de sa religieuse pensée. Il ne croit pas que Dieu soit ajouté à la nature et qu'il y ait la nature d'abord, puis Dieu qui intervient; il ne croit pas que la nature existe sans Dieu et que ni la méditation ni la seule contemplation de la nature ait à omettre Dieu; il ne sépare pas l'idée de Dieu et le culte qui est rendu à cette idée : l'autel couronné d'encens ne lui paraît pas un ornement que nous plaçons dans la nature, mais le symbole que la nature même procure à notre juste rêverie. Et il est dit que les cieux racontent la gloire de Dieu : les cieux, et la terre aussi. Et c'est ainsi que l'image de l'autel couronné des fumées de l'encens achève la peinture d'un paysage où notre exacte rêverie a deviné Dieu, senti et adoré son éternelle et véritable présence.

La religieuse rêverie transfigurant toutes choses, les paysages, l'histoire et la philosophie : voilà le thème des plus beaux poèmes de M. Louis Le Cardonnel et, — pour employer un mot futile, — voilà l'un des effets dont sa poésie est le plus fréquemment curieuse; il vaut mieux dire que cette vue si pénétrante est le plus habituelle à son génie que la foi gouverne.

Un paysage? Voici le lac de Trasimène; le printemps sourit aux flancs de ses coteaux, ou bien l'été rayonne à la surface de l'eau tranquille,

Dans la paix du matin, comme aux heures pensives
Du soir, qui fait rentrer les barques vers les rives...

Le paysage contient l'éternité divine et contient la passagère histoire humaine. Et Trasimène a vu Annibal vainqueur de la force romaine, les soldats morts, le sang de Rome tachant les rives, rougissant l'eau. Mais saint François vint en ce lieu tragique :

Les élans de son âme émurent ton silence!

Il a mouillé sur le rivage ses pieds marqués du stigmate; il a parlé au vent, aux collines et à l'eau; puis il s'en est allé...

Il a suffi du rapide passage de l'emblème divin pour diviniser la rive et le lac et ce coin de nature et l'âme qu'il enferme.

Il suffit d'un songe accordé aux vérités divines pour que ne soient plus les mêmes nos journées, les menus accidents de nos journées; et, dans les hasards qui sont le symbole de l'étourderie, dans les tumultes et les vacarmes qui ne sont que réalité fausse, les vérités immuables apparaissent :

Sous le soleil pesant, la foule immense clame.
Ah! quand tombera, dur et stérile, ce bruit?

Pourras-tu l'endormir, cette rumeur, ô nuit,
Pour que l'âme, écoutant, n'entende plus que l'âme?

Descends sur le troupeau qui ne sait ce qu'il clame,
O pitié d'un cœur chaste offensé par le bruit;
Et vous, brillez enfin dans la profonde nuit,
Astres lointains du ciel et visions de l'âme!

Un jour, la mort prendra ce qui s'agite et clame,
Et rien ne restera de l'inutile bruit.
Mais, vous me l'attestez, feux de la grande nuit,
L'aveugle mort jamais ne fera taire l'âme.

Cette poésie que j'essaie de définir a le goût, l'amour du silence, qui est le symbole de la certitude. Mais la poésie est musique, pourtant. Cette poésie recherche la musique et la perfection de musique la moins offensante pour le silence. Elle ne fait pas, comme d'autres, un grand bruit de syllabes, se plaît aux modes graves et calmes, craindrait un vif éclat des sonorités. Elle craindrait aussi, non les belles couleurs, mais les couleurs qu'on appelle criardes et qui ont, en effet, beaucoup d'analogie avec le bruit. Cette poésie est sereine, étant à l'honneur de la vérité une fois acquise et très heureusement possédée.

Cependant, cette poésie, jalouse de ressembler à son objet, très attentive à ne le point déguiser d'ornements vains, n'a pas renoncé aux diverses beautés et aux magnificences d'un art et d'une littérature les plus dignes de montrer la ferveur et le zèle de l'intelligence que Dieu anime. M. Louis Le Cardonnel, poète chrétien, n'est pas l'un des étranges littérateurs et artistes que nous avons, depuis quelque temps, et qui, du jour qu'ils ont résolu de consacrer à Dieu leur talent, ne lui consacrent pas, mais lui sacrifient leur talent. Soudain, leur talent s'appauvrit, jusqu'à faire pitié. Ils ne savent plus dessiner; il ne savent plus écrire.

Du moins, on le dirait. De pauvres lignes tristement infléchies, voilà tout ce qu'ils savent encore tracer. De petites phrases bégayantes, voilà tout ce qui leur vient à l'esprit. C'est qu'ils ont imaginé de croire que la littérature et l'art sont des concupiscences que Dieu réprouve : alors, il vaudrait mieux ne point écrire. Il leur semble aussi que l'art et la littérature ne sont point un hommage digne d'être offert à Dieu : c'est possible; mais, si vous n'avez pas autre chose à lui offrir, donnez pourtant cela. Et le jongleur de Notre-Dame, qui offrait à Notre Dame les prouesses de son agilité, son présent ne fut pas dédaigné. Saint Anselme, dialecticien subtil,

offrait son plus ingénieux syllogisme. Et ni le jongleur ne croyait que Notre Dame le priât d'être maladroit, ni saint Anselme n'aurait cru mieux faire en étant sot. Les écrivains qui se mettent à radoter au lendemain de leur conversion, quelle drôle de façon de remercier la Providence!

Il y a une convenance à observer, sans doute; et ni les rythmes ni les rimes des *Odes funambulesques* ne conviendraient à une poésie religieuse. Il faut une certaine gravité. Mais cette gravité n'est pas du tout la niaiserie ou l'ingénuité de commande. Les églises catholiques sont décorées de la sculpture la plus riche; et la pensée catholique n'est pas vouée au dénuement. Des ornements qui ne soient pas des oripeaux, une allégresse qui ne soit pas de la folâtrerie, se concilient parfaitement avec la religion la meilleure. Et M. Louis Le Cardonnel, qui l'a compris, n'a point renoncé aux délices de la littérature : sa religion ne les lui interdisait pas.

Cette poésie, que ne gâte aucun pharisaïsme, ne fait point la dévote et la recluse. Elle va dehors; elle est sensible aux voluptés de l'air, à ses langueurs.

Il vient des sons de cloche à travers les feuillées
Taciturnes et sans oiseaux,
Et c'est un vol traînant d'heures ensommeillées
Qui s'est abattu sur les eaux.

Elle est sensible aux douceurs de l'automne et à ses frissonnantes mélancolies :

Automne merveilleux, automne qui me dores
L'horizon de la vie encore cette fois,
Toi qui, si doux, épands les feux de tes aurores
Et ceux de tes couchants aux limites des bois;

Mélancolique automne, avec qui l'on voyage
En des mondes de songe et de sérénité,
Bel automne pour qui, sous le dernier feuillage,
Un oiseau, mais tout bas, poursuit son chant d'été...

Elle est sensible aux alarmes de l'âme que tourmente la solitude et qui se plaint de n'être pas égayée d'amour. Elle n'éconduit pas de tels regrets, ne leur ôte pas leur acuité, ne les déguise pas et ne les guinde pas :

Jeunesse abandonnée à tes rêves chantants,
Ma jeunesse, demain tu seras consumée;

Mon avril n'aura pas connu de vierge aimée,
Je n'aurai pas servi l'Amour dans mon printemps...

L'Amour qui me dédaigne, et qui pourtant m'est cher,
A jamais laissera mon âme vide et close :
Voici venir là-bas, sur la route morose,
L'automne qui se hâte et le précoce hiver.

Mon chant d'exil arrive à sa dernière note :
Il me faudra subir l'antique et sombre loi
Sans que le bel Amour, l'aile ouverte sur moi,
Ferme en pleurant mes yeux d'un baiser qui sanglote !...

Profanes regrets ? Ou, plutôt, les prémisses d'une argumentation qui aboutit à consoler par l'amour divin l'âme que les félicités de l'amour humain n'ont pas divertie. Mais, dans l'expression de ces profanes regrets, si la décence est gardée, la volupté n'est point absente. La véritable foi rend inutile une vergogne hypocrite.

Aucun des sentiments humains n'est refusé, ni l'exquise tendresse, ni la simple amitié. Mais, celle-ci, les plus nobles soucis de la pensée au lieu de la refroidir, l'échauffent d'une admirable ferveur. Et le poème de M. Louis Le Cardonnel, intitulé *l'Inspirateur*, le prouve.

La même poésie, que nous avons vue dehors subir l'émoi des musiques, des odeurs et des couleurs, chanter les souvenirs, les paysages, célébrer la création fleurie, avec une allégresse quasi mondaine et plutôt franciscaine, la même poésie, M. Louis Le Cardonnel sait aussi la rappeler, la ramener, puis l'enfermer à la méditation des Écritures. Le poème intitulé *Nuit sur les Écritures* est, ou je me trompe, l'un des plus beaux et parfaits poèmes chrétiens de notre littérature.

Il commence par l'évocation brève d'un paysage de soir et de lune ; puis la lumière de la lampe a remplacé le clair de lune : et la méditation remplace la rêverie. Tandis que les doigts du poète tournent les feuillets du saint livre, — « voici flotter l'odeur des vignes d'Engaddi ! » — d'invisibles présences planent auprès de lui : l'une d'elles, et qui se pose et ne bougera plus, est la Sagesse.

Elle lit, au livre saint, la vérité ; le poète l'écoute. Elle lui dévoile les origines et lui déroule les conséquences. Elle le guide parmi la quantité des ancêtres qui sont nés « des flancs de l'Ève immense et de l'immense Adam, » l'unit aux patriarches et à leur geste levé vers le Très-Haut, le conduit à Moïse et à l'arche qu'embrase un feu soudain. Le Sinaï annonce le Thabor. Et, au milieu des candélabres d'or,

voici David. L'Ecclésiaste, en son cantique, prodigue les oracles; il ouvre les horizons de l'avenir. Les révélations succèdent aux révélations, que le poète accueille...

Apocalypse large, ô gouffres johanniques,
Ouvrez-vous; rayonnez pour lui, divin séjour;
Anges, revêtez-le de vos blanches tuniques;
Archanges, mitrez-le de splendeur et d'amour.

Vous lui ferez des traits brûlants et diaphanes.
Il entrera nimbé dans les temples : mais vous,
Si l'épouse l'attend dans vos profonds arcanes,
A travers Lui, Seigneur, vous resterez l'Époux...

Des abîmes naît peu à peu la lumière; et elle éclaire tous les recoins de la réalité ancienne ou prochaine : elle va loin, jusqu'au fond du passé, jusqu'aux derniers jours futurs. Elle étend sa clarté depuis les commencements et leur plus terrible mystère jusqu'à l'extrémité du temps qui a rejoint l'éternité. Le poète a contemplé les siècles et appris comment se confondent la métaphysique et l'histoire, si la vérité est un fait que l'ignorance couvre et enveloppe d'énigmes indéchiffrables.

Et, plein du grand passé, plein des choses futures,
Entre ma calme lampe et tout le ciel qui luit,
Sans pouvoir détacher mes yeux des Écritures,
Je laisse avec lenteur se consommer la nuit.

Un vers de ce poème,

Promenez mon esprit dans les similitudes,

contient, si l'on y songe, le secret de cette poésie exactement religieuse et pourtant libre. Les similitudes sont l'un des éléments dogmatiques de la religion que M. Louis Le Cardonnel a donnée pour âme, et très vigilante, à sa poésie. L'Ancien Testament présente les figures et les types que le Nouveau Testament décèle ou traduit. Le monde est fait à la ressemblance de la pensée divine, l'homme à l'image de Dieu. Nos sentiments humains ont une signification divine. Cette religion d'images, et qui attribue la vérité aux images, garantit l'authenticité d'un symbole immense et affirme la réalité d'une poésie.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il était temps qu'une occasion s'offrît à la France de serrer affectueusement les mains à l'Italie et de mettre fin, par un geste de franchise et de cordialité, à une de ces querelles familiales dont les causes sont souvent imperceptibles et les conséquences toujours déplorables. MM. Millerand et Giolitti se sont donné rendez-vous sur les bords du lac du Bourget; et, près de cette abbaye de Haute-Combe qui abrite les tombeaux de la maison de Savoie, les deux nations ont reconnu, une fois de plus, qu'elles étaient sœurs et ont répudié des discussions sacrilèges. Depuis quelques semaines, les vrais amis de l'Italie ne pouvaient plus lire certains journaux de la péninsule sans un douloureux serrement de cœur et ils se demandaient avec anxiété d'où venait ce vent de colère qui soufflait au delà des monts. Ils avaient beau s'interroger; ils ne trouvaient rien qui justifiât tant d'attaques contre la France. Certes l'Italie a été financièrement et économiquement très éprouvée par la guerre et elle est agitée aujourd'hui par des troubles sociaux, que nous voulons croire momentanés et qui alarment chez elle beaucoup d'intérêts. Mais de ces divers mécomptes la France n'est pas responsable. Elle est même prête à faire tout ce qui peut dépendre d'elle pour les atténuer. Elle n'est pas, du reste, elle non plus, à l'abri des difficultés et elle s'en aperçoit bien tous les jours. Cherchons à nous entr'aider dans nos embarras, au lieu de nous attarder à de vaines récriminations. Chacun des deux peuples y gagnera.

Les conversations d'Aix ont préparé les voies au rétablissement de la confiance et de l'amitié. Pour achever cette œuvre nécessaire, faisons loyalement, de chaque côté des Alpes, notre examen de conscience et demandons au passé des leçons pour l'avenir. Sans doute n'est-il pas impossible de remonter à l'origine des diverses questions qu'ont étudiées ensemble MM. Millerand et Giolitti et de les résumer d'une manière assez objective et assez impartiale pour

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

n'éveiller aucune susceptibilité. Ce coup d'œil rétrospectif nous permettra de mieux apprécier les conclusions, forcément encore incomplètes, auxquelles ont abouti les deux gouvernements.

Lorsque l'Allemagne nous a déclaré la guerre, l'Italie était engagée dans les liens de la Triple Alliance; mais des lettres échangées, en 1902, entre notre éminent ambassadeur, M. Barrère, et le gouvernement royal, nous donnaient expressément l'assurance qu'en cas d'un conflit entre l'Allemagne et nous, nos frères latins ne prêteraient pas leur concours militaire à nos ennemis, si nous n'étions pas les agresseurs. L'Italie n'était, du reste, l'alliée de l'Autriche que pour se défendre contre l'Autriche et elle n'avait aucun désir de la fortifier aux dépens de la Serbie. Elle a donc mis, en 1914, beaucoup d'empressement à nous promettre sa neutralité et elle nous a rendu ainsi deux grands services, l'un d'ordre matériel, parce que cette neutralité nous a immédiatement permis de dégarnir la frontière des Alpes; l'autre, d'ordre moral, parce que l'Italie, en refusant de seconder l'Allemagne, a par là même proclamé que la France n'avait aucune responsabilité dans la guerre.

Mais il n'y a point à nous dissimuler qu'en se déclarant neutre, l'Italie avait, avant tout, comme il était naturel, consulté son propre intérêt. Dès le 18 octobre 1914, M. Salandra, alors Président du Conseil, précisait avec une éblouissante clarté le point de vue permanent de son pays : « Ce qu'il faut, disait-il sans ambages, c'est nous affranchir de toute préférence, de tout préjugé, bref de tout autre sentiment que celui d'un égoïsme sacré au profit de l'Italie. » Cet intelligent réalisme s'est aussitôt manifesté dans les moindres gestes de notre grande voisine et amie. Elle s'est hâtée d'entamer avec l'Autriche, sous les auspices du prince de Bülow, des négociations où elle a déployé toutes les ressources de son admirable diplomatie. « Si vous voulez, déclarait-elle à son ancienne alliée, que je ne sorte pas de ma neutralité, pour me joindre à la Russie contre vous, donnez-moi, au moins, quelque dédommagement. L'article 7 de la triple alliance ne prévoit-il pas que, si le *statu quo* est modifié à votre avantage dans les Balkans, j'aurai droit à compensation? » L'Autriche comprit à demi-mot et fit cette offre que M. Giolitti était si fermement d'avis d'accepter et qui aurait permis à l'Italie de recevoir le Trentin sans tirer l'épée. Mais le gouvernement italien, trouvant le *parecchio* insuffisant, amorça, en même temps, avec la Russie, l'Angleterre et la France, d'autres pourparlers, qui furent suivis à Londres, auprès de Sir Édouard Grey, aujourd'hui Lord Grey, par le Marquis Imperiali.

L'Italie se déclarait prête à entrer en guerre à côté des Alliés, mais elle entendait naturellement poser ses conditions. La discussion fut longue et délicate. Parmi les bénéfices variés que réclamait le Marquis Imperiali, ceux qu'il mettait le plus d'insistance à obtenir touchaient aux côtes de l'Adriatique. Ils étaient, par conséquent, pour une grande partie, inconciliables avec les espérances de la Serbie. Dès le 7 décembre 1914, le gouvernement royal serbe avait solennellement annoncé, aux applaudissements unanimes de la Skoupchtina nationale, que l'agression autrichienne imposait au pays le devoir de soutenir la lutte, non seulement pour son indépendance, mais pour sa délivrance et pour l'union des Serbes, des Croates et des Slovènes. La Serbie n'avait pas été admise aux conversations de Londres; l'Italie tenait essentiellement à ce qu'un secret sévère fût gardé sur ses intentions. Mais la Russie, qui se considérait comme la tutrice des nationalités slaves, prenait ardemment leur intérêt à Londres, et il fallut que la France elle-même intervînt auprès de l'Empereur pour que fussent accueillies certaines des demandes italiennes. Enfin, le 26 avril, l'accord se fit et le marquis Imperiali remit à sir Edouard Grey, à M. Paul Cambon et au comte de Benckendorff, ambassadeur de Russie, un memorandum auquel adhérèrent les Alliés et qui devint le traité de Londres. Il était entendu que des conventions militaires et navales allaient être établies sur le champ (art. 1 et 3). L'Italie s'engageait « à employer la totalité de ses ressources à poursuivre la guerre en communauté avec la France, la Grande-Bretagne et la Russie contre tous leurs ennemis » (art. 2). En retour, elle devait obtenir dans le traité de paix le Trentin, le Tyrol cisalpin avec le Brenner, Trieste, les comtés de Gorizia et Gradisca, toute l'Istrie jusqu'au Quarnaro avec Volosca et les îles istriennes de Cherso et Lussin, ainsi que les petites îles de Plavnik, Unie, Couedolo, Palazzuoli, San Pietro de Nembi, Asinelo, Cruica et les îlots voisins. Comme on le voit, l'Italie ne revendiquait ni Abbazia ni Fiume. Dans le golfe même, elle ne s'attribuait ni l'île de Veglia ni celle d'Arbe, et, pour se rattacher celle de Cherso, elle la qualifiait d'Istrienne. Il semblait, en un mot, que, de ce côté de l'Adriatique, elle voulût s'en tenir à la doctrine dantesque :

Sì com' a Pola presso del Quarnero
Che Italia chiude e suoi termini bagna.

Mais, plus au Sud, l'Italie se faisait promettre d'autres rivages, ceux-là mêmes que connaît si bien M. Charles Diehl et qu'il a pitto-

resquement décrits dans la *Revue* du 15 septembre 1916. Elle recevait en espérance, sauf les exceptions que je vais indiquer, toute la province de Dalmatie et les îles situées au Nord et à l'Ouest. Il était seulement convenu que certains territoires déterminés seraient réservés à la Serbie, au Monténégro et à la Croatie. Dès cette époque, et bien que la Croatie appartînt encore à l'Empire austro-hongrois, les Alliés et l'Italie ne la considéraient donc pas comme ennemie. Dans la Haute-Adriatique, ils lui destinaient toute la côte, depuis la baie de Volosca, sur les confins de l'Istrie, jusqu'à la frontière septentrionale de Dalmatie, avec les ports de Fiume, de Novi, de Carlopago, ainsi que les îles de Veglia, Pervichio, Gregorio, Goli et Arbe. D'autre part, dans la Basse-Adriatique, la Serbie et le Monténégro obtenaient toute la côte du cap Planka jusqu'à la rivière Drin, avec les ports de Spalato, Raguse, Cattaro, Antivari, Dulcigno, Saint-Jean-de-Medua et quelques îles. Durazzo devait demeurer à l'État indépendant musulman d'Albanie, à moins que cet État ne fût morcelé entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce. Enfin, l'Albanie elle-même, si elle survivait, s'effaçait devant l'Italie à Valona et à l'île de Sasseno. Ce laborieux partage n'était assurément pas irréprochable ; et par-dessus tout, il avait le grave inconvénient d'être fait sans qu'eussent pu être consultées les populations intéressées. Il mettait dans le lot italien, tant en Istrie qu'en Dalmatie, des centaines de milliers de Slaves ; il laissait dans le domaine slave de fortes agglomérations italiennes, comme la ville proprement dite de Fiume, et il était à craindre que, le moment venu, il ne soulevât de nombreuses protestations. L'Italie, d'ailleurs, stipulait quelques autres profits. On reconnaissait sa souveraineté sur les îles du Dodécanèse, qu'elle vient de rétrocéder à la Grèce, et elle estime aujourd'hui que ce sacrifice est pour elle un titre à compensation. On prévoyait un partage total ou partiel de la Turquie d'Asie ; et, dans cette hypothèse, on garantissait à l'Italie aux environs d'Adalia, « une part juste, » ménageant « les intérêts existants de la France et de la Grande-Bretagne. » On lui transférait tous les droits et privilèges que le traité de Lausanne avait maintenus au Sultan. On s'engageait à lui donner, dans les indemnités de guerre, une fraction « correspondant à ses efforts et à ses sacrifices ; » et enfin, il était dit que, si la France et la Grande-Bretagne agrandissaient leurs territoires coloniaux en Afrique aux dépens de l'Allemagne, l'Italie pourrait réclamer « une compensation équitable, » notamment dans la détermination des frontières des colonies italiennes, l'Érythrée, le Somaliland et la Lybie. Je n'ai

pas besoin de rappeler que, pour tout ce qui dépendait directement de la France, les clauses du pacte de Londres ont été interprétées et appliquées dans l'esprit le plus amical. Soit en Asie Mineure, soit dans la démarcation des frontières coloniales, soit dans la répartition de la créance alliée, le gouvernement de la République s'est efforcé de faire à l'Italie une situation aussi avantageuse que possible. Il n'a malheureusement pas été maître de régler, à la satisfaction complète de son alliée, toutes les questions que posaient les seize articles du pacte de Londres.

Ce pacte signé, l'Italie dénonça le traité qui la liait à la monarchie dualiste. Ce jour-là même, 4 mai 1915, Gabriele d'Annunzio rentrait dans sa patrie et y prononcait une série de harangues enflammées. Quelque jugement que l'on porte aujourd'hui sur l'expédition de Fiume, on ne peut oublier qu'après le roi Victor-Emmanuel, Gabriele d'Annunzio a été, à la première heure, un des hommes qui ont le plus efficacement contribué à faire accepter par l'Italie l'idée de la guerre.

Mais de quelle guerre? De la guerre contre l'Autriche, d'abord. Le pacte de Londres était resté secret; l'article 2, qui faisait à l'Italie une obligation de poursuivre la guerre contre tous nos ennemis avec toutes ses ressources, ne pouvait, pensait le gouvernement de Rome, s'exécuter avant que l'opinion publique y fût suffisamment préparée. L'Angleterre et la France supportèrent donc seuls encore, pendant plusieurs mois, le principal effort de la lutte. Le jour vint cependant où tous nos ennemis furent définitivement ceux de l'Italie, où nous nous battîmes ensemble, côte à côte et cœur à cœur, pour la même cause et où la vaillance des armées alliées nous assura la même victoire.

C'est lorsqu'il s'est agi de faire la paix que les difficultés ont commencé. Venaient-elles de la France, comme le disaient, ces temps derniers, tant de journaux italiens ? Nullement. Mais, d'une part, les Serbes, les Croates et les Slovènes s'étaient réunis en un État unique, sous la dynastie des Karageorgevitch, et ils étaient d'autant moins disposés à accepter, les yeux fermés, le pacte de Londres que, pendant la guerre, au mois de mars 1918, le docteur Trumbitch, Président du Comité Yougo-Slave, avait, avec l'approbation de M. Orlando, alors Président du Conseil des ministres, arrêté, à Rome, entre toutes les nationalités d'Autriche-Hongrie, y compris les Italiens, les termes d'un accord plus avantageux pour les Slaves que le traité du 26 avril 1915 ; et, d'autre part, depuis 1917, l'Amérique

était, à son tour, entrée dans la guerre, et le Président Wilson, auquel le pacte de Londres n'avait été communiqué qu'à la Conférence de la paix, refusait de le reconnaître et le déclarait contraire à ses principes.

Aussi bien, le 11 février 1919, le docteur Trumbitch, devenu ministre des Affaires étrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et délégué à la Conférence de la paix, avec M. Pachitch, qui était alors Président du Conseil, et avec M. Vesnitch, qui l'est aujourd'hui, proposait-il de soumettre le problème adriatique à l'arbitrage du Président Wilson. En sa qualité de Président de la Conférence de la paix, M. Clemenceau communiqua cette demande à la réunion qu'on appelait déjà le « Conseil suprême des Alliés ». La délégation italienne déclara qu'elle ne pouvait l'accepter. Informée de ce refus, la délégation serbe-croate-slovène suggéra, le 19 avril, au « Conseil suprême » l'idée de trancher le différend par la consultation directe des populations intéressées. Cette combinaison, qui eût retiré à l'Italie la plus grande partie des territoires riverains de l'Adriatique, fut naturellement repoussée par elle. Le Conseil l'écarta.

De son côté, la délégation italienne essayait de convaincre le Président Wilson. Ce n'était pas une entreprise facile. Le Président Wilson avait gardé un reconnaissant souvenir de l'accueil triomphal qui lui avait été fait à Rome ; mais il tenait beaucoup plus à ses quatorze points qu'à sa popularité européenne.

Le 14 avril 1919, dans un remarquable rapport adressé aux représentants italiens, il résumait les hautes doctrines pour lesquelles, disait-il, l'Amérique avait combattu et qu'elle ne pouvait trahir dans la victoire. Il acceptait de laisser à l'Italie Trieste et Pola, avec une partie, mais une partie seulement de l'Istrie ; il déclarait que Fiume n'était pas un port italien, mais un port international, qui devait être incorporé dans le nouvel État Yougo-slave et y jouir d'une autonomie réelle. Il consentait à ce que l'Italie gardât Valona et obtînt l'île de Lissa ; il envisageait la possibilité de démanteler certaines fortifications, et c'était tout. Ce tout était peu, par rapport aux revendications de l'Italie. Quelques jours plus tard, le 23, le Président des Etats-Unis répétait avec insistance qu'il entendait ignorer le pacte de Londres, mais que, d'un autre côté, il ne pouvait attribuer Fiume à l'Italie et que les frontières naturelles de celle-ci étaient entièrement reconstituées, du moment où elles s'étendaient jusqu'à l'extrémité de la péninsule de l'Istrie. Comme Dante, il arrêtait donc l'Italie aux rives du Quarnero. Les dernières chances d'entente semblaient

s'évanouir. Le colonel House, toujours prêt à chercher les solutions conciliantes, prit cependant sur lui, en l'absence de M. Wilson, de communiquer à l'Italie et au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, un nouveau projet transactionnel qu'avait élaboré M. André Tardieu et qui consistait dans la création d'une sorte d'État tampon, formé par la ville de Fiume et par son hinterland. Le sort définitif de cet État devait être réglé plus tard par un plébiscite. Sur ces entrefaites, éclataient à Fiume les incidents les plus regrettables. Notre armée des Balkans y avait conservé l'une de ses bases. Les 29 et 30 juin, plusieurs de nos soldats étaient tués ou blessés par des Italiens ; le 9 juillet, ces rixes sanglantes se renouvelaient et s'aggravaient. Dans sa séance du 8 juillet, le « Conseil suprême », voulant, tout à la fois, fixer les responsabilités et pacifier les esprits, décidait d'envoyer à Fiume une Commission d'enquête, composée de quatre généraux, représentants de l'Amérique, de la France, de la Grande Bretagne et de l'Italie.

Le délégué de l'Italie était le général de Robilant, dont la valeur morale et la valeur militaire sont également au-dessus de toute discussion. L'enquête ne laissa aucun doute sur la culpabilité du commandant italien. Les quatre généraux furent unanimes à demander la dissolution du Conseil national et l'élection d'une municipalité sous le contrôle d'une Commission interalliée, la dissolution de la Ligue des volontaires de Fiume, la réduction du contingent italien à une brigade d'infanterie et à un escadron de cavalerie, la nomination d'une commission interalliée qui aurait le contrôle de l'administration communale, et des instructions judiciaires contre divers Italiens. En même temps, dans l'intérêt d'un plus rapide apaisement, elle proposait, non pas la suppression ni la réduction de la base navale française, mais seulement le changement de personnel ; et elle exprimait le vœu que le maintien de l'ordre public fût confié aux polices anglaise et américaine.

Le jour où la police anglo-américaine devait prendre son service à Fiume, le 12 septembre 1919, le major Reina y faisait son entrée, au nom de Gabriele d'Annunzio, et y préparait celle du poète soldat. Aujourd'hui désabusé, le major Reina écrit à d'Annunzio des lettres amères et avoue que l'un et l'autre ne sont allés à Fiume que pour y paralyser l'œuvre de la Commission d'enquête ; et, en effet, la police anglo-américaine ne s'est pas installée dans la ville, les troupes alliées s'en sont éloignées et ce sont les *arditi* qui les ont remplacées.

En France et peut-être en Italie, beaucoup de personnes ont cru

que d'Annunzio venait simplement d'ajouter à la liste de ses œuvres littéraires un nouveau poème ou un nouveau roman. Ils n'ont pas voulu comprendre que ce somptueux écrivain était tout à la fois travaillé par la curiosité de la vie, dévoré par la soif de l'action et fasciné par un idéal très ancien. Lorsqu'il a occupé Fiume, il a réalisé un plan depuis longtemps arrêté dans son esprit. Dès le printemps de 1915, il portait les regards bien au delà du Quarnaro; et lorsqu'après son expédition aérienne de Pola, il allait survoler Cattaro, lorsqu'après Cattaro, il partait, lui trentième, avec des marins italiens et avec la mort comme « trente-et-unième, » pour essayer de torpiller, au fond du golfe de Fiume, dans la rade de Buccari, un navire de guerre autrichien qui, d'ailleurs, n'était plus là, il préparait déjà, n'en doutez point, cette régence italienne du Carnaro, dont il vient, il y a quelques jours, d'annoncer éloquemment la naissance au monde trop inattentif. L'orthographe du mot n'est plus tout à fait la même. Ce n'est plus le Quarnero de Dante; ce n'est plus le Quarnaro de ce « Diario » qui relate l'émouvante équipée du 10 février 1918 ; mais c'est toujours cette « Canzone del Quarnaro » que d'Annunzio avait composée, en même temps qu'il imaginait « la beffa di Buccari : »

Eia, carne del Carnaro!

Il est vrai qu'à cette époque, lorsqu'il adressait son petit livre à des amis français, d'Annunzio y joignait cette dédicace admirative : « Une poignée de marins italiens éblouis par la splendeur du sang de France. » Les messages que, deux ans après, il a envoyés par avion au peuple français, au groupe Clarté et à la Société des nations, ne sont plus tout à fait de la même encre. La France cependant n'a point changé.

La question du Carnaro ne s'est malheureusement pas simplifiée à la Conférence de la Paix, comme s'est simplifiée l'orthographe du nom. Toute l'année 1919 s'est écoulée sans qu'on parvînt à se mettre d'accord et c'est à la France surtout que s'en est prise la chatouilleuse amitié de l'Italie. Si la France a eu des torts, elle est toute prête à les confesser et à les réparer ; mais, à la vérité, M. Clemenceau, que les journaux italiens ont, à la suite de Gabriele d'Annunzio, abondamment injurié, porte surtout dans l'esprit de nos voisins, la peine des décisions qu'a prises ou que n'a pas prises le « Conseil suprême » et qui étaient, en général, notifiées, au nom de tous les membres, par le Président. Qu'on relise le memorandum du 9 décembre 1919, signé de MM. Clemenceau, Frank Polk et Eyre A. Crowe, ou le memorandum

présenté en commun, le 9 janvier 1920, par M. Clemenceau et M. Lloyd George, ou les propositions remises à M. Pachitch et à M. Trumbitch par M. Clemenceau à une réunion tenue au quai d'Orsay le 13 janvier 1920, on verra que le gouvernement français, où, du reste, l'Italie comptait un ami des plus sûrs dans la personne de M. Pichon, s'est épuisé en efforts continuels pour tenter de donner satisfaction aux réclamations italiennes, particulièrement dans la détermination d'un statut spécial pour la ville de Fiume. Dans les propositions du 13 janvier, il était même indiqué que le « corpus separatum » de Fiume serait soumis à la souveraineté italienne, ce qui allait au delà des demandes de M. Tittoni et ce qui souleva immédiatement les protestations des délégués yougo-slaves. Ils ne furent pas seuls à protester. Le 20 janvier, M. Lansing télégraphiait à M. l'ambassadeur Wallace pour le prier, au nom du Président Wilson, de rappeler à M. Clemenceau et à M. Lloyd George, que le gouvernement des États-Unis entendait être consulté, comme c'était effectivement son droit, sur les questions italiennes et qu'il ne pouvait adhérer au régime proposé pour Fiume. MM. Lloyd George et Clemenceau s'excusaient de leur mieux dans une note remise le 22 janvier à l'ambassadeur des États-Unis ; mais leurs explications ne désarmaient pas M. Wilson, qui, le 10 février 1920, répliquait sur le ton le plus vif, écartait de nouveau toute souveraineté de l'Italie sur Fiume, et nous menaçait expressément de retirer du Sénat le traité de paix et la lettre qui assurait à la France l'assistance militaire américaine, s'il ne nous paraissait pas possible d'amener l'Italie à accepter le memorandum du 9 décembre 1919. Une note de MM. Lloyd George et Millerand, en date du 17 février, nous valut une réponse plus modérée du Président Wilson ; mais, sur le fond des choses, son opinion était immuable. Il repoussait même la nouvelle demande qu'avait formulée l'Italie d'une bande de terre qui aurait réuni Fiume indépendante à l'Istrie annexée et il s'opposait à toute division de l'Albanie, même faite d'accord entre les Yougo-Slaves et les Italiens. Dans son lit de malade, il demeurait obstinément fidèle à ses idées et il faut convenir que cette opiniâtreté, même lorsqu'elle prenait des formes désagréables pour nous, n'était pas sans grandeur. Le 26 février 1920, nouveau memorandum adressé à M. Wilson par MM. Lloyd George et Millerand. Le 26 mars, nouvelle réponse du Président. De part et d'autre, on reconnaît que le mieux serait de laisser la Yougo-Slavie et l'Italie négocier elles-mêmes directement un accord sur la question de Fiume; mais M. Wilson tient à déclarer qu'il n'en maintient pas moins le memo-

randum commun du 9 décembre et qu'en particulier, il ne souscrirait pas à un accord, même direct, qui assignerait à la Yougo-Slavie une compensation territoriale dans le Nord de l'Albanie. En même temps que s'échangeaient ces télégrammes, des pourparlers avaient effectivement commencé entre M. Trumbitch, M. Nitti et M. Scialoja; ils s'étaient poursuivis à Londres, à Paris, à Pallanza, et ils étaient en pleine activité, dans cette dernière résidence, le 11 mai 1920, lorsque le ministère Nitti fut mis en minorité à Montecitorio. La déclaration d'Aix n'innove donc pas sur ce point important. Elle innove d'autant moins que, dès le 29 août, M. Giolitti s'était décidé à reprendre la procédure qu'avait adoptée M. Nitti. Il retourne à Pallanza, et il a raison. Quant à nous, nous ne pouvons que considérer avec sympathie les efforts que feront, pour arriver enfin à une entente, les gouvernements de Rome et de Belgrade. Assez longtemps, nous nous sommes essayés dans le métier difficile et ingrat d'arbitre et de courtier. Toutes nos tentatives de conciliation ne nous ont procuré que des déboires. Laissons les intéressés, qui sont majeurs, régler leurs affaires entre eux. Restera, il est vrai, la réserve que M. Wilson avait mise à son assentiment. Mais peut-être les événements la rendront-ils sans objet. Les Albanais se sont déjà chargés d'y satisfaire en partie et l'Italie a évacué tout leur pays. Espérons qu'au Nord, ce n'est pas dans le sang de nouvelles batailles que Yougoslaves et Albanais chercheront à tracer leur frontière. Je sais que d'Annunzio a dit un jour que dorénavant l'Adriatique tout entière devait être le golfe de Venise; mais, tout de même, l'Adriatique est assez vaste pour que des peuples libres puissent s'y baigner à l'aise.

Après de si longues négociations et de si pénibles malentendus, l'entrevue d'Aix a donc été un vrai soulagement. Elle a permis à la fraternité latine, que M. Gustave Rivet célébrait le 20 septembre au Capitole, de se ressaisir et de se réchauffer. C'est beaucoup. Mais elle n'a point accordé la politique des deux nations vis-à-vis de la Russie. Il a été heureusement reconnu que l'exécution du traité de Versailles était une nécessité vitale pour la France, mais on a cru devoir promettre aux vaincus « une modération bienveillante » qu'il eût été plus prudent de ne leur témoigner qu'après avoir reçu d'eux une preuve de bonne volonté. On a expédié à M. Lloyd George un télégramme cordial; mais M. Lloyd George, qui avait conféré avec M. Giolitti à Lucerne, n'était pas à Aix avec MM. Giolitti et Millerand. Ne nous faisons pas trop d'illusions; nos alliances ne sont pas encore entièrement guéries de la fièvre qui les a minées; grâce à la fermeté et à

l'obstination de M. Millerand, le malaise a diminué, mais il subsiste, et, demain autant qu'hier, nous aurons besoin de patience, de tact et d'esprit de suite.

Il est très regrettable qu'en ces heures d'incertitude, la santé de M. Paul Deschanel l'ait obligé à quitter la première magistrature du pays. Il avait été, à la Chambre des députés, un président incomparable. Sans l'effroyable fatalité qui s'est abattue sur lui, au moment même où il venait, aux acclamations unanimes du Congrès, de réaliser une généreuse et très légitime ambition, il eût été, pendant sept ans, à la Présidence de la République, la parure et la gloire de la France. Sa culture, riche et variée, sa connaissance approfondie de l'histoire européenne, son talent d'orateur et de lettré, lui permettaient, non seulement de représenter le pays avec éclat, mais de donner aux ministres, dans toutes les grandes questions qui restent à régler, des conseils précieux. Il était l'élu de tous les partis et il pouvait, mieux que personne, se tenir en dehors et au-dessus d'eux, au niveau des intérêts permanents de la nation. Il a craint que la maladie ne le laissât quelque temps inférieur à sa tâche et il a obéi, en se retirant, au scrupule le plus honorable. Comme l'ont dit MM. Léon Bourgeois et Raoul Péret, tous les Français souhaitent qu'il puisse, dans le repos, se rétablir complètement pour reprendre un jour dans les assemblées parlementaires la place magnifique qu'il y a occupée.

L'élection de son successeur ne pouvait faire aucun doute. Elle est sortie des événements avec une force irrésistible. Depuis plusieurs mois, M. Millerand est aux prises avec les plus graves difficultés. Qu'il n'ait pas pu les résoudre toutes comme nous l'eussions souhaité et comme lui-même certainement l'aurait voulu, c'est un fait dont la France n'a pas songé à le rendre responsable, parce qu'elle l'a toujours vu attaché à une politique passionnément nationale et parce que, sans même connaître les obstacles qu'il avait à surmonter, elle les a devinés et mesurés. Elle lui a été reconnaissante du courage dont il a constamment fait preuve, aussi bien dans la politique intérieure que dans la conduite des affaires étrangères. Son énergie a contribué à sauver la Pologne et à rendre effectif notre mandat en Syrie. Ni les révolutionnaires du dedans, ni ceux du dehors, n'ont troublé son bel et solide équilibre. Le caractère et la volonté sont chez lui à la hauteur de l'intelligence. Loin de fuir les responsabilités, il se plaît à les rechercher. Lorsqu'il accepte une charge, modeste ou

élevée, on peut être assuré que rien ne l'empêchera d'accomplir son devoir jusqu'au bout. Il a commencé par écarter les offres qui lui ont été faites ces jours-ci; mais il ne dépendait, ni de lui, ni de personne, de détourner le courant de l'opinion publique. Je ne sais si le pays veut un Président à l'Américaine, un Président qui ne se borne pas à présider, et qui gouverne; mais il veut incontestablement un Président qui se soit montré capable de gouverner, qui ait de l'expérience et de l'autorité et qui puisse exercer de haut une sorte de contrôle national sur la direction de la politique. M. Millerand est remarquablement préparé à cette grande mission. Une loyale déclaration qu'il a faite, avant le scrutin, sur la manière dont il entendait l'exercice des fonctions présidentielles, et la perspective, qu'il a ouverte, d'une revision plus ou moins prochaine de la Constitution, ont causé, dans plusieurs groupes des Chambres, une émotion passagère, qui s'est traduite, dans la réunion préparatoire du Luxembourg, par un certain nombre de suffrages dissidents. Mais la majorité qui a élu le nouveau Président de la République s'est accrue dès le lendemain, et, pour être très légèrement inférieure à celle qu'avait obtenue M. Paul Deschanel, elle n'en est pas moins fort imposante. Elle donne au chef de l'État une autorité qui, s'ajoutant à celle que lui confèrent son titre et ses grands mérites personnels, rendra plus aisée la lourde tâche qui l'attend. Cette majorité, du reste, fût-elle moins belle, il n'importerait. Une fois nommé, le Président de la République représente toute la France; il a droit au respect de toute la France. L'union civique, dont M. Paul Deschanel a proclamé, dans son noble message d'adieu, la nécessité permanente, est aujourd'hui aussi indispensable qu'hier. Le traité de Versailles sera-t-il, oui ou non, exécuté? La paix deviendra-t-elle, oui ou non, une réalité? Nos alliances résisteront-elles, oui ou non, à la crise qu'elles traversent? Oui, si nous sommes unis et forts; non, si nous nous déchirons nous-mêmes de nos propres mains.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

LA FILLE D'ÉLÉAZAR

PREMIERE PARTIE

I

DEBOURAH ! Debourah !

La voix gutturale de la vieille Esther retentit dans le calme du jardin.

Une jeune fille, aux tresses noires, aux grands yeux hébraïques, vêtue d'une robe flottante, apparut entre les roseaux de la « Baraque » de fête.

— Que me veux-tu, mamma Esther ?... Je mets les dernières fleurs... La toilette de ma *souka* sera bientôt terminée...

Un sourire épanouit le visage de Debourah. En même temps, elle promena un regard satisfait sur la Baraque qui, au milieu du jardin, se dressait rustique, rouge des lueurs du couchant...

C'étaient de grosses marguerites et des lys blancs que la jeune fille choisissait d'une main délicate dans une gerbe éparpillée sur une table à tréteaux. Elle les piquait à mesure le long des parois jusqu'au plafond tapissé d'algues jaunies et de laurier. On voyait, au milieu, un grand lustre de cuivre, supportant trois veilleuses, les trois veilleuses qui devaient brûler pour les saints Abraham, Isaac et Jacob. Il en tombait une lumière très douce sur la verdure des roseaux, sur les tentures de satin rouge ornées de grappes de raisin d'or, sur les panneaux de toile blanche où figuraient *Joseph vendu par ses frères* et *la*

Copyright by Elissa Rhaïs, 1920.

Sortie d'Égypte. Aux quatre coins de la pièce, des jarres de bronze débordaient du vin sacré.

— Allons, Debourah! Dépêche-toi! reprit la vieille Esther qui s'en allait vers la cuisine. Le senior ton père et Jacob le talmudiste sont déjà là, dans la chambre d'étude...

— Déjà là?... répéta la jeune fille.

— Mais bien sûr!... Tu oublies que les étoiles vont bientôt paraître!...

Debourah rougit. Une fleur lui demeura dans la main. Son regard s'en alla se poser à une des lucarnes de la maison paternelle, blanche au fond du jardin, qu'envahissait le soir...

Jacob le talmudiste était l'élève préféré de son père, le sévère Rabbi Eléazar. Il avait été remarqué pour sa haute intelligence, sa traduction claire et juste des Développements du Talmud. Et tous les vendredis et les soirs de fête, le rabbin ne manquait point de l'amener dîner à sa table. Sa présence, jointe à celle de Rabbi Chloumou le simple, lui permettait de bénir tout haut les repas sacrés. Car la prière juive n'exige pas moins que la réunion de trois hommes pour être entendue de Dieu.

Le grand chagrin de Rabbi Eléazar était de n'avoir pas eu de fils. Il avait reporté beaucoup de son affection sur ce jeune homme, qui en était digne. Dieu, toutefois, lui avait donné de sa seconde épouse, — la vieille Esther n'était que sa première, — Debourah, qui valait bien une des dix femmes de la Bible. Il l'avait élevée et instruite lui-même, et Debourah, à seize ans, était aussi savante en pratiques religieuses que la Rebecca de la légende. Elle observait ponctuellement les rites les plus désuets, connaissait par cœur le *Charite*, la *Milha*, le *Arbit*, la *Berkate Amazonn*.

C'était un maître que Rabbi Eléazar. Au medrach et à la synagogue, il était vénéré comme un saint. Il y avait une belle flamme d'énergie et de douceur dans ses yeux, qui rappelaient ceux de Debourah. Une barbe blanche ornait sa poitrine, à la manière des hommes de Dieu. Son nez droit, aux narines longues et frémissantes, indiquait le dédain des choses d'ici-bas.

Dans la réunion des rabbins au temple de l'impasse des Numides, il était le doyen en savoir et en sagesse. Les discussions y sont généralement très vives, les esprits subtils et jamais satisfaits, de même que dans les antiques conciles de l'Orient. Pes nombreux étaient ceux qui osaient contredire Rabbi

Eléazar dans la version qu'il apportait, toujours profonde, des textes mystérieux du Grand Livre. C'était à Rabbi Eléazar que l'on avait recours, lorsqu'un des *sepharim*, qui contiennent la Loi de Moïse, alignés dans des alcôves au fond des synagogues, tombait en ruines, et qu'il y avait lieu de l'enterrer au cimetière et de le reproduire. Rabbins et talmudistes, en guise de salut, lui embrassaient une main, et jusqu'aux petits enfants dans les rues d'Alger, couraient à sa rencontre pour la lui demander...

Combien le jeune Jacob ne se sentait-il pas flatté que ce vieillard le distinguât entre tous, l'honorât jusqu'à le conduire à sa table et à mêler leurs prières! Jacob adorait son maître... Et le maître s'intéressait à lui tout particulièrement, le suivait pas à pas dans ses progrès, comme un fils. Il comptait bien que le talmudiste serait admis un jour à Paris, au séminaire des Rothschild. Ce serait l'orgueil de la fin de sa vie d'avoir formé un grand-rabbin, qui reviendrait plus tard gouverner l'église juive d'Algérie.

Debourah était au courant de ces projets. Elle devinait le secret caché au fond du cœur de son père. Malgré le grand respect qu'elle avait pour lui, elle osait comprendre que le savant Jacob était l'époux auquel il la destinait. Chaque fois que, après les repas, Rabbi Eléazar accordait la bénédiction à son élève, il ne manquait point de déposer en même temps une main sur la tête de Debourah. La jeune fille voyait l'émotion faire trembler la noble figure du talmudiste. Sous les paupières baissées, elle devinait la flamme des yeux. Alors, rougissante de plaisir, elle se voyait déjà drapée dans une longue robe blanche, debout au milieu de la *tiba*, sa tête contre la sienne unies sous le même voile de tulle pailleté d'or, et dans la coupole sonore de la synagogue, le ministre des grands offices chantant pour eux les *Psaumes* de David...

Elle s'oubliait ce soir à sourire à son bonheur, tandis qu'elle contemplait la lucarne de la chambre d'études où Jacob et son père se trouvaient déjà. Et ce bonheur paraissait proche. Car Debourah allait avoir seize ans, et elle savait que les filles d'Israël ne doivent pas vieillir plus longtemps sous le toit de leur père. L'instant ne serait guère éloigné où, des lèvres du talmudiste, tomberaient les paroles attendues, déjà soupçonnées. Et Debourah songeait au Jacob biblique, qui, ayant accompli les sept ans de labeur imposés par le vieux Laban, s'en était

venu dire au patriarche : « Maître, c'est assez... L'heure est venue de me donner ma femme... »

Elle en était là de ses pensées, quand Rabbi Chloumou le simple arriva avec un grand fracas de vaisselle pour dresser la table. Il était suivi d'une jeune Bédouine, qui avait les bras chargés de nappes blanches et de serviettes brodées en rouge... Debourah piqua aux *amodime* (1) la marguerite qui lui restait entre les doigts, et dans la nuit tombante, parmi les jasmins, elle s'enfuit en leur souriant...

Rabbi Chloumou et Fathouma étaient les seuls serviteurs de la maison. Le premier, un petit homme marocain, trapu, tout noir, au masque plat rehaussé d'un nez en figue. Le luxe de ce masque était deux gros yeux à fleur de peau, qui fuyaient chacun dans un sens. Il avait été recueilli un soir de Pâque par Rabbi Eléazar, qui n'avait pas oublié la parole : Le soir de Pâque, le voyageur frappera à ta porte et criera *Pissah* (2)... Bizarrement accoutré sous une gechchabïa mi-juive, mi-arabe, il attirait dans les rues l'attention des badauds. Tous les enfants de la ville le connaissaient. Dès qu'ils l'apercevaient, tête basse, rasant les murs, ils couraient après lui en criant :

— Rabbi Chloumou ! Rabbi Chloumou !

Et se montrant l'un à l'autre les gros yeux « qui regardaient en même temps l'Orient et l'Occident : »

— Regarde les yeux de lui !

— *Regarde lis yeux di toi !* fulminait le Marocain en pourchassant les polissons, tandis que la fureur agitait ses prunelles de droite à gauche, de gauche à droite, comme deux martinets pris en cage...

Même dans la maison respectable de ses maîtres, Rabbi Chloumou n'était pas à l'abri de ces taquineries. L'écho s'en répercutait en deçà des grands murs blanchis à la chaux. Il n'était pas rare que la petite Fathouma n'arrivât en tapinois pour lui souffler dans l'oreille :

— Rabbi Chloumou ?

— Quoi ? Que veux-tu, enfant des chitanes ?...

— Regarde les yeux de lui...

La colère du Marocain était épique. Il aurait étranglé Fathouma de ses doigts courts et sans ongles. Mais Fathouma

(1) Piliers de la Baraque.
(2) Pâque...

était plus agile qu'une biche, et il ne pouvait se venger qu'en demeurant au pied de la vigne où la Bédouine s'était perchée. La tête en l'air, clignant des yeux à blanc, la bouche tordue dans un spasme de rage, il glapissait éperdûment :

— Petite souillée ! Petite souillée !...

Ce soir, Fathouma était impitoyable. Depuis l'après-midi, on la voyait en quête d'un mauvais tour à jouer au petit homme. Elle fit mine de toucher à une des jarres de vin pour la mettre à table. Rabbi Chloumou se jeta sur elle.

— Veux-tu couper ta main ! Que Dieu te coupe la tête et ne te fasse plus grandir ! Veux-tu ne pas toucher au vin sacré !...

Mais de nouveau, plus légère qu'une biche, Fathouma s'était esquivée hors de la Baraque.

A ce moment, des pas pesants se faisaient entendre sur le gravier du jardin. Rabbi Chloumou mit vivement une dernière main à la table, déposa une jarre de vin près d'un bouquet de myrtes, deux pains ronds piqués d'anis blancs, au milieu des faïences bleues et des verres de cristal. Et il rejoignit Fathouma au pas de course dans la direction de la cuisine.

Rabbi Éléazar demeura un instant immobile, dans ses burnous couleur de tabac, sur le seuil de la Baraque. Une lueur de plaisir éclaira son œil sévère. Il pénétra, fit le tour de la table, suivi par son élève qui s'était tenu légèrement à l'écart...

— Quelle bonne odeur ! murmura le rabbin.

Il se recueillit, baissa les paupières, et spontanément récita la parole du Talmud sur les femmes accomplies :

— Que Dieu les laisse toujours à leurs occupations joyeuses !

— *Amen!* prononça le talmudiste.

— Que Dieu ne leur fasse pas goûter la perte cuisante d'un membre cher !

— *Amen!*

— Que Dieu les laisse aimées, illuminant la famille !

— *Amen!*

Ce fut tout, et ce fut une belle action de Debourah, que d'avoir fourni à ce vieillard l'occasion de bénir toutes les femmes sages, dans ce soir de fête, parmi les fleurs...

Éléazar prit place au milieu d'un canapé orné de coussins rouges, appela auprès de lui son cher élève, et déploya sa serviette. Comme il entendait des pas dans le jardin, il emplit un

verre de vin à la jarre sacrée et se leva pour prononcer le *Kidouch*.

En effet, la vieille Esther parut, habillée d'une robe de satin vert, ses manches de tulle retroussées jusqu'aux épaules. Elle soulevait entre ses bras maigres une cuvette d'argent et un broc de porcelaine.

— *Hem!... Hem!...* prononça nerveusement Éléazar, et de sa main restée libre, il indiqua : « Où sont-elles, les autres? »

Il ne lui était plus permis de parler, et il ne voulait point commencer sa prière que sa fille et sa seconde femme ne fussent présentes.

La vieille Esther se pencha hors de la Baraque ; de nouveau, sa voix gutturale éclata, dans la nuit :

— Ya Rachelle! Ya Debourah! Senior attend pour dire le *Kidouch!*

Au bout de quelques instants, on vit Debourah et sa mère surgir de l'ombre dans l'embrasure des roseaux. Rachelle paraissait encore très belle en une robe de velours noir à plastron d'or. Son abondante chevelure était entièrement dissimulée sous un foulard, selon la tradition des Juives de pure race. Sa peau était blanche, son maintien digne. Elle fit quelques pas vers son mari et lui baisa la main. Elle tendit la sienne à Jacob qui la sollicitait respectueusement.

Debourah, superbe, portait un simple fourreau de foulardine à fleurettes roses, qui cambrait sa taille, enserrait sa gorge. Elle avait tordu ses lourds cheveux à la juive, les bandeaux bleus à force d'être noirs éclataient sur son front.

A la vue de son père et de Jacob déjà debout, du verre empli de vin, elle rougit violemment. Elle courut baiser la main du vieillard. Son mouvement de hâte disait :

— Pardonne, mon vénérable père...

— Il n'y a point de mal, Debourah..., risqua Jacob, à qui il était permis de parler. Vous avez mis tant de goût à orner cette Baraque... Votre retard vous a valu deux bénédictions...

Et comme les prunelles de la jeune fille, à demi levées vers lui, interrogeaient :

— C'est vrai?...

— Oui, Debourah..., ajouta-t-il. Et j'ai accompagné du fond de mon cœur...

Alors, les grands yeux noirs franchement s'illuminèrent, et fixèrent un instant ceux du talmudiste pour le remercier. Jacob

baissa le front. Il en avait trop dit déjà et craignait de trahir son trouble.

D'ailleurs, Rabbi Éléazar imposait silence. Il venait de se rincer les doigts au broc de porcelaine que lui tendait la vieille Esther, et droit, sans aucun geste, il commençait :

Toum achichi megraï Koudich...

Et bientôt, Jacob mêla sa voix harmonieuse... Les trois femmes demeurèrent debout, de l'autre côté de la table, recueillies, répondant : *Amen!* chaque fois que le nom de l'Éternel était prononcé...

Il faisait très doux, au dehors, par cette soirée de fin de septembre. La clarté du lustre se prolongeait sur un beau cèdre. Alentour, c'était l'ombre, la nuit pure, le silence sur le jardin de jasmins et de nénuphars... Rien que le chant lointain de la mer, porté jusqu'à eux par les grands arbres...

Ils célébrèrent Jéhovah, sa puissance infinie, la Terre nourricière, la Vigne, symbole de l'abondance et du bonheur. Ils demandèrent la pluie pour les moissons... Et puis, accompagnés soudain par Debourah, ils exhalèrent un hymne douloureux à la gloire des anciens Juifs chassés d'Égypte par le roi Pharaon. La fête de ce soir commémorait leurs épreuves. Cette Baraque, c'était celle qu'ils avaient construite, sans doute pour s'abriter des canicules dans les déserts rocailleux du Pharan... Chaque année, à la même époque, leurs descendants avaient pris coutume de la reconstruire à leur tour. Dans la nuit étoilée, tous les jardins appartenant à des Juifs possédaient leur *souka*, montée, décorée autant que possible par des mains de vierges. Les Juifs qui habitaient des maisons européennes, dans la ville, en avaient dressé en commun sur les terrasses. D'autres en avaient simulé sur le bord des balcons. L'usage exigeait pour le moins quatre faisceaux de roseaux verts, représentant les piliers... Et partout, autour d'une table étincelante, on chantait les pauvres ancêtres courant, affolés, à demi nus, maigres, à travers le désert sans fin, poursuivis par la vengeance d'un souverain sans pitié. Partout, on prêchait le culte de la famille en mémoire de ces martyrs. Partout, on célébrait la persistance de la race juive qui, foulée aux pieds, persécutée, maudite au long des siècles, vivait encore... C'est l'orgueil du peuple d'Israël. Il ne reste plus un Phénicien, plus un Romain, plus un Grec. Il reste par le monde

des millions de Juifs... A cette pensée, il n'était pas jusqu'à Rabbi Chloumou le simple, qui, revenu s'accroupir à la porte de la Baraque et répétant en les mâchonnant les paroles du maître, ne revêtît une grandeur tragique...

Les voix se turent, et la Baraque demeura vibrante. Le verre du Kidouch se promena de bouche en bouche, avec des baisements et des souhaits de bonheur. La vieille Esther bénit Debourah pour les douces larmes qu'elle lui avait fait couler ce soir avec son chant parfait, et quand la jeune fille vint lui embrasser les deux mains, elle lui souhaita dans l'oreille son mariage avec Jacob.

Jacob passa le Kidouch à Debourah, après l'avoir reçu lui-même des mains d'Esther. Les regards des deux jeunes gens se rencontrèrent à nouveau... Les lèvres pâles du talmudiste balbutièrent :

— A ta noce, Debourah...

Et Debourah, épanouie, de répondre :

— Jacob, pendant ta vie...

On se rassit. Rabbi Éléazar fit le *moussi*, distribua à chacun une première bouchée de pain aux anis, et le repas de fête commença.

Assis entre sa fille et son élève, ses deux femmes en face de lui, sous le toit de roseaux, Rabbi Éléazar semblait quelque patriarche des temps mosaïques. L'union de ces deux femmes dans sa maison était un exemple de vertu antique. La vieille Esther, après avoir vécu seule auprès de son mari les cinq années qu'exige pour le moins la loi de Moïse, voyant son foyer silencieux, cet homme, qui était le dernier de son nom, sans descendance, avait engagé Rabbi Éléazar à prendre une seconde femme. Le rabbin avait hésité, montré des scrupules... L'époque était nouvelle, les contemporains ne comprendraient pas... Il avait fini par céder aux prières d'Esther, qui, elle-même, était allée demander en mariage cette deuxième femme pour son époux. La joie d'Esther et d'Éléazar avait été infinie, quand Rachelle fut enceinte. On comptait sur un garçon; Dieu donna seulement une fille...

— Je me consolerai, avait dit le rabbin, en berçant sur mes genoux les fils de Debourah...

Aujourd'hui, Rabbi Éléazar devait être satisfait. De l'union de Jacob et de Debourah naîtrait une belle famille, qui suivrait

ses traces. Il épiait, ravi, du coin de l'œil, le trouble des jeunes gens en présence l'un de l'autre. Jacob, sans doute, choisirait une des fêtes de l'année pour faire sa demande, Pâque le plus probablement, ainsi qu'il est d'usage...

Le souper avançait.

La vieille Esther apporta le poulet rôti traditionnel, entouré de petites boulettes de viande rousse. Rabbi Éléazar, en le partageant, désigna l'aile pour Debourah.

Debourah rougit.

— C'est pour que tu voles le plus tôt vers ton époux! dit Esther en souriant.

Et elle regarda Jacob.

Le jeune homme baissa les yeux. Une pâleur blême descendit sur son visage.

— En effet, ajouta Rabbi Éléazar, notre chérie aura seize ans pour la Pâque... Après cet âge, sous aucun prétexte, la jeune fille ne doit demeurer dans la maison de son père...

Il se fit un silence. Le beau cèdre, dans l'encadrement de la porte, se balançait, majestueux, à la brise de la mer. Le parfum des jasmins flottait toujours dans la pureté de la nuit. Toujours, là-bas, ce chant des flots...

Une haletante émotion s'était peinte sur les traits de Jacob. Il n'osait plus lever les yeux vers Debourah; sa gorge, pour répondre au maître, n'émettait aucun son...

L'heure de la *Berkate Amazonn* opéra une diversion. La vieille Esther remit à Debourah la cuvette d'argent et le broc de porcelaine. La jeune fille versa trois fois de l'eau sur les mains de son père, puis passa à Jacob. Mais celui-ci refusa, avec une sorte d'énergie :

— Merci, merci, Debourah! Je ne suis ni un Lévi, ni un descendant des sept Sacrificateurs, pour qu'une Cohen me fasse l'honneur de me tendre à me rincer les doigts!...

Il prit le broc des mains de la jeune fille, un peu interdite, et se versa lui-même les quelques gouttes consacrées. Sa voix, qu'il avait essayé de rendre ferme, contenait comme un sanglot. Rachelle et la vieille Esther le contemplaient, muettes de surprise. Jacob respira lorsque Rabbi Éléazar, impassible, entonna la prière finale. Il ferma les paupières, et tenta de se recueillir, d'apaiser le violent combat qui se livrait en lui...

II

Il était minuit lorsque Jacob quitta la maison de son maître. Sur Alger la Blanche, il faisait clair comme en plein jour. La route descendait en lacis vers la mer, entre deux rangs de mûriers, dont le feuillage déjà moins touffu disait l'automne. Les villas juives et mauresques dormaient sous la lune, parmi des cyprès et des tonnelles de jasmin. De loin en loin, dans l'air sonore, on entendait des voix criardes de femmes ou d'enfants. Et même, derrière un buisson, sous une Baraque où tremblotait une dernière veilleuse, la prière de quelque pêcheur, qui se prolongeait encore...

Jacob s'en allait méditatif, dans la nuit splendide. Sa silhouette aux larges épaules, le devançait sur la route. Ses beaux traits, délicats comme ceux d'une femme, se détachaient, douloureusement pâles, sur les reflets sombres de son habit. Il avait ramené autour du cou un foulard blanc, qui achevait sa mise soignée, mais très simple.

« Après cet âge, sous aucun prétexte, la jeune fille ne doit demeurer dans la maison de son père!... » Cette phrase du maître le hantait. Il songeait à sa propre famille, à ses sœurs qui avaient dépassé dix-sept et dix-huit ans... Bien sûr, c'était péché de les laisser « oubliées » dans la maison de leur père... Mais on était exigeant, aujourd'hui, dans la rue de la Lyre ou dans l'impasse des Numides! Le dernier marchand d'étoffes demandait une somme. « Qui, disaient ces chercheurs de dots, qui te *les* prendra pour rien? La tombe même veut de l'argent! »

Et le père de Jacob était très pauvre. Avec son métier de brocanteur, il arrivait péniblement à faire vivre sa famille. Veuf de bonne heure au milieu de trois enfants, il s'était remarié, selon la coutume juive, avec la sœur de sa femme, pour que son fils et ses deux filles n'eussent pas à goûter « le venin d'une marâtre étrangère. » Et, en effet, comme cette nouvelle mère avait été bonne pour eux! Quoique albinos au point de paraître aveugle, c'était une femme laborieuse à l'excès, propre jusqu'à la minutie, et, par sa main, tout reluisait dans la modeste maisonnette de la rue du Lézard. Elle avait fait des deux sœurs les jeunes filles honnêtes et travailleuses; de Jacob elle voulait qu'on fît un grand rabbin. Au prix de quels efforts, de quels

prodiges d'ordre et d'économie, arrivait-elle à joindre les deux bouts dans ce ménage d'ouvriers! Et elle mettait tout son orgueil à ne point faire travailler au dehors les « petites! » Et Jacob avait juré de la récompenser plus tard, de satisfaire tous ses désirs : devenir lui-même quelqu'un dans le monde, et amasser pour les deux sœurs la dot qui permettrait de les marier.

Mais la carrière de Jacob s'annonçait encore lointaine. Pour être admis au séminaire des Rothschild, il lui faudrait posséder son double baccalauréat, après lequel il postulerait du consistoire algérois, qui est si pauvre! une pension pour trois ans de stage à Paris. A dix-neuf ans, il s'était mis courageusement au travail, avait passé son premier bachot par ses propres moyens, aidé seulement de quelques cours publics qu'il allait entendre chaque semaine à la Faculté de Mustapha et de quelques amis coreligionnaires du lycée, qui voulaient bien lui donner quelques conseils, lui prêter leurs livres, que ses bonnes petites sœurs lui recopiaient à la main.

Et Jacob n'était point délesté des soucis matériels. Après les études latines, après les travaux du Talmud chez Rabbi Éléazar, il faisait une classe d'hébreu chaque soir à l'Alliance israélite, dans cette grande maison de la rue Bab-El-Oued, dont les vieux murs rayonnaient de chaleur, retentissaient sans répit des clameurs d'une marmaille turbulente... Il donnait également quelques leçons particulières à des fils de familles riches, qu'il préparait à leur « majorité religieuse, » à ces Lebhar, en particulier, qui possédaient une grandiose villa mauresque, sur le bord de la mer, au milieu des falaises... Il arrivait ainsi à réaliser une centaine de francs par mois, qu'il remettait à peu près intacts entre les mains de « tante Léa. »

Seulement, Jacob s'était fait à l'idée que Debourah lui appartiendrait un jour. Il aimait cette jeune fille rare. Oh! elle serait l'épouse rêvée pour un fervent de la Thoura, — vierge élevée selon les préceptes du Talmud, et femme en même temps, avec des élans de tendresse qui fondaient le cœur du jeune homme. Avec quelle joie ne voyait-il pas arriver le vendredi soir ou les jours de fête! Dès la tombée du crépuscule, Rabbi Éléazar ordonnait que l'on fermât les livres. Lorsque la classe s'était dispersée, il prenait par un bras son élève favori, et puis, comme l'usage, ce soir, leur interdisait de monter en voiture,

ils s'en allaient tous deux, par le bord de la mer, jusqu'à la maison de Belcourt, enfouie derrière les mûriers. Il faisait si bon, dans cette vieille maison, à la table de famille, entre ce patriarche qui l'aimait comme un fils, ses deux femmes qui n'avaient pour lui qu'attentions délicates et Debourah, « belle comme une rose sur sa tige entourée de ses feuilles!... » Des mois avaient passé, dans le rêve. Et voici que, avec une rapidité qu'il n'avait pas prévue, Debourah allait atteindre l'âge des épouses! Il s'apercevait avec terreur combien sa situation serait longue encore à établir! Attendrait-il, le vieux rabbin?

Le grand malheur était que Debourah appartenait au nom de Cohen, c'est-à-dire à une famille descendante d'un des Sept Serviteurs du Culte. Les pieux Israëlites s'écartent ordinairement de ces filles comme du « tabou. » La plupart meurent « oubliées. » Avant d'épouser une « cohanïa » en effet, l'homme doit être sûr qu'il ne la fera manquer de rien, qu'elle vivra avec lui dans une aisance relative, qu'il lui épargnera les travaux pénibles, qu'il ne se fera jamais servir par elle, n'aura aucun commandement à lui adresser, pas le moindre reproche, qu'elle ne connaîtra pas en un mot, dans sa maison, la plus légère contrariété. Ou l'homme et sa génération entière subiraient d'effroyables tourments. Ce sont des épouses bénies, précieuses, mais seulement pour qui est capable de leur assurer tout le bonheur.

Et Jacob se demandait: « Attendra-t-il, Rabbi Éléazar? Attendra-t-il que j'aie terminé mes études, que j'aie marié mes sœurs, que je puisse enfin donner à sa fille le bien-être qu'elle exige de par son nom? » Non, Rabbi Éléazar n'attendrait pas. Jacob connaissait trop la sévérité de ses principes, sa foi intransigeante. Il en avait eu la vision trop nette à la fin de ce souper, et il avait contenu sa douleur pour ne pas la crier à son maître...

Cependant, il avait franchi les grandes artères de la ville, désertes à cette heure de la nuit. Quelques lumières brillaient encore à des fenêtres, éclairant sur les balcons des touffes de roseaux, dont le feuillage bruissait au souffle déjà plus vif du vent de mer. Comme il approchait de la cathédrale de Saint-Augustin, il détourna doucement la tête, porta une main sur ses yeux, pour ne point voir la croix, qui s'élevait, massive, au sommet de la tour.

Il longea le square de bambous de la place de la République et gagna la rue du Lézard. Elle portait bien son nom, dans son

étroitesse, les zigzags capricieux de sa ligne. Tout en haut était perchée la maison du talmudiste. Une humble maison mauresque, sans étage, avec des lucarnes minuscules, qui donnaient sur les marches glissantes d'humidité de la rue même. A mi-chemin, il y avait une fontaine ornée d'une vasque, célèbre par sa construction bizarre qui datait de l'époque romaine et par la légende qui courait sur elle. Une fille de Bey, dit-on, abandonnée par l'objet de son amour était venue frapper sa tête contre ce bassin. Le sang avait coulé longtemps, et elle était morte sur la pierre. Depuis, après que les vieilles juives ont fini d'emplir leurs cruches, qu'elles ont disputé bruyamment leur tour aux porteurs biskris, l'âme inconsolée revient à la fontaine, et c'est elle qu'on entend sangloter dans le silence de la nuit. Mais les rabbins sont gens les moins crédules du monde. Jacob passa la fontaine sans songer à la légende, grimpa la rue muette, et se trouva bientôt dans sa petite chambre close.

Elle était construite sur la terrasse, isolée du reste de la maison. Comme il lui tardait d'être là pour laisser éclater sa douleur! Il se jeta sur sa couche, tout habillé, oubliant de feuilleter un instant le grand livre, ce soir. La chambrette venait d'être fraîchement reblanchie. Il y flottait une odeur de romarin. Le cuivre de son petit lit, — acheté de rencontre, — luisait comme de l'or à la lueur d'une veilleuse bleue.

Au bruit des pas du jeune homme, la bonne tante, qui veillait à tout, appela :

— Clarisse! Clémentine! Courez voir si votre frère n'a besoin de rien!

Elles jouaient chez leurs voisins, en compagnie de qui on avait célébré la souka. La maisonnette, en effet, avait été sous-louée en partie à la famille du brocanteur, une famille constantinoise, avec laquelle on vivait en bonne intelligence.

Clarisse et Clémentine trouvèrent Jacob assis en travers de son lit les bras croisés, profondément pensif. Elles avancèrent à petits pas.

— Qu'as-tu, Jacob, notre œil? Tu es triste?

Le jeune homme tressaillit et parut se réveiller d'un songe.

— Non, non mes sœurs... Je n'ai rien...

Elles prirent place à ses côtés, après lui avoir embrassé une main.

Car elles étaient de bonnes petites filles, qui adoraient leur frère. Elles le respectaient, tel un demi-dieu, étaient fières de lui, ne parlaient à tout venant que de lui, de son savoir, et de la distinction dont l'honorait son maître à la synagogue.

Clarisse était de taille moyenne, légèrement plus haute que sa sœur. Elles avaient de beaux yeux, bien fendus, éclairant leur teint mat. Bonté et crédulité se confondaient sur leurs visages. Elles arboraient pour la circonstance, autour de la taille, un large ruban de faille rouge.

— Alors, vous avez passé la fête avec les voisins? demanda Jacob, pour donner le change.

— Oui, on s'est distrait entre nous...

— Et toi, tu as passé une bonne fête? interrogea Clarisse, qui gardait une inquiétude au fond du regard.

— Oh! oui... Très bonne... Comme toujours... La table du rabbin est bien soignée, et les paroles qui courent entre les mets sont des fruits rares...

— Et Debourah, quelle robe avait-elle ce soir? Jolie, hein? Toujours la même teinte de parchemin?

Jacob sentit son cœur battre plus fort, puis se serrer comme dans un étau. Il revit la jeune fille, superbe, sous la gaine de foulardine claire, les lourds bandeaux noirs sur la blancheur éclatante de son front.

— Oh! oui... prononça-t-il en rougissant et portant une main à ses yeux pour dissimuler son trouble, oui... bien jolie...

— De quelle couleur? insista Clémentine.

— Comme toujours... Couleur du Talmud, avec les fleurs du Zo'har...

— Allons, viens, tu nous conteras toutes ces belles choses en famille, dit Clarisse, qui devinait peut-être que son frère avait quelque chagrin et cherchait une occasion de le divertir.

Elle fit le geste de lui prendre un bras pour l'emmener avec elles.

— Tu ne viens pas?... Papa et maman t'attendent avec nos bons voisins... Ils comptent que tu descendras leur souhaiter bonne fête...

Il finit par leur promettre qu'il les rejoindrait tantôt; il voulait demeurer un instant seul encore, pour se reposer de sa longue marche.

Elles s'éloignèrent contentes.

— Ne tarde pas, car nous allons t'annoncer! Ce que cette visite va faire plaisir à nos amis!

Plutôt rares étaient les visites que leur faisait Jacob. Il aimait rester toute la semaine parmi ses chers livres, avec sa chère vision. Mais il serait inconvenant de laisser attendre son vieux père et sa mère, dans cette nuit de fête, et ces voisins qui, du fond de leur âme simple, lui vouaient tant d'admiration respectueuse. Il contenterait aussi ses jeunes sœurs, toujours orgueilleuses de le montrer...

Il demeurait là cependant, voulant se composer un visage, étouffer sa douleur, car en bas, on allait probablement lui parler d'elle, retourner sans le savoir le fer dans la plaie vive...

Lorsque Clarisse et Clémentine eurent atteint le bas de l'escalier, il se leva pour arpenter sa chambrette.

— Pauvres chéries..., soupira-t-il en les entendant qui l'annonçaient joyeusement dans la cour, elles sont bien loin de se douter, dans leur tendresse aveugle, que tout le mal dont je souffre ce soir et dont je souffrirai toute ma vie, me vient d'elles!

Il s'arrêta devant sa petite table de travail. Le Zo'har était resté ouvert, les grands feuillets jaunis maintenus par une plume de roseau. Machinalement, il les parcourut du regard...

Ne songe à toi-même que lorsque tu auras satisfait
La maison et la rue...

Il eut un raidissement. Son beau visage, éclairé par la petite veilleuse bleue, devint livide, et ses yeux s'embuèrent de larmes.

Il fallait qu'il renonçât à son grand amour... Dieu le disait lui-même. Il fallait qu'il sacrifiât son bonheur au bonheur des siens!...

Oh! renoncer à Debourah!

Il se tordit les mains, ferma les yeux pour ne pas laisser couler ce soir des larmes de malheur...

Lorsque Jacob rejoignit ses parents, les deux familles étaient encore réunies au milieu de la cour, sous la Baraque de fête qu'ils avaient construite en commun. Elle lui parut bien pauvre, celle-ci, avec son divan improvisé de quatre planches et d'un matelas de maïs, sa table ronde, son quinquet à huile, les quelques fleurs anémiques attachées çà et là sans art et déjà fanées.

On s'empressa au-devant de lui. Tous, depuis les vieillards

jusqu'aux jeunes filles, vinrent lui souhaiter la bienvenue avec une joie sincère. Jacob, touché de cet accueil, souhaita bonne fête à tout le monde, baisa la main de son père et de sa marâtre, et tandis que cette dernière courait à la cuisine lui servir un café, il prit la place qu'on lui offrait sur le divan, entre son père et M. Ismaël Azoulay.

Ce voisin était un homme d'une cinquantaine d'années environ, au torse étriqué, au visage long hérissé d'une barbe poivre et sel, aux grands yeux doux, couleur de noisette mûre. Il était soldeur de chaussures « classiques » au marché européen. Avec son fatalisme tout hébraïque, son caractère égal, il vivait heureux au milieu d'une femme vertueuse, de sa fille Victorine et de ses deux fils, — tout son orgueil.

Ils s'appelaient Joseph et David, avaient dix-huit et vingt-et-un ans. On les avait élevés selon la vieille tradition. Et c'avait été un événement dans le quartier du Lézard le jour où ils étaient revenus tous les deux, dans leurs costumes neufs et leurs souliers trop larges, brandissant au-dessus de leurs têtes un rateau et une fourche, et criant du bout de la rue : « *Papa ! Maman ! C'est nous aut'qu'on a remporté le prémier grand prix : outillage complète de l'agriculture !* » Depuis, ils étaient les meilleurs ouvriers cultivateurs du grand domaine de la Reghaïa, subventionné par les Rothschild. On leur avait concédé une part de terrain, une habitation rudimentaire, et quelques centaines de francs pour l'achat des semences. Et ils s'étaient pris de passion pour leur métier. Mais la terre, il faut attendre qu'elle fermente, comme le levain qui fait le bon pain. Les deux frères gagnaient encore tout juste de quoi se suffire à eux-mêmes, et en attendant, ils vivaient seuls, dans ce domaine, à vingt-cinq kilomètres d'Alger, entouré d'immensités incultes et, çà et là, de quelques huttes bédouines. Malgré leur isolement, l'absence de tout exemple religieux, ils n'oubliaient jamais, chaque matin, d'enlacer autour de leurs bras les lanières de cuir des *tiphellim* et se levaient pour dire leur prière une heure plus tôt que ne l'exige le dur travail des cultivateurs. Tous les vendredis soir, ils prenaient le train de Boufarik et regagnaient la petite maison de la rue du Lézard. Quel délicieux « chabbat » ils passaient, au milieu de la famille, près de leurs gentilles voisines Clarisse et Clémentine !

Dans un coin de la Baraque, assises à la turque sur un

tapis usé, tante Lia et Mme Ismaël jouaient aux cartes. Le père de Jacob, un petit homme à barbiche et pantalons bouffants, pria son fils de leur donner des nouvelles de Rabbi Eléazar, ce que Jacob essaya de faire avec le plus de calme. Il fournit des détails sur le repas, sur l'arrangement de la Baraque, sur les propos du maître, et même sur Debourah. Le vieux Juif buvait les paroles de l'enfant bien-aimé. Puis M. Ismaël demanda au talmudiste de leur dire, ainsi que les autres années, dans la langue sainte, l'histoire des Baraques, le récit des aventures des ancêtres dans le désert de Pharan...

III

C'était l'heure de la *Milha*. Tous les talmudistes se trouvaient réunis dans la chambre d'étude de la synagogue. Une chambre basse et froide. Une grande table, quelques chaises, des paillasses pêle-mêle sur le carreau, composaient le mobilier du lieu de travail de ces jeunes savants.

Chacun avait pris place, au hasard, les jambes croisées, un livre sur ses genoux. Une seule chaise demeurait encore vide.

Les talmudistes pouvaient avoir entre vingt et trente ans. La barbe longue, un peu négligée, courait sur leur mise pauvre. Les paupières baissées sur le Talmud, ils préparaient silencieusement le passage : *La Femme Fourbe est pis que tout... Elle mange et dit : Je n'ai pas mangé...*

Lorsque Rabbi Eléazar entra, un peu essoufflé d'avoir gravi à la hâte les dernières marches, Jacob le premier s'empressa vers lui pour le délester de sa toge. Le maître apparut, plus vénérable, sous la gondourah brune des Lévites, la barbe blanche étalée sur sa poitrine. Les yeux étaient un peu battus, mais plus brillants que jamais par la flamme de la foi. Les narines décolorées palpitaient d'un petit mouvement fébrile.

Après avoir tendu la main droite à ses grands élèves, qui se disputaient leur tour de l'embrasser, il s'assit parmi eux.

— Comment te sens-tu de ton jeûne, maître? osa demander le plus âgé.

— Comme toujours. L'Éternel aide dans la bonne route.

— Tu en es à ton troisième jour, Rabbi? demanda un autre.

— Oui, oui.

— Grâce à Dieu! Grâce à Dieu! maître... Tu te portes magnifiquement...

— Dieu te prêtera son appui pour les jours qui restent, dit un autre.

— A moi et à tous ceux qui en ont besoin...

Et le maître ouvrit le Talmud et commença la leçon.

— Qu'est-ce qui est plus fort que le vent? interrogea-t-il.

— Le vent le plus fort, le tremblement de terre l'emportera sur lui! répondirent les talmudistes tous ensemble.

— Qu'est-ce qui est plus fort que la pluie?

— La pluie la plus forte, la neige l'emportera sur elle!

— Qu'est-ce qui est plus fort que le feu?

— Le feu le plus fort, l'eau l'emportera sur lui!

— Et qu'est-ce qui est pis que tout?

— C'est la Femme Fourbe... Elle mange, et s'essuie après ses vêtements, et dit: Je n'ai pas mangé...

En chœur, les voix des talmudistes commençaient à chanter...

— La Femme Fourbe... répéta Rabbi Eléazar, Dieu vous cache à sa vue...

Suivirent les commentaires du passage. La leçon se prolongea plus que de coutume. Rabbi Eléazar avait atteint ce soir la limite où son cerveau et ses membres demeuraient vigoureux, dans cette semaine de jeûne qu'il s'imposait chaque année, pour les péchés d'Israël. Aussi s'efforçait-il de retenir ses talmudistes un peu plus tard, afin de les faire profiter d'un cours qui remplacerait, dans la mesure du possible, ceux qu'ils allaient perdre durant les quatre ou cinq jours qu'il devrait s'absenter.

Le soir tombait... Le vieux *chemmach* (1) monta accrocher une veilleuse au mur décrépi. Et jusqu'à la nuit, les voix discutèrent dans le silence recueilli de la synagogue...

En effet, jusqu'au troisième jour, Rabbi Éléazar pouvait encore vaquer aisément à ses occupations habituelles. Il faisait la prière matinale pour les fidèles de la synagogue de Belcourt, donnait sa classe du Medrach, se rendait à l'impasse des Numides discuter des passages épineux du Talmud avec les autres rabbins de la ville. Et puis, ses forces l'abandonnaient tout à coup, et le

(1) Gardien de la synagogue.

quatrième jour, le courageux maître gardait définitivement la chambre. Solitaire, allongé sur des matelas, les portes closes... Dans la maison régnait un silence absolu. Rabbi Éléazar pouvait à peine endurer le roulement d'une voiture sur une route lointaine... Et malgré sa belle santé physique, malgré l'endurance qui lui donnait la foi, malgré l'époque de l'année qu'il avait choisie, particulièrement douce, il ne manquait point d'inspirer alors de sérieuses inquiétudes aux siens et à ses disciples. Car si, au cours de cette pénitence qu'il s'était imposée volontairement, Rabbi Éléazar allait trouver la mort, il serait considéré par Dieu comme s'étant assassiné lui-même. Seuls ne doivent entreprendre le jeûne des sept jours que ceux qui peuvent être sûrs au préalable qu'ils en triompheront.

La dure semaine d'angoisse passa, comme tout passe, bons et mauvais jours. Le vendredi, terme du jeûne, tant attendu, arriva. Parmi les couloirs de faïence de la vieille maison, le silence venait de se faire plus sépulcral que jamais. Par instants, l'ombre difforme de Rabbi Chloumou surgissait d'un mur, et venait coller ses deux mains à la *mizouza*, une petite plaque de métal pendue près d'une porte, sous un rideau de velours rouge, dans laquelle était enchâssé le nom de Dieu sur un morceau de papyrus...

C'était dans une vaste chambre du rez-de-chaussée, pleine d'ombre... A la hauteur du plafond, plusieurs petites lucarnes, pareils aux hublots d'un navire... Des nattes le long des murs, dissimulant les lézardes et les taches d'humidité... Le parquet de mosaïques entièrement nu... Au fond d'une niche sculptée, des matelas, des coussins multicolores, une table basse, une chaise de vieux bois sombre... Rabbi Éléazar s'était retiré là, avec le Grand Livre, et la vision du Paradis devant ses yeux mi-clos. Renversée sur les coussins, la belle et tranquille figure du maître ne donnait aucun signe de vie. Blême, le front plaqué de tranches de citron sous un bandeau de tulle, qui adoucissaient les battements des tempes affaiblies... Dans le regard seulement, lorsque se soulevaient les paupières, flambait une lueur...

La scène d'angoisse avait lieu dans une pièce du premier étage, d'apparence modeste, où la famille d'Éléazar prenait ordinairement ses repas. Les deux fenêtres, larges ouvertes,

laissaient entrer le chant des coucous ivres de soleil et le parfum mourant des dernières fleurs de l'été.

Esther et la mère de Debourah, dignement vêtues pour ce jour de triomphe, étaient assises l'une en face de l'autre, comme deux sœurs, et se communiquaient leurs appréhensions par le regard. La foi qu'elles gardaient au cœur mettait sur leurs faces d'épouses accomplies quelque chose de serein quand même.

On n'aurait pu en dire autant de Debourah, assurément la plus inquiète de la maison. Ses longs cheveux pendants, le visage défait, elle interrogeait sans cesse le cadran de bronze sur la vieille commode. A mesure que l'heure avançait, elle ne tenait plus en place. La taille serrée dans une robe droite, ses pieds nus chaussés de sandales dorées, elle allait et venait de la salle à manger à la porte entrebâillée du rez-de-chaussée, du rez-de-chaussée à la cuisine, surveillant elle-même le bouillon de poulets et de pigeons qui devait servir de « casse-jeûne » à son père. A travers ces vieux couloirs, sous cet habit des temps passés, la vierge, en son angoisse, revêtait l'austère beauté d'une Salomé...

La vieille Esther cachait sa propre douleur pour venir au secours de Debourah.

— Allons, Debourah, ma fille... Calme ton sang... Toi qui as lu, donne-nous un peu de ta sagesse... C'est dans ces moments de *passe étroite* que la vraie femme doit se faire connaître... Vois : ta mère et moi, nous attendons la décision de Dieu... qui s'attendrit pour les patients...

— Oui, mamma Esther, disait Debourah, j'ai du courage, de la patience... Pour tout... Mais pour mon père... J'oublie tout ce que j'ai su... Je deviens une grecque...

— Calme ton sang, ma fille... Ton père est un saint... Nous ne sommes pas les seuls, ce soir, à nous inquiéter de lui... Les synagogues, le consistoire, la ville entière est en prières... Dieu peut-il ne pas écouter toutes ces tendres poitrines?... Il nous le rendra sauf...

— Amen ! murmurait de sa place la mère de Debourah.

Puis elle disait à sa fille :

— Va, Debourah, va, ma chérie, ramasser tes cheveux... Tu sais bien qu'ils finiraient par tomber, à force de traverser ainsi, tout étalés, les seuils des portes !...

Mais Debourah n'écoutait plus. Elle tenait de nouveau les yeux fixés au cadran de bronze.

— Trois heures et demie ! soupira-t-elle, et les talmudistes qui ne sont pas encore là !...

Une fois encore, elle risqua un regard vers le fond de la chambre où sommeillait le pénitent, et légère, elle traversa le jardin, courut à la grille qu'elle ouvrit avec mille précautions. Elle voulait s'assurer elle-même qu'aucun talmudiste ne débouchait encore sur l'Allée des Mûriers. Insouciante de ses cheveux au vent, de sa mise négligée, elle passa le corps au travers de la porte.

Sa surprise fut grande en apercevant Jacob, — seul, les mains derrière le dos, le front bas, qui allait et venait le long du mur d'enceinte... Debourah devint pourpre. Mais le jeune homme était déjà près d'elle et lui tendait une main :

— Debourah... Sur le nom de Dieu... Notre maître... Vit-il ?

— Oui, oui... grâce à Dieu, mon ami...

Jacob respira.

— A votre mine si défaite, j'ai cru...

— Oh ! dit Debourah, les derniers instants m'affolent toujours... Ils me paraissent plus longs que toute la semaine du jeûne !...

Le talmudiste était là depuis un grand moment. Venu beaucoup trop tôt dans son impatience, il avait décidé d'attendre ses camarades pour pénétrer avec eux. Et pendant ce temps, il s'était livré à des pensées poignantes. L'épreuve de l'*absaqa* était peu commune... Le maître avançait en âge... Chaque année, ses élèves tremblaient plus fort... Si Rabbi Éléazar allait succomber au terrible jeûne !...

Tout en causant, les deux jeunes gens avaient franchi la grille du jardin et pénétraient sur la pointe des pieds. Debourah entraîna Jacob loin de la maison, afin que le murmure de leurs voix ne parvînt point aux oreilles de son père.

Ils marchèrent quelque temps, silencieux, gênés l'un de l'autre, la gorge étreinte par l'émotion, dans le calme du chaud après-midi. Ils s'arrêtèrent au milieu du jardin, à l'ombre du cèdre qui, une semaine auparavant, avait protégé la Baraque de fête. L'endroit était désert, veuf de la chère souka déjà détruite. A terre gisaient les grands roseaux abattus, cuits de soleil, les lys blancs, les marguerites que des pattes de poulettes avaient disséminées jusqu'au milieu des plates-bandes...

Le ciel était haut et très bleu. L'ardeur de l'été rayonnait encore sur la cîme des arbres.

Debourah découvrit un banc parmi les roseaux, qui avait servi de siège à Rabbi Chloumou dans le soir de fête. Elle l'offrit à Jacob. Il s'empressa de l'accepter, car l'imprévu tête-à-tête avec la femme aimée lui donnait le vertige. Sa douleur allait croissant, mille regrets cuisants assaillaient son cœur...

Debourah voulut rester debout, un coude appuyé au vieil arbre qui l'avait vue naître. Elle songeait avec ivresse que l'instant du casse-jeûne approchait, et qu'avant peu aussi, elle allait entendre de la bouche du talmudiste quelque confession brûlante...

Pâle, Jacob s'était affaissé à ses pieds dans une attitude douloureuse, comme s'il allait implorer son amour... Elle lui paraissait plus idéalement belle, dans le soleil de la pleine journée, sous ce costume exotique, un peu négligé... Il ne l'avait point encore vue ainsi, avec ses cheveux dans le dos, qui drapaient son corps à la façon d'un manteau royal... Et cette semaine d'inquiétude avait cerné ses longs yeux, avait fait son regard plus lumineux, plus pénétrant. Et elle s'abandonnait à lui déjà, confiante comme une sœur... ou une fiancée!

Et lui qui n'avait jamais levé les yeux vers une femme, sentait lui monter en foule les mots d'amour. « Tu es une Reine entre les Reines... Tu es un cyprès au milieu des jardins... Debourah, je t'aime! » Mille inspirations profanes et délicieuses faisaient trembler ses lèvres qu'avait scellées le serment du sacrifice. Tout l'invitait à parler, tout: la splendeur de cette jeune fille, qui s'offrait à lui, qu'on avait élevée, cachée pour lui seul, l'affection de son maître dont il se savait protégé, la parole de la vieille Esther dont il se souvint: « C'est pour que tu voles le plus tôt vers ton époux... «

Pourtant, ce fut Debourah qui rompit le silence.

— Et ta famille, Jacob, comment va-t-elle? Et tes bonnes petites sœurs?... J'oubliais dans mon inquiétude de te demander de leurs nouvelles... Tu m'excuseras...

Jacob tressaillit. « Ta famille... Tes petites sœurs... » Et dans une vision soudaine, lui reparurent sa pauvreté, sa carrière encore lointaine, l'humiliante condition qu'il devrait faire partager à Debourah, le nom de Cohen, nom de malheur... Il se rappela ses devoirs impérieux envers ses parents, le solennel serment qu'il avait fait dans sa chambrette en face du Zo'har... Non, non... Il fallait renoncer à jamais à Debourah...

— C'est un crime, pensa-t-il, de laisser toute cette famille et Debourah elle-même ignorer encore mes intentions. Il faut que de ma bouche elle apprenne l'histoire de ma chance. Il faut que je lui avoue ma misérable vie, mon abandon du pays natal, le départ prochain pour Paris. Il faut, avant la brutale séparation, que je lui explique ce qui m'oblige à m'éloigner d'elle, afin que, plus tard, Debourah ne me maudisse pas dans ses prières...

Jacob s'était levé.

— T'excuser, chère amie... Que le bonheur recherche après toi... Que Dieu te prête longue vie, exauce tous tes désirs...

Il saisit une main de Debourah, qu'elle lui abandonna sans résister. Il avait mis tant de tendresse dans ces quelques mots! La jeune fille ferma les yeux sous la pression douce, la fièvre naissante de l'amour. Jacob voulait lui demander pardon du mal qu'il allait lui faire, dans ce jour déjà plein d'angoisse, lui parler précisément de ses petites, de ses pauvres petites sœurs qui n'avaient que lui!

Au loin, on entendait des voix graves, un chœur joyeux et confus, qu'on reconnaissait pour le *Piotim*, le chant de salut des talmudistes s'annonçant dans l'Allée des Mûriers...

Brusquement, Debourah retira sa main moite... Elle rougit de son abandon, fit effort pour se ressaisir... Elle croyait comprendre, dans cet élan du jeune homme, le premier qu'elle lui connût, sur son visage bouleversé, dans son regard humide, l'approche de cet aveu qu'elle attendait.

Elle recula.

— Non, non, Jacob! s'écria-t-elle. Je ne veux rien apprendre de ta bouche que mon père n'ait su le premier!

Et elle s'éloigna, chancelante, pour cacher son émotion et son bonheur.

Jacob demeura confus auprès du cèdre. Il s'y appuya, tant vacillaient ses genoux! Que faire?... Cette occasion unique de tout dire à Debourah se renouvellerait-elle?

Un bruit de grande porte qu'on venait d'ouvrir, lui fit tourner la tête. Les talmudistes arrivaient pour assister avec lui au casse-jeûne du maître. Quatre heures allaient sonner. Ils traversèrent l'allée principale du jardin, encore tout baigné de soleil. Le vent de mer se levait. Sur les bancs de mosaïques, le long des parterres de fleurs, les ménagères avaient installé des tamis d'alfa pleins de pâtes, qui devaient sécher pour le souper.

Fathouma surveillait les vermicelles et les « grains de café » autour desquels venaient picorer des poulettes, qu'elle chassait en leur jetant des petites pierres blanches. Un gros coq rouge se percha sur un oranger, s'étira, battit des ailes et lança dans l'air lumineux son chant sonore comme une fanfare.

Jacob s'empressa de rejoindre ses camarades...

A l'entrée de tous les talmudistes dans la maison, les femmes poussèrent des you-you. On pénétra dans la chambre du maître : épouses, fille, domestiques et talmudistes. A leur vue, le vénérable pénitent ébaucha un mouvement des lèvres, et dans un souffle, on l'entendit prononcer :

— *Barroukh abba!* soyez les bienvenus!

Debourah, au son de cette voix si chère, qu'elle n'entendait plus depuis quatre jours, se mit à trembler. Elle s'agenouilla pieusement au bord des matelas, et offrit à son père la première cuillerée de bouillon, en lui souhaitant santé et longue vie.

— Amen! Amen! ajouta l'assistance. A l'an prochain, s'il plaît à Dieu!

Après avoir vidé le bol à petites gorgées, Rabbi Éléazar se frotta le front, s'étira un peu et s'assit.

— Quelle heure est-il?

— Quatre heures cinq minutes sur les yeux du Chitane, mon maître! répondit vivement Rabbi Chloumou.

— Alors, fais avancer la voiture... C'est l'heure de partir...

. . . . . .

A la sortie du Bain Maure, Rabbi Éléazar, dans ses burnous de soie blanche, le capuchon baissé jusqu'aux yeux, précédé d'un orchestre de violons et de guitares et d'une foule admiratrice qui portait des cierges allumés, ressemblait à une mariée juive que l'on conduisait chez son époux...

A la maison, une *mouna* attendait les fidèles de la procession. Et la nuit triomphale s'écoula dans les ripailles, la musique, les chants d'allégresse lancés à tue-tête vers Jéhovah, sous les étoiles...

IV

Huit jours avaient passé, huit jours durant lesquels la vie avait repris son cours. Debourah s'était promis de terminer un

bel ouvrage, destiné à l'ornement de sa couverture nuptiale. Assise au milieu du jardin, dans sa robe flottante, on la voyait penchée sans répit sur un métier d'ébène aux ciselures de cuivre. Un meuble lourd de Bethléem, qui se souvenait de vierges penchées sur lui avec leurs coiffes aux longs voiles pailletés, leurs tuniques brodées d'or, et de rêves pieux qu'on lui avait confiés, des rêves où flottaient l'encens des cérémonies des sacrifices, et la poussière soulevée sur les routes par les pèlerins aux pieds nus qui se rendaient au Tombeau de Moïse... Et il aurait crié à l'impiété, le vieux métier, qui voyait aujourd'hui ce corps de jeune fille dans cette manière de gandourah, cette belle tête nue sous le grand ciel, écoutant certain songe d'amour, entretenu par le voisinage d'un cèdre vers lequel coulaient par moments les regards de Debourah...

Elle mettait cependant la dernière main à une bande d'acacias et d'églantines. Cette bande encadrait un tableau de proportions grandioses. Un berceau, qui contenait un bel enfant, s'en allait à la dérive d'un oued, parmi des roseaux. Une reine, quittant le groupe de ses femmes d'honneur, venait tendre les bras, émue, vers le petit être abandonné : *Moïse sauvé des eaux par la reine Putiphar...* Sous les doigts de la jeune fille, l'aiguille coulait agile, à travers la moire blanche, finissant les contours, serrant la trame des lumières et des ombres...

Le soir approchait. Debourah rentra pour aider à mettre la table. La salle à manger des jours de fête était longue, blanchie à la chaux, avec un soubassement bleu. Des rideaux blancs mouchetés de mauve aux fenêtres y donnaient une impression de fraîcheur. Une table ronde autour de laquelle s'alignaient des fauteuils en bois de chêne ; dans une alcôve, un canapé de style ancien, en peluche brodée d'or; dans un coin, un petit meuble nacré qui supportait un vase d'épis de froment; au plafond, le lustre à douze branches, garni de veilleuses roses et bleues, composaient tout le luxe de la pièce. Le long du mur étaient creusées de petites niches en forme d'ogives, abritées par des rideaux de cretonne, que la main de Debourah avait bordés de soie rouge. C'est là que le maître serrait ses livres de prière.

Debourah s'appliqua à soigner le couvert de Jacob plus qu'à l'ordinaire. Elle mit dans son assiette, la plus décorée, un petit pain chaud de semoule, fait à son intention, choisit pour

lui la serviette la plus éclatante, plaça le vase de myrte bien en face de son fauteuil, et courut refaire sa toilette.

Sa chambre était toute petite et toute rose. Sur une table de marbre, à contre-jour, il y avait un broc et une cuvette d'argent. Une vieille glace, qui datait du premier mariage de son père, trop haute pour être suspendue, était déposée à terre, et lui renvoyait son image démesurément agrandie. Point de lit. Quatre petits matelas de laine, sur lesquels était jetée une couverture de Smyrne, à longues franges multicolores. Dans un angle, on voyait une très antique malle, recouverte d'une peau de chèvre roussie, qui avait servi au père d'Éléazar à transporter de Jérusalem ses parchemins et un peu de terre sainte. Cette malle renfermait aujourd'hui tous les trésors du trousseau de la jeune fille.

Debourah noua ses cheveux et les dénoua plusieurs fois, s'arrêtant à la coiffure qui lui seyait le mieux : les nattes tordues sur la nuque, en un lourd chignon bas. Elle s'habilla d'une robe blanche, aux manches de tulle arrêtées vers les poignets par des nœuds de dentelles. Elle piqua à sa ceinture une tige de myrte, qu'elle alla cueillir furtivement dans le jardin. C'était la première fois que Debourah prenait un soin coquet de sa toilette, qu'elle se permettait d'orner sa taille de ces fleurettes... Mais quand elle se mira dans la vieille glace, dont le cadre sévère contrastait avec la vision juvénile, presque moderne, elle se rendit compte que cette guirlande naturelle était trop recherchée. Le regard de son père lui apparut. Elle rougit jusqu'aux tempes, arracha la guirlande qu'elle froissa entre ses doigts et la lança par la fenêtre. Puis, confuse d'être ce soir uniquement préoccupée de son amour, elle s'approcha, repentante, de la mizouza clouée à la porte de sa chambrette, et là, les mains jointes, les paupières mi-closes, elle balbutia fervemment la prière du vendredi.

. . . . . .

Cinq heures. La grande synagogue retentissait encore des chants bibliques et des louanges à Dieu. L'assemblée des fidèles s'était levée pour partir. Les riches, pressés de regagner leurs demeures lointaines, serraient hâtivement leurs *tellite* (1) dans des casiers, sous leurs fauteuils. Les autres, ouvriers tisserands

(1) Sortes d'écharpes de soie, blanches avec aux extrémités des lames noires ou bleues dont les Juifs se recouvrent les épaules pour la prière.

pour la plupart, colporteurs, mendiants infirmes, emportaient leur attirail dans des petits sacs de cotonnade, afin de prier chez eux, simplement, recueillis sous la mizouza, derrière la porte d'une chambre très propre.

Cependant Rabbi Éléazar descendait de la *tiba*, s'enveloppait dans sa toge, et s'apprêtait à sortir. Jacob l'attendait, debout près de son fauteuil, l'air anxieux et préoccupé. Le rabbin soupçonnait qu'une grande douleur tourmentait depuis quelques jours l'âme pure de son élève. Il n'avait osé le questionner sur certains affaissements mornes, certains regards angoissés qu'il lui avait surpris aux derniers cours du Medrach. Jacob ne s'était pas ouvert à lui. Le vieillard avait surmonté son inquiétude et remis sa confiance en Dieu... Il s'efforça de prendre un air dégagé pour s'approcher du talmudiste et lui mit une main sur l'épaule.

Jacob frissonna.

— Mon maître..., murmura-t-il confusément.

— Allons, mon fils, dit Eléazar, c'est l'heure de prendre le chemin de la maison... On nous attend, ce soir...

On nous attend ce soir!... Jacob revit sa place à la table de famille, les bons mets fleurant la menthe, Debourah, la reine de son cœur, assise à son côté... Ses prunelles brillèrent. Sa lèvre inférieure eut un tremblement...

A ce moment, le chemmach entra, pour jeter un coup d'œil dans la salle, ranger deux ou trois livres épars entre les fauteuils, tirer le rideau de pourpre sur les Tables de la Loi, et puis ressortit en fermant la porte, qui résonna longtemps...

Jacob leva vers Rabbi Eléazar des yeux suppliants.

— Maître, prononça-t-il, mon vénérable maître... Aie pitié de ton enfant et pardonne-moi le refus que j'ose faire à ta face... Je ne puis désormais accepter l'offre de ton auguste personne...

Rabbi Eléazar demeura surpris, le regard sévèrement scrutateur. Mais la tendresse profonde de sa voix trahit son cœur. Il questionna.

— Pourquoi, pourquoi, mon fils, veux-tu te priver et me priver de ce plaisir? La maison des amis ne se retrouve pas deux fois... Qu'est-ce qui est arrivé à ton cœur, Jacob, pour lui faire prendre cet exil?

— Vénérable maître, crois bien que c'est là la volonté de Dieu...

Le talmudiste hésita encore, puis, courageusement :

— Maître, je vois avec douleur que mon père vieillit, que mes sœurs sont comme des cadavres à la maison, et que ma pauvre marâtre s'affaisse tous les jours sous les soucis. Il faut que je devienne vite, cher maître, ce que tu veux que je sois un jour...

Rabbi Éléazar étouffa un soupir.

— Maître, supplia Jacob, écourte tes questions : je ne pourrais en dire davantage !

Rabbi Éléazar pâlit, ferma les yeux. Lentement, il éleva ses deux mains jointes, et les posa sur la tête de Jacob. Dans le silence de la synagogue, sous les veilleuses, il le bénit.

— Mon fils, ajouta le rabbin, j'étais fier de ton amour pour la Thoura, mais combien tu as grandi ce soir dans mon cœur, en me faisant comprendre ton sacrifice ! Résiste-moi et va vers tes vieux parents, a dit l'Éternel. Qui suit la Loi de Moïse ne perd jamais. Jacob, mon fils, je te laisse en paix...

D'un bras qui tremblait, le vieillard ramena un pan de sa toge sur son épaule et s'éloigna lentement. Le talmudiste le rappela en lui saisissant une main qu'il baisa avec ferveur.

— Maître, balbutia-t-il dans un sanglot, maître... Debourah est... Debourah est libre...

— J'ai compris, mon fils. Dieu t'aidera à l'oublier avec une autre épouse aussi digne de toi !

Rabbi Éléazar détourna la tête et franchit précipitamment le seuil de la synagogue...

V

Rabbi Éléazar reverra toujours au fond de son âme l'image de Debourah, consternée, sur le pas de leur porte...

Rabbi était arrivé tard, ce soir, à la maison. Il avait quitté la synagogue, le pas calme d'abord, la taille ferme, noblement drapé dans sa douleur. Mais bientôt l'amertume, le découragement avaient gagné son cœur. Cette route, qu'il suivait si allègre, tous les vendredis, en compagnie de son cher élève, ce soir lui apparaissait longue, longue, comme le fil de la Destinée. La mer était grondeuse, dans l'ombre. Le vent du large emportait ses burnous. La grève, arrosée par l'orage de l'après-midi, exhalait des parfums de sels moites et d'algues vives. A même les falaises, les petits cabanons, abandonnés dans l'approche de

l'hiver, offraient aux vagues leurs balcons nus au-dessus desquels s'agitait la forme d'un drapeau ou d'un quinquet de ferraille... Rabbi ne rencontrait personne, qu'un Arabe, impassible, assis, les jambes croisées, au faîte d'une digue, ou sur la pointe d'un rocher, la silhouette trapue, pipe à la bouche, d'un vieux pêcheur napolitain... Rabbi sentait son flanc vide, et dans son cœur, une peine qui croissait à mesure et que rien ne guérirait plus. Il voyait s'évanouir avec Jacob toute une belle génération dont il avait fait son rêve. La communauté de principes, de croyances, la même foi, le même amour des choses de la Thoura chez sa fille et son élève eussent aidé à créer une famille accomplie... Et maintenant, qui savait à quel profane elle était destinée, parmi l'effarante dégénérescence de l'époque? Il l'imaginait au milieu de quelque famille indigne, seule à lutter contre l'impiété, la misère morale, la contrefaçon des mœurs européennes, à tenter d'élever ses enfants selon la Loi de Moïse... Y parviendrait-elle jamais? Elle-même, ne faillirait-elle point?

« Pourquoi, pourquoi, mon Dieu, me tranches-tu la corde dans les mains? Cet homme était ma fierté. Je l'aimais comme un fils... Quel péché ai-je dû faire? » soupira Rabbi.

Il avait atteint l'Allée des Mûriers, avançait lentement vers sa demeure... Qu'allait-il imaginer pour justifier l'absence du talmudiste, pour ne point affliger la famille dans cette veille du sabbat?

Debourah, qui attendait, comme tous les vendredis, l'arrivée de son père et de Jacob, s'inquiétait de ce retard... Elle sortit au jardin pour compter les étoiles. Elle s'effraya de leur nombre... Elle se dirigea vers la grille, afin de guetter les deux hommes dans l'allée ombreuse... Mais sa stupeur fut grande en voyant tout à coup Rabbi Éléazar s'arrêter seul devant la porte, les traits pâles, l'air défaillant!... Elle soupçonna aussitôt qu'il était porteur d'une mauvaise nouvelle. Mille appréhensions la saisirent. Un malheur arrivé à Jacob... Le talmudiste malade... Mort peut-être...

Elle franchit l'espace qui la séparait de son père, humble et tremblante vint se pencher sur sa main qu'elle embrassa, puis elle attacha sur lui un regard plein d'angoisse...

— Père... Le malheur est loin de Jacob?

Rabbi Éléazar, qui avait montré une telle maîtrise de lui-même pour ne point affaiblir le courage de son élève malheureux, à la vue de Debourah ne put contenir plus longtemps sa

douleur. Sous la question touchante de la vierge, le vase déborda. Il prit dans ses mains froides le front de sa fille, fixa de ses yeux humides les yeux anxieux qui l'interrogeaient, et dit, en laissant échapper un sanglot :

— Ma fille, tu n'as pas de chance...

— Que Dieu ne l'écrive pas! rectifia vivement Debourah. Mon père, mon père, pourquoi pleures-tu, ce soir de fête?

— Jacob, ma fille, n'est pas ta destinée. Il nous faudra renoncer à lui pour toujours...

Debourah blêmit... Ses traits réguliers se creusèrent... Elle se jeta dans les bras qui l'appelaient...

Rabbi l'entendit hoqueter :

— J'aurais tout attendu, tout...

Il la pressa contre sa poitrine, et la berça, berçant sa propre douleur.

— Dieu! gémit-il à son tour, levant au firmament sa face sillonnée par les larmes, à l'heure où j'attendais ta récompense, tu me découvres la tête et tu me crèves les yeux!

Debourah frémit du blasphème. Jamais, pour aucune cause, elle n'avait entendu Rabbi Éléazar se plaindre, pas plus qu'elle ne l'avait vu pleurer. Elle demeurait blottie contre cette poitrine, qu'elle entendait battre à grands coups redoublés. Elle humait l'odeur de soie brûlée, de vieux parchemins, qui émanait de la tunique du *Sissit Katann* (1) dont le Rabbin était revêtu sous les burnous... Et voici que, la première, elle sentait redescendre en elle la foi de la Thoura... Son cœur lentement se raffermit.

Elle releva la tête, se détacha de cette chaude étreinte, et montrant un visage où les traces de larmes étaient effacées :

— Mon père, tu me disais toi-même : chaque obstacle a sa raison chez Dieu... Négliges-tu cette recommandation?

Rabbi Eléazar la contempla quelque temps :

— Je n'oublie rien, ma fille. Mais lorsqu'il s'agit de toi, tu as vu, je deviens faible... Aussi je brise ma tête et je dis : Dieu me pardonne!

Debourah se pencha de nouveau sur la main de son père, y déposa un long baiser.

— Toi aussi, mon père, pardonne le mal que j'ai pu te causer...

Alors, Rabbi vit son courage renaître. A son tour, il déposa

(1) Une petite tunique de toile, cousue de soie aux angles, que portent tous les rabbins sous leur habit.

une main sur la tête de Debourah. Plus calme, cette fois :

— Jacob, ma fille, a d'impérieux devoirs à remplir, avant de songer à son bonheur. Son père est très vieux, et ils sont aussi pauvres que Dieu a dit de l'être...

« Je le suis aussi... » pensa Debourah. Elle venait enfin de tout comprendre, tout, — et l'émotion du talmudiste l'autre jour, là-bas, sous le grand cèdre, qu'elle avait prise pour une gêne d'amour !...

Vaillante, elle secoua sa douleur, se redressa et dit à son père, qui relevait ses burnous sur l'épaule :

— Père, rentrons. Nous oublions l'heure du *Kidouch*, et nos mères qui nous attendent...

Au-dessus de leurs têtes, maintenant, fourmillaient les étoiles...

Rabbi Éléazar et sa fille traversèrent vivement l'allée d'orangers envahie d'ombre. Au seuil de la salle à manger, ils durent s'arrêter devant les questions pressantes d'Esther et de Rachelle :

— Pourquoi ce retard, Rabbi ? Du bonheur ! Du bonheur ! Qu'est-ce qui est arrivé au jeune talmudiste ?

Debourah vint au secours de son père. Au risque que les paroles s'étranglassent dans sa gorge, elle prit un air enjoué pour annoncer :

— Le malheur est loin de nous... Le bonheur en est près.. Seulement, Jacob ne pourra plus venir nous visiter si souvent à l'avenir... Son père est bien vieux. De ses sœurs l'une a dépassé l'autre dans l'âge du mariage... Et il va lui falloir retrousser ses manches jusqu'aux coudes, car Dieu bénisse ! — elles sont deux !...

Elle parla fermement, la jeune fille qui avait de la cendre sur son âme, et avec un si parfait naturel que ses deux mères répondirent :

— Ah ! bien, bien, ma fille... s'il en est ainsi, que Dieu l'aide dans cette *misva !...* (1)

— Dieu l'aidera ! Dieu l'aidera !...

Debourah sentit immédiatement s'épandre en elle cette félicité, récompense d'une conscience élevée. Elle venait d'accomplir cette belle action, tant recommandée par le Prophète :

(1) Action généreuse.

éviter la tristesse sur la famille dans la veille du Sabbat... De même, l'antique épouse de Rabbi Meyer, tel vendredi soir, avait enseveli son désespoir en un linceul, afin que Rabbi Meyer pût célébrer les grâces, ignorant que leurs deux enfants gisaient morts derrière un rideau...

Rabbi Éléazar avait déjà pris place à la table dressée. Sans prononcer une parole, il emplit son verre du vin du Kidouch. Debout, le front haut, il semblait avoir retrouvé tout son maintien...

Debourah le rejoignit, détourna légèrement la tête de la chaise qui demeurait vide, et puis, mêlant sa voix qui tremblait un peu à celle de son père, elle chanta avec lui, plus fervente que jamais, le Prélude au Repas : « Paix sur nous, Anges de la pitié... »

VI

Et de ce soir, Rabbi voulut oublier sa peine. Il ferma la bouche sur ce sujet. Jamais plus, on ne l'entendit prononcer le nom du talmudiste.

Jacob cependant arrivait aux réunions de la Milha, la tête baissée, le front rouge, le cœur gonflé de questions sur Debourah. Oh ! les pénibles entrevues, les douloureux tête-à-tête, dans la longue chambre froide, lorsqu'ils se trouvaient seuls, en attendant que vinssent les autres élèves ! Que d'heures de découragement, de renoncement à tout le bonheur de ce monde n'avait-il point goûtées, le pauvre talmudiste, après le soir tragique ! Toujours solitaire, toujours triste dans le silence de sa chambrette de la rue du Lézard, qu'accompagnait le glou-glou monotone de la fontaine pleureuse ! Ses petites sœurs redoublaient d'attentions autour de lui, le cajolaient de soins plus tendres encore, depuis ce vendredi où blême, les traits bouleversés, il était rentré et avait dit faiblement : « Désormais, je prendrai tous mes repas ici... » Elles soupçonnèrent qu'un grand chagrin était tombé sur le cœur de leur frère chéri, mais un chagrin qu'elles ne purent définir...

Et Jacob se montrait plus misérable, plus aigri à mesure que passaient les jours, que les attentions et les prévenances de ses petites sœurs se multipliaient à son égard. Souvent, lorsqu'elles arrivaient à pas de loup lui déposer sur sa petite table de travail

un café fumant ou une citronnade préparée avec l'eau glacée qu'elles venaient de puiser, il les congédiait brusquement, pour se débarrasser de leur tendresse, sans avoir une seule fois pitié de leurs larmes qui commençaient à briller au coin de leurs grands yeux... Elles se sauvaient, dociles, l'une derrière l'autre, n'ayant rien dit, ne retournant même pas la tête...

Il trouvait dans le travail seulement, où il se donnait jusqu'à s'exténuer, cette fatigue étourdissante, et puis, sur la fin des journées, un peu de ce délassement pareil à celui que laissent après elles les grandes maladies...

Un mois s'écoula. Novembre commençait. L'heure sonna de l'examen qui devait décider de son avenir. Après quatre jours de surmenage cérébral dans les salles de la Faculté de Mustapha, parmi des tables vertes, des professeurs en casque colonial, un grouillement d'étudiants bavards, sous une atmosphère de sirocco qui courbait au dehors les éventails des palmiers, Jacob apparut un après-midi sur le seuil de l'établissement de granit, embrassa d'un regard triomphal le jardin de plantes exotiques, la ville blanche au loin, les coteaux verdoyants... Un immense soulagement fondait sa poitrine... Il était reçu à son deuxième baccalauréat, et son nom était en vedette...

Ce soir-là, un couscous au beurre fut donné. Les voisins offrirent des beignets au miel; Joseph et David rapportèrent de leur métairie une outre de lait, des œufs frais, des fromages à la crème. On festoya gaiement, dans la petite cour, sur des tables basses, avec des chansons ingénues, des you-you, des vœux de prospérité pour le talmudiste, qui devenait de plus en plus le grand homme de la maison. « Que nos enfants continuent notre union dans le bonheur! » s'exclamèrent les vieux. Même, on alla jusqu'à souhaiter une alliance effective entre les deux familles...

Dans l'ivresse momentanée de sa victoire, Jacob parfois se sentait porté à des pensées optimistes. Sur Debourah, aucune main ne s'était encore posée. En son égoïste amour, il venait à souhaiter que, vu sa naissance cohanéenne, elle ne trouvât que bien tard un époux digne d'elle. Alors, si le Dieu d'Israël voulait, il lui réserverait cette vierge sous le burnous de son père, jusqu'au retour du séminaire parisien. Peut-être, après deux années d'un labeur ferme et assidu, reviendrait-il grand-rabbin. Et des rêves d'or hantaient son esprit... Il marierait ses sœurs, à ces deux braves garçons qui conviendaient si bien... Il

voyait ses vieux parents finir leurs jours auprès des sources, à l'ombre des grands saules de la Reghaïa... Et lorsqu'il aurait fait son devoir, que tout ce monde serait à l'abri, il reviendrait humble, se prosterner devant le maître et demander sa femme...

Au fond de son cœur, tour à tour, s'éveillaient le doute et le grand espoir...

VII

Dix heures. Un jeudi, jour de bon présage. Un radieux soleil s'épand sur Alger la Blanche. La ville entière chante d'une allégresse plus exubérante que jamais. Sur ses places, sur ses boulevards, inondés de clarté, moutonne une foule active où se coudoient les types les plus divers : Arabes sous leurs burnous, Espagnols dégingandés portant gilets de velours et sombreros, Napolitains trapus, armés de leurs pipes et de leurs sabots, colons français, touristes des contrées les plus lointaines, qu'animent tous, qu'égaie, réchauffe cet azur prodigieux. Les jardins de bambous et de cocotiers retentissent du gazouillis effréné des moineaux, auquel se mêlent, dans le clair-obscur des ombrages, les clameurs des enfants qui jouent, les rires des femmes en toilettes claires, aux yeux brûlants, qui se prélassent autour des monuments puniques et des fontaines. Les mosquées, les maisonnettes de la Kasbah, les palais arabes, sous leur blancheur de chaux toujours renouvelée, resplendissent. Et dans les petites rues commerçantes, où l'on voit monter et descendre le flux et le reflux de la populace le long des boutiques maltaises, juives et mozabites, c'est un tapage de sons, de couleurs, de parfums plus vibrants parmi l'atmosphère infiniment pure...

Jacob et toute sa famille et leurs voisins s'en vont par la rue de Chartres. Les enfants du quartier courent après eux pour les rejoindre, leur prenant de la main qui la valise, qui le rouleau de couvertures, qui des paquets de toutes les dimensions... Tante Léa et Mme Azoulay marchent au bras l'une de l'autre, sous leurs antiques cafetans, leurs foulards à franges, leurs mules brodées de simili-or, qui claquent à leurs talons maigres. M. Ismaël a délaissé son étalage de chaussures classiques sur la place du Marché. Il chemine au côté de maître Mardochée, qui s'embarrasse un peu dans ses pantalons, mais dont le regard songeur s'éclaire par intervalles d'un petit sou-

rire guilleret. Et les jeunes gens vont ensemble... Joseph et David arborent chacun une grande branche d'oranges avec leurs feuilles vertes. Clarisse et Clémentine protègent soigneusement le petit couffin d'alfa dont chacune tient une anse et qui renferme les œufs durs, les coussins de gras-double rôtis, tandis que Victorine porte tour à tour des yeux étranges sur son gâteau de Savoie enveloppé d'un papier fin, et sur Jacob qui précède un peu tout ce monde, le front bas, les mains derrière le dos...

Il s'arrête un instant devant l'échoppe des Égyptiens ciseleurs de cuivre, devant celle du tisserand indigène, à qui il tend quatre doigts, qu'il porte ensuite à ses lèvres...

— Restez sur le salut!

— Va, en bonne santé! Que Dieu t'accompagne!...

Et il passe... Tout le cortège le suit, pendant que le bruit du marteau recommence, et que le tisserand à nouveau fait crier son métier...

Lorsqu'elle arrive au café de Sid Omar, la petite smala envahit les bancs de bois, les nattes, les escabelles. Un moment, le kaouadji, les bras croisés, la fouta sur les reins, examine Jacob au fond des yeux :

— Et cette destinée, jeune homme, comment est-elle venue te chercher? Qu'est-ce qui t'emmène jusqu'à la terre de France? Te manquait-il du pain?

— Grâce à Dieu... Grâce à Dieu...

— De mon temps, les hommes d'Allah, nous ne les laissions même pas déménager du quartier... Voici que le monde est renversé sur sa face!... conclut le brave homme en s'éloignant vers son four.

Les cafés et les thés absorbés, tandis que les enfants léchaient le fond de leurs tasses, Sid Omar repoussa doucement la pièce que lui tendait le père Ismaël :

— Tu oses!... lui dit-il en caressant sa barbe, le café que boit le voyageur est une *hassana* (1)...

Et tout le monde repart, à la suite du talmudiste.

— Tu gagneras! tu gagneras! lui crient quelques Arabes.

Midi. Le soleil tombe d'aplomb sur les quais. La cohue grouille devant le bateau en partance. Les voitures des retardataires caracolent au triple galop sur les dalles bruyantes. On se

(1) Doit être l'objet d'une bonne action.

bouscule autour du bureau de la douane et du dock aux bagages. Les pare-poussière flottent... Les petits Arabes se disputent les paquets des mercantis.

— *Moi li porter!*

— *Moi li pluss fort!*

On les écarte, d'une gifle ou d'un coup de pied. Les marchands espagnols crient leurs cacaouettes et leurs tramoussos... Le restaurant de la Pêcherie regorge. La bouillabaisse met du temps! Le voyageur, maugréant, se contente d'une sole frite... Le long du boulevard, une haie d'Arabes et de Napolitains contemple d'un œil tranquille le port en effervescence... Et tout là-haut, c'est le plein azur, la voûte étincelante et infinie, qui fait tressaillir l'âme humaine d'élans vers des contrées nouvelles!...

Jacob est pâle. Le cœur lui bat plus fort à regarder le monstre qui oscille en avant du ponton, dont la poupe dorée se moire des reflets de l'eau, et qui tout à l'heure!... Déjà, le long du bastingage, des mouchoirs s'agitent... Des grondements se perçoivent au fond des cales... La grue ébranle les échos d'un étourdissant vacarme... Ses petites sœurs ne se lassent plus de l'embrasser... Les larmes coulent, coulent à leurs paupières rougies... Mais, au fond d'elles-mêmes, elles sont fières que leur frère va prendre place sur le navire, parmi les négociants de la ville qui se rendent à Marseille, puis à Paris...

Un coup de sifflet. Les cheminées noires du transatlantique crachent une fumée plus épaisse. Le vacarme des engins s'interrompt brusquement. La cohue se presse aux abords du ponton. Les disputes s'enveniment entre yaouleds et voyageurs...

C'est l'heure. La tante albinos et Mme Azoulay pressent tour à tour le talmudiste sur leur poitrine.

— Que l'âme de ta mère combatte pour toi! Que Dieu te garde, te préserve, te protège, te ramène parmi nous avec tous tes désirs accomplis!

Victorine, rougissante, sans rien dire, lui présente le gâteau de Savoie.

Jacob embrasse le vieil Ismaël, Joseph et David, et son père. Celui-ci a tiré de son porte-monnaie de brocanteur un tout petit morceau de galette séchée, qu'il a conservée du plateau de la dernière fête de Pâque, pour de graves circonstances dans le genre de celle-ci.

— N'est-ce pas, mon fils... Si la mer grondait, jette-le. Elle

deviendra huile et tu auras un passage dans ses flancs...

Tous sont émus de ce voyage pour Paris... Mais ils songent au retour, et cela les console... Ils auraient voulu accompagner Jacob jusqu'à la passerelle... Mais la consigne est sévère, et le vieux gardien corse interdit brutalement l'accès du ponton à quiconque ne présente son billet de passage ou sa carte de faveur...

Les coups de sifflet se précipitent. Des appels résonnent par delà les cheminées... Des grincements de poulies... Les câbles énormes qui retiennent le navire à la bouée, se relâchent, croulent sur l'eau, éclaboussent... tandis que l'essaim des pilotes en leurs barques rame à tour de bras vers la jetée...

L'ancre est levée. Jacob, debout sur la passerelle, fixe le tourbillonnement des milliers de mouchoirs... Il sent fondre sa poitrine... Un sanglot bouillonne en lui... Et puis, son regard s'élève vers la belle colline qui domine Alger, dans une apothéose de lumière... La maison de Debourah est perdue parmi les autres maisons blanches, et les grands arbres... Il lui murmure adieu... Il essaie de distinguer le chemin qu'il suivait parmi les falaises, côte à côte avec Rabbi Eléazar, dans ces soirs heureux du vendredi... Oh! que tout cela déjà est loin!... L'image de Debourah, au pied du cèdre, dans le chaud après-midi, se représente à lui... Il revoit la vierge, sous ses lourdes tresses dénouées et le négligé de sa robe aux lignes antiques... Oh! que de tout cela l'arrachement est douloureux!... Le sanglot éclate dans sa gorge... ses yeux s'embuent... Il s'éloigne vers sa cabine pour échapper à tous les cruels souvenirs qui l'assaillent...

Mais tout à coup, Jacob se redresse... ses mains se sont crispées au bastingage... Dans une tension subite de tous les nerfs de sa face, ses prunelles se figent, étincellent, d'un étincellement qui s'effare ou qui délire!...

Là-bas... parmi l'animation des quais qui diminuent, contre la façade du hangar de la Transatlantique... la silhouette droite, drapée dans sa toge couleur tabac, de Rabbi Éléazar... Il l'a reconnu... Le rabbin dresse sa face angoissée... Son regard suit bien le navire qui gagne le large... Il a tiré de sa ceinture un foulard rose... qu'il porte lentement à ses yeux...

ELISSA RHAÏS.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

DEUX ANNÉES

DE

L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA RÉVOLUTION

1796-1797

I

DE LA SERVITUDE A LA LIBERTÉ

I

Le 11 brumaire an IV (2 novembre 1795), on vit remonter des Tuileries vers le Luxembourg un cortège à la fois solennel et minable. En un carrosse, quatre hommes étaient entassés; une escorte les encadrait, composée moitié de fantassins aux uniformes usés, moitié de cavaliers portant, au lieu de bottes, des souliers troués. Sur le parcours, quelques passants s'étaient rassemblés. Ils regardaient, curieux, amusés, légèrement méprisants. On remonta la rue de Tournon. Dans le palais d'où jadis le comte de Provence était parti pour l'exil, un grand aspect d'abandon; çà et là quelques restes d'un mobilier dévalisé pièce à pièce; et toute la froideur humide d'un jour d'automne qui tombait. A travers l'enfilade des salons dorés, les nouveaux venus atteignirent une petite salle où, fatigués d'errer, ils s'arrêtèrent. Seul, le concierge les avait reçus. Il apporta une table, quatre chaises et, pour allumer du feu, tira de sa provision quelques bûches. Autour de la table et à la flamme du foyer, une délibération commença. Ces hommes, à

l'aspect de réfugiés plutôt que de maîtres, étaient les directeurs à qui le vote des Conseils venait de conférer le pouvoir exécutif. Ils s'appelaient Barras, Larévellière-Lépeaux, Reubell, Letourneur. Ils seraient rejoints le surlendemain par Carnot, élu sur le refus de Sieyès; et ainsi serait constitué le quinquemvirat appelé à régir la France.

En ce palais du Luxembourg qui sera leur résidence, les nouveaux gouvernants apparaissent dès le premier jour tels qu'ils seront jusqu'au bout.

Au centre de la table, Reubell a pris place, appelé par le sort à présider, pendant les trois premiers mois, les délibérations. Avec des débordements de parvenu, il s'étale bien au large, grand, fort, de carrure massive, de volonté impérieuse, de façons vulgaires, s'imposant par grossièreté d'humeur comme d'autres par bonne grâce, et prêt à submerger toute contradiction sous le flot de ses paroles commandantes. Légiste venu jadis d'Alsace, il est actif, rompu aux affaires, n'en dédaignant aucune, — même, dit-on, les véreuses, — toujours pourvu d'une solution, fût-ce une solution de procureur, sans vues dans l'esprit, sans élévation dans l'âme; en revanche, grand abatteur de besogne; en un mot, l'un de ces personnages secondaires, mais rudes au travail, qui grandissent en exploitant la paresse des autres. Il s'insinuera de proche en proche, et dans le gouvernement il s'appropriera la justice, les finances, puis les affaires extérieures elles-mêmes.

Auprès de Reubell un homme se détache, grand, aux cheveux flottants, de physique avantageux et de manières conquérantes. C'est Barras qui porte avec lui le souvenir de deux journées : le 9 thermidor où il a terrassé Robespierre, le 13 vendémiaire où, avec Bonaparte, il a vaincu la réaction. Tout soulevé par cette double bonne fortune, il affecte des allures militaires, et volontiers s'orne d'un grand sabre sur lequel il s'appuie d'un air vainqueur, en matamore qui se croit soldat. « Le général Barras, » disent ses flatteurs: et de nul titre il n'est plus vain. De vrai, il a été jadis lieutenant dans les armées royales; il appartient à l'une des plus anciennes maisons de Provence, et, même au milieu des nivellements révolutionnaires, a gardé la vanité de son nom. Il a été fusilleur à Toulon, puis l'un des plus osés parmi les thermidoriens. Maintenant une seule passion le possède, celle de jouir. Tous les

vices s'épanouissent en lui. Il est paresseux, avide de bonne chère, vaniteux d'honneurs, indifférent au mensonge, et par-dessus tout libertin. Indolent à l'ordinaire, il se dresse sous l'obstacle, avec des éclairs inattendus de colère méchante. En lui nulles vues, nuls principes, nulle habileté aux affaires, mais un remarquable flair de policier, un sang-froid propice aux coups de main, et même une certaine puissance d'effort, à la condition que l'effort soit très court et promptement récompensé de butin. Appartient-il à un parti? On l'ignore. Ce qu'on sait, c'est qu'il est à vendre, mais sans grand profit pour l'acheteur, car il ne se livrera point. Cependant ses yeux, quand ils se portent sur les lambris du Luxembourg, s'allument de désirs fastueux; et déjà un dessein l'obsède qu'il réalisera plus tard, celui de raviver les dorures fanées, de rallumer les lustres éteints, de ranimer les salons déserts. En ce somptueux palais, il rêve d'une cour; et il la ressuscitera, toute peuplée de traitants, d'aventuriers, de courtisanes; il la ressuscitera, vénale jusqu'à l'impudence, voluptueuse jusqu'à la pourriture, toute gonflée d'une double corruption, celle de l'ancien régime, celle du régime nouveau, et telle, en un mot, que le plus vicieux des rois de France se fût étonné d'être dépassé.

Qu'on continue le tour de la table. Voici le contraste : un homme tout bossu, à la tête disproportionnée, aux jambes grêles, à l'aspect ridicule. C'est Larévellière-Lépeaux. A la Convention, il n'a pas laissé que de déployer quelque courage, car il a été proscrit à la suite des Girondins. Ses manières sont douces, ses goûts très simples, sa probité non suspecte. Il est homme de foyer; et avec joie, tandis que sa fille joue du clavecin, il s'incline sur le berceau de son fils auquel il a donné le nom d'Ossian. Il se plaît aux passions reposantes : la principale est celle de la botanique. Dans le gouvernement, son lot sera la direction de l'instruction publique et des beaux-arts. Les splendeurs du Luxembourg l'intimideront autant qu'elles attireront Barras. Les soirs d'été ou bien encore les jours de décade, on le verra s'évader du Palais et partir, tantôt pour la campagne, tantôt pour le *Jardin des Plantes;* d'autres fois, il se réfugiera chez des amis plus rustiques encore que lui et qui, ainsi qu'il le raconte, le recevront modestement à la cuisine. Au Directoire, il a été élu le premier, étant de ces inoffensifs qui n'offusquent pas. Inoffensif, l'est-il tout à fait? Son cerveau n'est

pas plus fait pour les hautes pensées que son corps malsain pour l'action intense, et de cette double impuissance il nourrit le sentiment douloureux. Il y a chez lui, par intervalles, des révoltes d'infirme, des malveillances de débile, des rigidités de pédant. Puis une haine, une haine implacable, celle du catholicisme, trouble l'habituelle placidité de son âme. Au seul nom de prêtre, un frissonnement de colère le secoue, et sa taille toute contrefaite se dresse, comme s'il avait à terrasser un ennemi personnel. C'est que, dans ses méditations solitaires, il rêve une religion à lui; et, tout possédé de ce dessein, il travaille furieusement à extirper, comme on ferait d'une intolérable concurrence, l'autre religion, c'est-à-dire celle que le peuple a jusqu'ici révérée.

Deux militaires, l'un et l'autre anciens officiers du génie, complètent la table du Conseil : Letourneur (de la Manche), personnage insignifiant qui s'absorbera dans Carnot, puis Carnot lui-même survenu après ses collègues. Vers ce retardataire volontiers les yeux se tournent. Il est marqué d'une flétrissure; car il a fait partie du Comité de Salut public. En même temps, on se souvient en quoi il s'est racheté. « Il a organisé la victoire, » s'est écrié pour sa défense l'un des Conventionnels; et ce mot qui l'a sauvé de la proscription résonne avec un son d'hommage glorieux. Dans l'accomplissement de sa tâche, on le verra laborieux plus que personne; il se montrera intègre jusqu'au scrupule, austère en une société dissolue, noblement passionné pour le bien public. Cependant, en ses habitudes d'infatigable labeur et tout confiné dans les choses militaires, il s'isolera un peu de ses collègues. Ce sera dédain de soldat pour les agitations politiciennes. Ce sera aussi embarras de se fixer. Sa clairvoyance d'homme d'État l'inclinera vers l'ordre; ses attaches jacobines le ramèneront en arrière, et l'image du Comité de Salut public le couvrira d'une ombre qui brouillera tous ses desseins, qui obscurcira jusqu'à ses pensées. Aussi demeurera-t-il à demi impuissant, doutant des autres et de lui-même, aussi englué dans la politique que précis dans les affaires, trop compromis pour inspirer aux hommes d'ordre la confiance, trop hautain lui-même pour la gagner au prix d'un désaveu.

Tels apparaissent les membres du Directoire. Quelle conduite suivront-ils? Dans l'ordre politique, on les verra mêler les

mesures sages et les mesures arbitraires, jusqu'à ce que, par le coup d'État du 18 fructidor, ils s'orientent décidément vers les violences. Ce qu'on voudrait préciser ici, c'est leur attitude en matière religieuse.

Il semble que les aspirations du pays les convient à pratiquer la tolérance. Au moment de se séparer, les Conventionnels ont, par une usurpation impudente, décrété la réélection des deux tiers d'entre eux. Or, contre ce scandaleux empiètement, les électeurs ont protesté en choisissant le troisième tiers, — le *nouveau tiers*, comme on l'appelle, — presque uniquement parmi les réactionnaires ou les modérés. Par là ils ont manifesté clairement leur volonté.

Dès les premiers jours, on devine que les nouveaux gouvernants seront inhabiles à s'élever jusqu'à cet équitable libéralisme. Ils en sont doublement détournés, et par leurs sentiments personnels, et par l'état de la législation.

Je cherche les dispositions qui règnent au Luxembourg. Reubell porte en lui les plus étroites passions sectaires : les prêtres réfractaires, a-t-il coutume de dire, sont les plus cruels ennemis de la patrie. Ce qui est hostilité chez Reubell se transforme chez Larévellière en excitation maladive. Barras est trop occupé de ses vices pour gaspiller son temps dans l'impiété; cependant l'Église lui est odieuse, ne fût-ce que comme génératrice de vertu. Seul, Carnot garde, en face des symboles religieux, une certaine égalité d'âme. Sa tolérance n'est d'ailleurs que dédain ; s'il incline à tempérer la persécution, c'est par condescendance pour une erreur qui ne se dissipera que par degrés ; et tel est le seul et bien précaire patronage que puissent invoquer les catholiques.

L'état de la législation ne commande-t-il pas d'ailleurs aux membres du Directoire l'hostilité? Pendant les premiers mois de 1795, la Convention a incliné vers la tolérance : de là deux décrets, l'un qui autorisait les réunions cultuelles, l'autre qui permettait aux municipalités de restituer aux catholiques l'usage des églises. Mais bien vite, en un ressaut de violence, elle s'est rejetée en arrière et, avant de se séparer, a prescrit, par l'article 10 de la loi du 3 brumaire (25 octobre 1795), que toutes les lois de l'époque terroriste fussent remises en vigueur. A cette heure, le décret se publie dans les départements. Comment Barras et ses amis pourraient-ils le laisser inexécuté? Ce sont

les Conventionnels, leurs amis, leurs électeurs d'hier, qui l'ont voulu, forgé, imposé.

Donc, dès la première heure, ils versent dans la politique sectaire. Le 14 brumaire (5 novembre 1795), dans la proclamation où ils notifient leur avènement, ils flétrissent « les fanatiques qui embrasent les imaginations. » La menace est vague. Un mois plus tard, elle se précise. Derechef le Directoire dénonce les prêtres et les séides des prêtres. « Il importe, ordonne-t-il à ses Commissaires dans les départements, de déjouer leurs perfides projets... Par une surveillance active, continuelle, infatigable, rompez leurs mesures, entravez leurs mouvements, désolez leur patience ; enveloppez-les de votre surveillance ; qu'elle les inquiète le jour, qu'elle les trouble la nuit ; ne leur donnez pas un moment de relâche ; que, sans vous voir, ils vous sentent à chaque instant. »

J'ai tenu à citer ces lignes, car elles sont suggestives. Sous la Terreur, la persécution s'est étalée au grand jour. Maintenant la manière change. Le grand artifice est de guetter les suspects, d'épier tous leurs agissements pour saisir de proche en proche leurs complices, d'enlacer ceux qu'on veut perdre jusqu'à ce qu'on les tienne à merci, et de ne s'emparer d'eux qu'après leur avoir intercepté tout refuge. L'heure est venue des enquêtes menées dans l'ombre, des écritures qui se surajoutent les unes aux autres, des surveillances patientes et perfides, des procédés qui torturent plus encore qu'ils n'immolent, des iniquités qui, en s'encombrant de témoignages, aspirent à prendre des airs de justice. Le grand agent de persécution, c'est le policier.

Il convenait de désigner un chef qui fût à la fois l'inspirateur et le régulateur de l'esprit nouveau. Le 12 nivôse (2 janvier 1796) un ministère fut créé qu'on appela le ministère de la Police. A cette charge fut préposé Merlin de Douai, l'un des personnages les plus considérables de ce temps ; et l'importance de la fonction se marqua par le rang de l'homme à qui elle fut dévolue.

Désormais, c'est l'inquisiteur qui tient le premier rôle, et le bourreau ne vient qu'après. Il vient pourtant, et son office n'est point aboli. Qu'on lise plutôt la circulaire qu'à la date du 23 nivôse, an IV, le Directoire adresse à ses agents. En ce document, signé Reubell, Larévellière, Letourneur, les directeurs s'élèvent contre les apôtres de la fausse tolérance qu'ils appellent

les corrupteurs de l'esprit public. Ils ajoutent : « Les seules lois, qui doivent être invoquées contre les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion, sont celles de 1792 et de 1793, et notamment celle des 29 et 30 vendémiaire de l'an II de la République. » Puis, après avoir rappelé ces édits de mort, ils poursuivent en ces termes : « Le législateur a rejeté tous les ménagements pusillanimes qui pouvaient laisser quelque espérance aux déportés ; l'indulgence ne fait qu'entretenir la contagion du mal, et il a voulu l'extirper jusqu'à la racine. »

II

C'est, sous une forme à la fois violente et perfide, le retour à la persécution. Seulement, de cette persécution le pays ne veut plus.

La résistance se manifeste à Paris ; mais elle se révèle surtout dans les provinces. C'est là qu'on peut suivre comme à l'auscultation, en se penchant tout près du cœur, les battements de plus en plus réguliers, de plus en plus amples, de la France chrétienne.

Le Directoire entretient hors de Paris deux sortes de fonctionnaires administratifs : les *commissaires nationaux* au chef-lieu de chaque département, puis, à un degré inférieur et au siège de chaque canton, les commissaires dits *commissaires cantonaux*. Les uns et les autres sont les représentants officiels de l'autorité centrale, et, pour ainsi dire, les agents de liaison entre le pouvoir exécutif et les administrations élues. Or, voici que, pendant l'hiver de 1795 à 1796, les commissaires départementaux reçoivent, tantôt par paquets, tantôt par envois successifs, les circulaires ministérielles ou directoriales. Ils les lisent, les relisent, s'en imprègnent, et ils demeurent soucieux : certes ils n'aiment point les fanatiques, et quelques-uns même ont gardé le plus pur esprit jacobin. Mais comme ce langage détonne dans l'aspiration générale vers la paix ! Tout inquiets, ils délient de leurs liasses déjà un peu poudreuses les lois de la Terreur qui semblaient oubliées. En ces lois se répètent avec une monotonie sinistre les mêmes mots : réclusion, transportation, déportation, mort surtout. De plus en plus troublés, ils vont aux administrateurs et, en un silence embarrassé, leur tendent les instructions, les décrets. Ceux-ci lisent à leur tour.

Parmi eux il y a des violents et des modérés, des sectaires et des indifférents, des rigoureux et des indulgents; mais des lèvres de presque tous, la même objection s'échappe : Comment remonter vers la Terreur en un pays qui n'a qu'une passion, la remontée vers l'humanité?

Ainsi se manifeste, au chef-lieu même du département, une première résistance. Quand les objections ne se formulent point ouvertement, elles se traduisent par des doutes, des scrupules, des réticences; de là des mauvaises volontés plus ou moins latentes, des transmissions tardives dans les cantons, dans les communes; de là des commentaires d'une obscurité voulue, d'une tiédeur calculée, qui, tout en commandant apparemment l'obéissance, suggèrent, semblent suggérer l'inertie.

L'inertie, est-il besoin de la souffler? Plus on descend, plus se révèle la répugnance à proscrire. Je consulte les documents conservés aux archives. En une trentaine de départements au moins, les prêtres rencontrent dans les magistrats municipaux des protecteurs et des complices. Les questionnaires arrivent : Y a-t-il des prêtres dans le canton, dans la commune? Combien? Ont-ils refusé le serment? S'ils l'ont prêté, l'ont-ils rétracté? En quels lieux se sont-ils retirés? Quelles mesures ont été prises pour les saisir? Les refus de répondre sont rares. J'en compte neuf dans le département du Tarn, quelques autres ailleurs. Mais ici se montre l'art où excellent les paysans français, celui d'user le zèle à force de patiente lenteur et d'imposer leurs volontés ou plutôt leurs nolontés par une obstruction naïve et rouée, rustique et savante. Ils commencent par se taire; aux premières lettres de rappel, ils feignent la surprise; puis, habilement ménagers de leurs moyens dilatoires, ils invoquent la difficulté des communications, leur inhabileté à écrire, l'absence de formules qui puissent les guider. Que si derechef on insiste, ils se résignent à livrer quelque chose, mais pièce à pièce, un jour le nom, un autre jour les prénoms, un troisième jour la résidence qui, dans l'intervalle, a eu le temps de devenir inexacte. D'autres invoquent leur ignorance. Y a-t-il des prêtres dans le village? Mais ils ne le savent point, ils ne le savent point du tout. Les plus hardis, les plus éclairés dédaignent ces subterfuges : dans notre commune, dans notre canton, disent-ils, nous répondons de l'ordre public; il n'y a point de troubles, les impôts rentrent, il n'y a point de soldats

réfractaires, que voulez-vous de plus? Cependant, il arrive parfois que, tout à l'inverse, un zèle bruyant se déploie, mais si équivoque qu'il est lui-même une des formes de la complicité. A son de caisse, on publie dans les villages qu'on va poursuivre les prêtres, les receleurs de prêtres, tous les séides des fanatiques et que décidément on ne les tolérera plus. Dans le Pas-de-Calais, on donne un nom à ces annonces; on les appelle les *chasses au tambour*. Lentement, dans la journée, on prépare les mandats; le lendemain on les classe, non sans s'être assuré que les victimes ont eu le temps de se cacher; enfin les perquisitions, que, dans certains procès-verbaux, on appelle inopinées, commencent le surlendemain de bon matin.

Les commissaires du Directoire, — commissaires départementaux ou commissaires cantonaux, — tour à tour se désolent, s'indignent ou se découragent. De tous côtés ils se sentent enlacés. Qui recèle les prêtres? Souvent les fonctionnaires eux-mêmes; ainsi en est-il en Artois, en Bretagne, ailleurs encore. On veut interdire les offices religieux. Mais en certains départements, dans l'Yonne, dans le Doubs, il arrive que le lieu où se célèbrent les rites catholiques n'est séparé que par un mur de la salle où siègent les administrations; celles-ci voient les fidèles entrer et sortir, entendent les chants; et, ouvertement, elles tolèrent cette renaissance du fanatisme. En un village de Franche-Comté, on médite d'arrêter un prêtre sujet à la déportation : mais c'est l'agent municipal qui, chaque dimanche, monte à cheval, va lui-même le chercher et, à la tête d'un rassemblement, le conduit jusqu'à la maison où se célèbre le culte. On songe à poursuivre un ecclésiastique comme émigré rentré. Voici que sont produits de faux certificats de résidence. Une enquête est ouverte; mais à qui la confier? A l'agent municipal? Il a un frère émigré. Au juge de paix? C'est lui qui a provoqué les signatures. Au greffier? Il est le fils de l'agent municipal.

Les gendarmes sont-ils du moins plus sûrs? Les plus zélés eux-mêmes servent peu; car le plus souvent ils se renseignent auprès des autorités locales qui, loin de favoriser les enquêtes, s'appliquent à brouiller les pistes. Mais sont-ils tous dociles? Dans les rapports de plusieurs d'entre eux, on devine un zèle médiocre : celui-ci invoque la fatigue ou l'excès de la besogne; celui-là allègue qu'il n'a pas de chevaux ou que ses chevaux

sont déferrés. Les commissaires du Directoire ne sont point dupes et, sous tous les prétextes, démasquent les complicités ; on dit des gendarmes du Puy-de-Dôme : ils font semblant de poursuivre ; de ceux de Saône-et-Loire : ils avertissent les prêtres ; de ceux du Bas-Rhin : ils sont les protecteurs des fanatiques ; de ceux de la Loire : ils sont tout acquis aux Chouans.

De temps en temps quelques arrestations, et alors éclate une joie bruyante. A côté des succès, quels ne sont pas les mécomptes ! Quand les captures ont été opérées, il y a parfois des rassemblements populaires qui délivrent, ou bien encore des conducteurs qui laissent échapper leur proie : ainsi en est-il dans le Haut-Rhin, la Haute-Loire, les Hautes-Pyrénées. Il arrive aussi que, dans les maisons de justice elles-mêmes, les verrous s'ouvrent mystérieusement, poussés on ne sait par qui. « Les prisons sont peu sûres, lit-on en divers rapports. » Un jour, dans le district de Ploermel, un prêtre est arrêté. Il est déposé à la maison de reclusion. Où le retrouve-t-on peu après ? En surveillance dans un château, chez une ci-devant marquise. La surveillance est-elle bien sévère ? Il reçoit des visites, et en particulier celles des officiers municipaux qui prennent parfois leurs repas avec lui. A quelque temps de là, il s'échappe, et, si je suis bien informé, on ne le revoit plus.

Dans les régions officielles, les colères éclatent. Des instructions se succèdent, d'une âpre et comminatoire violence. Surtout on rappelle la loi du 3 brumaire qui punit de deux années de détention les négligences des fonctionnaires. Sous l'aiguillon de la peur, les complicités se dissimulent un peu, et le péril de désobéir provoque une apparence d'activité. Vers les prisons, un certain nombre de fanatiques, prêtres ou complices des prêtres, sont acheminés. Contre les uns et les autres, les poursuites se préparent. Mais alors se dresse une autre résistance, celle des tribunaux.

III

Il faut pénétrer dans l'âme même des juges pour saisir ce qui s'y mêle d'obscurité et de lumière, de faiblesse et de courage, de préjugés et de sagesse. Presque tous sont de couches nouvelles, gens de loi qui se sont substitués aux hauts magistrats de jadis, et qui ne se guérissent pas d'envier, même après

avoir abattu. Pendant la Terreur, la plupart se sont aplatis sous la main des proconsuls, quoique non sans quelques ressauts de révolte. Maintenant, le péril n'étant plus celui de mourir, mais tout au plus celui d'être disgracié, ils s'ingénient à réparer leur conscience avariée, et, si trois ou quatre mauvaises actions leur pèsent, ils s'appliquent à les effacer du souvenir des autres comme de leur propre mémoire. En se retrouvant dans les salles où leurs grands devanciers ont passé, ils se montrent de mœurs toutes changées, comme si quelque chose de l'ancienne gravité judiciaire était demeuré collé aux murs et se plaquait sur eux. Pareillement ils se disent, ils se répètent que l'indépendance était jadis la parure des magistrats et que cette parure est bonne à remettre à neuf, maintenant qu'elle ne coûte plus trop cher. En leur âme renouvelée, ils secouent les restes de peur et, se jugeant bien nantis d'absolutions, ils aspirent à tout, même à être considérés. C'est en cette disposition d'esprit qu'ils reçoivent les dossiers des affaires religieuses. Ils lisent la loi du 3 brumaire et se fixent sur ce terrible article 10 qui, d'un meurtrier trait de plume, ressuscite la Terreur. A cette lecture, ils sursautent. Juges, oui ils le sont, mais non pourvoyeurs de bourreaux. Ils ont jadis, dans leur jeunesse, protesté contre les sévérités de l'ancienne législation criminelle; est-ce pour pratiquer maintenant de pires rigueurs? Ils vont à leur bibliothèque et en tirent les beaux livres qu'ils ont achetés naguère dans les ventes à l'encan des anciens parlementaires; ils s'imprègnent des maximes des philosophes sur le respect de la vie humaine, sur les devoirs de l'homme sensible. Et alors, dans un silence recueilli, pour éclairer leur propre entendement, ils plaident en eux-mêmes la cause de la clémence.

En cet examen, plusieurs considérations générales les frappent.

D'abord, bien qu'ils n'aiment pas les prêtres, ils ne laissent pas que de prendre en pitié leur sort, tant il leur paraît lamentable! S'ils sont demeurés en France, on les déclare passibles de mort, parce qu'ils auraient dû passer la frontière et se déporter eux-mêmes. Si au contraire ils ont obéi et se sont exilés, on les déclare passibles de mort également, si jamais on peut les atteindre, parce qu'on les assimile aux émigrés. A cette implacable rigueur s'ajoute vis-à-vis de tous ces proscrits

l'étrangeté de l'accusation. Pour les perdre, on exhume contre eux la constitution civile du clergé, partie intégrante de la constitution de 1791 depuis longtemps abolie, en sorte qu'une peine (et quelle peine! la peine capitale) se fonde sur la désobéissance à une loi virtuellement abrogée. Puis la constitution de l'an III, tout récemment votée, revient en mémoire. En son titre VIII, elle a déterminé, avec un grand scrupule de détails, la forme des instructions criminelles. Or la Convention n'a-t-elle pas fait par avance œuvre caduque quand, au pied levé, sans débat, au moment de se séparer, elle a ressuscité cette même justice sommaire qu'elle-même venait d'abolir en votant la Constitution ?

Ainsi pensent les juges, décidément assagis. Cependant les dossiers sont devant eux. Les inculpés sont à la prison et attendent d'eux leur destin. Alors, pour être humains, ils deviennent subtils et torturent la loi, afin d'en extraire la pitié.

S'absorbant en leur besogne, ils tentent d'établir des catégories. Si l'inculpé est un prêtre assermenté qui a rétracté son serment, ils recherchent la date de la rétractation ; quand celle-ci est postérieure à l'établissement de la république, ils estiment que la victime peut être soustraite au châtiment; car le seul délit, s'il y en a un, est une infraction à la constitution civile du clergé qui, depuis la chute de la royauté, a cessé d'être loi de l'État. S'il s'agit d'ecclésiastiques rentrés de la déportation, quelques tribunaux imaginent, malgré les circulaires, d'appliquer non l'impitoyable loi du 3 brumaire, mais une loi plus douce, celle du 20 fructidor qui se borne à prononcer le bannissement. Quand les juges désespèrent d'adoucir la rigidité des décrets, ils se mettent en quête de moyens détournés pour éluder la sentence; à un prêtre rentré, on suggère de dire qu'il n'est revenu de la déportation que pour se soustraire à la misère, qu'il n'a pas le dessein de reprendre ses fonctions; d'un autre, on déclare qu'il est « vraiment inepte ; » et de la sorte on échappe à l'embarras de statuer. Que si les autres ressources manquent, un moyen reste, celui de traîner de remise en remise ou d'égarer le dossier. Dans les maisons de détention des prêtres végètent, de condition indécise. Les jours, les mois passent sans qu'on s'enquière d'eux. Nul ne réclame, ni les prisonniers qui sentent que la prison, c'est le salut, ni les commissaires ou les magistrats qui ne peuvent être humains qu'à la condition d'oublier. Cependant

quelques tribunaux, redoutant d'être taxés de négligence, s'enhardissent jusqu'à confesser le motif de leur apparente inertie. Dans la Nièvre, le tribunal criminel laisse pendant plusieurs mois quatre réfractaires dans la maison de justice; comme le commissaire chargé de promouvoir l'action publique s'étonne : « Nous trouvons, répondent les juges, la loi trop rigoureuse, nous attendons une législation plus douce. » Et un peu plus tard, les magistrats de Strasbourg, après une délibération de plusieurs heures, prendront la même résolution.

C'est ainsi que des pratiques, à la fois très irrégulières et très bienfaisantes, tempèrent, en la plupart des cas, le décret du 3 brumaire. Malgré tout, l'affreuse loi subsiste. Il y a, quoique en petit nombre, des tribunaux qui ont gardé le vieil esprit jacobin. Il en est d'autres qui, tout en réprouvant les décrets, les appliquent en instruments aveugles, sans oser les méconnaître ou les tourner. Malgré l'adoucissement des mœurs, il arrive donc que, dans les premiers mois de 1796, l'échafaud se dresse encore en plusieurs villes au milieu du peuple silencieux et atterré. Il se dresse le 15 janvier à Vesoul pour un capucin, le père Grégoire, qui, pendant toute la Terreur, a continué sans les interrompre les fonctions de son ministère. Il s'élève le 12 février à Saint-Omer pour un curé du Pas-de-Calais, l'abbé Ducrocq, qui a été arrêté dans la nuit de Noël en flagrant délit d'apostolat. Entre tous les départements, le plus éprouvé est le Morbihan. Je note une exécution de prêtre le 31 décembre, deux le 3 mars 1796, une autre le 21 mars, trois autres le 22 mars.

IV

Pour combattre la clémence, pour aiguiser la persécution, un homme veillait : Merlin de Douai.

A toutes les époques, il est des hommes, — de second ordre souvent, — qui résument en eux, tant ils en figurent l'empreinte, le régime qu'ils ont servi. Merlin fut un de ces personnages révélateurs. En lui se personnifièrent toutes les laides et mesquines violences qui prolongèrent la Terreur en paraissant la désavouer.

Dans les temps que nous racontons, on le verra passer de la justice à la police, de la police à la justice. En l'une et l'autre charge, il ne changera pas de rôle; et tout son art, à la fois

subtil et perfide, savant et barbare, sera d'extraire des lois l'iniquité.

Les lois, nul ne les connaissait mieux que lui. D'origine modeste, — car il était le fils d'un fermier d'Arleux, aux limites de la Flandre et du Cambrésis, — il avait dû à la libéralité de l'abbaye d'Anchin le bénéfice de l'instruction. Nul n'avait mieux exploité le bienfait. Devenu avocat au Parlement de Douai, il y avait bien vite marqué sa place par la persévérance de son labeur, l'étendue de son érudition, et surtout sa mémoire qui était, disait-on, prodigieuse. Ainsi avait-il atteint la Révolution, en plébéien déjà sorti du rang, mais hanté par l'obsession d'un rang plus enviable ; homme capable du bien, capable du mal aussi, sans beaucoup de préférence, à la seule condition qu'il haussât sa fortune.

Au bailliage de Douai, les électeurs du Tiers-État l'avaient envoyé à l'Assemblée Constituante. Il y avait d'abord passé inaperçu. Il était, nous apprend l'un des contemporains, de taille médiocre, sec, maigre, sans grâce, de voix désagréable. Bientôt, par son savoir vraiment extraordinaire, il avait attiré l'attention. Il connaissait tous les édits, toutes les ordonnances avec leur date, leurs motifs, et les citait de mémoire, ainsi que les arrêts des Parlements. Dès ce moment, il commença à prendre rang, mais sans qu'on sût bien encore ce qu'il était, profond jurisconsulte, homme d'État en germe, ou simple dictionnaire commode à consulter.

Une occasion vint qui acheva de le mettre en lumière. D'un brusque et fiévreux coup de cognée, les Constituants avaient abattu l'arbre de la féodalité. L'arbre abattu, beaucoup contemplèrent la grande ruine, avec un étonnement effrayé de ce qu'ils avaient osé. L'imposant débris gisait à terre sans qu'on sût bien comment en débarrasser le sol, ni surtout comment empêcher que par quelqu'une de ses branches il ne reprît racine. Merlin de Douai survint, qui savait du droit féodal tout ce qu'il fallait pour le conserver et bien mieux encore pour le détruire. A la manière d'un bûcheron, il débita l'arbre tombé ; en le coupant en menus tronçons, il empêcha qu'il revécût jamais ; et grâce à lui, sur la surface déblayée, un nouveau droit put naître qui n'eût à craindre aucun retour offensif du passé.

Inéligible à l'Assemblée législative, Merlin reparut à la Convention. Deux passions maîtresses conduisent les révolutions :

l'envie qui les fait naître et la peur qui les perpétue. On commence par goût de niveler; puis on continue, de peur d'être submergé par la tourbe nouvelle qui monte et qui, à son tour, envie aussi. Merlin avait connu les deux états d'âme. Il avait envié et s'était délecté d'abattre. Il avait abattu l'ancien régime, puis la royauté, enfin le Roi lui-même; car parmi les régicides, il avait été l'un des plus froidement acharnés. Un jour il osa, — c'était en 1793 après la crise du 31 mai, — témoigner sa sympathie aux Girondins proscrits. Du même coup, il se trouva lui-même tout près de la proscription. Bien vite la peur le prit, plus forte que jamais n'avait été l'envie. Il fallait donner des gages. Il ne marchanda point. Il accepta d'être le rapporteur de la loi des suspects. Par là, il se sauva; par là aussi, il se classa pour jamais. Désormais, il était l'homme qui avait donné à la *Terreur* ses lettres de marque et l'avait légalisée.

Terroriste! Il ne l'était pourtant pas, au sens brutalement sinistre du mot. Chez lui, nulle griserie de paroles, nulle subite montée d'humeur sanguinaire, nulle de ces mémorables audaces qui stupéfient presque autant qu'elles indignent. Tout était froid en lui, même ses colères. On se le figure, durant les mois les plus sombres, correct par habitude de vie, formaliste par souvenir de sa profession, associé aux votes scélérats, mais criminel avec gravité et peut-être parfois avec répugnance, perpétuellement attentif à assujettir son masque révolutionnaire juste assez pour paraître complice et n'être jamais victime. Mais qu'un régime nouveau s'établît qui, en affectant de répudier la *Terreur*, se contenterait d'en adoucir les formes, qui se garderait des cruautés trop voyantes et masquerait les violences au lieu de les étaler, qui aimerait mieux étouffer qu'égorger, qui apporterait à compliquer les procédures autant de soins que naguère on en avait mis à les simplifier; qu'un tel régime, dis-je, s'établît, et Merlin en serait tout naturellement le serviteur, en jurisconsulte assez docte pour orner de textes légaux toutes les injustices, et assez dépourvu de scrupules pour ne réprouver aucune iniquité.

Or, tel fut, — au moins en ses pires tendances, — le Directoire. Du Directoire Merlin fut l'agent d'exécution.

Il semblait tout fait pour ce rôle, et ce rôle pour lui. A la république démagogique avait succédé la république bourgeoise : or, cette république était juste à son niveau. Les lois,

en se superposant les unes sur les autres, avaient accumulé d'incroyables obscurités, en sorte que, pour proscrire avec méthode, il ne suffisait pas d'être impitoyable, il fallait en outre être bon juriste. Juriste, Merlin l'était plus que personne; impitoyable, il l'était pareillement. L'heure n'était plus aux exécutions sommaires, mais aux poursuites artificieusement enlaçantes : pour accommoder les décrets, nul n'égalait Merlin. Deux catégories de citoyens semblaient en ce temps-là en marge de toute indulgence : les émigrés, les prêtres réfractaires. Or, Merlin était, autant que personne, consumé de cette double inimitié. Les nobles, aujourd'hui émigrés, il les avait enviés au jour de leur puissance ; par une obstination de haine où l'on aurait pu saisir une survivance d'hommage, il persistait à les envier, même après les avoir abattus. Quant aux prêtres, il avait jadis surpris sur le vif, en son cabinet d'avocat, les avides revendications pour les dîmes, les orgueilleuses rivalités pour les préséances, les âpres procès entre gens d'église pour les honneurs et pour les biens : de là, chez lui, des préventions que ni le temps, ni le spectacle de l'infortune n'ont désarmées. Puis, en son enfance, des collines toutes basses et comme affaissées qui dominent la plaine et les étangs d'Arleux, il a pu contempler les domaines des grands seigneurs ecclésiastiques. Les fermes, les prés, les étangs, les moulins, les bois, tout est à eux; ici, à l'abbaye d'Anchin ; plus loin, du côté de l'Artois, à l'abbaye de Saint-Vast ; tout au Sud, aux archevêques de Cambrai. Et l'envieuse jalousie l'a, lui fils de la terre, mordu au cœur. Maintenant encore, il se redit tout ce qu'on racontait alors sur les dilapidations, les gaspillages, les convoitises, les abus, les vices ; et ces souvenirs gardent toute leur emprise en son âme de paysan qui est devenu bourgeois sans rien oublier.

Oui, l'homme était trouvé, d'autant plus dangereux qu'il aura plus appris. Suivons-le, en cette année 1796, au ministère de la Police et plus tard au ministère de la Justice. Les rapports venus des départements s'accumulent sur son bureau. Le soir, quand les audiences sont finies, il les prend, les compulse, les analyse, en laborieux qu'il est. Il se trouve que presque tous attestent la renaissance religieuse, que presque tous aussi constatent, en face de cette renaissance, l'inertie ou la complaisance des autorités. En légiste méthodique, Merlin classe les dossiers. Voici ceux de la France centrale : dans l'Allier, l'Aveyron,

l'Indre-et-Loire, la vigilance est nulle pour l'exécution des lois contre les prêtres : dans la Corrèze, les rétractations de serment se publient ouvertement : en l'un des cantons du Lot, les autorités ont favorisé, loin de la disperser, une troupe de fanatiques qui tentaient de délivrer un prêtre détenu. Voici maintenant les dépêches venues du Nord : de la Somme, on mande que la loi sur la police des cultes est ouvertement violée : du Pas-de-Calais, on annonce que, dans l'arrondissement de Saint-Pol, les cérémonies cultuelles ont repris. Cependant le ministre déplie un dossier plus gros que les autres, celui de la région de l'Est. Les rapports affluent, venus du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, de la Meurthe, du Doubs, de la Haute-Saône. En tous ces départements voisins de la frontière, on signale le retour des prêtres déportés ; ils reprennent leur ministère, ils sonnent les cloches, ils fanatisent les populations. Combien sont-ils? On l'ignore; mais en une des dépêches arrivées d'Alsace, on affirme qu'ils sont nuée.

Merlin replie ses dossiers. Son âme s'échauffe en une de ces blanches colères dont il est coutumier. En une circulaire du 22 ventôse an IV, il exhale son courroux. Aux termes de cette instruction, les administrations municipales sont tenues de dénoncer tous les ecclésiastiques réfractaires ou rétractés qui résideraient sur leur territoire. Que si elles prétendent qu'il n'en existe pas, elles devront attester l'exactitude de cette déclaration par un certificat négatif que chacun des membres sera tenu de signer. Et ils seront responsables de leurs déclarations sous peine de poursuites personnelles.

Le temps s'avance. Au printemps de l'année 1796, Merlin reprend le portefeuille de la Justice. Et là aussi, les mêmes doléances lui arrivent : dans le Puy-de-Dôme, tous les rites religieux s'accomplissent; dans l'Hérault, les fanatiques sont ouvertement protégés; dans la Haute-Saône, les réfractaires reçoivent asile chez les agents municipaux; dans le Bas-Rhin, les cortèges funèbres s'acheminent comme jadis vers le cimetière avec accompagnement de croix, de cierges, d'enfants de chœur. Cependant l'été a commencé et, en diverses parties de la France, en Alsace notamment, les maisons se parent pour la procession de la Fête-Dieu.

Sous cette résistance tenace, tout ce que Merlin porte en lui de zèle répressif déborde et bouillonne. Il faut d'abord châtier

les autorités complaisantes ou complices. Contre les agents municipaux, les sévérités se manifestent par des destitutions; j'en note surtout en Alsace, en Franche-Comté, en Lorraine. Les rigueurs s'étendent parfois jusqu'aux administrateurs des départements : ainsi en est-il dans l'Allier, la Corrèze, la Drôme, l'Indre-et-Loire, l'Yonne, la Sarthe. Aux destitutions s'ajoutent les menaces de poursuite. Cependant, aux yeux de Merlin, la plus grande faiblesse est celle des juges. Le ministre se fait rendre compte des décisions, en homme à qui n'échappe aucun détail. Il note les compromissions, les indulgences, les ajournements, les pitiés. Par intervalles son courroux ne se contient plus. Un jour il écrit : « La justice se rend d'une façon scandaleuse dans le département du Jura. » Et un autre jour, parlant d'un jugement du tribunal de Strasbourg, il le qualifie de monstrueux.

On a menacé, destitué, poursuivi les protecteurs des prêtres. Quant aux prêtres eux-mêmes, les lois les enlacent au point de les garrotter. Pour détruire tout espoir, il faut maintenant propager les fausses maximes qui, en complétant la persécution, la coloreront de justice. Ici se déploie cette science funeste qui n'a approfondi le droit que pour le corrompre plus sûrement. Tout d'abord, le grand art est d'entretenir ou de réchauffer la profitable calomnie qui représente tout fanatique comme un artisan de complots contre la République, comme un suppôt du royalisme : donc, nulle liberté pour le prêtre parce qu'il est conspirateur; et pourquoi est-il conspirateur? parce qu'il est prêtre. Les philosophes du dix-huitième siècle, en leur humaine tolérance, ont proclamé que quiconque accuse doit prouver son accusation : désormais l'effort est d'introduire une pratique contraire et d'imposer au prêtre réfractaire la charge de prouver qu'il n'est pas déportable. Les mêmes philosophes se sont ingéniés à restreindre les sévérités, à vanter au contraire la clémence : une autre doctrine prévaut qui appelle justice une répartition uniforme des rigueurs. Le poison du sophisme étant ainsi dilué, on lancera contre les insermentés les gendarmes, les soldats, les gardes nationaux, tous bien avertis des dangers de la tiédeur. Dans le même temps, en chaque canton, on disciplinera pour la délation tout le vieux résidu jacobin; car ce Merlin aime l'espionnage comme un mauvais prêtre l'inquisition, et en toutes violences il se complaît, hormis peut-être celles qui tuent.

V

Réussira-t-il à enchaîner les consciences qui aspirent à se libérer? S'il ne considère que les pouvoirs publics, il peut espérer le succès. Dans le Corps législatif divisé en deux Chambres, le *Conseil des Cinq-Cents*, le *Conseil des Anciens*, les Conventionnels se sont, par une sorte de glissement frauduleux, transfusés, comme on l'a dit, jusqu'à concurrence des deux tiers. Or, les plus influents parmi les *Cinq-Cents* semblent tout d'abord décidés à perpétuer, en matière religieuse, la servitude. Et ils ne tardent pas à manifester leurs dispositions, car le 17 floréal an IV (23 avril 1796) sur l'initiative du représentant Drulhe, ils adoptent une *résolution* qui impartit aux prêtres déportables un délai de vingt jours pour quitter la France ; passé ce temps, ils seront assimilés aux émigrés, c'est-à-dire passibles de mort.

Ce vote semblait consacrer la politique persécutrice. Et pourtant on touchait à l'heure où, dans le vieux bloc Conventionnel, allaient se creuser, avec une rapidité inattendue, les premières fissures.

Quatre jours après le vote de la motion Drulhe fut divulgué le complot communiste de Babeuf. Décidément, le seul péril n'était pas le péril clérical. L'ancienne majorité Conventionnelle, perpétuée dans le Corps législatif, formait une oligarchie à la fois violente et faible, prompte à persécuter, prompte aussi à trembler. Sous la menace anarchiste, elle s'amollit légèrement, très légèrement, vis à vis des fanatiques : de là quelques mesures de détail où se révélait une conduite un peu moins vexatoire.

Ce fut dans le *Conseil des Anciens* que se marqua le retour vers la tolérance. Cette Assemblée se piquait de bonne tenue, de modération surtout, et bien qu'elle ne différât de sa voisine que par les conditions d'âge, elle mettait une sorte de coquetterie à se distinguer d'elle, à ne pas se réduire à un rôle d'enregistrement, à figurer au contraire une Chambre haute, chargée de tempérer et de contenir. Quand la motion Drulhe lui fut transmise pour qu'elle la convertît en loi, les critiques éclatèrent. Le rapporteur choisi fut Portalis. C'était un avocat provençal, très réputé pour sa sagesse, sa raison, son savoir, et qui avait un mérite, assez rare dans toutes les Chambres législatives, celui de ne parler que des choses qu'il connaissait. Ce fut à lui

qu'il appartint d'abattre l'œuvre malsaine élaborée au Conseil des Cinq-Cents, et il l'abattit si bien que, sous l'influence de sa parole, la *résolution* fut rejetée.

Les *Cinq Cents* s'indignèrent; tout en s'indignant, ils réfléchirent. Contre la politique sectaire, ils voyaient nettement le pays se dresser. Les modérés, c'est-à-dire les membres du *tiers* librement élus, reprirent courage. Pendant trois mois, par une série d'attaques partielles, ils battirent en brèche la législation antireligieuse et, favorisés par le courant de l'opinion, parvinrent à conquérir sur les lisières des partis d'importantes adhésions. Enfin le succès couronna leurs efforts. L'article 10 de la loi du 3 brumaire an IV fut abrogé. C'était pour les catholiques une mémorable victoire; et décidément, dans la chaîne de la persécution, les anneaux se desserraient.

VI

Y a-t-il encore une législation sur les cultes? Les plus exercés des juristes n'auraient pu le dire. En effaçant le terrible article 10 qui ordonnait d'appliquer les lois de 1792 et de 1793, a-t-on aboli ces mêmes lois? Tout est indécis, les textes, les gloses, les pensées elles-mêmes. Le Directoire se fixe dans la jurisprudence la plus rigoureuse et s'obstine à perpétuer la persécution. Les membres des Conseils demeurent un peu flottants, tantôt reconquis par leurs préjugés, tantôt pénétrés de souffles plus généreux. Les fonctionnaires sont de plus en plus perplexes, les juges de plus en plus enclins à absoudre. Quant au pays, en son immense majorité, il n'a qu'un désir : la paix.

Ces menaces toujours suspendues et ces infiltrations de plus en plus larges de tolérance, tout cela créait aux catholiques un sort précaire, mais plein d'espérances. Ils pourraient beaucoup, à la condition d'oser beaucoup.

Ils osèrent. A travers la servitude, ils discernèrent l'affranchissement; surtout ils feignirent de se croire libres, ce qui est souvent le meilleur moyen de le devenir.

A l'aide des documents contemporains, on assiste, on croit assister à cette renaissance.

C'est dans les petites villes, c'est dans les campagnes qu'on peut surtout l'étudier. Là-bas, on voit se réunir, en un jour de dimanche, des fermiers, des métayers, des laboureurs, des tisse-

rands. Ce sont en général les anciens fabriciens. Si les archives de la cure n'ont pas été détruites, ils en exhument le cahier des délibérations et, comme si rien ne s'était passé, reprennent séance. On possède encore quelques-uns de ces registres. L'objet principal est la reprise de l'église, puis le culte à pourvoir, les enfants à catéchiser. Il faut aussi, dans le conseil de fabrique, combler les vides; car beaucoup manquent ou, comme dit le procès-verbal d'une des paroisses de l'Anjou, « ont disparu dans les malheurs de la Révolution. »

On réclame l'église. L'obtient-on toujours? Il semble que les sanctuaires les plus importants sont réservés au culte constitutionnel. Même quand on réussit, la tristesse est grande par le délabrement des lieux saints et par les impiétés dont ils portent la trace. Le plus souvent la toiture laisse passer la pluie; les vitraux sont brisés, les autels saccagés, les tentures déchirées, les confessionnaux mutilés, les statues décapitées, les croix abattues. Parfois l'autorité militaire a pris possession de la nef ou des bas-côtés : telle église sert de magasin à fourrage, telle autre d'entrepôt pour les vins, une troisième est encombrée de sacs de farine, une quatrième de harnais, une cinquième de viandes salées. Doit-on s'attrister ou se réjouir? Peut-être cet emploi tout profane, en figurant un aspect d'utilité publique, a-t-il préservé le temple de l'entière destruction.

Avec ardeur on déblaie, on approprie et, aussi bien que l'on peut, on dissimule les traces des récentes profanations. Maintenant il faut, pour le culte, des prêtres. On trouve des vieillards échappés par grâce aux maisons de réclusion ou bien de tout jeunes hommes nouvellement ordonnés et que la police ignore. Entre les deux, il y a les ecclésiastiques qui n'ont pas rempli de fonctions publiques et que le serment *liberté-égalité* a protégés contre la proscription. Quant aux prêtres déportables qui ne peuvent se prévaloir ni d'aucun serment, ni d'aucune promesse, ils se montrent ou se terrent, suivant les retours de la tolérance ou les montées de la persécution; c'est qu'en dépit des votes des Conseils, leur sort demeure plein de périls, et sauf dans les régions où les autorités sont visiblement complices, ils ne célèbrent qu'en secret les mystères divins.

Ces communautés de fidèles sont pauvres autant que jadis elles furent riches. Un grand souci est de pourvoir à cette indigence. Dans les spoliations révolutionnaires, le pillage a été

désordonné plutôt que méthodique; on a saccagé plutôt que volé : ainsi arrive-t-il que beaucoup de choses jugées perdues se retrouvent, à la manière de ces débris intacts qui gisent dans les cendres d'un incendie éteint. Puis des chrétiens dévoués ont racheté dans les ventes quelques parties du mobilier sacré; les voici qui, tout joyeux, rapportent, tantôt une statuette, un émail, un ivoire, tantôt un reliquaire, une bible, une image sur vélin; et de la sorte, commence à se regarnir, mais bien petitement encore, cette riche maison que fut jadis l'église. On se meuble pièce à pièce, comme ferait un ménage modeste, mais bien ordonné. On n'a pas d'ornements sacerdotaux : une femme pieuse en brodera. On manque de linge d'autel : un « citoyen qui veut rester inconnu » en offre, « à charge qu'on dise des messes pour feu son père. » L'exemple est contagieux, et un autre apporte un gobelet ainsi que quelques couverts qu'on échangera chez un orfèvre contre un calice. Les chaises, les bancs font défaut : on les loue en un établissement voisin. La Toussaint approche : on achète quelques tentures noires. Voici la semaine sainte : l'un des paroissiens prête des étoffes blanches et rouges pour le tombeau du Jeudi-Saint; puis, quand Pâques arrive, il refuse généreusement de les reprendre. Cependant les brocanteurs deviennent fort attentifs. Ils ont empilé pêle-mêle, sans soin, au fond de leur boutique, comme choses surannées ou de valeur vile, les plumes des dais, les flambeaux d'autels, les crucifix, les évangéliaires; maintenant, ils époussettent, ils classent, ils nettoient, ils restaurent. Surtout, ils haussent leurs prix, tant ils sentent que la faveur revient à tout ce que longtemps on a bafoué ou profané.

Quand le temple a repris un aspect décent, on s'avise que la tâche n'est qu'à moitié remplie. On a dû réparer la toiture, rejointoyer les pavés, consolider les portes; et les notes arrivent des maçons, des couvreurs, des menuisiers. En outre, le clergé est sans ressources, et il est nécessaire qu'on l'aide à vivre. La première impression est celle de la surprise, tant la tradition s'est gardée d'une société religieuse dotée de biens immeubles ou alimentée par le revenu des fondations! Bientôt on secoue la vision du passé pour ne regarder que le présent. Ceux qui ont provoqué la réouverture de l'église se réunissent de nouveau. Conseil de fabrique! ils l'ont été jadis. Ils le redeviendront, avec des attributions plus actives et sous la forme d'associations

cultuelles. Il faut pourvoir aux besoins journaliers sans aucune dotation permanente, car la loi du 3 ventôse les interdit : de là l'idée du denier du culte. Il s'organise et se perçoit de manières très diverses. A Paris, on établit des cotisations : la mode s'en mêle, et si nous en croyons l'un des contemporains, « les libertins donnent comme les autres. » En certaines villes on sollicite à domicile les offrandes des fidèles : c'est ainsi qu'à Orléans, les rapports de police dénoncent des « femmes pompeusement parées » qui vont de maison en maison et quêtent pour les frais du culte catholique. Dans les campagnes, on peut noter parfois la restauration d'une dîme toute volontaire : ainsi arrive-t-il en l'une des communes de l'Anjou, où les anciens fabriciens établissent une perception en blé pour l'entretien du culte. Ailleurs, une sorte de pacte intervient entre le curé et ses paroissiens : à Saint-Donatien, dans la Loire-Inférieure, les notables assurent au prêtre, pour prix de ses services, 1 200 livres, le logement, l'entretien du linge d'autel. En l'une des paroisses du Gard, les fidèles calculent par le menu les besoins de leur pasteur en salmées de blé, en cannes d'huile, en viande, en vin, en vêtements. Puis ils se cotisent pour l'acquittement de la somme qui est de 539 livres. Le budget est modeste. N'est-il pas encore trop lourd? Si je suis bien informé, plusieurs, au bout de peu de temps, refusent d'y participer, les uns parce qu'ils redoutent « qu'on mette des garnisaires chez eux, » les autres « parce qu'ils craignent de manger leur bien. »

VII

Ce n'est pas sans quelque embarras que je poursuis ce tableau. Tout renaît en même temps par une inspiration spontanée; mais ce mouvement, par cela seul qu'il est spontané, comporte toutes sortes de variétés. L'aspect diffère de région à région suivant le nombre des prêtres, le tempérament du peuple, et le courant plus ou moins intense de la vie religieuse qui renaît.

Qu'on regarde vers l'Est de la France. En Lorraine, en Alsace, dans les régions montagneuses de la Franche-Comté, du Dauphiné ou de la Savoie, beaucoup de prêtres. C'est que, sur les indices d'une politique plus humaine, beaucoup de déportés, fixés en Suisse ou au bord du lac de Constance, se sont

infiltrés à travers la frontière. Ils sont rentrés furtivement, timides jusque dans leur audace, ne sachant pas bien ce que leur réserve de mécomptes ou de consolations la terre natale. D'abord ils se sont cachés, disant la messe dans une cabane de pâtre, dans une maison écartée. On a appris leur retour; vers eux se sont tendues des mains amies. Au déclin du jour, des paysans, des bourgeois sont venus, avides de se décharger de leurs fautes et d'en obtenir le pardon. Nul bruit de poursuite, nul indice de recherche ou de délation. Alors ces hommes, depuis si longtemps hors la loi, se sont affermis dans leur espérance. Ils se sont hasardés en plein jour. « Dans une grange, écrit l'un d'eux, nous osâmes chanter, à l'exposition du Saint-Sacrement et à la bénédiction. » On leur indique les malades; ils vont les visiter; aucune embûche sur le chemin, mais des visages joyeux qui les reconnaissent et les saluent. Cependant, une association de fidèles a réclamé tantôt l'église, tantôt un oratoire. Ils s'y glissent; ils y célèbrent d'abord une messe basse, ensuite une messe chantée. La chaire est là qui a été dégradée, non détruite; ils y montent, commencent d'un accent un peu tremblant, puis s'affermissent au son de leur propre voix. Un jour, ayant rencontré des enfants, ils les rassemblent, leur parlent de Dieu, et ne les congédient qu'après avoir décidé de les réunir de nouveau. Un autre jour, avec quelques feuilles volantes, grossièrement rattachées, et qu'on peut au premier signe anéantir ou dissimuler, ils reconstituent le registre paroissial. Et voici que, grâce à eux, tous les fragments du coutumier chrétien se rejoignent et pour ainsi dire se ressoudent. Ils confèrent les baptêmes, célèbrent les mariages, administrent les mourants, bénissent les cercueils. Il y a bien quelques alertes : un jour on a vu les gardes-nationanx; un autre jour on a entendu, cru entendre sur le pavé de la route les chevaux des gendarmes. Et, en effet, quelques rapports se rédigent qu'on retrouve aujourd'hui aux archives. On y lit que les prêtres sont tout-puissants, que dans tel canton d'Alsace, comme le canton de Benfeld, le culte s'exerce publiquement, qu'à Guebwiller les insermentés ont deux grandes églises, que le jour de la Saint-Blaise, en un lieu de pèlerinage près de Dalhenheim, dix prêtres ont dit la messe. Mais les autorités locales sont indécises. Qui doit-on écouter? Le Directoire et le ministre de la Justice Merlin qui commandent les rigueurs? Les

Conseils qui, sans abroger expressément les lois de persécution, les ont désavouées? A tout hasard, on consulte les juristes : ceux-ci demeurent eux-mêmes perplexes. Ne sachant que résoudre, pressentant une ère nouvelle, une législation nouvelle aussi, ils conseillent d'attendre ; en effet, le plus souvent, on surseoit, et le sursis, c'est la prolongation de la liberté.

En Alsace et sur la frontière de l'Est, les prêtres rentrent. Dans la région cévenole, c'est-à-dire le Velay, la Lozère, la Haute-Auvergne, beaucoup ne sont pas partis. Même aux jours les plus sombres, ils se sont efforcés de poursuivre leur ministère. Quelle n'est pas aujourd'hui leur confiance! La profession d'une même foi, l'endurance des mêmes périls, le même ferme propos de fidélité, les mêmes habitudes de vie simple et rude, tout les a unis au peuple. Et maintenant ils secouent toutes les entraves. Les dénonciations apeurées qui arrivent au Directoire révèlent leur empire : on y lit que les réfractaires officient partout; ils ne disent pas seulement des messes basses en des oratoires plus ou moins secrets, mais des grand messes; il y a sermon; il y a chant, orgue, sonneries de cloches même; souvent les magistrats sont présents. Ainsi parlent les délateurs, et ils ne savent pas tout. Au mois de juin ont été célébrées, en une commémoration intime, mais plus fervente qu'aucune solennité fastueuse ne le fut jamais, les fêtes jubilaires en l'honneur de Notre-Dame du Puy; et il n'y a pas une cabane de la montagne où ne se soit allumé un cierge pour la Vierge miraculeuse. L'ambition n'est pas seulement de maintenir la foi, mais de la perpétuer. Même au plus fort de la Terreur, des jeunes hommes se sont rencontrés qui aspiraient au sacerdoce. Maintenant ils cherchent qui les consacrera à Dieu. L'évêque du Puy, M. de Galard, est à Saint-Maurice, dans le canton du Valais. C'est vers lui que les jeunes gens se dirigent. Avant de leur conférer les saints ordres, le prélat leur adresse ces seules paroles : « Je ne veux d'autre preuve de votre vocation que votre dévouement à accomplir le voyage qui vous a conduits jusqu'ici. » Les nouveaux prêtres reviennent en leur pays, à pied, par des chemins détournés, attentifs à éviter les mauvaises rencontres; car l'accalmie n'est pas telle qu'il n'y ait danger, — et même danger terrible, — à revenir de l'étranger après avoir visité un évêque émigré. C'est seulement quand ils ont franchi les limites du Velay qu'ils osent avouer le but de leur

voyage et leur caractère sacré. Aussitôt on s'empresse, on sollicite leurs secours spirituels, et à tel point qu'ils doivent, d'après le témoignage de l'un d'eux, demeurer cinq heures au confessionnal. Puis tout le monde les entoure d'attentions et leur offre des vivres. Cependant, quand ils demandent un gîte, on se trouble, on balbutie, on se dérobe. C'est qu'on se rappelle l'horrible loi sur le recel, les sentences plus horribles du tribunal du Puy; et, à ce souvenir, un petit frissonnement de peur secoue ces vaillants montagnards inaccoutumés à trembler.

Les provinces de l'Ouest se sont naguère soulevées pour leur foi. Comment ne tiendraient-elles pas une place à part entre toutes les populations fidèles? Par malheur, une grande pénurie règne : celle des prêtres. Ceux du Poitou ont été déportés en Espagne, ceux de Bretagne en Angleterre. Parmi ceux qui étaient restés, beaucoup ont été noyés, fusillés, massacrés, guillotinés. Plusieurs se sont mêlés à la chouannerie; car là-bas le clergé a deux ennemis : les jacobins ardents à le calomnier, les royalistes ardents à le compromettre. Mais partout où le culte se rétablit, la foule se porte. Des signes non équivoques marquent l'ardeur de la dévotion publique. Vers la fin de l'été 1796, on voit, dit un rapport de police, des paysans qui se rendent nu-pieds au lieu où des calvaires ont été autrefois plantés; ils en rassemblent les débris et longuement demeurent agenouillés sur l'emplacement profané. Tel est le spectacle dans le Bocage Vendéen, tandis que, de l'autre côté de la Loire, à l'époque du pèlerinage annuel, de longues files toutes recueillies s'acheminent vers Sainte-Anne-d'Auray. Comme au pays cévenol, plusieurs, en dépit des périls à peine conjurés, et peut-être à cause de ces périls, aspirent au sacerdoce : « Je vous préviens qu'il se fait en Vendée beaucoup d'élèves en prêtrise, » écrit l'agent national de Clisson au commissaire du département. Et celui-ci de répondre : « Ce qui se passe dans votre canton pour la fabrique de nouveaux prêtres se pratique en beaucoup d'autres. » Puis il ajoute : « La pieuse fainéantise trouvera toujours des prosélytes. » Cependant un zèle tenace pour le service de Dieu suggère, en l'absence du curé, tout un cérémonial laïque. A Herbignac, un tailleur d'habits récite dans l'église les offices; on note une coutume pareille à Saint-Nazaire, à Escoublac. En Poitou, il arrive en certaines communes que le plus ancien de la paroisse préside aux

prières publiques : avec ceux qui savent chanter, il chante l'*Introït*, le *Kyrie*, le *Gloria;* il lit en français l'épître, l'évangile; il annonce les fêtes, les abstinences, les jeûnes; il célèbre les baptêmes. Parmi les patriotes, le plus grand nombre s'alarme ou s'irrite. Quelques-uns, plus profonds ou se croyant tels, loin de s'attrister, se réjouissent. Ils voudraient que, loin de combattre ce culte laïc, on l'encourageât : on pourrait, disent-ils, s'y mêler, le dénaturer peu à peu, y introduire par degrés les enseignements républicains; de la sorte, tout doucement, sans éclat, par transformation habilement ménagée, on déposséderait l'église dans l'église même; et le prêtre, quand il reviendrait, la trouverait confisquée au profit d'autres que lui.

On se lasserait à marquer, tant elles sont variées, les formes de cette renaissance.

En certaines paroisses isolées et loin des grands centres, le culte reprend à petit bruit, avec une double complicité, celle des populations qui favorisent, celle des autorités qui feignent d'ignorer. Un prêtre a reparu. Était-il astreint ou non au serment constitutionnel? A-t-il prêté le serment *liberté-égalité* ou souscrit la promesse du 11 prairial? S'est-il, au contraire, soustrait à tout engagement? Les lois qui se sont surajoutées les unes aux autres ont créé une telle confusion que souvent on ne distingue pas bien; et peut-être, tout compte fait, aime-t-on autant ne rien savoir. Si le prêtre peut compter sur quelque ami sûr, il rouvre l'église, et avec une audace tranquille; car, en ce temps de législation équivoque et obscure, le meilleur moyen de conquérir la sécurité, c'est de paraître ne rien craindre. Il ne manque pas de communes, — par exemple dans le Calvados, — où le presbytère n'a pas été aliéné. En veine de hardiesse, le nouveau venu s'y établit. Le lendemain, il y transporte quelques meubles; le surlendemain, il commence à tailler les arbres, à tondre la haie, à bêcher les plates-bandes; et à le voir installé en ces lieux comme chez lui, on ne doute point qu'il n'ait le droit d'y être. Et voici que, sans étalage, sans clandestinité non plus, tout se recommence par une sorte d'accord tacite que personne ne proclame, que personne ne conteste non plus. Chose digne de remarque! C'est le plus souvent dans les pays de foi un peu molle qu'on note ces discrètes restaurations : en effet, dans ces régions, le fanatisme

étant moins allumé, les jacobins sont moins en éveil : de là une chance, celle que la pieuse usurpation passe inaperçue.

Ailleurs l'évolution s'accomplit d'une façon plus insensible encore. Qu'on se figure une commune dont le curé a, en 1790, prêté le serment constitutionnel. Il a continué ses fonctions, sans que ses paroissiens, d'esprit peu averti, remarquassent un changement. La *Terreur* est venue. Il s'est terré : puis, à la première accalmie, il a reparu. Or, il se trouve que, sous la lumière des grands crimes, il s'est ravisé, a reconnu ses fautes, s'est secrètement rétracté. Ses paroissiens ignorent le désaveu, ou, s'ils le connaissent, se gardent de rien ébruiter. Aux yeux de l'autorité, il n'est point suspect, étant jugé prêtre civique et purgé de fanatisme. Donc, il continue le culte très décemment, sinon héroïquement, et désormais en parfaite orthodoxie comme en parfaite sécurité. Cependant on remarque qu'il devient fort discret sur les événements de la Révolution, qu'il ne parle plus du tout de l'évêque intrus, qu'il accomplit des pénitences inaccoutumées, qu'à la messe il prie très spécialement pour le Chef de l'Église. Et un jour, un jacobin le dénonce au Directoire départemental, parce que, dit-il, aux oraisons habituelles, une autre oraison s'est ajoutée « pour le citoyen italien qu'on désigne sous le nom de pape. »

Çà et là, un peu au hasard, par des initiatives obscures et isolées, toute la vie chrétienne se ranime. A Lyon, on voit se créer ou se restaurer toute une série d'associations : association dite des *Jeunes Amis*, qui groupe les jeunes catholiques ; association dite des *Filles charitables*, pour l'instruction des enfants ; association dite des *Visiteurs des malades*. Dans l'Ardèche, des religieuses Ursulines se réunissent en un château appartenant à l'une d'elles, le château de l'Hermuzière, et y reprennent tous les exercices de leur règle conventuelle. Dans le Gard, un capucin, le Père Chrysostome, réussit à reconstituer dans la paroisse qu'il dessert quelques-unes des anciennes confréries. Dans la région montagneuse du Tarn, au canton de Massals, quelques ecclésiastiques se rassemblent pour faire, dit un rapport de police, « ce qu'ils appellent une retraite : » on s'informe, flairant un complot ; mais on s'assure « qu'ils n'ont pas parlé de révolution. » Je note ces menus faits, les jugeant suggestifs ; mais combien n'en recueillerait-on pas d'autres ! En même temps, de nombreuses rétractations de serment recomposent,

pièce à pièce, l'unité religieuse brisée : de 1795 à 1797, on en compte plus de trois cents pour le seul diocèse de Besançon. Cependant, d'autres prêtres existent, bien plus coupables; ce sont ceux qui ont jadis, sous la contrainte ou la peur, abjuré leur état. En divers départements, les Vosges, la Côte-d'Or, l'Ille-et-Vilaine, la Haute-Garonne, plusieurs d'entre eux s'adressent aux administrations locales et demandent qu'on leur restitue leurs lettres d'ordination que jadis ils ont livrées. « Ce n'était qu'un dépôt, prétendent-ils, et qui doit leur être rendu. » Puis ils se retournent vers leurs supérieurs ecclésiastiques. Les uns s'excusent : ils ont cédé à la pression des représentants du peuple; les autres, estimant que la *Terreur* est bien finie, jugent l'heure venue de se montrer très fermes et parlent même « de défendre leur foi jusqu'à leur dernier soupir. » Le christianisme puisera-t-il beaucoup de forces en ces revenants de l'apostasie? Il serait téméraire de l'affirmer. Mais ce renouveau de hardiesse en des âmes naturellement débiles marque, par un signe de plus, l'influence religieuse qui se raffermit et la liberté qui se reprend.

VIII

Elle se reprend, mais non sans à-coups. Aux espoirs qui soulèvent les âmes se mêlent toutes sortes de soucis.

Quelque terrain que les catholiques aient gagné, leur sort demeure un peu précaire. Ils ont obtenu, ici des églises, là des oratoires. S'y sentent-ils possesseurs incontestés? Une opinion règne, celle que les édifices religieux peuvent servir à tous les usages, à la manière de maisons banales où chaque locataire passe, laissant sa marque. Que les pouvoirs publics soient en peine d'emplacement favorable pour une solennité civique, une cérémonie funèbre ou bien encore pour les fêtes décadaires; et avec une inconscience tranquille, sans souci des autorisations ou des contrats, ils emprunteront l'église, quitte à la restituer le lendemain.

Grande a été la joie de la demi-sécurité reconquise. Maintenant, par un retour bien humain, on calcule, non ce qu'on a secoué d'entraves, mais ce qui subsiste encore de servitudes. De là des constatations attristées, parfois des impatiences. Même en dehors des églises, le prêtre se sent surveillé. Aux archives, les

dossiers subsistent encore : celui-ci correspond avec les agents du Pape ; celui-là pousse aux rétractations de serment ; un troisième a annoncé avec affectation la fête de Saint Louis ; un quatrième officie dans un oratoire particulier en présence de trente personnes au moins. Ce n'est pas tout. Les desservants des paroisses sont réduits à ne noter qu'en cachette les baptêmes, les mariages, les décès. Quiconque relève un calvaire s'expose, si les autorités locales sont malveillantes, à être emprisonné. Les offrandes pour le culte, si elles se versent à des époques régulières, doivent se dissimuler ; autrement, on les considérerait comme des taxes ; et, à ce titre, elles seraient contraires à la loi. Au fronton des édifices sacrés, aucune inscription ; au dehors, nul cérémonial, pas même ces cortèges traditionnels qui jadis accompagnaient les morts jusqu'au lieu des sépultures. Aux regrets s'ajoutent les embarras. Parmi les prêtres, il y a les héroïques, mais il y a aussi les faibles, les intransigeants, les inconsidérés. Or, des évêques émigrés, n'arrivent que des instructions intermittentes, souvent accueillies avec défiance, tant elles portent la marque des jugements passionnés ou des illusions de l'exil. Cependant, l'un des principaux sujets d'anxiété dérive des serments. Depuis le serment à la constitution civile, le pouvoir séculier a entrepris trois fois de lier le clergé par des engagements. La loi du 26 août 1792 a imposé le serment *liberté-égalité*. La loi du 11 prairial an III a subordonné l'exercice public du culte à une promesse de fidélité. Enfin, la loi du 7 vendémiaire an IV a imaginé une autre forme d'adhésion qui consistait tout ensemble en un hommage à la souveraineté du peuple et en une reconnaissance de la république. Ces actes de soumission sont-ils légitimes ? En France et à l'étranger, la question est discutée avec une ardeur passionnée, et à tel point qu'on peut craindre par intervalles que de petites Églises ne se forment dans l'Église fidèle elle-même.

Il importait que l'esprit de charité tempérât ces querelles, que les disputes ne fussent pas déchirements, et surtout qu'on se gardât de toute intransigeance inopportune. A cette tâche plusieurs travaillèrent : tel surtout l'abbé Émery.

Il faut bien marquer la physionomie de ce prêtre ; car il fut en ce temps-là, le principal ouvrier de la Restauration chrétienne.

La Révolution l'avait trouvé supérieur général du séminaire et de la congrégation de Saint-Sulpice et tout paré de sagesse,

de science, de vertu. Quand la rigueur des lois avait entravé son ministère jusqu'à le rendre impossible, il s'était, non sans cruel déchirement, séparé de ses collaborateurs et de ses disciples. On a gardé les derniers conseils qu'il leur adressa : « Soyez, leur dit-il, hommes de prière, évitez l'oisiveté; usez de la plus grande discrétion dans les maisons où l'on voudrait bien vous recevoir : ne laissez échapper ni plainte ni murmure contre les auteurs de nos maux. Deux choses, avait-il ajouté, doivent nous remplir de consolation et de joie : la première, c'est que nous ne souffrirons que pour obéir à Dieu; la seconde, c'est qu'aucun membre de la compagnie de Saint-Sulpice n'a trahi sa conscience. »

Demeuré presque seul dans les bâtiments du séminaire qu'allait occuper le comité de la section du Luxembourg, l'abbé Émery avait recherché dans quelle voie il pourrait le mieux servir. Quelques-uns de ses prêtres étaient jadis partis pour Baltimore, afin d'y fonder un séminaire. Son esprit pénétrant, habitué à voir juste et loin, lui découvrit quel pourrait être, en ce pays neuf, l'avenir du catholicisme : de là, la pensée d'un apostolat en ces régions lointaines. Ce fut, chez lui, un dessein ardemment caressé, et auquel il reviendra plus d'une fois, mais que sur l'heure il écarta. Il eût pu, en des jours prospères, abandonner son église et son pays. Le pouvait-il quand la France semblait le lieu d'élection pour souffrir et pour mourir?

Donc il resta, et l'heure vint bientôt de souffrir. Le 19 mars 1793, il fut incarcéré, puis libéré dix jours plus tard. Le 13 juillet, il fut arrêté de nouveau. Cette fois, la captivité dura quinze mois. Chez lui nul étalage de stoïcisme, nulle affectation d'indifférence, mais une double force puisée dans une entière maîtrise de lui-même et dans un entier abandon à Dieu. Transféré à la Conciergerie, il put croire à plusieurs reprises qu'il touchait à son dernier jour. Avec une sévère discipline, il se fixa, une fois pour toutes, dans une sereine acceptation de la mort. Ayant ainsi dompté la crainte, il distribua ses journées comme il l'eût fait dans la plus paisible des demeures. Avec une parfaite liberté d'attention, il entreprit de longues lectures, particulièrement celle de saint Thomas d'Aquin. Dans le recueillement de sa captivité, il s'exerça à l'oraison, et pria comme jamais il n'avait prié. Il n'est point d'existence si austère qu'elle ne doive se mêler de délassements; dans la méthodique répartition de son

temps, le prisonnier n'oublia rien, même le repos. Ce repos d'ailleurs n'était point stérile, mais si rempli de sages entretiens qu'il devenait une manière d'apostolat. Ceux qui furent les compagnons de l'abbé Émery, soit à la maison du Plessis, soit à la Conciergerie, se sont rappelé sa gravité mêlée d'enjouement, son humeur toujours égale, son onction pénétrante, son art consommé pour s'introduire dans les âmes et en prendre par degrés possession. Au séminaire Saint-Sulpice, il avait été *le supérieur;* il semblait qu'il le fût encore, non par aucun des dons brillants qui conquièrent, mais par une autorité douce qui s'imposait tout naturellement, tant elle représentait la raison! De cet ascendant il ne s'était servi que pour le ministère sacré, et beaucoup de ceux qui avaient péché lui durent, à leur dernière heure, le retour à Dieu.

Le 25 octobre 1794, l'abbé Émery fut élargi. Il s'imposa, quand il fut libre, la même discipline qu'il avait observée dans ses jours d'emprisonnement. Après un assez long séjour à Gex, son pays natal, il s'établit rue d'Enfer, en un logis modeste jusqu'à la pauvreté. Là il vécut seul, sans domestique, préparant lui-même ses repas, et en une austérité qui confinait à l'ascétisme. Il sortait peu et, suivant la coutume du temps, en habits laïcs; sa taille médiocre, son apparence plutôt chétive, son maintien effacé, tout concourait à ce qu'il passât inaperçu; et avec un continuel calcul, il s'appliquait à garder cette obscurité, non par crainte pour lui-même, mais par souci de ne pas compromettre ceux qui allaient à lui.

C'est qu'à la porte de sa demeure, — je dirais volontiers de sa cellule, — beaucoup venaient frapper. On n'ignorait pas qu'en lui se réunissaient le savoir qui éclaire, la sagesse qui guide à propos, la modestie qui ne s'attribue rien indûment, la discrétion qui ne trahit jamais. Une idée maîtresse dominait ses avis, celle qu'il fallait à tout prix garder assez de prêtres pour que le culte ne disparût point. Le pire malheur à ses yeux, était qu'avec le clergé déporté, la religion semblât déportée aussi. Tout pénétré de ces pensées, il conseillait, quoique non sans regret ni sans douleur, que, pour sauver l'Église gallicane, on surmontât les répugnances même les plus légitimes et qu'on concédât tout, hormis l'essentiel du dogme et l'essentiel de l'honneur. En cette disposition, il avait approuvé ou du moins n'avait pas désapprouvé, — le trouvant à toute rigueur

défendable, — le serment *liberté-égalité :* si l'on prohibe ce serment, répétait-il, quel prêtre pourra demeurer en France? Ainsi avait-il jugé, contenant tristement son cœur et parfois se révoltant contre son propre avis. Si le serment *liberté-égalité* ne lui avait arraché qu'un assentiment contraint, la promesse de la loi de prairial, surtout avec les commentaires qui l'avaient accompagnée, lui avait paru tout à fait légitime, et à la pensée de jours meilleurs, sa physionomie austère s'était illuminée de cette belle joie du croyant qui voit triompher ce qu'il a de plus cher. Sur ces entrefaites, fut prescrit un nouveau serment, celui du 7 vendémiaire an IV : c'était le troisième depuis la Constitution civile. Ce nouvel engagement déplut à l'abbé Émery, mais sans le troubler. Le clergé était tenu de jurer que « l'universalité des citoyens était le souverain : » cette maxime, disait l'abbé, contenait une erreur probablement, une sottise peut-être; elle ne constituait pas une hérésie.

En prêchant la conciliation, en revêtant d'interprétations bénignes, même les formules un peu suspectes, ce prêtre saintement opportuniste ne manquerait pas de soulever contre lui le parti de l'exil. Il le savait, s'en attristait et ne s'en effrayait pas. Chez lui nulle envie démocratique, nulle inclination à convaincre d'erreur ou à contredire les puissants de jadis. Mais quelle que fût sa déférence pour l'âge, le rang, l'infortune, il se serait cru traître envers lui-même si, par crainte de déplaire, il eût amoindri ou altéré sa pensée. Que si, dans les cercles de l'émigration, les critiques s'accumulaient, souvent amères et presque injurieuses, il gardait le silence et, avec une obstination douce, continuait sa tâche. Un seul parmi les exilés, l'abbé Maury, qu'il avait jadis connu, soutenu, admiré, paraît avoir provoqué chez lui quelque impatience. Ce personnage, devenu archevêque et cardinal, se plaisait à amplifier son crédit, hélas! très réel; volontiers il se produisait comme l'interprète des vues royales, des vues pontificales aussi; et à ce titre, il flétrissait tout ce qui avait un air de concession. Tant de fatuité unie à tant d'intransigeance arrachait parfois à son calme l'abbé Émery, qui pourtant ne s'émouvait guère : « Maury, dira-t-il un jour, donne ses pensées pour celles des autres et ses décisions pour celles de Rome. »

Cependant, vers le petit appartement de la rue d'Enfer se dirigeaient de plus en plus les ignorants en quête de lumière, les indécis en quête de direction, les scrupuleux en quête

d'apaisement. La Révolution, en fauchant à travers les lois et les traditions comme à travers les vies, avait créé toute une série d'iniquités nouvelles, toute une série de situations nouvelles aussi. Il y a les pécheurs à réconcilier, les rétractés à réintégrer dans le ministère ecclésiastique, les assermentés à combattre sans les pousser à bout, les acquéreurs de biens nationaux à réprouver sans les exaspérer. Il y a à régler toutes les questions d'ordre religieux que soulève par contre-coup une législation toute transformée. Il y a à tenir compte de toutes les déviations de conscience qui sont le fruit des dissensions civiles, le résultat des vies désorientées, la conséquence des agitations politiques. De là une jurisprudence canonique à établir. A fixer cette jurisprudence, l'abbé Émery s'appliquait, mais non sans de cruelles perplexités, tant il se sentait partagé entre la rigidité théologique qui défendait d'amnistier et les extraordinaires vicissitudes de l'époque qui conseillaient des ménagements infinis ! Le plus souvent il penchait vers l'indulgence, repoussait les formules péremptoires, recommandait les atermoiements. Ainsi parlait-il, en termes souvent un peu vagues et qui contrastaient avec sa précision ordinaire : c'est qu'il craignait avant tout de briser. Combien ne se sentait-il pas plus à l'aise quand il n'avait à trancher que des questions de conduite ou d'opportunité ! Alors, avec un tact sûr qui eût fait honneur au plus délié des hommes d'État, il reprenait ses maximes favorites qui étaient l'acceptation du gouvernement établi, l'usage avisé de toutes les libertés concédées, l'action individuelle au jour le jour, dans la patience, le travail, l'humilité.

Cette humilité, l'excellent prêtre en donnait le continuel exemple ; et c'est même ce qui embarrasse aujourd'hui, tant il est malaisé de retrouver les traces de son action ! On sent partout son influence sans qu'il soit possible d'en saisir la trace matérielle. Il écrit, mais il ne signe point. Il suggère des avis ; mais loin de les publier, il les démarque. Il inspire, il anime les bonnes œuvres qui renaissent ; mais quand il leur a imprimé la vie, bien vite il se retire. C'est modestie, c'est finesse aussi ; car nul n'a plus que lui pénétré jusqu'au fond des âmes ; et il sait que les hommes, même les plus vertueux, aiment à paraître les inventeurs des idées qu'on leur a soufflées.

Ce prêtre éminent eût partout mérité l'influence. L'état de l'Église de France le rendait particulièrement précieux. Qu'on

se figure les vides. Hormis une douzaine, tous les évêques ont pris le chemin de l'exil : sur ceux qui sont demeurés, quatre ont été massacrés, un a été guillotiné, plusieurs sont morts. Un autre, M. de Lorry, évêque d'Angers, traîne sa vie dans Paris avec un seul souci, celui qu'on l'oublie. Pour les fonctions épiscopales qui se reprennent, — confirmations, ordinations, — je note, en cette année 1796, deux noms, toujours les mêmes, M. de Maillé, évêque de Saint-Papoul, M. de Barral, ancien évêque de Troyes ; et ils sont, — le premier surtout, — hommes de sang-froid plutôt que de science. Tous les centres d'études ecclésiastiques ont été dispersés. Plus de bibliothèques, plus de livres. Les prêtres qui sont restés s'estiment heureux, s'ils ont pu garder leur bréviaire ; les prêtres qui rentrent ont assez d'être héroïques sans se préoccuper d'être savants. Ceux même qui ont beaucoup appris ont eu le temps de beaucoup oublier. En ce grand obscurcissement de lumières, il importe qu'on rencontre un régulateur des consciences, un mainteneur de doctrine, un directeur de conduite. Pour ce rôle, il ne faut pas seulement le savoir, la discrétion, le sang-froid, mais surtout, par dessus-tout, la mesure, ce don bien français. Or, ce don de la mesure, l'abbé Émery le possédait plus que personne. Il savait condamner sans exaspérer, absoudre sans approuver. Il jugeait avec une pareille égalité d'âme l'ancien régime où il avait vécu heureux, et le régime nouveau qu'il ne faudrait ni méconnaître ni combattre si, à force de patience, on en pouvait obtenir la liberté. En l'Église de France, ce prêtre, si attentif à s'envelopper de voiles, fut, comme on l'a dit, une manière d'*Éminence grise*, tandis que toutes les *Éminences rouges* étaient en exil. Les *Éminences grises* ont rarement résisté à la tentation d'étaler leur éminence. Lui, il cacha toujours la sienne et par cette modestie même garda son crédit ; car les influences secrètes ne se consolident qu'à la condition de demeurer secrètes ; et elles s'évanouissent le jour où elles se publient.

Dans l'histoire de l'Église on retrouvera plus d'une fois le nom de cet homme. Il sera mêlé à toute la reconstitution du culte qu'il suivra avec une anxiété contenue et passionnée. On le verra, en la première année du siècle nouveau, ressusciter, sous une forme bien imparfaite encore et en un local de fortune, le séminaire Saint-Sulpice ; et il aura la consolation d'y noter parmi les maîtres M. de Frayssinous, parmi les premiers dis-

ciples M. de Quélen, le futur archevêque de Paris. Il se mêlera aux réunions des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, encouragera la vocation de sœur Rosalie, et, en un geste de direction douce et commandante, lui désignera le faubourg Saint-Marcel comme le lieu de son apostolat. Bonaparte, devenu premier Consul, remarquera ce *petit prêtre* comme il l'appellera, et lui fera offrir un évêché. La réponse, d'une humilité si fière qu'elle n'était plus tout à fait l'humilité, sera celle-ci : « Permettez-moi de m'autoriser du privilège qu'ont les supérieurs de Saint-Sulpice de ne point être contraints à accepter l'épiscopat. » Dix ans plus tard, le 17 mai 1811, en une circonstance solennelle, on pourra reconnaître, — mais chargé d'années et déjà près de la tombe, — l'abbé Émery assis aux Tuileries autour de la table du Conseil. Devant le maître, jadis signataire du Concordat et maintenant bien près d'être persécuteur, tous se courbent, faisant à l'envi litière de leur honneur et de leur foi. Alors un homme se lève, le *petit prêtre* comme le nommait Napoléon. D'une voix un peu tremblante d'émotion, mais d'un cœur intrépide, avec toute la lucidité de sa ferme et saine raison, il soutient, au milieu de l'universelle platitude, les droits de l'Église et de Dieu. Ce seront ses suprêmes paroles ; car, un mois plus tard, il mourra. Mais il était digne de cet homme humble et fier que ce beau geste d'indépendance chrétienne fût le dernier de sa vie.

PIERRE DE LA GORCE.

(A suivre.)

MAUPASSANT INÉDIT

AUTOUR D' « UNE VIE »

Quand Brunetière dénonçait et blâmait avec sa véhémence coutumière, dans des pages d'ailleurs profondes, la *fureur de l'inédit*, il n'excluait pas, j'imagine, les documents qui peuvent renseigner sur les procédés de composition d'un écrivain. Il se serait mis en contradiction avec lui-même, et notamment avec ses études sur les *Sermons* de Bossuet, dont la préparation offre une controverse si passionnante et toujours ouverte. La méthode de travail d'un auteur fait si bien partie de son talent que, même avant Sainte-Beuve, les critiques subissaient la loi de sa recherche.

L'œuvre de Guy de Maupassant n'a pas échappé à cette règle. On l'a le plus souvent représentée comme un produit naturel, exempt d'effort. Rien pourtant n'est moins vrai. M. René Doumic rentrait dans la vérité, quand il écrivait, au lendemain de la mort de Maupassant : « On a dit qu'il portait ses contes naturellement, comme les pommiers de sa Normandie portent leurs pommes. Cela n'est pas exact. » Il y avait dans cette étude pénétrante et nuancée une autre appréciation : « C'est dans la nouvelle que Maupassant est tout à fait supérieur. » Le curieux document qui sert de base à mon article me paraît apporter à cette double appréciation une confirmation décisive. C'est le manuscrit inédit d'une grande partie des premiers chapitres d'*Une Vie*, que Guy de Maupassant avait laissé avec cette mention : « Vieux manuscrit. » Il se compose de cent quatorze grands feuillets, dont les premiers sont si nets qu'ils sont certainement une copie et dont les derniers présentent, en grand

nombre, des rejets et des retouches où s'atteste l'effort consciencieux de l'écrivain. L'intérêt du manuscrit est ailleurs que dans ces variantes. Même si l'on compare Maupassant à un puissant et abondant pommier de lettres, on ne devrait pas oublier que les pommes ne poussent ni en une nuit, ni toutes seules. Il y faut du temps et des soins, et le fruit ne devance pas la fleur. Pourquoi veut-on que Maupassant ait, en composant ses chefs-d'œuvre, cueilli du même coup la fleur et le fruit? Sans doute, il a écrit : « Je suis en sève... Le printemps que je trouve ici à mon premier réveil remue toute ma nature de plante et me fait produire des fruits littéraires qui éclosent en moi, je ne sais comment. » Mais ni une comparaison n'est une raison, ni une image n'est une définition. Quand il écrivait la préface de *Pierre et Jean*, Maupassant analysait les lois de son art avec une exactitude qui laissait moins de place à cette spontanéité d'un « fruit littéraire » inconscient. Ne disait-il pas de ces romanciers réalistes auxquels il appartenait : « Il devra *composer* son œuvre d'une *manière si adroite, si dissimulée*, et d'*apparence si simple*, qu'il soit impossible d'en apercevoir et d'en indiquer le plan?... » Il y a donc toujours un plan, une composition, une manière. *Une Vie* connut même deux plans dont le rapprochement permettra de pénétrer jusqu'au fond de la production de Maupassant.

*
* *

Une Vie parut au printemps de 1883. C'était le premier roman de Guy de Maupassant, dont *Boule-de-Suif*, publié dans les *Soirées de Médan*, *Mademoiselle Fifi* et *la Maison Tellier*, deux recueils de contes, avaient, plus que ses vers, fait la célébrité, déjà très grande. A l'apparition du dernier volume, Émile Zola, qui plaidait les circonstances atténuantes pour l'audace de certains sujets, saluait dans cet écrivain si hardi, mais pénétrant et solide, « un des tempéraments les mieux équilibrés et les plus sains de notre jeune littérature. » Cet hommage public du maître qu'il admirait plut, à coup sûr, au disciple, mais leurs conversations fréquentes l'y avaient préparé. Moins lié avec Taine, dont il ne dépendait jusque-là que par son admiration, Guy de Maupassant dut éprouver une joie et une fierté profondes quand il en reçut, le 2 mars 1882, cette belle lettre, restée jusqu'ici inédite :

Cher monsieur,

J'ai eu avec Flaubert des tête-à-tête de cinq heures dans lesquels nous ne causions que littérature. Il me faudrait un de ces tête-à-tête pour vous dire toutes les idées que me suggère votre livre. A beaucoup d'égards, c'est vous qui êtes le vrai et l'unique successeur de mon cher Flaubert. Vous avez le don essentiel que nous admirons tant, nous autres découpeurs et analystes, justement parce qu'il nous manque et qu'il indique un esprit construit sur un patron opposé au nôtre ; ce don est la plénitude naturelle de la conception, la faculté de voir d'ensemble, l'abondance et la richesse extrêmes d'impressions, souvenirs, idées psychologiques, demi-visions physiques accumulées en blocs, comme soutiens et points d'appui, sous chaque phrase et à chaque mot. Quand on a cela, on peut créer; quand on n'a pas cela, on ne peut que goûter, analyser et comprendre les créations d'autrui.

Dans ce second rôle, il ne me reste qu'à vous prier d'ajouter à vos observations une autre série d'observations. Vous peignez des paysans, des petits bourgeois, des ouvriers, des étudiants et des filles. Vous peindrez sans doute un jour la classe cultivée, la haute bourgeoisie, ingénieurs, médecins, professeurs, grands industriels et commerçants. A mon sens, la civilisation est une puissance; un homme né dans l'aisance, héritier de trois ou quatre générations honnêtes, laborieuses et rangées, a plus de chances d'être probe, délicat et instruit; l'honneur et l'esprit sont toujours plus ou moins des plantes de serre. Cette doctrine est bien aristocratique; mais elle est expérimentale et je serai heureux quand votre talent prendra pour objet les femmes et les hommes qui, par leur culture et leurs sentiments, sont l'honneur et la force de leur pays.

Une seconde remarque est que le point de vue critique et pessimiste est, comme tout point de vue, arbitraire. J'ai bien des fois discuté cette thèse avec Flaubert. *En Famille* est cruellement vrai, mais si nous revenions de Bulgarie, ou même de Sicile, l'horreur et le dégoût feraient place à l'estime et peut-être à l'admiration; nous trouverions très belle une famille où l'on vole si peu et où l'on ne tue pas. Tout jugement dépend de l'idéal qu'on s'est fait; vous placez le vôtre très haut; de là vos sévérités. Notre grand maître Balzac était plus indulgent parce qu'il procédait par la sympathie ; voyez *la Vieille Fille;* de même les petits peintres flamands, Téniers, Van Ostade, Adrien Brauwer ; on peut sympathiser même avec les petits bourgeois, même avec les paysans collés à la glèbe ou avec les ouvriers collés à leur établi ; vous l'avez fait dans *Une Fille de ferme* et dans *le Papa à Simon*. Cela est généreux, réconfortant, et je souhaite pour notre plaisir que vous le fassiez souvent.

Je vous serre la main et vous remercie. Rien de plus agréable à mon âge que de voir l'aurore d'un grand talent.

H. TAINE.

Tous les traits portent dans cette lettre. Il avait suffi des premiers contes de Maupassant, arrivé par ses coups d'essai à la maîtrise, pour inspirer à Taine, analyste et observateur, un jugement définitif sur la valeur et la personnalité littéraires du seul élève de Gustave Flaubert qui ait mérité d'être considéré comme son « vrai successeur. »

Une Vie fut-elle écrite ou reprise sous l'influence de ces conseils exprimés avec tant de bienveillante sagesse? Je ne saurais le dire ; on ignore la date à laquelle Maupassant commença son premier roman. Mais il est certain que celui-ci, talent mis à part et hors de pair, ne répondait qu'en partie aux désirs de Taine. Le milieu choisi était bien l'un de ces mondes « cultivés » vers lesquels le critique sollicitait le romancier de porter ses observations, mais l'action s'y développait, une fois de plus, au point de vue pessimiste. Maupassant n'avait ni adopté la théorie de Taine sur les « plantes de serre » que la civilisation produit au bout de quelques générations, ni peint des personnages dont la conduite « généreuse et réconfortante » pût être donnée en exemple. Tout au contraire. Sur les cinq principaux acteurs du drame, qui se passait en province, dans une famille authentiquement noble, seule l'héroïne, que le destin accablait sous tous les malheurs, n'avait à se reprocher aucune faute de conduite. Le roman est l'un des plus tristes que Guy de Maupassant ait écrits. C'est l'histoire douloureuse d'une jeune fille imprudemment mariée à la sortie du couvent, que rien n'a renseignée ni armée, et dont la vie, qui la livre successivement à un époux et à un fils indignes, fauche impitoyablement tous les rêves. A part quelques jours radieux de son voyage de noces, elle n'a connu que des tristesses, des trahisons et des malheurs. En donnant « l'humble vérité » comme épigraphe à son livre, il semble que Maupassant ait voulu se défendre, par une affirmation de sincérité, contre le reproche d'avoir accumulé sur une seule tête tant d'invraisemblables et de pitoyables aventures. Je tiens le fond du roman pour exact. Du « Vieux manuscrit » au texte définitif, la trame n'a pas changé et la ligne directrice reste la même. Les changements,

d'ailleurs importants, tiennent à des scènes ou à des personnages épisodiques que l'auteur a supprimés ou ajoutés, et c'est ainsi qu'il livre le secret de sa composition.

Mais cette comparaison, vers laquelle je tends, n'est qu'un aspect du problème littéraire que j'ai abordé. Guy de Maupassant a introduit dans *Une Vie*, pour en remplir certaines parties, le sujet ou même le texte de contes qu'il avait publiés dans les journaux sans les avoir réunis en volumes. S'il est impossible de voir dans ce double emploi une habitude et moins encore une méthode, il ne faut pas pourtant le considérer comme un accident. Plus tard, en effet, d'autres nouvelles ou d'autres romans renouvelèrent le procédé. Ainsi *Yveline Samoris*, publiée dans *le Gaulois* en 1882, servit d'esquisse à l'admirable *Yvette* parue en 1885. Ainsi le sujet traité en 1883 dans une nouvelle que *le Gil Blas* publiait sous le titre de *Le Vengeur*, fut repris sous une forme différente, mais le fond restant le même, dans la deuxième partie de *Bel-Ami*. Cet art habile et heureux d'accommoder, sinon des restes, du moins des essais, servit surtout à Maupassant dans *Une Vie*. Ce roman, qui donne avec tant de force l'impression de l'unité et dont la ligne générale est à la fois si simple et si droite, est en réalité, pour une grande partie, une tapisserie qui emprunte à des contes déjà parus des scènes importantes, cousues au sujet principal avec un art supérieur.

Lisez dans *Une Vie* les pages émouvantes où Jeanne, obligée de vendre le château des Peuples, veut sauver de ce triste déménagement quelques-uns des meubles ou des bibelots au milieu desquels s'était écoulée sa tragique existence : « Elle allait de pièce en pièce, cherchant les meubles qui lui rappelaient des événements, ces meubles amis qui font partie de notre vie, presque de notre être, connus depuis la jeunesse et auxquels sont attachés des souvenirs de joies ou de tristesses, des dates de notre histoire, qui ont été les compagnons muets de nos heures douces ou sombres, qui ont vieilli, qui se sont usés à côté de nous... Ils lui faisaient l'effet de ces gens que l'on a fréquentés longtemps sans qu'ils se soient jamais révélés et qui, soudain, un soir, à propos de rien, se mettent à bavarder sans fin, à raconter toute leur âme qu'on ne soupçonnait pas. »

Cette idée de la part que nos meubles prennent à notre existence en était dans l'édition originale d'*Une Vie* à sa troisième

expression. Maupassant s'y était déjà essayé deux fois avant de lui donner sa forme définitive : dans le « Vieux manuscrit » et dans une lettre restée inédite qui, sous le titre de *Vieux objets*, a été recueillie dans le volume posthume intitulé *le Père Milon*. Il ne me paraît pas sans intérêt de rapprocher les deux textes.

Vieux manuscrit.

Les objets qui nous entourent prennent dans toutes les circonstances de notre vie une signification particulière, car nous les voyons sous des aspects différents, suivant les vicissitudes du destin. Ils ont pour nous comme une existence propre, mêlée à la nôtre, exerçant une influence diverse sur notre fortune. Les uns font partie de notre bonheur, semblent toujours y aider et presque s'en réjouir; et nous les contemplons familièrement, avec tendresse et un certain désir de les caresser doucement comme des amis dévoués et fidèles. D'autres, au contraire, quand nous succombons à l'adversité, se tournent contre nous à la façon des traîtres et participent aux événements qui nous frappent; la vue nous en devient pénible, réveille des souvenirs douloureux; ils nous paraissent méchants et faux; nous n'avons plus confiance en eux... (*Inédit.*)

Le Père Milon.

Alors je retrouve un tas de riens auxquels je ne pensais plus, et qui me rappellent un tas de choses. Ce ne sont point ces bons meubles amis que nous connaissons depuis l'enfance, et auxquels sont attachés des souvenirs d'événements, de joies et de tristesses, des dates de notre histoire; qui ont pris, à force d'être mêlés à notre vie, une sorte de personnalité, une physionomie; qui sont les compagnons de nos heures douces ou sombres, les seuls compagnons, hélas! que nous sommes sûrs de ne pas perdre...

D'autres, quand on les revoit tout à coup, prennent une importance, une signification de témoins anciens. Ils me font l'effet de ces gens qu'on a connus indéfiniment sans qu'ils se soient jamais révélés, et qui, soudain, un soir, à propos de rien, se mettent à bavarder sans fin, à raconter tout leur être et toute leur intimité qu'on ne soupçonnait nullement...

Deux scènes d'*Une Vie*, d'une tout autre importance, ont été empruntées par Guy de Maupassant à deux contes anté-

rieurs. Très belles l'une et l'autre, et d'une grande puissance tragique, elles sont raccordées au sujet avec une habileté qui ne laisse soupçonner dans la trame aucune reprise.

Le Gil Blas avait publié, le 7 juin 1882, sous le pseudonyme de *Maufrigneuse*, une nouvelle intitulée *la Veillée*. C'était l'histoire d'un magistrat et d'une religieuse qui, veillant leur mère morte, « morte sans agonie, tranquillement, comme une femme dont la vie fut irréprochable, » avaient eu l'idée, pour lui rendre un pieux hommage en revivant sa vie près d'elle, de lire les vieilles lettres qu'elle conservait avec soin dans un tiroir. Une partie de cette correspondance, aux lettres de passion trop significatives, leur révélait que leur mère avait eu, déjà mariée, une relation coupable. C'est de la même façon que Jeanne, dans *Une Vie*, trahie par son mari et déjà renseignée sur les anciennes infidélités de son père, apprenait que sa mère avait, elle aussi, hélas! eu un amant. Cette scène était-elle utile à « l'humble vérité » dont Maupassant avait fait l'épigraphe de son chef-d'œuvre? M. René Doumic, en jugeant le roman, disait avec beaucoup de force : « Il semble n'avoir voulu, pour cette fois, qu'esquisser l'image d'une vie semblable à beaucoup d'autres. Mais, en accumulant sur la tête d'une seule personne toutes les tristesses de la vie, il fait d'elle véritablement une privilégiée ; son cas, qui ne cesse ni d'être possible ni d'être vrai, n'est du moins pas une vérité humble, étant d'une vérité d'exception. » Rien n'est plus exact que cette réflexion. La vie de Jeanne, telle que le roman la dépeint, cette vie d'une femme qui a connu, comme fille, comme épouse et comme mère, les plus grands malheurs ou les déceptions les plus cruelles, n'est évidemment pas une impossibilité humaine. Mais, par un étrange paradoxe, Maupassant qui, dans *Une Vie*, se réclame de « l'humble vérité, » l'a peut-être moins copiée ici qu'ailleurs, puisqu'il a soudé à son roman une scène tragique, la révélation à la fille des amours de sa mère, qu'il avait déjà développée dans une nouvelle ramassée et puissante. Cette sorte de greffe littéraire éloigne Guy de Maupassant de la comparaison que Jules Lemaître avait faite entre la spontanéité de ses contes et la pousse des pommes de son pays normand.

Il y a plus qu'une scène dans l'autre emprunt que Maupassant a fait, en écrivant *Une Vie*, à un conte déjà paru. Ce conte, *le Saut du Berger*, publié dans *le Gil Blas* du 9 mars 1882,

n'a-t-il pas eu pour inspiration première *la Maison du Berger*, d'Alfred de Vigny?

> J'y roulerai pour toi *la Maison du Berger*.
>
> . . . . . .
>
> Elle va doucement avec ses quatre roues,
> Son toit n'est pas plus haut que ton front et tes yeux;
> La couleur du corail et celle de tes joues
> Peignent le char nocturne et ses muets essieux.
> Le seuil est parfumé, l'alcôve est large et sombre.
> Et là, parmi les fleurs, nous trouverons dans l'ombre
> Pour nos cheveux unis un lit silencieux.

La réminiscence est frappante. Le mari de Jeanne et sa maîtresse avaient, eux aussi, « adopté le plus souvent, pour cacher leurs étreintes, la cabane ambulante d'un berger, abandonnée depuis l'automne au sommet de la côte de Vaucotte. Elle restait là toute seule, haute sur ses roues, à cinq cents mètres de la falaise... » Dans *Une Vie*, le mari trompé, averti par un prêtre fanatique, pousse et précipite dans l'espace, le long de la côte inclinée, la cabane où sont les deux amants, qui meurent d'une mort affreuse. Dans *le Saut du Berger*, c'est le curé lui-même, furieusement exalté par l'horreur du péché, qui donne le branle à la légère demeure. Sauf cette différence, la scène est la même dans le conte et dans le roman, mais le roman a emprunté au conte d'autres détails, et déjà toute la physionomie d'un prêtre qui jouera un rôle important dans *Une Vie* se dessine, avec les mêmes traits et les mêmes scènes caractéristiques, dans *le Saut du Berger*. Maupassant s'est copié dans des phrases entières.

Le « Vieux manuscrit » donnait à Jeanne, la douloureuse héroïne du roman, deux tantes : « tante Valérie et tante Auguste, l'une maigre et petite, l'autre grande et forte, toutes deux marquées d'aristocratie, portant dans tous leurs gestes, malgré leur complète simplicité, des signes indéniables de race. » Il y avait aussi deux cousines, Rose et Claire : « Elles tournaient vers ces paysans godiches leurs yeux malins et elles conservaient cependant une physionomie un peu sérieuse, comme enveloppées par cette atmosphère de mariage où flotte un mystère. » Ces personnages épisodiques, à peine indiqués d'ailleurs, ont disparu du texte définitif, mais il y apparaît, en revanche, un personnage nouveau, une sorte d'être manqué et falot, la tante Lison, qui

se montrait dans toutes les circonstances graves et auquel on ne prenait jamais garde. Ici encore Maupassant avait raccordé à *Une Vie* un conte ancien, *Par un soir de printemps*, publié par *le Gaulois* du 7 mai 1881, où cette même tante Lison jouait le même personnage et servait d'occasion à une scène d'émotion douloureuse que le roman reprenait dans les mêmes termes.

Cette série de comparaisons n'est-elle pas décisive? *Une Vie* a été composée comme une mosaïque dont Maupassant s'est emprunté à lui-même les morceaux, et, sans compter qu'on pourrait trouver d'autres rapprochements au point de vue des personnages ou des paysages, il n'a pas fait entrer moins de quatre contes antérieurs dans la trame de celui de ses romans qui, à l'exception de *Pierre et Jean*, parait offrir la plus grande unité. Il y a dans cette composition une gageure, mais elle est gagnée, puisque, de l'aveu de tous, le roman est un chef-d'œuvre.

*
* *

Ce chef-d'œuvre fut commencé sous la forme du « Vieux Manuscrit. » A quelle date? Rien, ni dans le texte, ni dans la correspondance publiée de Guy de Maupassant, ne permet de la préciser avec une certitude absolue, et l'on en est réduit à des conjectures, dont l'intérêt, assez médiocre, ne vaut pas d'ailleurs qu'on les discute. Entre le « Vieux Manuscrit, » qui trouve Jeanne au couvent et la conduit jusqu'aux jours qui suivent le voyage de noces, et le texte publié, les différences sont considérables. Le sujet est le même, avec les mêmes principaux personnages, qui s'agitent dans le même décor et y jouent souvent les mêmes scènes que l'auteur s'est borné à recopier, mais d'un texte à l'autre, la composition, simplifiée et allégée, a gagné en maîtrise, en force et en émotion. Il s'en faut pourtant que l'on prenne son parti de tous les sacrifices consentis par Maupassant, et je crois servir sa mémoire en restituant à *Une Vie* des scènes entières qui n'en auraient diminué ni l'intérêt ni la valeur.

Le roman, dans les deux versions, nous jette tout de suite *in medias res* et entre sans préambule dans l'action : c'est la façon habituelle de Maupassant. Mais les débuts ne sont pas les mêmes. Le texte publié prend Jeanne déjà installée chez ses parents, prête à partir pour le château des Peuples dont son père veut lui faire la surprise. Le « Vieux Manuscrit » la trouve encore au couvent.

Elle embrassa une dernière fois la bonne sœur qui pleurait, mit une pièce d'or dans le tronc des pauvres, suspendu près de l'entrée du parloir, jeta un regard d'adieu dans la cour, sur les murs, sur toute cette physionomie de maison si connue où elle avait passé cinq ans de sa jeunesse ; puis elle prit le bras de petite mère que son hypertrophie, jointe à une grosseur immodérée, empêchait presque de marcher, et, l'œil sec, le cœur léger, elle passa, pour ne plus revenir, le seuil détesté du couvent, dont la haute porte se referma derrière elle, lourde, retentissante, infranchissable pour les autres.

Un coupé bleu attendait dans la rue. Petite mère y monta d'abord, soutenue, et poussée par un grand laquais en culotte courte ; elle s'affaissa, en geignant, dans un coin et toute la voiture plia comme si elle allait basculer. Jeanne, légère comme un rêve, s'assit à son côté, et, par la portière ouverte, elle regarda filer les maisons.

Quand la grosse dame eut soufflé quelque temps, elle posa la main sur le genou de sa fille :

— Eh bien ! mignonne, es-tu contente? dit-elle.

— Oh ! oui, petite mère, bien contente.

Et leurs doigts se prirent et restèrent enlacés comme des doigts d'amoureux.

Elles ne parlèrent plus ni l'une ni l'autre. Jeanne regardait toujours les maisons courir et des secousses de joie lui battaient le cœur comme des vagues. Elle était tout enveloppée d'une pensée unique, affolante : « elle n'irait plus à cet affreux couvent ; » et, de là, comme d'une source, découlaient des suites de plaisir, de bonheurs indéfinis. Elle apercevait les hauts sommets de cette vie qui s'ouvrait devant elle, les grandes félicités dont elle rêvait depuis son enfance ; mais elle se réjouissait encore plus à la perspective de tous les riens importants dont sont faites les allégresses de jeune fille. Elle aurait sa chambre, ses meubles à elle, se lèverait quand il lui plairait, n'entendrait plus cette horrible cloche qui coupait toujours les plus beaux songes. Elle irait en soirée, danserait, monterait à cheval, ferait des visites, lirait des romans, et, au lieu de passer, comme chaque année, son congé dans une petite maison d'Auteuil, elle commencerait cette vacance illimitée par un voyage au bord de la mer.

Tout cela se déroulait, palpitait, emplissait son horizon ; et puis, là-bas, plus loin, au-dessus de la terre, dans un nuage qui avait des roseurs d'aurore et des resplendissements de soleil, elle distinguait, vaguement encore, comme l'ébauche d'une apothéose éblouissante, l'Amour et le Mariage.

— Père est à la maison? dit-elle.

— Non, ma fille, mais il reviendra ce soir.

. . . . . .

Le coupé était entré dans la cour d'un vieil hôtel. Le même laquais aida petite mère à descendre et la remit aux mains d'une grande fille de chambre qui attendait sur le perron. C'était une Normande du pays de Caux, forte et bien découplée comme un gars. Quoiqu'elle eût à peine seize ans, elle en paraissait au moins vingt. Sa robe craquait sous l'exubérance de ses seins. Sa figure colorée semblait l'éclosion d'un printemps et l'on devinait qu'elle devait sortir de cette terre grasse et nourrissante qui produit les océans de blé, les gros bestiaux et les belles pommes.

Son maître prétendait toujours qu'il sentait le cidre en la voyant.

Jeanne l'embrassa ainsi qu'une amie ; puis elle monta dans sa chambre et s'enferma ; car on éprouve le besoin d'être seul dans les joies comme dans les douleurs excessives.

On l'avertit pour le dîner, elle descendit ; son père l'attendait dans la salle.

Il paraissait déjà presque un vieillard à cause de ses cheveux blancs qu'il portait longs. Il était maigre, riait souvent, et quand sa bouche restait sévère, ses yeux encore gardaient un sourire mobile et doux qui le faisait aimer de tout le monde.

Jeanne et lui ouvrirent les bras et restèrent embrassés, longtemps.

— D'où viens-tu ? dit-elle.

— D'Yport.

— Qu'est-ce que c'est ?

— Un village.

— Où çà ?

— En Normandie.

— Que faisais-tu ?

— J'achetais une maison.

— Pour qui ?

— Pour toi.

Elle ne comprenait pas et le regardait, l'interrogeant.

Il reprit :

— C'est mon cadeau pour ta sortie du couvent.

Elle lui sauta au cou, puis, tout de suite, voulant savoir :

— Comment est-ce, Yport ?

— Un bois dans une petite vallée ; au bout du bois, le village ; après le village la mer qui baigne, à droite comme à gauche, le pied de deux grandes falaises toutes blanches.

— Et ma maison ?

— Tu la verras.

— Je veux savoir.

— Une vieille ferme dans le bois.

— Explique, je veux.

Dès le début du « Vieux Manuscrit, » un personnage apparaît, qui a été supprimé dans le texte définitif. La première version donnait à Jeanne un frère dont la conduite dissipée et dépensière ajoutait un élément d'angoisse à tous ceux que la vie faisait peser sur elle : lui fallait-il donc être encore malheureuse comme sœur pour épuiser toutes les formes de la détresse humaine ?

Le gros marteau de la rue les fit tous trois tressaillir.

Le baron pâlit un peu. Serait-ce Henry ? — C'était leur fils, mais il apparaissait si rarement que pour ne se point attrister l'un l'autre ils ne parlaient presque jamais de lui, bien qu'ils y pensassent tous les jours. Il arrivait ainsi brusquement quand il avait fait quelque grosse dette, mais au bout de cinq minutes il s'en allait et restait souvent six mois sans revenir.

Il entra sans embarras, gai, tranquille : « Bonjour, père, bonjour, mère. Tiens, te voilà, petite sœur ; mais tu es belle comme un ange. » Il s'assit, parla de courses, de jeu, raconta trois aventures arrivées à ses amis : un pari, un duel, une bonne farce. Puis tout à coup : « Dis donc, père, si cela ne te gênait guère, je ne suis pas riche pour le quart d'heure. » La baronne tira de sa poche un petit portefeuille de cuir et le lui remit sans une parole. Il se leva presque aussitôt. Son père, comme il sortait, lui prit les mains. « Mon cher enfant, nous te voyons bien peu, bien peu, et cela nous fait de la peine à ta mère et à moi. Nous partons avec Jeanne dans quelques jours pour le bord de la mer, ne viendras-tu pas nous y trouver ? — Mais oui, père, certainement ».

Et il s'en alla.

Mais une tristesse était entrée.

Le « Vieux Manuscrit » se caractérisait surtout par l'abondance des portraits et des scènes épisodiques qui se raccordaient à l'action principale. Il semblait qu'en écrivant son premier roman, Maupassant avait voulu, pour remplir un cadre élargi dont il n'avait pas l'habitude, ne rien perdre des observations et des souvenirs qu'il avait amassés. Tel ce type de paysan normand dont la physionomie si curieuse ne dépare pas l'amusante collection que l'on doit au disciple de Flaubert.

Ils avaient eu toutefois bien assez en commençant, car les fermiers payaient leurs termes régulièrement, suivant l'habitude imposée par le vieux baron ; et Henry qui venait de naître ne faisait alors de folies que pour des poupées en porcelaine.

Or, un hiver, un paysan malade demanda grâce. Non seulement elle lui fut accordée, mais on lui donna cinq cents francs. A partir de ce jour, il ne paya plus. D'autres l'apprirent; tous bientôt le surent. S'ils n'osèrent se dispenser entièrement d'acquitter leurs fermages par crainte de l'huissier, ils trouvèrent du moins mille prétextes pour n'en envoyer que la moitié, le tiers, le quart, ou s'abstenir même de temps à autre. Toutes leurs raisons étaient acceptées, apitoyaient. Des épidemies tuaient leurs bestiaux; des maladies frappaient leurs enfants; la sécheresse brûlait leurs récoltes, des ouragans les versaient; ou bien les pommes avaient manqué et il fallait acheter du cidre pour ne pas boire de l'eau tout l'hiver.

Cependant chacun, après quinze ou vingt ans de calamités sans nombre et de malheurs acharnés, s'en venait, un jour où le Baron manquait d'argent, lui proposer d'acheter la ferme qu'il occupait. Des parents, des amis, disait-il, lui avaient prêté quelque chose; et son maître acceptait sans malice, bénissant le hasard qui lui jetait ainsi dans les mains la somme dont il avait besoin.

Un seul, un Breton, échoué près d'Yport, un entêté celui-là, un simple dont on riait dans le pays, apportait son terme avec une obstination sans égale, au jour voulu, en beaux écus blancs; et il n'y avait jamais manqué. Il était pauvre cependant, et malheureux. Il avait du guignon, comme on dit. Mais, à la Saint-Michel comme à Pâques, il arrivait, un peu fier et timide, gardant ses cheveux longs suivant la mode de sa patrie; et, après avoir posé son chapeau sur une chaise, il tendait le petit sac de toile qu'emplissait un murmure d'argent, avec ces mots, toujours les mêmes: « Monsieur notre Maître, voilà. »

Le Baron, à la fin, en avait pitié, était honteux d'accepter le loyer de ce misérable, espérait toujours qu'il ne viendrait pas, mais l'autre reparaissait avec la régularité des saisons.

Deux fois on lui rendit ses écus; il refusa de les reprendre, disant qu'il ne voulait devoir à personne, et que, tôt ou tard, il lui faudrait payer.

La commisération impuissante qu'il inspirait à ses maîtres par cette inébranlable probité faisait qu'ils ne l'appelaient plus que « le pauvre Keridec. »

Il avait pour la famille l'attachement acharné des esclaves volontaires. Comme il habitait le hameau de Saint-Léonard, et que ses champs venaient jusqu'auprès d'Yport, ce fut lui qui se chargea de tenir prête la maison de « Notre Demoiselle, » à qui il était déjà plus dévoué qu'un chien, bien qu'il ne l'eût jamais vue.

Le voyage aux Peuples, raconté sensiblement de la même

façon dans les deux manuscrits, présente dans le plus ancien cette particularité qu'au lieu de partir de Rouen, il est coupé par une halte dans cette ville et que les détails du paysage y sont plus abondants.

On traversa Saint-Germain, Meulan, Epone ; à Rosny l'on déjeuna. Puis l'on repartit vers une heure. Tout le monde dormait maintenant, hormis Jeanne. Les têtes, inertes et secouées, battaient les panneaux capitonnés, ou bien tombaient sur les poitrines pour se relever tout à coup à quelque cahot plus violent qui faisait s'entr'ouvrir les yeux.

De temps en temps on s'arrêtait ; mais les relais étaient préparés et l'on partait au galop, car le Baron payait comme un prince ; et, sous la pluie qui tombait toujours, les groupes luisants des chevaux fumaient, malgré la chaleur de l'air, ainsi qu'une buée d'eau bouillante. Jeanne, pour aller plus vite, aurait voulu courir à leur place, car elle s'indignait maintenant contre leur mollesse et la longueur de la route.

Le jour tomba. Des lumières parurent. Le retentissement des vitres s'augmenta de la sonorité des rues. C'était Rouen, et l'on passa la nuit à l'Hôtel de France, où l'on déjeuna le lendemain et d'où l'on repartit assez tard dans la matinée, parce que petite mère était brisée de fatigue.

Mais la pluie avait cessé ; un soleil radieux brillait. La ville se dégourdissait à ses rayons, vibrante, agitée, joyeuse, comme un oiseau qui secoue ses plumes après l'orage.

La voiture, dont toutes les vitres étaient baissées, dévala rondement sur les quais ; et Jeanne éperdue aperçut tout à coup dans le ciel une forêt de vergues et de mâts dont les voiles blanches déployées séchaient dans la lumière chaude, palpitaient comme si elles allaient s'envoler, pareilles à des ailes gigantesques.

Une brise ardente et chargée de goudron soufflait, enivrante comme un parfum. Des matelots, ainsi qu'une armée de singes, vagabondaient dans les cordages, chantant des airs de leurs patries, avec des voix rauques et des refrains étranges.

La jeune fille ne s'attendait à rien, se sachant encore loin de la mer, et elle eut la vision rapide de pays lointains et féeriques, d'immenses navires flottant au milieu d'îles peuplées d'arbres monstrueux, sous un ciel éternellement bleu, dans la calme virginité des terres où l'homme n'a jamais habité.

Les postillons excités faisaient claquer leur fouet. Les chevaux galopaient plus vite. Une fièvre de vie emplissait l'air qui semblait reluire, tant les toits d'ardoises, les murs des maisons, les feuilles

toutes vernies de sève, resplendissaient dans un tourbillonnement de feu.

Une vallée s'ouvrit, profonde, entre deux collines que couronnaient deux forêts. Une petite rivière y coulait, et la vapeur brûlante des prairies s'élevait en miroitant ainsi que l'haleine d'un brasier. On ralentit sur un pont de pierre fait en dos d'âne, et Jeanne, se penchant vivement, aperçut dans le courant clair trois gros poissons immobiles qui paraissaient considérer quelque chose au milieu des herbes aquatiques. Puis d'autres vallées, des villages, des plaines, des bois, des usines aux longues cheminées disparurent tour à tour; et les rêves de la jeune fille se précipitaient plus rapides que les paysages, tumultueux, fous, mais chargés de bonheur, plus purs que le ciel et plus éclatants que le soleil.

Quelquefois, près de la portière ouverte, un papillon jaune voltigeant apparaissait comme une tache d'or.

La description du château des Peuples et de la chambre de Jeanne avec ses tapisseries flamandes et la délicate analyse des émotions de la jeune fille ne diffèrent dans les deux textes que par des transpositions et de légères variantes. Maupassant vivait ici dans les souvenirs de son enfance. Le château des Peuples, c'était le château de Miromesnil où il était né, à huit kilomètres de Dieppe. Tout ce pays, Étretat, Fécamp, Yport, Yvetot, était le sien. En racontant Jeanne, il se racontait. Était-ce un souvenir de son enfance qu'il faisait revivre dans le « Vieux Manuscrit, » avec la douloureuse histoire d'un enfant aveugle qu'il sacrifie ensuite dans le texte corrigé et définitif? Ces pages méritent de n'être pas perdues.

Les barques du pays, halées sur le galet, avec leurs joues rondes brillantes de goudron, reposaient sur le flanc. Quelques hommes les préparaient pour la marée prochaine; et Jeanne s'avançant allait de l'une à l'autre quand elle fut attirée par des cris d'enfant.

Elle vit d'abord, entre deux bateaux, une montagne de petits vêtements, des chemises de laine grandes comme la main, et des culottes microscopiques, où pendait une corde en guise de bretelle et dont les jambes semblaient écartées par le passage continu du ruisseau.

Comme les hurlements continuaient, elle descendit plus près de la mer, et aperçut tout à coup une bande de galopins tout nus qui traînaient vers l'eau un de leurs camarades. Ils formaient une masse de chair blanche où des membres se démenaient et ils marchaient en ramant des bras avec des contorsions du corps, à cause du galet qui

leur chatouillait les pieds. La jeune fille s'arrêta stupéfaite devant leur nudité de petits hommes; et elle remontait la plage un peu confuse et troublée, quand les cris déchirants de celui qu'on voulait baigner de force la firent s'arrêter de nouveau.

Une femme qui étendait du linge au soleil lui parla avec une compassion dans la voix : « Si ce n'est pas une pitié ! » dit-elle. Jeanne l'interrogea, et elle apprit que « ce pauvre petit manant » était un enfant aveugle que les autres, pour leur plaisir, martyrisaient du matin au soir comme ils auraient fait d'un oiseau ou d'un jeune chat. Alors une indignation la prit et elle descendit vivement vers la mer; mais les garnements s'étaient enfuis dans tous les sens, emportant leurs hardes sous leurs bras. Seul, le petit aveugle abandonné criait de toute sa force, ayant de l'eau jusqu'aux épaules ; et comme il ne savait plus où se trouvait le rivage, il demeurait immobile, avec des larmes dans ses yeux blancs.

Jeanne l'appela. Lorsqu'il entendit cette voix douce, il se tut, et, ayant écouté d'où elle partait, il s'en vint vers elle tout doucement. Il avait environ douze ans. Il était assez grand, fort maigre, avec un air lamentable. Il tendait les mains en avant pour rencontrer quelque chose. Mais la jeune fille reculait toujours, hésitant à le toucher parce qu'il n'avait rien sur le corps. Alors le misérable s'arrêta, croyant à une méchanceté nouvelle : mais elle le saisit tout à coup dans ses bras et l'emporta sous l'ombre d'une barque.

Cependant les autres, par plaisanterie, avaient caché ses habits ; et elle demeurait fort gênée à côté de ce grand enfant tout nu. Enfin, la femme qui étendait du linge s'approcha, et, ayant reçu de l'argent, courut acheter quelques hardes.

Jeanne essaya d'interroger l'aveugle, mais il la comprenait à peine, et répondait, d'une petite voix bêlante, des mots inarticulés qu'elle ne reconnaissait pas. Elle le ramena chez elle en le tenant par la main; et, après l'avoir bourré de tartines aux confitures qu'il mâchait lentement, sans satisfaction apparente, mais avec une capacité infinie, elle le conduisit chez ses parents. Ils habitaient une espèce de hutte au fond d'une ruelle infecte. Le père, un matelot, petit, maigre et ridé, portant une barbiche de bouc, ne dit pas un mot quand elle entra. Il fumait une pipe courte, le fourneau renversé, et tant que la jeune fille resta dans la maison, il en tira des bouffées plus rapides et saccadées. Mais la mère, aussitôt, s'empressa auprès de la demoiselle, apporta une chaise, fit des compliments ; puis elle gifla vigoureusement son gars qui donnait tant de mal au pauvre monde : « Un fameux embarras, allez, un enfant qui n'y voit goutte et que le bon Dieu n'aurait pas dû envoyer à des malheureuses gens comme nous. »

Quand elle comprit que Jeanne s'apitoyait sur l'aveugle, elle changea d'air tout aussitôt, appela ses deux autres garçons et sa fille, qui s'amusaient devant la porte, leur reprocha d'une voix criarde et dure d'avoir abandonné leur petit frère, les talocha l'un après l'autre autant qu'elle put, et quand tous les trois hurlèrent, se mit à geindre à son tour sur toutes les calamités de la vie, sa misère, la cherté du pain, et embrassa en larmoyant son « pauvre manant de gars » qui continuait à piailler pour imiter ses frères et sa sœur.

Jeanne convint avec elle que la petite fille lui amènerait l'aveugle chaque matin, afin qu'elle lui enseignât par la parole ce que les autres apprenaient au moyen des yeux.

Puis elle s'en alla déjeuner, enchantée de sa matinée, fière de sa résolution; et l'attendrissement qu'elle éprouvait était pour elle comme un complément du bonheur, car elle avait cette pitié douce des gens heureux qui n'est jamais douloureuse.

. . . . . .

Jeanne, au déjeûner, raconta l'histoire de l'enfant, et elle l'achevait à peine lorsque la bonne vint prévenir qu'un matelot désirait parler à Monsieur. On le fit entrer. C'était le père de l'aveugle. Il tenait sa toque à la main et semblait devenu poli tout à coup : sa femme lui avait fait la leçon, sans doute. Il vanta d'abord la bonté de Mademoiselle, mais comme il bredouillait et parlait bas en tenant ses yeux baissés, on l'invita, inutilement, à élever un peu la voix. Cependant, quand il eut fini ses compliments, sa parole devint claire comme par enchantement, et il fit ses offres de service pour accomplir des promenades en mer. Il se faisait valoir avec astuce, promettant des pêches et des chasses et coulant des regards obliques pour voir l'effet qu'il produisait. Le Baron, dans l'enthousiasme, acceptait tout, et, buvant d'un seul coup son café, le suivit, après l'avoir régalé d'un double verre de cognac que l'autre avala avec force salutations en répétant à la façon normande : « Mesdames et Monsieur, tout mon cœur vous salue. »

Jeanne, dans l'après-midi, n'y tint plus et elle retourna chercher l'aveugle. Dès qu'elle approcha de la chaumière, elle l'aperçut de loin, hissé sur une chaise devant la porte. Il balançait d'un mouvement régulier ses jambes maigres et sa figure sans regard et accompagnait son exercice d'une espèce de cri d'idiot qui consistait à répéter trois fois de suite : « hou, hou, hou, » et à s'interrompre une seconde pour recommencer après. Alors qu'elle fut contre lui, elle vit qu'on l'avait attaché sur sa chaise à la façon des tout petits enfants qu'une planchette tournante retient assis sur leurs fauteuils élevés. Mais son siège lui-même était amarré au battant de la porte ouverte. Elle voulut le caresser; il se mit à pousser des cris aigus qui firent aussitôt accourir

sa mère occupée dans les environs. Celle-ci, quand elle reconnut la demoiselle, recommença ses politesses, et expliqua qu'elle ficelait ainsi « son pauvre manant de gars » toutes les fois qu'elle s'éloignait un peu, afin qu'il gardât la maison, car personne alors n'y pouvait entrer sans qu'elle fût prévenue par ses hurlements.

Jeanne, après avoir donné quelque argent à la femme, détacha l'aveugle et l'emmena sans qu'il fît de résistance, car il avait sans doute conservé quelque vague souvenir de confitures. A partir de ce jour, sa sœur ou quelqu'un de ses frères le conduisit chaque matin à la maison de la jeune fille et il en connut bientôt si parfaitement le chemin qu'il y venait tout seul en tâtant les murs, se guidant ensuite aux haies des clôtures et aux bornes de la route.

Jeanne le bourrait de bonbons, le lavait, le peignait, le faisait propre. Elle s'amusait à la bienfaisance : c'était son joujou méritoire, une pieuse et charmante récréation. Elle lui apprit d'abord à parler, puis, peu à peu, éveilla son intelligence. Lorsqu'il parvint à la comprendre, elle peupla d'histoires les ténèbres de sa pensée, lui raconta l'Ancien Testament d'une façon plus merveilleuse encore que dans la Bible, y mêlant des contes de fées et des aventures des *Mille et une nuits*. Puis elle lui faisait répéter ce qu'elle avait dit, s'amusait énormément de ses erreurs ; car sa compréhension confuse distinguait mal les patriarches d'avec les princesses orientales et ne s'étonnait pas davantage de l'existence des bêtes fantastiques que des plus simples réalités.

Au chapitre qui raconte les impressions, les sensations et les surprises dont était faite la vie « charmante et libre » de la jeune fille, il manque dans le texte définitif cette évocation du couvent exprimée dans le « Vieux Manuscrit ; »

Quelquefois, sans qu'elle sût pourquoi, de vieilles images du couvent surgissaient tout à coup comme des apparitions. C'était le dortoir avec tous ses lits drapés de rideaux blancs et la pâle veilleuse au milieu, qui semblait éclairer les souffles inégaux des pensionnaires endormies ; ou bien elle reconnaissait le réfectoire dont les tables alignées se prolongeaient sous la voûte de la grande salle. Au centre, les huit bonnes sœurs, en cornette blanche, mangeaient ensemble avec des mouvements silencieux et tranquilles. Et elle sentait les exhalaisons de la cuisine, l'odeur moisie des corridors, le parfum des acacias dont le jardin était rempli. Alors ses anciennes amies lui apparaissaient. Elle les trouvait plus charmantes de loin, comme si la distance eût apporté une augmentation à sa tendresse. Elle aurait voulu les embrasser, leur raconter son bonheur ; et comme le temps des vacances approchait, elle comptait faire à Julie, sa mieux aimée, la

surprise de l'inviter. Chaque jour elle voulait lui écrire, mais elle différait sans cesse, vaincue par l'amollissement du bien-être, la lâcheté au travail que lui donnait le voisinage de la mer. Elle montait à sa chambre, prenait sa plume, commençait : « Ma chère Julie, » puis rêvait un quart d'heure, et s'en allait, espérant toujours être plus inspirée le lendemain.

L'abbé Picot, un curé joyeux et madré, indulgent aux faiblesses humaines, joue dans le roman un rôle important. Sa physionomie, très étudiée, fouillée dans tous ses traits, au physique et au moral, en fait un des types originaux de la galerie si riche et si variée que Guy de Maupassant a peinte. Le « Vieux Manuscrit » n'en renferme que l'ébauche. Il s'y marque une intention de grivoiserie si accentuée que le texte définitif en a atténué la grossièreté souvent choquante. L'abbé Picot présentait, dans le roman publié, à la famille de Jeanne, son futur mari, le vicomte de Lamare. Dans le « Vieux Manuscrit, » la présentation était faite par le frère de la jeune fille, et voici toute une série de scènes charmantes ou audacieuses qui l'amènent :

De tous les meubles de sa chambre, c'était sa pendule que Jeanne aimait le mieux. Son grand lit, gardé par quatre guerriers de chêne, la ravissait ; elle ne finissait point de l'admirer. Sa tapisserie déroulant sans cesse autour d'elle ces anciennes tendresses inoubliées depuis des époques si lointaines, la faisait songer à l'éternité de l'amour, emplissait son imagination, lui développait des horizons, mettait dans ses yeux l'harmonie des vieilles couleurs un peu fanées, et des poésies dans sa pensée. Mais sa pendule était vivante. Elle battait de même qu'un cœur ; et la petite abeille d'émail, qui sans cesse allait et venait sur son parterre où fleurissaient des marguerites à feuilles d'or, était devenue comme une amie. Jeanne, parfois, l'arrêtait du bout du doigt, mais aussitôt qu'elle la laissait libre, la mouche repartait au plus vite comme pour ne point perdre de temps, et ne paraissait pas désireuse de se reposer un peu sur ses belles fleurs brillantes épanouies sous elle. Il semblait à la jeune fille que c'était sa vie qui battait là de ce petit tic-tac doux et régulier, et tant qu'elle l'entendrait, pensait-elle, le malheur ne la toucherait pas. Elle songeait que la mince aiguille qui se promenait sur le cadran marquerait l'une après l'autre toutes les heures heureuses de son avenir. Sa marche tranquille et certaine la poussait vers les événements attendus. Elle ne songeait point que l'aiguille ne s'arrêtait pas sur le bonheur.

Elle était peut-être de mauvais goût, cette pendule, mais elle

l'aimait, familiarisée avec l'éternel balancement de l'abeille au bout de son fil d'acier.

Ce fut elle qui la réveilla au milieu de cette nuit qu'elle n'oublia jamais.

Le ciel était orageux, et sur la mer de grands éclairs fendaient brusquement l'horizon, éclairant vaguement pendant une seconde l'immensité ténébreuse. Jeanne s'était couchée de bonne heure ; elle s'endormit d'un sommeil pesant et rêva. Elle venait d'entrer dans un bois avec père et petite mère et ils marchaient péniblement tous les trois à travers des branches emmêlées, basses et garnies de feuilles. Père s'éloigna. Pourquoi ? elle ne le savait pas. Elle-même, au bout de quelque temps, petite mère s'étant assise, s'enfonça dans les fourrés et se perdit. Alors le cauchemar commença. Elle ne pouvait plus remuer ses jambes que les branches entortillaient. D'immenses lianes, longues et flexibles comme des couleuvres, s'enroulaient à ses bras, à sa poitrine, la serraient, l'étouffaient. Elle cria, appelant son père et sa mère, et ils répondaient sans cesse, l'appelant aussi, se cherchant l'un l'autre ; et leurs voix répétaient leurs noms à des distances considérables. La pendule sonna et le battement du marteau sur le timbre la réveilla tout à coup. C'était minuit : mais son rêve lui sembla continuer, car une voix dehors appelait : « Jeanne ! » Elle se dressa effrayée, écoutant. La voix éloignée cria de nouveau : « Père ! père ! » puis : « Jeanne ! » Et une pierre lancée frappa le mur.

Mais elle entendit marcher dans la chambre du baron, il s'habillait, il sortit. Elle avait allumé sa bougie, épouvantée par les ténèbres qui lui semblaient peuplées de malheurs. On parla quelque temps auprès de la barrière, puis des pas plus nombreux revinrent. Son père disait : « La chambre ne sera probablement pas faite, vous vous arrangerez comme vous pourrez. » Quelqu'un répondit : « Tant pis, une nuit est bien vite passée. » Elle ne se trompait pas, c'était son frère. Elle pensa d'abord : « Comme petite mère sera contente ! » Ils montaient l'escalier qui conduisait chez elle et dans les pièces de la maison. Alors elle se leva doucement et se drapa dans un grand châle bleu qu'elle mettait le soir sur le rivage. Dans un mouvement qu'elle fit, ses cheveux se répandirent comme une large vague blonde roulant sur l'azur clair du cachemire. Elle prit sa lumière à la main et quand elle entendit les pas contre sa porte, elle ouvrit. En face d'elle, immobile d'admiration, un grand garçon, brun, avec des cheveux crépus et une barbe frisée, d'un noir luisant, la regardait. Il crut voir Vénus enveloppée dans un morceau du firmament ; mais l'apparition fut courte, car elle poussa un cri, et s'enferma à double tour. Un doigt discret heurta sa porte, et quelqu'un, c'était bien son frère cette fois,

lui cria : « Ça t'apprendra, petite sœur, à ne pas rester la nuit dans ta chambre. »

Elle se recoucha, mais ne dormit plus. Elle se leva dès le jour, ne sortit pas, et rangea mille choses dans sa chambre qui ne lui avait jamais paru dans un semblable désordre.

Sa toilette fut longue ce matin-là.

Des rires partirent sous sa fenêtre. Elle alla regarder en soulevant son rideau. Justement ils avaient les yeux levés vers elle. L'avaient-ils vue ? Elle le crut, et se sauva, fort rouge. Alors elle ouvrit un livre pour se donner à elle-même une raison de ne pas sortir, et attendit l'heure du déjeuner.

Quand elle entra dans la salle à manger, elle sentit qu'elle était rouge et qu'elle respirait avec un peu d'effort. Sa mère lui présenta le vicomte Roger de Lamare, son frère l'embrassa et l'on s'assit. Les premiers instants furent silencieux. La baronne, heureuse, regardait son fils, un grand garçon maigre plein de défauts qu'elle oubliait sitôt qu'il était loin, mais dont il forçait à se souvenir sitôt qu'il était revenu. Il n'avait qu'un idéal au monde : la noblesse. Un roturier, pour lui, n'existait pas, eût-il du génie ; mais il aurait volontiers épousé sa fille si elle lui avait apporté quatre ou cinq cent mille francs en dot avec de belles espérances. Gardant devant le monde une contenance d'acteur sur la scène, une affectation de dignité, comme il sied à un gentilhomme, il avait dans sa famille un débraillé d'étudiant mal élevé, avec un langage plus que vulgaire saupoudré de jurons souvent grossiers.

. . . . . .

Henry, mis en gaieté par la verdure, avait déboutonné son gilet, et, les deux coudes sur la table, se versait coup sur coup des verres de vin qu'il appelait du Piccolo. Il plaisantait sans façon Marthe qui les servait, lui demandait combien elle avait d'amoureux, et même, profitant d'un moment où elle se penchait pour poser un plat sur la table, il lui pinça la taille ou la jambe, si bien que la grande fille, poussant un cri, répandit une partie de la sauce.

Le baron le regardait avec tristesse, n'osant rien dire, et la baronne faisait semblant de ne pas voir. Il se grisait et sa pensée suivit une autre voie. « Qu'est-ce qu'on fait ici pour ne pas s'embêter ? » Son père lui vanta les promenades, offrit son bateau quand il serait prêt, mais Henry ne l'écoutait déjà plus et il demanda comme aurait fait un chasseur s'informant s'il y avait du lapin :

— Y a-t-il de la noblesse dans les environs ?

Le baron répondit qu'il ne savait pas.

— Alors on ne peut voir personne.

— Pardon, le sculpteur Cadaille possède une maison près d'ici ; je

lui ai déjà parlé deux fois, et tu trouveras à Fécamp quelques familles de commerçants riches qu'on dit aimables.

— Le sculpteur Cadaille, qu'est-ce que cela ? et il ricanait d'une manière agaçante, comme si on lui avait demandé de faire son ami d'un palefrenier.

— Cadaille ! (le baron s'irritait), Cadaille ! mais c'est le plus grand artiste de l'époque.

L'autre ricana plus fort :

— Un artiste ! qu'est-ce que cela, un artiste ? Est-ce un oiseau ? de la plume ou du poil ? Je ne connais pas l'espèce.

— Eh, parbleu! tu as de bonnes raisons pour ne pas la connaître.

Mais Henry se renversa, riant avec affectation.

— Un artiste ? une jolie connaissance, ma foi ! pourquoi pas un maçon? c'est toujours un gâcheur de plâtre et un tailleur de pierres.

Et, prenant la taille de Marthe qui passait :

— Dis donc, ma petite, connais-tu ça, Cadaille, un artiste ? Oui, tu dois aimer les artistes, toi ?

Il était gris. Le déjeuner finissait; le baron exaspéré sortit. Jeanne prit le bras de la petite. Le vicomte de Lamare la suivit, et tous trois allèrent s'asseoir sur un banc de pierre au milieu du bois, pendant qu'Henry lampait du cognac.

L'un parrain et l'autre marraine au baptême d'un bateau que le père de Jeanne avait fait construire, les deux jeunes gens échangèrent leur promesse de mariage après le déjeuner dont la cérémonie avait été l'occasion. Le récit de ce déjeuner n'occupe dans *Une Vie* que quelques lignes. « La grande table était mise dans la cour sous les pommiers. Soixante personnes y prirent place : marins et paysans. La baronne, au centre, avait à ses côtés les deux curés, celui d'Yport et celui des Peuples. Le baron, en face, était flanqué du maire et de sa femme, maigre campagnarde déjà vieille qui adressait de tous les côtés une multitude de petits saluts. Elle avait une figure étroite, serrée dans son grand bonnet normand, une vraie tête de poule à huppe blanche, avec un œil tout rond et toujours étonné; et elle mangeait par petits coups rapides comme si elle eût picoté son assiette avec son nez. »

Quelle différence entre la sobriété de ce récit et l'ampleur de celui que Maupassant avait confié au « Vieux Manuscrit ! » Je donne en entier ces pages savoureuses et pittoresques dont s'enrichira, si je ne m'abuse, l'œuvre de Maupassant, qui ne dépassa jamais, pour l'intensité de la vie, ce tableau tumul-

tueux et coloré des mœurs paysannes et maritimes de sa Normandie natale.

Une fois devant la maison, les premiers s'arrêtèrent, saisis par un ravissement, attendant les autres, n'osant pas entrer.

Une tente avait été dressée, et sur toute la longueur du gazon une table immense, couverte de plats, fumait par quatre soupières géantes, tandis que, côte à côte, les carafes de cidre et les bouteilles de vin mettaient une double gaîté dans les yeux des invités.

Mais les maîtres et les autorités devaient manger dans la salle ; Henry seul présiderait le dîner des matelots.

Ils se tenaient en cercle à quelque distance de la table. Les uns avaient respectueusement retiré leurs bonnets de laine et les gardaient à la main ; d'autres semblaient devenus stupides de satisfaction ou de voracité contenue ; d'autres riaient, prêts à danser, follement joyeux. Henry, superbe de majesté, les plaça, les intimidant beaucoup par ses manières. Ce fut tout un travail pour les débarrasser de leurs coiffures. Ils ne voulaient point s'en séparer, les gardaient sur leurs genoux, s'asseyaient dessus, les posaient sur la table à côté d'eux, ou bien les cachaient sous leur chaise. Ce dernier moyen fut enfin généralement adopté à l'imitation d'un vieux patron médaillé, qui avait une fois dîné chez le préfet, après un sauvetage opéré par lui.

Les assiettes de soupe circulèrent et on n'entendit plus que des cliquetis de vaisselle mêlés à l'aspiration des bouches humant le bouillon dans les cuillers.

Dans la salle on attendait la marraine qui était montée pour retirer son chapeau. Elle descendit enfin tenant dans ses bras le petit aveugle. L'enfant négligé depuis quelque temps revenait chaque matin à la même heure, et, ne trouvant souvent personne, retournait tristement chez lui. Il s'était cramponné désespérément à cette première affection. Les douces paroles de Jeanne, tombant sur ce cœur abandonné, ses histoires, ses bonbons, ses gâteries de toute espèce l'avaient empli d'amour; et, depuis que la jeune fille ne s'occupait plus guère de lui, il maigrissait de chagrin, et pleurait sans cesse tout seul dans les coins.

Ce jour-là, personne ne le renvoyant (on avait autre chose à faire), il était monté sans bruit jusqu'à la chambre où il avait coutume de prendre sa leçon, retrouvant à tâtons l'escalier, la porte, la chaise où il s'asseyait, et, après avoir grimpé dessus, il attendit. Jeanne l'y trouva, et, dévorée de remords, l'emporta dans la salle où elle lui fit donner un siège à côté d'elle.

La baronne prit sa place, ayant à sa droite le curé, et à sa gauche le maire, maître Anthime Vallin, ancien boulanger vivant de ses

rentes, républicain; on le disait du moins, quoiqu'il fût bien avec le gouvernement; mais ce qui le faisait croire, c'est qu'il recevait le journal, lisait quelquefois dans des livres et ne fréquentait point l'église. Son « épouse » était la seule femme invitée à ce festin. Elle restait debout derrière sa chaise, adressant à tout le monde une multitude de petits saluts, tenait ses mains croisées sur son ventre et paraissait envahie d'une envie folle de s'en aller. Elle avait une figure mince, serrée dans son grand bonnet normand; une tête de poule de Crève-Cœur à huppe blanche, avec un œil tout rond qu'on aurait dit immobile. Car elle se tournait un peu pour regarder, à la façon des volailles. Quand le baron la pria de s'asseoir, elle répondit : « Merci bien, mon bon monsieur, » et resta debout; et il fallut que Marthe, ayant pris sa chaise, la lui plaçât sous le derrière pour la contraindre à retomber dessus. On avait également invité le frère du curé, de passage à Yport, M. Anselme, sacristain de la cathédrale de Rouen. On le respectait dans le village, peut-être davantage que le prêtre, parce qu'il approchait de Monseigneur, et les dévotes lui confiaient à chaque voyage une cargaison de chapelets et de médailles à faire bénir par l'archevêque. Il gardait cet aspect hermaphrodite et cafard qu'ont presque toujours les proches parents des ecclésiastiques. « Ni chair ni poisson, ni blouse ni soutane, » disait le maire. Il était maigre, allongé des membres, avec des extrémités extraordinairement développées. Ses grosses mains rouges avaient l'air souple, cependant; elles se remuaient vivement, accoutumées à manier des choses délicates, les linges sacrés, les ornements d'autel, les fines burettes dont il avait l'habitude de boire du vin derrière la porte des sacristies comme l'attestaient quelques veines bleuâtres entrecroisées déjà sur son nez flasque enflé du bout. Il fit en même temps que son frère un grand signe de croix pour le *bénédicité*, et la femme du maire les imita pendant que son mari souriait en clignant de l'œil au baron.

Les têtes bientôt furent inclinées vers les assiettes; le curé et Mme Adélaïde tout seuls restaient droits, leur ventre ne leur permettant pas de se courber; et de chaque gorge de paysan sortait un gargouillement différent, une musique de soupe avalée. M. Anselme engloutissait, tandis que Mme Vallin, se penchant par mouvements rapides, semblait picoter sa cuiller avec son nez. Jeanne, à trois reprises, étouffa mal un éclat de rire, et le vicomte, gagné par sa gaîté, cherchait des prétextes pour s'y abandonner. La baronne s'efforçait d'être aimable et roulait de gros yeux vers les jeunes gens pour les rappeler aux convenances, tandis que le baron restait digne, froid et poli, mais il semblait un peu contraint et son regard allumé démentait la sévérité de ses lèvres.

On apercevait par la fenêtre ouverte la grande table du jardin d'où s'élevait un faible murmure de voix. Les servantes emportaient déjà les bouteilles vides et les remplaçaient tout aussitôt.

Le silence dans la salle était complet, et lorsqu'on attendit le premier service, tout le monde se regarda. Le baron et Mme Adélaïde se tourmentaient laborieusement pour trouver un sujet de conversation. Mais ils n'en découvraient aucun, et le besoin de rire qui oppressait Jeanne et Roger grandissait, les serrait à la gorge, partait quelquefois par fusées vite retenues, pareilles à ces minces filets qui s'élancent entre les doigts quand on veut boucher un jet d'eau avec la main.

Alors le maire, qui venait de boire un verre de vin, proclama : « Un bien beau temps. » Le curé y consentit : « En effet, si ça peut continuer, ce sera fameux pour la récolte. » Le baron se crut obligé d'intervenir : « Elles sont belles, les récoltes? » Il appartenait naturellement au maire de répondre : « Oui et non; ça dépend des contrées : les blés s'annoncent pas mal, mais l'avoine est chétive. Faut pas se plaindre du grain; il est, comme qui dirait, à satisfaction; mais la paille manque. » Anselme qui mangeait du pain, en attendant autre chose, glissa un : « Y a de la pomme, » qui fit éclater tout à fait les deux jeunes gens. Jeanne trouva cependant une raison à cette gaîté : une des servantes avait failli, disait-elle, tomber sur le gazon en apportant un grand plat.

Un superbe turbot, couché sur un lit de persil, apparut, flanqué d'une soupière pleine de sauce à la crème. Alors un recueillement se répandit et tous les yeux demeuraient fixés sur le poisson, suivant attentivement les mouvements de la baronne qui le dépeçait avec lenteur.

Le silence recommença, et aucun bruit non plus ne venait du jardin. Tout le monde mangeait, ne pensant pas à autre chose.

Un grattement se fit contre la porte seulement poussée; elle s'ouvrit, et le petit chien jaune qui, le matin, courait après les moineaux sur la route, se faufila dans l'entrebâillement, avec un regard humble, affamé, la tête basse, et remuant la queue. Il avait suivi la foule, attiré par les exhalaisons du festin. Jeanne, saisie par une tendresse, le prit aussitôt sur ses genoux, et, l'embrassant, lui fit lécher son assiette. Le Maire le reconnut : « Tiens, Moïse, le chien du père Bardou. En voilà un nageur! il pique de la falaise. » Et comme tout le monde le regardait sans comprendre, il fut ravi de raconter que le père Bardou, un vieux braconnier, élevait ce chien pour le dresser, quand un chasseur de Fécamp lui en offrit un plus beau. Alors le bonhomme alla se promener avec celui-ci sur une pointe de la côte, et le précipita dans la mer; mais la pauvre bête, malgré la hauteur de

la chute, ne se noya pas; elle revint à la nage, et son maître la retrouva l'attendant devant la maison. « Aussi dans le pays maintenant tout le monde l'appelle Moïse, parce qu'il fut sauvé des eaux. » Le curé sourit; et Jeanne serrait le chien sur sa poitrine comme pour le protéger contre cette férocité de paysan.

— Dites donc, Monsieur Vallin, croyez-vous qu'on me le donnerait ?

— Mais assurément, mademoiselle.

— Voulez-vous le demander pour moi?

— Allez, gardez-le, je m'en charge.

Le jeune fille, en signe de possession, enleva le ruban qu'elle avait au cou et le mit à celui de Moïse.

Mais dehors, la voix d'Henry retentissait:

— Marthe ! de l'eau de vie, plusieurs bouteilles.

La baronne stupéfaite regardait autour d'elle.

— De l'eau de vie après les entrées, pour quoi faire ?

Le curé s'empressa d'expliquer :

— Pour faire un trou, madame la Baronne.

— Comment, un trou?

— Oui, après chaque plat on boit un petit verre et ça rouvre l'appétit.

Le baron riait. — En désirez-vous, monsieur le curé ?

— Mais... ce n'est pas de refus.

L'eau de vie fut apportée, et l'on trinqua. Ceux qui n'en voulaient pas, prirent du vin.

Le prêtre dit : « A vos souhaits. » Le maire s'inclina : « J'ai bien l'honneur; » Anselme fit un salut profond en marmottant : « Le cœur y est : » et les verres étaient déjà vides lorsque madame Vallin lança tout à coup d'une petite voix de tête effarouchée : « A votre santé, monsieur, madame et la compagnie. » Jeanne qui buvait s'étrangla ; Roger pleurait, tant il avait de peine à se maîtriser; puis le silence recommença.

Cependant une rumeur grandissait dans le jardin. Les servantes couraient incessamment de la tente à la cuisine. On ne parlait plus, on criait, s'interpellant d'un bout à l'autre de la table. Les bouteilles étaient taries aussitôt que pleines; et une odeur de mangeaille se répandait, gagnait le pays, grisait une cinquantaine de galopins qui regardaient de la route en jetant des plaisanteries. Mais un spectacle étonnant paralysa toutes les bouches. Trois marmitons vêtus de vestes blanches et sept bonnes en procession apportaient, sur dix grands plats, dix dindons énormes, reluisants, rissolés, dont une fumée odorante s'élevait, chassée par le vent vers les maisons du village. Quand la stupéfaction fut passée, un cri s'éleva : « Les picots!

les picots ! » et on les appelait comme s'ils étaient vivants, on sifflait, on glougloutait. Une effervescence tumultueuse emportait l'assemblée, doublant la sonorité des voix, aiguisant les rires, affolant les têtes. Les gamins émerveillés se hissaient à la grille, grimpaient sur les épaules pour mieux voir, et se taisaient, engourdis par la convoitise.

Dans la salle, on s'était levé pour admirer la majesté du défilé. Le curé poussa un soupir qu'accompagnait une réflexion : « Un homme qui pourrait manger tout ça... » Il n'acheva pas, songeant.

La dinde qu'on leur servit était truffée ; mais Anselme, le maire et sa femme mirent soigneusement de côté ces petites rondelles noires qui les dégoûtaient. Alors le prêtre en prit d'abord dans l'assiette de son frère, tour à tour ensuite dans celles du ménage Vallin, si bien qu'il avala tout, puis sonda sans façon avec sa fourchette les entrailles de l'animal pour en retrouver, regrettant qu'il n'y en eût pas davantage.

On fit encore un trou et les propos devinrent facétieux. Le maire se cambra, les yeux luisants :

— Sapristi, ça va bien, c'est comme qui dirait les noces de Ganache.

Un frisson de rire étouffé courut : mais le curé, grave, se retournait :

— Vous voulez dire : de Cana.

Le maire n'accepta pas la leçon.

— Non, Monsieur le curé, je m'entends, quand je dis : ganache, c'est ganache.

Puis il raconta comment, à un repas, chez des parents, on avait mangé dix-huit heures de suite sans s'apercevoir du jour ou de la nuit :

— Et je vous promets qu'il vous en passait dans la bedaine du liquide et du solide, qu'il a fallu rester encore six heures dans le bâtiment après la fin, parce qu'on était trop lourd pour s'en aller.

Anselme avait un rire discret et malin, comme s'il en savait de bien meilleures que sa situation, par exemple, ne lui permettait pas de raconter. Mme Vallin se taisait toujours, avalant sans interruption tant que son assiette était pleine ; puis, elle demeurait immobile, les mains croisées, l'œil stupide, attendant un nouveau plat.

Jeanne bourrait l'aveugle qui se laissait faire, et disait seulement de temps en temps : « J'aime ça, moi. »

Le curé causait à voix basse avec la baronne, il lui demandait quelque chose.

Au dehors, le tumulte devenait effrayant. Les soixante et dix matelots vociféraient tous ensemble, racontant à tue-tête des histoires qui leur étaient arrivées, heurtant les verres avec fracas, excités par une bonne chaleur intérieure qui leur faisait plaisir dans l'estomac. Ils se

retournaient sur leurs chaises pour taper de grands coups de mains sur le genou des voisins, et quelquefois un rire énorme partant d'une poitrine inconnue montait, dominant cette tempête de cris.

Le baron un peu las causait avec Roger. Ils parlaient de la promenade faite la veille par les jeunes gens.

— Hein! vous avez trouvé cela beau, n'est-ce pas? Quelles falaises que celles de ce petit havre d'Etretat? Mais je connais mieux encore à Saint-Jouin, trois lieues plus loin! c'est moins décor de théâtre, plus vraisemblable, plus nature. Je vous emmènerai voir ça quelque jour.

— Merci mille fois, cher monsieur, mais j'ai prévenu ma famille que j'allais revenir. Je ne puis abuser plus longtemps de votre aimable hospitalité.

Jeanne éprouva comme un chatouillement au cœur, et elle eut la sensation d'une chose froide qui se serait allongée dans ses membres. Sa respiration devint si courte et si difficile qu'elle porta sa main à sa gorge, puis à son front, machinalement. Et elle avait une terreur horrible de laisser voir son angoisse, de s'évanouir de nouveau. La clameur des marins, hurlant sous les fenêtres, lui semblait subitement diminuée, comme venant à présent de fort loin, car elle ne l'entendait presque plus. Donc il ne l'aimait pas, s'il partait ainsi. Tous ses rêves s'écroulaient. Elle avait peur de pleurer maintenant.

Cependant le baron pressait le vicomte de rester encore; mais il résistait à ses instances, déclarait qu'il ne le pouvait plus.

La jeune fille s'imagina que tout le monde l'examinait avec curiosité, qu'on remarquait sa pâleur. Elle appela Moïse, le prit et le couvrit de caresses pour cacher son trouble. Dans cet éloignement d'où lui venaient tous les bruits, elle entendit parler sa mère. La baronne aussi devait être émue :

— Non, M. Roger, vous ne nous quitterez pas, et si vous ne le faites pour des amis bien sincères quoique récents, ce sera à la prière d'une pauvre mère. Je ne vois presque jamais Henry, et je pleure après toute l'année; enfin je le tiens, grâce à vous; mais il s'en ira si vous partez. Il s'ennuierait tout seul ici, et j'ai besoin de l'avoir encore.

Roger balbutiait, indécis. Jeanne comprit qu'il levait les yeux sur elle ; alors elle aussi se retourna et son beau regard de faïence, qui semblait épaissi, durci par la passion, tomba sur lui. Il en reçut comme un choc dans ses grands yeux noyés d'amour : et, d'une voix faible :

— Je vous remercie, madame, je resterai tant que vous voudrez.

Un nuage sans doute avait obscurci quelques instants le soleil, à moins que le rayonnement de l'astre eût augmenté tout à coup, car il semblait à Jeanne qu'une clarté soudaine envahissait l'horizon

comme pour les apothéoses; et le jardin, le bois plus loin, les hommes qui braillaient à pleins poumons et lui crevaient maintenant les oreilles, la salle où leurs quatre convives se remplissaient de viandes et de vin, lui apparurent sous un ruissellement de jour, dans une inondation de lumière. Elle avait peine à ne pas chanter aussi, tant elle était devenue joyeuse; et un besoin de marcher, de danser, de courir lui remuait les jambes; elle se sentait légère à toucher le plafond d'un bond, à passer comme une balle par la fenêtre, à monter d'un élan la grande côte en face et à la redescendre en quelques sauts.

Et brusquement elle se dit : « Je l'aime, je l'aime, c'est sûr que je l'aime. » Et elle baisa si passionnément l'aveugle que tout le monde la regarda. Alors elle rougit et redevint calme.

*
* *

Ces pages achèvent la partie du « Vieux Manuscrit » mise au net et dont Maupassant aurait sans doute tenu la rédaction pour définitive, s'il n'avait pas recommencé *Une Vie* sur un autre plan et selon une conception nouvelle. Celles qui suivent, écrites sur un papier plus grand et à une époque postérieure, sont hachées de ratures et de renvois. Elles montrent Maupassant dans son premier travail de rédaction, à la recherche des mots exacts. Quelquefois sa pensée s'égare dans les marges, où il dessine : son portrait, des caricatures, des monogrammes. Il y aurait beaucoup à puiser dans ce canevas, surtout si l'on voulait prouver que Maupassant ne produisait pas ses chefs-d'œuvre comme un pommier produit ses pommes. Mais je crois bien que sur ce point la démonstration est faite par la comparaison du « Vieux Manuscrit » avec l'édition imprimée. Il s'en faut d'ailleurs qu'elle diminue le génie de Maupassant. En littérature comme en éloquence, la *facilité naturelle* risque d'être périlleuse, si elle ne se protège pas par la *difficulté acquise* contre ses propres excès. Élevé à l'école de Flaubert et guidé par l'instinct de son goût naturel, Maupassant avait appris la difficulté. Il importe peu que ses manuscrits ne soient pas raturés. C'est son esprit qui faisait les ratures. Quand il se mettait à sa table de travail, son œuvre, le plus souvent un chef-d'œuvre, était composée et mise au point. Pour l'écrire, il n'avait plus qu'à écouter sa mémoire et il se dictait en quelque sorte à lui-même un texte déjà complet et définitif. Il est sûr que ce procédé lui servait pour ses contes, mais tout porte à croire qu'il ne travaillait pas autrement à la composition de ses romans.

N'était-il pas d'ailleurs plus conteur que romancier? Je ne méconnais pas les beautés de *Bel-Ami*, de *Fort comme la Mort* et de *Notre Cœur*, mais j'ose dire que Maupassant ne se trouvait pas dans le roman d'analyse à l'aise comme il l'était dans ses contes. On y sent l'effort, et déjà des parties entières en sont mortes ; celles qui vivent sont surtout des scènes ou des épisodes dont le sujet aurait pu fournir la matière d'un conte. Qu'on ne m'oppose pas *Pierre et Jean*; cet admirable chef-d'œuvre est moins un roman qu'une nouvelle prolongée, et c'était bien l'avis de M. Anatole France quand il écrivait à son propos : « Force, souplesse, mesure, rien ne manque plus à ce *conteur* robuste et magistral. » Quelles différences y a-t-il donc entre un roman et une nouvelle? Je m'en tiens, pour les comparer et pour les définir, à la page si claire et si profonde que M. Paul Bourget a écrite ici même sur *Mérimée nouvelliste*, et dont la conclusion est caractéristique. « La Nouvelle est un *solo*. Le roman est une symphonie. Aussi compterait-on les écrivains supérieurs, comme Balzac, dans l'un et dans l'autre genre. » Maupassant et Mérimée, si dissemblables d'ailleurs, n'ont été vraiment supérieurs que dans la nouvelle. Maupassant était trop réaliste pour se répandre dans les larges ondes de la « symphonie ». Jules Lemaitre disait de ses contes qu'ils étaient « la partie la plus considérable de son œuvre, celle où il est tout à fait hors de pair. » M. René Doumic, de même, sans méconnaître le mérite d'*Une Vie* et de *Pierre et Jean*, dont il admirait les qualités maitresses, écrivait : « Il est probable que le plus sûr titre de gloire de Maupassant sera d'avoir renouvelé et s'être approprié ce genre du conte qui, chez nous, est un genre national. » Mon opinion compterait peu après celles de MM. Anatole France, Jules Lemaitre et René Doumic, si je n'avais pas cru apporter une confirmation au jugement de ces éminents critiques en montrant, par la comparaison des sources et des deux manuscrits d'*Une Vie*, que ce beau roman est une mosaïque de contes. La « superstition de l'inédit, » comme disait Sainte-Beuve, avant que Brunetière en condamnât la « fureur, » ne me hante pas, mais l'inédit est-il donc dédaignable, s'il permet, par l'étude des procédés d'un auteur, de mieux connaître les lois de son génie ?

LOUIS BARTHOU.

LES VILLES D'OR

IV. — LES SENTINELLES DU DÉSERT (1)

Camps retranchés, fortins, châteaux-forts, villas fortifiées, cités, municipes ou colonies, tous ces avant-postes de la civilisation latine en Afrique semblent monter la garde sur la lisière des régions sahariennes.

Manifestement, Rome a voulu opposer aux envahisseurs nomades, aux pirates du désert, des masses compactes de populations sédentaires et civilisées, profondément différentes du Barbare, par leur culture et leur genre de vie, et aussi bien armées que possible pour lui résister. Il en est ainsi à toutes les époques, dans tous les pays où des races très opposées de caractère, irréductibles les unes aux autres, sont affrontées en un perpétuel état d'alerte et d'hostilité. En Lorraine, le long de l'ancienne frontière, les Allemands avaient massé, en couches épaisses, des immigrants venus de la plus lointaine et de la plus germaine Germanie. Dans l'Afrique ancienne, les colons de Théveste ou de Thimgad, établis à deux pas des régions désertiques, — vétérans, pour la plupart, des armées impériales, — ces braves gens étaient souvent plus Romains que l'Empereur lui-même.

Tout le prouve : le plan et la décoration de leurs villes, les témoignages de loyalisme sans cesse répétés par leurs inscriptions, les innombrables statues, les temples consacrés aux Césars et à leur divinité. La Tunisie centrale et occidentale

(1) Voyez la *Revue* des 15 août, 1er septembre et 1er octobre.

regorge de ruines romaines. Ces Marches du Désert étaient peut-être encore plus profondément romanisées que le reste du pays. En tout cas, les villes mortes pullulent d'un bout à l'autre de cette région. Rien que dans le périmètre compris entre Mactar et Fériana, le voyageur d'aujourd'hui n'aurait que l'embarras du choix, si notre Service des antiquités était assez largement organisé et doté d'un budget assez riche pour exhumer au moins les plus importantes ou les plus connues de ces villes. Cilium, Uzapa, Muzuc, Limisa, Gemellæ, Thélepte, — pour n'en citer que quelques-unes, — attendent la pioche libératrice du terrassier et la sollicitude de l'archéologue. Les ruines de Thélepte, en particulier, couvrent de vastes étendues. Elles gisent à fleur de sol. Il est scandaleux qu'on les laisse ainsi à l'abandon, exposées à une destruction complète et sans remède. Il y a là plusieurs églises et chapelles chrétiennes, dont une grande basilique à cinq nefs, des thermes assez bien conservés, un théâtre, une nécropole, une forteresse byzantine, sans parler de tout ce qu'on ne voit pas et que des fouilles superficielles peut-être suffiraient pour ramener au jour. Partout des trouvailles sont probables, et des trouvailles de ruines à peu près intactes. Règle générale : là où il y a de l'eau, il y a des villages et des gourbis arabes. Et là où il y a des gourbis, il y a du romain. L'Arabe a presque tout détruit aux lieux où il s'est installé, mais il n'a guère occupé que des fermes ou des bourgades. Sa civilisation rudimentaire ne lui a pas permis de soutenir et de continuer l'œuvre urbaine des Romains. Par pauvreté, misère, barbarie, il a dû évacuer, abandonner presque toutes les villes, — ces villes qui coûtaient cher à entretenir et à défendre, — et il n'a conservé que les points stratégiques, les ports, ou les centres de ravitaillement indispensables.

C'est ce qui a sauvé en partie les ruines de l'Afrique latine. Oubliées par l'envahisseur, après qu'il les eut copieusement pillées et dévastées, les villes romaines se sont enfoncées lentement sous la terre et les décombres. Quand on rejette ce linceul, on retrouve le squelette presque tout entier. Je ne connais rien de plus tragique, ni de plus utile à méditer, — en ce moment surtout, — que le spectacle de ces cadavres de villes. Il a suffi que le Barbare passât par ici, pour que ces grands corps vivants fussent couchés par terre, que le secret de ces organismes si complexes et si délicats fût perdu, que toute cette parure d'art

et de beauté se flétrit. Rien ne nous met sous les yeux de façon plus terrifiante la fragilité de nos civilisations. Ce que les hordes asiatiques ont fait de Thélepte et de Carthage, elles peuvent le recommencer ailleurs, demain, si nous n'y prenons garde. Ce qu'il advient quand on ne sait plus repousser le Barbare, Carthage et Thélepte nous l'apprennent. *Ils* sont venus, ils ont pillé, brûlé, saccagé, et ils s'en sont allés, ne laissant derrière eux que des pans de murs ou des maisons vides. La cité et toute la campagne d'alentour ont été séchées, stérilisées, comme une fontaine dont on coupe la source. Le vivant de la veille est devenu tout à coup un mort. Les gens qui habitaient là, occupés, comme nous, de sciences, d'arts, d'idées, de choses belles et passionnantes, sont entrés brusquement dans la nuit; les choses dont ils étaient si fiers sont devenues un fatras inutile et quelque peu ridicule, dont on ne sait plus l'usage, ni le sens, — de l'archéologie, une pincée de cendres sur lesquelles peut-être quelqu'un viendra souffler dans des millénaires, ou qui sombreront dans l'oubli et qui seront dispersées, anéanties à tout jamais...

*
* *

Parmi ces villes mortes qui, pendant des siècles, furent les sentinelles de Rome en face du Barbare, celles, trop peu nombreuses, que nos archéologues ou nos officiers ont réussi à dégager ou à restaurer d'une manière satisfaisante, — ces quelques ruines ont un caractère tellement original qu'elles nous consolent presque de l'insuffisance des fouilles et des restaurations. Tel est le cas pour Ammædara, Sufetula, Gigthi. Ce ne sont pas précisément des villes sahariennes, mais elles confinent déjà aux régions désertiques, les deux premières sur la frontière occidentale de la Tunisie, la dernière dans les sables de l'extrême-Sud tunisien, non loin des Syrtes et de la Tripolitaine.

Malheureusement, elles sont assez difficiles à atteindre. Il en est de même d'ailleurs pour la plupart des ruines antiques de Tunisie et d'Algérie. Les touristes pressés, — et les Africains eux-mêmes, — ne se doutent pas de leur abondance extraordinaire, ni de leur intérêt, parce que les routes et les chemins de fer modernes ne passent plus par ces centres urbains aujourd'hui abandonnés. Le transit et le négoce se détournent de régions autrefois prospères et surpeuplées, et où l'on ne trouve

plus rien que des cailloux et de l'alfa. En outre, la structure même du pays rend les voyages longs et compliqués. La Tunisie, ainsi d'ailleurs que l'Algérie, est faite de compartiments superposés qui ne peuvent guère communiquer que par un couloir latéral, comme dans nos wagons. Ce couloir longe la côte orientale de la Régence, et il faut toujours y revenir, quand on veut passer d'un compartiment à l'autre. Vous vous trouvez, par exemple, au fond d'un de ces corridors, à trente kilomètres d'une ville romaine. Mais celle-ci est située dans le compartiment voisin. Si vous voulez y aller par chemin de fer, il faudra faire plus de deux cents kilomètres pour rejoindre le couloir de communication, et encore deux cents kilomètres en sens inverse pour traverser tout le compartiment parallèle et atteindre enfin le but de votre excursion.

Ammædara, — que les Arabes appellent aujourd'hui Haïdra, — se trouve à l'extrémité d'une ligne d'intérêt purement local, qui va de Tunis, par Gafour et Les Salines, aux exploitations minières de Kalaa-Djerda.

J'avoue que la lenteur du train et la monotonie du paysage commencèrent d'abord par me décourager. Pendant des heures et des heures, des plaines mornes s'allongeaient, sans le plus petit détail capable de retenir un instant le regard. La seule émotion, c'est l'inquiétude de savoir où l'on pourra manger tout à l'heure et coucher ce soir. Le buffet où l'on s'arrête est une cahute en planches, encore assez éloignée de la voie. Elle est prise d'assaut par la douzaine de voyageurs que nous sommes, et, quand enfin nous nous asseyons devant notre pitance, les mouches, par essaims fervents, sont déjà à table dans les assiettes et dans les plats. Je me demande avec angoisse si la lointaine et vague Ammædara vaut le supplice et l'ennui d'un tel dérangement.

Cependant, à mesure qu'on se rapproche de l'Oued-Sarrath, le style du paysage se relève. Il devient plus vigoureusement africain. A travers une grande plaine désolée, le lit de l'oued s'étale sous de hautes berges d'argile rouge ravinées et sculptées par les eaux. Et, dans le lointain, dominant toute cette étendue aride, au sommet d'un énorme massif calcaire, surgit une forteresse naturelle, qui semble construite de main d'homme, et qu'on appelle la Table de Jugurtha. Si habitué que l'on soit aux formes architecturales des montagnes africaines, on est

frappé tout de suite par le caractère étrange, et, en quelque sorte, prodigieux de celle-ci.

En face d'elle, du côté de Kalaa-Djerda, un autre massif, celui-là complètement isolé, se dresse au milieu du steppe pelé et rugueux. De loin, on dirait une monstrueuse grenouille accroupie. C'est ce que les indigènes appellent la Montagne des Serpents. Ce nom, le nom de Jugurtha, le légendaire aventurier numide, le profil farouche de la forteresse cyclopéenne, véritable repaire de brigands ou de révoltés, l'aspect de la plaine fauve comme une peau de lion, — tous ces détails significatifs ont tôt fait de vous remettre dans l'atmosphère antique. Et, tandis qu'on se laisse fasciner par le mirage, qu'on suit des yeux les zigzags des escaliers aériens taillés dans le roc de la citadelle, les sinuosités de l'enceinte rocheuse, avec ses tours, ses demi-lunes, ses plates-formes arrondies, — le train vous débarque tout doucement entre des hangars et des cheminées d'usines, au milieu de toute une poudreuse et fumeuse agglomération industrielle, où circule, parmi les rails et les monte-charges, une population d'ouvriers cosmopolites...

Ce n'est qu'une fausse note d'un instant. Il suffit de sortir de la gare et de se tourner vers le Sud, — vers l'immense plaine où s'étale, comme un mausolée berbère, la Montagne des Serpents et que domine, du haut de son massif rocheux, la Table de Jugurtha, — toutes ces cambuses des phosphatiers disparaissent, elles ne comptent plus, elles s'effacent derrière les plis des terrains comme de petites barques derrière les houles marines. Rien que la terre nue, hérissée d'herbes dures et piquantes comme des aiguilles; çà et là, des cabanes dont la couleur se confond avec celle du sol, des troupeaux qui bougent vaguement dans un halo de poussière, et les aboiements furieux des chiens. Les nomades voleurs ne sont pas loin. Ils passent, furtifs, sous leurs burnous terreux. Tout au fond de l'horizon, légèrement teinté de rose par le couchant, se dessinent les étranges profils des montagnes africaines, les pitons en forme de mamelles, les cônes écrasés qui rappellent le triangle mystique de Tanit, les enceintes turriformes aux escaliers de rochers vertigineux. On est dans un monde qui n'a plus d'âge, le monde des périodes géologiques et des plus lointaines légendes. On est hors du temps : condition excellente, sorte de purification préliminaire, pour se préparer à l'émotion historique...

*
* *

Cependant, Ammædara et son trésor de souvenirs et de ruines anonymes sont encore loin : vingt kilomètres environ qu'il faut faire en voiture. C'est une journée entière que réclame la visite de la ville morte.

D'abord, le paysage redevient d'une monotonie désolante. Les montagnes s'abaissent, perdent leurs belles formes monumentales. Nous voici tout près de la frontière algérienne. Tébessa est à quelques lieues, derrière ces collines médiocres, à la végétation terne et cendreuse. La plaine jaunâtre, sillonnée de faibles ondulations, semble déserte. Mais ce n'est pas le désert, bien qu'il ne soit pas très loin. Ici, paraît-il, fut l'antique Ammædara. On cherche... On finit par apercevoir, sur la droite de la piste, la forme confuse d'un arc de triomphe encore mal dégagé de sa gangue byzantine et, plus loin encore, dans la direction de l'Oued Haïdra, un mausolée au fronton triangulaire, qui se dresse à l'entrée de ce champ de ruines, comme une gigantesque guérite abandonnée. Enfin, au sommet d'une éminence sablonneuse, apparaît le bordj des douaniers, qui gardent la frontière. Ils sont là trois hommes, avec leurs femmes et leurs petits enfants, perdus au milieu d'une foule de loqueteux en burnous, qui se chauffent au soleil contre les murs du bordj, ou qui se pressent devant le portail, en criant et en gesticulant de leurs bras maigres et noueux. Trois hommes anémiés et pâlis par les fièvres, et, derrière les murs de l'enceinte, une demi-douzaine de vieux fusils alignés sur un râtelier, voilà ce qui représente aujourd'hui la majesté de l'Empire aux yeux de cette foule barbare. Il faut croire que cela suffit pour la tenir en respect. Je m'incline devant les vieux fusils Gras comme devant les faisceaux des licteurs proconsulaires...

Mais je cherche toujours la ville. Où est Ammædara?... J'aperçois bien, de ce côté, les décombres d'une basilique chrétienne, et, en face de moi, les remparts écroulés d'une importante forteresse byzantine. Mais la ville romaine, celle dont les citoyens ont élevé là-bas cet arc de triomphe et ce mausolée de si grande allure?...

Elle est tout entière détruite, ou ensevelie sous des couches de sable.

Les vestiges en sont encore très nettement visibles. Après

avoir longé quelque temps la forteresse, je suis descendu, par une dépression de terrain, jusque dans le lit de l'oued. Les berges, très hautes et sans cesse rongées par les eaux, ont l'air de tranchées artificielles. Dans la paroi régulière, on distingue des substructions de maisons, des racines de murailles, des restes de pavements, des colonnes couchées, des auges de pierre. Tout le travail d'exhumation reste à faire. Est-ce pour constater cette possibilité de renaissance que l'on est venu?...

On se détourne avec mauvaise humeur, et, sur des cailloux glissants, on enjambe le lit de l'oued.

Et voilà que, tout à coup, on se trouve devant un spectacle étonnant de couleur et de somptuosité. C'est une apparition médiévale d'un relief, d'une intensité réellement extraordinaires. De l'autre côté de la rivière, d'un mouvement farouche, la citadelle byzantine, avec ses tours, ses créneaux, ses hautes portes cintrées, dévale jusqu'au bord de la berge. Elle semble faite avec des cubes d'or rouge, et toute cette enceinte massive et singulière se détache au milieu des sables roux, sur le bleu du ciel, comme une flamboyante orfévrerie. Sous sa couronne de palmiers élancés, cette étrange silhouette se réfléchit dans la nappe mince et frissonnante de l'oued, qui se déverse en cascades dans des bassins naturels, semblables à des vasques superposées de marbre blanc. En face, sur la berge où je suis, des peupliers rabougris érigent leurs verges maigres. Et, par derrière, des collines pelées et misérables attristent l'horizon. Soudain, on grelotte. Un coup de vent froid vient de passer, qui fait frissonner les herbes et les roseaux de l'oued. On est très haut ici : c'est l'atmosphère frigide des Hauts-Plateaux..

Et rien n'est saisissant comme le contraste de cette maigreur et de cette frigidité avec l'ardeur et l'opulence de l'autre spectacle. Une flambée de couleur au bord d'une flaque d'eau, dans la tristesse d'une lande informe et incolore, voilà ce qui reste d'Ammædara.

Mais ce reste est quelque chose de tellement intense et magnifique qu'il fait oublier toutes les déconvenues. Cette forteresse byzantine, vue du côté de l'oued, est une ruine splendide et précieuse, qu'il faut conserver à tout prix. Les crues de la rivière, les coups de vent et les pluies ont tellement ébranlé le rempart, que, sur une foule de points, il menace de s'écrouler. L'arche hardie de cette porte qui se découpe, dans l'air

léger, avec une telle sveltesse, une telle pureté de ligne, elle ne se tient debout que par miracle. Il serait urgent de consolider toutes les pierres branlantes et aussi de déblayer, d'ordonner un peu l'intérieur de l'enceinte, d'y remettre en place une foule d'accessoires. Il y a là les débris d'une basilique, dont la nef était surmontée de tribunes et le porche flanqué d'une tour. Tout cela pourrait être restauré au grand avantage de l'ensemble. Et je ne verrais pas d'inconvénient à ce que cette restauration fût poussée dans le plus petit détail, à condition toutefois que ce travail de réfection n'altérât point la physionomie si originale de la ruine, telle qu'elle se présente actuellement. Cette œuvre si curieuse, si pittoresque, du hasard et des siècles, doit être respectée dans ses grandes lignes. On aurait ainsi, à Haïdra, un type de forteresse byzantine comme il n'en existerait nulle part en Afrique. Celle de Tébessa, qui est plus vaste et dont les murailles sont merveilleusement intactes, englobe toute une petite ville moderne qui contraste de façon désagréable avec le style de la bâtisse. Ici l'intérieur et l'extérieur seraient en harmonie. On pourrait s'y faire une idée de ce que fut une citadelle byzantine de l'Afrique reconquise, à la veille des invasions arabes.

En outre, — et cela va sans dire, — il serait tout aussi intéressant de fouiller, autour de la citadelle, ce qui subsiste de la ville antique. On prétend que le théâtre est insignifiant. Mais peut-être que l'amphithéâtre ne l'est point. D'autres temples que ceux dont on voit les vestiges sont peut-être à découvrir, d'autres mausolées aussi. Et enfin, il conviendrait d'achever le dégagement de l'arc de triomphe, qui marquait, à l'Est, l'entrée de la ville. Suivant leur coutume économique d'utiliser les moindres débris de construction, les Byzantins l'avaient enjuponné dans un revêtement de pierres de taille, certainement arrachées aux ruines de la ville romaine, et ils l'avaient transformé en fortin. Aujourd'hui ce revêtement postiche n'est qu'à moitié démoli. Par la déchirure de la maçonnerie, on n'aperçoit qu'une des façades de l'élégant édifice, écrasé sous sa gangue de gros blocs quadrangulaires, comme un joyau enfermé dans une boîte de bois blanc.

Parmi les éclats de pierres qui jonchent le sol aux alentours, je le considère de plus près. Il rappelle l'arc de Tébessa, la cité voisine, — celui qui est dédié à Caracalla et à Julia Domna, « la mère des camps. » De chaque côté du cintre, mêmes pilastres

corinthiens, mêmes avant-corps supportant des couples de colonnes. Mais, si, là-bas, l'ornementation est plus riche, plus délicate, ici l'édifice est plus élevé et plus majestueux. Les colonnes des avant-corps sont plus élancées. Au fronton du monument, peut-être surmonté, comme à Tébessa, d'édicules à colonnettes, j'essaie de déchiffrer l'inscription dédicatoire. Elle est très endommagée. Il faut apprendre ailleurs que cet arc de triomphe était consacré à Septime Sévère, le grand empereur africain, le fondateur de villes, le héros éponyme de tout ce vaste pays qui va de Leptis Magna à Césarée de Maurétanie. Maintenant, sur les pierres rugueuses du frontispice, on ne peut plus lire que ces deux mots gravés en hautes majuscules romaines : ADIABENICO. PARTHICO... Et la mémoire est obligée de rétablir tout le reste de l'inscription : « *A Septime Sévère, Empereur, grand Pontife, Père de la Patrie, vainqueur des Parthes et de l'Adiabène...* »

Pour comprendre le son vraiment triomphal que rendent ces quelques syllabes latines aux oreilles du voyageur, et de quel éclat spirituel brillent ces fantômes de lettres à peine visibles, il n'est que de s'imaginer la misère et la désolation qui environnent cette ruine fastueuse. Partout la terre nue, que bossèlent, çà et là, quelques tas de décombres et, dans le lointain, au ras du sol, quelques burnous pouilleux devant un gourbi pareil à une étable de porcs. Et, au milieu de cette poussière et de cette abjection, ce cri de victoire, venu du plus profond des siècles, qui traverse tout, qui domine tout : ADIABENICO. PARTHICO !... Et cet étalage des titres du civilisé, ce rappel d'une grandeur, d'une puissance, d'une force ordonnée et bienfaisante dont le prestige survit à tout : « A Septime Sévère, Empereur, grand Pontife, Père de la Patrie !... » Y a-t-il quelque chose de comparable à l'émotion lyrique qu'on éprouve ici, à ce cri qui réveille les instincts les plus nobles et les plus essentiels de toute une race et qui suscite devant ses yeux de si enivrantes images ?

Mon regard flotte sur la grande plaine vide. Je n'aperçois à ma droite que le mausolée, autre sentinelle perdue, avec les quatres colonnes de son attique, et, par derrière, des collines pierreuses et ternes, aux sommets boisés de pins d'Alep. Mais, vers le Sud, du côté du désert, les perspectives les plus lointaines sont toutes roses. Des voiles bleus et mauves s'étendent

sur les espaces sablonneux. Là-bas, la montagne des Serpents se vêt d'une couleur de jacinthe. Et voici des femmes qui s'approchent dans leurs haïcks rouges, harmonie de pourpres ardentes, qui monte tout à coup comme un chant, qui s'exalte avec le vent, au milieu des tourbillons de poussière jaune... Pourpre des espaces désolés et fascinants, pourpre des vieilles pierres, pourpre impériale, tout cela se confond et se mêle dans l'imagination et les yeux éblouis : ADIABENICO. PARTHICO : « à Septime Sévère, Empereur, grand Pontife, Père de la Patrie, vainqueur des Parthes et de l'Adiabène... »

Quoi qu'on en pense, la grandeur humaine est quelque chose. Si l'on peut concevoir ailleurs combien elle est à la fois glorieuse et misérable, ici on rencontre un spectacle réellement unique, que Rome elle-même ne peut pas montrer : les féeries du Désert mêlées aux splendeurs de l'Histoire. Et, symbole plus émouvant et plus significatif encore : l'indestructible Barbarie face à face avec la pérennité, pour ne pas dire l'éternité de la Ville.

*
* *

On devrait aller le plus facilement et le plus rapidement du monde d'Ammædara à Sufetula. Mais celle-ci se trouve dans un autre compartiment géographique que sa voisine. Le pauvre voyageur, obligé de se servir du chemin de fer, doit revenir sur ses pas jusqu'au couloir latéral et refaire, en sens inverse, tout un long trajet.

Il est vrai qu'on peut s'arrêter en route et visiter, en passant, les ruines de Thuburbo majus, ou celles de Mactar, qui sont considérables. De même, en allant à Sufetula, Kairouan offre une halte tout indiquée, — Kairouan avec sa fameuse mosquée de Sidi-Okba, qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, est ornée de colonnes romaines et byzantines. Une fois de plus, on y pourra constater que l'art arabe est fait des dépouilles de la latinité. On peut même dire que la mosquée de Kairouan, dont la principale curiosité consiste en cette forêt de merveilleuses colonnes prises aux églises et aux temples païens d'Hadrumète et de Carthage, forme un beau musée d'art gréco-romain. L'armature de l'édifice est toute latine comme le sous-sol du pays.

Admirer, étudier en détail les colonnes et les chapiteaux de Kairouan, voilà donc une excellente préparation pour le pèlerin

de Sufetula. La transition se fait naturellement de la ville moderne à la ville antique.

Les ruines de celle-ci, — que les indigènes appellent aujourd'hui Sbeïtla, — couvrent un très grand espace sillonné de rues et d'avenues à demi enterrées. Si l'on achevait l'œuvre commencée très brillamment déjà par le Service des antiquités, cela deviendrait quelque chose de plus beau et de plus complet que Thimgad. Pour reconstruire la ville, sans en fausser la physionomie, il suffirait, ici encore, de relever les matériaux qui gisent par terre. L'abondance des colonnes, des corniches, des éclats de marbre, des débris de sculpture, qui encombrent le champ des ruines, est un perpétuel sujet d'étonnement. On reste songeur devant ces vieilles cités africaines, qui sont à peu près sans histoire et qui avaient de si beaux monuments. Sufetula, par exemple, n'est guère connue que par une lettre de saint Augustin adressée « aux protecteurs, aux notables, au Sénat de la colonie de Suffecte. » (*Suffecte* ou *Suffecta* est évidemment une mauvaise leçon pour *Sufetula*).

Cette lettre de l'évêque d'Hippone est extrêmement curieuse. Elle prouve qu'à cette époque, — environ cent ans après l'édit de tolérance des Empereurs, — la lutte était encore vive entre païens et chrétiens. Les rixes et les émeutes étaient fréquentes dans les villes entre les deux partis. Il y avait des blessés et des morts : « Votre crime, dit l'évêque Augustin aux gens de Sufetula, votre crime a ensanglanté vos temples et vos places publiques... Vous avez anéanti les lois romaines, insulté et méprisé les Empereurs. Celui d'entre vous qui a le plus tué a été le plus comblé d'éloges. Vous lui avez donné une place d'honneur dans votre curie. » A ces invectives les païens répondaient que les chrétiens avaient mis en pièce une statue d'Hercule, sans doute pour se venger du meurtre des leurs. « Eh bien, soit ! ripostait Augustin : nous vous rendrons votre Hercule, nous le peindrons en rouge, pour rehausser encore l'éclat de vos cérémonies sacrées... Oui, puisque vous prétendez que cet Hercule était à vous, nous nous cotiserons pour vous acheter un dieu. Mais rendez-nous tous nos frères que vous avez massacrés !... »

Laissons de côté le fait historique et sa signification, faisons la part de la phraséologie officielle dans cette épître de saint Augustin : elle n'en donne pas moins une certaine idée avantageuse de Sufetula. Ces protecteurs, ces notables, cette curie, ce

sénat, ces cérémonies sacrées, ces temples, ces places publiques, ces statues de divinités peintes en vermillon, aux cheveux et à la barbe d'or, ce titre de colonie, — tout cela ajoute encore au prestige de la ville morte, telle que nous l'imaginons, d'après le spectacle de ses ruines. Sa prospérité, comme celle de la plupart des villes africaines, dut atteindre son apogée à l'époque des Antonins ou des Sévères. Mais son importance politique se soutint longtemps après. Aux approches de l'invasion arabe, le patrice byzantin Grégoire en avait fait, paraît-il, une des capitales du pays.

***

Le premier aspect n'a rien d'extraordinaire.

On a, devant soi, une grande plaine vaguement ondulée, hérissée de pierrailles et de touffes d'alfa, où l'on ne distingue d'abord que la silhouette d'un arc de triomphe, et, tout au fond, derrière des épaulements de terrain, un groupe de bâtisses qui sont peut-être des temples en ruines, peut-être des cambuses administratives : on ne sait trop. Et l'on s'achemine tout de suite vers la porte monumentale qui marquait certainement, autrefois, l'entrée de la ville antique.

L'arc de triomphe est, si l'on ose dire, le lieu commun, la banalité de l'Afrique latine. Il y en a partout, dans les moindres bourgades, et la forme n'en est pas toujours très variée. Celui-ci, en revanche, est d'un caractère tout à fait original. Il a une physionomie qu'on ne peut plus oublier, une fois qu'elle s'est fixée dans le regard. Il sied de le mettre à part avec ceux de Thimgad, de Tébessa et d'Haïdra.

Je m'approche du vénérable monument, en partie restauré par les soins du Service des antiquités. C'est réellement un très beau morceau. En ce moment, il se réfléchit tout entier, de la corniche au soubassement, dans une flaque d'eau, qu'un orage nocturne a formée auprès. Au milieu de l'aridité environnante, cela donne l'illusion d'un invraisemblable bouquet de couleurs. Les pierres, peut-être ferrugineuses, ont une teinte rose foncée qui rappelle le grès rouge des Vosges, cette riche matière, dont est faite la cathédrale de Strasbourg. Mais, ici, la couleur de la pierre a quelque chose de plus délicat, de plus vermeil aussi, de plus chaud, et, encore une fois, de plus vivant. Le grain des blocs est rugueux comme la peau d'une orange, et tout l'édifice

est robuste, regorgeant de sève comme un beau palmier : dans ces pays du Sud, il faut toujours en revenir à cette comparaison. Et pourtant, malgré cette variété de couleurs, ces tons d'or, et ces dégradations infinies de roses et de rouges, cette rudesse d'écorce, ces nodosités et ces rides presque végétales, l'arc de triomphe de Sbeïtla, comme le temple capitolin de Dougga, offre un profil parfaitement harmonieux. Les lignes en sont d'une pureté toute classique.

Il faut s'arrêter devant ces arcs de triomphe africains et les contempler longuement, parce que ce sont des types d'un art complètement disparu. Ils sont beaucoup plus simples, beaucoup moins chargés de sculptures et de bas-reliefs que les arcs de Rome et surtout que nos modernes arcs de triomphe, lesquels, à l'exception de celui de l'Étoile, ne paraissent point faits pour le plein air. La recherche et la fragilité de leur ornementation requièrent la vitrine protectrice d'un musée. Considérez le charmant arc, — déjà si abîmé, — du Carrousel : on le voit mieux sous globe qu'à l'air libre. En Afrique, au contraire, l'édifice est merveilleusement adapté aux conditions du sol et du climat. Il surgit comme une plante vivace et drue, une pousse naturelle de cette terre ardente et violente. Sous sa rude carapace, il est capable de résister à toutes les injures de l'air et à toutes les brûlures du soleil. Néanmoins, malgré cette solidité de structure et d'épiderme, cette bonhomie un peu rustique, il se compose avec le même air de grandeur et de noblesse, la même beauté harmonieuse et grave qu'un chant de Virgile ou un chapitre de Tite-Live. Le secret de cette architecture-là est mort avec le génie antique. Des profils comme ceux de l'arc de triomphe de Sbeïtla ou du temple de Dougga ne se reverront jamais plus. C'est pourquoi il faudrait essayer d'en prolonger pieusement la durée.

*
* *

Par une grande voie dallée et bordée de décombres, je m'achemine vers le centre de la ville morte. Ainsi entrait, dans Sufetula, voilà dix-huit siècles, le voyageur venu de Carthage ou d'Hadrumète. Mes pas se posent dans ses pas, et, si nos modernes véhicules pouvaient me suivre ici, les roues s'enfonceraient dans les ornières tracées par les roues de son char.

Afin de mieux embrasser l'étendue des ruines, j'oblique, à

droite, vers une éminence, que dominent quelques colonnes et à laquelle s'adossait le théâtre.

Il était bâti sur la berge d'un oued profondément encaissé, et dont le caractère est tout à fait étrange, même pour les yeux d'un vieil Africain. Les colonnes, que j'apercevais de loin, formaient, au fond de la scène, une ordonnance décorative. Du haut des gradins, parfaitement reconnaissables sous la couche de terre où ils sont ensevelis, on peut s'orienter à travers les ruines et en prendre une idée d'ensemble. On identifie des thermes, des basiliques chrétiennes, des rues encadrées de pans de murs ; puis le regard se fixe sur un admirable ensemble de constructions, qui émergent parmi tous ces débris informes : le forum de Sufetula, sa porte triomphale, son enceinte quadrangulaire, ses portiques, ses trois temples capitolins. Mais la distance en diminue un peu l'effet. Le paysage de l'oued tout proche est tellement énergique et singulier qu'on se détourne de ce panorama archéologique pour considérer la splendide et sauvage nature.

Le promenoir qui s'élevait en avant de la scène est un endroit excellent pour jouir de cette belle vue. Ici, l'architecte l'avait-il fait exprès? Était-ce réellement un portique que protégeait ce haut mur percé de larges baies? Y avait-il là une terrasse en bordure de la rivière, où l'on venait prendre le frais, pendant l'été, en jouant au cottabe, ou en récitant des vers? Ce qu'il y a de sûr, c'est que la vue y est merveilleuse. Dans le fond, comme au bout d'un grand corridor, on aperçoit un pont romain, flanqué de piles rondes et pareilles à des tours, qui enjambe le lit raviné et tourmenté de l'oued. L'eau, déjà rare, brille en un mince filet entre des touffes de lauriers-roses. Ailleurs elle s'étale en un miroir cristallin où se décomposent les nuances exquises de l'atmosphère. Avec ses étages inégaux, le lit du torrent semble, comme celui d'Haïdra, un canal de marbre blanc qui se déverse dans une cuve d'or gondolée et boursouflée par un caprice de toreuticien. Au delà du pont, il se perd entre des escarpements sablonneux et turriformes, des monticules qui font songer à des troupeaux de sphinx allongés dans une attitude de repos et de méditation.

De l'autre côté, vers le Sud, ce dur paysage de métal solidifié a pour pendant l'éternelle et aérienne féerie désertique. Dans le ciel léger, les fonds vaporeux se teignent de roses

et de mauves d'une délicatesse infinie, de bleus pâles dans les lointains. Et, sur ces instables et mouvants tissus, se détachent des montagnes fantômes. Elles s'alignent au bord de l'horizon comme des groupes d'offrandes, à la cimaise d'un temple : des trépieds, des candélabres, des cônes et des triangles mystiques de la Déesse. Et puis tout s'efface dans les brumes lumineuses du couchant...

*
* *

Par un sentier qui longe quelque temps le bord escarpé de l'oued, je gagne les deux grandes basiliques chrétiennes, qui, au Nord du forum, sur un espace considérable, déploient les colonnades de leurs nefs, l'enchevêtrement de leurs absides, de leurs atriums, de leurs chapelles latérales et de leurs cellules monastiques. Il y avait là des couvents et, comme toujours, autour des sanctuaires, des sépultures, de véritables nécropoles. Malgré les indigènes qui ne cessent de détériorer et de mutiler tout ce qui reste debout, les chèvres et les vaches qui viennent brouter l'herbe maigre poussée entre les pavés, — en somme l'abandon complet de ces basiliques sous la surveillance purement décorative d'un gardien arabe qui borne ses fonctions à exhiber au passant la plaque de cuivre officielle, — ces ruines chrétiennes sont parmi les mieux conservées que j'aie vues en Afrique.

Mais on peut prédire leur disparition à bref délai. Si l'on n'y prend garde, ces vestiges si émouvants, d'une couleur si chaude, d'un charme si naïvement antique et d'un si haut intérêt documentaire, vont être encore une fois réenterrés. Comment les catholiques, à défaut des archéologues, ne s'en préoccupent-ils pas? Pourquoi ceux d'Algérie et de Tunisie n'ont-ils pas encore organisé une ligue pour la conservation de leurs antiquités? La création de « l'Œuvre des Basiliques africaines » s'impose. Elle est nécessaire pour la plus grande beauté de l'Afrique, pour la continuité de la tradition et aussi pour le bien matériel du pays. J'en appelle aux évêques et au clergé d'Algérie et de Tunisie. S'ils le voulaient, ils pourraient attirer, chaque année, des centaines de milliers de pèlerins et de curieux.

L'Amérique et l'Angleterre défileraient à Tipasa, à Tigzirt, à Tébessa, à Carthage, à Sbéïtla, en une foule d'autres endroits où les ruines chrétiennes sont non moins nombreuses et cap-

tivantes. Les Français eux-mêmes, qui ignorent leurs propres richesses, qui s'en désintéressent, ou qui, par routine, ne consentent même pas à y penser, les Français eux-mêmes finiraient par se joindre aux étrangers. Car il ne faut point se lasser de le crier aux oreilles de ces sourds qui ne veulent pas entendre : en fait d'antiquités chrétiennes des premiers siècles, aucun pays du monde ne peut rivaliser avec la patrie de saint Cyprien et de saint Augustin.

De même que les monuments païens, les monuments chrétiens, — basiliques, chapelles, baptistères, nécropoles, catacombes, — couvrent le pays tout entier, du Maroc à la Tripolitaine. Cette multitude d'édifices, restaurés dans leurs parties essentielles, seraient, pour le voyageur, une leçon d'archéologie et d'histoire, comme ils n'en recevront nulle part ailleurs. Si l'on veut revivre l'ère héroïque des martyrs, fouler le pavé des églises où ils ont prié, c'est ici qu'il faut venir. Sans doute, Rome est toujours Rome. Mais elle ne peut montrer qu'une faible partie des antiquités chrétiennes qui foisonnent dans la Numidie et la Proconsulaire. Pourquoi donc, après l'obligatoire pèlerinage à la ville des Apôtres, les fidèles de toute confession et, avec eux, tous les fervents du passé, ne viendraient-ils pas à Carthage, et, de là, dans les villes africaines, compléter leur voyage, pour ne pas dire plus? De Rome à Tunis, en passant par Naples et la Sicile, les escales seraient aussi rapprochées qu'agréables, — et les voyageurs qui auraient accompli ce périple de la Méditerranée occidentale, pourraient se flatter d'en rapporter vraiment l'image intégrale de l'ancienne latinité...

J'évoque de nouveau ces beaux projets d'avenir, en rôdant autour de la margelle d'un baptistère, qui se trouve dans une de ces basiliques de Sufetula. Si je ne m'abuse, il est d'une forme unique, inconnue jusqu'ici. Pour ma part du moins, je n'en ai pas encore vu de pareil, si ce n'est celui de Djerba, qu'on a jugé à propos de transporter au Musée du Bardo. Celui-là aussi est en forme de croix, mais le dessin en est tout autre et la disposition intérieure très différente. On y descend par un escalier, aménagé dans une des branches de la croix. Aux deux extrémités des bras, des sièges sont creusés, sans doute pour le baptiste et son assesseur. Des colonnes disposées sur le pourtour supportaient un toit, de sorte que l'édicule devait avoir l'apparence d'un kiosque de jardin. Comme le baptistère de Thimgad, dont

la disposition aussi est différente, l'intérieur et les bords de la vasque baptismale étaient tapissés de mosaïques aux tons éclatants et aux motifs ornementaux d'un caractère archaïque et primitif, qui rappellent les broderies des étoffes indigènes. Une fois de plus, on le constate : tout ce que nous croyons arabe ou oriental n'est que du berbère ou du romain.

Les grandes mosaïques des nefs et des absides offrent la même simplicité et la même richesse ornementale. Ces tapis de fraîcheur, qui s'étendaient sous les pieds nus des fidèles en prière, avaient l'éclat des laines qui, aujourd'hui encore, dans les tapis d'Orient, composent ces étranges bouquets d'arabesques et de couleurs. Malheureusement la destruction qui menace les basiliques de Sbeïtla menace aussi ces précieuses mosaïques. Morceaux par morceaux, elles se défont sous les pieds des troupeaux et des touristes. Je ramasse quelques petits cubes rouges et bruns qui gisent sur le sol découvert, au milieu d'une grande plaie faite à une des mosaïques des nefs. Ils sont arrondis et doux au toucher, pulpeux comme les grains d'une grenade. Il suffit de les humecter légèrement, pour qu'ils se mettent à luire d'un éclat profond et translucide, comme les gemmes frottées par la peau de chamois du bijoutier...

Et tout en roulant dans ma main les petites pierres brillantes, je songe à toutes les autres mosaïques qui sont en train de se défaire dans la plupart des autres villes africaines. On les abandonne avec une négligence coupable et qui devrait être réprimée par une loi. Comment se fait-il, par exemple, que la célèbre mosaïque de l'Oued-Athménia, près de Constantine, ait totalement disparu, — cette vaste composition qui figurait une villa romaine avec ses dépendances, ses jardins, ses parcs, ses chenils, ses haras? Il n'en reste plus, paraît-il, que le souvenir, ou bien des descriptions purement littéraires et historiques, comme celle qu'en a donnée Gaston Boissier dans son *Afrique romaine*, ou enfin des dessins inexacts et fantaisistes publiés dans des recueils d'archéologie. Je tremble qu'il n'en soit bientôt de même pour cette admirable scène de chasse, que j'ai pu contempler, il y a six ans, à Hippone, dans la propriété Dufour. Il est peu de mosaïques qui présentent un pareil intérêt documentaire. C'est encore une œuvre unique en son genre, un tableau réaliste, d'une vie et d'une précision extrêmes, dont je me suis inspiré dans *Sanguis Martyrum*, pour décrire une

chasse au lion. Va-t-on laisser cette pièce capitale se détériorer et s'anéantir comme celles de l'Oued-Athménia?

A Tunis même, au Musée du Bardo, je me suis scandalisé de voir certaines mosaïques, encastrées dans le pavement des salles, s'effacer peu à peu sous les semelles des passants, ou encore de voir vendre à des touristes certains tableautins en mosaïque, sous prétexte que c'étaient des répliques, des pièces communes, sans grand intérêt. Mais, de grâce, regardez de près ces morceaux que vous considérez comme des doubles : ils diffèrent par le dessin, comme par la couleur. Ce n'est peut-être qu'une différence de ton. Mais un ton de plus ou de moins, et voilà la valeur du morceau changée du tout au tout. Dans la mosaïque des anciens, la couleur en elle-même est la chose capitale. Elle peut aussi avoir une importance documentaire. Il est très curieux pour nous de savoir la couleur d'un habit de chasse ou d'une gandoura d'intérieur, au temps des Sévères ou des Antonins. Et je m'étonne, à ce propos, du beau dédain que lui témoignent les archéologues. Quand ils nous décrivent une mosaïque, ils nous parlent de tout, sauf de la couleur. S'ils prétendent nous en donner une idée d'après des planches coloriées, les couleurs sont fausses, ou trop pâles ou trop crues : ce qui détruit à peu près complètement l'effet décoratif cherché par l'artiste.

Quant au dessin des mosaïques anciennes, il est à la fois conventionnel, — ou plus exactement traditionnel, — et très ingénûment réaliste. C'est ce qui en fait le charme singulier, et c'est pourquoi l'artiste ne se répète jamais. Avec la couleur, due à l'emploi de certaines pierres, et dont le secret semble perdu, il confère à la mosaïque un caractère à peu près inimitable. Si cependant, ces œuvres d'un art disparu, au lieu d'être pendues aux murs d'un musée, étaient rétablies aux lieux où on les trouva et suffisamment protégées, par des clôtures ou par des toitures, contre les intempéries et les dégradations; en un mot, si elles étaient convenablement mises en valeur, peut-être qu'elles suggéreraient à nos décorateurs modernes toute une rénovation de la mosaïque, cet art somptueux et charmant, qui, aujourd'hui, est tombé au niveau de la photographie.

***

Des basiliques chrétiennes de Sufetula, qui devaient se trouver en dehors de la ville, au forum qui, sans doute,

en occupait le centre, il y a une distance assez considérable.

On chemine quelque temps à travers des amas de décombres, des rues encore très nettement marquées. Cela permet de mieux apprécier l'élégante silhouette des trois petits temples capitolins juxtaposés, presque l'un contre l'autre, sur le côté postérieur du forum. Dès le seuil des basiliques d'où je viens, on les voit grandir peu à peu et, en quelque sorte, émerger du sol. Avec leurs pilastres corinthiens, leurs attiques ébréchés ou rompus, ils se présentent de dos, encastrés dans le mur d'enceinte quadrangulaire dont les Byzantins entourèrent le forum de Sufetula, comme ils avaient fait à Thugga et partout. C'est encore un de leurs ridicules petits fortins, poussés comme des champignons au milieu des ruines antiques.

Entre le temple médian et le temple de droite (en venant des basiliques), on franchit un portail au large cintre, et, par le corridor ménagé entre les deux édifices, on débouche sur une place dallée, encombrée de fûts de colonnes, de piédestaux, d'éclats de marbres et de matériaux de toute sorte. Elle était environnée d'un portique à colonnades, qu'il serait très facile de relever, et décorée, sur sa façade antérieure, d'un arc de triomphe dédié à l'empereur Antonin. Pour mieux juger de l'ensemble, je sors du forum par la grande arche de cette porte monumentale, et je me retourne vers la place et vers les trois temples qui s'inscrivent magnifiquement dans la courbe élancée de l'arc de triomphe.

Je suis au milieu d'une grande rue montante, pavée, suivant la coutume romaine, de larges dalles de marbre, bordée de galeries et de boutiques. A droite et à gauche, on distingue les ruines des Thermes et celles d'une basilique byzantine. Devant moi, au sommet de la rue, exhaussé de quelques marches, s'ouvre, par sa triple baie, le bel arc d'Antonin, qui faisait au forum de Sufetula une entrée des plus majestueuses. Ce n'est pas le meilleur modèle du genre, en Afrique. Avec ses colonnes engagées, ses statues placées dans des niches au-dessus des petites baies latérales, il n'a pas la robustesse harmonieuse, le grand air de l'arc, qui se dresse en face, à l'autre extrémité de la ville. Mais il s'ordonne merveilleusement avec les trois petits temples capitolins, au-devant desquels il forme comme un portique triomphal.

Je rentre sur le forum, je m'assieds sur les escaliers des galeries couvertes qui en faisaient le tour, pour mieux contempler

cette charmante trinité architecturale. Seule, la restauration du temple de gauche a été suffisamment poussée, pour qu'on puisse juger de la silhouette ancienne. Les deux autres sont mutilés de leurs péristyles. Devant le temple du milieu, s'élève une plate-forme confuse où s'entassent des chapiteaux écornés, des débris de larmiers et de cimaises. On a peine à y reconnaître la tribune aux harangues. Mais l'autre édifice, celui de gauche, — qui a été fort heureusement réparé, — vaut presque le temple de Dougga pour la pureté classique des lignes et pour l'opulence invraisemblable de la patine. Lui aussi, il porte des traces éteintes de polychromie. Ce ne sont plus que des nuances presque insaisissables qui se mêlent aux dorures, aux rousseurs orangées des vieilles pierres et des sculptures. Si ce n'est l'élégance harmonieuse du profil, rien ne vaut le moelleux, le précieux, la rareté de la substance. On dirait un ivoire, une cire légèrement colorée, un chef-d'œuvre ingénieux et menu. Et pourtant le poids de ces blocs, la noblesse et le style de cette composition éveillent l'idée d'une grande chose.

Tandis que je médite et que j'emplis mes yeux de ce spectacle rare et délicieux, tout à coup, dans le silence crépusculaire, une détonation éclate derrière les cellas des temples vides. Et aussitôt, deux hommes, pieds nus, le visage maigre et bruni sous le burnous troué, m'apportent un oiseau de proie qu'ils viennent d'abattre. Le rapace palpite encore sous son plumage roux comme celui des ruines. Son corps est chaud comme les pierres pénétrées de soleil où je suis assis, et, entre ses pattes, dans le duvet fauve, éclate un filet de sang, pareil aux traces de vermillon qui luisent, là-haut, sur l'écorce dorée du tympan. Cette petite vie cruelle qui agonise entre les mains des hommes farouches, ce spectacle soudain et un peu douloureux pour les nerfs du civilisé d'aujourd'hui, provoque dans mon esprit une foule de similitudes et de correspondances. Il me semble que le forum de Sufetula m'aurait moins ému sans l'apparition brusque de ce cadavre d'oiseau, enfant de ses ruines...

*
* *

J'ai monté les degrés du temple et je m'arrête sous le péristyle, entre deux hautes colonnes corinthiennes, d'un galbe admirable. De là, on domine toute la plaine de Sbeïtla, les ruines des thermes et du théâtre. Dans le lointain, se profile

le grand arc de triomphe, celui qui marquait, vers le sud, l'entrée de la ville. Par delà cette arche ouverte sur le désert, les vapeurs féeriques de l'extrême horizon se teignent de nuances mourantes, d'une délicatesse toujours plus divine. Formes douteuses, tremblant sous leurs voiles mauves et roses, les montagnes coniques et triangulaires alignent leur rangée d'offrandes sur le bord du ciel, d'un violet sombre. Le regard se perd avec une inlassable admiration dans ces immenses étendues dénudées et splendides.

Au milieu de cette solitude, de ces pierrailles tranchantes, de toute cette aridité magnifique, est couché le cadavre de l'antique Sufetula. Une cuve de cuivre rouge, d'où émergent des colonnes et des temples d'ivoire et d'or.

*
* *

Encore une fois, il faut revenir sur ses pas et regagner le corridor latéral, pour aboutir à Gighti, en passant par Sfax, ville relativement moderne, bâtie avec les pierres de l'antique Taparura.

Chemin faisant, il est difficile de ne pas s'arrêter à El-Djem, l'ancienne Thysdrus, dont le nom est mentionné quelquefois dans l'histoire. C'est là que le proconsul Gordien fut malgré lui proclamé empereur, en 238 après J.-C. Ses soldats et des colons révoltés le forcèrent à revêtir la pourpre. Étant devenu leur chef, il fut bien forcé de les suivre. Cette tragique aventure, où le César africain perdit la vie, est une manifestation, entre une foule d'autres, du vieil esprit autonomiste du pays. Dès que le pouvoir central faiblit, l'Afrique retourne à son rêve d'indépendance et même de domination. Elle devient conquérante. A son tour, elle veut posséder l'Empire.

Cet épisode, assurément, n'ajoute pas grand'chose à l'intérêt que peut inspirer l'antique Thysdrus. Mais nous savons que la ville était considérable, qu'elle fut élevée d'assez bonne heure au rang de colonie.

Cette importance nous est attestée par une ruine colossale qui, de très loin, attire les regards des voyageurs, comme les Pyramides de Gizeh, ou le tombeau de la Chrétienne sur les collines du Sahel d'Alger. C'est l'amphithéâtre de Thysdrus, comparable et à peu près égal, pour la grandeur, au Colisée romain. L'un et l'autre tiennent, en effet, beaucoup de place.

Mais le colosse africain a l'avantage d'une coloration beaucoup plus riche que celle du Colisée : il est d'une belle couleur orangée qui rappelle celle du Théâtre de Bacchus, à Athènes. Des alignements de pilastres corinthiens, fort bien conservés, encadrent les hautes arcades des galeries superposées. Bien que le sol se soit affaissé autour de l'édifice et que les vomitoires d'accès soient en partie enterrés, il produit un très grand effet. Il écrase complètement le pauvre village arabe qui se tasse à ses pieds avec ses cambuses cubiques aux toits plats, couverts de fascines, et, çà et là, ses minarets et ses coupoles de marabouts qui émergent au-dessus des terrasses toutes blanches, comme de gros œufs à la coque posés sur leurs coquetiers. Ces misérables bâtisses en platras, sans profil et sans lignes, s'effondrent devant la ferme ordonnance et la solidité romaine. De quel air impérial, cet amphithéâtre d'El-Djem surgit, parmi les cactus et les oliviers de sa maigre campagne, au milieu d'une plaine blonde, sablonneuse, déjà désertique, d'une sévérité et d'une tristesse infinies!

Énorme et splendide de patine, il est aussi plus imposant que le Colisée, parce que la vue n'en est pas obstruée par des constructions toutes proches. On le voit de plus loin. En outre, il a des parties intactes qui n'existent plus à Rome. Tout le sous-sol, en particulier, subsiste encore : les cages des bêtes féroces, les prisons des condamnés, les conduites qui amenaient l'eau de la mer dans l'arène transformée en bassin pour les naumachies. Néanmoins, malgré cet état d'intégrité relative, j'avoue ma froideur devant ce formidable cylindre de pierres. C'est trop énorme pour moi, c'est sans âme et sans pensée. Mais le public d'aujourd'hui, qui a le goût du colossal et du néronien, les lecteurs de *Quo vadis?* se passionneront sans doute pour l'amphithéâtre d'El-Djem. Nos romantiques aussi partageaient cette passion rétrospective pour ce qu'ils appelaient « le Cirque. » Flaubert adolescent l'écrivait à son ami Lepoittevin : « Ah! le Cirque, c'est là qu'il faut vivre, vois-tu! On n'a d'air que là! Et on a de l'air poétique à pleine poitrine, comme sur une haute montagne, si bien que le cœur vous en bat... » Le bon Flaubert s'illusionne, en cherchant de la poésie à l'amphithéâtre. C'était un lieu de brutalité, où s'épanouissait tout un monde d'abominables instincts, une sorte de *Cloaca Maxima* de la cruauté, de la luxure et de la bêtise des foules... Décadence,

décadence ! Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'amphithéâtre, dans sa lourdeur et sa rotondité toutes matérielles, n'est pas intelligent. Et c'est pourquoi celui d'El-Djem, qui peut-être ravira le touriste, m'émeut médiocrement.

***

Je m'y arrête tout juste entre deux trains et je reprends ma route vers Gigthi.

On m'avait déconseillé cette excursion. On me disait : « C'est loin, c'est pénible ! Au moins quinze heures de chemin de fer, à travers un paysage ingrat ! Et il n'y a pas grand'chose à voir... » Pour moi, j'étais persuadé du contraire, par je ne sais quel pressentiment infaillible, et, à cause de cela, j'étais résigné aux pires incommodités. Je me composais de Gigthi une image séduisante, et si nette dans mon esprit, qu'aujourd'hui encore je pourrais la dessiner sur du papier. Mais ce n'était pas cela du tout.

Il faut bien avouer que, de Sfax à Gabès, l'interminable trajet est quelque chose de désolant. Je ne connais guère au monde de pays plus terne, d'une platitude plus monotone et désespérément continue. Sans un petit incident dramatique, ce funèbre trajet n'eût laissé aucune trace dans ma mémoire. Devant une gare minuscule perdue dans la désolation de la brousse, au milieu d'un attroupement d'hommes en burnous et de tirailleurs qui gesticulent, qui crient, en brandissant leurs fusils, le train s'arrête démesurément. Il paraît qu'on transporte dans un fourgon plusieurs morts et quelques blessés, ramassés à quelque cent mètres de la station, après une escarmouche entre soldats réguliers et déserteurs, — des conscrits indigènes en rébellion qui terrorisent la contrée. Les crosses des fusils sonnent d'une façon belliqueuse sur les marche-pieds des wagons. Il y a certainement de la poudre dans l'air... Ce simple détail suffit à vous rappeler que vous êtes entrés dans une zone qui n'est pas toujours sûre, celle des régions limitrophes du Sahara. Me voici sur le *limes romanus*, l'antique marche de la romanité. Sans doute, aux temps des Gordiens, les citoyens de Gigthi, où je vais, étaient exposés à des rencontres et à des émotions beaucoup plus sérieuses que celle-ci...

Je débarque à Gabès, en pleine nuit, sous des ténèbres opaques, où les cochers maltais lancent leurs véhicules en une course périlleuse et furibonde, parmi des injures, des cla-

meurs de disputes... Et le lendemain, à l'aube, c'est le réveil délicieux devant les palmiers, les eucalyptus, les fleurs d'un jardin tout embaumé de senteurs printanières, dans la joie du ciel matinal et le halo nacré de la mer voisine.

Malgré son oasis fameuse, Gabès ne me retient pas longtemps.

Et pourtant cette oasis a des recoins, des détours ou des chutes d'oued, qui sont d'une réelle beauté. Sous les feuilles des bananiers et les parasols des palmes, circule tout un petit monde de jardiniers et d'agriculteurs dont j'ai essayé, ailleurs, de dire le charme un peu enfantin. Mais, — l'avouerai-je ? — je n'ai jamais été très ébloui par les paradis terrestres des oasis. Cette maigreur des verdures me déçoit toujours. Et puis, la saleté, la puanteur des villages blottis à l'ombre des vergers, ces marmots qui grouillent, parmi les porcs et les volailles, avec des mouches collées au coin des yeux, leur méchanceté sournoise, les regards hostiles ou méprisants du fellah, — tout cela m'impressionne désagréablement. Évidemment, cela doit les agacer, eux aussi, d'être traités par nous en bêtes curieuses. Quoi qu'il en soit, le milieu n'est pas précisément aimable et souriant pour un pauvre Roumi, qui erre, tout désemparé, à travers cette rusticité africaine. Fuyons ces rivages empestés et mal accueillants...

***

De Gabès à Gigthi, il me reste encore à faire, en automobile, près de cent vingt kilomètres : c'est aller chercher bien loin de problématiques merveilles.

Mais, dès que la voiture est lancée sur la route de Médénine, je suis conquis, tout de suite émerveillé. Je sens déjà sur mes lèvres le vent salé qui a traversé les chotts. Cette fois, c'est bien le Sud, ce sont les grands horizons dépouillés et splendides que j'aime plus que tout au monde. Ni Haïdra ni Sbeïtla ne m'avaient donné une impression désertique aussi complète. Des deux côtés de la piste, à perte de vue, des terrains fauves et cuivrés, qui se boursouflent et qui ondulent comme une houle de métal figé, et, dans les arrière-fonds, enveloppant de gazes ténues les belles montagnes africaines, de légères vapeurs imperceptiblement teintées de ces roses et de ces mauves qui sont la séduction indéfinissable du Sud. A la limite des terres, se déploient toujours ces étonnantes rangées d'offrandes, ces

formes confuses d'architectures, de statues et de vases précieux, que j'avais tant admirées sur les degrés du temple capitolin de Sufetula. Tout cela flotte dans une brume très fine, lumineuse et attirante à la façon d'un mirage prêt à se dissoudre. Cela baigne dans une grande clarté radieuse, inépuisable, prodigue comme les sources mêmes de la lumière. C'est immobile et rayonnant, — un paysage d'éternité, qui vous exalte et qui vous enivre, où l'on a l'illusion de se sentir un maître, — le seul maître, — qui paraît fait uniquement pour vous, pour votre joie. Non, vraiment, les plus fameux paysages d'Europe, qui occupent votre pensée de choses particulières, qui vous font souvenir de celui-ci ou de celui-là, ne sont rien à côté de ce désert nu comme la main, où l'on est seul, où l'on n'a rien devant soi que l'espace et la lumière, à l'infini...

Dans le vent de la course vertigineuse, c'est un éblouissement, à mesure que monte le soleil matinal. Cependant quelques menues singularités finissent par détourner l'attention. Voici la petite oasis de Ménara, et, aux environs, des cavaliers en burnous, des familles de paysans Gétules entassées dans des chars à hautes roues; là-bas, sur des mamelons, quelques ruines antiques : fermes, villas, forteresses byzantines... Enfin, voici Médénine, apparition étrange et funèbre au fond d'une cuvette sablonneuse. On recule tout à coup de deux mille ans à travers les siècles : les « mappalia » des Numides, telles que Salluste les a décrites dans son *Jugurtha*, surgissent devant vous, bâtisses primitives serrées les unes contre les autres, comme des stèles dans une nécropole. L'historien latin les a bien vues : ce sont effectivement des carènes de navires renversées, sans ouvertures, sinon un ou deux trous percés sur le devant. Elles sont ensevelies sous une épaisse couche de chaux. On dirait des habitations funéraires vides et abandonnées.

Une extraordinaire impression de mort se dégage de cette bourgade saharienne endormie sous son linceul de blancheur immaculée.

*
* *

Ce caractère de mort et de désolation s'accentue encore, dès qu'on est sorti de la cuvette relativement fertile où est bâtie Médénine. Plus on se rapproche de Gigthi, plus l'aspect de la plaine redevient désertique. Et cependant cette plaine rocail-

leuse a dû être fertile, elle aussi, aux temps anciens. De loin en loin, minuscule comme un jouet d'enfant s'aperçoit un petit palmier, un petit figuier, un olivier expirant sur un sol maigre où s'est infiltré un peu d'eau. Mais les terrains conservent toujours leur belle couleur chaude. C'est une pâte de cuivre rose, où se discernent à peine, comme une mousse ou comme une écume, des iris des sables et des immortelles, squelettes de fleurs, qui se brisent et qui s'évanouissent en poussière au moindre contact.

On chemine assez longtemps à travers cette aridité. Et puis soudain, la poitrine se dilate : on sent la mer. Une ligne d'un bleu un peu dur tranche sur le ciel pâle. On tourne la tête vers le halo nacré qui annonce les rivages, — et voici que sur une colline, perdue dans la stérilité de la plaine, on distingue soudain des fûts de colonnes, un profil de temple, de vagues blancheurs architecturales, ces tons d'ivoire et d'or qui revêtent, à la façon d'une rouille précieuse, les ossements des villes mortes africaines. Une silhouette amie se dessine au milieu de ces grands espaces informes et hostiles à la vie. Il y a là de l'intelligence et de la beauté, quelque chose d'humain et de dominateur qui donne un sens au paysage.

On enjambe des ravins, on escalade des monticules tout bosselés de décombres, tout hérissés d'herbes sèches, en écrasant sous ses pieds des pommes de coloquintes qui ont l'air de suer des poisons, ou dont l'écorce vide s'écrase et se réduit en cendre comme le fruit de l'arbre de Sodome... Et brusquement, sans transition, on se trouve sur une place publique, aux grandes dalles de calcaire jaune, encombrée de colonnes gisantes et de bases de statues ; sur le pourtour, un portique à colonnades, ainsi que dans tous les forums africains; à gauche, le sanctuaire de la Concorde Panthée flanqué d'une chapelle d'Apollon ; dans le fond, un autre temple consacré au génie d'Auguste, et, formant le centre architectural de l'esplanade, un autre grand temple dédié à Jupiter-Sérapis, et que précédait, comme à Sbéïtla, une tribune aux harangues. Rome est ici, avec ses dieux, sa politique, ses arts et ses lettres. Mes regards tombent sur un socle de statue, et je lis « *Aurelio Vero Gigthenses publicè.* — A Aurélius Vérus, les habitants de Gigthi, aux frais de la République. » Ce langage m'est familier. Je suis chez moi.

D'autres bases gisent à côté. Elles portent les noms de Marc-

Aurèle, de Nerva, de Trajan. Une inscription commémore l'envoi à Rome d'une « délégation magnifique, — *legatio magnifica.* » Décidément, je suis en pays latin! Puis, à considérer plus attentivement ces ruines, une foule de souvenirs vous reviennent qui élargissent encore devant l'esprit, les perspectives de l'histoire. Vues de près, ces vieilles pierres dorées paraissent toutes blanches. Elles étaient revêtues de stucages, dont on reconnaît encore la trace. Les chapiteaux et les colonnes sont de marbre blanc veiné de rose. Certains sont mauves, ou d'un gris gorge-de-pigeon. Tout cela compose un ensemble clair et joyeux, beaucoup moins sévère que l'habituelle architecture romaine. Cette ville blanche rappelle Pompéï et la Campanie. Et l'on se souvient que Gigthi, d'abord carthaginoise, s'ouvrit, à toutes les époques, au commerce de l'Hellade. Gigthi est plus grecque que romaine. Nous voici sur les confins où le monde latin et le monde hellénique se mêlaient jusqu'à se confondre.

*
* *

Par une porte monumentale, je débouche sur une rue en pente qui s'abaisse vers la mer. A gauche, au sommet d'une colline assez élevée, des murailles blanches s'aperçoivent : c'est le bordj de Bou-Grara, le fortin qui défendait les approches de la côte. A droite, au delà d'une dépression de terrain, monte une autre colline, — sur laquelle, paraît-il, était construite l'ancienne Gigthi, la Gigthi carthaginoise, — et qui semble toute gonflée de ruines. Déblayée çà et là, elle montre un lacis de ruelles tortueuses, des racines de murs qui dessinent de petites maisons, un marché, des thermes, plus loin une palestre et un temple de Mercure. Du côté de la plage, de vagues débris qui représentent des docks et le môle du vieux port...

J'ai devant moi la Mer des Syrtes, la mer inhospitalière, l'*inhospita Syrtis* de Virgile. Dans sa bordure de sables et sa frange d'écume, elle est toute bleue, d'un bleu dur et violent, à l'éclat et à la solidité métalliques. Elle est déserte. Pas un être vivant sur la plage, ni nulle part, si loin que le regard puisse aller. Cela rappelle certaines anses solitaires de la Mer Morte. Dans la direction du bordj, à une faible distance du rivage, on voit seulement quelques écueils lavés par le flot, et, parmi ces écueils, un bâtiment plat, tout blanc de chaux, qui a le même

aspect d'habitation funéraire que les silos de Médénine. Sous son blanc linceul, il est clos et aveugle de tous côtés, il est vide et inhabité. Personne non plus aux alentours, personne sur la barque à l'abandon, la barque unique, qui dresse ses vergues sans voiles au-dessus des écueils, et qui a l'air immobile comme la mer elle-même. Avec son museau de dauphin, elle évoque ces barques très archaïques qui sont peintes dans les hypogées d'Égypte, et qui transportaient les morts sur le Fleuve infernal. Au-dessus, une falaise aux parois lisses et perpendiculaires comme un mur, la falaise où est bâti le bordj à peu près invisible. On dirait le rivage escarpé de l'Ile des Morts... Et, ceignant toute la courbe de la baie, se déployant à l'infini, une mer de sable, une mer vermeille qui semble manger la mer bleue des Syrtes, la dévorer, la recouvrir petit à petit, — immense nappe d'or tout unie, sans une ondulation, où n'apparaissent, çà et là, que de grosses boules végétales, pareilles à des récifs dans une eau calme.

De ce grand paysage léthargique, il se dégage une impression d'effroi. C'est l'épouvante dans la clarté, l'horreur panique des pays de soleil... Mais, derrière les flots bleus solidifiés, le regard qui se tend, finit par découvrir, derrière un voile de brumes légères, quelque chose de joyeux, de doré et de chatoyant, qui ressemble à une terre de mirage. De loin, cela a beau être charmant, ensorcelant, comme l'éternelle illusion, cela est réel. Cette terre, enveloppée de vapeurs fantastiques, c'est Djerba, l'île antique des Lotophages.

Depuis des millénaires, elle a fasciné le navigateur errant, Homère l'a chantée. Ulysse, ballotté par la tempête, tira les nefs fatiguées sur le sable de ses plages. Enivrés par la liqueur délicieuse du lotos, ses compagnons faillirent y oublier la patrie, au milieu des voluptés étrangères. Ils avaient bu et mangé le fruit de rêve, qui amollit les courages. Pourtant ce fruit divin était réel comme la terre qui le porte. Sous ces fables des Grecs, il y a toujours de la réalité, comme derrière les mirages de la Méditerranée, il y a des îles et des continents. Le lotos n'est pas une imagination de poète. De graves historiens l'ont décrit. Il avait, nous disent-ils, une saveur exquise, un parfum délectable. Il tenait à la fois de la datte et de la figue, et il offrait une belle couleur dorée. Ses baies grosses comme celles des myrtes, formaient de véritables grappes d'or...

Il n'en fallait pas plus pour enchanter des hommes à l'imagination vive. On comprend que des Orientaux indolents finissent par s'enlizer ici dans le plaisir et la paresse. Mais des races énergiques ne trouvent au Pays du lotos, après de passagères voluptés, qu'un stimulant à l'action. Pour le Grec, la mer des Syrtes n'était que le seuil d'un continent merveilleux, plein de prestiges et de trésors, où, sur les pas d'Héraklès, le dieu conquérant et dompteur de monstres, on allait conquérir les toisons fabuleuses. C'était l'entrée des grands pays vagues et splendides du Couchant, — l'Hespérie, le Moghreb, comme disent les Arabes d'aujourd'hui, en mettant dans ce mot voilé tout le mystère et tous les éblouissements des régions inconnues.

Cette Hespérie des pommes d'or et des dragons aux yeux d'azur — les Hellènes, arrêtés dans leur route par Carthage et ne pouvant la coloniser par leurs armes et par leurs comptoirs, l'ont colonisée idéalement par leurs légendes. Sous les platanes d'Olympie, leurs odes triomphales contaient comment Hercule le Thébain, suivi de son fidèle Iolaüs, avait conquis toute l'Afrique. Il y fonda Capsa, Théveste, Icosium, Tanger, Lixus. C'est près de Carthage qu'il vainquit, en combat singulier, Antée le Géant. C'est sur les hautes montagnes africaines, du côté de Miliana et de l'Ouarsenis, qu'il s'assit un jour, pour relayer Atlas, fatigué de porter le ciel sur ses épaules. A El-Kantara, les traces de son talon victorieux sont encore visibles sur les roches d'or qui séparent du Tell les régions sahariennes. Et c'est pourquoi on appelait ce défilé *Calceus Herculis*, le Talon d'Hercule. Plus loin, entre Tanger et Gibraltar, se dressaient ses fameuses Colonnes, la porte du Détroit, qu'il avait creusé de ses mains divines, pour réunir la mer Tyrrhénienne à la mer Atlantide.

Ainsi le héros hellène avait laissé l'empreinte de ses pas sur toute la face de la terre africaine. Les dieux mêmes de l'Hellade avaient daigné enseigner l'art des villes à cette contrée sauvage : Cyrène, la grande métropole lybique, avant d'être une cité illustre, fut d'abord une nymphe poursuivie par Apollon à travers les vallées d'Arcadie. Enlevée par le dieu, transportée dans une oasis de la mer des Syrtes, — dans le jardin de Vénus, disaient les Grecs, — Cyrène, en souvenir de son immortel amant, lui bâtit un temple vermeil, à l'extrémité d'une rue toute droite, bordée de portiques et pavée de dalles polies, où sonnaient les sabots des coursiers gétules et numides...

Mais il serait interminable de vouloir dérouler et déployer en son entier ce tissu de légendes et de beaux récits mythologiques, dont les Grecs avaient enveloppé le pays des Lotophages et des Hespérides. La broderie est d'une telle ampleur et d'une telle somptuosité, qu'elle finit par recouvrir toute l'Afrique et par voiler complètement le visage de la Terre barbare. Dans leur insatiable appétit de merveilleux, ils avaient même franchi les colonnes d'Héraklès, et, par delà la Tour de Chronos, ils avaient placé leur île des Bienheureux, que caressent les brises de l'Océan, et où les fleurs naissent du sol en une floraison changeante et perpétuelle...

***

C'est sans doute cette poésie très antique et toujours jeune qui donne à Gigthi un caractère à part, si réellement original, parmi les autres Villes d'or. Attirés dans son port par le souvenir des Lotophages, les Grecs l'ont aimée, — et certainement Gigthi a aimé la Grèce, ses marchands, ses poètes et ses artistes. L'élégance, la grâce de son temple capitolin suffiraient seules à le prouver.

Avec ses chapiteaux de marbre blanc, nuancés de rose comme la conque d'Aphrodite, il prend, en face des sables et de la Syrte inhospitalière, la signification et la majesté d'un symbole. Il atteste la pérennité d'une forme de civilisation sans pareille, dont nous sommes les héritiers. C'est pourquoi il importe de sauver à tout prix ses ruines. On y a retrouvé autrefois une tête de Zeus selon le type immortalisé par Phidias. Je voudrais qu'un moulage de cette tête fût replacé dans la cella restaurée du sanctuaire africain. Sur le seuil de l'immense continent noir, qui s'enfonce là-bas, derrière la ligne des sables et les brumes marines, on évoquerait ainsi plus facilement la silhouette du dieu au front rayonnant et au bras armé de la lance, — éternelle figure de l'Intelligence souveraine, de la Pensée civilisatrice...

LOUIS BERTRAND.

NOS ENQUÊTES[1]

L'ÉPREUVE DE LA POLOGNE

II. — LE PRÉSENT ET L'AVENIR ÉCONOMIQUES

Pour mesurer exactement le progrès réalisé par la Pologne sur le terrain de l'organisation économique, il faut ne pas perdre de vue le point de départ : l'état dans lequel les Polonais ont retrouvé leurs provinces après un siècle et demi de domination étrangère. Les richesses naturelles de la Galicie avaient été systématiquement négligées par le gouvernement de Vienne, qui, au point de vue économique, considérait ses possessions polonaises comme une colonie, faite pour consommer et non pour produire. Lorsqu'on découvrit en Galicie des gisements de potasse, qui sont pour le moins aussi riches que ceux de Stassfurt, une petite société se constitua dans le dessein d'en entreprendre l'exploitation : on sollicita avec insistance du gouvernement autrichien l'autorisation nécessaire ; on essaya, suprême expédient, d'intéresser à l'affaire un archiduc : tout fut inutile, et ce trésor dut rester enfoui, avec beaucoup d'autres, dans les profondeurs du sol galicien.

La Russie en avait usé un peu autrement : écartés des affaires publiques, les Polonais du Royaume se rejetèrent sur l'agriculture, l'industrie et le commerce, qui prirent un essor considérable. La guerre et l'occupation allemande devaient arrêter ce développement et souvent anéantir le résultat de

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

longs efforts. Dans les centres textiles de l'Ouest, à Lodz, à Czenstochowa, les Allemands s'acharnèrent contre des entreprises qui leur avaient fait longtemps concurrence, détruisirent les usines, démontèrent les machines et les emportèrent, comme ils avaient fait dans le Nord de la France. Les ouvriers des industries polonaises furent transportés par milliers en Allemagne.

La Posnanie fut privilégiée. En temps de guerre, plus encore qu'en temps de paix, elle devait produire pour les Allemands : on lui en laissa les moyens. Elle est sortie du grand cataclysme, non seulement intacte, mais prodigieusement enrichie, ayant vendu à des prix énormes des produits de son agriculture et de ses industries.

Abstraction faite de l'ancienne province prussienne, la Pologne recouvrait, avec son indépendance, un territoire mal aménagé et insuffisamment exploité par les anciens possesseurs, ruiné dans sa partie orientale par l'invasion des armées russes et des bandes ukrainiennes, considérablement appauvri au Centre et à l'Ouest par l'occupation allemande. En parcourant le pays, j'ai pu constater de mes yeux les dégâts causés par la guerre. Assurément, pour nous qui avons vu la région de Verdun, la vallée de l'Aisne, les champs de bataille du Nord de la France, l'aspect des campagnes les plus dévastées en Galicie Orientale ou dans l'ancien gouvernement de Lublin est médiocrement émouvant. Lorsque mes guides polonais me montraient les fermes brûlées, les forêts décimées, les églises endommagées par quelque obus russe, je ne pouvais m'empêcher de songer que la guerre qui avait passé par là n'était qu'un jeu d'enfants, au regard de celle qui avait ravagé, bouleversé jusque dans les profondeurs de leur sol quelques-unes de nos plus belles et de nos plus riches provinces. Je ne pouvais me distraire de cette comparaison et m'étonnais beaucoup moins, au cours des longues randonnées à travers la campagne polonaise, des traces de dégâts laissées par la guerre, que de l'état d'abandon où l'incurie calculée des gouvernements avait maintenu des pays naturellement riches et fertiles. Pas de chemins de fer, des routes rares, mal entretenues, parfois à peine tracées, comme on les rencontre en Turquie d'Asie ; peu de villages, et si misérables ! des paysans en haillons, farouches et craintifs, que la rencontre d'une automobile affolait beaucoup plus eux-

mêmes que leurs petits chevaux attelés par de mauvaises cordes à des chariots d'avant le déluge.

L'œuvre à accomplir est immense; mais les Polonais l'ont entreprise résolument. Faire de ces contrées volontairement retenues par les anciens dominateurs dans l'ignorance et presque dans la barbarie un pays moderne et civilisé; créer des voies de communication, construire des villages, ouvrir des écoles, engager ou contraindre les propriétaires fonciers à améliorer progressivement le sort du paysan : ce n'est là qu'une partie de la tâche. L'autre consiste à organiser l'exploitation régulière des forêts et des étangs qui couvrent une notable partie du sol polonais, des richesses minérales que renferme le sous-sol; à développer l'industrie et le commerce dans les villes, à assurer entre elles et les champs une meilleure répartition de la population et de la main-d'œuvre; à régler enfin, selon les conditions spéciales et les intérêts particuliers du pays, transports, échanges, importations et exportations. Chacun de ces problèmes est tout ensemble économique, social et politique. La difficulté est que, dans un état nouvellement créé, ou nouvellement ressuscité, comme la Pologne, ils se posent tous à la fois et doivent être tous résolus sans retard. J'ai pu constater, pendant mon séjour à Varsovie, que les études techniques sont déjà fort avancées; on m'a montré des projets soigneusement établis concernant les routes, les chemins de fer et les voies de navigation intérieure; j'ai vu la Diète voter en un mois une série de lois établissant la journée de huit heures, réglant le travail des femmes et des enfants, créant pour les ouvriers des caisses de secours et des assurances contre l'invalidité et la vieillesse; les ingénieurs polonais, si répandus à l'étranger et surtout en Russie, sont revenus en grand nombre dans leur patrie délivrée et ont fondé à Varsovie une association qui consacre tous ses efforts à la réorganisation de l'industrie nationale. De cette grande œuvre de restauration économique, je ne puis tracer ici un tableau complet; j'en retiendrai quelques aspects, qui m'ont frappé davantage; j'indiquerai les méthodes suivies, en me permettant parfois de les critiquer; j'essaierai enfin de faire entrevoir au lecteur l'avenir magnifique d'un pays qui possède en abondance les matières premières et la main-d'œuvre, et à qui il suffira, pour atteindre une prospérité peu commune eu Europe, de mettre en pleine valeur ses richesses naturelles.

LE PÉTROLE DE GALICIE.
HISTOIRE D'UNE INDUSTRIE PENDANT LA GUERRE

Parmi ces richesses, une des mieux connues en Occident, sinon des plus considérables, est le pétrole. Sous une vaste étendue du sol galicien s'étend la nappe d'huile ; l'exploitation en est concentrée dans trois grands bassins : le bassin de l'Ouest, le bassin de l'Est, et, entre les deux, le plus important, le bassin de Boryslaw. C'est entre 1885 et 1890 que furent creusés les premiers puits et que se constituèrent les premières sociétés pour l'extraction du pétrole en Galicie. Le succès aidant, les entreprises se multiplièrent et, dans ces dernières années, les chercheurs de pétrole se sont abattus sur cette contrée comme jadis les chercheurs d'or dans la Californie. A côté de sociétés solides et prospères, on voit malheureusement s'installer des spéculateurs, qui achètent un terrain, forent un puits et attendent la fortune ; elle ne leur vient pas toujours.

Étrange métamorphose que celle de Boryslaw. C'était, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Lwow (Lemberg), un petit village tapi entre des collines boisées. L'immense forêt de pins descendait d'un côté jusque dans le vallon, se prolongeait de l'autre indéfiniment, pour se confondre avec la masse noire des Carpathes. Le petit village perdu est devenu quelque chose comme un faubourg de grande ville industrielle. Entre les sordides maisons de bois se dressent d'énormes bâtisses en ciment : usines, magasins, hangars, hérissés de hautes cheminées et de longs poteaux où s'appuient des conduites aériennes. Une rue unique et toute droite part de la gare du chemin de fer et s'allonge jusqu'au pied de la colline ; là grouille, tantôt dans la poussière, tantôt dans une boue verdâtre, une innommable cohue de Polonais, d'Ukrainiens et de Juifs : trois types caractérisés, qui dans la rue étroite et sur les hauts trottoirs de bois se coudoient, se bousculent sans se confondre. Aux blouses claires des paysans ukrainiens conduisant leurs charrettes s'opposent les vives couleurs des vestes polonaises et les lévites noires des Juifs qui, un seau à la main, vont recueillir goutte à goutte l'huile qui suinte des *pipe line*.

Silva Plana, la « forêt tranquille, » est aujourd'hui une croupe dénudée d'où l'on voit s'échapper de place en place des fumées épaisses et nauséabondes. Les grands pins des collines

ont servi à boiser les puits et à construire des baraquements pour les ouvriers. La nappe ici est profonde, et l'on va chercher l'huile à mille, parfois à quinze cents mètres au-dessous du sol. Tantôt elle jaillit d'elle-même, par irruptions fréquentes et régulières, comme elle fait du fameux puits nommé « le Cosaque ; » le plus souvent, les puits sont « pistonnants, » et l'huile est refoulée par une pompe dans le tuyau qui l'amène jusqu'à la surface. Toujours elle s'échappe bruyamment, accompagnée d'un gaz très pur, qu'on recueille et qu'on utilise sans transformation.

Le directeur technique de *Silva Plana* est un allemand de Galicie. Il succède à un allemand d'Allemagne, qui, après avoir installé l'exploitation, continua de la diriger pendant toute la guerre, dans la conviction qu'après la victoire des Empires centraux, elle échapperait aux Français qui l'avaient achetée en 1914 et passerait aux mains de ses compatriotes. Il ne fallut rien de moins que l'effondrement de l'Autriche et la défaite de l'Allemagne pour contraindre cet homme têtu à vider la place.

Son successeur m'a fait un curieux récit des vicissitudes par lesquelles passèrent, durant les hostilités, l'entreprise de *Silva Plana* et l'industrie du pétrole en Galicie.

— Avant la guerre, me dit-il, la production de nos puits atteignait 18 000 citernes par mois ; une citerne, ou un wagon, a une contenance de 10 tonnes. On ne savait que faire du pétrole. Les possibilités d'exportation étaient alors très réduites, l'Amérique, la Roumanie et Bakou ayant accaparé tous les marchés. En 1908, nous vendions l'huile 70 heller les cent kilos. Les prix remontèrent ensuite progressivement jusqu'à 5 couronnes. Entre 1910 et 1914, la situation du marché s'était améliorée ; la production de Boryslaw s'éleva jusqu'à représenter 10 pour 100 de la production totale des bassins galiciens.

« La déclaration de guerre fait retomber le pétrole à 1 kr. 45 ; l'invasion russe amène une nouvelle baisse ; il se vend péniblement à 0,80. Cependant notre entreprise ne cesse point de travailler et, en 1917, voit apparaître les premiers bénéfices. La fortune, à ce moment, sourit aux Empires centraux. La Galicie doit fournir à elle seule tout le pétrole nécessaire à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Bulgarie et à la Turquie, et la consommation des armées est énorme. On nous envoie du matériel, on nous fournit de la main-d'œuvre, on nous attribue

une indemnité en argent qui nous permet de réparer les dommages causés à l'exploitation par l'invasion russe.

« Nos affaires allèrent fort bien jusqu'à la fin de 1917. Au début de l'année suivante, la situation militaire des Empires centraux était devenue moins bonne; leur situation financière aussi, sans doute; car, nous fournissions encore de l'huile, on ne nous envoyait plus d'argent. Nous connûmes de nouveau les mauvais jours. En novembre 1918, Boryslaw tomba aux mains des Ukrainiens et y demeura jusqu'à la fin de mai 1919. Durant cette période, le travail fut complètement arrêté. L'activité reprit avec le retour des Polonais. Certes les conditions n'étaient pas devenues faciles : des frontières et des douanes de tous côtés; les Tchèques, qui nous fournissaient presque tout le matériel, refusaient d'en livrer.

« Mais aujourd'hui, la situation se présente sous un meilleur aspect. Que faut-il pour que les conditions redeviennent normales? La paix avec les bolcheviks et le rétablissement de la devise polonaise à un taux raisonnable. Le jour où ces deux points seront acquis, nous commencerons à progresser, pour atteindre en cinq ou six ans notre complet développement. De nombreux terrains pétrolifères sont encore inexploités. Pour le moment, la Roumanie n'est guère en état ni de produire ni d'exporter. Bakou est aux mains des bolchévistes et ne compte plus sur le marché que pour les dix millions de ponds qui sont encore dans ses réservoirs. Les Américains manquent de bateaux-citernes pour amener le pétrole en Europe. De cette situation, la Galicie peut profiter pendant quelque temps.

« Tout ira bien, si les ouvriers consentent à travailler. En ce moment, nous avons peu de grèves; mais nous n'allons de l'avant qu'à coups de compromis et de concessions. Avant la guerre, le salaire moyen d'un ouvrier était de 150 couronnes par mois; il est aujourd'hui de 2.900 marks. L'ouvrier marié touche en outre une indemnité de 55 marks mensuels pour sa femme, une prime également mensuelle de 175 marks pour le premier enfant, de 150 pour le second, de 100 pour le troisième et de 50 pour chacun des suivants. Quant aux employés, leur moindre prétention s'élève à 10.000 marks par mois.

« L'extraction du pétrole occupe environ 10.000 ouvriers; Boryslaw en compte 2.300. 40 pour 100 des ouvriers sont des habitants du pays; les autres viennent de l'Est. Ce sont des cul-

tivateurs qui de temps en temps quittent leurs champs pour travailler deux ou trois mois à la mine ; ils forment l'élément le plus tranquille de notre population ouvrière ; les fomenteurs de grève n'ont aucune prise sur ces paysans. Les Polonais sont en grande majorité dans le bassin : 80 pour 100 contre 20 pour 100 de Ruthènes. Pour le moment, tout ce monde-là marche à peu près d'accord ; mais nous sommes toujours à la merci des événements politiques...

Je descends la colline de *Silva Plana*, roule encore une heure ou deux dans la boue verdâtre et m'arrête à Drohobycz, devant la porte de la grande « Distillerie d'État. » Cet établissement fut créé par le gouvernement autrichien en 1908. Le pétrole étant alors à bas prix et d'un écoulement difficile, on décida de l'employer pour chauffer les locomotives. Mais la benzine contenue dans l'huile brute pouvait provoquer des explosions : il fallait séparer la benzine du pétrole ; on installa une distillerie. Peu à peu l'industrie se perfectionna ; de l'usine actuelle, où le pétrole brut est amené directement des puits par un *pipe line*, sortent, prêtes à être livrées au commerce, de l'huile de pétrole, de la benzine, de l'essence pour moteur Diesel, de l'huile de paraffine et des bougies ; bientôt il en sortira aussi du goudron et de l'asphalte.

Six cents ouvriers, qui habitent sur place avec leurs familles, sont répartis en trois équipes, dont chacune travaille huit heures. Ici également on a pu éviter les grèves ; mais la direction a dû prendre l'engagement de fournir aux ouvriers et à leurs familles, outre le salaire, des allocations en nature très abondantes et semi-gratuites. Chaque ouvrier, ou plutôt chaque membre de famille ouvrière, reçoit tous les mois : 8 kilogrammes de farine noire à 1 mark 50 le kg ; 6 kg de farine blanche à 3 marks le kg ; 1 kg de lard américain à 10 marks le kg ; 5 kg de gruaux à 3 marks le kg ; 1 kg de sucre blanc à 6 marks le kg. Voilà pour l'alimentation. L'ouvrier reçoit en outre chaque année deux vêtements complets, un pour le dimanche au prix de 100 marks, un pour les jours ouvrables, à 30 marks ; deux paires de chaussures, à 100 et 30 marks ; deux chemises, deux caleçons, etc... Les membres de la famille qui ne travaillent pas n'ont pas droit au vêtement et aux chaussures de travail.

Le salaire quotidien d'un ouvrier qualifié est de 60 marks, celui d'un ouvrier ordinaire varie de 30 à 50, celui d'une jeune

fille de 20 à 22. L'ouvrier touche en outre, s'il est marié, une prime mensuelle de 500 marks pour sa femme, et une autre de 120 marks pour chaque enfant ou toute autre personne à sa charge.

— Tous nos ouvriers, me dit le directeur de la Distillerie, sont organisés et inscrits au P. P. S. (parti populiste socialiste). Ils nomment périodiquement cinq hommes de confiance, qui sont responsables pour tous leurs camarades et traitent avec moi une fois par semaine toutes les questions d'ordre intérieur.

« Le produit brut de notre usine s'élève annuellement à un milliard de marks; le bénéfice net oscille entre deux et trois cents millions. Nous produisons en moyenne 1.000 tonnes par jour et 60 pour 100 de notre production sont réservés à l'exportation. Nous exportons beaucoup en Allemagne, en Autriche, en Italie et en Tchéco-Slovaquie, un peu en Suède; la France ne figure sur nos rôles que pour un chiffre insignifiant. »

Voici un problème qui mériterait d'être éclairci: les capitaux français engagés dans l'exploitation du pétrole galicien dépassent de beaucoup un milliard de francs; il atteint presque deux milliards. Le consortium français « Groupe Pétrolifère du Nord, » qui réunit les sociétés de Dombrowa, de Wankova, de Pôtok et des Karpathes, contrôle une production mensuelle d'environ 1.000 wagons, c'est-à-dire 10.000 tonnes de pétrole. Il peut traiter dans ses propres raffineries 20.000 tonnes par mois. La *Silva Plana*, dont je viens de parler, est encore une société française établie à Boryslaw, à Tustanowicy; elle produit mensuellement 6.000 tonnes. Les capitaux français entrent également, pour tout ou pour partie, dans plusieurs autres syndicats : « Compagnie internationale Petroleum, » Limanowa, etc. Bref, on peut estimer que, pour l'ensemble de la Galicie, orientale et occidentale, la production française représente à peu près un quart de la production totale de pétrole. Or, au moment où j'étais en Galicie, on n'avait pas encore dirigé vers la France un litre de toute cette huile, brute ou raffinée, produite par des Français. Cette situation paradoxale résulte, pour une part, du système de restriction et de contrôle que le gouvernement polonais a cru devoir appliquer à l'exportation de quelques produits, et dont il sera question plus loin. Mais j'ai entendu des producteurs français se demander si l'on ne devrait pas en rendre responsables, pour une autre part, l'inertie et l'imprévoyance de notre gouvernement.

LE CHARBON. — LA QUESTION DE HAUTE-SILÉSIE

La perspective, d'ailleurs aléatoire, de réaliser en peu de temps de grands bénéfices, ne pouvait manquer d'attirer en Galicie force capitaux étrangers. Beaucoup de Polonais raisonnables déplorent que l'industrie du pétrole ait bénéficié trop exclusivement de cette affluence. Un grand industriel de Cracovie, qui fut délégué technique à la Conférence de Paris, M. Benis, m'en faisait un jour l'observation :

— Pourquoi, me disait-il, le capital français ne s'intéresse-t-il pas à quelques-unes de nos industries plus stables, j'allais dire plus sérieuses que celle du pétrole? Nous avons vu avec satisfaction le Creusot entrer dans la métallurgie polonaise en acquérant l'importante affaire de Tchinitz. Mais nos industries textiles, nos verreries, nos charbonnages sont susceptibles d'un grand développement; ne nous aiderez-vous pas à le réaliser?

« Nous avons peine à nous défendre contre l'intrusion des capitaux allemands. Au lendemain de l'armistice, j'ai été chargé par le gouvernement polonais de racheter toutes les actions de charbonnages possédées par les Allemands en Galicie. Il n'y a plus aujourd'hui dans nos houillères que des capitaux polonais, belges et français. Mais il s'en faut de beaucoup que tous nos terrains carbonifères soient exploités, et que le produit de l'exploitation couvre les besoins actuels du pays. Or, pour que la Pologne vive, il faut qu'elle développe considérablement ses industries et qu'elle augmente par conséquent ses disponibilités en charbon. Pour ne parler que de la Galicie, les mines de Jaworzno, de Libianz et de Brzeszcze possèdent chacune environ 150 kilomètres carrés de terrains carbonifères encore inexploités. En 1917, le gouvernement autonome de Galicie a racheté au Sud de la Vistule une énorme concession (750 kilomètres carrés) qu'avait acquise, après prospections très favorables, une société de Mecklembourg. C'est la mine de Spytkowice, dont la production annuelle pourra s'élever à un million de tonnes. L'État polonais a entrepris les travaux de construction : mais là encore, il faut des capitaux. »

L'abondance des ressources de la Pologne en charbon me fut confirmée à Varsovie par le secrétaire de la Société des ingénieurs, qui avait bien voulu réunir à mon intention une petite

conférence d'industriels et de techniciens des mieux qualifiés pour répondre au questionnaire que j'avais dressé. « Les besoins actuels de la Pologne en charbon, m'ont dit ces messieurs, peuvent être évalués à 30 millions de tonnes par an. Avant la guerre, les mines polonaises en produisaient annuellement 6 à 7 millions. Aujourd'hui, nous n'arrivons pas à 5. Les charbonnages français de Czeladz, de Sosnowice, de Dombrowa, etc., assurent 56 pour 100 de cette production; les mines polonaises fournissent le reste. L'extraction se trouve gênée par le manque de matériel, — les machines proviennent de la Tchéco-Slovaquie, qui refuse d'en livrer, — et par l'insuffisance de la main-d'œuvre. Mais ces obstacles ne sont que temporaires. La difficulté principale, c'est le manque de capitaux, qui nous empêche d'exploiter la plus grande partie de nos richesses minières.

— Si le sol polonais est à ce point riche en charbon, observai-je, pourquoi la Pologne attache-t-elle tant d'importance à la possession de la Haute-Silésie? Car, outre le fait, essentiel à nos yeux, que cette province est peuplée en grande majorité par les Polonais, vous faites valoir, pour appuyer vos revendications, des arguments d'ordre économique.

— Ces arguments, me fut-il répondu, sont aussi aisés à concevoir que difficiles à réfuter. D'une part, les mines de Haute-Silésie nous assureront des ressources immédiates; celles que nous procureraient les terrains polonais encore inexploités ne seront disponibles qu'à de certaines conditions et après fort longtemps. D'autre part, nous n'avons pas en Pologne de charbon propre à faire du coke : seul, le bassin de Haute-Silésie peut nous fournir cette qualité de combustible indispensable à nos industries.

A LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LWOW

Le caractère et les limites de cette étude, qui ne veut être qu'un récit de voyage, ne me permettent ni d'énumérer complètement les richesses de la Pologne, ni même de mentionner, comme ils mériteraient de l'être, tous les efforts industriels accomplis en Pologne par les Français. Il faudrait plusieurs chapitres pour exposer en détail la contribution apportée par nos compatriotes, soit en capital, soit en travail technique, aux

diverses branches de l'industrie polonaise. Je citerai seulement pour la métallurgie la Société des Forges et Aciéries de Huta-Bankowa, les Usines et Forges de Sosnowice, la Société pour l'Industrie métallurgique en Russie (Noworadowsk); pour le textile, la « Czenstochovienne, » la Société Peltzer, la Société Motte, Meillassoux et Caulliez, à Czenstochowa; les établissements de Paul Desurmont, Motte et Cie, la Compagnie générale des Industries textiles (Allart-Rousseau), à Lodz; enfin, je rappellerai le souvenir du Français Girard, qui introduisit en Pologne la filature du lin, construisit une usine et fonda la ville qui porte son nom : Girardow.

Mais, plutôt que des données statistiques, qui seraient toujours incomplètes, je voudrais rapporter ici des impressions sur l'état actuel de la Pologne et sur les tendances suivant lesquelles nos alliés procèdent à l'organisation économique de leur pays. A ce sujet, peu de conversations m'ont mieux éclairé que celles qui me furent aimablement ménagées à Lwow, par M. Baczewski, président de la Chambre de Commerce. Le magnifique hôtel dans lequel me reçut M. Baczewski a été entièrement construit, décoré, meublé par des « artisans » de Lwow, et la Chambre de Commerce offre ainsi un raccourci moins complet, mais plus frappant que le musée d'Arts et Métiers qui lui est contigu, de tout ce que produit, au point de vue matériel et au point de vue artistique, la grande métropole galicienne.

— Je vous expliquerai d'abord en deux mots, me dit M. Baczewski, ce que sont nos Chambres de Commerce. Tous les commerçants, industriels et artisans de la circonscription commerciale de Lwow, sont invités à se faire « inscrire, » c'est-à-dire à payer un impôt spécial, dont le produit est affecté en partie au budget de la Chambre. Nous avons environ 50 000 inscrits. Ils élisent un conseil de quarante membres : ceux-ci choisissent à leur tour un président et un vice-président, qui nomment leurs secrétaires. Notre premier secrétaire est aujourd'hui député à la Diète.

« La Chambre de Commerce a des initiatives nombreuses et des pouvoirs étendus : son président dépend directement du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Celui-ci fait contrôler l'activité de la Chambre par un Commissaire du gouvernement, qui assiste aux séances et adresse son rapport au Ministère. Les séances des Chambres sont publiques : on y traite toutes les

questions relatives à la vie économique de la province. Cette vie économique, c'est nous qui la dirigeons, très librement. C'est à nous qu'il appartient d'introduire dans la région des métiers nouveaux, de perfectionner ceux qui sont déjà établis. Nos secrétaires et nos correspondants suivent le mouvement commercial et industriel dans le monde entier. S'ils nous signalent quelque nouveauté, quelque transformation intéressante, nous envoyons une mission l'étudier sur place, ou bien nous invitons à venir ici les inventeurs de procédés nouveaux ou les maîtres-artisans qu'ils ont formés à les appliquer. Plusieurs maîtres étrangers ont enseigné dans l'école que nous avons adjointe au musée, pour le plus grand profit des artisans de Lwow. Quant à nos dernières missions, ou bourses de voyage, elles ont été attribuées, quelques mois avant la guerre, à des tapissiers-décorateurs, qui sont allés étudier pour nous à Paris les progrès d'un art où nul peuple ne vous dépasse. »

Tout en parlant, le président de la Chambre de Commerce m'avait montré la salle du Conseil et la salle des Séances, une riche bibliothèque et des archives ingénieusement classées.

— Vous pourriez trouver ici, me dit-il, tous les éléments de votre enquête; mais vous n'avez pas le temps de les y chercher. Revenez cet après-midi; je convoquerai quelques-uns de nos membres les plus compétents dans les différentes branches, et vous causerez avec eux.

Non seulement, nous causâmes longuement, un peu de tout; mais un secrétaire de la Chambre prit soin de faire relever la sténographie de notre entretien, et un aide-mémoire complet et commode, quoique rédigé en allemand, me fut remis le lendemain. En quelques heures, toutes les richesses de la Galicie avaient défilé sous mes yeux, et tous les modes de son activité : naphte, charbon, potasse, sel, bois, eaux minérales; brûleries et distilleries d'alcool, papeteries, verreries, fabriques de meubles, industries chimiques. Au bout de chaque exposé, deux phrases revenaient alternativement, comme des refrains mélancoliques : « Cette industrie a été ruinée par la guerre, » ou bien : « Cette industrie végète, faute de capitaux. » Détruits par les Russes, les grands moulins à vapeur vers lesquels affluait naguère le grain de Russie, de Hongrie et de Roumanie : sur cent, il en reste sept ou huit. Ruinées, les fabriques d'alcool de pomme de terre, d'où sortaient chaque année 700 000 hecto-

litres d'alcool pur et de liqueurs diverses ; il reste 140 usines sur 800 et la production est réduite des neuf dixièmes. Brûlé en 1914 par les Cosaques, le grand établissement de Sassow, qui fabriquait pour le monde entier du papier et des tubes à cigarettes. Pour reconstruire les usines, acheter les machines, réorganiser la production, il faudra de l'argent ; et il en faudra encore pour aménager, en vue de leur utilisation industrielle, les forces hydrauliques du Dniester, du Stryi et du San, pour exploiter, comme elles mériteraient de l'être, les sources minérales d'Iwoniez, de Rymanow et de Pustomyti, les stations climatériques de Tatarow, Jaremèze et Hrebenow...

Les immenses forêts qui couvrent les Karpathes ont constitué de tout temps l'une des principales richesses du pays. Comme toutes les autres, l'industrie du bois a souffert de la guerre : Russes et Ukrainiens ont brûlé les scieries. L'exploitation est rendue difficile par la rareté de la main-d'œuvre : les bûcherons ont reflué vers les villes, où un travail moins pénible les fait vivre plus aisément. On s'efforçait néanmoins d'en réunir un grand nombre, au moment où j'ai traversé la Galicie, pour répondre à l'appel du gouvernement, qui a décidé d'exporter à bref délai de grandes quantités de bois. Le Comité économique de Varsovie, adoptant le projet de la Chambre de Commerce de Lwow, a pris les décisions suivantes :

1° On abattra immédiatement tous les arbres qui régulièrement auraient dû être coupés au cours des dix prochaines années ;

2° 15 p. 100 du bois ainsi obtenu sont affectés à la reconstruction des régions endommagées par la guerre ;

3° 30 p. 100 sont réservés pour les besoins intérieurs du pays ;

4° Le reste est réquisitionné pour l'exportation, ainsi que la totalité des bois spéciaux et de luxe.

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DANS L'ANCIEN ROYAUME ET EN POSNANIE

J'ai retrouvé un peu dans toute la Pologne les mêmes préoccupations et les mêmes espoirs que j'avais entendu exprimer en Galicie. A Varsovie, durant le temps que j'y ai passé, un souci dominait tous les autres : celui de satisfaire aux besoins de la défense nationale. Armes et munitions manquaient : les envois

de l'étranger étaient insuffisants et parvenaient avec une lenteur désespérante. Quelques ingénieurs formèrent ensemble une petite société, « l'Obus, » et commencèrent à fabriquer; on procéda rapidement à la transformation d'un nombre d'usines. Mais, hélas! ce n'étaient pas les machines qui faisaient défaut, c'étaient aussi les spécialistes. Combien de fois j'entendis alors regretter que les propositions faites par un grand établissement français de l'Ouest, de transporter en Pologne une fabrique de munitions toute montée, matériel et personnel dirigeant, eussent été déclinées par le gouvernement de Varsovie!

Dans la région des filatures et des tissages, à Czenstochowo et à Lodz, le « Manchester polonais, » le travail n'avait guère été repris que par un tiers des usines : encore ne travaillaient-elles pas à plein. Le coton était arrivé en quantité suffisante d'Angleterre et de Brème; la laine d'Australie ne manquait pas. Mais des dissentiments avaient éclaté entre patrons et ouvriers, et les exigences de ces derniers étaient telles, que deux des principales maisons de Lodz hésitaient à accepter une importante commande passée par l'État pour les besoins de l'armée, parce qu'elles n'étaient pas certaines de pouvoir l'exécuter dans les délais voulus.

L'activité était généralement plus grande en Posnanie, où l'outillage industriel est resté intact et où les syndicats ouvriers, tout en exigeant des salaires très élevés, font observer une exacte discipline et tiennent à honneur de maintenir la production à son niveau d'autrefois. Les dix-neuf fabriques de sucre de l'ancien Grand-Duché continuent d'exporter en France, en Angleterre et en Amérique ; le sucre est échangé contre des engrais chimiques, dont l'agriculture posnanienne fait une grande consommation. L'amidon produit par les usines de Lubein, de Wronky et de Torun (Thorn) est en grande partie affecté au même échange. Les Polonais ont racheté la plupart des fabriques de machines agricoles, installées en grand nombre par des Allemands. Bromberg, avec ses scieries et ses papeteries, est resté le grand centre industriel que les Allemands en avaient fait; mais dans cette ville, qui semblait naguère si prussienne, on n'entend plus parler que les Polonais. Ni l'exportation du bois, brut ou fabriqué, ni celle de l'alcool et des fameuses liqueurs de Gniezno (Gnesen) ne s'est ralentie, depuis que ces industries ont été placées sous une direction purement polonaise.

Lorsque j'ai demandé à quelques-uns des principaux hommes d'affaires de Varsovie comment ils envisageaient l'avenir économique de la Pologne et quels étaient, pour le présent, *leurs desiderata*, voici à peu près ce qu'ils m'ont répondu :

— D'abord du charbon : la réorganisation et le développement de notre industrie sont entièrement subordonnés à la question du combustible. La France a bien voulu nous céder sur sa créance allemande 250 000 tonnes par mois : vous ne direz jamais assez haut combien nous lui sommes reconnaissants de ce sacrifice. Et jamais non plus vous ne sauriez répéter que la possession de la Haute Silésie est indispensable à la Pologne. Songez que pour nous, le salut, économique et politique, est dans une reconstruction aussi rapide que possible de nos industries, dans un accroissement énorme de notre production. Nous avons calculé que, s'il nous était possible d'exporter, seulement pendant un mois, le charbon de la Haute Silésie, le produit de la vente suffirait pour renouveler tout le matériel des mines polonaises.

« On vous a dit partout, et vous avez constaté vous-même que nous avons besoin des capitaux étrangers. Dès le lendemain de l'armistice, on s'est efforcé dans tout le pays d'expulser le capital allemand; on y a souvent réussi. Mais il ne faut pas se faire d'illusions; le capital allemand cherchera à rentrer en Pologne. Nous ne résisterons à ses efforts que si vous nous y aidez. Et ici permettez-nous de parler franchement. A côté de capitaux sérieux, vraiment bienfaisants pour le pays, il nous est quelquefois venu de France, au cours des trente dernières années, des capitaux qu'on pourrait appeler « de spéculation ». Les Allemands ne se firent pas faute d'opposer deux méthodes d'action financière, dont l'une tendait à augmenter le bien-être du pays en exploitant mieux ses ressources, dont l'autre visait plutôt à réaliser immédiatement de gros bénéfices, traitant le pays en colonie, y prenant tout, n'y laissant rien. Moins de capitaux de spéculation, plus de capitaux d'exploitation et de travail, voilà ce que nous souhaitons de la France, dans notre intérêt comme dans le sien.

« Autant pour le moins que dans notre industrie, le capital français trouverait dans notre commerce un emploi avantageux. Pourquoi, en ce qui concerne l'importation des produits coloniaux, le Havre ne remplacerait-il pas Hambourg? Pourquoi la France ne profiterait-elle pas du droit de cabotage fluvial, que

le traité de Versailles accorde aux Alliés et retire à l'Allemagne, pour nous aider à développer notre navigation intérieure? Pourquoi enfin les produits français ne remplaceraient-ils pas en Pologne les produits allemands?

« Certes, il y faudra un effort, car l'Allemagne garde sur la France certains avantages. Trois ans d'occupation lui ont donné tout loisir d'étudier notre pays, de connaître nos besoins, nos goûts et nos habitudes. Ses mœurs commerciales nous sont plus familières que les vôtres, et s'adaptent mieux à nos convenances : livraison rapide et longs crédits, une grande souplesse à se conformer aux désirs de la clientèle, beaucoup d'audace dans l'entreprise et de promptitude dans la réalisation. Enfin, pour le moment, les conditions du change allemand, tout en étant défavorables, sont pour nous moins désastreuses que celles du change français.

« Mais ces obstacles ne sont pas invincibles, et il vaudrait la peine de les vaincre. Car la Pologne ne représente pas seulement un marché de consommation; elle est encore et sera de plus une place de transit. Elle sert d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient. Combien de produits allemands, autrichiens, hongrois, n'atteignaient la Russie qu'à travers la Pologne! Nous transformions les uns, nous revendions les autres tels quels. Les industries de transformation et de finition occupaient, rien qu'à Varsovie, des milliers d'ouvriers.

« Nous concevons fort bien un système commercial, qui ferait de la Pologne l'intermédiaire entre la production française et la consommation orientale, russe en particulier. Ainsi vous nous feriez profiter d'une partie des capitaux que vous destiniez naguère si largement à la Russie, et nous mettrions à votre disposition l'expérience que nous avons du pays russe et l'activité des milliers d'agents commerciaux que nous y avons toujours entretenus. Entre tant d'aspects, sous lesquels on peut envisager la collaboration de la France et de la Pologne dans le monde, celui-là n'est peut-être pas le moins séduisant pour vous et pour nous. »

LA QUESTION DE DANTZIG

De quelque façon qu'on le conçoive, l'avenir économique de la Pologne est subordonné à la valeur pratique du débouché

maritime dont disposera l'État polonais. Les événements militaires de ces derniers mois ont fait ressortir l'importance de la « Question de Dantzig. » Les Polonais pouvaient-ils, oui ou non, faire usage du port que le traité de Versailles avait mis à leur disposition? Durant tout le mois de juillet et la première quinzaine d'août, ils ne le purent point. Je me trouvais à Dantzig au moment où y arriva le bâtiment anglais *Triton*, chargé de quelques munitions qui n'étaient certes pas de première valeur. Les dockers du port, passant brusquement de l'internationalisme le plus pur au plus farouche patriotisme allemand, refusèrent de décharger le *Triton*. Les Polonais ripostèrent en arrêtant les convois de vivres dirigés vers Dantzig. La ville se crut menacée de famine; des troubles éclatèrent. Une foule de vingt mille personnes se rua sur le palais du gouvernement, où résident côte à côte le haut-commissaire interallié et le premier bourgmestre de la ville, chef de l'*Oberpræsidium*. Celui-ci avait été mis fort mal en point, et déjà les factieux avaient forcé les portes du palais, lorsque la police prussienne de sûreté (*Sicherheitspolizei*) accourut et rétablit l'ordre à coups de mitrailleuses. Il y eut un tué, plusieurs blessés. Le soir, dans les hôtels et dans les maisons privées, les ouvriers allemands, armés de gourdins et de couteaux, se livrèrent à une véritable chasse au Polonais; des étrangers qui, j'en réponds, n'étaient point Polonais, furent brutalement tirés de leurs lits et passèrent une nuit fort désagréable (29-30 juillet).

Quelques jours après, les dockers dantzigois voulurent bien ne pas s'opposer à ce que des soldats britanniques déchargeassent le bateau de munitions; les caisses furent transportées sur des chalands, qui remontèrent la Vistule jusqu'à Dirschau; là, nouvelle rupture de charge et transbordement des caisses sur des wagons à destination de Varsovie; elles y arrivèrent quand Dieu voulut.

Évidemment, cela ne s'appelle pas « disposer » d'un port. J'ai demandé tour à tour au haut-commissaire interallié et au commissaire général polonais comment ils appréciaient une telle situation et quels remèdes ils pensaient qu'on y pût apporter.

— Les articles du traité qui forment actuellement le statut de la ville libre de Dantzig, m'a répondu le premier, reposent sur un postulat : la possibilité de relations convenables, d'une entente amiable entre Dantzigois et Polonais.

Malheureusement, ce postulat ne s'est pas vérifié. Lorsqu'ils arrivèrent ici, en février, les Polonais prétendirent traiter la ville, comme s'ils l'avaient conquise : grand appareil militaire, occupation des gares et des édifices publics, des soldats plein les rues. Une frontière terrestre à peu près infranchissable ; un front de mer hérissé de mitrailleuses, qu'on déchargeait sur les pêcheurs inoffensifs, s'ils s'approchaient trop près de la côte. Force me fut bientôt de reconnaître que toute conciliation était impossible. Il fallait pourtant administrer la ville dans l'intérêt des habitants. Or, sur une population de 190 000 âmes, Dantzig compte 180 000 Prussiens et 10 000 Polonais. Bien que toutes les précautions eussent été prises, lors des élections, pour garantir les droits de cette minorité, sept Polonais seulement furent envoyés à la Constituante, qui comprend 120 députés. J'ai nommé un conseil exécutif provisoire ; j'y ai fait entrer un Polonais. Au surplus, j'ai conservé toute l'administration d'autrefois, qui est compétente, mais prussienne. Les quatre officiers anglais qui m'ont accompagné à Dantzig, contrôlent simplement l'activité des fonctionnaires locaux. De temps en temps, je réunis dans une conférence Dantzigois et Polonais : leurs points de vue sont si violemment opposés qu'on n'aboutit jamais à une conclusion. Il me semble que le système actuel ne peut pas être maintenu. Dès qu'aura été signée la convention entre Dantzig et la Pologne, le mieux qu'on puisse faire, à mon avis, sera de remettre le contrôle de la ville libre à une commission administrative, composée d'un nombre égal de Polonais et de Dantzigois, et d'un représentant de la Ligue des Nations. Déjà cette suggestion a été officieusement soumise au Conseil suprême, et M. Millerand a paru l'agréer.

Le commissaire général polonais m'a déclaré de son côté :

Oui, des fautes ont été commises dans les premiers temps de l'occupation, non par notre gouvernement, mais par quelques éléments militaires un peu excités. Nous avons aussitôt réprimé les abus et mis un terme aux maladresses. Mais notre situation ne s'est pas beaucoup améliorée. Nous avons aujourd'hui contre nous, d'une part, les communistes, qui font cause commune avec les bolchévistes, de l'autre, les nationalistes, qui tiennent pour les Allemands. Berlin fait une propagande intense par la presse, par les fonctionnaires qui vivent encore aujourd'hui des subsides du gouvernement allemand, par des agents

officieux, chargés d'entretenir la division et de fomenter des troubles. Nous espérions du moins pouvoir nous servir du port; le traité de Versailles nous en attribue le « libre usage » et nous confère le droit « de le développer et de l'améliorer; » nous en avions conclu que l'« administration » du port nous était ainsi reconnue. Mais les Dantzigois nous ont fait observer que, là où « le contrôle et l'administration » sont assurés à la Pologne, ces deux mots sont spécifiés en toutes lettres : il en est ainsi pour le réseau ferré et pour le cours de la Vistule, non pour le port de Dantzig. Voilà donc où nous en sommes : libre à nous de « disposer » du port, de le développer et de l'améliorer; mais nous n'avons pas le droit de l'« administrer. » Les conséquences, vous les avez vues ces jours-ci, elles ont été assez graves pour attirer l'attention du Conseil suprême et pour l'amener, du moins nous l'espérons, à nous conférer enfin des droits dont nous puissions pratiquement nous servir.

Il faut à la Pologne un port; ce port ne peut être, semble-t-il, que celui de Dantzig. Dantzig, ville prussienne par la majorité de la population, par ses lois, par ses mœurs, par sa religion, peut-elle être effectivement détachée de la Prusse et redevenir la « ville libre » qu'elle fut autrefois? Peut-on faire revivre avec une force suffisante chez les habitants de la vieille ville hanséatique les traditions d'une indépendance glorieuse, mais oubliée? Peut-on espérer que la communauté d'intérêts économiques, — la Pologne a besoin de Dantzig pour respirer, Dantzig ne peut pas vivre sans la Pologne, — suffira à former et à maintenir entre les deux parties ces relations aimables, cette collaboration bienveillante que les auteurs du traité de Versailles avaient escomptées un peu gratuitement?

Je me posais toutes ces questions en visitant le port, en parcourant les rues pittoresques, en visitant les monuments de Dantzig. Que demeure-t-il des temps anciens? un décor magnifique, d'imposants témoignages d'une puissance évanouie, mais non regrettée. L'extérieur fait encore illusion : mais entrez dans une de ces belles églises, solides, hautes, droites comme des forteresses. Ceux qui les bâtirent, au xve siècle, avaient su s'affranchir de la domination des Chevaliers teutoniques. Mais ceux qui les ont restaurées! ceux qui en ont aménagé l'intérieur! Il faut pénétrer dans Sainte-Marie ou dans l'église de la Trinité, pendant le service du dimanche, pour apercevoir com-

bien est profonde et désastreuse l'empreinte du luthéranisme prussien. Au long des quais charmants de la Mottlau, par les rues que bordent les vieilles maisons à pignons gothiques et les larges perrons à balustrades, circule une foule exactement semblable à celle de Berlin; même physionomie, même allure, même goût, hélas! dans les modes féminines... Un soir que la lune éclairait la Porte Verte et le marché aux poissons, je fus interrompu brusquement dans ma rêverie par une lointaine musique de bal public ou de chevaux de bois. Peu à peu les sons se rapprochèrent, et je vis s'avancer sur le calme de l'eau un bateau ridiculement illuminé et fleuri. Un orchestre, où dominaient les cuivres, était installé sur la passerelle, et, sur le pont arrière, des couples dansaient. Des citadins en goguette revenaient ainsi de Zoppott, petite plage voisine, dont le casino, avec ses salles de jeu et son restaurant en plein vent constitue désormais, selon les journaux de Berlin, une des principales attractions de la Baltique. L'orchestre continua son vacarme, pendant que les passagers débarquaient en se bousculant; on entendait résonner de gros rires et d'énormes claques dans le dos. Comment ce tableau grotesque rappela-t-il soudain à ma mémoire une autre image? La nuit d'août était aussi tiède, la lune brillait du même éclat; quelques gondoles, sortant pour les premières sérénades croisaient sur la lagune les larges barques qui chaque soir ramènent de Murano les ouvrières des usines; des barques s'échappe, comme en sourdine, le gazouillement du parler vénitien; quelques accords de mandoline partent des gondoles, et le calme de la nuit plane sur la ville et sur l'eau, majestueux et respecté. Ils appellent Dantzig la « Venise du Nord, » et, à ne penser qu'au décor, cela ne choque pas trop; mais remettez-y les figurants, dites : « la Venise prussienne ; » et le paradoxe éclate. Dantzig, oh! la belle ville, et le vilain monde!

UNE EXPLOITATION AGRICOLE DANS L'ANCIEN GOUVERNEMENT DE LUBLIN

J'avais exprimé le désir de visiter un grand domaine polonais.

— N'en choisissez pas un trop grand, me dirent mes amis de Lublin. Chez les Zamoïski, vous ne verriez rien en huit jours. Il y a, à vingt-cinq kilomètres de la ville, une fort belle terre de quelques milliers d'hectares; vous y trouverez, groupés dans

un espace restreint, des cultures, des forêts et des étangs, une sucrerie, une distillerie d'alcool et quelques autres petites industries indispensables à la campagne, le tout bien installé et exploité avec méthode.

C'est ainsi que je fus présenté au maître de Garbow qui, lorsqu'il n'est pas ministre (il le fut en 1918 dans le premier gouvernement polonais) partage son temps entre son domaine, qu'il administre aidé de ses deux fils, et Varsovie, où il dirige de grandes affaires. M. Broniewski revenait précisément de la capitale ; il me proposa de m'emmener le soir même à Garbow, où il rentrait pour quelques jours. Au trot allongé de deux grands chevaux russes, nous suivîmes la chaussée qui va, par Lublin, de Przemysl à Varsovie ; elle avait été, en 1915, le théâtre d'une grande bataille ; les traces des tranchées étaient encore visibles et l'on rencontrait, de temps en temps, un petit cimetière en plein champ. Le pays est assez vallonné, pour la Pologne, et agréablement coupé de bois de pins. Comme on approchait de Garbow, de grands étangs luirent au soleil couchant.

Chemin faisant, M. Broniewski me désignait les limites de son domaine. « Ces champs nous appartiennent, disait-il ; ceux-ci ne sont plus à nous, ils sont aux paysans. » Et pourtant ces terrains se touchaient, étaient enclavés les uns dans les autres. Je lui demandai une explication. « Le gouvernement russe, me répondit-il, en affranchissant les paysans, donna à chacun d'eux une parcelle de terre. En Pologne, cette distribution fut faite de manière à incommoder le plus possible les grands propriétaires et à ménager entre eux et les paysans des causes de différends et de mésentente. Toute la politique russe tendait à nous diviser et à entretenir chez nous la haine de classe. »

Toute la journée du lendemain fut consacrée à la visite du domaine. Il n'y a ici ni fermier, ni métayer ; le propriétaire exploite directement sa terre et loue à l'année des ouvriers agricoles. Jusqu'à ces derniers temps, outre les ouvriers loués à l'année, on employait les paysans (petits propriétaires) des environs, qui, insuffisamment occupés sur la parcelle qu'ils possédaient, venaient volontiers faire des journées. Ils n'y consentent plus aujourd'hui : la guerre les a enrichis, souvent ils ont arrondi leur petit domaine ; enfin ils s'entendent fort mal avec

les ouvriers, dont les tendances politiques et les intérêts sont différents des leurs.

Un tarif uniforme fixe pour tout le royaume le salaire dû à l'ouvrier. L'année dernière (1er juillet 1919 à 30 juin 1920), l'ouvrier agricole recevait 1 400 marks. Il avait droit en outre au logement et au chauffage, à un demi-hectare de terrain pour faire pousser des pommes de terre, à 16 quintaux de blé et au fourrage pour entretenir deux vaches. Les heures de travail étaient payées, aux femmes 80 pfennigs, aux petits garçons 1 mark. La quantité de blé alloué à l'ouvrier dépassait les besoins de sa famille, et il en vendait une partie. Néanmoins, ces conditions ne lui semblent plus suffisantes, et il réclame une augmentation de salaire. Dans l'ancienne Pologne russe, l'ouvrier agricole est non seulement illettré, mais profondément ignorant; aussi les agitateurs communistes ont-ils trouvé chez lui une moindre résistance que chez l'ouvrier de fabrique, qui sait lire et qui est inscrit régulièrement à un parti. Au surplus, c'est aux environs de Lublin, dans les campagnes, et à Lodz, dans les industries textiles, que j'ai rencontré, si je ne me trompe, les éléments ouvriers les plus indisciplinés de toute la Pologne.

La sucrerie de Garbow produisait annuellement avant la guerre de 40 à 50 000 quintaux de sucre. A cette époque, les plantations de betteraves couvraient jusqu'à 1 500 hectares: pendant la guerre, elles n'en occupèrent plus que 600. Il est intéressant de comparer entre elles les proportions des betteraves fournies à la sucrerie par les grands propriétaires et par les paysans avant la guerre et pendant la guerre. En 1913, 65 pour 100 provenaient des paysans, 35 pour 100 des grands propriétaires; en 1918, les grands propriétaires fournissent 83 pour 100 et les paysans 17: la production tombe à 8 000 quintaux. Les paysans, vendant fort cher tous leurs autres produits, n'avaient plus d'intérêt à faire des betteraves.

La sucrerie occupe, suivant la saison, de 200 à 400 ouvriers. Vingt-quatre familles d'ouvriers et douze d'employés occupent dans l'enceinte de la fabrique des logements aménagés à leur intention ; les autres habitent dans le village. Un ouvrier qualifié gagnait avant la guerre un rouble par jour ; il touche aujourd'hui 40 marks et jouit en outre des avantages suivants: un logement de deux chambres, le chauffage et l'éclairage gra-

tuits; un champ pour cultiver des pommes de terre, la nourriture pour deux vaches, cinq livres de sucre par mois et une quantité de farine réglée, selon l'importance de la famille, par le ministère de l'approvisionnement. Le sucre est gratuit, la farine est livrée à prix réduit. Les employés reçoivent les mêmes allocations en nature que les ouvriers, si ce n'est que leur logement comprend trois chambres et que leur ration de sucre est de dix livres; leurs appointements mensuels, qui étaient de 80 roubles avant la guerre, s'élèvent aujourd'hui à 2000 marks.

Dans la briqueterie, qui fournit les matériaux de construction et de réparation pour le domaine, les ouvriers sont payés à la tâche. Chaque mille de briques leur est compté 434 marks; en outre, ils sont logés. On calcule qu'un ouvrier produit au minimum 200000 briques par saison.

La distillerie n'emploie que 10 ouvriers et deux employés: les conditions de salaire sont sensiblement les mêmes qu'à la sucrerie. On ne traite que les pommes de terre. La production annuelle s'élève à 100000 litres d'alcool à 100 degrés. La matière première est fournie par l'État, qui contrôle rigoureusement toutes les opérations, même à l'intérieur de l'usine. Pour chaque litre d'alcool consigné à l'administration publique, le producteur reçoit une indemnité de 4 marks 50. L'État revend ce litre d'alcool au public pour 200 marks. De même la vente du sucre est monopolisée: l'État le paye à la fabrique 500 marks le quintal et le revend à 920 marks au détail.

La culture du poisson, qui commence à se développer en Pologne et peut y devenir une industrie importante, est bien organisée à Garbow, où les étangs couvrent une superficie de 250 hectares. On pratique exclusivement l'élevage de la carpe. La production normale est de 500000 kilogrammes par an; elle a sensiblement baissé, en raison de la difficulté qu'éprouvent les éleveurs à assurer au poisson sa nourriture. Les Russes, qui occupèrent le pays en 1915, vidèrent les étangs et endommagèrent les installations. Tous les propriétaires d'étangs, dans la Pologne du Royaume, forment un syndicat, qui assure la vente en gros de la production, à un prix dont l'État fixe périodiquement le maximum. Au mois de juillet dernier, le prix officiel du poisson était de 20 marks la livre.

— Les conditions de l'exploitation agricole, m'expliqua M. Broniewski, sont devenues très onéreuses, non seulement

à cause du prix très élevé de la main-d'œuvre, mais encore du fait des charges extrêmement lourdes que l'État a fait peser tout d'un coup sur les propriétaires fonciers. L'ouvrier agricole, en Pologne Russe, vivait mal ; notre gouvernement s'est justement préoccupé d'améliorer son sort. Aujourd'hui chaque ménage ouvrier a droit à un logement de deux chambres ; chaque agglomération ouvrière doit avoir son école, son établissement de bains, etc..... Nous aurions trouvé cette réforme excellente, si l'on ne nous avait contraints à la réaliser, pour ainsi dire, du jour au lendemain. La construction des bains et des écoles, la transformation des maisons d'habitation ont été pour nous l'occasion d'énormes dépenses.

« En fait, aucune exploitation agricole ne pourrait subsister, si elle était purement agricole. Nous ne nous tirons d'affaire que par les industries. L'exercice agricole de Garbow, pour l'année 1919-1920, se solde par un déficit d'un demi-million de marks. Ce déficit est couvert par les bénéfices industriels. Malheureusement, beaucoup de moyens propriétaires, qui ne disposent pas de cette ressource, renoncent à exploiter et vendent. La terre a atteint des prix élevés : dans notre district, l'hectare, qui valait 2 000 roubles avant la guerre, en vaut aujourd'hui 6 000 ; car vous savez que nos paysans, très méfiants à l'égard du papier polonais, continuent de régler toutes leurs transactions en roubles ; en roubles du Tsar, bien entendu ; ils ne veulent pas entendre parler d'une autre monnaie. Le paysan convoite la terre et l'achète aux plus hauts prix. Ce n'est pas la loi agraire, ce sont les nouvelles conditions économiques qui amèneront le plus sûrement la disparition de la grande propriété dans la Pologne du royaume. Ce changement aura-t-il pour résultat une augmentation de la production, un progrès social? Ce sont des questions que vous pourrez discuter avec de plus savants que moi. »

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES EN POSNANIE

La moyenne propriété, qui n'existe pas du tout en Galicie et qui est assez rare dans l'ancien Royaume, forme au contraire en Posnanie la base du système agricole. Le type de domaine le plus répandu dans le Grand-Duché a une étendue de 20 à 50 hectares. D'autre part, la population agraire, très dense en Galicie et en Pologne russe, l'est beaucoup moins en Posnanie. Enfin

le paysan posnanien est instruit : non seulement il connaît son métier, mais il a reçu, dans les cercles organisés par le clergé, une certaine éducation sociale et économique. Enrichi par la guerre, il a parfois acheté de la terre ; mais, le plus souvent, il a porté son argent à la banque : ici, l'ouvrier agricole apprécie les avantages de la grande exploitation et préfère généralement sa condition à celle d'un tout petit propriétaire.

Dans la population rurale de Posnanie, on peut distinguer trois catégories ; les paysans petits propriétaires, qui sont en petit nombre ; les fermiers, qui ont succédé aux « colonistes » allemands, reçoivent une concession et payent des arrérages en argent : on en compte un peu plus de 20 000 ; enfin les ouvriers agricoles, qui forment de beaucoup la classe la plus nombreuse. Ces derniers sont payés à l'année ; leur salaire est constitué partie en argent, partie en nature : ils sont logés gratuitement, ont la jouissance d'un jardin et d'un morceau de terre arable, et le droit de nourrir deux vaches sur les pâturages du domaine. On trouve fréquemment des familles d'ouvriers agricoles établies sur une terre depuis soixante ans. L'effort combiné des propriétaires, qui sont tous bons agronomes, et des ouvriers qui appliquent avec docilité et intelligence les méthodes d'exploitation les plus modernes, a su tirer d'un sol beaucoup moins fertile que celui de Galicie et de certaines parties du royaume une production abondante et variée. L'Allemagne, qui pensait à ses besoins, exigeait l'abondance ; les Polonais se préoccupaient surtout de la qualité : c'est désormais cette dernière tendance qui prévaut, et la Posnanie est destinée à jouer en Pologne un rôle analogue à celui que jouent en Allemagne certaines provinces saxonnes : sa production deviendra de plus en plus qualitative. La Pologne aura dans le Grand-Duché quelque chose comme une immense ferme-modèle, d'où elle tirera ses semences, ses plants, ses animaux reproducteurs. Les agriculteurs posnaniens feront école et reprendront dans les autres provinces leurs méthodes, leur outillage perfectionné, leur esprit d'ordre et d'économie.

Il serait injuste d'attribuer à l'Allemagne tout le mérite d'un développement dont elle a trop longtemps profité : le grand instrument de progrès, il faut le reconnaître, non pas dans la colonisation prussienne, mais dans l'institution toute polonaise et catholique des coopératives agricoles. J'ai rappelé

plus haut l'origine de ces organisations confessionnelles, seules tolérées par le gouvernement allemand, et montré comment le clergé posnanien avait groupé dans des associations parallèles les ouvriers des villes et ceux des campagnes. Les coopératives n'offrent pas seulement aux paysans posnaniens des moyens d'éducation sociale et morale : écoles du soir, conférences, journaux ; mais encore des organes de progrès économique : banques, caisses rurales, offices de vente et d'achat en commun.

La « Centrale des Coopératives Agricoles » (*Zentrala Rolnikow*) est une société anonyme au capital de six millions de marks. C'est par son entremise que les coopératives entrent en relations avec le marché national et mondial ; toutes les opérations commerciales sont de son ressort : elle est, en somme, l'intermédiaire entre la production, d'une part, la grande consommation et l'exportation de l'autre.

La « Centrale des Machines Agricoles » (*Zentrala Maszyn*) fournit aux sociétés l'outillage nécessaire à l'exploitation.

Les coopératives elles-mêmes, au nombre de 350, se divisent ainsi : 200 « coopératives de crédit » (*Bank Ludowy* : prêts sur titres et sur hypothèque, dépôts, etc.) ; 70 « coopératives agricoles » (achat en commun des matériaux, outils, vêtements, denrées alimentaires, vente en commun des produits) ; 20 « coopératives de colonisation » (*Spolezcky-Ziemskie* : achat en commun et lotissement de domaines, qui sont revendus ou loués par parcelle aux paysans) ; enfin quelques associations ayant pour but d'administrer les locaux affectés aux cours du soir et aux conférences, les imprimeries, les magasins. Toutes ces coopératives sont fédérées entre elles et reliées à la *Société Centrale*, dont Mgr Adamski est le président. Enfin cette *Société* a fondé et administre une *Banque Centrale* (*Bank-Zwiazkowpolacz* : banque de l'Union des Sociétes Coopératives) qui est aujourd'hui le plus grand institut de crédit de toute la Pologne. C'est une société anonyme au capital de 200 millions de marks, plus 70 millions de réserves ; ses dépôts s'élèvent à plus d'un milliard. Aux membres des coopératives elle sert, pour leurs dépôts, un intérêt de 2 à 5 pour 100, et consent des prêts à un taux qui varie entre 4,1/2 et 7 pour 100 ; elle est en outre à la disposition du public, pour qui elle fait toutes opérations de banque. Si l'on observe qu'au milliard déposé dans les caisses de la Banque Centrale, viennent s'ajouter les 900 millions de dépôts reçus par

les Coopératives de Crédit (*Bank Ludowy*), on conviendra que la Posnanie, loin d'avoir été éprouvée par la guerre, en a indirectement retiré un singulier accroissement de richesse.

LE SYSTÈME FINANCIER

Le phénomène qu'on observe en Posnanie s'est produit un peu dans toute la Pologne, mais en moindre proportion : il y a eu un changement profond dans la répartition de la richesse liquide ; l'argent s'est raréfié dans les villes et s'est répandu dans les campagnes. La classe agraire a acquis des biens fonciers et elle a accumulé des capitaux dans les Banques. Celles-ci se sont développées, en nombre et en importance, avec une rapidité prodigieuse. De nouveaux instituts de crédit se sont créés, les anciens ont multiplié leurs succursales. Ce développement inquiète avec raison les économistes, qui en ont signalé le danger au gouvernement. Il est devenu impossible d'exercer sur les capitaux un contrôle effectif, et la spéculation ne connaît plus de limite. Les Polonais revenus de l'étranger, et surtout des États-Unis, ont souvent abusé des avantages que leur assurait un change formidable ; ils se sont faits les intermédiaires largement rémunérés d'opérations désastreuses pour leur pays.

Avant tout, il faut à la Pologne une « Banque d'État. » Cette institution existe en Posnanie ; en Galicie, la « Banque du Pays » (*Bank Krajowy*) en remplissait à peu près les fonctions. Deux projets étaient à l'étude, lors de mon séjour à Varsovie : le premier prenait pour base de la future Banque d'État les organes déjà créés, l'autre envisageait la fondation entièrement nouvelle d'un institut national d'émission et de crédit. On n'entrera pas ici dans le détail des deux systèmes, pas plus qu'on n'examinera les divers projets d'emprunt intérieur ou extérieur, dont le mieux étudié paraît être celui du ministre des finances, M. Ladislas Grabski. Le seul point qu'on veuille retenir, c'est la nécessité pour la Pologne de sortir au plus tôt d'un « provisoire » qui la tient à l'écart de la vie économique mondiale ou ne lui permet d'y participer qu'à des conditions extrêmement onéreuses.

— Voyez notre billet de banque, — me disait un journaliste polonais très versé dans les questions financières. Sous l'indication de la valeur nominale, vous lisez cette mention : « Il sera fait honneur à ce billet, dans la mesure que la Diète déterminera

ultérieurement par une loi. » La Diète n'ayant encore rien déterminé, nous échangeons nos billets de banque comme les pontes échangent des jetons de casino ; c'est un simple jeu de société. Au lendemain de l'indépendance, nous nous sommes trouvés avec trois monnaies: roubles russes, marks allemands et couronnes autrichiennes. Pendant quelque temps, elles furent maintenues toutes les trois ; puis on fit l'unification sur la base du mark. Pour faire face aux premières nécessités de l'organisation, puis aux dépenses de la guerre contre les Bolchévistes, l'État n'avait qu'un moyen : faire rouler la planche à billets. Il en a usé et peut-être abusé. Le résultat vous le connaissez : notre monnaie n'est pas seulement dépréciée, elle n'est cotée officiellement nulle part. Il y a un cours du change, établi pour les besoins de chaque jour: mais il est purement officieux et par conséquent arbitraire, soumis sans contrôle aux caprices de la spéculation. Aussi le moindre achat fait à l'étranger est-il ruineux pour la Pologne. Nous ne sortirons de cette condition misérable qu'à deux conditions : d'abord, produire, non seulement pour subvenir à nos besoins, mais pour exporter et nous ménager des crédits à l'étranger ; ensuite, restreindre la circulation fiduciaire, la régulariser et la garantir par la création d'une Banque d'État, l'émission d'un emprunt et l'établissement d'une couverture; remplacer, en un mot, ces jetons de casino par une monnaie honnête et de bon aloi, que tout le monde accepte à des conditions légalement déterminées. Cette dernière réforme ne peut guère tarder et j'espère bien que l'année prochaine, si vous revenez nous voir, nous ne serons pas obligés de vous donner, comme aujourd'hui, seize marks polonais pour un franc. »

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT POLONAIS
LES DANGERS DE L'ÉTATISME

Produire et exporter ; augmenter la production en développant les industries; réduire au strict nécessaire la consommation nationale, de manière à accroître d'autant les contingents disponibles pour l'exportation : tel est en effet le remède au malaise économique dont souffre actuellement la Pologne. Là-dessus, nul doute n'est possible. Mais comment appliquer ce remède ? Ici commencent les controverses. On a vu, dans les pages qui précèdent, comment l'État polonais, justement préoccupé d'exploiter

au mieux les richesses naturelles du pays, a monopolisé à son profit, sinon la production elle-même, du moins la répartition et la vente d'un certain nombre d'articles importants. L'alcool est fabriqué par les industriels en régie, pour le compte de l'État; le charbon, le pétrole, le gaz naturel, le sucre, ne sont distribués et vendus que par l'État; d'autres produits, comme le bois, sont étroitement « contingentés » et ne peuvent être vendus, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, qu'avec l'autorisation de l'État, sous son contrôle et aux prix qu'il a fixés.

Ce système offre quelques avantages incontestables : il permet à l'État de contrôler rigoureusement la production et d'en réserver pour l'exportation une part importante; en outre, il assure à l'ouvrier, par ces temps de vie difficile, des avantages que celui-ci apprécie beaucoup plus que toutes les augmentations de salaire. Avant d'abandonner le travail, l'ouvrier songe que, du jour où il quittera l'usine, il n'aura plus accès au magasin; où et à quel prix se procurera-t-il, pour lui et pour sa famille, les denrées de première nécessité? Cette considération a empêché bien des grèves.

Mais les producteurs polonais reprochent souvent à l'État une intervention qui gêne leur liberté, et, en limitant étroitement leurs bénéfices, décourage l'initiative et stérilise le progrès technique. Or initiative et progrès technique ne contribuent point pour une faible part à l'accroissement de la production. Je me trouvais à Boryslaw au moment où l'on décida d'étendre à tout le territoire l'application du décret qui attribue à l'État en Galicie occidentale le monopole de la distribution du gaz naturel. On sait que le gaz s'échappe des puits de pétrole en si grande quantité, qu'après avoir chauffé les chaudières et actionné les machines des industries pétrolières, il suffit encore à fournir l'éclairage et le chauffage à plusieurs villes. « Provisoirement, m'expliqua le directeur d'une grande société de Boryslaw, les maisons qui ont entrepris le transport et la distribution du gaz, conservent leurs droits. Mais qu'arrivera-t-il? Si elles font de mauvaises affaires, on leur laissera le soin de se débrouiller. Si, grâce à un outillage perfectionné, elles réalisent des bénéfices, l'État rachètera leurs installations au prix qu'il fixera lui-même. Voilà ce qu'on appelle encourager l'industrie. »

J'ai été étonné de rencontrer en Pologne, où l'individualisme est fort développé, une tendance aussi marquée à l'éta-

tisme, et j'en ai souvent demandé les raisons. On m'en a donné plusieurs : d'abord, la nécessité où est l'État de se créer immédiatement des ressources; puis l'influence exercée, pendant les trois années d'occupation, par l'organisation allemande des Centrales de distribution ; enfin on m'a parlé d'ignorance et même de démagogie. Il se peut aussi que le souci d'éviter des désordres sociaux, joint au désir de donner satisfaction à l'électeur, ait amené la majorité de la Diète à approuver certaines dispositions. J'observe pourtant que, si la tendance de l'État polonais à devenir le seul distributeur de produits m'a semblé évidente et incontestable, je n'ai pas entendu qu'il fût question en Pologne de « nationaliser » les moyens de production. Les paysans, qui forment à l'Assemblée le parti le plus nombreux, veulent bien que l'État partage la terre, mais non qu'il la leur prenne. Une motion tendant à la nationalisation des forêts a soulevé des tempêtes. Il y a là, si je ne me trompe, une contradiction, ou tout au moins un danger : la nationalisation des produits mène tout droit à celle des moyens de production : comment s'arrêter à mi-chemin?

Le principe étatiste, qui semble dominer en ce moment l'économie intérieure de la Pologne, exerce aussi son influence sur les relations commerciales et financières avec les autres pays : on le voit apparaître dans les règlements relatifs à l'exportation et dans le contrôle des capitaux étrangers. Nul ne peut exporter de Pologne une marchandise, matière première ou produit fabriqué, sans l'autorisation du gouvernement. Il est très naturel que l'État polonais, qui subit partout les inconvénients d'une devise dépréciée, utilise pour des échanges en nature la totalité des produits que n'absorbent point des besoins intérieurs strictement calculés; qu'il envoie son pétrole en Tchéco-Slovaquie pour obtenir des machines; son sucre et son amidon en Angleterre et en Amérique pour se procurer du coton et des engrais chimiques. Mais l'intervention de l'État ne se borne pas au contrôle, on pourrait dire au monopole de l'exportation. Soucieux de s'assurer à l'étranger des crédits en espèces, le gouvernement polonais a fait son profit d'une expérience qu'ont récemment instituée les gouvernements de Prague et de Berlin. Le producteur n'obtient le permis d'exporter que s'il se soumet aux conditions suivantes : le prix de vente, fixé par l'État, et payable, bien entendu, en monnaie

du pays d'achat, est versé par l'acheteur au compte de l'État; puis, pour rembourser l'exportateur, l'État se sert de sa propre monnaie. Ainsi le pétrole galicien exporté en France par des producteurs français serait payé par nous en francs français à l'État polonais et remboursé par celui-ci aux producteurs en marks de Pologne. L'État s'assurerait ainsi un double avantage : d'une part, il se procure des crédits en francs qui contribueront à relever le cours de sa devise; de l'autre, étant donné la dépréciation de celle-ci, il oblige le producteur à remployer dans le pays même la plus grande partie de ses bénéfices. Mais une telle mesure n'aura-t-elle pas aussi pour conséquence d'éloigner les capitaux étrangers d'un pays où ils trouveront si peu d'intérêt à travailler et où, soumis aux charges fiscales les plus lourdes, ils jouiront d'une liberté d'action si parcimonieusement mesurée?

On a vu en effet comment le capital industriel est doublement imposé, au bénéfice de l'État, et à celui des ouvriers. Des avantages assurés à ceux-ci : distribution de vivres et de vêtements à prix réduits, logement gratuit ou à bon marché, écoles, bains, etc... c'est l'employeur qui fait les frais; l'État ne lui rembourse qu'une faible part des dépenses qu'il l'oblige à supporter. Les producteurs obtiennent-ils du gouvernement un léger relèvement des prix de vente? Aussitôt les ouvriers d'exiger à leur tour un relèvement des salaires. Il faut louer l'État polonais des mesures qu'il a prises en faveur du travail; toutefois il y a une limite de charge qu'il serait dangereux de dépasser; c'est le point au delà duquel l'entreprise n'aurait plus d'intérêt à produire, et moins encore à développer la production en procédant à des installations nouvelles.

Pendant mon séjour en Pologne, j'ai souvent entendu discuter la question des mesures à prendre pour réglementer l'introduction et assurer le contrôle des capitaux étrangers. Le plus souvent, on reconnaissait la nécessité, pour un pays nouveau, riche en matières premières, mais dépourvu de moyens financiers, d'accepter les concours extérieurs qui lui permettront de mettre rapidement en œuvre ses propres ressources. Cependant on faisait des réserves et des objections; le capital de l'entreprise pouvait être étranger, mais l'administration devait être mixte, et même en majorité polonaise. Il ne fallait pas permettre que des sociétés étrangères établies en Pologne formassent entre elles

des consortiums trop puissants; enfin, et toujours, on invoquait le « contrôle de l'État. »

Le 16 juin on établit sur la matière un projet de décret, qui devait être soumis au Conseil des ministres et pouvait être approuvé par lui sans passer par l'Assemblée; les sociétés étrangères seraient autorisées à fonder en Pologne des succursales, à la condition que ces succursales fissent l'objet d'une comptabilité séparée, eussent leur siège social à l'intérieur du pays et fussent administrées par un conseil comprenant un certain nombre de Polonais. La majorité polonaise dans le conseil ne serait exigée que pour les entreprises intéressant directement la défense nationale et le fonctionnement des grands services publics (fabrications de guerre, chemins de fer, etc...). Ces dispositions se retrouvent à peu près dans le projet définitif, dont le Comité économique a arrêté les termes au début de juillet. En voici le résumé :

1° Les entreprises financées par des capitaux étrangers ne pourront fonctionner sur le territoire de la République, qu'après avoir obtenu une concession du gouvernement.

2° L'enregistrement est obligatoire pour toutes les entreprises commerciales et industrielles.

3° Pour les entreprises intéressant directement l'État, les provinces ou les communes (chemins de fer, téléphones, adduction d'eau, etc...), le gouvernement aura le droit de poser certaines conditions : émission d'actions nominatives; participation pour moitié du capital polonais, représentation polonaise dans la direction de l'entreprise.

4° Les succursales des entreprises étrangères devront, pour s'établir en Pologne, obtenir une concession, constituer une organisation indépendante qui sera fixée dans le pays, faire l'objet d'une comptabilité séparée dont les livres seront soumis au contrôle des autorités polonaises.

Les fonctionnaires polonais qui ont bien voulu me communiquer ce projet m'ont fait observer que la plupart de ces mesures avaient été dictées, non par un esprit de défiance à l'égard des capitaux étrangers en général, mais par la nécessité de se défendre contre l'intrusion des capitaux allemands.

En définitive, les Polonais comprennent fort bien qu'il leur faut chercher à l'étranger les moyens financiers dont ils manquent. Mais, avant toute chose, ils entendent rester maîtres

chez eux. Comment s'étonner qu'ils se montrent jaloux, peut-être même à l'excès, d'une indépendance dont ils furent privés si longtemps et qu'ils ont eu tant de peine à recouvrer? D'autre part, ils sont fermement résolus à écarter tout concours financier qui aurait pour condition plus ou moins dissimulée une mainmise sur leur organisation économique ou, à plus forte raison, un contrôle de leur action politique; d'où les précautions qu'ils prennent pour exclure le capital allemand, dont ils ne se sont pas encore entièrement libérés. Enfin ils éprouvent une certaine répugnance à admettre chez eux les capitaux de spéculation, ceux « qui tirent tout du pays et n'y laissent rien; » leur préférence va très justement aux « capitaux de travail; » encore les Polonais désirent-ils que ces capitaux sérieux opèrent, non seulement à leur propre profit, mais aussi au profit de la Pologne, laissent dans le pays des traces bienfaisantes, contribuent à y augmenter le bien-être, à y améliorer les conditions matérielles et morales de la classe ouvrière; cette préoccupation d'un État démocratique, dont toute la force repose sur les paysans et sur les ouvriers, ne doit pas surprendre et mérite bien plutôt d'être admirée.

Ces réserves faites, les Polonais souhaitent que les peuples étrangers, et surtout les peuples amis, apportent à la Pologne l'aide financière et l'aide technique dont elle a besoin pour s'organiser et se mettre immédiatement en mesure de contribuer par ses richesses naturelles, par ses industries, par son intelligence et son esprit d'entreprise, à la grande œuvre commune de civilisation et de progrès.

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

POUR LE CENTENAIRE DE FROMENTIN

LE PÈLERINAGE DE « DOMINIQUE »

C'est dans un quartier bien cher à Fromentin, puisque c'est entre le Collège où il fit ses études et le Musée où sont exposés ses ouvrages, que s'élève à La Rochelle, à proximité de la vieille rue du Minage, ce temple désaffecté de l'Oratoire où Ferdinand Brunetière vint — il y a dix-sept ans, déjà! — au nom de la *Revue*, évoquer le souvenir de l'écrivain qui publia ici même les principales de ses œuvres : *Une année dans le Sahel*, *les Maîtres d'autrefois* et ce *Dominique* auquel il ne travailla pas moins de deux années, qu'il remania tant de fois et qui demeure, après plus d'un demi-siècle, le miroir le plus fidèle et le plus touchant de sa jeunesse. Ce bâtiment de l'Oratoire, à la façade vénérable, aux pierres usées, fendillées, rongées çà et là par l'herbe, nous tenions à le voir d'abord ; c'est là en effet, sous ces voûtes spacieuses, que parla Ferdinand Brunetière; c'est là qu'il rendit hommage à la mémoire du voyageur, du peintre, du descriptif auquel nous devons tant de pages vivantes et nuancées, sur « ces paysages et cette atmosphère du pays d'Aunis, » d'un charme rustique et d'une tranquille grandeur qui, chez Fromentin, servent de fond plus encore aux livres qu'aux tableaux.

En venant ici, le 29 octobre 1903, il avait bien choisi l'époque de l'année qui convient le mieux à la commémoration du sobre et frémissant maître qui a dit, au début de *Dominique*, qu'il était né « dans les brouillards d'octobre » et que ces brouillards avaient laissé sur son pinceau et dans son style quelque chose de leur voile brumeux. Afin de célébrer le centenaire de cette naissance (Fromentin est né le 24 octobre 1820), nous eussions aimé nous aussi, comme notre illustre prédécesseur, venir à La Rochelle en cet automne que Fromentin a nommé la « triste et fervente saison, » cette saison qui donne, à la campagne de cette région de France, une gravité de plus et qui était bien, tous ses livres, toutes ses lettres l'attestent, celle dont il recherchait le plus volontiers la mélancolie, enfin dont les aspects vastes et monotones, d'une riche désolation, étaient bien de ceux qui faisaient naître en lui, montant du sol natal, le plus de réminiscences.

Dans *les Maîtres d'autrefois*, ce livre où la sensibilité la plus aiguë se confond avec l'intelligence la plus avertie de la peinture, il est une page entre toutes expressive. C'est celle où Fromentin dit qu'il se fit conduire à Scheveningen dans les dunes de Hollande. « On traverse le village, dit-il. On a devant soi, plate, grise, fuyante et moutonnante, la mer du Nord. Qui n'est allé là ou n'a vu cela? On pense à Ruysdaël, à Van Goyen, à Van de Velde. On retrouve aisément leur point de vue. Je vous dirais, comme si leur trace y restait imprimée depuis deux siècles, la place exacte où ils se sont assis : la mer... à gauche, la dune échelonnée à droite... » Cette page est un modèle ; elle témoigne du religieux respect avec lequel Fromentin s'approchait des lieux mémorables où avaient vécu ses devanciers. A notre tour, dans un même esprit, guidé par une même pensée, nous irons, dans un instant, visiter le village de Saint-Maurice, ce village dont la situation à proximité de la mer devait rappeler si bien, du vivant même de l'artiste, le village de Scheveningen. Et de Saint-Maurice, jusqu'à Laleu, jusqu'à Vaugoin, les hameaux proches, la mer à gauche, la dune à droite, nous pourrons, nous aussi, déterminer les endroits où Fromentin vint tant de fois s'attarder de préférence. Par notations brèves, ramassées, puis par touches larges, à grands traits, nous referons à notre tour les étapes de cette longue vie de labeur et d'amour, et ce sol qui dégage « l'on ne sait quoi de local et de persistant » nous fera,

sur l'artiste et sur l'écrivain, les mêmes confidences que « l'herbe fade, la dune pâle, la grève incolore, la mer laiteuse, le ciel soyeux, nuageux, extraordinairement aérien » de la Hollande lui firent à lui-même jadis sur Ruysdaël et sur Van de Velde.

*
* *

D'abord, avant toute autre étape aux habitations de campagne de Dominique, avant d'entreprendre cette visite aux quartiers de la cité que le meilleur de ses chroniqueurs appelle « la bonne ville (1), » nous nous rendrons rue Dupaty, à la maison natale de Fromentin. De cette maison, entièrement démolie et remplacée par une autre, il ne subsiste, hélas! que le souvenir, et si nous voulons nous la représenter, cette maison, telle qu'elle fut au temps où le docteur Fromentin, père d'Eugène, la possédait, il nous faudra aller, au Musée municipal, la contempler dans le dessin aquarellé que Jules Jourdan, un artiste rochelais, en a laissé. Nous verrons alors que, suivant la tradition du pays, le logis des Fromentin, haut de trois étages, tout en saillie sur la rue, dominé d'un toit à lucarne, s'accotait selon l'usage sur les piliers de solides arcades. « A la mode d'autrefois, à chacun des piliers s'adossait une borne servant de montoir aux cavaliers, sous un anneau scellé pour attacher les bêtes. On entrait, sous l'arcade, dans une petite cour humide et surannée, suivie d'un jardin où l'on montait par trois marches (2). » Il s'en fallait de beaucoup que ce jardin étroit, d'un jour avare, enclos entre de hauts murs, fût comparable au jardin de prestige et de féerie, au domaine d'un charme enveloppant, discret, dont Fromentin a parlé dans *Dominique*, le jardin dont il a laissé, dans un concert d'oiseaux et un froissement de feuilles mortes, la description d'une si insinuante grâce et d'une si douce intimité. Ce jardin-là, qui tient du conte lyrique et du récit de terroir, d'une saveur agreste, aux teintes d'automne, sur lequel passe en inclinant la cime des arbres le vent de la mer, il est à peine indiqué ici, dans le clos de cette maison, que l'aquarelle du peintre local ne laisse pas deviner, et pour en surprendre le bruissement et les murmures, en pénétrer l'ombre tiède et comme vivante, c'est moins

(1) *La bonne ville de La Rochelle*, par Georges Musset (1912).
(2) Louis Gillet, *Eugène Fromentin* (*Revue de Paris*, 1er août 1905).

ici qu'au jardin de Lafond d'abord, à celui de Saint-Maurice ensuite, qu'il nous faut aller.

Le petit domaine de Saint-Maurice, acquis en 1815 par Antoine-Toussaint, le grand-père paternel d'Eugène, constituait entre La Rochelle et le port actuel de La Pallice, où il existe toujours, en quelque sorte la résidence d'été, M. Pierre Blanchon dit fort agréablement la « borderie, » où la famille Fromentin venait, durant la belle saison et jusqu'aux vendanges, se reposer des soucis et des travaux des jours d'hiver; quant à l'asile de Lafond, dont le docteur Fromentin avait été nommé le directeur en 1829 (il y resta jusqu'en 1858), le futur Dominique y passa, de même qu'à Saint-Maurice, une partie de son enfance frileuse, méditative, de garçonnet rêveur et délicat.

C'est à une bonne lieue de La Rochelle, à l'extrémité d'un faubourg bordé de jardinets, de maisons basses, de petites fabriques de sabots d'aspect tout rural, qu'est situé le grand établissement fondé par le savant père du peintre; nous nous y dirigeons d'abord, et c'est pour nous, en même temps que le prétexte à rendre hommage à un grand nom, une occasion nouvelle de saluer au passage quelques-unes de ces pierres vétustes, quelques-uns de ces graves et beaux monuments dont M. André Hallays a dit que les vieux Rochelais, sensibles au passé de leur ville, aiment à parler « avec une tendresse mélangée de fierté. » Sans être, par son ensemble assez lourd et qui surprend de la part de l'architecte Gabriel, l'un de ces témoins les plus caractéristiques d'autrefois, la cathédrale Notre-Dame n'en offre pas moins, à l'intérieur, l'une des surprises les plus heureuses que nous ayons éprouvées en ce voyage. Nous voulons parler de cette chapelle des marins d'un caractère si touchant, et sur les murs de laquelle sont disposés, en façon d'ex-voto, de nombreux tableaux de style naïf offerts, en remerciement et reconnaissance, à la Vierge protectrice des navigateurs.

J'imagine que le petit Eugène Fromentin accompagna plus d'une fois dans ce sanctuaire si touchant, en venant de la rue Dupaty, cette bonne et pieuse mère qui, de tous ses parents, resta bien toujours et jusqu'à la fin l'être le plus près de son cœur. Avec quel sentiment de vive admiration ce petit bonhomme, dont l'imagination était déjà éveillée, dut considérer ces panneaux peints de manière si gauche et sur lesquels sont représentés, sur la mer en tempête et sous un ciel d'orage,

de malheureux marins, menacés de périr, en appelant à Dieu et à Notre Dame. Et là, devant ces cadres dédorés, aux tableaux craquelés, usés par le temps, comme l'esprit de l'enfant, nourri déjà de chimère, dut vagabonder plus d'une fois à la vue de ces épisodes de nos annales maritimes : le dogre *l'Aimable-Louise* ou le navire *la Gloire*, perdus par gros temps loin du port; *le Bel-Amy*, la frégate la *Louise du Canada* s'ouvrant mâts brisés sur les flots en furie; enfin dans un appareil vraiment tragique, le trois-mâts *le Saphir de La Rochelle*, revenant de Saint-Domingue et tout près de sombrer avec son équipage. La première rencontre du petit Eugène avec l'Océan, cet Océan que, plus tard, dans *Dominique*, il semblera défier du sommet si élevé d'un phare, nous ne doutons pas qu'elle ne soit ici, dans cette chapelle, plus encore peut-être que sur ces quais du port au-devant desquels de lentes et paresseuses embarcations aux voiles bigarrées, rappelant par leurs harmonieuses couleurs celles qu'il admira longtemps après sur le Nil, vinrent un peu plus tard éveiller en lui le désir des voyages, le goût du désert et faire naître enfin dans son cœur ce « spleen lumineux de l'Orient » dont Théophile Gautier dit qu'il subit si complètement un jour la domination.

*
* *

Par une heureuse fortune, l'aspect de l'établissement de Lafond, la façade de son bâtiment central d'une grande simplicité, les plantations qui en précèdent l'accès, l'ombre des vieux arbres, le recueillement, surtout le repos qui apporte tant d'apaisement à ces maux de l'intelligence dont c'est ici le refuge, rien de tout cela n'a changé depuis ces lointains jours où l'enfant qui devait être Dominique, quittant l'habitation de la rue Dupaty, abandonna La Rochelle pour venir résider avec ses parents dans cette grande demeure. En ce temps-là, — 1829, — le petit Eugène n'était encore que le bambin heureux occupé, avec les petits paysans du voisinage, à tendre des pièges aux oiseaux. Tandis que, retenu par les soins de sa charge, le docteur Fromentin se renfermait dans ses études cliniques (un pavillon de Lafond, de nos jours, porte encore son nom) et que Mme Fromentin, de son côté, se tenait confinée chez elle, l'enfant, par une sorte de contraste que soulignaient encore la délicatesse de sa nature et la recherche de ses manières, se lais-

sait aller déjà à ces jeux violents mais surtout à ces courses vagabondes auxquelles, plus tard, il céda tant de fois et qui devaient, dans la maturité de sa vie, le conduire jusqu'au seuil brûlant du désert.

« A dix ans, exposera plus tard Dominique à son confident, je ressemblais à tous les enfants de Villeneuve ; j'en savais autant qu'eux, j'en savais un peu moins que leurs pères ; mais il y avait entre eux et moi une différence imperceptible alors et qui se détermina tout à coup : c'est que déjà je tirais de l'existence et des faits qui nous étaient communs des sensations qui toutes paraissaient leur être étrangères. » Ainsi, de son père le savant, celui que sa spécialité limitait à l'ordre cérébral, le jeune Fromentin tenait déjà ce goût si aigu de l'analyse qui devait se manifester plus tard dans *Dominique* et communiquer à cette étude des sentiments un caractère si frémissant et tout moderne ; mais de sa mère, cette mère dont il dira qu'elle avait une « âme exquise, » il tenait cette haute mesure, ces qualités de cœur et cette finesse de sensation qui devaient le disposer si bien à subir un jour les joies et les inquiétudes de l'art, enfin ces rudes orages que la passion éveille avec tous ses tourments chez les êtres d'essence supérieure. « Tout dissipé que je fusse, et coudoyé et tutoyé par des camaraderies de village, au fond j'étais seul, dit-il encore, seul de ma race, seul de mon rang, et dans des désaccords sans nombre avec l'avenir qui m'attendait. » Ces désaccords, surtout ceux qui naquirent entre le père et le fils à propos du choix de la profession embrassée par Eugène, nous savons qu'ils commencèrent à se manifester dans cette demeure et que c'est ici, à Lafond, que le docteur Fromentin exprima maintes fois cette réprobation dont Eugène souffrit tant et dont, dès l'automne de 1848, dans une lettre à son cher Armand du Mesnil, il disait, en pensant à l'opposition tenace qui lui était faite : « Je te l'ai dit, ils m'ont hébété, ils m'ont pétrifié, on m'a tué ! »

Durant que nous songeons aux réminiscences d'un tel passé, tout à coup, entre les charmilles, nous apercevons la longue robe bleue, la croix d'argent et la haute coiffe blanche des religieuses qui sont, à Lafond, les gardiennes des pires misères morales ; malgré nous, nous pensons alors à ce goût de la retraite, à cet appel du cloître que Fromentin, après la mort de Madeleine, l'héroïne de son livre et de sa vie, ressentit

un moment à l'exemple de son maître, le paysagiste Cabat

Dans un beau portrait qu'il a tracé plus tard du grand écrivain et peintre orientaliste, M. Louis Gonse écrit, de Fromentin, que sa physionomie avait pris avec le temps « un caractère très remarquable » et paraissait animée d'un regard scintillant et comme intérieur. « Quelque chose du cuit et de l'émacié des races du désert » semblait, dit-il, avoir donné à son visage un peu du durcissement monastique. Ce durcissement des traits, du visage assez anguleux et tel que nous pourrons le contempler dans le buste par Ternois exposé au musée de la Rochelle, ne se manifestera que par la suite, avec les années. « Une nature exquise, à en juger par son triste et souffrant visage, » voilà comment, dans les *Maîtres d'autrefois*, Fromentin, de son côté, décrit Potter jeune homme, ce Paul Potter au talent simple et robuste auquel il rendit si bien justice dans son livre. Appliquée à lui-même, cette image, par plus d'un détail, pourrait convenir plus qu'on ne suppose à Fromentin. Sa nature, comme celle de Potter, était vraiment exquise et « le vif penchant pour la vie champêtre » qu'il souligne chez le peintre rustique, était encore un rapport par lequel se ressemblent deux artistes si considérables; toutefois, le « triste et souffrant visage » n'apparaît pas plus ici encore, sous les traits du garçonnet qui grandit dans le recueillement grave et concentré de cette grande demeure que dans ceux de l'adolescent qui devait vivre, à peu d'années de là, sous les tilleuls ombreux de Saint-Maurice, de si poignantes heures de détresse, de travail opiniâtre et de résignation.

Pour venir à Saint-Maurice, nous eussions préféré, à tout l'épanouissement de l'été, l'un de ces après-midi de septembre qui succédaient jadis, dans cette contrée de vignobles, à l'époque des vendanges. Alors M. Dominique, le fusil sur l'épaule, précédé de ses chiens, s'en allait tantôt seul, tantôt avec le vieil André, du côté de la mer, le long des marais, chasser la bécasse et la perdrix. L'une de ces tièdes et discrètes journées d'automne, d'une si douce coloration, comme il en est tant dans cette contrée, donnait à ce moment tout son prix au paysage, et c'était pour Dominique déjà vieilli, revenu de bien des regrets et marqué par bien des souffrances, un plaisir supérieur de contempler une fois de plus ce « grand pays plat, » « nullement boisé, à peine onduleux, » dont il a parlé avec tant d'amour, et

de se livrer, tandis que sur le ciel gris se rassemblaient de petites compagnies de tourterelles, à ce jeu des souvenirs dont il était possédé au point qu'il n'y avait pas pour lui, dans ces vastes terres, un guéret, une haie de tamaris ou de prunelliers, une *levée* dans les marécages, la flèche d'un colombier ou d'un moulin, qui ne fussent à ses yeux autant de témoins d'un passé que rien ne pouvait l'empêcher de revivre.

Au lieu de cela, de cette sourde magie de l'automne et de sa grande mélancolie, c'est la brûlante ardeur d'un été torride, l'air surchauffé, cette poussière de simoun et ce bleu du ciel en fusion que l'hôte disparu de cette campagne a connu jadis à Biskra ou à El Aghouat. Cette rue d'El Aghouat, qu'il a peinte une fois d'un pinceau chargé de toutes les vives teintes de l'Orient et qu'il décrit « étroite, raboteuse, glissante, pavée de blanc et flamboyante au soleil, » nous pouvons imaginer un instant que c'est cette rue du village de Saint-Maurice, longue, pénible, serrée entre de petites cours, des habitations étroites et dont les épaisses masses rousses des vignes disparues ne forment plus la limite.

« La Rochelle, située en plein pays de vignobles, » dit une vieille ordonnance du temps de Charles VII. Ah ! que cela est loin ! Si Dominique venait de nouveau habiter son vieux logis des *Trembles*, il ne pourrait plus espérer achever ses jours à Saint-Maurice, « maire de sa commune et vigneron ; » la dévastation de l'industrie a passé ici ; elle a desséché les marais, tracé des routes, corrigé le paysage, et ce petit buisson de la colline avec le chemin creux qui n'était rien, mais qui était tout, puisqu'en passant il faisait penser à Ruysdaël, tout cela a disparu dans une sorte de grand cataclysme niveleur et désastreux ; et pour le pressoir, ce pressoir dont Fromentin, au début de son ouvrage, a parlé comme d'un être vivant, composé de « charpentes, de madriers, de cabestans, de roues, » de treuils gémissant dans « la moiteur des raisins pressés, la chaude exhalaison des vins qui fermentent, » nous apprendrons tout à l'heure qu'il s'en est allé, lui aussi, de la maison de Saint-Maurice, pièce à pièce et morceau à morceau, avec les souvenirs.

« Amie, ma divine et sainte amie, écrivait Eugène Fromentin durant l'été de 1844, après la mort de celle qu'il avait nommée Madeleine, je veux et vais écrire notre histoire commune, depuis le premier jour jusqu'au dernier. » Cette « his-

toire » que le poète a portée en lui si longtemps, puisqu'il ne la réalisa dans le roman que près de vingt ans plus tard, « cette histoire toute simple, tout intérieure, » comme dit Sainte-Beuve, nous savons que c'est ici dans cette maison de Saint-Maurice, que Fromentin en a vécu quelques-unes des phases principales, qu'à l'aide de ses souvenirs d'enfance, des rappels de sa jeunesse, il l'a méditée, et que, le cœur pacifié, revenu de bien des affres et de bien des deuils, il en a mené à bien le long travail.

L'une des hautes fortunes littéraires du siècle, *Dominique*, ce grand beau livre qu'aimait George Sand, que Sainte-Beuve a loué, que Flaubert assure avoir lu « tout d'un trait, » dont Edmond Scherer a déclaré qu'il était de ceux qu'il relisait « une fois tous les ans, » ce livre-là n'a pas, comme *René*, reçu son inspiration du site grandiose et tourmenté, du décor féodal d'un manoir ancien. Rien ici de Combourg, de son âpre grandeur, du fracas de ses légendes; mais, bien au contraire, la rusticité, la simplicité même avec, dans l'ensemble de la construction à un rez-de-chaussée, quelque chose de cet aspect agreste, voire rural, que peuvent présenter à Milly la maison de Lamartine, celle de Mistral à Maillane, au Cayla la demeure paysanne d'Eugénie de Guérin.

« Un logis campagnard dont les bâtiments bas, blanchis à la chaux, séparent une cour d'entrée d'un vaste jardin, » voilà comment M. Blanchon a vu la maison de Fromentin à Saint-Maurice et comment cette maison se présente réellement. La cour d'entrée est un vaste quadrilatère flanqué de communs à droite et à gauche, et dans sa nudité, sous le jour éclatant, donne tout à fait l'impression de ces cours silencieuses, envahies de soleil, des *mas* provençaux. Nous saluons, dès l'entrée, un figuier noueux, robuste, aux feuilles épaisses, dont, nous dit-on, Fromentin goûta des figues.

Des hirondelles en troupe pressée, poussées par le vent qui vient de la mer, font entendre de petits cris joyeux, et tandis qu'elles se posent, en secouant leurs fines ailes au long des gouttières, le cœur battant, nous songeons à ces lignes du *Sahel*, belles comme une élégie, et que Fromentin composa loin de la France, sous les palmiers de la caravane : « Connais-tu, ai-je dit à l'oiseau, sur une côte où j'aurais pu te voir, un village blanc dans un pays pâle, où l'absinthe amère croît jusqu'au

bord des champs d'avoine? Connais-tu une maison silencieuse et souvent fermée, une allée de tilleuls où l'on marche peu, des sentiers sous un bois grêle, où les feuilles mortes s'amassent de bonne heure?... »

Étrange rencontre des mêmes pensées, retour immuable des saisons! Le « village blanc, » le voilà dans sa tiédeur d'été; la « maison silencieuse et souvent fermée, » elle vient de s'ouvrir devant nos pas! Nous en franchissons le seuil et bientôt, par un étroit corridor qui relie la cour d'entrée au parc situé du côté de la mer, nous pénétrons dans l'allée de ces tilleuls toujours les mêmes, toujours épais, toujours ombreux, qui partage à peu près le grand jardin mélancolique au désordre charmant. Çà et là, des deux côtés de cette grande allée médiane, des sentiers jonchés des feuilles de la dernière saison, serpentent autour des plates-bandes bordées de buis, où se dessèchent, faute de pluie, de petits buissons de pivoines; et, sur chacun de ces côtés je reconnais les « frênes emmaillotés de lierre, les grands ormeaux chargés de lichens jaunes » dont Fromentin parle dans l'une de ses lettres ferventes à Armand du Mesnil. Un peu plus en retrait, devant la façade de l'habitation, toute surannée, toute vieillotte, nous reconnaissons la terrasse « ombragée de vigne, » cette fameuse terrasse où le petit Dominique, le front moite, les tempes battantes, des larmes aux yeux, vint composer une fois sur Annibal. Les vieilles marches branlantes et moussues de cette terrasse, nous ne tardons pas à les gravir; bientôt, nous sommes sous la tonnelle enveloppée de pampres, de grappes, de feuilles déjà rousses. « Les pampres tombaient un à un, sans qu'un souffle d'air agitât les treilles, » dit-il. C'était donc que ce jour était un jour semblable à celui que nous vivons en ce moment, un jour privilégié, l'un de ceux où de grands souvenirs et de grandes actions s'imposent à l'âme qui pense, au cœur qui bat, avec un même pouvoir d'évocation.

De cette rousse et chaude terrasse, d'aspect romain, où l'élève d'Augustin vint composer sur le grand capitaine défait à Zama, nous apercevons, juste au milieu de l'allée de tilleuls, sur un socle verdi, l'urne emblématique, d'une signification pleine de regrets et de deuil. Madeleine, la belle créole, qu'elle devait donc avoir de charme, sous « l'ombre bleue des grands arbres, » avec son teint mat, son écharpe lâche, cette séduction du rire et ce « regard foudroyant d'éclat » dont il a parlé et qu'offrent

les filles des jeunes continents! Le cher vieux logis paternel des *Trembles*, tout endormi, si tranquille, au pesant silence, comme il devait donc être surpris de tant d'ardeur, de vivacité, de jeunesse! Cela, il n'était pas possible à Dominique de l'oublier : « Je vous montrerai, dit-il, tel coin du parc, tel escalier de la terrasse, tel endroit des champs, du village, de la falaise, où l'âme des choses insensibles a si bien gardé le souvenir de Madeleine et le mien que, si je l'y cherchais encore, et Dieu m'en garde, je l'y retrouverais aussi reconnaissable qu'au lendemain de notre départ. » Et ce regret, qu'il ressent à se promener aux *Trembles* avec son héros, Fromentin ne l'éprouve pas moins que Dominique. « Ma première visite à Saint-Maurice, écrit-il à Paul Bataillard au printemps de 1847 en revenant au pays natal trois ans après la mort de la jeune femme, a été un religieux pèlerinage à travers tout mon passé. » .

Ce « religieux pèlerinage, » nous l'accomplissons à notre tour aujourd'hui; ainsi que l'auteur lui-même le confiait à Paul Bataillard, ce passé de Dominique nous venons « pièce à pièce » le recomposer; à l'aide des « débris épars au pied de chacun de ces arbres, » nous nous efforçons de redonner la vie aux années mortes! Fromentin, comme Ruysdaël, comme Hobbema, comme Théodore Rousseau, ce grand rival en peinture auquel il témoigna toujours tant d'estime, honorait et aimait les arbres. Aux prises avec les assauts les plus rudes de sa destinée, durant les jours des pires détresses, c'est à eux, à ces gardiens de son passé, qu'il faisait toujours appel, comme aux seuls confidents, aux seuls amis capables de l'entendre! Ses arbres, — ses tilleuls surtout, — comme il les aimait! Au printemps de 1842, quand il se fut aperçu que ces tilleuls avaient été taillés par la tête au printemps, » il en ressentit un grand chagrin. Cela, dit-il, « leur a ôté un grand charme et m'attriste beaucoup. » Aujourd'hui, et depuis tant d'années, les chers vieux tilleuls sont devenus encore plus touffus, plus noueux, plus vénérables, et quand, de la terrasse, nous gagnerons le petit tertre d'où l'on voit la mer, c'est à l'ombre adoucie de ces tilleuls centenaires, que nous atteindrons le fond du parc. De cette limite, il apparait toujours, comme dans le récit du maître, le « double horizon plat de la campagne et des flots... d'une grandeur saisissante à force d'être vide; » et l'horizon de la ville, La Rochelle avec « la ligne de ses boulevards et l'extrémité de ses clochers d'églises, »

le vieil Ormesson du poète, c'est bien lui que nous devinons, par une ouverture pratiquée dans le mur latéral du parc, par delà la brume ét dans le lointain sombre.

*
* *

De La Rochelle, qu'on a nommé un « classique nid de corsaires, » et qui le fut vraiment avec tout l'appareil de ses murailles dont les tours, — tours Saint-Nicolas, de la Lanterne, de la Chaîne, — semblent de nos jours encore, du côté de l'Océan, veiller sur sa défense, Eugène Fromentin, dans *Dominique*, a tracé le portrait tout en grisaille, assez maussade et dans lequel, à travers beaucoup d'amour, on perçoit bien du dépit. C'est que, dans cette « très petite ville, dévote, attristée, vieillotte, oubliée dans un fond de province, ne menant nulle part, ne servant à rien, d'où la vie se retirait chaque jour, que la campagne envahissait..., » l'être sensible par excellence que devait devenir le futur écrivain et peintre ne reçut d'abord, surtout durant les longs hivers balayés de rafale, enveloppés de brouillard, que des impressions moroses, attristées, d'une grande désolation.

Épris comme il devait l'être plus tard de ce bleu céleste et délicat dont nous retrouverons, tout à l'heure, dans ses tableaux arabes, au musée de La Rochelle, les purs témoignages, le garçon rêveur que la solitude du milieu tout spécial de Lafond avait oppressé jusqu'à l'étouffement, demeura d'abord indifférent à ce recueillement de couvent, à cette paix de béguinage dont les vieux quartiers de la ville, éloignés du port, avec leurs rues mortes, leurs façades fermées et leurs longs corridors d'arcades donnaient, en ce temps-là, l'impression. « Le ciel sans nuages au-dessus du désert sans ombre, » voilà, selon l'un des passages les plus caractéristiques de son livre de notations sur le *Sahara*, ce qu'Eugène Fromentin souhaitait d'abord connaître, et lui qui rêva longtemps, jusqu'au point de le transposer sur la toile, de l'âge tout primitif où vivaient les Centaures, lui que grisèrent, sous le ciel d'Afrique, le tintamarre et le galop de la fantasia, comment se fût-il soumis sans souffrir jusqu'à l'intime de l'être, au silence absolu, au repliement claustral de ces grands hôtels habités par les ombres des Ligueurs et qui, contemporains des vieilles guerres religieuses, avaient dans leur aspect conservé quelque chose du caractère rigide, hostile, agressif de leurs habitants?

Un jour viendra pourtant, un jour tout chargé d'espoir, où Dominique, retenu à sa ville natale par tant de fibres, par tant de liens du cœur et de l'intelligence, trouvera enfin à la cité de son enfance, au visage adouci, suranné d'aïeule, un peu de ce charme que nous découvrons aux très vieilles choses qui furent belles, qui furent grandes et dont toute la splendeur n'a pas disparu avec le temps. Ce sera quand, devenu jeune homme, sur le décor des antiques maisons à pans de bois et à pignon, à travers le long dédale des rues envahies d'herbe où retombent le long des murs les grappes des glycines, le voile bleu de Madeleine, agité vers lui par le vent venu de la mer, se fera voir tout à coup ainsi que la promesse de ce bonheur auquel il aspire avec fièvre, avec tout l'élan de sa jeune raison. A ce moment de sa vie, soulevé par cette ivresse que connaissent tant de jeunes hommes bien doués et qu'anime un noble orgueil, Dominique, à l'exemple de l'Olivier d'Orsel du roman, jouera un instant au *dandy*, au jeune *lion*, et, comme Olivier le lui écrira une fois de Paris, se montrera même, jeune homme à la mode, « papillonnant sur le cours Richard. »

Ce Cours planté d'ormes, devenu avec le temps le Cours des Dames, et qui part, le long du bassin d'échouage, de la Tour de la Chaîne pour aboutir à la rude et belle Tour de la Grosse-Horloge, toute une flottille d'embarcations aux voiles diaprées, une forêt de mâtures, les cheminées peintes en noir et en vermillon des vapeurs venus d'Espagne, en ferment désormais l'horizon. La belle promenade n'est plus animée comme au temps où le fils du docteur Fromentin y faisait parade de ses triomphes d'étudiant, de sa jeune gloire et, tout rêvant de René, d'Amaury, d'Adolphe, ses sombres modèles romantiques, s'y montrait vêtu avec une certaine recherche, et tel qu'un admirable dessin, très vivant, très beau, tracé par lui-même et donné dans ce temps-là à son ami Beltrémieux, nous le fait voir, avec ses grands yeux baignés de rêve, ses cheveux longs et bouclés retombant sur la haute cravate à la Devéria, et cet air prédestiné, fatal, qu'affectaient alors les jeunes gens un peu distingués férus des manières venues de Paris.

Du paisible quai Maubec, par la longue rue de Villeneuve, dont il semble avoir emprunté le nom pour le donner dans son livre au village de Saint-Maurice, nous avons suivi les pas de Dominique; de la rue de Villeneuve, nous nous sommes en-

gagé dans la rue Thiers (ancienne rue des Trois-Marteaux), celle où vécut Beltrémieux, l'ami cher entre tous, l' « âme juste, » l' « esprit éminent » tant regretté, tant pleuré, dont il est question dans les lettres de la jeunesse du maître; et par les très vieilles places, les très vieilles rues, un peu après la fontaine du Pilori, nous sommes parvenu à ce couvent des *Carmélites*, fermé, cloîtré, tellement muré et silencieux qu'il paraît désert, et nous avons imaginé qu'ils devaient être situés à proximité, dans la rue du même nom, ce jardin et cet hôtel d'Orsel, aristocratiques, discrets, charmants, que le jeune externe qu'était alors Fromentin avait vite fait d'atteindre en sortant du collège.

Le Collège! ce bon vieux collège provincial, qu'entourent, comme autant de châteaux du silence, les bâtiments de l'ancien Evêché, du couvent du Carmel et du Muséum, nous n'avions, depuis notre arrivée à La Rochelle, cessé de penser à lui comme au témoin le plus vivant, le plus fidèle gardien, — avec le logis de Saint-Maurice, — de la mémoire de ces jeunes années durant lesquelles, selon sa propre expression, Dominique fut « un collégien de seconde, c'est-à-dire un peu moins qu'un homme, mais beaucoup plus qu'un enfant. » « Je me laissai conduire et ramener, je traversai les cours, je vis les classes d'étude, avec une indifférence absolue pour ces sensations nouvelles... J'examinai mes nouveaux camarades, et me sentis parfaitement seul. La classe était sombre, il pleuvait. A travers la fenêtre à petits carreaux, je voyais des arbres agités par le vent et dont les rameaux trop à l'étroit se frottaient contre les murs noirâtres du préau... » Tout cela, qu'il a décrit avec tant de réserve, tant de pudeur et qui contraste, par la touche discrète et fine, avec l'arrivée du petit Chateaubriand au collège de Dol, insupportable, orgueilleux, luttant du pied et du poing contre le régent des études, il nous semblait vraiment que nous allions à notre tour l'éprouver en franchissant le seuil de cette vieille maison. Mais, de celle-ci, hélas! il en a été comme des êtres; et bien que la cour centrale en soit plantée de tilleuls, les salles d'études spacieuses et nues plus chichement meublées que celles de n'importe quelle école primaire de village, les dortoirs blancs et recueillis, tout l'ensemble d'un dépouillement et d'une austérité quasi jansénistes, cette grande construction noble et pauvre n'a plus rien de commun avec le vieux collège

où, pour la première fois, le médecin de Lafond amena le cadet de ses deux fils.

Reconstruit en 1840, à une époque où le jeune Fromentin avait déjà vingt ans, devenu un lycée moderne, l'ancien immeuble scolaire n'a légué au nouveau que sa vieille chapelle au portail patiné par les âges, au plafond boisé comme la quille d'un vieux vaisseau royal, aux larges baies, aux bancs rustiques et dont le millésime : *1638*, qui se lit encore sur le fronton extérieur, trahit l'âge vénérable. Fromentin, dans *Dominique*, nous confie que cette chapelle était, au moment de sa présence, abandonnée depuis longtemps. Ouverte et décorée une fois seulement par an, lors de la distribution des prix, elle « était, dit-il, située au fond de la grande cour du collège ; on y arrivait en passant sous la double rangée de tilleuls (ces tilleuls qui lui rappelaient tant Saint-Maurice !) dont la vaste verdure égayait un peu ce froid promenoir. » Ce promenoir, il a été refait à l'image de l'ancien, et ce n'est pas sans émotion, que nous nous figurons Dominique durant les longues heures de récréation, au milieu des jeux bruyants des élèves, se promenant ici avec Augustin, son Mentor, son Tiberge de plus tard, celui qu'il a nommé le « jeune maître d'étude du collège d'Ormesson » et dont il a écrit un jour qu' « animé d'une droiture de sentiments, d'une rectitude d'esprit à toute épreuve, » il avait été pour lui le modèle le plus élevé, presque stoïcien, du devoir et de l'honneur qu'il connut jamais.

M. Louis Gillet, au cours d'une étude pénétrante qui résume largement Fromentin dans son caractère et dans son art, a été amené à parler d'Augustin. « C'était, dit-il, un jeune philosophe, professeur au collège et qui rendit sa classe fanatique de lui. » Il se nommait Bardant et fut un héros des Trois-Glorieuses. M. Gabriel Audiat, qui a, lui aussi, consacré à Fromentin, son compatriote, une remarquable étude, n'a pas dessiné d'un trait aussi simple « cette ardente et inflexible physionomie » dont Dominique parle avec admiration. Selon lui, il y avait, dans l'image du jeune maître d'étude, « quelque chose de Léopold Delayant, qui fut à La Rochelle le professeur de Fromentin et corrigea ses premiers vers, » enfin d'Émile Beltrémieux, son ami, ce Beltrémieux qu'il continua de fréquenter à sa sortie du collège et qui, plus tard, lors de la crise, du grand souffle de passion qui faillit bien emporter Dominique,

ne cessa de prodiguer à celui-ci ces conseils énergiques, virils à la façon de sentences, par lesquels Augustin avait accoutumé de se faire entendre de son élève. « Mon cher Dominique, si vous êtes malheureux au collège, confiait Augustin au jeune confident qui l'écoutait avec tant de trouble et de respect, songez que la discipline imposée n'est rien, quand on a le bon esprit de se l'imposer à soi-même. »

Fromentin, comme Dominique, éprouva-t-il ce sentiment, auquel Augustin fait allusion ici, d'être « malheureux » au collège ? Sincèrement, nous ne le croyons pas. Tout à l'heure, à la Bibliothèque municipale, l'obligeant conservateur, M. Musset, nous donnera communication de la notice autographe, écrite par Delayant sur celui que le vieux maître considérait comme le meilleur de ses élèves. Eugène Fromentin, est-il dit dans les lignes de ce parchemin jauni par le temps, « ne se distinguait pas seulement par sa vive intelligence, mais par un talent plus rare chez un élève, celui d'écouter. » Ce talent, Léopold Delayant l'avait discerné à merveille chez le futur voyageur et peintre. Fromentin passa sa vie à écouter : à Saint-Maurice ou du haut du phare (phare de Laverdin devant La Rochelle, ou bien phare des Baleines à la pointe de l'Ile de Ré), c'était la voix de la mer ou le grondement du flot venu d'Amérique; devant le Sahel ou dans le Sahara, c'était le silence du désert; mais surtout, dans sa méditative et sérieuse jeunesse, c'était l'accent des poètes.

L'élève que fut Dominique, n'a-t-il pas dit qu'en ce collège dont nous évoquons ici le passé, tandis que les maigres rameaux des arbres venaient battre les vitres de l'étude, il ne pouvait lire *Virgile* ou les *Tristes* sans pleurer. L'aimable censeur qu'est M. Delahaye a tenu, à ce propos, à nous communiquer quelques-uns de ces vieux livres classiques à l'usage des maîtres provenant du vieux fonds de la maison et qui portent, — toujours croisées dans leurs marges, — les deux palmes du Collège royal. Ensemble nous avons cherché, dans la petite édition des *Œuvres de P. Virgile Maro, prince des poètes latins*, dans le vieux *Tite-Live* ou dans *Cicéron*, les notes marginales que cet élève d'élite aurait pu laisser; nous ne les avons pas trouvées, non plus que dans les *Œuvres diverses de M. Rousseau de Genève* ou dans celles, complètes, de *M. le vicomte de Chateaubriand, membre de l'Académie française*, parues à Paris, chez Ledentu, en 1836.

1836! A cette date, Fromentin avait seize ans; il était en rhétorique, et, par une variante du premier manuscrit de *Dominique*, nous savons à quel point il goûtait le génie antique : et non seulement Virgile, Homère, Sophocle les très grands, mais encore les plus ornés : Horace, Tibulle, Properce. Dans cette *Apologie des lettres*, que le brillant rhétoricien lut à la distribution des prix de 1837 et dont M. Blanchon dit qu'il eût été « piquant » de la retrouver, éclataient sans doute cette passion élevée du beau, cette noble ardeur, cette aspiration vers la perfection dont, à un âge encore précoce, il donnait déjà les marques. « L'émulation au collège, avait dit une fois Augustin à Dominique, est la forme ingénue d'une ambition que vous connaîtrez plus tard. » Cette émulation, légitime chez un jeune homme si doué, nous savons qu'elle se confondait dès ce moment dans son cœur avec le sentiment qu'il éprouvait pour Madeleine; et c'est une page immortelle que celle où il a retracé, avec la chapelle du collège pour cadre, le spectacle de la distribution des prix. « Le temps, dit-il, était admirable; c'était vers le milieu du mois d'août. » De nos jours, par un temps semblable, c'est dans la cour d'honneur du lycée, celle qui en suit immédiatement l'entrée et dont la galerie couverte qui circule autour du quadrilatère revêt des allures de cloître, qu'a lieu cette cérémonie; mais, jadis (nous venons de l'apprendre par *Dominique*) c'était dans cette chapelle si vieille, si vénérable qu'à dix années près, Richelieu, lors du fameux siège, eût pu venir prier et rendre grâces!

« De loin, écrit le triomphateur de ce beau jour, si gauche dans ces habits qu'il haïssait parce qu'ils le faisaient ressembler moins à un homme qu'à un écolier, de loin je vis entrer Madeleine en compagnie de plusieurs jeunes femmes de son monde en toilette d'été, habillées de couleurs claires avec des ombrelles tendues qui se diapraient d'ombre et de soleil. » Madeleine, à la façon créole, était enveloppée d'une longue écharpe de mousseline. « Elle passa riante, heureuse, le visage animé par la marche. » Le charmant tableau! Qu'il est bien vu, bien exprimé par celui qui saura un jour en peindre de si parfaits! Et pour cette écharpe enveloppant la jeune femme, qu'elle a de grâce, de mouvement, qu'on la voit bien! Tout à l'heure, au musée, devant l'*Adoration des bergers* de Lesueur, à la vue de laquelle Eugène Fromentin, dit-on, ressentit sa première

émotion d'art, à l'aspect du grand beau pli du manteau bleu de la Vierge, nous penserons, par un rapport curieux d'images, à cette écharpe. N'est-ce pas elle en effet, cette écharpe, comme celle d'Iris ou de Psyché, qui vint envelopper et saisir l'adolescent jusque dans le vieux préau d'école planté de tilleuls et qui, par de molles pentes, les frais détours dont Ovide et Virgile lui avaient enseigné le chemin et par lesquelles Madeleine le conduisait, le guida, drapeau charmant, vers les régions de l'art et de l'idéal?

*
* *

Dans cette calme et reposante habitation de Saint-Maurice, battue du vent de la mer et qui se trouve perdue là désormais au centre d'une nature soucieuse et comme réduite, l'on ne peut, — comme par contraste, — s'empêcher de penser à ce passage des *Maîtres d'autrefois* où Fromentin, en présence du *Vivier* de La Haye, « lieu original, de grande solitude, » se souvient de « l'escorte des années joyeuses » qui l'a quitté. Cher et poignant cortège, d'une image un peu convenue d'ordinaire mais si vraie ici, il nous semble qu'il vient d'entrer sur nos pas, avec les premières feuilles tombées des tilleuls, dans cet intérieur tout entier intact, où rien n'a changé, ni les meubles, ni les tableaux, ni les livres, où tout, sous le verre des portraits, dans l'ombre des tentures, a conservé le caractère du passé, son recueillement et son silence. Ah ! régularité des anciens jours, repos de la province et sa douceur ! Rien, dans la quiétude de ce cadre atténué ne changeait jamais, tout demeurait immuable ! « Dieu merci, écrivait l'hôte de Saint-Maurice à Paul Bataillard, au cours de l'un de ces billets où il s'épanchait sans réserve, je retrouve chaque année les personnes et les choses à la même place et dans le même état. Nos domestiques sont les mêmes, notre chien de chasse est le même. »

Le chien de chasse. Était-ce l'épagneul à poils fauves ou le braque à robe noire avec lequel, durant l'automne, Dominique battait les vignes jusqu'à la falaise et faisait, devant ses bonds, se lever des bécasses, des grives ou l'un de ces magnifiques coqs de perdrix rouges qui se rencontraient dans cet endroit? Et parmi ces domestiques dont il a parlé ici, en parfait gentilhomme soucieux de l'ordre dans son domaine, n'y a-t-il pas comme un rappel du vieil André, le plus ancien de ses servi-

teurs, celui qui l'avait vu grandir et le suivait depuis le collège ? La retenue, la nuance même un peu lointaine de ces images du passé, voilà donc ce qu'on goûte ici, au crépuscule, dans cette vieille demeure dont Eugène Fromentin, comme un matelot qui se réserve toujours un havre au milieu des tempêtes, parmi les orages de la vie avait fait sa maison heureuse. En vain cherchons-nous en effet, dans ce salon démodé aux tentures sourdes, aux meubles de jadis, de ces inscriptions, de ces coups de canifs véhéments ou curieux dont Dominique, au cours de ses pensées, se plaisait à cribler les boiseries.

De tant de violences, de tourments, de combats intérieurs, nous ne pouvons retrouver les traces, mais seulement, disposés comme au temps de l'hôte lointain, les muets témoins de ces années : d'abord la « double bibliothèque » dont il est parlé dans *Dominique*, et le « petit meuble enseveli dans la poussière contenant uniquement ses livres de collège, livres d'étude et livres de prix. » Les livres de prix, ces livres dont il reçut les plus beaux à la fameuse distribution de 1837, ont été dispersés, hélas! Quant aux volumes, aux reliures anciennes, aux titres bien un peu pâlis par le temps qui couvrent les rayons, la plupart, provenant du docteur Fromentin, le médecin de Lafond, sont d'ordre scientifique. Seuls, un Cicéron, un Plutarque, rappellent les prédilections du jeune rhétoricien, et le vieux choix d'ouvrages de campagne : les *Voyages de Cook*, *les Ruines*, *le Magasin des demoiselles*, le *Traité des jardins ou le nouveau La Quintinie*, trahissent le côté poétique, intime, en quelque sorte agreste de ce logis ancien.

Qui ne se rappelle le passage exquis, filial, dans lequel Fromentin, à propos de sa mère, écrit dans l'une de ses lettres (toujours à Paul Bataillard) : « Nous avons cueilli le raisin ensemble ! » Sans doute l'écrivain parle-t-il de la vigne de la terrasse mêlée à la glycine. Pour sa mère, cette mère adorable, la seule personne qui l'ait compris jamais dans sa famille, nous eussions été heureux de contempler son visage tel que son fils nous le dépeint si bien avec avec ses grands beaux yeux noyés de larmes ; mais le portrait du docteur Fromentin, père d'Eugène, seul nous a été montré, un portrait de jeunesse genre Empire, à la Boilly. Ce portrait, c'est le docteur Fromentin lui-même qui l'a peint, non sans talent d'ailleurs. Élève de Bertin, de Gros, de Gérard, Pierre-Samuel Fromentin avait, dans son

art étroit, conservé l'empreinte du premier de ces maîtres. Ces fameuses *Cascatelles du Mecenate* dont nous verrons en sortant de la maison, dans le vestibule, la copie d'après Vernet et dont Eugène, par une curieuse coïncidence (*les Maîtres d'autrefois*) retrouvera plus tard l'original au musée de La Haye, appartiennent bien au genre de ce paysage historique que pratiquaient, au commencement du XIXe siècle, les élèves au style déjà poncif d'Hubert Robert et de Michallon.

Cependant, dans cette habitation de Saint-Maurice, outre les sépias (souvenirs d'Afrique rapportés par Fromentin) et qui sont placées à gauche de la cheminée de la bibliothèque, il est deux autres tableaux, au cadre de vieux bois, qui nous ont, dès le seuil, retenu par leur art charmant, leur crayon naïf; ce sont les portraits d'Antoine-Toussaint Fromentin-Dupeux, le grand-père d'Eugène, avocat à La Rochelle, et de sa femme, costumés tous deux en habits Louis XVI. Ces portraits se trouvent bien ici à la bonne place, car c'est lui, Fromentin-Dupeux qui, — ne l'oublions pas, — se rendit acquéreur, en 1815, de cette « borderie » à l'aide de laquelle son petit-fils, avec quelques détails empruntés à la demeure de son ami Seignette, à Vaugoin, imagina ce logis des *Trembles* au nom élégiaque, harmonieux, chantant, que *Dominique* ne pouvait pas prononcer, par la suite, sans se montrer ému jusqu'aux larmes.

A partir de 1867, Eugène Fromentin, livré tout entier à son labeur d'artiste, vécut certes beaucoup plus dans le vaste atelier, bien aéré, qu'il s'était fait construire et qui se trouve installé au premier étage d'un second logis de famille situé non loin de là; mais pour ce qui a trait à *Dominique*, à tout ce poignant et cher récit dont Sainte-Beuve admirait la trame, les résonances intérieures et toutes les fines nuances d'un art achevé, nous savons bien que c'est ici, et sauf quelques traits rappelant Laleu, Vaugoin, les villages proches, que Fromentin en a composé l'essentiel.

Huit années après cette date de 1867 que nous venons d'indiquer, moins d'un an avant la mort de l'artiste, il se passa à Saint-Maurice un fait singulier, qui tient trop à l'intimité de *Dominique* et qui en évoque trop toutes les phases pour que nous le passions sous silence. Nous voulons parler de cet étrange retour, de cette sorte de réapparition, survenue tout à coup, dans la maison des *Trembles*, de ce sceptique, élégant et railleur,

Léon Mouliade, l'ancien condisciple de Fromentin au collège de La Rochelle, celui dont l'écrivain, dans son roman, avait fait le modèle d'Olivier. « Imaginez, écrit Fromentin qui fait part à un ami après vingt-sept années de séparation de ce retour imprévu, qu'hier j'ai revu ici, chez moi, entrant comme un revenant, mon vieil ami de jeunesse, l'Olivier de *Dominique*. » Olivier, ou plutôt Mouliade, a quitté la Vendée pour la Bretagne. Fromentin apprend que, dans ce nouveau gîte, « auquel il laissa son nom celtique et son titre de manoir, » Olivier ne vit pas tout à fait seul. « Il n'a, dit-il, jamais été tout à fait seul, mon Olivier. Toujours le même; mais c'est la même solitude morale. Au fond, le même ennui, la même douceur élégante et désabusée. Il est devenu gourmet, il a la goutte, ne monte plus guère à cheval et tire des bécasses dans son parc, une béquille d'une main, un fusil de l'autre. » Ce fantôme du passé, cette ombre des anciens jours, par quel jeu singulier des circonstances reparaissait-il tout d'un coup, après tant d'années, et sous cette forme vieillie, presque dérisoire, au seuil de cette maison des *Trembles* que le *dandy* de jadis avait animée tant de fois de ses sarcasmes, fait retentir de ses railleries et dont l'être simple, l'artiste parfait que Fromentin était devenu en dépouillant *Dominique*, ne se souvenait plus que pour le plaindre?

*
* *

C'est le 27 août 1876, après une courte maladie, que l'homme dont nous évoquons ici le passé d'art et de belles-lettres, quittant sa maison, fut conduit au cimetière de Saint-Maurice. Ah! le chemin à parcourir, pour aller de l'une à l'autre, n'était pas long! Une petite rue, d'où l'on aperçoit la mer en se retournant, la rue Quatrefages, y conduit entre deux rangées de maisons basses, blanchies à la chaux et que le soleil fait éblouissantes. Sans doute le berger kabyle qui ramène son troupeau, le soir, à l'entrée du *douar*, passe, dans une même saison, par un chemin semblable. Et c'est bien cette image, cette silhouette d'aspect biblique, pauvre et drapée noblement, à laquelle il convient de penser au seuil de la tombe de l'écrivain qui avait dit, dans le *Sahel*, à l'une de ces heures d'apaisement qui succédaient en lui aux grandes crises de l'âme, aux orages du cœur : « Pourquoi la vie humaine ne finit-elle pas comme les automnes d'Afrique par un ciel clair, avec des vents tièdes, sans décrépitude ni pressentiments ? » Ce

ciel clair, ces vents tièdes dont il a parlé aussi dans le *Sahara* et dont il a dit qu'ils « formaient de légers murmures autour des joncs des marais, » devant d'autres marais, sous ce ciel d'Aunis, en été, est-ce que nous n'en éprouvons pas, nous aussi, la douceur?

Par des échappées au-dessus du mur du cimetière, du côté du fort, non loin d'un carré de vignes, nous l'apercevrons, tout à l'heure, à nouveau, le grand paysage de chasse où Dominique vint, tant de fois, faire des battues avec M. de Nièvres. Au loin, nous reverrons les chars attelés de bœufs passer dans la campagne; par les éclaircies, entre les haies vives, nous devinerons Laleu, enfin Vaugoin, le village où Fromentin avait aperçu tant de fois Madeleine jeune fille, où il vint un jour peindre fervemment l'une de ses très rares toiles inspirées par le site natal : *Une ferme aux environs de La Rochelle;* et tout le paysage assez dépouillé, très sobre, aux grandes lignes, comme ramassé, comme cuit sous le soleil, c'est bien celui qui convient autour du tombeau du voyageur, à qui un simple tas d'herbes, allumé dans la brousse par des enfants arabes, et dont la fumée montait vers le ciel bleu, avait suffi une fois à rappeler l'image de cette campagne du pays où il repose.

Au sein de ce cimetière de Saint-Maurice, d'un touchant désordre de rosiers, de géraniums et d'herbes folles, à l'ombre de cette rangée de cyprès dont les cônes affectent un accent italien, Eugène Fromentin, de tous les hôtes un peu hautains du logis des *Trembles*, n'est pas seul à reposer; mais encore on peut dire que, par une sorte de rapprochement suprême, il y est avec tous les siens : sa femme, née Cavellet de Beaumont; son père, le médecin de Lafond; sa tendre mère, née Françoise-Jenny Billotte; enfin, son frère Charles. Et puis, il est ici, bien un peu éloigné des précédents, à l'écart, comme il convient aux plus hautes pudeurs, aux plus grands deuils, le tombeau d'une autre morte, de celle qui fut Madeleine de Nièvres.

De Saint-Maurice, le mercredi soir 11 septembre 1844, Eugène Fromentin, deux mois après la mort de celle qui avait été l'héroïne de son œuvre vivante, écrivait, le cœur déchiré, à Paul Bataillard : « Je vais assidûment visiter le tombeau de ma pauvre amie. Vous comprenez à quel point Saint-Maurice m'est cher! Je vous reparlerai longuement de ces douces et pieuses visites. » Ah! pauvre Dominique, malheureux héros! Comme l'épilogue était venu, tout à coup, achever prématurément le

roman de sa jeunesse! Au mois de juin 1844, ce mois dont il a dit plus d'une fois qu'il aimait tant le retour, celle qui avait été pour lui le modèle de Madeleine avait dû, sans tarder, s'arrachant à son mari et à ses enfants, se rendre à Paris pour y subir, de la part des chirurgiens, une intervention dont le dénouement fut fatal. Et c'est ici que Dominique avait connu le calvaire! Introduit dans l'appartement de Madeleine, il avait une fois encore été autorisé à contempler, par une vitre de la chambre, le visage amaigri de celle qui avait été toute sa joie, tout son bonheur, de celle qu'il avait si chastement aimée au delà du possible. Puis brusquement ç'avait été la mort, à vingt-sept ans, de celle dont « le parfait souvenir » le hantait toujours; enfin, une explosion de douleur, un chagrin sombre et concentré, se traduisant par un abattement affreux, des plaintes sourdes dont l'accent faisait peur.

« Tout mon passé, écrit-il à ce moment tragique, m'a traversé la mémoire, depuis mes lointaines rêveries dans mon allée verte de Saint-Maurice... » En quelques secondes, comme cela se produit aux instants de grande déroute morale, il revit les jours anciens, les joies mortes, Madeleine depuis dix ans déjà mariée à celui qui fut le modèle du comte Alfred de Nièvres, M. X..., en réalité simple surnuméraire des contributions, devenu, par la suite, agent de change à La Rochelle. « Je pense à toi qui dors *là-bas*, sous l'herbe mouillée, pauvre tête si belle, aux yeux si doux, au teint si blanc, aux yeux si noirs! » Voilà ce qu'écrivait à un ami, après la mort de Madeleine, Fromentin souffrant de toutes les souffrances de Dominique.

En ce jour d'août, d'une vive lumière, d'un chaud soleil, l'herbe n'est pas mouillée comme en son temps; il y a des papillons, il y a des fleurs, et « ces oiseaux qui chantaient avec un accent qui remuait jusqu'au fond du cœur » et dont il a parlé avec poésie, nous les entendons, dans les arbres, pépier et s'ébattre au-dessus du tombeau de Madeleine. Pauvre tombeau, d'ailleurs bien simple : une dalle inclinée qu'entourent des orties et l'herbe sauvage, une haute et longue pierre où doivent, dans les jours sombres, quand l'Océan est déchaîné, venir gémir les vents, et sans laisser de trace glisser les larmes de la pluie. Et là, pas une fleur, pas une couronne, mais seulement gravés, encore distincts, au-dessus de la dépouille de celle qui fut toute séduction, tout charme, qui se montra si belle et si inaccessible,

ces simples mots d'état civil : *Ci-gît Jenny Caroline Léocadie Ch..., épouse de M. Émile B., décédée à Paris le 4 juillet 1844, dans sa 28e année ;* enfin ces courtes lignes d'un regret presque officiel : *Sa mort priva sa bonne mère d'une fille chérie, son mari d'une épouse bien-aimée et ses trois petits enfants d'une tendre mère.* La « mère chérie, » née le 14 mars 1783, décédée le 9 avril 1863, c'est elle qui dort, un peu à côté de sa fille, dans les ronces du cimetière, et les enfants pour lesquels Fromentin, dans un lointain poème, avait rêvé d' « airs byroniens, » de grâce et de beauté à l'image de Madeleine, c'était bien ceux dont il devait dire dans son billet déchirant du 11 septembre, adressé à Paul Bataillard, peu après la mort de la jeune femme : « Je vois souvent les enfants et je les adore. »

Ceux qui ont lu attentivement *Dominique* et ont été sensibles à tout ce que ce livre contient de tragique et de fier dans son mouvement, se rappellent toute la fin orageuse, digne des maîtres, l'épisode du châle au soir dans le vieux château, la séparation et enfin ces mots prononcés par Dominique : « Elle ajouta, je crois, une ou deux paroles que je n'entendis pas ; puis elle s'éloigna doucement comme une vision qui s'évanouit, et je ne la revis plus, ni ce soir-là, ni le lendemain, ni jamais. » Le lendemain, le héros de cette belle et rude histoire, d'un arome délicat et pénétrant, dit que — comme un animal blessé qui perd du sang et rentre au gîte — prenant par un chemin de traverse, il arriva en vue de Villeneuve.

Villeneuve, nous savons que c'est Saint-Maurice, et ce chemin traversant le marais, ce chemin dont l'argile conserva si longtemps l'empreinte du talon de la jeune femme, il nous eût été précieux de le retrouver. Mais ce chemin même, quel est-il? Le temps a tout mêlé, tout recouvert et enseveli sous sa cendre. « En amour, a dit le héros de cette histoire, l'une des plus poignantes qu'aient vécues les hommes, la dette des âmes fidèles est la résignation. » Cette dette des âmes fidèles, nous savons que les deux êtres qui reposent ici l'ont payée au delà des forces humaines, et c'est à cela, au déclin de ce beau jour, que, parvenu au terme de ce pèlerinage, nous pensons longtemps encore en regagnant la mer, cette mer qui fut comme le miroir mouvant où se penchèrent tant de fois les âmes inquiètes et torturées de Madeleine et de Dominique.

EDMOND PILON.

LES
COLONNES DU TEMPLE

Des critiques sévères ont été adressées à la Marine, à l'occasion de la discussion du budget de ce département; on l'a qualifié de budget de transition, de budget du moment, de budget d'abandon et d'oubli. Les honorables rapporteurs de la Commission des Finances à la Chambre ou au Sénat, ainsi que les orateurs qui ont pris la parole au Parlement, ont tous été d'accord pour reconnaître que la Marine subit une crise grave, et que l'énormité de ses dépenses ne correspond point aux services qu'elle rend actuellement au pays. Ces critiques dépassent le cadre des chapitres budgétaires; elles s'adressent à l'organisme lui-même. On sent que, derrière le budget de la Marine, il n'y a qu'inconsistance et gaspillage. Des voix autorisées, comme celle de M. Leygues, ont fait ressortir l'admirable effort accompli par nos marins au cours de la guerre. Il ne faudrait point toutefois que les plis glorieux du drapeau des fusiliers de l'Yser dérobassent les erreurs administratives, et qu'il suffît d'acclamer, au sein de la Chambre des députés, les noms de Ronarc'h et de Guépratte pour que l'écho de ces justes hommages couvrît la voix de ceux qui ont des comptes à demander aux bureaux de la rue Royale.

Nous ne saurions mieux faire, pour juger le budget de 1920, que de reproduire l'exergue du rapport de M. Henry Bérenger, rapporteur de la Commission sénatoriale des Finances : « Ce budget, dit-il, n'ouvre aucune vue d'ensemble sur l'avenir maritime de la France. Il n'amorce aucun programme technique pour les nécessités navales de demain. Il apparaît simple-

ment comme un budget de liquidation et d'attente ; il se ressent de l'incertitude et de l'insécurité générale, en ce qui concerne l'état de guerre et l'état de paix dans le monde entier. » S'il est vrai que la Marine militaire a subi, du fait de la guerre, des transformations profondes, qui excusent l'incohérence de son budget, du moins ne saurions-nous admettre que, depuis l'armistice, aucune ébauche de réforme n'ait encore été réalisée. M Landry a bien annoncé à un reporter du *Petit Parisien* l'imminence du dépôt d'un programme naval mais tout s'est passé jusqu'ici en discours et en promesses. Cependant, les problèmes qui se posent sont multiples et impérieux.

Il est facile d'établir par doit et avoir le bilan de la Marine. Son budget, tel qu'il a été présenté par le département, se montait à 784 millions pour le budget ordinaire et à 121 millions pour le budget extraordinaire, soit un total de 905 millions. Encore, toutes les dépenses des arsenaux n'étaient-elles point incluses dans ce chiffre. Une partie des matières premières nécessaires à la construction des quelques navires marchands mis en chantier dans nos ports devait être fournie sur les fonds du Sous-secrétariat de la rue de Boccador. Si on compare ce budget à celui de 1914, seule façon de savoir quels enseignements on a retirés de la guerre, cette comparaison fait ressortir des résultats décevants. Tous les chapitres d'administration sont en voie d'accroissement notable, tandis que les chapitres de reconstitution des stocks de guerre, de construction neuve et d'outillage marquent une diminution très nette, sauf le chapitre de l'aéronautique dont on ignorait encore l'avenir en 1914. Quel aveu d'impuissance! Les chapitres de l'administration centrale ont augmenté de 5 millions, ceux de la police maritime de 4 millions, du personnel des constructions navales de 9 millions; ceux du personnel administratif de gestion et d'exécution, de 10 millions; les salaires d'ouvriers des constructions navales figurent pour 28 millions, contre 7 millions seulement en 1914. En revanche, nous constatons que les dépenses relatives aux constructions neuves sont inférieures en 1920, par rapport à 1914, de 70 millions; les dépenses incombant aux stocks de ravitaillement de l'artillerie navale ont diminué de 40 millions, alors que le prix des matières premières a augmenté.

Ces chiffres sont assez suggestifs pour se passer de commentaires. Le ministère des Finances a bien fait subir au projet de budget de la Marine d'assez sérieuses compressions. Celui-ci a été ramené à 600 millions environ pour le budget ordinaire, et à 130 millions pour le budget extraordinaire; soit, au total, une somme de 730 millions. Mais ces réductions ont été faites par des gens si peu avisés de la situation, qu'ils l'ont aggravée au lieu de l'améliorer, car elles ont porté sur les dépenses productives du département, et non sur les services parasitaires; si bien que le budget de la Marine, tel qu'il est sorti des discussions, peut être comparé à un être rachitique, doué d'une vie somnolente et ralentie, incapable d'agir, incapable même de se mouvoir. Un des membres éminents de la Commission des Finances a qualifié devant nous le budget naval de « budget alimentaire; » c'est bien en effet l'épithète qui lui convient. La seule philosophie qui s'en dégage, c'est qu'on a voulu ouvrir les crédits nécessaires pour satisfaire aux exigences d'un nombreux personnel aux prises avec les difficultés de la vie chère. Les réductions du Ministère des Finances conduisent à ce résultat que la Marine militaire prévoit des crédits importants pour des dépenses dont le caractère d'urgence n'est pas démontré, et, au contraire, ne demande pas les crédits indispensables pour achever dans des conditions de célérité voulue les travaux qu'elle a entrepris.

Nous connaissons maintenant le chiffre du débit de la Marine : 730 millions. Quel est maintenant son crédit? Essayons de juger ce bilan, non en technicien, mais en financier soucieux de dégager les résultats effectifs d'une gestion qui, en somme, est comparable à toute gestion de société. Car la Marine a un but industriel. Ce but est de construire et d'armer des navires. Et tout d'abord, que construit-elle?

Hélas! la réponse est facile à donner. L'on se borne à achever les petites unités commencées avant la signature de l'armistice, savoir : l'*Enseigne-Gabolde*, trois sous-marins type *O'Byrne*, le sous-marin *Pierre-Callot*, et le sous-marin *Paul-Chaillet*. Il est vrai que l'on prévoit au budget extraordinaire l'achèvement de petits patrouilleurs. Nous n'en parlerons que pour regretter de voir ces navires sur le chantier.

La politique suivie par l'État-major général dans ces dernières années dénote à cet égard un véritable esprit d'in-

cohérence. Alors que nous renoncions à la construction de navires ayant une valeur militaire sérieuse, nous construisions plus de six cents unités de patrouille. A quoi était destinée cette flotte? A protéger des navires marchands alliés ou neutres. On ne nous accordait pas une tôle pour la reconstitution de notre marine marchande, qui a perdu 921 000 tonnes pendant la guerre par suite des torpillages; mais l'État-major de la marine accaparait toutes les cales des chantiers pour la construction d'unités de patrouilles vouées à la protection des navires des autres! Est-il admissible que, si nous n'avions ni tôles, ni ouvriers pour nos bâtiments de commerce, nous en ayons trouvé pour achever de pareilles unités, qui figurent encore au budget extraordinaire pour 36 millions?

En dehors des constructions de petites unités dont nous venons de parler, et qui absorbent 17 millions au chapitre 52, et 36 millions au budget extraordinaire, l'amirauté a renoncé à toute espèce de construction. Faute de mieux, le service technique de la marine militaire a accepté la construction de bâtiments marchands. Certes, il est bon de donner du travail à nos arsenaux, mais il ne faudrait pas qu'à la faveur de ces commandes, la Marine se dérobât au devoir de réduire ses dépenses. Il s'agit de savoir si le département de la Marine a l'intention de se transformer en chantier de construction commerciale (et alors pourquoi ne pas le passer au Sous-Secrétariat d'État de la rue de Boccador?), ou s'il désire se consacrer exclusivement à sa tâche militaire. Nous nous refusons pour notre part à approuver cette politique de concurrence aux chantiers privés, dans la seule intention de donner une vie factice à des arsenaux périmés.

La Marine, qui ne construit pas, peut-elle du moins se flatter d'avoir un plan d'armement conforme aux besoins de la France? Non, évidemment. Il est facile de s'apercevoir que la flotte française ne peut généralement mettre en ligne, quel que soit d'ailleurs le type du navire envisagé, que des unités inférieures à celles des autres puissances. Et ces unités sont en nombre trop restreint. Prenons d'abord les cuirassés. La France n'en possède que sept dignes de ce nom, dont trois seulement sont armés de pièces de 340 millimètres. Or, ce calibre est déjà insuffisant, puisque dix navires anglais en possèdent déjà de 381 millimètres, et que les Américains ont en construc-

tion des navires qui portent des pièces de 406 millimètres. Si nous passons maintenant aux croiseurs de bataille, nous nous apercevons que la France n'en possède pas un seul. Elle n'a pas davantage de croiseurs rapides. Les seuls croiseurs en service ne sont pas des navires de combat. Le Ministre de la Marine a déclaré, dans son discours à la Chambre, que nous n'avions pas un seul croiseur léger, pas un seul conducteur d'escadrille, pas un seul torpilleur-éclaireur, qui sont en réalité les contre-torpilleurs de l'heure présente. — Nous reproduisons les propres termes du discours de M. Landry. — Que reste-t-il donc à la Marine à nous offrir comme navires de combat, en dehors des sept cuirassés dont nous parlions plus haut? Une force navale défensive : flottilles sous-marines, aéronautique et défense des côtes. Pas davantage. Prenons encore une phrase du discours de M. Landry. « Nous n'avons, a-t-il dit, qu'un « petit nombre de sous-marins, tout au moins en bon état et pouvant rendre de sérieux services. La puissance sous-marine de la France a diminué pendant la guerre. » Si l'on excepte les 10 sous-marins allemands, nous n'avons que 14 unités sous-marines qui soient susceptibles d'un bon service, 3 *Bellone*, 3 *Atalante*, 2 *Joessel*, 1 *Néréide*, 1 *Daphné*, et 4 *Lagrange*. Encore ces navires sont-ils signalés comme ayant des vices assez graves. Quant à l'aéronautique maritime et à la défense des côtes, elles sont loin de répondre aux besoins du moment; la défense des côtes, notamment, qui vient d'échoir à la Marine, reste à organiser.

Il serait dérisoire de comparer notre flotte à celles de la Grande-Bretagne et des États-Unis. La première comprend 10 cuirassés armés de pièces de 343 mm. et 6 croiseurs de bataille qui, tous, sont ou plus puissants, ou plus rapides que nos unités cuirassées. Quant aux États-Unis, quand ils auront achevé leur programme, ils posséderont 10 cuirassés armés de pièces de 406 mm., 11 armés de pièces de 356 mm., et 7 croiseurs de bataille armés de pièces de 406 mm. Mais, sans parler des puissances navales de premier rang, la situation du Japon est supérieure à la nôtre, avec 4 cuirassés et 4 croiseurs de bataille armés de pièces de 356 mm. L'Italie nous suit de très près avec 5 cuirassés modernes. Si l'on résume la puissance des flottes alliées dans le tableau comparatif des bordées d'artillerie principale, on obtient pour les navires actuellement en service : 187 tonnes pour l'Angleterre, 102 pour les États-Unis,

53 pour le Japon, 35 pour l'Italie et 46 pour la France.

La disproportion qui existe entre les crédits relatifs au matériel et ceux qui sont votés pour le personnel a été mise en lumière par M. Henry Bérenger. Celui-ci a fait ressortir qu'en 1914 les dépenses votées par les deux assemblées pour le personnel s'étaient élevées à 147 millions contre 366 millions pour le matériel. En 1920, les dépenses du personnel s'élèvent à 385 millions, et les dépenses pour le matériel à 483 millions. Tandis que les dépenses du personnel ont augmenté de 238 millions, les dépenses du matériel se sont accrues de 116 millions. Le coefficient d'augmentation des dépenses ressort donc à 2,5 pour le personnel, et à 1,25 seulement pour le matériel. La vieille boutade maritime : « Vendons le matériel au profit du personnel, » cesserait d'être profitable à ce dernier. La valeur de la flotte ne suffirait plus à contenter les hypothétiques co-partageants.

Une autre remarque s'impose. Il y a disproportion entre l'intérêt de l'utilisation du matériel d'une part, et l'importance numérique du personnel navigant d'autre part. Il est prévu à notre budget un effectif moyen de 56 000 matelots, officiers non compris, soit plus du tiers de l'effectif total de la marine anglaise, qui n'atteint pas 150 000 hommes. Le coefficient numérique de l'effectif anglais et français est donc dans la proportion de 1 à 2,5; le coefficient de la valeur militaire des deux flottes est peut-être de 1 à 10. Nous employons nos marins à servir des unités démodées; il est étrange de voir figurer sur la liste de la flotte, même pour servir de bâtiments-écoles, des bâtiments du type *République*.

Malgré l'armement de toutes ces vieilles coques, on ne parvient pas à utiliser nos officiers de marine. Le nombre des postes à terre croît sans cesse. Sur 2 039 officiers de marine figurant au projet de budget de 1920, il en existe, d'après les tableaux annexés à ce projet de budget, 1 063 seulement pourvus de postes à la mer, soit une proportion de près de 50 pour 100 pour les postes à terre.

Ce dont meurt notre Marine militaire, c'est la surabondance des services auxiliaires qui se sont développés au point d'étouffer les services combattants, et de paralyser leur action. Sur les 600 millions de crédit du titre premier, la partie relative à l'entretien de la Marine militaire, — officiers de marine, mécaniciens, équipages, approvisionnements de la flotte, subsistances et

habillement (matières), — se monte à 325 millions environ. Il reste donc 275 millions employés en frais généraux d'administration ou affectés aux directions de travaux. Il importe de réaliser sans tarder des économies sur ces chapitres. Tout l'édifice naval est à reconstruire de fond en comble.

Au cours d'un article paru dans la *Revue politique et parlementaire*, M. Maugas, inspecteur général du Génie maritime, a proposé une réduction progressive de tous les cadres du personnel du département, réduction qui, d'après lui, devait aller jusqu'aux deux tiers de l'état actuel. C'est là une opération douloureuse, mais nécessaire. Tant que la Marine ne s'attaquera pas aux statuts des corps qui n'ont été accordés qu'à la suite d'une politique de surenchère, elle ne réalisera aucune réforme sérieuse. La guerre semble ne lui avoir rien appris. Le projet de 1920 est une aggravation du budget de 1914. Non seulement on ne réduit pas le personnel, mais sur certains points, les cadres, par rapport à 1914, ont subi des augmentations sensibles. Il y a moins de malades qu'en 1914, mais le budget prévoit 175 nouveaux médecins ! La Marine ne construit pas, et elle entretient 1 000 ouvriers de plus qu'en 1914 ! Une liquidation s'impose. Tout d'abord, celle des vieux navires sans valeur militaire, ainsi que de cette poussière navale, triste héritage de la guerre, que nous disséminons aux quatre coins du monde. Soyons bien persuadés que les peuples auxquels nous montrons notre pavillon sur des croiseurs vieux de vingt ans ou sur des sloops construits de bric et de broc, ne se font aucune illusion sur la valeur de ces navires, quelle que soit la gloire du pavillon qu'ils portent. Mais ce qui est essentiel, c'est la suppression des arsenaux et des établissements inutiles. Ce sont eux qui compliquent les rouages de la machine navale, eux qui encrassent ses organes essentiels, et en compromettent le rendement en absorbant inutilement de précieuses sources d'énergie humaine, en gaspillant la main-d'œuvre à une heure où notre pays a besoin de s'en montrer ménager.

Nous possédons en France 5 arsenaux : leur présence était utile du temps de la Marine à voiles. Ils constituent aujourd'hui un parfait anachronisme. Deux d'entre eux, Lorient et Rochefort, ne peuvent même point recevoir nos bâtiments modernes. « Ces établissements, dit le rapporteur du Sénat, comportent l'entretien onéreux d'un vaste matériel et d'un

important personnel. Administrés par l'État aux frais des contribuables, les arsenaux, espoirs de la Marine, regorgent de bureaucratie et coûtent plus qu'ils ne rapportent. » Bien avant la guerre, la suppression de Lorient et de Rochefort s'imposait. En 1920, le Conseil Supérieur de la Marine, présidé par le vice-amiral Lacaze, a émis à l'unanimité l'avis que les arsenaux de Lorient et de Rochefort, ainsi que les Forges de Guérigny, fussent cédés à l'industrie privée. Cette cession est décidée en principe. M. de Kerguezec, rapporteur du budget, s'est attaché à la réaliser sans souci des contingences électorales. Nous attendons les actes du Ministère. Nous n'avons besoin que de deux ports de plein exercice ; Brest dans l'Océan, Toulon en Méditerrannée, et de deux points d'appui : Cherbourg dans le Nord, Bizerte en Afrique. La France, qui subit une crise d'anémie financière si aiguë, ne pardonnerait pas à la Marine de laisser ouvertes les cinq plaies de ses arsenaux, par où notre épargne s'échappe goutte à goutte, comme le sang coule d'une blessure. Quant au personnel en surnombre, il n'y a pas d'autre issue pour lui que la non-activité par retrait d'emploi, — situation prévue par les règlements, — ou la permutation dans d'autres ministères. Il sera facile de sauvegarder les droits d'un personnel méritant, qui n'est pas responsable de cette situation. Deux chiffres feront saisir la portée du problème. La Marine dépense aujourd'hui 14 millions et emploie 1 753 personnes pour administrer ses arsenaux, non compris l'administration militaire, commissaires, fourriers, etc., les ingénieurs et tout le personnel à leur suite, moitié technique, moitié administratif, non compris enfin les ouvriers aux écritures. 1 753 personnes, voilà le bilan de l'armée de la plume! Ses rangs sont aussi serrés que ceux des officiers de marine eux-mêmes, dont les effectifs ne comportent que 1 974 unités, avec 45 amiraux qui se partagent 7 cuirassés.

***

Après ce que nous venons de dire, s'étonnera-t-on que la Marine combattante subisse une crise morale? M. Le Cour-Grandmaison en a dénoncé la gravité. Les officiers de marine sont des hommes d'action. Peut-on leur faire grief de se révolter contre la situation qui est faite à notre flotte active? Cela explique l'exode des meilleurs d'entre eux vers les situations indus-

trielles. Qu'on y prenne garde! C'est au cœur même de la marine qu'on vient de toucher. Dans une conclusion que nous voulons retenir, M. Henry Bérenger a réclamé un programme technique où l'armement naval de la France soit réel, où l'administration maritime soit prévue en fonction des armements réels, et non pas les armements réels en prétexte de l'administration maritime. Il nous faut une marine agissante, c'est-à-dire une marine qui construise, une marine qui navigue, une marine qui manœuvre, et non une marine stagnante. Nous n'avons que faire d'arsenaux, d'ingénieurs, d'administrateurs ou de commis, si ce n'est pour les mettre, en proportion convenable, au service d'une flotte digne de porter notre pavillon.

Contemplez, en passant, l'élégante loggia du ministère de la Marine. Cette façade harmonieuse, qui domine la place de la Concorde, vous apparaîtra comme un symbole. Derrière les colonnes qui soutiennent l'édifice, derrière les salons décorés de cartouches précieux, se cache un dédale de couloirs et de bureaux poussiéreux. Ils suffisaient, il y a quelques années, à contenir les services de la marine militaire, ceux de la marine marchande et de l'armée coloniale; autrefois, ceux des colonies elles-mêmes. Aujourd'hui, on vient d'en détacher les pensions, et les locaux sont trop étroits pour satisfaire aux exigences de locataires sans cesse plus nombreux. Ce personnel émigre-t-il à la rue de Suffren, il est aussitôt remplacé par voie d'augmentation d'effectif. Il est urgent de revenir à une plus saine conception du rôle de la marine militaire. C'est sur mer et non sur les bords de la Seine qu'elle subit son expression dernière, là qu'on la juge, là qu'elle se justifie. Quel sera le nouveau Samson qui viendra secouer les colonnes du Temple, quitte à s'engloutir sous ses décombres, car nous pensons bien que l'opération de liquidation ne s'accomplira point sans risques pour celui qui l'entreprendra.

René La Bruyère.

REVUE SCIENTIFIQUE

FLÉAUX EXOTIQUES

Il y a douze ans, un groupe de pastoriens, sous l'égide et l'impulsion du maître Laveran, l'illustre découvreur du parasite de la *malaria*, fondait la Société de Pathologie exotique. Cette Société se proposait l'étude des maladies exotiques de l'homme et des animaux, celle de l'hygiène coloniale, de l'hygiène navale et des mesures sanitaires destinées à empêcher l'extension des épidémies et des épizooties d'origine exotique. Elle se proposait d'attirer à elle les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires et les naturalistes qui exercent leur activité dans nos colonies et partout où nos missionnaires scientifiques font pénétrer l'influence et la civilisation françaises. Elle envisageait, avec la publication de leurs travaux, la possibilité de grouper et de répandre partout des notions précieuses.

Ce programme, la Société de Pathologie exotique l'a rempli entièrement. Le professeur Calmette, qui vient d'en prendre, après M. Laveran, la présidence, a pu le constater récemment avec cette modestie, — dès qu'il s'agit de soi, — et cet orgueil impersonnel, — dès qu'il s'agit de la France, — qui donnent tant d'autorité à son caractère.

Je voudrais aujourd'hui indiquer rapidement à nos lecteurs pourquoi l'œuvre d'une assemblée de savants telle que la Société de Pathologie exotique a pour le pays une importance grandissante et trop ignorée. Je n'aurai pour le bien faire qu'à m'inspirer des exposés magistraux, lucides et persuasifs que le professeur Calmette a faits à diverses reprises devant la Société elle-même.

Nul n'est plus hautement qualifié pour être un guide et un conseiller en ces matières que le savant qui a créé à Saïgon dès 1889

le premier Institut Pasteur colonial, et à qui la science est redevable de tant de travaux lumineux et utiles sur la peste et la tuberculose et de la découverte des sérums antivenimeux. Que d'existences humaines ont été déjà sauvées par ces travaux !

Il y a deux raisons qui donnent aujourd'hui une importance aiguë, si j'ose dire, à l'œuvre de la Société de Pathologie exotique. C'est d'abord que, dans la pénurie de matières premières qui sévit et qui sévira longtemps encore sur le monde, la France a l'impérieux devoir de se tourner vers les ressources inépuisables et à peine connues de ses colonies. Tout ou à peu près tout ce que nous achetons si cher à l'étranger, à peu près tout ce qui nous rend tributaires des grandes nations commerçantes anglo-saxonnes, tout ou presque tout en un mot ce qui nous manque et cause pour la plus grande part nos difficultés économiques et financières actuelles, nous pourrions le trouver dans nos colonies et pays de protectorat. Les explorateurs scientifiques qui, succédant aux colonisateurs proprement dits, ont inventorié nos richesses coloniales, sont d'accord pour montrer qu'au point de vue des richesses minérales, végétales et animales, notre réservoir colonial pourrait aisément suffire à tous ceux de nos besoins que ne satisfait pas la bonne terre de France elle-même. Pourquoi, cependant, laissons-nous encore à peu près inexploités ces milieux dont l'utilisation nous éviterait de passer sous les fourches caudines du mercantilisme étranger ?

C'est certes un peu à cause de notre tempérament généralement casanier; c'est plus encore à cause des habitudes d'une administration honnête, mais qui a trop accoutumé de se considérer comme la maîtresse et non la servante des intérêts particuliers, cellules élémentaires de l'intérêt national ; mais c'est surtout parce que l'exploitation, la mise en valeur de nos colonies paraît rebutante à beaucoup de Français à cause des maladies et des conditions sanitaires déplorables qui y règnent trop souvent. Faire fortune en quelques années dans la France d'outre-mer et servir du même coup son pays est une destinée qui tenterait plus souvent nos compatriotes, n'était la crainte de rapporter de là-bas un corps usé par les « années de colonies » et voué trop souvent à une mort prématurée.

C'est ici d'abord et avant tout que l'œuvre de la Société de pathologie exotique peut et doit être utile. En étudiant les maladies coloniales dont la richesse et le nombre sont, hélas ! égaux à ceux de la flore coloniale elle-même, en fournissant contre elles les remèdes préventifs et curatifs, en prenant d'autre part les mesures d'hygiène

indispensables aux colonies, les pathologistes ont déjà maintes fois renversé et doivent renverser plus souvent encore dans l'avenir les principaux obstacles qui se dressent entre les Français et leurs richesses coloniales.

On ne peut donc que souhaiter, comme l'a fait la Société de pathologie exotique, que les voix des savants compétents soient à cet égard mieux écoutées dans l'avenir qu'elles ne le furent dans le passé. Le gouvernement eût été bien inspiré de solliciter leurs conseils lorsqu'il résolut naguère d'entreprendre l'expédition de Salonique ou de reconstituer l'armée serbe à Corfou et à Bizerte.

Et que de douloureuses expériences il se fût épargnées, s'il avait tenu compte des avertissements et des travaux de ces hommes lorsqu'il a fallu organiser l'armée noire !

Malheureusement, notre bureaucratie continue à vouloir tout régenter du haut de son omnipotence ignorante, sans daigner le plus souvent recourir aux avis des hommes compétents. Nous en donnerons tout à l'heure un exemple curieux, à propos de la lutte contre les rats, entreprise à Paris pour y éviter précisément certain fléau exotique. Mais voici mieux encore : *en 1917*, le *Bulletin* de la Société de Pathologie exotique a publié une note relative à un projet d'organisation des services d'hygiène publique dans nos colonies. On y insistait avec raison sur la nécessité, au moins pour chaque groupe de colonies, de s'attacher un nombre suffisant de médecins sanitaires, hygiénistes professionnels, possédant une solide instruction technique, aussi indépendants que possible de l'Administration (*Timeo Danaos...*) bien que faisant partie des divers comités consultatifs et des conseils de gouvernement, ayant une situation stable, réunissant entre leurs mains les pouvoirs d'initiative, de coordination et de contrôle de tout ce qui se rapporte à la recherche et à la prophylaxie des maladies virulentes, à l'assainissement général des pays et à celui des agglomérations.

Cette note approuvée par la Société, le Bureau, — qui compte les spécialistes les plus éminents du pays et, à côté des Laveran et des Calmette, des hommes illustrés par leurs travaux de pathologie coloniale comme Marchoux, Mesnil, Ronbaud et tant d'autres, — la transmit officiellement aux ministères qu'elle concernait (Affaires étrangères et Colonies). Eh bien! depuis lors, — et cela se passait il y a trois ans écoulés, — cette note n'a reçu aucune suite!

On reconnaîtra là, avec tristesse, mais sans étonnement, les errements qui ont fait déjà tant de mal au pays, et qui plus récemment se

sont manifestés jusque dans cette œuvre de colonisation intérieure qu'est la reconstitution des régions dévastées. Il me suffira de rappeler, — sans insister sur cette triste situation, — que plusieurs membres du Comité consultatif d'hygiène des régions libérées, et à leur tête le docteur Calmette, se sont crus dans l'obligation de donner leur démission parce que, dans l'œuvre de reconstitution des villes et bourgades, l'administration prétend remettre les choses exactement dans l'état où elles étaient auparavant sans tenir compte des améliorations indispensables concernant l'hygiène, l'aération, le tout à l'égout, les canalisations d'eau, etc. Tout cela est triste ; mais ce n'est qu'en le faisant connaître qu'on court quelque chance de le voir cesser. Lorqu'une plaie est infectée, la première chose à faire est de la débrider, car la plupart des germes pathogènes ne résistent pas à la lumière.

A toutes les raisons que nous venons de donner et qui imposent aujourd'hui l'étude plus sérieuse que jamais des questions de pathologie exotique, s'en ajoute une autre essentielle et à laquelle chaque Français sera sensible, si réfractaire qu'il puisse être aux affaires coloniales : c'est que certaines des maladies, certains des fléaux qu'on croyait ne devoir jamais sortir des contrées exotiques, ne jamais devoir menacer l'Europe, ou du moins la France, sont aujourd'hui à nos portes, et auront bientôt franchi ces portes et pénétré largement chez nous, si nous n'y mettons obstacle. Parmi ces fléaux exotiques, dont l'offensive aujourd'hui menace l'Europe, il y a avant tout la malaria, le typhus et la peste, sans parler d'autres affections de lointaine origine dont l'importance et la gravité sont moindres.

Qu'est-ce qui a rendu possibles, ces menaces et urgentes les précautions qu'elles imposent? C'est avant tout les grandes migrations d'hommes et d'animaux causées par la guerre mondiale ; c'est l'arrivée en Europe de soldats et de travailleurs africains, asiatiques, australiens par milliers ; c'est la misère causée par la guerre, les privations qu'elle a imposées et que ses conséquences imposent encore à beaucoup d'hommes, et qui, en débilitant les organismes, ont augmenté leur réceptivité aux germes pathogènes, diminué la vigueur de leurs réactions organiques défensives. C'est, à côté de la misère, sa compagne la saleté qui, multipliée par les promiscuités, a affaibli un peu partout la pratique de l'hygiène et des soins corporels et laissé libre cours aux insectes parasites, si dangereux par les microbes qu'ils véhiculent. C'est le relâchement des règlements et mesures sanitaires qu'on aurait dû au contraire appliquer plus rigoureusement que jamais en présence de cette situation.

Le paludisme, la malaria, comme disent les Italiens, est le type de ces maladies qu'on appelle tropicales, ce qui est juste, mais laisse fallacieusement entendre qu'elles ne peuvent sévir dans nos régions tempérées.

On peut aujourd'hui avouer sans inconvénients que l'inaction des troupes alliées en Orient, en 1916 et 1917, a été causée surtout par la malaria qui les décimait. Quelle peut-être la valeur combative d'une troupe dont la moitié est à l'hôpital ou grelotte d'une fièvre qui l'anémie? De même, il est certain que la résurrection si décisive en 1918, du pouvoir offensif des armées d'Orient a été rendue possible surtout par l'efficacité des mesures prises progressivement contre la malaria. Petites causes, grands effets.

A cet égard, c'est l'Italie, — du moins en certaines de ces régions dès longtemps infectées, — qui a été le champ d'expérimentation le plus utile aux Alliés. L'efficacité des mesures progressivement adoptées par nos voisins a été telle que le nombre des paludéens de l'armée italienne est tombé de près de 50 p. 100 en 1901 à moins de 5 p. 100 en 1911.

Ici plus qu'ailleurs le mot de Bacon : « Savoir, c'est pouvoir, » a pris toute sa valeur. On n'a *pu* vraiment empêcher le paludisme ou du moins limiter ses agressions qu'à partir du moment où on a *su* comment il se propageait. *Repérer* les batteries ennemies, dans la guerre thérapeutique, comme dans la guerre tout court, est la première et la plus importante des conditions du succès.

La découverte mémorable faite par Laveran dans le sang des paludéens de l'animalcule, de l'hématozoaire agent de la maladie a été le premier pas dans cette voie où peu à peu, grâce ensuite aux travaux de Ronald Ross et de ses émules, on a découvert tout le mécanisme étrange et merveilleusement compliqué de la transmission morbide. Ce n'est pas le lieu de rappeler comment la malaria est transmise de l'homme à l'homme exclusivement par l'intermédiaire de certains moustiques, les anophèles, et, plus précisément, de leurs femelles, dans le corps desquelles le microorganisme, agent de la maladie, subit une série de métamorphoses surprenantes qu'Ovide lui-même, avec toute son imagination, n'eût pas osé rêver.

Toutes les mesures efficaces contre la malaria procèdent directement de ce que nous savons de l'évolution des hématozoaires responsables, tant dans le sang de l'homme que dans le corps des moustiques qui les véhiculent. Quelle distance franchie depuis le temps où on croyait le paludisme causé par certaines émanations de l'air (*malaria*) !

Ce qu'il faut pour réaliser une prophylaxie efficace contre la malaria, c'est, d'une part, traiter les hommes atteints, d'autre part, protéger ceux qui sont indemnes des piqûres des moustiques transmetteurs (anophèles), enfin détruire ces moustiques.

Or, d'une part, il est reconnu que la portée du vol des anophèles ne dépasse guère 2 kilomètres et que ces insectes ne peuvent voler vers les endroits élevés; il suffira donc d'évacuer les endroits à une distance moindre que celle-là, des gîtes possibles des anophèles, c'est-à-dire des endroits marécageux et à eaux dormantes. Cette évacuation sera nécessaire pour les bien portants, mais encore bien plus pour les paludéens en traitement, qui cesseront d'être dangereux pour la collectivité, puisque les insectes transmetteurs, les exécrables agents de liaison de la maladie, ne pourront plus venir la sucer dans leur sang pour la transplanter aux individus sains.

Mais l'idéal serait non pas tant de se tenir hors de la portée des anophèles que de les empêcher de se reproduire. Or il est maintenant prouvé que leurs larves ne peuvent subsister que dans les eaux dormantes; l'assèchement des régions marécageuses, le drainage si utile au rendement agricole des régions à marais détruiront donc du même coup les anophèles.

Faute de ces travaux de longue haleine qui ne peuvent être exécutés immédiatement partout, il y a un moyen de rendre inhabitables aux anophèles, même les eaux dormantes : c'est d'y répandre une légère couche de pétrole qui, étalé à la surface de l'eau, empêche les larves de moustiques de respirer et les tue. La pratique du pétrolage fréquent des eaux dormantes est pour beaucoup dans la diminution marquée de la malaria qu'on a obtenue en Italie et aux États-Unis. Il est bien fâcheux que cette pratique ne soit pas réalisée systématiquement dans les régions françaises menacées depuis la guerre ou déjà infestées, comme certaines régions côtières de la belle Corse qui, à cet égard, nous fournissent les plus lamentables exemples de l'incurie bureaucratique.

Ce qui, en effet, peut donner quelque utilité française à cet exposé, c'est que, depuis la guerre, notre pays a cessé d'être un pays indemne de malaria. Non seulement de nombreux soldats nous sont revenus, d'Orient surtout, atteints de paludisme, mais on a constaté, en divers points du territoire, des cas de la maladie d'origine nettement locale et on a découvert qu'il y a maintenant parmi nos moustiques nationaux un assez grand nombre d'anophèles. Pour éviter que le fléau nouveau ne gagne du terrain chez nous, alors qu'il tend au contraire

à disparaître en Italie, il est de toute urgence que l'on prenne les mesures reconnues utiles.

Parmi celles-ci, on ne saurait passer non plus sous silence les moyens mécaniques usités dans les régions infestées et où l'homme est pourtant obligé d'habiter : les moustiquaires et voilettes et surtout les grillages métalliques placés devant les fenêtres des maisons et même, — en certaines parties de l'Italie, — aux portières des wagons; ces moyens se sont montrés efficaces.

Reste enfin la grosse question du traitement et de la guérison des paludéens, importante non seulement pour eux, mais pour la collectivité, à qui il importe d'empêcher le mal de se répandre. Il est aujourd'hui démontré que la quinine est le spécifique idéal qui détruit, dans le sang même, les hématozoaires de la malaria. Les formes sous lesquelles on la fait absorber (granules, cachets, comprimés enrobés ou non dans une enveloppe qui, ne s'ouvrant que dans l'intestin, empêche les effets fâcheux qu'a parfois la quinine sur l'estomac ; injections intramusculaires ou intraveineuses), tout cela dépend du caractère éminemment variable de la fièvre. La quinine d'ailleurs s'est montrée non seulement un curatif, mais un excellent préventif dans les régions contaminées, et l'expérience a établi son efficacité prophylactique lorsqu'on en prend environ 2 grammes par semaine en deux fois.

C'est en généralisant ces mesures partout où il est nécessaire qu'on empêchera la malaria de s'étendre en France.

***

Beaucoup des remarques précédentes s'appliquent à un autre fléau exotique dont nous sommes menacés : le typhus exanthématique.

Cette maladie fébrile, à manifestations éruptives et intestinales, est plus grave que la malaria, puisque la mortalité en est, dans certaines épidémies, de 50 pour 100. Elle a toujours accompagné les guerres et les misères qui en résultent, et c'est miracle qu'elle n'ait pas décimé davantage les armées de la grande guerre. Ou plutôt cela prouve que quelque chose, malgré tout, est en progrès dans l'humanité : la propreté et l'hygiène.

Le typhus est en effet une maladie des gens et des peuples sales.

Comme la malaria, elle est transmise d'homme à homme par l'intermédiaire d'un insecte, mais ce n'est pas le moustique, c'est le pou. La découverte du rôle joué par les poux dans la propagation du typhus est encore un des succès de la science française, étant l'œuvre de Charles Nicolle et de Comte et Conseil. Le pou transmetteur s'in-

fecte (exactement comme l'anophèle malarique), en piquant un malade et devient dangereux cinq à sept jours après s'être infecté.

Mais, à l'inverse de la malaria, dont l'agent pathogène est un microorganisme assez volumineux, un hématozoaire, celui du typhus est un microbe totalement invisible qui appartient à la catégorie des *virus filtrants*.

Les *virus filtrants* qu'on appelle aussi des *ultra-microbes*, sont des germes infectieux que les plus puissants microscopes actuels ne permettent pas de déceler, mais dont l'existence n'en est pas moins bien prouvée. On a démontré leur existence en les séparant par filtration (de là leur nom) à travers des filtres aux pores extrêmement fins et qui ne laissent pas passer les microbes ordinaires. Le liquide ainsi filtré en prélevant les humeurs d'animaux ou d'hommes malades, est capable de transmettre la maladie à des animaux successifs, et successivement (par passage des humeurs de chaque animal inoculé au suivant) avec une égale intensité. Cela prouve que le virus ainsi filtré est capable de se multiplier dans l'individu inoculé, donc que c'est un organisme vivant.

Chose curieuse, la rage qui a été la première maladie guérie par les méthodes pastoriennes est causée comme le typhus, par un microbe filtrant qui n'a jamais pu être observé.

Grâce à des filtres en bougie de porcelaine en terre poreuse dont les pores arrivent à ne pas dépasser deux millionièmes de millimètre de diamètre, on est ainsi arrivé à isoler des ultra-microbes nombreux dont la dimension est très inférieure à la longueur d'onde de la lumière et qui, pour ce motif, ne sont pas décelables au microscope.

Le typhus a fait et fait encore des ravages effrayants dans toute l'Europe orientale et notamment en Russie (où la saleté et la misère bolchéviques l'ont multiplié), en Pologne et en Ukraine. Beaucoup des événements militaires dont ces pays ont été le siège, — et notamment naguère la défaite de Petlioura, — ont été causés par des épidémies de typhus.

Dans le reste de l'Europe, et notamment en France, quelques cas sporadiques et heureusement isolés ont été observés. C'est assez pour que les mesures les plus rigoureuses s'imposent contre un tel fléau. Les quelques cas très peu nombreux observés naguère chez nous, et notamment à Paris, ont été en général le fait de travailleurs venant de l'Europe orientale. C'est pourquoi maintenant les travailleurs polonais qui viennent en assez grand nombre dans nos régions

libérées sont soumis à la frontière à des mesures sanitaires sévères. Ces mesures sont simples : elles consistent à épouiller les individus malpropres et leurs vêtements et leurs effets. Ceux-ci sont passés à l'étuve ou soumis, suivant les heureuses suggestions du professeur Bertrand, de l'Institut Pasteur, à l'action, très efficace en ce cas, des gaz asphyxiants (notamment de la chloropicrine), qui ont trouvé ici un emploi pacifique assez inattendu.

C'est le moment de redoubler d'hygiène et de propreté, et notamment d'imposer un épouillage vigoureux aux enfants trop souvent malpropres des quartiers excentriques. A ce prix, le typhus restera peu dangereux.

***

Reste

> Ce mal qui répand la terreur
> Mal que le ciel en sa fureur
> Inventa pour punir les crimes de la terre,

je veux dire la peste bubonique. Il s'agit bien en effet dans la fable de La Fontaine de la peste bubonique, et non pas de sa sœur, la peste pulmonaire, la « peste noire » du moyen-âge qui, il y a quelques années, dépeupla la Mandchourie.

Ce qui le prouve c'est qu' « ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. » Ceci correspond bien à la peste bubonique dont la mortalité ne dépasse guère 70 pour 100, tandis que celle de la peste pulmonaire est de 100 pour 100 et que tous les malades frappés par celle-ci meurent sans exception.

Il faut d'ailleurs remarquer que la peste bubonique et la peste pulmonaire sont l'œuvre d'un seul et même malfaiteur, le microbe découvert par Yersin (encore un Français) en 1894.

Depuis l'antiquité et bien avant la peste d'Athènes décrite par Thucydide, et surtout depuis le moyen âge, qui vit un peu partout des épidémies effroyables de *peste*, ce mot seul a conservé dans le peuple une sorte de prestige terrifiant et de pouvoir d'épouvante.

C'est bien à tort, car, pour les raisons que nous dirons, il est bien probable que l'Europe ne reverra plus d'épidémie vraiment meurtrière de peste.

Ainsi la grippe, la fameuse grippe de l'autre hiver, a tué, dans le monde et en France même, comme dans tous les pays, infiniment plus d'hommes que ne fit jamais aucune épidémie de peste. Mais

c'était la grippe, et ce mot, même quand il désigne une chose effroyable, est moins terrifiant pour le public que le mot peste, s'appliquant à un danger qui ne peut être, comme on va voir, que très limité. Car nous sommes conduits, non pas tant par des idées que par des mots.

Le microbe de la peste, comme celui de la malaria et celui du typhus, est véhiculé d'homme à homme par un insecte qui est, cette fois, la puce. Plus exactement, c'est la puce du rat et, partant, le rat lui-même qui sont les agents transmetteurs du fléau. Donc : pas de puces, pas de peste ; et en tout cas : pas de rats, pas de peste. Car la peste est avant tout une maladie du rat.

Endémique en Asie, et surtout en Chine et aux Indes, où elle tue bon an mal an des centaines de milliers d'individus, la peste a depuis le XVIIIe siècle à peu près disparu d'Europe. Pourtant, on en a constaté des cas sporadiques à diverses reprises et tout récemment même dans les ports de la Méditerranée orientale et aussi dans plusieurs ports anglais sans qu'on s'en émeuve outre mesure.

Pourquoi malgré tout cela, malgré les contacts fréquents et plus ou moins directs que nous avons avec l'Asie infestée, n'a-t-on plus constaté depuis le XVIIIe siècle de grande peste épidémique en Europe ? C'est qu'à la fin du XVIIIe siècle, l'Europe a été envahie par les rats d'égout, les surmulots qui, venus en masse du Nord, ont franchi par millions la Volga et se sont répandus rapidement en Europe en exterminant et chassant devant eux le rat de maison (*mus ratus*), le « rat de ville » de notre fabuliste.

Depuis cette invasion des barbares d'un nouveau genre, — et qui a été un heureux événement, — il n'y a plus en Europe de rats noirs, de rats de maison, de ces rats qui, vivant en contact permanent avec l'homme et à tous les étages des maisons, étaient des agents sûrs de transmission et de dissémination continuels de la peste.

Le rat d'égout au contraire, fuit la société de l'homme et évite les contacts trop rapprochés avec lui et d'ailleurs il n'habite pas les étages des maisons. C'est pour cela que la peste est maintenant, quoi qu'il arrive, d'une dissémination hautement improbable.

Les quelques cas de peste bubonique constatés récemment et qui paraissent étroitement circonscrits, ne doivent pas plus nous émouvoir que ceux constatés fréquemment dans les ports méditerranéens ; ils ont été évidemment apportés par les rats de navires provenant d'Orient, rats identiques au rat de maison, et qui, en Asie, sont toujours les occupants du terrain, n'en ayant pas été chassés par les

surmulots. C'est pourquoi on voit et on verra encore des épidémies pesteuses en Asie, tandis qu'en Europe on ne verra vraisemblablement jamais plus que des cas sporadiques.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y aurait lieu d'entreprendre intelligemment la destruction des rats, surtout dans les ports et à bord des bateaux où divers moyens, et notamment la sulfuration et l'emploi de la chloropirine, peuvent rendre des services pour la dératisation.

Quant à la lutte contre les rats sous la forme qu'on vient de lui donner à Paris, j'avoue qu'elle me paraît soulever à certains égards quelques objections. C'est très bien d'avoir amélioré l'enlèvement des poubelles et de ne plus les laisser stationner indéfiniment sur les trottoirs, ce qui offrait aux rats une nourriture abondante, source d'une féconde pullulation. Il serait mieux encore d'imposer la fermeture hermétique desdites poubelles.

Excellente aussi est la prime fournie pour chaque rat tué. En revanche, ce qui est déplorable c'est la manière dont cette prime est distribuée, après transport obligatoire des animaux tués à travers la ville et jusqu'aux assises du distributeur de la manne administrative. C'est là le meilleur moyen, si le rat tué avait des puces et que ces puces fussent pesteuses, de contaminer la population.

Je suis persuadé que si l'administration avait daigné consulter le docteur Roux ou le docteur Calmette, avant d'élaborer ce règlement absurde, elle n'aurait pas eu sur ce point leur approbation.

Quoi qu'il en puisse être, les quelques cas de peste bubonique constatés naguère dans le monde des chiffonniers ne doivent pas nous inquiéter outre mesure. Le vaccin préventif de Haffkine et le sérum curatif de Yersin n'auront, croyons-nous, pas besoin de sortir de leur arsenal de verre. Un peu de propreté et d'hygiène y pourvoira. C'est parce que les malades y sont désinsectisés que le mot que me disait récemment le docteur Yersin est profondément vrai, sous son apparence de boutade : « C'est dans l'hôpital des pesteux qu'on risque le moins d'attraper la peste. »

Tels sont quelques-uns des fléaux exotiques dont il sied de nous garder aujourd'hui. A cet égard, l'hygiène et les méthodes pastoriennes sont des armes à la fois « nécessaires et suffisantes, » comme disent les mathématiciens.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La promptitude et l'esprit de décision qu'a mis le Président de la République à former le premier cabinet de son septennat n'ont pas été, paraît-il, du goût de tout le monde. Des ambitions impatientes avaient compté sur une de ces bonnes crises ministérielles qui se prolongent huit ou dix jours et réveillent toutes les espérances mal endormies. La clientèle ordinaire des grands candidats était manifestement reprise de cette fièvre pernicieuse dont les accès périodiques se traduisent par des symptômes bien connus. Les personnages consulaires se laissaient, une fois de plus, annoncer comme indispensables au salut du pays. On nous offrait des barons Louis pour les Finances, un Fouché pour la police, et Aimée de Coigny revoyait déjà Talleyrand au ministère des Affaires étrangères. A n'en pas douter, M. Millerand s'attendait à toutes ces manœuvres, et il les a lestement déjouées. Le *Berliner Tagblatt*, qui croyait avoir à dire son mot sur la constitution d'un nouveau ministère français et qui n'avait pas fait mystère de ses préférences, n'a pas caché sa déception. C'est peut-être une raison pour que nous soyons d'autant plus reconnaissants au Président de la République de la détermination à laquelle il s'est si rapidement arrêté. Notons, d'abord, que, du point de vue constitutionnel, elle apparaît comme irréprochable. M. Millerand était Président du Conseil, au moment où il a été élu par l'Assemblée nationale. Ses collaborateurs et lui n'avaient pas cessé d'avoir la majorité dans chacune des deux Chambres. Par quel singulier caprice aurait-il demandé la démission de ceux qui, la veille, avaient, à la fois, sa confiance et celle des assemblées parlementaires? Si vous lisez les trois lois de 1875 qui fixent les attributions et les rapports des pouvoirs publics, vous remarquerez qu'il n'y est pas fait la

Copyright by Raymond Poincaré, 1920.

moindre allusion au Président du Conseil des ministres. Le Président du Conseil n'a pas été créé par la Constitution; il est né de l'usage; et un Président de la République qui voudrait se contenter de nommer des ministres respecterait la lettre constitutionnelle. Je ne lui conseillerais pas cette singularité, car il s'exposerait vite à être personnellement mis en cause dans tous les débats parlementaires. Mais enfin le droit strict autoriserait la suppression du premier ministre. Le jour où le premier ministre devient Président de la République, il n'y a donc aucun motif pour que ses collègues disparaissent. Il y a, au contraire, un motif nouveau pour qu'ils restent. Un cabinet est solidairement responsable de sa politique générale devant les Chambres. Le témoignage de confiance que le Président du Conseil reçoit de l'Assemblée nationale s'adresse, qu'on le veuille ou non, aux autres ministres en même temps qu'à lui et il serait paradoxal qu'il désavouât lui-même cette solidarité en les congédiant. Déjà, en janvier 1913, un Président du Conseil des ministres a été élu Président de la République. M. Fallières, qui était encore à l'Élysée pour un mois, a conservé le Cabinet en fonctions et, après la transmission des pouvoirs présidentiels, un cabinet nouveau n'a pas été formé. M. Millerand avait donc pour lui, tout à la fois, le bon sens et les précédents.

Il n'avait qu'à choisir un ministre des Affaires étrangères et, pour se conformer à l'usage, un Président du Conseil. Il a confié les deux emplois à M. Georges Leygues, dont il avait pu apprécier, il y a vingt ans, dans le ministère que présidait Waldeck-Rousseau, les qualités de finesse et de courage. M. Georges Leygues a détenu avec succès, dans plusieurs cabinets, des portefeuilles variés; il a été, pendant les premières années de la guerre, président de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre et, en 1917, il a été appelé par M. Clemenceau au ministère de la Marine. On peut donc dire qu'il a gagné ses grades un à un avant d'être élevé à la Présidence du Conseil. Mais il faut ajouter que, pendant les deux longues années qu'il a passées à la rue Royale, M. Leygues a fait preuve, en toute circonstance, de ce sens national que l'Assemblée de Versailles a voulu, le mois dernier, honorer en M. Millerand.

Lorsque M. Clemenceau lui a offert la direction d'un ministère militaire, une épouvantable angoisse oppressait, depuis plusieurs mois, l'âme de la France. La trahison rôdait autour de nous. Le Président de la République avait dû lui-même demander au Gouvernement l'ouverture d'une instruction contre Bolo, et les haines que lui avait attirées cette initiative s'accompagnaient, jusqu'à la tribune, de

menaces et de calomnies. La défection russe, la lenteur avec laquelle arrivaient les premières troupes américaines, l'échec de notre offensive de l'Aisne, la douloureuse surprise qu'avaient causée les mutineries militaires, avaient préparé une partie de l'opinion à accueillir les suggestions du défaitisme. L'Allemagne avait cherché, par tous les moyens, à développer cet état d'esprit et à en profiter; et, en Belgique comme en France, elle avait eu recours aux intrigues les plus audacieuses pour que s'accréditât, dans le cœur des hommes faibles, le bruit d'une paix possible. On a aujourd'hui la preuve des pièges qui furent alors tendus à notre bonne foi par quelques-uns de ses agents les plus effrontés et peut-être faudra-t-il un jour donner, à cet égard, quelques précisions supplémentaires avec pièces à l'appui; car il y a de vieilles légendes noctambules qui parfois se promènent encore çà et là dans l'ombre et qu'il peut devenir nécessaire de déshabiller en plein jour. A toutes les tentatives que l'Allemagne renouvelait ainsi pour nous démoraliser, nous décourager et nous abattre, M. Clemenceau, et ce sera son éternel titre d'honneur, a répondu par un mot, dont l'écho a retenti dans le pays tout entier : « Je fais la guerre! » Il a mis la main au collet de la trahison, et il a marché sur l'ennemi. Qui pourrait oublier le service qu'il a alors rendu à la France? Nul sans doute, plus que moi, n'a différé d'opinion avec lui sur maints problèmes qui se sont présentés à notre examen; mais, s'il m'arrivait, d'aventure, aujourd'hui d'écouter avec trop de complaisance les critiques dirigées contre lui, deux images se dresseraient aussitôt devant moi : le souvenir d'une visite qu'il m'a faite au mois d'août 1914 et celui de la première séance du ministère qu'il a formé en 1917. Les deux fois, lorsqu'il a parlé de l'Alsace et de la Lorraine, son émotion était si profonde que sa voix tremblait et même, en 1914, comme nous étions seuls dans mon cabinet, il ne s'est pas contenu et les larmes ont coulé de ses yeux. Ce jour-là, je lui avais dit : « Nous pouvons rester séparés par bien des choses; mais voici une minute qui aura créé entre nous des liens plus forts que toutes les divergences. » Et, lorsqu'en 1917, j'ai retrouvé M. Clemenceau dévoré de la même ardeur patriotique, je me suis senti, à ce moment, beaucoup plus près de cet impitoyable adversaire que de quelques-uns de ceux qui passaient pour mes amis. M. Clemenceau peut répondre à certains de ses détracteurs du même ton que Scipion l'Africain aux tribuns dépêchés par ce vieil hypocrite de Caton. Sans lui, la France ne serait plus la France.

Or, dans cette œuvre de salut public qu'en 1917 il était peut-être

seul à même d'accomplir, il a eu besoin de collaborateurs sûrs et dévoués. M. Georges Leygues a été l'un des plus précieux, parce que, dans toutes les circonstances graves, soit pendant la guerre, soit au moment de l'armistice, soit pendant les négociations de paix, il s'est prononcé, sans hésitation, pour la solution française. Je lui dois ce témoignage, à l'heure où il reçoit, des mains du Président de la République, un mandat redoutable.

Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, la tâche qu'il a assumée est une des plus lourdes qui puissent incomber à un chef de gouvernement. Sans doute, la défaite que les extrémistes viennent d'essuyer au Congrès d'Orléans, les vigoureux réquisitoires qu'ont prononcés M. Merrheim et M. Jouhaux contre le régime bolchéviste, le désaveu infligé à la IIIe internationale, écartent de nous la menace brutale et immédiate d'une révolution à la russe; mais la nécessité de veiller au respect des lois n'en reste pas moins impérieuse pour les hommes qui ont la responsabilité de l'ordre public, et les majoritaires eux-mêmes ont laissé échapper à Orléans des paroles qui ne sont pas faites pour rassurer entièrement ceux qui ne voient pas dans la haine de classe et et dans la force aveugle les instruments providentiels du progrès. Puis, le nouveau gouvernement va se trouver, comme le précédent, en face de difficultés financières dont la solution n'a été que trop longtemps ajournée et qu'il y a urgence à régler. Dans la discussion du budget de 1920, le ministre avait déclaré qu'il comptait déposer avant les vacances parlementaires le projet de budget de 1921, de façon que la commission de la Chambre se mît au travail pendant l'intersession et que les débats pussent commencer dès la rentrée. M. F. Marsal a tenu cette promesse autant qu'il dépendait de lui; c'est-à-dire qu'avant la première séparation, il a déposé sur le bureau de la Chambre une belle feuille blanche de grand format. Après quoi, il a profité des loisirs que lui laissait l'éloignement des sénateurs et des députés pour demander à ses collègues du cabinet leurs propositions de dépenses. Elles ont été, comme toujours, formidables et, comme toujours, le ministre responsable des finances publiques a insisté pour que les chiffres fussent revisés et réduits. Les mois d'août et de septembre n'ont pas suffi à apaiser cette querelle classique et, la Commission des finances de la Chambre, inquiète de ces lenteurs, a réclamé, comme c'était son droit, qu'on se décidât enfin à mettre un peu d'encre sur la feuille blanche. Elle ne peut commencer sa besogne, sans être saisie d'un projet gouvernemental, et les retards auxquels elle a été condamnée l'empêcheront, sans doute, de préparer ses rap-

ports pour la rentrée. Il est à souhaiter qu'elle aille au plus pressé, qu'elle s'abstienne de toute littérature financière et qu'elle obtienne des orateurs de la Chambre le même renoncement. Mais elle a un devoir de contrôle qu'elle ne peut abandonner et que le Sénat, à son tour, sera obligé de remplir. Nous devons donc nous attendre, dès maintenant, à ce que le budget de l'an prochain ne soit pas voté en temps utile. L'habitude des douzièmes provisoires est malheureusement devenue une seconde nature parlementaire, et il semble que nous trouvions dans cette longue accoutumance au désordre et au laisser-aller une sorte de charme pervers, qui nous rend incapables de réagir.

En même temps qu'il va avoir à aider le ministre des Finances dans la restauration des saines méthodes, M. Leygues n'aura qu'à jeter les regards sur le monde pour y découvrir encore, de toutes parts, des flammes qui jaillissent de foyers mal éteints.

L'heureuse conclusion des pourparlers de Riga, la signature de l'armistice russo-polonais, l'accord intervenu sur les préliminaires de paix nous enlèvent sans doute pour un temps de graves sujets d'inquiétude et apportent à la politique qu'a suivie M. Millerand vis-à-vis de la Pologne une éclatante consécration. Mais à la satisfaction momentanée de ce succès se mêlent encore de trop nombreuses préoccupations, et c'est toujours l'Allemagne qui nous force à nous tenir sur le qui-vive. Les pangermanistes continuent systématiquement en Haute-Silésie le travail souterrain que j'ai plusieurs fois dénoncé. Ils ne reculent devant rien pour tâcher de fausser le futur plébiscite. Ils ont imaginé toute une combinaison pour associer à la consultation projetée près de trois cent mille Allemands qui sont domiciliés en dehors des territoires plébiscitaires. Ils essaient également de troubler l'esprit des électeurs en posant, à côté de la seule question qu'autorise le traité de Versailles, rattachement à l'Allemagne ou à la Pologne, celle d'une autonomie que rien ne saurait justifier, puisqu'il n'y a dans le pays que des Polonais et des Allemands. Enfin, comme je l'ai montré par quelques exemples, ils préparent, pour le lendemain d'un vote contraire à leurs ambitions, des émeutes et des coups de force. La haute commission interalliée a été entièrement d'accord avec son président, le général Le Rond, dans toutes les mesures prises pour assurer la loyauté du vote. Mais, par malheur, des agents du nouvel attaché militaire anglais à Berlin, le général Malcolm, se sont laissé circonvenir par la cautèle allemande et M. Leygues aura un gros effort à faire, là comme ailleurs, pour mettre au même pas l'attelage des Alliés.

A Vienne, voici qu'avant de se séparer en vue des très prochaines élections générales, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité une résolution qui émanait naturellement, elle aussi, des pangermanistes et qui enjoint au gouvernement autrichien de faire procéder, dans un délai de cinq mois, à un plébiscite sur le rattachement du pays à l'Allemagne. On sait qu'aux termes du traité de Saint-Germain, l'indépendance de l'Autriche a été proclamée inaliénable et que l'Autriche s'est formellement engagée à s'abstenir, à moins d'y être autorisée par le Conseil de la Société des Nations, de tout acte qui fût de nature à compromettre, directement ou indirectement, cette indépendance. Sous l'influence des pangermanistes, l'Autriche se conduit donc à peu près vis-à-vis du traité de Saint-Germain comme l'Allemagne vis-à-vis du traité de Versailles. Le « Conseil suprême » avait cependant déjà pris soin, le 16 décembre 1919, de lui rappeler les obligations qu'elle avait contractées. C'était à propos du Tyrol et du Vorarlberg. Un avertissement solennel, signé de M. Clemenceau, avait été envoyé à l'Autriche et elle avait été prévenue que les Puissances alliées s'opposeraient à toutes tentatives capables de porter atteinte à l'intégrité du territoire autrichien. Il est vrai qu'à en croire les déclarations faites à Innsbrück par le docteur Renner, M. Nitti n'en aurait pas moins laissé espérer à l'Autriche l'abolition de l'article 88. Mais, depuis lors, M. Giolitti a succédé à M. Nitti et, lorsqu'il a rencontré M. Millerand à Aix-les-Bains, tous deux sont tombés d'accord pour reconnaître publiquement, dans le traité de Saint-Germain, comme dans le traité de Versailles, la « pierre angulaire » du monument de la paix. Nous avons donc le droit de penser que les Alliés seront désormais unanimes dans l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Autriche.

A la vérité, il ne suffira pas de lui interdire de se réunir à l'Allemagne pour que le traité de Saint-Germain devienne une réalité durable. J'ai précédemment indiqué toutes les objections qu'il soulève et qui ont été exposées devant les deux Chambres, lorsqu'il y a été discuté. L'Autriche ne possède plus qu'un territoire d'environ quatre-vingt-trois mille mètres carrés; elle ne compte guère plus de six millions d'habitants, dont deux millions dans la capitale. C'est donc un corps ethnique assez mal constitué, avec une très grosse tête et un très petit corps. D'autre part, cette région a particulièrement souffert du blocus; et, comme elle n'a que peu de terres propres à la culture des céréales, la situation alimentaire y a été, au lendemain de l'armistice, exceptionnellement grave. L'état des

finances publiques n'y était pas moins déplorable, puisque la valeur de la couronne était tombée à huit centimes et que la circulation fiduciaire avait atteint des chiffres effrayants. Cependant, dès le 20 avril 1920, le chancelier Renner faisait entendre à l'Assemblée nationale des paroles rassurantes et déclarait le pays sauvé de la guerre civile et de la ruine économique. Depuis lors, la Section d'Autriche de la Commission des Réparations a étudié, avec beaucoup de bienveillance, les moyens d'aider l'Autriche à se relever et le gouvernement de Vienne ne peut que se féliciter du concours qu'il a trouvé chez les Alliés. Ce n'est ni le mécontentement contre nous, ni le désespoir, ni l'impossibilité de vivre, qui ont provoqué l'intempestive manifestation de l'Assemblée nationale. Il y a en Europe beaucoup d'États plus petits et moins peuplés que l'Autriche, et qui prospèrent. L'Autriche est géographiquement placée dans une position très avantageuse pour le développement de son commerce international. Elle est sur le chemin de l'Allemagne et de la Tchéco-Slovaquie à la Méditerranée et à l'Adriatique, comme elle est sur le chemin de l'Europe occidentale à Constantinople et à l'Asie-Mineure. Elle peut aisément redevenir un des grands marchés du monde.

Elle a, d'ailleurs, à sa disposition des richesses importantes. Les Alpes autrichiennes sont beaucoup plus boisées que les Alpes centrales ou occidentales. Les forêts couvrent quarante pour cent de la superficie totale de la nouvelle Autriche. Une partie des bois exploités alimente les industries locales; une autre partie sert pour le chauffage; mais il reste, au moins, deux millions de mètres cubes à exporter par an. Les chutes d'eau sont très nombreuses et, comme un député, M. Goldemung, le disait le 30 avril à l'Assemblée nationale, l'utilisation des forces hydrauliques est pour le pays une grande ressource d'avenir. Aussi bien l'Assemblée vient-elle de voter l'électrification de plusieurs lignes ferrées représentant, au total, plus de six cent cinquante kilomètres. L'industrie metallurgique est très florissante. Il y a du minerai de fer en abondance à l'Erzberg, à Graz, à Eisenerz, des salines à Salzbourg, à Salzkammergut et dans le Tyrol. Ajoutez à cela des filatures, des verreries, des tanneries, des pelleteries, des usines de produits chimiques, des minoteries, des brasseries, des fabriques de meubles, des industries de luxe dont plusieurs rivalisent avec celles de Paris. Vous conclurez que l'Autriche n'est pas encore morte, si elle veut se donner la peine de vivre. Aujourd'hui assurément elle souffre, comme beaucoup d'autres pays, et dans des proportions plus fortes que la plupart d'entre eux, du

manque de charbon, de l'insuffisance des matières premières et de la raréfaction de la main-d'œuvre. Il conviendrait donc d'établir, avec le concours de l'Amérique et de l'Angleterre, des accords internationaux qui pussent lui assurer un meilleur ravitailleemnt en charbon. Il conviendrait également de favoriser entre l'Autriche et les nouveaux États héritiers de l'Empire des ententes purement économiques, pour permettre à celle-là de recevoir de ceux-ci les matières premières qui lui font défaut. Il conviendrait enfin de hâter l'assainissement monétaire et la liquidation de la Banque austro-hongroise. C'est à la Commission des Réparations qu'il appartient de nommer les liquidateurs. Il est souhaitable que cette nomination ne se fasse pas attendre. Mais c'est l'Autriche elle-même qui doit améliorer sa situation budgétaire, au lieu d'aller joindre ses lamentations à celles de l'Allemagne devant la conférence financière de Bruxelles. Le déficit avoué est de cinq milliards et le docteur Reisch a eu la candeur de déclarer qu'il laissait aux Alliés le soin de le combler. Le gouvernement autrichien a fait voter quelques impôts sur le capital et sur le revenu, mais il n'a pas songé à réaliser la moindre économie. La Commission des Réparations l'a prié de diminuer le nombre des fonctionnaires, qui est déraisonnable et entraîne une dépense annuelle de cinq milliards et demi. Comme ces fonctionnaires sont des agents électoraux, le ministère a répondu : « Tout ce que je puis faire, c'est de réduire au minimum les nouveaux engagements. » Et il conserve ses parasites, dans l'espoir que les Alliés les paieront. A Vienne comme à Berlin, c'est donc la même pensée : laisser aux vainqueurs les charges de la guerre et présenter les vaincus, qui ont été les agresseurs, comme les victimes les plus dignes de compassion. Le 19 juillet dernier, le président du Conseil, M. Mayr, ne disait-il pas très simplement à Innsbrück : « Nous attendrons que ces messieurs de la Commission des Réparations nous aident enfin avec les crédits qu'ils nous ont promis. » Ainsi, on attend que la manne tombe du ciel de la Commission et on se croise les bras.

On les décroise seulement pour faire, de temps en temps, quelques gestes de menace, comme celui que les pangermanistes viennent d'obtenir de l'Assemblée nationale. Déjà, le 22 avril, le chancelier Renner avait annoncé qu'après la ratification du traité de Saint-Germain, l'Autriche demanderait à entrer dans la Société des Nations pour être ensuite rattachée à l'Allemagne. Déjà, le 20 juin, le président Seitz avait formé publiquement, dans une fête d'instituteurs, le vœu que les aspirations allemandes fussent bientôt satisfaites. Déjà,

toute la presse autrichienne, sauf de très rares journaux, tels que la *Reichspost*, la *Wiener Morgenzeitung* et la *Wiener Allgemeine Zeitung*, avait fait campagne pour le rattachement. Déjà une association, la *Deutscharbeitsgemeinschaft*, s'était constituée à Vienne en faveur de l'unité allemande. Déjà enfin, le 22 juillet, le député Schurff avait déposé à l'Assemblée nationale la motion qui vient d'être adoptée avec un léger amendement. Il demandait que le referendum fût joint aux élections du 17 octobre. L'Assemblée n'a pas prononcé la jonction; elle a procédé par voie d'invitation au gouvernement; mais il est évident qu'en fait, après le vote unanime des députés sortants, les élections d'après-demain porteront sur la question du rattachement.

Quelles mesures les Alliés ont-ils prises depuis six mois pour enrayer ce mouvement et pour rappeler le gouvernement autrichien au respect du traité de Saint-Germain? Lui ont-ils clairement montré qu'en se fondant au sein de l'Empire d'Allemagne, l'Autriche n'échapperait pas, comme elle le suppose, aux charges que lui impose ce traité? Ont-ils suffisamment expliqué à la Tchéco-Slovaquie et au royaume des Serbes, Croates et Slovènes la menace que serait pour eux une Allemagne agrandie? Et surtout, vis-à-vis de l'Allemagne elle-même, ont-ils agi avec assez de fermeté, pour lui faire nettement comprendre que toute entreprise germanique, condamnée par l'article 88 du traité de Saint-Germain, serait, en même temps, une violation flagrante du traité de Versailles?

Par les articles 80 et 118 de ce dernier acte, l'Allemagne a pris, sur ce point, des engagements précis. L'article 80, notamment, porte : « L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche, dans les frontières qui seront fixées par traité passé entre cet État et les principales Puissances alliées et associées. Elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations. » D'autre part, aux termes de l'article 5 du covenant, ce consentement ne peut être donné qu'à l'unanimité. Il suffit donc que la France refuse son adhésion pour que l'Allemagne n'ait pas le droit d'accepter le rattachement de l'Autriche, ni, à plus forte raison, de le provoquer, et pour qu'en y prêtant les mains, elle viole les stipulations qu'elle a signées. Cette infraction, si elle se produit, doit avoir une sanction. L'article 429 prévoit que l'occupation de la rive gauche du Rhin ne doit cesser que si les conditions du traité sont fidèlement observées. Du jour où l'Autriche s'unirait à l'Allemagne, nous serions donc autorisés à rester sur le Rhin. Telle est, sans nul doute, la pensée

du gouvernement français. Mais nous sommes-nous concertés, à cet égard, avec nos Alliés? Partagent-ils notre opinion? Et, s'ils la partagent, l'Allemagne en est-elle avertie?

Il est visible qu'elle continue à spéculer sur les divisions des Alliés, et cela non seulement dans les graves questions territoriales de Haute-Silésie et d'Autriche, mais dans tous les incidents que soulèvent les essais d'application du traité de Versailles. La presse allemande a vanté, ces jours-ci, très bruyamment, la bonne foi que le Reich aurait mise à observer, pour la date du 1er octobre, les accords passés à Spa au sujet du désarmement et de la livraison du charbon. Certains journaux français ont, à leur tour, enregistré comme un succès national ce commencement d'exécution. Mais n'oublions pas que les accords de Spa ont marqué un recul sensible par rapport au traité. Pour le désarmement, ils ont accordé à l'Allemagne des délais supplémentaires, et rien ne nous prouve encore, d'ailleurs, que les licenciements soient effectifs et que nous ne soyons pas joués une fois de plus. Pour le charbon, nous avons réduit les quantités auxquelles nous avons droit, nous avons augmenté les prix et nous avons consenti des avances à l'Allemagne. Le Reich aurait été assurément bien mal inspiré de compromettre les avantages qu'il tire d'une telle opération. Mais ce qu'on s'est gardé jusqu'ici de nous dire, c'est qu'il ne nous livre pas les qualités de charbon promises ; et, quant au tonnage, le gouvernement avait déclaré au Sénat que la différence entre les quantités prévues au traité et les livraisons résultant du protocole de Spa demeurerait due par l'Allemagne : avons-nous obtenu, à cet endroit, une garantie quelconque? Pas la moindre ; et, pour nous enlever toute illusion, le commissaire allemand du charbon, M. Stutz, communiquait, il y a quelques jours, à la presse une note significative, où il prétendait que la convention de Spa suscitait à l'Empire les plus sérieuses difficultés et où il donnait à entendre qu'elle devrait être bientôt revisée au bénéfice de l'Allemagne.

Sans doute, le docteur Mayer, qui était chargé d'affaires du Reich à Paris et qui vient d'être nommé ambassadeur d'Allemagne, a tenu, en remettant ses lettres de créance, un langage parfaitement correct, qui concordait, du reste, avec son attitude personnelle ; et M. Millerand, dans sa réponse, a clairement indiqué que la loyale exécution du traité de Versailles était la condition essentielle des futures relations entre les deux pays. Mais, au même moment, l'Allemagne essayait de renouveler, auprès de la France, les propositions que M. de Simons et M. Stinnes avaient déjà faites à Spa et qui,

sous couleur de collaboration économique, tendaient à une véritable colonisation germanique de nos régions dévastées ; et, pendant que des démonstrations d'hostilité contre la France étaient organisées dans toutes les grandes villes impériales, pendant qu'à Berlin et à Hambourg, l'anniversaire du maréchal Hindenburg servait de prétexte à des discours haineux, où la revision du traité était violemment réclamée, les délégués officiels et officieux de l'Allemagne, se glissant, à Bruxelles, dans les couloirs de la conférence financière internationale, tentaient d'y circonvenir les neutres et d'y apitoyer nos alliés. Ils tâchaient même de démontrer à quelques-uns de nos compatriotes que le Reich était en état de faillite, que les impôts n'y rentraient point, qu'il était impossible d'émettre des emprunts pour consolider une dette flottante qui dépassait, le 31 août, 186 milliards de francs et s'augmentait de jour en jour, que la circulation de marks en papier atteignait, à la même date, 90 milliards et croissait continuellement, bref, que le Reich était incapable de nous verser un centime sur le montant de nos réparations. C'est toujours, comme on le voit, le même système. L'Allemagne veut, contrairement au traité, faire évaluer sa capacité de paiement avant que soit fixée notre créance, parce qu'elle espère bien, en intervertissant ainsi les termes du problème, obtenir, d'avance, une importante réduction sur le chiffre de sa dette.

Cette tactique n'a pas réussi à Bruxelles, parce que la Société des Nations, prévenue par le représentant français, M. Léon Bourgeois, avait écarté du programme tout ce qui touchait aux divers traités de paix; et, par suite, la Conférence n'a été, comme l'écrivait très exactement M. Louis H. Aubert, qu'une grande Cour des Miracles, où les nations sont venues, tour à tour, étaler leurs infirmités et leurs misères, et elle n'a point tourné, comme l'Allemagne l'espérait, à la confusion de la France. Mais que va-t-il se passer demain? Après les débats qui avaient eu lieu, dans les deux Chambres, à propos des accords de Spa, le gouvernement avait donné à entendre qu'il renonçait à rencontrer, de nouveau, les Allemands, que la Conférence de Genève n'aurait pas lieu, qu'on allait revenir enfin à la voie tracée par le traité et que la Commission des Réparations serait chargée d'évaluer la créance des Alliés ; et le premier ministre belge, l'honorable M. Delacroix, avait proposé un expédient ingénieux pour favoriser cette évolution. Aussitôt, une revue diplomatique, généralement fort bien renseignée sur les choses anglaises, l'*Europe nouvelle*, a annoncé, en termes catégoriques, que M. Lloyd

George, considérant que la France avait promis d'aller à Genève, nous abandonnerait à nos propres forces si nous ne tenions pas la parole donnée et, quelques jours plus tard, un télégramme de Bruxelles, tout en laissant pressentir une prochaine entrevue de M. Lloyd George et de M. Delacroix, confirmait que le Premier ministre britannique restait inébranlable dans ses intentions. C'est ce que Lord Curzon a officiellement signifié au gouvernement français dans une note récente.

Fâcheuse aventure qui nous montre une fois de plus qu'il eût mieux valu ne pas commencer par lâcher la corde, dans le candide espoir de la reprendre ensuite. Il est toujours plus difficile de se dégager que de ne se pas engager. Si la première fois que nos alliés ont voulu nous entraîner à violer le traité et à dessaisir la Commission des Réparations, nous leur avions amicalement et fermement rappelé leur signature, et si nous n'avions accepté aucune convention dérogatoire, ils ne nous reprocheraient pas aujourd'hui d'avoir changé d'avis. La Commission des Réparations aurait su ce qu'elle avait à faire et elle aurait eu la liberté de se mettre tout de suite au travail. Contrairement à ce que disent certains journaux, elle aurait été en droit de fixer le montant de la créance, à la simple majorité (§ 13 de l'annexe II); et si l'Allemagne ne s'était pas exécutée, elle aurait pu également, comme elle l'a fait l'autre jour pour le charbon, inviter les gouvernements à prendre des sanctions et, au besoin, des gages territoriaux. On serait resté dans un domaine connu, celui du traité. On est aujourd'hui en plein maquis. Il ne faudra rien de moins que toute l'autorité de M. Millerand et toute l'habileté de M. Leygues pour nous tirer de ces broussailles.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — XCe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-NEUVIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er Septembre.

Pages.

Nos grands chefs. — Le Maréchal Joffre, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française, et M. le Lieutenant-Colonel FABRY. 5

Les Villes d'or. — II. *La Résurrection de Carthage*, par M. Louis BERTRAND 52

Le Manoir, deuxième partie, par M. John GALSWORTHY. 74

Cinquante ans de politique extérieure, par M. André LEBON. 109

François Buloz et la Comédie-Française, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 122

Scènes de mœurs électorales. — Les « Conventions » américaines *(juin-juillet 1920)*, par M. Georges LECHARTIER. 128

Entre deux jardins, deuxième partie, par Marie PERRENS. 154

Le Particularisme bavarois. — I. *La Bavière et l'Europe*, par M. Julien ROVÈRE. 167

Littératures étrangères. — *Une grande dame anglaise a Berlin*, par M. Louis GILLET 187

Revue littéraire. — *Un nouveau roman de M. Henry Bordeaux*, par M. André BEAUNIER. 201

Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Raymond POINCARÉ, de l'Académie française. 213

Livraison du 15 Septembre.

L'Épisode de Dixmude. — I. *(15-26 octobre 1914)*, par M. le Vice-Amiral RONARC'H 225

Mérimée nouvelliste, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française. . 257

Le Manoir, troisième partie, par M. John GALSWORTHY 272

Pages.

L'Expansion du français dans le monde, par M. Paul HAZARD. 307
Poésies. — *Croquis vendéens*, par M. Régis DE BREM. 328
La Reconstitution minière de la France, par M. Louis DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences. 335
Entre deux jardins, dernière partie, par Marie PERRENS. 370
A Bruxelles. — La Résurrection de l'*Agneau mystique*, par M. Louis GILLET 387
Le Particularisme bavarois. — II. *La Bavière et la Prusse*, par M. Julien ROVÈRE. 405
Revue scientifique. — *La nouvelle étoile du cygne*, par M. Charles NORDMANN 425
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Raymond POINCARÉ, de l'Académie française 437

Livraison du 1er Octobre.

Comédies et proverbes. — On ne saurait penser a tout, par Gérard D'HOUVILLE. 449
L'Épreuve de la Pologne. — I. *Problèmes politiques*, par M. Maurice PERNOT. 484
L'Épisode de Dixmude. — II. *(27 octobre-15 novembre 1914)*, par M. le Vice-Amiral RONARC'H 521
L'Église de France et les Associations cultuelles, par ***. 551
Les Villes d'or. — III. *Du Capitole de Thugga aux Catacombes d'Hadrumète*, par M. Louis BERTRAND 576
Le Manoir, dernière partie, par M. John GALSWORTHY 601
Littératures étrangères. — *Tolstoi peint par Gorki*, par M. Louis GILLET. 633
Revue littéraire. — *Les Poèmes de M. Louis Le Cardonnel*, par M. André BEAUNIER 649
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Raymond POINCARÉ, de l'Académie française. 661

Livraison du 15 Octobre.

La Fille d'Éléazar, première partie, par Mme Elissa RHAÏS. 673
Deux années de l'histoire religieuse de la Révolution. — I, par M. Pierre DE LA GORCE, de l'Académie française. 710
Maupassant inédit. — *Autour d' « Une Vie, »* par M. Louis BARTHOU, de l'Académie française. 746
Les Villes d'or. — IV. *Les Sentinelles du désert*, par M. Louis BERTRAND 776
L'Épreuve de la Pologne. — II. *L'Avenir économique*, par M. Maurice PERNOT. 806
Pour le centenaire de Fromentin. — Le Pèlerinage de « Dominique, » par M. Edmond PILON. 839
Les Colonnes du Temple, par M. René LA BRUYÈRE. 863
Revue scientifique. — *Fléaux exotiques*, par M. Charles NORDMANN. . 872
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Raymond POINCARÉ, de l'Académie française 883

Paris. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 55542.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2204